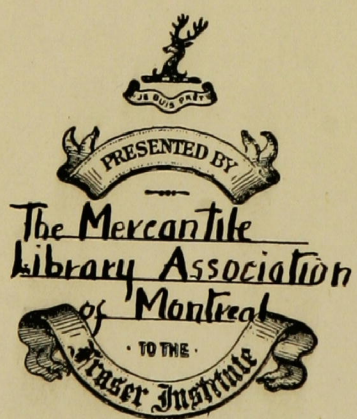


★ 942

+ R218
V.3.



75875

HISTOIRE
D'ANGLETERRE,
PAR M^R
DE RAPIN THOYRAS.

EXPLICATION
DES
VIGNETTES
DU TOME III.

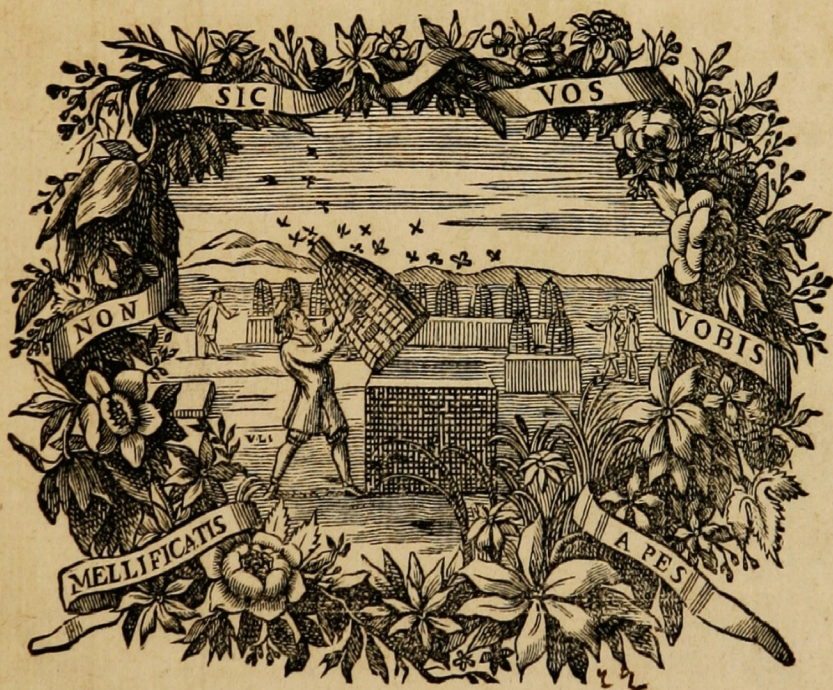
Pour le LIVRE IX, page 1, *Edouard I.* donne à *Jean Baillol* la Couronne d'Ecosse.
Pour le LIVRE X, page 117, *Edouard III.* fait vœu de donner la Paix à la France.
Pour le LIVRE XI, page 297, *Henri V.* la *Reine de France* & le *Duc de Bourgogne*, jurent la
Paix de Troyes.

HISTOIRE D'ANGLETERRE,

PAR M^R
DE RAPIN THOYRAS,

TOME TROISIÈME,

*Contenant ce qui s'est passé de plus remarquable dans ce Royaume, depuis
le commencement du Règne d'ÉDOUARD I. jusqu'à la fin
du Règne de HENRI V.*



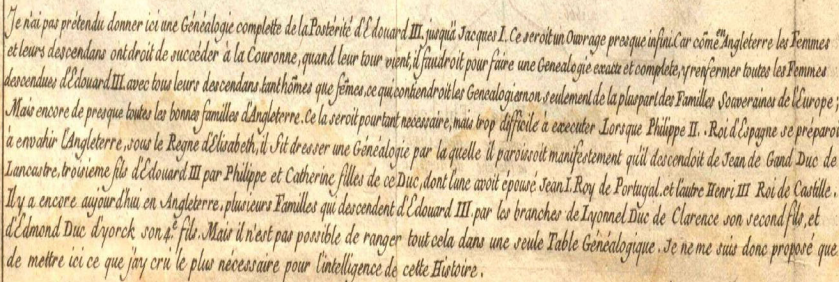
A LA HAYE,

Chez ALEXANDRE DE ROGISSART.

M. DCCXXVI.

Avec Privilege de Nos Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrise.

Tome 3. 4. 5. et 6.





HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE NEUVIÈME,

Contenant les Regnes d'EDOUARD I. &
d'EDOUARD II.

+++++

ÉDOUARD I. (1)

Surnommé AUX LONGUES JAMBES,

Neuvième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



A mort de Henri III, étant arrivée pendant l'absence d'Edouard son fils qui devoit lui succeder, sembloit offrir aux Mécontents une occasion favorable pour exciter de nouveaux troubles; elle n'eut pourtant aucune suite fâcheuse. Le parti de Leicester étoit tellement abattu, qu'il ne se trouvoit plus en état de lever la tête: mais quand même

EDOUARD
I.
1272.

(1) Celui-ci étoit véritablement le IV^e Roi de ce nom, y en ayant eu trois du même nom du tems des Saxons; aussi avoit-on accoutumé, en parlant de cet Edouard-ci & des deux suivans, en les nommant I, II, III, d'ajouter *post Conquestum*, après la Conquête; mais peu-à-peu cette addition a été négligée.

Tome III.

A

EDOUARD
I.
1272.

Les Barons
prêtent ser-
ment à E-
douard
quoiqu'ab-
sent.

même quelques esprits inquiets auroient voulu se servir de cette occasion pour troubler la paix du Royaume, la bonne opinion que le Peuple avoit conquë d'Edouard auroit rendu leurs projets impraticables. Ce Prince avoit paru avec beaucoup d'éclat pendant les dernières années du regne de son Pere. La victoire d'Evesham, la réduction des Rebelles d'Ely, & la clemence dont il avoit usé envers eux, après qu'il les eut soumis, étoient encore recentes dans la memoire des Anglois, & les remplissoit d'estime & d'admiration pour ses rares qualitez. Ils ne doutoient point que ce Prince n'employât tous ses talens à rétablir la paix & la tranquillité dans son Royaume qui avoit reçu de si violentes secousses sous les deux Regnes précédens. Ainsi, bien loin de se trouver disposez à favoriser les Mécontents, ils temoignerent une extrême impatience de revoir leur nouveau Souverain, fondant sur lui seul toute l'esperance de leur bonheur à venir. Bien qu'Edouard fût absent & qu'on n'eût pas même de ses nouvelles, tous les Barons, d'un commun accord, lui prêtèrent serment de fidelité. En même-tems, ils lui écrivirent une Lettre pleine de respect & de soumission, pour l'inviter à venir au plutôt prendre possession du trône de ses Ancêtres. En attendant son retour, ils s'assemblerent à Londres, pour commettre la Regence du Royaume à quelques-uns d'entr'eux qui en seroient jugez les plus capables. Leur choix étant tombé sur l'Archevêque d'Yorck & sur les Comtes de Cornouaille & de Chester, le Parlement, qui s'assembla bien-tôt après, confirma toutes les mesures qu'ils avoient prises pour la conservation de la tranquillité du Royaume.

Ce Parlement fut composé non seulement des Seigneurs Spirituels & Temporels, mais encore des Députés de chaque Province, & de chacune des principales Villes ou Citez. La même chose avoit été pratiquée sous le Gouvernement du Comte de Leicester, pendant la captivité du dernier Roi : mais ces Assemblées n'avoient pas été convoquées par une autorité legitime. Je ne m'arrete point ici à examiner si, avant le tems dont je parle presentement, les Communes avoient le droit d'assister aux Parlemens par leurs Députés : c'est une matiere pleine de difficultez, & qui n'a pas été encore bien éclaircie. Je me contenterai de dire, qu'on ne peut disconvenir qu'elles n'aient joui de cette prérogative sous le regne d'Edouard I, & que depuis ce tems-là jusqu'à present elles ne l'aient conservée sans aucune interruption.

Edouard
arrive en Si-
cile.

1273.
Il se trouve
à un Tour-
noi fait à
Châlon.

Edouard continuant son voyage, sans sçavoir ce qui se passoit en Angleterre, arriva heureusement en Sicile où Charles d'Anjou le reçut avec tous les honneurs dûs à son rang & à son merite. Ce fut à Messine qu'il apprit la mort du Roi son Pere, de laquelle il parut beaucoup plus touché que de celle de Jean son fils aîné, qui lui fut portée en même-tems. En partant de Sicile, il prit la route de Rome, où il séjourna quelques jours pour y voir le nouveau Pape qui étoit son ami particulier, & qui l'avoit accompagné à la Palestine en qualité de Legat; ensuite, il prit son chemin par la France, & passa par la Bourgogne. Comme il avoit la reputation d'être vaillant & droit, le Comte de Châlon, qui se piquoit de mêmes qualitez, le pria d'assister à un Tournoi qui se devoit faire dans son païs, & lui fit même une espece de défi. Bien qu'un Roi d'Angleterre pût honnêtement se dispenser de se me-

lurer

surer avec un Comte de Châlon, Edoüard accepta le défi sans balancer ; il craignit sans doute de faire quelque tort à sa réputation s'il le refusoit : les Lettres mêmes du Pape qui lui écrivit pour le détourner de cette résolution, ne furent pas capables de l'arrêter. Il y a des Historiens qui prétendent, que les Bourguignons n'usèrent pas de toute la bonne foi requise en ces occasions ; ils disent, que le Tournoi se changea en un véritable combat, dans lequel les Anglois eurent l'avantage, & qui fut nommé *La petite Bataille de Châlon*.

EDOUARD
I.
1273.

Comme Edoüard traversoit la France, il ne crut pas pouvoir se dispenser d'aller faire un tour à Paris, pour y rendre visite au Roi Philippe, qui lui fit toutes sortes d'honneurs & de caresses, & reçut de lui hommage pour la Guienne ; ensuite, Edoüard se rendit à Bourdeaux, pour y recevoir l'hommage des Vassaux de ce Duché. Quelques-uns ont dit que *Gaston de Moncade*, Vicomte de Bearn, voulut s'éviter de rendre cet hommage, & qu'il fut arrêté à Bourdeaux où il étoit allé trouver le Roi : mais quoiqu'il soit vrai que ce Vicomte promit de ne point quitter la Cour d'Edoüard sans sa permission, il est pourtant certain que les différens qu'il avoit avec le Roi, ne regardoient nullement l'hommage du Bearn. Le Recueil des Actes Publics fait voir manifestement, que ces démêlez étoient, sur tout, autre chose. Ils furent terminés à Limoges par le ministère d'*Accurse*, fameux Jurisconsulte qui étoit alors au service du Roi.

Il va voir le
Roi de
France à
Paris, & de
là en Guien-
ne.

Mezerai.

Aff. Publ.
T. II. p. 132.

Dès qu'Edoüard eut achevé de régler ses affaires en Guienne, il se rendit dans son Royaume, où il fut reçu avec toutes les marques possibles d'amour & de respect, comme ayant acquis un nouveau mérite par l'expédition qu'il venoit de faire dans la Palestine. Peu de jours après son arrivée, il fut couronné avec Alienor son épouse, en présence d'Alexandre III. Roi d'Ecosse, du Duc de Bretagne, & de toute la Noblesse du Royaume. Les Historiens ont remarqué, qu'à l'occasion de cette solennité, on lâcha dans la campagne cinq-cens chevaux qui furent libéralement donnés à ceux qui les purent attraper.

1274.
Il arrive en
Angleterre,
où il est
couronné.

Le premier soin qui occupa le nouveau Roi, après son Couronnement, fut d'examiner à fond les affaires de son Royaume. Pour cet effet, il nomma des Commissaires qui eurent ordre de parcourir les Provinces, & de s'informer exactement touchant les Fiefs qui dépendoient de la Couronne, & de l'état où ils se trouvoient. Ils furent aussi chargés d'examiner & de punir les malversations des Magistrats, qui, depuis quelque tems, n'avoient que trop abusé de leur autorité pour opprimer les Sujets. Cette première démarche produisit un merveilleux effet parmi le peuple. On comprit par là, que ce Prince avoit intention de gouverner d'une toute autre manière, que son Père & son Ayeul, & l'on attendit avec confiance les heureux effets des maximes qu'il suivoit pour se procurer un regne tranquille. Il étoit absolument nécessaire qu'Edoüard se fît estimer & craindre de ses Sujets, afin qu'aucun trouble domestique n'apportât des obstacles aux grands desseins qu'il méditoit. Le premier, & celui qui l'occupoit le plus, étoit de châtier Leolyn Prince de Galles : ce Prince avoit assez fait voir pendant les derniers troubles dont l'Angleterre avoit été agitée, combien son voisinage étoit dangereux, puisqu'il avoit toujours été prêt à soutenir les Anglois mécon-

Il envoie
des Com-
missaires
dans les
Provinces,

Il forme le
dessein de
châtier le
Prince de
Galles.

EDOUARD
I.
1274.

1275.
Sujet de la
guerre de
Galles.

Ass. Publ.
Tome II.
pag. 26.

tens. Jamais sans lui, le Comte de Leicester ne seroit monté au haut degré de puissance où il s'étoit vu, & le Comte de Gloucester ne se seroit pas rendu redoutable, sans les secours de Leolyn. La conduite que ce Prince avoit tenue en ces occasions, & en plusieurs autres, avoit fait prendre à Edoüard la résolution de mettre cet ennemi hors d'état de nuire. Mais les circonstances du tems & son voyage de la Terre Sainte l'avoient obligé à différer l'exécution de ce projet. Leolyn ne l'ignoroit pas; il regardoit Edoüard comme son plus grand ennemi. Mais les précautions qu'il voulut prendre pour se mettre à couvert de son ressentiment, firent un effet tout contraire, puisqu'elles fournirent au Roi un prétexte de l'attaquer.

J'ai dit ci-devant que le vieux Leolyn, Ayeul de celui-ci, s'étoit rendu Vassal & Tributaire de Henri III, & que son Successeur avoit fait hommage à ce même Roi, pour tout le païs de Galles; quoique depuis ce tems-là, les Gallois eussent fait quelques efforts pour se délivrer de ce joug, jusqu'à vouloir se donner au Pape, ils n'avoient pu y réussir. Malgré les troubles qui affligèrent l'Angleterre sous le Regne précédent, la Couronne étoit demeurée en possession de compter le Prince de Galles parmi ses Vasseaux. Immédiatement après la mort de Henri III, & avant le retour d'Edoüard, Leolyn fut sommé de venir rendre hommage au Roi absent: mais il ne tint aucun compte de cette sommation. Ce refus fut cause que le nouveau Roi, incontinent après son arrivée, le fit sommer une seconde fois de venir lui rendre hommage, & d'assister à son Couronnement en qualité de Vassal. Leolyn trouva des raisons pour s'en dispenser; il prétendit que les Anglois n'avoient pas observé le dernier Traité de paix, & qu'ils avoient commis sur les frontieres divers excès dont il demandoit réparation. Pour lui ôter ce prétexte, le Roi nomma des Commissaires qui eurent ordre de rectifier toutes choses; & en même tems, il le fit encore sommer de venir lui rendre hommage. Cette troisième sommation ne fit pas plus d'effet que les précédentes; cependant Leolyn, ayant appris que l'Archevêque de Cantorberi se préparoit à l'excommunier & à mettre un Interdit sur tous ses Etats, écrivit au Pape pour tâcher de parer ce coup. Les moyens qu'il employa pour mettre la Cour de Rome dans ses intérêts, furent si efficaces, que le Pontife défendit à l'Archevêque d'agir contre lui, pendant qu'il offriroit de rendre hommage dans son païs. Edoüard ne se payant pas de toutes ses chicanes, lui fit faire une citation peremptoire, à laquelle ce Prince ne crut pas pouvoir se dispenser d'obéir. Il voulut pourtant menager encore le terrain, prétendant qu'il n'étoit obligé de rendre hommage qu'au Roi en personne, & sur la frontiere des deux Etats. Edoüard voulut bien y consentir: mais une maladie dont il fut attaqué en allant à Shrewsburi pour ce sujet, fit remettre l'hommage à un autre fois. Dans la suite, Leolyn se repentit de l'avance qu'il avoit faite. Depuis ce tems-là, rien ne fut capable de le porter à s'aller mettre entre les mains d'un Monarque qu'il regardoit comme un ennemi juré. Après plusieurs autres sommations infructueuses, le Roi comprit enfin qu'il falloit employer des moyens plus efficaces. Cependant voulant régler les affaires de son Royaume, avant que d'entrer en guerre avec ses voisins, il se contenta de faire citer Leolyn devant le Parlement qui devoit s'assembler au commencement de l'année suivante. Ce Prince n'y comparut point: il allegua

pour

pour justifier son refus, que le Roi ayant marqué en diverses occasions, une extrême animosité contre lui, il ne pouvoit confier sa personne à un ennemi déclaré. Néanmoins, il protesta qu'il étoit prêt à rendre son hommage dans son propre païs, si le Roi vouloit y envoyer des Commissaires pour le recevoir, ou bien dans un lieu tiers, où il pût se trouver sans danger. Il offrit encore d'aller sur les terres du Roi, pourvu qu'il lui donnât le Prince son fils aîné en ôtage, avec le Comte de Glocester, & le grand Chancelier. Une réponse si arrogante ne fit que confirmer Edoüard dans la résolution qu'il avoit prise. Il dissimula pourtant, pour ne pas interrompre les séances du Parlement qui étoit occupé à des affaires très-importantes. C'étoit à faire d'excellentes Loix, qui assuroient le repos & la liberté du peuple, aussi bien que les immunités de l'Eglise, & les privilèges du Clergé. On les nomma *les Statuts de Westminster*.

EDOUARD
I.
1275.
Ass. Publ.
T.II. pag. 63.

Statuts de
Westminster.

Dès que le Parlement fut séparé, le Roi pensa sérieusement à la guerre qu'il avoit dessein de porter dans le païs de Galles, pour punir la désobéissance de Leolyn. Pendant qu'il faisoit ses préparatifs, il arriva que des Armateurs de Bristol prirent un Vaisseau, sur lequel étoit une des filles du feu Comte de Leicester, qui alloit trouver Leolyn avec qui elle étoit accordée. Le Prince demanda sa femme, & le Roi ayant refusé de la lui renvoyer, il comprit qu'il devoit s'attendre à la guerre. En effet, dès qu'Edoüard eut pris toutes ses mesures, il fit assembler les Pairs du Royaume qui donnerent un Jugement, par lequel Leolyn fut déclaré coupable de felonie; sur quoi la guerre lui fut déclarée. Ce Prince se repentit alors d'avoir poussé les choses si loin. Pour conjurer l'orage dont il étoit menacé, il demanda la paix avec soumission, & en même-tems, il supplia le Roi de lui rendre son accordée. L'une & l'autre demande lui fut refusée, à moins qu'il ne voulut s'engager à réparer les dommages qu'il avoit causés aux frontières d'Angleterre, pendant les guerres précédentes : condition qu'il ne voulut pas accepter. La guerre fut donc commencée; mais pendant la première Campagne, elle ne fut pas poussée avec beaucoup de chaleur.

1276.
Edoüard
attaque le
Prince de
Galles.

Ass. Publ.
T.II. pag. 68.

Au commencement du Printemps suivant, Edoüard ayant rassemblé de très-grandes forces, se mit à la tête de son armée, & la mena dans le païs ennemi. Il y fit pratiquer un large chemin, au travers d'une vaste Forêt, s'ouvrant par-là un passage pour pénétrer jusque dans le centre de cette Principauté. Avant que de s'engager davantage dans ce païs-là, il y fit construire les Châteaux de Flint & de Rutland, qui lui en assuroient l'entrée en tout tems, & une retraite en cas de besoin. Comme les Gallois n'étoient pas en état de lui faire tête, il s'avança plus loin, & les poussa jusqu'à la montagne de Snowdon, qui leur servoit ordinairement d'azile, quand ils étoient poursuivis par les Anglois. Dans le même tems, sa Flote attaqua la petite Ile d'Anglesey qui ne fit qu'une très-legère résistance.

1277.
Edoüard
pousse Leo-
lyn.

Leolyn se trouvant hors d'état de s'opposer à un si puissant ennemi qui l'attaquoit avec toutes ses forces, se vit contraint de demander humblement la paix, qui ne lui fut accordée qu'à de très-dures conditions. Il fut obligé de s'engager à payer cinquante-mille livres sterling pour les frais de la guerre. De plus, Edoüard ayant bien voulu lui rendre l'Isle d'Anglesey, il fut convenu, qu'à l'avenir il la tiendrait de la Couronne d'Angleterre, sous la

Qui se sou-
met à de du-
res condi-
tions.

EDOUARD

I.

1278.

Ait. Publ.

F. II. pag. 91.

Edouard

lui rend les

ôtages.

Ibid. pag. 95.

redevance de mille marcs tous les ans. Il promit encore de donner une entière satisfaction à David son frere, qui s'étoit retiré auprès du Roi, & il livra des ôtages pour sûreté de sa parole. La fierté du Prince de Galles se trouvant à peu-près domptée par un Traité si mortifiant, Edoüard se contenta pour cette fois, de l'honneur de la victoire. Il lui rendit genereusement ses ôtages, & le quitta encore des sommes auxquelles il s'étoit obligé. Cependant il se fit faire une donation de l'Isle d'Anglesey, de laquelle pourtant il ne devoit jouir, qu'en cas que Leolyn mourût sans enfans. Ensuite, il lui rendit sa fiancée, & lui fit même l'honneur d'assister à ses nœces. Il créa encore David, frere de Leolyn, Comte de Dembigh; & pour l'attacher aux intérêts de l'Angleterre, il lui fit épouser une riche héritière Angloise.

1279.

Il acquiert

le Comté de

Ponthieu en

France.

L'heureux succès de la guerre de Galles fut immédiatement suivi de l'acquisition qu'Edouard fit en France du Comté de Ponthieu, & de Montreüil, échû à la Reine sa femme, par la mort de la Reine de Castille sa mere qui en étoit en possession: mais pour obtenir du Roi de France l'investiture de ce Fief, il fut obligé de confirmer le Traité que le Roi son pere avoit fait pendant qu'il étoit captif du Comte de Leicester, & de renoncer comme lui, à l'Anjou & à la Normandie. Il se reserva pourtant trente livres de rente sur les revenus de cette dernière Province, apparemment comme un témoignage qu'elle avoit appartenu à ses Ancêtres.

Plusieurs

Juifs sont

punis pour

avoir altéré

la monnoye

Cette affaire étant terminée, Edoüard s'occupa serieusement du soin de reparer le desordre arrivé dans la monnoye qui avoit été extraordinairement altérée, & corrompue pendant les troubles du dernier Regne. Sur l'avis qu'on lui donna que les Juifs étoient les principaux auteurs de ce mal, il fit saisir en un même jour tous ceux qui se trouverent dans le Royaume, afin qu'aucun des coupables ne pût échaper. Ensuite, après un examen rigoureux, deux cent quatre-vingt d'entre eux convaincus d'avoir rogné les especes, d'en avoir battu de fausses, ou d'avoir prêté la main à les débiter, furent condamnés à mort, & exécutés sans miséricorde.

Statut de

Main-mor-

te.

Une affaire d'une autre nature, mais non moins importante pour le public, fournit au Roi une nouvelle occasion de faire paroître la resolution qu'il avoit prise de reformer les abus qui s'étoient introduits dans le Royaume. On se plaignoit depuis long-tems de l'accroissement excessif des richesses du Clergé & des Monasteres, sans qu'on eût pu jusqu'alors trouver des remèdes efficaces pour arrêter le cours d'un mal si préjudiciable à l'Etat. Les Barons, qui avoient exigé du Roi Jean la Chartre dont il a été souvent parlé, avoient pris soin d'y faire inserer une défense expresse aux Sujets d'aliéner leurs Terres en faveur de l'Eglise. Mais cet article, non plus que plusieurs autres, n'avoit pas été bien observé. Les plaintes sur ce sujet s'étoient renouvelées au commencement de ce Regne, sous lequel on croyoit avoir lieu d'espérer que tous les abus seroient redressés. On fit voir manifestement au Roi, qu'avec le tems, toutes les terres passeroient entre les mains du Clergé, si l'on continuoît à souffrir que les particuliers aliénassent leurs biens en faveur de l'Eglise. En effet, l'Eglise ne mourant point, acquérant toujours & n'aliénant jamais rien, il ne pouvoit se faire que son bien ne s'accrût excessivement, & qu'elle n'acquît enfin toutes les terres du Royaume. Edoüard ayant meurement examiné cette affaire, assembla le Parlement, & y proposa de faire une

Loi

Loi qui remediât à cet abus. Cette proposition ayant été reçue avec joye, il fut fait un Statut par lequel il étoit défendu à toutes sortes de personnes de disposer de leurs biens en faveur des Societez qui ne meurent point, sans une expresse permission du Roi. Ce Statut fut appelé, *Statut de Main-morte*, parce qu'il étoit destiné à empêcher que les terres ne tombassent en mains mortes, c'est-à-dire inutiles au service du Roi & du public, sans esperance qu'elle pussent jamais changer de Maîtres.

Le Parlement qui s'assembla l'année suivante, ayant voulu remedier à un autre abus, donna lieu, sans y penser, à en faire naître un plus grand. Pendant les troubles des deux derniers Regnes, plusieurs personnes s'étoient appropriées des terres qui ne leur appartenoient pas. La Couronne même avoit souffert de ce desordre. Pour remedier à ce mal, & rendre à chacun ce qui lui étoit dû, le Parlement fit un Acte, qui étoit très-juste en lui-même. Il portoit que ceux qui possédoient des terres contestées, seroient obligez de faire voir comment ils en avoient acquis la possession, & de produire leur titre devant les Juges pour y être examiné. Ce Statut reçut le nom de *Quo Warranto* du mot Anglois *warrant*, qui veut dire *garentie*; c'est-à-dire, un Acte qui sert de fondement ou de garentie à la possession. Ainsi le *Quo Warranto*, est proprement un droit de demander à quelqu'un, par quel *warrant*, ou sur quel fondement il possède le bien contesté. Ce Reglement étoit juste & nécessaire : mais le Roi seduit par un mauvais conseil, & par la passion d'amasser de l'argent, en fit un usage contraire au dessein du Parlement, & s'en servit pour opprimer ses Sujets. Comme il n'ignoroit pas que parmi le grand nombre de gens qui tenoient des terres de la Couronne, il ne se pouvoit qu'il ne s'en trouvât plusieurs qui avoient perdu leurs titres, il voulut tirer avantage de leur malheur, sous pretexte d'exécuter le Statut que le Parlement venoit de faire. Pour cet effet, il publia une Proclamation qui ordonnoit à tous ceux qui tenoient des terres de la Couronne, de produire leurs titres devant les Juges du Royaume. Cette Proclamation fut regardée comme la source d'une très-grande oppression. En effet, ceux qui furent attaqués les premiers, & qui ne purent produire leurs titres primordiaux, quoi qu'ils prouvassent d'ailleurs une longue possession, se virent contrainsts de payer de grosses sommes au Roi, pour pouvoir conserver leurs terres. Ce mal seroit allé beaucoup plus loin, si la fermeté du Comte de Warren n'en eût pas arrêté le cours. Ce Seigneur ayant comparu devant les Juges, on lui demanda le titre fondamental, en vertu duquel il possédoit ses terres. Il répondit à cette demande, en tirant du fourreau une vieille épée toute rouillée, & en disant aux Juges, que c'étoit par cet instrument que ses Ancêtres avoient acquis leurs terres, & que c'étoit par celui-là même, qu'il prétendoit les conserver jusqu'à sa mort. Une réponse si hardie sembloit devoir attirer des affaires fâcheuses à ce Comte; mais elle fit un effet tout contraire. Elle fit comprendre au Roi, combien il lui seroit difficile de rançonner sa Noblesse, sous un pretexte si frivole, sans tomber dans de grands inconveniens. Il vit bien qu'il y avoit encore parmi les Barons, des gens qui n'étoient pas moins disposez à hazarder toutes choses, pour conserver leurs biens & leurs privileges, que ceux qui avoient vécu du tems de Jean & de Henri III. D'ailleurs il connut par-là combien ses prétentions paroïssoient injustes au peuple,

EDOUARD
I.
1279.

1280.
Statut de
Quo Warranto
10.

Dont le Roi
fait un mau-
vais usage.

Hardiesse
du Comte
de Warren.

com-

EDOUARD

I.

1280.

Le Roi re-
voque sa
Proclama-
tion.

comme elles l'étoient en effet. Ces considérations l'ayant porté à révoquer sa Proclamation, le peuple en témoigna une joye qui fit assez connoître combien il avoit ressenti cette oppression. D'un autre côté, le Roi tira de sa moderation plus d'avantages, qu'il ne s'étoit fait de tort par son injustice. Ses Sujets chargerent ses Ministres de tout ce qu'il y avoit d'odieux dans sa conduite, & lui attribuèrent l'honneur d'avoir réparé le mal par sa sagesse. Quelque gloire que ce Prince ait acquis par ses conquêtes, la victoire qu'il remporta sur soi-même en cette occasion, lui fait bien plus d'honneur que tous ses exploits guerriers. Il est infiniment moins glorieux à un Souverain, de conquérir des Provinces & des Royaumes qui ne lui appartiennent pas, que de se desister volontairement d'une prétention dont il vient à reconnoître l'injustice.

1281.
Guerre de
Galles.

Ces occupations domestiques furent interrompues par la revolte de Leolyn. Ce Prince ne pouvant, qu'avec une extrême peine, porter le joug des Anglois, fit de nouveaux efforts pour s'en delivrer; mais ce ne fut que pour se jeter dans le precipice. Trois choses principalement l'engagerent dans cette entreprise. La premiere fut l'humeur inquiète de David son frere. Quelque précaution qu'Edouard eut prise pour se concilier son affection par plusieurs bienfaits, ce Prince ne cessoit point d'exciter son frere à prendre les armes, pour se tirer de la sujettion où il se trouvoit. Il croyoit y avoir un intérêt particulier, parce que Leolyn n'ayant point d'enfans, il étoit son Successeur présomptif. La seconde chose qui faisoit pancher Leolyn du côté de la guerre, étoit une certaine prophétie du fameux Merlin. Les Gallois croyoient voir dans cette prétendue prédiction, que Leolyn étoit destiné à porter le Diadème de Brutus, premier Roi, comme on le pretendoit, de toute l'Isle d'Albion. Cette fantaisie s'étoit tellement emparée de leurs esprits, & de celui de Leolyn même, qu'ils bâtissoient là-dessus, comme sur un fondement assuré. La troisième enfin, qui étoit la seule que Leolyn alleguoit, étoit fondée sur certains griefs, dont il donna la liste à l'Archevêque de Cantorberi, qui étoit allé le trouver pour le porter à la paix. Si ces griefs, dont un Historien a rapporté la substance, étoient veritables, il est certain que ce Prince n'avoit que trop de raison de faire des efforts pour se delivrer du joug qui lui étoit imposé: mais Edouard refusa d'écouter ses plaintes. Cette dureté fit comprendre à Leolyn, qu'une vigoureuse défense étoit le seul moyen qui pût le mettre à couvert d'une sujettion qu'il regardoit comme un veritable esclavage. Il prit donc les armes pour secouer ce joug importun; & ayant surpris le Lord Clifford, qui commandoit pour le Roi dans les frontieres, il tua plusieurs de ses gens, & l'emmena prisonnier. Ensuite il entra plus avant dans les terres des Anglois, où il fit de grands ravages, & défit les Comtes de Northumberland & de Surrey, qui avoient été envoyés dans ces quartiers-là, pour arrêter ses progrès.

1282.
Edouard
marche en
personne
contre les
Gallois.

Ce fut une grande mortification pour Edouard, de voir que ses troupes se fussent laissées battre par les Gallois. Cependant, dans l'esperance d'être lui-même plus heureux, il assembla une nombreuse armée, pour aller encore une fois dompter la fierté de Leolyn. Pendant que ses troupes étoient en marche pour se rendre sur les frontieres de Galles, il alla rendre visite à la Reine sa mere, qui s'étoit retirée dans le Monastere d'Ambresburi. Cette Prin-

Princesse prevenüe en faveur du feu Roi son époux, fit voir à son fils un homme qui se vantoit d'avoir recouvré la vûe sur le tombeau de Henri III. & par son intercession. Elle croyoit, sans doute, lui faire plaisir : mais elle fut bien surprise de lui entendre dire, qu'il étoit tellement persuadé de la justice & de la probité du feu Roi son pere, qu'il ne doutoit nullement, que s'il eût été en son pouvoir, il n'eût plutôt ôté que rendu la vûe à cet Impos-
 teur.

EDOUARD
I.
1282.
Faux mira-
cle attribué
à Henri III.

Edouard n'ayant demeuré que peu de tems auprès de la Reine sa me-
 re, la quitta pour aller se mettre à la tête de son armée. Il entra dans le País
 de Galles sans y trouver aucune opposition, Leolyn s'étant retiré sur la
 montagne de Snowdon, dans un poste où il ne pouvoit être attaqué. Cet
 obstacle n'étant pas capable de rebuter Edouard, il resolut d'investir son en-
 nemi, en se rendant maître de toutes les avenues, par où il auroit pû lui
 échaper. Rien ne pouvoit mieux marquer l'envie qu'il avoit de réussir dans
 son entreprise, qu'un pareil projet, qu'aucun de ses Predecesseurs n'avoit ja-
 mais osé tenter. Pour cet effet, après avoir garni tous les postes, il fit cons-
 truire un pont de batteaux sur la riviere de Mennay, vis-à-vis de Bangor,
 afin de pouvoir mettre aussi des troupes dans l'Isle d'Anglesey. Ensuite pre-
 voyant que le blocus seroit de longue durée, il en laissa le commandement
 à Roger Mortimer, & alla en attendre l'événement dans le Château de Rut-
 land, qu'il avoit fait bâtir pendant la guerre précédente. Dans le poste où
 Leolyn s'étoit retiré, il auroit sans doute épuisé la patience de ses ennemis,
 si un accident inopiné ne l'eut engagé à se priver lui-même de cet avantage.
 Quelques Anglois de ceux qui étoient dans Anglesey, ayant passé le pont
 dont je viens de parler, pour aller reconnoître le País, furent attaquez par
 les Gallois, & poursuivis de si près, que la plupart furent tuez, ou se noye-
 rent, en voulant repasser dans l'Isle. Ce petit avantage fit croire à Leolyn
 que le Ciel commençoit à se declarer en sa faveur, & que la prophétie de
 Merlin alloit s'accomplir. Plein de cette idée flateuse, il descendit dans la
 plaine pour combattre les Anglois, sans considerer l'inégalité de ses forces;
 mais il éprouva bien-tôt combien ses esperances étoient mal fondées, puis-
 que dans le combat où il s'engagea temerairement, il fut tué sur la place,
 après avoir vû son armée dans une entiere deroute. On trouva dans ses po-
 ches certaines lettres en chiffre, qui faisoient comprendre qu'il avoit de gran-
 des intelligences en Angleterre; mais Edouard ne jugea pas à propos d'en
 faire une exacte recherche: cependant, afin d'inspirer de la terreur à ceux
 qui s'étoient engagez avec ce Prince, il fit exposer sa tête couronnée de liere,
 sur les murailles de la Tour de Londres. On pouvoit comprendre par-là ce
 que des Sujets devoient attendre de la severité du Roi, puisqu'un Prince
 Souverain étoit traité de cette maniere.

Leolyn est
vaincu &
tué.

Aff. Publ.
T. II. p. 224.

Sa tête est
exposée sur
la Tour de
Londres.

Telle fut la fin de ce Prince, descendu de Roderic le Grand, de qui j'ai
 parlé ailleurs, & d'une des plus anciennes Maisons Souveraines de l'Europe.
 Avec lui expira la liberté de sa Nation. Les Gallois, découragés par la mort
 de leur Prince, & par leur défaite, & n'étant plus en état de résister,
 Edouard se rendit aisément maître de tout leur País, dont il distribua la
 plus grande partie à ses Officiers, & à ses Courtisans, ne se reservant pour
 lui que la Souveraineté, & les Places fortifiées.

Edouard
s'empare du
País de Gal-
les.

EDOUARD
I.

1283.

Il fait mourir David, frere de Leolin.

Art. Publ.

T. II. p. 247.

& fait mettre sa tête auprès de celle de son frere.

Quelque tems après, David, frere de Leolyn, rodant encore dans le País, eut le malheur d'être pris par les Anglois, & d'être envoyé à Rutland, où le Roi étoit encore. Ce fut en vain qu'il demanda instamment la faveur d'aller se jeter à ses pieds pour implorer sa miséricorde. Comme il étoit le seul de sa famille, Edouard voulut s'assurer sa conquête par la mort de ce Prince. Suivant cette resolution, il le fit conduire à Shrewsburi, où, par l'avis du Parlement qui avoit été convoqué pour ce sujet, il fut condamné à mourir de la mort des Traîtres. Cette rigoureuse sentence fut exécutée, sans qu'on épargnât ce malheureux, à la moindre des circonstances de cet infame supplice. Sa tête fut exposée en spectacle auprès de celle du Prince son frere, & les quatre quartiers de son corps furent envoyez à Yorck, à Bristol, à Northampton, & à Winchester.

La rigueur qu'Edouard exerça envers ce Prince, a été rapportée par tous les Historiens, sans qu'aucun ait daigné s'y arrêter un moment pour la condamner. C'est pourtant une action qui ne peut guères être excusée. Quand même la rigueur du Droit auroit autorisé une sentence de mort, n'étoit-ce pas une barbarie extrême, que de faire mourir un Prince d'une Maison Souveraine, d'un supplice jusqu'alors inusité, à l'égard des personnes un peu distinguées par leur naissance? Que n'auroient-ils pas dit, ces mêmes Historiens, si un Roi de France, après avoir pris dans un combat, un frere d'un Roi d'Angleterre, l'avoit fait pendre ignominieusement à une potence? Ou si, ayant trouvé le corps du Roi-même tué dans une bataille, il avoit fait mettre sa tête sur les murailles de la Bastille?

Le País de Galles est uni à l'Angleterre.

Après qu'Edouard se fut ainsi assuré la possession de cette Principauté, il chercha les moyens de prévenir les accidens qui pourroient la lui faire perdre. L'union de ce País à la Couronne d'Angleterre, fut celui qui lui parut plus propre. Pour cet effet, il convoqua un Parlement où il fut résolu que le País de Galles seroit inseparablement uni à la Couronne. Ce fut de cette maniere que les Gallois, ce petit reste des anciens Bretons, perdirent enfin leur liberté, après l'avoir conservée dans ce petit coin de l'Isle, pendant plus de huit cent ans. Certainement, on ne pourroit, sans injustice, leur refuser les loians qui sont dûs à la constance avec laquelle ils avoient jusqu'alors défendus leur patrie. Dénuez de tout secours, sans alliances étrangères, & sans forces maritimes, ils s'étoient maintenus contre les Rois d'Angleterre, Saxons & Normans, qui avoient presque tous tenté de les subjuguier avec des forces infiniment supérieures. Il est vrai qu'ils avoient souvent été réduits à payer tribut à ces mêmes Monarques; mais cela n'empêchoit pas qu'ils ne fissent toujours un peuple à part, se gouvernant par ses propres Loix. Ce ne fut pas seulement par leur valeur qu'ils sçurent conserver leur liberté; mais encore par la politique, en fomentant adroitement les divisions de leurs voisins, jusqu'à ce qu'enfin le terme assigné pour perdre ce bien précieux arriva sous le Regne d'Edouard I. On peut pourtant dire que si cette perte pouvoit être recompensée, ils ont eû sujet de s'en consoler, puisqu'ils n'ont fait qu'un même peuple avec leurs Vainqueurs. Depuis ce tems-là, ils ont toujours joui des mêmes Loix & des mêmes privileges, qui rendent la Nation Angloise la plus heureuse de toutes les Nations du monde.

La

La satisfaction qu'Edouïard reçut de la conquête du Païs de Galles, fut immédiatement suivie d'une grande affliction que lui causa la mort d'Alphonse son fils. C'étoit un Prince de grande esperance ; & qui étoit déjà parvenu à l'âge de douze ans, devoit bientôt épouser la fille unique de Florent, Comte de Hollande. Ce fut le troisième fils qu'Edouïard perdit dans l'espace de peu d'années. Jean son fils-ainé étoit mort avant son retour de la Terre Sainte. Le second, nommé Henri, avoit été accordé avec la fille unique de Thibaud, Roi de Navarre.

EDOUARD

I.

1284.

Mort d'Alphonse, fils du Roi.

Art. Publ.

T. II. p. 175.

Art. Publ.

T. II. p. 18.

Bien que les Gallois eussent été entièrement subjugués, ils ne laissoient pas de marquer, en toutes occasions, le chagrin extrême qu'ils ressentoient de se voir soumis aux Anglois. Quelques-uns d'entre eux eurent même la hardiesse de dire au Roi, qu'il ne seroit jamais paisible possesseur de leur Païs, tant qu'ils ne seroient pas gouvernez par un Prince de la Nation. Si l'on en croit certains Historiens, cette hardie declaration engagea le Roi à leur donner une espece de satisfaction. Ils prétendent que dès-lors il fit dessein de leur donner pour Prince le fils dont il esperoit que la Reine sa femme, qui étoit enceinte, accoucheroit bientôt. Ils ajoutent que ce fut dans cette vûë, qu'il voulut qu'elle allât accoucher à Caernarven, Ville du Païs de Galles, où, selon ses esperances, elle mit au monde un Prince, auquel on donna le nom d'Edouïard, & le surnom de Caernarven, lieu de sa naissance. On prétend encore qu'immédiatement après que la Reine fut delivrée, il assembla les Etats de Galles, & leur annonça qu'il avoit pris la resolution de leur donner un Prince né dans leur Païs, & qui ne parloit pas un seul mot d'Anglois ; qu'ensuite, il leur nomma le Prince son fils qui venoit de naître à Caernarven ; mais d'autres Auteurs moins credules, considerant, sans doute, cette circonstance comme une puérilité, ont cru mieux faire de la passer sous silence. Ce n'étoit en effet qu'une miserable équivoque, peu capable de satisfaire ce peuple, & qui ne convenoit nullement au caractère d'Edouïard. D'ailleurs, il est certain que ce ne fut qu'en 1301. que le jeune Prince fut investi de la Principauté de Galles, étant alors âgé de dix-sept ans.

Naissance d'Edouïard fils du Roi,

La conquête du Païs de Galles, & l'estime generale où le Roi étoit parmi ses Sujets, ayant procuré à l'Angleterre une profonde tranquillité, ce qui se passa dans ce Royaume jusqu'à la guerre d'Ecosse est peu considerable. C'est ce qui m'oblige à passer legerement sur les affaires Domestiques dont je me contenterai de rapporter en peu de mots, quelques-unes des principales circonstances.

On trouve qu'en 1285. le Roi ôta la Chartre des privileges à la Ville de Londres ; qu'il cassa le Maire, parce qu'il s'étoit laissé corrompre par les Boulangers, & en établi un autre de sa propre autorité : mais peu de tems après, la Ville trouva le moyen de recouvrer sa Chartre, en faisant un present au Roi.

1285.

Cette même année, le Roi convoqua un Parlement qui fit quelques additions aux anciens Statuts, sous le nom de *seconds Statuts de Westminster*.

Dans l'année 1286. Edouïard fit arrêter, en un même jour, tous les Juifs qui se trouvoient repandus dans le Royaume. Les Communes lui accordèrent un Subside de la cinquantième partie des biens mobilières, pour obtenir de lui qu'il chassât du Royaume tous ces étrangers qui étoient à charge

1286.

Le Roi tire de grosses sommes des Juifs.

EDOUARD
I.
1284.
Il va en
France.

Motifs de
ce voyage.

Le Comte
de Pem-
brook Re-
gent.
La nego-
ciation du
Roi en
France est
infructueu-
se.

Nouveau
Traité entre
Edouard &
Philippe le
Bel.

Hommage
rendu par
Edouard à
Philippe.

à la Nation. Il le promit ; mais après avoir obtenu le Subside, il leur accorda un délai qui leur fut vendu chèrement.

Vers le milieu de cette même année, trois affaires importantes appellerent Edoüard en France, où il séjourna plus de trois ans. Comme pendant ce tems-là, il ne se passa rien de fort remarquable en Angleterre, je rapporterai seulement les affaires qu'il eut à ménager en ce Pais-là. La première, étoit la demande qu'il fit à la Cour de France des Provinces qui avoient été enlevée aux Rois Jean & Henri III. touchant laquelle il y eut une longue negociation. La seconde, regardoit l'hommage qu'il devoit rendre à Philippe le Bel, Roi de France, qui venoit de succéder à Philippe le Hardi son pere. La troisième, étoit l'accommodement qu'il entreprit de menager entre les Maisons d'Arragon & d'Anjou, touchant le Royaume de Sicile.

Le Roi voyant que sa présence n'étoit pas absolument nécessaire dans son Royaume, qui se trouvoit dans une profonde tranquillité, en laissa la Regence au Comte de Pembroke, & s'embarqua pour se rendre à la Cour de France. Il y employa près d'un an à solliciter la restitution des Provinces enlevées à la Couronne par les Predecesseurs de Philippe le Bel : mais toutes les peines qu'il se donna pour ce sujet furent inutiles. La Cour de France se trouvant alors dans un état de prospérité, qui ne lui laissoit aucun lieu de craindre du côté d'Angleterre, fut sourde à toutes ses propositions. Tout l'avantage qu'il retira de cette negociation, ne consista qu'en une pension de six mille livres, pour les pretentions qu'il avoit sur certaines terres situées au delà de la Charente, dont Philippe conservoit la jouissance contre la disposition des anciens Traitez. Ce fut sur ce pied-là que les deux Monarques en signerent un nouveau, après quoi Edoüard rendit son hommage à Philippe. La forme de cet hommage, qui ne fut rendu qu'en termes généraux, & les protestations qui le precederent, font voir manifestement qu'Edouard vouloit toujours conserver ses pretentions, afin de les faire valoir dans des conjonctures plus favorables. Sans specifier dans son hommage aucun Pais particulier, il affecta d'y renfermer toutes les Provinces sur lesquelles il avoit des pretentions. Comme c'est ici une matiere importante, qui eut de grandes suites dans un autre tems, il ne sera pas inutile de rapporter les termes mêmes de l'hommage, avec les protestations faites sur ce sujet. Voici ce que porte un Memoire tiré du Recueil des Actes Publics.

Le Mercredi de la semaine de la Pentecôte, l'an 14. du regne d'Edouard & le premier de Philippe, à Paris dans une Chambre du Palais Royal, le Roi Edouard fit hommage au Roi Philippe en ces termes, l'Evêque de Bath & de Wells portant la parole.

Sire, Roi de France, le Roi Henri, Pere de Monseigneur le Roi d'Angleterre, qui est ici present, fit certaines demandes à Louis, Roi de France votre Ayeul, sur lesquelles fut fait entre eux un Traité de paix. Selon ce Traité, Henri fit hommage à votre dit Ayeul des Terres qu'il tenoit actuellement en deçà de la Mer, & de celles que ledit Louis s'étoit engagé à lui remettre par la susdite paix. Monseigneur le Roi Edouard ici present, après la mort de son Pere, fit hommage au Roi votre Pere de ces mêmes Terres, & selon la forme

forme de la même paix. Et quoique Mondit Seigneur pût, avec justice (comme c'est l'opinion de plusieurs de son Conseil) se dispenser de rendre le même hommage, à cause que ladite paix n'a pas été observée, & qu'à son grand préjudice, plusieurs entreprises ont été faites sur les Terres qu'il tient; néanmoins, il ne veut pas presentement entrer en dispute sur ce sujet, pourvu que vous fassiez observer ladite paix, & reparer les dommages qu'il a souffert.

Je deviens votre homme, pour les Terres que je tiens de vous en deçà de la Mer, selon la forme de la paix qui fut faite entre nos Ancêtres.

Il n'est pas difficile de s'apercevoir que dans cet hommage, Edoüard voulut ménager les expressions pour ne pas trop s'engager. Outre les protestations qu'il fit par la bouche de l'Evêque, il ne voulut rendre hommage qu'en termes généraux, pour les Terres qu'il tenoit, sans rien spécifier, s'en réservant l'explication à un autre tems. Mais quelle que fût sa pensée, Philippe se voyant sans doute en droit d'expliquer ces mêmes termes à son propre avantage, voulut bien recevoir l'hommage avec cette obscurité affectée. Il lui accorda même peu de jours après des Lettres Patentes, par lesquelles il consentoit que les Terres qu'Edoüard possédoit en France ne pussent être confiscuées, ni pour injuste Jugement, ni pour déni de Justice. De plus, il promettoit de renvoyer les Parties appellantes au Sénéchal de Guienne, & s'engageoit à lui donner trois mois pour soutenir ou pour redresser les Jugemens. Mais cette concession ne devoit avoir lieu que pendant la vie d'Edoüard, après quoi les choses devoient retourner dans leur premier état.

Ces deux affaires arrêterent Edoüard à la Cour de France environ un an; mais l'accommodement qu'il entreprit de faire entre les deux Rois de Sicile & d'Arragon, l'occupa bien plus long-tems, & l'engagea dans beaucoup de soins & de fatigues, dont il ne retiroit aucun avantage que le plaisir de s'employer pour la reconciliation de ces deux illustres Maisons. Quoique cette affaire ne regarde pas directement Edoüard, qui n'agissoit que comme Médiateur, néanmoins, puisqu'elle l'occupa tout entier durant deux années, j'espère qu'on ne me sçaura pas mauvais gré, si j'explique en peu de mots le sujet de ces différends, & les principaux événemens qu'ils produisirent.

J'ai déjà rapporté dans le Regne précédent, comment les Papes avoient fait passer la Couronne de Sicile dans la Maison de Souabe, & les efforts qu'ils firent ensuite pour la lui arracher. J'ai laissé le Bâtard Mainfroi en possession des deux Siciles, & le Pape donnant solennellement l'investiture de ces deux Royaumes à Charles d'Anjou, après avoir long-tems amulé le Prince Edmond, frere de notre Edoüard, de l'esperance de lui procurer cette Couronne; il faut presentement reprendre en peu de mots la suite de cette Histoire, jusqu'au tems dont je parle presentement.

Charles d'Anjou sçut mieux se prévaloir de la faveur du Pape, que n'avoit fait Edmond. Avec le secours du Roi son Frere, il leva une puissante armée, & se rendit à Rome, où le Pape lui mit, solennellement sur la tête, la Couronne des deux Siciles, le 28. de Juin de l'année 1265. Dès le commencement de l'année suivante, il marcha vers le Royaume de Naples, & le 26. de Février, il remporta une pleine victoire sur Mainfroi, qui fut tué sur la place. Délivré par cette seule bataille, des obstacles qui s'opposoient à son aggran-

EDOÜARD
I.
1286.

Arch. Publ.
T. II. p. 322.

Différends
entre les
deux Maisons
d'Anjou & d'Arragon.

EDOUARD
I.
1286.

dissemment, il se mit en possession des deux Siciles, & les conserva quelque tems sans Concurrent. Les *Gibelins*, c'est-à-dire, le parti opposé au Pape, atterrez par la prospérité de Charles qui soutenoit les *Guelfes* & qui en étoit lui-même soutenu, chercherent tous les moyens possibles pour lui faire perdre ces deux Royaumes. Ils persuaderent à *Conradin* fils de l'Empereur Conrad, qu'étant le seul Héritier de la Maison de Souabe, il devoit faire valoir les droits qu'il avoit sur les deux Siciles, & arracher cette proie à Charles d'Anjou. Il ne fut pas nécessaire d'user de beaucoup de sollicitations pour porter Conradin à cette entreprise. Sans balancer, ce jeune Prince prit le titre de Roi de Sicile; & malgré l'excommunication que le Pape lança contre lui, il se rendit en Italie, où il fit d'abord quelque progrès. Cet heureux commencement lui ayant fait concevoir de grandes espérances, il s'avança vers Naples pour combattre son ennemi. A son approche, Charles quitta le Siège de Nocera qu'il avoit déjà commencé; & s'étant mis en marche pour aller au devant de lui, il le rencontra près du *Lac Fucin*, nommé aujourd'hui *Celano*, où il lui livra bataille. Le succès en fut funeste à Conradin, qui eut le malheur de la perdre, & d'être fait prisonnier. Le Vainqueur usant cruellement de sa victoire, poussa la barbarie jusqu'à faire couper la tête à ce jeune Prince qui n'étoit âgé que de seize ans. Il le fit juger & condamner par les Syndics des Villes du Royaume, qui eurent la lâcheté de suivre aveuglément les directions de ce Prince sanguinaire.

Fazellus
Hist. Sicil.

L'extinction de la Maison de Souabe, dont Conradin étoit le dernier mâle, sembloit devoir mettre les Gibelins hors d'état de lever encore la tête: mais si ce coup accablant les étonna, il ne leur fit pourtant pas entièrement perdre courage. Par la mort de Conradin, tous les droits de la Maison de Souabe étoient dévolus à Pierre Roi d'Arragon, qui avoit épousé *Constance* fille de Mainfroi; quoique ces droits ne vinssent que d'un Bâtard de cette Maison, les Gibelins ne perdirent pas l'espérance de faire entrer le Roi d'Arragon dans leur querelle, puisqu'il s'agissoit de lui procurer deux Royaumes. *Jean* Seigneur de *Procide*, ancien serviteur de la Maison de Souabe, se chargea de cette négociation, & de concerter avec Pierre les mesures nécessaires pour faire réussir le dessein qu'on avoit formé de détrôner Charles d'Anjou. Premièrement, il s'assura de la concurrence du Pape Nicolas III. qui étoit mécontent du Roi Charles; ensuite il passa jusqu'à Constantinople, où il obtint un secours d'argent de l'Empereur Michel qui étoit menacé d'une guerre de la part du même Roi. Ces mesures étant prises, il alla communiquer son projet au Roi d'Arragon: ce Prince eut d'abord quelque peine à s'engager dans cette entreprise qui lui paroissoit au-dessus de ses forces: mais l'approbation du Pape, l'argent que l'Empereur Grec offroit de fournir, & la revolte des Siciliens qu'on lui faisoit regarder comme certaine, l'y déterminèrent enfin. D'ailleurs le Seigneur de *Procide* lui fit entendre, qu'il pouvoit, sans rien hazarder, se mettre en état de profiter des bons succès, d'abandonner l'entreprise, sans qu'il parût y avoir aucune part. Pour cet effet, il lui conseilla d'équiper une flotte sous prétexte d'aller faire la guerre aux Maures d'Afrique, & d'assiéger même une de leurs Places. Il ajouta, que si contre toute attente la revolte des Siciliens venoit à manquer, il pourroit continuer de faire la guerre aux Infidèles, sans faire paroître qu'il eût

eu aucun autre dessein : que si au contraire , les Siciliens tenoient leur pa- EDOUARD I.
role , il se trouveroit à portée de profiter des événemens.

Ce projet étant ainsi ajusté , Jean de Procide retourna dans son païs pour y faire agir ses amis quand il en seroit tems. L'armement du Roi d'Arragon causa quelque alarme aux Rois de France & de Sicile ; mais il sçût si bien feindre , qu'il calma leurs inquiétudes. Dès que sa flotte fut en état , il fit voile vers les côtes d'Afrique , où il assiegea la Ville d'*Andacalle*. Il avoit avec lui *Roger de Lauria* qui étoit l'Officier de mer le plus entendu qu'il y eût alors en Europe. Pendant ce tems-là , le Seigneur de Procide prit si bien toutes ses mesures qu'en une même nuit , les Siciliens couperent la gorge à plus de huit mille François qui se trouvoient alors dans leur Isle. Ce Massacre , auquel on a donné le nom de *Vépres Siciliennes* , fut fait le lendemain de Pâque , sçavoir le 30. de Mars 1282. La nouvelle en ayant été portée à Rome où Charles d'Anjou se trouvoit alors , ce Prince fit toute la diligence possible pour prévenir les suites de cette conspiration. Comme il avoit toute prête la flotte qu'il avoit destinée contre l'Empereur de Constantinople , il mit à la voile , & alla se présenter devant Messine : sa prompte arrivée surprit tellement les habitans de cette grande Ville , qu'en esperant pas d'être assez tôt secourus , ils offrirent de se rendre , à condition qu'ils auroient la vie sauve. Le desir de vengeance , qui s'étoit emparé du cœur du Roi de Sicile , ne lui permit de leur accorder cette grace : mais les Messinois , comprenant par ce refus ce qu'ils devoient attendre de ce Prince vindicatif , prirent la résolution de vendre cherement leurs vies , aimant mieux mourir les armes à la main que sur des gibets & sur des échafauts.

Cependant le Roi d'Arragon ayant appris que les Siciliens étoient allez si avant , qu'il n'y avoit plus rien à craindre de leur inconstance , se rendit en peu de jours à Palerme , où il se fit couronner ; ensuite il écrivit à Charles un billet , où il lui commandoit d'une manière très-hautaine de se retirer d'un Païs où il n'avoit plus rien à prétendre. Charles lui répondit d'une manière encore plus fière & plus offensante , & néanmoins la crainte où il étoit que la flotte Espagnole ne lui coupât les vivres qui lui venoient de Naples , le fit résoudre à lever le Siège de Messine , & à se retirer dans la Calabre. Il ne fut pas plutôt parti , que le Roi d'Arragon fit son entrée dans Messine , où les habitans le reçurent avec toutes les marques possibles de joye & de reconnaissance.

Charles , outré de colere , alla porter ses plaintes au Pape Martin IV. qui avoit succédé à Nicolas. Il se servit , en parlant du Roi d'Arragon , des termes les plus durs & les plus offensans , & offrit même de se battre contre lui , seul à seul , ou cent contre cent , pour lui faire avoier qu'il étoit un Traître , un lâche & un perfide. Ces discours étant venu à la connoissance du Roi d'Arragon , il envoya des Ambassadeurs à Rome pour justifier sa conduite , & pour accepter le défi. Charles en reçut la proposition avec joye , & l'envie qu'il avoit de se venger personnellement de son ennemi , le fit consentir à une Trêve , pendant laquelle on regla les conditions du combat qui se devoit faire entre les deux Rois. Il fut convenu que chacun d'eux se trouveroit à Bourdeaux , à la tête de cent Cavaliers , le premier Juin 1283. & le Roi d'Angleterre seroit instamment prié de leur assurer le camp dans cette Ville , d'hono-

Aff. Publ.
T. II. p. 201.

Aff. Publ.
T. II. p. 225.

Ibid.

Projet d'un
combat sin-
gulier entre
les Rois
d'Arragon
& de Sicile.

EDOUARD

I.

Act. Publ.

T. II. p. 226.

Ibid. p. 239

p. 240.

d'honorer leur combat de sa présence, ou d'y envoyer quelqu'un pour tenir sa place. Il faut pourtant remarquer que leurs conventions portoient en termes exprès; *que les deux Rois se trouveroient à Bourdeaux au jour marqué quoiqu'il pût arriver : mais que si Edoüard ne s'y trouvoit pas présent en personne, le combat projeté ne se feroit pas, à moins que les Parties n'en convinssent dans la suite.* Quoique tous les Historiens conviennent unanimement, qu'Edoüard leur assura le camp à Bourdeaux, il est pourtant très-certain qu'il le refusa. Les Lettres qu'il écrivit sur ce sujet au Roi de Sicile, & au Prince de Salerne son fils, font voir manifestement, qu'il n'eut jamais la pensée d'accorder cette demande, puisqu'il leur dit franchement que, quand il s'agiroit d'acquiescer les deux Royaumes d'Arragon & de Sicile, il ne voudroit pas assurer le camp pour un tel combat. Ces Lettres se trouvent dans le Recueil des Actes Publics, tirez des Archives d'Angleterre.

Quoique le refus d'Edoüard ~~dégagea~~ les deux Rois ennemis de l'obligation de combattre, ils étoient pourtant obligez par leurs conventions, de se trouver à Bourdeaux. Charles s'y rendit au jour marqué avec ses cent Cavaliers, & s'y tint depuis le Soleil levant jusqu'au soir; mais voyant que son ennemi ne paroïssoit pas, & qu'on n'en avoit même aucune nouvelle, il se retira. Dès qu'il fut parti, Pierre, qui s'étoit aussi rendu à Bourdeaux déguisé en Ecuyer, alla trouver le Sénéchal de cette Ville, & ayant pris acte de sa présentation, il lui laissa ses armes en témoignage. C'est sur cette démarche du Roi d'Arragon, que les Historiens François ont pris occasion de parler de ce Prince d'une manière peu honorable, comme si le défaut de courage l'avoit obligé à manquer à sa parole, & à se servir de cette supercherie pour éluder ses engagements. Mais il ne seroit pas trop difficile de justifier sa conduite à cet égard, si c'étoit ici le lieu d'entrer dans une pareille discussion (1).

Ibid. p. 252

Bien que, comme il a été déjà remarqué, le Roi d'Arragon fût dégagé de l'obligation de combattre, puisqu'Edoüard ne s'étoit pas trouvé à Bourdeaux, on fit sonner bien haut en France & en Italie, la démarche qu'il venoit de faire. On prétendoit que c'étoit une preuve manifeste, qu'il étoit lui-même convaincu de l'injustice qu'il avoit faite à Charles d'Anjou, puisqu'il n'avoit osé exposer la décision de leurs différends à un combat qu'il avoit lui-même demandé. Le Pape Martin IV, qui étoit François, & entièrement dévoué à la Maison d'Anjou, lança contre ce Prince une Sentence d'excommunication, quoiqu'il produisît l'investiture de la Sicile que Nicolas III. lui avoit donnée en secret. Il délia même ses Sujets du serment de fidélité, & donna le Royaume d'Arragon à Charles Comte de Valois, second fils du Roi de France (2). Malgré tout cela, Pierre garda toujours ses deux Royaumes; & pour insulter au Pape, sous prétexte de déferer à son autorité, il ne se fit plus appeler que le *Chevalier d'Arragon*. Martin se voyant ainsi moqué, voulut faire sentir à ce Prince, qu'on ne l'insultoit pas impunément. Il publia contre lui une Croisade, dont Philippe III. Roi de France fut déclaré General, & il se trouve des gens assez simples pour se persuader qu'ils gagneroient

(1) Voyez sur ce sujet l'Extrait du II. Tome des Actes Publics d'Angleterre, dans la Bibliothèque choisie de Mr le Clerc Tome XX. pag. 53. où le détail de cette affaire est expliqué à fond, & la conduite du Roi d'Arragon justifiée. (2) Philippe III. qui vivoit alors,

voient le Paradis , en épousant la querelle du Pape & de la Maison d'Anjou. Il est vrai qu'il n'y eut guères que des François qui s'engagerent dans cette Croisade , à laquelle leur Roi avoit un intérêt particulier , puisqu'elle étoit destinée à mettre son fils sur le Trône d'Arragon. EDOUARD I.

Pendant que Philippe se préparoit à cette entreprise , Roger Lauria faisoit prospérer les armes de son Maître dans la Méditerranée. Il avoit enlevé Malthe à Charles d'Anjou , après le gain d'une bataille navale , dans laquelle la Flotte Françoisé avoit été entièrement détruite. Immédiatement après cette victoire , il alla insulter les côtes de Naples , à dessein d'attirer hors de ses Ports le Prince de Salerne , à qui le Roi Charles son Pere avoit laissé le commandement de sa Flotte. Ce dessein lui réussit selon ses souhaits : le Prince de Salerne , avide de gloire , & ne pouvant endurer les bravades de Lauria , s'engagea témérairement dans un combat naval , où il eut le malheur d'être vaincu & fait prisonnier. Il fut incontinent envoyé en Sicile , où il se vit en danger de perdre la tête sur un échafaut , les Siciliens voulant le faire servir de repêraille pour Conradin. Mais Constance , femme du Roi d'Arragon , eut la générosité de le tirer de ce peril , en l'envoyant au Roi son Epoux qui étoit alors en Espagne. Le chagrin que Charles ressentit de la perte de sa Flotte , & de la prison de son fils , fut d'autant plus grand , qu'il arriva trois jours après avec un secours considérable ; & qu'il avoit expressément ordonné au Prince de ne pas combattre avant l'arrivée de ce secours. Cet événement , qui dérangeoit entièrement ses affaires , fut vrai-semblablement la cause de sa mort qui arriva le 6. de Juin 1285. Il laissa pour Successeur Charles II. son fils , surnommé le *Boiteux* , prisonnier en Espagne , à qui les Arragonnois ne donnerent que le titre de Prince de Salerne pendant sa prison.

La mort de Charles , ni la perte de la bataille de Naples , ne furent pas capables de faire désister Philippe de ses projets. Au mois de Mai de cette même année , il s'étoit mis à la tête de ses troupes , qui consistoient en quatre-vingt mille hommes de pied , & vingt-mille chevaux : & quoiqu'il apprît en chemin la mort du Roi son frere , il ne laissa pas d'entrer dans le Roussillon , où il se rendit maître de Perpignan ; ensuite , il s'avança dans la Catalogne , où , après diverses conquêtes , il mit le siège devant *Girone*. Le Roi d'Arragon ayant voulu attaquer un Convoi qui alloit de Rozes à ce siège , fut blessé dans ce combat & mourut trois mois après de sa blessure. Il laissa l'Arragon & la Catalogne au Prince Alphonse son fils-ainé , & la Sicile à Jacques son second fils , à condition que , si Alphonse mouroit sans enfans , Jacques lui succéderoit en Arragon , & cederait la Sicile à Frederic son frere cadet.

Les heureux succès que le Roi de France avoit eu au commencement de cette guerre , ne durèrent pas même jusqu'à la fin de la campagne. Roger Lauria ayant attaqué la Flotte Françoisé , en détruisit tous les vaisseaux à l'exception d'un petit nombre , qui se sauverent à Rozes. D'un autre côté , les maladies , qui se mirent dans l'armée de Philippe , l'empêcherent de continuer ses progrès par terre. Enfin , ce Prince s'en trouvant lui-même attaqué , se fit porter à Perpignan , où il finit sa vie le 6. d'Octobre. Philippe IV. son fils , surnommé le *Bel* , fut son Successeur. Honorius IV. avoit déjà occupé la place de Martin IV , qui étoit mort cette même année.

Tel étoit l'état des affaires entre les Maisons d'Arragon & d'Anjou , lors
Tome III. C qu'E.

EDOUARD I. 1287. qu'Edouïard entreprit d'accommoder leurs differends, après avoir accepté la méditation que les deux Parties lui avoient offerte. La plus grande difficulté de cette negociation consistoit à tirer le Prince de Salerne des prisons du Roi d'Arragon, sans quoi il étoit impossible de procurer la paix. Edouïard se donna beaucoup de peine pour y réussir ; il eut sur ce sujet diverses entrevûes avec Alphonse. Mezerai assure même qu'il passa jusqu'en Sicile pour s'aboucher avec le Roi Jacques : mais l'Histoire d'Angleterre ne fait aucune mention de ce voyage. Enfin, dans une Conference qu'Alphonse & lui eurent ensemble à Oleron en Bearn, ils reglerent les conditions sous lesquelles le Prince de Salerne devoit être delivré, & dont Edouïard voulut bien se rendre caution, pour ce qui regardoit la rançon. Ensuite, ces mêmes conventions furent confirmées par un Traité conclu à *Campo Franco*, le 4. d'Octobre 1288. Nicolas IV, Successeur d'Honorius, s'opposa fortement à l'exécution de ce Traité. Il le trouvoit trop avantageux pour le Roi d'Arragon, & très-ignominieux pour son Siège, en ce que, sans le consulter, le Prince de Salerne s'étoit obligé à faire en sorte que le Comte de Valois renonceroit au Royaume d'Arragon. Cette opposition fit naître de nouvelles difficultez : mais elles furent enfin surmontées par les soins & par la prudence d'Edouïard, qui faisoit l'office de Mediateur avec beaucoup d'impartialité. Pour faciliter l'exécution du Traité, il voulut bien s'engager à donner des ôtages Anglois au Roi d'Arragon, & faire intervenir comme caution les principales Villes de Guyenne, Alphonse ayant fait la même chose à l'égard des principales Villes de ses Etats.

En consequence de cet accord, le Prince de Salerne fut mis en liberté, en laissant ses fils en ôtage. Il sembloit que cette affaire, qui prenoit un si bon train, dût être bien-tôt terminée, la principale difficulté étant levée, par la liberté de ce Prince qui s'étoit lié par les sermens les plus solennels : mais il n'exécuta rien de ce qu'il avoit promis. Non seulement il se fit couronner Roi des deux Siciles par le Pape, contre les termes exprès du Traité, mais il fit même tous ses efforts pour affermir le Comte de Valois dans la résolution de se servir de son prétendu droit sur le Royaume d'Arragon. Quand il crut avoir donné un assez bon ordre à ses affaires, il feignit de vouloir aller se remettre en prison, comme il s'y étoit engagé, en cas qu'il n'exécutât pas les conventions. Pour cet effet, il se rendit à un certain lieu où le Roi d'Arragon devoit se trouver pour le recevoir, & pour l'échanger avec les Princes ses fils : mais il alla si bien accompagné, qu'Alphonse ne crut pas devoir se hasarder sur sa bonne foi. Cela donna lieu à des plaintes, à des reproches, à des justifications reciproques, de la part des deux ennemis qui s'adressoient toujours au Roi d'Angleterre, comme Mediateur & Garant du Traité. Enfin, Edouïard s'étant, selon les apparences, lassé d'agir en faveur de ces Princes, qui repondoient si mal à tous les soins qu'il s'étoit donnez pour eux, leur laissa finir leurs affaires comme ils l'entendirent, sans s'en mêler davantage. Mais pour ne pas laisser le Lecteur en suspens, touchant la fin de cette querelle, j'ajouterai en deux mots, qu'après de longues negociations, mêlées de beaucoup d'hostilitez, les deux Princes terminèrent enfin leurs differends par un Traité. Le Prince de Salerne, qu'on appelloit Charles le Boiteux, garda la Sicile deçà le Far, laquelle on commença dès lors à distinguer par le nom de *Royaume de Naples*, & la Maison d'Arragon demeura en possession de l'Isle de

Edouïard est
choisi pour
Mediateur
entre les
deux Rois
de Sicile &
d'Arragon.

Art. Publ.

T. II. p. 342.

1288.

Ibid. p. 358.

Page 371.

Ibid. pages
435. 450.
455.

de Sicile. Le Comte de Valois se desista aussi de ses prétentions sur le Royaume d'Arragon. EDOUARD I.

Après qu'Edouard eut demeuré plus de trois ans au-delà de la Mer, il retourna dans son Royaume au mois d'Août 1289. Les premiers soins dont il s'occupa, immédiatement après son retour, furent de corriger divers abus qui s'étoient introduits pendant son absence, particulièrement dans l'administration de la Justice. Sur les plaintes qu'on lui fit de tous côtez, que les Juges se laissoient corrompre par des presens, il fit soigneusement examiner leur conduite, & châtia rigoureusement les coupables. De ce nombre, se trouva le *Chef-Justice*, ou le premier Juge, qui fut puni par le bannissement & par la confiscation de ses biens. Ces malversations, qui n'avoient été que trop fréquentes, donnerent occasion au Roi d'exiger des Juges un serment, qu'à l'avenir ils ne recevraient ni argent, ni present, de qui que ce fût, à la réserve de quelques repas qu'ils pourroient accepter, pourvû qu'il n'y eût aucun excès. Un Historien assure que ce Prince tira plus de cent mille marcs d'argent des confiscations des biens de ceux qui se trouverent avoir malversé.

Au commencement de l'année 1290, Edouard convoqua un Parlement, où furent faits les *Troisièmes Statuts de Westminster*, & où le bannissement des Juifs fut absolument résolu. Il y avoit déjà long-tems que le Peuple le demandoit : mais les Juifs avoient toujours trouvé les moyens de parer ce coup, par des presens qu'ils avoient faits au Roi & à ses Ministres. Ils voulurent encore se servir de la même voye, mais ils ne purent rien obtenir, le Roi ne pouvant les protéger plus long-tems, sans desobliger son Parlement. Leurs biens immeubles furent confisqués ; mais ils eurent la permission d'emporter tout le reste avec eux. L'opinion commune est, qu'ils avoient commencé à s'établir dans le Royaume, sous le Regne de Guillaume le Conquerant : mais quelques-uns croient leur établissement plus ancien. D'abord ils n'y furent qu'en bien petit nombre : mais peu-à-peu, ils s'y étoient multipliés jusqu'à quinze mille. Leur argent leur avoit fait obtenir des privilèges considérables, qu'Edouard lui-même avoit confirmés, comme d'avoir une Synagogue dans Londres, un Chef de leur Religion comme une espece de Pontife, & des Juges de leur Nation, pour juger les procès qu'ils avoient entre eux. Ils perdirent tous ces avantages, pour n'avoir pû moderer leur desir insatiable de s'enrichir par des moyens illégitimes, comme les usures extraordinaires, l'alteration de la Monnoye, & d'autres voyes de cette nature, qui ne peuvent querendre odieux ceux qui les mettent en usage. Pour ce qui regarde l'accusation qu'on intentoit contre eux, qu'ils crucifioient de tems en tems des enfans Chrétiens, on peut presque tenir pour certain que ce n'étoit qu'une calomnie inventée par leurs ennemis.

Nous voici arrivés à la grande affaire du Regne d'Edouard I, je veux dire à la conquête de l'Ecosse, de laquelle il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de parler d'une manière qui puisse satisfaire tout ensemble les Anglois & les Ecoissois. Quoique les deux Nations conviennent à peu près des faits, & de ce qui donna occasion à cette conquête, elles sont pourtant fort divisées quant au droit. Si l'on en croit les Anglois, Edouard ne fit rien en cette occasion qui ne fut conforme à la Raison & à la Justice. Les Ecoissois, au contraire, prétendent, que la seule ambition porta ce Prince à profiter

EDOUARD I.

1289.

Edouard retourne en Angleterre, & châtie les Juges mercenaires.

1290.

Tous les Juifs sont chassés d'Angleterre.

v. B. de la Cour d'it. b. 4. b. 1582. p. 1.
c. 37. Glauville. lib. 7. c. 1.
298. 1290. 6. b. 1. f. 1.

Affaires d'Ecosse.

EDOUARD
I.
1290.

des troubles dont l'Ecosse fut agitée, pour s'en rendre maître sur des prétextes frivoles. Bien qu'il y ait déjà plusieurs siècles d'écoulez depuis cet événement, les Historiens n'ont pu encore se défaire des préjugés de leur Nation. Les Anglois regardent toujours Edoüard I. comme un grand Prince, qui n'employa ses armes que pour soutenir la justice de sa cause. Les Ecoſſois en parlent comme d'un tyran qui avoit juré la ruïne de leur Nation, & qui, contre toute sorte de droit, s'étoit mis dans l'esprit de satisfaire son ambition, en unissant tous les Peuples de la Grande Bretagne sous son empire. Comme je ne suis engagé, ni par ma naissance, ni par aucun autre intérêt, dans aucun des deux Partis, je me flatte d'avoir examiné cette affaire sans prévention, & d'avoir tiré du Recueil des Actes publics, des éclaircissemens capables d'en donner une juste idée. Il faudra pour cet effet entrer dans un détail un peu circonstancié; mais d'autant plus nécessaire, que c'est le seul moyen dont on puisse se servir pour dissiper les préjugés qui contribuent à obscurcir cette matiere.

Recit des
différends
arrivés en
Ecosse, touchant la
Succession à la
Couronne.

Alexandre III. Roi d'Ecosse, avoit épousé, comme on l'a vû ailleurs, Marguerite, fille de Henri III. Roi d'Angleterre, & sœur d'Edoüard. Il en eut trois enfans, Alexandre, David, & Marguerite. David mourut dans l'enfance, & Marguerite épousa Eric, Roi de Norwege en 1281. Il fut convenu dans le Contract de mariage que, si le Prince Alexandre mourroit sans enfans, & que son pere ne laissât point de posterité mâle, Marguerite sa fille succéderoit à la Couronne d'Ecosse, & que ses enfans jouïroient des mêmes droits, en cas qu'elle décedât avant le Roi son pere. Peu de tems après, Alexandre ayant perdu son fils unique, de même nom que lui, & la Reine de Norwege sa fille étant aussi morte, après avoir mis au monde une fille nommée Marguerite, ce Prince résolut de satisfaire aux conventions dont je viens de parler. Pour cet effet, il engagea les Barons Ecoſſois à lui promettre par serment, que s'il mourroit sans enfans mâles, ils reconnoîtroient la jeune Princesse de Norwege pour leur Reine. Alexandre ne vécut qu'environ deux ans après avoir ainsi réglé sa succession, sa mort causée par une chute de cheval, étant arrivée en 1285.

Mort d'Alexandre III
Roi d'Ecosse.

Marguerite
de Norwege est
reconnue pour
Reine d'Ecosse.

Dès que les Ecoſſois eurent perdu leur Roi, ils établirent six Regens pour gouverner le Royaume, en attendant que la Princesse de Norwege, qui n'étoit âgée tout au plus que de trois ans, fût en état de prendre les rênes du Gouvernement. Je ne trouve ni dans les Histoires d'Angleterre, ni dans celle d'Ecosse, par quelle raison les Ecoſſois furent trois ou quatre ans sans demander leur Reine, ou pourquoi Eric son pere negligea de l'envoyer dans ce pais-là. Ce ne fut qu'en 1289. après le retour d'Edoüard en Angleterre, qu'Eric lui envoya des Ambassadeurs sur ce sujet. Edoüard étant grand-oncle de Marguerite, Eric crut ne pouvoir mieux faire que de lui demander son conseil & son assistance, pour mettre cette jeune Princesse sur le Trône d'Ecosse. Immédiatement après avoir reçu cette Ambassade, Edoüard écrivit aux Regens d'Ecosse, & leur recommanda fortement les intérêts de la jeune Marguerite. En même-tems, il leur fit sçavoir, qu'il avoit dessein de leur envoyer une Ambassade sur ce sujet, afin de régler avec eux certaines choses qui regardoient le bonheur & la tranquillité de l'Ecosse; mais les Regens trouverent plus à propos d'envoyer eux-mêmes des Plenipotentiaires

en

en Angleterre, pour ajuster avec les Ambassadeurs de Norwege, en présence d'Edouard, tout ce qui concernoit les intérêts de l'Ecosse. Cependant ils ne négligerent pas de mettre cette clause dans le plein pouvoir qu'ils donnerent aux Envoyez, *sauf l'honneur & la liberté du Royaume*. Ce furent les Evêques de S. André & de Glasgow qu'on chargea de cette negociation.

Quoique les Historiens aient négligé d'expliquer en quoi consistoient les difficultez qu'il y avoit touchant la venue de Marguerite en Ecosse, on comprend pourtant qu'il s'en trouvoit d'assez grandes. Cela paroît tant par le tems qui s'étoit écoulé depuis la mort du Roi Alexandre, que par les précautions qu'ont pris à Salisburi les Plenipotentiaires d'Edouard, d'Eric, & des Ecossois, afin de regler ensemble tout ce qui regardoit la reception de cette Princesse. Dans cette Assemblée il fut convenu, que la jeune Reine seroit envoyée en Angleterre, libre de tout engagement de mariage. Edouard promit de son côté de la garder & de la faire élever, jusqu'à ce que l'Ecosse fût dans une parfaite tranquillité, & en état de la recevoir. De plus, il donna sa parole qu'il ne permettroit point qu'elle entrât dans aucune sorte d'engagement de mariage, à condition que les Ecossois ne feroient aucune démarche sur le même sujet, sans son approbation & celle du Roi de Norwege.

Ce n'étoit pas sans raison qu'Edouard avoit fait inserer ce dernier article dans les conventions. Depuis la mort du Roi d'Ecosse, il avoit formé le projet d'unir les deux Royaumes de la Grande Bretagne par le mariage du Prince son fils avec Marguerite. Il avoit même déjà demandé & obtenu une dispense de la Cour de Rome, qu'il n'eut pas jugé à propos de faire si-tôt connoître son intention. Mais après qu'il eut pris les mesures dont je viens de parler, il fit proposer ce mariage aux Regens. Cette proposition ayant été examinée dans un Conseil composé de tous les Grands du Royaume, il fut unanimement résolu d'y donner les mains : mais ce fut sous certaines conditions qu'ils se réservèrent de produire devant le premier Parlement qui s'assembleroit en Angleterre. Il y eut sur ce sujet diverses negociations dont le détail seroit ici inutile. Il suffira de dire que des Députés des deux Nations s'étant assembles à Bringham, convinrent ensemble de divers articles, dont voici les principaux, par rapport à ce qui sera dit dans la suite.

I. Les Plenipotentiaires d'Edouard promirent, en son nom, qu'il conserveroit inviolablement les Loix, les Libertez, & les Coûtumes du Royaume d'Ecosse, en toutes choses, & en tout tems dans tout le Royaume, & dans toutes ses Marches.

II. Qu'en cas qu'Edouard le fils, ou Marguerite sa future épouse, vinsent à mourir l'un ou l'autre, sans laisser des enfans de leur mariage, & en tous les cas ou événemens, par lesquels le Royaume d'Ecosse dût parvenir au plus prochain Heritier, il seroit restitué au Peuple d'Ecosse, *libre, entier, absolu, & sans aucune sujettion*, sauf toutesfois les droits du Roi d'Angleterre sur la Couronne d'Ecosse, en cas qu'elle dût parvenir à lui, ou à ses Heritiers, par une legitime succession.

III. Que le Royaume d'Ecosse demeureroit séparé, divisé, & libre en foi-même, sans aucune sujettion ni dépendance de l'Angleterre, sauf au Roi d'Angleterre & à ses Successeurs, les droits qu'il avoit sur certaines terres

EDOUARD-
I.
1290.
Ass. Publ.
T. II. p. 448.

Ass. Publ.
T. II. *Ibid.*

Edouard
propose le
mariage du
Prince son
fils avec
Marguerite.
Ibid.
pag. 450.
Les Regens
d'Ecosse y
consentent.
Ibid.
pag. 471.

Conditions
du mariage.

Ass. Publ.
T. II. p. 482.

EDOUARD I. res des frontieres, ou ailleurs, avant le tems de cette Convention, ou ceux qu'il pourroit acquerir legitimelement dans la suite.

IV. Qu'aucune personne tenant des terres en Fiefs du Roi d'Ecosse, ne feroit tenuë de répondre en Jugement hors du Royaume, selon la coûtume observée jusqu'alors.

V. Que tous les Sujets de la Couronne d'Ecosse jouïroient du même privilege, selon l'ancienne coûtume.

VI. Que toutes les Archives, Chartres, & Privileges, ou autres Monumens concernant la Dignité Royale, & le Royaume d'Ecosse, seroient mis dans un lieu sûr, sans le tirer du Royaume, sous le sceau de certains Seigneurs, jusqu'à ce que la Reine fût arrivée dans le Royaume, & qu'elle eût des enfans.

VII. Qu'il ne se feroit aucune sujettion, aliénation, ou obligation, des choses qui regardoient le Royaume d'Ecosse, jusqu'à ce que la Reine y fût elle-même, & qu'elle eût des enfans vivans.

VIII. Qu'il ne se tiendroît point de Parlement hors du Royaume.

Ces précautions font voir combien les Ecossois étoient éloignés de croire en ce tems-là, que le Royaume d'Ecosse fût dépendant de l'Angleterre.

Le Mariage
est conclu.

Art. Publ. T.
II. p. 1090.
omissa.

Ces Articles, & plusieurs autres que j'ai passés sous silence, ayant été approuvés & ratifiés, le Mariage fut conclu & arrêté, à la commune satisfaction des deux Peuples. Edoüard commença dès-lors à se mettre comme en possession de l'Ecosse pour le Prince son fils, en y envoyant l'Evêque de Durham qui, conjointement avec les six Regens, fut chargé de l'administration des affaires, au nom du jeune Edoüard & de Marguerite. Personne ne doutoit que les deux Royaumes de la Grande Bretagne n'allassent être entièrement unis par le moyen de ce mariage, lorsque tout à coup, & lorsqu'on s'y attendoit le moins, on vit évanouir cette espérance. Edoüard reçut une Lettre de l'Evêque de St. André, qui l'informoit que le bruit s'étoit répandu que la Reine Marguerite étoit morte, & que sur cette nouvelle, quelques Seigneurs Ecossois commençoient à se remuer, pour faire valoir les droits qu'ils prétendoient avoir à la Couronne. Ce Prélat le supplioit en même tems de s'avancer sur les frontieres, pour arrêter, par sa présence, les mouvemens que cette mort, si elle se trouvoit véritable, alloit causer dans le Royaume. Le bruit qui s'étoit répandu de la mort de la Reine ne se trouva que trop bien fondé. Cette Princesse, que le Roi son pere avoit promis d'envoyer en Angleterre, avant le mois d'Octobre, partit en effet de Norwege, & mourut dans une Isle où elle fut contrainte de relâcher.

Mort de
Marguerite.

Dès que cette nouvelle se fut répandue en Ecosse, elle y causa des mouvemens extraordinaires qui mirent ce Royaume dans le plus fâcheux état où il se fut jamais trouvé. Le dernier Roi qui avoit eu la précaution de faire jurer les Grands; qu'ils reconnoîtroient Marguerite de Norwege pour leur Reine, n'avoit pas pris celle de régler la Succession en cas que cette Princesse mourut sans enfans. On n'étoit donc pas peu embarrassé pour le choix d'un Successeur. Cet embarras devenoit encore plus grand de jour en jour, à cause des factions qui se formoient des Prétendans à la Couronne. Jamais l'union entre les Grands n'auroit été plus nécessaire; mais les intérêts particuliers étouffant l'amour de la Patrie, chacun prenoit parti, selon qu'il se

trou-

trouvoit engagé, ou par des liaisons de famille, ou par d'autres motifs, sans se mettre en peine, si le droit se trouvoit du côté où son inclination l'attachoit.

EDOUARD
I.

Entre ceux qui prétendoient à la Couronne, Jean Baillol & Robert Brus partageoient à peu près les suffrages de tout le Royaume. Le premier possédoit de grands biens en France, dans la Province de Normandie. Le second avoit des domaines considérables en Angleterre : & tous deux étoient très-puissans en Ecosse, où leurs alliances leur donnoient un fort grand crédit. Pour bien comprendre les fondemens de leurs prétentions, il sera nécessaire d'avoir devant les yeux la genealogie de la Famille Royale d'Ecosse, dont je vai donner une courte explication.

Jean Baillol
& Robert
Brus Pré-
tendant à la
Couronne
d'Ecosse,

David, Roi d'Ecosse, n'eut qu'un fils nommé Henri, qui étant mort avant lui, laissa trois fils, sçavoir, Macolm IV. qui occupa le trône après son Ayeul, & mourut sans enfans. Guillaume, qui fut le successeur de son frere aîné, & David qui fut Comte de Huntington en Angleterre. La posterité de Guillaume se trouvant éteinte par la mort de Marguerite de Norwege, il falloit nécessairement remonter à celle de David, Comte de Huntington, troisième fils du Prince Henri. David étoit mort sans enfans mâles ; mais il avoit laissé trois filles ; sçavoir, Marguerite qui avoit été mariée avec Alain de Gallway, Isabelle qui avoit épousé Robert Brus, & Ada femme de Jean Hastings, Seigneur Anglois. Marguerite, qui étoit l'aînée de ces trois sœurs, ne laissa que deux filles, Devergulde, que quelques-uns nomment Dornagille, & Marjorie. Devergulde épousa Jean Baillol, de qui elle eut un fils du même nom, qui étoit l'un des deux Prétendans à la Couronne. Marjorie, qui avoit été femme de Jean Cumin, étoit morte sans lignée. Isabelle, seconde fille de David eut de Robert Brus un fils, qui avoit nom Robert comme son pere, & qui étoit l'autre Prétendant. Ada troisième fille de David, avoit laissé un fils nommé Jean Hastings, qui prétendoit aussi à la Couronne. De peur d'embrouiller la matière, je remets à parler en un autre endroit de ce troisième Prétendant, pour me borner ici aux deux principaux ; sçavoir, Jean Baillol & Robert Brus, qui étoient proprement les seuls qui eussent droit de prétendre à la succession.

Genealogie
de la famille
Royale
d'Ecosse.

Il faut présentement remarquer, qu'au tems de la mort de Marguerite de Norwege, les trois filles de David Comte de Huntington n'étoient plus en vie ; mais Devergulde, fille de l'aînée, vivoit encore, & cédait tous ses droits à Jean Baillol son fils, qui, comme descendu de l'aînée des filles de David, prétendoit devoir être préféré à tous les autres aspirans. D'un autre côté, Robert Brus, fils de la cadette, alleguoit pour soi-même, qu'il étoit plus prochain d'un degré que Baillol, puisqu'il étoit petit-fils de David, au lieu que son concurrent n'étoit que petit-fils de la fille-aînée du même Prince. On lui objectoit que Devergulde étant dans le même degré que lui, devoit recueillir la succession, puisqu'elle étoit fille de l'aînée des filles de David, au lieu qu'il n'étoit que fils de la cadette : mais il répondoit que dans un même degré, les mâles devoient être préférés aux femmes, & que c'étoit la Loi & la Coutume constante de tous les Etats, sur quoi il alleguoit divers préjuges tirés des Histoires étrangères. Voilà quel étoit le sujet de ce procès, qui ne pouvoit être jugé sans mécontenter la moitié du Royaume.

Fondemens
des droits
des principaux
Prétendans.

C'est

EDOUARD

I.
Etats des af-
faires en E-
cosse, selon
les Ecoſſois
Buchanan.Buchanan.
MoxaEdouard
est choisi
pour Arbi-
tre.Il convoque
les Etats
d'Ecosse à
Norham.

C'est ici qu'on commence à trouver de l'opposition, entre les Historiens Anglois & les Ecoſſois. Ceux-ci diſent, que les choses ſe trouvoient dans un tel état, qu'il étoit impoſſible de trouver en Ecoſſe, des Juges impartiaux. Ils ajoutent que quand même on auroit pû venir à bout d'en choiſir de tels, il auroit été trop difficile d'exécuter leur ſentence, à cauſe de l'égalité de credit & de puiffance qui ſe trouvoit dans les deux partis. Baillol étoit Seigneur de la Province de Gallway, l'une des plus conſiderable du Royaume. Il ſe trouvoit encore appuyé par la famille des Cumins qui étoit très-puiſſante & très-accreditée. Robert Brus poſſédoit en Angleterre le Comté de Cleveland, & en Ecoſſe, ceux d'Anandal & de Gariock. Outre cela, par le moyen de Robert ſon fils, à qui ſa femme avoit apporté en dot le Comté de Carrick, il ſe trouvoit allié aux plus puiſſantes familles d'Ecoſſe. Ainſi, continuent-ils, pour éviter une guerre civile qui ne pouvoit manquer de s'allumer, il fut convenu entre les deux Partis, qu'on remettroit le Jugement de cet important procès au Roi d'Angleterre. On croyoit pouvoir attendre toutes ſortes de bons offices de ſa part, tant à cauſe de la bonne intelligence qu'il y avoit depuis long-tems entre les deux Nations, qu'en reconnoiſſance du prompt conſentement qu'on avoit donné au Mariage du Prince ſon fils, avec la dernière Reine. Il fut donc prié, diſent-ils encore, de vouloir être le Juge de ce différend, d'accorder ſon ſecours à celui qu'il jugeroit à propos de placer ſur le trône. Ils ajoutent qu'Edouard accepta la médiation, & qu'il ſe rendit à Norham où il convoqua les Etats d'Ecoſſe, en proteſtant qu'il ne les aſſembloit pas comme Souverain, mais comme un ami, qui les prioit de ſe rendre auprès de l'Arbitre qu'ils avoient eux-mêmes choiſi. Mais c'eſt un fait dont les Anglois ne demeurent pas d'accord. Ils ſoutiennent qu'Edouard aſſembla les Etats d'Ecoſſe à Norham, non comme ami & arbitre, mais en vertu du droit de Souveraineté, qu'il avoit ſur l'Ecoſſe. Ils ajoutent que la ſimple conſideration de la ſituation de Norham, qui eſt une Ville d'Angleterre, fait voir aſſez manifeſtement, qu'Edouard exerça un Acte de Souveraineté, en convoquant les Etats d'Ecoſſe dans ſon propre Royaume. Les Ecoſſois répondent que cette preuve ne peut avoir lieu, puisqu'en cette même occaſion Edouard leur accorda des Lettres Patentes qui la détruifent entièrement. Voici comment ce Prince ſ'exprimoit dans ces Lettres : *Qu'il n'entendoit pas que la venue des Ecoſſois en deçà de la Tweede pût leur porter du préjudice, ni qu'à l'avenir, pour quelque affaire que ce pût être, ils fuſſent tenus de venir traiter avec lui au-deçà de cette rivière.* Une déclaration ſi expreſſe, qui ſemble prouver que ce Prince ne prétendoit point avoir la Souveraineté de l'Ecoſſe, ne prouve en effet que ſa politique, ou ſa diſſimulation, puisqu'il eſt certain que dès ce tems-là, il avoit intention d'établir ce droit de Souveraineté. Auſſi, dès qu'il fut une fois établi, traita-t-il ces Lettres Patentes, de pure *conceſſion*, qui pouvoit être revoquée, & qui le fut effectivement. Dans les vûes que ce Monarque avoit, de faire reconnoître ſa Souveraineté par les Etats d'Ecoſſe, ainſi qu'on le verra dans la ſuite, il n'étoit pas à propos d'alarmer les Ecoſſois par une Acte d'autorité abſoluë, avant que les Etats fuſſent aſſemblez. Une pareille démarche auroit pû leur faire prendre des meſures contraires à ſes deſſeins. Il étoit bien plus naturel & plus utile pour lui, d'aſſembler premièrement les Etats, afin de

de les amener par degrez à la reconnoissance qu'il vouloit exiger d'eux. Ain- EDOUARD
I.
si, vraisemblablement, quand il convoqua les Etats à Norham, il employa des expressions équivoques & bien ménagées, propres à cacher son intention. Il n'avoit pas alors intérêt de la découvrir, quoiqu'il eût dessein de se servir de cette même Convocation, pour ajouter une nouvelle force à ses droits.

Buchanan prétend qu'immédiatement après la mort de la jeune Reine, Edoüard forma le projet de se rendre Maître de l'Ecosse. Peut-être va-t-il trop loin. Il y a beaucoup plus d'apparence que les premières vûes de ce Prince n'alloient qu'à se faire reconnoître Souverain de ce Royaume, soit qu'il crût que cela lui étoit dû, soit qu'il voulût profiter de l'occasion favorable qui se présentoit de bien établir ce droit prétendu. Pour mieux réussir dans ce dessein, continué le même Historien, il engagea huit autres personnes, outre les deux déjà nommées, à demander la Couronne. Son dessein étoit, selon cet Historien, d'embarrasser tellement cette affaire, que les deux principaux Prétendans pussent s'apercevoir qu'il ne manqueroit pas de moyens, pour rendre leurs droits douteux, s'ils ne se rendoient souples à ses volontez.

Après ces observations qui ne sont pas inutiles pour la suite, il est tems de venir au Jugement de ce fameux procès. Mais auparavant, il est nécessaire de remarquer que cette affaire en contient deux réellement distinctes l'une de l'autre; sçavoir le droit de succession à la Couronne d'Ecosse, & le droit de Souveraineté sur ce même Royaume, prétendu par Edoüard. Celle-là paroît d'abord la plus importante, & celle-ci ne semble qu'une question incidente, qui prenoit son origine de la première. Mais on verra qu'elle devint la principale, par les funestes suites qu'elle eut; c'est pourquoi on ne doit pas trouver étrange que je m'y arrête pour l'éclaircir. On doit encore remarquer, que le détail qui va être rapporté, est tiré d'un Journal ou Procès verbal inséré dans le Recueil des Actes Publics, fait par *Maître Jean de Cadam*, l'un des Clercs, ou Notaires d'Edoüard. Cette observation doit engager à lire, avec quelque précaution; ce qui paroît y être trop avantageux au Roi d'Angleterre, par rapport à ses prétentions sur la Souveraineté d'Ecosse.

Extrait
d'un procès
verbal fait
par ordre
d'Edoüard.

Les Etats d'Ecosse s'étant assemblez à Norham, le 10. de Mai 1291. *Roger Brabanzon* Grand Justicier d'Angleterre en fit l'overture, parlant par ordre & au nom du Roi son Maître, qui étoit présent. Il dit que le Roi d'Angleterre, considérant l'état incertain où le Royaume d'Ecosse se trouvoit, avoit requis les Etats de s'assembler en ce lieu, pour leur exposer certaines choses tendant à conserver la paix & la tranquillité du Royaume : Que son intention n'étoit pas de rien usurper sur personne, d'empêcher le cours de la Justice, ou de diminuer les droits & les libertez du Peuple d'Ecosse; mais, que comme Seigneur Souverain de l'Ecosse, il venoit rendre Justice à chacun : Qu'afin que cela se pût faire avec plus de facilité, quoique ce qu'il prétendoit ne pût lui être justement disputé, il requeroit les Etats, par surabondance de droit, de le reconnoître pour Souverain, & Seigneur direct de l'Ecosse : Qu'ensuite, il se serviroit de leurs conseils, pour faire ce que la Justice & la raison demanderoient. Cette proposition ayant extrêmement surpris les Etats, ils demandèrent un délai pour consulter les Prélats & les Barons absens, afin qu'ils pussent donner une réponse uniforme dans une affaire de cette importance. Edoüard fit paroître, à son tour, quelque étonnement de

1291.
Edoüard
propose aux
Etats d'E-
cosse de le
reconnoître
pour leur
Souverain.
Act. Publ.
T. II. p. 540.
Instrumentum Publicum.

EDOUARD
I.
1291.

ce que les Etats demandoient du tems pour répondre. Il dit, qu'il avoit lieu de croire qu'ils étoient venus préparer pour cette matière, puisqu'ils n'avoient pas ignoré son intention, c'est pourquoi il ne leur donnoit que le reste du jour, pour délibérer sur sa demande. Le lendemain les Etats ayant insisté sur la demande du jour précédent, le Roi leur accorda un délai de trois semaines, à compter depuis le 10. de Mai. Pendant ce tems-là, ils devoient préparer tout ce qu'ils avoient à dire contre les prétentions & tous les Actes & Documens par lesquels ils pouvoient prétendre infirmer sa demande.

Les Etats
ne répon-
dent rien.

Quoique, selon le tems marqué par le Roi, la prochaine Assemblée se dût tenir le 1. Juin, je ne trouve pourtant, dans le Journal qui me sert de guide, que celle du 2. du même mois. L'Evêque de Bath & Wels porta la parole pour le Roi, & recita d'abord ce qui s'étoit fait dans les deux Assemblées précédentes. Ensuite, il ajouta, que les trois semaines que le Roi avoit accordées aux Etats, étant expirées, sans qu'ils eussent rien produit, ni allégué, qui pût détruire son droit, son intention étoit d'agir en vertu de sa Souveraineté *reçommue* sur le Royaume d'Ecosse; & en qualité de Souverain, rendre Justice aux Prétendants.

Confidé-
ration sur le
silence des
Etats.

Arrêtons-nous ici un moment, pour faire une observation sur ce Sujet. Quelque bonne opinion qu'on puisse avoir de la bonne Foi d'Edouard, & du Notaire qui a dressé le Verbal, d'où ce que je viens de rapporter est extrait, on ne peut s'empêcher de s'apercevoir, qu'il y a ici quelque chose de defectueux. Dans les deux précédentes Assemblées, Edouard produit ses prétentions sur la Souveraineté de l'Eglise. Les Etats, bien loin de reconnoître sur le champ cette Souveraineté, demandent du tems pour consulter ensemble, sur un point délicat. Le Roi leur accorde trois semaines, & ce tems étant expiré, dans la première séance dont le Journal fait mention, le Chancelier d'Angleterre commence à parler le premier, & dit: que les Etats n'ont rien produit ni allégué contre les prétentions du Roi. Ne semble-t-il pas, qu'il devoit commencer par interpellier les Etats de donner leur réponse, de laquelle le Journal devoit faire mention, soit en rapportant leurs objections ou leur acquiescement, ou du moins en exposant qu'ils n'avoient rien répondu; après quoi le discours du Chancelier viendrait à propos. Au lieu de cela, il commence par déclarer que les Etats n'ayant rien opposé à la prétention du Roi, ce Prince a résolu d'user de son droit. Cela conduit à faire soupçonner, ou que la Relation, de ce qui se passa ce jour-là est tronquée, ou que le jour précédent, il y avoit eu une autre Assemblée dans laquelle les Etats avoient produit leurs preuves, mais dont l'Auteur du Journal n'a pas jugé à propos de faire mention. En effet, il a été déjà remarqué, que, selon le délai fixé par le Roi, il devoit y avoir une Assemblée le 1. de Juin, au lieu que celle-ci n'est que du 2. Mais je ne donne ceci que pour une conjecture sur laquelle je ne prétends rien établir. La plus grande difficulté consiste en ce qu'après une délibération de trois semaines, il est étonnant que les Etats d'Ecosse n'aient rien trouvé à répondre ou à opposer aux prétentions d'Edouard. Il est certain que jusqu'alors, la Souveraineté de la Couronne d'Angleterre sur l'Ecosse n'avoit jamais été si généralement reconnue, que la simple notoriété publique pût fermer la bouche aux Etats. Il n'en faut point

point d'autre preuve que les conventions de Mariage que j'ai rapportées ci-devant, dans lesquelles les Ecoffois avoient pris tant de précautions pour maintenir leur indépendance. En second lieu, le tems qu'ils prirent pour délibérer sur la demande du Roi, marque assez qu'ils n'étoient pas bien persuadés de leur sujétion à la Couronne d'Angleterre. Enfin, la précaution même qu'Edoüard prenoit d'exiger d'eux cette reconnoissance, témoignoit que la chose étoit pour le moins douteuse. On n'a pas accoutumé d'agir de cette manière, quand on a un droit incontestable & généralement reconnu. S'il est donc vrai, que les Etats n'ayent rien répondu à la prétention du Roi, il faut croire, ou qu'ils furent intimidés, ou que les deux principaux Prétendants s'unirent ensemble, & caballèrent parmi les Membres des Etats, pour les empêcher de combattre les prétentions du Roi d'Angleterre. Apparemment ils avoient peur d'arrêter le Jugement de l'affaire principale, par cet incident. Revenons à notre Journal.

Le Grand Chancelier ayant parlé de la manière que le Journal le rapporte, & prenant le droit de son Maître pour accordé, s'adressa premièrement à Robert Brus, & lui demanda, s'il vouloit reconnoître le Roi d'Angleterre, pour Souverain de l'Ecosse, & recevoir de lui, en cette qualité, la Justice qu'il demandoit. Le Journal ajoute que Robert Brus répondit clairement & distinctement, qu'il reconnoissoit le Roi d'Angleterre pour Souverain Seigneur du Royaume d'Ecosse, & qu'il consentoit à recevoir de lui, en cette qualité, le Jugement que ce Prince trouveroit à propos de prononcer. La même question étant faite à *Florent Comte de Hollande* & à *Jean Hastings*, ils firent tous deux la même réponse. Après cela, *Patrick Dumbay*, Comte de la Marche, *Guillaume Ross*, *Gautier de Huntercumbe*, *Guillaume Vesci*, par Procureur, *Robert de Pinkenny*, & *Nicolas de Soules*, se présentèrent, & demandèrent d'être reçus séparément, à prouver, que la Couronne d'Ecosse leur étoit dévolue, par droit de succession. On leur fit la même demande qu'aux trois premiers, touchant les droits d'Edoüard, à quoi ayant répondu de même, leur Requête fut reçue. *Jean Baillol* étant absent, son Ecuyer se présenta; & après avoir allégué quelque raison pour excuser l'absence de son Maître, il demanda pour lui qu'il pût être ouï le lendemain, ce qui lui fut accordé.

Le jour suivant, après que le Chancelier eut fait une recapitulation de tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors, Baillol, qui étoit présent, fut interrogé de la même manière que les autres Prétendants, & fit une semblable réponse. Ensuite, le Chancelier fit tout haut cette Protestation au nom du Roi : *Qu'encore que le Roi d'Angleterre agit en cette occasion, comme Souverain Seigneur de l'Ecosse, il ne prétendoit pas par-là se desister du droit héréditaire qu'il pouvoit avoir à la Couronne de ce Royaume, ni s'exclurre soi-même quant à la propriété. Qu'il se réservoir expressément la liberté de poursuivre ses droits, ainsi que les autres Prétendants, de la manière, & dans le tems qu'il trouveroit à propos.* Dès que le Chancelier eut achevé de parler, le Roi répéta mot à mot, la même protestation de sa propre bouche. Ensuite *Jean Cumin*, Seigneur de Badenough, se leva, & demanda d'être reçu à prouver le légitime droit qu'il avoit sur la Couronne. Sa demande lui fut accordée, après que, comme les autres Prétendants, il eut reconnu la Souveraineté du Roi d'Angleterre. Ce qui regardoit Edoüard étant ainsi établi, les Prétendants dressèrent un Écrit par lequel ils le

EDOUARD
I.
1291.

Edoüard
se fait re-
connoître
pour Sou-
verain de
l'Ecosse par
tous les
Prétendants.

Protesta-
tion d'E-
doüard.

Reconnois-
sance au-
tentique
des Préten-
dans.

EDOUARD reconnoissoient pour Souverain Seigneur de l'Ecosse. Cet Écrit fut signé de tous, & particulièrement de Robert Brus & de Jean Baillol, & scellé de leurs cachets. Quant au silence des Etats sur ce même Sujet, Edouïard, sans s'en embarrasser davantage, le prit pour un consentement, & se mit en possession de la Souveraineté.

Edouïard
demande
d'être mis
en posses-
sion du
Royaume.

Les Pré-
tendans y
consentent.

Ce pas étant fait, le Roi en fit un autre plus avant. Il représenta aux Prétendans, qu'il seroit inutile de donner un Jugement, pour adjuger la Couronne à l'un d'entre eux, s'il n'étoit pas en son pouvoir de le faire exécuter. Sur ce fondement, il demanda qu'on le mît en possession du Royaume, afin qu'il pût le livrer à celui qui seroit déclaré Roi. Cela lui fut accordé par les Prétendans, qui passèrent un Acte conforme à son désir, comme si leurs simples prétentions à la Couronne leur eussent acquis le droit de pouvoir disposer du Royaume à leur volonté. Dans cet Acte, ils reconnoissoient le Roi d'Angleterre pour Souverain Seigneur de l'Ecosse, & en cette qualité, pour Juge du procès touchant la Succession. Ils promettoient de tenir pour bon & valable le Jugement qu'il prononceroit. Ils consentoient qu'il fût mis en possession de toutes les Places, & de tout le Royaume, pour le remettre à celui à qui il seroit adjugé. Ils ajoûtoient pourtant cette condition, qu'il s'obligerait à le restituer, deux mois après le Jugement prononcé, au même État qu'il l'auroit reçu, sans l'hommage que le nouveau Roi seroit obligé de lui rendre.

Tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors en faveur d'Edouïard, n'étoit que des Actes émanés de quelques particuliers, mais entre ceux-ci se trouvoient Brus & Baillol, dont les Partis partageoient toute l'Ecosse, & par conséquent leur approbation entraînoit celle de tout le Royaume. Dans ce tems d'Anarchie, les Regens n'avoient pas beaucoup d'autorité, & n'osoient même rien faire, qui pût défobliger le Roi, ou les deux principaux Compétiteurs, dont l'un devoit devenir leur Maître. Quant aux Etats, depuis qu'Edouïard se fut aperçu qu'ils étoient peu disposés à favoriser ses prétentions, il ne les consultoit plus. Comme ils étoient assembles hors de l'Ecosse, & sous la main du Roi, ils n'avoient pas la liberté de prendre les mesures qu'ils auroient voulu. Ainsi le Roi ne trouva presque point d'opposition de la part des Gouverneurs des Places, quand il voulut se mettre en possession du Royaume. *Guillaume de Unfreville*, qui commandoit dans les Châteaux de *Dundée* & de *Forfar*, fut le seul qui fit quelque résistance. Il regardoit l'Acte dont on vient de parler, comme très-irrégulier, & ne pouvoit se résoudre, sur une pareille garentie, à livrer des Places qui ne lui avoient été confiées ni par le Roi d'Angleterre, ni par les Prétendans. Il fallut que les Prétendans, les Régens, & le Roi même, s'obligeassent par un Acte exprès, à l'indemniser, en cas qu'il vînt un jour à être recherché pour ce Sujet.

Quelle que fut la prétention d'Edouïard, il est certain que la Souveraineté de la Couronne d'Angleterre n'avoit jamais été bien reconnue en Ecosse. Ainsi les Ecossois en général ne pouvoient regarder les démarches des Prétendans, & des Regens mêmes, que comme une manifeste prévarication. Cependant, il étoit bien difficile de faire autrement. Tous les Grands étoient gagnés ou par les promesses d'Edouïard, ou intimidés par ses menaces. Les troupes qu'il avoit fait marcher à Norham, sous prétexte de garder les Etats d'Ecosse, ne contribuoient pas peu à inspirer de la terreur. Ainsi l'on étoit obligé

obligé de faire à-peu-près tout ce qu'il vouloit. Il étoit pourtant nécessaire que les Régens donnassent quelque satisfaction au Peuple, en lui faisant voir qu'ils avoient soin de ses intérêts. Ce fut dans cette vûe, qu'ils demandèrent à Edoüard des Lettres Patentes pour déclarer que le Jugement du procès entre les Prétendans seroit rendu dans le Royaume d'Ecosse. Edoüard regardant cette démarche comme une espèce d'approbation de sa Souveraineté, parce que la demande avoit été conçue d'une manière à ne le pas choquer, n'eut pas beaucoup de peine à condescendre à leur très-humble Requête, & leur fit expédier les Lettres qu'ils désiroient.

EDOUARD
I.
1291.
Concession
d'Edoüard.

L'affaire de la Souveraineté étant terminée de la manière qu'on vient de le voir, quoique sans l'intervention des Etats, il fut question d'examiner les droits de ceux qui demandoient la Couronne, afin que le Roi pût connoître le fondement de leurs prétentions. Pour cet effet, il fut convenu entr'eux que Baillol & Cumin, tant pour eux-mêmes, que pour tous les Prétendans, nommeroient quarante personnes, & que tout de même Robert Brus en nommeroit quarante autres pour examiner les raisons des Compétiteurs. De plus, qu'à ces quatre-vingts, le Roi en pourroit ajouter vingt-quatre, plus ou moins & que ces Commissaires, après avoir tout mûrement examiné, en feroient leur rapport au Roi.

On vient à
l'examen
du procès
touchant la
Couronne.

Dans la séance du 5. de Juin, on ne fit autre chose, que de donner les noms des Examineurs qui avoient été choisis.

Le jour suivant, le Roi ordonna aux Examineurs de régler le tems & le lieu où ils devoient s'assembler pour travailler à l'examen. Tous convinrent de *Barwick* ville d'Ecosse, située sur la *Twede*, pour le lieu. Mais comme ils ne purent s'accorder à l'égard du tems, le Roi fixa le 2. d'Août de cette même année.

On con-
vient que
le procès se-
ra jugé à
Barwick le
1. d'Août.

Il y eut encore à *Norham* une autre Assemblée dans laquelle les Régens d'Ecosse remirent au Roi leurs Patentes, & les Gouverneurs des Places, leurs Commissions, pour en disposer à sa volonté. Edoüard les reçut & les leur rendit ensuite, avec les changemens nécessaires pour qu'il parût qu'ils tenoient leurs emplois de lui. Le même jour, il nomma l'Evêque de *Cathness* pour Grand Chancelier d'Ecosse, & lui associa *Gautier de Hamondesham* Anglois, l'un de ses Clercs.

Les Ré-
gens & les
Gouver-
neurs des
Places re-
mettent
leurs Com-
missions à
Edoüard,
qui les leur
rend.

Le 12. de Juin, Edoüard fit expédier des ordres à tous ceux qui possédoient des Charges dans le Royaume d'Ecosse, de venir lui prêter serment de fidélité, ce qui fut fait le même jour, par ceux qui se trouvoient présens. Les Prétendans lui prêtèrent aussi le même serment, après quoi l'on se sépara, en attendant le tems marqué pour l'Assemblée qui devoit se tenir à *Barwick*.

Il se fait
prêter ser-
ment de fi-
délité.

Quoique ce tems fût encore assez éloigné, Edoüard s'y rendit bien-tôt après, & dès le 3. de Juillet, il fit la protestation suivante : *Qu'encore qu'il eut accordé ci-devant que l'affaire de la Succession seroit jugée dans le Royaume d'Ecosse, il ne prétendoit pas s'astreindre à la même condescendance, si le même cas arrivoit une autre fois, ni en aucune autre occasion.* Apparemment l'Assemblée devant laquelle il fit cette Protestation, n'étoit ni complète ni autorisée pour la recevoir, puisque les Examineurs ne devoient se trouver à *Barwick*, que le 3. d'Août, c'est-à-dire un mois après.

Il fait une
Protesta-
tion.

Ce jour-là étant venu, les Commissaires Examineurs s'assemblerent à

Les Préten-

EDOUARD
I.
1291.
dans pré-
sent leurs
Requêtes.

Barwick en présence du Roi , & reçurent les Requêtes des Prétendans , dans l'ordre qui suit : mais parce que ces Requêtes , qui contenoient les fondemens de leurs prétentions , étoient appuyées sur la Genealogie de la famille Royale d'Ecosse , il est nécessaire d'avoir devant les yeux cette Genealogie , quoique supposée , sans quoi il seroit difficile de comprendre leurs raisons.

Florent , Comte de Hollande , exposoit qu'il étoit descendu d'Ada , fille du Prince Henri , & sœur des Rois Macolm IV. & Guillaume.

Patrick Dumbar , Comte de la Marche , fondeoit ses prétentions sur ce qu'il descendoit d'Ilda , fille du Roi Guillaume , & sœur d'Alexandre II.

Guillaume Vesci disoit qu'il étoit issu de Marguerite , fille du Roi Guillaume.

Robert de Pinkeny soutenoit , qu'il venoit de Marguerite , fille du Prince Henri , & sœur des Rois Macolm & Guillaume.

Nicolas de Soules disoit , qu'étant petit-fils d'Alexandre II. par Marguerite , seconde fille de ce Roi , & la posterité de Marguerite , sœur-aînée de sa mere , étant éteinte , la Couronne lui étoit dévolue , comme au plus prochain Héritier.

Patrick Galithly appuyoit sa demande sur ce qu'il étoit petit-fils du Roi Guillaume , par Henri , fils du même Roi. Apparemment Henri , pere de Patrick étoit bâtard , puisque s'il eût été legitime , le droit de son fils auroit été indisputable.

Roger de Mandeville prétendoit à la Couronne , comme fils d'Alfrique , fille du Roi Guillaume.

Jean Hastings soutenoit que le Royaume d'Ecosse étant divisible , devoit être partagé entre les descendans des trois filles de David , Comte de Huntington , dont la plus jeune étoit sa mere.

Robert de Ross se disoit issu d'Isabelle , fille-aînée du Roi Guillaume , & sœur d'Alexandre II.

Jean Cumin tiroit son droit de plus haut ; sçavoir , de Donald , qui avoit été autrefois Roi d'Ecosse.

Jean Baillol exposoit , qu'il étoit fils de Devergulde , fille-aînée de Marguerite , la plus âgée des filles de David Comte de Huntington ; & que toute la posterité du Roi Guillaume étant éteinte , il se trouvoit le plus prochain Héritier de la dernière Reine. Il faut remarquer qu'il posoit en fait dans sa Requête , que Marguerite & Isabelle , filles-aînées d'Alexandre II. étoient mortes sans posterité , quoique Nicolas de Soules se dit fils de la première. Après cela , passant sous silence , Henri , Isabelle , Ilda , Marguerite , & Alfrique , enfans du Roi Guillaume , desquels Galithly , Ross , Dumbar , Vesci , & Mandeville se disoient descendus , il reprenoit la branche de David , frere cadet du Roi Guillaume. Ce silence donne lieu de présumer , ou que ces premiers Prétendans avoient exposé à faux leurs Genealogies , ou que ceux dont ils se disoient descendus , étoient bâtards , sans quoi leurs descendans auroient eu plus de droit à la Couronne que ceux de David. Aussi verrons-nous dans la suite , qu'on ne fit aucun cas de leurs prétentions. On peut encore observer , que ceci favorise ce qu'a dit Buchanan , qu'Edouard engagea huit Prétendans , outre Baillol & Brus , à demander la Couronne , afin d'em-
bar-

barrasser l'affaire. En effet, il est facile de voir que de tous ceux qui viennent d'être nommez, Baillol excepté, il n'y en avoit pas un seul qui eût le moindre droit à la Succession, supposant, comme il y a beaucoup d'apparence, qu'ils étoient issus des bâtards, & que Nicolas de Soules n'avoit pas bien exposé sa Genealogie.

Robert Brus alleguoit, qu'il étoit plus prochain d'un degré que Baillol, puisqu'il étoit petit-fils de David, au lieu que son concurrent n'étoit que petit-fils de sa fille. Qu'à la vérité Devergulde étoit dans un même degré que lui; mais qu'elle ne pouvoit pas prétendre à la Couronne, parce que la coutume vouloit qu'on préférât les hommes aux femmes, dans un même degré de consanguinité. Pour fortifier encore son droit, il ajoutoit qu'Alexandre II. l'avoit déclaré son Heritier, en cas qu'il mourût sans enfans, & il offroit de le prouver par des temoins qui étoient encore en vie. De plus, il soutenoit qu'Alexandre III. l'avoit toujours regardé comme son Successeur présomptif, & qu'il s'en étoit expliqué avec ceux qui l'approchoient de plus près.

Toutes ses Requêtes ayant été lues, & le Roi, dit le Journal, voulant donner aux Commissaires le tems de les examiner, marqua le second jour de Juin de l'année suivante 1292. pour tenir une autre assemblée, où les Prétendans pourroient plus amplement déduire leurs raisons.

Je me servirai moi-même de cet intervalle, pour examiner aussi brièvement qu'il sera possible, les fondemens sur lesquels Edoïard appuyoit son droit de Souveraineté à l'égard de l'Ecosse. On les trouve fort au long, dans un Memoire que ce Prince fit dresser sur ce sujet : & parce que cet écrit est souvent allegué par les Auteurs Anglois, comme contenant les preuves justificatives du droit de Souveraineté que l'Angleterre à eu de tout tems sur l'Ecosse, il ne sera pas inutile d'en donner ici un abrégé, afin qu'on puisse s'instruire parfaitement sur cette matiere.

*Preuves alleguées par EDOUARD I. pour établir le DROIT
DE SOUVERAINETE' des ROIS D'ANGLETERRE
sur l'ECOSSE.*

L'An 901. Edoïard l'ancien, Roi d'Angleterre, soumit à sa domination les Rois des Ecoïsois, des Humbres, & des Gallois. Cela se trouve dans les Histoires de Marianus Scotus, de Roger de Hoveden, & de Guillaume de Malmesburi.

L'an 921. le Roi d'Ecosse, Reginald, Roi des Danois, les Anglois qui habitoient le Northumberland, le Roi de Galles, & ses Sujets, choisirent Edoïard l'Ancien pour leur pere & Seigneur, & firent une étroite alliance avec lui. *Marianus Scotus, Roger de Hoveden.*

L'an 924. le même Edoïard regnoit sur tous les habitans de la Grande Bretagne, Anglois, Ecoïsois, Cumbres, Danois & Bretons. *Mar. Scotus, Rog. de Hoveden.*

L'an 926. le Roi Adelstan, fils d'Edoïard, vainquit Constantin, Roi d'Ecosse, avec le Roi de Wentès, & les contraignit de prendre la fuite. Après
cette

EDOUARD I. cette Victoire, ils lui prêterent serment, & conclurent une avec lui à Elnoth le 4. de Juillet. *Mar. Scotus, Rog. de Hoveden.*

On trouve dans les Histoires de Guillaume de Malmesburi, de Raoul de Dicet, & de Henri de Huntington, qu'Adelstan contraignit Constantin, Roi d'Ecosse, de quitter sa Couronne, & qu'ensuite il lui permit de la reprendre, à condition qu'il la tiendrait sous la dépendance des Rois d'Angleterre, disant qu'il étoit plus glorieux de faire des Rois, que d'être Roi.

En 934. le même Adelstan vainquit Constantin qui s'étoit revolté, & ravagea l'Ecosse jusqu'à Dunferd. Le même Constantin lui donna son fils en ôtage, avec de grands presens, & ainsi ils firent la paix ensemble. *Mar. Scotus, Rog. de Hoveden, Henr. de Huntington, Ra. de Dicet.*

L'an 937. Eugène, Roi de Cumberland, & Constantin, Roi d'Ecosse, allerent trouver Adelstan à Dacor, & se remirent à sa discretion. Adelstan qui avoit ordonné à Constantin de faire baptiser son fils, tint lui-même l'enfant sur les fonts. *G. de Malmesburi.*

En 940. Adelstan eut pour successeur Edmond, qui regna quatre ans, sans que les Ecoissois se revoltassent pendant son règne.

En 947. Edred, frere & Successeur d'Edmond, ayant vaincu les Northumbres, porta ses armes en Ecosse. Les Ecoissois saisis de crainte se soumirent à lui sans resistance, & lui prêterent le serment de fidelité qui lui étoit dû. Edred établit sur les Ecoissois un Roi nommé Edrick. *Mar. Scotus, G. de Malmesburi, Hen. de Huntington.*

L'an 955. Edwi fut Roi d'Angleterre après Edred, & regna quatre ans, sans que pendant son Regne, il y eut aucune revolte de la part des Ecoissois.

L'an 977. Edgar, Roi d'Angleterre, ayant assemblé à sa Cour Keneth, Roi d'Ecosse, Macolm de Cumberland, & six autres Rois, les fit servir de Rameurs dans un batteau dont il tenoit lui-même le gouvernail. Il s'écria, dit-on, qu'enfin ses Successeurs pourroient se glorifier d'être véritablement Rois d'Angleterre, puisqu'ils jouïssent d'une si grande prérogative.

Un autrefois le même Edgar ayant oïi dire que Keneth avoit mal parlé de lui, le fit venir à sa Cour, & l'ayant mené à la Campagne, il lui présenta deux épées, afin qu'il en choisit une pour se battre avec lui. Keneth le refusa; & s'étant jetté aux pieds d'Edgar, il lui demanda pardon, & l'obtint. *Mar. Scotus, R. de Hoveden, G. de Malmesburi, H. de Huntington, Ra. de Dicet.*

Pendant les regnes d'Edoüard le Martyr, d'Ethelred II. & d'Edmond côte de fer, il n'y eut point de revolte de la part des Ecoissois.

Canut le Grand, à son retour de Rome, dans la 15. année de son Regne, subjuga, sans peine, l'Ecosse qui s'étoit revoltée, & le Roi Macolm lui fut Sujet. Canut étoit Roi d'Angleterre, de Danemarc, de Norwege, & d'Ecosse. *Mar. Scotus, G. de Malmesburi, Henri de Huntingt. Ra. de Dicet.*

On ne trouve point que les Ecoissois se soient revoltés, pendant les Regnes de Harald II. & de Hardi-Canut.

Sous le Regne d'Edoüard le Confesseur, Siward, Comte de Northumberland, vainquit Machiot, Roi d'Ecosse, & le tua. Ensuite par le commandement du Roi Edoüard, il mit Macolm, fils du Roi de Cumberland sur le Trône d'Ecosse. *Les mêmes.*

On trouve aussi ces paroles dans l'Histoire de Guillaume de Malmesburi, EDOUARD
L.
le Roi Edoüard donna le Royaume d'Ecosse à Macolm, fils du Roi de Cumberland, pour le tenir de la Couronne d'Angleterre.

On ne voit rien dans l'Histoire touchant les Ecoffois, pendant que Harald II. fut sur le Trône d'Angleterre.

Guillaume le Conquerant ayant marché en Ecosse, dans la 6^e année de son regne, Macolm alla au-devant de lui jusqu'à Aberneth, où il lui fit hommage, ou devint son homme. *Chron. de S. Alban.*

On voit dans la même Chronique, que Guillaume s'en retourna en Angleterre, après avoir reçu l'hommage de Macolm, & quelques ôtages.

La 3^e année de Guillaume le Roux, Macolm s'étant revolté, & ayant ravagé le Northumberland, Guillaume, accompagné de Robert son frere, mena son armée en Ecosse, & fit la paix avec Macolm, à cette condition que Macolm lui obéiroit, comme il avoit obéi à Guillaume son Pere. *M. Scotus, Rog. de Hoveden.*

Henri de Huntington dit, que Macolm, saisi de crainte, devint homme du Roi Guillaume.

Le même Roi chassa Donald du Trône d'Ecosse, & y mit en sa place Edgar fils de Macolm. *Les mêmes.*

Edgar Roi d'Ecosse étant mort, Alexandre I. son frere lui succeda, par la permission de Henri I. Roi d'Angleterre. *Hen. de Huntington.*

Etienne Roi d'Angleterre ayant demandé l'hommage à David Roi d'Ecosse, & celui-ci l'ayant refusé, parce qu'il avoit fait serment à Mathilde, Henri son fils fit hommage au Roi Etienne. *M. Scotus, H. de Huntington, Rog. de Hoveden.*

Guillaume Roi d'Ecosse, David Comte de Huntington son frere, les Comtes & les Barons d'Ecosse, firent hommage à Henri II. Roi d'Angleterre, & lui prêterent serment de fidélité.

L'an 1174. Guillaume Roi d'Ecosse ravageant l'Angleterre, fut fait prisonnier & livré au Roi Henri II, qui le mit en liberté, à condition qu'il lui feroit hommage pour le Royaume d'Ecosse.

Comme il a été parlé ailleurs du Traité que ces deux Rois firent ensemble, il n'est pas nécessaire de le repeter; il suffit de dire en deux mots, que Guillaume, pour obtenir sa liberté, fut contraint de s'engager à faire hommage-lige à Henri II. pour le Royaume d'Ecosse, & qu'il executa son engagement. C'est ici la meilleure pièce en faveur d'Edoüard, & aussi celle sur laquelle il insiste le plus dans cet écrit, entrant là-dessus dans un grand détail qui se réduit à ce qui vient d'être rapporté.

Sous le Regne de Richard on ne trouve point que les Ecoffois se soient revoltés. Au contraire, Guillaume se rendit à Cantorberi, pour faire hommage à Richard.

Edoüard passe ici prudemment sous silence les Lettres Patentes de Richard I, par lesquelles il se départit de la Souveraineté sur le Royaume d'Ecosse.

Le même Guillaume vint rendre hommage au Roi Jean à Lincoln, & lui prêta serment de fidélité sur la croix de Hubert, Archevêque de Cantorberi. *Rog. de Hoveden.*

Le même Roi Jean voulut faire la guerre à Guillaume, parce que, sans lui en avoir demandé la permission, il avoit marié sa fille au Comte de Boulo-

EDOUARD
I.

gne. Cela se trouve dans les Chroniques du Monastère de Bridlington : on lit aussi dans celles de l'Abbaye de *Honywood*, que Guillaume donna ses deux filles en ôtage au Roi Jean.

Henri III. dans la 35^e année de son Règne se rendit à Yorck, pour y faire le mariage de sa fille avec Alexandre, Roi d'Ecosse, & celui-ci y fit hommage au Roi d'Angleterre. La Tutelle du jeune Roi & la Regence du Royaume furent conférées à Robert Ross & à Jean Baillol, par l'avis des Grands des deux Royaumes. *Chron. de St. Alban.*

Pour fortifier toutes ces preuves, Edoüard ramassoit encore quelques passages extraits de diverses Chartres & de quelques Bulles des Papes, & d'un Livre intitulé, *La vie de S. Jean de Beverley*. Voici ce que c'est :

Dans une Chartre d'Edgar Roi d'Ecosse, accordée à l'Eglise de Durham, ce Prince reconnoit qu'il posséda la Terre de Londoney, & tout le Royaume d'Ecosse, par le don de Guillaume Roi d'Angleterre son Seigneur.

Dans une autre Chartre Guillaume, Roi d'Ecosse, accorde à Jean Roi d'Angleterre son très-cher Seigneur, de pouvoir marier Alexandre son fils, Prince d'Ecosse, à qui il voudra. De plus, il promet au Roi Jean, que, quoiqu'il puisse arriver, lui & le Prince Alexandre son fils, garderont la foi à Henri fils de Jean, comme à leur Souverain Seigneur.

On trouve dans un Bref de Gregoire IX. que ce Pontife ordonna aux Barons d'Ecosse, de prendre le parti du Roi d'Angleterre, contre leur propre Prince, en cas que le dernier vînt à rompre le Traité qu'il avoit fait avec Henri II.

Le même Pape dans un autre Bref ordonnoit à l'Archevêque d'Yorck, & à l'Evêque de Carlisle, d'induire le Roi d'Ecosse à observer le Traité.

Dans un autre, adressé au Roi d'Ecosse, ce même Pontife lui disoit que, puisqu'il étoit homme-lige du Roi d'Angleterre, & qu'il lui avoit prêté serment de fidélité, il ne devoit rien attenter contre lui.

Le Pape Clement écrivant à Henri Roi d'Angleterre, en faveur de l'Evêque de S. André, chassé de son Siège par le Roi d'Ecosse, le requiert, entre autres choses, d'avertir ce Prince, de l'induire, & s'il est nécessaire, de le forcer par la puissance qui lui a été accordée, à rétablir cet Evêque.

La preuve tirée de la Vie de S. Jean de Beverley, dont l'Auteur est inconnu, consiste dans ce Narré. Le Roi Adelstan marchant vers l'Ecosse pour y porter la guerre, trouva sur son chemin, des gens qui, ayant été aveugles & boiteux, venoient d'être guéris par l'intercession de S. Jean de Beverley. Cela lui fit prendre la résolution d'aller faire ses devotions dans l'Eglise où le corps de ce Saint reposoit. Après qu'il eut prié, il laissa son poignard sur l'Autel, pour gage de ce qu'il avoit promis au Saint, si son entreprise avoit un heureux succès. Ensuite, étant entré en Ecosse, S. Jean lui apparut & lui promit son secours : sur cette promesse Adelstan attaqua les Ecossois, & remporta sur eux une victoire signalée; ensuite il soumit tout le Royaume d'Ecosse, & y séjourna trois ans. En s'en retournant en Angleterre, il rencontra un grand rocher sur son chemin, & pria Dieu par l'intercession de S. Jean de Beverley, de lui donner quelque signe, par lequel les Assistans pussent connoître, que les Ecossois étoient justement soumis aux Anglois, & que l'Ecosse subjuguée devoit à jamais payer tribut à ses Successeurs. Après cela

tirant

tirant son épée il en frappa le rocher qui ceda, comme s'il eût été de beurre, & il y fit une ouverture d'une aune de profondeur. Sur quoi l'Auteur ajoute, EDOUARD
I. que c'est un signe manifeste que l'Ecosse a été subjuguée par les Anglois.

Edoüard ajoûtoit encore quelques autres témoignages, mais sans en nommer les Auteurs, pour faire voir que les Seigneurs de Gallway avoient fait hommage au Roi d'Angleterre.

En 1185. *Roland*, Seigneur de Gallway, se soumit au Roi d'Angleterre, craignant, comme on le presume, dit l'Auteur, la puissance de ce Monarque, qui s'avançoit avec une grande armée pour lui faire la guerre.

Henri II. Roi d'Angleterre, ayant reçu l'hommage d'Alain de Gallway, & de David frere du Roi Guillaume, s'en retourna dans ses Etats.

L'an 22. de Henri II, *Gilbert*, fils de Fergus Seigneur de Gallway, se rendit avec le Roi d'Ecosse, en Angleterre, où il devint homme-lige de Henri le Pere, & lui prêta serment de fidélité. Ensuite, pour obtenir sa bienveillance, il lui donna mille marcs d'argent, & Duncan son fils en ôtage.

Cesont là les preuves dont Edoüard se servoit pour justifier son droit de Souveraineté sur le Royaume d'Ecosse. Comme il passe pour constant parmi plusieurs Historiens Anglois, que ce Prince prouva incontestablement son droit par les anciennes Chroniques, j'ai cru que le Lecteur ne seroit pas fâché d'en pouvoir juger par soi-même, sans être obligé de s'en rapporter aux Auteurs de l'un ou de l'autre parti. C'est aussi ce qui m'a engagé à ne retrancher aucune de ces preuves, quoiqu'il y en ait quelques-unes qui ne sont rien moins qu'évidentes.

Certainement, il y auroit lieu d'être surpris que les Etats d'Ecosse n'eussent rien trouvé à répondre à ces preuves, dont la plupart sont extraordinairement foibles, pour ne pas dire tout-à-fait frivoles. Mais on doit considerer qu'ils étoient en Angleterre, intimidés par la présence du Roi, & que Brus & Baillol, qui avoient un très-grand crédit, faisoient tous leurs efforts pour empêcher les incidens qui auroient pû retarder le Jugement de la cause principale. Cependant, puisqu'Edoüard appuyoit ses prétentions sur les preuves étalées dans ce Memoire, & que l'hommage qu'il exigea des Rois d'Ecosse, fut l'unique cause de la Guerre qui s'alluma dans la suite entre les deux Nations, il ne sera pas inutile d'ajoûter ici quelques éclaircissémens sur cette matiere. Voici donc ce que les Ecoissois auroient pû opposer à ces preuves, si de puissantes raisons ne les eussent engagez à garder le silence, & ce qu'ils opposerent en effet, dès qu'ils se trouverent dans de plus favorables conjonctures.

Premièrement, ils pouvoient dire, qu'il étoit nécessaire de distinguer deux choses qu'Edoüard affectoit de confondre dans cet Ecrit; sçavoir, la supériorité des forces des Rois d'Angleterre, & les avantages qu'ils avoient souvent remportez sur les Ecoissois, d'avec l'aveu prétendu fait par les Rois d'Ecosse, qu'ils tenoient leur Couronne des Rois d'Angleterre. C'étoit de la seconde chose qu'il s'agissoit dans le differend en question, & néanmoins c'est sur la premiere, que portent la plupart des preuves alleguées dans le Memoire.

2. Il ne s'agissoit pas de prouver en general, que les Rois d'Ecosse avoient été souvent contrainsts de faire des Traitez desavantageux, & qu'ils avoient

EDOUARD
I.

prêté des sermens relatifs à ces Traitez : il falloit produire les Actes mêmes, & faire voir qu'ils contenoient effectivement la reconnoissance de la Souveraineté des Rois d'Angleterre sur l'Ecosse. Il étoit encore nécessaire de justifier la continuation de cette reconnoissance par les hommages que les Rois d'Ecosse devoient avoir rendu à tous les renouvellemens des Regnes de l'un & de l'autre Royaume, selon la coutume constante pratiquée par les Vassaux, depuis plusieurs siècles. Mais c'est-ce qu'Edouard ne faisoit pas.

3. Lorsqu'Edgar Roi d'Ecosse reconnoissoit dans sa Chartre, accordée à l'Eglise de Durham, qu'il tenoit son Royaume de Guillaume le Roux, cette reconnoissance n'emportoit pas en aveu que la Couronne d'Ecosse dépendît de celle d'Angleterre. C'étoit une simple déclaration, que c'étoit par l'assistance de ce Prince, qu'il étoit monté sur le Trône d'Ecosse, dont un Usurpateur s'étoit emparé, ainsi qu'il paroît par l'Histoire.

4. Cette même Chartre qui fait une des principales preuves d'Edouard, est impuignée de faux par les Auteurs Ecossois, & combattuë par des raisons de Chronologie si fortes, qu'on ne peut gueres s'empêcher d'y acquiescer.

Andersons
Essai, &c p.
36.

5. A l'égard de ce qui se passa entre Henri II. & Guillaume Roi d'Ecosse, il est vrai que celui-ci rendit un hommage-lige pour tout son Royaume. Mais il n'est pas moins certain, que ce fut en conséquence d'un Traité, où cet hommage avoit été expressément stipulé, pour procurer la liberté au Roi prisonnier. Cela même fait voir qu'il n'y étoit point sujet auparavant, puisqu'il fut nécessaire de l'y engager par un Traité. C'est à quoi on n'auroit jamais pensé, à moins que la guerre n'eût été entreprise pour raison de cet hommage, ce qui n'est pas. D'ailleurs, ce même hommage, qui n'étoit qu'une suite de la prison de Guillaume, ne fut pas continué par les Successeurs, puisque Richard, fils de Henri, s'en départit à pur & à plein, ainsi qu'on l'avû dans le regne de ce Prince.

6. Pour ce qui regarde les autres preuves qui sont beaucoup moins fortes, non seulement elles sont tirées de quelques Auteurs Anglois, ou Sujets d'Angleterre, dont la plupart sont fondées sur des expressions vagues, qui n'ont pas nécessairement le sens qu'Edouard pretendoit leur donner.

7. Edouard n'avoit-il point d'autres preuves à produire que des témoignages de quelques Historiens partiiaux ? Pourquoi ne produisoit-il pas les hommages rendus par les anciens Rois d'Ecosse, comme il faisoit voir celui que Guillaume avoit rendu à Henri ? S'il n'avoit été question que de prouver l'hommage pour le Comté de Huntington, il n'auroit pas été obligé d'aller fouiller chez les Historiens ; il en auroit trouvé les preuves dans ses propres Archives. D'où vient donc qu'il avoit été plus difficile de conserver les hommages rendus pour le Royaume d'Ecosse ? Si le Roi de France n'avoit pu justifier sa Souveraineté sur la Guyenne, & sur le Comté de Ponthieu, que par des passages tirez des Auteurs François, il y a lieu de douter, qu'Edouard eût voulu s'assujettir à lui rendre hommage pour ces deux Provinces.

8. Les Ecossois pouvoient alleguer, que lorsque Henri III. demanda du secours au Roi d'Ecosse contre le Comte de Leicester, il reconnut en termes exprès, que ce secours lui étoit donné par amitié, & nullement par devoir.

9. Le même Henri ayant voulu exiger d'Alexandre III. son Gendre, l'hom-

l'hommage pour le Royaume d'Ecosse, celui-ci le refusa, & ne voulut le rendre que pour les Terres qu'il possédoit en Angleterre. EDOUARD
I.

10. Edoüard lui-même ayant souhaité que le même Alexandre III. son Beau-frere assistât à son Couronnement, lui donna des Lettres Patentes par lesquelles il reconnoissoit, que la présence de ce Prince n'étoit pas de devoir, & qu'il n'avoit assisté à cette ceremonie que par amitié, & pour lui faire honneur, sans y être en aucune maniere obligé.

11. Quand le même Alexandre rendit son hommage à Edoüard, il fit une protestation authentique, qu'il n'entendoit pas que cet hommage fût pour le Royaume d'Ecosse, mais seulement pour les Terres qu'il possédoit en Angleterre & son hommage fut reçu avec cette restriction.

12. Les Ecossois pouvoient dire encore, quel hommage fait pour des Terres situées en Angleterre, bien que rendu par un Roi d'Ecosse, n'avoit aucune relation au Royaume d'Ecosse. Ainsi les Rois d'Angleterre, en rendant hommage aux Rois de France, ne prétendoient pas rendre le Royaume d'Angleterre dépendant de la Couronne de France, mais reconnoître seulement la dépendance des Terres qu'ils possédoient dans ce Royaume.

13. Enfin, on rendoit souvent hommage pour des pensions, comme les Comtes de Flandres le rendoient aux Rois d'Angleterre par cette même raison, & comme le Comte de Savoye en faisoit une semblable aux mêmes Rois, pour une pension de deux cens marcs. Ainsi faire voir simplement que les Rois d'Ecosse avoient fait hommage aux Rois d'Angleterre, ce n'étoit pas prouver le point en question. Il falloit justifier que ces hommages étoient pour le Royaume d'Ecosse, ou par des Lettres Patentes des Rois d'Ecosse mêmes, ou par les instrumens des hommages attestez par de bons témoins, comme on le pratique ordinairement. Mais Edoüard ne produisit aucun Acte que celui de Guillaume; hommage forcé, dont le Roi Richard s'étoit départi.

Quant aux passages extraits des Bulles des Papes, ils ne pouvoient former aucune preuve, puisque les Ecossois ne nioient pas que leurs Rois fussent Vassaux de l'Angleterre, pour le Comté de Huntington, & pour quelques autres terres situées sur les frontieres. Mais ils nioient qu'ils le fussent pour le Royaume d'Ecosse, ce que les Bulles ne disoient pas.

Je ne dis rien de l'Extrait tiré de la Vie de S. Jean de Beverley, puisqu'il y a lieu de douter, qu'Edoüard voulut serieusement tirer une preuve d'un miracle si peu averé, ou, pour mieux dire, si ridicule, & d'une Histoire dont l'Auteur est inconnu.

Aureste, les reponses qu'on vient de lire, ne sont pas des argumens que je prête aux Ecossois; la plupart sont les mêmes que Boniface VIII. employa dans un Bref adressé à Edoüard, pour le dissuader de rien entreprendre contre l'Ecosse, ainsi qu'on le verra dans la suite. Revenons presentement au Jugement du procès, touchant la succession, que j'avois interrompu.

Le jour marqué par Edoüard étant arrivé, tous les Pretendans avec les quatre-vingt Examineurs se rendirent à Barwick, où Edoüard se trouva present. Dès la premiere séance, des Ambassadeurs du Roi de Norwege se presenterent, & demanderent la Couronne pour le Roi leur Maître, pere de la derniere Reine. Leur requête ayant été reçue, après qu'ils eurent recon-

1292.
Suite de ce
qui se passa
dans le Ju-
gement tou-
chant la
Couronne
d'Ecosse.

EDOUARD I. 1292. nu le Roi d'Angleterre pour Seigneur direct de l'Ecosse, celles des autres Prétendans furent lûes, chacune à son tour, & les Commissaires commencerent à les examiner. Mais Edoüard, dit le Journal, considerant que cet examen entraîneroit dans une longueur qui pourroit être préjudiciable à l'Ecosse, prit la chose d'un autre biais. Il proposa & fit trouver bon, qu'on commençât par l'examen des droits de Jean Baillol & de Robert Brus, sans préjudice des autres, qui seroient discutez dans la suite.

Question
proposée
par Edoüard,
qui
demeure
indécise.

Edoüard
accorde un
délai.

Il propose
trois ques-
tions.

Reponse.

Raisons
alleguées
par Robert
Brus.

La premiere question qu'on mit sur le tapis fut, par quelles Loix & Coûtumes il falloit se regler dans ce Jugement, sur quoi Edoüard voulut avoir préalablement les avis des Commissaires Examineurs; il ne leur fut pas possible de s'accorder pour decider cette question. Après avoir long-tems disputé entr'eux, ils repondirent au Roi, qu'ils ne pouvoient lui donner leurs avis, sans une plus ample délibération, & le prièrent de leur ajoindre vingt-quatre Anglois, comme on en étoit convenu. Cet expédient ne facilita pas la décision: les Commissaires Anglois rapportèrent au Roi, que les Ecoissois étoient si peu d'accord entr'eux, touchant leurs propres Loix, qu'il étoit fort difficile d'asseoir un Jugement sur un point si fort contesté. Ils ajoûterent, que, par cette raison, ils n'osoient eux-mêmes lui donner aucun conseil, sur une question si delicate. Ces difficultez déterminerent Edoüard à donner un plus long terme, & à marquer le 14. d'Octobre suivant, pour le jour de la premiere Assemblée.

Les Commissaires s'étant assemblez au tems prescrit, Edoüard leur proposa ces trois questions. 1. Par quelles Loix & Coûtumes il falloit proceder dans ce Jugement? 2. Comment il falloit se regler, supposé que les Coûtumes d'Angleterre & d'Ecosse fussent incertaines, ou que celles des deux Royaumes fussent opposées? 3. S'il falloit juger touchant le Royaume d'Ecosse, autrement qu'à l'égard des Comtez, Baronnies, ou autres Fiefs dépendans de la Couronne d'Angleterre? Le délai qu'Edoüard avoit accordé aux Examineurs leur avoit donné des lumieres qu'ils n'avoient pas auparavant. Eux, qui n'avoient pû s'accorder au mois d'Août touchant la premiere question, se trouverent au mois d'Octobre d'un sentiment unanime. Ils repondirent, sur la premiere; Que s'il se trouvoit des Loix ou des Coûtumes certaines dans les Pais de la domination du Roi, c'étoit par elles qu'il falloit se regler. Sur la seconde, que si, dans ses Etats, il ne se trouvoit point de Loi certaine sur ce sujet, il pouvoit en faire une nouvelle. Sur la troisième, il fut décidé, qu'on devoit juger du Royaume d'Ecosse, de la même maniere que des autres Fiefs indivisibles. Il n'est pas difficile de s'appercevoir que ces questions préliminaires ne tendoient, ainsi qu'on le voit par les reponses, qu'à établir le droit de Souveraineté d'Edoüard; droit qu'il supposoit constamment, sans donner la liberté de le contredire.

Edoüard ayant reçu ces décisions, fit appeller Brus & Baillol, & leur demanda, s'ils avoient quelque chose à dire, pour fortifier les raisons exposées dans leurs Requêtes. Ils repondirent qu'ils souhaitoient d'ajoûter encore quelque chose de vive voix, & Brus commença le premier à parler. Ses raisons se réduisirent à ces quatre suivantes. 1. Que la Succession d'une Couronne se doit regler par le droit naturel, par lequel les Rois régnerent, & non par les Loix usitées à l'égard des Sujets; & que, selon ce Droit naturel, le plus

plus proche doit succéder. 2. Que par cette même raison, bien que les héritages des Particuliers fussent divisibles, & que les aînez eussent quelque prérogative par les Loix observées entre les Sujets, il n'en étoit pas de même à l'égard d'un Royaume, où le plus prochain Héritier devoit succéder sans aucun partage. 3. Il soutint, qu'il étoit souvent arrivé en Ecosse même, que la Couronne avoit été adjudgée à la branche collatérale, préférablement à la directe, & que la Succession, dans la famille des aînez, n'étoit pas tellement établie, qu'elle dût lui porter du préjudice, puisqu'on avoit vu plusieurs fois, dans ce même Royaume, les Freres préférés aux Fils. 4. Il posoit en fait, qu'encore qu'il ne fût qu'en même degré que Devergulde, il devoit pourtant succéder, parce qu'il étoit le mâle le plus prochain.

Jean BailloI prenant ensuite la parole établit son droit sur la Généalogie de la famille Royale, & fit voir qu'il étoit descendu de l'aînée des Filles de David Comte de Huntington, au lieu que Brus ne venoit que de la Cadette. Il répondit aux raisons de son Compétiteur, & soutint que la Coutume d'Angleterre, aussi-bien que celle d'Ecosse, étoit que le descendant de l'aînée, quoique plus éloigné, étoit préféré au plus prochain, descendu de la puînée. Quant à ce que Brus avoit allégué du Droit naturel, & du Droit des Rois, il répondit en substance, que c'étoit au Roi d'Angleterre à décider sur cela, en qualité de Souverain, qui, depuis un tems immémorial, tenoit l'Ecosse dans la dépendance de sa Couronne. A l'égard des exemples que Robert avoit produits, des freres préférés aux fils, ils soutint que cela ne s'étoit jamais fait en Ecosse, que par voye d'usurpation & de violence. Que même, quand une telle chose étoit arrivée, les Rois d'Angleterre, comme Souverains, avoient corrigé ces abus, en remettant les fils sur le Trône. Pour prouver ce qu'il avançoit, il alléguait l'exemple d'Edgar, que Guillaume le Roux mit en possession de la Couronne usurpée par Donald. Enfin il soutint que, quand même ce que Robert avoit avancé ne souffriroit point de contradiction, il n'en pourroit tirer aucun avantage. En effet, il paroissoit par là qu'on avoit quelquefois exclu le plus prochain, pour en mettre un plus éloigné sur le Trône; étant indubitable, qu'un frere est plus éloigné qu'un fils. Je serois trop long, si je voulois rapporter toutes les raisons, les réponses & les répliques de l'un & de l'autre. Ceci suffira, comme je l'espère, pour faire connoître les fondemens de leurs prétentions.

Cette affaire étant ainsi éclaircie, & les raisons des deux Prétendans ayant été examinées, le Roi proposa la Question, de cette maniere: *Si le plus éloigné, issu de l'aînée, devoit être préféré au plus prochain, venu de la Cadette?* Les Commissaires furent là-dessus d'une opinion unanime. Ils décidèrent, que, selon les Loix & les Coutumes des deux Royaumes, le Descendant de l'aînée devoit être préféré. On pourroit, avec raison, demander, à quoi donc servoit la discussion des Questions préliminaires, puisque les Loix des deux Royaumes décidoient si formellement la principale, s'il n'avoit été déjà remarqué qu'elles n'étoient pas inutiles aux intérêts particuliers d'Edouard. Nonobstant la décision formelle des Commissaires, le Roi voulant faire voir qu'il agissoit sans passion & sans partialité, fit encore long-tems agiter la même question en sa présence, & fixa le 6. de Novembre suivant, pour prononcer une Sentence définitive aux deux Prétendans.

EDOUARD
I.
1292.

Raisons &
réponses de
Jean Bail-
loI.

Question
proposée
aux Exami-
nateurs.
Décidée
en faveur
de BailloI.

Ce

EDOUARD

I.

1292.

Edouard
décide con-
tre Robert
Brus,
qui présen-
te une Re-
quête.

Demande
de Jean
Hastings

& de Ro-
bert Brus.

Edouard
propose en-
core deux
questions
décidées
contr'eux.

Tous les
autres Pré-
tendans se
désistent de
leurs pré-
tentions.

Edouard
déclare
Baillol Roi
d'Ecosse.

Ce jour-là, Edoüard prononça solennellement, que Robert Brus étoit mal fondé dans ses prétentions, & les Loix ne lui donnoient aucun droit sur la Couronne d'Ecosse. Mais comme l'exclusion de Brus n'emportoit pas nécessairement l'admission de Baillol, puisqu'il y avoit d'autres Prétendans, le Roi ordonna aux Examineurs d'écouter les autres Parties. Robert Brus, se voyant exclus par cette Sentence, déclara qu'il avoit un autre droit dont il vouloit se prévaloir, & justifier dans une autre forme, les prétentions qu'il avoit sur une partie du Royaume. Ensuite, il présenta sur ce Sujet une Requête, qui fut reçüe.

L'affaire entre Baillol & Brus étant terminée, *Jean Hastings* se présenta & soutint que l'Ecosse étant un Fief dépendant de l'Angleterre, n'avoit pas plus de privilèges que les autres Fiefs qui étoient tous divisibles. Il inféroit de là, que le Royaume d'Ecosse devoit être partagé entre les Prétendans des filles de David Comte de Huntington, dont la plus jeune étoit sa mère. Il fut incontinent suivi de Robert Brus qui se présenta encore, & dit, qu'il se réduisoit à demander la troisième partie du Royaume, comme fils & héritier de la seconde fille de David. Sur ces nouvelles demandes Edoüard proposa ces deux questions. 1. Si le Royaume d'Ecosse étoit un *Fief* divisible? 2. Ou si, ne l'étant pas, les acquisitions faites par les Rois d'Ecosse, devoient suivre la commune Loi des héritages ordinaires? L'avis unanime du Conseil du Roi, & des Commissaires, fut, que le Royaume d'Ecosse étoit un *Fief* indivisible, & que les acquisitions faites par les Rois, dans le Royaume même, cessoient d'être divisibles dès le moment qu'elles passaient en leurs mains. Après cette décision, Edoüard marqua le 17. de Novembre, pour prononcer là-dessus.

Les Commissaires s'étant assemblez au jour marqué, le Roi fit appeler tous les Prétendans, & leur demanda ce qu'ils avoient à dire, pour justifier leurs droits. Les Ambassadeurs de Norwège, *Florent de Hollande*, *Guillaume de Vescy*, *Patrick Dumbar*, *Guillaume de Ross*, *Robert de Pinkeny*, *Nicolas de Soules*, & *Patrick Galithly* déclarèrent qu'ils ne prétendoient pas poursuivre plus avant leurs demandes, & retirèrent leurs Requêtes. Sur cette déclaration, le Roi prononça qu'ils n'avoient rien à prétendre sur la Couronne d'Ecosse. *Jean Cumyn* & *Roger de Mandeville* ne s'étant pas présentés pour soutenir leurs prétentions, ils en furent semblablement déboutez. Ensuite, le Roi prononça que *Jean Hastings* & *Robert Brus* n'avoient rien à prétendre sur la troisième partie que chacun d'eux demandoit, parce que le Royaume d'Ecosse ne pouvoit pas être partagé.

Il ne restoit plus que Baillol, qui se trouvant sans Concurrent, depuis que les autres avoient été condamnés, fut reconnu pour le seul fondé à prétendre à la Couronne. Ainsi Edoüard prononça qu'il seroit mis en possession du Royaume, se réservant néanmoins à lui-même & à ses Successeurs, le droit de poursuivre leurs prétentions sur le même Royaume, quand ils le jugeroient à propos. Après cela, il adressa la parole au nouveau Prince & lui dit, qu'il devoit prendre soin de gouverner son Peuple équitablement, de telle manière, que pour défaut de Justice, ou pour quelque autre raison que ce pût être, il n'obligeât pas son Souverain à se servir de son droit pour remédier aux abus. Ensuite, il lui assigna le Jeudi suivant pour prêter le serment de fidélité,

délité, & le jour de Noël prochain, pour rendre son hommage dans New-
castle.

Les procès étant ainsi terminé, Edoüard fit expédier tous les ordres nécessaires, pour mettre Baillol en possession du Royaume, & le nouveau Roi lui prêta le serment de fidélité le 20. de Novembre. Dans ce serment, il reconnoissoit la Souveraineté du Roi d'Angleterre sur l'Ecosse en termes très-clairs, & très-soumis, & il en fit expédier un Acte authentique. Son installation se fit à *Scone* avec les formalitez ordinaires, & tous les Seigneurs Ecossois lui prêtèrent serment, à l'exception de Robert Brus, qui s'étoit absenté. Ensuite il se rendit à Newcastle sur la Thyne, où il rendit son hommage au Roi, avec de telles expressions qu'il n'étoit pas possible d'y rien ajouter pour mieux marquer sa dépendance.

Après avoir vû la manière dont le Journal, fait par ordre d'Edoüard, rapporte ce qui se passa dans le Jugement de ce fameux procès, il est juste de faire parler les Ecossois à leur tour, & de mettre devant les yeux du Lecteur ce qu'ils disent sur cette matière. Ils prétendent qu'Edoüard agit très-injustement dans tout le cours de cette affaire, & que sa conduite ne fut qu'une suite continuelle d'artifices, de séductions, & de violences: Qu'à la vérité, il avoit bien eu auparavant quelque prétention sur la Souveraineté d'Ecosse, mais qu'elle étoit si mal fondée, qu'il ne se seroit jamais avisé de la faire valoir, si l'état où le Royaume se trouvoit ne lui en eût fourni l'occasion: Qu'ayant été choisi pour Juge ou plutôt pour Arbitre du différend qui régnoit entre les deux Prétendans, il abusa de cette confiance, pour faire ses propres affaires, aux dépens de la liberté des Ecossois. Ils conviennent à peu-près de ce qui est rapporté dans le Journal: mais ils assurent, qu'en secret, par des promesses & par des menaces, il disposa les Commissaires à suivre aveuglément ses directions. Ils ajoutent, qu'ayant pour but principal de rendre Vassal de la Couronne d'Angleterre, celui qui seroit déclaré Roi d'Ecosse, il fit entendre aux deux Prétendans, qu'ils n'avoient rien à espérer, s'ils ne le reconnoissoient auparavant pour Souverain du Royaume. Pour les engager, continuent-ils, à cette reconnoissance, il avoit lui-même excité tous les autres Compétiteurs, gens qui dependoient absolument de lui, afin de faire naître des difficultez qui fissent comprendre à Brus & à Baillol, combien ils avoient besoin de sa faveur. On ne doit pas trouver étrange, que les Prétendans fussent disposés à faire tout ce qu'il souhaitoit. Les deux principaux craignoient que leur résistance ne les privât de la Couronne, & les autres n'avoient entrepris de se mettre au nombre des Compétiteurs, que pour obéir à ses ordres ou pour lui faire plaisir. On prétend encore, qu'avant que d'en venir à l'examen des droits des Parties, Edoüard avoit résolu de faire tomber la Couronne sur la tête de Baillol, qui étoit d'un génie moins élevé que Robert Brus, & qui avoit moins de crédit dans le Royaume. Buchanan dit sur ce sujet, qu'Edoüard offrit d'abord la Couronne à Brus, à condition qu'il s'engageroit à lui en faire hommage, & que celui-ci l'ayant refusée à ce prix, Edoüard se tourna du côté de Baillol qui l'accepta sans balancer. Et sur ce que les Anglois prétendent tirer un argument invincible du consentement & de la signature de Robert, aux Actes & Déclarations que les Prétendans firent avant que de présenter leurs Requêtes, voici ce que les Ecossois répondent. Ils

EDOUARD
I.

dissent qu'il n'étoit nullement impossible que Robert ait d'abord refusé la Couronne, sous la condition qu'on lui vouloit imposer; & qu'ensuite ayant reconnu combien ce refus pouvoit lui être préjudiciable, il se soit laissé porter à cette condescendance. Veritablement il n'avança pas beaucoup ses affaires par ce moyen, puisque sa résistance fit plus d'impression sur l'esprit d'Edouard, que sa soumission n'en put faire dans la suite. On ajoute, qu'il est impossible de s'empêcher de voir dans le Journal même, fait par ordre d'Edouard, que, nonobstant la grande parade d'impartialité qui y regne, ce Prince favorisoit le parti de Baillol. Premièrement, les raisons de Robert Brus y sont extrêmement abrégées, & l'on peut dire même mal exposées. En second lieu, aussi-tôt après que Robert eut été exclus, tous les autres Prétendants, Baillol excepté, se départirent de leurs prétentions, jusqu'aux Ambassadeurs de Norwege, qui selon les apparences, avoient des ordres secrets d'agir selon les directions d'Edouard. En effet, on ne peut comprendre pourquoi l'exclusion de Brus pouvoit faire assez de tort aux autres Prétendants, pour les obliger à retirer leurs Requêtes. Mais on comprend aisément qu'ils n'étoient plus nécessaires aux desseins du Roi après le Jugement donné contre ce Seigneur. C'est ce qui fait connoître la raison pourquoi Edouard voulut qu'on commençât par l'examen des droits de Brus & de Baillol, parce qu'après que cette affaire seroit vidée, il n'avoit plus besoin des autres. On fait encore remarquer l'absence affectée de Baillol, le jour que les autres Prétendants reconnurent la Souveraineté du Roi d'Angleterre, afin qu'un jour, quand il seroit sur le Trône, on ne pût pas lui reprocher d'avoir été des premiers à introduire cette nouveauté, son but étant de faire croire qu'il n'avoit fait qu'imiter ceux qui l'avoient précédé. On prétend qu'Edouard craignoit plus Robert que Baillol, & que dans tout le cours de cette procédure, il n'eut jamais en vûe que ses propres intérêts. L'unique but de toutes ses démarches, continuë-t-on, étoit d'établir un droit qu'il n'auroit jamais pû soutenir dans d'autres circonstances, & qui ne lui appartenoit point. Si ce droit eût été incontestable, à quoi bon prénoit-il tant de précautions pour l'établir? Pourquoi tant de reconnoissances, & tant de sermens exigez de quelques particuliers, dans le tems que les Etats d'Ecosse n'alléguoient pas la moindre raison pour combattre ses prétentions, si l'on en croit le Journal? Pourquoi entasser tant de raisons, dont la plupart sont si foibles, pour faire reconnoître une Souveraineté, qui, selon lui, ne lui étoit pas disputée? Si les Etats d'Ecosse ne répondirent rien à la première proposition d'Edouard, il est facile de juger que ce ne pouvoit être que par un motif de crainte. D'ailleurs, on ne pouvoit pas inferer de leur silence qu'ils reconnoissoient cette Souveraineté, puisqu'ils n'avoient jamais fait auparavant un semblable aveu. Si par leur silence ils eussent prétendu donner leur approbation aux prétentions d'Edouard, d'où vient qu'il n'exigea pas d'eux une déclaration authentique, aussi bien que des Prétendants? Etoit-ce à ceux-ci à décider une question si importante, & n'étoit-ce pas plutôt aux Etats actuellement assemblez? Enfin, il parut assez dans la suite, que les sentimens du Peuple d'Ecosse n'étoient pas conformes à la déclaration des Prétendants, en ce qu'il embrassa la première occasion qui s'offrit de secouer le joug qu'on lui avoit imposé. J'ajouterai ici, en faveur des Ecossois, que le nouveau Recueil des Actes Publics fournit une preuve assez

assez forte, que le Roi d'Ecosse n'avoient jamais rendu hommage pour tout le Royaume, si l'on en excepte celui que Guillaume avoit rendu à Henri II. On trouve dans le Recueil que le Grand Chambellan d'Edouard ayant demandé à Baillol les droits dûs par les Vassaux, quand ils rendoient leur hommage, on ne put rien trouver pour servir de règle sur ce sujet. Ainsi, Edouard fut obligé de les fixer lui-même à vingt livres sterlings, ce qui étoit le double de ce qu'un Comte payoit en semblable occasion. Quelle apparence y a-t-il que ces droits n'eussent pas été réglés auparavant, si cet hommage avoit été rendu plusieurs fois, comme Edouard le prétendoit ?

EDOUARD
I.

J'ai rapporté jusqu'ici la maniere dont les Anglois & les Ecossois ont parlé de ce qui se passa, dans le Jugement de ce fameux procès, tant à l'égard du Trône même, que de la Souveraineté prétendue par Edouard. Mais pour achever d'éclaircir cette matière, il ne sera pas inutile d'y faire encore quelques observations. Premièrement, il paroît par toute la conduite d'Edouard, qu'au commencement, son intention n'étoit pas de s'emparer de l'Ecosse, comme Buchanan l'en accuse ; mais seulement de rendre ce Royaume dépendant de l'Angleterre. Il avoit cela de commun avec la plupart de ses Prédecesseurs. Sans parler des Rois Saxons, & des premiers Rois Normans, Henri II. n'eut pas plutôt le Roi Guillaume en son pouvoir, qu'il voulut profiter du malheur de ce Prince, en l'obligeant à lui faire hommage de son Royaume. Henri III. pere d'Edouard, voulut exiger la même chose d'Alexandre III. mais il ne lui fut pas possible d'y réussir. On ne peut donc pas inferer des premières démarches d'Edouard, qu'il eût formé le projet de se rendre maître de l'Ecosse, puisqu'il ne demandoit que la Seigneurie directe, sans jamais insister sur l'utile, touchant laquelle il se contenta de faire une simple protestation. S'il eût eu ce dessein, il auroit pu aisément trouver des prétextes plausibles de mettre des Garnisons Angloises, & des Gouverneurs à sa devotion dans les Places qui lui furent livrées. Il pouvoit alléguer que tous les Ecossois ayant déjà pris parti pour quelque'un des Prétendans, on ne pouvoit confier la garde des Places à des gens de leur Nation, sans exposer le Royaume au danger d'une Guerre civile. Mais au lieu de s'assurer, par ce moyen, la possession du Royaume, il confirma tous les Gouverneurs, & se contenta de recevoir leur serment : précaution qu'un Prince, aussi habile qu'il l'étoit, auroit sans doute trouvé peu sûre, s'il eût eu de mauvais dessein. Ajoutons encore, que s'il eût formé le projet dont on l'accuse, il auroit trouvé une occasion favorable d'en faciliter l'exécution, en partageant le Royaume entre les Descendans des trois filles de David. Par-là il auroit désuni les forces des Ecossois, au lieu qu'il les tint unies, en adjugeant la Couronne à un seul.

Confidérations sur
cette même
affaire.

Mais d'un autre côté, on ne peut guères disconvenir, qu'il n'ait voulu profiter de cette favorable conjoncture, pour établir sa Seigneurie directe sur l'Ecosse, & remplir ainsi le projet que ses Ancêtres avoient formé ; mais qu'ils n'avoient pu pleinement exécuter. Il est difficile de juger, s'il croyoit lui-même avoir un droit légitime, ou si, considérant l'état où l'Ecosse se trouvoit alors, il voulût profiter de l'occasion pour établir un nouveau droit. Ce dernier est plus apparent, quoiqu'il n'arrive que trop souvent, que les hommes se laissent prévenir en faveur de ce qui leur est avantageux. En effet,

EDOUARD
I.
1293.

vouloir tirer des preuves des Histoires composées par des Anglois , pour faire voir que l'Ecosse dépendoit de la Couronne d'Angleterre , c'étoit avouer qu'il n'en avoit pas de meilleures. Certainement , un hommage tel que celui-là devoit être justifié par des preuves plus authentiques. On a bien de la peine à se persuader , que si le Royaume d'Ecosse avoit été dépendant de l'Angleterre , depuis un tems immémorial , & sans aucune interruption , comme il prétendoit le prouver , on n'eût pû trouver dans les Archives du Souverain , qu'un seul hommage en forme , rendu par les Rois d'Ecosse. Il est donc apparent que , sans être trop bien convaincu de son droit , il voulut , pour le bien établir , se prévaloir de l'avantage que lui donnoit la situation où les affaires des Ecoissois se trouvoient , sçachant bien que personne n'étoit en état de s'y opposer , puisque les deux Chefs de parti avoient tant de raisons de le ménager. Mais je ne sçai si l'aquiescement des Ecoissois pouvoit suffire , pour lui acquérir un nouveau droit. C'est ce que je laisse à déterminer à ceux qui sont versez dans ces matières. Quoiqu'il en soit , il me semble qu'on ne peut pas bien justifier ce Prince , qui par une ambition mal fondée , alluma , entre les deux Nations de la Grande Bretagne , une Guerre qui fit couler des torrens de sang de l'une & de l'autre. Que si l'événement peut être compté pour quelque chose dans des affaires de cette nature , la suite de cette Histoire fera voir , que bien qu'au commencement Dieu ait favorisé l'entreprise d'Edouard , il permit pourtant qu'enfin les projets des Anglois s'en allassent en fumée. Peut-être m'attirerai-je quelque censure de la part de certaines gens entêtés de cette ancienne domination de l'Angleterre sur l'Ecosse , ou des perfections d'Edouard I. Ils s'imagineront , sans doute , que ce que je viens de dire fait quelque tort à ce Prince , ou à la grandeur de l'Angleterre ; mais j'espère que les personnes moins préoccupées me rendront plus de justice. Il est tems présentement de revenir à l'Histoire , & de faire voir les effets funestes que l'ambition d'Edouard produisit , pour le malheur des deux Royaumes.

Manières
dures & chau-
raînes d'E-
douard en-
vers le nou-
veau Roi
d'Ecosse.

Si le désir de regner avoit fait faire à Baillol des démarches contraires aux intérêts de l'Ecosse , l'extrême envie qu'Edouard avoit de bien établir sa Souveraineté sur ce Royaume , lui fit commettre des fautes contraires à ses véritables intérêts , aussi-bien qu'à ceux de l'Angleterre. Dans une occasion à peu-près semblable , le Pape Innocent III. se garda bien de faire trop-tôt sentir aux Anglois le poids de la Souveraineté qu'il avoit acquise sur eux , par la résignation du Roi Jean. Il voulut les accoutumer peu-à-peu , & sans qu'ils s'en apperçussent , de peur de les effaroucher trop. Mais Edouard prit avec les Ecoissois une route toute contraire. Il avoit à peine acquis cette Souveraineté , qu'il avoit tant souhaitée , qu'il en fit ressentir à ses Vassaux toute la dureté , & cette rigueur ne produisit pas tout l'effet qu'il en attendoit. Bien loin qu'elle contribuât à tenir ce Peuple dans la sujétion , elle ne servit qu'à leur faire chercher les moyens de s'en délivrer.

Avant qu'Edouard partit de Newcastle , il se présenta une occasion de faire valoir son nouveau droit , de laquelle il ne manqua pas de profiter. Un Bourgeois de Barwick s'étant plaint à lui de quelque tort qu'il prétendoit avoir reçu de la part de certains Commissaires Anglois , qui avoient été envoyés en Ecosse , Edouard renvoya l'affaire en Angleterre pour y être jugée par ses Ju-
ges.

ges. Le Conseil d'Ecosse, croyant voir, dans cette démarche, une infraction des promesses du Roi d'Angleterre, lui députa quelques-uns de ses Membres, pour lui représenter, qu'il s'étoit engagé à ne tirer point hors du Royaume, les affaires des Ecossois. Edoüard trouva cette remontrance très-mal fondée. Il leur répondit, que cette affaire étoit d'une telle nature qu'il ne pouvoit permettre qu'elle fût portée ailleurs, qu'à ses propres Cours, puisqu'il n'appartenoit point à des Vassaux de corriger les fautes de ceux qui représentoient la personne du Souverain. S'il en fût demeuré là, les Ecossois auroient pû se flatter, que ce cas particulier ne tireroit point à conséquence; mais ce n'étoit pas là l'intention du Roi. Pour prévenir de semblables plaintes à l'avenir, il envoya au Conseil d'Ecosse une Déclaration conçûe en ces termes: *Qu'encore que pendant la vacance du Trône, il eût fait aux Ecossois quelques promesses à tems, qu'il avoit exactement observées, il ne prétendoit plus être lié par ces promesses, depuis qu'il y avoit un Roi en Ecosse, ni se départir du droit de faire juger toutes les affaires qui regarderoient ce Royaume, au lieu & dans le tems qu'il le jugeroit à propos.* Il réitéra cette protestation, quelques jours après, dans sa propre Chambre, en présence de Baillol & d'un grand nombre de Seigneurs des deux Nations. Ensuite, il ajouta, qu'il prétendoit faire venir le Roi d'Ecosse même en Angleterre, toutes les fois qu'il le jugeroit convenable. L'émotion avec laquelle il parloit ferma la bouche à Baillol, qui se trouvant entre ses mains, ne crut pas qu'il fût à propos pour lui de répondre. Mais il n'en fut pas quitte pour cela. Deux jours après, il se vit contraint de faire expédier des Lettres Patentes, par lesquelles il renonçoit, pour lui-même & pour ses Successeurs, à toutes les promesses, concessions, & ratifications faites par le Roi d'Angleterre, pendant que le Trône d'Ecosse avoit été vacant, & approuvoit tout ce qu'Edoüard avoit fait pendant ce tems-là. Pour le récompenser de cette renonciation, Edoüard lui fit expédier des Lettres, par lesquelles il reconnoissoit, qu'il n'avoit autre droit sur le Royaume d'Ecosse, que celui de l'hommage. De plus, il promettoit, pour lui & pour ses Successeurs, de ne point prétendre à la Garde-noble des Héritiers mineurs, ni au droit de les marier à sa volonté.

Cette première démarche d'Edoüard étoit assez capable de faire comprendre aux Ecossois, qu'il avoit résolu d'user de ses droits dans toute leur étendue. Mais il ne les laissa pas long-tems, sans leur en donner des preuves plus convaincantes. Un Marchand de Gascogne lui présenta une Requête, dans laquelle il exposoit qu'Alexandre III. dernier Roi d'Ecosse, avoit été son débiteur d'une certaine somme qui lui étoit encore dûe, sans que toutes ses sollicitations, auprès du nouveau Roi, eussent pû lui faire obtenir son paiement: Que pour cette cause, il s'adressoit à lui, comme Souverain du Roi d'Ecosse, pour lui demander justice. Edoüard embrassant avec ardeur cette occasion de mettre ses droits en usage, fit sommer le Roi d'Ecosse de se trouver à Westminster le lendemain de l'Ascension, pour répondre en personne aux plaintes portées contre lui par le Marchand. Cette première Citation est datée du 8. de Mars, environ deux mois après qu'Edoüard fut parti de Newcastle.

Huit jours après, il fit faire à Baillol une seconde Citation, dont voici le sujet. Pendant qu'il étoit encore à Barwick, il avoit donné ordres aux Ré-

EDOÜARD
I.
1293.

Art. Publ.
T. II. p. 597.
Edoüard
revoque ce
qu'il avoit
accordé aux
Ecossois.

Baillol s'en
départ.
Ibid.
pag. 599.

Edoüard se
désiste de ses
prétentions
sur le Do-
maine utile
d'Ecosse.
pag. 601.

1. Citation.
Art. Publ.
T. II. p. 605.

2. Citation.
pag. 606.

EDOUARD
I.
1293.

gens d'Ecosse, de mettre Macdulphe, Comte de Fyffe, en possession de certaines Terres, sur lesquelles ce Seigneur avoit des prétentions. Cet ordre avoit été exécuté avant le Couronnement de Baillol, pendant qu'Edouard étoit encore maître de l'Ecosse. Dans le premier Parlement que le nouveau Roi tint à Scone, le Comte de Fyffe fut accusé de s'être mis injustement en possession de ces Terres dont la garde appartenoit au Roi. C'étoit proprement l'accuser d'une précipitation affectée, en s'adressant au Roi d'Angleterre, & de n'avoir pas attendu qu'il y eût un Roi sur le Trône d'Ecosse. Sur cette accusation, le Parlement ordonna qu'il seroit emprisonné. Quelque tems après, ce Seigneur ayant été mis en liberté, alla se plaindre à Edouard, & sur cette plainte, le Roi d'Ecosse fut encore sommé de se présenter devant Edouard, en quelque lieu qu'il se trouvât, le lendemain de la Trinité.

3. Citation.
pag. 608.

Le 15. de Juin suivant, le Roi prit une nouvelle occasion de citer Baillol sur un autre sujet. Pendant qu'il étoit à Newcastle, il avoit ordonné à Gautier de Huntercumb, Gouverneur de l'Isle de Man, de mettre Baillol en possession de cette Isle, & son ordre avoit été exécuté. Peu de tems après, une Dame nommée Austrique, qui avoit des prétentions sur cette Isle, la demanda au Roi d'Ecosse, & sa demande ayant été rejetée, elle s'en plaignit à Edouard. Sur cette plainte Baillol fut encore cité à comparoître en personne quinze jours après la S. Michel, en quelque lieu que le Roi se trouvât alors. De plus Edouard ordonna aux Shérifs de Northumberland, de signifier cette Citation au Roi d'Ecosse même, devant des témoins.

4. Citation.
pag. 615.

Peu de mois après, Baillol reçut encore une nouvelle Citation dont voici le sujet. David, Roi d'Ecosse, avoit autrefois donné au Monastère de Reading, situé en Angleterre, un certain Prieuré dépendant de l'Evêché de S. André. Ensuite ce Prieuré avoit été aliéné par l'Abbé de Reading, en faveur de l'Evêque de S. André. Le Successeur de cet Abbé voulant recouvrer le Bénéfice, prétendit que l'aliénation en avoit été faite contre l'avis de la plupart des Moines, & il présenta sur ce sujet une Requête au Roi. L'Evêque en ayant été informé, en appella au Pape, & son appel fut admis par la Cour d'Ecosse. Sur les plaintes que Reading fit à Edouard, de ce qu'on avoit déferé à cet appel, Baillol fut encore cité à comparoître en personne quinze jours après la fête de S. Martin.

5. Citation.
en 1294.

Un an après, Edouard prit encore occasion de traiter ce Prince avec la même hauteur, en lui ordonnant de comparoître devant lui pour se justifier de ce qu'il avoit refusé de rendre justice à l'Evêque de Durham, sur certaine affaire qui regardoit son Diocèse.

Baillol
comparoit
devant le
Parlement
d'Angleter-
re.

Tant de différentes Citations, sur de si légers sujets, & sur les simples plaintes de quelques particuliers, firent comprendre au nouveau Roi d'Ecosse, qu'il s'étoit moins rendu Vassal qu'Esclave du Roi d'Angleterre. Cependant, comme il n'avoit pris aucunes mesures pour secourir le joug, il n'osa point se dispenser de se rendre auprès de lui, pour répondre à ces différentes accusations. Buchanan prétend, que ce fut par hazard, que ce Prince se trouva au Parlement d'Angleterre, lorsque le Comte de Fyffe y porta ses plaintes contre lui: mais d'autres assurent que ce fut pour obéir aux Citations. Quoiqu'il en soit, il fut accusé devant le Parlement, d'avoir refusé de rendre justice au Comte de Fyffe, & de l'avoir fait mettre en prison. Il vou-
lut

lut répondre par Procureur : mais on ne le lui permit point, & il se vit contraint de se tenir à la Barre, comme un simple particulier. C'étoit une grande mortification pour un Souverain ; mais Edoüard avoit pris à tâche de l'humilier, & de faire sentir aux Ecoïsois tout le poids de leur dépendance. Baillol n'ayant pû se dispenser de répondre, allégua, que s'agissant d'un droit de sa Couronne dans l'accusation qu'on intentoit contre lui, il ne pouvoit défendre sa cause, sans avoir premièrement consulté ses Sujets. Son excuse n'ayant pas été trouvée valable, le Parlement ordonna que trois de ses meilleurs Châteaux seroient saisis entre les mains du Roi, jusqu'à ce qu'il eût donné une entière satisfaction. Les Auteurs Anglois assurent, qu'avant que cette Sentence fût prononcée, Baillol présenta une Requête, par laquelle, reconnoissant la Seigneurie directe du Roi d'Angleterre sur l'Ecoïse, il supplioit Edoüard de lui donner un délai, pour consulter son Parlement. Dès qu'il se fut réduit à la voye de supplication, on lui accorda sa demande, & un certain jour lui fut assigné pour se présenter. Il se retira le cœur outré de l'affront qu'il venoit de recevoir, & dans la résolution de tenter toutes sortes de moyens, pour se délivrer d'un joug qui lui étoit devenu insupportable.

La Guerre, qui s'alluma dans ce même-tems, entre la France & l'Angleterre, fit espérer à Baillol que la conjoncture étoit favorable pour se tirer de la sujettion où il se trouvoit. En effet il y avoit apparence qu'il auroit le loisir de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de son dessein, pendant qu'Edoüard seroit occupé à cette Guerre. Une querelle particulière, entre des Matelots Anglois & François, avoit causé cette rupture. En même-tems elle avoit fourni au Roi de France, un prétexte pour faire citer Edoüard à la Cour des Pairs, & une occasion de lui enlever la Guyenne, par une ruse dont on verra le détail ci-après. Avant que d'en venir à une Guerre ouverte, Edoüard employa la voye de négociation, pour tâcher de retirer ce Duché d'entre les mains du Roi de France. Mais Philippe, qui n'ignoroit pas les desseins du Roi d'Ecoïse, tiroit les affaires en longueur, jusqu'à ce que ce Prince se fût déclaré. Pendant cette négociation, Baillol envoya des Ambassadeurs en France, sous prétexte de renouveler l'ancienne alliance entre les deux Nations. Mais son véritable but étoit de s'unir étroitement avec Philippe par le mariage d'Edoüard son fils, avec une fille du Comte de Valois, frère de ce Monarque. Quelque secret qu'on gardât dans cette négociation, Edoüard fut informé qu'il se tramoit à Paris quelque complot contre lui. Ainsi pour prévenir les desseins du Roi d'Ecoïse, il lui demanda les Châteaux de Barwick, de Jedworth, & de Roxborough, promettant de les lui rendre dès qu'il auroit terminé ses affaires avec la France. Mais sans rejeter entièrement cette proposition, Baillol trouva le moyen de gagner du tems, pendant qu'il continuoît à prendre des mesures pour secouer le joug des Anglois. Dès que ses Ambassadeurs eurent conclu avec la France, la Ligue qu'il avoit fait proposer, il crut qu'il étoit tems de se déclarer. Il y étoit puissamment sollicité par Philippe, qui n'ignorant pas qu'Edoüard se préparoit à la guerre, vouloit lui susciter dans son Isle, des affaires qui l'empêchassent de penser aux moyens de se faire rendre la Guyenne. Baillol avoit été long-tems combattu en lui-même, par la considération du serment qu'il avoit prêté au Roi d'Angleterre. Mais pour lui ôter ce scrupule, Philippe

EDOUARD
I.
1294.

1295.
Baillol s'allie avec la France.

lui

EDOUARD
I.
1295.
Le Pape dis-
pense Bail-
lol de son
serment.

Baillol se
déclare con-
tre Edoüard

1296.
Edoüard.
attaquant l'E-
cosse.
Les Ecos-
sois ont d'a-
bord quel-
que succès.

Edoüard
met Robert
Brus dans
ses intérêts.

Il assiège
Barwick.

lui avoit obtenu du Pape, une dispense de son serment. Ainsi se voyant à couvert des censures de l'Eglise, qui étoient en ce tems-là très-rédoutables, & n'ayant plus aucune inquiétude au sujet de son serment, il crut que rien ne devoit plus l'arrêter. Edoüard, surpris de cette résolution qui vint bientôt à sa connoissance, forma le dessein d'abandonner ses affaires de France, & d'employer ses préparatifs contre l'Ecosse. Il considéra que la Rebellion de Baillol lui fournissoit un prétexte plausible de se rendre maître de ce Royaume, dont la conquête étoit pour lui d'une toute autre importance que la Guyenne. Au lieu donc de faire embarquer son Armée pour la mener en France, comme il en avoit eu le dessein, il lui fit prendre la route d'Ecosse. Cependant Baillol, qui s'assuroit sur le secours que le Roi de France lui avoit promis, envoya au Roi d'Angleterre le Gardien des Cordeliers de Roxborough, pour lui rendre une Lettre en main propre. Dans cette Lettre, il se plaignoit des fréquentes injures qu'il avoit reçues de sa part, de tant de Citations faites sur des prétextes très-legers, & sur de simples Requêtes de quelques particuliers; & enfin, il lui déclaroit qu'il ne vouloit plus être son Vassal. Cette Lettre ne fit qu'irriter encore plus Edoüard, qui continuant sa marche vers l'Ecosse, & laissant ses affaires de France dans une très-fâcheuse situation, résolut de faire la conquête de ce Royaume, comme les Historiens Anglois l'avouent en cette occasion. C'est ici qu'on peut fixer le commencement de cette longue Guerre, qui excita dans les cœurs des Anglois & des Ecossois, une haine reciproque que le tems n'a pû encore bien éteindre.

Edoüard s'étoit avancé jusqu'à Newcastle, à dessein d'aller assiéger Barwick qui étoit comme la Clef des deux Royaumes, & qui, par cette raison, a été la Place la plus exposée aux Sièges & aux surprises des deux Nations. Dans cette vûë, il avoit mis en Mer une Flotte qui avoit ordre, sur toutes choses, d'empêcher que rien n'approchât de la Ville dont il avoit dessein de faire le Siège. Mais cette Flotte se laissa surprendre par les Ecossois, qui en brûlèrent ou coulerent à fond dix-huit Vaisseaux. Dans ce même tems, ils eurent encore un autre avantage sur quelque troupes Angloises, qui s'étant avancées pour se saisir d'un certain poste, furent taillées en pièces, avec perte de plus de mille hommes. Ces succès qui éleverent le cœur du Roi d'Ecosse, ne firent qu'animer Edoüard à la vengeance, & l'obliger à redoubler ses efforts pour subjuguier un Peuple qui paroissoit si résolu à secouer le joug. On a vû ci-devant qu'il y avoit en Ecosse deux Factions, dont l'une soutenoit les intérêts de Baillol, & l'autre celle de Brus. Edoüard, sçachant bien que cette dernière n'avoit acquiescé que par force au Jugement qu'il avoit prononcé en faveur du premier, crut qu'il en pourroit tirer de grands secours, s'il pouvoit persuader à Robert Brus de se joindre à lui. Dans cette vûë, il lui fit offrir de lui mettre la Couronne sur la tête, pourvû qu'il se déclarât contre Baillol. Robert accepta cette offre avec joye, & fortifia le parti d'Edoüard d'un grand nombre d'amis, qui n'avoient prêté serment à Baillol, que par un motif de crainte.

Après qu'Edoüard eut pris ces mesures, il entra en Ecosse, & alla mettre le Siège devant Barwick. Comme cette Ville étoit extrêmement forte, & pourvûë d'une bonne Garnison, il craignit d'y trouver une résistance qui donnât à Baillol le tems de se préparer, & aux Ecossois en general, celui de se réunir en-

ensemble, pour se délivrer d'un danger qui les menaçoit tous également. Ainsi rien ne pouvoit lui être plus avantageux, que de se rendre promptement maître de Barwick, afin de pouvoir s'avancer dans le milieu du Païs, & de déconcerter par là les mesures des Ecoissois. C'est ce qui lui fit prendre la résolution d'employer la ruse, afin de venir à bout de son entreprise en moins de tems. Pour cet effet, après qu'il eut battu la Place quelques jours, il leva subitement le Siège. En même tems, par le moyen de quelques soldats, qui, feignant de deserter, allerent se jeter dans la Ville, il fit courir le bruit que l'approche du Roi d'Ecosse, qui accourroit au secours, l'obligeoit à se retirer. Ce bruit fut bien-tôt suivi de la nouvelle supposée, que Baillol n'étoit qu'à une lieue de-là, prêt à entrer dans la Ville. Sur ce faux avis, les Soldats & les Bourgeois sortirent en foule pour l'aller recevoir, s'imaginant qu'Edouïard étoit déjà bien éloigné. Cette multitude sans Chef, étant tombée dans une embuscade, & voulant se retirer avec précipitation, fut si vivement poursuivie, que les Anglois entrèrent pêle-mêle dans la Ville, & y firent un grand carnage. On prétend que plus de sept mille Ecoissois perirent en cette occasion.

EDOUARD
I.
1296.

Il s'en rend
maître par
un stratagème.

Bataille, où
Baillol est
vaincu.

Grands progrès d'Edouïard
après sa
victoire.

Edouïard s'étant ainsi rendu maître de Barwick, marcha vers Dumbar à dessein d'en faire le Siège. Il étoit à peine arrivé devant la Ville, qu'il eut avis que Baillol s'approchoit à la tête d'une nombreuse armée. Quoiqu'il ne se fût pas attendu que les Ecoissois pussent être si-tôt prêts, il reçut cette nouvelle avec joye, dans l'esperance d'obtenir une victoire qui le rendroit maître de tout le Royaume. Baillol s'avançoit de son côté, avec une égale ardeur, résolu de décider par une bataille, s'il devoit être libre ou esclave. Ces deux armées en étant venues aux mains, combattirent long-tems avec beaucoup de courage, mais ce ne fut pas avec la même fortune. Les Ecoissois se virent enfin contraints de lâcher le pied, après avoir perdu la plus grande partie de leurs troupes. On fait monter la perte qu'ils firent en cette occasion à plus de vingt-mille hommes : perte si grande & si terrassante, qu'ils ne se virent de long-tems en état de s'opposer aux progrès des Vainqueurs. Après cette grande victoire, Edouïard retournant sur ses pas, alla se présenter devant Dumbar qui lui ouvrit ses portes. Ensuite, sans donner à ses ennemis le tems de reprendre haleine, il marcha vers Roxborough, dont il se rendit maître avec la même facilité. Immédiatement après, ils s'approcha d'Edimbourg, dont le Château lui fut rendu dans huit jours. Delà il alla se saisir de Sterling, de Perth, & généralement de toutes les Places considérables. En un mot, avant la fin de la campagne, il se vit tellement maître de toute l'Ecosse, que Baillol & toute sa Noblesse ne trouverent point d'autre ressource, que de se remettre à sa merci. Ce fut à cette condition qu'il leur accorda la paix. Le Roi d'Ecosse alla le trouver à Kinkardin, & se présentant devant lui, le bâton blanc à la main, il lui resigna le Royaume, pour en disposer à sa volonté. Cette resignation fut rédigée en Acte public, signé de Baillol, & de la plus grande partie des Barons d'Ecosse, & scellée du grand Sceau de ce Royaume.

Baillol lui
resigne le
Royaume.
Act. Publ.
T. II. p. 718.

Pour confirmer cette nouvelle acquisition, Edouïard fit assembler les Etats d'Ecosse à Barwick, où toute la Noblesse, & tous ceux qui avoient des Charges dans le Royaume, lui prêterent serment de fidélité, & lui livrerent tous les Châteaux ou Places dont ils étoient encore en possession. Entre tous les

Les Ecoissois
prêtent
serment à
Edouïard.

EDOUARD Ecoffois de distinction , il n'y eut que le seul Guillaume Douglas , qui ne put
I. jamais se refoudre à prêter serment à un Prince qui n'avoit d'autre droit sur
1296. l'Ecoffe que celui que la force lui donnoit. Ce refus lui attira l'indignation
Douglas d'Edouïard , qui l'ayant fait conduire en Angleterre , l'y retint dans une étroite
seul le refu- prison , où il termina ses jours , sans que son malheur fût jamais capable
se Major. de lui faire reconnoître Edouïard pour son Souverain. Baillol fut aussi envoyé
Edouïard en Angleterre , & enfermé d'abord dans la Tour de Londres ; mais dans la
envoye suite , on le transféra à Oxford , où il fonda un College qui porte son nom.
Baillol en D'autres Seigneurs Ecoffois , dont Edouïard jugea qu'il étoit nécessaire de
Angleterre, s'assurer , furent renfermez en diverses prisons d'Angleterre ; & s'il laissa la
avec divers liberté à quelques-uns , ce ne fut qu'à condition qu'ils se tiendroient dans les
autres Sci- Provinces Méridionales , sans jamais passer la *Trente* sur peine de la vie. Il
gneurs auroit pû aisément se faire Couronner Roi d'Ecoffe : mais son intention n'é-
Ecoffois. toit pas que les deux Royaumes demeurassent plus long-tems separez. Il
 vouloit unir l'Ecoffe à l'Angleterre , comme il y avoit unis le País de Galles ,
 & ne faire qu'un seul Royaume de toute l'Isle de Bretagne. C'est ce qu'il
 fit paroître manifestement , en faisant transporter en Angleterre la Couronne
 & le Sceptre d'Ecoffe , avec toutes les autres marques de la Royauté , & ge-
 neralement tout ce qui pouvoit rendre quelque temoignage de la liberté dont
 les Ecoffois avoient joui jusqu'alors. Mais il ne lui fut pas aussi facile d'effacer
 de leurs cœurs le souvenir de cette precieuse liberté. Il n'oublia pas de faire
 enlever de Scone la fameuse pierre , sur laquelle se faisoit l'inauguration des
 Rois. Le Peuple d'Ecoffe avoit de tout tems attaché à cette pierre une espece
 de fatalité : il se persuadoit que , pendant qu'elle seroit conservée dans le
 País , leur Etat demeureroit inébranlable , mais qu'aussi-tôt qu'elle seroit tranf-
 portée ailleurs , il souffriroit de grandes alterations. Ce fut par cette raison
 qu'Edouïard la fit enlever , afin de faire croire aux Ecoffois que le tems de la
 dissolution de leur Monarchie étoit arrivé , & qu'ils eussent moins d'espe-
 rance de recouvrer leur liberté. Mais quelque attachement qu'ils eussent pour
 cette fatale pierre , ce ne fut pas la plus grande perte qu'ils firent en cette oc-
 casion. Celle de leurs Archives , qu'Edouïard fit toutes brûler , fut pour eux
 & pour leur posterité une perte , que le tems n'a pû reparer. Outre ces pré-
 cautions , Edouïard prit soin d'assurer sa conquête , en mettant des Garnisons
 Angloises , & des Gouverneurs de sa Nation , dans toutes les Places , & ayant
 laissé Guillaume Warren , Comte de Suffex , pour commander en Ecoffe , il
 s'en retourna triomphant en Angleterre.

Il fait brû-
 ler les Ar-
 chives d'E-
 cosse.

Affaires
 d'Edouïard
 avec la
 France.

Après avoir vû cette premiere Guerre d'Ecoffe , terminée par la conquête
 de ce Royaume , il est tems de considerer ce qui se passoit en France , où les
 affaires d'Edouïard étoient sur un pied tout different. Mais auparavant il est
 nécessaire de rapporter le sujet de la rupture , entre les deux Couronnes de
 France & d'Angleterre. Depuis le Traité qui fut fait entre S. Loüis & Henri
 III , les deux Nations avoient vécu en assez bonne intelligence , lorsqu'une
 querelle entre deux Particuliers de peu de consideration , donna occasion
 aux deux Monarques de prendre les armes. Un Pilote Normand , & un Ma-
 telot Anglois , ayant eu quelque differend ensemble dans un Port de Guyenne
 où ils étoient descendus à terre , il arriva que le Pilote fut tué. Soit que les Ma-
 gistrats de ce Port eussent negligé de faire justice de ce meurtre , ou qu'il
 n'eût

n'eût pas été en leur pouvoir, les Normans, voyant que la mort de leur Com-
 patriote demeurait impunie, résolurent de la venger. Pour cet effet, ayant
 surpris un vaisseau Anglois, ils pendirent le Pilote au haut du grand mâ.
 Ces représailles en produisirent d'autres des deux côtes, tellement que les
 Anglois & les Normans se faisoient une rude Guerre, par tout où ils se ren-
 controient, jusqu'à piller les Vaisseaux les uns des autres, quand l'occasion s'en
 presentoit. Pendant un assez long-tems, ce ne fut qu'une Guerre particu-
 liere, à laquelle les deux Rois ne prenoient aucune part. Mais il arriva, que des
 Vaisseaux Anglois ayant rencontré une Flotte Normande, chargée de vin,
 ils l'emmenèrent en Angleterre. Les Propriétaires en ayant porté leurs plain-
 tes au Roi de France, il demanda la restitution de la prise, & une prompte
 reparation de cet attentat. Comme Edoüard ne se hâtoit pas de répondre,
 Philippe le Bel, qui étoit d'un naturel extrêmement fier, le somma de com-
 paroître en personne devant la Cour des Pairs, pour répondre aux plaintes
 faites contre lui. Cette Citation fut faite en 1294, à-peu-près dans le tems
 même qu'Edoüard citoit le Roi d'Ecosse pour de très-legers sujets, ainsi qu'on
 l'a déjà vu. Les Historiens François disent qu'Edoüard n'ayant pas compa-
 ru, & s'étant contenté d'envoyer à Paris Edmond son frere pour tenir sa pla-
 ce, Philippe, qui n'en fut pas satisfait, envoya le Connétable de Nesle en
 Guyenne, où il s'empara de Bourdeaux, & de tout le reste de la Province.
 Certainement, on ne peut qu'être surpris qu'une pareille conquête ait si peu
 coûté à la France. Ce General auroit-il pu se rendre maître de Guyenne, sans
 former aucun Siège, & sans livrer aucun combat, comme si c'eût été un País
 ouvert & dénué de Places, & de troupes pour le défendre? Cela me persuade
 de, ou que les Historiens François ont ignoré ce qui se passa en cette occa-
 sion, ou qu'ils n'ont pas jugé à propos de le rapporter. Mais ce qu'on ne voit
 pas dans leurs Histoires, se trouve clairement expliqué dans le Recueil des
 Actes Publics qu'on a nouvellement imprimé en Angleterre, & que j'ai dé-
 jà souvent cité : ainsi j'espère qu'on ne fera pas fâché d'en voir ici le détail.

EDOUARD
 I.
 1296.

Mezerai,

Supercherie
 de Philippe
 envers E-
 doüard.
Art. Publ.
 T. II. p. 620,

Edoüard ayant été cité à la Cour des Pairs, ainsi qu'il a été dit, ne jugea
 pas à propos de comparoître en personne. Il envoya le Prince Edmond son
 frere à Paris, pour répondre en son nom, avec ordre d'éviter, autant qu'il
 seroit possible, de l'engager dans une Guerre avec la France. Ainsi ce Prince
 fut muni d'un Plein-pouvoir qui l'autorisoit à donner au Roi de France toute
 la satisfaction qu'il pourroit raisonnablement souhaiter. Edmond trouva ce
 Monarque très-irrité, & faisant de grandes menaces. Après plusieurs ins-
 tances pour entrer en traité, sa negociation lui paroissant entièrement infruc-
 tueuse, il prit la resolution de s'en retourner. Dans le tems qu'il étoit prêt à
 partir, les deux Reines, sçavoir, Marie de Brabant, Veuve de Philippe le
 Hardi, & Jeanne de Navarre, femme du Roi regnant, le prièrent de re-
 nouer la negociation avec elles. L'extrême desir qu'elles témoignent de pro-
 curer une bonne paix entre les deux Rois; & les ordres qu'Edmond avoit
 reçus du Roi son frere, le firent aisément consentir à cette proposition. Les
 deux Reines lui représenterent, que Philippe se sentoient extrêmement offen-
 sé des injures qu'il avoit reçues de la part des Sujets d'Edoüard, & particulié-
 rement de certaines personnes de Guyenne, contre lesquelles il étoit extraor-
 dinairement irrité : que par cette raison, il étoit impossible de parvenir à un

EDOUARD
I.
1296.

bon accord, si on ne lui donnoit une satisfaction raisonnable. Elles ajoutèrent que, comme l'honneur du Roi se trouvoit intéressé dans cette affaire, il n'y avoit point d'autre moyen de l'appaiser, sinon qu'Edouard lui fit une réparation publique qui donnât à connoître à tout le monde, qu'il désavouoit ses Sujets. Pour cet effet, elles proposèrent qu'on livrât à Philippe *Saintes, Talmond, Puymirol, Penne & Monflanquin*, avec les personnes dont il se plaignoit. Mais comme cette satisfaction paroissoit excessive, elles firent entendre au Prince que ce n'étoit que pour la forme seulement, & que Philippe s'engageroit à rendre les villes & les personnes, sur la prière qu'elles-mêmes lui en feroient. De plus, elles promirent qu'aussi-tôt que l'honneur du Roi seroit à couvert par cette réparation, il revoqueroit la Citation envoyée à Edouard, & lui donneroit un Sauf-conduit pour le venir trouver à Amiens, où il recevrait son hommage. Edmond consentit à toutes ces propositions, à condition que les deux Reines signeroient l'Écrit qui en seroit fait, & promettoient, avec serment, que les choses seroient exécutées de point en point, selon qu'il étoit accordé. Ce Traité, qui fut signé par les deux Reines, & qui devoit être tenu secret, pour l'honneur du Roi de France, fut envoyé à Edouard qui en parut très-satisfait. Il étoit principalement attentif à ce qui regardoit l'Ecosse; & selon les apparences, tant de Citations faites à Baillol sur des pretextes frivoles, n'avoient pour but que de le faire tomber dans la Rebellion, pour avoir occasion de l'en punir. D'ailleurs, pendant que cette affaire se négocioit à Paris, il se rendoit maître de l'Ecosse. Ainsi, une Guerre avec la France ne pouvant que l'embarasser beaucoup dans une semblable conjoncture, il étoit bien aisé de donner à Philippe une satisfaction apparente, qui, dans le fond, ne lui portoit aucun préjudice. Voyant donc que ce Prince vouloit bien se contenter d'une apparence de réputation, il résolut de la lui donner encore plus grande qu'il ne l'avoit lui-même souhaitée, afin d'assurer d'autant mieux, avec la France, une Paix qui lui étoit si nécessaire. Dans cette vue, il donna pouvoir à Edmond de livrer au Roi de France toute la Guyenne, avec sa Ville capitale, & envoya au Sénéchal des ordres positifs, d'obéir à tout ce que ce Prince lui commanderoit sans aucune exception. Edmond ayant informé le Roi de France des ordres qu'il avoit reçus, lui témoigna qu'il étoit prêt à l'exécuter : mais à condition, qu'en présence de témoins, dignes de foi, le Roi assureroit de sa propre bouche, qu'il exécuteroit les conventions signées par les deux Reines. Philippe voulut bien lui donner cette satisfaction; & s'étant rendu dans une certaine chambre, accompagné du Duc de Bourgogne, il promit, en foi de Roi, en présence du même Duc, des deux Reines, de Blanche de Navarre, femme d'Edmond, & des Ambassadeurs d'Angleterre, d'exécuter cet accord. En même tems, il revoqua de sa propre bouche la citation d'Edouard, & fit publier cette revocation en pleine Salle, par l'Evêque d'Orléans. Edmond se croyant assuré de ce côté-là, donna ses ordres au Sénéchal de Guyenne pour livrer le Duché à celui qui seroit autorisé par le Roi de France. Ce fut Raoul de Nesle Connétable de France, qui fut chargé d'aller prendre possession de la Guyenne au nom de Philippe. Le Sénéchal vouloit prendre quelque précaution pour ne livrer la Province qu'aux conditions du Traité dont Edmond lui avoit donné connoissance. Mais le Connétable refusa de s'abstenir de certaines conditions.

La Guyenne
est livrée au
Roi de France.

ditions, disant qu'il ignoroit les Traitez qui pouvoient s'être faits entre les deux Rois, & qu'il n'avoit ordre que de se mettre en possession de la Guyenne au nom de son Maître. Ensuite, il demanda qu'on lui remît entre les mains, les gens dont on étoit convenu, & il les fit conduire à Paris.

EDOUARD
I.

Philippe re-
fusé d'exé-
cutter l'Ac-
cord.

Tous les articles ayant été plus qu'exécutez de la part de l'Angleterre, Edmond demanda la restitution de la Guyenne, & des personnes, stipulée dans le Traité secret. A cela, on lui répondit, que sa demande seroit examinée dans le Conseil du Roi. En même-tems Philippe lui fit dire, qu'il ne devoit pas être surpris, s'il lui faisoit une réponse un peu rude devant le Conseil, à cause de certains Conseillers qui n'étoient pas du secret; mais que dès qu'ils seroient sortis, il lui donneroit une entière satisfaction. Edmond s'assurant sur cette promesse, se présenta devant le Conseil où Philippe étoit présent, & demanda la restitution de la Guyenne, à quoi ce Monarque répondit sechement, qu'il ne vouloit point la rendre. Cette réponse n'ayant pas surpris le Prince Anglois qui s'y étoit attendu, il se retira dans une chambre prochaine en attendant l'effet de la promesse du Roi, & on l'y laissa quelque tems, sans lui donner d'autre réponse. Enfin les Evêques d'Orleans & de Tournay allerent le trouver, & lui dirent, qu'il étoit inutile d'attendre plus long-tems, & que le Roi ne vouloit plus être importuné pour cette affaire. Quelques jours après, Philippe se rendit au Parlement, sans en avoir fait avertir Edmond, & y fit faire une proclamation publique, pour sommer le Roi d'Angleterre de venir répondre aux articles contenus dans la Citation. Edmond n'étant pas alors au Palais, Hugues de Were & Jean de Lacy, Ambassadeurs d'Edouard, entrerent, & dirent, qu'ils ne s'étoient pas attendus que cette affaire se termineroit par la voye de la Justice; mais selon le Traité qui avoit été fait, vû même que la Citation avoit été revoquée. Cette excuse n'ayant pas été trouvée valable, ils furent congédiés, & bien qu'ils ne demandassent que jusqu'au jour suivant, pour pouvoir consulter avec le frere de leur Roi, ils ne purent obtenir ce délai. Ainsi la Cour prononça un Arrêt qui adjugeoit au Roi la confiscation de la Guyenne.

C'est-là ce que contient en substance un Memoire qui se trouve dans le Recueil des Actes Publics, où le Prince Edmond rend lui-même compte de cette affaire, & de la manière dont tout s'étoit passé, depuis le commencement de sa négociation. Il semble qu'on pourroit objecter que c'est une des Parties qui parle, & que par conséquent on n'est pas obligé d'ajouter foi à son témoignage. Mais outre la maniere naïve dont ce Memoire est écrit, la conquête de la Guyenne, sans sièges & sans combats, rend cette relation fort vrai-semblable. De plus, on voit dans le Recueil déjà cité, diverses Lettres d'Edouard, où il se plaint d'avoir été trompé par le Roi de France. Il y en a, entre autres, une adressée aux Prélats & aux Barons de Guyenne, dans laquelle il s'excuse de ce qu'il a fait un Traité avec la France, sans les avoir consultez, & leur dit, qu'il a été abusé autant ou plus qu'eux. Cela paroît encore manifestement par la retraction de l'hommage, qu'il avoit rendu à Philippe, laquelle est conçue en ces termes: *Nos Ambassadeurs diront au Roi de France, ces mêmes paroles.*

Sire, Notre Seigneur le Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, vous a fait hommage conditionnellement; sçavoir, selon la forme de la Paix faite entre vos Ancêtres & les siens, laquelle vous n'avez pas observée. D'un au-

Retraction
de l'hom-
mage rendu
par Edouard

EDOUARD
I.
à Philippe
le Bel.

tre côté, afin de terminer les differends qui s'étoient émus entre vos Sujets & les siens, il fut fait un Traité secret, entre vous & Monseigneur Edmond son frere, comme vous devez vous en souvenir, dans lequel étoient contenus certains articles que vous n'avez point exécutés, quoiqu'il soit allé lui-même au-delà de ce qui avoit été promis de sa part. Ensuite, il vous a fait requerir deux fois par son-dit frere, & une troisième par des Pairs de France, & autres Grands de votre Royaume, que vous eussiez à lui restituer sa Terre de Guyenne, & à délivrer ceux de ses Sujets que vous tenez en prison, ce que vous avez refusé. C'est pourquoi il lui semble que vous ne le tenez plus pour votre Vassal; aussi ne veut-il pas l'être à l'avenir (1).

Guerre de
Guyenne de
peu d'im-
portance.

Quelque grand que fût le chagrin qu'Edouard ressentait de se voir ainsi duppé par Philippe, il aimait mieux laisser la Guyenne entre les mains de ce Prince, qu'abandonner la Guerre d'Ecosse, qui lui paroissoit plus importante. D'ailleurs, il comprenoit bien, qu'avant que de s'engager dans une Guerre contre la France, il falloit se mettre à couvert de la diversion que les Ecois pourroient faire sur les frontières du Nord. Par ces raisons, il s'étoit contenté d'envoyer Edmond son frere en Guyenne, avec peu de troupes, son unique but étant de tenir Philippe occupé de ce côté-là, de peur qu'il n'envoyât du secours aux Ecois. L'intention d'Edouard n'ayant pas été de pousser vigoureusement la Guerre en Guyenne, où il n'avoit gardé que Bayonne, & quelques Places des environs, on peut bien juger, que ce qui se passa dans ces quartiers-là, ne peut pas être considerable. Cependant les François se vantent d'y avoir gagné deux batailles, l'une sous le commandement du Comte de Valois, & l'autre sous le Comte d'Artois. Mais ces actions ne peuvent pas avoir été fort importantes, vu le peu de forces qu'Edmond avoit. La verité est, que la France étoit obligée d'y tenir une Armée considerable, parce qu'elle avoit à combattre non seulement les Anglois, mais les revoltes des Habitans qui étoient très-fâchés d'avoir changé de Maître. Avec la superiorité des forces que le Comte de Valois commandoit, il contraignit Edmond de s'aller renfermer dans Bayonne, où il mourut en 1296. Le Comte de Lincoln qui prit ensuite le commandement des troupes Angloises, ayant voulu assiéger Dacs, se vit obligé de se retirer promptement, à l'approche du Comte d'Artois qui s'avançoit pour faire lever le Siège. Peut-être reçut-il en cette occasion quelque échec, auquel on a donné le nom de Bataille. Quoiqu'il en soit, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de s'arrêter plus long-tems sur le détail de la Guerre de Guyenne, puisqu'elle ne produisit aucun événement considerable (2).

Edouard
engage le
Comte de
Flandres
dans ses
intérêts.

Ce n'étoit pas en Gascogne, qu'Edouard prétendoit faire ses plus grands efforts contre la France. Il comprenoit assez, qu'il y auroit trop de difficulté à recouvrer cette Province si éloignée de l'Angleterre, & où il ne lui restoit plus que Bayonne. Son dessein étoit d'attaquer Philippe du côté de la Flandres, où la disposition des affaires sembloit lui promettre un meilleur succès.

Le

(1) J'ai dit ci-dessus que les Historiens François n'expliquent pas la manière dont Philippe le Bel se rendit maître de la Guyenne, parce que je n'avois pas vu encore l'Histoire du Pere Daniel, qui rapporte une partie de ce qui est contenu dans le Mémoire du Prince Edmond, quoique d'une manière fort abrégée, avec des differences notables, & sans trop observer l'ordre des tems, en citant VValsingham in Edwardo.

(2) Le Pere Daniel fait entendre que ce fut une Guerre très-vive, & que les Anglois étoient extrêmement forts en Guyenne. Les Historiens Anglois en parlent tout autrement, & avec plus d'apparence, par les raisons qui en ont été rapportées.

Le Comte de Flandres se trouvoit alors dans une situation qui l'obligeoit à chercher une protection contre la France, & il n'en pouvoit trouver, ni de plus prochaine, ni de plus prompte que celle du Roi d'Angleterre, qui brûloit d'envie de se venger. Voici le sujet des differends que ce Comte avoit alors avec Philippe.

EDOUARD
I.
Affaire de
Flandres.

Dès l'an 1284. Guy (c'étoit le nom de ce Prince) s'étoit brouillé avec les Gantois, au sujet du Gouvernement de leur Ville, dont ils prétendoient qu'il n'avoit aucun droit de se mêler. Sous le regne de Philippe le Hardi, cette affaire avoit été portée au Parlement de Paris, qui avoit donné un Arrêt en faveur du Comte, & condamné les Magistrats à une amende. Guy profita de cette occasion pour chagriner en diverses sortes les habitans de cette grande Ville, qui en garderent un vif ressentiment. Dès que Philippe le Bel fut monté sur le Trône, les affaires changerent de face. Ce Monarque voyant que les brouilleries entre le Comte de Flandres & les Gantois, lui offroient une occasion favorable de profiter de leur désunion, ne voulut pas la laisser échapper. Dans cette vûë, il fit dire secrètement aux Magistrats de Gand, que s'il vouloient renouveler leur procès contre le Comte, il étoit dans la disposition de leur rendre la justice qui leur étoit dûë. Il n'en fallut pas davantage pour obliger la Ville de Gand à recommencer la querelle. Cette affaire ayant été encore une fois portée au Parlement de Paris, l'autorité des trente-neuf Magistrats ou Gouverneurs, qui avoit été abolie par le précédent Arrêt, fut rétablie dans Gand. Le Comte se sentit très-offensé de ce que Philippe avoit pris à tâche de le chagriner, en rétablissant dans cette Ville un pouvoir qui lui étoit si odieux. Il n'osa pas pourtant faire éclater son ressentiment : mais il résolut de prendre des mesures pour se fortifier contre lui, le regardant comme un ennemi dont il devoit tâcher de prévenir les desseins. Quelque tems après, il fit agir Robert de Bethune son fils, qui par de secrètes insinuations, disposa les Villes de Flandres à faire fortifier certaines Places, contre la teneur des Traitez faits avec la France, en leur faisant entendre qu'elles n'y trouveroient point d'opposition de la part du Comte son pere. Le but de Guy étoit de brouiller ces Villes avec la France, de peur que Philippe ne les fit soulever contre lui. Philippe fut informé de la part que le Comte avoit dans cette affaire : mais comme il avoit alors d'autres embarras, il ne jugea pas à propos de faire éclater son ressentiment, ni contre les Villes qui avoient violé les Traitez, ni contre l'auteur de ce conseil. Cependant, son silence même fit comprendre au Comte qu'il devoit s'attendre à être attaqué dans un autre tems. Les affaires demeurèrent en cet état pendant quelques années. Philippe dissimuloit sa colere, & Guy pensoit continuellement aux moyens d'en prévenir les effets.

Ce fut dans ces entrefaites qu'arriva la rupture entre la France & l'Angleterre. Quoi qu'Edouard employât tous les moyens possibles pour tâcher d'éviter la Guerre par la négociation qui s'étoit entamée à Paris, il crut qu'à tout événement, il devoit s'assurer du secours du Comte de Flandres, dont il n'ignoroit pas le mécontentement. Dans cette vûë, il lui fit demander sa fille aînée en mariage, pour le Prince Edouard son fils, jugeant que cette voye étoit infaillible, pour l'engager fortement dans ses interêts. Cette négociation, quoique secrète, vint pourtant à la connoissance de Philippe, & lui

causa

EDOUARD I. causa beaucoup de chagrin. Mais il le dissimula, de peur de s'ôter, en le faisant paroître, les moyens de prévenir une Alliance si préjudiciable aux intérêts de son Etat. Pour venir à bout de son dessein, il feignit d'ignorer ce qui se passoit; & ayant attiré, sous quelque prétexte, Gui & la Comtesse sa femme à Paris, il les y retint en prison. Ce ne fut que par une espece de grace, qu'il voulut bien les mettre en liberté, à condition qu'ils lui livreroient leur fille en ôtage, & qu'ils s'engageroient à rompre leur Alliance avec Edoüard, sous peine d'excommunication. Guy ne fut pas plutôt dans les Etats, qu'il employa toutes sortes de moyens pour retirer sa fille d'entre les mains de Philippe. Mais il ne lui fut pas possible d'y réussir. Philippe craignoit trop l'union du Comte avec l'Angleterre, pour se priver volontairement du gage qu'il avoit en son pouvoir.

1296.
Edoüard
forme une
Ligue contre la France.

Pendant que ces choses se passaient, les affaires d'Ecosse, qui occupoient entièrement Edoüard, ne lui laissoient ni le loisir, ni la commodité de penser à la Guerre qu'il avoit projeté de faire à Philippe. Mais dès qu'elles furent au point où il les souhaitoit, il tourna toutes ses pensées du côté de la vengeance. La supercherie que Philippe lui avoit faite, étant une injure qui ne pouvoit pas être aisément oubliée, il avoit beaucoup pris sur soi-même, en différant jusqu'alors à chercher les moyens de l'en faire repentir. Cependant, comme il alloit avoir affaire à un puissant ennemi, il étoit nécessaire qu'il mît sur pied des forces considérables, que l'Angleterre seule n'étoit pas en état de lui fournir. Ce fut dans cette vûe qu'il chercha les moyens de former au-delà de la Mer, une puissante Ligue contre la France; & quoique cette entreprise parut assez difficile, il ne laissa pas d'en venir à bout. Outre le Comte de Flandres, qu'il n'eut pas beaucoup de peine à gagner, Adolphe de Nassau, nouvellement élu Empereur, Albert, Duc d'Autriche, l'Archevêque de Cologne, & divers autres Princes d'Allemagne, le Duc de Brabant, les Comtes de Hollande, de Juliers & de Luxembourg, furent engagés dans cette Ligue, par les grandes sommes qu'Edoüard devoit leur fournir. Tous ces Princes, fiers de leur nombre & de leur puissance, envoyèrent à Philippe des Cartels de défi, dont aucun ne le choqua tant que celui du Comte de Flandres, qui étant son Vassal, lui disoit hautement qu'il ne vouloit plus le reconnoître pour son Souverain.

Mezerai.
Chron. Belg.

1297.
Edoüard
dompte la
fierté du
Clergé.

Aff. Publ.
T. II. p. 706.

Pendant que Philippe se préparait à repousser cette attaque, Edoüard faisoit, de son côté, tous les efforts possibles, pour amasser de l'argent, dont il avoit un extrême besoin, à cause des engagements où il étoit entré avec les Princes Confederez. Pour cet effet, il assembla le Parlement à S. Edmond-buri, & obtint un subside de la huitième partie des biens mobilières des Habitans des Villes, & de la douzième du reste des Sujets Laïques. Cet exemple ne fut pas capable de toucher le Clergé. Il prétendit pouvoir se dispenser de donner un secours au Roi, fondé sur une Bulle que Boniface VIII. avoit envoyée dès l'année précédente, à l'Archevêque de Cantorberi, & que ce Prélat avoit gardée sans la faire publier. Par cette Bulle, il étoit expressément défendu, à tous les Ecclesiastiques, de payer aucune taxe aux Princes Seculiers, sans le consentement du S. Siège. Le refus du Clergé choqua extraordinairement le Roi. Néanmoins, avant que d'en venir à des moyens violens, il fit représenter aux principaux Membres, que puisqu'ils possédoient des Fiefs

Fiefs dans le Royaume, & qu'ils jouïssent de la protection des Loix, ainsi que les autres Sujets, il étoit juste qu'ils contribuassent aux charges publiques. Mais ces remontrances furent sans effet. Quand il vit qu'il n'en pouvoit rien obtenir, il fit saisir tous les Fiefs Laïques possédez par le Clergé, & mit hors de la protection des Loix tous les Membres du Clergé, de quel rang qu'ils fussent, défendant très-expressément aux Juges Royaux de leur rendre justice, en quoi que ce fût. Une démarche si hardie étonna ce puissant Corps, qui depuis le commencement de la Monarchie, n'avoit jamais rencontré une pareille fermeté, dans aucun Roi d'Angleterre. Si Edoüard avoit été semblable à son Pere ou à son Ayeul, peut-être le Clergé auroit-il pû trouver dans le mécontentement du Peuple, des moyens pour faire repentir le Roi de sa hardiesse. Mais comme il comprit bien qu'il ne lui seroit pas aisé d'émouvoir le Peuple, il ne jugea pas à propos de faire des efforts, qui, vrai-semblablement seroient inutiles. Ainsi quelques-uns s'étant hâtes de composer avec le Roi, pour la cinquième partie de leurs biens, leur exemple entraîna les autres. L'Archevêque de Cantorberi fut traité plus sévèrement, parce qu'outre qu'il étoit le premier auteur du refus du Clergé, il s'opiniâtra plus que les autres. Le Roi fit saisir tous ses biens, & les revenus des Monastères de son Diocèse, & en donna l'administration à des Officiers qui ne laissoient aux Moines que ce qui étoit absolument nécessaire pour leur subsistance. Apparemment, c'étoit pour les punir de ce qu'ils avoient pris avec trop de chaleur le parti de leur Archevêque. La fermeté du Roi, fit enfin plier le Prélat, qui pour rentrer dans les bonnes grâces de son Souverain, lui donna la quatrième partie de ses biens. C'est ainsi, que quand le Clergé rencontre des Princes vigoureux, il sçait plier avec autant de soumission, qu'il sçait marquer de fierté quand il n'a en tête que des Princes foibles ou trop scrupuleux.

EDOUARD
I.
1297.

Dans une occasion à peu près semblable, qui se présenta bien-tôt après, les Seigneurs Laïques témoignèrent bien plus de fermeté que les Prélats, quoique ce fut contre ce même Prince. Pour exécuter les grands projets qu'il méditoit, il avoit convoqué la Noblesse à Salisbury, à dessein de voir exactement ce que chaque Baron pouvoit lui fournir de Troupes. Son intention étoit de faire une puissante diversion en Guyenne, pendant qu'il presseroit son ennemi du côté de la Flandres. Mais il eut de la peine à trouver des Seigneurs qui voulussent servir ailleurs que là où il commanderoit en personne. Chacun s'excusoit d'aller servir en Guyenne, quoique d'ailleurs ils ne refusassent pas de fournir le nombre de Troupes à quoi leurs Fiefs les obligeoient. Edoüard, ne se payant pas de ces excuses, les menaça de donner leurs Terres à d'autres qui seroient plus obéissans. Ces menaces causèrent de grands mouvemens parmi la Noblesse. Elle étoit bien éloignée de croire, que ses Terres fussent à la disposition du Roi. Humphroi Bohun, Grand Connétable, & Hugues Bigod, Comte de Norfolck, & Grand Maréchal, plus hardis que leurs Compagnons, prirent la parole, & dirent nettement au Roi, qu'ils étoient prêts à l'accompagner là où il commanderoit en personne, & non ailleurs. Le Grand Maréchal ajouta, qu'il ne refusoit pas de conduire l'Avant-garde sous le Roi, comme sa Charge l'y obligeoit; mais qu'il ne serviroit pas sous le commandement d'un autre, & que personne n'étoit en droit de l'y contraindre. Le Roi répondit, tout en colere, qu'il le feroit bien marcher, à quoi celui-ci

Edoüard
trouve de
l'opposi-
tion du côté
des Barons.

Hardiesse
de deux Sei-
gneurs.

EDOUARD
I.
1297.

repliqua qu'il n'en feroit rien. *Par le Dieu Eternel*, dit alors le Roi, avec beaucoup d'émotion : *Vous marcherez, ou vous serez pendu. Par le Dieu Eternel*, repartit le Comte : *Je ne marchirai, ni ne serai pendu*, & sur le champ il se retira, sans plus retourner à la Cour.

Le Roi n'ose
entre-
prendre de
les châtier.

Edouard avoit vû, sous le Regne du Roi son pere, des exemples frequens & funestes, de l'insolence des Barons. Il connoissoit trop bien quelle étoit leur union, quand il s'agissoit de maintenir leurs Privileges, pour vouloir risquer sa gloire & son repos, dans une Guerre contre eux. Une querelle de cette nature ne pouvoit que lui être très-préjudiciable, aussi bien qu'à tout le Royaume. Le moindre inconvenient qui pouvoit lui en arriver, étoit de perdre l'occasion de se venger du Roi de France. Dans la disposition où les Barons se trouvoient, il n'y avoit presque point à douter, qu'ils ne se fussent tous unis contre lui, s'il eût entrepris de châtier hautement l'insolence de ceux qui avoient osé lui résister en face. Il eut encore plus de sujet de se confirmer dans cette pensée, quand il apprit, que craignant son ressentiment, ils commençoient à lever des Troupes pour se défendre, en cas qu'il eût formé le dessein de les attaquer. Sans trop de pénétration, il étoit aisé de comprendre qu'ils se sentoient appuyez. Ces considerations obligèrent ce Prince à dissimuler son chagrin, en attendant qu'il se présentât une occasion de le faire éclater à propos. D'ailleurs, il ne vouloit pas perdre l'occasion de passer en Flandres,

Il leurs ôte
leurs Char-
ges.

où les besoins du Comte son Allié l'appelloient incessamment. Cependant, il ne tarda pas long-tems à trouver une conjoncture favorable pour châtier l'audace de ces deux Seigneurs, en leur ôtant leurs Emplois, parce qu'ils refuserent de faire quelque chose qui regardoit le devoir de leurs Charges, par la crainte où ils étoient de se livrer entre ses mains. Il s'en fallut peu, qu'il n'eût sujet de s'en repentir. Dans le tems qu'il alloit s'embarquer, il reçut de la part des Evêques, Comtes, Barons, & Communes du Royaume, une longue Remontrance, contenant une liste des griefs de la Nation, & de diverses infractions faites à la grande Chartre. Cette démarche lui fit comprendre, qu'il devoit aller bride en main, de peur d'irriter une Nation qui paroissoit disposée à prendre feu à la première occasion qui pourroit se présenter. Il répondit donc avec une extrême douceur à la remontrance qu'on lui avoit présentée, & promit sur son honneur, de corriger, à son retour, tous les abus dont on se plaignoit. Il pria la Noblesse de se tenir en repos pendant son absence, l'assurant qu'il lui donneroit une entière satisfaction. Comme il n'étoit pas moins nécessaire d'appaiser le Peuple que les intrigues des deux Comtes avoient irrité, il publia une Proclamation pour justifier sa conduite, & pour faire connoître les raisons qui l'avoient obligé à casser ces deux Officiers.

Plaintes
portées au
Roi par ses
Sujets.
Il les appai-
se.

Il publie
une Procla-
mation pour
appaier
aussi le Peu-
ple.

Art. Publ.
T. II. p. 783.

Entre autre chose, il disoit dans cette Proclamation, qu'il avoit été informé qu'on avoit fait accroire à son Peuple, qu'il avoit refusé de recevoir des Remontrances, tendant au bien du Royaume, ce qu'il assuroit être faux. Il y témoignoit encore, qu'il étoit très-fâché d'avoir exposé ses Sujets à de grandes charges, pour soutenir les Guerres auxquelles il s'étoit vû engagé. Enfin, il prioit son Peuple d'excuser ce que la nécessité l'avoit obligé de faire, & promettoit de faire exactement observer la grande Chartre à l'avenir. Il tint sa parole peu de tems après. Le Prince son Fils, qu'il avoit laissé pour Regent, ayant assemblé le Parlement, qui lui accorda un grand subside, confirma les deux

deux Chartres du Roi Jean, par un Acte authentique, qui fut signé en Flandres par le Roi même, & scellé du grand Sceau, qu'il avoit emporté avec lui. On peut remarquer dans l'Histoire d'Angleterre, plusieurs exemples semblables à celui-ci. Je veux dire, que les Rois, qui ont gardé des ménagemens avec leurs Sujets, & répondu avec modération à leurs plaintes, ont rarement manqué à les appaiser, pourvu que, comme Henri III. ils n'aient pas affecté de les tromper continuellement, & de manquer à leur parole. Au contraire, ceux qui ont voulu agir avec trop de hauteur, se sont attiré des affaires fâcheuses, & ont causé la plûpart du tems des grands troubles, de quoi on a vû des exemples très-remarquables, sous quelques-uns des Rois précédens.

EDOUARD
I.
1297.

Pendant qu'Edoüard s'étoit occupé dans son Isle, à faire des préparatifs pour soutenir la Ligue qu'il avoit formée contre la France, Philippe ne s'étoit pas attaché avec moins de soin à chercher les moyens de repousser le choc qu'on lui préparoit. Il s'étoit fortifié par des Alliances, avec les Rois de Castille & d'Arragon, avoit levé une puissante Armée, pendant que Jeanne, Reine de Navarre sa femme, assembloit ses forces particulières pour le secourir. La Champagne, qui étoit du domaine de cette Princesse, fut attaquée la première, par le Comte de Bar, l'un des Alliez d'Edoüard, qui ravaga cette Province d'un bout à l'autre. Mais la suite de cette entreprise, fut aussi funeste à ce Prince, que les commencemens en avoient été heureux. A l'approche de la Reine, qui s'avançoit pour défendre son País, le Comte saisi de crainte, n'ayant sçu ni combattre, ni se retirer, se vit obligé de se rendre à cette Princesse, qui l'envoya prisonnier à Paris.

Philippe se
prépare à se
défendre.

Cependant, les Princes Conféderez ne se hâtoient point d'envoyer leurs Troupes en Flandres. Adolphe de Nassau, arrêté par des affaires que Philippe lui avoit suscitées en Allemagne, ou, comme quelques-uns l'assurent, par des présens, ne pût, ou ne voulut point tenir ce qu'il avoit promis. Le Duc d'Autriche se laissa débaucher par la même voye, & les Ducs de Brabant & de Luxembourg, les Comtes de Gueldres & de Beaumont, suivirent cet exemple. Philippe, profitant de cet avantage, entra dans la Flandres, à la tête de soixante mille hommes, & s'attacha d'abord au Siège de Lille. Guy, qui attendoit avec impatience les secours d'Angleterre, n'étoit pas en état de s'opposer au Roi de France, n'ayant pas la moitié des forces qu'on lui avoit fait espérer. Tout ce qu'il pût faire, fut de tâcher de rompre les mesures de ce Prince, par une diversion, sous la conduite du Duc de Juliers. Dès que Philippe fut informé que ce Général s'étoit mis en campagne, il détacha le Comte d'Artois, qui l'ayant rencontré tout proche de Furnes, lui livra bataille, & mit son Armée en déroute. Le Duc de Juliers fut tué dans ce Combat, & le Comte d'Artois y perdit son fils-aîné. Cette défaite fut causée que Guy n'osa s'éloigner de Gand & de Bruges, où il attendoit Edoüard. D'ailleurs, il se trouvoit très-embarrassé, à cause des divisions qui regnoient dans son País. Il s'étoit formé en Flandres deux Partis, dont l'un, qu'on appelloit Porté-lys, étoit dans les intérêts de la France, & l'autre dans ceux du Comte.

Il débauche
les Alliez
d'Edoüard.

Il assiège
Lille.

Le Duc de
Juliers est
battu par les
Français.

Edoüard arriva enfin, après s'être long-tems fait attendre; mais avec peu de forces, par rapport à cette grande entreprise, parce qu'il avoit compté sur des Alliez qui lui manquoient de parole. En entrant dans Bruges, il trouva toute la Ville en désordre, à cause de l'animosité des deux Factions, dont je

Edoüard
arrive en
Flandres.
Divisions
en ce País-là
font préju-

EDOUARD
I.
1297.
diciables à
ses affaires.

Lille se rend
à Philippe.

qui fait
d'autres
conquêtes.

Trêve en-
tre les deux
Rois.
Prolongée.

Edouard
sejourne à
Gand, où il
court risque
de la vie.

viens de parler. Ce ne fut qu'avec bien de la peine, qu'il vint enfin à bout d'appaîser les mouvemens de cette Ville, en accordant aux Habitans certains privilèges, par rapport au trafic qu'ils faisoient en Angleterre. Ensuite, il se rendit à Gand, où il trouva les mêmes divisions. Ainsi, comme de son côté il n'apportoit pas tout le secours qu'il avoit promis, il vit lui-même avec chagrin, combien le Comte de Flandres étoit peu en état de fournir les Troupes qu'il avoit fait espérer. Les Flamans s'étoient divisez au sujet de cette Guerre. Les uns l'approuvoient, & les autres soutenoient qu'elle n'étoit nullement avantageuse au Païs, & que leur Prince ne l'avoit entreprise, que pour ses intérêts particuliers, ou pour ceux du Roi d'Angleterre. Pendant qu'Edouard s'occupoit à terminer ces différens, qui étoient très-préjudiciables à ses affaires, Philippe se rendit maître de Lille, après un Siège de trois mois. Dès qu'il fut en possession de cette Place, il ne trouva que peu d'obstacles à la conquête de Douay, de Courtray, & de quelques autres Villes du voisinage. Ensuite, il marcha vers Bruges, qui se rendit sans résistance. Il avoit formé le projet de brûler la Flotte Angloise, qui se tenoit à l'ancre à Dam. Mais le Comte de Valois qui s'étoit chargé du soin de cette expédition, n'ayant pu se préparer assez secrètement, trouva que les Vaisseaux Anglois s'étoient retirez.

Toutes les mesures d'Edouard se trouverent rompues, par l'infidélité de ses principaux Alliez, qui l'avoient abandonné, après avoir reçu son argent. Les secours qu'il pouvoit espérer du Comte de Flandres, étoient incertains, & peu considérables, à cause de la Faction des Porte-Lys, qui s'opposoit à toutes les résolutions dont la France auroit pu recevoir quelque préjudice. Ses propres Troupes étoient en trop petit nombre, pour pouvoir les opposer aux forces de son ennemi. Outre cela, de nouveaux troubles, arrivez en Ecosse, rendoient sa présence nécessaire dans son Royaume, où même il n'étoit pas sans crainte, que son absence ne causât quelques mouvemens. Toutes ces considérations ensemble, le porterent à chercher quelque voye, pour se tirer d'affaire, sans être obligé d'abandonner le Comte de Flandres, qu'il avoit engagé dans la querelle. Il n'en trouva point de meilleure, que de demander une Trêve, qui ne lui fut accordée qu'à la considération du Roi de Sicile, & du Comte de Savoye, qui s'employèrent pour lui. Cette Trêve, qui ne devoit durer que jusqu'à la Fête des Rois, pour la Guyenne, & jusqu'à la S. André, seulement, pour la Flandres, portoit que Philippe demeureroit en possession des Places qu'il avoit conquises. Apparemment, cette condition servit à la faire prolonger encore pour deux ans, Philippe étant bien aise de jouir tranquillement de ses conquêtes. Quelque pressé que fût Edouard d'aller donner ordre aux affaires d'Ecosse, il passa pourtant le reste de l'Hiver à Gand, pour tâcher de réunir les Habitans de cette puissante Ville. Il espéroit par-là d'en tirer un secours considérable, quand la Trêve seroit expirée. Pendant le séjour qu'il y fit, il y courut risque de la vie, dans une sédition des Habitans, qui avoient résolu de faire main basse sur tous les Anglois. On dit qu'il fut redevable de son salut, à la générosité d'un Chevalier Flamand, de la Faction des Porte-Lys, qui, par ses soins, & par ses prières, arrêta la fureur de ce Peuple mutiné. Le danger où il s'étoit vu exposé lui donnant lieu de craindre quelque nouvelle insulte, il abandonna son entreprise, & reprit la route de ses Etats.

Ce fut là le succès de l'expédition d'Edouïard en Flandres. Cette puissante Ligue, qui sembloit devoir engloutir la France, ne servit qu'à épuiser les trésors de celui qui l'avoit formé, & à lui faire comprendre, combien il lui seroit difficile de recouvrer par la force le Païs qu'il avoit perdu par son imprudence. Ce seroit peu de chose, que d'avoir éprouvé un sort si contraire aux projets qu'il avoit formez : c'est à quoi les plus grands hommes se trouvent quelquefois exposez. Mais il y a plus : c'est qu'il ne pût se tirer de l'embarras où il s'étoit jetté, sans faire une brèche considérable à son honneur. Quoiqu'il eût promis au Comte de Flandres de le protéger jusqu'à la fin, il ne laissa pas de l'abandonner, ainsi qu'on le verra dans la suite. Revenons presentement à l'Ecosse, qui nous doit fournir la matiere la plus considerable du reste de ce Regne.

EDOUARD
I.
1297.

Bien qu'Edouïard eût conquis l'Ecosse, il n'avoit pas conquis les cœurs des Ecossois qui ne portoient qu'avec peine un joug que la force leur avoit imposé. Dès qu'ils virent Edouïard occupé en Flandres, ils prirent ce tems pour se soulever, sous la conduite de Guillaume Walleys, homme d'une Maison peu illustre, & d'une fortune encore plus mediocre, mais d'un genie très-élevé. Ce genereux Ecossois, quoique peu autorisé parmi ses Compatriotes, entreprit de relever sa Patrie de l'abîme de misere où elle se trouvoit plongée, pendant que les personnes du premier rang, divisées par des Factions, ou suivant le parti du Vainqueur, travailloient à l'envie à faire durer son esclavage. Les Auteurs Ecossois font de cet homme illustre un portrait qui le rend comparable aux plus grands Heros, & trouvent à peine des termes assez relevez, pour faire connoître son merite. Ce Walleys donc, quoiqu'à peine connu en Ecosse, ayant pris la resolution de travailler à la liberté de son Païs, assembla dans ce dessein un petit nombre de troupes. Quelque peu considerable que fût le Corps dont il avoit le commandement, il fit de si merveilleux progrès, qu'on ne sçait ce qu'on doit admirer, ou la hardiesse de son entreprise, ou le succès dont elle fut d'abord accompagnée. Tous ceux qui soupiroient après la liberté, voyant qu'il y avoit un homme assez hardi pour se mettre à leur tête, coururent en foule sous ses drapeaux, & formerent bien-tôt une armée considerable. Avec ce secours Walleys attaqua les Places dont les Anglois étoient maîtres, & dont les Garnisons étoient peu nombreuses, à cause qu'Edouïard avoit eu besoin de ses troupes en Flandres. Par la severité dont il usa envers ceux qui tomberent entre ses mains, il inspira une telle terreur aux autres, qu'à peine se trouva-t'il quelque Place qui voulût attendre les dernieres extrémitez, de peur de s'exposer à un semblable traitement. Par ce moyen il recouvra en très-peu de tems, toutes les Villes dont les Anglois s'étoient emparez, & il ne leur laissa que la seule ville de Barwick. Ces heureux succès donnerent à son armée une si grande admiration pour sa vertu, que, sans s'arrêter aux formalitez ordinaires, elle le déclara Regent du Royaume. Edouïard, qui étoit alors en Flandres, ayant appris les progrès de Walleys, se hâta de conclurre la Trêve dont il a été parlé ci-dessus, & s'en retourna en Angleterre, dans la resolution de punir severement la revolte des Ecossois.

Affaire d'E-
cosse.

Guillaume
V Walleys
fait soule-
ver les
Ecossois.

Il chasse les
Anglois
d'Ecosse.

Il est décl-
ré Regent
par l'armée.

Avant que d'entreprendre cette expedition, il falloit necessairement regler deux affaires également importantes. La premiere étoit de trouver quel-

EDOUARD
I.
1297.

Philippe &
Edouard
prennent le
Pape pour
Arbitre.

Edouard
confirme la
grande
Chartre.

1298.
Il marche
en Ecosse.

Il lui arrive
un fâcheux
accident.

Il gagne la
bataille de
Falkirk.

Il retourne
en Angle-
terre.

Les Sei-
gneurs E-
cossais sont
jaloux de
Walleys.

que moyen , pour faire la paix avec la France , de peur qu'elle ne donnât du secours à l'Ecosse. La seconde , de donner quelque satisfaction au Peuple , comme il s'étoit engagé à le faire après son retour. Il ne trouva point de meilleure voye pour parvenir au premier but , que de faire convenir Philippe de mettre leurs differends entre les mains de Boniface VIII , qui n'étoit pas encore broüillé avec ce Prince comme il le fut depuis. Philippe ayant accepté cette proposition , les deux Monarques mirent leurs demêlez à l'arbitrage du Pape , non pas en qualité de Chef de l'Eglise , mais comme Particulier , sous le nom de Benoît Cajetan.

Cette affaire étant en assez bon train , il fallut penser à la seconde. Pour se concilier l'affection de ses Sujets, Edouard convoqua un Parlement, où il confirma la Grande Chartre , sans en être sollicité. Il est vrai qu'il insista beaucoup , pour pouvoir insérer cette clause dans la confirmation , *sauf les droits de Notre Couronne*. Mais voyant que le Parlement s'y opposoit avec beaucoup de chaleur , il prit le parti de s'en desister , ce qui fit un très-bon effet parmi le Peuple.

Après qu'Edouard se fut ainsi delivré de l'inquiétude que ces deux affaires lui causoient , il se mit à la tête d'une puissante armée ; & s'étant avancé jusque vers le milieu de l'Ecosse , il rencontra ses ennemis à Falkirk. Les deux armées étoient campées à une si petite distance l'une de l'autre , que les Anglois ayant entendu un grand bruit dans le camp ennemi , coururent aux armes , avec une extrême précipitation , dans la pensée qu'ils alloient être attaqués. Le Roi voulut aussi monter à cheval ; mais dans le tems qu'il mettoit le pied à l'étrier , son cheval effarouché par le bruit qui se faisoit , le jeta par terre , & lui enfonça deux côtes d'un coup de pied. Ce fâcheux accident ne l'empêcha pas de se trouver à la bataille qui se donna peu de tems après , & d'y commander avec le même sang froid , que s'il n'eût point eu de mal. Cette bataille fut sanglante , & en même tems très-funeste aux Ecossois , qui , selon quelques Auteurs , y perdirent soixante mille hommes : mais c'est à quoi il y a peu d'apparence. D'autres qui reduisent ce nombre à dix mille , ne s'éloignent peut-être pas moins de la verité. Quoiqu'il en soit , la perte des Ecossois fut si grande , que de long-tems ils ne purent se voir en état de lever la tête. Walleys , avec le débris de son armée , se retira derriere les marais du Nord , où il n'étoit pas possible de le poursuivre. Cependant Edouard , profitant de sa victoire , s'empara de toutes les Places fortes , avec la même facilité qu'il les avoit perduës. Ainsi l'on peut dire , qu'en cette occasion il conquit l'Ecosse une seconde fois. Après qu'il eut donné les ordres necessaires pour la conservation de ce Royaume , il reprit le chemin d'Angleterre , où des affaires importantes le rappelloient.

Walleys ne se trouvoit pas alors en état de profiter de l'absence de ce Prince. Non seulement il avoit perdu son armée , mais encore il avoit manifestement connu que la jalousie des Seigneurs Ecossois avoit été une des principales causes de sa défaite. Bien loin que sa vertu leur donnât de l'émulation , elle leur faisoit craindre qu'il n'aspirât au Trône. Dans cette pensée ils aimoient mieux que leur Patrie gemît dans un perpetuel esclavage , que de se voir reduits à rendre hommage à un homme qui leur étoit si fort inférieur par sa naissance. Il falloit bien que ces soupçons se fussent repandus par-
mi

mi la Noblesse, puisque Robert Brus, Comte de Carrick, fils de celui qui avoit prétendu à la Couronne, en fit des reproches à Walleys. Ce Seigneur, qui servoit dans l'armée d'Edouïard, s'étant trouvé le jour de la bataille de Falkirk, à la poursuite de Walleys qui se retiroit, & ayant été arrêté par une petite riviere que les Ecoissois venoient de passer, le fit prier de venir lui parler sur le bord opposé. Walleys y ayant consenti, Robert lui representa, qu'il se perdoit lui-même par son ambition. Qu'il n'y avoit aucune apparence qu'il pût résister aux forces du Roi d'Angleterre, & que, quand même il pourroit se flatter de cette esperance, les Grands du Royaume ne pourroient jamais se résoudre à le reconnoître pour Roi. Walleys lui repondit, que ce n'étoit nullement un motif d'ambition qui lui mettoit les armes à la main : qu'il se reconnoissoit trop indigne du Trône, pour oser y porter sa vûe, mais que son unique but étoit de délivrer sa patrie que les Grands du Royaume laissoient périr par leur lâcheté. On prétend que cette reponse fit une telle impression sur l'esprit de Brus, qu'il en repandit des larmes. On ajoute encore, que, dès ce moment, il prit la résolution de faire tous ses efforts pour affranchir l'Ecosse de l'esclavage sous lequel elle gemissoit.

Cependant Walleys ayant manifestement connu combien la jalousie que les Grands avoient conçue contre lui étoit préjudiciable aux intérêts du Royaume, se démit de la Regence, & n'agit plus que comme Particulier. Il ne cessa pourtant pas de travailler de tout son pouvoir & en toutes occasions à la liberté de sa patrie. Quelque tems après qu'Edouïard eut quitté l'Ecosse, ceux qui conservoient encore quelque affection pour leur pais, établirent Cumin pour Regent, Mais c'étoit peu de chose que cette Regence qui ne lui donnoit de l'autorité que sur une petite partie du Royaume, & sur quelques troupes en désordre échappées de la dernière bataille.

Dès qu'Edouïard fut de retour en Angleterre, il employa tous ses soins à faire réussir la negociation qui étoit entre les mains du Pape, pour la restitution de la Guyenne. Depuis qu'il avoit perdu l'esperance de recouvrer cette Province par les armes, l'alliance du Comte de Flandres lui étoit à charge, la protection qu'il lui avoit promise étant un obstacle perpetuel à la conclusion de la Paix. Il prit donc la résolution d'abandonner son Allié, dès-lors, les difficultez commencerent à s'évanouir. Le malheureux Comte, abandonné du Roi d'Angleterre, & d'un autre côté, pressé par le Comte de Valois qui commandoit en Flandres l'armée du Roi son frere, ne sçavoit comment se tirer d'un si grand embarras. Dans cette fâcheuse situation, il se laissa enfin persuader de se remettre entre les mains de ce Prince, qui lui donna sa parole qu'il le meneroit à Paris, pour traiter lui-même avec le Roi, & que, si dans un an il ne pouvoit obtenir la Paix, il auroit la liberté de s'en retourner dans ses Etats. Mais Philippe ne se croyant pas lié par la parole de son frere, retint le Comte en prison.

La Trêve de deux ans entre la France & l'Angleterre étant sur le point d'expirer, les Ambassadeurs des deux Rois s'assemblerent à Montreuil sur la Mer, où le Pape leur envoya sa Sentence arbitrale qui portoit en substance ; Qu'Edouïard seroit remis en possession de la Guyenne, & que, pour rétablir l'union entre les deux Rois, Edouïard épouseroit Marguerite, sœur de Philippe (1), & qu'Isabelle, sœur du même Philippe, seroit donnée en ma-

EDOUARD
I.
1292.
Conference
de VValleys
avec Robert
Brus.

VValleys se
démît de la
Regence.

Cumin est
fait Regent
d'Ecosse.

Edouïard
pressa la ne-
gociation
de la Paix
avec la Fran-
ce.

1299.
La Trêve
est prolongée à Mon-
treuil.

Sentence du
Pape.

(1) Alienor, femme d'Edouïard, étoit morte en 1290.

EDOUARD
I.
1299.

riage au Prince de Galles, fils d'Edoüard. Il étoit dit aussi dans la même Sentence, que Jean Baillol, autrefois Roi d'Ecosse, feroit remis entre les mains du Nonce du Pape, pour le garder là où il jugeroit à propos. Les Plénipotentiaires des deux Couronnes signerent cette Sentence : mais comme il y avoit diverses choses à regler pour la mettre en execution, ils convinrent d'une Trêve qui, dans la suite, fut souvent prolongée avant qu'on signât le Traité de paix. Cependant Baillol fut livré à l'Evêque de Vicence Nonce du Pape, qui en confia la garde à des Evêques François.

Trêve ac-
cordée à
l'Ecosse.

Dès que le nouveau Regent d'Ecosse avoit été informé qu'on négocioit à Montreuil un Traité entre la France & l'Angleterre, il avoit envoyé des Députés à Philippe, pour le prier d'y faire comprendre les Ecossois. La conjoncture paroissoit favorable. Edoüard souhaitoit passionnément de recouvrer la Guyenne par un Traité, ne se sentant pas en état d'en venir à bout par d'autres voyes. Il y avoit donc apparence, qu'en cette considération, il accorderoit à l'Ecosse des conditions tolerables, si le Roi de France vouloit s'employer tout de bon pour les obtenir. Effectivement, Philippe fit d'abord quelque démarche pour engager Edoüard à laisser l'Ecosse en repos. Mais dès la première proposition qu'il en fit, il connut qu'il étoit impossible de procurer autre chose que certaines douceurs, qu'ils seroient même obligés d'acheter par une reconnaissance formelle du pouvoir qui les tenoit dans l'esclavage. Edoüard étoit en possession de l'Ecosse, où il ne trouvoit presque plus d'opposition. Ainsi, lui proposer d'accorder la paix à ce Royaume, c'étoit proprement vouloir l'obliger à se desister de cette acquisition. D'un autre côté, il ne pouvoit accorder une paix particulière au Regent & à ceux qui lui obéissoient, sans laisser en Ecosse une puissance indépendante de la sienne. Tout ce donc, que Philippe put obtenir, fut une Trêve de sept mois, pour ceux qui ne pouvoient se résoudre à porter le joug. Si l'on en croit les Historiens d'Ecosse, cette Trêve fut mal observée de la part de l'Angleterre.

Cumin ex-
horte les E-
cossois à
rompre la
Trêve.

Mais ce n'est peut-être, que pour justifier la résolution que Cumin prit de la rompre. Quoiqu'il en soit, ce Regent assembla les Seigneurs qu'il connoissoit affectionnez à leur Patrie, & leur representa le triste état où elle se trouvoit réduite. Il leur dit, que, si on donnoit à Edoüard le tems de s'affermir dans sa conquête, il prendroit de telles mesures, qu'en vain on feroit, dans la suite, des efforts pour recouvrer la liberté; que ce Prince n'attendoit plus que d'avoir subjugué ce petit reste d'Ecossois qui résistoit encore, pour achever de réduire ce miserable Royaume dans une parfaite servitude. Que ce dessein seroit déjà exécuté, si les Trêves que la France leur avoit de tems en tems procurées, ne l'avoient fait différer. Qu'il n'y avoit donc point de tems à perdre, & qu'il falloit promptement se résoudre à faire un généreux effort pour recouvrer la liberté, ou à laisser la Patrie dans un éternel esclavage. Ensuite, il leur fit voir la facilité qu'il y avoit à se délivrer du joug, pendant qu'Edoüard se reposoit sur leur foiblesse, & que la saison de l'hiver leur offroit des avantages, qu'ils ne pourroient plus espérer dès qu'elle seroit passée. Ces remontrances produisirent l'effet qu'il s'en étoit promis : ces Seigneurs amoureux de la liberté, & ne sentans que trop le poids de leur servitude, résolurent d'un commun accord, de reprendre les armes, & chacun, de son côté, alla travailler à inspirer la même résolution au peuple. Il ne leur étoit pas difficile d'y réussir;

réussir : le petit peuple étoit encore plus animé contre les Anglois, que les Grands, parce qu'il avoit été moins menagé. En peu de tems tout le Royaume se souleva, sans qu'il fût possible aux Garnisons Angloises d'arrêter une revolte si generale. Tous les Bourgeois des Villes, & les Habitans de la campagne ayant pris les armes dans un même jour, & à la même heure, ces Garnisons se trouverent attaquées toutes à la fois, par dedans & par dehors, avec tant de fureur & d'acharnement, qu'il ne leur fut pas possible de résister. En un mot, elles se virent reduites à la necessité de demander à sortir du Royaume, sans quoi elles ne pouvoient éviter d'être taillées en pièces.

Edouïard outré de colere, de ce que c'étoit toujours à recommencer, leva une armée avec toute la diligence possible ; & dès que la saison le put permettre, il entra pour la troisième fois, les armes à la main, dans ce malheureux Royaume. L'armée Ecossoise, qui n'étoit composée que de milices mal armées & peu aguerries, ne se sentant pas en état de résister à ce Prince, voulut se retirer à son approche : mais il la poursuivit si vivement, que l'ayant enfin atteinte, & reduite au point de ne pouvoir éviter le combat, il la mit dans une entiere déroute. Les Historiens assurent, que cette journée auroit mis fin à la destinée de l'Ecosse, si les Anglois eussent pu poursuivre leurs ennemis à travers les marais, dont les routes étoient connues aux gens du Pais, & que les vainqueurs n'osèrent entreprendre de traverser.

Cette défaite ayant ôté aux Ecossois toute esperance de pouvoir plus longtemps résister, ils eurent recours aux prieres & aux soumissions : ils supplierent le Roi de leur donner la liberté de redimer leurs Terres pour de l'argent, & de leur rendre leur Roi, aux conditions qu'il voudroit lui-même leur imposer ; mais il leur refusa l'une & l'autre de ces demandes. Cette dureté leur fit chercher les moyens de soulager leur misere, en se mettant sous la protection du Pape à qui ils envoyerent des Ambassadeurs, pour lui offrir la Souveraineté de leur pais. Boniface VIII. dont l'ambition est assez connue, accepta cette offre sans balancer. Il avoit accoutumé d'agir avec beaucoup de hauteur avec les Princes Chrétiens, s'imaginant qu'ils devoient aveuglément se soumettre à ses volontez, & que son autorité ne regardoit pas moins le Temporel que le Spirituel. Dans cette pensée, il supposa qu'un simple Bref de de sa part seroit capable de faire désister Edouïard de toutes ses prétentions sur l'Ecosse. Voici le commencement de ce Bref, où ce Pontife supposoit, comme indubitable, une chose dont personne n'avoit jamais ouï parler.

BONIFACE, *Serviteur des Serviteurs, &c. A Notre très-cher Fils Edouïard, illustre Roi d'Angleterre ; Salut & Bénédiction Apostolique.*

Nous sçavons, Très-cher Fils, & l'experience nous a souvent confirmé, combien est grande l'affection devote que vous avez pour l'Eglise Romaine qui vous porte dans des entrailles de charité. Nous sçavons, dis-je, combien est ardent le zèle & la reverence que vous lui portez, & combien vous êtes prompt à obéir à ses ordres. C'est ce qui nous donne une ferme esperance, & une entiere confiance, que votre Sublimité Royale recevra nos paroles en bonne part, les entendra diligemment, & les executera efficacement. Il a pu parvenir jusqu'à votre Altesse Royale, & nous ne doutons point que vous ne gardiez dans votre memoire, que, depuis les anciens tems, le Royaume d'Ecosse a toujours appartenu & appartient encore à l'Eglise Romaine, ainsi qu'il est connu de tout le monde, & que comme Nous en

EDOUARD
I.
1299.
Toute l'E-
cosse se sou-
leve.

Les Anglois
sont encore
chassés du
Royaume.

1300.
Troisième
expédition
d'Edouïard
en Ecosse.

Il obtient
une victoire
signalée sur
les Ecossois.

Il rejette
leurs sou-
missions.

Ils se met-
tent sous la
protection
du Pape, en
lui offrant
la Souve-
raineté de
l'Ecosse.
Boniface
VIII. ac-
cepte leur
offre.

Bref du Pa-
pe à E-
douïard.
Aft. Publ.
T. II. p. 344.

EDOUARD I.
1300. *avons été informez, il n'a jamais été dépendant ni de vos Prédecesseurs, ni de vous-même, &c.*

Le reste de ce Bref, qui est trop long pour pouvoir être inferé ici tout entier, contient la plus grande partie des raisons qui ont été ci-devant rapportées, contre les prétentions des Rois d'Angleterre, sur la Souveraineté de l'Ecosse. Comme selon les apparences, le Pape avoit été instruit par les Ambassadeurs Ecossois, on doit presumer, que si pendant l'Assemblée de Norham, les Etats d'Ecosse ne répondirent rien à ce qu'Edouard alleguoit, ce n'étoit pas qu'ils manquaient de preuves, mais par un tout autre motif. Le Pape reprochoit encore à Edouard, toutes les violences qui s'étoient commises dans la Guerre d'Ecosse, & particulièrement la prison de divers Evêques. Enfin, il se constituait lui-même Juge des différends entre les Anglois & les Ecossois, & ordonnoit au Roi, d'envoyer ses Ambassadeurs à Rome, avec toutes les instructions nécessaires, dans six mois au plus tard, après quoi il prononceroit une Sentence définitive.

Edouard
menace de
détruire
l'Ecosse.

Une manière d'agir si hautaine, n'étoit guères propre à faire quitter les armes à Edouard. Il en fut si choqué, que, bien loin d'avoir égard aux prétentions du Pontife, il jura que, s'il en entendoit plus parler, il détruiroit l'Ecosse d'une Mer à l'autre. Les Députés des Ecossois, qui étoient auprès de lui, ne purent écouter ces menaces de sang froid. Ils lui répondirent, qu'il avoit encore beaucoup d'ouvrage à faire avant que d'en venir là, qu'il n'y avoit pas un Ecossois, qui ne donnât jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour la défense de sa patrie. Mais quelque résolution qu'il eût prise de ne point quitter l'Ecosse, avant que de l'avoir entièrement réduite, il n'osa refuser au Roi de France une Trêve que ce Prince lui demanda pour les Ecossois.

Il accorde
une Trêve à
la prière du
Roi de
France, &
investit E-
douard son
fils aîné de
la Principauté
de Galles.

Ce fut pendant cette Trêve, qu'Edouard investit son fils aîné, âgé de dix-sept ans, de la Principauté de Galles & du Comté de Chester. Les Gallois s'en rejoindirent, & regarderent cette démarche comme une marque de la bonté du Roi pour eux, parce que le jeune Prince étoit né dans leur Pais.

1301.
Réponse
des Anglois
au Bref du
Pape.

Au commencement de l'année suivante, le Roi convoqua le Parlement à Lincoln, pour lui demander son avis touchant les prétentions du Pape à l'égard de l'Ecosse, & sur la réponse qu'il devoit faire à son Bref. Le Parlement n'étant pas moins choqué des prétentions & des manières hautaines du Pape, que le Roi même, il fut résolu qu'on écrirait sur ce sujet au Pontife une Lettre qui seroit signée de tous les Barons du Royaume. Dans cette Lettre, ils lui disoient, sans détour, le contraire de ce qu'il avoit assuré dans son Bref, sçavoir que, de tout tems, la Couronne d'Angleterre avoit joui du droit de Souveraineté sur l'Ecosse, & qu'il étoit de notoriété publique, que l'Ecosse n'avoit jamais dépendu de l'Eglise Romaine quant au temporel. Que par cette raison, le Parlement ne souffriroit jamais que le Roi mît ses droits en compromis, ni qu'il envoyât des Ambassadeurs à Rome sur ce sujet, quand même ce Prince seroit d'humeur de pousser sa complaisance pour le S. Siège jusqu'à ce point. Enfin, ils prioient le Pontife de laisser le Roi & le Peuple d'Angleterre jouir de leurs droits, sans entreprendre de les troubler. Cette Lettre fut suivie, quelques mois après, d'une autre du Roi même, avec laquelle il envoya en même tems un Écrit, semblable à celui qu'il avoit fait dresser pendant l'Assemblée de Norham, pour justifier que de tout tems le Royaume d'Ecosse

Le Roi
écrit aussi
au Pape.

avoit

avoit été dépendant de l'Angleterre. Mais au lieu que, dans le premier, il n'avoit commencé à déduire son droit que depuis Edoïard l'Ancien, dans celui-ci, il en prenoit l'origine depuis le regne de Brutus, premier Roi fabuleux de l'Isle d'Albion. Ensuite il continuoît par tous les prétendus Rois qu'on trouve dans l'Histoire, ou plutôt dans le Roman de Geoffroi de Monmouth : ce qu'il n'avoit osé faire dans le premier qui étoit dressé pour les Ecoïsois. Mais tout étoit bon à l'égard du Pape & des Italiens, qui n'étoient pas assez versez dans l'Histoire d'Angleterre pour pouvoir discerner le vrai d'avec le faux. D'ailleurs, la Lettre du Roi étoit très-respectueuse, & ne contenoit aucune expression dont le Pontife pût être choqué. Cette moderation dans une occasion semblable, où il se sentoît très-offensé des prétentions du Pape, ne peut être attribuée qu'au besoin qu'il avoit de lui dans l'affaire qui regardoit la restitution de la Guyenne.

La Trêve avec l'Ecosse ne fut pas plutôt expirée, qu'Edoïard se rendit dans ce Royaume, où il passa tout l'Hiver. Mais dans le tems qu'il se préparoit à recommencer la Guerre, il fut si puissamment sollicité par le Roi de France, qu'il ne put refuser aux Ecoïsois une prolongation de la Trêve jusqu'au mois de Novembre. On pourroit trouver étrange qu'il eût tant de complaisance pour Philippe, s'il étoit vrai, comme quelques-uns l'ont avancé, qu'il eût fait la Paix avec la France, à Montreuil, & qu'il fût rentré en possession de la Guyenne. Mais il est certain que la Paix entre les deux Couronnes ne fut entièrement conclüe qu'en 1303. & que le Traité de Montreuil n'étoit proprement qu'une Sentence arbitrale du Pape, qui contenoit divers articles, dont l'exécution pouvoit rencontrer beaucoup de difficulté, quoiqu'en général, les deux Rois en fussent assez contens. C'est ce qui rend la déference d'Edoïard pour Philippe moins extraordinaire, puisque, par un refus, il auroit pû retarder la conclusion d'une Paix qui devoit lui faire recouvrer la Guyenne.

La Trêve avec l'Ecosse étant sur le point d'expirer, Edoïard envoya *Ségrave* dans ce Royaume pour y recommencer la Guerre. Ce Général y entra, moins à dessein d'y combattre les Ecoïsois, qu'il croyoit peu en état de lui résister, que pour ruïner le Pais. Dans ce dessein, il partagea son armée en trois Corps, qui marchèrent à quelque distance l'un de l'autre, afin d'embrasser plus de terrain. La prévention où il étoit qu'il n'avoit rien à craindre le faisant marcher avec beaucoup de négligence, & sans daigner s'informer de l'état où se trouvoient ses ennemis, il les rencontra inopinément tout proche de Ross, à cinq milles d'Edimbourg. Comme il s'étoit trop avancé avec le Corps qu'il commandoit, pour pouvoir être secouru des autres, l'Armée d'Ecosse, commandée par Cumin, & par Frazer, l'attaqua sans perte de tems, & le mit incontinent en déroute. Celui des deux autres Corps qui étoit le plus proche, ayant appris que le Général étoit attaqué, voulut aller à son secours ; mais n'ayant pû arriver assez à tems, il fut battu comme le premier. Quoique les Ecoïsois eussent été victorieux dans ces deux Combats, ce n'avoit pas été sans peine & sans perte. Leurs blessés étant en assez grand nombre, & leurs Troupes très-fatiguées, ils se dispoient à prendre quelque repos, lorsqu'ils virent arriver le troisième Corps de l'Armée Angloise, qui se préparoit à les attaquer. Cette vûe les déconcerta d'abord d'une telle manière, que dans le premier mouvement, ils se seroient mis en fuite, si les exhortations de

EDOÜARD
I.
1301.

Edoïard re-
tourne en
Ecosse.
Il accorde
une nouvel-
le Trêve.

1302.
Il envoie
Ségrave en
Ecosse.

Trois Vic-
toires rem-
portées par
les Ecoïsois
en un jour.
Buchanan.

EDOUARD
I.
1302.

Edouard
se prépare à
rentrer en
Ecosse.

Trêve avec
la France,
où l'Ecosse
est compri-
se.

1303.
Traité de
Paix entre la
France &
l'Angleter-
re.

Art. Publ.
T. II. p. 923.
Les deux
Rois aban-
donnent
leurs Alliez

Ibid.
pag. 929.

Cette Paix
se fait sans
l'interven-
tion du Pa-
pe.

Quatrième
expédition
d'Edouard
en Ecosse.

leurs Généraux n'eussent relevé leur courage. Ce dernier Combat fut le plus rude des trois. Les Anglois animez du désir de vanger leurs compagnons, & les Ecoissois encouragez par les deux Victoires qu'ils venoient de remporter, combattirent long-tems avec une égale animosité : mais les Ecoissois eurent enfin l'avantage, & mirent leurs ennemis en fuite. Les Historiens Anglois passent legerement sur ces trois Combats, & les Ecoissois, au contraire, prennent grand soin de relever leur triple Victoire. Peut-être les uns en disent-ils trop, & les autres trop peu. Quoiqu'il en soit, on ne peut disconvenir que cet échec ne parût très-important à Edouard, puisqu'il lui fit prendre la résolution d'entrer encore une fois en Ecosse, avec la plus nombreuse Armée qu'il eût jamais mise sur pied. Il ne lui fut pourtant pas possible d'exécuter ce dessein jusqu'à l'année suivante, parce qu'il ne put se dispenser de comprendre les Ecoissois dans une Trêve qu'il fit avec la France jusqu'au mois de Juin.

Avant que cette Trêve fût expirée, la Paix entre les deux Couronnes se conclut à Paris, le 20. de Mai 1303. Philippe rendit la Guyenne à Edouard qui s'engagea, de son côté, à lui rendre un hommage-lige & sans restriction, dans la Ville d'Amiens. Quant aux Alliez des deux Rois, il n'en fut fait aucune mention dans le Traité. Au contraire, chacun des deux Monarques s'engagea par serment, à ne donner aucun secours aux ennemis de l'autre. Ainsi les Ecoissois, & le Comte de Flandres se trouverent également abandonnez. C'est ici un de ces exemples remarquables, & qui ne sont que trop fréquens, du peu de fonds que les petits Princes peuvent faire sur leurs Alliances, avec des Souverains trop puissans. Quoique le premier article de l'union porte toujours qu'on ne fera ni Paix, ni Trêve sans un consentement mutuel, c'est pour l'ordinaire, celui qui est le premier violé. Veritablement, Philippe voulut persuader aux Ecoissois, qu'il leur procureroit une Paix particulière dans l'entrevûe qu'il devoit avoir avec Edouard ; mais rien n'étoit plus éloigné de sa pensée. En effet, il n'avoit laissé les Ecoissois à la merci du Roi d'Angleterre, que pour obtenir de lui qu'il abandonnât les Flamans, qui ayant repris les armes contre lui, avoient déjà remporté de grands avantages. Baillol, à qui ce Traité ôta toute esperance d'être jamais rétabli, demeura sur ses Terres en Normandie, & vécut tout le reste de sa vie, en homme privé.

Les broüilleries, qui étoient survenues entre le Pape Boniface & Philippe le Bel, avoient long-tems arrêté la conclusion de cette Paix. Le Pape, qui avoit projeté d'employer les armes des Chrétiens à une nouvelle Croisade, prétendoit commander en Maître à tous les Princes de l'Europe, & les obliger à terminer leurs differends, selon son caprice, afin de se mettre en état d'envoyer ou de conduire eux-mêmes leurs forces dans la Palestine. La hauteur avec laquelle il voulut traiter le Roi de France, fit naître entre eux des differends, qui dégénérèrent enfin en une rupture ouverte. Cela fut cause que Philippe, ne regardant plus ce Pontife que comme un ennemi, ne voulut plus de sa Médiation, & conclut la Paix avec Edouard, sans l'intervention de celui qu'ils avoient choisi pour arbitre.

Edouard, n'ayant plus rien à craindre de la part de la France, porta pour la quatrième fois, ses armes en Ecosse, avec une Armée si nombreuse, qu'il ne trouva point de résistance. Il penetra jusqu'à l'extrémité septentrionale de l'Isle

l'Isle, ravageant tout, à droit & à gauche, sans que les Ecoffois fussent en état de s'opposer à une puissance si formidable. Le seul Walleys le côtoyoit avec quelques Troupes, pour le harceler, & pour vanger les Ecoffois sur les Soldats Anglois qui osoient s'écarter du gros de l'Armée. Quelque grands que fussent les avantages d'Edoüard, il fut moins rigoureux à l'égard de ceux d'entre les Ecoffois, qui se soumirent volontairement, qu'il ne l'avoit été dans son expédition précédente. Il avoit compris qu'en les mettant au desespoir, il les avoit lui-même engagez dans la revolte. Ce fut par cette raison qu'il traita favorablement ceux qui allèrent se rendre à lui, & qu'il leur permit de racheter leur terres, ce qu'il leur avoit auparavant refusé. Cette douceur produisit un si bon effet, que presque tous les Grands du Royaume, qui se trouvoient sans aucune ressource d'ailleurs, voulurent en profiter. Avant que de quitter ce Royaume, Edoüard fit attaquer le Château de Sterlyn, qui se défendit pendant tout l'Hiver. La vigoureuse défense des Assiégez obligea le Roi à se rendre lui-même au Siège, dès que le beau tems fut venu, & néanmoins ce ne fut qu'au mois de Juillet, qu'il les contraignit de capituler. Buchanan dit, que contre les termes de la Capitulation, il retint prisonnier le Gouverneur & les Officiers de la Garnison.

La prise de Sterlyn termina cette quatrième expédition d'Edoüard, & cette troisième conquête. Mais quoiqu'on puisse dire à bon droit, que l'Ecosse fut conquise en cette occasion, il y avoit encore en ce Pais-là, hors de l'atteinte des armes Angloises, certains endroits impénétrables, qui servirent de retraite & d'azyle à ceux qui ne pouvoient vivre dans l'esclavage, & qui furent d'un grand secours pour faire recouvrer à tout le Royaume son ancienne liberté. C'est ce qu'Edoüard lui-même, au milieu de ses prosperitez, ne pouvoit s'empêcher de craindre. La rigueur avec laquelle il traita le brave Walleys, qui lui fut livré par une insigne trahison, fit assez voir qu'il ne croyoit pas les Ecoffois subjugués, quoiqu'il fût maître de l'Ecosse. Pour les épouvanter par la punition de ce grand homme, qu'il regardoit comme l'unique auteur de leur revolte, il le fit juger, condamner & exécuter, comme coupable de haute trahison, & ordonna que les quatre quartiers de son Corps, fussent exposez dans quatre des principales Villes d'Angleterre. Ce furent des Juges Anglois qui prononcèrent cette Sentence, quoique Walleys fût Ecoffois, & du nombre de ceux qui n'avoient jamais reconnu la juridiction d'Edoüard. Pour excuser, en quelque manière, une rigueur si extraordinaire, il se trouve des Historiens qui ont tâché de diffamer Walleys, & qui l'ont accusé d'avoir commis des cruautés excessives. Mais ces accusations, ni le genre de sa mort, n'ont pu empêcher que la Postérité ne lui ait rendu la justice qui lui est due, & que les gens non prévenus, ne le regardent encore comme un Héros, qui étoit digne d'une meilleure fortune.

Edoüard n'ayant plus rien à faire en Ecosse, reprit le chemin de l'Angleterre, où il s'attacha d'abord à faire respecter son autorité, pour laquelle quelques-uns d'entre les Seigneurs, marquoient avoir peu de déference. Ségrave fut le premier attaqué sur ce sujet, pour servir d'exemple aux autres. Ce Seigneur ayant été accusé de quelque malversation, avoit appelé son accusateur en duel, pour justifier son innocence par un combat singulier, selon la coutume qui étoit alors en usage. Mais le Roi n'ayant pas trouvé à propos

EDOUARD
I.

1303.
Où il ne
trouve
point d'op-
position.

Il accorde
quelques
graces aux
Ecoffois.

& fait assié-
ger Sterlyn.

1304.
Il s'en rend
maître.

Fin tragi-
que de
V Walleys.

1305.
Séverité
d'Edoüard
envers un
Seigneur
Anglois.

EDOUARD
I.
1305.

de permettre ce combat, Ségrave avoit passé la Mer, pour aller se battre hors du Royaume. Quoique sa désobéissance fut en quelque manière adoucie par les égards qu'il avoit eus pour le Roi, en s'abstenant de faire ce combat dans les Terres de sa domination, Edoüard la regarda comme étant d'une trop grande conséquence, pour la laisser sans punition. Dès que Ségrave fut de retour, il le fit arrêter, & ordonna qu'on lui fit son procès. Les Juges se trouverent un peu embarrassés à donner un Jugement sur cette affaire, touchant laquelle ils ne trouvoient apparemment aucune Loi pour les diriger. Cependant, après une délibération qui dura trois jours entiers, ils prononcèrent un Arrêt de mort contre l'accusé, ajoutant dans leur Sentence, qu'il seroit au pouvoir du Roi de lui faire grâce. Edoüard se sentit très-offensé de l'audace de ces Juges, qui sembloient vouloir borner son autorité, comme s'il n'eut pas eu le pouvoir d'exercer sa clemence sans leur permission, & il leur fit une severe reprimande. Il ne laissa pourtant pas de pardonner à Ségrave, sur l'intercession de certains Seigneurs qui se rendirent cautions de sa conduite.

Commis-
sion nom-
mée *Trail-
Bâton* pour
punir les
malversa-
tions des
Grands.
Act. Publ.
T. II. p. 960.

Mais ce ne fut pas là le seul exemple de sévérité qu'Edoüard donna depuis son retour. Il avoit été informé que la justice se rendoit dans tout le Royaume, avec beaucoup de negligence & de partialité; que les Magistrats se laissoient corrompre par des présents, & que les riches étoient à couvert de la rigueur des Loix, pendant que les pauvres étoient exposés à l'oppression & à la tyrannie des Grands. Un si grand désordre demandant un remède prompt & efficace, il donna une Commission extraordinaire à des Juges qu'il nomma lui-même, pour aller faire, dans toutes les Provinces, une perquisition exacte de tous les malfaiteurs, de quelque rang qu'ils pussent être, & leur donna pouvoir de faire exécuter leurs Sentences sur le champ. Cette Commission fut nommée *Trail-Bâton*, mot dont on ignore l'étymologie, sur laquelle on a formé diverses conjectures, qu'il seroit trop long de rapporter. Il suffit de dire, pour donner une idée de cette Cour extraordinaire, que c'étoit à peu près ce qu'on appelle en France *Grands Jours*. Cette sévérité fut un frein à ceux qui prétendoient se mettre à couvert de la Justice, par leur crédit & par leurs richesses. Elle servit en même tems à remplir les coffres du Roi, qui profita des amendes, à quoi les coupables furent condamnés.

Le Roi fait
mettre le
Prince de
Galles son
fils dans une
prison pu-
blique.

A ces deux exemples de sévérité, il en joignit un troisième fort remarquable, pour faire connoître qu'il entendoit que les Loix fussent observées, sans aucun égard à la naissance, ou à la dignité des personnes. Le Prince Edoüard son fils, s'étant laissé porter, par les inductions d'un de ses Favoris, nommé Pierre Gaveston, à commettre quelque excès contre l'Evêque de Chester, il le fit mettre dans une prison publique, ne voulant point que son rang le mît à couvert de la Justice.

Clement V.
dispense le
Roi de l'ob-
servation de
la grande
Chartre.

Cette démarche auroit fait, sans doute, plus de plaisir aux Anglois, si celles qu'il fit peu de tems après, eussent marqué la même modération, & les mêmes égards pour le Peuple. Clement V. natif de Bourdeaux, ayant succédé à Boniface VIII. dans le Siège Pontifical, Edoüard crut qu'il devoit profiter du crédit qu'il espiroit d'avoir auprès du nouveau Pape, pour obtenir la dispense du serment qu'il avoit fait à l'égard des Chartres dont j'ai souvent parlé. Le Pape ne fit aucune difficulté de lui accorder cette faveur. Il supposa, comme il paroît par sa Bulle, que ce Prince avoit été forcé de faire ce ser-

Act. Publ.
T. II. p. 978.

ment

ment ; & cette supposition , toute fausse qu'elle étoit , lui parut une raison suffisante , pour le dispenser de l'exécution. On prétend qu'Edouard acheta cette dispense par un service de vaisselle d'or dont il fit présent au Pontife. L'alarme que cette démarche causa dans tout le Royaume , n'étoit pas sans fondement , puisqu'on commença bien-tôt à s'apercevoir que le Roi usurpoit une plus grande autorité que les Loix & les Coutumes du País ne lui permettoient. Il affecta même de découvrir son intention , dans une occasion où l'on ne pouvoit pas s'y méprendre. Clement V. lui avoit accordé les Décimes sur le Clergé , pour trois ans , & s'en étoit réservé la moitié pour les besoins du S. Siège. Le Parlement ne pouvant souffrir ce honteux trafic , qui tendoit à appauvrir le Clergé sans nécessité , & à faire sortir l'argent du Royaume , s'y opposa fortement , & défendit aux Collecteurs de faire cette levée. Edouard , sans aucun égard pour le Parlement , leva les défenses de sa propre autorité , & permit aux Collecteurs de continuer. Cette action arbitraire venant immédiatement après la dispense , dont je viens de parler , fit craindre aux Anglois que le Roi n'eût formé quelque dessein préjudiciable à leur liberté , & leur crainte ne paroïssoit que trop bien fondée. Mais si ce Prince avoit eu cette intention , les nouveaux troubles qui survinrent en Ecosse l'empêcherent de l'exécuter , & lui rendirent la faveur du Pape inutile.

Les Ecossois , quoique tant de fois vaincus , & autant de fois obligés de prêter serment de fidélité à Edouard , ne pouvoient s'accoutumer au joug qui leur avoit été imposé. Robert Brus , Comte de Carrick , étoit un de ceux qui croyoient avoir le plus de sujet de se plaindre. Non seulement Robert son pere avoit été exclus de la Couronne ; mais de plus , Edouard lui avoit déjà manqué de parole. Il s'étoit engagé à le mettre sur le Trône , à la place de Baillol ; mais il n'avoit fait aucune démarche qui tendît à exécuter sa promesse. Néanmoins Robert l'avoit toujours fidèlement servi , soit avant , soit après la mort de son pere , se flattant , peut-être , qu'il accompliroit enfin sa promesse. Mais la conversation qu'il avoit eue avec Walleys , le jour de la Bataille de Falkirk , & toutes les démarches du Roi , lui ayant fait comprendre , que ce Monarque ne travailloit uniquement que pour soi-même , il avoit conçu le genereux dessein de faire des efforts pour délivrer son País de la servitude où il se trouvoit réduit. En même-tems , il pensoit à se procurer la Couronne d'Ecosse , à laquelle il prétendoit avoir un légitime droit , malgré le Jugement donné contre le Comte son pere. Jean Cumin , surnommé le Rouge , autre Seigneur Ecossois , fort considéré en Ecosse , mais pourtant moins accrédité que Brus , étoit , ou paroïssoit être dans des sentimens semblables , & avoir à cœur les intérêts de la Patrie. Cette conformité , fit que ces deux Seigneurs s'entre-communiquèrent leurs pensées , après qu'ils se furent long-tems sondez l'un l'autre , sans oser se découvrir. Enfin s'étant tous deux enhardis , ils eurent ensemble plusieurs Conférences , dans lesquelles ils convinrent des moyens qu'il falloit employer pour faire réussir leurs projets. Ces Conférences aboutirent à des conventions , qui contenoient en substance ces deux Articles. I. Qu'ils agiroient en commun , pour faire en sorte que Robert Brus fut Couronné Roi d'Ecosse. II. Qu'en considération des services que Cumin rendroit à Robert , celui-ci lui céderoit tous les Domaines qu'il possédoit en Ecosse , & le feroit son Lieutenant Général. Ces mesures étant

EDOUARD
I.
1305.

Edouard
fait quel-
ques actes
d'autorité
arbitraire.

1306.
Affaires
d'Ecosse.

Major,
Buchanan.

Robert Brus
& Jean Cumin
forment le pro-
jet de déli-
vrer leur
Patrie.

prises

EDOUARD
I.
1305.
Cumin tra-
hit Brus.

prises, Robert se rendit à la Cour d'Edouard, où il étoit nécessaire de gagner certains Seigneurs Ecoſſois, qui avoient pris le parti de ce Prince.

Cependant, soit que Cumin se repentît de ce qu'il avoit fait, ou, comme quelques-uns l'assurent, qu'il n'eût brassé ce complot, que pour faire tomber Robert dans le piège, il instruisit le Roi de tout le projet. On prétend même qu'il lui envoya l'original de leurs Conventions, signé de tous les deux, & scellé de leurs Cachets. D'abord, le Roi forma le dessein de faire arrêter Robert : mais craignant que cet éclat ne lui fit manquer ses complices, il se contenta de le faire observer exactement. Il espiroit de faire de nouvelles découvertes, par le moyen de Cumin, à qui Robert communiquoit, par ses Lettres, tout ce qu'il faisoit à la Cour. Le dessein du Roi ne put être si secret, qu'il ne fût pénétré par le Comte de Gomer, ancien ami de la Maison de Brus, qui étoit alors à Londres. Ce Seigneur sçachant que Robert étoit exactement épié, & n'osant lui parler lui-même, pour l'instruire d'un secret si important, lui envoya une paire d'éperons dorez, & quelques pièces de monnoye d'or, comme s'il avoit emprunté cela de lui. Robert, qui avoit l'esprit pénétrant, comprit d'abord qu'il y avoit du mystère dans la prétendue restitution de son ami, & en conclut qu'il vouloit par là, lui conseiller de s'évader. Dans cette pensée, il en prit la résolution sur le champ, & sçut l'exécuter avec tant d'adresse & de diligence, qu'il fut impossible de le prévenir, & plus encore de l'atteindre. Comme il n'avoit communiqué ses pensées qu'à Cumin, il ne douta point qu'il n'eût été trahi par cet infidél ami.

1306.
Robert
Brus se sau-
ve en Ecoſ-
se.

Il y tué Cu-
min.

Il se déclara
ouverte-
ment contre
Edouard, &
se fait Cou-
ronner Roi
d'Ecoſſe.

Dans cette persuasion, si-tôt qu'il fut arrivé en Ecoſſe, il se rendit à Dumfrées, où Cumin se trouvoit alors, & l'ayant trouvé dans l'Eglise des Cordeliers, ne s'attendant point à sa venue, il le poignarda de sa propre main. Ce coup hardi, joint au complot qu'il avoit fait, l'exposant au ressentiment du Roi, il se vit dans la nécessité de se déclarer ouvertement, sçachant bien qu'il n'y avoit point de salut pour lui, que dans la réussite de ses desseins. Dès qu'il se fut déclaré, le concours de ceux qui se rendirent auprès de lui, fut si grand, qu'il se vit bien-tôt en état d'aller en bonne compagnie à Scone, où il fut solennellement Couronné. Après cela, tout le Peuple généralement se renga dans son parti.

Edouard
envoie une
Armée en
Ecoſſe.

Ce fut avec un chagrin extrême, qu'Edouard s'aperçut qu'il s'étoit trop flatté dans la pensée où il avoit été, qu'il n'avoit plus rien à faire en Ecoſſe. Il ne voulut pourtant point se désister de ses premiers projets. Mais afin de s'assurer, pour l'avenir, la possession de ce Royaume, il résolut de le mettre en tel état, qu'il n'y eût plus aucune revolte à craindre. Suivant ce dessein, il fit prendre les devants à Audemar de Valence, Comte de Pembroock, avec une Armée, pour lui préparer le chemin, pendant qu'il assembloit toutes ses forces à Carlisle. Pour rendre son expédition plus éclatante, il fit Chevaliers trois-cens jeunes Gentilshommes, qui accompagnoient le Prince son fils, auquel il vouloit, en cette occasion, donner les premières leçons de la Guerre.

Robert
Brus est bat-
tu & con-
traint de se
cacher.

Cependant, Robert avoit fait de grands progrès en Ecoſſe, & s'étoit rendu maître de diverses Places. Il auroit poussé plus loin ses conquêtes, si le Comte de Pembroock n'en eût arrêté le cours. Ce Général étant entré en Ecoſſe, marcha droit à Robert, qui n'ayant pas jugé à propos de reculer, dans cette première occasion, alla lui-même à sa rencontre. Les deux Armées en

étant

étant venues aux mains, celle de Robert fut mise en déroute. Mais comme sa perte n'avoit pas été fort considérable, il voulut hazarder une seconde Bataille, dans laquelle il ne fut pas plus heureux. Ces deux malheurs consécutifs, l'ayant obligé à quitter la partie, il se retira dans une des Isles Hébrides, où il demeura caché chez un ami de sa Maison, en attendant que le tems lui devînt plus favorable. Peu de tems après, Edoüard étant entré dans le Royaume avec une nombreuse Armée, y trouva les Ecoffois consternezz, & leurs Troupes dispersées. Ainsi n'ayant point d'ennemis à combattre, il ne fit qu'envoyer de tous côtez des détachemens, pour se saisir des Partisans de Robert. Il en fut pris un très-grand nombre, qui éprouverent tous, la rigueur de ce Prince. Trois freres du nouveau Roi perdirent la tête sur un échafaut. Sa femme même, ayant été envoyée en Angleterre, y fut tenue dans une étroite prison. L'âge d'Edoüard, & le chagrin qu'il avoit de se voir si souvent obligé de recommencer, le rendoient tellement inexorable, qu'il ne pardonna presque à personne. Les Evêques de Glasgow & de S. André, qui avoient été pris avec leurs cottes d'armes sous leurs habits, auroient été sacrifiés à sa vengeance, si la peur qu'il eut de désobliger le Pape, ne leur eût sauvé la vie. Ils furent pourtant envoyez en Angleterre, & détenus en prison. Le Comte d'Athol, Allié d'Edoüard, & de la Famille Royale d'Ecosse, ne fut distingué des autres, que par la hauteur de la potence, à laquelle il fut pendu. La Comtesse de Boghan, qui avoit assisté au Couronnement de Robert, fut mise dans une cage de bois, sur une Tour du Château de Barwick, pour servir de ridicule spectacle au Peuple. Marie, sa sœur, éprouva le même sort à Roxborowgh.

Après qu'Edoüard se fut ainsi vengé des Partisans de Robert, qui avoient eu le malheur de tomber entre ses mains, il passa l'Hiver à Carlisle, où il convoqua un Parlement, qui fut le dernier de son Regne. Les premières occupations de cette Assemblée, furent touchant les moyens dont on pourroit se servir, pour assurer la possession de l'Ecosse, en unissant ce Royaume à l'Angleterre. Edoüard avoit résolu de ne rien épargner pour tenir les Ecoffois en bride, & d'employer même pour cela, les méthodes les plus rigoureuses. Mais les affaires de ce Pais-là changerent de face, avant qu'on eût pris aucune résolution fixe sur ce sujet.

Ce même Parlement s'appliqua encore, avec beaucoup de soin, à prendre des précautions contre les extorsions de la Cour de Rome, qui continuoient toujours avec les mêmes excès qu'auparavant, malgré les mesures qu'on avoit prises pour les arrêter. Il fit même des Status qui auroient pu apporter quelque soulagement à ce mal, s'ils eussent été bien exécutez.

Ce fut dans ce même tems, que l'Evêque de Lichfield, Grand Trésorier, ayant fait remarquer au Roi, l'ascendant que Pierre Gaveston, jeune homme d'une vie fort dereglée, avoit sur l'esprit du Prince son fils; & les suites fâcheuses qui pourroient naître d'une si étroite correspondance, ce Monarque résolut d'y remédier sur le champ. Pour cet effet, par l'avis du Parlement, qui étoit encore assemblé, Gaveston fut banni du Royaume, comme corrupteur de la jeunesse du Prince. De plus, le Roi voulut que son fils s'engageât par serment à ne le rappeler jamais, & que Gaveston jurât aussi qu'il ne remettroit plus le pied dans le Royaume. A cette condition, il lui assi-

EDOUARD

I.

1306.

Edoüard arrive en Ecosse, & traite rigoureusement les Revoltez.

Act. Publ. T. II. p. 1012.

1307.
Edoüard veut unir l'Ecosse à l'Angleterre.

Parlement à Carlisle.

Status contre la Cour de Rome.

Pierre Gaveston Favori du Prince, est banni du Royaume.
Act. Publ. T. II. p. 1043.

EDOUARD
I.
1307.
Heureux
succes de
Robert Brus

Il défait le
Comte de
Pembroock

& prend
plusieurs
Places.

Edouard
se détermi-
ne à ruiner
entièrement
l'Ecosse.

Il assemble
son Armée
à Carlisle.

Il y est sur-
pris d'une
maladie.

Il donne
ses derniers
ordres à son
fils.

Il se fait
porter en
Ecosse.
Il y meurt.

Eloge & ca-

gna une pension de cent marcs , à prendre sur les revenus de Guyenne.

Malgré la résolution qu'Edouard avoit prise , de mettre l'Ecosse hors d'état de se pouvoir plus relever , le tems de sa délivrance approchoit pourtant. Dieu qui avoit voulu châtier les Ecoissois , n'avoit pas résolu de détruire entièrement cette Nation , qui se trouvoit réduite comme aux abois. Edoüard ayant quitté l'Ecosse , Robert Brus sortit de sa cachette , & se servit utilement de l'absence de ce Prince , & de la rigueur de l'Hiver , qui empêchoit les Troupes Angloises d'agir. Il assemble les débris de son Armée , dispersée dans le Royaume , & la renforça de nouvelles levées , que les Seigneurs Ecoissois irrités de la sévérité d'Edouard lui amenerent de tous côtez. Avec ces Troupes ramassées , il attaqua le Comte de Pembroock , qui commandoit en ce Pais-là , & obtint sur lui une Victoire signalée , dans laquelle le Général Anglois fut fait prisonnier. Ensuite , il marcha contre le Comte de Gloucester , qui étoit à la tête d'un autre Corps , & le contraignit de se retirer dans le Château d'Ayre , où il l'assiégea , quoique sans succès. Comme il étoit maître de la campagne , & qu'il ne trouvoit plus aucune opposition , il s'empara sans peine de diverses Places , & les fit démanteler , tant pour n'être pas obligé d'y laisser des Garnisons , que pour empêcher que les Anglois ne s'y fortifiassent dans la suite.

Edouard , surpris de cette révolution imprévue , & irrité contre les Ecoissois , d'une manière à ne pouvoir plus être apaisé , résolut de prendre de cette Nation , une vengeance signalée. Pour cet effet , il somma tous les Vassaux de la Couronne , sans en excepter un seul , de se rendre à Carlisle vers le milieu de l'Eté , sous peine de perdre leurs Fiefs. Son intention étoit de marcher dans le milieu de l'Ecosse , & de ruiner ce Royaume , d'une Mer à l'autre , comme il l'en avoit souvent menacé. Mais Dieu ne lui permit pas d'exécuter une si barbare résolution. Il étoit à peine arrivé à Carlisle , où il avoit assemblé la plus belle Armée qu'on eût jamais vûe en Angleterre , qu'il fut attaqué d'une maladie qui termina sa vie , & tous ses projets. Dès qu'il se sentit malade , il connut que sa fin approchoit ; & pendant qu'il avoit encore l'esprit libre , il fit venir le Prince Edoüard , son fils-aîné , & lui recommanda fortement trois choses. La première étoit , de continuer vigoureusement la Guerre d'Ecosse , jusqu'à ce qu'il eût entièrement subjugué les Ecoissois. Pour cet effet , il lui conseilla de faire porter ses os à la tête de l'Armée , ne doutant nullement que cet objet ne fit perdre courage à des ennemis qu'il avoit tant de fois vaincus. La seconde chose qu'il lui recommanda , fut d'envoyer son cœur à la Terre Sainte , avec trente-deux mille livres sterling , qu'il avoit destinées à l'entretien du Saint Sepulchre. La troisième , de ne rappeler jamais Gaveston. Après avoir donné ses derniers ordres à son fils , il se fit porter à petites journées en Ecosse , voulant mourir dans un Pais dont il avoit trois fois fait la conquête. De cette manière , il s'avança jusqu'à une petite Ville nommée Burgh , où son mal s'étant augmenté par une dissenterie qui lui survint , il y rendit le dernier soupir , le 7. de Juillet 1307. Il étoit âgé de soixante & huit ans , dont il en avoit régné trente-quatre , sept mois & vingt jours. Son Corps fut porté à Waltham , & de-là dans l'Eglise de Westminster , où il fut enduit de Cire , & placé auprès de celui de Henri son pere. Telle fut la vie & la mort d'Edouard premier , de ce nom , depuis la Con-

quête

quête des Normans, & le quatrième, depuis Ecbert. Ce Prince avoit sans doute de très-belles qualitez, & particulièrement, beaucoup de valeur, & de prudence. Il sçavoit moderer ses passions, & revenir dans le bon chemin, quand il s'en étoit écarté; qualité qu'on ne sçauroit assez louer dans un Souverain. Quand on le compare à son pere, à son Ayeul, & à son propre fils qui lui succeda, on trouve qu'il avoit sur eux de grands avantages. Cette comparaison, qui ne peut guères manquer de venir dans l'esprit, lui a été si favorable, que les Historiens Anglois ont employé les expressions les plus fortes pour le louer, & ont voulu le faire passer pour le plus grand Prince de son siècle. Un fameux Auteur n'a pas fait difficulté de dire, que Dieu avoit tendu son Tabernacle dans le cœur de ce Monarque. Mais toute sa conduite, à l'égard de l'Ecosse, ne donne pas de lui une idée si avantageuse. Quoiqu'il en soit, sans examiner de trop près les expressions dont les Historiens se sont servis sur son sujet, & les loüanges qu'ils lui ont données, on peut dire qu'il a été un grand Roi, & que l'Angleterre a tiré des avantages très-considérables de son administration. Ce Royaume affoibli par la mauvaise conduite des deux Rois précédens, reprit sa première splendeur, par l'habileté de celui-ci qui sçut se faire aimer, & respecter de ses Sujets, & se rendre redoutable à ses voisins. La conquête du Pais de Galles, que ses Prédécesseurs avoient inutilement tentée, ajouta un grand lustre à son Regne, & procura un avantage considérable à son Royaume. Celle d'Ecosse lui auroit, sans doute, fait plus d'honneur, s'il l'eût entièrement terminée, puisque les Auteurs Ecossois auroient parlé de lui en d'autres termes qu'ils n'ont fait, si dans le tems qu'ils ont écrit, ils eussent été Anglois.

Camden.

EDOUARD
I.
1307.
raster d'E-
douard I.

Il étoit très-bien fait de sa personne, plus grand que le commun des hommes, de toute la tête. Ses cheveux étoient noirs, & frisez naturellement, & ses yeux de la même couleur brilloient, d'une manière extraordinaire. Il auroit été parfait dans sa taille, si ses jambes, qui étoient un peu trop longues, eussent été proportionnées au reste de son corps. C'est ce qui lui fit donner le surnom de *Lond-shanks*, c'est-à-dire, *Longues jambes*. Il joignoit aux perfections de son corps, un jugement solide, une grande pénétration, & une conduite très-sage, qui ne lui permit, que rarement, de faire quelque faux pas. Outre cela, il avoit des principes de justice, d'honneur, & de bonne foi, qui l'empêchoient de favoriser le vice, non pas même dans ses plus familiers Courtisans, non plus que dans son propre fils. Ajoutons encore, une continence exemplaire, vertu assez rare parmi les Souverains. Toutes ces belles qualitez, firent naître pour lui, dans les cœurs de ses Sujets, un amour & une estime, qui ne contribuèrent pas peu, à rendre son règne paisible au dedans, pendant que ses Armes étoient employées hors du Royaume. Pour ce qui regarde l'affaire d'Ecosse, on peut dire qu'elle procura plus d'honneur à l'Angleterre que d'avantages réels, puis qu'après des torrens de sang répandus pour cette querelle, les Anglois se virent enfin contraints d'abandonner leurs projets.

Edouard eut d'Eleonor de Castille sa première femme quatre fils & neuf filles. Edouard II. son Successeur fut le seul de ses fils qui lui survécut. Eleonor l'aînée des filles, avoit été accordée avec Alphonse Roi d'Arragon : mais ce Prince étant mort avant la consommation du mariage, elle fut donnée à Hen-

Enfans d'E.
douard &
de sa 1^{re}
Femme.

EDOUARD
I.
1307.

ri Duc de Bar. *Jeanne* surnommée d'*Acre*, lieu de sa naissance, fut accordée avec *Hartman*, fils de l'Empereur Rodolphe I. mais la mort de ce jeune Prince ayant prévenu leur union, elle épousa *Gilbert Clare*, Comte de Glocester; & en secondes noces, *Raoul Mortimer*. *Marguerite* fut femme de Jean Duc de Brabant: *Elisabeth*, de Jean Comte de Hollande, & ensuite de *Humphroy Bohun*, Comte de Héréford. *Berenguelle*, *Alix*, *Blanche* & *Beatrix*, moururent dans l'enfance, ou sans avoir été mariées.

Enfans de
la seconde.

Edouard eut deux fils & une fille de Marguerite de France sa seconde femme qu'il épousa étant âgé de soixante ans, quoiqu'elle n'en eût que dix-huit. *Thomas*, qui étoit l'aîné de ce second lit, fut Comte de Norfolk, & Grand Maréchal d'Angleterre. *Edmond* porta le titre de Comte de Kent. La fille nommée *Eleonor*, devoit épouser Othon Comte de Bourgogne, mais elle mourut dans l'enfance.

Suite des
Parlemens
depuis ce
Régne.

On a une suite sans interruption de tous les Parlemens tenus en Angleterre, depuis la 22. année de ce Régne. La constitution de ces Assemblées, telle qu'elle est aujourd'hui, fut si bien établie sous ce même Régne, qu'il y eut une Loi publiée comme une addition à la Grande Chartre, par laquelle il étoit ordonné qu'aucune taxe ne seroit levée dans le Royaume, sans le consentement des Communes.

Droit des
Communes.

Le titre de
Baron est
restraint.

On peut encore observer sur ce Régne, que le titre de *Baron*, qui étoit commun à tous les Gentilshommes qui tenoient des Terres de la Couronne, fut restraint à ceux que le Roi appelloit au Parlement, pour y donner leurs suffrages.

+++++

EDOUARD II.

Surnommé DE CAERNARVEN,

Dixième Roi d'Angleterre, depuis la Conquête.

EDOUARD
II.
1307.
Etat de
l'Angleterre.

LE Régne d'Edouard I. avoit été un Régne heureux & triomphant pour l'Angleterre. La Principauté de Galles avoit été unie à la Couronne. L'Ecosse trois fois subjuguée, étoit sur le point de succomber une quatrième fois, l'armée Angloise ayant déjà pénétré dans ses frontières. On ne voyoit plus de factions dans le Royaume. La discorde en étoit bannie, & la bonne intelligence se trouvoit heureusement rétablie entre le Souverain & les Sujets. Tout cela sembloit avoir avantageusement réparé les pertes que la Couronne avoit faites au-delà de la Mer, sous les régnes de Jean & de Henri III. moins par la foiblesse des Anglois, que par la pusillanimité de ces deux Princes. L'âge d'Edouard de Caernarven, qui, en montant sur le trône, entroit dans sa vingt-troisième année, sa belle taille, sa bonne mine, son port majestueux, joints à l'avantage d'être né d'un Pere si généralement estimé, donnoient de nouvelles espérances aux Anglois. Comme jamais Prince n'étoit parvenu à

Prévention
des Anglois
en faveur
d'Edouard
II.

la

la Couronne dans des circonstances plus favorables, aussi n'y en eut-il jamais aucun qui fût reçu avec une joye plus universelle, & de plus grands applaudissemens. Il sembloit même, que la satisfaction excessive que le Peuple témoignoit en cette occasion, faisoit quelque tort à la gloire du Roi deffunt.

La première démarche que fit ce Prince peu de jours après la mort de son Pere, renversa toutes ces belles esperances, & changea la joye du Peuple en tristesse. Il n'avoit pas encore rendu les derniers devoirs au grand Prince auquel il devoit la naissance, qu'oubliant le serment qu'il avoit fait au sujet de *Gaveston*, il rappella ce Favori. Il n'attendit pas même son retour pour le rendre tout d'un coup le plus riche Seigneur du Royaume. Dès les premiers jours de son Règne, il le fit Comte de Cornouaille, & lui donna les Terres qui étoient revenuees à la Couronne par la mort du dernier Comte de ce nom, fils de Richard Roi des Romains. L'impatience qu'il eut de combler de ses faveurs, un homme qui venoit d'être chassé d'auprès de lui, comme corrupteur de sa jeunesse, fit voir jusqu'à quel degré sa passion étoit montée, & en fit craindre les suites. Mais ce ne fut pas là tout l'effet qu'elle produisit. Les Anglois commencèrent à se faire une idée défavantageuse de leur nouveau Roi, & en même tems à penser aux moyens d'arrêter la fougue impétueuse de ce Prince qui donnoit de si justes sujets de crainte. En effet, non content d'avoir commencé son Règne par la violation de la promesse qu'il venoit de faire au Roi son Pere, en rappelant un Favori méprisé de tout le monde, il l'avoit d'abord comblé de bienfaits; & immédiatement après son retour, il lui avoit encore fait présent de l'Isle de Man. Mais ce n'étoit pas là le seul ni le principal sujet du mécontentement des Seigneurs Anglois. Ils ne pouvoient voir sans un extrême chagrin un homme tel que Gaveston disposer à son gré de toutes les Charges du Royaume, & se rendre maître absolu du Gouvernement de l'État dont le Roi lui abandonnoit entièrement la conduite. Il sembloit qu'Edouard ne voulût être Roi que pour pouvoir répandre ses faveurs à pleines mains sur son Favori. Uniquement occupé à lui plaire comme un Amant à sa Maîtresse, il ne se méloit de rien que de chercher tous les jours de nouveaux moyens de lui procurer quelque satisfaction. Enfin, s'abandonnant entièrement à sa direction, il le laissoit agir en Roi pendant qu'il faisoit gloire lui-même d'être son Sujet ou son Esclave. On n'avoit jamais vu de passion plus démesurée. Aussi ne feignoit-on point de dire tout publiquement, que le Roi étoit enforcé.

Si une femme avoit eu la même passion pour Gaveston, on ne l'auroit pas trouvée fort étrange, puisqu'il ne manquoit d'aucune des qualitez propres à produire cet effet parmi les personnes de l'autre sexe. Il avoit une beauté de visage à laquelle on ne pouvoit trouver aucun deffaut. Sa taille étoit fine & dégaagée, son air noble & grand, il se distinguoit par une adresse extraordinaire dans tous les exercices du corps. On ne pouvoit s'empêcher d'admirer son esprit, & ces reparties vives & promptes, propres aux Gascons, parmi lesquels il étoit né. A tout cela, quelques-uns ajoutent une valeur peu commune. S'il eût été moins aimé du Roi, il auroit fait une fortune plus solide, quoique moins considérable; mais l'affection de son Prince, lui inspira un orgueil qui le perdit. Il voulut gouverner l'État, avec une autorité absolue, sans faire part de son pouvoir à qui que ce fût, ayant même assez de peine à se servir du

EDOUARD
I.
1307.

Edouard
rappelle Ga-
veston, & le
comble de
bienfaits.
Act. Publ.
T. III. pag.
1.

Cette dé-
marche
produit de
fâcheux ef-
fets pour le
Roi.

Forte pas-
sion du Roi
pour Ga-
veston.

Portrait &
Caractère
de Gave-
ston.

EDOUARD
II.
1397.

nom du Roi. Ses qualitez exterieures qui brilloient en lui avec beaucoup d'éclat, le rendoient si fier & si présomptueux, qu'il se croyoit au-dessus des plus grands hommes, quoique, par les vices & par les débauches, il se mît lui-même au-dessous des plus méprisables. Le grand moyen dont il se servit pour gagner l'affection d'Edouard, fut d'avoir une complaisance aveugle pour toutes ses volontez, sans examiner si elles étoient honnêtes ou vicieuses. Quand une fois il se fut rendu maître de son esprit, son unique soin fut de l'entretenir dans les plaisirs, à quoi ce Prince n'avoit que trop de penchant. Que pouvoit-on donc attendre de l'étroite union de ces deux personnes qu'un débordement scandaleux dans la Cour, & le déperissement entier des affaires? Un Ministre sans expérience, dont le genie étoit très-borné, & qui ne s'occupoit que de bagatelles, de jeux, de danfes, de festins, & de plaisirs encore moins innocens, étoit peu capable de gouverner un si grand État. On ne fut pas long-tems sans éprouver les suites funestes d'un si mauvais choix.

L'Evêque
de Lichfield
est mis en
prison.

Le retour de Gaveston fut immédiatement suivi de la disgrâce de *Langton* Evêque de Lichfield, & Grand Trésorier. Edouard haïssoit mortellement ce Prélat, qu'il accusoit d'avoir été le principal promoteur du bannissement de Gaveston. Aussi-tôt qu'il se vit revêtu du pouvoir Souverain, il le confina dans le Château de Wallingford, sans vouloir permettre que personne parlât en sa faveur. Ce ne fut qu'aux pressantes instances du Pape, ou plutôt à ses menaces, qu'il lui redonna la liberté, après une longue détention. A cette violence il ajouta la destitution de tous les anciens Officiers & Domestiques du Roi son Pere, sans daigner en dire un mot à son Conseil.

1308.
Mariage
du Roi.

Les commencemens de ce Règne ne promettant rien de bon, les principaux Seigneurs songèrent de bonne heure aux moyens d'arrêter l'impétuosité du Prince qui les gouvernoit, & de mettre un frein à son humeur capricieuse. Mais ces pensées furent interrompues par la solennité de son mariage. Le Roi son Pere l'avoit accordé avec Isabelle de France, fille de Philippe le Bel, & lui avoit fortement recommandé en mourant, d'accomplir ce mariage au plutôt. Ce fut la seule chose dans laquelle il se hâta de lui obéir. Négligeant donc la guerre d'Ecosse, qui n'étoit pas moins nécessaire, il se rendit à Boulogne, où le Roi de France l'attendoit pour lui remettre sa fille entre les mains. Jamais noces ne furent plus magnifiques. On y vit quatre Rois & quatre Reines, outre un grand nombre de Princes, & de Princesses, de Seigneurs & de Dames de qualité, qui faisoient une assemblée de Noblesse la plus nombreuse qu'on eût vûe depuis long-tems.

Gaveston
est fait Gar-
dien ou Ré-
gent, en
l'absence
du Roi.

Jalousie
des Sei-
gneurs An-
glois.

Ils se li-
guent pour
empêcher
le Couron-

Quoique le voyage d'Edouard fût très-court, il ne laissa pas de produire de mauvais effets. En quittant l'Angleterre, il avoit eu la foiblesse d'en laisser le gouvernement à son Favori, sous le titre de *Gardien*, avec un pouvoir de disposer de toutes les Charges, de tous les Bénéfices vacans, de la garde-noble des enfans mineurs, & enfin d'agir en toutes choses, avec une autorité illimitée. Tant de faveurs, jointes aux grands dons qu'il lui avoit faits avant son départ, dans le Duché de Guyenne sa patrie, excitèrent la jalousie des Grands. Cette passion alla si loin, qu'ils se liguerent ensemble pour mettre obstacle au Couronnement du Roi, dont le jour étoit déjà marqué. Edouard ne se trouvant pas en État de rompre une si puissante ligue où presque tous les Seigneurs du Royaume étoient entrez, prit le parti de la douceur pour en arrêter

arrêter les suites. Il donna sa parole aux Seigneurs, qu'au prochain Parlement il leur accorderoit tout ce qu'ils pourroient raisonnablement souhaiter. Cette promesse les contenta. Mais ils ne purent voir, sans un extrême chagrin, Gaveston chargé de porter la Couronne de S. Edoüard, dont le Roi devoit être Couronné, honneur qui, par une ancienne coutume, étoit dû aux Princes du sang Royal. Cette préférence acheva d'irriter les Seigneurs contre le Favori. En même tems, elle les remplit d'indignation contre le Roi, qui sembloit faire gloire de sa foiblesse pour un homme odieux à toute la Nation. Le Couronnement s'acheva pourtant sans opposition. Ce fut l'Evêque de Winchester qui en fit la cérémonie, par Commission de l'Archevêque de Cantorberi, qui étoit absent du Royaume. Voici le serment qu'on fit prêter au Roi.

EDOUARD
II.
1308.
nement du
Roi.
Edoüard
promet de
les satis-
faire.
Il est cou-
ronné.
Honneur
fait à Ga-
veston.

L'Evêque de Winchester. *Sire, voulez-vous garder & confirmer par votre serment au peuple d'Angleterre, les Loix établies par les pieux Rois vos Prédécesseurs, & en particulier, les Loix, les Coutumes, les Franchises accordées au Clergé & au Peuple, par le glorieux Roi S. Edoüard votre Dévancier?*

Le Roi. *Je l'accorde & le promets.*

L'Evêque. *Sire, garderez-vous à Dieu, à la Sainte Eglise, au Clergé & au Peuple, la paix en Dieu entierement & selon votre pouvoir?*

Le Roi. *Je la garderai.*

L'Evêque. *Sire, ferez-vous observer dans tous vos Jugemens le Droit & la Justice, avec discrétion, en miséricorde & en vérité, selon votre pouvoir?*

Le Roi. *Je le ferai.*

L'Evêque. *Sire, promettez-vous de garder & de faire observer les Loix & les Statuts que la Communauté de votre Royaume jugera à propos d'établir, & les défendrez-vous, & protégerez-vous, selon votre pouvoir?*

Le Roi. *Je l'accorde & le promets.*

Comme c'est ici la première fois qu'on trouve dans l'Histoire le modèle entier du Serment que les Rois prêtoient à leur Couronnement, il ne sera pas hors de propos de remarquer l'avantage que le Peuple avoit gagné sur l'autorité Royale, depuis l'établissement de la Grande Chartre. On voit manifestement dans celui-ci, que bien loin de supposer, que cette Chartre fût un titre primordial des Privileges accordez par le Roi Jean au Peuple d'Angleterre, on ne la regardoit que comme une confirmation des anciennes prérogatives du Peuple. Ce fut dans cette supposition, qu'on fit jurer à Edoüard II, qu'il observeroit les Loix de S. Edoüard, qui n'étoient autres que celles des Anglo-Saxons, de peur qu'en lui faisant jurer l'observation de la Grande Chartre, on ne donnât lieu de croire, que les privileges du Peuple étoient fondez sur la concession des Rois. J'ignore si Edoüard avoit prêté le même serment, ou si ce fut une nouveauté introduite au Couronnement d'Edoüard II.

Cette solennité ne fut pas plutôt terminée, qu'Edoüard oublia ce qu'il avoit promis aux Seigneurs. Il continua toujours sa faveur à Gaveston, & le laissa, comme auparavant, maître absolu des affaires du Royaume, & de celles de sa Maison. Gaveston de son côté, loin de se mettre en état de conjurer l'orage qui le menaçoit, affectoit de gouverner avec une autorité absolue, sans vouloir prendre conseil de qui que ce fut. Il se servoit de l'ascendant qu'il

Le Roi ou-
blie sa pro-
messe.

Couduite
imprudente
du Favori.

avoit

EDOUARD II. 1308. avoit sur l'esprit de son Maître, pour l'éloigner de la pensée de continuer la Guerre d'Ecosse, que le Roi son Pere lui avoit tant recommandée, & dont les Sujets attendoient la fin avec impatience, afin d'être soulagés des charges à quoi elle les exposoit. Au lieu de lui inspirer de l'ardeur pour la gloire & pour la vertu, il remplissoit la Cour de Débauchez, de Bouffons, de Parasites & d'autres gens de cette espece, propres à corrompre ses inclinations, quand même elles auroient été aussi bonnes qu'elles étoient mauvaises. Il joignit à cela une vanité ridicule, en affectant de porter sur sa personne les joyaux du Roi, & de la Couronne même, ce qu'Edouard ne faisoit aucun scrupule de lui permettre. La foiblesse de ce Prince alloit même jusqu'à ce point, qu'on lui entendit dire, que, si son pouvoir étoit égal à son affection, il mettroit la Couronne sur la tête de Gaveston. Sa puissance ne s'étendant pas si loin, il voulut du moins l'approcher du Trône, autant qu'il lui fut possible, en lui faisant épouser sa Nièce, sœur du Comte de Gloucester.

Le Roi lui donne sa Nièce en mariage.

Haine des Grands pour Gaveston.

Ils travaillent à mettre le Parlement dans leurs intérêts.

Le Parlement demande l'exil de Gaveston.

Le Roi le promet. *Act. Publ. T. III. p. 80.*

Il diffère l'exécution de sa promesse.

Ibid. pag. 91.

Pag. 89.

Chaque nouvelle faveur, que le Roi accordoit à Gaveston, ajoutoit un nouveau degré à la haine que les Seigneurs avoient conçue contre ce Favori : un Anglois élevé dans ce même poste leur auroit été à peine supportable. Combien moins un simple Chevalier Gascon, en qui ils ne découvroient d'autre mérite qu'un beau visage, une taille dégagée, & une vivacité d'esprit, assez agréable dans les conversations, mais peu propre à gouverner un Etat. Ils voyoient bien qu'il étoit inutile de presser le Roi de se défaire de ce Favori, & que jamais il ne consentiroit à leurs desirs, à moins qu'il n'y fût forcé. Dans cette pensée, au lieu de s'amuser à persuader Edouard, par des raisons qui n'auroient produit aucun effet, ils travaillèrent à faire entrer dans leur Ligue, les Membres du Parlement qui devoit s'assembler, & qui s'assembla en effet, au mois de Mai 1308. Par les cabales des Seigneurs, l'exil de Gaveston devint la principale, ou plutôt la seule affaire de cette Assemblée. Les deux Chambres s'étant unies dans un même dessein, demandèrent au Roi, d'une manière si forte & si positive, que Gaveston fût banni du Royaume, que ce Prince n'osa s'y opposer. Il craignit que son refus ne le privât des secours qu'il attendoit pour continuer la Guerre d'Ecosse, & peut-être quelque chose de plus fâcheux. Ainsi, sans s'amuser à disputer inutilement sur ce sujet, il fit expédier des Lettres Patentes, par lesquelles il s'engageoit à faire sortir Gaveston du Royaume, avant la fête de S. Jean-Baptiste de cette même année. Cependant, au lieu de faire quelques démarches qui donnassent lieu de croire qu'il avoit dessein d'exécuter sa promesse, il accordoit tous les jours de nouvelles grâces à son Favori. Quinze jours après son engagement, il lui donna des Terres de trois mille marcs de revenu annuel. Cette conduite faisant voir manifestement, qu'il n'étoit nullement résolu à se séparer de lui, l'Archevêque de Cantorberi, qui étoit entré dans la Ligue des Seigneurs, bien qu'il eût de grandes obligations au Roi, excommunia Gaveston, s'il ne sortoit pas du Royaume, au tems qui lui avoit été marqué. Edouard se mettant peu en peine de cette censure, se contenta de prier le Pape de l'annuller. En même tems, il écrivit au Roi de France son Beau-pere, pour le prier de lui ménager un accommodement avec les Barons, & de faire en sorte qu'il pût garder son Favori.

Ces mesures ne furent ni assez justes, ni assez promptes. Les Seigneurs voyant

voyant approcher le tems marqué pour le départ de Gaveston, firent de si fortes instances auprès du Roi, pour l'obliger à tenir sa parole, qu'il n'osa s'en dispenser : mais en executant sa promesse, il trouva le moyen de donner à son Favori un nouveau témoignage de son affection, en le faisant Gouverneur d'Irlande avec un pouvoir très-étendu. Cet éloignement, tout honorable qu'il étoit, ne laissa pas de donner quelque satisfaction aux Seigneurs qui esperoient de profiter de son absence pour le perdre : mais il n'en fut pas lui-même content. Outre que le changement de l'Angleterre pour l'Irlande lui paroïssoit trop desavantageux, il comprenoit assez que son absence de la Cour ne pouvoit que lui être fatale. Comme il étoit maître absolu de l'esprit du Roi, à peine fut-il arrivé en Irlande qu'il se fit rappeler, sous pretexte d'assister à un Tournoi qui devoit se faire à Wallingford. La magnificence avec laquelle il parut à cette fête, & le grand nombre d'Etrangers qui l'accompagnoient & qui lui servoient comme de gardes, accrurent sensiblement la jalousie des Seigneurs qui se voyoient ainsi bravez. Il joignit à cette espece d'insulte, l'imprudenc de faire, contre les Comtes de Lencastre, de Warwick, de Warren & de Hereford, des railleries piquantes qui auroient engagé ces Seigneurs à se venger de lui, quand même ils n'auroient eu aucun autre sujet de se plaindre. Il appelloit le Comte de Lencastre le *Comédien*, le Comte de Pembroock, le *Juif*, le Comte de Warwick, le *Sanglier des Ardennes*, & ainsi, à chacun de ses ennemis particuliers, il avoit donné des noms pour les tourner en ridicules, ou pour faire connoître leurs défauts. Ces Seigneurs se voyant insultez par le Favori, & abusez par le Roi, s'assemblerent pour concerter les moyens d'obliger Edoüard à leur tenir parole. Peu de tems après ils lui presenterent une Requête, dans laquelle ils exposoient, que l'Etat & sa propre Maison étoient si mal gouvernez, qu'il étoit absolument nécessaire de chercher des moyens pour prevenir les suites de ce desordre. Ils ajoutoient, que le seul qui leur parût propre étoit, que le Roi laissât à des Seigneurs, choisis par le Parlement, le soin de faire un Reglement pour le Gouvernement du Royaume & de sa Maison. Edoüard avoit déjà donné de grandes marques de foiblesse, dans les égards qu'il avoit eus pour leurs premieres demandes. Par là, il leur avoit fait comprendre, que si, à l'avenir, ils temoignoient de la résolution, il n'auroit pas la fermeté de leur resister. Ils ne furent point trompez dans leurs conjectures. Ce Prince aussi timide en certaines occasions, que fier & hautain dans d'autres, étoit peu capable de distinguer celles où il auroit fallu ceder, d'avec celles où il auroit été nécessaire de marquer de la fermeté. Aussi prit-il précisément le contrepied de ce qu'il auroit dû faire. Au lieu d'avoir de la complaisance pour les Barons, lorsqu'ils lui demanderent la premiere fois l'éloignement de Gaveston, il voulut s'obstiner à le retenir contre toutes les regles de la politique. Ensuite, loin de s'opposer, de tout son pouvoir, à la proposition qu'on lui faisoit de remettre le Gouvernement en d'autres mains que les siennes, & au lieu de hasarder tout, plutôt que d'y donner son consentement, il crut devoir ceder à leur importunité, sans faire attention aux suites d'une condescendance si pernicieuse à son autorité & à son repos, il permit que le Parlement fît choix de sept Evêques, de huit Comtes & de six Barons, pour faire le Reglement qu'on lui proposoit.

EDOÜARD II.
1308.
Il fait Gaveston Gouverneur d'Irlande.
Pag. 93.

1309.
Il le rappelle.

Gaveston insulte quelques Seigneurs.

1310.
Adresse des Seigneurs au Roi.

Ils lui proposent de dures conditions.

Il consent qu'on nomme des Commissaires pour gouverner le Royaume.
Aff. Publ.
T. III. p. 204.
220.

En consequence du consentement du Roi, les Seigneurs ayant travaillé à

EDOUARD
I I.
1310.
Reglement
sur ce sujet.

Le Roi con-
tinuë ses
faveurs à
Gaveston.

1311.
Autre Re-
glement
contenant
41. Articles.
Gaveston
est banni.

1312.
Le Roi le
rappelle.
Act. Publ.
T.III. p.298.

Les Barons
émeuvent
le Peuple
contre le
Roi.

ce Reglement, en presenterent le projet au Roi, qui l'approuva, & leur donna pouvoir de le faire observer pendant un an. Il ne contenoit que six Articles, dont les deux principaux étoient : *Que le Roi ne pourroit disposer d'aucune partie de ses revenus, qui seroient desormais employez à payer ses dettes, & à l'entretien de sa Maison, afin qu'il vécût de son bien, sans prendre celui d'autrui. Que la Grande Chartre seroit ponctuellement observée : & que s'il s'y trouvoit quelque article obscur ou douteux, ce seroit aux Seigneurs élus, auxquels on donnoit le titre d'Ordinateurs, à l'expliquer.* Il n'y fut rien inséré touchant le bannissement de Gaveston. Apparemment les Barons avoient cru, qu'ils n'avoient plus rien à craindre de ce Favori, pendant que le Gouvernement seroit entre leurs mains. Néanmoins, quand dans la suite ils virent, que le Roi continuoit à répandre ses faveurs sur lui, & que, sans leur demander leur avis, il l'avoit fait Gouverneur de Nottingham, & Juge des Forêts au-deçà de la Trente, ils dressèrent quarante & un nouveaux Articles, que le Roi se vit contraint d'approuver. L'un de ces Articles portoit en termes exprès le bannissement du Favori.

Edouard s'étant ainsi laissé mettre des entraves dont il ne pouvoit se débarrasser, se détermina, quoi qu'avec une peine extrême, à éloigner Gaveston. Cependant, afin de lui épargner la honte d'un bannissement, il lui donna une Commission imaginaire d'aller lever des troupes en Guyenne, pour secourir le Comte de Foix, qui avoit eu avec la Cour de France un démêlé dont il ne restoit plus aucune suite.

L'exil de Gaveston ne fut pas de longue durée, Edouard, qui ne pouvoit vivre sans lui, ne comptant pour rien les Articles qu'il venoit de signer, le rappella sans en faire part aux Ordinateurs. Peu de tems après, il écrivit une Lettre circulaire à tous les Shérifs du Royaume, pour leur en donner avis ; & pour justifier cette démarche, il leur disoit, qu'étant obligé par le serment qu'il avoit fait, en recevant la Couronne, de faire observer les Loix du País, il n'y avoit point d'autorité qui pût l'en dispenser : Que Gaveston, ayant été banni par une violence notoire, & sans aucune Sentence juridique, il n'avoit pu le priver du bénéfice des Loix, qui étoit dû à tous ses Sujets : Que par cette raison il l'avoit fait revenir dans le Royaume, non pas à dessein de le soustraire à la Justice, mais afin qu'il pût être jugé selon la forme ordinaire : Qu'en attendant ce Jugement, il le reconnoissoit pour bon & fidèle Sujet, & leur ordonnoit de publier cette Déclaration, chacun dans son département.

Les Seigneurs ne furent pas trop fâchez, que, par cette démarche, le Roi leur eût fourni un prétexte d'achever la ruine d'un Favori qui ne pouvoit lui être arraché sans en venir à la violence. Pour commencer à s'ouvrir une voye qui pût les conduire à leur but, ils tâcherent de mettre le Peuple dans leurs intérêts, en décriant la conduite du Roi. Ils disoient hautement qu'on ne pouvoit plus compter sur ce qui étoit arrêté dans les Parlemens, puisque le Roi n'y avoit aucun égard. Qu'il n'étoit pas difficile de s'apercevoir, que ce Prince cherchoit à usurper un pouvoir despotique, & que tout le Peuple étoit également intéressé à s'opposer à l'accroissement d'une puissance arbitraire, qui tendoit à faire des Sujets autant d'Esclaves. Ces discours étant appuyez par les Emissaires qu'ils avoient parmi le Peuple, commencerent à produire

un mécontentement universel, dont le Roi n'avoit que trop de sujet de craindre les suites. Il crut pouvoir les prévenir en publiant une Proclamation, dans laquelle il protestoit, que son intention étoit d'observer les quarante & un Articles. Mais comme il en avoit violé un des principaux, par le rappel de son Favori, cette Protestation ne produisit aucun effet.

EDOUARD
II.
1312.

Cependant Gaveston, encore plus imprudent que son Maître, au lieu d'appaiser ses ennemis par sa modestie, devenoit de jour en jour plus fier & plus arrogant. Il agissoit comme s'il n'eût eu rien à craindre, ou que les desseins des Barons lui eussent été inconnus. Il eut même l'audace de parler insolument à la Reine, qui, n'en ayant pu obtenir aucune satisfaction, s'en plaignit amèrement au Roi son Pere; elle lui disoit, que Gaveston étoit l'unique cause de ses malheurs, & que la passion, que le Roi son Epoux avoit conçue pour cet indigne Favori, lui faisoit perdre l'affection qu'il devoit avoir pour elle, & l'éloignoit entièrement de son lit. Cette plainte a donné lieu à quelques-uns de soupçonner, que la familiarité entre le Roi & Gaveston étoit des plus criminelles. Mais c'est peut-être porter le soupçon trop loin.

Conduite
imprudente
de Gaveston.

Il parle insolument
à la Reine.

Cependant les Seigneurs ne perdoient point de vûe leur premier projet. Il y avoit parmi eux des gens habiles qui n'ignoroient pas, combien il est dangereux, en ces occasions, d'agir à demi, & que, si ces sortes d'entreprises ne sont pas poussées jusqu'au bout, elles manquent rarement de ruiner leurs Auteurs. Le Comte de Lincoln étoit un des plus considérables de ce parti, tant par sa naissance, & par ses emplois, que par son âge & par sa sagesse. Comme il étoit retenu au lit par une maladie, qui, selon les apparences, devoit le conduire au tombeau, il craignit, qu'après sa mort les Conféderez ne vîssent à mollir, & il voulut tâcher de prévenir cet accident qui auroit causé leur ruine. Pour cet effet, ayant fait appeler le Comte de Lencastre son gendre, petit-fils de Henri III, il le conjura, dans les termes les plus forts & les plus touchans, de ne pas abandonner l'Eglise & le Peuple d'Angleterre, à la merci des Papes & des Rois. Il lui dit, que sa naissance l'obligeoit à faire des efforts pour délivrer le Royaume des vexations, auxquelles il se trouvoit malheureusement assujetti. Il lui recommanda d'avoir toujours un grand respect pour le Roi; mais en même tems il ajouta, que ce respect ne devoit pas l'empêcher de travailler de tout son pouvoir, à éloigner de la personne du Prince, les Ministres & les Favoris étrangers: que l'honneur, la conscience, l'intérêt du Public, l'obligoient à procurer l'observation de la Grande Chartre, qui étoit l'unique fondement du bonheur & de la tranquillité du Royaume. Enfin, il lui conseilla de s'unir étroitement avec le Comte de Warwick, qui, entre tous les Seigneurs conféderez, étoit le plus capable de conduire cette importante entreprise. On ne tarda pas long-tems à voir les effets de ce conseil: le Comte de Lencastre s'étant encore plus étroitement ligué avec les Comtes de Warwick, de Pembroock, d'Arundel, de Hereford, de Warren, l'Archevêque de Cantorberi, & plusieurs autres Evêques & Barons, ils résolurent tous d'un accord de prendre les armes, sous le prétexte ordinaire de soutenir les droits de l'Eglise & de l'Etat.

Conseil
donné par
le Comte
de Lincoln
au Comte
de Lencastre.

Ligue des
Seigneurs
contre le
Roi.

Le Comte de Lencastre fut élu Général de l'armée, qu'on avoit résolu de

Ils choisissent le Comte

EDOUARD
I.
1312.
te de Len-
castre pour
Général.

Indolence
étonnante
du Roi.
Arch. Publ.
T. III. p. 304.

Il veut fai-
re reformer
le Regle-
ment.
Ibid.
pag. 310.

Les Sei-
gneurs af-
semblent
leurs trou-
pes, & vont
chercher le
Roi qui se
retire à
Scarbo-
rowgh avec
Gaveston.

Les Sei-
gneurs en-
trent dans
Newcastle
& s'empa-
rent des é-

mettre sur pied ; honneur qu'on ne pouvoit refuser à son mérite, quand même on n'auroit eu aucun égard à sa qualité. Immédiatement après que cette résolution fut prise, tous les Seigneurs confédérés s'étant répandus dans les diverses Provinces du Royaume, y leverent des troupes tout ouvertement. Ils firent tant de diligence, qu'en très-peu de tems leurs forces se trouverent assemblées au rendez-vous qui leur avoit été marqué. Il étoit impossible qu'Edouard ignorât ces préparatifs. Cependant, comme s'il n'eût dû y prendre aucun intérêt, il n'y fit aucune attention ; au lieu de penser aux moyens de satisfaire les Seigneurs irrités, ou de se défendre de leurs insultes, il ne s'occupoit qu'à se divertir à Yorck, où il se trouvoit alors avec Gaveston. Son unique soin étoit de combler ce Favori de nouveaux bienfaits, demeurant dans une indolence surprenante, pendant qu'il voyoit tout le Royaume prêt à se soulever contre lui. Il sembloit qu'il affectât continuellement d'agir d'une manière contraire à ses véritables intérêts, & de négliger de prendre les mesures qu'un médiocre Jugement auroit pu lui indiquer. Dans le tems qu'il voyoit les Barons soulever pour l'obliger à observer les quarante & un Articles, il s'avisa d'en violer un des principaux, en conférant la Charge de Grand Trésorier à l'Evêque de Lichfield, sans l'approbation des Ordinateurs. Mais ce ne fut pas la seule faute qu'il fit en cette occasion : comme s'il eût été en état de donner la loi aux Barons liguez, il voulut, dans ce même tems, faire réformer le Reglement, sous prétexte, qu'il s'étoit réservé le droit d'en faire corriger, par l'avis des Ordinateurs, quelques Articles trop préjudiciables à ses droits. Il étoit bien aisé de comprendre, que ce n'étoit pas un tems propre pour demander cette modification. Cependant il ne laissa pas de nommer de sa part des Commissaires, pour travailler à ce changement.

Les Barons avoient bien alors d'autres pensées : après qu'ils eurent assemblé toutes leurs forces, ils prirent le chemin d'Yorck, croyant y surprendre le Roi, dont l'indolence leur donnoit lieu de tout esperer. Mais à la première nouvelle de leur approche, il s'étoit retiré dans Newcastle, où ils le suivirent sans perte de tems. Cette Ville ne lui ayant pas paru assez forte, il la quitta, pour aller se renfermer dans le Château de Scarborough, qu'il regardoit comme la meilleure Place qu'il eût du côté du Nord. Il commençoit alors à s'apercevoir de la faute qu'il avoit faite, en différant si long-tems à se préparer à la défense : mais il étoit trop tard pour y penser. Néanmoins, malgré le peu d'apparence qu'il y avoit de pouvoir réussir, il résolut d'aller dans la Province de Warwick, où il esperoit de pouvoir assembler une armée, sous l'esperance frivole, que le Peuple viendrait en foule se ranger sous ses drapeaux. Mais comme il craignoit plus pour Gaveston, que pour soi-même, il le laissa dans Scarborough, le recommandant au Gouverneur comme un précieux dépôt, & un gage assuré de la confiance qu'il avoit en lui.

Pendant qu'Edouard prenoit des mesures trop tardives, les Barons qui étoient entrez dans Newcastle, le même jour qu'il en étoit parti, s'étoient emparés de tout ce que le Roi & son Favori y avoient laissé, la précipitation avec laquelle ils étoient partis ne leur ayant pas permis de rien emporter. On trouva dans le bagage de Gaveston, beaucoup de bijoux qui, pour la plu-

part,

part, appartenoint à la Couronne, & dont on fit faire un inventaire exact, afin d'en pouvoir rendre compte dans la suite. Dès que le Comte de Lencastre eut appris que le Roi étoit sorti de Scarborough, & qu'il y avoit laissé Gaveston, il détacha les Comtes de Pembroock & de Warren, pour aller faire le siège de ce Château. Dans le même tems, il marcha lui-même avec le reste de l'armée, vers le centre du Royaume, afin d'être plus à portée de s'opposer aux desseins du Roi. Les deux Comtes détachés s'étant avancés vers Scarborough, sans aucune opposition, en formèrent le siège, & le poussèrent avec beaucoup de vigueur. Quoique la Place fut une des plus fortes du Royaume, elle se trouva si mal pourvue de vivres & d'autres choses nécessaires pour sa défense, qu'en peu de jours, Gaveston se vit dans la nécessité de se livrer entre les mains de ses ennemis. Il obtint pourtant une espèce de capitulation, par laquelle il lui fut promis qu'on le feroit parler au Roi, & qu'il ne seroit jugé que par les Pairs suivant la forme ordinaire.

EDOUARD
II.
1312.
quipages du
Roi & du
Favori.
Ils font
assiéger
Scarbo-
rovvgh.
Act. Publ.
Tom. III. p.
329. 333.
334.
Gaveston
se rend sous
condition.

Dès qu'Edouard fut informé de la prise de son Favori, il fit de grandes instances pour obtenir qu'on le mît en liberté, ou que du moins, on le lui amenât pour le voir & pour lui parler, comme on s'y étoit engagé. Sur toutes choses, il conjura les Seigneurs Confédérés d'épargner la vie de leur prisonnier, leur promettant, à ce prix, de leur donner une entière satisfaction sur leurs griefs. La plupart des Barons n'étoient pas d'avis de mener Gaveston au Roi, sachant bien que cette demande ne tendoient qu'à le tirer d'entre leurs mains. Mais ils y consentirent enfin, sur ce que le Comte de Pembroock représenta, qu'ayant donné sa parole pour tous les Confédérés ils étoient obligés de la tenir: Que s'ils vouloient bien lui confier sa conduite, il se chargeroit du soin de le faire parler au Roi, & de le remener ensuite, en tel lieu qu'ils jugeroient à propos.

Le Comte
de Pem-
broock se
charge de
mener Ga-
veston au
Roi.

Pembroock avoit dessein de conduire son prisonnier dans le Château de Wallingford où le Roi devoit se rendre pour lui parler. Suivant ce projet ayant pris sa marche vers la Province d'Oxford, il arriva au Château de *Doddington*, où il laissa Gaveston avec une garde, pendant qu'il alla lui-même loger dans un Château voisin. Il ne croyoit pas qu'il fût nécessaire d'user de plus grandes précautions, dans un País où le Roi n'avoit point de troupes, & où par conséquent il n'y avoit rien à craindre de sa part: mais il trouva qu'il avoit mal pris ses mesures. Le Comte de Warwick, qui s'étoit fortement opposé à l'entrevue du Roi & de Gaveston, ayant été informé de la disposition de ces logemens, se rendit cette même nuit à la maison où Gaveston étoit gardé, l'en enleva par force, & le conduisit à Warwick. Dès le lendemain, ce même Seigneur, avec quelques autres des plus emportés du parti, lui ayant fait sommairement son procès, lui firent trancher la tête. Action furieuse, s'il en fut jamais, qui, en violant une capitulation, fouloit aux pieds les Loix du País, & les égards que des Sujets doivent avoir en tout tems pour leur Souverain. Que n'auroient-ils pas dit ces mêmes Seigneurs, si le Roi ou Gaveston en avoient fait une semblable?

Le Comte
de VVar-
wick enlè-
ve Gavef-
ton, & lui
fait couper
la tête.

Quoi qu'Edouard se sentît extrêmement offensé de l'audace de ces Seigneurs, il n'étoit pas en État de s'en venger, & les Barons ne firent aucune démarche pour lui faire avoir quelque satisfaction de cet outrage. Au contraire, non contents de se voir déliyrés de l'objet de leur haine, ils demande-

Les Barons
marchent
contre le
Roi.

EDOUARD
II.

1312.

Aff. Publ. T.
III. p. 366.

Accommo-
dement en-
tre le Roi
& les Ba-
rons.

Le Roi
promet une
Amnistie.

1313.
Il en diffé-
re la publi-
cation sous
divers pré-
textes.

Aff. Publ.
T. III. pag.
388.

Ibid. p. 422.

L'Amnistie
est publiée.

Aff. Publ. T.
III. p. 442.
443. 448.
449.

Naissance
d'Edouard
fils du Roi.

dèrent avec plus de hauteur qu'auparavant, l'exécution des quarante Articles, & un prompt remède aux maux de l'État. En même tems, ils marchèrent vers Londres, où le Roi s'étoit retiré, résolu d'obtenir par la force, ce qu'ils voyoient bien qu'il ne leur accorderoit jamais volontairement. Cependant Edoüard n'ayant pas osé se confier aux Bourgeois de Londres, s'étoit allé renfermer dans Cantorberi, où il n'étoit guères plus en sûreté. Dans cette extrémité, il eut recours à l'intercession du Nonce du Pape, & à celle de Louïs Comte d'Evreux Oncle de la Reine, qui se trouvoit alors en Angleterre, & du Comte de Gloucester son Neveu, qui jusqu'alors avoit gardé une espèce de Neutralité. Par le moyen de ces trois Médiateurs, qui travaillèrent avec ardeur à cette affaire, on convint de certains Articles dont tout le monde parut content. Les Seigneurs s'engagèrent à restituer tout ce qui avoit été pillé à Newcastle, à demander publiquement pardon au Roi, & à lui protester, que, sans aucun dessein contre sa personne, leur unique but avoit été de réformer les abus du Gouvernement. Le Roi promit de son côté, de leur accorder une Amnistie, aussi-bien qu'à tous leurs adhérens, & se réserva la liberté d'en donner une semblable à tous ceux qui avoient favorisé le retour de Gaveston.

Les Barons s'aquittèrent exactement de leur parole, en rendant tout ce qui avoit été saisi à Newcastle : mais Edoüard ne fut pas de si bonne foi. Il différa plus d'un an à faire publier l'Amnistie, & pendant ce tems-là, il n'y eut point de moyen qu'il n'employât, pour attirer le Comte de Lencastre à la Cour. Mais quelques sauf-conduits qu'il lui fit offrir, il ne lui fut pas possible d'engager ce Prince à s'aller livrer entre ses mains, avant que l'Amnistie fût publiée. Enfin, les Barons, las de toutes les défaites dont le Roi se servoit, recommençoient à prendre les armes, lorsque le Roi de France envoya le Comte d'Evreux son Frère, accompagné d'Enguerrand de Marigny, pour tâcher de mettre fin à ces différends. La Reine s'y employa aussi de tout son pouvoir. On eut beaucoup de peine à y réussir, parce que le Roi différant toujours de publier l'Amnistie promise, les Barons croyoient toujours avoir sujet de craindre qu'il n'agît pas de bonne foi. Pendant cette négociation, le Roi alla s'aboucher avec le Roi son Beau-pere, & donna ordre que le Parlement s'assemblât pendant son absence. Le Comte de Lencastre & les Barons du même parti ne firent aucune difficulté d'assister à cette Assemblée, étant rassurés par l'absence du Roi. Mais ayant appris qu'il étoit de retour, & qu'il avoit débarqué à Sandwich, ils se retirèrent incontinent, ne voulant point se fier aux sauf-conduits qu'il leur avoit envoyés du lieu du débarquement. Leur retraite obligea le Parlement à se séparer. Les affaires se trouvant en un État qui faisoit craindre à tout moment une nouvelle rupture, les Médiateurs pressèrent tellement le Roi de donner satisfaction aux Barons, qu'il ne put plus reculer. Il fit donc expédier les deux Amnisties promises qui furent confirmées peu de tems après par le Parlement. Mais une Amnistie générale ne suffisant pas pour satisfaire les intéressés, il fallut en donner de particulières à quatre-cens soixante & huit d'entre eux, dont on voit les noms dans le Recueil des Actes Publics.

Ce fut pendant le cours de cette négociation, que la Reine mit au monde au commencement d'Octobre de l'année 1313. un Prince qui reçût au Baptême, le nom d'Edouard.

La

La publication des Amnisties, tant pour les Barons confédérés que pour les amis de Gaveston, ayant enfin rétabli la tranquillité dans l'État, le Parlement accorda au Roi un Subside considérable, pour pousser vigoureusement la Guerre contre l'Ecosse. Avant que cette Assemblée se séparât, les Barons firent au Roi une réparation publique, dans la grande Salle de Westminster, en présence de tout le Peuple. Cette action se fit avec beaucoup de solennité. Les Barons se servirent, en parlant au Roi, des termes les plus humbles & les plus soumis, comme si le pardon qu'il leur avoit accordé eût été un pur effet de sa clémence. Ensuite ils s'en retournèrent chez eux, satisfaits en apparence, mais sans cesser pourtant de se défier du Roi. Ils l'avoient trop offensé, pour pouvoir espérer qu'il oubliât jamais cette injure. La mort du Comte de Warwick qui arriva bientôt après augmenta encore leur défiance, tout le monde étant persuadé qu'il étoit mort de poison.

EDOUARD

II.

1313.

Les Barons font une réparation publique au Roi.

Pendant que l'Angleterre souffroit des agitations violentes par la faiblesse & le peu de génie de celui qui la gouvernoit, l'Ecosse se fortifioit tous les jours, par la sage conduite d'un Roi courageux & vigilant, qui savoit habilement profiter du repos que la mort d'Edouard I. lui avoit procuré. Robert Brus, qu'on peut, avec raison, regarder comme le Restaurateur de la Monarchie Ecossoise, sçut étouffer les factions qui divisoient ses Sujets, & les réunir tous dans le dessein de secouer le joug de la servitude. Par cette heureuse union, il se mit en État non seulement de recouvrer la meilleure partie de son Païs, mais encore, de porter ses armes jusqu'en Angleterre. Je vais présentement donner le détail de la Guerre d'Ecosse, que je n'aurois pu mêler avec le récit des troubles domestiques d'Angleterre, sans apporter de la confusion à l'un & à l'autre.

Affaires d'Ecosse.

Edouard I. avoit résolu de ruiner entièrement l'Ecosse, & vrai-semblablement, il auroit mis ce Royaume dans un triste état, si la mort ne l'avoit enlevé du monde, tout à propos pour les Ecossois. Robert Brus se préparoit à profiter de la consternation que la perte d'Edouard causoit parmi les Anglois: mais une grande maladie, dont il fut attaqué dans le même tems, ne lui permit pas d'entrer en action. Cependant, les Ecossois, qui ne connoissoient pas encore le caractère d'Edouard II. se trouvoient dans un très-grand embarras, le Roi étant à l'extrémité, & leurs forces très-inférieures à celles de leurs ennemis. La résolution subite qu'Edouard II. prit de s'en retourner en Angleterre, après s'être avancé jusqu'à Dumfrées, & avoir répandu la terreur dans toute l'Ecosse, leur donna lieu de concevoir de meilleures espérances. L'impatience qu'eut ce Prince d'aller à la rencontre de Gaveston, d'épouser la Princesse qui lui étoit destinée, & de se faire Couronner, lui ôta toutes les pensées de la guerre, pour laquelle il n'avoit aucun penchant. Ainsi laissant son Armée sous la conduite de Jean Cumin, Seigneur Ecossois, il reprit la route d'Angleterre. Son départ précipité, donna lieu à bien des murmures dans l'Armée, & dans le Royaume. On ne pouvoit voir, sans étonnement, qu'il abandonnât la conquête de l'Ecosse, dans un tems où le nombre & l'ardeur de ses Troupes, & la maladie du Roi Robert, sembloient lui assurer une glorieuse campagne. Le choix qu'il fit de Cumin, pour commander son Armée, ne fut pas moins désapprouvé. Ce Général étoit Ecossois, & bien que d'un parti contraire à Robert, & son ennemi particulier, la seule

Guerre d'Ecosse.

qualité

EDOUARD
II.

Bataille
gagnée par
les Ecoſſois

Autre par
Edouard
Brus.

Edouard
marche con-
tre l'Ecoſſe,
& s'en re-
tourne ſans
avoir rien
fait.

Robert fait
de grands
progrès.
Buchanan.

qualité d'Etranger ſuffiſoit pour faire murmurer les Anglois , qui ſe trou-
voient deſhonorez par cette préférence. Ce qui arriva bien-tôt après, fit voir
que ces plaintes n'étoient quetrop bien fondées. Cumin, voulant profiter de
la maladie de Robert , qu'il croyoit hors d'état de ſe mettre à la tête de ſes
Troupes , ſ'avança vers les Ecoſſois pour les attaquer. Quoique Robert ſe
trouvât encore extrêmement foible , il ne crut pas devoir refuſer le combat.

En une telle conjoncture, une retraite auroit pu faire perdre cœur à ſes Su-
jets, & lui cauſer la perte de tout ſon Royaume. Dans cette réſolution, étant
monté à cheval, ſoutenu de deux Ecuyers , il rangea ſon Armée en bataille,
& attendit ſes ennemis avec une fermeté , qui produiſit un merveilleux ef-
fet. Ils s'étoient attendus , que cette petite Armée n'oſeroit tenir devant eux.
Mais quand par la bonne contenance des Ecoſſois , ils ſe virent déchuſ de cet-
te eſperance , leur ardeur ſe trouva tellement rallentie , qu'à peine purent-ils
ſe réſoudre à commencer le combat. Une attaque ſi foible , & qui fut ſi mal
ſoutenuë , ayant inſpiré aux Ecoſſois un nouveau courage, ils fondirent avec
impetuoſité ſur leurs ennemis , & les mirent dans une entière déroute. Cette
défaite fut d'autant plus honteuſe pour les Anglois , qu'outre qu'ils étoient
en beaucoup plus grand nombre , c'étoient les mêmes Troupes qui avoient
ſi ſouvent vaincu les Ecoſſois , & qui , en cette occaſion , ſe laiſſèrent battre
par une Armée levée à la hâte , & compoſée de nouveaux Soldats. Cumin
ſ'étant retiré en Angleterre , après ſa défaite , Robert entra dans le Comté
d'Argyle , que les Anglois tenoient encore , & le ravagea d'un bout à l'autre.
Peu de tems après, Edoüard Brus, ſon frere , battit encore les Anglois, dans
la Province de Gallway. Ces deux Victoires , donnèrent aux Ecoſſois une
telle ſuperiorité, que dès ce tems-là, ils commencèrent à mépriſer les Anglois,
& à oublier leurs pertes paſſées.

Quelque peu de penchant qu'Edoüard eût pour la guerre, il ne put ſe diſ-
penſer de faire quelques efforts pour arrêter les progrès du Roi d'Ecoſſe. En
1308, c'eſt-à-dire, dans la ſeconde année de ſon Règne, il mena lui-même
une puiffante Armée dans ce Royaume. Mais comme il avoit négligé de ſe
pourvoir de vivres , ayant compté ſur ceux qu'il eſperoit de trouver dans le
Païs ennemi , il ſe vit obligé de remener ſon Armée en Angleterre , parce
qu'il ne trouvoit pas de quoi la faire ſubſiſter. Robert, plus prévoyant que
lui , avoit enlevé, ou détruit par avance , tout ce qui auroit pu ſervir à l'en-
retien de ſes ennemis. La retraite d'Edoüard, procura au Roi d'Ecoſſe, la
facilité de ſ'emparer de diverſes Places occupées par les Anglois , & de faire
cette année-là , une très-heureuſe campagne. Les troubles qu'il y eut dans
la ſuite en Angleterre, au ſujet de Gaveltſon, mirent ce Prince en état de fai-
re encore de plus grands progrès. En 1310. & 1311. il entra deux fois en An-
gleterre , & en remporta un grand butin. En 1312. il recouvra Perth , La-
narck , Dumfrées , Roxborowgh , & enfin le Château d'Edimbourg, qui
fut emporté d'aſſaut par le Comte de Murray ſon Général. Cette même an-
née, la petite Ile de Man ſe ſoumit volontairement à lui.

Pendant que Robert continuoit ſes conquêtes , Edoüard , uniquement
occupé à chercher les moyens de ſe venger des Barons qui avoient fait mou-
rir Gaveltſon, vivoit dans une indolence ſurprenante , à l'égard de l'Ecoſſe.
Au lieu de preſſer ſon accommodement avec les Seigneurs , afin de réunir
toutes

toutes ses forces , il en traînoit la négociation en longueur , par une politique pernicieuse aux affaires de son Etat. Cependant , Robert profitoit de la négligence des Anglois. Après qu'il se fut rendu maître de toutes les Places qu'Edouïard I. avoit occupées en Ecosse , à l'exception de Sterlyn , il envoya en 1313. Edouïard son frere , assiéger cette Ville , la plus forte qu'il y eût alors en Ecosse. Ce Siège fut poussé avec beaucoup de vigueur ; mais la résistance des Assiégés ne fut pas moins grande. Néanmoins , Mowbray , qui commandoit dans la Place , voyant que son Maître ne faisoit aucun préparatif pour le secourir , crut lui rendre un bon service , en signant une Capitulation , par laquelle il s'engageoit à rendre la Place dans un an , si elle n'étoit pas secourue avant ce tems-là.

Edouïard , ayant par-là tout le loisir nécessaire pour se préparer , & voulant , à quelque prix que ce fut , prévenir la perte d'une Place si considérable , fit sommer tous ses Vassaux de lui amener des Troupes. Les Anglois , les Gascons , & les Gallois furent si prompts à lui obéir , qu'au mois de Juin de l'année 1314. il se vit à la tête de cent-mille combattans. Les Soldats de cette Armée dévorioient déjà dans leur imagination , tout ce que les précédens ravages d'Edouïard I. avoient laissé de reste en Ecosse. Les seuls Comtes de Lencastre , & d'Arundel , de Hereford , & le nouveau Comte de Warwick , refusèrent de servir le Roi en cette occasion ; la défiance où ils étoient à son égard , ne leur permettant pas de s'aller livrer entre ses mains.

Cette nombreuse Armée étant entrée en Ecosse , s'avança jusqu'à la vûe de Sterlyn. Robert l'attendoit à la tête de trente mille hommes accoutumés aux fatigues de la Guerre , & qui avoient souvent battu les Anglois. Ils s'étoient mis en bataille sur un terrain avantageux , où il ne pouvoit être enveloppé. Une montagne hérissée de rochers inaccessibles couvroit un de ses côtes , & l'autre étoit en sûreté par le moyen d'un profond marais. Quelque grande que fût l'inégalité des deux Armées , les Ecossois , qui s'étoient déterminés à vaincre ou à mourir , reçurent leurs ennemis avec tant de vigueur & de fermeté , qu'ils mirent bien-tôt le trouble & la confusion dans cette nombreuse Armée. La Cavalerie Angloise , ayant été d'abord poussée avec un impetuosité à laquelle elle ne put résister , donna occasion , par sa fuite , à la défaite de toute l'Armée : Défaite la plus terrible que l'Angleterre eût jamais soufferte depuis le commencement de la Monarchie. Les Auteurs Ecossois , font monter la perte de leurs ennemis à cinquante mille hommes. Ils prétendent que le nombre des prisonniers qu'ils firent en cette occasion , surpassoit celui des Vainqueurs. Le Comte de Gloucester , Neveu d'Edouïard II. quantité d'autres Seigneurs de marque , & plus de sept cens Chevaliers , demeurèrent morts sur le champ de bataille. Les Anglois réduisirent le nombre de leurs morts à dix mille. Mais les suites de cette bataille font voir que leur perte fut beaucoup plus grande , puisque , depuis ce tems-là , ils n'osèrent plus se mettre en campagne.

Edouïard , avec le débris de son Armée , se retira précipitamment , sans se trouver en sûreté , jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Yorck. Ce fut là qu'il se rassemblèrent , auprès de lui , ceux que la fuite avoit fait disperser en divers endroits. Il y forma un Corps très-considérable , avec quoi il témoigna quelque envie de rentrer dans le Pais ennemi , & d'y hasarder un second combat. Mais la

EDOUARD
II.
Robert fait
assiéger
Sterlyn.

La Ville
capitale.

1314.
Edouard
assemble
une Armée
de cent mil-
le hommes.

Il s'avance
vers Sterlyn.

Bataille de
Bannocks-
Browyn.

Les Anglois
sont mis en
déroute ,
avec une
tresgrande
perte.

Aff. Publ. T.
III. p. 491.

EDOUARD
I.
1314.

consternation de ses Troupes étoit si grande, qu'il ne put les refondre à faire un nouvel effort, pour rétablir leur honneur. Cette bataille, qui fut nommée *la Journée de Bannocks-Brown*, procura aux Ecoissois, outre un butin inestimable, une tranquillité qui dura plusieurs années. Ils acquirent une si grande supériorité sur les Anglois, que ceux-ci, loin d'être en état de regagner ce qu'ils avoient perdu en Ecosse, se virent pendant un très-long-tems réduits à voir ravager leurs frontières, sans oser faire la moindre résistance. Leur terreur étoit si extrême, qu'un de leurs Historiens assure, que trois Soldats Ecoissois étoient capables de faire fuir cent Anglois, tant ceux-ci avoient été intimidés par cette terrible défaite.

Un Imposteur
qui veut
passer pour
Edouard est
pendu.

Pendant que la fortune travailloit en toutes occasions à l'abaissement d'Edouard, un Imposteur, nommé Poidras, fils d'un Tanneur d'Exceter, cherchoit à lui enlever sa Couronne, en soutenant qu'il étoit lui-même Edouard, & qu'il avoit été changé par sa Nourrice. Un projet si extraordinaire, & si mal conçu, ne fit que conduire l'Imposteur au gibet, au lieu du Trône, où il avoit voulu monter. Sans doute, il avoit fondé ses espérances sur le peu d'estime que les Anglois avoient pour le Roi, s'étant apparemment imaginé qu'il ne seroit pas difficile de leur faire accroire qu'il n'étoit pas fils d'Edouard I. qui n'avoit que de nobles & de généreuses inclinations. Mais ce n'étoit pas de ce vil instrument, que la Providence vouloit se servir pour ruiner ce malheureux Prince, quoi qu'en quelque manière, on puisse considérer cet événement comme une espèce d'augure de ce qui lui devoit arriver.

1315.
Grande
famine.

La perte que les Anglois firent en Ecosse, fut suivie d'une famine épouvantable, qui dura trois ans, & qui fit mourir une infinité de personnes. En vain le Parlement voulut y remédier, en taxant le prix des vivres: il fut contraint, l'année suivante, de révoquer l'Acte qu'il avoit passé sur ce sujet. Mais, ni la Guerre, ni la famine, ni les murmures du Peuple, ne furent pas capable d'empêcher que le Roi n'employât une somme très-considérable, pour faire les funérailles de son Favori, dont il fit transporter le corps à la Terre de Langley, dans la Province de Hartford. Il voulut lui-même honorer la pompe funebre, accompagné de l'Archevêque de Cantorberi, & de quelques autres Prélats. Mais les Seigneurs Laïques, refusèrent constamment d'assister aux obseques d'un homme qui leur avoit été si odieux, & qu'ils croyoient indigne de l'honneur qu'on faisoit à sa mémoire.

1316.
La famine
se renforce.

Cependant la famine ravageoit la misérable Angleterre, d'une si terrible manière, qu'on ne peut presque ajouter foi à ce que les Historiens en rapportent. Ils ne se sont pas contentés de dire, que les animaux pour lesquels on a le plus d'horreur, servoient de nourriture aux hommes; mais ce qui est bien plus horrible qu'on étoit obligé de cacher les enfans avec un soin extrême, si l'on ne vouloit les exposer à être dérobés pour servir d'aliment aux larrons. Ils assurent que les hommes mêmes, prenoient des précautions pour s'empêcher d'être assommés dans des lieux secrets, sachant qu'il n'y avoit que trop d'exemples, que quelques-uns avoient été ainsi traités, pour repaître ceux qui ne pouvoient trouver leur nourriture par d'autres moyens. On voit encore dans les Histoires de ce tems-là, que ceux qui étoient renfermés dans les prisons, se devoient impitoyablement les uns les autres, l'extrême disette de vivres ne permettant pas qu'on leur fournît les alimens nécessaires. Une

dissen-

dissenterie qui provenoit de la mauvaise nourriture, acheva de mettre le comble à la misère des Anglois. Il en mouroit tous les jours un si grand nombre, qu'à peine les vivans pouvoient-ils suffire à enterrer les morts. Le seul remède qu'on put trouver contre la famine, mais qui ne fut pas capable d'apporter tout le soulagement nécessaire, fut de défendre, sur peine de la vie, de brasser aucune sorte de biere. C'étoit afin que le grain qu'on employoit ordinairement à faire ce breuvage, servît à faire du pain.

EDOUARD
II.
1316.

Malgré ces calamitez, qui auroient dû tourner les cœurs du côté de la dévotion & de la repentance, on voyoit tous les jours augmenter la haine reciproque, que le Roi & les Seigneurs nourrissoient depuis long-tems dans leurs seins. Il étoit comme impossible que cette haine violente ne produisît enfin de très-funestes effets. Edoüard, ne pouvant oublier les injures qu'il avoit reçues, couvoit dans son cœur, un desir de vengeance, qui lui faisoit chercher tous les moyens possibles de se satisfaire. Il étoit principalement animé contre le Comte de Lencastré, qu'il regardoit comme l'unique Auteur de ses disgrâces, & comme son plus dangereux ennemi. Si la vie de ce Seigneur avoit été en sa disposition, apparemment il ne l'auroit pas épargnée. Mais comme sa dissimulation n'avoit pas été capable de l'attirer dans aucun piège, voyant qu'il ne pouvoit s'en prendre à sa personne, il entreprit de lui ôter les biens, & l'honneur. Pour cet effet, il lui suscita une affaire que la défiance la plus excessive n'auroit pas été capable de prévenir.

1317.
Affront fait
au Comte de
Lencastré.

Pendant que ce Seigneur se tenoit éloigné de la Cour, un certain Chevalier, nommé Saint Martin, homme d'une très-petite mine, & qui avoit la taille d'un Nain, présenta aux Juges une Requête, pour réclamer la femme du Comte de Lencastré, Héritière des Maisons de Lincoln & de Salisburi. Il soutenoit dans sa Requête, qu'il avoit couché avec elle, & qu'elle lui avoit fait une promesse de mariage avant que de s'engager avec le Comte. Cette Dame mécontente de son mari, ayant, à sa honte éternelle, avoué le fait, fut adjugée, avec tous ses biens, à cet indigne Prétendant. Cette affaire, qui auroit demandé un grand examen, fut jugée avec tant de précipitation, qu'il étoit aisé de comprendre, que les Juges avoient été gagnés par avance, & que le Roi lui-même avoit été le promoteur de ce procès. Un affront de cette nature, fait à un Prince du sang Royal, extraordinairement aimé du Peuple, excita une extrême indignation contre le Roi. On n'entendoit par tout que des murmures contre son Gouvernement. Comme il n'avoit alors aucun Favori, auquel on pût attribuer ses excès, on en rejettoit toute la faute sur lui-même, & l'on disoit ouvertement, que jamais le Trône d'Angleterre n'avoit été rempli par un Prince si indigne de commander à un Peuple libre. Il y eut même des gens qui prirent la hardiesse de lui faire publiquement des reproches sur sa conduite. Un jour de Fête, Edoüard mangeant en public dans la grande Salle de Westminster, une femme masquée parut à cheval, & lui présenta une Lettre. Le Roi s'imaginant que ce papier contenoit quelque chose propre à le divertir, le fit lire à haute voix. Mais il fut bien surpris de n'entendre que des reproches sanglans sur sa lâcheté, sur sa tyrannie, & sur tous les abus qui s'étoient introduits sous son règne. Cette femme ayant été arrêtée, avoua qu'un certain Chevalier l'avoit induite à jouer ce personnage, & le Chevalier soutint hardiment, qu'ayant crû que le Roi li-

On lui ôte
sa femme,
pour la don-
ner à un au-
tre.

Murmures
contre le
Roi.

On lui re-
proche sa
conduite
dans une
Lettre.

EDOUARD roit cette Lettre en particulier, il avoit jugé ce moyen très-propre pour lui faire entendre les plaintes de ses Sujets.

11.
1318.
Les Barons
se plaignent
de divers
griefs.

Il convo-
que un Par-
lement

& le revo-
que.
Les Barons
sont prêts à
prendre les
armes.

Accord en-
tre le Roi &
les Barons.

Pendant que l'Angleterre se trouvoit réduite à une extrême désolation, Edoüard, sans se mettre en peine des ravages que les Ecoïsois continuoient à faire dans les frontières, ne s'occupoit qu'à chercher les moyens de réduire les Barons, qui commençoient à former des nouveaux projets, dont il avoit sujet de craindre les suites. Ils lui avoient présenté depuis peu, une Requête, contenant une longue liste des griefs de son Peuple, dont ils demandoient une prompte réparation. Rien n'étoit plus éloigné de sa pensée, que de reformer les abus. Cependant, comme il n'osoit faire paroître ouvertement ses intentions, il avoit renvoyé cette affaire au Parlement, qui devoit s'assembler à Lincoln. Une invasion que les Ecoïsois firent dans ce même tems, lui fournit un prétexte de proroger plusieurs fois cette Assemblée, & enfin d'en revoke la convocation. Cette démarche irrita tellement les Barons, que d'un commun accord, ils résolurent de prendre les armes, pour se procurer, par la force, la satisfaction qu'ils demandoient. Ils auroient, sans doute, poussé bien loin ce foible Prince, incapable de se bien gouverner dans des conjonctures si délicates, si quelques Seigneurs plus moderez ne se fussent joints au Légat du Pape, pour travailler avec lui à une reconciliation. Ces Médiateurs obtinrent du Roi, que pour la satisfaction des Seigneurs liguez, un certain nombre d'entre eux, seroit admis dans son Conseil, & qu'il s'engageroit à ne rien faire sans leur participation. Le Comte de Lencastre devoit être de ce nombre; mais comme il ne pouvoit se fier au Roi, il fut convenu qu'il nommeroit un Baron ou un Chevalier pour tenir sa place. De plus, Edoüard promit de donner une Amnistie pure & simple, sans aucune restriction, au Comte de Lencastre, pour tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors. Cet Accord fut conclu & signé à Leek, le 9. d'Août 1318. & confirmé trois jours après par le Parlement que le Roi avoit assemblé, sur les pressantes instances des Médiateurs. Après que cette affaire fut terminée, le Roi & le Comte de Lencastre se virent dans la plaine de Leicester, s'embrassèrent, & se baisèrent en signe d'une parfaite reconciliation. Revenons présentement à la Guerre d'Ecoïse, qui duroit toujours, pendant les troubles dont l'Angleterre étoit agitée.

Le Roi d'E-
coïse ravage
l'Angleter-
re.
Il forme le
projet de
s'emparer
de l'Irlande.

Après que Robert eut gagné près de Sterlyn cette bataille signalée qui fut si fatale aux Anglois, il poursuivit les vaincus jusqu'en Angleterre, où il fit de prodigieux ravages, pendant qu'Edoüard n'osoit sortir d'Yorck pour s'opposer à son ennemi. Le Roi d'Ecoïse ne se contentant pas de cet avantage, forma le projet d'enlever l'Irlande à la Couronne d'Angleterre. Cette Isle étoit depuis long-tems gouvernée par des Officiers Anglois, qui avoient bien plus de soin des s'enrichir, que de procurer le bien du Peuple. Leur tyrannie avoit produit, parmi les Irlandois, un mécontentement si grand & si général, qu'ils ne demandoient qu'une occasion favorable pour se revolter. La défaite de l'armée Angloise devant Sterlyn leur ayant donné lieu de croire, que la conjoncture étoit propre pour executer leur dessein, ils firent sçavoir au Roi d'Ecoïse, qu'ils étoient prêts à secouer le joug des Anglois, s'il vouloit leur donner quelque secours. Robert n'eut garde de laisser échapper une occasion si favorable de s'emparer de cette Isle, ou du moins d'y faire une puissante diversion.

version. Il y envoya quelques troupes, sous la conduite d'Edouïard son frere, qui, s'étant mis à la tête des Revoltez, conquist la meilleure partie de l'Isle, & y fut même reconnu pour Roi. Pendant qu'il y pouvoit ses conquêtes, Robert amusoit le Roi d'Angleterre, par des propositions de paix qu'il sembloit faire de bonne foi, & avec beaucoup d'empressement : mais de tems en tems il faisoit adroitement naître des difficultez qui empêchoient qu'on ne pût rien conclurre. Ce manège dura jusqu'en 1317. sans qu'Edouïard s'aperçût des artifices de son ennemi. Son peu de pénétration auroit même achevé de lui faire perdre l'Irlande, si les murmures du Peuple ne l'eussent tiré de son assoupissement. Le préjudice, que l'Angleterre pouvoit recevoir de la perte de cette Isle, étoit si manifeste, & on lui en fit si bien connoître les consequences, qu'enfin il resolut d'y envoyer un puissant renfort sous la conduite de Mortimer. Avec ce secours, les Anglois, qui étoient en Irlande, se trouvant en état de tenir la campagne, se mirent en marche pour aller attaquer le Prince Ecoïsois. Cependant le Roi d'Ecoïse, qui avoit été informé du besoin que son Frere avoit d'être promptement secouru, étoit passé lui-même en Irlande. Mais en arrivant, il aprit qu'il avoit été défait & tué dans un combat où il s'étoit témérairement engagé. La perte que Robert fit en cette occasion, ayant rompu toutes ses mesures, & ne lui ayant pas permis de continuer la guerre en ce pais-là, il trouva plus à propos d'aller profiter des avantages que ses armes venoient de remporter en Ecoïse. En son absence, Douglas, l'un de ses Généraux, avoit battu l'armée que le Roi d'Angleterre avoit envoyée dans ce Royaume, pour tâcher de profiter de l'éloignement de Robert.

EDOUARD
I I.
1318.
Il y envoya
Edouïard
Brus son
frere, qui
s'y fait cou-
ronner.

Edouïard y
envoie des
troupes.

Edouïard
Brus est tué.

Les Anglois
sont battus
en Ecoïse.

Le Roi d'E-
coïse se pré-
pare à faire
le siège de
Barvick.

1319.
Edouïard
prie le Pape
de lui pro-
curer la paix
avec l'Ecoï-
se.
Le Pape en-
treprend de
forcer Ro-
bert à faire
la paix avec
Edouïard.
Il envoie
deux Légats
avec un pou-
voir fort
étendu.
En atten-
dant il or-
donna une
Trêve de
deux ans.

Cette nouvelle victoire, qui mit les Anglois hors d'état de faire tête aux Ecoïsois, inspira la pensée à Robert d'en profiter, en assiégeant Barwick, qui étoit encore entre les mains des Anglois. Il ne put faire ses préparatifs, sans qu'Edouïard en fût informé : mais cette connoissance étoit assez inutile, puisqu'il n'avoit ni l'argent ni les troupes nécessaires pour prévenir les desseins de son ennemi. Ses Sujets étoient dans des dispositions si peu favorables à son égard, qu'il ne pouvoit esperer d'en tirer un secours assez prompt, ni assez puissant. Quand même il auroit pu se flater de cette esperance, il comprenoit assez que le Parlement lui feroit payer cherement le subside qu'il voudroit bien accorder. Dans cette extrémité, il se tourna du côté du Pape & le pria instamment d'employer son autorité pour lui procurer la Paix, ou du moins une Trêve avec l'Ecoïse. Jean XXII, qui venoit de succéder à Clement V, ne balança pas un moment à faire ce qu'Edouïard souhaitoit. Il regarda cette occasion comme très-favorable pour étendre sa puissance sur les Têtes couronnées. Dans cette pensée, il se mit en tête de faire la Paix entre Edouïard & Robert, non comme Médiateur, mais en qualité de Juge Souverain, & en vertu de sa puissance Apostolique. Pour cet effet, il envoya deux Legats en Angleterre, avec un pouvoir qui marquoit, qu'il se croyoit revêtu de la puissance Souveraine, sur tous les Rois, même dans les affaires temporelles. Leur Commission portoit, qu'ils eussent à faire la Paix entre les deux Nations ennemies, de la maniere qu'ils jugeroient à propos, & de contraindre les deux Princes à l'accepter, sous peine d'excommunication, & d'interdit pour leurs Etats. Mais comme il jugeoit, qu'une semblable Paix ne pouvoit pas se faire sans quelque discussion qui emporteroit du tems, il donnoit ordre à ses Lé-

EDOUARD gats de faire publier, de sa part, & en son autorité, une Trêve de deux ans, & leur donnoit pouvoir d'excommunier ceux qui refuseroient de l'observer.

II.
1319.
Les Légats
font publier
la Trêve.
Edouard
l'accepte,
Robert la
refuse.

Art. Publ.
T.III.p.798.

Il prend
Barwick.

Il est ex-
communié
& son
Royaume
mis en in-
terdit.

Edouard
assiège Bar-
wick.

Les Milices
d'Yorck
sont battues
par les E-
cossais.

Il leve le
siège & ob-
tient une
Trêve de
deux ans.
Art. Publ.
T.III.p.809.

Elevation
de Hugues
Spencer, qui
devient Fa-
vori du Roi.

Les Légats, munis d'un pouvoir si ample, & si extraordinaire, se rendirent en Angleterre, & y firent d'abord publier la Trêve. Edouard s'y soumit aveuglément, sans considérer que, par son obéissance, il sacrifioit à la Cour de Rome les droits les plus authentiques de sa Couronne. Il n'en fut pas de même de Robert : sous prétexte que le Pape & ses Légats ne lui donnoient pas le titre de Roi, il ne voulut jamais permettre à ceux-ci l'entrée dans son Royaume, moins encore d'y faire publier la Trêve. Il fit même maltraiter le Gardien des Cordeliers de Barwick, que les Légats lui avoient envoyé, & qui, usant de surprise, avoit eu la hardiesse de publier en quelque manière cette Trêve en présence de quelques Ecossois. Bien loin donc d'obéir au Pape, il assiégea Barwick, & s'en rendit maître, par l'infidélité du Gouverneur, s'il en faut croire les Anglois. Ce mépris pour les ordres du Pape, engagea les Légats à l'excommunier, & à mettre son Royaume en interdit. Mais il ne se mit pas beaucoup en peine d'une censure qui étoit manifestement pleine d'injustice pour lui, & de partialité pour les Anglois. Ainsi continuant ses progrès, il s'avança sur les frontieres d'Angleterre, & y fit de grands ravages, sans rencontrer aucune opposition.

Edouard comprit alors que les armes spirituelles du Pape ne lui étoient pas d'un grand secours. Ainsi, changeant tout à coup de conduite, il trouva le moyen de lever une armée, avec laquelle il voulut aller tenter de recouvrer Barwick. Pendant qu'il étoit occupé à ce siège, le Comte de Murray, Général du Roi d'Ecosse, faisoit en Angleterre une diversion qui fut très-fatale aux Habitans des Frontieres. En s'en retournant, après avoir ravagé quelques Provinces, il rencontra un Corps de Milices Angloises, au nombre de dix mille hommes qui avoient l'Archevêque d'Yorck à leur tête. Quoique ses forces ne fussent pas de beaucoup si nombreuses que celles de ses ennemis, il ne laissa pas de les attaquer courageusement, & de remporter, sur ces troupes peu aguerries, une victoire qui en fit perir plus de la moitié. Les Ecossois appellerent cette bataille *le combat blanc*, à cause de quelques Prêtres Anglois qui y furent tuez, étant revêtus de leurs surplis. Cet événement obligea Edouard à lever le Siège de Barwick. Peu de tems après, à force de sollicitations, il obtint une Trêve de deux ans; après quoi il quitta les Provinces du Nord, pour s'en retourner à Londres, où il ne fut pas plus heureux.

Cette Trêve ne procura pas à l'Angleterre le repos qu'on en avoit attendu. Elle étoit à peine publiée, que le Royaume se vit agité de nouveaux troubles bien plus violens que ceux que Gaveston y avoit excitez. La haine entre le Roi & les Seigneurs subsistoit toujours, comme un feu caché sous la cendre, qui ne demandoit qu'une nouvelle matière pour se rallumer. Malheureusement, cette matière ne se trouva que trop prête. Les Seigneurs, toujours jaloux de ceux qui approchoient de la personne du Roi, avoient introduit à la Cour, un jeune homme, nommé *Hugues Spencer*, qu'ils croyoient absolument dévoué à leurs intérêts. Ils lui avoient procuré une place de Chambellan, dans la vûe de se servir de lui comme d'un espion, afin d'être informé de ce qui se passoit à la Cour, où ils ne se trouvoient que rarement : mais leur projet tourna contre eux-mêmes. Spencer avoit un pere nommé Hugues comme

comme lui, homme de cœur & de bon sens, qui lui donna des instructions toutes contraires. Il lui fit comprendre qu'il lui seroit plus aisé de pousser sa fortune, en travaillant directement pour soi-même, qu'en servant les Barons : & qu'avec un peu de patience & de souplesse, il pourroit se rendre supérieur à ceux qu'il regardoit comme ses Protecteurs. Spencer le fils s'étant disposé à faire usage de ce conseil, y trouva d'abord de grandes difficultés. Le Roi ne pouvoit regarder de bon œil un Domestique qui avoit déjà témoigné trop de penchant pour ses ennemis. Néanmoins avec le tems, & les sages avis de son pere, Spencer effaça peu-à-peu les fâcheuses impressions que son Maître avoit prises contre lui. Comme son dessein étoit de se rendre maître de l'esprit du Roi, il ne fit point de difficulté de se rendre pour quelque tems son esclave, en lui faisant connoître, dans toutes les occasions qui se presentoient, qu'il lui étoit entièrement dévoué. Par cette aveugle complaisance, & par un acquiescemen^t universel à tout ce qui pouvoit lui être agréable, de son Espion, il devint son Confident, & enfin, il remplit, dans son cœur, la place que Gaveston y avoit autrefois occupé. Dès qu'il se vit dans ce haut degré de faveur, il en abusa, comme son Prédécesseur avoit fait, & par sa fierté outrée, & son avidité insatiable, il fit bien-tôt souhaiter que Gaveston n'eût pas été opprimé. Hugues son pere, à qui il avoit fait conférer le titre de Comte de Winchester, avoit été jusqu'alors d'un caractère tout différent. On ne pouvoit lui rien reprocher qui fût indigne d'un homme d'honneur & de probité. Dans tous les emplois que le feu Roi, & celui-ci lui avoient confiés, il s'étoit toujours conduit avec beaucoup de modération, de sagesse, & de désintéressement : mais il ne sçut pas se maintenir dans la réputation qu'il avoit acquise. Une tendresse aveugle pour son fils, & l'ambition qu'il se mit en tête sur ses vieux jours, le firent tomber dans des excès qui le rendirent, aussi bien que son fils, odieux à la Nation, & particulièrement à la Noblesse. On ne tarda pas long-tems à s'apercevoir d'un mécontentement universel. Le Comte de Lencaſtre, toujours populaire, & ennemi juré du Roi, malgré leur reconciliation extérieure, avoit sçu profiter de ces conjonctures pour former un parti capable de ruiner les deux Favoris. Il avoit fait comprendre à ses amis, que leur perte & la sienne propre étoient infaillibles, s'ils ne trouvoient le moyen d'éloigner ces deux Spencers de la Cour : que le Roi, qui couvoit un secret désir de se venger, étoit, à la vérité, incapable de bien conduire un dessein : mais qu'on avoit tout à craindre de ce Prince, assisté de ses deux nouveaux Ministres, bien plus habiles que Gaveston. Il ajouta, que ceux-ci n'étoient pas moins coupables que l'autre, de diverses infractions des privileges du Peuple, & que ce seroit en vain qu'on auroit travaillé jusqu'alors à réduire l'autorité Royale à de justes bornes, si l'on permettoit que le Roi reprît ses premieres brisées, & recommençât à fouler aux pieds les libertez des Sujets. Ces raisons alleguées par un Prince qui passoit pour désintéressé, & plein de zèle pour le bien public, & jointes à l'envie que la fortune des Spencers excitoit, firent un si prompt effet, que l'ancienne Confédération fut renouvelée. Comme les Barons liguez avoient tout à craindre de l'habileté des Ministres, ils ne perdirent point un tems qui leur étoit précieux, à presenter des Requêtes au Roi, comme ils avoient fait au sujet de Gaveston. Une semblable conduite n'auroit produit d'autre effet, que de

EDOUARD

II.

1319.

Spencer
abuse de sa
faveur.Spencer son
pere est fait
Comte de
Winches-
ter;
Son caracte-
re.Le Comte
de Lencaſ-
tre anime
les Grands
contre les
Spencers.

1320.

Ils renou-
vellent leur
Ligue.

EDOUARD
II.
1320.
& prennent
les armes.

Roger Mortimer ravage les Terres des Spencers.

Les Seigneurs demandent l'éloignement des deux Favoris,

Qui sont bannis par le Parlement.

Act. Publ.
T. III. pag.
391.

donner à leurs ennemis le tems de se préparer. Ainsi, sans donner à connoître leurs desseins, ils prirent la résolution de lever des troupes, avec autant de secret & de diligence, qu'il seroit possible, & de surprendre le Roi & les Favoris, avant qu'ils eussent le tems de prendre aucunes mesures. Ce dessein fut exécuté avec tant de promptitude, qu'en très-peu de tems, ils assemblèrent onze mille hommes, avec quoi ils ne craignirent point de se mettre en campagne. Leur premier exploit fut le saccagement des Terres des Spencers, dont ils donnerent la commission à Hugues Mortimer, qu'on nommoit le *Jeune*, pour le distinguer de son Oncle qui portoit le même nom. Il s'en acquitta d'une manière si rude, & avec si peu de ménagement pour les Favoris, qu'en peu de jours il leur causa un dommage de plus de soixante mille livres Sterling. Ce coup étant fait, les Barons députerent au Roi quelques-uns de leur corps pour lui présenter une Requête, par laquelle ils demandoient l'éloignement des deux Spencers. Edoüard se sentant peu en état de réprimer leur audace, renvoya l'affaire au Parlement. Il ne doutoit nullement qu'il n'eût assez de crédit parmi les Communes, pour protéger ces deux Ministres. Mais la résolution que les Seigneurs prirent de demeurer armez, rompit toutes ses mesures. Plusieurs Membres du Parlement étant à la devotion des Seigneurs, d'autres étant intimidés par l'armée, & tous en général, estimant trop peu les Spencers, pour vouloir rien hasarder en leur faveur, ces deux Favoris furent bannis du Royaume, sans qu'il fût possible au Roi de parer le coup. On appella cette Assemblée le *Parlement des Bandes Blanches*, à cause de certaines marques blanches que les Partisans des Seigneurs portoient pour s'entre-connoître. Quelques efforts que le Roi pût faire pour s'opposer à cette violence, il se vit contraint de céder à une force majeure, à laquelle il n'y avoit pas moyen de résister. Spencer le Pere étant alors absent du Royaume pour les affaires du Roi, le Fils fut ignominieusement conduit à Douvre, où on le fit embarquer avec de grandes menaces, s'il entreprenoit jamais de remettre le pied dans le Royaume.

1321.

Edoüard ressentit vivement cet affront, & jura de s'en venger. Mais peut-être auroit-on trouvé le moyen de l'apaiser, si la Reine, qui, en semblables occasions, avoit accoutumé de servir de Médiatrice, entre le Roi, & les Seigneurs, n'eût cessé de rendre à ceux-ci les mêmes offices. Bien loin de faire des efforts pour ralentir la colère du Roi, elle prit soin de l'exciter à la vengeance, étant outrée d'un affront qu'elle venoit de recevoir de l'un d'entre eux, & dont elle rejettoit la faute sur tout le Parti. Voici quel étoit le sujet de son ressentiment.

Affront fait à la Reine par un des Seigneurs liguez.

Act. Publ.
Tom. III. p.
397.

Pendant qu'Edoüard étoit si fort animé contre les Seigneurs, Isabelle ayant formé le dessein d'aller en pèlerinage à Cantorberi, avoit envoyé devant, quelques-uns de ses Domestiques pour lui préparer un logement dans le Château de Leeds, appartenant à *Barthelemi Baldesmere* l'un des Barons conféderez. Comme tous ceux de ce Parti étoient alors dans une extrême défiance à l'égard du Roi, l'Officier qui commandoit dans ce Château, en refusa l'entrée aux gens de la Reine. Il y en eut même un de tué. Bien loin que Baldesmere pensât à désavouer l'action de cet Officier, sur les plaintes qui lui en furent faites, il eut l'audace d'écrire à la Reine, une Lettre très-insolente, dans laquelle il approuvoit expressément tout ce qui s'étoit passé. Il étoit difficile

ficile que cette Princesse qui étoit fière & vindicative, souffrit cette injure sans s'en ressentir. Comme elle voyoit bien que l'union des Barons étoit l'unique cause de l'insolence de Baldefmere, elle crut que, pour pouvoir se venger plus aisément de celui-ci, elle devoit faire des efforts pour rompre cette Confédération. Le Roi son Epoux attendoit patiemment une occasion favorable pour exercer sa vengeance: mais celle d'une femme ne sauroit souffrir de retardement. Dans le dessein où la Reine étoit de porter Edoüard à la hâter autant qu'il seroit possible, elle lui persuada que cette conjoncture lui étoit avantageuse, pour se tirer de la sujettion où il se trouvoit, qu'en se hâtant de punir le Commandant de Leeds, comme il le meritoit, il inspireroit une telle terreur aux Barons, qui ne s'attendoient à rien moins, qu'ils ne penseroient pas même à se défendre, quand ils le verroient les armes à la main, & en état de les ranger à leur devoir par la force. Edoüard ayant goûté ce conseil, donna des ordres pour lever des troupes. Mais de peur d'y rencontrer quelque obstacle, & afin de rassurer ses Sujets qui commençoient à prendre l'alarme de cette levée, il publia une Proclamation, dans laquelle il protestoit, qu'il ne prenoit pas les armes pour faire la guerre à son Peuple, mais uniquement, pour punir l'insolence d'un Particulier. Cette Proclamation ayant produit un bon effet parmi le peuple, & les Barons n'ayant pas cru devoir engager le Royaume dans une Guerre civile pour l'amour d'un simple Officier, le Roi leva une armée sans opposition. Dès qu'elle fut en état de marcher, il alla, sans différer, assiéger le Château de Leeds, & s'en étant rendu maître, il fit pendre le Commandant, avec quelques autres Officiers de la Garnison. Cet heureux succès lui ayant fait oublier sa protestation, il se servit des armes qu'il avoit à la main, pour se venger de ses ennemis. Dans cette résolution, il assiégea quelques autres Châteaux appartenants aux Barons, & en particulier celui de Warwick, dont il vint à bout avec la même facilité. Dès qu'il crut s'être rendu assez redoutable, il rappella Spencer le jeune, qui, depuis son bannissement, faisoit le métier de Corsaire, particulièrement contre les Vaisseaux Anglois.

Edoüard continuant ses progrès, depuis le retour de son Favori, mit dans une consternation inexprimable les Barons Confédérés, qui n'avoient pris aucune mesure pour se défendre. Ils auroient bien souhaité en cette occasion, d'avoir l'assistance de la Reine, mais elle étoit trop irritée contre eux, pour vouloir les écouter. Dans cette fâcheuse situation, ils se virent exposés à la rage de leurs ennemis qui ne les épargnèrent pas. Cependant le Roi, de sa seule autorité, cassa la Sentence de bannissement donnée contre les Spencers, & fit revenir le Pere dans le Royaume, comme il avoit déjà rappelé le Fils. La diligence du Roi avoit jetté les Barons dans un si terrible embarras, qu'ils ne sçavoient quel parti prendre. Son armée étoit au milieu du Royaume, prête à fondre sur les plus hardis. Le Peuple, ainsi qu'il arrive ordinairement en semblables occasions, se rangeoit du côté du plus fort, de peur de se voir opprimé, avant que les Barons fussent en état de le protéger. Dans cette extrémité, la plupart des Seigneurs liguez prirent le parti de se soumettre à la merci du Roi, & ce furent ceux qui agirent le plus sagement. Quant à ceux qui refusèrent de suivre la même route, il y en eut plusieurs qui furent arrêtés & exécutés; quelques-uns cherchèrent un azyle au-delà de la Mer, & d'autres

EDOUARD

II.

1321.

Elle excite
le Roi à la
vengeance.

Le Roi lève des troupes, & publie une Proclamation pour rassurer le Peuple.

Art. Publ. T. III. p. 898.

Il prend le Château de Leeds & fait pendre le Commandant.

Il rappelle Spencer le Jeune.

Ibid. p. 907.

Les Barons se trouvent dans un fâcheux état.

Spencer le Pere est aussi rappelé.

Page 907.

Plusieurs des Barons se soumettent au Roi, D'autres sont punis.

Art. Publ. T. III. p. 927.

Mortimer le Jeune est mis à la Touz.

EDOUARD II. 1321. d'autres furent enfermez dans diverses prisons. Du nombre de ces derniers se trouva Mortimer le jeune, que les Spencers firent étroitement resserrer dans la Tour, mais qui, sans doute, n'auroit pas été traité si favorablement, si une puissante intercession ne lui eût sauvé la vie.

1322. La faction du Comte de Lencastre se trouvant extrêmement affoiblie, par la défection, la fuite, la prison, ou la mort de ses partisans, ce Seigneur, avec le peu de troupes qu'il put assembler, se vit contraint de prendre la route du Nord. Il n'avoit point d'autre ressource que dans la protection des Ecoffois qui lui avoient promis du secours : mais il falloit l'aller joindre. La route qu'il tenoit, & quelques Lettres interceptées, firent connoître au Roi quel étoit son dessein. Pour le prévenir, il donna ordre au Chevalier *Harclay*, Gouverneur de Carlisle, d'Assembler autant de troupes qu'il pourroit, & d'aller au-devant du Comte pour lui couper les passages, ou pour l'amuser du moins,

Le Roi le poursuit,

& l'atteint; mais il ne peut l'attaquer.

Le Comte de Lencastre fait attaquer un pont gardé par *Harclay*.

Il est fait prisonnier.

Il lui fait trancher la tête.

pendant qu'il le poursuivroit lui-même avec son armée. Quelque diligence que le Comte de Lencastre pût faire, & quelques précautions qu'il prit pour retarder la marche du Roi, en ruinant le pais qu'il laissoit derrière lui, il se vit contraint de s'arrêter après avoir passé *la Trente* sur le pont de Burton, afin d'en disputer le passage à l'armée qui le poursuivait. Mais Edouard s'étant retiré, pour aller chercher un autre passage, le Comte résolut de l'attendre de pied ferme. Néanmoins, soit par scrupule, ou par la crainte que la supériorité des forces du Roi lui inspireroit, il changea bien-tôt de résolution. Dans l'espérance de pouvoir se tirer de cet embarras, il s'avança jusqu'à Burgh, où couloit une autre rivière qui n'offroit aucun autre passage, que par un pont que le Chevalier *Harclay* gardoit. Ainsi dans l'extrémité où il se trouvoit réduit il falloit nécessairement ou se résoudre à combattre le Roi qui le talonnoit, ou tâcher de forcer ce passage, avant que l'armée Royale l'eût atteint. Il prit ce dernier parti, & sans perte de tems, il fit attaquer le pont. La vigoureuse résistance des ennemis, la mort du Comte de *Héréford* qui fut tué au commencement du combat, & la peur que les troupes de Lencastre eurent d'être surprises par le Roi qui s'avançoit, les découragèrent tellement, qu'au lieu de continuer l'attaque, elles prirent la fuite, & se dispersèrent dans la campagne. *Harclay* s'apercevant de ce désordre, passa promptement le pont, & se mit à la poursuite des fuyards, parmi lesquels, il fit un grand nombre de prisonniers. Le Comte de Lencastre, qui faisoit des efforts inutiles pour rallier ses gens, ayant trop long-tems conservé l'espérance d'y réussir, ne put éviter le malheur d'être pris lui-même, avec quatre-vingt quinze Barons ou Chevaliers, & d'être conduit au Château de Pontfract. Ce malheureux Prince se vit d'abord exposé aux insultes des soldats, qui l'appelloient par moquerie *le Roi Arthur* à cause de certaines Lettres qu'on avoit interceptées, où il étoit désigné par ce nom. Mais ce ne fut pas là ce qu'il eut à souffrir de plus rigoureux. Peu de jours après, le Roi s'étant rendu à Pontfract, le fit comparoître en Jugement devant un petit nombre de Pairs qui l'accompagnoient, parmi lesquels se trouvoient les deux Spencers. Ce fut par cette Assemblée faite à la hâte, & peu nombreuse, que ce Prince fut condamné à mourir de la mort des Traîtres. Mais en faveur de sa naissance, le Roi voulut bien lui épargner l'infamie de ce supplice, & se contenter de lui faire couper la tête. Neuf autres Seigneurs de son parti furent condamnés par la même Sentence & exécutés à

York.

Yorck. Le Lord Baldefinere, première cause de cette Guerre, & quatre autres Seigneurs, souffrirent la même peine à Londres, à Windsor, à Cantorberi, & à Glocester, afin de jeter l'épouvante dans tout le Royaume. Jamais, depuis la conquête des Normans, les échafauts n'avoient été souillez d'une plus grande quantité de sang Anglois, qu'ils le furent en cette occasion. Ces inhumanitez furent attribuées aux Spencers, qui achevèrent par là de se rendre odieux à tout le monde, & d'exciter dans le cœur de la Noblesse, un désir de vengeance, qui ne fut enfin que trop assouvi.

Edouïard se persuada qu'après avoir eu de si heureux succès contre ses Sujets, il ne pouvoit que s'être rendu très-redoutable aux Ecoissois. Dans cette pensée, il prit la résolution de marcher vers l'Ecosse plein d'espérance de surprendre Robert & de réparer par une seule expédition, toutes les pertes qu'il avoit faites depuis le commencement de son règne. Pendant qu'il fut dans ses propres États il trouva des vivres en abondance. Chacun s'empressoit d'en apporter à son armée, moins par affection que par crainte. Mais s'étant mal à propos imaginé qu'il trouveroit les mêmes facilités dans le Païs ennemi, il s'y vit tout à coup dans une disette effroyable. Ainsi, bien loin de pouvoir marcher plus avant, il fut contraint de s'en retourner en hâte, comme il lui étoit déjà arrivé une autre fois, sans que cette expérience l'eût rendu plus sage. Mais ce ne fut pas là toute la honte qu'il reçut de cette expédition mal concertée. Il avoit à peine commencé à reprendre la route de ses États que Robert se mit à ses trousses, & le poursuivit jusqu'en Angleterre même. Il l'atteignit enfin à *Blakmor* où il lui enleva tout son bagage, & fut même sur le point de le faire prisonnier. L'armée Angloise s'étant toute dispersée en cette occasion, Robert poursuivit sa marche, ravageant tout le Païs ennemi par le fer & par le feu, jusques sous les murailles d'Yorck. Enfin, après avoir brûlé le Monastère de *Rippon*, & rançonné celui de *Beverley*, il s'en retourna dans son Païs chargé de butin. Quelque sujet qu'eût ce Prince d'espérer de grands avantages de la continuation de la Guerre, il ne laissa pas d'entrer en négociation pour une Trêve qui fut enfin conclüe le 13. de Mai de l'année suivante pour treize ans. Il consentit d'autant plus volontiers à cette Trêve, qu'il ne pouvoit se dispenser de donner quelque relâche à ses Sujets épuisés par une si longue Guerre. D'ailleurs, il espéroit de se reconcilier par ce moyen avec la Cour de Rome, qui lui faisoit entendre, que son absolution & la levée de l'Interdit dépendoient de cette condescendance.

La soumission des Anglois, & la Trêve faite avec l'Ecosse pour plusieurs années, mirent Edouïard précisément dans la situation qui convenoit le mieux à son naturel. Il se trouvoit sans occupations qui le détournassent de ses plaisirs, & il possédoit un Royaume paisible, dont il pouvoit remettre le Gouvernement entre les mains de ses Favoris, sans crainte d'être contrôlé par ses Sujets. C'étoit un bonheur auquel il n'avoit pû parvenir que cette année, qui étoit la seizième de son règne. Cependant la satisfaction dont il jouïssoit ne laissoit pas d'être quelquefois troublée par le souvenir du passé. La mort du Comte de Lencastre, dont il commençoit à se repentir, depuis qu'il se trouvoit dans un état plus tranquille, lui causoit de tems en tems de fâcheux remords. Cela parut manifestement par la réponse qu'il fit à certains Seigneurs qui lui demandoient la grace d'un Criminel condamné à mort. *Est-il possible,*

EDOUARD

11.

1322.

Ibid.

pag. 936.

Baldefinere & plu-

sieurs au-

tres sont

exécutez.

Les Spen-

cers se ren-

dent fort

odieux.

1323.

Expedition

d'Edouïard

en Ecosse.

Il est obli-

gé de s'en

retourner.

Il est sui-

vi & battu

par Robert,

qui ravage

l'Angleter-

re.

Trêve de

13. ans en-

tre l'Angle-

terre & l'E-

cosse.

Art. Publ.

Tom. III. p.

1022.

Edouïard

se repent

d'avoir fait

mourir le

Comte de

Lencastre.

EDOUARD
II.
1323.

Incertitu-
de touchant
le Caracté-
re du Com-
te de Len-
castre.

Disgrace
de Harclay.

Le Comte
de Lencas-
tre est ca-
nonisé.

Grand pou-
voir des
Spencers.

Ils perfec-
tent leurs
ennemis.

La perte
des Evêques
de Héréford
& de Lin-
coln, & de
Mortimer,
est résolue.

Ils atta-
quent l'E-
vêque de

*ble, s'écria-t-il, qu'un Scélérat, tel que celui-ci, trouve tant d'amis qui me de-
mandent sa grace, & qu'il ne se soit trouvé personne qui ait voulu me solliciter
pour le Comte de Lencastre mon proche parent ? Non, il ne sera pas dit qu'après
avoir fait mourir ce Prince, je pardonne à un Coquin qui a si bien mérité la mort.*

Le caractère de Thomas Comte de Lencastre n'étoit guères moins équivo-
que que celui du Comte de Leicester, dont il a été parlé dans le Règne de
Henri III. Les partisans du Roi & des Spencers le traitoient de traître & de
scélérat, qui, ayant été pris les armes à la main contre son Roi, avoit été
justement condamné. Mais le Peuple en général avoit sa mémoire en vénéra-
tion, le regardant comme un véritable Martyr de la Liberté. Immédiatement
après sa mort on couroit en foule à son tombeau, où l'on prétendoit
qu'il se faisoit divers miracles. Le Roi fut même obligé d'enjoindre très-ex-
pressément à l'Evêque de Londres, de faire cesser la superstition des Peuples
de son Diocèse, qui alloient faire leurs prières devant un portrait de ce Com-
te, qu'on avoit mis dans l'Eglise de S. Paul. Selon les apparences, l'incerti-
tude touchant le caractère de ce Prince auroit duré plus long-tems, si deux
choses n'eussent déterminé les esprits en sa faveur. La première fut la punition
du Chevalier Harclay, qui, ayant été fait Comte de Carlisle, pour recom-
pense du service qu'il avoit rendu au Roi, tomba dans la disgrâce des Spen-
cers, & eut la tête trenchée. On l'accusad'avoir entretenu intelligence avec
les Ecoïlois. La seconde fut la canonisation de ce même Prince, qui se fit en
1389. à la requisition d'Edouard III. fils de celui qui lui avoit ôté la vie.
Après cela, il n'y eut plus aucun lieu de douter de la pureté de ses intentions.
Du moins il ne fut plus permis de diffamer ouvertement sa mémoire.

La mort de ce Prince & le supplice de divers autres Seigneurs du même
parti, avoient mis les Spencers au haut de la rouë. Comme il ne se trouvoit
plus personne qui fût en état de leur faire tête, ces deux Ministres faisoient
au nom du Roi, tout ce qu'ils croyoient convenable à leurs intérêts, sans se
mettre en peine de ménager les restes d'un Parti entièrement réduit aux abois.
S'ils avoient sçu modérer leur passion, & résister au plaisir de la vengeance, il
n'y a point de doute qu'ils ne se fussent maintenus dans le haut degré de for-
tune où ils étoient montez. Ils auroient même fait passer à leur Maître une
vie douce & tranquille. Mais où trouve-t-on des gens de ce caractère ? Ceux-
ci, pour achever de se venger de leurs ennemis, rejetèrent le Royaume dans
des troubles plus grands & plus funestes que ceux qui venoient d'être apaisés.
Non contents d'avoir fait mourir les principaux du Parti opposé, d'en avoir
dépoüillé d'autres de leurs biens, & d'en avoir fait condamner un grand nom-
bre à un bannissement perpétuel, ils crurent qu'il manqueroit encore quelque
chose à leur sûreté, s'ils ne se délivroient pas de trois hommes qui leur cau-
soient de l'inquiétude, & contre lesquels ils étoient extrêmement animés.
C'étoient les Evêques de Lincoln, & de Héréford, & Roger Mortimer le jeu-
ne. Ce dernier, qui leur avoit causé beaucoup de dommage, se trouvoit en-
tre leurs mains, étant actuellement prisonnier à la Tour.

Adam Orleton, Evêque de Héréford, étoit parvenu à cette Dignité, par
la faveur du Pape Jean XXII. malgré tous les efforts que le Roi avoit faits
pour y mettre obstacle. Ce Prélat, qui avoit peu ménagé la Cour, en cette
occasion, avoit bien jugé que le Roi ne manqueroit pas de se venger de lui.

s'il

S'il en trouvoit les moyens. Par cette raison il s'étoit jetté dans le parti du Comte de Lencaſtre , afin de ſe mettre à couvert de la perſécution qu'il avoit ſujet de craindre. Les affaires ayant tourné tout autrement qu'il ne ſe l'étoit propoſé , & le Roi conſervant un extrême reſſentiment contre lui , ſa perte fut réſoluë. Pour cet effet, il fut cité à venir répondre devant la Cour Royale, ſur l'accuſation de haute trahiſon , qui avoit été intentée contre lui. Il comparut ; mais il refuſa de répondre ailleurs que devant la Cour Eccléſiaſtique, ſe fondant ſur les privilèges de ſon Ordre. Ce reſus ne lui auroit pas beaucoup ſervi , ſ'il n'eût pas été appuyé par les Archevêques de Cantorberi & de Dublin. Ces Prélats regardant la Sentence , que la Cour du Roi alloit prononcer , comme une infraction manifeſte des immunités de l'Egliſe , ſ'en allerent , en compagnie de pluſieurs autres Evêques , interdire aux Juges Royaux la connoiſſance de cette affaire. En même tems , ils les menacèrent de l'Excommunication , ſ'ils oſoient paſſer plus avant. Quelque envie que le Roi & ſes Miniſtres euſſent de ſe défaire de ce Prélat , les oppoſitions du Clergé empêchèrent les Juges de prononcer la Sentence , & l'affaire fut renvoyée au Parlement. Mais en attendant la fin du procès , le Roi fit ſaiſir le temporel de l'Accuſé.

EDOUARD
I I.
1323.
Héréford,
& trouvent
de l'oppoſi-
tion.
Act. Publ.
T. III. p. 617.
637.

L'Evêque de Lincoln , qui ſe trouvoit dans le même cas , comprenoit aſſez , par la démarche que le Roi venoit de faire , ce qu'il devoit attendre pour lui-même , en cas que l'Evêque de Héréford fut condamné. Un intérêt commun , formant entre ces deux Prélats une liaiſon très-étroite , ils ſ'appliquèrent à chercher enſemble les moyens d'exciter des troubles qui les miſſent à couvert de la vengeance du Roi. Malheureusement pour ce Prince , il n'y réuſſirent que trop bien.

Les deux
Evêques
ſ'uniſſent
enſemble.

Roger Mortimer , le jeune , n'étoit pas , ou du moins , ne paroiſſoit pas être dans des circonſtances ſi favorables. Retenu dans une étroite priſon , & n'ayant aucun caractère qui pût l'arracher à la vengeance des Favoris , qui étoient extraordinairement animés contre lui , il ſ'attendoit à payer de ſa tête les maux qu'il leur avoit faits. En effet , il fut condamné à mort : mais il trouva une puiffante interceſſion auprès du Roi , qui malgré les ſollicitations de ſes Favoris , changea ſa peine en une priſon perpétuelle. C'étoit beaucoup pour Mortimer , que d'avoir évité la mort. L'état où il ſe trouvoit ſembloit demander qu'il attendît , avec patience , que le tems amenât quelque changement en ſa faveur. Mais un moyen ſi lent , & ſi incertain , n'étoit pas capable de calmer ſes inquiétudes. Soit qu'il craignît que tôt ou tard , le Roi ne ſe laiſſât gagner par ſes ennemis , ou qu'il comptât ſur la même protection qui lui avoit déjà ſauvé la vie , il entra dans de nouveaux complots. Tout priſonnier qu'il étoit , il tenta de ſe rendre maître de la Tour , & en même-tems du Château de Wallingford , par le moyen de ſes amis. Ce complot ayant été découvert , un de ceux qu'il avoit employez , fut condamné au gibet , & lui-même ſubit une ſeconde fois la même Sentence. Cependant , il obtint encore ſa grace.

Mortimer
eſt condam-
né.

Le Roi lui
fait grace
de la vie.

Il fait de
nouveaux
Complots.

Il eſt con-
damné une
ſeconde fois
& il obtient
encore ſa
grace.

Quand on fait réflexion ſur le grand crédit des Spencers , ſur leur humeur vindicative , & ſur le ſujet qu'ils avoient de haïr perſonnellement Mortimer , on ne peut qu'être convaincu , que la protection qui l'arrachoit à leur vengeance , devoit être bien puiffante. D'un autre côté , ſi l'on repaſſe toutes les circonſtances de ce Règne , on trouvera qu'il n'y a point d'apparence qu'au-

Remarque
ſur ce ſujet

EDOUARD
II.
1323.

La Reine
s'attire des
chagrins de
la part des
Spencers.

Mortimer se
sauve de la
Tour, & se
retire en
France.

Affaire d'E-
douard avec
la Cour de
France.

Affaire qui
donne au
Roi de Fran-
ce une occa-

cune autre personne que la Reine, ait pû obtenir une pareille faveur du Roi contre l'intérêt & les sollicitations des Ministres. Cette conjecture se trouve appuyée par la conduite scandaleuse que cette Princesse tint depuis avec Mortimer, d'où l'on peut inferer, que leur bonne intelligence avoit commencé long-tems avant qu'elle éclatât aux yeux du Public. On peut encore ajouter, pour confirmer cette pensée, ce que tous les Historiens rapportent unanimement, que la Reine se plaignoit sans cesse des rigueurs qu'on exerçoit contre les partisans du feu Comte de Lencastre. Cela donne lieu de présumer, que Mortimer étoit le principal sujet de ses plaintes. De plus, ce fut en ce même tems, que les Spencers commencèrent à chagriner la Reine Isabelle; tellement, que par leurs persécutions, ils l'obligèrent à se plaindre au Roi de France, son frere, qu'elle n'étoit regardée que comme une servante dans la maison du Roi son Époux. Or il ne paroît pas que les Favoris eussent d'autres sujets de lui donner du chagrin, que la protection qu'elle accordoit à Mortimer leur ennemi. Toutes ces raisons me persuadent, que dès ce tems-là, Isabelle vivoit en bonne intelligence avec Mortimer, & que la protection ouverte, dont elle l'honoroit, attira sur elle-même, la vengeance des Favoris. Les chagrins qu'elle en reçut, la porterent à chercher les moyens de se venger à son tour. C'est-là véritablement la source des événemens que nous allons voir, touchant laquelle les Historiens se sont expliqués fort obscurément. Ajoutons tout d'une suite, pour ne revenir à Mortimer que quand il en fera tems, que bien-tôt après, ce jeune-homme trouva le moyen de se sauver de la Tour, & de se tenir caché quelque tems en Angleterre, malgré les perquisitions qu'on fit faire pour tâcher de l'arrêter. Quoiqu'on se servît pour cela, d'un moyen qui manque rarement de réussir (1), il eut le bonheur d'échapper à cette recherche, & de se retirer en France. Apparemment il étoit caché en quelque endroit où l'on n'auroit osé le chercher. Rapportons présentement les funestes effets que produisirent l'amour, l'ambition, la vengeance, qui agitoient alors les principales personnes de la Cour.

La Paix qu'Edouard I. avoit faite avec la France subsistoit toujours, sans que certains démêlés qu'il y avoit eu entre les deux Couronnes, sous les régnés de Louis Hutin, & de Philippe le Long, fils & successeurs de Philippe le Bel, eussent été capables de la rompre. Depuis que Charles le Bel étoit monté sur le Trône de France, après la mort de ses freres, ces différends s'étoient considérablement accrus, à l'occasion de la juridiction que ce Prince prétendoit avoir sur la Guyenne, en qualité de Seigneur Souverain de ce Duché. Il y a même apparence, que Charles, mécontent des mauvais traitemens que la Reine Isabelle sa sœur recevoit en Angleterre, cherchoit des occasions de donner à Edouard, des marques de son ressentiment. Un accident imprévu, arrivé en Guyenne, lui donna lieu de se satisfaire. C'est de-là que prirent leur origine tous les malheurs qui fondirent, dans la suite, sur la tête du Roi d'Angleterre.

Dans un Bourg de l'Agenois, nommé Saint Sardos, dépendant de la Terre de Montpezat, il s'étoit commis certain excès, sur lequel les Officiers qu'Edouard tenoit en Guyenne, négligerent de rendre justice. Cette négligence donna

(1) Cette manière d'arrêter les criminelles, s'appelle en Anglois *Hue and Cry*; sur quoi voyez *Smith, de Republicâ Anglorum.*

donna lieu aux intéressés, d'en porter leurs plaintes au Roi de France, comme Seigneur Souverain. Charles ne laissa pas échapper cette occasion de faire valoir les droits sur la Guyenne. Il fit donner par la Cour des Pairs, un Arrêt qui condamnoit le Seigneur de Montpezat, & quelques-autres Gentilshommes Gascons, au bannissement, & confisquoit leurs Châteaux au profit de la Couronne de France. En vertu de cette Arrêt, donné sans appeler le Roi d'Angleterre, ni ses Officiers, Charles voulut se mettre en possession du Château de Montpezat; mais il fut prévenu par les Anglois, qui y mirent une forte Garnison. Cette résistance donna lieu à un autre Arrêt, qui déclaroit la Garnison criminelle de felonie, pour s'être opposée à l'exécution du premier. Cependant, le Roi de France fit lever des Troupes dans le Périgord, & dans les Provinces voisines, à dessein de faire assiéger le Château. Pour donner plus de couleur à cet armement, il se plaignit, qu'Edouard ne lui avoit pas rendu hommage pour la Guyenne, & pour le Comté de Ponthieu; & par-là, il se prépara un prétexte de confisquer ces Provinces, en cas que ses armes eussent le succès qu'il s'en promettoit. On vit en effet, que son dessein n'étoit pas de prendre seulement un Château, puisqu'il envoya une puissante Armée dans la Guyenne, sous la conduite de Charles de Valois, son Oncle, qui s'y empara de diverses Places. Il est certain, que rien n'étoit plus éloigné de la pensée d'Edouard, que de vouloir entrer en guerre avec la France, & néanmoins il ne fit aucune démarche pour l'éviter. Au lieu de donner quelque satisfaction au Roi, son beau-frère, en rendant justice aux intéressés, dans l'affaire de S. Sardos, & en lui offrant l'hommage auquel il étoit obligé, il garda toujours son caractère, qui lui faisoit négliger les affaires les plus importantes, pour ne s'attacher qu'à des bagatelles. Véritablement, il envoya des Commissaires en Guyenne, avec un ordre public de faire des informations, touchant l'affaire de S. Sardos. Mais leur commission secrète portoit de faire tous leurs efforts pour obliger les plaignans à se desister de leur appel, ce qui n'étoit pas travailler à la satisfaction du Roi de France. Quant à l'hommage, quoiqu'il ne prétendit pas le disputer, il se défendit de le rendre, sur ce qu'il n'avoit pas été sommé dans les formes. Cependant, il envoya le Comte de Kent, son frère, commander en Guyenne; mais avec si peu de Troupes, que ce Prince n'osant pas tenir la Campagne, se renferma dans la Réole, où il fut assiégé, & enfin obligé de capituler.

Avant que le Comte de Kent passât en Guyenne, il avoit été envoyé à Paris pour tâcher d'accommoder le différend, qui s'étoit ému entre les deux Couronnes. Il étoit même convenu, avec la Cour de France, d'un Traité, que le Roi son frère refusa de ratifier. Ce fut là le sujet d'une longue Négociation, qui ne servit qu'à donner au Comte de Valois le tems de pousser les progrès dans la Guyenne. Enfin, Edouard voyant que ce Duché étoit dans un danger manifeste, voulut faire quelques préparatifs, qui donnerent occasion à la Cour de France, d'équiper une Flotte pour l'opposer à celle que les Anglois devoient mettre en Mer. Les Spencers, toujours attentifs aux occasions de chagriner Isabelle, se servirent de celle-ci pour la dépoüiller du Comté de Cornouaille, qui lui avoit été assigné pour sa dépense particulière. Ils insinuèrent au Roi, qu'il étoit dangereux de laisser ce País entre les mains de la Reine, dans le tems qu'on étoit en guerre contre le Roi son frère. Ils ajoutèrent, que

EDOUARD
II.

1323.
sion pour se
saisir de la
Guyenne.

1324.
Charles de
Valois fait
de grands
progrès en
Guyenne.

Arr. Publ.
T. IV. p. 9.

Négocia-
tions à Paris.
Arr. Publ. T.
IV. p. 63-93.
100.

Les Spen-
cers causent
du chagrin à
la Reine.

EDOUARD

I I.

1324.

que, selon les apparences, la Flotte que les François équipaient, étoit destinée à faire une invasion de ce côté-là. Il n'en fallut pas davantage pour obliger Edoüard à reprendre cette Province, d'une manière outrageante pour la Reine, sans dissimuler qu'il la croyoit capable d'entretenir une correspondance criminelle avec les ennemis de l'Etat. Cet affront qu'elle ressentit vivement, joint à tant d'autres sujets de mécontentement qu'elle avoit contre les Spencers & contre le Roi, hâta vraisemblablement le projet dont on va voir le détail.

1325.

Le Pape en-
voye deux
Nonces à
Paris pour
travailler à
un accom-
modement
entre les
deux Rois.
Aff. Publ.
T. IV. p. 105.
On propose
à Edoüard
d'envoyer
la Reine sa
Femme à
Paris.

Bien qu'Edoüard fît quelques préparatifs pour la guerre, ce n'étoit pas de la force de ses armes qu'il attendoit la restitution de ce qui lui avoit été enlevé. Il fondeoit sa plus grande esperance sur le Pape, qui ayant été choisi pour Médiateur entre les deux Couronnes, lui faisoit esperer une bonne issue de cette affaire. Pour travailler à cet accommodement, le Pontife envoya deux Nonces à Paris, où des Ambassadeurs d'Angleterre se rendirent aussi. Mais la négociation alloit si lentement, que les Anglois ne purent s'empêcher de témoigner de l'impatience. Comme ils paroissoient disposés à s'en retourner, une personne considérable de la Cour de France en prit occasion d'insinuer aux Nonces, que, si le Roi d'Angleterre vouloit envoyer la Reine sa femme à Paris, il n'y avoit point de doute qu'elle n'obtînt du Roi son frere, beaucoup plus que les Ambassadeurs ne pouvoient esperer. Les Nonces ayant fait cette ouverture aux Plénipotentiaires Anglois, ceux-ci résolurent que l'Evêque d'Exceter, l'un d'entr'eux, feroit un voyage à Londres, pour persuader à leur Maître de suivre la voye qu'on leur avoit indiquée. Ce détail se voit dans une Lettre qu'Edoüard écrivit au Pape sur ce sujet, insérée au Recueil des Actes Publics. Ce ne fut donc pas un expédient inventé par les Spencers pour se délivrer de la Reine, ainsi que quelques-uns l'ont avancé, puisque ce projet vint premièrement de la Cour de France. Il y a beaucoup plus d'apparence, que ce fut la Reine elle-même qui fit secrètement agir le Roi son frere, afin d'avoir une occasion d'aller à Paris, & d'y commencer l'exécution du complot qu'elle avoit formé contre le Roi son Epoux & contre ses deux Favoris. Quoiqu'il en soit, cette proposition ayant été examinée dans le Conseil d'Edoüard, on jugea que tout expédient étoit préférable à la guerre, dans la conjoncture où l'Angleterre se trouvoit alors. Isabelle fut donc priée d'aller en France, à quoi elle parut se déterminer, dans la seule vûe de procurer la paix entre les deux Rois. Immédiatement après son arrivée à Paris, elle obtint une courte Trêve, pendant laquelle elle conclut un Traité avec le Roi son frere. Ce Traité portoit; que le Duché de Guyenne seroit remis tout entier entre les mains du Roi de France: qu'ensuite les deux Rois se trouveroient à Beauvais, où Charles, à la priere de la Reine sa sœur, restitueroit la Guyenne à Edoüard qui lui en feroit hommage. Que dans cette restitution, ne seroit point compris le Pais d'Agenois, conquis en dernier lieu par la France: mais qu'il seroit permis au Roi d'Angleterre d'intenter à cet égard un procès devant la Cour des Pairs, où l'on rendroit justice. Que si la Cour ordonnoit qu'Edoüard fût remis en possession de ce Pais-là, il s'obligeoit à payer, au Roi de France, une certaine somme pour les frais de la guerre: mais qu'il ne payeroit rien s'il étoit débouté de ses prétentions. Le jour qui suivit la signature du Traité, les Commissaires de France, pour des raisons

Edoüard y
consent.
Isabelle va
en France,
& y conclut
un Traité.
Articles du
Traité.
Ibid. p. 153.

raisons qu'ils ne voulurent pas expliquer, prolongerent de quinze jours le terme de l'entrevû des deux Rois qui avoit été fixé à la fête de l'Assomption de la Vierge.

Quelque désavantage qu'Edoüard trouvât pour lui dans ce Traité, comme il vouloit éviter la guerre à quelque prix que ce fût, il ne laissa pas de le ratifier, & de se préparer pour aller rendre son hommage. C'étoit avec beaucoup d'inquiétude que les Spencers voyoient faire ces préparatifs, sachant, qu'il y avoit dans le Royaume un grand nombre de mécontents, qui pourroient profiter de l'absence du Roi, pour exciter des troubles. Un expédient qui fut trouvé dans cet intervalle, soit en France, soit en Angleterre, les tira de cet embarras. On insinua au Roi, que s'il vouloit céder au Prince Edoüard son fils, âgé de treize ans, le Duché de Guyenne & le Comté de Ponthieu, le Roi de France recevrait l'hommage du jeune Prince, & lui restitueroit les Places qu'il s'étoit engagé de rendre par le Traité. Vraisemblablement, cette ouverture vint de la Cour de France, aussi bien que celle qui avoit procuré le voyage de la Reine à Paris. Mais on ne fit que l'insinuer au Roi comme la première, afin de l'engager à demander lui-même cette faveur. Quoiqu'il en soit, comme on est ordinairement enclin à se flatter, Edoüard crut, que, par considération pour lui, le Roi de France avoit trouvé cet expédient, pour le dispenser d'une corvée qui lui étoit très-désagréable, ou que la Reine sa femme avoit obtenu cette grâce par ses sollicitations. Ni lui, ni les Spencers ne s'aperçurent point du venin qui étoit caché sous cette proposition, en apparence très-avantageuse. Ils ne doutoient nullement que l'administration de la Guyenne ne demeurât toujours entre leurs mains, sous le nom du jeune Edoüard, du moins pendant sa minorité. D'un autre côté, il ne paroissoit pas que la France dût trouver aucun avantage dans le changement proposé. Mais c'étoit cela même qui devoit le leur rendre suspect, puisqu'il arrive rarement qu'on fasse à autrui des propositions avantageuses, sans que ceux qui les font y trouvent quelque profit pour eux-mêmes, quoique d'abord il n'en paroisse rien. Néanmoins, comme Edoüard ne soupçonnoit point la Reine sa femme, il accepta, sans balancer, cette proposition qui le dispensoit d'un voyage qu'il n'auroit fait qu'avec beaucoup de repugnance. C'étoit, pour ainsi dire, se jeter à corps perdu, dans le piège qu'on lui tendoit, l'unique but de la Reine, dans toute cette intrigue, étant d'attirer le Prince son fils auprès d'elle, & de se servir de lui pour ruiner le Roi son Epoux.

Il n'y a presque aucun lieu de douter, que le Roi Charles le Bel n'ait eu beaucoup de part à ce complot, quand on considère que ce fut de sa part que vint la première proposition, d'envoyer Isabelle à Paris. Cela donne lieu de présumer qu'il fut aussi l'auteur de la seconde, qui tendoit à y faire venir aussi le Prince Edoüard. En effet, s'il n'avoit eu aucune vûe secrète, quel avantage auroit-il pu trouver dans l'échange proposé ? N'étoit-il pas plus honorable pour lui, de voir le Roi d'Angleterre à ses genoux que son fils ? Cependant, bien loin qu'il paroisse qu'il ait formé aucune difficulté sur ce sujet, on voit dans diverses pièces du Recueil des Actes Publics, qu'il y fit trouver de sa part toutes les facilités possibles, par la précipitation avec laquelle cet accord fut conclu. Le 21. d'Août, Edoüard croyoit encore aller en France. Le 24. du même mois il écrivit à Charles, pour s'excuser sur une prétenduë

EDOUARD
I I.
1325.

Edoüard
se prépare à
partir, pour
rendre son
hommage.

On lui pro-
pose de ce-
der la
Guyenne au
Prince son
Fils.

Il accepta
la proposi-
tion.

Remarques
qui font
voir que
Charles le
Bel agissoit
de concert
avec la Rei-
ne sa sœur.

Act. Publ.
T. IV. p. 163,

EDOUARD
II.
1325.

duë maladie, de ce qu'il ne pouvoit se trouver à Beauvais au jour marqué. Le 2. de Septembre, il fit un transport pur & simple, du Comté de Ponthieu au Prince son fils. Le 4. du même mois, Charles signa des Lettres Patentes, par lesquelles il consentoit à la substitution du Fils à la place du Pere, à condition que le Roi Edoüard céderoit à son Fils toutes les Terres qu'il possédoit en France. Mais cette condition avoit été déjà exécutée en Angleterre, deux jours auparavant, à l'égard du Comté de Ponthieu. On voit par là que cette Négociation fut commencée & terminée, entre le 24. d'Août, & le 4. de Septembre, tems qui paroît sans doute trop court, si l'on ne suppose, que la Cour de France étoit déjà résoluë d'accorder ce qu'elle sçavoit bien qu'on devoit lui demander. Si la substitution du Fils à la Place du Pere n'avoit eu aucune suite, on n'auroit pas lieu d'y faire beaucoup d'attention, ce fait étant peu important en lui-même. Mais il a été nécessaire d'en rapporter les circonstances, pour faire voir que c'étoit un complot formé de longue main par la Reine, & un piège qu'elle tendoit au Roi son Epoux, & en même tems qu'elle agissoit de concert avec le Roi de France son frere. En effet, il est bien difficile de se persuader, que cette Princesse ait eu assez d'industrie, pour faire entrer le Roi Charles dans ses projets, sans que ce Prince & son Conseil s'en soient apperçus. Il y a donc beaucoup d'apparence, qu'avant que de quitter l'Angleterre, Isabelle avoit fait entendre au Roi son frere, qu'elle souhaitoit de se tirer de la sujettion où les Spencers la tenoient, & de se délivrer des mauvais traitemens qu'elle recevoit du Roi son Epoux, à leur instigation. Ainsi, l'on peut présumer, avec beaucoup de vrai-semblance, que ce fut en vûe de rendre service à la Reine sa sœur, que Charles fit faire indirectement la proposition de l'envoyer à Paris. Que ce fut encore, pour suivre le même projet, qu'il se rendit si facile dans le Traité qu'il conclut avec elle, dans un tems où il pouvoit raisonnablement esperer de se rendre maître de la Guyenne. Enfin, que ce fut dans le même dessein, qu'il consentit à recevoir l'hommage du Fils au lieu du Pere; on ne peut presque douter, que la prolongation du terme de l'hommage, sans en expliquer les raisons, ne fût une suite du même complot. On crut, sans doute, avoir besoin d'un peu plus de tems, pour persuader à Edoüard d'envoyer le Prince son Fils à Paris, à quoi on se persuadoit qu'il trouveroit des difficultez. On peut encore joindre à toutes ces preuves, que, dans la suite, Charles permit à la Reine sa sœur de demeurer en France, malgré les instances réitérées de son Epoux qui la rappelloit. De plus, les Historiens François avoient eux-mêmes, qu'il lui avoit promis du secours. Ajoutons encore à cela, la haine qu'Isabelle avoit conçue contre Spencer le jeune, & sa passion pour Mortimer, qu'elle ne se donna plus la peine de cacher dès qu'elle eut le Prince son Fils entre ses mains. Joignons-y encore la promptitude avec laquelle tous les Seigneurs Anglois se déclarerent pour elle quand il en fut tems, ainsi que nous le verrons tout à l'heure. Ainsi, par l'amas & les liaisons de toutes ces circonstances, on ne peut qu'être convaincu que le projet d'Isabelle étoit déjà formé, avant qu'elle partît d'Angleterre, & que le Roi son Frere ne l'ignoroit pas. Je me suis un peu étendu sur les particularitez de ce fait, parce qu'il m'a semblé que les Historiens ont parlé fort obscurément des causes qui produisirent la révolution dont on va voir le détail.

Maz. vrai.

Les

Les deux Rois étant convenus de l'expédient proposé, le Prince Edoüard partit pour Paris, le 12. de Septembre 1325. après avoir reçu du Roi son pere, le don pur & simple du Duché de Guyenne & du Comté de Ponthieu. Peu de jours après son arrivée, il rendit hommage au Roi son Oncle, qui lui rendit effectivement la Guyenne; mais il garda l'Agenois, de quoi Edoüard le Pere se plaignit beaucoup. Il prétendoit que, par le dernier accord, Charles, s'étoit engagé à rendre toute la Guyenne à son fils. Charles, au contraire, soutenoit que la restitution à laquelle il s'étoit engagé, étoit relative au dernier Traité, par lequel il s'étoit réservé l'Agenois. Ce différend ne déplut pas à la Reine qui avoit besoin d'un prétexte pour demeurer à Paris, d'où elle n'avoit pas dessein de partir si-tôt. Dès qu'elle eut le Prince son fils entre ses mains, tous les Anglois qui s'étoient réfugiés en France, ou qui avoient été bannis de leur Païs, s'assemblerent auprès d'elle. Roger Mortimer fut de ce nombre, & devint son principal Conseiller. Depuis ce tems-là, les Ambassadeurs d'Edoüard n'eurent que peu d'accès auprès de la Reine, & ne furent plus consultez, sur ce qui restoit encore à négocier, touchant la restitution de l'Agenois. Au contraire, elle tenoit de frequens Conseils où elle n'admettoit que des ennemis déclarés du Roi son Epoux, & des Spencers. Souvent même elle avoit avec Mortimer des Conférences secrètes qui donnoient lieu à bien des soupçons. Enfin, elle vint à garder si peu de ménagement dans les familiaritez qu'elle avoit avec lui, que les Serviteurs d'Edoüard, qui se trouvoient à Paris, en étoient très-scandalisez. D'un autre côté, son retour en Angleterre étoit différé de jour en jour, sous divers prétextes, malgré les ordres réitérés qu'elle recevoit du Roi son Epoux, de lui ramener son fils. Tous les Historiens assurent unanimement, qu'elle aimoit Mortimer. Quelques-uns ont dit, que cette passion nâquit à Paris; mais il y a beaucoup plus d'apparence qu'elle avoit commencé en Angleterre, avant la prison de Mortimer, ainsi qu'il a été dit ci-devant. Quoiqu'il en soit, les secretes Conférences que la Reine avoit avec un fugitif qu'elle auroit dû éloigner de sa personne, comme un ennemi du Roi, ouvrirent enfin les yeux de l'Evêque d'Excêter, l'un des Ambassadeurs d'Edoüard. Ce Prélat, voyant manifestement que son Maître étoit trahi, se déroba secrètement de la Cour de France, pour aller l'avertir de ce qui se passoit à Paris. Il l'informa non seulement de la conduite scandaleuse de la Reine à l'égard de Mortimer, mais il l'assura même qu'ils brassoient ensemble quelque complot contre lui. Il se fonda, avec raison, sur les frequens Conseils qu'ils tenoient avec les Exilez, sans que les Ambassadeurs y fussent admis. Edoüard avoit déjà trouvé fort étrange, qu'après l'hommage rendu, la Mere & le Fils demeurassent si long-tems en France, & il leur avoit souvent écrit pour les rappeler. L'information qu'il venoit de recevoir de l'Evêque d'Excêter, ayant achevé de lui ouvrir les yeux, il commença dès lors à s'appercevoir de la grande faute qu'il avoit faite, en envoyant le Prince à Paris. Cela fut cause qu'il redoubla ses instances pour les faire revenir, & qu'il ordonna positivement à la Reine de le lui ramener, sans que les raisons, qu'elle avoit jusqu'alors alleguées, la dussent arrêter un moment. Cet ordre étoit si pressant, qu'Isabelle se vit obligée de chercher d'autres prétextes. Elle lui fit écrire par le Roi son Frere, qu'elle ne pouvoit se résoudre à retourner en Angleterre, sans prendre au-

EDOUARD
II.
1325.
Le jeune
Edoüard se
rend à Paris.
Art. Publ. T.
IV. p. 153.
& suiv.
Il y fait
hommage
au Roi de
France.
Nouveau
différend
entre les
deux Rois,
qui fournit
à la Reine
Isabelle un
prétexte de
demeurer à
Paris.
Complots
de la Reine
contre le
Roi son
Epoux.
Sa passion
pour Mortimer.

L'Evêque
d'Excêter
en informe
le Roi,

qui tâche
en vain de
faire reve-
nir la Reine
& le Prince.

La Reine
se plaint de
Spencer.

EDOUARD paravant quelque sûreté contre les mauvais traitemens qu'elle craignoit de la part de Spencer le jeune. Edoüard répondit à cette Lettre, en justifiant la conduite de Spencer à l'égard de la Reine, & en prenant à témoin, les Lettres mêmes pleines d'amitié & de confiance, qu'elle avoit écrites à ce Favori, depuis qu'elle étoit en France. De plus, il assuroit le Roi son Beau-frere, qu'il ne souffriroit jamais, que Spencer ni aucun autre de ses Sujets, manquaient au respect qui étoit dû à sa Femme. Il lui representoit encore, que s'il ne se fût pas entièrement confié à sa bonne foi, il n'auroit jamais envoyé son fils en France, & qu'il le prioit de se souvenir de sa parole, & de lui renvoyer au plutôt. Il écrivit à peu près de la même maniere à la Reine & au Prince : mais ces Lettres ne produisirent aucun effet. Isabelle étoit résolue de pousser sa pointe, & pendant qu'elle prenoit à Paris des mesures pour faire réussir ses desseins, ses amis la servoient utilement en Angleterre. Les principaux de ses Partisans étoient Henri de Lencastre, frere de celui qui avoit été décapité à Pontfract, & les Evêques de Lincoln & de Héréford. Ils n'eurent pas beaucoup de peine à former un puissant parti contre le Roi, vû la disposition où les cruelles exécutions, faites depuis peu, avoient mis les Seigneurs Anglois.

1326. Charles le Bel avoit promis du secours à la Reine sa sœur ; comme les Historiens François n'ont pu s'empêcher de le reconnoître : mais il ne vouloit pas qu'il parût, qu'il entroît dans ses complots. Il étoit donc nécessaire, qu'Isabelle trouvât un Protecteur qui n'eût pas le même scrupule, & qui pût ouvertement soutenir ses interêts. Pour cet effet, elle fit rechercher le Comte de Haynaut, de qui elle crut pouvoir tirer quelques troupes, afin d'en fortifier son parti en arrivant en Angleterre. Mais comme elle ne pouvoit esperer de mettre ce Prince dans ses interêts, sans lui faire trouver quelque avantage, elle conclut avec lui le mariage du jeune Edoüard son fils, avec Philippe, fille de ce Comte, comme si elle eût eu le pouvoir de disposer du jeune Prince. Plusieurs Pièces qu'on trouve dans le Recueil des Actes Publics, font voir manifestement, que ce mariage se traitoit, pendant que la Reine étoit encore à Paris. On y voit, entre autres, une Lettre du Roi Edoüard à son Fils, par laquelle il lui défendoit expressément d'entrer dans aucun engagement de mariage sans sa participation.

Lettre d'Edoüard, qui fait voir qu'il ne bannit pas la Reine. Cependant, le Roi de France souffroit toujours qu'Isabelle demeurât à Paris, & lisoit, sans s'émouvoir, & sans faire aucune réponse, les Lettres qu'Edoüard lui écrivoit pour lui reprocher sa mauvaise foi. Les avis qu'Edoüard avoit reçus de l'Evêque d'Exceter, les vains prétextes dont la Reine se servoit pour différer son retour, & la connivence du Roi Charles sur ce sujet, le jetoient dans une espece de désespoir. Il voyoit manifestement qu'il se tramoit à Paris quelque complot contre lui, sans pouvoir deviner ce que c'étoit. Mais il comprenoit bien qu'il en devoit craindre les suites, tant que le Prince son Fils seroit entre les mains de ses ennemis. Presque tous les Historiens ont assuré, que le mépris que la Mere & le Fils témoignoiient pour ses ordres, le portèrent enfin à les bannir du Royaume. Mais une Lettre, qu'il écrivit au Pape sur ce sujet, fait voir clairement, que c'étoit un faux bruit qu'on faisoit courir en France, pour justifier le retardement de la Reine.

Dans

Dans cette Lettre Edoïard disoit au Pontife, *qu'une telle pensée ne lui étoit jamais venue dans l'esprit : que l'âge tendre de son Fils ne permettoit pas qu'on pût lui imputer sa désobéissance, dont la Reine seule étoit coupable, & qu'il avoit trop d'affection pour l'un & pour l'autre, pour exercer contre eux une si grande cruauté.* Après avoir inutilement tenté tous les moyens dont il put s'aviser, pour les obliger à retourner en Angleterre, il tourna toute sa colère contre les Ambassadeurs qui avoient assisté la Reine dans la négociation du fatal Traité, & voulut les rendre responsables de l'événement. Il accusa particulièrement l'Evêque de Norwich & le Comte de Richemont d'avoir prévarié dans l'exécution de leurs Ordres, en quoi il fit deux fautes capitales. La première, en ce qu'il accrut par là, le nombre de ses ennemis, qui n'étoit déjà que trop grand. La seconde, en ce qu'il faisoit voir combien il étoit incapable de gouverner son État, puisque, comme auroit pu faire un Roi mineur, il rejettoit sur ses Ministres la faute qu'il avoit lui-même commise, en ratifiant ce Traité. Cette conduite ne pouvoit que donner un grand avantage à ses ennemis, dont le principal but étoit de persuader au Peuple, que ce Prince étoit peu propre au Gouvernement. A cette démarche imprudente il en ajouta une autre qui ne l'étoit pas moins, en déclarant la guerre à la France, sans avoir rien de prêt pour la soutenir, & en donnant au Roi Charles un prétexte plausible de soutenir ouvertement les intérêts de sa sœur.

EDOUARD
I I.
1326.

Il accuse
ses Ambas-
sadeurs d'a-
voir préva-
riqué.
pag. 193.

Aff. Publ. T.
IV. pag. 118.

Il déclare
la guerre à
la France.

Charles
favorise les
complots
de sa sœur.
Mezerai.

Refutation
de ce qu'on
a dit que le
Roi de
France chas-
sa sa sœur.

Comme le projet qu'Isabelle forma de détrôner le Roi son Epoux, a quelque chose de fort odieux, les Historiens François ont voulu faire entendre, que Charles le Bel son Frere n'y étoit nullement entré. Au contraire, ils assurent qu'aussi-tôt que ce Prince en fut informé, il la chassa de ses Etats, & défendit à tous ses Chevaliers de lui donner du secours. Ils auroient dit toute la vérité, s'ils eussent ajouté, qu'il ne fit cette démarche que quand Isabelle eut achevé de prendre toutes ses mesures avec le Comte de Haynaut, & qu'elle fut sur le point d'exécuter son projet. Mezerai n'a pu s'empêcher de faire connoître ce qu'il en pensoit, quand il a dit que les Spencers semèrent tant d'argent dans la Cour de France, que Charles gagné par des présens, ou intimidé par les menaces d'une rupture, défendit à ses Sujets d'assister la Reine. Il est vrai qu'il ajoute, que sur ce que Mortimer, qui s'étoit sauvé de la Tour, étoit allé trouver la Reine Isabelle à Paris, Charles ennemi de ces turpitudes, ne voulut plus la souffrir dans ses Etats. Mais il est aisé de comprendre, que ce Prince n'agissoit pas par ce motif, puisqu'il n'est pas vrai que Mortimer allât trouver la Reine en France, où il étoit deux ans avant elle. Au contraire, il est certain que Charles souffrit plus de seize mois durant, que toute sa Cour fût témoin des familiaritez de sa sœur avec Mortimer. Que si dans la suite il la chassa de ses Etats, ce ne fut que sur l'incertitude de l'événement, pour ne pas encourir le blâme d'avoir approuvé sa conduite, en cas qu'elle ne réussit pas.

Isabelle ayant quitté la Cour de France, alla passer quelques jours à Abbeville, d'où elle se rendit à Valenciennes. Immédiatement après son arrivée, elle ratifia le Traité conclu entre elle & le Comte de Haynaut, & fit fiancer le jeune Edoïard avec la Princesse Philippe. Peu de jours après elle prit la route de Dordrecht, où elle fit embarquer les troupes que le Comte de Haynaut lui fournissoit, qui s'y trouvèrent toutes prêtes, avec les Vaisseaux né-

La Reine
se rend à
Valencien-
nes,

& va s'em-
barquer à
Dordrecht.

EDOUARD

I l.

1326.

Elle arrive
en Angle-
terre, où
les Mécon-
tens la vont
joindre.

Edouard
se trouve
abandonné
de tout le
monde.

Aët. Publ.

T. IV. pag.

232.

Il se retire
vers les
Provinces

de l'Ouest.

La Reine
publie un
Manifeste.

Pag. 236.

Elle pour-
suit le Roi.

Qui laisse
Spencer le
Pere à Bris-
tol,

& veut se
retirer en
Irlande.

cessaires pour les transporter. C'étoit *Jean de Haynaut* frere du Comte de ce nom, qui en avoit le commandement, & la Reine lui accorda comme une faveur singulière, la permission de prendre le titre de son Chevalier. Quelques-uns ne font monter ces troupes qu'à trois mille hommes. D'autres disent qu'elles étoient en beaucoup plus grand nombre. Mais ce n'étoit pas tant sur les forces qu'elle menoit avec elle, qu'elle fondeoit ses esperances, que sur le mécontentement des Anglois, & sur le grand nombre de partisans que ses amis lui avoient procuré en Angleterre. Elle débarqua le 22. de Septembre dans la Province de Suffolck où *Henri de Lencastre* la joignit avec quelques autres Seigneurs. En même tems, les ennemis des *Spencers* s'empressèrent à lever des troupes pour aller à son secours, & bien-tôt son armée se trouva si nombreuse, qu'elle inspira de la terreur à ceux qui auroient eu envie de servir le Roi. Ce malheureux Prince qui avoit été averti assez à tems, qu'on faisoit à Paris quelque complot contre lui, s'étoit amusé, à son ordinaire, à chercher des remèdes peu efficaces aux maux qui le menaçoient. Au lieu de travailler de bonne heure à lever une armée, & à équiper une Flotte, qui auroient pu déconcerter les projets de ses ennemis, il s'étoit contenté d'écrire au Pape & au Roi de France, des Lettres qui n'avoient de rien servi. Aussi, à l'arrivée des forces étrangères, se trouva-t-il abandonné de tout le monde, & hors d'état de faire tête à ses ennemis. Ce fut en vain qu'il publia une Proclamation, pour ordonner à ses Sujets de courir sus aux Étrangers, & qu'il mit à prix la tête de *Mortimer*; personne ne se hâta de lui obéir. Le Comte de Kent même, son frere, prit le parti des mécontents, & se joignit à la Reine. Dans cette extrémité, il prit la résolution, de se retirer dans les Provinces Occidentales, avec les deux *Spencers*, le Comte d'*Arundel*, le Chancelier *Baldock*, *Simon Reading*, & quelque petit nombre d'autres attachez à la fortune des Favoris.

Cependant, la Reine, dont l'armée grossissoit tous les jours par les troupes qu'on lui amenoit de tous côtez, publia un Manifeste tant en son nom, qu'en ceux d'*Edouard* son Fils, & du Comte de Kent, dans lequel ils exposoient le motif de leur armement. Ils prétendoient que leur unique but étoit de délivrer l'Eglise & l'État des oppressions à quoi les exposoient le mauvais gouvernement du Roi, & la Tyrannie des *Spencers*. Ils ajoûtoient que ces indignes Favoris & leurs adhérens, devoient être regardez comme des ennemis de l'État, puisque par leurs pernicioeux conseils, par l'abus qu'ils faisoient de l'autorité du Roi, ils ôtoient injustement la vie aux uns, les biens & la liberté aux autres, sans aucun égard aux Loix du Païs, ni aux Privileges des Sujets. Ce Manifeste fut publié à *Wallingford*, le 15. d'Octobre, pendant que la Reine étoit en marche pour aller à la poursuite du Roi.

Edouard se trouvoit alors peu en état de résister à ses ennemis. Tous les efforts qu'il avoit faits pour lever des troupes avoient été inutiles: personne n'avoit voulu s'exposer au ressentiment de la Reine, ni hazarder son bien & sa vie pour un Prince malheureux qu'on regardoit déjà comme perdu. Dans cette extrémité, ne voyant aucune ressource en Angleterre, il voulut se retirer en Irlande, après avoir laissé *Spencer* le Pere dans *Bristol*. Il s'imaginait que le siège de cette Place occuperoit si long-tems la Reine, qu'elle lui donneroit le loisir de prendre quelques mesures. Suivant cette résolution, ils s'embar-

qua

qua sur un petit bâtiment, & mit à la voile pour l'Irlande. Mais les vents contraires ne lui ayant pas permis de continuer sa route, il fut rejeté sur les côtes du País de Galles, où il se vit contraint de prendre terre, & de se cacher dans l'Abbaye de *Nethe*, en attendant que le vent devînt favorable, ou qu'il pût former quelqu'autre dessein. Pendant que ce malheureux Prince avoit de la peine à trouver dans son propre Royaume, un lieu où il pût être sûrement, la Reine parcouroit les Provinces avec une merveilleuse rapidité. Tout le monde s'empressoit à l'envi, à lui fournir toutes les choses nécessaires pour la subsistance de son armée. Enfin, elle arriva devant Bristol où Spencer ne fit qu'une très-légère résistance. Cette ville s'étant rendue, après un siège de peu de jours, ce vieillard âgé de quatre-vingt-dix ans, y fut incontinent pendu, sans aucune formalité de Justice.

Cependant la Ville de Londres, suivant l'exemple de tout le reste du Royaume, se déclara pour la Reine. Ce fut en vain que *Stapleton* Evêque d'Excèter, que le Roi y avoit laissé avec le titre de Gardien, voulut la conserver à son Maître. Les efforts qu'il fit pour cela ne servirent qu'à exciter contre lui la fureur de la populace, qui, après lui avoir fait souffrir divers tourmens, lui fit enfin couper la tête. Ce même peuple déchaîné contre le Roi, se rendit maître de la Tour, & mit en liberté tous les prisonniers que les Spencers y avoient fait enfermer.

Ce fut à Bristol, où la Reine séjourna quelques jours, qu'elle apprit que le Roi s'étoit embarqué pour l'Irlande. Comme il n'avoit laissé le soin du Gouvernement à personne, les Seigneurs qui accompagnoient la Reine, se servirent de ce prétexte, pour élire Gardien, ou Régent du Royaume, le jeune *Edouard* qui en accepta l'administration. Après cela, la Reine se rendit à Gloucester qui lui ouvrit ses portes. Elle y publia une Proclamation, pour inviter le Roi à venir reprendre le Gouvernement du Royaume; mais il n'y avoit aucune sincérité dans cette démarche. Non seulement elle n'avoit pas intention de remettre l'Autorité souveraine entre les mains du Roi; mais elle sçavoit bien qu'il n'oseroit jamais prendre aucune confiance en elle, après en avoir été si cruellement traité.

Pendant que la Reine étoit à Gloucester, le bruit s'étant répandu que le Roi étoit caché quelque part dans le País de Galles, *Henri de Lencastre* fut détaché de l'Armée pour l'aller chercher. Ses soins, & la récompense de deux mille livres sterling que la Reine avoit promise à ceux qui lui livreroient Spencer le jeune, lui firent bien-tôt trouver ce malheureux Prince, dans le lieu où il avoit prétendu se cacher. Il n'avoit avec lui que Spencer, le Chancelier *Baldock*, *Simon Reading*, & un petit nombre de Domestiques, tout le reste l'ayant abandonné dans sa mauvaise fortune. Comme l'Abbaye de *Nethe* n'étoit pas un lieu propre à garder ces prisonniers, *Henri de Lencastre* les conduisit au Château de *Monmouth*, en attendant de nouveaux ordres. Dès que la Reine fut informée que le Roi son Epoux, & les principaux de ses ennemis étoient en son pouvoir, elle tint Conseil pour sçavoir de quelle manière elle devoit se conduire dans cette conjoncture. Le résultat de ce Conseil fut, qu'on enverroient l'Evêque de *Héréford* au Roi pour lui demander le grand Sceau, tant pour l'empêcher de s'en servir contre la Reine, que pour pouvoir convoquer un Parlement, sans quoi on ne pouvoit rien faire qui ne

EDOUARD
II.

Le vent le
rejette sur
la côte.

Il se cache
dans le País
de Galles

La Reine
prend Bris-
tol & fait
pendre
Spencer le
Vere.

Londres
se déclare
pour la
Reine.

L'Evêque
d'Excèter y
est décapité.

Les Sei-
gneurs éli-
sent le Prin-
ce *Edouard*
pour Gar-
dien du
Royaume.

Act. Publ.
T. IV. p. 237.

La Reine
publie une
Proclama-
tion pour
inviter le
Roi à reve-
nir.

Le Roi est
arrêté, &
conduit à
Monmouth

On Oblige
à livrer le
grand
Sceau.

man-

EDOUARD

II.

1326.

Ibid.

pag. 238.

Il est conduit au Château de Kenelworth.

manquât d'une autorité légitime. Si ce qui s'étoit passé jusqu'alors avoit fait connoître au Roi les desseins de ses ennemis, ceci acheva de le convaincre, qu'on ne vouloit plus garder de mesures avec lui, puisqu'en lui ôtant le grand Sceau, on le privoit en même tems de l'exercice de l'autorité Royale. Il le livra pourtant, sans témoigner aucune répugnance, & donna pouvoir à la Reine, & au Prince son Fils, de s'en servir comme ils le jugeroient à propos, même pour les choses qui ne seroient que de pure grace. Ce fut le dernier Acte d'autorité que fit ce Prince, qui, peu de tems après, fut conduit au Château de Kenelworth.

La Reine convoque un Parlement au nom du Roi pag. 242.

Le Comte d'Arundel est décapité à Héréford.

Spencer le fils, & Simon Reading y sont pendus.

Baldock meurt en prison à Londres.

Dès que la Reine eût le grand Sceau en sa possession, elle s'en servit à son avantage, tant pour ordonner le paiement de ses propres dettes, que pour convoquer un Parlement au nom du Roi prisonnier. Elle n'eut pas la patience d'attendre le tems de cette Assemblée, pour se venger de Spencer, & de ses autres ennemis. Le Comte d'Arundel avoit été déjà décapité, par ses ordres, à Héréford, & ce fut en ce même lieu qu'elle voulut sacrifier les autres à sa vengeance. Elle se mit en marche vers cette Ville, faisant conduire ses prisonniers d'une manière outrageante, afin de les exposer dans tout le chemin aux insultes & aux malédictions du Peuple. Dès qu'elle y fut arrivée, elle fit faire sommairement le procès à Spencer, & à Simon Reading, dont le premier fut pendu à une potence haute de cinquante pieds, & l'autre dix pieds plus bas. Quant au Chancelier Baldock, comme il étoit dans les Ordres Ecclesiastiques, & qu'on n'osoit procéder contre lui de la même manière, on le mit entre les mains de l'Evêque de Héréford, qui le conduisit à Londres. Mais en entrant dans la Ville, la Populace se jeta sur lui, & après l'avoir extraordinairement maltraité, elle le traîna dans les prisons de Newgate, où il mourut des coups qu'il avoit reçus.

1327.

Le Parlement s'assemble.

Les Favoris & les Ministres, ayant ainsi reçu la recompense de leur orgueil, & de leur barbarie, la Reine se rendit à Londres pour y prendre de nouvelles mesures, touchant le Parlement qui s'y devoit assembler. Elle entra en triomphe dans cette Capitale, aux acclamations du Peuple qui la nommoit sa Liberatrice, & lui témoignoit sa reconnoissance, pour le prétendu service qu'elle venoit de rendre à l'Etat. Le Parlement s'étant assemblé au mois de Janvier 1327. la première chose qu'on y agita, fut la déposition du Roi, à quoi tout le monde étoit déjà préparé, sans que ce malheureux Prince trouvât un seul de ses Sujets qui voulût défendre sa cause. Il y fut résolu d'un consentement unanime, que le Roi seroit déposé, & qu'Edouard son fils seroit fait Roi en sa place. Les chefs de l'accusation intentée contre lui, furent rédigés en plusieurs Articles, entre lesquels il y en avoit quelques-uns fort exagérés, & d'autres qui n'étoient que de pures redites, afin d'en grossir le nombre. En général, il étoit accusé de n'avoir pas gouverné selon les Loix du Païs; de s'être servi de mauvais Conseillers, & d'avoir rejeté les conseils de ses fidèles Sujets. Cet Acte ayant passé d'une commune voix, le jeune Edouard fut proclamé Roi, dans la grande Salle de Westminster, sous le nom d'Edouard III. Ensuite, l'Archevêque de Cantorberi prononça un Sermon sur ses paroles, *voix du Peuple, voix de Dieu*, dans lequel il tâcha de justifier ce que le Parlement venoit de faire, & exhorta le Peuple à invoquer le Roi des Rois, en faveur du nouveau Souverain.

Edouard y est déposé, & le Prince son fils, élu en sa place.

Quant

Quand la nouvelle de cette rigoureuse Sentence fut portée à la Reine, elle en parut extrêmement touchée, jusqu'à répandre une grande abondance de larmes. Mais cette douleur apparente, ne s'accordoit guères avec toutes les démarches qu'elle avoit faites pour ruiner son Epoux : moins encore avec sa passion pour Mortimer, dont elle donnoit des marques si publiques, qu'il étoit impossible de s'y méprendre. Le Prince son fils, que son âge rendoit moins soupçonneux, fut peut-être le seul qui se laissa toucher par ses feintes larmes. Poussé par ses généreuses inclinations, il fit un vœu solennel de n'accepter jamais la Couronne pendant la vie du Roi son pere, sans son consentement exprès. Ce vœu déconcerta un peu les mesures du Parlement. Il craignoit qu'Edouard le pere ne voulût s'obstiner à garder le titre de Roi, quoique dépouillé de toute son autorité. Dans cet embarras, on jugea qu'il étoit absolument nécessaire de l'obliger à résigner la Couronne au Prince son fils. Suivant cette résolution, on lui envoya les Evêques de Lincoln & de Héréford, afin de l'y préparer. Ensuite le Parlement nomma douze Commissaires ; sçavoir, trois Evêques, trois Comtes, deux Barons, deux Abbez, & deux Juges, auxquels on ajoignit le Juge *Trussel*, comme Procureur special du Peuple, pour lui déclarer que les Anglois n'étoient plus liez par le serment qu'ils lui avoient prêté, & pour recevoir sa résignation. L'acharnement qu'on avoit contre ce malheureux Prince parut manifestement dans le choix qu'on fit des deux premiers Evêques, que le Roi avoit toujours regardez comme ses ennemis, & qui en effet s'acquitterent de leur commission d'une manière assez rude. Au lieu de lui donner quelque consolation, ils insultèrent à sa disgrâce, en voulant lui persuader, qu'on le déposoit pour son propre bien, & dans la vûe de le décharger du fardeau du Gouvernement, afin qu'il pût vivre plus heureusement qu'il n'avoit vécu jusqu'alors. Mais comme leur discours malicieux ne produisoit pas un grand effet sur son esprit, ils lui déclarerent nettement, qu'il ne pouvoit se dispenser de se conformer aux désirs du Parlement, sans rendre sa condition plus malheureuse. Ils ajoûterent, que son obstination causeroit un très-grand préjudice à sa famille, puisque, s'il refusoit de résigner sa Couronne au Prince son fils, la Nation étoit résoluë d'élire un Roi qui n'auroit aucune relation à la famille Royale. Après ce discours, ils le laisserent, pour lui donner le tems de penser à ce qu'il devoit répondre aux Commissaires qui venoient recevoir sa résignation.

A l'arrivée des Députez, ce malheureux Prince sortit de sa chambre, vêtu de deuil, & marquant dans sa contenance, le trouble dont il étoit agité. Comme il étoit déjà informé du sujet de cette Députation, la vûe de cette puissance formidable qui venoit le dépouiller de la Royauté, fit une telle impression sur son esprit, qu'il tomba dans une défaillance dont il eut de la peine à revenir. Dès qu'il eut rappelé ses esprits, les Députez l'informèrent du sujet de leur commission, & lui représenterent les fâcheuses suites que son refus pourroit avoir. Alors ce Prince infortuné, dans un abbattement qu'on ne pouvoit voir sans pitié, leur répondit : Qu'il se soumettoit à tout ce qu'on demandoit de lui, avec d'autant plus de résignation, qu'il reconnoissoit que ses pechez étoient l'unique cause de ses malheurs. Il ajoûta néanmoins, qu'il ne pouvoit regarder, sans une extrême affliction, la haine que son Peuple avoit conçue contre lui ; mais que si sa douleur pouvoit recevoir quelque soulage-

EDOUARD
II.
1327.
Feinte af-
fliction de la
Reine.

Le Prince
Edouard
fait vœu de
n'accepter
point la
Couronne
sans le con-
sentement
de son pere.
Le Parle-
ment oblige
le Roi à re-
signer sa
Couronne.

Triste état
d'Edouard.

Sa réponse
aux Dépu-
tez.

EDOUARD

II.

1327.

Il résigne
toutes les
marques de
la Royauté.
Procédure
nouvelle
sur ce sujet.

ment, c'étoit par la considération de la bonté que ses Sujets avoient pour son fils, dont il leur étoit sensiblement obligé.

Après cette réponse, il fallut procéder à la Cérémonie de la Résignation, qui ne consista qu'en ce peu de formalitez. C'est que le Roi remit entre leurs mains, la Couronne, le Sceptre, & les autres marques de la Royauté. Après cela, Trussel s'adressant au Roi, lui parla de cette sorte, formant lui-même le stile d'une procédure, dans laquelle il n'y avoit aucun exemple précédent à imiter. *Moi Guillaume Trussel, Procureur du Parlement, & de toute la Nation Angloise, je vous déclare en leur nom, & en leur autorité, que je revoke & retracte l'hommage que je vous ai fait, & dès ce moment je vous prive de la Puissance Royale, & proteste que je ne vous obéirai plus comme à mon Roi.* Après ces paroles, le Grand Maître rompit sa baguette, & déclara que tous les Officiers du Roi étoient déchargés de leur service. Ce fut par là que finit le Règne d'Edouard II. dans la quarante-troisième année de son âge, après avoir duré dix-neuf ans, six mois & quinze jours.

Caractère
d'Edouard
II.

Ce Prince étoit d'un génie très-borné, qui ne lui permettoit pas de distinguer ce qui lui étoit avantageux d'avec ce qui lui pouvoit nuire. Il suivoit son caprice, sans se mettre en peine des suites, & sans avoir la capacité de remédier aux malheurs qu'il s'attiroit lui-même par cette conduite. Quoiqu'il eût plusieurs défauts, on peut pourtant assurer, qu'il étoit plus foible que méchant. Enfin, pour faire son portrait en peu de mots, il n'y a qu'à dire qu'il étoit fort ressemblant à Henri III. son Ayeul. Edouard son pere, bien plus habile que lui, & instruit par les malheurs des deux Rois ses Prédécesseurs immédiats, évita toujours, comme un écueil très-dangereux, les occasions de se broüiller avec la Noblesse, aimant mieux souffrir quelque chose, que de risquer son repos, pour satisfaire son ressentiment. Celui-ci n'eut pas assez de capacité pour suivre un si bon exemple, ni pour profiter de ses instructions. Il se livra tout entier à ses Favis, & il aima mieux perdre l'affection de son Peuple, que se priver du plaisir de faire du bien à ceux qu'il aimoit. Sa foiblesse, & son peu de génie lui attirèrent le mépris de ses Sujets; mépris qui se changea bien-tôt en haine, quand on vit qu'il sacrifioit tout à ses passions. Il eut le malheur d'avoir une femme belle & galante, qui se laissant aller à une honteuse passion, lui porta le dernier coup, peut-être de peur d'en être elle-même prévenue. Certainement, il fut traité avec trop de rigueur par ses Sujets, dont l'insolence s'étoit considérablement accrue, à cause de la foiblesse de leur Souverain. On ne peut remarquer, sans étonnement, qu'il ne s'en trouva pas un seul qui voulut tirer l'épée pour lui. Je n'entreprendrai pas de décider jusqu'où pouvoient aller, en cetems-là, les droits du Peuple à l'égard du Roi. Je dirai seulement qu'on ne pouvoit se fonder sur aucun exemple, puisque c'est ici le premier que l'Histoire d'Angleterre fournit, d'un Roi déposé par ses Sujets, du moins depuis la Conquête. On a reproché à la mémoire d'Edouard II. qu'il étoit sujet au vin. Quelques-uns ont parlé de la passion qu'il eut pour Gaveston, d'une manière à faire penser qu'elle étoit des plus criminelles. D'autres au contraire, ont loüé sa continence. En effet, on ne trouve point qu'il ait eu ni de Maîtresses, ni de Bâtards, ainsi que quelques-uns de ses Prédécesseurs. Il fonda le College d'Oriel, & l'Ecole de Ste Marie dans l'Université d'Oxford, & un Monastere d'hommes dans sa Terre de Langley.

Fondations
d'Edouard
II.

Ca

Ce Prince eut d'Isabelle de France sa femme deux fils , & autant de filles. L'aîné des fils étoit Edoüard III. qui lui succéda. Le second qui avoit nom Jean , & qui étoit surnommé d'Eltham , lieu de sa naissance , mourut à la fleur de son âge , sous le Règne d'Edoüard son frere , sans laisser de postérité. Jeanne , l'aînée des filles , épousa David , Roi d'Ecosse. La seconde , nommée Alienor , fut femme de Renaud , Duc de Gueldre.

EDOUARD
II.
Ses Enfants.

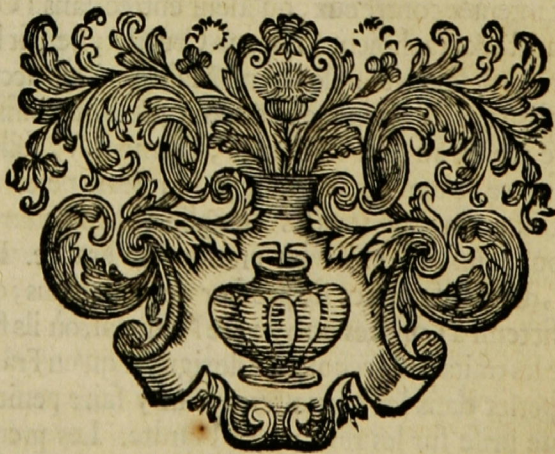
Je finirai l'Histoire de ce Règne par deux événemens dont je n'ai pas eu occasion de parler ailleurs. Le premier fut un tremblement de terre le plus terrible qu'on eût jamais senti dans la Grande Bretagne. Le second fut la destruction de l'Ordre des Templiers , tant en Angleterre qu'en tous les autres Etats Chrétiens. Cet Ordre avoit été formé à Jerusalem , sous le Règne de Baudouin IV. pour la défense du S. Sepulcre , & pour la protection des Pélerins qui y abordoient de toutes parts. Hugues de Paganis & Geoffroi de St. Ademar en avoient été les Fondateurs. Les Chevaliers de cet Ordre furent d'abord nommez *les Pauvres de la Sainte Cité*. Dans la suite on leur donna le nom de *Templiers* , à cause qu'ils eurent leur première Maison proche du Temple. De-là vint aussi qu'on donna le nom de *Temples* à toutes leurs Maisons. L'Ordre fut confirmé au Concile de Troye en 1127. & sa Regle fut composée par S. Bernard.

Tremble-
ment de ter-
re.
Abolition
de l'Ordre
des Tem-
pliers.

Après la ruine du Royaume de Jerusalem , arrivée environ l'an 1186. cet Ordre se répandit dans tous les Etats de l'Europe , & s'accrut extraordinairement par les libéralitez des Chrétiens. Les richesses changèrent bien-tôt les mœurs des Chevaliers. Avec le tems , leurs vices scandaleux , joints à un orgueil insupportable , les rendirent aussi odieux , qu'ils avoient été estimez au commencement de leur institution. Philippe le Bel , Roi de France , ayant eu quelque sujet de mécontentement contre ceux de son Royaume , & ne se contentant pas de châtier ceux qui l'avoient offensé , entreprit de ruiner l'Ordre entier , par le moyen du Pape Clement V. qu'il sçut mettre dans ses intérêts. Premièrement , il fit arrêter tous les Templiers qui se trouverent en France , aussi-bien que le Grand Maître de l'Ordre qui faisoit sa résidence dans l'Isle de Chypre , & qui , par ordre du Pape , s'étoit rendu à Paris. Ensuite , sur l'accusation qui fut intentée contre eux , qu'à leur entrée dans l'Ordre , ils renonçoient Jesus-Christ , & crachoient contre un Crucifix , il en fit bruler cinquante-sept , du nombre desquels étoit le Grand Maître. A ces accusations , on en ajoutoit encore d'autres d'Hérésie , de Sodomie , & d'une infinité d'autres crimes. Pour faire plaisir au Roi de France , Clement V. sollicita fortement Edoüard II. à suivre l'exemple de Philippe son Beau-pere. Après plusieurs instances , il obtint enfin , que tous les Templiers d'Angleterre fussent arrêtés en un même jour , ainsi qu'on l'avoit pratiqué en France. Edoüard s'étant laissé persuader , dans l'esperance de profiter de leurs biens , qui étoient très-considérables , fit tenir à Londres un Synode National , où ils furent condamnés. Mais on ne les traita pas avec autant de rigueur qu'en France. On se contenta de les disperfer dans les Monastères pour y faire penitence , avec une pension modique prise sur les revenus de l'Ordre. Les premières rigueurs qu'on exerça contre eux en France & en Angleterre auroient suffi , sans doute , si l'on n'avoit eu intention que de les châtier ; mais leur ruine étoit résolue. Clement V. étant d'accord sur ce point avec Philippe le Bel , fit faire des

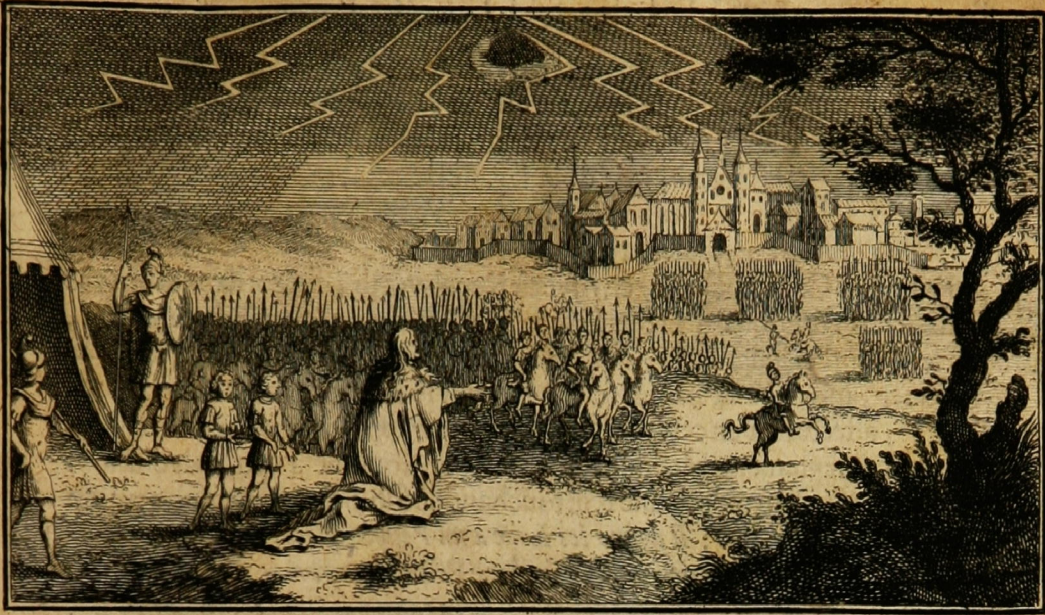
EDOUARD
II.

informations rigoureuses, & entendre un grand nombre de témoins qui chargent, non seulement quelques-uns des Chevaliers, mais tout l'Ordre entier, de divers crimes des plus horribles. Si ces dépositions étoient bien fondées, on a de la peine à comprendre qu'il pût y avoir parmi des Chrétiens, une Société si détestable. Mais tout le monde n'étoit pas également persuadé de la vérité de ces témoignages, particulièrement pour ce qui regardoit tout l'Ordre en général. Ces préparatifs étant faits, le Pape convoqua, à Vienne en Dauphiné, un Concile Général, auquel il présida lui-même, & où Philippe voulut aussi assister pour y presser la condamnation de l'Ordre. Mais ils ne trouverent pas dans le Concile, les dispositions qu'ils y souhaitoient. Les Evêques ne pouvoient se résoudre à condamner des gens qui n'avoient été ni convaincus, ni même citez devant le Concile pour y produire leurs défenses. Ces procédures faites d'office par le Pape, sans entendre ce que tout l'Ordre pouvoit alléguer pour sa justification, ne parurent pas suffisantes au Concile, qui souhaitoit qu'on agît en cette occasion d'une manière plus juridique. Ainsi, le Pape se vit obligé d'user de la plénitude de sa puissance Apostolique, en suspendant cet Ordre pour toujours, par une Bulle qui fut luë à la seconde Session. Comme le Concile n'y étoit pas préparé, personne n'osa se hasarder à mettre opposition à la Bulle, & le silence fut pris pour une approbation, selon la méthode établie depuis quelque tems. La même Bulle reservoit au S. Siège, la disposition des biens des Templiers, & peu de tems après, Clement en gratifia les Hospitaliers, ou Chevaliers de S. Jean, qu'on appelle aujourd'hui Chevaliers de Malthe. Ce fut en vain qu'Edouard II. qui s'étoit déjà emparé des biens de l'Ordre condamné, voulut s'opposer au don que le Pape en avoit fait aux Hospitaliers, & insister sur les prérogatives de sa Couronne, qui lui adjugeoient les confiscations. Les troubles dont l'Angleterre fut agitée pendant son Règne, ne lui permirent pas de se maintenir dans cette possession. C'est ainsi qu'on fit souffrir à tout l'Ordre des Templiers, les peines que quelques-uns de ses Membres avoient sans doute méritées; mais qui, selon les apparences, n'étoient pas dûes à tous.



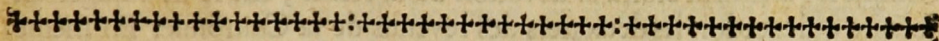


EDOUARD III .



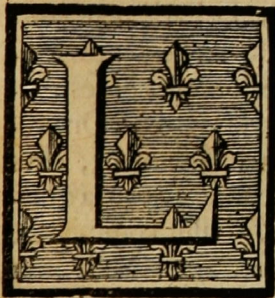
HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE DIXIÈME.



EDOUARD III.

Onzième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



A déposition d'Edouard II. ne procura pas d'abord aux Anglois tout le bonheur qu'on leur en avoit fait esperer. S'ils se virent délivrez des troubles qui avoient agité le dernier Regne, ce ne fut que pour tomber dans des inconveniens qui n'étoient pas moins fâcheux. Le gouvernement d'un Roi foible & imprudent n'étoit pas plus dangereux, que celui d'un Prince mineur, conduit par une Mere passionnée, & par un jeune Ministre sans expérience, plus présomptueux & moins habile que les Spencers. Aussi le Peuple s'aperçut-il bien-tôt, qu'il n'avoit pas beaucoup gagné par ce changement. Par bonheur pour lui, la minorité d'Edouard ne fut pas de longue durée. Dès que ce jeune Prince se fut lui-même chargé des

EDOUARD
III.

EDOUARD
III.

soins du Gouvernement, il changea les malheurs du Regne précédent en félicité, & les affronts reçus de la France & de l'Ecosse en gloire & en triomphes ; exemple remarquable qui fait voir que la prospérité d'un État dépend moins de ses propres forces, que de la sagesse de celui qui le conduit. C'est ce qu'on va voir dans ce Regne, qu'on met, avec raison, au rang des plus illustres de l'Histoire d'Angleterre.

1327.
Edouard III
est proclamé & couronné.

Dès que les Commissaires, envoyez à Kenelworth, furent de retour avec la résignation d'Edouard II, le Prince son Fils fut proclamé de nouveau, sous le nom d'Edouard III, & couronné peu de jours après. La Reine & Mortimer, qui avoient intérêt de rendre tout le Royaume complice de leur violence, affectèrent en cette occasion de faire frapper une médaille qui marquoit le consentement général que le Peuple donnoit à cette révolution. D'un côté, on y voyoit le jeune Roi touchant de son Sceptre un monceau de cœurs, avec ces paroles : *Il donne les Loix à un Peuple qui les reçoit volontairement* (1). Sur les revers paroissoit ce même Prince, recevant une Couronne qui tomboit sur sa tête, avec ces mots : *Il ne la ravit pas, mais il la reçoit* (2).

Le Parlement nommé des Regens.

Quoiqu'Edouard ne fût que dans sa quinzième année, il avoit déjà un jugement mûr, & une pénétration peu ordinaire à cet âge. Il fallut pourtant, pour se conformer aux Loix du Royaume, donner des Gouverneurs au Roi, & des Regens à l'État. Le Parlement en élût douze, qui furent choisis parmi les Evêques, les Comtes, & les Barons, & dont Henri de Lencastre fut déclaré le Chef. La Reine ne s'opposa point à cette nomination : mais comme elle avoit la force en main, elle s'empara du Gouvernement, dont elle ne fit part qu'à ses Créatures. Roger Mortimer, qui n'avoit pas moins de pouvoir sur elle, que Spencer le jeune en avoit eu sur le dernier Roi, fit la charge de premier Ministre, & devint l'Arbitre souverain des affaires du Royaume. Comme le Parlement étoit à la dévotion de la Reine, elle se fit adjuger un douzième qui excédoit les deux tiers des revenus de la Couronne. En même tems on assigna cent marcs par mois pour l'entretien du Roi déposé ; somme plus que suffisante pour la dépense qu'on faisoit pour ce Prince infortuné, qui étoit traité dans sa prison d'une manière fort indécente.

Mais la Reine s'empare du Gouvernement.

Walsingham.

Le Parlement casse les Sentences données sous le Regne précédent.

Art. Publ.
Z. IV. p. 285.

L'animosité que le Parlement avoit fait paroître dans ses procédures contre Edouard II, encouragea ceux qui avoient souffert pendant la faveur des Spencers, à présenter des Requêtes pour être rétablis dans leurs biens & dans leurs honneurs : elles furent toutes favorablement reçues. Le Parlement voulant justifier la démarche qu'il venoit de faire, cassa toutes les Sentences rendues sous le dernier Regne, tant contre le feu Comte de Lencastre & ses Adhérans, que contre ceux qui avoient favorisé les desseins de la Reine. On prétendit qu'elles étoient contraires aux Loix, & que manifestement, elles avoient été extorquées par le crédit des Favoris. C'est peut-être ce qui a donné lieu à quelques Historiens de dire, qu'Edouard III. voulut commencer son Regne par une Amnistie générale, dont il gratifia ses Sujets. Mais si on entend par cette Amnistie la cassation des Jugemens dont je viens de parler, on ne doit pas en faire honneur à ce Prince. Non seulement il ne faisoit rien de soi-même, mais il est certain, qu'en cela, on n'eut aucun autre motif que de décrier le Gouvernement passé, & de favoriser les Partisans de la Reine.

Ce

(1.) *Populo das jura volenti.* (2.) *Non rapit sed recipit.*

Ce fut dans cette même vûë qu'on sçut persuader au Roi, de demander avec instance à la Cour de Rome, la canonisation du Comte de Lencastre décapité à Pontfract. On lui faisoit dire dans ses Lettres au Pape, que les miracles qui se faisoient sur le tombeau de ce Prince, témoignoiient assez que son supplice avoit été un véritable martyre. Enfin, toutes les démarches de la Reine & de ce Parlement tendoient uniquement à justifier la conduite qu'on avoit tenuë à l'égard du dernier Roi; conduite qui auroit sans doute passé pour très-criminelle, si elle n'avoit pas été suivie d'un heureux succès.

Le repos dont l'Angleterre se flattoit de jouir sous ce nouveau Roi qui se trouvoit en Paix ou en Trêve avec tous ses voisins, fut troublé par une irruption que les Ecoissois firent sur les frontières. Robert leur Roi, quoique d'une santé fort foible, & d'un âge assez avancé, ne crut pas devoir laisser passer cette minorité, sans en tirer quelque avantage. Il craignoit aussi qu'un trop long repos n'énervât les forces de ses Sujets. Dans les conjonctures où ils se trouvoient, il croyoit qu'il étoit nécessaire de les tenir en haleine, sçachant qu'ils avoient à faire à des ennemis redoutables, qui, en faisant la Trêve avec eux, ne s'étoient pas déistes de leurs prétentions. Ce sont là, les causes les plus apparentes de cette rupture, que Buchanan ne justifie qu'en disant, qu'il est à croire que Robert y fut porté par de puissantes raisons. Quoiqu'il en soit, ce Prince mit le Comte de Murray & le Chevalier Douglas à la tête d'une armée de vingt-mille hommes, & leur ordonna d'aller ravager les frontières d'Angleterre. Edoüard ne put apprendre la nouvelle de cette irruption, sans sentir exciter dans son ame un désir ardent de se signaler pour la défense de son Royaume. Quoique ceux qui gouvernoient en son nom n'eussent pas beaucoup d'inclination pour la Guerre, ils ne crurent pas qu'il fût de leur intérêt de souffrir cette insulte. Leur autorité auroit pu être ébranlée, si, en cette occasion, ils eussent donné quelque marque de foiblesse, ou de lâcheté.

Les avis du Conseil s'étant trouvez conformes aux désirs du Roi, on assemble une armée de soixante mille hommes, en y comprenant les troupes que Jean de Haynaut avoit amenées de son País. Toute l'armée s'étant renduë à Yorck, Edoüard étoit sur le point de se mettre à la tête, lorsqu'il survint, entre les Anglois & les troupes de Haynaut, une querelle dans laquelle il y eut beaucoup de sang répandu. Comme les premiers étoient les agresseurs, on ne pouvoit rendre justice aux Etrangers sans mécontenter l'armée. Ainsi la Cour fut obligée de séjourner à Yorck plus long-tems qu'il n'avoit été résolu, afin de chercher les moyens d'appaïser ce différend, avant que de se mettre en campagne. Ce retardement donna aux Ecoissois le tems de passer la Thyne entre Carlisle & Newcastle, & de ravager, d'une manière très-barbare, le País situé en deçà de cette rivière. Ils avoient quatre mille hommes d'armes. Leurs autres troupes étoient montées sur de petits Chevaux, afin de pouvoir plus aisément faire des courses & se retirer. Cette nouvelle fit hâter le départ du Roi. Bien qu'il ne sçût pas précisément où étoient les ennemis, il se mit en marche pour aller les chercher, guidé seulement par les maisons embrasées & encore fumantes qu'il trouvoit sur le chemin. Quelque diligence qu'il pût faire, il ne lui fut pas possible de les atteindre. Comme ils n'avoient point d'Infanterie, & qu'ils n'étoient chargez que de peu de bagage, ils faisoient des marches si extraordinaires, que non seulement ils se mirent hors de la portée de l'Armée

EDOUARD
III.

1327.
Le Roi de-
mande au
Pape la Ca-
nonisation
du feu
Comte de
Lencastre.

Le Roi
d'Ecosse.
rompt la
Trêve.

Edoüard
assemble
une grande
armée.

Querelle
entre les
Anglois &
les troupes
de Haynaut.
M. Echard.

Les Ecos-
sois rava-
gent les
frontières.
Boeth. Bu-
chanan.

EDOUARD
III.
1327.
Il les at-
tend sans
pouvoir
combattre.
*Jos. Barns.
Hist. of Ed.
III.*

l'Armée Angloise, mais même dans un tel éloignement, qu'on ne put plus les suivre à la trace. L'incertitude du lieu où ils s'étoient retirez, ayant fait perdre au Roi l'espérance de les rencontrer, il assëmbra le Conseil de Guerre sur ce sujet. Quelques avis confus ayant fait juger que les Ecoissois n'avoient pas encore repassé la Thyne, il fut résolu qu'on iroit les attendre au-delà de cette rivière, à peu près à l'endroit où l'on crut qu'ils pourroient passer pour se retirer dans leur Pais. Cette résolution fut exécutée. Mais l'armée Angloise n'eut pas plutôt passé la Thyne, qu'elle se vit obligée de la repasser, parce qu'elle ne trouvoit aucun moyen de subsister au Nord de cette rivière.

Pendant le tems qui fut employé dans ces marches & contre-marches Edouïard n'ayant jamais eu des nouvelles certaines des ennemis, étoit dans une extrême inquiétude. Comme il ne sçavoir quelle route prendre pour les aller chercher, il fit publier dans l'armée, qu'il donneroit le titre de Chevalier, avec une pension de cent livres Sterling, à quiconque lui en apporteroit des nouvelles certaines. L'espoir d'une si bonne recompense mit tant de gens en campagne, qu'il ne tarda pas long-tems à être informé de ce qu'il souhaitoit de sçavoir. Mais ce ne fut pas sans quelque confusion, qu'il apprit que les ennemis qu'il cherchoit avec tant d'empressement, n'étoient qu'à deux lieues de lui. Il marcha incontinent vers eux, dans l'espérance de les pouvoir combattre le même jour. Mais il ne jouït pas long-tems du plaisir que cette espérance lui causoit. Les Généraux Ecoissois qui n'avoient pas ignoré son approche, s'étoient campez vis à vis du parc de *Stanhop*, sur une Colline au pied de laquelle couloit la rivière de *Were*, à la vérité peu profonde, mais pleine de rochers qui en rendoient le passage très difficile. Quelque envie qu'Edouïard eût de les combattre, il connut avec un chagrin extrême, qu'il ne pouvoit les attaquer sans exposer son armée à un danger évident. Il étoit fâcheux pour ce jeune Prince avide de gloire, de voir les Ennemis de si près, sans pouvoir en venir aux mains avec eux. Il ne perdit pourtant pas toute espérance d'y réussir. Comme il jugeoit de leur courage par le sien, il leur fit proposer, que s'ils vouloient passer la rivière pour venir à lui, il se retireroit à une distance convenable pour leur donner le tems de passer, & la facilité d'occuper le terrain qu'ils jugeroient à propos, ou bien qu'aux mêmes conditions, il passeroit lui-même de leur côté. Les Généraux Ecoissois répondirent, que l'armée Angloise étant trois fois plus forte que la leur, ce seroit à eux une trop grande témérité que d'accepter ce parti : Qu'ils étoient résolus de demeurer dans leur poste, & que c'étoit au Roi à les en déloger, s'il jugeoit qu'il lui fût avantageux de de l'entreprendre. Cependant comme ils craignoient qu'Edouïard, en les amusant par ses offres, n'eût le pensée de passer la rivière en quelque autre endroit, ils se retirèrent pendant la nuit & allèrent se camper dans un poste plus avantageux que celui qu'ils venoient de quitter. Outre qu'ils avoient toujours la *Were* en front, leurs flancs étoient couverts par des montagnes, & des marais inaccessibles, qui leur ôtoient la crainte d'être attaquez, quand même les Anglois auroient passé la rivière plus haut. Edouïard ayant été informé de leur mouvement, les suivit, la *Were* entre deux, & les ayant trouvez dans un poste si peu accessible, il leur fit faire la même proposition qu'il leur avoit déjà faite, à quoi ils répondirent comme la première fois.

Action
hardie du

Pendant que les deux armées se tenoient en présence, sans pouvoir en venir
aux

aux mains, le Chevalier Douglas, l'un des deux Généraux Ecoſſois, paſſa la rivière à quelque diſtance des deux Camps, n'ayant que deux cens Chevaux ſeulement. Avec cette petite troupe, il ſe gliffa juſque dans le camp des Anglois, & pénétra même juſqu'à la tente du Roi, où il donna une terrible alarme. Vrai-ſemblablement, ſon deſſein étoit d'enlever ce Prince : mais n'ayant pû réuſſir, il ſe retira ſans beaucoup de perte. Enfin, après que les deux armées eurent été quinze jours dans les mêmes poſtes les Ecoſſois décampèrent pendant la nuit, & par des marches précipitées, qui ôtoient aux Anglois les moyens de les pourſuivre, ſe retirèrent dans leur Païs. Ils étoient déjà ſi loin lorſqu'Edoüard fut averti de leur retraite, qu'il ne jugea pas à propos de les pourſuivre. Pluſieurs attribuèrent dès-lors à Mortimer les mauvais ſuccès de cette Campagne, & le ſoupçonnèrent d'avoir eu des intelligences avec les ennemis pour leur procurer la facilité de ſe retirer ſans combattre. Edoüard n'ayant plus rien à craindre des Ecoſſois reprit le chemin d'Yorck, fort mortifié de n'avoir pû ſe venger. Dès qu'il fut arrivé dans cette Ville, il congédia ſes troupes, après avoir fait de magnifiques préſens à Jean de Haynaut, en le renvoyant dans ſon Païs.

EDOÜARD
III.
1327.
Chevalier
Douglas.

Les Ecoſſois ſe reti-
rent.

Fin tragi-
que d'E-
doüard II.
Lamère.

Pendant que ce jeune Prince étoit occupé à cette expedition, le Roi ſon Pere, toujours étroitement gardé dans le Château de Kenelworth, y paſſoit une vie pleine d'amertume, n'ayant pas la liberté de prendre le moindre divertiffement. Il écrivoit de tems en tems à la Reine ſa Femme, pour la prier d'adoucir les rigueurs de ſa priſon : mais rien n'étoit capable de fléchir la dureté de cette Princeſſe, en faveur d'un Epoux qu'elle avoit elle-même réduit à ce malheureux état, ſans que, du moins à ſon égard, il ſe fût rendu digne d'un traitement ſi barbare. Si elle eût oſé ſuivre ſes inclinations, elle auroit laiffé ces Lettres ſans réponſe. Mais comme elle avoit intérêt de tromper le Public par cette correfpondance, elle étoit bien aifé de l'entretenir. Elle lui envoyoit de tems en tems du linge, des habits, & quelques petits préſens, afin de perſuader au Peuple crédule, qu'elle ſacrifioit ſa tendreſſe aux intérêts de l'État ; il n'étoit pas ſi facile de tromper Edoüard lui-même, puisſqu'il ne pouvoit qu'être convaincu, qu'elle étoit l'unique cauſe de ſes malheurs. Auffi n'eut-elle jamais le front de paroître devant lui. Elle ne voulut pas même permettre au Roi ſon Fils, d'aller rendre quelques devoirs à ſon malheureux Pere, de peur qu'il n'apprît des choſes qu'elle ſouhaitoit qu'il ignorât toute ſa vie. Ainſi, quoique le Roi priſonnier ſouhaitât ardemment de les voir l'un & l'autre, & qu'il demandât ſouvent en quoi ils ſe ſentoient ſi fort offenſez, pour lui refuſer cette conſolation, il ne pût jamais l'obtenir.

Cependant la rigueur dont on uſoit envers ce Prince infortuné, commençoit à exciter quelques mouvemens de pitié dans les cœurs des Anglois, qui ſont naturellement généreux. Henri de Lencaſtre même, à qui on en avoit confié la garde, ſ'adouciſſoit de jour en jour d'un telle manière, qu'il lui laiſſoit entrevoir quelque eſpérance de recouvrer ſa liberté. Un autre motif ſe joignoit encore dans l'eſprit de ce Prince, à celui de la généroſité. C'étoit la conduite irrégulière de la Reine, & le grand crédit de Mortimer que ſon arrogance rendoit odieux à tout le monde. Comme il ne prenoit pas ſoin de cacher ſes ſentimens, la Reine, & Mortimer le ſoupçonnèrent d'avoir formé le deſſein de rétablir le Roi dépoſé. Ce ſoupçon, bien ou mal fondé, produiſit un funeſte

Tome III.

Q

effet,

EDOUARD
III.
1327.

effet , en les déterminant à prévenir le danger dont ils se croyoient menacez. Dans cette vûë , ils résolurent de tirer le Roi prisonnier d'entre les mains de son Gardien qui leur étoit devenu suspect , & d'en confier la garde à des gens dont ils fussent plus assurez. Les Chevaliers *Maltravers* , & *Gournay* , tous deux d'un naturel aussi brutal qu'il étoit nécessaire pour les desseins de ceux qui les employoient , eurent ordre de tirer Edoüard du Château de Kenelworth , & de le transférer dans celui de Barckley. Il n'étoit presque pas possible que ce malheureux Prince tombât en de plus mauvaises mains. D'abord ils le conduisirent à Corffe , ensuite à Bristol & enfin au Château de Barckley , qui devoit être sa dernière prison. Dans ce voyage , ils lui firent mille indignitez , jusqu'à le faire razer en pleine Campagne , avec de l'eau froide tirée d'un fossé bourbeux. Quelque constance qu'il eût témoignée jusqu'alors , il ne put , en cette occasion , s'empêcher de déplorer son infortune , & de faire connoître à quel point il en étoit touché. Parmi les plaintes & les reproches qu'il fit à ceux qui le traitoient avec tant de barbarie , il leur dit , que , quoiqu'ils pussent faire , ils ne lui ôteroient point l'usage de l'eau chaude pour se razer. En même tems , il laissa couler deux torrens de larmes de ses yeux. Ses ennemis avoient espéré que les chagrins & les fatigues qu'on lui faisoit endurer , seroient capables de terminer ses jours. Mais bien qu'ils fussent servis avec un zèle barbare par ces impitoyables Gardes qui employèrent pour cela des moyens aussi cruels qu'insolens , la bonté de son tempérament le empêcha de réussir. Ces scélérats voyant que leurs rigueurs ne produisoient pas un assez prompt effet , demandèrent de nouvelles instructions qu'on ne leur fit pas long-tems attendre. Ils reçurent des ordres précis de faire mourir ce Prince , qui , tout misérable qu'il étoit , ne laissoit pas de causer de continuelles frayeurs aux auteurs de sa disgrâce. On dit qu' *Adam Orleton* , Evêque de Héréford , l'un des Ministres de la Reine , accompagna ces ordres d'une Lettre écrite en Latin , dans laquelle , par une indigne équivoque , il leur conseilloit en un même tems de tuer Edoüard & les exhortoit à se garder d'un pareil crime. En effet les expressions qu'on lui attribue peuvent recevoir l'un & l'autre de ces deux sens , selon la différence de la ponctuation (1). Ces ordres ne furent pas plutôt arrivés , que les deux Gardes sçachant bien à quoi ils devoient s'en tenir , entrèrent dans la chambre d'Edoüard pour les exécuter. Ce Prince étant alors couché dans son lit , ils mirent un couffin sur son visage , pour empêcher qu'il ne fût entendu. Ensuite , avec une cruauté dont on n'avoit jamais vû d'exemple , ils lui fourrèrent dans le Corps un tuyau de corne , au travers duquel ils firent passer un fer chaud , qui lui brûla les entrailles. Ce fut de cette horrible manière que ce Prince infortuné finit sa vie (2) , souffrant dans sa mort des douleurs si violentes , que , malgré la précaution de ses assassins , ses cris furent entendus de bien loin. Pour couvrir cette infame action , les deux Bourreaux firent venir quelques habitans de Bristol , & de Gloucester , qui ayant examiné le Corps , & n'y ayant point trouvé des marques d'une mort violente , jugèrent qu'il étoit mort naturellement. Cette relation , qu'on prit soin de faire certifier par des témoins , fut incontinent répandue dans tout le Royaume , afin que tout le Peuple en fût informé.

Les

(1) *Edvardum occidere nolite timere , bonum est.*
Edvardum occidere nolite , timere bonum est.

(2) Dans le mois d'Octobre.

Les malheurs de ce Prince que ses ennemis persécutèrent avec tant d'acharnement, commençoient à exciter la pitié des Anglois, depuis qu'il avoit cessé de leur être redoutable. Mais cette pitié fut peu agissante, au lieu que leur haine ne leur permit pas de demeurer en repos, jusqu'à ce qu'ils l'eussent entièrement ruiné. Veritablement, il seroit difficile de justifier toute sa conduite : mais on ne peut pas accuser de prévention en sa faveur, ceux qui ont assuré qu'il n'y avoit point de proportion de ses fautes avec ses peines. Il souffrit lui-même, pour n'avoir pas eu la fermeté de punir ses Favoris ; grande leçon pour tous les Princes, mais dont peu sçavent profiter. La pitié qu'on eut de ses souffrances, qui ne purent toujours demeurer cachées, alla si loin, qu'après sa mort, il fut regardé comme un Saint, tant le Peuple passe aisément d'une extrémité à l'autre. Son corps fut d'abord inhumé, sans aucune pompe, dans l'Eglise de Glocester ; mais quelque tems après, le Roi son fils lui fit ériger un superbe tombeau dans la même Eglise. Bien loin que ses meurtriers reçussent de leur parricide la récompense qu'ils en attendoient, ils furent contraints de se sauver au-delà de la mer, pour en éviter la punition. Ceux mêmes qui les avoient employez affectoient de les faire chercher exactement, afin de couvrir la part qu'ils avoient au crime. Trois ans après, Gournay fut arrêté à Burgos, & par l'ordre du Roi de Castille conduit à Bayonne, d'où Edoüard ordonna qu'on le transportât en Angleterre. Mais par des intrigues qui ne sont pas bien développées dans l'Histoire, il fut décapité sur le vaisseau. Maltravers passa sa vie en exil, en quelque endroit d'Allemagne où il s'étoit retiré : mais la vengeance divine ne s'arrêta pas à la punition de ces deux scelerats. La Reine, Mortimer, & leurs complices, en ressentirent aussi les effets. Peut-être même doit-on regarder comme des suites de cette même vengeance, les morts violentes ou prématurées de presque tous les Descendants d'Edoüard III, aussi-bien que les Guerres civiles dont l'Angleterre fut affligée sous la posterité de ce même Roi, ainsi qu'on le verra dans la suite.

EDOUARD
III.
1327.

Punition de
Gournay.

La mort d'Edoüard II. arrêta tous les mouvemens qu'on commençoit à remarquer dans le Royaume. Le Roi son fils se trouvant dans un état plus tranquille, puisque par la mort de son Pere, qu'il croyoit naturelle, il se trouvoit guéri des scrupules qu'il pouvoit avoir sur son sujet, prit ce tems de repos pour solenniser, avec Philippe de Haynaut, son mariage, qui avoit été conclu par la Reine sa Mere à Valenciennes. La cérémonie se fit dans Yorck, où le Roi se trouvoit au retour de sa campagne. Quelque tems après la nouvelle Reine fut couronnée avec les solennitez ordinaires.

1328.
Mariage
d'Edoüard
III.

Après que les fêtes pour le mariage du Roi & pour le couronnement de la Reine furent terminées, Edoüard convoqua le Parlement à Northampton, pour lui demander ses avis sur deux affaires très-importantes. La premiere regardoit la Regence du Royaume de France, à laquelle il prétendoit après la mort de Charles le Bel, son Oncle, arrivée au commencement de cette année. Je remets à parler de celle-ci en un autre endroit. La seconde étoit la Paix avec l'Ecosse que le Roi Robert lui proposoit. La Reine Isabelle & Mortimer qui tenoient les rênes du Gouvernement, ne croyant pas que la Guerre fût convenable à leurs intérêts, souhaitoient, avec ardeur, de faire la paix. D'un autre côté, le Roi d'Ecosse ne se sentant plus en état de supporter

Le Roi consulte le Parlement sur la Paix proposée par le Roi d'Ecosse.

EDOUARD
I I I.
1328.

Traité de
Paix entre
l'Angleterre
& l'Ecosse.

Edouard se
désiste de
toutes ses
prétentions
sur l'Ecosse.

Il rend à Robert tout ce
qu'Edouard
I. avoit
enlevé d'Ecosse.

Les Anglois
murmurent

les fatigues de la Guerre, désiroit de se procurer du repos pendant le reste de sa vie. D'ailleurs, comme ses infirmités le menaçoient d'une mort prochaine, il étoit bien aisé de prévenir, par une Paix avec les Anglois, les accidens que la Guerre pourroit causer pendant la minorité de David son fils, qui n'étoit âgé que de sept ans. Le Parlement étant entièrement dans les intérêts de la Reine, il ne fut pas difficile d'obtenir son approbation, pour entamer un Traité que les deux partis souhaitoient également de conclure. La Reine Mere & Mortimer pour les Anglois, & Douglas pour le Roi d'Ecosse, furent les Négociateurs de cette Paix. Elle fut bien-tôt conclue & scellée par le mariage de David, Prince d'Ecosse, avec Jeanne, sœur d'Edouard, quoiqu'ils fussent tous deux dans l'enfance.

La plupart des Anglois n'avoient vû, qu'avec peine, commencer la négociation d'une Paix, qui, selon les apparences, ne pouvoit leur apporter aucun nouvel avantage. Ils s'enfermoient pourtant consolez, par l'espérance du repos qu'elle devoit leur procurer, si, pour en hâter la conclusion, Isabelle & Mortimer n'eussent cédé au Roi d'Ecosse, des avantages qu'il n'auroit pas même pû espérer, après le gain de plusieurs batailles. Par leurs conseils intéressés, Edouard se désista de toutes ses prétentions sur l'Ecosse, tant à l'égard de la Souveraineté que de la propriété. En même tems, il rendit à Robert tous les titres & documens qui pouvoient justifier la Souveraineté des Rois d'Angleterre sur ce Royaume. Entre ces titres étoit le fameux Acte, nommé *Ragman*, signé de Jean Baillol & de tous les Seigneurs d'Ecosse, dans lequel étoient contenus les droits de la Couronne d'Angleterre. Tout cela fut suivi de la restitution de la Couronne, du Sceptre, des joyaux qu'Edouard I. avoit enlevés d'Edimbourg, & généralement de tout ce qui pouvoit rendre quelque témoignage de la Souveraineté de l'Angleterre sur le Royaume d'Ecosse. Si tout cela s'étoit fait par un motif de justice & d'équité, pour réparer en quelque manière, les torts qu'Edouard I. avoit faits aux Ecoissois, bien loin de le trouver étrange, on auroit dû louer une conduite si Chrétienne. Mais comme on étoit bien convaincu que la Reine & Mortimer n'agissoient pas par un semblable motif, & que d'ailleurs le Peuple étoit prévenu en faveur des droits qu'Edouard I. avoit voulu établir, tout le monde étoit très-mécontent de cette restitution. On disoit que c'étoit acheter bien chèrement une Paix qui n'étoit ni honorable, ni nécessaire : que par ce honteux Traité, toutes les dépenses qu'on avoit faites, & tout le sang qui s'étoit répandu pour la conquête de l'Ecosse, devenoient absolument inutiles : que la Reine qui avoit pris pour prétexte l'incapacité du Roi son Epoux pour le dépouiller de sa dignité, faisoit bien voir combien elle étoit elle-même incapable de gouverner un Etat, & que les fautes qu'Edouard II. avoit commises pendant tout son Regne, n'étoient rien au prix de celle qu'elle faisoit dès la première année de son administration. Malgré tous ces murmures, la Reine & Mortimer eurent assez de crédit dans le Parlement pour y faire approuver la Paix, & pour faire regarder comme une récompense suffisante de toutes les restitutions qu'on faisoit à l'Ecosse, une somme de trente mille marcs, que Robert promit de payer, dans le terme de trois ans. C'est ainsi qu'il arrive le plus souvent, que ceux qui prétendent réformer le Gouvernement par des voyes extraordinaires, font

font voir dans la suite qu'ils n'ont eu rien moins en vûë, que le bien public qui leur a servi de prétexte.

En conséquence du Traité qui venoit de se conclurre, le mariage de Jeanne, sœur du Roi fut solennisé à Barwick. Peu de tems après, Mortimer se vit recompensé du prétendu service qu'il venoit de rendre à son Maître, par le titre de *Comte de la Marche*, que le Roi lui conféra en plein Parlement. *Jean d'Eltham*, frere du Roi, fut crée Comte de Cornuaille, & *Jacques Butler* reçut le titre de Comte d'Ormond.

Henri de Lencastre & quelques autres Seigneurs s'étoient absentez de cette Assemblée : ils étoient mécontents de ce que la Reine Mere & Mortimer avoient usurpé toute l'autorité, contre l'intention du Parlement qui avoit nommé douze Barons pour avoir soin des affaires publiques. La mort tragique d'Edouard II, & le Traité qu'on venoit de faire avec l'Ecosse, leur fournissant un prétexte plausible de se plaindre, ils avoient déjà commencé à tenir des Conférences secretes, & à former des projets pour reformer le Gouvernement. Comme il étoit difficile de garder le secret dans un complot où ils avoient dessein de faire entrer beaucoup de monde, la Reine & le Favori en furent bien-tôt avertis. Le Comte de Lencastre qu'ils regardoient comme l'Auteur de ce complot, & le Chef des mécontents, fut la première victime qu'ils résolurent de sacrifier à leur sûreté. Un accident qui arriva peu de tems après, leur fournit une occasion dont ils crurent devoir se servir pour exécuter leur dessein. Ce Prince avoit une querelle particuliere avec le Lord Holland, qu'il regardoit comme ennemi capital de sa Maison, & comme un des principaux auteurs de la mort du Comte Thomas son Frere. Quelques menaces qu'il lâcha contre son ennemi, porterent un Chevalier son Domestique, nommé *Thomas Withers*, à chercher l'occasion de venger son Maître. Cette occasion s'étant rencontrée peu après la separation du Parlement, *Withers* tua le Lord Holland, & se refugia dans le Palais de Lencastre, d'où les ordres réitérez de la Cour ne furent pas capables de l'arracher. La Reine & le Comte de la Marche ne furent pas fâchez que leur ennemi leur fournit un prétexte si plausible d'animer le Roi contre lui. Ils firent entendre à ce jeune Prince qu'il étoit d'une très-grande importance, de ne pas souffrir qu'un Sujet, de quelque qualité qu'il fût, entreprît de protéger des Criminels, & d'arrêter le cours de la Justice : que c'étoit agir en Souverain, & qu'il étoit à craindre que ceux qui s'attribuoient un tel pouvoir, n'eussent intention de l'accroître aux dépens de l'autorité Royale, & ne brassassent des complots pour troubler la tranquillité de l'Erat. Par ces discours envenimez, ils engagerent le jeune Roi à prendre la résolution de châtier cette desobéissance.

Dès que le Comte de Lencastre sçut qu'on avoit dessein de l'attaquer, il fit, de son côté, des préparatifs pour se défendre, & forma une association, dans laquelle entrèrent Edmont Comte de Kent, & Thomas Comte de Norfolk, Oncles du Roi, le Lord Beaumont, le Juge Trussel, & quelques autres Seigneurs, qui résolurent tous ensemble d'opposer la force à la force, en cas qu'on les attaquât. En même-tems, ils publièrent un Manifeste, contenant les motifs de leur armement, tous tirez des griefs du Royaume & de l'interêt public. Ils disoient qu'ils avoient pris les armes. I. Pour obliger la Reine Douairière à mettre dans le Trésor public, le revenu qu'elle s'étoit

EDOUARD
III.

1328.

Mariage de
Jeanne avec
David.
Mortimer
est fait Com
te de la
Marche,
& Jacques
Butler,
Comte
d'Ormond.
Méconten
tement de
quelques
Seigneurs.

Dugdale vol.
2. pag. 73.

Henri de
Lencastre
fournit à la
Reine un
prétexte de
l'attaquer.
Elle anime
le Roi con
tre lui.

Il se prépa
re à se dé
fendre.
Ligue con
tre la Cour.
Manifeste
des Liguez.

EDOUARD
III.
1328.

fait assigner, excédant de beaucoup le doüaire ordinaire des Reines. II. Pour arrêter les exactions & les usurpations de ceux qui gouvernoient au nom du Roi. III. Pour faire punir ceux qui avoient trahi l'Etat dans la dernière Guerre contre l'Ecosse. IV. Pour faire examiner par quels moyens l'Ordonnance du Parlement, qui avoit établi douze Barons pour gouverner l'Etat pendant la minorité du Roi, n'avoit pas été exécutée. V. Pour faire en sorte qu'on fit d'exactes perquisitions touchant la mort d'Edouard Pere du Roi, après que, par des ordres particuliers, il avoit été tiré des mains de ceux à qui le Parlement en avoit confié la garde. VI. Pour faire rechercher ceux qui s'étoient emparez des trésors du dernier Roi, sans en avoir rendu compte. VII. Pour faire que le Public fût informé, par quels conseils le Roi, pendant sa minorité, avoit cédé tous ses droits sur l'Ecosse, & rendu tous les Actes qui pouvoient les justifier. VIII. Enfin, pour faire rendre compte à ceux qui avoient conseillé au Roi de marier la Princesse sa sœur avec David Brus, fils de l'ennemi capital de la Nation Angloise.

Le Roi veut
châtier les
Mécontens.

L'Arche-
vêque de
Cantorberi
s'emploie
pour procu-
rer la Paix.

Les Mécon-
tens acce-
ptent une
Amnistie.

1329.
Mort du Roi

Ces Articles, dont on prit soin de repandre des copies dans tout le Royaume, touchoient vivement la Reine, & le Comte de la Marche, qui y étoient assez ouvertement désignez. Mais au lieu de s'amuser à justifier leur conduite, qui en effet, ne pouvoit que mal aisément être excusée, ils suivirent une autre route, en faisant entendre au Roi, que ceux qui avoient pris les armes cherchoient à lui ravir la Couronne. Ils lui insinuerent malicieusement, que ses deux Oncles, & Henri de Lencastre, qui étoit petit-fils de Henri III. avoient formé le projet de faire exclure la posterité d'Edouard II. du Trône dont ce Prince avoit été déclaré indigne, comme si les fautes du pere devoient rejaillir sur les enfans. Le jeune Roi, qui n'avoit aucun soupçon contre la Reine sa mere, ayant prêté l'oreille à cette accusation, résolut d'employer la force, pour ranger à leur devoir des gens qu'il regardoit déjà comme des rebelles. Il commença même à faire des préparatifs pour exécuter ce dessein. Vraisemblablement, cette affaire auroit eu de fâcheuses suites, si l'Archevêque de Cantorberi ne se fût pas employé avec ardeur, pour arrêter le cours de ces mouvemens. Ce Prélat fit adroitement entendre à la Reine, que le Manifeste des Mécontens étoit si spécieux, que les griefs dont ils se plaignoient étoient d'une telle nature, qu'il étoit à craindre que tout le Peuple ne se rangeât dans leur parti. La Reine ayant aisément compris ce que l'Archevêque ne lui expliquoit qu'à demi, & jugeant qu'il n'y auroit pas moins de danger pour elle que pour les Mécontens, si elle entreprenoit de les pousser à bout, elle se laissa persuader de finir cette affaire par un accommodement dont les Mécontens ne s'éloignoient pas. Comme leur parti n'étoit pas encore assez puissant pour porter les choses où ils désiroient, leur dessein, en publiant ce Manifeste, n'avoit été que de faire sentir à la Reine à quoi elle s'exposeroit en voulant les accabler. Ainsi, sans insister davantage sur leurs griefs, ils acceptèrent le pardon que l'Archevêque leur procura, moyennant certaines amendes, & le bannissement de Beaumont, de Trussel, & du meurtrier du Lord Holland, qui furent exclus de l'Amnistie. En cette occasion, le Comte de la Marche feignit de favoriser les Princes. Mais il garda contre eux un vif ressentiment dont le Comte de Kent fut la victime.

Le brave Robert, Roi d'Ecosse, ne jouït pas long-tems de la glorieuse Paix

Paix qu'il venoit de faire avec l'Angleterre. Il mourut d'une mort douce & tranquille, avec la consolation d'avoir délivré l'Ecosse de la domination des Anglois, & de voir sa propre Famille affermie sur le Trône. Ce n'est pas sans fondement que les Ecoissois le mettent au nombre de leurs plus illustres Rois, comme Restaurateur de leur Monarchie. Ce Prince étant dans son lit de mort, donna ces trois instructions principales à ceux qu'il avoit chargé de la Régence, pendant la minorité de David son fils, qui n'étoit âgé que de huit ans. La première, de ne hazarder jamais aucune Bataille dans le Royaume. La seconde, de ne faire point de longues Trêves avec les Anglois, en cas que les deux Nations reprissent les armes l'une contre l'autre. La troisième, d'être toujours attentifs à ce qui se passeroit en Angleterre, de peur d'être surpris quand ils se trouveroient sans défense.

Le Comte de la Marche, toujours soutenu par la Reine mere, se trouvoit élevé à un si haut degré de puissance, qu'il agissoit moins en Ministre qu'en Souverain. Il dispofoit de toutes les Charges, aussi bien que des revenus publics, avec une autorité accompagnée d'une arrogance assez ordinaire aux Favoris, & qui ne contribua pas moins que leur fortune, à les rendre odieux. Le crédit extraordinaire de ce Comte reveilla la jalousie des Anglois, qui n'avoient pas changé d'humeur, depuis la déposition d'Edouard II. & qui n'avoient pas plus d'estime pour ce nouveau Favori, qu'ils en avoient eu pour Gaveston & pour Spencer. Entre ceux qui marquoient le plus ouvertement leurs sentimens sur ce sujet, Edmond, Comte de Kent, Oncle du Roi, étoit le principal. Ce Prince, non plus qu'Edouard II. son frere, n'avoit pas beaucoup de génie pour les affaires; mais il étoit naturellement bon & genereux. Il s'étoit pourtant laissé surprendre aux artifices d'Isabelle, quand il s'étoit joint à elle contre son propre frere, ne s'imaginant pas qu'elle dût pousser les choses si loin. Quand une fois il se fut engagé dans ce parti, la rapidité de la révolution qui arriva immédiatement après, ne lui permit pas de s'en retirer. Le Gouvernement fut changé avant qu'il eût le tems de réfléchir sur les conséquences de l'entreprise de la Reine. La conduite irrégulière de cette Princesse, l'arrogance du Favori, la mort soudaine du feu Roi, & les fautes qui se commirent dans l'administration des affaires publiques, lui ouvrirent enfin les yeux. Il reconnut, avec douleur, l'injustice du complot où il s'étoit malheureusement engagé. Les cœurs genereux ont de la peine à dissimuler leurs sentimens. Celui-ci, peu instruit dans les maximes de la politique, ne prenoit pas assez de soin de cacher le chagrin qu'il ressentoit de ce qui s'étoit passé, & de ce qu'il voyoit tous les jours. Il s'étoit jetté, sans balancer, dans le parti de Henri de Lencastre, pendant les derniers mouvemens, faisant connoître par là, qu'il ne tiendrait pas à lui, que les affaires ne changeassent de face. Il n'en fallut pas davantage pour obliger Isabelle, & le Comte de la Marche à hâter sa ruine, dans la crainte où ils étoient d'en être eux-mêmes prévenus. Pour cet effet, ils lui tendirent un piège des plus extraordinaires qu'on puisse s'imaginer, & auquel il est étonnant que ce Prince se laissât prendre. Comme sa conduite ne donnoit aucune prise sur lui, il falloir, pour avoir occasion de le perdre, faire en sorte qu'il se rendit lui-même criminel, afin qu'on trouvât sa ruine moins étrange. Dans cette vûe, ses deux ennemis firent agir auprès de lui, des gens, qui, feignant d'être de ses amis, lui insinua-

EDOUARD
II I.
1329.
d'Ecosse.
David son
fils lui suc-
cede.

La Comte
de la Mar-
che se rend
de plus en
plus odieux
VValsingh.

Le Comte
de Kent est
mécontent.

La Reine &
Mortimer
tendent un
piège à ce
Prince.

On lui fait
accroire

rent

EDOUARD
III.
1329.
qu'Edouard
II. est enco-
re en vie.

Il forme le
dessein de
le tirer de
prison.

Il fait pour
cela, diver-
ses demar-
ches.

rent adroitement, qu'Edouard II. son frere étoit encore en vie, & qu'on n'avoit publié sa mort que pour prévenir les mouvemens que ses partisans pourroient exciter. Ils ajoutèrent que ce Prince étoit étroitement gardé dans le Château de Corfe, où personne n'avoit la liberté de le voir, que ses Domestiques qui étoient enfermez avec lui. Ce prétendu secret fut appuyé de diverses circonstances, & confirmé par le témoignage de plusieurs personnes considerables, parmi lesquels se trouvoient deux Evêques qui étoient trompez, aussi-bien qu'Edmond, ou qui aidoient à le tromper. Il avoit lui-même assisté aux funérailles du Roi son frere. Mais ce qu'on venoit de lui dire, joint au bruit conforme à cela, qui commençoit à se repandre à la Cour, par la ruse de ses ennemis, & au desir qu'il avoit que la chose fût vraie, lui persuaderent aisément qu'on avoit pû le tromper par de feintes obseques. Dans cette pensée, il résolut à chercher tous les moyens possibles de tirer le prétendu prisonnier de sa captivité. Il étoit pourtant combattu par la consideration du serment qu'il avoit fait au Roi son Neveu : mais il fut bien-tôt tiré de cet embarras. On prétend qu'ayant reçu la Commission d'aller à la Cour du Pape, pour y demander la canonisation du feu Comte de Lencastre, il se servit de cette occasion, pour consulter Jean XXII. sur cette affaire. On ajoute, mais je ne sçai si c'est avec fondement, que ce Pontife, non seulement approuva son projet, mais le chargea même de l'exécuter, sur peine d'excommunication. Dès qu'Edmond se sentit appuyé d'une telle autorité, tous ses scrupules s'évanouirent. Ainsi, sans balancer davantage, il partit d'Avignon, résolu de faire tous ses efforts pour délivrer le Roi son frere, qu'il croyoit encore en prison. Cependant, comme cette croyance n'étoit fondée que sur des bruits dont la certitude n'étoit pas bien averée, il chargea un certain Moine, son confident, d'aller à Corfe pour s'assurer de la verité. Les Auteurs de ce complot n'avoient pas negligé de faire courir, aux environs de ce Château, un bruit sourd qu'Edouard y étoit encore détenu. Ainsi, le Moine étant allé dans ces quartiers-là, pour y prendre de secretes informations, trouva que les habitans du voisinage en étoient persuadez. Ces faux bruits ayant déjà formé un préjugé dans son esprit, il prétexta quelque affaire avec le Gouverneur du Château, & lui demanda, s'il y avoit quelque fondement à ce qu'on publioit touchant Edouard. Celui-ci, qui avoit reçu ses instructions sur ce sujet, lui répondit d'une manière à le confirmer dans sa pensée. On dit même, qu'il lui fit voir, mais d'un peu loin, un homme assis à table, qu'on servoit avec beaucoup de respect, & que par là il acheva de le convaincre qu'on ne l'avoit pas abusé. Edmond se trouvant confirmé dans son opinion, par le rapport du Moine, se rendit lui-même à Corfe, & sans témoigner le moindre doute, il demanda qu'on le menât à l'appartement de son frere. Le perfide Gouverneur feignant d'être surpris que le Prince fût instruit de ce secret, ne lui nia point qu'Edouard fût dans le Château : mais il lui dit qu'il avoit des ordres très-express de ne le faire voir à personne. Cet aveu fit qu'Edmond redoubla ses instances ; mais voyant que le Gouverneur étoit inflexible, il le chargea pour le prisonnier, d'une Lettre dans laquelle il l'assuroit, qu'il alloit travailler à lui procurer la liberté. Cette Lettre fut incontinent portée à la Reine qui la fit voir au Roi son fils, en lui exagerant le danger où il se trouvoit par les intrigues de son Oncle. Il ne lui fut pas difficile d'obtenir du Roi la permission de s'assu-

s'assurer de la personne du Prince. Il étoit trop éloigné de soupçonner sa mère d'avoir elle-même tramé ce complot. Dès que le Roi eut donné son consentement à ce qu'on lui proposoit, on prit des mesures pour arrêter Edmond à Winchester, où le Parlement étoit assemblé. Son accusation ayant été portée devant les Pairs, on lui fit voir sa propre Lettre, laquelle il ne put désavouer. Il confessa même que divers Seigneurs, & en particulier, l'Archevêque d'Yorck, & l'Evêque de Londres étoient entrez dans son complot, ou du moins qu'ils lui avoient conseillé d'en hâter l'exécution. Sur cet aveu, qui marquoit un dessein formé de changer le gouvernement, il fut condamné à perdre la tête. L'exécution suivit de près la Sentence. Pendant tout ce jour-là, le Roi fut tellement obsédé par la Reine sa mère, & par le Comte de la Marche que personne ne put s'approcher de lui, pour lui demander la grace d'un Prince qui le touchoit de si près. On dit même, qu'il ne sçut rien, ni de l'Arrêt prononcé contre son Oncle, ni de son exécution, que quand il n'y eut plus de remède. Quoiqu'il en soit, Edmond fut conduit sur l'échafaut, pour y subir la peine à quoi il avoit été condamné. Mais l'Exécuteur s'étant évadé, il y demeura depuis midi jusqu'au soir, avant qu'on pût trouver personne qui voulût faire l'office du fugitif. Enfin, vers le soir, un Garde de la Maréchaussee gagné par l'argent qu'on lui offrit, se chargea de l'exécution. C'est ainsi que perit ce Prince à l'âge de vingt-huit ans. Il laissa deux fils, qui moururent jeunes, & deux filles, dont la cadette fut la plus belle femme de son tems. Elle épousa en secondes noces, le fameux Prince de Galles son Cousin, fils-ainé d'Edouard III. Edmond fut le seul poursuivi pour le crime imaginaire, qui lui fit souffrir la mort, quoique, selon ses dépositions, plusieurs autres eussent dû subir la rigueur des Loix. Mais les Auteurs du complot ne cherchoient que cette seule victime. D'ailleurs, ils n'avoient garde de faire examiner trop scrupuleusement cette affaire, de peur de donner lieu de découvrir ce qu'ils avoient intérêt de tenir caché. Il y a même beaucoup d'apparence, que plusieurs de ceux qu'Edmond avoit chargez par ses dépositions, étoient des traîtres qui avoient été gagnez par ses ennemis, pour le pousser dans le précipice.

Avant que de continuer le récit de ce qui s'est passé en Angleterre, pendant la minorité d'Edouard, il est nécessaire de parler des affaires qu'il eut avec la France, avant qu'il prît lui-même les rênes du Gouvernement. Non seulement l'ordre des tems le demande; mais il est très-à-propos, d'éclaircir, par avance, l'origine d'une affaire qui doit faire la principale matière de la Majorité de ce même Prince. Pour cet effet, il faut reprendre le récit des démêlez qu'il y avoit entre les deux Couronnes, à l'endroit où je l'ai laissé dans le Règne d'Edouard II.

Le dernier Traité fait à Paris par l'entremise d'Isabelle, n'avoit pas entièrement terminé toutes les affaires, qu'Edouard II. & Charles le Bel avoient ensemble. Cette Reine, qui n'avoit en vûe que le projet qu'elle avoit formé contre le Roi son Epoux, n'avoit pas cru qu'il fût de son intérêt d'entrer dans la discussion de tous les Articles que ces differends comprenoient. Elle craignoit trop de mettre quelque obstacle à sa principale affaire. D'un autre côté, le Roi Charles, qui étoit en possession de l'Agenois, n'avoit pas jugé à propos de presser lui-même cet éclaircissement. Ainsi, la Sentence donnée à Paris,

EDOUARD
III.
1329.
Il est arrêté;

Il est com-
damné à
mort &
exécuté.
19. Mars

Affaires
d'Edouard
III. avec la
France.

EDOUARD à l'occasion de l'affaire de S. Sardos, qui condamnoit les Seigneurs Gascons
 111. au bannissement, & ordonnoit la démolition de leurs Châteaux, subsistoit
 1329. toujours; mais le Traité que la Reine avoit conclu, conservoit en leur entier
 les prétentions d'Edouard, & lui laissoit la liberté de les poursuivre à la Cour
 des Pairs. La cession de la Guyenne avoit fait naître de nouvelles difficultez.
 Edouard II. avoit prétendu que Charles, en recevant l'hommage du Prince
 son neveu, s'étoit engagé à lui rendre toute cette Province, de quoi le Roi de
 France ne convenoit pas.

Edouard III. ne fut pas plutôt sur le Trône, que, par l'avis de son Parle-
 ment, il envoya des Ambassadeurs en France, pour y terminer toutes les af-
 faires qu'il avoit avec cette Couronne. Peu de tems après, il fut fait un nou-
 veau Traité qui contenoit ces six Articles.

Nouveau
 Traité con-
 clu à Paris.

I. Qu'il se feroit une restitution réciproque, de tout ce qui avoit été conquis
 de part & d'autre pendant la Guerre.

II. Qu'Edouard payeroit au Roi de France cinquante mille livres sterling,
 pour le dédommager de la dépense qu'il avoit faite à l'occasion de cette ru-
 pture.

III. Que des deux côtes, on donneroit une Amnistie générale.

IV. Que le Roi de France accorderoit aux Seigneurs Gascons condamnés,
 un pardon de leur félonie, quant à la vie & aux membres, à condition qu'ils
 obéiroient au Ban.

V. Qu'Edouard se chargeroit de faire abattre leurs Châteaux.

VI. Que ce Traité seroit de nul effet, s'il n'étoit ratifié par le Roi d'Angle-
 terre, avant la Fête de Pâque.

La Cour d'Angleterre souhaitoit trop la Paix, pour manquer à l'exécution
 de ce dernier Article. Ainsi les deux Couronnes s'entretenrent dans une bon-
 ne intelligence, pendant le reste de cette année, les deux Rois prenant soin,
 chacun de son côté, d'éviter les occasions d'une nouvelle rupture.

Mort de
 Charles le
 Bel.

Mezerai.

Edouard
 & Philippe
 Comte de
 Valois pré-
 tendent à
 la Régence.

Philippe
 l'emporte.

Cette affaire étoit à peine terminée, qu'un nouveau sujet de querelle bien
 plus important engagea les deux Royaumes dans une Guerre qui fit couler des
 torrens de sang, & mit enfin la France à deux doigts de sa ruine. Ce fut la mort
 de Charles le Bel arrivée le 1. de Février 1328. qui donna occasion à cette que-
 relle. Ce Prince étant mort sans enfans mâles, & ayant laissé la Reine Jeanne sa
 femme enceinte, il s'émut une grande question touchant la Régence du Royau-
 me, pendant la grossesse de la Reine veuve. Edouard y prétendoit comme
 Neveu, & le plus proche parent du feu Roi: mais Philippe fils de Charles
 Comte de Valois, & cousin-Germain du même Roi, soutenoit que son droit
 à la Régence étoit incontestable. Il se fondeoit sur la Loi Salique qui, selon lui,
 n'admettoit ni les femmes, ni leurs descendans à la Succession de la Couronne,
 d'où il inféroit, qu'ils n'avoient non plus aucun droit à la Régence, au pré-
 judice des mâles descendus des mâles. Cette question fut décidée en faveur
 de Philippe, par les Grands de France, qui lui adjugèrent la Régence, pen-
 dant la grossesse de la Reine. Ce fut en partie sur ce sujet, qu'Edouard assen-
 bla le Parlement de Northampton, dont j'ai parlé, à l'occasion de la Paix d'E-
 cosse. Il y représenta les raisons qu'il avoit eues de prétendre à la Régence du
 Royaume de France, le tort qu'il prétendoit qu'on lui avoit fait, en lui pré-
 férant Philippe de Valois, & la conséquence défavorable qu'on pourroit
 tirer

tiret de son exclusion, par rapport à la Couronne de ce Royaume, en cas que le fruit que la Reine portoit ne vînt pas à bien, ou que ce fût une fille. Les Historiens ne disent pas positivement, quelle fut l'opinion du Parlement dans une affaire si délicate. Mais comme cette Assemblée étoit à la dévotion de la Reine Mere, & du Comte de la Marche, il y a beaucoup d'apparence qu'elle ne fut pas plus scrupuleuse par rapport aux affaires de France, qu'elle l'avoit été à l'égard de celles d'Ecosse. Il y avoit des raisons bien plus spécieuses pour dissuader Edoüard de faire la Guerre à la France. La difficulté de l'entreprise, les forces de ce Royaume, l'âge du Roi, étoient des objections auxquelles il étoit difficile de répondre. D'ailleurs il pouvoit arriver, que les préparatifs qu'on feroit pour soutenir les droits du Roi, seroient inutiles, si la Reine veuve mettoit au monde un enfant mâle. Malgré ces raisons, il ne fut pas possible de persuader au jeune Roi, d'abandonner un droit qu'il croyoit lui appartenir légitimement. Cependant comme il étoit encore dans sa Minorité, il comprit bien qu'il lui seroit trop difficile de combattre efficacement les avis de la Reine sa Mere, de son Conseil & du Parlement. Mais s'il se désista tacitement de ses prétentions sur une Régence qui étoit sur le point d'expirer, il n'en fut pas de même de celles qu'il avoit sur la Couronne même, en cas que le point en question ne fût pas décidé par la naissance d'un Prince. Cela paroît par plusieurs Lettres qu'il écrivit à certains Seigneurs de Guyenne, datées le 28. de Mars, environ un mois avant l'accouchement de la Reine Jeanne. Dans la supposition que le fruit que cette Princesse portoit étoit une fille, il disoit à ces Seigneurs, que son intention étoit d'employer tous les moyens possibles pour recouvrer les droits & les héritages de la Reine sa Mere.

Dans le mois d'Avril, Jeanne mit au monde une Princesse, dont la naissance auroit dès-lors donné lieu à une sanglante Guerre, si Edoüard se fût trouvé en état de faire valoir ses prétentions. Il demanda pourtant la Couronne de France par ses Ambassadeurs : mais Philippe s'étant fait sacrer en vertu du Jugement qui lui avoit adjugé la Régence, les Ambassadeurs d'Angleterre ne furent pas même écoulez. Je passe légèrement sur ces choses, parce qu'il sera nécessaire dans la suite d'en parler avec un peu plus d'étendue. Il suffit pour le présent de sçavoir, qu'Edoüard ne se trouvant pas en état de pousser cette affaire, jugea qu'il étoit à propos de la laisser dormir, jusqu'à une occasion plus favorable. Plusieurs Pieces de Recueil des Actes Publics font connoître que c'étoit là son intention, & que son silence ne marquoit rien moins que le dessein de se désister de ses droits. On y voit qu'immédiatement après la Sacre de Philippe de Valois, il commençoit à prendre des mesures pour lui faire la Guerre. L'alliance qu'il conclut en ce même tems, avec le Duc de Brabant, & avec divers Seigneurs qui s'engagèrent à lui fournir des troupes, prouve qu'il méditoit quelque grand dessein, & les Lettres qu'il écrivoit aux Seigneurs de Guyenne, font voir que c'étoit contre la France. Dans ces Lettres datées le 16. de Septembre 1328. il disoit positivement que son dessein étoit de recouvrer les héritages de la Reine sa Mere. Or en ce tems-là, il n'avoit avec la France aucun démêlé auquel la Reine sa Mere fut intéressée en son particulier. Ces héritages dont il parloit, regardoient donc tout le Royaume de France, puisque les différends qu'il pouvoit avoir avec Philippe pour la Guyenne n'avoient aucun rapport aux droits de cette Princesse.

*Act. Publ.
Tom. IV. p.
344. &c.*

La Reine
Veuve ac-
couche d'u-
ne fille.
Edoüard
demande la
Couronne ;
mais Phi-
lippe se fait
sacer.
Edoüard
dissimule.

EDOUARD
III.
1329.
Philippe
fait sommer
Edouard de
venir lui
rendre
hommage.
*Froissard,
Mezerai.*

Edouard
proteste en
secret con-
tre l'hom-
mage.

*Informar.
Edouard.
ad Papam. In
Benedict.
Tom. VI.
Epistol. se-
cret. 302.
in Biblioth.
Vatican.
Ord. Vital.
Raynald.*

Hommage
rendu par
Edouard à
Philippe.

*Lat. Publ.
T. IV. p. 384.*

Philippe de Valois s'étant trouvé engagé au commencement de son Règne dans une Guerre avec les Flamans, ne se hâta point de demander à Edouard l'hommage pour la Guyenne & pour le Comté de Ponthieu. Ce ne fut qu'au mois d'Avril 1329. qu'il le fit sommer, de venir lui rendre cet hommage en personne. Dans la disposition où Edouard se trouvoit, il auroit bien souhaité de pouvoir se dispenser d'aller s'humilier devant un Prince qu'il regardoit comme un Usurpateur de son bien. Mais son Conseil faisant reflexion sur son âge & sur l'état du Royaume qui se trouvoit plein de Mécontents, ne pouvoit se résoudre à donner son approbation à un refus, qui, vraisemblablement devoit le jeter dans un très-grand embarras. D'un autre côté, la Reine sa Mere & le Comte de la Marche faisoient tous les efforts possibles pour l'empêcher de se broüiller avec Philippe. Ils lui représentoient, qu'il perdrait infailliblement tout ce qu'il possédoit en France, s'il alloit imprudemment faire connoître ses prétentions sur ce Royaume, sans avoir rien de prêt pour les soutenir. Mais ces remontrances n'auroient peut-être pas eu assez de pouvoir sur son esprit, si, pour le satisfaire, on ne se fut pas avisé d'un expédient, indigne à la vérité de la bonne foi dont les Rois doivent faire profession, mais que son âge & sa passion ne lui permirent pas d'examiner trop scrupuleusement. On lui suggéra, qu'en protestant par avance contre cet hommage, il conserveroit ses prétentions en leur entier. Suivant cet avis, il fit, en présence de son Conseil, une Protestation dans laquelle il déclaroit : *Que par l'hommage qu'il alloit rendre il ne prétendoit point porter de préjudice à ses justes droits sur la Couronne de France, quand même il viendrait à le ratifier par ses Lettres Patentes, & que ce n'étoit que la crainte de perdre ses Terres de France, qui l'obligeoit à faire cette démarche.* Cet Acte fut signé du Roi & des Seigneurs du Conseil : mais il ne fut pas communiqué à l'Envoyé de Philippe. On se contenta de lui répondre en général, que le Roi s'acquitteroit au plutôt de ce qu'il devoit à la Couronne de France.

Quelque grande que fût la répugnance qu'Edouard sentoit à rendre cet hommage dont il craignoit les conséquences, il s'y détermina pourtant, de peur de faire connoître, en le refusant, un dessein qu'il n'étoit pas encore tems de découvrir. Pour se dédommager, en quelque sorte, de la démarche humiliante à laquelle on l'obligeoit, il se fit accompagner d'un grand nombre de Seigneurs ; avec un équipage très-magnifique, & une suite de mille chevaux, il se rendit à Amiens où Philippe l'attendoit. Le jour marqué pour rendre son hommage, il se presenta devant le Roi de France, vêtu d'une robe d'écarlate parsemée de Leopards d'or, ayant la Couronne sur la tête, l'épée au côté, & des éperons d'or aux pieds. Le Roi de France l'attendoit assis sur son Trône, la Couronne sur la tête, le Sceptre à la main, ayant une robe de velours bleu, semée de fleurs de lys d'or. A ses côtez étoient les Rois de Navarre & de Majorque, tous les Pairs & les principaux Seigneurs de France, qu'il avoit mandez exprès pour être témoins de cet hommage authentique. Avant qu'Edouard arrivât, Philippe avoit prétendu que ce seroit un hommage-lige, comme il devoit l'être effectivement. Mais dans les Conférences qui s'étoient tenuës sur ce sujet, avant la cérémonie, l'affaire avoit été réglée d'une autre manière. Edouard ayant protesté qu'il n'étoit pas bien éclairci sur la qualité de l'hommage, avoit offert de le rendre en termes généraux. Ce-
pen-

pendant, il avoit promis sur son honneur, que si, après avoir consulté ses Archives, il trouvoit que l'hommage dût être lige, il en donneroit ses Lettres Patentes, scellées de son grand Sceau. Sous cette condition, Philippe avoit consenti à recevoir l'hommage en termes généraux. Ce fut effectivement de cette manière qu'Edouïard le rendit, quoi qu'en ayent pu dire certains Historiens François, qui, sans doute, ont travaillé sur de mauvais Mémoires. Un Historien d'Edouïard dit encore, avec aussi peu de fondement, que le Roi de France fut sur le point de le faire arrêter, mais que l'Evêque de Lincoln en avertit son Maître qui se retira sans prendre congé. C'est ce qui ne peut être vrai, puisque Philippe n'auroit pu prendre cette résolution, que sur le refus d'Edouïard, de rendre un hommage-lige, & néanmoins il est certain qu'il voulut bien le recevoir en termes généraux. Ils eurent même ensemble diverses conférences après la cérémonie. Avant que de se séparer ils convinrent, qu'Edouïard enverroient des Ambassadeurs en France, pour y terminer ce que le dernier Traité avoit laissé indécis.

EDOUARD
III.
1329.

Serres. Jos.
Barns.

Dans la disposition où Edouïard se trouvoit à l'égard du Roi de France, il ne se hâtoit pas d'envoyer la déclaration promise. Au contraire, il tâchoit de gagner du tems, par des propositions d'un double mariage de son Frere & de sa Sœur, avec les enfans de Philippe. Il retint même à Londres près d'un an, sous diverses prétextes, des Ambassadeurs qui lui avoient été envoyez pour le presser d'accomplir sa promesse. Pendant ce tems-là, Edouïard pressoit à son tour le Roi de France, de terminer leurs différends touchant la Guyenne, ainsi qu'ils en étoient convenus dans leur dernière entrevûe. Il n'étoit pas difficile de comprendre qu'Edouïard ne cherchoit qu'à tirer les affaires en longueur. Aussi Philippe, qui souffroit impatiemment tous ces délais, lui fit-il connoître qu'il ne vouloit pas être sa dupe. Il envoya en Guyenne le Comte d'Alençon son Frere, qui prit & démolit le Château de Xaintes, & pilla celui de Bourg. Cette exécution, à laquelle Edouïard ne s'étoit pas attendu, produisit un nouveau Traité entre les deux Monarques. Edouïard s'engagea positivement à envoyer la déclaration au sujet de l'hommage, à payer les cinquante mille livres Sterling qu'il devoit à la France, & soixantemille livres Paris, pour le transport que le Roi son Pere lui avoit fait de la Guyenne. De plus, il lui promit de faire abattre les Châteaux des Seigneurs Gascons condamnés, sous le Regne de Charles le Bel. Peu de tems après la conclusion de ce Traité, il envoya au Roi de France des Lettres Patentes sous son Grand Sceau, pour confirmer & spécifier l'hommage qu'il avoit rendu à Amiens. Il y déclaroit expressément, que cet hommage devoit être censé lige, & que tous ceux que lui-même, ou ses Successeurs Ducs de Guyenne & Comtes de Ponthieu rendroient à l'avenir, se feroient de la même manière & avec les mêmes formalitez que le Roi de France l'avoit prétendu. Dans ces mêmes Lettres, il y avoit un modèle de la manière dont cet hommage devoit se rendre. Après qu'il eut envoyé cette Déclaration authentique, il fit un voyage en France, sous prétexte d'y accomplir un vœu : il y vit Philippe, & obtint de lui un rabais de trente mille livres Tournois, pour les dommages faits à Bourg & à Xaintes, & un pardon absolu pour les Seigneurs Gascons condamnés. Quittons pour un moment les affaires qu'Edouïard avoit avec la France, pour voir ce qui se passoit en Angleterre pen-

1339.
Suite des
affaires d'E-
douïard avec
la France.

Edouïard
déclare que
l'hommage
qu'il a ren-
du est lige.
Hist. Publ. T.
IV. p. 478.

Nouvel Ac-
cord entre
les deux
Rois.
Ibid. p. 484.

EDOUARD

III.

1331.

Chûte de
la Reine
Isabelle &
du Comte
de la Mar-
che.*Knighron ,
Walsingh.
Informa-
tions don-
nées au Roi.*

dant ces négociations. Nous aurons bien-tôt occasion de reprendre la suite de ces affaires qui font la principale matière de ce Regne.

Ce fut peu de tems après son retour d'Amiens, qu'Edouïard commença, comme on le présume, à prendre quelques soupçons touchant la conduite de la Reine sa Mere. Dès qu'on s'aperçut à la Cour, que le Roi paroïssoit se laisser d'être sous la tutelle de sa Mere & du Favori, leurs ennemis ne manquèrent pas de faire leurs efforts pour les lui rendre suspects. On lui insinua tant de choses dignes de son attention, qu'il résolut enfin de s'instruire à fond de ses affaires. Ceux à qui il s'adressa lui firent remarquer, que le Comte de la Marche affectoit d'offusquer la gloire de son Souverain, par une dépense qui surpassoit de beaucoup celle d'un Sujet : qu'il dispoït de toutes les Charges du Royaume, en faveur de ses Créatures : qu'il étoit l'arbitre de la fortune des Anglois, abaissant les uns, élevant les autres, selon qu'ils paroïssent contraires ou attachez à ses intérêts : que c'étoit par ses ordres secrets qu'Edouïard II. avoit été massacré : que le Comte de Kent avoit perdu la vie par ses intrigues. Enfin, qu'il y avoit beaucoup d'apparence que la Reine & son Ministre avoient formé le dessein, de se conserver l'autorité souveraine, en le tenant dans une perpetuelle minorité. Quelques-uns ajoûtent, qu'on lui fit entendre que la Reine sa Mere étoit enceinte du fait de Mortimer. Ce qu'ils disent n'est pas hors d'apparence, puisque, selon le témoignage de Froissard, le bruit de cette grossesse étoit commun dans tout le Royaume. Ces informations acheverent de convaincre le Roi, de ce qu'il n'avoit jusqu'alors que soupçonné. Il repassa dans son esprit la mort soudaine du Roi son Pere, le supplice du Comte de Kent son Oncle, la honteuse Paix qu'on lui avoit fait conclurre avec l'Ecosse, le doüaire excessif de la Reine sa Mere, le crédit, les richesses & l'orgueil du Comte de la Marche ; & détestant la malice de ceux qui s'étoient servis du prétexte du bien public pour satisfaire leurs passions, il résolut de les en punir. Il cacha pourtant avec soin ce qu'il avoit dans l'ame, jusqu'à ce que l'occasion se présentât de pouvoir agir sans courir risque de se perdre. Pour exécuter ses desseins, il choisit le tems que le Parlement devoit s'assembler à Nottingham : la Cour s'étant rendue dans cette Ville, la Reine Isabelle & le Comte de la Marche se logerent dans le Château, avec une Garde de cent quatre-vingt Chevaliers, pendant que le Roi, avec peu de suite, étoit logé dans la Ville. Malgré ces précautions, qui sembloient marquer que la Reine & le Favori n'étoient pas sans inquiétude, Edouïard, qui avoit gagné le Gouverneur du Château, y entra par un chemin souterrain, & se rendit à l'appartement de sa Mere, étant accompagné de Montaigu, & de quelques autres Officiers, tous résolus de le servir aux dépens de leurs vies. Il se fit d'abord quelque bruit, & il en coûta la vie à deux Chevaliers de la Garde, qui ayant eu moins de respect pour le Roi que leurs compagnons, voulurent faire résistance. Le Comte de la Marche fut arrêté, & malgré les cris de la Reine qui prioit le Roi son fils avec beaucoup de larmes, d'épargner *le Beau Mortimer*, on le fit sortir par le même chemin par où le Roi étoit entré & conduit avec une sûre garde à la Tour de Londres.

*Ann. Publ. T.
IV. p. 452.*Edouïard ar-
rête le
Comte de
la marche
& l'envoye
à la Tour.Il convoque
un nouveau
Parlement.

Ce coup d'Etat ayant si bien réussi, le Roi cassa le Parlement, & en convoqua un autre par une proclamation. Comme le dernier avoit eu moins d'égards



d'égards pour le bien public, que pour les intérêts de la Reine & du Comte de la Marche, le Roi se plaignit fortement dans sa proclamation, des Membres qui l'avoient composé, & en prit occasion d'exhorter le Peuple à choisir des Députés qui eussent à cœur le bien de l'Etat. Ce Parlement s'assembla dans Londres, avec des dispositions bien différentes de celles du précédent. La plupart des Membres, ravis de voir le Royaume délivré de la tyrannie du Comte de la Marche, n'avoient en vûë que de remédier aux desordres du Gouvernement, & de faire porter au Favori la peine de tous ses crimes : exemple qui n'est pas extraordinaire parmi les Favoris & Ministres, qui abusent de leur crédit. Pour si puissans qu'ils soient, ils doivent s'attendre à se voir abandonnez de tout le monde, dès que leurs affaires commencent à tomber en décadence.

Dans le Discours que le Roi fit au Parlement, il se plaignit en general de la Reine & de Mortimer. Ensuite, il dit, qu'avec l'approbation de ses Sujets, il avoit dessein de prendre lui-même les rênes du Gouvernement, quoiqu'il ne fût pas parvenu à l'âge prescrit par les Loix. Le Parlement y consentit avec joye, tous les Membres se trouvant également disposez à seconder ses desseins.

Edouard s'étant ainsi délivré de ses Gouverneurs, son premier soin fut de se saisir du doüaire exorbitant que la Reine sa Mere s'étoit fait assigner, & de la réduire à une pension annuelle de cinq cens livres sterling. En même tems, il la confina dans le Château de *Rifling*, de peur que cet esprit intrigant n'excitât de nouveaux troubles. Mezerai s'est trompé, quand il a dit qu'Edouard avança les jours de sa Mere. Il est certain qu'elle vécut encore vingt-huit ans dans cette espece de prison, où le Roi son fils lui rendoit une ou deux visites tous les ans, plus par bienfaisance, que par affection.

Pour ce qui regarde le Comte de la Marche, il fut traité à toute rigueur. Son accusation, qui fut portée devant le Parlement, contenoit divers articles, dont les principaux étoient : Qu'il s'étoit emparé du Gouvernement du Royaume sans y être autorisé, & contre la disposition expresse du Parlement : Qu'il avoit mis auprès de la personne du Roi, des gens qui épioient toutes ses actions, afin qu'il ne pût se délivrer de la servitude où on le tenoit : Qu'il avoit procuré la mort d'Edouard II. par ses ordres exprès : Qu'il avoit brassé un perfide complot, pour faire perdre la vie au feu Comte de Kent Oncle du Roi : Qu'il s'étoit approprié les trente mille Marcs payez par le Roi d'Ecosse : Qu'il s'étoit fait donner par le Roi des domaines très-considérables, & diminué par-là, sans nécessité, les revenus de la Couronne : enfin, qu'il avoit vécu avec la Reine Mere du Roi, dans une familiarité peu respectueuse. Pour tous ces crimes qu'on prétendoit être de notoriété publique, & pour la preuve desquels on ne daigna pas même ouïr des témoins, il fut condamné à mort. Sa Sentence qui portoit, que comme traître, il seroit pendu au gibet commun de Tyburn, fut exécutée, sans qu'on lui épargnât aucune des rigueurs de cet infame supplice. Il y eut ceci de remarquable dans ce Jugement, que l'accusé fut condamné sans être ouï dans ses défenses, comme il avoit lui-même fait condamner les deux Spencers. Mais cette irrégularité fut avantageuse à sa Famille. Roger son petit-fils, obtint dans la suite un Acte qui cassoit cette Sentence, comme ayant été donnée contre les Loix & les Coutûmes du Royaume. Nous verrons dans la suite de cette Histoire, ses

Descendans

EDOUARD

III.

1331.

Act. Publ.
T. IV. p. 452.

La Reine est
confinée au
Château de
Rifling.

Abregé, &c.
an. 1328.

Le Comte
de la Mar-
che est con-
damné & é-
xecuté.

EDOUARD
III.
1331.

Descendans par les femmes, monter sur le Trône d'Angleterre. L'article de son accusation, qui regardoit son commerce avec la Reine, fait voir manifestement, combien tout le Royaume étoit scandalisé de leur familiarité. Si elle n'eût pas été publique, il n'y a point d'apparence que le Parlement eût voulu porter à l'honneur de cette Princesse un coup si terrible, qui ne pouvoit que réjaillir sur le Roi son fils. Ceux qui ont prétendu la justifier par le peu de vraisemblance qu'il y a, qu'une Princesse d'un rang si élevé ait pû s'oublier jusqu'à ce point, n'ont pas fait réflexion que peu d'années auparavant, les trois Belles-filles de Philippe le Bel n'avoient pas eu plus de soin de leur reputation, de l'aveu de tous les Historiens.

Naissance
du Prince
Edouard.

C'est ainsi qu'Edouard commença de bonne heure à effacer les taches qui avoient souillé sa Minorité, & qu'en prenant le timon du Gouvernement, il donna d'heureux présages de la gloire, & de la félicité de son règne. Pour augmenter encore le bonheur public, le Ciel favorisa ce jeune Monarque de la naissance d'un fils que la Reine mit au monde cette même année. Il fut nommé Edouard comme son pere, & devint en son tems le Prince le plus illustre, & le plus accompli que l'Angleterre ait jamais produit.

Le Roi forme le projet de conquérir l'Ecosse.

Depuis qu'Edouard avoit pris lui-même la conduite de ses affaires, on attendoit avec impatience de voir de quel côté ce jeune Prince se tourneroit. Son courage, son habileté, l'activité de son esprit, ne permettoient pas de penser, qu'à l'exemple du Roi son pere : il voulut prendre le parti d'une vie oisive. Il étoit beaucoup plus apparent, qu'il suivroit les traces qu'Edouard I. son Ayeul lui avoit marquées. La France & l'Ecosse avoient également intérêt d'être attentives à ses premières démarches. La France pouvoit craindre qu'il ne renouvelât ses prétentions sur la Couronne que Philippe de Valois avoit obtenue à son préjudice. L'Ecosse n'avoit pas moins sujet d'appréhender qu'il ne voulût se relever du honteux Traité, auquel la Reine sa mere, & Mortimer l'avoient engagé pendant son bas âge. Quoique le Roi d'Ecosse fût son Beau-frere, on n'ignoroit pas en ce tems-là, non plus qu'en celui-ci, que la liaison du sang n'est presque jamais une digue assez forte pour arrêter l'ambition des Princes. Effectivement, Edouard avoit en vûe ces deux grands desseins. Mais il ne lui étoit pas possible de s'engager à la fois dans deux entreprises si considérables. Il prit donc la résolution de commencer par l'Ecosse, afin qu'après avoir subjugué ce Royaume, il pût attaquer la France, avec les forces unies des deux Nations qui partageoient la Grande Bretagne.

Il se sert d'Edouard Baillol, pour exécuter ce dessein.

La Paix conclüe, deux ans auparavant, avec Robert Brus, sembloit mettre un obstacle invincible à ce projet. Mais les Princes ambitieux trouvent toujours assez de prétextes quand il s'agit de satisfaire leurs passions. Edouard en avoit un qui lui paroïssoit légitime, ou du moins suffisant pour justifier son entreprise contre l'Ecosse. C'étoit qu'il avoit été trahi par sa mere, & par ses Ministres, dans le dernier Traité qu'il avoit fait avec Robert Brus. Cependant, quelque spécieuse que cette raison lui pût paroître, il ne jugea pas à propos de s'en prévaloir, avant que d'être comme assuré du succès de son entreprise. Pour parvenir à son but, il se servit du Ministère d'Edouard Baillol, fils de ce Jean Baillol, qu'Edouard I. avoit mis sur le Trône d'Ecosse, & qu'il en avoit ensuite fait descendre, pour punir sa prétendue rébellion. Il y avoit déjà trente-huit ans que le pere avoit été détrôné. Après un si long intervalle, le fils, qui de-

puis

puis la mort de son pere, menoit en France une vie assez obscuré, ne s'attendoit guères à voir le Roi d'Angleterre le presser de faire valoir ses droits sur le Royaume d'Ecosse. Ce fut pourtant ce qu'Edoüard lui fit insinuer par le Lord Beaumont, qui, depuis son bannissement, faisoit son séjour en France. Ce Seigneur lui représenta, qu'il avoit une occasion favorable pour monter sur le Trône d'Ecosse, usurpé par la Famille des Brus : Que la minorité du Roi David lui offroit une conjoncture qui ne se retrouveroit pas aisément : Enfin, que le Roi d'Angleterre étoit dans la disposition de favoriser ses efforts. Baillol prêta aisément l'oreille à une proposition si flatteuse ; & pour s'assurer par soi-même, de ce qu'il pouvoit espérer du Roi, il se rendit en Angleterre, où il se tint caché. Pendant ce tems-là, il négocioit avec Edoüard, par l'entremise de Beaumont, touchant les conditions sous lesquelles il devoit s'engager à cette entreprise. L'Historien d'Edoüard fait de grands efforts pour justifier le Roi, sur une démarche si contraire à la bonne foi, & au Traité fait en dernier lieu avec l'Ecosse. Mais ceux qui n'ont point intérêt de défendre sa réputation, pourront difficilement s'empêcher de reconnoître, qu'en cette occasion, l'ambition fut l'unique, ou le véritable motif de cette conduite. Il n'est que trop vrai-semblable, que l'esperance d'une acquisition, telle que celle du Royaume d'Ecosse, le fit passer par dessus les scrupules qu'il pouvoit avoir sur ce sujet. J'en donnerai dans la suite des preuves qui vont bien au-delà de la vrai-semblance.

Les deux Parties n'eurent pas beaucoup de peine à regler leurs Conventions. Baillol ne croyoit pas pouvoir acheter trop cherement une Couronne à laquelle il n'auroit jamais osé aspirer, sans être assuré d'un puissant secours. D'un autre côté, Edoüard, qui songeoit moins aux intérêts de Baillol qu'aux siens propres, & qui se proposoit de recueillir tout le fruit de cette entreprise, ne fit pas difficulté de promettre encore plus que Baillol n'auroit osé esperer. Ces Conventions ne furent pas plutôt arrêtées, qu'on fit secrettement entendre à la Noblesse Angloise, qu'en servant Baillol on feroit plaisir au Roi. Il n'en fallut pas davantage pour engager dans son parti, ceux qui ayant reçu des Terres en Ecosse, de la liberalité d'Edoüard I. les avoient ensuite perduës par les révolutions arrivées dans ce Royaume. Outre ce secours, Baillol pouvoit aussi compter dans l'Ecosse même, sur celui des anciens amis de sa Maison ; qui se trouvoient interessez à l'appuyer. En effet, ce n'étoit qu'en mettant ce Prince sur le Trône, qu'ils pouvoient esperer de rentrer dans les emplois dont ils se trouvoient éloignez depuis que Robert Brus y étoit monté.

Pendant que Baillol faisoit ses préparatifs, Edoüard feignoit de vouloir exactement observer la Paix avec l'Ecosse, & donnoit sur ce sujet, divers ordres qui n'étoient pas bien executez. Il publia même une proclamation contre ceux de ses Sujets qui s'étoient engagez au service de Baillol. Mais il ne fit cette démarche que quand ils furent sur le point de partir, & qu'il n'étoit plus tems de les arrêter. Son unique but étoit de faire accroire au Public, qu'il n'avoit aucune part à cette entreprise, quoi qu'en effet il en fût le véritable auteur.

Aussi-tôt que Baillol se trouva prêt, il fit embarquer sa petite Armée, qui ne consistoit qu'en deux mille cinq cens hommes, & alla descendre à *King-corn*, tout proche de Perth, d'où il renvoya ses Vaisseaux. Il vouloit par là

EDOUARD
III.

1331.

Boech.

Knighron

VValfingh,

Il l'excite à

faire valoir

ses droits

sur l'Ecos-

se, & lui

promet du

secours.

Jos. Barns.

Baillol se
prépare
pour son
expédition

Edoüard
feint de
vouloir en-
tretienir la
Paix avec
l'Ecosse.

Art. Publ.
T. IV. p. 529.

EDOUARD
111.
1332.
Il y gagne
quatre ba-
tailles.

faire connoître à ses troupes, qu'elles ne devoient mettre leur confiance que dans leur valeur. Cependant les préparatifs n'avoient pû se faire si secrètement, que les Ecoffois n'en eussent eu quelque connoissance. Il avoit à peine achevé de mettre son monde à terre, qu'il apprit qu'*Alexandre Seton* venoit à lui pour le combattre, à la tête de dix mille hommes. Le chemin de la retraite étant fermé aux Anglois, ils n'avoient aucune esperance de salut que dans la victoire. Ainsi, plein d'une genereuse résolution, ayant attendu leurs ennemis de pied ferme, ils combattirent avec un courage si extraordinaire, que le General Ecoffois, avec une Armée fort superieure, eut la honte d'être entièrement défait. Le Comte de Fiffé qui suivoit Seton de près, avec une Armée encore plus nombreuse, ayant voulu venger cet affront, n'eut pas un meilleur succès. Après ces deux victoires, Baillol s'étant avancé dans le Pais, rencontra encore un autre Corps de Troupes Ecoffoises, sur lequel il remporta le même avantage. Cinq jours après, il battit encore *Nigel Brus*, qui venoit l'attaquer avec un Corps de dix mille hommes. En cette dernière occasion, il ne fit quartier à personne, ne voulant point se charger de prisonniers qui ne pouvoient que l'embarasser.

Il se rend
maître de
Perth.

Quatre batailles perduës en si peu de tems, ayant jetté les Ecoffois dans la dernière consternation, Baillol eut le loisir d'assiéger Perth, qu'on appelle aussi *la Ville de Saint Jean*, dont il se rendit maître, sans beaucoup de peine. Il y trouva une grande quantité de munitions de guerre & de bouche, dont il avoit un extrême besoin, pour se mettre en état de faire de plus grands progrès. Ses affaires l'ayant obligé à s'éloigner de Saint Jean, Patrick Dumbard, Comte de la Marche, profita de son absence pour aller assiéger cette même Place. Mais à la première nouvelle qu'il eut que Baillol marchoit pour la secourir, il leva le siège avec précipitation, quoiqu'il eut une Armée superieure en nombre; tant les pertes précédentes avoient causé de terreur aux Ecoffois.

David Roi
d'Ecosse se
retire en
France.

La bonne fortune de Baillol ne manqua pas de produire les effets qui accompagnent ordinairement les heureux succès. Un très-grand nombre de Seigneurs & de Gentilshommes du Pais, allerent se soumettre à lui, & lui prêter le serment de fidelité. Cette defection, qui menaçoit le Roi David d'une plus grande, obligea ce jeune Prince à s'en aller avec la Reine sa femme, chercher un azile en France, ne pouvant plus demeurer en sûreté dans leur Royaume. Cependant, afin de donner un plus grand branle aux affaires d'Ecosse, Edouard fit en sorte que divers Particuliers de ses Sujets équipèrent en leur propre nom, une Flotte pour aller donner la chasse à celle que les Ecoffois avoient mise en Mer, & sur laquelle ils fondonent leur dernière ressource. La perte de cette dernière, qui fut ruinée par les Anglois, acheva de déconcerter les Partisans du Roi David. Le Comte de Fiffé, qui étoit un des principaux, alla se soumettre au Vainqueur; & son exemple fut suivi de plusieurs autres. Ces heureux succès déterminèrent Baillol à se faire couronner. La ceremonie se fit à Scone, où se faisoit ordinairement l'inauguration des Rois.

La Flotte
d'Ecosse est
battue par
les Anglois.

Baillol se
fait couron-
ner.

Ce nouveau Roi ne fut pas plutôt sur le Trône, que pour accomplir le Traité qu'il avoit fait avec le Roi d'Angleterre, il lui rendit hommage pour le Royaume d'Ecosse, de la même manière que son Pere l'avoit rendu à Edouard

Edouïard I. c'est-à-dire avec toutes les circonstances qui pouvoient le mieux marquer une entière sujettion. Dans les Lettres Patentes qu'il en fit dresser, il disoit expressément, que c'étoit du consentement du Roi d'Angleterre, & par les secours qu'il avoit reçus des Anglois, qu'il étoit rentré dans son héritage, dont il supposoit, contre la vérité, que Jean son Pere avoit été chassé par Robert Brus. De plus, il céda au Roi d'Angleterre, en paiement des secours qu'il avoit reçus de lui, la Ville & le Château de Barwick, qui étoient encore, au pouvoir du Roi David. Il offrit même d'épouser Jeanne Sœur d'Edouïard, si l'on pouvoit obtenir la cassation du mariage de cette Princesse avec David Brus. Enfin, il promit de fournir au Roi son Souverain, un secours d'hommes & d'argent toutes les fois qu'il en seroit requis. Toutes ces circonstances font voir manifestement, qu'Edouïard n'avoit eu que trop de part au projet de cette expédition, quelques efforts que ses Historiens fassent pour l'en justifier.

Pendant que Baillol étoit occupé à pousser ses conquêtes en Ecosse, Edouïard avoit assemblé le Parlement d'Angleterre pour lui demander un subside. Le prétexte de cette demande étoit pris de certains troubles qui s'étoient élevés en Irlande, & qu'il représentoit si dangereux, qu'il ne pouvoit se dispenser d'envoyer une armée dans cette Isle. Le subside fut aisément accordé. Mais pendant que les troupes destinées à cette expédition, étoient en marche pour aller s'embarquer, elles reçurent ordre de s'avancer vers les frontières d'Ecosse. Edouïard ayant représenté au Parlement, qu'il étoit dangereux de laisser les Provinces du Nord dégarnies, pendant que leurs voisins étoient en armes; & assuré, que sa présence étoit nécessaire en ces quartiers-là, on consentit que l'expédition d'Irlande fût remise à une autre-fois. Apparemment, le Parlement ne se laissa pas abuser, mais il voulut bien s'aveugler volontairement pour ne pas porter obstacle aux desseins du Roi.

Cependant Edouïard voyant que par la rapidité des conquêtes de Baillol, son projet réussissoit selon ses souhaits, ne balança plus à lever le masque. Il commença sur des prétextes frivoles, à se plaindre que les Ecossois avoient rompu la Paix. Il falloit bien qu'il manquât de bonnes raisons, puisqu'il en employoit une si peu vraisemblable, dans la conjoncture où l'Ecosse se trouvoit. Le Régent que le Roi David avoit laissé en Ecosse, n'épargna ni excuses, ni prières, ni soumissions, pour détourner l'orage qui menaçoit sa patrie: mais ce fut inutilement. Edouïard qui avoit formé le dessein de s'emparer de Barwick, assiégea bien-tôt après cette Place. Il la pressa si vivement qu'il obligea le Gouverneur à signer une capitulation, par laquelle il s'obligeoit de la rendre si elle n'étoit pas secourue dans un certain jour. Pendant ce tems-là, le Régent voyant qu'il ne pouvoit sauver Barwick que par quelque grand effort, avoit levé une armée, & s'avançoit en diligence pour combattre les Anglois. Edouïard qui en étoit averti, alla l'attendre sur la hauteur de *Halydown* où se donna un furieux combat qui fut suivi de la déroute entière de l'armée d'Ecosse. Sept Comtes Ecossois y furent tuez sur la place, avec neuf cens Chevaliers, & quatre mille Gentilshommes, outre trente-deux mille simples Soldats, si l'on en veut croire les Auteurs Anglois. Mais les Ecossois n'en avoient que dix mille, en quoi, sans doute, ils s'éloignent moins de la vérité. Cette victoire fut suivie de la conquête de Barwick que le Roi annexa pour toujours à la Couronne d'Angleterre.

EDOUARD

I I.

1332.

Il rend hommage à Edouïard pour l'Ecosse.

Il lui cède Barwick.

Art. Publ. T.

IV. p. 536.

539.

Edouïard lève une armée sous prétexte de troubler d'Irlande.

Mais il le fait marcher vers l'Ecosse.

1333.

Il se plaint que les Ecossois ont rompu la Paix.

Art. Publ. T. IV. pag. 552.

Il se rend maître de Barwick.

Bataille de Halydown où les Ecossois sont défaits.

Ibid.

pag. 571.

Barwick ouvre ses portes à Edouïard.

EDOUARD
III.
1333.
Baillol
tient son
premier
Parlement
en Ecosse.

Aff. Publ.
T. IV. p. 590.
Il cède di-
verses Pla-
ces à
Edouard.

1334.
Les Ecos-
sois se re-
voltent
contre lui.
Boeth. Bu-
chanan.
Il est surpris
& chassé
d'Ecosse.

Edouard
marche en
Ecosse, &
ravage ce
Royaume.

1335.
Autre ex-
pédition
d'Edouard
en Ecosse.

Le Régent
d'Ecosse est

Le succès de cette campagne ayant rempli les espérances d'Edouard, il reprit le chemin de ses États, après avoir laissé à Baillol un Corps de troupes, pour achever de réduire toute l'Ecosse. Fortifié de ce secours, Baillol conquiert encore quelques Places, après quoi il alla tenir son premier Parlement à Edimbourg. Il y fit confirmer & ratifier tout ce qui avoit été déjà fait en faveur du Roi d'Angleterre. De plus, tous les Seigneurs Anglois qui l'avoient servi, recouvrèrent les terres qu'ils avoient perduës en Ecosse, ou en acquirent de nouvelles. Tous les Actes de Parlement passez sous Robert Brus, furent cassez, comme ayant été faits par une autorité illégitime. Baillol ne se contenta pas d'avoir marqué sa reconnaissance à Edouard par la cession de Barwick, & par l'hommage qu'il lui avoit rendu, il lui livra encore, *Roxborowgh*, *Jedworth*, *Selkirk*, *Dumfrées*, & le Château d'*Edimbourg*, pour récompense, ainsi qu'il le disoit lui-même dans ses Lettres, des secours qu'il avoit reçus de lui pour recouvrer ses États.

Cet hommage volontaire, & ces grandes aliénations, lui firent perdre l'estime & l'affection de ses nouveaux Sujets. Il ne leur étoit pas difficile de s'apercevoir, que ce Prince n'étoit qu'un instrument dont Edouard se servoit pour se rendre maître de l'Ecosse. Dans cette persuasion, ils résolurent de secouer le joug de ce nouveau Roi qui trahissoit si ouvertement les intérêts du Royaume. Quelques-uns des principaux profitant de cette disposition générale, se mirent à la tête d'un Corps de Mécontents, & allèrent chercher Baillol qui ne s'attendoit à rien moins qu'à être attaqué. Ils le surprirent, le battirent, & le mirent dans la nécessité de se sauver sur un Cheval sans selle, à Carlisle, d'où il fit sçavoir à son protecteur le malheur qui lui étoit arrivé.

Dans ce même tems Edouard avoit assemblé un Parlement, auquel il avoit communiqué le dessein qu'il disoit avoir formé d'aller à la Terre Sainte, avec le Roi de France & plusieurs autres Princes Chrétiens. Mais la nouvelle de la révolution arrivée en Ecosse, lui fit changer son prétendu projet. Dès qu'il eut obtenu le secours d'argent qu'il demandoit, il marcha vers ce Royaume à la tête d'une nombreuse armée, & pénétra sans opposition jusqu'aux Provinces du Nord, pendant que l'armée Ecossoise se tenoit dans des postes où il n'étoit pas possible de l'attaquer. Ainsi, faute de trouver des ennemis à combattre, il quitta l'Ecosse pour retourner en Angleterre. Il étoit à peine arrivé sur la frontière, que Dunbar qui commandoit l'armée d'Ecosse, sortant de ses retraites, reprit quelques Places sur les Anglois. Comme la saison ne permettoit pas au Roi d'aller chercher ses ennemis, il mit ses troupes en quartier, & pour ne pas trop s'éloigner, il résolut de passer l'Hiver à *Roxborowgh*.

Au commencement du Printems, il attaqua l'Ecosse par Mer & par Terre. Il s'avança même jusqu'à l'Océan Septentrional. Mais il ne tira pas de grands avantages de cette course, l'extrémité de l'Ecosse ne pouvant être gardée qu'en y tenant toujours une armée supérieure à celle des Ecossois. Ainsi voyant qu'il ne pouvoit les attirer au combat, il séjourna quelque tems à Perth, pendant que le Comte de Cornouaille son Frere ravageoit les Provinces Occidentales de ce malheureux Royaume. Il est vrai que les Ecossois remportèrent quelque avantage sur cinq cens Archers Anglois, qui se laissèrent surprendre. Ils prirent aussi le Comte de Namur & le Prince son Frere, qui servoient dans l'armée d'Edouard. Mais ce dernier avantage leur fut fatal, en ce qu'il leur

fit perdre le Comte de Murray, Régent du Royaume. Ce Seigneur, qui avoit eu la generosité de rendre la liberté à ces deux prisonniers, ayant voulu pousser plus loin la civilité, en les conduisant lui-même sur la frontière, eut le malheur d'être pris par un parti de la Garnison de Roxborowgh. Cet accident ajouta aux pertes que les Ecoissois avoient déjà faites, celle d'un bon Général, & d'un très-habile Régent.

EDOUARD
III.
1335.
fait prison-
nier par les
Anglois.

Cependant le Pape & le Roi de France s'employoient fortement, quoique d'une manière indirecte, pour le Roi David, en tâchant de détourner les armes Angloises d'un autre côté. Pendant qu'Edouard étoit à Perth, il y reçut des Ambassadeurs de France, qui, conjointement avec le Nonce du Pape, le presserent d'accomplir l'engagement où il étoit entré de porter ses armes dans la Palestine. Il comprit aisément que cette proposition ne tendoit qu'à le distraire de la Guerre d'Ecosse. Ainsi, pour éviter de plus fortes sollicitations, il répondit nettement aux Ambassadeurs de Philippe, que, par la grace de Dieu, il se sentoît assez fort pour faire la Guerre aux Infidèles, sans l'assistance de leur Maître, dès qu'il auroit achevé de subjuguer l'Ecosse. Cette réponse ayant fait connoître aux Ecoissois, qu'il étoit entièrement résolu de ne point finir la Guerre, avant que de s'être rendu maître absolu du Royaume, la plupart d'entr'eux se soumirent volontairement, voyant bien qu'il n'étoit pas possible de résister plus long-tems. Ceux qui prirent ce parti en obtinrent des conditions assez favorables, mais il s'en trouva d'autres qui aimèrent mieux s'exposer aux plus rudes extrémités, que de se soumettre au joug des Anglois. Après la fin de la Campagne, Edouard s'en retourna triomphant en Angleterre, ayant donné ses ordres pour faire fortifier de nouveau, *Perth, Edimbourg, Sterling*, & laissé le Gouvernement de l'Ecosse au Comte d'Athol.

Le Pape &
le Roi de
France tâ-
chent de
détourner
Edouard de
la guerre
d'Ecosse.

Les princi-
paux Ecof-
sois se sou-
mettent à
Edouard.

Edouard re-
tourne en
Angleterre.

Ce nouveau Général, qui, bien qu'Ecoissois, avoit pris le parti d'Edouard, pour se venger de certains affronts qu'il avoit reçus de ses Compatriotes, n'eut pas plutôt le commandement de l'armée Angloise, qu'il alla faire le Siège de Kildrumney. Dumbard & Douglas, qui commandoient les troupes d'Ecosse, se hâtèrent d'aller au secours; & quoique leur armée fût très-inférieure en nombre, ils battirent & tuèrent le Comte d'Athol, & secoururent la Place. Cet heureux succès ayant inspiré un nouveau courage aux Ecoissois, ils se rassemblèrent de tous côtés, sous la conduite de ces deux Généraux qui firent des progrès très-considérables.

Les Anglois
sont battus.

Edouard, qui croyoit avoir assez bien dompté ce Peuple, entra dans une espece de fureur, en apprenant cette nouvelle revolte. Dès que la saison le lui permit, il marcha pour la quatrième fois dans le centre de l'Ecosse, & ravagea d'une manière impitoyable les Provinces qui s'étoient déclarées contre lui. En s'en retournant il fit réduire en cendres la ville d'Aberdeen, & quelques autres moins considérables, & ayant laissé un petit Corps d'armée à Baillol, il reprit la route de ses États où des affaires plus importantes le rappelloient. Ce fut la dernière expédition que ce Prince fit en Ecosse. Il étoit tems que ce malheureux Royaume jouît de quelque repos. Depuis qu'Edouard premier avoit commencé à l'attaquer, il s'y étoit répandu tant de sang Ecoissois, qu'on ne peut assez admirer qu'après tant de pertes, les Peuples de ce Pais-là fussent encore en état de disputer leur liberté. Les quatre expéditions qu'Edouard avoit faites en Ecosse, lui avoient sans doute ac-

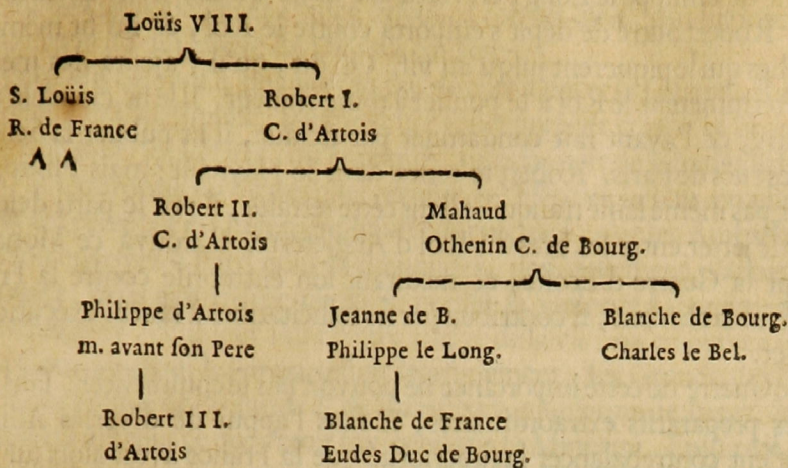
1336.
Edouard
ravage l'E-
cosse, &
s'en retour-
ne.

EDOUARD
III.
1336.

Desseins
d'Edouard
contre la
France.

quis beaucoup de réputation. Mais il semble qu'on auroit pû lui disputer une partie de sa gloire, par la considération de la supériorité de ses troupes, plus nombreuses, mieux disciplinées, & mieux pourvûes de toutes les choses nécessaires, que celles des Ecossois. Il voulut donc faire voir dans un champ plus vaste & plus noble, qu'il ne craignoit pas d'affronter de plus grands dangers, ni de se mesurer avec des ennemis plus redoutables. Ainsi, negligent désormais l'Ecosse qu'il croyoit avoir assez bien domptée, & qui ne lui offroit plus de lauriers à cueillir, il résolut d'attaquer la France, le plus puissant État de toute l'Europe, & de faire tous ses efforts pour arracher la Couronne à Philippe de Valois. J'ai déjà parlé des prétentions qu'il avoit sur ce Royaume dont il avoit été exclus en vertu de la Loi Salique. Comme il prétendoit qu'elle avoit été mal expliquée, & que ce fut la source & l'origine d'une longue & sanglante Guerre qui mit souvent la France dans un extrême danger, il y auroit quelque espèce de nécessité, avant que d'entrer dans le détail de cette Guerre, d'en faire connoître le véritable fondement. Mais comme il est trop difficile d'expliquer cette matière en peu de paroles, je prie le Lecteur de trouver bon que je le renvoie à une espèce de Dissertation qui sera mise à la fin de ce Règne, pour ne pas interrompre trop long-tems le fil de l'Histoire. Il suffira de dire ici en deux mots qu'Edouard prétendoit, que la Loi Salique, en excluant les femmes de la Succession à la Couronne, n'en excluait pas leurs Descendants mâles, d'où il inferoit que le mâle le plus prochain devoit succéder.

Le Recueil des Actes Publics contient diverses Pièces qui font voir clairement, qu'encore qu'Edouard eût paru acquiescer au Jugement donné en France contre lui, il rouloit dans sa tête quelque grand dessein, & que c'étoit contre la France. On y voit, entre autres, une Lettre qu'il écrivit aux Habitans de Bayonne, dans laquelle il leur promettoit positivement, de ne faire jamais de Paix avec la France, sans qu'ils y fussent compris, quoique dans ce tems-là, il ne fût pas en Guerre avec cette Couronne. Ce ne fut donc pas Robert d'Artois, chassé de France & réfugié en Angleterre, qui lui inspira cette pensée, comme tous les Historiens de France l'assurent unanimement. Je ne voudrois pourtant pas nier que ce Prince, mécontent de Philippe de Valois, n'ait contribué par ses conseils, & peut-être par la considération des intelligences qu'il avoit en France, à lui faire hâter l'exécution de son projet. Mais puisque Robert d'Artois est communément regardé comme l'Auteur de cette entreprise, & des maux que la France souffrit en cette occasion, il ne sera pas hors de propos d'instruire le Lecteur des sujets que ce Prince, descendu de Louis VIII, croyoit avoir de se plaindre de Philippe. Pour cet effet, il est nécessaire d'avoir quelque connoissance de la Généalogie de la Maison d'Artois.



Robert I. Comte d'Artois, fils de Loüis VIII. Roi de France, eut un fils & une fille, sçavoir *Robert* & *Mahaud*. Robert II. fut Comte d'Artois, & Mahaud épousa *Othenin* Comte de Bourgogne, de qui elle eut deux filles, *Jeanne* & *Blanche*, qui furent femmes de Philippe le Long & de Charles le Bel Rois de France. De la premiere vint une fille, nommée *Blanche*, qui épousa Eudes Duc de Bourgogne. Robert II. n'eut qu'un fils nommé Philippe, qui, étant mort avant le Comte son Pere, laissa un fils nommé Robert, qui fut le troisieme de ce nom, mais qui ne fut pas Comte d'Artois. Après la mort de Robert II. qui arriva sous le Regne de Philippe le Bel, il y eut un grand procès, touchant la Succession de l'Artois. Robert III. y prétendoit comme petit-fils de Robert II. & le plus prochain Héritier mâle. Mais Mahaud sa Tante soutenoit, que cette Succession lui appartenoit comme Sœur de Robert II. & plus prochaine d'un degré que Robert III. La Cour des Pairs décida la question en faveur de Mahaud, dont les deux filles épouserent les deux fils cadets de Philippe le Bel. Robert d'Artois demeura dans le silence pendant la vie de Philippe, & pendant tout le Regne de Loüis Hutin : mais il arma sous la Regence de Philippe le Long, & se mit en possession de l'Artois. Lorsque le Regent Philippe fut devenu Roi, l'affaire, concernant l'Artois, fut encore portée à la Cour des Pairs, & jugée encore une fois en faveur de Mahaud sa Belle-mere. Après la mort de Charles le Bel, Robert d'Artois fut, de tous les Grands de France, celui qui agit avec le plus de chaleur, pour faire obtenir la Couronne à Philippe de Valois son Beau-frere, & qui soutint le plus fortement l'autorité de la Loi Salique. Il esperoit par là d'établir un préjugé en sa faveur, à l'égard du Comté d'Artois, & que la Loi Salique ayant été admise par rapport à la Couronne, tous les Fiefs qui en dépendoient seroient sujets à la même Loi. Ainsi, fondé sur ce préjugé qui lui étoit favorable, & sur l'avantage qu'il avoit d'être Beau-frere du nouveau Roi, il renouvella le procès, & produisit certaines Lettres du grand Sceau, dont il prétendoit se prévaloir. Mais Philippe fit examiner ces Lettres avec tant d'exactitude, qu'on en découvrit la fausseté, pour laquelle une Demoiselle d'Artois, qui les avoit fabriquées, fut sévèrement punie. Cet Acte, sur lequel Robert s'appuyoit, ayant été rejeté, le Comté d'Artois fut adjugé à *Blanche*.

Etat du
procès pour
le Comte
d'Artois.

EDOUARD
III.
1336.

che, fille de Philippe le Long, en vertu du droit qu'elle tiroit de sa Grand' Mere. Robert outré de dépit s'emporta contre le Roi, & lui fit même des reproches qui le piquerent jusqu'au vif. On dit, qu'il y ajouta des menaces qui déterminèrent le Roi à le pousser à toute rigueur. Il le fit citer à la Cour des Pairs, & l'ayant fait condamner par défaut, il le fit publier la Sentence dans les rues de Paris. Robert se retira dans le Haynaut : mais Philippe ne l'ayant pas même laissé tranquille dans cette retraite, il prit le parti désespéré d'aller se jeter entre les bras du Roi d'Angleterre. Il trouva ce Monarque finissant la Guerre d'Ecosse, & meditant son entreprise contre la France. Vrai-semblablement, il contribua par ses sollicitations à hâter l'exécution de ce projet.

1337.
Edouard
fait alliance
avec plu-
sieurs Prin-
ces,
Art. Publ.
T. IV. pag.
1336. 1337.

Une Guerre de cette importance ne pouvoit pas se commencer, sans avoir fait des préparatifs extraordinaires, & sans l'appui de diverses Alliances qui pussent contrebalancer la superiorité que la France avoit alors sur l'Angleterre. Edouard avoit déjà mis dans ses intérêts l'Empereur Louis de Baviere, le Duc de Brabant, les Comtes de Gueldre & de Haynaut ses beaux-freres, l'Archevêque de Cologne, & divers autres Princes Allemands. Il ne negligea pas même les secours particuliers de divers Seigneurs d'Allemagne, de Flandres, de Hollande, de Brabant, de Gascogne, qui devoient lui fournir un nombre de Cavaliers, proportionnez aux sommes qu'il leur donnoit. Toutes ces troupes rassemblées & jointes aux Anglois, devoient former une armée très-nombreuse. Mais ces Alliances n'étoient pas à beaucoup près si avantageuses que celle qui lui fut procurée par Robert d'Artois, avec *Jacques d'Artevelle*, Brasseur de Bière à Gand. Le crédit de ce Bourgeois étoit si grand en Flandres, qu'il en avoit fait revolter les principales villes contre le Comte. Ce Prince étoit même vû réduit à la nécessité de se réfugier en France, en attendant que Philippe, qui s'étoit engagé à le rétablir, pût exécuter sa promesse. Edouard, profitant de cette conjoncture, avoit offert sa protection aux Flamans qui l'avoient accepté avec joye, dans la crainte où ils étoient de se voir opprimer par Philippe. Cette alliance lui étoit d'autant plus avantageuse, qu'outre le secours qu'il pouvoit attendre de ce Peuple, elle lui fournissoit la commodité de pouvoir assembler son armée en Flandres, & une voye pour s'ouvrir de ce côté-là, une entrée dans le Pais ennemi. Le Parlement qui avoit approuvé son entreprise, lui ayant accordé de grands subsides pour l'exécuter, il mit sur pied une des plus belles armées qu'on eût jamais levées en Angleterre. En attendant que tous ses Alliez fussent en état d'agir, il envoya une partie de ses troupes au secours des Flamans, que leur Comte poussoit vigoureusement avec le secours de la France. A l'arrivée de ces troupes, Gui, frere du Comte de Flandres, qui s'étoit posté dans l'Isle de Cadzant, fut battu & fait prisonnier. Ce premier succès des armes Angloises, déconcerta tellement les mesures du Comte de Flandres, que les Villes, qui jusqu'alors avoient tenu son parti, se déclarèrent contre lui.

Victoire des
Anglois en
Flandres.
Mezerai.

Le Prince
Edouard est
fait Duc de
Cornouail-
le.

Pendant qu'Edouard faisoit ses préparatifs pour cette importante Guerre, qui étoit l'objet de tous ses soins, il convoqua un Parlement : c'étoit principalement pour établir un bon ordre dans le commerce des laines, qui étoit d'une très-grande importance pour le Royaume. Dans ce même Parlement il

créa

créa Duc de Cornouaille, le Prince Edoüard son fils-ainé, qui fut le premier en Angleterre, à qui le titre de Duc fut conféré.

Dès que le Roi se vit à peu près en état de commencer la Guerre, il écrivit au Pape & aux Cardinaux, pour justifier son entreprise contre la France. Il se plaignoit dans ses Lettres, qu'encore qu'après la mort de Charles le Bel son Oncle, la Couronne lui fût dévolue comme à l'Héritier le plus prochain, il en avoit été privé par un Jugement injuste & précipité : que les Ambassadeurs qu'il avoit envoyez à Paris pour la demander, non seulement n'avoient pas été écoulez, mais que même on avoit poussé la violence à leur égard, jusqu'à les menacer, & à leur faire courir risque de la vie : qu'en ôtant à un Mineur la Couronne qui lui appartenoit légitimement, les Grands de France avoient fait l'office de Brigands & de Ravisseurs, plutôt que de Juges, & qu'il protestoit contre tout ce qui s'étoit fait pendant sa Minorité. Ensuite il disoit que Philippe de Valois, non content d'avoir usurpé le Royaume de France, s'étoit injustement emparé de la Guyenne & du Comté de Ponthieu, avant que d'avoir déclaré la Guerre, & avoit sans cause réuni ces deux Provinces à la Couronne : qu'il avoit favorisé la revolte des Ecoïlois, au lieu de s'unir avec lui, comme la liaison du sang le demandoit : enfin que, par toute sa conduite, il avoit fait connoître qu'il étoit son ennemi mortel, & qu'il ne regardoit qu'avec un extrême chagrin tout ce qui pouvoit tendre à l'honneur de l'Angleterre.

Philippe ayant eu communication de ces Lettres, répondit que, par la Loi Salique, & par le Jugement des Grands, Edoüard se trouvoit exclus de la Succession à la Couronne de France, sur laquelle d'ailleurs il ne pouvoit prétendre aucun droit, puisqu'il étoit né hors du Royaume : que quant à lui, non seulement tous les François l'avoient reconnu pour Roi, mais qu'Edoüard lui-même avoit acquiescé à leur Jugement : que l'hommage qu'il avoit rendu en personne, & confirmé par ses Lettres Patentes, faisoit voir manifestement, qu'il étoit lui-même convaincu du peu de fondement de ses prétentions. Edoüard repliqua que la protestation qu'il avoit faite en présence de son Conseil, avant que d'aller rendre hommage, empêchoit que cette démarche ne pût lui porter du préjudice : que la seule crainte de perdre ses Terres de France l'y avoit obligé, & que cette raison, jointe à celle de sa Minorité, étoit plus que suffisante pour rendre invalide tout ce qu'il avoit fait jusqu'alors. De ces deux raisons la première auroit été difficilement admise dans une Cour de Justice : mais ce n'étoit pas là que ce fameux procès se devoit juger. Cependant, Edoüard voulant faire connoître à ses Alliez qu'il étoit engagé dans cette querelle d'une manière à ne pouvoir plus reculer, chargea le Duc de Brabant de demander en son nom la Couronne de France. En même tems, il l'établit pour son Lieutenant Général dans tout ce Royaume, avec ordre aux François, qu'il appelloit ses Sujets de lui obéir.

Pour tâcher de prévenir les maux qu'une querelle de cette nature pouvoit causer à la Chrétienté, Benoît XII. qui occupoit alors le Siège Pontifical, s'employa vivement envers les deux Rois. Mais comme Edoüard étoit l'agresseur, le Pontife lui envoya d'abord deux Cardinaux, qui avoient ordre de faire tous les efforts possibles pour le porter à la Paix. Ces deux Légats s'acquitterent de leur Commission avec beaucoup de chaleur, & sollicitèrent

EDOUARD
III.

1337.
Edoüard
écrit au Pa-
pe contre
Philippe.
Act. Publ.
Tom. IV. p.
826.

Reponse de
Philippe.

Replique
d'Edoüard.

Edoüard
fait deman-
der la Cou-
ronne de
France par
le Duc de
Brabant.
Ibid. p. 815.
& le fait
son Lieute-
nant Géné-
ral en Fran-
ce.
Ibid.

- EDOUARD** fortement Edoüard à mettre cette affaire en négociation. Ils ne purent pourtant s'empêcher de marquer quelque partialité en faveur de la France, à cause des liaisons qu'Edoüard avoit avec l'Empereur qui étoit ennemi déclaré du Pape. Cela n'empêcha pas que le Roi ne leur témoignât que leur médiation lui étoit agréable, & qu'il n'offrit de faire la Paix, pourvu qu'on lui fit des propositions qui eussent quelque proportion avec ses droits. Il s'engagea même à retarder l'exécution de ses desseins jusqu'au mois de Mars suivant. Mais cette condescendance étoit peu considérable puisqu'on étoit alors au mois de Décembre. Il employa le reste de l'Hiver à préparer son armée & sa Flotte, & principalement à fortifier la Ligue par de nouveaux Alliez. Parmi ceux-ci, on trouve dans le Recueil des Actes Publics, le Comte Palatin du Rhin, le Duc d'Autriche, & le Dauphin de Viennois que les Historiens mettent tous trois au nombre des Alliez de la France. Cela donne lieu de présumer qu'ils s'étoient d'abord engagez avec Edoüard, & qu'ensuite ils se laissèrent gagner par Philippe. Le Dauphin avoit conçu le dessein de faire ériger son Pais en Royaume. C'étoit vrai-semblablement par cette raison, qu'il avoit voulu entrer dans la Ligue d'Edoüard, espérant sans doute qu'il emploieroit son crédit auprès de l'Empereur, pour lui obtenir ce qu'il souhaitoit. Ce projet ne lui ayant pas réussi, il se rangea dans le parti de la France. Le Comte de Haynaut voulant aussi entrer dans la Ligue, souhaita qu'Edoüard fût revêtu du titre de *Vicaire de l'Empire*, afin d'avoir un prétexte de joindre ses armes à celles de ce Prince, comme commandant les forces de l'Empereur. Pour satisfaire ce Comte, & dans l'espérance de porter par là d'autres Princes Allemands à la même résolution, Edoüard voulut bien demander à l'Empereur cette Dignité.
- Edoüard se rend à Anvers.** Quand il eut pris toutes les précautions que la prudence lui suggeroit, il partit d'Angleterre avec une Flotte de cinq cens voiles, & prit la route d'Anvers où des affaires importantes l'appelloient. Il étoit nécessaire qu'il s'approchât de ses Alliez, afin de prendre avec eux toutes les mesures convenables pour l'exécution de ses desseins. Quoique ses Ambassadeurs eussent conclu des alliances en son nom avec plusieurs Princes, il restoit encore bien des choses à régler avec ces Puissances, avant que de pouvoir assembler leurs forces. Ce fut proprement ce qui retarda de plusieurs mois le commencement de la campagne : mais ce retardement ne fut pas entièrement inutile. Pendant ce tems-là, Edoüard alla s'aboucher à Cologne avec l'Empereur qui lui fit expédier une Patente pour l'établir Vicaire de l'Empire, comme il l'avoit souhaité. Cette espece de faveur fut accompagnée de la promesse d'un puissant secours ; promesse qui fut ensuite mal exécutée. Les Villes de Flandres étant entrées dans la Ligue par l'entremise de Jacques d'Artevelle, craignoient de se voir un jour abandonnées à la vengeance de leur Comte & du Roi de France. Il étoit donc nécessaire qu'Edoüard se fît voir aux Flamans, afin de les rassurer par sa présence. Ce fut dans cette vûe qu'il fit un voyage à Gand, & qu'il accorda aux principales Villes du Pais divers privileges, par rapport au commerce quelles avoient avec l'Angleterre. Pendant ce même intervalle, il promit au Marquis de Juliers de le faire Pair d'Angleterre, ce qu'il exécuta dans la suite, en le creant Comte de Cambridge. Le pouvoir que la dignité de Vicaire de l'Empire lui donnoit, le mit en état d'ériger le Comté de Gueldre
- Edoüard accorde une courte Trêve.** *Art. Publ. T. IV. p. 833. 838.*
- Edoüard se prépare à la Guerre.**
- Le Dauphin de Viennois veut faire ériger son Pais en Royaume.** *Art. Publ. T. IV. p. 839.*
- Le Comte de Haynaut entre dans la Ligue.**
- Il est fait Vicaire de l'Empire.**
- Il s'engage à faire le Duc de Juliers Pair d'Angleterre.** 1339.

dre en Duché, & d'accorder à la Ville de Cologne divers privilèges par où il fortifia l'alliance qu'il avoit déjà contractée avec l'Archevêque. Entre tous ses Alliez, le Duc de Brabant étoit celui qui lui caufoit le plus d'embarras. Ce Prince craignant que ses deux Monarques ennemis ne s'accommodassent à ses dépens, comme il arrive assez souvent que les grands Princes négligent les intérêts des petits qui les ont servis, vouloit prendre ses sûretés, avant que de s'engager dans la Ligue. Plus il marquoit de défiance, & plus Edoüard redoubloit ses efforts, pour s'assurer de son secours. Outre l'argent qu'il lui fournissoit avec profusion, il lui fit espérer l'honneur d'avoir un jour pour Gendre, le Duc de Cornouaille, Héritier présomptif de la Couronne d'Angleterre. De plus, afin de lui donner une entière assurance, il voulut bien s'engager par écrit à ne quitter point les Pais-Bas jusqu'à ce que la Guerre fût terminée.

Mais toutes ces affaires, quoique très-importantes, n'étoient pas la seule cause du long séjour d'Edoüard dans le Brabant. Comme les dépenses, à quoi il s'étoit engagé, étoient excessives, il faisoit, pendant ce tems-là, négocier des emprunts chez tous les Princes étrangers. Il ne se fit pas même un scrupule de s'adresser à des Particuliers, & d'emprunter d'eux les sommes qu'ils voulurent lui prêter, pour modiques qu'elles fussent. On trouve même dans le Recueil des Actes Publics, qu'il mit sa propre Couronne en gage, chez l'Archevêque de Trèves.

Pendant le séjour qu'Edoüard fit à Anvers, la Reine sa femme y accoucha d'un Prince qui fut nommé *Lionnel*. Ce fut aussi dans cette même Ville qu'il reçut une Lettre du Pape qui lui représentoit en termes assez forts, le danger où il s'étoit exposé par son alliance avec Louis de Bavière qui étoit excommunié. En même tems il lui reprochoit le tort qu'il s'étoit fait en recevant de ce prétendu Empereur, le titre de Vicaire de l'Empire, qui étoit si fort au-dessous de lui. Mais ces remontrances firent peu d'effet sur son esprit : quoique le Pontife menaçât de procéder extraordinairement contre lui par des censures, il aima mieux en courir les risques, que d'interrompre l'exécution de ses desseins.

Tout étant prêt pour commencer la campagne, qui avoit été retardée jusqu'au mois de Septembre, Edoüard se mit à la tête de quarante mille hommes, & alla camper entre *Marchienne* & *Doüy*. Ensuite il marcha vers le Cambresis, & s'arrêta quelque tems devant les murailles de Cambrai. Ce fut là qu'il apprit que Philippe s'avançoit avec une armée formidable, à dessein de lui livrer bataille. Comme cette Guerre lui coûtoit des sommes immenses, & qu'il avoit intérêt de la terminer promptement par quelque grand coup, dès qu'il eut reçu cette nouvelle, il passa l'Escaut pour aller rencontrer son ennemi. Peu de jours après, les deux armées se trouvant campées assez proche l'une de l'autre, aux environs de *Vironfosse*, Philippe lui envoya un Héraut pour lui offrir la bataille, à condition que ce fût dans une plaine, où il n'y eût point d'embarras. Edoüard accepta le deffi, & lui laissa le choix du tems & du lieu. Le 22. d'Octobre fut marqué pour la décision de cette fameuse querelle. Mais pendant que des deux côtes on se préparoit au combat avec une égale ardeur, Philippe reçût, de la part de Robert Roi de Naples, une Lettre qui l'intimida. Ce Prince qui passoit pour un très-habile Astrolo-

EDOUARD
III.
1338.
Il érige le
Comté de
Gueldre en
Duché,

Il emprunte de l'argent de tous côtez.
Il met sa Couronne en gage.
Art. Publ.
Tom. V. p. 101.

Naissance du Prince Lionnel.
Le Pape écrit au Roi une Lettre menaçante.
Ibid.
pag. 128.

Edoüard entre dans l'Artois.

Philippe lui présente la bataille.
Ibid.
Il l'accepte.

Philippe se retire.
Mézerai.

EDOUARD
III.
1339.
Raisons
de sa re-
traite.

Edouard
se retire
aussi en
Haynaut.

1340.
Edouard
prend le ti-
tre de Roi
de France.
Act. Publ. T.
R. p. 158.

sa D^evis^e.

que, lui predisoit un mauvais succès, en quelque lieu qu'il combattît les Anglois. C'est du moins ce que divers Historiens assûrent, ajoutant que, sur la foi de cette prédiction, Philippe se retira n'osant hazarder la bataille. D'autres pourtant soutiennent avec plus de vraisemblance, que cette Lettre n'auroit pas été capable de le porter à cette démarche, si les Grands qui l'accompagnoient n'eussent arrêté son ardeur par des conseils plus prudents. On prétend qu'ils lui représenterent, que dans la bataille qui s'alloit donner, il ne hazardoit pas moins que sa Couronne, au lieu qu'Edouard ne risquoit que des Soldats, dont la plupart n'étoient pas à lui, & que sur cette remontrance, il se déterminâ, quoiqu'avec peine, à donner ce petit avantage à son ennemi. Dès qu'Edouard ne vit plus aucune apparence de pouvoir attirer Philippe au combat, il se retira dans le Haynaut. C'est ainsi que le raconte *Froissard* que les François accusent d'être, en toutes occasions, trop partial pour les Anglois. *Nangis* Historien François a fait un recit tout différent, en disant qu'Edouard se retira le premier, pour ne pas s'exposer au risque d'une bataille. Ce n'est pas la seule fois qu'on trouve de semblables oppositions entre les Historiens. Il semble pourtant qu'en cette occasion, il n'est pas apparent qu'Edouard, qui avoit passé l'Escaut pour aller rencontrer Philippe, se soit retiré de peur de combattre. Mais les raisons qu'eut Philippe de ne pas hazarder la bataille sont très-fortes. L'honneur d'un Roi ou d'un Général ne consiste pas à combattre toutes les fois que l'occasion s'en présente, mais à ne le faire qu'à propos, & à ne risquer point la perte d'un État sans une extrême nécessité. Quoiqu'il en soit, cette première campagne se passa sans effusion de sang, excepté dans la Guyenne où les deux partis se faisoient réciproquement la Guerre. Mais comme il ne se passa rien de fort considérable en ce Pais-là, il n'est pas nécessaire de s'arrêter à ce détail.

Il ne fut pas possible à Edouard de repasser en Angleterre, aussi promptement qu'il le souhaitoit, étant retenu dans les Pais-bas, par une affaire qu'on lui avoit suscitée sous main. Le Roi de France, qui voyoit avec chagrin les avantages que son ennemi tiroit de son Alliance avec les Flamans, avoit sçu, par le moyen de ses Emissaires, inspirer aux Villes de Flandres, un scrupule, de ce qu'elles avoient pris les armes contre leur Seigneur Souverain. Ce scrupule fortifié par les Ecclésiastiques, dont la plupart étoient dans les intérêts de la France, avoit déjà fait une forte impression sur le Peuple. Peut-être même auroit-il causé en ce Pais-là quelque révolution préjudiciable à l'Angleterre, si Jaques d'Artevelle n'y eût trouvé un prompt remède, en conseillant à Edouard de prendre le titre de Roi de France. Cette proposition ayant été examinée dans le Conseil du Roi, y fut approuvée comme un expédient propre à tenir les Flamans dans la Ligue. Effectivement, Edouard en recueillit l'avantage qu'on lui en avoit fait espérer. Suivant ce conseil il prit le titre de Roi de France, & fit écarteler ses armes de Leopards & de fleurs de lys. Il y ajouta cette devise, *Dieu & mon Droit*, voulant par là faire connoître, qu'il mettoit toute sa confiance en Dieu, & dans la justice de sa cause. Ce nouveau titre ne devoit pas beaucoup surprendre, puisque toutes ses démarches précédentes avoient assez manifesté son dessein. Depuis quelque tems, il refusoit à Philippe le titre de Roi, & défendoit à tous ses Ministres de lui en donner d'autre que celui de Comte de Valois. D'ailleurs, il avoit établi le Duc de Brabant pour son Lieu-

tenant

tenant Général en France, & par là, il avoit assez fait comprendre, qu'il s'en croyoit le véritable Roi : mais il n'avoit pas encore osé en prendre le nom. Dès qu'il eut franchi le pas, à l'occasion du scrupule des Flamans, il ne fit plus difficulté, de prendre le titre de Roi de France, dans tous les Actes Publics, & de marquer cette année comme la première de son nouveau Regne. En même tems, il publia une Déclaration, par laquelle il faisoit sçavoir aux François que le Royaume de France, lui étant dévolu par la mort de Charles le Bel, selon la volonté de Dieu, à laquelle il ne vouloit point s'opposer, il étoit résolu d'en prendre le gouvernement. Il promettoit à ses nouveaux Sujets tout ce qu'on a accoutumé de promettre en semblables occasions, & offroit sa protection à ceux qui, à l'exemple des Flamans, le reconnoitroient pour leur Souverain. Le même jour il publia encore un Manifeste, qui contenoit un détail des injures qu'il prétendoit avoir reçûs de Philippe de Valois, & des offres qu'il avoit lui-même faites pour parvenir à la Paix, afin qu'ils pussent unir leurs forces ensemble contre les Infidelles.

EDOUARD
III.
1340.

Il publie
une Décla-
ration
adressée
aux Fran-
çois.
*Art. Publ. T.
V. p. 154.*
& un Ma-
nifeste con-
tre Philippe

Quoi qu'Edouard eût pris avec le Duc de Brabant des engagements qui l'obligeoient à demeurer dans les Pais-bas, jusqu'à ce que la Guerre fût terminée, il ne lui fut pas possible de tenir sa parole. Ses affaires le rappelloient nécessairement en Angleterre. Mais pour satisfaire ce Prince, il lui laissa en otage quatre Seigneurs Anglois des plus qualifiez, outre la Reine son Epouse & l'enfant nouvellement né, qui demeurèrent à Anvers pour gages de son retour. Après qu'il eut ainsi réglé cette affaire, il repassa en Angleterre où il arriva au mois de Février. Bien-tôt après, il convoqua un Parlement qui, en lui accordant un subside considérable, obtint de lui, la confirmation de la Grande Chartre. Avant que de se séparer, les Seigneurs & les Communes lui présentèrent une Adresse, par laquelle ils demandoient que le titre de Roi de France qu'il prenoit dans les Actes Publics, n'eût point d'influence sur les affaires qui regardoient l'Angleterre. Cette demande étoit trop raisonnable, pour qu'il se fit une peine de la leur accorder. Quoiqu'il n'eût pas encore acquis un seul pied de terre en France, ce nouveau titre ne déplaisoit pas aux Anglois, qui s'imaginoient que leur Roi en étoit devenu plus grand. Mais il n'en étoit pas de même de Benoît XII. Ce Pontife fit tous les efforts possibles pour porter le Roi à le quitter, prétendant qu'il n'y avoit aucun droit à cause de la Loi Salique, touchant laquelle Philippe avoit pris soin de l'instruire à son avantage. Mais ses exhortations furent sans effet.

Il repasse
en Angleter-
re.

Le Parle-
ment prend
des précau-
tions tou-
chant le
nouveau ti-
tre du Roi.

Le Pape
exhorte
Edouard à
quitter ce
titre.

*Art. Publ.
T. V. p. 173.*
Grands
préparatifs
en Angle-
terre.

Bien que la première campagne n'eût produit aucun événement considérable, les préparatifs qu'Edouard faisoit donnoient bien à connoître qu'il ne s'attendoit pas qu'il en dût être de même de la seconde. Il avoit augmenté sa Flotte jusqu'à trois cens Vaisseaux propres pour le combat, & son armée étoit incomparablement plus nombreuse que la précédente. Tout se trouvant prêt vers le milieu de l'Été, ils s'embarqua pour passer en Flandres, quoiqu'on l'eût averti que la Flotte de France, forte de quatre cens voiles, l'attendoit sur la route de l'Ecluse. Dans l'ardeur où il étoit d'acquiescer de la gloire, cette nouvelle lui causant moins de surprise que de joye, il prit la résolution de s'ouvrir un passage au travers des ennemis, malgré leur supériorité. Il les rencontra sur les côtes de Flandres comme il s'y étoit attendu, & sans balancer, il engagea le combat. Ce fut le plus grand & le plus considérable qu'on eût en-

Edouard
gagne une
bataille na-
vale.

EDOUARD
III.
1340.
Art. Publ.
T. V. p. 395.

La France
fait une
grande per-
te.

Edouard
assiège
Tournay.
Art. Publ. T.
V. pag. 197.

Défaite des
Flamans.

Philippe
s'approche
de Tournay.

core vû sur cette Mer, & le premier où un Roi d'Angleterre eût commandé en personne. Les Vaisseaux des deux côtes s'étant, pour la plupart, accrochez les uns aux autres, on y combattit de pied ferme comme si c'eût été sur Terre, depuis huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Si la valeur d'Edouard fut admirée de ses Soldats, sa conduite ne causa pas moins de surprise aux Matelots, qui ne pouvoient, sans étonnement, lui voir donner des ordres si à propos, & avec tant de prévoyance, qu'on auroit dit qu'il avoit toute sa vie commandé sur Mer. La présence, & la fermeté de ce Prince qui se trouvoit par tout où le péril étoit le plus grand, donna un merveilleux courage à ses gens qui combattirent avec une valeur surprenante. Les François se battirent de leur côté avec beaucoup de courage; mais après avoir, pendant plusieurs heures, soutenu les efforts des Anglois, ils se virent enfin réduits à se jeter dans la Mer, pour éviter le fer de leurs ennemis. De toute la Flotte Française, il ne se sauva que trente Vaisseaux, les autres ayant été pris ou coulez à fond. Ainsi la victoire d'Edouard ne pouvoit être plus complète. Les Anglois prétendent que la France perdit trente mille hommes dans ce combat. Un malheur si accablant fut long-tems ignoré de Philippe. Personne n'osoit lui en apporter la nouvelle, jusqu'à ce que, par une mauvaise plaisanterie, un Fou qu'il entretenoit lui donna lieu de le deviner.

L'heureux succès qu'Edouard eut dans cette bataille, lui donna la facilité de faire débarquer paisiblement ses troupes en Flandre, où il assembla la plus belle armée qu'aucun Roi d'Angleterre eût jamais eue sous son commandement. Elle consistoit en cent cinquante mille hommes, Anglois, Allemans, Flamans, ou Gascons. Avec ces nombreuses troupes, il alla faire le siège de Tournay, après avoir détaché cinquante mille hommes, sous la conduite de Robert d'Artois qui alla se poster près de St. Omer pour favoriser le siège. Ce dernier Corps étoit pour la plus grande partie composé des milices de Flandre, qui ne sachant ce que c'est que la discipline militaire, allèrent un jour, sans ordre, au nombre de dix huit mille hommes, attaquer les Fauxbourgs de St. Omer, à dessein de les piller. Le Duc de Bourgogne, qui s'étoit jetté dans cette Place, ne pouvant endurer cette bravade, sortit sur eux & en tua plus de trois mille. Cette perte n'auroit pas été fort considérable, si elle n'eût pas produit un funeste effet. La même nuit, les troupes Flamandes saisies d'une terreur panique, quittèrent leur camp dans un extrême désordre & se retirèrent honteusement, une partie dans leurs maisons, & l'autre dans le camp d'Edouard. Quelques-uns ont assuré qu'il y eut en cette occasion, une bataille dans laquelle Robert d'Artois fut entièrement défait par le Duc de Bourgogne. Mais Froissard, Auteur contemporain, qui rapporte cet événement de la manière qu'on vient de le voir, me paroît plus digne de foi, que ceux qui ont écrit après lui.

Cependant Philippe, à la tête d'une Armée beaucoup plus forte que celle d'Edouard, s'avançoit pour secourir Tournay. Il étoit accompagné des Rois de Navarre & de Bohême ses Alliez, & avoit, dans son Armée, toute la Noblesse de son Royaume. Son dessein n'étoit pourtant pas de donner bataille, mais seulement de harceler les Assiégeans, pour les obliger à lever le Siège. Edouard s'étant bien-tôt aperçu de l'intention de Philippe, comprit combien il lui seroit difficile de se rendre maître de la Place, pendant que l'Armée de France

France seroit si proche de lui. Ainsi, pour obliger son ennemi à changer son plan, il lui envoya un Héraut avec une Lettre pour le défier à un combat singulier entre leurs deux personnes, ou de cent contre cent, ou bien entre les deux Armées. La souscription de cette Lettre étoit, *A Philippe de Valois*, sans aucun autre titre. Philippe lui répondit, qu'il avoit vu une Lettre adressée à Philippe de Valois, & que comme elle n'étoit pas pour lui, il ne répondoit rien à ce qu'elle contenoit; Que néanmoins il se servoit de cette occasion pour lui faire sçavoir, qu'avec l'aide de Dieu, il esperoit de le chasser dans peu de tems, hors de ses Terres.

Il étoit difficile que le Siège de Tournay avançât beaucoup, à cause de l'Armée de France qui ne cessoit ni nuit, ni jour, de harceler les Assiégés. Edoüard fut trois mois devant cette Place sans faire beaucoup de progrès; & néanmoins il ne pouvoit se résoudre à lever le Siège, quoiqu'il vît peu d'apparence à réussir. Son embarras étoit grand; mais il en fut tiré par Jeanne de Valois sa Belle-mère, Sœur du Roi de France, & veuve du dernier Comte de Haynaut. Cette Princesse, qui s'étoit retirée dans l'Abbaye de Fontenelle, après la mort de son Epoux, en sortit en cette occasion, pour tâcher de moyenner quelque accommodement entre ces deux Monarques, dont l'un étoit son frere, & l'autre son gendre. Elle sçut négocier avec tant d'adresse, qu'enfin elle les fit consentir à une Trêve, qui devoit durer depuis le 20. Septembre, jusqu'au 25. de Juin de l'année suivante. Elle fut ensuite prolongée de deux ans, par l'entremise du Pape. Dès que la Trêve fut signée, Edoüard reprit la route d'Angleterre avec la Reine sa femme, qui avoit séjourné trois ans dans les Pais-Bas. Elle y avoit mis au monde deux Princes; sçavoir, Lionnel & Jean, né à Gand, connu dans la suite sous le nom de Duc de Lencastre.

Ce fut un grand sujet de mortification pour Edoüard, que de se voir obligé, par la nécessité de ses affaires, de faire une Trêve pour laquelle il n'avoit aucune inclination, & qui effectivement rompit toutes ses mesures. Trois raisons très-pressantes l'obligèrent à faire cette démarche, qui paroissoit si peu convenable aux vastes desseins qu'il avoit formez. Premièrement, la défection de l'Empereur & du Duc de Brabant qui s'étoient détachés de la Ligue. En second lieu, les dépenses excessives qu'il falloit faire pour entretenir une si nombreuse Armée, auxquelles l'argent qui venoit d'Angleterre en moindre quantité qu'il ne l'avoit espéré, ne pouvoit suffire. Enfin, il n'y avoit qu'une Trêve, qui put, en quelque manière, sauver la honte de la levée du Siège qu'il avoit entrepris. Non seulement ces raisons étoient suffisantes pour le porter à signer cette Trêve, mais même elles l'engageoient indispensablement, à se procurer quelque repos, afin de pouvoir remédier aux inconveniens arrivés par la legereté de ses Alliez, & par l'épuisement de ses finances. A l'égard du Duc de Brabant, il le leurra quelque tems de l'esperance du mariage dont il à été ci-devant parlé. Il en demanda même la dispense au Pape; mais cette affaire ne réussit pas, soit que les obstacles vinssent du Roi même, ou de la Cour de Rome. Ainsi le Duc de Brabant, qui se voyoit amusé, retira ses Troupes, sans pourtant rompre ouvertement avec le Roi. Pour ce qui regardait l'Empereur, l'assistance qu'Edoüard en avoit tirée étoit si peu considérable, que cette perte ne l'auroit pas beaucoup affoibli. Mais ce Prince, en faisant une Paix particuliere avec la France, sous prétexte qu'Edoüard avoit

EDOÜARD
III.
1340.
Edoüard lui
fait un défi.
Réponse de
Philippe.

Edoüard
se trouve
fort em-
barrassé.

Trêve con-
clue entre
les deux
Rois.
Edoüard
retourne en
Angleterre.

L'Empe-
reur & le
Duc de Bra-
bant se dé-
tachent de
la Ligue.

L'Empe-

conclu.

EDOUARD
III.
1341.
reut revo-
que la Pa-
tente d'E-
douard.
Brouillerie
entre le Roi
& l'Arche-
vêque de
Cantorberi.

conclu la Trêve sans lui, avoit en même tems, révoqué la Patente qui l'établissoit Vicaire Général de l'Empire. Cet accident imprévu, qui détacha quelques-uns des Princes Allemands de la Ligue, mit Edouard dans la nécessité de prendre d'autres mesures.

Mais la principale affaire à laquelle Edouard devoit penser, étoit à payer ses dettes, qui étoient très-considérables. De plus, il falloit chercher les moyens de continuer la Guerre quand la Trêve seroit expirée, sans se mettre en danger de retomber dans les mêmes inconveniens. En partant d'Angleterre, il avoit mis ses affaires dans un tel état, qu'il ne doutoit nullement de recevoir à point nommé les sommes dont il avoit besoin pour payer sa nombreuse Armée. Mais il ne fut pas plutôt engagé au Siège de Tournay, que l'argent lui manqua contre son attente, & par là, il se trouva dans un très-grand embarras. Lorsqu'il fut arrivé à Londres, il se plaignit hautement de l'Archevêque de Cantorberi, auquel il avoit laissé la principale administration de ses affaires, en son absence. Il l'accusa d'avoir malicieusement fait naître des obstacles à la levée du subside accordé par le Parlement, quoique ce fût par son conseil, & par ses instances, qu'il s'étoit engagé dans cette entreprise. De plus, il se plaignit, qu'ayant commencé le Siège de Tournay, sur les assurances que ce Prélat lui avoit données qu'il ne le laisseroit manquer de rien, il s'étoit vu abandonné, lorsqu'il avoit eu le plus besoin de secours. Que non seulement l'Archevêque lui avoit manqué de parole, mais que même il s'étoit opposé à tous les expédiens qu'on avoit proposés pour faire trouver de l'argent. Enfin, qu'il étoit l'unique cause de la longueur du Siège de Tournay, & de ce qu'il avoit si mal réussi. L'Archevêque se voyant ainsi exposé au ressentiment du Roi, qui ne se contentant pas de le menacer, avoit résolu de le pousser à bout, entreprit à son tour, de le chagriner. Il se plaignit d'une levée extraordinaire d'argent, faite depuis le retour du Roi, contre les privilèges de la Grande Chartre, & menaça d'excommunier les Officiers que le Roi y avoit employez. Son but étoit d'exciter par là quelque mouvement parmi le Peuple. Vraisemblablement, il auroit poussé plus loin sa vengeance, s'il ne se fût pas aperçu que le Parlement n'approuvoit pas son procédé. Comme il craignoit de se voir abandonné, il prit, quoiqu'un peu tard, le parti de se mettre à la clemence du Roi. Ce Prince voulut bien recevoir ses soumissions, de peur de s'engager dans une querelle qui ne pouvoit que lui porter du préjudice, à cause des fréquens besoins qu'il avoit des secours du Clergé.

L'Archevê-
que se sou-
mit.

Benoit XII.
est partial
pour la
France.
Il met la
Flandres en
Interdit.

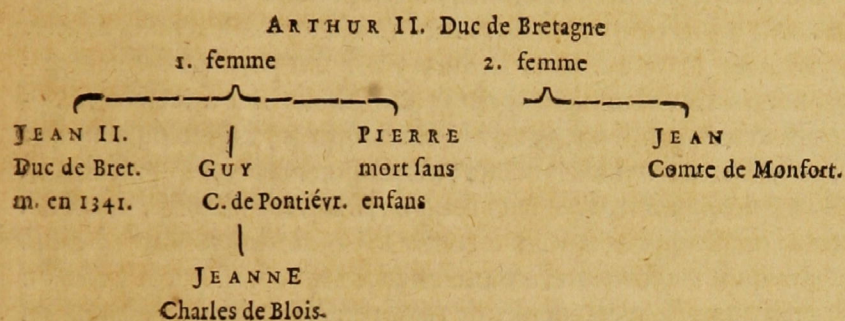
Quelques-uns ont cru que l'Archevêque s'étoit laissé gagner par le Pape, qui n'étoit pas content de cette Guerre, & qui penchoit beaucoup du côté de la France. On vit bien-tôt après une preuve sensible de la partialité de ce Pontife, dans la démarche qu'il fit, en mettant en Interdit tout le Pais de Flandres, parce que les Flamans avoient pris parti contre le Roi de France leur Seigneur Souverain. Le Clergé de Flandres observa cet Interdit avec tant d'exactitude, qu'on fut obligé d'envoyer d'Angleterre en ces Pais-là, des Prêtres moins scrupuleux pour y célébrer le service divin. Les Flamans reçurent ces Ecclesiastiques sans aucune difficulté, & prétendirent éluder les censures du Pape, en disant qu'elles étoient appuyées sur un faux fondement, puisqu'Edouard étoit le véritable Roi de France, & Philippe un Usurpateur.

Négocia-

La Guerre qu'Edouard avoit entreprise contre la France lui avoit si mal réussi,

réussi, que toutes les dépenses qu'il avoit faites ne lui avoient pas acquis un seul pied de Terre dans ce Royaume, dont il avoit prétendu faire la conquête. Après de si grands efforts dont il avoit vu l'inutilité, il ne sembloit pas qu'il pût jamais se voir en état d'en faire de semblables. Par conséquent, il y avoit apparence qu'il se désisteroit de ses projets. D'ailleurs, la Trêve donnant à son ennemi le tems de se préparer, il ne pouvoit plus se flatter de l'esperance de le surprendre. Cependant il est difficile de juger, si les négociations qu'il y eut pour parvenir à la Paix, pendant l'intervalle de cette Trêve étoient sinceres de sa part, ou s'il n'avoit pour but que d'amuser son ennemi. Quoiqu'il en soit, s'il eut veritablement intention de faire la Paix, il ne persista pas long-tems dans ce dessein. Les nouveaux avantages qu'il entrevit dans la disposition où se trouvoient les affaires du Duché de Bretagne, le firent bien-tôt refoudre à profiter d'une conjoncture si favorable. La part que l'Angleterre prit dans la querelle qui s'émut alors touchant la succession de ce Duché, m'oblige à faire un petit détail de ce procès, pour l'intelligence de ce qui sera dit dans la suite.

EDOUARD
III.
1341.
tions pour la
Paix entre
les deux
Rois.
Act. Publ.
T. V. p. 269.



Arthur II. Duc de Bretagne, avoit laissé trois fils de sa première femme; savoir, Jean II. qui lui succeda, Guy Comte de Pontiévre, & Pierre. Il avoit eu d'une seconde femme un quatrième fils nommé Jean, qui fut Comte de Monfort par sa mere. Jean II. & Pierre n'eurent point d'enfans. Guy qui mourut en 1330. laissa une fille nommée Jeanne, que le Duc Jean son Oncle donna pour femme à Charles de Châtillon, frere de Louis Comte de Blois. On l'appelloit communément Charles de Blois. Jean II. étant mort en 1341. il ne restoit que deux personnes de cette Famille; savoir, Jean Comte de Monfort, & Jeanne sa nièce, femme de Charles de Blois. Ils prétendirent tous deux au Duché. Jeanne par droit de représentation, comme fille de Guy, frere-aîné de Jean de Monfort, & celui-ci, comme frere du dernier Duc, & par conséquent plus prochain d'un degré que sa nièce. Il prétendoit encore se prévaloir de l'avantage du sexe: raison peu considerable, puisque la Bretagne ne reconnoissoit point l'autorité de la Loi Salique. Mais Charles avoit un grand avantage sur son Concurrent. C'est qu'il étoit neveu de Philippe de Valois, qui devoit être le Juge de cette affaire. D'un autre côté, le Comte de Monfort avoit si bien pris ses mesures, qu'immédiatement après la mort du Duc son frere, il s'étoit emparé de la Bretagne, & s'étoit fait prêter serment par la plupart des Sujets. Il étoit même allé en Angleterre, où il avoit secrettement rendu hommage à Edoiard, le reconnoissant pour Roi de France, & avoit fait alliance avec lui. Cette démarchedont Philippe avoit été informé, avoit ache-

Affaires de
Bretagne.
Argentré
Hist. de Bret.

Procès en-
tre Jean
Comte de
Monfort, &
Charles de
Blois.

EDOUARD III.
1341.
 Ils font tous deux citez à la Cour des Pairs.

Jean se sauve de Paris.

La Bretagne est adjugée à Charles de Blois.

Philippe confisque le Comté de Monfort.
Edouard donne à Jean le Comté de Richemont

Le Comte de Monfort est fait prisonnier.
Sa femme maintient ses affaires.
Elle renouvelle l'alliance avec Edouard, & conclut le mariage de son fils avec une fille du Roi.

1342.
Edouard envoie Robert d'Artois en Bretagne.
Robert y est tué.

vé de le perdre dans l'esprit de ce Monarque , qui n'étoit pas déjà trop bien disposé en sa faveur. Cependant Philippe voulant observer les formalitez ordinaires, fit citer les deux Prétendants à la Cour des Pairs, pour y soutenir leurs droits, & en recevoir Jugement. Monfort eût l'imprudence de se rendre à Paris, s'imaginant que ce qu'il avoit fait en Angleterre étoit encore secret. Mais à sa première audience il connut ce qu'il devoit attendre du Roi, qui lui dit nettement qu'il n'avoit rien à prétendre sur la Bretagne, & lui reprocha l'hommage qu'il avoit rendu au Roi d'Angleterre. Monfort avoua qu'il avoit été en Angleterre pour y voir ses amis, & nia d'avoir rendu l'hommage. Mais Philippe étant mieux informé qu'il ne le pensoit, lui défendit de sortir de Paris, & marqua un jour pour le Jugement du procès. Il ne fut pas difficile à Monfort de connoître le danger où il se trouvoit par rapport à sa cause, & à sa personne. Ainsi prenant tout à coup son parti, il s'évada de Paris déguisé en Marchand, & se rendit en Bretagne. Cela n'empêcha pas qu'en son absence, la cause ne se jugât en faveur de Charles de Blois, qui fut déclaré Duc de Bretagne, & incontinent admis à l'hommage. On prétend que dans ce Jugement les Pairs n'observerent pas toutes les formalitez que les causes de cette nature requeroient, & que leurs procédures ne furent pas tout-à-fait régulières. Quant au fond de l'affaire, quoique cette décision fût directement opposée à ce qui avoit été jugé au sujet du Comte d'Artois, ils prétendirent que la diversité des Coutumes dans les deux Païs en étoient la cause, parce qu'en Bretagne la Représentation avoit lieu, & qu'en Artois elle n'étoit point reçue. Quoiqu'il en soit, Philippe étant irrité contre le Comte de Monfort, à cause de l'hommage qu'il avoit rendu au Roi d'Angleterre, confisqua la Terre de Monfort; mais, pour le recompenser de cette perte, Edouard lui donna en Angleterre le Comté de Richemont. Peu de tems après Jean, fils-ainé de Philippe de Valois, ayant été chargé de faire exécuter l'Arrêt donné en faveur de Charles de Blois, entra dans la Bretagne à la tête d'une puissante Armée, & Monfort se renferma dans Nantes, où il fut incontinent assiégé. Peu de tems après la Ville ayant été prise, & Monfort fait prisonnier, il fut conduit à Paris, & enfermé dans la grosse Tour du Louvre.

Cet événement auroit sans doute terminé la querelle entre les deux Concurrents: mais Marguerite de Flandres, femme de Jean de Monfort, entreprit de soutenir les intérêts de son Epoux, malgré la fâcheuse situation où ses affaires se trouvoient. Elle se rendit à Londres avec son fils âgé de quatre ans, & y renouvela l'Alliance que le Comte son Epoux avoit faite avec Edouard. Par ce nouveau Traité, elle s'engagea positivement à mettre entre les mains des Anglois toutes les Places qui étoient encore en son pouvoir, & pour mieux s'assurer du secours de l'Angleterre, elle conclut le Mariage de son fils avec une des filles d'Edouard, & laissa le jeune Prince à la Cour du Roi, pour y être élevé, où plutôt pour y être en ôtage. Ce Traité procurant à Edouard une entrée dans la Bretagne, & par ce moyen la facilité d'attaquer Philippe de ce côté-là, il se hâta d'y envoyer Robert d'Artois. D'abord ce Général se rendit maître de Vannes, & fit ensuite assiéger Rennes. Pendant que ses Troupes étoient occupées à ce Siège, les Chefs du Parti contraire sçachant qu'il étoit demeuré dans Vannes avec peu de monde assiégèrent cette Place, & l'emportèrent d'assaut. Robert y ayant été blessé à mort, eut beaucoup de peine à se

à se sauver à Hennebond, où il mourut de ses blessures. Edoüard reçut avec douleur la nouvelle de sa mort. Il jura de la venger, & ne tint que trop exactement sa parole. L'expédition de Robert d'Artois dans la Bretagne, fournit à Philippe un sujet de se plaindre qu'Edoüard avoit violé la Trêve, & pour lui rendre la pareille, il fit recommencer les hostilités en Guyenne. Ainsi les deux Monarques se préparèrent à renouveler la Guerre, en s'accusant réciproquement d'être infractions de la Trêve.

EDOÜARD
111.
1342.

Le Comte de Northampton, qui avoit pris le commandement des Troupes Angloises en Bretagne après la mort de Robert d'Artois, n'étoit pas en état de faire de grands progrès avec le peu de monde qu'il avoit. Cependant, il étoit d'une très-grande importance pour Edoüard de se rendre maître de ce Duché. C'est ce qui lui fit prendre la résolution d'y aller lui-même, avec des forces plus considérables. Dès qu'il y fut arrivé il fit assiéger à la fois, Nantes, Rennes, Vannes, & Guingamp. Philippe comprenant combien l'établissement des Anglois dans la Bretagne pouvoit lui être préjudiciable, résolut de de les en chasser à quelque prix que ce fût. Pour cet effet il mit sur pied une Armée de cinquante-mille hommes, dont il donna le commandement au Duc de Normandie son fils-ainé. Ce jeune Prince ayant marché avec une extrême diligence, eut le bonheur d'arriver en Bretagne avant la prise des Places assiégées. Son approche obligea le Roi d'Angleterre à lever ces quatre Sièges, afin de joindre toutes ses Troupes en un seul Corps, qui se trouvoit encore fort inférieur à celui des François. Les deux Armées demeurèrent pendant la plus grande partie de l'Hiver, campées à une petite distance l'une de l'autre, mais bien retranchées, sans qu'il parût qu'aucun des deux Chefs eût envie de combattre. Le Duc de Normandie ne vouloit rien hasarder, parce qu'ayant fait ce qu'il souhaitoit, il esperoit d'affamer ses ennemis. Edoüard n'étoit pas plus disposé à risquer une bataille contre une Armée beaucoup plus forte que la sienne, à moins qu'il n'y fût forcé. Pendant que ces deux Princes se tenoient dans l'inaction, deux Légats de Clement VI. nouveau Pape, eurent le tems d'arriver auprès d'eux, & de négocier entre les deux Couronnes une Trêve de deux ans, dans laquelle tous les Alliez des deux côtes furent compris. Ils tirèrent aussi parole des deux Rois, qu'ils envoyeroient leurs Ambassadeurs à Avignon, pour y travailler à la Paix par la médiation du Pape.

Edoüard va
lui-même
en Bretagne

& y assiege
quatre Places.

Le Duc de
Normandie
lui fait lever
ces quatre
Sièges.

1343.
Trêve de
deux ans entre
les deux
Rois & leurs
Alliez.

Affaires
d'Ecosse.

Progrès des
Ecossois,
depuis l'an
1339.

Robert
Stuart assiege
& prend
Perth en
1339.

Pendant qu'Edoüard avoit été occupé à la Guerre de France, les Ecossois avoient profité de cette diversion, pour tâcher de recouvrer leur liberté. Depuis qu'Edoüard avoit quitté l'Ecosse, les Partisans du Roi David avoient eu de grands avantages sur Baillol qui commandoit l'Armée Angloise, mais qui n'avoit pas assez de Troupes pour arrêter leurs progrès. Robert Stuart, Régent d'Ecosse pour le Roi David, soutenoit par sa valeur, & par sa conduite, les intérêts de ce jeune Prince exilé. Il étoit dignement secondé par Guillaume Douglas, & par quelques autres Seigneurs qui conservoient encore une fidélité inviolable pour leur légitime Souverain. Quoiqu'un Corps commandé par Douglas eût reçu un fâcheux échec, Robert ne laissa pas de se soutenir toujours. Il se vit même bien-tôt après en état d'assiéger Perth ou S. Jean, qui étoit la plus forte Place que les Anglois occupassent en Ecosse. Le Siège en dura trois mois par la disette de munitions que souffrit l'Armée assiégeante. Mais un secours qui lui vint de France tout à propos, la mit enfin en état d'em-

EDOUARD III. porter la Place. Cette perte obligea Baillol à quitter le centre du Royaume pour se retirer sur les frontières, où il se mit à couvert par le moyen des Places qu'il avoit cedées aux Anglois. La Trêve qui se conclut devant Tournay, dans laquelle l'Ecosse étoit comprise, obligea Stuart à quitter les armes pour quelque tems. Mais elle ne fut pas plutôt rompuë à l'occasion des affaires de Bretagne, que les Ecoissois se rassemblèrent & assiègerent Sterlyn dont ils se rendirent maîtres, après y avoir donné une infinité d'assauts qui ne laissoient aux Assiégés aucun moment de relâche.

Edouard
marche con-
tre l'Ecosse
en 1341.
Sa Flotte est
ruinée par
la tempête.

Il accorde
une Trêve
aux Ecois-
sois.

David re-
tourne en
Ecosse.

Il se rend
maître de
Durham &
se retire à
l'approche
d'Edouard.

Il est re-
poussé à
Werck.

Ces progrès ayant fait comprendre à Edouard qu'il s'étoit trop flaté, lorsqu'il avoit cru ce Royaume hors d'état de lui faire de la peine, il résolut de l'attaquer encore une fois par Terre & par Mer. Pour cet effet, il se rendit sur les frontières, où il attendit sa Flotte qui devoit le joindre à Newcastle: mais une violente tempête, dont elle fut battuë pendant plusieurs jours, la mit hors d'état de servir pour le reste de cette année. Ce fâcheux accident l'empêcha d'entrer en Ecosse, parce qu'il se trouvoit privé des vivres & des munitions que sa Flotte lui apportoit. Il ne pouvoit pas espérer d'en trouver dans le Pais ennemi, parce que les Ecoissois eux-mêmes y avoient fait le dégât, afin d'ôter à son armée le moyen de subsister. Cependant le peu de connoissance que les Ecoissois avoient de son état, le tira de ce mauvais pas. Comme ils se voyoient fort inférieurs à ce Prince qui menaçoit leur Pais d'une entière dévotion, ils prirent le parti de demander, avec beaucoup de soumission, une Trêve qu'ils se trouverent trop heureux de pouvoir obtenir. Edouard n'avoit garde de la refuser: mais profitant de leur terreur, il ne voulut la leur accorder qu'à cette condition: Qu'ils le reconnoîtroient pour Souverain de l'Ecosse, & renonceroient à l'obéissance du Roi David, si ce Prince ne se trouvoit pas en personne dans le Royaume, avant le mois de Mai suivant, avec une armée qui fût en état de donner bataille. Cette condition mit le Roi de France dans la nécessité d'assister son Allié mieux qu'il n'avoit fait par le passé, de peur de se voir privé des avantages que les fréquentes diversions des Ecoissois lui procuroient. Dans cette vûe, il fournit de l'argent & des troupes au Roi David, & lui fit reprendre le chemin d'Ecosse, où ce Prince leva une armée très-considérable. On prétend qu'elle étoit de soixante mille hommes tirez de l'Ecosse même, de France, de Dannemarck & de Norwege. Avec ces troupes il marcha vers les frontières d'Angleterre, & penetra jusqu'à Durham dont il forma le Siège. En peu de jours, il se rendit maître de cette Ville, dont les Habitans furent tous passez au fil de l'épée. Il auroit poussé sa pointe plus loin: mais sur l'avis qu'il eut qu'Edouard marchoit à grandes journées pour le combattre, il résolut de se retirer, ses Généraux lui ayant représenté, qu'il ne pouvoit demeurer plus long-tems en Angleterre sans s'exposer aux risques d'une bataille, qui pourroit lui faire perdre une seconde fois son Royaume. Pendant qu'il étoit en marche pour s'en retourner dans ses États, la Garnison du Château de Werck appartenant à la Comtesse de Salisburi, ayant donné sur quelques-unes de ses troupes qui étoient demeurées derriere, il en fut tellement irrité, qu'il résolut de se rendre maître de ce Château. Il y fit donner divers assauts: mais il fut vigoureusement repoussé par les gens de la Comtesse qui se trouvoit elle-même dans la Place. Cette résistance, & la nouvelle qu'il reçut qu'Edouard n'étoit pas éloigné, le fit desister de son entre-
treprise.

treprise. Il ne pouvoit se retirer plus à propos, puisqu'Edouïard arriva ce même jour à ce Château. Il y rendit à la Comtesse de Salisburi une visite qui a donné lieu à quelques Historiens de dire, qu'il en devint passionnément amoureux : il seroit facile de détruire ce qu'ils ont avancé sans fondement ; mais comme cette passion, vraie ou fausse, n'a produit aucun événement remarquable, il n'est pas nécessaire des'y arrêter. Dès le jour suivant, Edouïard se remit en marche pour aller chercher les ennemis ; mais ayant appris qu'ils s'étoient retirez dans la Forêt de *Gedeours*, il cessa de les poursuivre. Comme ses affaires n'étoient pas dans une bonne situation en Écosse, & que cette Guerre étoit pour lui un fâcheux contre-tems par rapport aux mesures qu'il devoit prendre pour continuer celle qu'il avoit avec la France, il fit offrir à David une Trêve de deux ans, qui fut acceptée avec l'approbation de Philippe. Cette Trêve procura au Roi d'Écosse l'avantage des'établir de plus en plus dans son Royaume, & donna au Roi d'Angleterre le tems de penser à ses autres affaires.

EDOUARD
II I.
Edouïard
rend visite à
la Comtesse
de Salisbu-
ri.
Il poursuit
les Ecossois
inutilement.

Il conclut
avec David
une Trêve
de deux ans.

Depuis plusieurs années, les soins de la Guerre avoient tellement occupé l'esprit d'Edouïard, qu'il n'avoit pû trouver un tems propre pour remédier à divers abus dont le Peuple se plaignoit, & qui meritoient bien qu'on y fît une attention particuliere. Dès que la Trêve avec la France, & avec l'Écosse lui eut donné un peu de relâche, il convoqua un Parlement, afin de chercher avec lui les moyens d'assurer le bonheur & la tranquillité des Sujets. Pendant cette séance, qui dura une bonne partie de l'hiver, cette Assemblée s'occupa principalement, à faire divers Reglemens qui procurerent de grands avantages au Peuple, & auxquels elle ne trouva aucune opposition de la part du Roi. Au contraire ce Prince confirma d'une maniere très-solennelle, tous les privileges que la Grande Chartre accordoit aux Anglois, faisant voir par là, qu'il n'avoit pas moins à cœur le bien de son Peuple que le sien propre ou celui de ses Successeurs. Entre les divers Actes qui furent faits dans ce Parlement, un des plus importans fut le *Statut contre les Provisseurs*, c'est-à-dire contre ceux qui portoient des provisions de la Cour de Rome pour des Benefices.

2343.
Edouïard
convoque
un Parle-
ment.

Statut ri-
goureux
contre les
Provisseurs.

Les Papes précédens avoient beaucoup abusé du droit qu'ils s'étoient attribué de disposer des Bénéfices du Royaume. Souvent même, sans attendre qu'ils fussent vacans, ils les conféroient à des gens qui devoient en prendre possession après la mort de ceux qui les tenoient ; ce qui faisoit beaucoup murmurer ceux qui avoient droit de présentation. Clement VI. étant allé plus loin, à cet égard, qu'aucun de ses Prédecesseurs, le Parlement s'étoit vu obligé de lui en faire des plaintes, mais qui n'avoient produit aucun effet. Au lieu de reformer cet abus qui étoit d'autant plus intolérable, que tous les Bénéfices étoient conferez à des Etrangers, ce Pontife avoit exhorté le Roi par un Bref, à se désister des plaintes qu'il faisoit contre les Provisions qui étoient, selon lui, un droit incontestable du S. Siège. Cette reponse ayant fait connoître qu'en vain on s'attendroit à recevoir du Pape quelque remède à ce mal, le Parlement prit la resolution d'y pourvoir par son autorité. Pour cet effet, il fit le Statut dont je viens de parler, qui ordonnoit la peine de mort, contre ceux qui à l'avenir porteroient de pareilles Provisions dans le Royaume. Quoique ce Statut causât un extrême chagrin au Pape, il ne jugea pas à propos d'en

EDOUARD

111.

1343.

faire du bruit, parce qu'il fut informé que le Roi & le Parlement avoient pris la resolution de le soutenir & de mepriser ses censures, en cas qu'il voulut en faire usage sur ce sujet. Cependant, pour ne pas laisser perdre entierement son droit prétendu, il prit le parti de feindre qu'il ne faisoit aucune attention à ce Statut. Mais quoique dans la suite il accordât de tems en tems quelques provisions, c'étoit avec tant de retenuë, que l'abus en fut considerablement diminué pendant tout ce Regne. D'un autre coté, le Roi, qui ne vouloit pas entierement se brouiller avec la Cour de Rome, se contenta de laisser subsister le Statut, sans le faire executer à toute rigueur. Mais dans la suite, sous les Rois Successeurs d'Edouard, les Papes ayant repris leurs premieres brisées, on fut obligé de renouveler souvent ce Statut qui reçut le nom de *Premunire*, & dans lequel, outre la défense des Provisions, on renferma divers autres cas qui avoient relation aux differens que l'Angleterre avoit avec les Papes.

Le Roi crée
Edouard
son fils aîné
Prince de
Galles.

Dans ce même Parlement, le Roi créa Edouard son Fils aîné Prince de Galles, & l'investit de cette Principauté, par une Couronne ouverte & un anneau d'or. Le Prince étoit alors âgé de treize ans, & donnoit de grandes espérances de ce qu'il devoit être un jour.

Il se pré-
pare à la
Guerre con-
tre la Fran-
ce.

Pendant qu'Edouard sembloit uniquement occupé de ses affaires domestiques, il ne négligeoit pas celles de dehors. Son esprit étoit continuellement attentif à chercher les moyens de recommencer la Guerre contre la France aussi-tôt que la Trêve seroit expirée. Il paroissoit pourtant panacher vers la Paix & entretenoit toujours à la Cour du Pape, des négociations auxquelles il se rencontroit tous les jours de nouveaux obstacles. Mais soit qu'il n'eût en vûë que d'amuser son ennemi par ces négociations, ou qu'il n'en attendît aucun bon succès, il ne négligeoit rien pour se préparer à la Guerre. Il s'étoit si mal trouvé des Alliances qu'il avoit faites avec les Princes étrangers d'Allemagne, ou des Pais-bas, qui lui avoient fait consumer des sommes immenses sans aucun fruit, qu'il résolut de changer de methode. Pour cet effet il dépêcha dans les Pais-bas & en Allemagne, des Agens qui avoient pouvoir de traiter avec toutes sortes de Particuliers qui voudroient lui fournir des troupes ou de l'argent. Outre que tous ces secours rassemblez pouvoient produire le même effet avec beaucoup moins de dépense, il esperoit de pouvoir plus absolument disposer de ses troupes qu'il n'avoit fait de celles des Princes. D'ailleurs son but étoit de rendre par là plus embarrassantes les intrigues par lesquelles Philippe tâchoit continuellement de lui débaucher ses Alliez. Pour mieux réussir dans son dessein, & attirer dans son Royaume une foule de Seigneurs étrangers, avec lesquels il put lui-même négocier, il s'avisâ d'un moyen qui ne pouvoit manquer de lui

Art. Publ.
T. V. p. 409.

Tournois à
Windfor.

réussir, parce qu'il étoit entierement conforme au goût de ce siecle-là. Il fit publier des Tournois où il recevoit honorablement toutes les personnes distinguées qui vouloient y prendre part, & leur faisoit tant de caresses qu'ils ne pouvoient se lasser d'admirer sa politesse, sa magnificence & sa libéralité. Pour rendre ces fêtes plus solennelles, & se délivrer en même tems, des cérémonies auxquelles la différence des conditions l'auroit engagé, il fit faire à Windfor une Salle de planches toute ronde de deux cens pieds de diametre. C'étoit là qu'il regaloit tous les Chevaliers à une même table, qui fut nommée la *Table Ronde*, en mémoire du grand Arthur, qui comme on le prétend, institua un Ordre de Chevaliers sous ce même nom. L'année suivante, il fit faire une Sal-

La Table
Ronde.

led'une structure plus solide, pour pouvoir y continuer chaque année les mêmes divertissemens. Pendant ce tems-là, il traitoit avec ces divers Seigneurs des secours que chacun pouvoit lui fournir, à proportion de ses forces. Le Recueil des Actes publics est plein des Traitez avec des Particuliers, qu'il faisoit lui-même ou qu'il faisoit faire par ses Envoyez. Philippe ne put voir sans jalousie, les Espagnols, les Italiens, les Allemans, les Flamans, & les François mêmes, courir en foule en Angleterre pour assister à ces Tournois. Il se doutoit bien qu'il y avoit dans ces fêtes quelque dessein caché, & pour rompre les mesures d'Edouard, il en fit publier de pareils dans son Royaume. Cette manière de contre-quarrer son ennemi, n'avoit rien qui ne fût juste & honorable en elle-même mais bien-tôt après, il employa un autre moyen qui ne fut pas si généralement approuvé, & qui eut de grandes suites. Quelques-uns prétendent, qu'ayant attiré à Paris, sous prétexte d'un Tournoi, *Olivier de Clifson* & dix ou douze autres Seigneurs Bretons qui y accompagnèrent Charles de Blois, il leur fit couper la tête sans aucune formalité de justice. Mais il paroît par une Lettre qu'Edouard écrivit au Pape sur ce sujet, que ce n'étoit pas par finesse que Philippe avoit attiré ces Seigneurs à Paris, mais qu'il les avoit fait enlever en Bretagne. Comme cette action causa la rupture de la Trêve, il est nécessaire de l'expliquer, parce que c'est par là seulement qu'on peut connoître qui fut l'Auteur de la rupture. *Olivier de Clifson*, Seigneur Breton, ayant servi Charles de Blois pendant la Guerre, avoit été fait prisonnier par Edouard qui, l'ayant vrai-semblablement mis dans son parti, permit qu'il fût échangé avec un Anglois. Soit que Philippe eût des preuves qu'il avoit changé de parti, ou que ce ne fût qu'un simple soupçon, il le fit enlever en Bretagne, avec dix ou douze autres Seigneurs ou Gentilshommes Bretons, & les ayant fait conduire à Paris, il leur fit trancher la tête. Je croi pouvoir avancer que ces Seigneurs furent enlevés en Bretagne, parce que le Pape, en répondant à la Lettre d'Edouard, & en justifiant Philippe autant qu'il lui étoit possible, ne disoit pas un mot qui tendît à nier ce fait. Mais peut-être quelques-uns de ces Seigneurs ou Gentilshommes furent-ils arrêtés à Paris, & les autres enlevés en Bretagne par ordre du Roi. Ce qui fait qu'il y a de la difficulté à porter un juste jugement sur l'action de Philippe, c'est que, selon *Froissard*, *Argentré*, & tous les Historiens François, ces Gentilshommes avoient toujours suivi le parti de Charles de Blois, & néanmoins Edouard, dans sa Lettre au Pape, dit qu'ils étoient du nombre de ses adhérens. Il falloit donc qu'ils eussent changé de parti, soit ouvertement, soit secrètement, depuis la Trêve, & c'est ce qu'il est difficile de sçavoir précisément. Il semble pourtant qu'Edouard n'auroit pas eu sujet de faire tant de bruit sur cette affaire, si ces Seigneurs n'eussent été que ses partisans secrets, en demeurant toujours extérieurement attachés au parti de la France. Cela joint à la Lettre d'Edouard au Pape, semble prouver que du moins quelques-uns de ces Seigneurs étoient partisans déclarés du Comte de Montfort. Cela supposé, il n'y a point de doute que Philippe n'eût violé la Trêve, en les faisant enlever en Bretagne. Mais d'un autre côté, si l'on suppose que ces Seigneurs n'étoient que partisans secrets d'Edouard, depuis la conclusion de la Trêve, on peut faire sur ce sujet deux questions. La première, si Philippe étoit en droit de les faire enlever en Bretagne pendant la Trêve. La seconde, si, en qualité de Seigneur suzerain de

EDOUARD
III.
1343.

Dessein de
ces Tour-
nois.
Philippe en
fait de sem-
blables.
Il fait cou-
per la tête
à divers Sei-
gneurs Bre-
tons.
Explication
de cette af-
faire.

EDOUARD
III.
1343.

de la Bretagne, il avoit droit d'exercer une telle autorité sur des Seigneurs Bretons, d'autant plus qu'en les faisant mourir d'une manière si peu juridique, c'étoit plutôt un meurtre qu'un Acte de justice. Quoiqu'il en soit, Edoüard prétendit que par cette action la Trêve étoit violée, & Philippe soutint qu'Edoüard se servoit de ce faux prétexte pour la rompre.

Edoüard
fait dire au
Roi de
France, que
la Trêve est
rompue.
Arch. Publ.
T. V. p. 448.
pag. 450.

Edoüard fut tellement irrité de la mort tragique des Seigneurs Bretons, qu'il s'en fallut peu qu'il ne fît trancher la tête aux prisonniers Bretons du parti de Philippe, qu'il avoit en son pouvoir. Mais sur les remontrances de Henri de Lencastre, il se desista de cette résolution. Cependant il fit appeler *Henri de Leon*, Seigneur Breton prisonnier à Londres, & lui dit, avec beaucoup d'émotion, que la mort de ses Compatriotes décapitez à Paris, le mettoit en droit d'user sur lui de représailles, mais qu'il ne vouloit pas suivre un si mauvais exemple, ni se venger sur des innocens, & que son intention étoit de punir l'Auteur même de cette barbarie. Ensuite il lui dit, qu'encore qu'il pût exiger de lui une rançon de trente ou quarante mille écus, il vouloit bien le quitter pour dix mille, à condition qu'il iroit de sa part défier Philippe, & lui déclarer qu'ayant violé la Trêve par cette indigne action, il n'avoit qu'à se préparer à la Guerre.

Il fait en-
core défier
Philippe.

Ces menaces ne furent point vaines. Dans le dessein où étoit Edoüard de pousser la Guerre avec plus de vigueur qu'il n'avoit fait auparavant, il fit expédier au Comte de Northampton, une Commission qui l'établissoit son Lieutenant Général en France, lui ordonnant en même tems, de défier Philippe de sa part, & de lui déclarer la Guerre par Terre & par Mer. Peu de tems après, il envoya en Guyenne Henri de Lencastre Comte de Derby, pour y commencer les hostilités, en attendant qu'il pût aller lui-même dans cette Province où il avoit dessein de faire ses plus grands efforts. Cependant il fit venir en Angleterre Jean de Monfort qui s'étoit évadé de sa prison, & l'admit à l'hommage de la Bretagne. Il reçut un pareil hommage de Geoffroi de Harcour, pour les Terres de Normandie, que Philippe avoit confisquées, & s'engagea par des Lettres Patentes, ou à lui faire rendre son bien, ou à lui en donner un équivalent en France ou en Angleterre. Peu de tems après, il publia un Manifeste sur toutes les injures qu'il avoit reçues de Philippe de Valois. Après en avoir fait le détail, il invitoit les François à se ranger sous son obéissance, leur promettant de les exempter d'impôts, & de les gouverner selon les Loix & les Coutumes observées en France, sous le règne de St. Louis son Prédecesseur. Il ne négligea pas d'écrire au Pape, pour l'informer des raisons qu'il avoit de recommencer la guerre. Mais la réponse du Pontife lui fit bien connoître, qu'il étoit un Médiateur partial. Non seulement il excusoit l'action de Philippe à l'égard des Seigneurs Bretons, & accusoit Edoüard d'être le premier infraacteur de la Trêve, mais il le menaçoit même de se servir contre lui de sa puissance Apostolique. Il n'en fallut pas davantage pour faire comprendre à ce Prince, qu'il ne pouvoit rien attendre de favorable du côté du Pape. Aussi ne s'adressa-t'il plus à lui que pour la forme, & pour garder les bienséances.

Le Comte
de Derby
commence
la Guerre en
Guyenne.
Edoüard
reçoit
l'hommage
des Comtes
de Mon-
fort & de
Harcour.
Argentré.
Arch. Publ.
T. V. p. 452.
Ibid. p. 460.
Il publie
un Mani-
feste 14.
Juin.
Il écrit au
Pape qui lui
fait une ré-
ponse peu
satisfaisan-
te.
Ibid.
Pag. 465.

Il fait un
voyage en
Flandres.

Pendant que ces choses se passaient, Philippe faisoit des efforts pour détacher les Flamans des intérêts de l'Angleterre. Cette intrigue étant venue à la connoissance d'Edoüard, il passa subitement en Flandres, où il ne séjourna que trois

trois semaines. A son retour, il prétendit avoir prévenu les maux qu'il avoit sujet de craindre de l'inconstance des Flamans. Mais la suite fit voir qu'il s'étoit trop flaté, ou que ce Peuple l'avoit l'abusé, puisqu'il est certain qu'il n'en tira plus aucun secours.

EDOUARD
III.
1345.
Ibid.

pag. 472. pag.

474.

Progrès du
Comte de
Derby en
Guyenne.

Action gé-
néreuse de
ce Général.

Cependant le Comte de Derby faisoit des progrès considérables en Guyenne, où il emporta d'assaut la Ville de Bergerac qui fut abandonnée au pillage. L'Histoire ne doit pas oublier de faire une honorable mention de la générosité de ce Général, peu imitée par ceux de nos jours. Pendant que les Anglois étoient occupez à piller la Ville, un Chevalier Galois entra par hasard dans le Bureau de la recette. Il y trouva une si grande quantité d'argent, qu'il se crut obligé d'en avertir son Général, s'imaginant qu'un si grand butin lui étoit naturellement réservé. Mais il fut agréablement surpris, quand le Comte lui répondit d'un air satisfait, qu'il le félicitoit de sa bonne fortune, & qu'il ne faisoit pas dépendre sa parole de la grandeur, ou de la petitesse de ce qu'il avoit promis.

Pendant cette année, les Ecoffois, excitez par le Roi de France, firent une course sur les frontières d'Angleterre, & furent repoussez par les troupes qu'Edouïard avoit dans les Provinces du Nord.

Jean de Monfort qui prenoit le titre de Duc de Bretagne, mourut au mois de Septembre, laissant au Roi d'Angleterre la tutelle de son Fils, & à Marguerite de Flandre sa Femme, la conduite d'une guerre très-importante.

1346.
Le Duc de
Normandie
fait de
grands pro-
grès en
Guyenne.

Dans ces entrefaites Edouïard avoit perdu le secours d'un puissant Allié, par la mort de Jacques d'Artevelle, qui avoit été mis en pièces par les Flamans. Cette mort ayant entièrement changé la disposition des affaires dans les Païs-bas, il n'étoit nullement à propos d'attaquer la France de ce côté-là. Par cette raison, Edouïard avoit résolu de porter le fort de la Guerre dans la Guyenne. Le Duc de Normandie étoit déjà entré dans cette Province, à la tête d'une armée de soixante mille hommes, pour y arrêter les progrès du Comte de Derby, & pour achever de la conquérir. A l'approche de cette armée formidable, le Comte avoit abandonné la Campagne, & s'étoit retiré à Bourdeaux. Sa retraite ayant donné au Duc de Normandie, la facilité de reprendre quelques Places, il s'étoit enfin attaché au siège du Château d'Aiguillon assis sur le confluent de la Garonne & du Lot. Ce siège fut extrêmement remarquable, tant par les vigoureuses attaques des Assiégeans, qui, pendant une semaine, donnèrent trois assauts par jour à la Place, que par la résistance des Assiegez, à qui de si fréquentes attaques ne furent pas capables de faire perdre courage. Ce fut pour secourir ces braves gens qu'Edouïard hâta ses préparatifs, ayant résolu d'aller en personne s'opposer aux progrès du Duc de Normandie.

Siège d'Ai-
guillon fort
mémora-
ble.

Tout étant prêt pour le départ, il se rendit à Southampton, menant avec lui le Prince de Galles son Fils aîné âgé de seize ans, qui devoit faire sa première campagne. Avant que ses troupes s'embarquassent, il en assembla les principaux Officiers, pour les exhorter à se comporter d'une manière qui les rendît dignes de son estime & des récompenses qu'il destinoit à ceux qui s'acquitteroient de leur devoir. Il leur déclara que son intention étoit de renvoyer ses Vaisseaux dès qu'il seroit arrivé en Guyenne, & qu'ainsi ce seroit en vain qu'ils espéreroient de revoir leur patrie, s'ils n'y retournoient victorieux. Il ajouta que s'il se trouvoit quelqu'un qui manquât de résolution, il n'avoit qu'à parler li-

Edouïard
s'embarque
pour aller
secourir la
Guyenne.
Act. Publ.
T. V. p. 517.

EDOUARD
III.
1347.

Le vent le
repouffe
deux fois
dans le
port.

Il va des-
cendre en
Norman-
die.

Il fait le
Prince de
Galles Che-
valier.

Il ravage
le Pais,
Mezerai.

& s'avance
jusqu'à
Poissi.

Philippe
râche de
l'enfermer
entre deux
Rivières.

Edouard se
retire vers
le Ponthieu.

Il force un
gué sur la
Somme, dé-
fendu par
les Fran-
çois.

librement, & que dès ce moment même, il lui donnoit une entière liberté de demeurer. Ce discours ayant été répandu dans l'armée, les Soldats se mirent à crier d'une commune voix, qu'ils étoient prêts à suivre leur Roi, par tout où il voudroit les mener. Une résolution si prompte & si générale lui ayant fait concevoir de grandes esperances, il fit embarquer ses troupes, dans l'intention de prendre la route de Guyenne. Mais le vent ne lui ayant pas permis d'exécuter ce dessein, il se vit contraint, par deux diverses fois, de retourner dans ses Ports. Geoffroi de Harcour, qui l'accompagnoit, se servit de cette conjoncture, pour lui persuader d'aller descendre en Normandie, Pais extrêmement gras, qui, depuis très-long-tems, n'avoit point senti les misères de la Guerre. Edoüard ayant suivi ce conseil, alla débarquer à *la Hogue* dans le Cotentin, où il n'étoit nullement attendu.

Innédiatement après qu'il eut mis le pied sur le rivage, il fit Chevalier le Prince de Galles son Fils & quelques autres jeunes Seigneurs, après quoi, il se mit à la tête de son armée, qui étoit de trente mille hommes de pied, & de deux mille cinq-cens hommes d'armes. Il partagea ces troupes en trois Corps qui marchaient séparément pendant le jour, & qui se rejoignoient ordinairement vers le soir pour se trouver dans un même Camp. Les premières marches que cette armée fit dans le Pais ennemi, vengèrent cruellement la mort des Seigneurs Bretons décapitez à Paris. *Valogne*, *S. Lo*, *Carentan*, *Harsfleu* furent les premières Villes qui éprouvèrent la fureur des armes Angloises. Raoul Comte d'Eu Connétable de France, qui se trouvoit alors à Caën, ayant voulu, avec les Milices du Pais, s'opposer aux Anglois, ne fit que leur donner, par sa défaite & par sa prise, un présage de leurs victoires futures. Après la dérouté du Connétable, Edoüard continua sa marche par les Evêchez de *Lisieux* & d'*Evreux*, brûlant & saccageant tout ce qui se trouvoit en son chemin. Il ne s'arrêta point jusqu'à ce qu'il fut arrivé à Poissi, où il séjourna quelques jours, pour tâcher d'attirer Philippe au combat. Il lui envoya même un Héraut pour lui porter un défi qui ne fut pas accepté. Philippe avoit un autre dessein: c'étoit de l'enfermer entre les rivières de Seine & d'Oyse. Si son projet avoit réussi, l'armée Angloise auroit péri sans ressource. Mais Edoüard s'en étant aperçu, quoiqu'un peu tard, décampa de Poissi, dans le dessein de passer la Somme & d'aller se mettre à couvert dans le Comté de Ponthieu, sachant que son ennemi s'avançoit avec une armée de cent mille combatans. Il suivit quelque tems la Somme, sans y trouver aucun passage. Enfin, il fut assez heureux pour découvrir le gué de *Blanquetarque*, par le moyen d'un prisonnier qui connoissoit parfaitement le Pais. Quoique cette découverte lui parût d'abord un grand avantage, il trouva bien-tôt que les difficultez de sa retraite n'en étoient pas beaucoup diminuées. Philippe, qui avoit prévu que son ennemi pourroit prendre cette route pour se retirer, avoit détaché *Gondemar du Fay* avec un Corps de douze mille hommes, pour aller garder ce passage d'où dépendoit la réussite de ses desseins. Edoüard se vit donc dans la nécessité ou de forcer le gué, ou de combattre avec un grand désavantage son ennemi qui le talonnoit de fort près. Sa résolution étant prise, il fit avancer ses troupes, qui, se trouvant animées par la présence de leur Roi, se jetèrent dans l'eau avec tant d'impétuosité, qu'elles commencèrent à vaincre leurs ennemis avant qu'ils en vinrent à la charge. On peut aisément imaginer les difficultez qui se rencontrent dans

un tel passage, en présence des ennemis, pour une armée qui ne peut étendre son front, qu'autant que la largeur du gué le permet, & qui se voit obligée en un même tems, de marcher dans l'eau & de se servir de ses armes. Mais tout cela ne fut pas capable d'arrêter les Anglois, qui, sous les yeux de leur Roi témoin de toutes leurs actions, marchèrent à travers ces difficultez comme à une victoire assurée. Il ne fut pas possible aux François de soutenir une attaque si vigoureuse. Après avoir fait quelques efforts pour repousser les Anglois, ils se virent contraints d'abandonner ce passage important, par où Edoüard fit incontinent passer toute son armée. Le soir même il alla camper à Crecy, pendant que Philippe passoit la Somme à Abbeville qui n'en est éloignée que de trois lieuës.

EDOUARD
III.
1346.

Edoüard se voyant poursuivi de si près, & comprenant bien qu'il lui seroit impossible d'éviter le combat, s'arrêta tout court pour attendre les ennemis, & choisit un terrain avantageux, où il rangea son Armée en bataille. Philippe s'étant persuadé que la retraite d'Edoüard étoit un effet de sa peur, ne douta point que l'avoir atteint ce ne fût l'avoir vaincu. Ainsi pour ne lui pas donner le tems de se retirer plus loin, dès le jour suivant, il partit d'Abbeville à dessein de l'aller attaquer. L'Armée Angloise étoit partagée en trois Corps, dont le Prince de Galles commandoit le premier. Le second étoit conduit par les Comtes de Northampton & d'Arundel, & par le Lord Ross. Le Roi se tenoit à quelque distance avec le troisième, afin de donner du secours à ceux qui en auroient besoin. Philippe ne put arriver à la vûe des ennemis qu'à trois heures après-midi, ayant fait ce jour-là une marche de trois lieuës, de sorte qu'il étoit déjà plus de quatre heures, quand la Bataille commença. Il avoit aussi partagé son Armée en trois Corps, dont les Genoïs formoient le premier, commandé par Antoine Doria, & Charles Grimaldi. Comme c'étoit dans ces Troupes que consistoit la principale force de son Infanterie, il voulut qu'elles fissent le premier effort. Dans le tems que la mêlée alloit commencer, une grande pluie qui survint, ayant fait lâcher les cordes des Arbalètes des Genoïs, ils ne purent s'en servir. Cependant comme ils étoient déjà trop avancez, ils se virent exposez à une grêle de fleches Angloises qui leur firent lâcher le pied. Charles Comte d'Alençon, frere du Roi, qui les soutenoit avec un gros Corps de Cavalerie, les voyant plier sans en connoître la cause, s'imaginant qu'il y avoit de la trahison, leur passa sur le ventre, & commença par cette action précipitée, à mettre le désordre dans l'Armée François (1). Cependant ce Prince se mettant peu en peine des Genoïs, & de ce qui se passoit derrière lui, attaqua le premier Corps des Anglois, commandé par le Prince de Galles, & fut reçu avec une fermeté à laquelle il ne s'étoit pas attendu. Il ne laissa pourtant pas de continuer ses efforts qui n'aboutirent qu'à lui faire perdre la vie en combattant vaillamment. Sa mort fut cause que le Corps qu'il commandoit commença peu à peu à s'ébranler; & comme il ne put être assez promptement soutenu, à cause du désordre qu'il avoit lui-même causé parmi les Troupes Genoïses, il fut enfin mis en déroute.

Il attend
Philippe à
Crecy.

Bataille de
Crecy.

Le Corps
commandé
par le Com-
te d'Alen-
çon est dé-
fait.

Le Prince de Galles ayant un si grand avantage dans cette première action,

X ij

Phi-

(1) C'est ainsi que les Historiens François parlent du commencement de cette Bataille. Il falloit que les cordes des Arbalètes Genoïses fussent d'une autre matière que celles des Anglois, puisque la pluie ne faisoit pas le même effet sur les unes & sur les autres.

EDOUARD
111.
1346.

Le Prince
de Galles
fait des
merveilles.

Le Roi son
pere lui
laisse tout
l'honneur
de la Vic-
toire.

Le Roi de
Bohême est
tué, & sa
Bannière
prise.

Le Prince
de Galles en
charge son
Ecu.

Philippe se
distingue
beaucoup
par sa va-
leur.

Philippe fit avancer un gros Corps de Cavalerie, afin de réparer le désordre causé par la défaite du premier. Ainsi la supériorité du nombre se trouvoit toujours du côté des François, quoique les Anglois maintinssent encore leur terrain. Selon les apparences, le jeune Prince, qui combattoit avec un courage héroïque, résolu de vaincre ou de mourir sur le champ de bataille, auroit été accablé par le nombre, si les Comtes de Northampton & d'Arundel ne fussent accourus à son secours. Cette démarche attira de ce côté-là, de nouvelles Troupes Françoises, le peu d'étendue du terrain où l'on combattoit, ne permettant pas que les deux Armées pussent agir toutes à la fois. Ainsi le combat y fut fort opiniâtre. La valeur du Prince de Galles, qui donnoit de l'admiration aux Généraux Anglois, leur causoit en même tems une extrême inquiétude par rapport à sa personne, à cause de la supériorité du nombre des ennemis. Dans la crainte où ils étoient qu'il ne lui arrivât enfin quelque malheur, ils envoyèrent en toute diligence dire au Roi, qu'il étoit tems qu'il vînt au secours du Prince qui se voyoit sur le point d'être accablé. Bien loin de s'émouvoir à cette nouvelle, Edoüard demanda, si son fils étoit encore en vie, & sur ce qu'on lui dit, que non seulement il vivoit, mais qu'il combattoit avec une valeur étonnante, il répondit à l'Officier qui lui avoit été envoyé: *Dites à mes Généraux, que pendant que mon fils vivra, ils ne me demandent point du secours, car il faut qu'il ait tout l'honneur de cette journée, & qu'il gagne aujourd'hui ses éperons.* Cette réponse rapportée au Prince l'ayant animé d'un nouveau courage, il se fit jour au travers des ennemis qui étoient prêts à l'envelopper. Ses Troupes imitant sa valeur héroïque, le seconderent si bien, que les François commencerent à plier, & enfin à se disperser en désordre dans la campagne.

Il restoit à Philippe un Corps qui n'avoit pas encore combattu, à la tête duquel il étoit lui-même. Ce fut là que le Prince de Galles adressa ses pas, après avoir rompu les deux autres, & ce fut aussi en cette occasion qu'il acquit le plus de gloire. Philippe, au désespoir de voir ses deux Corps battus & dispersés, fit des efforts inconcevables pour arracher la victoire à ce jeune Héros avant qu'elle fut complète. Le Roi de Bohême, qui tout aveugle qu'il étoit, avoit voulu se trouver au combat, ayant fait attacher son cheval par le frein à ceux de deux braves Chevaliers, fut tué selon ses souhaits, en combattant pour la France. Sa bannière, sur laquelle étoient brodées en or, des plumes d'Autruche, avec ces paroles: *Ich dien*, qui signifient, *Je sers*, fut prise, & portée au Prince de Galles, qui, en mémoire de cette journée, prit des plumes d'Autruche pour cimier à son Ecu, avec la même devise. Cependant Edoüard, qui se tenoit avec son Corps sur une colline, épioit le tems propre pour donner, ne voulant pourtant pas trop se hâter, de peur d'ôter au Prince son fils une partie de sa gloire. Mais dans cet état d'inaction, il ne laissoit pas d'inspirer de la terreur aux François, qui le voyoient prêt à fondre sur eux avec avantage. Philippe de son côté, ayant fait des efforts inutiles pour repousser les Anglois, rallia une partie de sa Noblesse, & de ses hommes d'Armes, & alla se jeter au milieu de la bataille, pour tâcher de redonner du cœur à ses Troupes par son exemple. On ne peut nier qu'il ne donnât en cette occasion, des marques éclatantes de valeur & d'intrepidité. Ce ne fut qu'après avoir eu deux chevaux tuez sous lui, & reçu deux blessures, l'une au

cou

cou & l'autre à la cuisse, qu'il se laissa mener, quoiqu'avec une extrême peine, hors du champ de bataille. Sa retraite ayant achevé de faire perdre courage à ceux des siens, qui maintenoient encore le combat, ils furent mis dans une entière déroute, avec le reste de l'Armée. Ce fut alors qu'il se fit un carnage épouvantable des Fuyards, qui furent poursuivis jusque bien avant dans la nuit. On prétend que ce fut dans cette mémorable Bataille que les Anglois commencèrent, pour la première fois, à se servir du Canon, dont l'usage étoit encore inconnu en France. Quatre pièces qu'ils avoient placées sur une petite colline, firent une si grande exécution parmi les Troupes Françaises, & leur inspirèrent tant de terreur, qu'on attribua en partie le succès de cette Journée à la surprise que causa cette nouveauté. La France perdit dans cette Bataille, le Roi de Bohême, le Comte d'Alençon, frère du Roi, le Duc de Lorraine, le Comte de Flandres, le Comte de Blois, quinze autres Seigneurs des plus qualifiés du Royaume, douze cens Chevaliers, & plus de quatre-vingt Bannières.

EDOUARD
III.
1346.
La Victoire
devient
complète
pour les
Anglois.

Premier usage
du Canon.

Dès que par la fuite précipitée des ennemis, Edoüard eut compris que sa Victoire étoit assurée, il s'avança pour aller donner au Prince son fils des marques de son extrême satisfaction. *Mon cher fils*, lui dit-il en l'embrassant, *Vous vous êtes noblement acquitté de votre devoir dans cette journée, & vous avez véritablement mérité la Couronne pour laquelle vous avez combattu.* Le jeune Prince, confus des louanges que le Roi lui donnoit, gardant un silence qui marquoit sa modestie, se contenta de plier le genou pour demander au Roi son pere sa bénédiction, selon la coutume pratiquée en Angleterre. La nuit qui suivit ce glorieux jour, fut employée par les Anglois en réjouissances. Mais le Roi fit publier dans le Camp, des défenses très-expresses d'insulter au malheur des vaincus, exhortant son Armée à rendre grâces à Dieu de la Victoire qu'il venoit de lui accorder. Le lendemain quelques Troupes, qui avoient été envoyées à la poursuite des Fuyards, ayant rencontré un Corps de Milices, qui, sans sçavoir ce qui étoit arrivé le jour précédent, alloient se rendre au Camp de Philippe, en tuèrent sept mille hommes. On prétend que la perte que la France fit dans ce second jour, fut plus grande que celle qu'elle avoit soufferte dans la Bataille, tant par la défaite de ces Milices, que par la mort ou parla prison des Soldats qui s'étoient dispersés dans la campagne en fuyant.

Edoüard
loue le Prince
son fils.

Modestie du
Prince.

Autre perte
de la France.

Edoüard demeura quelques jours près du Champ de Bataille, pour y faire enterrer les morts, & panser les blessés, tant ceux des ennemis que les siens propres. Ensuite, prenant sa marche par le Boulonnois, il s'approcha de Calais à dessein d'en faire le Siège. Cette Place, qui étoit extrêmement forte, n'étoit pas moins incommode aux Anglois que Dunkerque l'a été de nos jours. En s'en rendant maître, non seulement il se délivroit d'un voisinage très-fâcheux, mais il s'ouvroit encore une entrée en France. Il la fit investir le 8. de Septembre, & somma le Gouverneur de la lui remettre entre les mains, avec menaces, en cas de refus, que la Garnison, & les Habitans seroient passés au fil de l'épée. Jean de Vienne, qui commandoit dans la Place, répondit qu'il ne reconnoissoit point d'autre Roi de France, que celui qui lui avoit confié la garde de cette Ville, & qu'il avoit résolu de vivre & de mourir à son service.

Edoüard
assiège Calais.

Le Roi ayant exactement reconnu les fortifications de Calais, comprit
X iij qu'il

EDOUARD

III.

1346.

qu'il lui seroit trop difficile de venir à bout de ce siège par la force. Ainsi dès le commencement il prit la résolution de réduire cette Place par la famine. Pour cet effet, il fit faire tout autour des lignes de circonvallation, fortifiées de forts, & de redoutes, résolu de n'abandonner point son entreprise, jusqu'à ce qu'il en fût venu à bout. Le Gouverneur, qui vit faire les préparatifs, prévoyant la longueur du siège, prit la précaution de mettre dehors toutes les bouches inutiles, afin de ne pas s'exposer au danger de manquer de vivres. Quoique, selon les maximes de la Guerre, Edoüard pût se dispenser d'avoir pitié de ces misérables qui étoient au nombre de dix-sept cens, il ne laissa pas de les recevoir dans son camp & de leur donner ensuite la permission de se retirer où ils voudroient.

1347.

Le Roi d'E-
cosse entre
en Angle-
terre.

Cependant Philippe, qui se trouvoit dans une extrême inquiétude, par rapport à ce siège, cherchoit tous les moyens possibles de le faire lever. Il n'en voyoit que deux qui fussent propres à produire cet effet. Le premier, qui étoit d'attaquer les Lignes des Assiégés, ne pouvoit se pratiquer assez tôt, pour qu'il pût espérer, que la Place tiendrait jusqu'à ce qu'il fût en état d'en tenter le secours. Le second étoit, de faire une diversion en Angleterre par les armes des Ecoïsois. Celui-ci ayant été jugé le plus prompt, il engagea le Roi d'Ecosse à faire une irruption en Angleterre. Il ne doutoit nullement qu'elle ne fût suivie d'un heureux succès, à cause que toutes les forces des Anglois étoient occupées en France. Il étoit à presumer que l'alarme que cette invasion causeroit en Angleterre y produiroit de tels mouvemens, qu'Edoüard se verroit obligé de lever le siège qu'il avoit entrepris. David, regardant les intérêts de la France comme les siens propres, & suivant sans balancer les inspirations de Philippe, se mit à la tête de trente mille hommes, & s'avança jusqu'à Durham. Cette invasion imprévue dans une telle conjoncture, alarma les Anglois, mais elle ne fut pas capable de leur faire perdre courage. Le jeune Lionnel, que le Roi son Pere avoit laissé pour Gardien en Angleterre, n'étant pas encore en âge de commander une armée, la Reine Philippe se chargea du soin de repousser les ennemis. Pour cet effet, s'étant mise à la tête des troupes qu'on avoit rassemblées de tous côtes, avec une merveilleuse diligence, elle marcha droit aux Ecoïsois & leur presenta la bataille. David n'avoit pas moins d'impatience d'en venir aux mains : il se persuadoit que rien n'étoit plus aisé que de mettre en fuite ces Milices commandées par une femme. Mais le succès répondit mal à ses esperances : non seulement il eut la mortification de perdre la bataille, mais encore de se voir lui-même prisonnier entre les mains des Anglois.

Il est battu
par la Rei-
ne & fait
prisonnier.

Charles de
Blois est
vaincu &
fait prison-
nier par les
Anglois.

Argentré,

Mezerai.

Philippe tâ-
che en vain
de secourir

Calais.

Froissard,

Mezerai,

La fortune ne se laissoit point de favoriser Edoüard : comme ses armes avoient été victorieuses en France & en Angleterre, elles le furent aussi en Bretagne. Le Chevalier *Thomas Dagworth*, qui commandoit les troupes Angloises en ce Pais-là, battit deux fois Charles de Blois & le fit prisonnier dans le dernier combat qui se donna proche de *la Roche de Rien*.

Cependant le siège, ou plutôt le blocus de Calais, se continuoît toujours par mer & par terre; Edoüard y avoit fait venir jusqu'à sept cens vaisseaux pour garder la Mer. Ainsi rien ne pouvant entrer dans la Ville, elle se trouva enfin réduite à l'extrémité. Une Lettre interceptée ayant fait connoître au Roi l'état fâcheux des Assiégés, il l'envoya incontinent à Philippe, & lui fit dire

dire en même tems, qu'il n'avoit point de tems à perdre s'il vouloit secourir la Place. Philippe profitant de cet avis, se hâta de se mettre en campagne, & s'approcha du camp des Anglois avec une armée de cent cinquante mille hommes. Il esperoit de pouvoir attirer l'ennemi hors de ses retranchemens, en lui faisant offrir la bataille à diverses reprises : mais Edoüard n'avoit garde de rien hasarder, connoissant bien l'impossibilité qu'il y avoit à forcer ses lignes. De plus, il avoit une esperance bien fondée d'avoir bien-tôt la Ville à discretion. Ainsi, sans s'émouvoir pour tous ces défis, il répondit constamment qu'il étoit là pour prendre Calais, & que si Philippe trouvoit à propos de l'en empêcher, il n'avoit qu'à prendre les mesures qui lui paroïtroient les plus propres. Philippe voyant qu'il ne pouvoit, sans un danger manifeste, entreprendre de le forcer dans ses lignes, ni l'attirer en pleine campagne, lui envoya deux Cardinaux pour lui faire des propositions de paix. Il lui offrit la Guyenne, le Comté de Ponthieu, & un mariage entre leurs enfans. Edoüard se moqua de ces offres; il répondit, que la Guyenne & le Ponthieu lui appartenoient; qu'au premier jour il seroit maître de Calais, & qu'ainsi il n'avoit que faire de ses libéralitez. Ce projet n'ayant pas réussi, Philippe lui fit proposer par un Héraut, de décider leur querelle par un combat de six contre six. Le Héraut ayant ajouté, que le Roi de France marqueroit le jour & le lieu du combat, le Comte de Derby répondit, que ce seroit donc Edoüard, puisqu'il étoit le véritable Roi de France. Cette seule prétention fut suffisante pour faire tomber cette proposition, pour laquelle il est certain qu'Edoüard n'avoit aucun penchant, dans la conjoncture où il se trouvoit. Son unique but étoit de prendre Calais, sans mettre cet événement en compromis. Peu de jours après il reçut un renfort de dix-sept mille hommes que la Reine sa Femme lui amena d'Angleterre. Si l'on en croit quelques-uns des Historiens Anglois, ce secours lui vint tout à propos, pour lui faire avoir sa revanche sur Philippe. On prétend qu'il offrit de le combattre en rase campagne, de combler lui-même ses tranchées, & d'abattre ses retranchemens, pourvu qu'on lui donnât de bonnes assurances qu'on ne feroit rien entrer dans Calais qu'après le combat. On ajoute, que Philippe n'ayant pas voulu accepter cette offre, prit le parti de se retirer. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne jugea pas à propos d'attaquer Edoüard dans ses lignes. Ainsi les Assiégés se voyant sans aucune esperance d'être secourus, demandèrent à capituler. Une Capitulation différée jusqu'à la dernière extrémité, ne pouvoit pas être fort avantageuse. Aussi Edoüard refusa-t'il aux Assiégés toutes sortes de conditions, à la réserve de la vie qu'il voulut bien accorder, tant aux Soldats qu'aux Habitans. Encore excepta-t'il de ceux-ci, six des principaux Bourgeois, pour les sacrifier à sa vengeance, laissant aux Habitans le soin de choisir eux-mêmes les victimes. Cette rigueur causa une extrême consternation dans la Ville. Il n'étoit pas facile de faire le choix de ces six personnes, & cependant il n'y avoit point de tems à perdre. L'Histoire ne doit pas passer sous silence la genereuse action d'*Eustache de S. Pierre*, l'un des principaux Habitans de cette Ville. Ce bon Citoyen voyant la crainte & le désespoir peints sur les visages de ses Compatriotes, s'offrit volontairement d'être l'un des six que le Roi d'Angleterre demandoit. Une magnanimité si peu commune toucha tellement le reste des Habitans, qu'il s'en trou-

EDOÜARD
III.
1347.
Knyghton,
Walsingham.
Il offre la
bataille à
Edoüard
qui la refu-
se.

Il lui offre
des condi-
tions de
Paix qui
sont rejec-
tées.

Il lui fait
un défi qui
est refusé.

Edoüard
reçoit un
renfort.

Philippe se
retire.

Calais se
rend à dis-
cretion.

Edoüard
veut faire
mourir six
des princi-
paux Habi-
tans.
Action ma-
gnanime
d'un Bour-
geois de
Calais.

EDOUARD
III.
1347.

va bien-tôt cinq autres, qui, à l'exemple de celui-ci, se dévouèrent pour le salut de leurs Citoyens. Ces six illustres Bourgeois, résolu d'appaîser la colère du Vainqueur par le sacrifice de leurs vies, sortirent pieds nus, en chemise; la corde au cou, & allèrent lui présenter les Clefs de la Ville. Ils le trouverent tellement irrité, que, malgré l'intercession du Prince de Galles & des principaux Seigneurs de la Cour, il ordonna qu'on les menât au supplice. Mais s'il eut assez de fermeté pour refuser cette grace aux instantes prières de son Fils, il ne pût trouver dans son cœur la même dureté pour la Reine. Cette bonne Princesse, touchée de l'infortune de ces misérables, s'étant jetée à ses pieds, les yeux baignez de larmes, lui demanda leur grace au nom de Jesus-Christ. Quelque résolution qu'il eût prise, il ne pût voir à ses genoux une Epouse qu'il aimoit si tendrement, sans sentir amollir son cœur, & malgré la fermeté dont ils s'étoit armé, il se laissa vaincre à ses prières. La Reine ne se contentant pas d'avoir sauvé la vie à ces malheureux, ordonna qu'on leur donnât des habits; & après les avoir fait manger dans sa propre tente, elle fit présent à chacun de six pièces d'or & les mit en liberté. Action qui fit alors, & fera toujours honneur à cette généreuse Princesse.

La Reine
obtient la
grace des
six Bour-
geois.

C'est ainsi que l'importante ville de Calais fut réduite sous la domination Angloise, après avoir soutenu le siège pendant une année.

Edouard
chasse les
Francois de
Calais, & y
établit une
Colonie
Angloise.
Il consent à
une Trêve.
Etat florif-
sant de l'An-
gleterre.

Peu de jours après qu'Edouard eut fait son entrée dans Calais, il en fit sortir tous les Habitans pour y mettre une Colonie Angloise. C'est vraisemblablement à cette précaution que l'Angleterre a dû la conservation de cette Place pendant deux cens ans. Le siège avoit été si long & si fatigant, qu'Edouard ne crut pas devoir refuser quelque repos à ses troupes, en consentant à une Trêve d'un an, qui lui fut proposée. Cela fait, il laissa une bonne garnison dans Calais, & s'en retourna triomphant en Angleterre.

Jamais le nom Anglois n'avoit été plus glorieux qu'il l'étoit en ce tems-là, & l'Angleterre n'avoit jamais joui d'une félicité plus parfaite. Si la valeur, la sagesse & la bonne fortune du Roi donnoient à ce Royaume un lustre extraordinaire, les rares qualitez du vaillant Prince de Galles, Successeur présomptif de la Couronne, ne faisoient pas concevoir de moindres esperances pour l'avenir. La grande fertilité qui suivit immédiatement les victoires d'Edouard, sembloit encore marquer que le Ciel faisoit du Peuple d'Angleterre le plus cher objet de ses soins.

1348.
Edouard re-
fuse la Di-
gnité Impe-
riale.
Hist. Publ.
T. V. p. 622.

Pour ajouter encore un nouvel éclat à la gloire d'Edouard, on vit arriver, l'année suivante, des Ambassadeurs des Princes d'Allemagne, qui venoient lui offrir la Dignité Imperiale. L'élection de Charles IV. qui s'étoit déjà fait couronner à Bonn, n'ayant pas été agréable à tous les Princes Electeurs, quelques-uns d'entr'eux avoient résolu de faire un nouveau choix. Pour cet effet, ils avoient jetté les yeux sur le Roi d'Angleterre, que la victoire de Crecy & la prise de Calais venoient de rendre très-illustre. Mais ce Prince qui n'ignoroit pas combien il en avoit autrefois coûté à Richard, Frere de Henri III, pour avoir voulu accepter cette Dignité dans une semblable conjoncture, étoit trop sage pour se jeter dans les mêmes embarras. D'ailleurs, il avoit besoin de toutes ses forces & de toute son application pour acquérir la Couronne de France, qui lui paroissoit un bien plus solide. Par ces considérations, il refusa l'honneur que les Princes Allemans vouloient lui faire, & s'excusa de se charger d'un si grand fardeau.

Pendant

Pendant la prospérité dont les Anglois jouissoient, il n'est pas surprenant que l'aïse & l'abondance les jettassent dans les excès qui en sont les suites ordinaires. Tous les Historiens disent unanimement, qu'en ce tems-là, une débauche effrenée regnoit dans tout le Royaume, & que les femmes, négligeant la modestie qui sied si bien à leur sexe, sembloient faire gloire d'être sans pudeur. Rien n'étoit plus ordinaire que de les voir en troupes, courir les Tournois, habillées en Cavaliers, l'épée au côté, & montant des chevaux superbement harnachés, sans se mettre en peine ni de leur honneur, ni de leur réputation. Les excès des hommes n'étoient pas moins scandaleux : Dieu ne laissa pas long-tems ces desordres sans châtimement. Une cruelle peste, qui, après avoir ravagé l'Asie & une partie de l'Europe, s'étoit étendue jusqu'en France, passa de là en Angleterre. Elle y exerça sa fureur avec tant de violence, qu'elle emporta la moitié des Habitans ; principalement, elle se fit sentir dans Londres, où l'on remarqua qu'en une seule année, on avoit enterré plus de cinquante mille personnes dans le seul Cimetière des Moines de Citeaux.

EDOUARD
III.
1349.
Dépravation des
mœurs en
Angleterre.
*Knyghson,
Walsingham.*

Le peste fait
de grands
ravages en
Angleterre.

Quoique ce terrible fléau n'eût pas plus épargné la France, Philippe ne laissoit pas de faire de grands préparatifs pour recommencer la Guerre, dans le dessein de faire tous les efforts possibles pour recouvrer Calais. Cette perte lui tenoit au cœur, à cause des fâcheuses suites qu'il en prévoyoit. Cependant, comme il jugeoit bien, qu'il trouveroit beaucoup de difficulté à regagner cette Place par les armes, il voulut employer un moyen moins incertain, en corrompant le Gouverneur. Les Seigneurs de Montmorency & de Charny voulurent bien se charger de l'exécution de son projet, & prendre sur eux la honte de cette action, pour faire plaisir à leur Maître. Mais il n'y a pas beaucoup d'apparence, à ce que dit Mezerai, qu'ils crurent qu'il n'y avoit point de mal à surprendre cette Ville pendant la Trêve : vrai-semblablement, ils n'étoient pas ignorans jusqu'à ce point. Quoi qu'il en soit, ils nouèrent une secrète intelligence avec *Aymeri de Pavie*, qui en étoit Gouverneur, & qui promit de la leur livrer, moyennant une somme de vingt mille écus. Cet argent lui ayant été remis, il trouva le moyen d'introduire peu-à-peu dans la Ville cent hommes d'armes, & douze Chevaliers François qu'il cacha dans le Château. Le jour marqué pour l'exécution, les Sires de Charny & de Ribault se tenoient en embuscade près de deux portes de la Ville pour s'y jeter dedans, dès qu'elles seroient ouvertes. Le succès leur paroissoit immanquable, tant leurs mesures étoient justes : mais ils ne sçavoient pas tout ce qui s'étoit passé. Peu de tems auparavant, Edoüard ayant eu quelque avis de ce complot, avoit mandé le Gouverneur à Londres, & lui avoit promis son pardon, à condition qu'il trahiroit les François. Ce scelerat qui se voyoit perdu sans ressource, s'il refusoit de faire ce que le Roi souhaitoit, l'avoit exactement informé de toutes les circonstances de cette intrigue, & du jour dont il étoit convenu pour introduire les ennemis dans la Place. Par ce moyen, Edoüard s'étant instruit de toutes les dispositions qu'on avoit faites, prit si bien ses mesures, qu'il se rendit le soir auparavant à Calais, accompagné du Prince de Galles, & de huit cens hommes d'armes. Dès le lendemain à la pointe du jour, il sortit par une porte, & le Prince de Galles par l'autre, pour aller attaquer les François qui ne s'attendoient à rien moins. Le Roi qui voulut combattre à pied sous la bannière du Lord *Mawny*, s'engagea

Philippe
corrompt le
Gouverneur
de Calais.
*Froissard,
Mezerai.*

Edoüard en
est informé.

Il se rend à
Calais.

Il charge
les François

EDOUARD
III.
1349.

dans un combat particulier avec *Eustache de Ribamont*, Chevalier Picard, qui lui porta de si rudes atteintes, qu'il le fit deux fois tomber sur ses genoux. Le prompt secours qu'il reçut des siens le tira de ce danger; il battit même cette troupe, & fit Ribamont prisonnier.

Générosité
d'Edouard
envers Ri-
baumont.

Pendant que le Roi étoit occupé de ce côté-là, le Prince de Galles attaquoit vigoureusement le Seigneur de Charny, qui, après une assez longue résistance, fut enfin défait, & demeura prisonnier entre les mains du Prince. Les François perdirent six-cens hommes en cette occasion, outre un bon nombre de prisonniers, qui, avec les deux Chefs, furent emmenés dans la Ville, dont peu d'heures auparavant ils avoient espéré de se rendre maîtres. Quoique la voye dont ils avoient voulu se servir ne fût rien moins qu'honorable, Edouard considérant qu'ils n'avoient fait qu'obéir à leur Souverain, les traita très-humainement. Le soir même, il fit donner un splendide souper aux Principaux d'entre eux, & voulut même les aller voir pendant qu'ils mangeoient. Il ne put s'empêcher de reprocher à Charny le honteux moyen qu'il avoit employé, pour lui enlever par surprise, & pendant la Trêve, une Place qui lui avoit tant coûté, & qu'il avoit prise de bonne guerre. Ensuite s'adressant à Ribamont, il lui beaucoup sa valeur, & lui fit présent d'un tour de perles de grand prix, qu'il portoit à son bonnet, pour témoignage de l'estime qu'il avoit pour lui. Il ajouta, que sachant de bonne part, qu'il se trouvoit volontiers dans la compagnie des Dames, il le prioit d'y porter ce tour de perles, en lui disant, qu'elles ne le regarderoient pas de plus mauvais œil. Après plusieurs autres paroles obligeantes, il lui rendit la liberté, sans exiger aucune rançon. Avant que de quitter Calais, il en donna le Gouvernement à Henri de Beauchamp, ne croyant pas qu'il y eût de la prudence à confier plus long-tems la garde de cette importante Place au Lombard, qui s'étoit déjà laissé corrompre. Mais ce ne fut pas là toute la punition que ce Traître reçut de sa double perfidie. L'année suivante, il eut le malheur de tomber entre les mains des François, qui le firent tirer à quatre chevaux.

Institution
de l'Ordre
de la Jarre-
tiere.
Walsingham,
Ashmole.

L'entreprise sur Calais ayant manqué contre l'attente des François, Philippe en défavoia les Auteurs. Comme Edouard n'avoit pas ses affaires prêtes pour commencer la Guerre, il se contenta de cette légère satisfaction, ainsi la Trêve subsista toujours, malgré le juste sujet que Philippe avoit fourni de la rompre.

Edouard n'ayant plus rien à faire à Calais, repassa dans son Royaume, où bien-tôt après, il institua le fameux *Ordre de la Jarretière*. Selon le sentiment le plus commun, cet Ordre doit son origine à un accident de peu d'importance en lui-même, mais qui a eu des suites très-remarquables, s'il est vrai qu'il ait donné lieu à l'institution de cet Ordre de Chevalerie. On prétend qu'Edouard se trouvant dans un Bal, où la Comtesse de Salisburi laissa tomber sa jarretière en dansant, il se baissa pour la relever: que cette action ayant fait croire à la Dame, qu'il avoit quelque autre dessein, & lui en ayant témoigné sa surprise, il lui dit pour se justifier, *Honny soit qui mal y pense*. On ajoute, qu'en mémoire de cet accident, il institua l'Ordre de la Jarretière, auquel il donna pour devise, les paroles qu'il avoit prononcées en parlant à la Comtesse. Une origine qui paroît si peu digne de la splendeur où cet Ordre à toujours été depuis son institution, offre d'abord quelque chose de choquant,

quant, qui a porté des esprits ingénieux à lui en chercher une plus honorable. Quelques-uns ont dit que ce qui porta Edoüard à instituer cet Ordre, fut que le jour de la Bataille de Crecy, il avoit donné pour mot, *Garter*, qui signifie en Anglois une Jarretiere. D'autres prétendent, que ce fut parce que ce même jour, il avoit fait mettre sa Jarretiere au bout d'une lance, pour donner le signal du combat. Enfin, il se trouve des Auteurs qui ont avancé, qu'E-doüard ne fit que renouveler, & mettre en forme d'Ordre de Chevalerie, ce que le Roi Richard I. avoit commencé au Siège d'Acre dans la Palestine. Ils disent que ce Prince ayant résolu de donner un assaut à la Ville, avoit distribué à quelques-uns de ses principaux Officiers, certaines bandes de cuir, pour les attacher à la jambe, afin qu'il pût les distinguer pendant le combat, & que ce fut en mémoire de cet événement, qu'Edoüard institua l'Ordre de la Jarretiere. Mais tout cela se dit sans produire des preuves suffisantes. D'ailleurs, quelques efforts qu'on ait pu faire pour donner à cet Ordre une origine différente de la première qui a été rapportée, on n'a pu jusqu'ici rien inventer qui satisfasse, touchant la raison de la Devise, *Honny soit qui mal y pense*. Cette Devise convient assez bien à la première circonstance : mais elle n'a aucune liaison avec celles qu'on a voulu supposer à la place de celle-ci. On ne sçait pas mieux pourquoi les Chevaliers portent la Jarretiere à la jambe gauche plutôt qu'à la droite, ni la raison qui porta l'Instituteur à mettre cet Ordre sous la protection de S. George. Mais on peut assurer que le but de ce Grand Prince, fut d'engager ceux qui eurent alors, & ceux qui devoient avoir dans la suite, l'honneur d'être admis dans cette Société, à se distinguer par leur courage & par leur vertu. C'est de tous les Ordres semblables, celui qui s'est le mieux tenu dans les règles de son institution. Plus ancien que ceux de la Toison d'or, & du S. Esprit, il n'a jamais dégénéré, quant au nombre qui a toujours été de vingt-six, en y comprenant le Chef, qui est constamment celui ou celle qui porte la Couronne d'Angleterre. Les Rois, & les autres Princes Souverains, qui se sont fait, & se font encore un honneur d'être admis dans cet Ordre illustre, font assez voir l'estime qu'on en fait dans toute l'Europe.

EDOUARD
III.
1349.

Quelque grande que fût la gloire qu'Edoüard avoit acquise jusqu'alors, il ne dédaigna pas de hasarder sa réputation, dans une occasion qui sembloit être au-dessous de lui. Mais la grandeur de son courage ne lui permettoit pas de peser trop scrupuleusement ces sortes de considérations. Les Marchands lui ayant porté des plaintes, touchant certains Vaisseaux Espagnols qui infestoient les Côtes d'Angleterre, & leur caufoient beaucoup de dommage, il leur promit de les en délivrer. Pour cet effet, ayant promptement fait assembler ceux de ces Vaisseaux qui se trouvèrent le plutôt prêts, il voulut lui-même aller donner la chasse aux Corsaires. Il les attaqua, les battit, leur prit vingt-six Vaisseaux, en coula plusieurs à fond, & dissipa tout le reste. Cette action, quoique peu importante en elle-même, lui parut si glorieuse, qu'il fit battre une monnoye d'or, où il voulut être représenté sur un Vaisseau le sabre à la main, pour en perpétuer la mémoire.

1350.
Edoüard
va combattre les Corsaires Espagnols.
A. P. Publ.
T. V. p. 694.

Philippe de Valois ne vit pas la fin de la Trêve qu'il avoit faite avec Edoüard. Il mourut le 22. d'Août de l'année 1350. laissant pour successeur Jean son fils, qui renouvella la Trêve jusqu'à la Pentecôte de l'année 1354.

Mort de
Philippe de
Valois.
Jean lui
succède.

EDOUARD

111.

1350.

Trêve mal
observée.

1351.

Le Duc de
Lencastre
fait des
courses en
France.Froissard,
Mézerai.

mais elle ne fut guères bien observée des deux côtes. En Bretagne, en Gascogne, en Picardie, il y eut de fréquentes hostilités, qui donnerent lieu à des plaintes reciproques, & même à des représailles, chacun des partis rejetant la faute sur son ennemi. Le Comte de Derby, qui avoit été honoré du titre de Duc de Lencastre, fut envoyé à Calais avec une Armée, comme si l'on eût été en pleine Guerre. Il fit des courses sur les Terres de France, & ravagea le Pais depuis Calais jusqu'à Terouienne. Le plus grand avantage qu'Edouard tira de l'inobservation de cette Trêve, fut l'acquisition de la Ville de Guisnes, que le Gouverneur lui vendit. Quand le Roi Jean voulut s'en plaindre, Edouard lui répondit que Philippe son pere, en voulant surprendre Calais, lui avoit appris que les Trêves étoient marchandes, & que l'achat d'une Place ne les rompoit point.

Les Fla-
mans aban-
donnent le
parti d'E-
douard.

Cet avantage ne contrebalança pourtant pas la perte qu'Edouard fit en Flandres, par la défection entière des Flamans. Jusqu'alors, ce Peuple avoit gardé des ménagemens avec lui : mais depuis quelque tems, les affaires avoient entièrement changé de face en ce Pais-là. Après la mort du Comte de Flandres, tué à la Bataille de Crecy, les Flamans avoient envoyé des Députez à Philippe de Valois, pour lui demander le fils de leur défunt Souverain, sous prétexte de vouloir le mettre en possession de la Succession de son pere. Philippe ayant consenti à leur demande, dès qu'ils eurent le jeune Prince en leur pouvoir, ils le fiancèrent à une des filles d'Edouard. Ce contre-tems auroit sans doute causé un grand préjudice à Philippe, si le Comte lui-même ne l'eût tiré de cet embarras. Ce jeune Prince, que son éducation avoit entièrement attaché aux intérêts de la France, ne pouvant se résoudre à s'allier avec les ennemis de son Souverain, se déroba de ses Sujets, & alla de nouveau se jeter entre ses bras. Depuis ce tems-là, les Flamans commencèrent peu-à-peu, à se détacher des intérêts de l'Angleterre. Ils approuvèrent même le Mariage que Philippe fit de leur Comte avec une fille du Duc de Brabant, qui avoit entièrement rompu avec Edouard. Leur inconstance fut causée que l'étape des laines d'Angleterre, qui avoit été établie dans leur Pais, fut transportée dans le Royaume même, à leur grand préjudice, & à l'avantage des Anglois.

1352.

1353.

1354.
Projet de
Paix entre
les deux
Couronnes.
Walsingham.Trêve pro-
longée.

Le nouveau Roi de France paroissoit souhaiter avec beaucoup d'ardeur, que la Trêve se changeât en une Paix ferme & durable, de quoi Edouard ne s'éloignoit pas. Dans les négociations qu'il y eut sur ce sujet, Jean offrit de céder au Roi d'Angleterre, la Guyenne, avec les Comtez d'Artois & de Guisnes, pour les posséder en toute Souveraineté, sans en faire hommage à la Couronne de France. Mais bien-tôt après, pour le malheur de la France, & pour le sien propre, il rompit brusquement la négociation commencée, qui n'aboutit qu'à une prolongation de la Trêve, jusqu'au mois d'Avril de l'année suivante.

Il n'étoit pas difficile de comprendre que le Roi de France ne cherchoit qu'à gagner du tems, pour se mettre mieux en état de soutenir la Guerre. Edouard s'en apercevoit bien : mais il avoit lui-même besoin de quelque repos, pour régler chez lui des affaires très-importantes. L'obstination des Ecois à maintenir les intérêts de leur Roi, quoique prisonnier, lui avoit fait comprendre qu'il ne lui seroit pas facile de réduire l'Ecosse, pendant qu'il feroit actuellement en Guerre avec la France. Cette considération lui fit for-

mer

mer le dessein de plâtrer une Paix avec les Ecoissois, en attendant une meilleure occasion de renouveler la Guerre. Mais cette Paix ne pouvoit se faire sans tirer leur Roi de sa prison, tant ils demeuroient fermes sur cet article. Pour en trouver les moyens, Edoüard avoit nommé des Commissaires, auxquels il avoit donné pouvoir de traiter avec ceux d'Ecosse, touchant la liberté du Roi David. Cette négociation qui traîna quelque tems, fut enfin terminée par un Traité, qui se conclut à Newcastle, le 13. de Juillet 1354. dans lequel Edoüard s'engageoit à mettre David en liberté, moyennant une rançon de quatre-vingts mille marcs d'argent. Ce Traité fut ratifié peu de jours après par le Prince de Galles son fils : mais il ne fut point exécuté, par les raisons que je dirai dans la suite. Ainsi David demeura prisonnier jusqu'en 1357.

EDOUARD
III.
1354
Traité pour
la liberté du
Roi d'Ecos-
se.

Dès que ce Traité fut conclu, Edoüard regardant désormais les affaires d'Ecosse comme peu importantes, s'appliqua principalement à celles qui regardoient la France. La Trêve étant sur le point d'expirer, il investit le Prince de Galles son Fils du Duché de Guyenne ; & l'ayant envoyé dans cette Province, il lui ordonna de recommencer les hostilités. Quelques-uns ont dit que le Roi Jean avoit déjà investi le Dauphin Charles son Fils, de ce même Duché, & que cette démarche fut cause de la rupture de la Trêve. Mais on ne trouve aucune trace de cette particularité, ni dans les Histoires de France, ni dans le Recueil des Actes Publics d'Angleterre. D'ailleurs, il est certain que la Guerre ne recommença qu'après l'expiration de la Trêve. Dans le tems que le Prince de Galles se préparoit à recommencer la Guerre en Guyenne, le Roi son Pere étant descendu à Calais, ravageoit le Boulonnois & l'Artois, sans rencontrer aucune opposition. A cette nouvelle, le Roi de France se hâta d'assembler ses forces. En même tems, il fit porter à Edoüard un défi, par lequel il offroit de le combattre seul, ou à la tête de leurs armées. C'est du moins ce que les Historiens François assurent. Ils ajoutent, qu'Edoüard le refusa, & que sachant que Jean s'approchoit pour le combattre, il se retira en Angleterre. Les Anglois au contraire prétendent, que ce fut Edoüard qui fit le défi, & que Jean ne voulut point l'accepter. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que le Recueil des Actes Publics ne fait aucune mention de cette expédition d'Edoüard, quoiqu'en toutes les occasions où les Rois d'Angleterre ont passé la mer, on ne manque guères d'y trouver un Mémoire qui marque le jour du départ aussi bien que celui du retour. Mais puisque les Historiens des deux Nations s'accordent à parler de ce passage d'Edoüard à Calais, une simple preuve négative ne suffit pas pour faire rejeter leur témoignage. Quoiqu'il en soit, si Edoüard repassa si promptement dans son Royaume, il est certain que des raisons très-importantes l'y rappeloient. Les Ecoissois s'étant emparez par surprise de Barwick, il étoit trop dangereux de laisser entre leurs mains une Place de cette importance, qui leur donnoit en tout tems une entrée en Angleterre. Ce fut pour la leur arracher qu'Edoüard précipita son retour.

Edoüard
donne au
Prince de
Galles le
Duché de
Guyenne

Il passe lui-même en France & y fait quelques ravages, Défi entre les deux Rois sans effet.

Les Ecoissois
surprennent
Barwick.

Immédiatement après son arrivée, il convoqua un Parlement, auquel il porta ses plaintes de l'infidélité des Ecoissois, qui, après un Traité conclu & ratifié, avoient abusé de sa bonne foi, s'étant laissé séduire par le Roi de France. Le Parlement connoissant la nécessité qu'il y avoit de recouvrer Barwick, & les besoins du Roi pour continuer la Guerre contre la France, lui accorda cinquante Schellings sur chaque sac de laine, qui se vendoit dans le Royaume.

EDOUARD
III.
1354.

Edouard
repren
Barwick.
Hist. Boer.

1355.
Etat de
Baillol.

Aff. Publ. T.
V.

Il cede
tous ses
droits à
Edouard.
Aff. Publ.
Tom. V. pag.
338. 852.

Charles de
Blois est re-
lâché.
Ibid.
Pag. 862.

1356.
Le Prince
de Galles
ravage le
Languedoc.
Mezerai.

Il fait une
seconde in-
vasion avec
douze mil-
le hommes,

On prétend que ce Subside montoit à plus de trois cens cinquante mille marcs, pour une année, tant le négoce des laines étoit alors considérable. Avec ce secours, le Roi assembla bien-tôt une armée, à la tête de laquelle il s'avança vers les frontières d'Ecosse. A son approche, les Ecoissois abandonnèrent Barwick, après en avoir razé les fortifications, & il s'en vengea en ravageant leur País. La rupture imprévûe des Ecoissois l'avoit d'autant plus surpris, qu'il venoit de faire un Traité avec eux pour rendre la liberté à leur Roi, & qu'il n'attendoit pour cela que le paiement de la rançon dont on étoit convenu. La démarche de ce Peuple changea les dispositions du Roi à l'égard de la Paix, & lui fit prendre de nouvelles résolutions, par rapport aux affaires d'Ecosse.

Depuis que Baillol avoit été chassé de ce Royaume, il avoit toujours conservé le titre de Roi, mais sans aucun pouvoir effectif, & dans une dépendance si servile du Roi d'Angleterre, qu'il n'étoit regardé que comme un Sujet. Véritablement, Edoüard lui avoit laissé le commandement de ses troupes; mais elles étoient en si petit nombre, qu'il ne s'étoit jamais vu en état de faire de grands progrès. Ainsi ce Prince passoit sa vie d'une manière assez triste, avec une pension de cinq marcs par jour, qu'Edouard lui fournissoit, & quelques présens pour ses dépenses extraordinaires. On trouve dans le Recueil des Actes Publics, des preuves évidentes de son extrême sujétion, particulièrement, dans les fréquens pardons qu'Edouard lui accordoit, pour avoir chassé dans ses Forêts. Ce n'étoit donc qu'un fantôme de Roi dont Edoüard s'étoit servi jusqu'alors, pour parvenir à ses fins. Il étoit désormais inutile à ce Monarque de se cacher plus long-tems, toutes ses démarches ayant assez fait connoître qu'il avoit moins travaillé pour Baillol que pour soi-même. Mettant donc à l'écart les scruples qui l'avoient retenu jusqu'alors, ou plutôt, quittant le masque dont il avoit voulu se couvrir, il se fit céder par ce Prince tous les droits qu'il pouvoit avoir sur l'Ecosse, moyennant une pension de deux mille livres, qui lui devoit être payée tous les ans. C'étoit une bien petite récompense pour une Couronne, si ce n'eût pas été une Couronne en idée dont Baillol n'eût pas beaucoup de peine à se départir. Cette cession fut fatale au Roi David. Par là, ce Prince eut la mortification de se voir resserré plus étroitement, & de perdre en même tems l'espérance qu'il avoit conçue de recouvrer sa liberté.

Charles de Blois prisonnier en Angleterre, depuis la Bataille de *la Roche-de-Rien*, fut plus heureux que le Roi d'Ecosse, du moins par rapport à sa liberté, quoiqu'elle lui fût vendue à un très-haut prix. Ils'engagea par un accord qu'il fit avec Edoüard, à payer sept cens mille écus pour sa rançon, & laissa ses deux fils en ôtage pour sûreté du paiement.

Pendant qu'Edouard étoit occupé dans son Isle, le Prince de Galles son Fils ravageoit les Provinces Méridionales de France, & particulièrement le Languedoc. Il avoit fait dans cette Province une irruption soudaine qui l'avoit rendu maître de Carcassonne & de Narbonne, où il avoit fait un très-grand butin, après quoi il étoit retourné à Bourdeaux. Sa retraite ayant fait négliger les mesures qu'on commençoit à prendre pour s'opposer à son invasion, il crut pouvoir, en toute sûreté, en entreprendre une seconde. Dès que ses troupes se furent un peu reposées, il se remit en marche à la tête de douze mille hommes, dont il n'y en avoit que trois mille qui fussent Anglois naturels. Il

traversa le Perigord & le Limoufin , entra dans le Berry , & se fit voir aux portes de Bourges. Mais la nouvelle qu'il reçût que le Roi de France s'avançoit avec une armée de soixante mille hommes , l'empêcha de s'arrêter au siège de cette Place , & l'obligea même à prendre un détour pour se retirer à Bourdeaux. Mais Jean , qui avoit prévu son dessein , hâta tellement sa marche , qu'il l'atteignit près de Poitiers. La retraite étant devenue impossible au Prince , il prit la résolution de se retrancher à *Maupertuis* , dans un poste embarrassé de vignes & de hayes , & d'un très-difficile accès. Deux Légats que le Pape avoit envoyez aux deux Princes , pour les porter à la Paix , firent tous les efforts possibles pour empêcher que les deux armées n'en vinssent aux mains. Ils portèrent même le Prince de Galles à promettre qu'il répareroit tous les dommages qu'il avoit faits dans sa course , & à s'engager à ne pas porter les armes contre la France , pendant sept ans. La supériorité où Jean se voyoit lui ayant fait rejeter ces offres , il prétendit que le Prince avec son armée se livrât à sa discrétion. Cette condition parût trop dure à ce Prince. Il répondit généreusement , qu'il aimoit mieux mourir les armes à la main , que de faire quelque chose contre son honneur , & contre la gloire du nom Anglois.

Toute espérance d'accommodement s'étant évanouïe , le Prince de Galles harangua ses troupes , & leur dit en peu de mots , que la victoire ne dépendoit pas du grand nombre , mais de la valeur : Que pour ce qui le regardoit , il étoit résolu à mourir , ou à vaincre , & qu'il n'exposeroit point l'Angleterre à la honte de payer sa rançon. Tous les Généraux du Roi Jean lui conseilloient unanimement de prendre le parti d'affamer cette petite armée qui se trouvoit engagée au milieu d'un pays ennemi , où elle manqueroit bien-tôt de toutes choses. Ce conseil lui parut trop prudent & trop opposé à son impatience. Il lui sembla qu'on vouloit le priver de la gloire éclatante qu'il esperoit d'acquiescer par la défaite d'un Prince si renommé , pour le repaître d'un honneur imaginaire d'avoir scû vaincre sans combattre. Ainsi plein de l'espérance flatteuse d'obtenir une victoire aisée , & de vanger ses Sujets , il voulut sans retardement attaquer les ennemis. Il fit d'abord une faute considérable , en faisant commencer le combat par sa Cavalerie , à laquelle il avoit fait mettre pied à terre. Ces Cavaliers peu accoutumés à combattre à pied , ne purent enfoncer les Anglois qui avoient l'avantage du terrain , dans un pays embarrassé de hayes , par où il falloit passer pour forcer leurs retranchemens. La Cavalerie à pied étant repoussée avec une très-grande perte , l'Infanterie prit sa place & trouva la même résistance , malgré les efforts du Roi qui maintint le combat quatre heures durant , animant ses troupes par sa voix & par son exemple , sans craindre de s'exposer aux plus grands dangers. Quelques efforts qu'il pût faire , il ne lui fut pas possible d'enfoncer cette poignée d'Anglois que la nécessité de vaincre faisoit combattre en désespérance , étant d'ailleurs animés par l'exemple du Prince qui fit ce jour là des actions de tête & de main , comparables à celles des Capitaines les plus renommés. De quatre fils que le Roi de France avoit avec lui , les trois aînés s'étant retirés de bonne heure avec huit-cens lances , leur retraite ne contribua pas peu à décourager le reste de l'armée. Cependant le Roi Jean animé par son désespoir , se faisoit remarquer dans tous les endroits les plus dangereux , & attiroit sur lui les plus braves des ennemis. Quoiqu'il se vit abandonné des siens , il ne laissoit pas d'inspirer de la terreur aux plus

EDOUARD

I I I.

1356.

Le Roi

Jean le

poursuit

avec une

armée de

60000.

hommes.

Il l'atteint

à Poitiers.

Les offres

du Prince

de Galles

sont rejet-

tées.

Bataille de

Poitiers.

EDOUARD
III.
1356.

Jean est fait
prisonnier.

Moderation
& modestie
du Prince
de Galles.
*Froissard,
Walsingham.*

plus hardis. Mais, selon les apparences, il auroit enfin succombé sous le nombre des ennemis qui l'environnoient, & qui ne lui laissoient plus concevoir aucune espérance de sauver sa vie, si un Chevalier d'Artois nommé *Denis de Morbeck*, après avoir écarté ceux qui le pressoient le plus vivement, ne l'eût fortement exhorté à se rendre prisonnier. Il auroit bien souhaité de ne céder son épée qu'au Prince de Galles, mais comme ce Prince se trouvoit éloigné, il se vit obligé de se remettre entre les mains de Morbeck, avec Philippe son quatrième fils âgé de treize ans, qui avoit voulu toujours combattre à son côté. Dans cette funeste journée qui fut si fatale à la France, il n'y eut qu'environ six mille hommes de tuez : mais parmi ce nombre se trouvoient, huit cens Gentilshommes, le Duc de Bourbon Prince du sang, le Duc d'Athènes Connétable de France, le Maréchal de Nesle, & plus de cinquante autres Seigneurs des plus qualifiez du Royaume.

Si le Prince victorieux se distingua par sa conduite & par sa valeur dans cette glorieuse journée, il ne se fit pas moins admirer après la victoire : par la manière modeste & généreuse dont il traita son Prisonnier. Le soir après la Bataille, le Roi soupant dans la tente de ce jeune Prince, le pressa beaucoup de s'asseoir a table avec lui : mais il s'en excusa civilement, & se tint toujours debout auprès de lui, pour l'entretenir pendant le repas. Comme le Roi, dont l'esprit étoit toujours occupé du malheureux état où il se trouvoit, se plaignoit de sa destinée, le Prince lui dit d'un air libre, mais modeste, & qui ne marquoit pas la moindre affectation, "qu'il avoit un grand sujet de consolation, de ce que la Bataille ne s'étoit pas perdue par sa faute : que les Anglois avoient
" reconnu à leurs dépens, qu'il étoit le plus brave de tous les Princes : mais
" que Dieu seul avoit disposé de la victoire. Il ajoûta que si sa mauvaise fortune l'avoit précipité dans la disgrâce où il se trouvoit, il pouvoit du moins
" s'assurer, qu'on conserveroit un respect inviolable pour sa personne, & qu'il
" trouveroit toujours en lui un très-respectueux Parent, s'il vouloit bien lui
" permettre de se glorifier de ce titre". Une si grande modestie dans un Prince victorieux, qui n'étoit âgé que de vingt-cinq ans, arracha des larmes au Roi, & se fit admirer de tous ceux qui en furent les témoins. Dès que Jean se fut un peu remis, il se tourna vers le Prince, & lui dit d'un air satisfait,
" que puisque sa destinée vouloit qu'il fût vaincu & prisonnier, il sentoit un
" grand soulagement dans sa disgrâce, de ce qu'on ne pouvoit lui rien repro-
" cher qui fût indigne de lui, & de ce qu'il étoit tombé entre les mains du plus
" vaillant, & du plus généreux Prince du monde". Dès le lendemain on rendit à Dieu, dans le camp des Anglois, des actions de grâces solennelles pour cette grande victoire. Le Prince remercia ses troupes victorieuses avec des expressions qui leur attribuoient l'honneur de cette journée, sans dire un seul mot de lui-même. Ensuite, il prit le chemin de Bourdeaux, chargé d'un butin inestimable, & d'un si grand nombre de Prisonniers, qu'il auroit été difficile aux Anglois de se défendre, s'ils eussent été attaqués.

*Froissard,
Polyd. Verg.*

On peut aisément concevoir la joye que cette nouvelle répandit dans toute l'Angleterre, & quelle fut la satisfaction particulière d'Edouard. La protection que Dieu avoit accordée au Prince de Galles étant trop visible pour pouvoir la méconnoître, ce Prince lui fit rendre pour cette grande victoire, des
actions

actions de graces qui furent continuées huit jours durant dans toutes les Eglises du Royaume. Le Prince de Galles passa l'Hiver à Bourdeaux, où deux Légats du Pape allèrent le trouver, & le sollicitèrent si vivement, qu'il consentit, avec l'approbation du Roi son Pere, à une Trêve de deux ans, dans laquelle tous les Alliez des deux Couronnes furent compris. Au mois d'Avril suivant, il se rendit en Angleterre emmenant son prisonnier avec lui. Il y fut reçu avec une joye excessive: mais il refusa constamment tous les honneurs qu'on vouloit lui rendre, & se crut assez honoré par ceux qu'on fit au Roi prisonnier. Lorsqu'ils firent leur entrée dans Londres, le Prince de Galles monté sur une petite haquenée noire, marchoit à côté du Roi de France qui montoit un beau cheval blanc superbement harnaché. On auroit dit que toute la pompe qui fut étalée en cette occasion étoit uniquement destinée à faire honneur au Roi étranger, tant on avoit pris soin d'éviter d'y faire paroître aucune marque de sa disgrâce, ni rien qui pût offenser ses yeux. Quoiqu'Edouïard lui disputât le titre de Roi de France, il ne pût pourtant s'empêcher de le traiter en Roi. La vûe de ce Prince captif lui remettant dans l'esprit l'instabilité des grandeurs humaines, il le reçut, en l'embrassant avec autant de cordialité, que s'il eût été son propre Frere, ou qu'il fût venu exprès pour lui rendre visite. C'étoit de cette manière noble & généreuse, que le Pere & le Fils tâchoient à l'envi l'un de l'autre, de consoler ce Roi malheureux, par toutes les marques de respect qui sont dûes à un grand Prince, en quelque état que la fortune l'ait mis. On rapporte sur ce sujet que lorsqu'Edouïard reçut la première nouvelle de la victoire de Poitiers, il dit à ceux qui étoient autour de lui, que la satisfaction qu'il recevoit d'un succès si glorieux, n'étoit pas à comparer à celle que lui caufoit la généreuse conduite du Prince. Le Roi Jean & Philippe son fils furent logez dans le Palais de Savoye avec toute l'honnête liberté qu'ils pouvoient souhaiter. Les autres Seigneurs prisonniers reçurent le même traitement & la même civilité.

Edouïard jouïssoit alors d'une gloire d'autant plus grande, qu'elle est peu commune, je veux dire, de tenir prisonniers ses deux plus puissans ennemis, le Roi de France à Londres, & le Roi d'Ecosse dans le Château d'Odiham. Celui-ci auroit dû depuis long-tems être relâché, selon les conventions arrêtées trois ans auparavant. Mais par les raisons déjà rapportées, il se voyoit encore retenu dans sa prison. Cependant, dans le tems qu'il avoit le moins de sujet d'espérer quelque faveur d'un ennemi victorieux qui venoit d'ôter à l'Ecosse toute sa ressource, Edouïard se laissa fléchir par les instantes prières de la Reine sa Sœur, & consentir à renouer le Traité fait en 1354. Pour cet effet, il accorda des saufconduits à des Ambassadeurs d'Ecosse, qui pendant une courte Trêve dont on convint d'abord, obtinrent la liberté de leur Roi, à peu près aux mêmes conditions que dans le premier Traité. Ils s'engagerent à payer pour sa rançon, cent mille marcs Sterling; sçavoir, dix mille tous les ans, jusqu'à l'entier paiement, pour la sûreté duquel le Roi d'Ecosse livra vingt Otages. En même tems, on conclut une Trêve de dix ans, entre l'Angleterre & l'Ecosse. David fut mis en liberté sous ces conditions, qu'il prit soin de ratifier dès qu'il fut arrivé dans son Royaume, après une captivité qui avoit duré onze ans. Il semble qu'alors Edouïard uniquement occupé des vastes projets qu'il formoit par rapport à la France, avoit perdu la pensée de

EDOUARD
III.
1357.
Trêve de
deux ans.
Jean est
conduit à
Londres.
Avril.
Act. Publ.
Tom. V.
Il est reçu
honorablément.

Le Roi d'E-
cosse est
mis en li-
berté.
Act. Publ.
T. VI. pag.
65. 68.

EDOUARD
III.
1358.
Tournoi
magnifique
à Windsor.
Froissard,
Walsingham.

se rendre maître de l'Ecosse. Du moins il croyoit devoir différer l'exécution de ce dessein jusqu'à un tems plus convenable.

Les Trêves que ce Monarque venoit de signer avec la France & avec l'Ecosse, l'ayant delivré de l'embarras des affaires étrangères, il se renferma dans les soins du gouvernement de son Royaume. Comme il ne s'y passoit rien d'extraordinaire, il employoit une partie de son tems à des divertissemens, auxquels le Roi de France & les autres principaux Prisonniers avoient toujours part. Le Tournoi qu'il fit à Windsor le 23. d'Avril 1358. pour solenniser la fête de St. George, Patron de l'Ordre de la Jarretiere, fut le plus somptueux & le plus magnifique qu'on eût jamais vu en Angleterre. Le Duc de Brabant, plusieurs autres Princes Souverains, & un nombre infini de Chevaliers de toutes les Nations de l'Europe, y assistèrent, & y furent magnifiquement regalez.

Mort de la
Reine Isabelle
mère
du Roi.

Ce divertissement fut suivi des funérailles de la Reine Isabelle mère du Roi. Elle mourut au Château de *Rising*, âgée de soixante & trois ans, après une détention de vingt huit ans. Si le Mariage de cette Reine fut funeste au Roi son Epoux, il ne le fut pas moins à la France, puisqu'il donna lieu à une longue & sanglante Guerre qui mit ce Royaume à deux doigts de sa ruine.

Le Comte
de Harcourt
fait
Edouard
son Héritier.

Geoffroi d'Harcour, de qui j'ai déjà parlé à l'occasion de la descente du Roi à la Hogue, & qui servoit le Roi de Navarre en Normandie, y fut tué environ ce même tems. Comme par son testament il avoit institué le Roi d'Angleterre pour son Héritier universel, & que ses Terres étoient dans les domaines que le Roi de Navarre possédoit en Normandie, Edouard s'en mit en possession, & en fit présent au Lord Holland.

Grands
troubles en
France.

Pendant que l'Angleterre jouissoit d'une profonde tranquillité, la France se trouvoit dans une extrême désolation, par les troubles intestins que la prison du Roi y caufoit. Le Dauphin Charles, fils aîné de Jean, y tenoit le timon du Gouvernement, sous le titre de Lieutenant Général, qui fut ensuite changé en celui de Regent. Sa Regence fut tellement troublée, par les cabales de certains esprits inquiets qui trouvoient leur avantage dans la confusion des affaires, qu'il ne fut pas possible de penser efficacement à la liberté du Roi. Les affaires de la France étoient alors dans une situation déplorable. Charles le Mauvais Roi de Navarre, quoiqu'issu de la Maison de France (1), excitoit tous les jours des troubles & des seditions dans Paris où il avoit un puissant parti. Par là, l'autorité du Dauphin se trouvoit tellement resserrée, que ce Prince, quoique très-habile, ne sçavoit comment s'y prendre pour gouverner un Etat si divisé. Parmi cette confusion, les François vivoient sous une espèce d'Anarchie. La Noblesse & les gens de Guerre opprimoient le menu Peuple, particulièrement les Païsans, auxquels ils donnoient le nom de *Jacques Bon homme*. La raillerie jointe à l'oppression, ayant jetté ces malheureux Villageois dans le désespoir, ils s'assemblerent en grandes troupes dans le Beauvoisis, résolus d'exterminer tous les Gentilshommes. En peu de tems leur nombre se trouvant considérablement augmenté, ils se rendirent si redoutables, qu'on fut obligé d'assembler toutes les troupes du Royaume, pour dissiper cette armée rustique qui se fortifioit tous les jours. Cette Guerre, à laquelle on donna le nom de *La Jaquerie*, ne causa pas peu d'embarras au Regent; ce fut une des principales causes qui l'empêchèrent de prendre des

Guerre de
la Jaquerie.

(1) De la branche d'Evreux.

mesures pour s'opposer à l'invasion dont les Anglois menaçoient la France, aussi-tôt que la Trêve seroit expirée.

EDOUARD
III.
1359.

Pendant tous ces désordres, le Roi Jean, qui s'ennuyoit beaucoup en Angleterre, quelque douce que fût sa prison, négocioit lui-même sa liberté avec Edoüard. Il ne pouvoit l'obtenir qu'en subissant les conditions qu'il plairoit au Vainqueur de lui imposer. Mais comme il étoit bien informé des troubles qui agitoient la France, il croyoit ne pouvoir acheter trop chèrement cette liberté qui pouvoit le mettre en état de rétablir le calme dans son Royaume. Par cette considération, il convint avec Edoüard d'un Traité très-désavantageux à la France, par lequel il cédoit diverses Provinces à la Couronne d'Angleterre. Les Etats Généraux s'étant assemblez sur ce sujet en 1359. en trouvèrent les conditions si dures, qu'ils ne purent se résoudre à l'approuver. Ainsi, par ce refus, le Roi captif vit évanouir ses espérances. Cependant les Etats comprenant bien qu'ils avoient donné lieu au renouvellement de la Guerre, offrirent au Régent tous les secours nécessaires, pour obtenir des conditions moins rudes, par la voye des armes. Mais les effets ne répondirent pas aux promesses. Edoüard se plaignit hautement d'avoir été abusé, & changeant tout à coup de manières avec le Roi Jean, il le confina dans le Château de *Sommerston*, d'où ensuite, il le fit transférer à la Tour de Londres. Sans doute il ne crut pas que la prudence lui permît de laisser ce Prince à Londres sur sa parole, comme il y étoit auparavant, pendant qu'il seroit lui-même dans le cœur de la France, où il avoit résolu de porter la Guerre.

Conven-
tions entre
les deux
Rois, rejet-
tées par les
Etats de
France.

Edoüard
prend la
résolution
de porter la
Guerre en
France.
Act. Publ.
T. VI. p. 134.
Il resserre
le Roi Jean.

Les préparatifs pour cette nouvelle expédition furent prodigieux. Une armée de cent mille Combattans qu'il fit passer à Calais, donnoit assez à connoître le dessein qu'il avoit de faire un puissant effort pour subjuguer la France, pendant que les troubles de ce Royaume lui offroient une occasion si favorable. Dès que toutes les troupes furent assemblées à Calais, il les partagea, en trois Corps. Le premier étoit commandé par le Duc de Lencastre, qui venoit de donner sa Fille unique en Mariage à Jean de Gand, troisième fils du Roi. Le Prince de Galles étoit à la tête du second, & le Roi conduisoit lui-même le dernier. Avec ces nombreuses Troupes, conduites par les trois plus fameux Capitaines qu'il y eut alors en Europe, Edoüard s'avança dans la France sans aucune opposition. Le Dauphin, n'étant pas assez fort pour oser paroître en campagne, s'étoit contenté de munir ses principales Places, sans vouloir hasarder une Bataille, avec des forces trop inférieures à celles de ses ennemis.

Il passe à
Calais avec
cent mille
hommes.

Cependant Edoüard ayant traversé l'Artois, entra dans la Champagne & s'approcha de Reims pour tâcher de surprendre cette Ville, où quelques-uns prétendent, quoiqu'avec peu de fondement, qu'il avoit dessein de se faire sacrer. Mais ayant manqué son coup, il se rabattit sur *Sens*, dont il s'empara sans beaucoup de peine. Le Duc de Bourgogne ne se sentant pas en état de sauver son Païs du pillage, obtint une Trêve particulière de trois ans, en s'engageant à fournir trois cens mille florins, & des vivres à l'armée Angloise. Le Nivernois suivit l'exemple de Bourgogne : mais la Brie & le Gatinois furent ravagez. Le but d'Edoüard étant d'engager les François à une Bataille, il ne négligeoit rien pour les provoquer. Dans cette vûë, il alla sur la fin du Carême camper à sept lieues de Paris, entre Chartres & Montlhery. Son ap-

Il ravage
la France
jusqu'aux
portes de
Paris.

EDOUARD 111. 1360. proche n'ayant pas été capable d'attirer le Dauphin hors des murailles, il s'avança jusqu'aux portes de cette Capitale, sans pouvoir réussir dans son dessein. Quoique de dessus les murailles, on pût voir la fumée des Villages brûlez par les Anglois; le Dauphin, à qui on donna depuis le surnom de *Sage*, étoit en effet trop prudent pour rien hazarder en cette occasion. Instruit par les funestes exemples des Rois son Pere & son Ayeul, il n'avoit garde d'exposer la Couronne à la décision d'une journée, de laquelle il ne pouvoit guères esperer un bon succès. Comme il sçavoit que Paris étoit en état de soutenir un long Siège, il se tint renfermé dans cette Ville, sans que toutes les bravades d'Edouard pussent l'obliger à changer de résolution. Il tâcha pourtant de délivrer la France du danger dont elle étoit menacée, en faisant à son ennemi certaines propositions, mais qui furent hautement rejetées. Edouard se croyoit en état de donner la Loi, & de marquer lui-même les conditions de la Paix. Il sembloit d'abord avoir formé le dessein d'assiéger Paris: Mais dans la suite, cette entreprise lui ayant paru pleine de difficulté, il rebroussa chemin vers la Beauce. Le Cardinal de Langres, Legat du Pape, l'accompagnoit par tout, & le sollicitoit continuellement à donner des bornes à son ambition: mais ces remontrances ne produisirent alors aucun effet. Edouard s'arrêta quelque tems dans la Beauce, d'où il avoit dessein de mener ses troupes vers la Loire. Cependant, quoique son armée eût toujours marché dans des Païs fort abondans, elle ne laissoit pas de déperir tous les jours par les maladies. C'étoit sans doute une mortification pour ce Monarque, de voir qu'avec une si nombreuse armée il eût fait si peu de progrès. Bien qu'il se trouvât au milieu de la France, il ne pouvoit pas se flater d'avoir fait aucune conquête assurée. Ce fut peut-être une des raisons qui le portèrent enfin à prêter l'oreille aux sollicitations du Legat. On attribue pourtant son changement à cette autre cause. Un jour qu'il étoit campé dans le Païs Chartrain, il s'éleva tout-à-coup un orage épouvantable accompagné de tonnerres, & d'une grêle prodigieuse qui tua six mille chevaux & mille hommes de son armée. Un accident si extraordinaire fut regardé par ses troupes comme une marque de la colere du Ciel. Le Roi lui-même parut imbu de cette opinion; peut-être fut-il bien aise que cet événement lui fournit une occasion de faire voir qu'il vouloit accorder la Paix à la France, par un pur motif de générosité, & de couvrir par là la honte de n'avoir pû, avec une si belle armée, faire autre chose que ruiner le plat Païs. Quoiqu'il en soit, pendant que l'orage étoit dans sa plus grande force, il se tourna vers l'Eglise de Chartres qu'il voyoit de loin, & fit vœu à Dieu de consentir à la Paix, à des conditions équitables. Le Legat profitant de cette disposition, le pressa fortement d'exécuter ce généreux dessein, & obtint de lui qu'il enverroit des Plénipotentiaires au Village de Bretigny proche de Chartres, pour y traiter la Paix. Ce fut en ce lieu que s'assemblerent pour la France, le Dauphin & ses principaux Conseillers, & pour l'Angleterre, le Prince de Galles avec ceux que le Roi son Pere lui donna pour l'assister dans cette importante négociation. En peu de jours, il y fut conclu un Traité qui mit quelque interruption aux maux de la France. Cette Paix qui abolit tous les anciens Traitez, & qui servit de fondement à de nouveaux droits, fait une époque très-considérable dans l'Histoire d'Angleterre, par rapport aux differends entre les deux Couronnes. Ainsi, on ne sçauroit

Le Dauphin lui fait des propositions qui sont rejetées. Il marche vers la Beauce. Raisons qui le portent à la Paix.

Accident extraordinaire qui le détermine.

On envoie des deux côtes des Plénipotentiaires à Bretigny.

enten-

entendre le récit des événemens qui l'ont suivie, sans avoir une connoissance exacte des Articles qu'elle contenoit. Il est donc absolument nécessaire de les insérer ici, en les abrégant, néanmoins, autant qu'il sera possible, sans en obscurcir le sens.

EDOUARD
111.
1360.

+++++

TRAITÉ DE BRETAGNE,

Signé le 8. de Mai 1360.

I. Premièrement il est convenu, que le Roi d'Angleterre, outre tout ce qu'il possède déjà en Guyenne & en Gascogne, aura pour lui & pour ses Héritiers & Successeurs, tout ce qui suit, & le tiendra de la même manière que le Roi de France & son Fils-ainé, ou leurs Ancêtres, Rois de France, l'ont tenu; sçavoir, ce qui est en Souveraineté, en Souveraineté, & ce qui est en domaine, en domaine.

Aff. Publ.
T. VI. p. 172

Poitiers & tout le Comté de Poitou, avec les Fiefs de Thouars & de Belleville.

Xaintes & toute la Saintonge, deçà & delà la Charente.

Agen, & tout l'Agenois.

Perigueux & tout le Périgord.

Limoges & tout le Limousin.

Cahors & tout le Quercy.

Tarbe & tout le pays de Bigorre.

Le Comté de Gaure.

Angoulême & tout l'Angoumois.

Rhodes & tout le Rouergue.

Que tous les Seigneurs, dont les Terres sont enclavées dans les susdits pays, comme les Comtes de Foix, d'Armagnac, de l'Isle de Périgord, le Vicomte de Limoges, & autres quels qu'ils soient, feront hommage au Roi d'Angleterre.

II. Que le Roi d'Angleterre aura Montreuil & son territoire.

III. Plus, le Comté de Ponthieu & ses dépendances.

IV. Plus, Calais, Ville & Château, & territoire, avec les Seigneuries de Merch, Sangate, Couloigne, Homes, Wall, & Oye.

V. Plus, la Ville & le Comté de Guisnes, de même que le dernier Comte les a possédés.

VI. Plus toutes les Isles adjacentes aux pays ci-dessus nommez.

VII. Il est aussi convenu, que le Roi de France & le Dauphin son Fils-ainé, transporteront au Roi d'Angleterre, dans un an après la fête de S. Michel, tous les Honneurs, Obéissances, Hommages, Ligeances, Droits, Empi-re pur & mixte, & toutes les autres sortes de Jurisdictions hautes & basses, Rest-forts, Sauvegardes, Patronats d'Eglises, & toutes les manières de Seigneuries & Souverainetés, avec tous les droits qu'ils avoient ou pouvoient avoir, sous quelque titre ou couleur de droits que ce puisse être, d'eux-mêmes, ou de la

EDOUARD
III.
1360.

Couronne de France, sur les lieux susdits & leurs dépendances, sans en rien réserver pour eux ou pour leurs Successeurs.

Qu'ils ordonneront par leurs Lettres Patentes, à tous les Prélats, Comtes, Vicomtes, Barons, Nobles & Citoyens, d'obéir au Roi d'Angleterre : ainsi qu'ils ont obéi aux Rois de France, & leur quitteront tous les *Hommages, Fois, Obligations, Sermens, Sujettions*, faits par aucun d'eux aux Rois de France, ou à la Couronne de quelque maniere que ce soit.

VIII. Que le Roi d'Angleterre aura tous ces lieux ci-dessus nommez, avec toutes leurs appartenances & dépendances, en quoi qu'elles puissent consister, pour les tenir lui & ses Successeurs, perpétuellement en héritages, sçavoir, en domaine, ce que le Roi de France y avoit en domaine, en fief, service, Souveraineté & ressort ce que le Roi de France y tenoit de cette maniere, & que toutes les aliénations faites par les Rois de France, depuis les soixante & dix ans que les Rois d'Angleterre en ont perdu la possession, seront cassées & annullées.

IX. Que le Roi d'Angleterre tiendra dans les lieux susnommez, tout ce qui n'a pas appartenu à ses Prédécesseurs, de la maniere que les Rois de France l'ont tenu ou le tiennent presentement.

X. Que si dans les bornes des Terres susmentionnées, il s'en trouve quelque une qui n'ait pas appartenu aux Rois d'Angleterre, mais pourtant dont le Roi de France étoit en possession, le jour de la Bataille de Poitiers 19. de Septembre 1356. elle demeurera au Roi d'Angleterre, de la maniere susdite.

XI. Que le Roi de France & le Prince son Fils-aîné, pour eux & pour leurs Successeurs, transporteront au Roi d'Angleterre, dans un an après la Saint Michel, toutes manieres de Droit, Seigneuries & Souverainetez, sur lesdites Terres, sans qu'ils en puissent jamais rien demander. Que tous les Sujets des susdits Païs seront hommes-liges, & Sujets des Rois d'Angleterre, & de leurs Successeurs & Héritiers, lesquels tiendront lesdites Terres, comme Souverains-liges, & voisins du Royaume de France, sans y reconnoître aucune Souveraineté, ou rendre aucune obéissance, hommage, ressort, ou sujettion, & sans faire, en aucun tems à venir, aucune reconnoissance ou service à la Couronne de France.

XII. Que le Roi de France & son Fils-aîné renonceront expressément ausdits ressorts & Souverainetez, & à tous les droits qu'ils ont, ou peuvent avoir sur tous les Païs qui par le présent Traité doivent appartenir au Roi d'Angleterre.

Que de leur côté le Roi d'Angleterre, & son fils-aîné, renonceront expressément à toutes les choses sur lesquelles le présent Traité ne leur donne aucun droit, & à toutes les autres demandes qu'ils faisoient auparavant au Roi de France, spécialement au droit, & au nom de la Couronne de France; à l'hommage, & Souveraineté des Duchez de Normandie & de Touraine, & des Comtez d'Anjou & du Maine; à l'hommage & Souveraineté de la Bretagne; à l'hommage & Souveraineté du Comté de Flandres, & généralement à toutes les autres demandes. Que les deux Rois se transporteront, & délaisseront reciproquement, & à perpétuité, tous les droits que chacun d'eux peut avoir sur les choses qui ne sont pas spécifiées dans le présent Traité, & conviendront ensemble à Calais, du jour & du lieu que se devront faire les susdites Renonciations.

XIII.

XIII. Que pour l'exécution de ce présent Traité, le Roi d'Angleterre fera conduire le Roi de France à Calais, dans trois semaines après la fête de S. Jean-Baptiste, aux dépens du Roi d'Angleterre, les frais de la Maison du Roi de France, exceptez. EDOUARD
III.
1360.

XIV. Que le Roi de France payera au Roi d'Angleterre trois millions d'écus d'or, dont les deux valent un *Noble* de la monnoye d'Angleterre; sçavoir, six cens mille écus à Calais, quatre mois après que le Roi de France y sera arrivé; 400000. écus dans un an prochain, & autant chacune des années suivantes, jusqu'à l'entier payement des trois millions.

XV. Que le Roi de France ayant payé dans le terme de quatre mois susdits, les premiers six cens mille écus, livré les Otages qui seront ci-dessous nommez, & remis au Roi d'Angleterre, la Rochelle & le Comté de Guisnes, il sera libre de sa prison, & pourra sortir de Calais, pour rentrer dans son Royaume; à condition, qu'il ne pourra faire la Guerre au Roi d'Angleterre, que tout le Traité ne soit entièrement accompli.

Les Otages qui doivent être livrez au Roi d'Angleterre, tant de ceux qui ont été faits prisonniers à la Bataille de Poitiers qu'autres, sont :

<i>Loüis, Comte d'Anjou.</i>	<i>Le Vicomte de Beaumont.</i>
<i>Jean, Comte de Poitiers.</i>	<i>Le Sire de Coucy.</i>
<i>Philippe, Duc d'Orleans.</i>	<i>Le Sire de Fiennes.</i>
<i>Le Duc de Bourbon.</i>	<i>Le Sire de Preaux.</i>
<i>Le Comte de Blois ou son frere.</i>	<i>Le Sire de S. Venant.</i>
<i>Le Comte d'Alençon ou Pierre son frere.</i>	<i>Le Sire de Garentières.</i>
<i>Le Comte de S. Pol.</i>	<i>Le Dauphin d'Auvergne.</i>
<i>Le Comte d'Harcour.</i>	<i>Le Sire de Hangeest.</i>
<i>Le Comte de Portien.</i>	<i>Le Sire de Montmorency.</i>
<i>Le Comte de Valentinois.</i>	<i>Le Sire Guill. de Craon.</i>
<i>Le Comte de Brenne.</i>	<i>Le Sire Loüis de Harcourt.</i>
<i>Le Comte de Vaudémont.</i>	<i>Le Sire Jean Ligny.</i>
<i>Le Comte de Forez.</i>	

Prisonniers qui doivent servir d'Otages.

<i>Philippe de France.</i>	<i>Le Comte de Vantadour.</i>
<i>Le Comte d'Eu.</i>	<i>Le Comte de Salbruch.</i>
<i>Le Comte de Longueville.</i>	<i>Le Comte d'Ancœurs.</i>
<i>Le Comte de Ponthieu.</i>	<i>Le Comte de Vendôme.</i>
<i>Le Comte de Tancarville.</i>	<i>Le Sire de Craon.</i>
<i>Le Comte de Joigny.</i>	<i>Le Sire de Deval.</i>
<i>Le Comte de Sancerre.</i>	<i>Le Maréchal de Denham.</i>
<i>Le Comte de Dammartin.</i>	<i>Le Sire d'Aubigny.</i>

XVI. Que les seize prisonniers qui doivent servir d'Otages, ne seront plus censez prisonniers, & seront quittes de toute rançon, à moins qu'ils n'eussent déjà composé avant le 3. de Mai. Mais que si quelqu'un d'entre eux ne se rend pas à Calais, trois semaines après la S. Jean, il ne sera pas quitte de sa prison, &

EDOUARD
III.
1360.

& sera contraint par le Roi de France de retourner en Angleterre, en qualité de prisonnier.

XVII. Que si quelqu'un des Otages vient à se retirer sans congé, le Roi de France sera tenu d'en bailler un autre de semblable condition, quatre mois après que le Bailly d'Amiens, ou le Maire de S. Omer auront été certifiez du fait par le Roi d'Angleterre.

Que le Roi de France, à son départ de Calais, pourra emmener avec lui dix des Otages, dont les deux Rois conviendront ensemble, auxquels dix Otages, le Roi d'Angleterre donnera un congé absolu.

XVIII. Que trois mois après le départ du Roi de France, de Calais, il livrera pour Otages au Roi d'Angleterre, quatre Bourgeois des plus considérables de Paris, & deux de chacune des Villes ci-dessous nommées.

<i>Paris</i>	4	<i>Beauvais</i>	2	<i>Châlons</i>	2	<i>Orléans</i>	2
<i>Rouen</i>	2	<i>L'Isle</i>	2	<i>Troye</i>	2	<i>Compiègne</i>	2
<i>S. Omer</i>	2	<i>Doüay</i>	2	<i>Chartres</i>	2	<i>Caën</i>	2
<i>Arras</i>	2	<i>Tournay</i>	2	<i>Toulouse</i>	2	<i>Tours</i>	2
<i>Amiens</i>	2	<i>Rheims</i>	2	<i>Lyon</i>	2	<i>Bourges</i>	2

XIX. Que le Roi de France sera conduit à Calais, & y séjournera quatre mois; sçavoir, le premier mois aux dépens du Roi d'Angleterre, & les trois autres mois à ses propres frais.

XX. Qu'un an après son départ de Calais, il rendra au Comte Jean de Monfort, la Terre de Monfort, pour laquelle ce Comte lui rendra un hommage-lige.

XXI. De plus, il est accordé, que, pour ce qui regarde le différend touchant le Duché de Bretagne, entre Charles de Blois, & Jean de Monfort, les deux Rois, ou leurs Commissaires, tâcheront de le regler le plutôt qu'il sera possible.

Que s'ils ne le font pas dans un an, les amis communs des Parties s'efforceront de les mettre d'accord.

Que si les amis communs ne peuvent pas y réussir dans six mois, il rapporteront les informations, faites sur ce sujet, aux deux Rois, qui, par eux-mêmes, ou par leurs Commissaires, feront leurs efforts pour vuider le procès entre les deux Prétendants.

Que si cette affaire ne peut pas être terminée dans six mois, alors les Parties feront ce que bon leur semblera, sans que les deux Rois y puissent mettre empêchement. Et pourront, les amis desdits Prétendants, les assister, sans encourir, pour ce fait, aucun blâme, reproche, ou dommage.

Que si l'une des Parties refuse de comparoître devant les deux Rois ou leurs Commissaires, ou si les deux Rois ayant donné un Jugement, l'une des Parties refuse d'y acquiescer, les deux Rois feront encore leurs efforts pour les accorder, sans pouvoir pourtant entrer en Guerre.

Que l'hommage de la Bretagne demeurera au Roi de France.

XXII. Que la possession des Terres, réciproquement cédées par ce Traité, sera confirmée, toutes les fois qu'un des deux Rois le requerra.

XXIII. Que le Roi de France rendra dans un an à Philippe de Navarre, tout

tout ce qui lui appartient, tant de son Chef, que de celui de sa femme, dans le Royaume de France. Et que lui & ses adhérens auront de suffisantes Lettres de pardon.

EDOUARD
III.
1360.

XXIV. Que le Roi d'Angleterre pourra, pour cette fois seulement, disposer des biens de Geoffroi de Harcour, à condition que celui qui en sera possesseur, les tiendra du Duc de Normandie ou de tel autre Seigneur de qui ses Terres relevent.

XXV. Qu'aucun homme ou Païs qui ont été Sujets de l'un des deux Rois, & qui, par le présent Traité, doivent devenir Sujets de l'un ou de l'autre, n'en pourront être empêchez pour quoique ce soit qu'ils ayent fait au tems passé.

XXVI. Que toutes les Terres confisquées pour cause de la Guerre mûe entre les deux Rois, seront rendues aux Propriétaires. Que les bannis seront remis en possession de leurs biens, & rétablis dans leurs honneurs, un an après que le Roi Jean fera parti de Calais. Les Sires de Fronsac & de Galhard exceptez.

XXVII. Qu'un an après son départ de Calais, le Roi de France fera livrer au Roi d'Angleterre, toutes les Terres qui lui sont cédées par le présent Traité.

XXVIII. Il est aussi convenu, qu'aussi-tôt que le Roi de France aura livré les Terres ci-dessous spécifiées, avec les Renonciations & Mandemens nécessaires; sçavoir, *le Ponthieu, Monfort, la Saintonge & l'Angoumois*, le Roi d'Angleterre, à ses propres dépens, le mettra en possession de tout ce que lui ou ses Alliez tiennent dans la Touraine, l'Anjou, le Maine, le Berry, l'Auvergne, la Bourgogne, la Champagne, la Picardie, la Normandie, & l'Isle de France, la Bretagne, expressement exceptée, aussi-bien que toutes les Terres, qui, par ce présent Traité, doivent appartenir au Roi d'Angleterre.

XXIX. Que le Roi de France fera livrer, à ses dépens, au Roi d'Angleterre, tout ce qui doit être livré.

Que s'il se trouve des Sujets Rebelles & défobéissans, le Roi de France les contraindra d'obéir, à ses propres dépens, & le Roi d'Angleterre, s'engage aussi à la même chose de son côté. Et seront tenus les deux Rois, de s'entr'aider pour cela, quand ils en seront requis, aux dépens du Requéant.

XXX. Que le Clergé sera Sujet de celui des deux Rois duquel il tient son Temporel. Que s'il en tient de l'un & de l'autre, il sera Sujet de tous les deux.

XXXI. Qu'il y aura une bonne amitié, & alliance entre les deux Rois, nonobstant toutes autres alliances, particulièrement d'Ecosse & de Flandres.

XXXII. Que le Roi de France, & son fils-aîné, se départiront de toute alliance avec les Ecossois, & promettront de ne leur donner aucun secours contre le Roi d'Angleterre, qui, de son côté, s'engage à la même chose à l'égard des Flamans.

XXXIII. Que les deux Rois feront approuver le présent Traité par le Pape, & qu'il sera confirmé & corroboré par sermens, censures, &c. de la manière la plus forte. Que les deux Rois impetreront, chacun de son côté, toutes les dispenses & absolutions, propres à procurer l'entière exécution du présent Traité.

EDOUARD
III.
1360.

XXXIV. Il est aussi accordé, que les Collations, & dispositions des Bénéfices, faites pendant la Guerre, seront valables, & demeureront en l'état où elles se trouvent.

XXXV. Que les Sujets des deux Rois, pourront aller étudier dans les deux Royaumes, & jouiront des privilèges des Universitez.

XXXVI. Et afin que le présent Traité soit bien, & dûment exécuté, les deux Rois se donneront réciproquement les sûretés suivantes. Des Lettres scellées de leurs grands Sceaux. Le Traité sera confirmé par les sermens des deux Rois, de tous les Princes de leur Sang, & de vingt Seigneurs des plus considérables de chacune des deux Nations.

Que s'il se trouve des gens qui refusent d'obéir, on emploiera toutes les voyes convenables pour les y contraindre.

Les deux Rois renonceront à toutes voyes de fait, & à toutes Guerres, en cas d'inexécution.

Que si par la désobéissance de quelques-uns des Sujets, quelqu'un des Articles sus-mentionnez ne pouvoit s'exécuter, les deux Rois ne pourront pourtant se faire la Guerre, mais ils s'efforceront de ranger les Rebelles à leur devoir.

XXXVII. Il est aussi accordé par le présent Traité, que tous les autres précédens, demeureront cassez & annullez, & qu'aucun des deux Rois ne pourra s'en prévaloir.

XXXVIII. Que le présent Traité sera juré à Calais, par les deux Rois, en leurs propres personnes, & qu'un mois après que le Roi de France sera parti de Calais, ils s'enverront réciproquement leurs Lettres Patentes confirmant ledit Traité.

XXXIX. Qu'aucun des deux Rois ne procurera, ni par soi-même, ni par autrui, qu'aucunes nouveutez ou oppositions se fassent par la Cour de Rome contre le présent Traité. Que s'il arrivoit que le Pape voulût entreprendre d'y changer quelque chose, les deux Rois s'y opposeront de tout leur pouvoir.

XL. Que pour ce qui regarde les dix Otages, que le Roi d'Angleterre doit céder au Roi de France, les deux Rois conviendront ensemble à Calais, touchant la manière, & le tems de leur délivrance.

Après avoir lû ce Traité, dont les conditions paroissent si dures pour la France, on peut difficilement s'empêcher de se représenter un Roi triomphant, qui tient le pied sur la gorge à son ennemi vaincu, & l'oblige à recevoir, sans examen, toutes les conditions qu'il juge à propos de lui imposer. Véritablement cette idée est assez juste, pourvu qu'on ne la porte pas trop loin. Mais si l'on prétend y ajouter celle d'un vainqueur injuste, qui exige de son ennemi des conditions entièrement éloignées de la raison & de l'équité, on se fera, sans doute, une fausse idée de ce fameux Traité, dont les conditions sont plus modérées qu'elles ne paroissent d'abord. Pour le bien comprendre, il faut se remettre dans l'esprit, que presque toutes les Provinces que la France cédoit à l'Angleterre, avoient autrefois appartenu aux Prédécesseurs d'Edouard. Ce n'étoit ni par des conquêtes, ni par des Traitez extorquez, qu'ils les avoient acquises, mais par un droit d'héritage qu'ils avoient reçu de leurs

leurs Ancêtres, depuis un tems immémorial. Jamais on n'avoit entendu les Rois de France, se plaindre que les Ducs de Guyenne, ou les Comtes de Poitiers leur eussent enlevé ces Provinces. Au contraire, nous avons vû dans l'Histoire des Rois précédens, que Philippe Auguste, & S. Louis avoient par la force des armes, dépouillé Jean sans Terre, & Henri III. non seulement des Provinces dont il est ici question, mais encore de l'Anjou, de la Touraine, du Maine, & de la Normandie. De plus, ce ne fut que par un Traité, fait pendant que Henri III. étoit en captivité sous le Comte de Leicester, qu'elles furent cedées à la France. Ces veritez étant ainsi posées, on comprend aisément quel est le fondement de ce Traité. Edoüard, profitant des conjonctures favorables, avoit pour but de recouvrer ce qu'en un autre tems la France avoit enlevé à ses Ancêtres. Il est vrai qu'il exigea de plus, Calais, le Comté de Guisnes, & la Souveraineté des Provinces qu'il recouvroit. Pour éclaircir cet Article, il faut remarquer, qu'Edoüard étoit en droit de demander tout ce qui avoit appartenu à ses Prédécesseurs, sans parler maintenant de ses prétentions sur la Couronne même. Dans cette pensée, il crut qu'en laissant à la France la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, avec l'hommage de la Bretagne, il lui donnoit un équivalent qui pouvoit recompenser Guisnes Calais, & la Souveraineté de la Guyenne. Que si à cette cession, on ajoute présentement ses prétentions sur la Couronne de France, qu'il regardoit, sans doute, comme plausibles, puisque c'étoit sur ce fondement qu'il avoit entrepris cette Guerre, je ne sçai, si l'on aura beaucoup de sujet de se récrier sur l'injustice de ce Traité. On ne peut donc pas blâmer Edoüard, d'avoir voulu recouvrer la Guyenne avec toutes ses dépendances, qu'on ne condamne en même tems Philippe Auguste, & S. Louis, qui en avoient enlevé la plus grande partie à ses Ancêtres, & Philippe de Valois qui s'étoit emparé du reste, avant que la Guerre fût déclarée, sous un prétexte très-leger. C'étoit parce qu'Edoüard avoit refusé d'obéir à un Mandement, par lequel Philippe défendoit à tous ses Sujets & Vassaux, de donner retraite à Robert d'Artois. Si Edoüard avoit recueilli ce Prince à Bourdeaux, il y auroit eu quelque chose à dire; mais la qualité de Vassal pour la Guyenne, ne pouvoit pas lui ôter le droit d'agir en qualité de Roi d'Angleterre. Dira-t-on enfin, que les Rois de France, dont je viens de parler, étoient en droit de réunir à leur Couronne, des Provinces qui avoient fait partie du Royaume sous la seconde Race? Mais Hugues Capet les avoit données en fiefs à des Seigneurs, de qui elles étoient venues aux Rois d'Angleterre, par une succession légitime. Il faut donc se borner à dire que Philippe Auguste avoit eu de justes raisons pour confisquer la Normandie, le Poitou, le Maine, l'Anjou, la Touraine, & que la Guyenne avoit été justement confisquée sur Edoüard III. mais tout cela est plus facile à dire qu'à prouver. Que si l'on prétend alléguer, en faveur de la France, une prescription de soixante & dix ans, on en peut opposer une beaucoup plus longue, pour les Rois d'Angleterre, dans le tems que ces Païs leur furent enlevés.

Enfin, si quelqu'un s'imagine encore, qu'Edoüard n'accomplit pas le vœu qu'il avoit fait de conclure la Paix à des conditions équitables, qu'il ajoute aux remarques précédentes, la considération de l'état où les affaires de France se trouvoient, au tems du Traité de Bretigny. Le Roi Jean étoit prisonnier

EDOUARD
III.
1360.

Londres, & le Dauphin renfermé dans sa Capitale, d'où il n'osoit sortir. Il y avoit dans le centre du Royaume une Armée de cent mille Anglois, à laquelle on ne pouvoit opposer aucunes forces considérables. Edoüard étoit maître d'un très-grand nombre de Places, dont lui-même, où ses Généraux s'étoient emparez depuis sa descente. Enfin une consternation universelle étoit répandue dans tout le Royaume, d'où les troubles intestins ne permettoient pas d'espérer qu'on pût jamais chasser les Anglois. C'étoient-là des avantages très-réels, dont Edoüard jouissoit actuellement. Il pouvoit donc, sans trop se flatter, espérer de se rendre maître de toute la France, & de parvenir au but qu'il s'étoit proposé en commençant la Guerre. Qu'est-ce donc qui l'empêcha de profiter d'une conjoncture si favorable? Certainement, on ne peut penser autre chose, sinon qu'il voulut bien se contenter d'une partie lorsqu'il pouvoit espérer d'avoir le tout; mais d'une partie qu'il crut pouvoir, avec justice, arracher à la France qui l'avoit acquise injustement. Il est tems présentement, de rapporter les événemens qui suivirent la Paix de Bretigny.

Jean est
conduit à
Calais.

Ce fameux Traité, dont la négociation ne dura que huit jours, fut approuvé par les deux Rois: Jean fut conduit à Calais au mois de Juillet, & y séjourna quatre mois, ainsi qu'on en étoit convenu. Au premier repas qu'il fit dans cette Ville, il fut servi par les quatre fils d'Edoüard qui lui firent tous les honneurs possibles conformément aux ordres qu'ils en avoient du Roi leur Père. On employa ces quatre mois à dresser tous les Actes nécessaires, tant pour l'explication que pour la confirmation, & l'exécution du Traité: afin qu'ils pussent tous être signez en un même jour. Ce ne fut que le 24. d'Octobre, que les deux Rois le signèrent, & en jurèrent l'observation dans Calais, où Edoüard s'étoit rendu quelques jours auparavant. Toutes les affaires qui concernoient le Traité étant terminées, le Roi Jean fut mis en liberté le 26. du même mois. Immédiatement avant son départ, Edoüard lui donna un témoignage sensible d'amitié, en lui permettant d'emmener avec lui le Prince Philippe son Fils, pris à la Bataille de Poitiers. C'étoit de tous ses Enfans celui qu'il aimoit avec le plus de tendresse. Quoique de tous les Otages qu'Edoüard avoit en son pouvoir, celui-ci fût le principal, à cause de l'affection que le Roi son Pere avoit pour lui, il voulut bien consentir qu'il fût un des dix qui devoient être mis en liberté, par le XXII. Article de la Paix de Bretigny. La séparation des deux Monarques se fit avec des marques reciproques d'estime & de cordialité.

Il ratifie
le Traité,
étant en
France.

Dès que Jean fut arrivé à S. Omer, il y ratifia par un serment volontaire, & par ses Lettres Patentes, chacun des Articles du Traité de Bretigny. Par-là il fit voir qu'on ne lui avoit fait aucune violence à Calais, pour l'obliger à le jurer. Le reste de sa conduite fut conforme à cette première démarche. Il fit connoître en toutes occasions que son intention étoit d'exécuter ses engagements, jusqu'à ce qu'enfin il en donna la preuve la plus sensible en mettant Edoüard en possession des Païs qui lui avoient été cedez. Il y eut seulement quelque difficulté touchant le *Comté de Gaure* en Gascogne, & la *Terre de Belville* en Poitou, sur laquelle les deux Rois ne purent point s'accorder.

1361.
Jean Chandos
Lieutenant
Général.

La Paix entre les deux Couronnes paroissant ainsi fermement établie, Edoüard envoya *Chandos* en France pour y commander en son nom, dans les païs de sa dépendance, avec le titre de Lieutenant Général. Il ne pouvoit
faire

faire un meilleur choix. Chandos étoit un Seigneur des plus accomplis qu'il y eut alors en Angleterre. Ce n'est pas un petit éloge par rapport à ce tems-là. Aussi doux & modéré pendant la Paix, qu'il étoit brave à la Guerre, c'étoit un Sujet tout à fait propre pour lui confier un pareil emploi. Comme le Roi avoit dessein de gagner les cœurs de ses nouveaux Sujets, il avoit pris soin de leur donner pour Gouverneur, un homme dont la sagesse étoit très-propre à produire cet effet. De plus, il lui avoit assigné des appointemens très-considérables qui le mettoient en état de tenir une Cour magnifique à Niort en Poitou, où il faisoit sa résidence. Enfin, il l'avoit revêtu du pouvoir de pardonner toutes sortes de crimes, afin, que, tant par l'éclat extérieur que par la distribution des grâces, il pût concilier à son Maître les affections des Peuples nouvellement conquis.

EDOUARD
III.
1361.
ral du Roi
en France.

Dès qu'Edouard se vit dans un repos qui paroïssoit devoir être durable, il rendit aux Prieurs *Alliens* ou Etrangers, les Terres qu'il leur avoit ôtées vingt trois ans auparavant, pour subvenir aux dépenses de la Guerre. Chose rare, de voir des Princes faire une restitution volontaire de ce qu'ils ont une fois acquis.

Edouard
restitué les
Terres des
Monastères
Alliens.

La peste se fit encore sentir cette année en Angleterre. Parmi les ravages qu'elle fit, elle priva le Royaume du Duc de Lencastr le plus estimé de tous les Seigneurs Anglois. On l'appelloit communément *le bon Duc*. Aussi fut-il extraordinairement regretté. Il avoit fondé l'Eglise Collégiale de Leicester, & dans la même Ville un Hôpital pour trois cens pauvres, qui subsiste encore aujourd'hui.

Mort du
Duc de Len-
castr.

Le Prince de Galles, qui n'avoit point pensé au mariage pendant la guerre, prit ce tems de tranquillité pour épouser *Jeanne de Kent* sa Cousine, qui étoit Comtesse doüairière de Holland. Cette Princesse étoit fille d'Edmond Comte de Kent, décapité au commencement de ce Règne, par les intrigues de la Reine Isabelle & de Mortimer. On l'appelloit communément *la Belle Jeanne*, à cause de sa parfaite beauté.

Mariage
du Prince-
de Galles.

L'année suivante, le Roi voulant donner des marques publiques de son estime & de son affection au Prince son Fils-ainé qui avoit porté si haut la gloire du nom d'Anglois, érigea pour lui le Duché de Guyenne en Principauté sous le nom de *Principauté d'Aquitaine*. Ensuite, il en investit solennellement ce Prince, se contentant de l'engager à payer tous les ans, pour toute redevance, une once d'or à la Couronne d'Angleterre.

1362.
Edouard
érige la
Guyenne en
Principauté.
Art. Publ. T. VI. p. 384.
Il en investit le Prince de Galles.
Règlement touchant la Langue Angloise dans les Actes Publics.

Edouard passa tout le reste de cette année à faire divers sages Reglemens avec son Parlement, touchant les affaires Domestiques. Tel fut par exemple celui qui ordonna qu'à l'avenir dans les Cours de Judicature, & dans tous les Actes Publics, on se serviroit de la Langue Angloise, au lieu de la Francoise ou Normande, qui étoit en usage depuis le Règne de Guillaume le Conquerant.

Dans ce même Parlement, le Roi déclara qu'ayant atteint sa cinquantième année, il souhaitoit qu'elle fût solennisée comme une espèce de Jubilé. Pour cet effet, il accorda une Amnistie générale à tous ceux qui étoient détenus dans les prisons, pour quelque crime que ce pût être, sans en excepter même ceux de leze-Majesté. Il confirma aussi de nouveau la grande Chartre, qui fut confirmée par dix différentes fois sous ce Règne.

Amnistie
générale.

EDOUARD
III.
1362.
Edouard
confère des
titres à ses
Enfans.

Après qu'Edouard se fut acquitté de ce qu'il croyoit nécessaire pour le Public, il voulut aussi faire quelque chose pour sa famille, en créant *Lionnel*, son second fils, Duc de Clarence, *Jean de Gand*, son troisième, Duc de Lencastre, & le quatrième qui portoit le nom d'*Edouard*, Comte de Cambridge. Enfin, après avoir établi l'étape des laines à Calais, il voulut se délasser en passant le reste de l'Hiver en fêtes & en divertissemens. Il visita diverses Provinces de son Royaume, accompagné de sa principale Noblesse & des Otages François qui participèrent à tous les plaisirs que les Peuples tâchoient à l'envi de procurer à leur Souverain.

1363.
Le Prince de
Galles va
tenir sa
Cour à
Bordeaux.
Le Roi Jean
retourne en
Angleterre.
Act. Publ.
T. VI. p. 240.
Raisons pré-
tendues de
son retour.
Froissard,
Mazeraï.

Au commencement de l'année 1363. le Prince de Galles partit pour aller gouverner sa Principauté d'Aquitaine. Il fit sa résidence à Bordeaux, où il tint une Cour Royale, aimé & respecté de tous ses Sujets qui se trouvoient très-heureux d'être gouvernez par un si grand Prince.

Cette même année fut remarquable par le retour du Roi Jean en Angleterre où l'on prétend qu'il alla se remettre en prison, pour reparer la faute que le Duc d'Anjou son second fils avoit faite, en se dérochant de Calais sans Congé. C'est là du moins la raison qu'on donne communément de cette résolution extraordinaire. Quelques-uns ajoutent, qu'il voulut aller conférer lui-même avec Edouard, touchant la Croisade dont le Pape l'avoit déclaré Général. Il se trouve encore des Historiens qui n'ont pas fait difficulté d'avancer un motif beaucoup moins noble de son retour. Ils prétendent que l'amour qu'il avoit conçu pendant sa prison pour la Comtesse de Salisburi, fut la véritable cause de ce voyage, auquel d'autres motifs servirent de prétexte. Mais c'est une idée Romanesque qui n'a aucun fondement. Quelques recherches qu'on ait faites jusqu'à présent, on n'a pu découvrir le véritable motif du retour de ce Prince. Celui de l'amour est peu vrai-semblable, & celui de vouloir reparer la faute du Duc d'Anjou, quoiqu'adopté par la plupart des Historiens, me paroît sans fondement. Pour le faire comprendre, il est nécessaire d'entrer dans un petit détail qui fait partie de l'Histoire, & que j'ai réservé pour cette occasion, quoique les choses qu'il contiendra se soient passées dans l'intervalle entre le Traité de Bretigny & le tems dont je parle présentement.

Parmi les trente Otages qui étoient entre les mains d'Edouard, outre les Bourgeois de diverses Villes, il y avoit quatre Princes du sang Royal; sçavoir, *Philippe* Duc d'Orleans, Frere du Roi Jean, *Louis* Duc d'Anjou, *Jean* Comte de Poitiers, qui fut ensuite Duc de Berry, & le Duc de Bourbon. Ces quatre Princes, qu'on appelloit communément les Seigneurs des fleurs de Lys, s'ennuyant beaucoup en Angleterre, cherchoient tous les moyens possibles pour retourner dans leur Patrie. Ce n'étoit pourtant pas une chose fort facile, puisque c'étoit principalement sur ces quatre Otages, qu'Edouard fondeoit l'assurance de l'entière exécution du traité de Bretigny, & en particulier le payement de la rançon du Roi Jean. Néanmoins, à force de sollicitations, ils firent avec lui des Conventions, qui devoient leur procurer leur liberté sous les conditions suivantes. I. Que le Roi relâcherait ces quatre Princes, pourvu qu'avant le premier du mois de Novembre, on lui livrât la Terre de Belville & le Comté de Gaure, avec deux cens mille florins. II. Qu'avant le départ des Princes on lui donneroit certaines Terres en gage dans le Poitou. III. Qu'en cas que le premier Article ne fut pas exé-

cuté

eut au tems dont on étoit convenu , les Terres données en gage demeuroient au Roi à perpétuité , & que les quatre Princes seroient tenus de venir se remettre en Otage comme auparavant. Il y avoit encore d'autres articles , mais qui sont inutiles pour l'éclaircissement de ce fait. Jean ratifia cet accord , & les quatre Otages furent conduits à Calais où ils demeurèrent sur leur parole , en attendant l'exécution du premier Article. Ils avoient la liberté de sortir quand ils vouloient , & même de s'absenter pendant trois jours , pourvu qu'ils retournassent coucher dans la Ville le quatrième. Il paroît par une Lettre d'Edouard au Prince de Galles , inserée dans le Recueil des Actes Publics , que cet Accord ne fut point exécuté , & par là les Princes perdirent l'esperance de recouvrer si tôt leur liberté (1). Le Duc d'Anjou plus impatient & moins scrupuleux que les autres , profita de la liberté qu'il avoit de sortir de Calais , pour s'évader , & n'y retourna plus. Quatre autres Otages , moins considerables , imiterent ce mauvais exemple. Voilà le fondement sur lequel on a dit , que le Roi Jean alla se remettre en prison à Londres , c'est-à-dire , afin de reparer la faute du Prince son fils. Mais comme on ne trouve dans le Recueil des Actes Publics aucune trace qui fasse connoître , que c'étoit là le motif de ce voyage , on a grand sujet d'en douter. De plus , ce Prince n'étoit nullement obligé à faire cette démarche , non pas même quand tous les Otages se seroient évadez , tout son engagement ne consistoit , qu'à renvoyer en Angleterre ces mêmes Otages , ou d'autres du même rang en leur place (2). Or on n'apprend point que le Duc d'Anjou se fût éloigné de la Cour du Roi son Pere , & par conséquent , il étoit facile de le renvoyer. Enfin , si Jean étoit allé à Londres en qualité de prisonnier , ou pour se remettre en prison , il auroit par cela même délivré tous les Otages , puisqu'ils n'étoient plus retenus que pour la sûreté du paiement de sa rançon. Tous les autres Articles du Traité de Bretigny étoient exécutez , à l'exception de celui qui regardoit le Comté de Gaure , & la Terre de Belville , qui ne demandoit pas de si grandes sûretés. Cependant , durant les trois mois que Jean demeura à Londres , il n'y fut jamais parlé de la délivrance des Otages. Froissard , dont on fait valoir le témoignage , ne dit nullement , que Jean alla se remettre en prison , mais seulement , qu'un des motifs de son voyage étoit d'*excuser* & non pas de *reparer* la faute du Duc d'Anjou. Voici les propres termes de cet Historien : *Je fus adonc informé & vrai étoit , que le Roi Jean avoit propos & affection d'aller en Angleterre voir le Roi Edouard son Frere , & ne pouvoit nul lui faire varier son propos , posé qu'il lui fût assez conseillé du contraire : & lui disoient plusieurs Barons & Prélats , qu'il entreprenoit une grande folie. Mais lui repondant , disoit , qu'il avoit trouvé tant de loyauté dans le Roi d'Angleterre , & ses Enfans , que rien ne se doutoit qu'ils ne lui fussent bons & loyaux amis en tous cas : & aussi vouloit-il excuser le Duc d'Anjou son Fils qui étoit retourné en France.* On ne voit rien dans ces paroles qui marque que Jean fût retourné en Angleterre pour se remettre en prison , d'où il paroît , que c'est avec peu de fondement qu'on a voulu l'assurer. Pour ce qui regarde le troisième motif qu'on lui attribue , sçavoir , de vouloir conferer avec Edouard touchant la Croisade , il est beaucoup plus vrai-semblable. Mais c'en est au fond qu'une conjecture , sur laquelle on ne peut pas absolument compter.

Dès

(1) Le Pere Daniel dit que le Dauphin empêcha que ces Conventions ne fussent exécutées.

(2) Voyez l'Article XVII. du Traité de Bretigny.

EDOUARD
III.
1363.
Jean est ho-
norable-
ment reçu
en Angle-
terre.

Somptuosi-
té d'un Mar-
chand de
Londres.

1364.
Mort du
Roi Jean.

Bataille
d'Avrai, où
Charles de
Blois est
tué.
Jean de
Monfort
demeure en
possession
de la Bre-
tagne.

1365.
Exploits de
quelques
Anglois en
Orient.
Fortune de
Thomas
Hackwood.

Dès qu'Edouard eut avis que Jean avoit débarqué à Douvre, il y envoya les Princes ses enfans, avec une grande suite de Noblesse, pour le recevoir & pour le conduire à Londres, où il lui fit tous les honneurs dûs à son rang & à son mérite. Les Rois d'Ecosse & de Chypre, qui se trouvoient alors en Angleterre, augmentèrent la pompe de cette réception. Le premier étoit venu pour rendre visite à Edouard, & l'autre pour lui demander un secours contre les Infidèles. En une occasion si peu commune, Edouard se fit un plaisir de traiter ses illustres Hôtes avec toute la magnificence possible, & de leur procurer tous les plaisirs dont il put s'aviser. Le Maire de Londres traita magnifiquement les quatre Rois au nom de la Ville. On ne doit pas oublier la somptuosité d'un Bourgeois, Marchand de vin, qui les invita tous quatre avec leur suite à un festin qu'il leur donna dans sa propre maison, où ils furent magnifiquement régalez. Le Roi Jean fut logé dans le même Palais de Savoye qu'il avoit occupé auparavant, & fut toujours traité aux dépens du Roi. Vers le milieu du mois de Mars, environ trois mois après son arrivée à Londres, il fut attaqué d'une maladie dont il mourut le 8. d'Avril 1364. au grand regret d'Edouard, qui avoit une estime singulière pour sa vertu. On attribue à ce Prince une parole digne d'être éternellement conservée à la Postérité : *Que si la Foi & la Vérité étoient bannies du reste du monde, elles devroient néanmoins se trouver dans la bouche des Rois.* On prétend que cela fut dit à l'occasion de son retour en Angleterre : mais on peut, avec beaucoup plus de vrai-semblance, l'attribuer à la bonne foi dont il usa dans l'exécution du Traité de Bretigny, malgré les obstacles qu'il y rencontra de la part de quelques-uns de ses Conseillers. Charles V. qui lui succéda ne suivit pas les mêmes maximes.

La bonne fortune d'Edouard ne s'arrêtoit pas à lui-même & à ses Sujets, elle s'étendoit encore sur ses Alliez. Cette même année, Jean de Monfort son Gendre gagna la fameuse Bataille d'Avrai contre Charles de Blois son Concurrent qui y fut tué. Cette victoire termina le différend entre les deux Maisons qui disputoient le Duché de Bretagne, & produisit le Traité de Cuerande, par lequel la Bretagne fut assignée à Jean de Monfort, qui en fit hommage au Roi de France. *Bertrand du Guesclin*, qui servoit Charles de Blois, & qui se rendit très-fameux dans la suite, fut pris dans cette Bataille par Chandos, Général des troupes Angloises qui étoient au service de Monfort.

Le nom Anglois étoit alors fameux dans toutes les parties du monde. Quelques Braves de cette Nation, qui avoient accompagné le Roi de Chypre en Orient, y firent des prodiges de valeur, & s'en retournerent comblez d'honneur, & chargez d'un riche butin qu'ils avoient fait sur les Infidèles. Dans ce même tems, un autre Anglois, nommé *Thomas Hackwood*, qui étoit sorti d'Angleterre en qualité de garçon Tailleur, ayant ensuite pris le parti des armes, se signala dans les Guerres d'Italie, par sa valeur & par sa conduite, qui le firent monter aux plus hauts emplois. Il y acquit tant d'honneur & de réputation, pour avoir rétabli en ce pays-là la discipline militaire qui s'y étoit presque perduë, qu'après sa mort, les Florentins lui érigèrent dans leur Ville une Statue de Marbre noir, en reconnaissance des services qu'ils avoient reçus de lui. *Jean Chandos* & *Robert Knolles* se distinguèrent aussi d'une façon très-particulière dans toutes les Guerres qu'Edouard eut avec la France. La

reputa-

réputation des Anglois ne s'étendit pas seulement au-delà des Alpes, elle vola même au-delà des Pirenées, comme nous le verrons tout à l'heure.

Les grandes acquisitions qu'Edouïard avoit faites en France, firent juger au Pape Urbain VI. que la conjoncture étoit favorable pour demander le tribut auquel le Roi Jean sans Terres s'étoit engagé envers l'Eglise Romaine, & dont les arrerages étoient dûs depuis trente-deux ans. Dans cette pensée il envoulut exiger le payement, mais ce fut avec tant de hauteur, qu'il nomma même par avance, des Commissaires pour citer Edouïard devant lui en cas de refus. La fierté de ce Prince n'ayant pu s'accommoder de ces manières hautes, il fit examiner la demande du Pape par le Parlement, qui décida, qu'un Roi d'Angleterre n'avoit pas le pouvoir de soumettre son Royaume à une semblable servitude, sans le consentement de ses Sujets. Que si la nécessité avoit obligé le Roi Jean à cette démarche, son engagement étoit nul, parce qu'il étoit contraire au serment qu'il avoit fait en recevant la Couronne. Cet auguste Corps ne s'étant pas contenté d'une décision si précise, prit encore cette vigoureuse résolution : Que si le Pape entreprenoit, par quelque voye que ce fût, de faire valoir ses injustes prétentions, la Nation lui résisteroit par tous les moyens convenables. La fermeté du Parlement arrêta tout court le Pontife, & fit non seulement un effet présent, mais empêcha, de plus, qu'à l'avenir, les Rois d'Angleterre ne fussent plus inquiétez sur ce sujet.

Le Prince de Galles se tenoit en Guyenne, depuis trois ans, sans donner aucun exercice à sa valeur, & même sans apparence de pouvoir lui en donner de long-tems. Il fut tout-à-coup retiré de cette tranquillité, par les sollicitations de Pierre, Roi de Castille, surnommé *le Cruel*, qui venoit d'être chassé de ses Etats. Jamais Prince n'avoit donné à son Peuple de plus grands sujets de mécontentement. Cruel jusqu'à l'excès, & d'une avarice sans bornes, il faisoit mourir les principaux de ses Sujets sans aucune cause légitime, & dans la seule vûe de profiter de la confiscation de leurs biens. Il ne cherchoit qu'à satisfaire ses passions, sans aucun égard à l'honneur, ni à la conscience. Sa barbarie étoit allée jusqu'à un tel excès, qu'il avoit fait mourir Blanche de Bourbon sa femme, sœur de la Reine de France, afin de pouvoir épouser Marie de Padille, qu'il avoit long-tems entretenuë comme Maîtresse. De cinq freres bâtards qu'il avoit, le plus âgé venoit d'être sacrifié à ses soupçons, & les quatre autres n'étoient pas en sûreté. Henri Comte de Trastamare, l'un de ceux-ci, se voyant tous les jours menacé d'un pareil sort, se revolta contre Pierre, & sçut engager dans sa querelle le Roi d'Arragon, & les principaux Seigneurs Castillans, qui ne pouvoient plus endurer la tyrannie de leur Souverain. Son entreprise n'ayant pas eu d'abord un heureux succès, il fut repoussé par le Tyran, & contraint de se réfugier auprès du Roi de France, qui lui promit du secours. Outre le désir que Charles avoit de venger la mort de la Reine sa belle-sœur, il étoit bien aise d'employer un grand nombre de Soldats oisifs qui fourmilloient en France depuis la dernière Paix, & y faisoient de grands désordres. Dans cette vûe, il leva, pour le secours de Henri, une Armée, dont il donna le commandement à Jean de Bourbon, Comte de la Marche, cousin germain de la Reine, & voulut que du Gueclin, dont il paya la rançon à Chandos, fût de cette expédition.

Avec ces Troupes, & le secours des Castillans, Henri pénétra par l'Ar-

Pierre

EDOUARD
III.

1366.

Urbain VI.
demande
avec hau-
teur les ar-
rerages du
tribut.

Le Parle-
ment déclara
nul l'en-
gagement du
Roi Jean.
Règl. Par-
lement.

Affaires de
Castille.
Froissard.
Mezerai.

EDOUARD

III.

1366.

le Cruel est
chassé de
ses Etats.Il implore
la protec-
tion du Prin-
ce de Galles
qui entre-
prend de le
rétablir.

1367.

Il marche
vers la Cas-
tille par la
Navarre.Bataille de
Najara ga-
gnée par le
Prince de
Galles.Pierre se re-
connoît re-
devable au
Prince de
cette Vic-
toire.

1368.

Il le paye
d'ingrati-
tude.Le Prince
s'en retour-
ne en
Guyenne.

gon dans la Castille, où le Tyran se vit incontinent abandonné de toute la Noblesse, à la réserve d'un seul Chevalier. Cette défection le mettant hors d'état de résister à son frere, il voulut se retirer en Portugal; mais on lui en refusa l'entrée. Dans cette embarras, il prit le parti de sortir de l'Espagne par Bayonne, d'où il se rendit à Bourdeaux, pour implorer le secours, & la protection du Prince de Galles. Si ce jeune Héros avoit fait réflexion à l'indignité du Prince qui lui demandoit son assistance, il auroit dû, sans doute, la lui refuser. Mais ne considérant en cette occasion que l'honneur de rétablir un Roi dépouillé, & peut-être, se lassant d'une trop longue oisiveté, il entreprit de le remettre sur le Trône. Pour cet effet, il leva une Armée de trente mille hommes, & s'étant mis à la tête, il marcha vers l'Espagne, comblé de promesses de la part du Castillan, & plein d'espérance de cueillir de nouveaux lauriers. Comme il n'avoit point d'autre chemin pour pénétrer dans la Castille que par la Navarre, il avoit pris la précaution de s'assurer de ce passage par un Traité qu'il avoit fait avec le Roi de ce Pais-là. Ainsi, sans trouver aucune opposition, il marcha jusqu'aux frontières de la Castille. Henri, qui s'étoit déjà fait Couronner à Burgos, ayant été informé de la marche du Prince Anglois, s'étoit avancé vers la Navarre, avec une puissante Armée pour lui boucher le passage. L'exécution de ce dessein n'auroit pas été impossible, vû la supériorité de ses forces, s'il eût sçu éviter le combat. C'étoit ce que le Prince de Galles craignoit le plus, & ce fut aussi à dessein de le provoquer, qu'il lui fit faire un défi très-insultant que Henri ne put s'empêcher d'accepter. Les deux Armées s'étant approchées l'une de l'autre, la Bataille se donna tout proche de Najara, petite Ville située sur les frontières de Castille. Comme les champs de Crecy & de Poitiers avoient vû faire des prodiges de valeur au Prince de Galles, ceux de Najara furent encore témoins de ses actions héroïques, qui après un long combat, firent pancher la Victoire de son côté. L'Armée Espagnole fortifiée d'un gros Corps de Troupes Françoises, fut mise dans une entière déroute. Bertrand du Guesclin, avec le Maréchal d'Endreghe, y furent faits prisonniers. Henri n'ayant plus aucune ressource dans la Castille, après la perte de son Armée, se retira dans l'Arragon, d'où il se rendit en Languedoc, pour implorer le secours du Duc d'Anjou, qui en étoit Gouverneur.

Pierre fut d'abord si reconnoissant, qu'aussi-tôt que le combat fut fini, Il se jeta aux genoux du Prince de Galles, pour le remercier d'un si grand service, qui lui faisoit recouvrer son Royaume. Le Prince de Galles l'ayant promptement relevé, lui dit en l'embrassant, que c'étoit à Dieu seul qu'il étoit redevable de cette Victoire, & non pas à un Prince qui n'avoit été qu'un foible instrument en sa main. La suite d'un si heureux succès, fut le rétablissement de Pierre sur le Trône d'où il avoit été chassé. Il étoit alors tems que ce Prince pensât aux moyens d'accomplir ses promesses, & de récompenser de braves Soldats qui avoient exposé leurs vies pour son service. Mais comme il n'étoit pas moins perfide que cruel, après avoir long-tems entretenu ces Troupes dans l'espérance de leur fournir des vivres & de l'argent, il les paya d'une noire ingratitude. La disette produisit bien-tôt parmi les Soldats une mortalité qui en fit perir un grand nombre, & la crainte de perdre le reste, obligea le Prince qui se voyoit indignement amulé, à se retirer très-mal satisfait. Il se

vit

vit même contraint de vendre sa vaisselle, afin de pourvoir aux plus pressans besoins de son Armée, en attendant qu'il pût entièrement la satisfaire. Mais ce ne fut pas là tout le malheur que causa cette funeste expédition. Pendant le séjour que le Prince fit en Espagne, il y contracta une maladie dont il ne releva jamais.

C'est ainsi que se termina l'entreprise du Prince de Galles, entreprise glorieuse à la vérité, si l'on n'en considère que le succès, mais peu honorable, par rapport à la cause qu'il soutenoit, puisque ce n'étoit que pour remettre sur le Trône le plus indigne des Princes. Dans la suite, le Ciel prit soin de vanger les Anglois & les Castillans. Du Guesclin ayant payé sa rançon, alla rejoindre Henri, & tous deux ensemble travaillèrent à mettre sur pied une nouvelle Armée, par le secours de la France. Dès qu'elle fut prête, ils rentrèrent dans la Castille, & y firent de si grands progrès qu'en peu de tems ils se virent en état d'assiéger Tolède. Pierre y étant accouru pour faire lever le Siège, fut battu, & contraint de se retirer dans le Château de Montiel, où il se vit incontinent investi. Comme il ne voyoit aucune ressource pour se retirer de ce mauvais pas, il prit le parti d'aller trouver du Guesclin dans sa tente, se persuadant que ce Général lui procureroit des conditions tolérables, ou les moyens de se sauver. Malheureusement pour lui, il y trouva Henri son frère. D'abord, ces deux Princes en étant venus aux reproches, & aux injures, & ensuite à se prendre corps à corps, Henri porta son frère par terre, & le tua d'un coup de poignard. Après cela, il ne trouva aucun obstacle à se faire reconnoître encore une fois, pour Roi de Castille.

Edouard III. a paru jusqu'ici sur le théâtre du monde, comme un des plus glorieux Princes qui aient jamais porté le Sceptre. S'il avoit terminé sa course avant la révolution dont je vais parler, peut-être auroit-on de la peine à trouver ailleurs des exemples d'un règne plus constamment fortuné. Mais ses dernières années vont nous présenter une scène bien différente de celles que nous venons de parcourir. La fortune se lassâ de favoriser ce Monarque dans sa vieillesse, après l'avoir tant caressé pendant son jeune âge. Elle lui fit perdre, avant sa mort, toutes les conquêtes qui lui avoient été si glorieuses, & qui lui avoient tant coûté, & ces pertes furent accompagnées de beaucoup d'autres chagrins. C'est ce qui reste à considérer dans la suite de ce Règne.

Lionnel, Duc de Clarence, second fils d'Edouard, ayant été accordé avec Violante, fille de Jean Galeaz, Duc de Milan, alla consommer son Mariage, avec un superbe train, & une suite de jeune Noblesse qui voulut l'accompagner pour lui faire honneur. Ce ne fut, pendant quelque tems, que fêtes & divertissemens, qu'on prenoit soin de renouveler tous les jours, en faveur d'un Prince dont l'alliance étoit si honorable au Duc de Milan. Ces mêmes plaisirs, qu'on lui procuroit avec tant de profusion, hâterent sa fin. Cinq mois après son Mariage, il mourut dans le Monferrat, à l'âge de trente-deux ans. De son premier Mariage, avec la fille unique du Comte d'Ulster Irlandois, il laissa une fille nommée Philippe, de la postérité de laquelle j'aurai souvent occasion de parler dans la suite de cette Histoire.

Le chagrin qu'Edouard ressentit de la perte de son fils, fut bien-tôt suivi d'un autre auquel il ne fut pas moins sensible. Le Traité de Bretigny étoit si dommageable à la France, que Charles V. qui l'avoit lui-même conclu n'y

EDOUARD
III.
1368.

Catastrophe
de Pierre.

Différence
entre la fin
du Règne
d'Edouard
& son com-
mencement

Second
Mariage
du Prince
Lionnel.

Il meurt en
Italie.

1369.
Charles V.
forme le
projet de

EDOUARD
III.
1369.
rompre le
Traité de
Bretigny.
Froissard,
Walsingham,
Mézerai.

avoit vraisemblablement consenti, qu'en intention de le rompre, quand il en trouveroit une occasion favorable. Les François n'étoient pas dans de meilleures dispositions. Cela parut d'abord par toutes les difficultez qu'ils firent naître, quand il fut question de livrer au Roi d'Angleterre les Provinces qui lui avoient été cedées. Le Roi Jean étoit le seul qui agit de bonne foi, & ce fut lui qui, par son autorité, empêcha que ces obstacles ne fussent poussés trop loin. Charles son fils, & son Successeur, à qui les François ont donné le surnom de *Sage*, ne se trouva pas d'un caractère si scrupuleux. Il ne fut pas plutôt sur le Trône, qu'il tâcha d'éluder ce qu'il restoit à exécuter du Traité. Il négligea même de faire raison à Edoüard sur l'évasion du Duc d'Anjou, & ne livra point le Comté de Gaure. Le Jugement touchant l'affaire de Belville, qui avoit été remis à des Arbitres, fut différé sous divers prétextes. La rançon du Roi Jean ne se payoit point, ou si Charles en paya quelque chose, depuis son avènement à la Couronne, ce ne fut qu'une bien petite partie, par rapport à ce qui restoit encore dû. Cependant Edoüard, qui avoit toujours entre ses mains le Duc de Berry, le Duc d'Orléans, & plusieurs autres Otages, ne pouvoit s'imaginer que Charles pensât à renouveler la Guerre, & il se persuadoit que l'impuissance de ce Prince étoit l'unique cause de tous ces retardemens. Les affaires trainèrent de cette manière depuis la mort du Roi Jean, jusques à ce que son Successeur fut en état de prendre de justes mesures, pour exécuter ses desseins. Il faisoit toujours mine de vouloir achever d'exécuter le Traité; & sous prétexte du paiement de la rançon du Roi son pere, à quoi il étoit engagé, il amassoit de l'argent, que les Etats lui fournissoient libéralement, sachant bien à quoi il étoit destiné. Avec ce secours, il engagea plusieurs Princes Allemans dans ses intérêts, & quand il se crut à peu près assez prêt, il chercha un prétexte de rompre avec l'Angleterre.

Edoüard
mécontente
les Sei-
gneurs de
Guyenne.
Hist. Publ.
Tom. VI.
Charles pro-
met de les
appuyer.
Le Prince
de Galles
impose une
Taxe en
Guyenne.

Dans le tems qu'Edoüard méditoit de faire la Guerre à la France, il crut devoir attacher les principaux Seigneurs de Guyenne à son service, par divers Dons qu'il révoqua incontinent après la Paix. Cette démarche aigrit tellement ces Seigneurs, qu'ils ne cherchoient qu'une occasion favorable pour en témoigner leur ressentiment. Selon les apparences, ils l'auroient long-tems attendu en vain, si Charles ne leur eût fait entendre sous main, qu'ils seroient appuyés. Dès qu'ils furent assurés de cette protection, il ne fut plus question que de trouver un prétexte de se plaindre, & ils ne furent pas long-tems sans en avoir un qui leur parut assez plausible pour les autoriser à lever le masque. Le Prince de Galles ayant imposé dans la Guyenne une taxe sur chaque feu, afin de se mettre en état de payer les arrérages dûs aux Troupes qu'il avoit levées pour la Guerre d'Espagne, fournit, sans y penser, à ses ennemis, l'occasion qu'ils cherchoient pour se déclarer. Le Sire d'Albret, les Comtes d'Armagnac, de Cominges, de Périgord, de Carming, ayant excité leurs Vassaux à se plaindre de ce nouvel impôt, reçurent leurs plaintes, les portèrent au Prince, & lui firent des remontrances sur ce sujet. Elles furent mal reçues, tant parce que le Prince avoit besoin d'argent, qu'à cause de la hauteur avec laquelle elles étoient faites. C'étoit précisément ce que ces Seigneurs demandoient. Sous prétexte qu'ils ne pouvoient avoir justice de leur Prince, ils s'adressèrent au Roi de France, qu'ils supposèrent être toujours Seigneur Souverain de la Guyenne, & le prièrent de leur faire expédier des

Lettres

Lettres d'appel à son Parlement. Charles ne jugeant pas à propos de se déclarer encore, les entretint quelque tems dans cette disposition, & cependant, il les gardoit à Paris. Le voyage de ces Seigneurs, & leur long séjour à la Cour de France, firent concevoir des soupçons au Prince de Galles. Il écrivit Lettres sur Lettres au Roi son pere, pour l'avertir qu'il se tramoit quelque chose à Paris contre son service: mais ces avertissemens furent inutiles. Le Roi & son Conseil, persuadés que ce Prince guerrier, las de son oisiveté, cherchoit les occasions de renouveler la Guerre, n'eurent aucun égard à ses remontrances.

EDOUARD
I I I.
1369.

Pendant qu'Edouard se reposoit sur la bonne foi des François, la maladie du Prince son fils devenant tous les jours plus dangereuse, dégénéra enfin en une véritable hydropisie. L'état de ce Prince, & celui du Roi son pere, qui se sentoient déjà fort cassé, hâterent les résolutions du Roi de France. Comme il voyoit que la conjoncture ne pouvoit être plus favorable pour exécuter ses desseins, il accorda aux Seigneurs Gascons les Lettres d'appel qu'ils demandoient, prétendant, malgré ses sermens, & toutes les démissions, & renonciations que le feu Roi son pere, & lui-même avoient faites, être encore Souverain de la Guyenne. Il se fondeoit sur ce qu'Edouard n'avoit pas envoyé sa renonciation à la Couronne de France, comme il y étoit obligé par le Traité de Bretigny. Mais cette renonciation n'étant qu'une suite, & une dépendance de l'entière exécution du Traité, Edouard n'avoit pas crû la devoir donner avant que tout fût exécuté, comme en effet, il n'y étoit pas obligé. Cependant, il avoit absolument quitté le titre de Roi de France, marque évidente qu'il n'agissoit pas de mauvaise foi. D'ailleurs, Charles lui-même n'avoit pas été plus exact à renoncer aux Provinces cédées à l'Angleterre par le Traité de Bretigny. Ces renonciations réciproques étoient regardées comme le Sceau du Traité, après que les deux Rois seroient contens, au sujet de l'exécution. Quoiqu'il en soit, ce fut sur ce prétexte, que Charles fit citer le Prince de Galles à comparoître en personne à la Cour des Pairs, pour y rendre compte de la prétendue tyrannie qu'il exerçoit sur les Peuples de ces Provinces. La fierté de ce Prince ne lui permettant pas de souffrir cette affront, sans en témoigner son ressentiment, il répondit qu'il ne manqueroit pas de comparoître, mais que ce seroit à la tête de soixante mille hommes. Cependant Charles amusoit Edouard en lui faisant faire des plaintes, comme s'il eût souhaité que l'affaire fût mise en négociation. Edouard répondoit en donnant paroles pour paroles, ne pouvant se persuader qu'on voulût véritablement lui contester la Souveraineté de la Guyenne, si clairement établie dans le Traité de Bretigny, & moins encore que la France fût en état de recommencer la Guerre. Mais il se flatoit mal à propos. Ce n'étoit pas seulement la Souveraineté de cette Province que Charles avoit dessein de lui disputer, il prétendoit encore que le Traité de Bretigny étoit nul, parce qu'Edouard n'avoit pas empêché certaines bandes de pillards sortis de ses Etats, de se jeter dans les Provinces de France, & de ce qu'il n'avoit pas évacué toutes les Places qui devoient être rendues. Ce fut sur ce prétexte qu'il lui fit déclarer la Guerre, par un simple Valet de pied, parce que le Prince de Galles avoit fait arrêter ceux qui lui avoient porté la citation. Peu de tems après, il fit donner un Arrêt qui confisquoit toutes les Terres que les Anglois possédoient en France, & les réunissoit à la Couronne.

Charles V.
fait citer le
Prince de
Galles, qui
répond avec
hauteur.

Charles pré-
tend que le
Traité de
Bretigny est
nul.

Il déclare
la Guerre à
Edouard.

EDOUARD
III.
1369.
Remarques
sur cette
rupture.

Les éloges que les Ecrivains François donnent à ce Prince, de ce qu'il sçut se servir si à propos des conjonctures qui se présentèrent pour recouvrer ses Etats, méritent quelque réflexion. Il est vrai que cette conduite fut prudente, si l'on ne compte pour rien la bonne foi. Les heureux succès dont elle fut suivie retirèrent pour un tems la France du malheureux état où elle se trouvoit auparavant. Mais si l'on y prend garde de près, cette sagesse est une véritable perfidie. En supposant même qu'Edouard n'eût pas exécuté quelqu'un des Articles du Traité, cette inobservation ne mettoit pas Charles en droit de lui déclarer la Guerre. Le Roi son Pere & lui même avoient expressement renoncé par serment à toutes les voyes de fait en cas d'inexécution. D'ailleurs, il n'avoit pas lui-même accompli le Traité dans tous les Articles : de sorte que tout ce qu'il pouvoit justement demander étoit une compensation. Mais c'étoit renoncer ouvertement à la bonne foi, que de vouloir annuler le Traité tout entier, sous prétexte qu'il en restoit encore quelque Article à exécuter de la part de l'Angleterre, dans le tems qu'il en laissoit lui-même plusieurs sans exécution. Ajoutons que les prétextes de rupture dont il se servit étoient si frivoles, que les Historiens François n'ayant pu les marquer précisément, ont été obligés de se jeter sur des généralitez sans rien spécifier. Voici ce que Froissard dit de plus spécieux sur ce sujet. *Le Prince de Galles n'ayant pas de quoi payer les troupes revenues d'Espagne, il y eut six mille hommes de cette armée, qui se débandèrent, & qui s'étant ensuite rejoints, firent des maux infinis dans la Guyenne. Ce Prince les ayant fait prier de se retirer de son País, ils se jettèrent dans les Provinces voisines appartenant à la France, & les pillèrent impunément, sans qu'il fût possible aux François de les empêcher.* Cela supposé, comme Froissard le rapporte, il n'étoit pas plus facile au Prince de Galles, d'aller réprimer en France des voleurs sans aveu, qui s'étoient jettés dans ce Royaume. Il paroît pourtant, qu'il fit tout ce qui étoit en son pouvoir, puisqu'il imposa sur son Duché un droit de foüage, afin d'en payer ses troupes. Mais ce fut cela même qui servit de prétexte à Charles pour la rupture, par où il paroît évidemment, qu'il ne cherchoit qu'une occasion de querelle. Le même Historien que je viens de citer, dit encore, que Charles ayant fait examiner le Traité de Bretigny dans son Conseil, on s'arrêta principalement sur l'Article par lequel les deux Rois renonçoient à toutes les voyes de fait en cas d'inexécution. Il ajoute, que ce fut sur ce fondement qu'on lui conseilla d'appuyer la rupture, parce qu'Edouard n'avoit jamais cessé de faire la Guerre à la France. Mais il ne dit point comment ni en quel endroit, & ne spécifie rien sur ce sujet. Cependant, de tout ce que cet Auteur rapporte, il est très aisé d'inférer, qu'avant que de faire examiner le Traité, Charles avoit résolu la Guerre, & que cet examen ne fut fait que pour en chercher un prétexte. Mezerai dit que le sujet de la rupture fut, qu'Edouard n'avoit pas fait retirer toutes ses troupes du Royaume : mais il ne nomme pas un seul des lieux où elles étoient demeurées. Ainsi l'embaras des Auteurs François est tout manifeste.

De tout ce qui vient d'être dit sur ce sujet on peut aisément conclurre, que la sagesse de Charles n'étoit pas une vertu fort scrupuleuse, soit qu'en signant le Traité il eût résolu de le rompre, soit qu'il n'eût formé ce dessein, que quand l'occasion lui avoit paru favorable. C'est donc l'effet & non pas la cause, qui a fait admirer la conduite de ce Prince. S'il eût été aussi malheureux qu'il fut for-

fortuné, il auroit replongé la France dans une abîme de maux. Par là, il se feroit justement attiré le blâme de toute la Terre, & sans doute, de ces mêmes Ecrivains qui lui ont donné tant de louanges.

EDOUARD
III.
1369.

Avant que d'entrer dans le détail de cette seconde Guerre, il est encore nécessaire de considérer quel étoit l'état des affaires entre les deux Couronnes, au tems de la rupture. Les François se plaignoient qu'Edouard n'avoit pas cessé de faire la Guerre à la France, ni retiré toutes ses troupes du Royaume comme il y étoit engagé. Mais ce sont là des plaintes générales qui ne contiennent aucun fait particulier. D'ailleurs, il est peu vraisemblable, qu'Edouard, à qui ce Traité étoit si avantageux, eût voulu fournir à la France un prétexte de le rompre. Le Traité même fait voir, que les engagements de ce Prince étoient peu considérables, par rapport aux avantages qu'il en retiroit. Cela donne lieu de présumer, qu'étant très-habile, comme on ne peut en disconvenir, il n'avoit garde de faire lui-même trouver des obstacles à l'exécution d'une Paix qui lui étoit si avantageuse. Quant au prétendu tort fait aux Gascons par le Prince de Galles, il n'y a qu'à lire le Traité pour se convaincre que Charles n'avoit aucun droit de s'en mêler.

Il n'en étoit pas de même à l'égard des Anglois dont les plaintes paroissent bien mieux fondées. Véritablement, le Roi Jean, dont la bonne foi ne peut être assez louée, exécuta le Traité autant qu'il lui fut possible. Il ne fut pas plutôt retourné dans ses Etats, qu'il en ratifia tous les Articles chacun à part, par des Actes particuliers. Ensuite, ne se contentant pas d'en avoir lui-même juré l'observation, il obligea le Dauphin son Fils qui devoit lui succéder à faire le même serment. Ainsi, ce qu'il pouvoit y avoir de défectueux dans ses engagements à cause de sa captivité, fut levé par les ratifications qu'il fit, étant en pleine liberté dans ses propres Etats. L'exécution fut encore une confirmation plus authentique que les promesses & les sermens. Ce Prince mit Edouard en possession des Terres qu'il lui avoit cédées par le Traité, sans se rien réserver, & en particulier de toutes celles qui dépendoient de la Guyenne. S'il n'eut pas entendu de livrer toutes les Terres, avec la Souveraineté, il n'est pas croyable que ce Monarque & le Prince son fils, n'eussent fait aucune exception de cette Souveraineté, ni dans le Traité même, ni dans aucune des ratifications particulières qu'ils firent de chacun de ses articles. Du moins, n'auroient ils pas négligé de faire une protestation quand Edouard érigea la Guyenne en Principauté, & qu'il en investit le Prince son fils, sans la participation de la France. Il est vrai qu'il y eut entre les deux Rois, un différend touchant deux Terres de peu de conséquence : mais, pour ne pas se brouiller sur si peu de chose, ils s'en rapportèrent à des Arbitres. Pour ce qui regarde la rançon, la seule impuissance où le Roi Jean se trouvoit d'y satisfaire, l'empêcha de la payer dans les termes dont on étoit convenu. Edouard étoit tellement convaincu de la bonne foi de ce Prince, qu'il ne fit aucune difficulté de prolonger le tems du paiement, afin de lui donner quelque relâche. Cette modération fut causée qu'au tems de la mort du Roi Jean, il restoit encore deux cens mille écus à payer du premier million. De plus, dans l'espérance que Jean ou le Dauphin son fils le satisferoient avec le tems, Edouard voulut bien se relâcher à l'égard des Otages pour lesquels il eut plus de complaisance qu'il ne devoit. J'ai déjà dit qu'il voulut bien consentir, que le Prince Philippe, qui fut depuis

Duc

EDOUARD
III.
1369.

Comment
les Otages
François
s'étoient
tirez d'en-
tre les
mains d'E-
douard.

Duc de Bourgogne, fût du nombre des dix qui devoient être relâchez par le XVII. Article du Traité, quoiqu'il fût en son pouvoir d'en donner un moins considérable. Tous les autres eurent en Angleterre toute l'honnête liberté qu'ils pouvoient raisonnablement souhaiter. Le Recueil des Actes Publics est plein des Congez qui leur étoient accordez pour aller en France vacquer à leurs affaires Domestiques. *Le Duc d'Anjou, les Comtes de Grand-pré, & de Brenne*, les Sires de *Clare & de Derval*, abusèrent de cette condescendance, sans que toutes les instances d'Edouard pussent lui faire obtenir aucune satisfaction sur cet Article.

Le Duc d'Orleans se tira d'affaire en donnant certaines Terres à Thomas de Woodstock, l'un des fils du Roi. Par là il obtint sa liberté avec celle d'*Andresel* l'un des prisonniers.

Le Duc de Bourbon ayant eu occasion de rendre quelques services au Roi, auprès du Pape, fut mis en pleine liberté, en payant seulement douze mille écus que le Prince de Galles avoit donnez à celui qui l'avoit pris à Poitiers.

L'affaire de Belville ayant été mise en arbitrage, Edouard, qui comptoit sur la bonne foi des François, & sur la justice de sa cause, ne craignit point de prendre un engagement, auquel il n'étoit pas obligé. Il voulut bien, même depuis l'évasion du Duc d'Anjou, s'engager à mettre le Duc de Berry & le Comte d'Alençon en liberté, en cas que la question fût décidée en faveur de la France. Il poussa même la générosité jusqu'à permettre à ces deux Princes de s'en retourner chez eux, se contentant de prendre leur parole, que si l'affaire étoit décidée en sa faveur par les Arbitres, ils retourneroient en Angleterre pour y demeurer en Otage, seulement jusqu'à ce qu'il fût en possession de la Terre en dispute. Ces deux Princes profitèrent de sa générosité, & s'en retournerent en France. Cependant l'affaire ne fut point jugée, & les Otages ne songèrent plus à revenir.

Le Comte *St. Pol* obtint sa liberté en laissant ses deux fils en sa place.

Charles d'Artois s'évada sans prendre congé.

Les Sires de *Luxembourg*, d'*Estampes*, & de *Hengest*, moururent en Angleterre, & Charles n'envoya point d'autres Otages en leur place, quoiqu'il en fût souvent requis.

Le Comte de *Harcourt* eut un Congé limité & ne retourna plus.

Gui de Blois fit la même chose : mais il s'accommoda dans la suite avec Edouard, en lui cédant sa Terre de Soissons.

Montmorency, *Boucherche*, & *Maulevrier* eurent congé pour aller en France, & se dispensèrent de retourner en Angleterre. Il y a pourtant quelque apparence, qu'ils donnèrent quelque satisfaction au Roi puisqu'on ne trouve aucune plainte contre eux dans les Actes Publics d'où j'ai tiré ce détail.

Quant aux autres Otages de moindre considération, & aux Bourgeois des Villes dont Toulouse négligea d'envoyer les siens, Edouard en renvoya quelques-uns généreusement, & les autres composèrent pour leur rançon, ou moururent en Angleterre.

Pour ce qui regarde la rançon du Roi Jean, il en restoit encore près de deux millions à payer. Il est vrai que Charles fit toucher à Edouard à diverses fois, environ trois cens mille écus, qui, joints aux sommes payées par le Roi son Pere, n'alloient guères au delà du premier million, qui auroit dû être payé sept ou huit ans auparavant.

Il semble donc qu'Edouïard étoit le seul grévé & néanmoins Charles prétendait que le Traité de Bretigny étoit nul par l'inexécution de quelques Articles de la part de l'Angleterre ; Articles qu'aucun Historien n'a bien particularisé. Sur ce fondement, il prétendit que la France, rentrant dans ses anciens droits, pouvoit justement confisquer les Provinces qu'elle avoit cédées à l'Angleterre. Après ces remarques qui m'ont paru nécessaires pour l'éclaircissement de ce fait, il est tems de reprendre le fil de l'Histoire.

La surprise d'Edouïard fut extrême, de voir que Charles, qui ne passoit pas pour un grand Guerrier, osât entreprendre de se mesurer avec un Prince qui avoit gagné tant de Batailles. Elle devint encore plus grande, peu de tems après, quand il apprit que le Comté de Ponthieu lui avoit été enlevé, & que les principales Villes de Guyenne s'étoient revoltées. Il assembla sur ce sujet un Parlement qui lui accorda de grands secours pour soutenir une Guerre si nécessaire, dans laquelle il se trouvoit engagé malgré soi. Par le conseil de ce même Parlement, il reprit le titre de Roi de France, qu'il avoit quitté depuis la Paix. Après qu'il eut obtenu ce secours de ses Sujets, & une promesse positive de le lui continuer pendant toute la Guerre, son premier soin fut d'envoyer des troupes au Prince de Galles, pour recouvrer les Villes de Guyenne. Ensuite, il fit passer le Duc de Lancastre son second fils à Calais, avec une puissante armée. Mais les progrès de ce Prince n'aboutirent qu'à ravager la plat païs, sans faire aucune conquête.

Le renouvellement de la Guerre ne fut pas la seule chose qui troubla le repos d'Edouïard pendant cette année. La perte qu'il fit de la Reine son Epouse, fut pour lui un surcroît d'affliction bien sensible. Il avoit vécu quarante ans avec elle dans une parfaite union, & en avoit eu douze enfans. Cette bonne Reine fut aussi extrêmement regrettée de ses Sujets qui l'avoient toujours trouvée prompte à les secourir dans leurs besoins. Les pauvres principalement, perdirent beaucoup par sa mort.

La Guerre se continuoît en France assez avantageusement pour l'Angleterre, sous la conduite de *Chandos* qui commandoit dans la Saintonge, & dans le Poitou, & y maintenoit les affaires de son Maître en bon état. Mais ce brave Général ayant enfin été tué dans un combat, elles commencèrent à décliner dans ces deux Provinces.

La Guyenne n'étoit pas en meilleurs termes. Le Prince de Galles, qui ne pouvoit presque plus agir que de la tête, à cause de sa maladie, se trouvoit encore extrêmement affoibli par la revolte des principales Villes qui dépendoient de sa Principauté d'Aquitaine. Limoges, Ville très-importante, fut surprise par les François, ou plutôt elle voulut bien changer de Maître. L'infidélité des habitans irrita tellement le Prince, qu'il résolut d'en faire un châtiment exemplaire. Pour cet effet ayant reçu un renfort de troupes que le Duc de Lancastre & le Comte de Cambridge lui amenèrent, il assiégea cette Ville, la prit d'assaut, & fit passer les habitans au fil de l'épée.

Ce fut là le dernier exploit guerrier de ce grand Prince, que sa maladie obligeoit à se faire porter en litière. Enfin se voyant entièrement hors d'état d'agir, il prit la résolution de retourner en Angleterre. Il avoit encore quelque rayon d'espérance, que l'air natal pourroit lui donner la santé. Après avoir remis au Roi sa Principauté d'Aquitaine qu'il ne pouvoit plus gouverner,

EDOUARD
III.
1369.

Le Comté
de Ponthieu
est enlevé à
Edouïard.

Plusieurs
Villes de
Guyenne se
revolvent.

Edouïard
reprend le
titre de Roi
de France.
Aff. Publ.
T. VI. p. 621.

Mort de la
Reine.
15. Août.

1370.
Mort de
Chandos.

Déclin des
affaires.

Limoges se
laisse vo-
lontaire-
ment sur-
prendre par
les Fran-
çois.

Le Prince
de Galles
l'en punit.

Le mal du
Prince au-
gmente.

1371.
Il rend l'A-
quitaine au
Roi.

EDOUARD
III.
1371.
Il perd son
fils aîné &
retourne en
Angleterre.
Mort du
Roi d'Ecos-
se.

Robert
Stuart lui
succède, &
s'allie avec
la France.
Art. Publ.
T. VI. p. 595.
Le Duc de
Lencastre &
le Comte de
Cambridge
épousent les
deux filles
de Pierre le
Cruel, Roi
de Castille.
Le Duc
prend le ti-
tre de Roi
de Castille.
1372.
Henri Roi
de Castille
s'unit avec
la France.
Art. Publ. T.
VI. p. 698.
722.

Du Guesclin
remporte de
grands avan-
tages sur les
Anglois.

Il assiège la
Rochelle.

Le Comte
de Pem-
broock est
battu sur
Mer.

Prise de la
Rochelle.

ner, il partit, laissant le commandement au Duc de Lencastre. Avant son départ il eut le chagrin de voir mourir Edoüard son fils-aîné, qui commençoit la septième année. C'étoit un Prince qui donnoit de grandes esperances, & qui paroïssoit bien plus semblable à son Pere & à son Ayeul, que Richard, son Frere cadet, qui lui succeda. Le Prince de Galles prit celui-ci avec lui pour le faire élever en Angleterre.

David, Roi d'Ecosse, étoit mort l'année précédente, ayant laissé sa Couronne à Robert Stuart son Neveu, fils de sa sœur aînée. Celui-ci ne fut pas plutôt sur le Trône qu'il fit une Alliance offensive & défensive avec la France contre l'Angleterre. Mais cette Ligue fut tenue secrète, Charles n'ayant pas alors besoin de ce secours qu'il réservait sans doute pour une occasion plus pressante.

Le départ du Prince de Galles acheva de ruiner les affaires des Anglois dans la Guyenne. Le Duc de Lencastre & le Comte de Cambridge, voyant qu'avec le peu de troupes qu'ils avoient, ils ne pouvoient esperer de réduire les Villes rebelles, ni s'opposer efficacement aux François, prirent la résolution de repasser en Angleterre pour y solliciter de nouveaux secours. Avant que de partir, ils épousèrent les deux filles de Pierre le Cruel, Roi de Castille, dépouillé & tué par Henri son Frere bâtard. Le Duc de Lencastre qui avoit eu en partage l'aînée, nommée *Constance*, prit incontinent le titre de Roi de Castille & de Leon, faisant connoître par là qu'il étoit dans le dessein de faire valoir les droits de sa Femme. Cette démarche obligea Henri à s'unir encore plus étroitement avec la France. Comme son intérêt demandoit qu'il contribuât autant qu'il lui seroit possible à l'abaissement de l'Angleterre, il prit la résolution d'assister le Roi Charles de toutes ses forces.

Environ ce même tems, les Flamans, qui s'étoient déclarez pour la France, furent battus sur mer par le Comte de Héréford, qui leur prit vingt-six Vaisseaux.

Mais cet avantage ne pouvoit pas contrebalancer ceux que *Du Guesclin* avoit remportez sur l'Angleterre, dans la Guyenne, & dans les Provinces voisines. Ce brave Général que Charles avoit retiré du service du Roi de Castille, pour lui donner l'épée de Connétable, battoit par tout les Anglois. Après les avoir chassés du *Limousin*, du *Périgord*, & du *Rouergue*, il poussa si loin ses progrès, qu'il se vit en état de marcher dans la Saintonge, & enfin de faire le siège de la Rochelle, avec le secours d'une Flotte que le Roi de Castille lui envoya pour tenir la Ville bloquée du côté de la Mer. Dès qu'Edoüard eut reçu cette nouvelle, il se hâta d'envoyer le Comte de Pembroke avec quarante Vaisseaux pour jeter du secours dans la Place. Il sembloit que cette précaution étoit suffisante pour sauver la Rochelle : mais depuis quelque tems tout réussissoit mal aux Anglois. Le Comte de Pembroke étant sur le point d'entrer dans le Port, rencontra la Flotte Espagnole commandée par l'Amiral *Boccanegra* Génois, qui l'attaqua rudement. Le combat dura deux jours consécutifs, & finit enfin par la défaite entière de la Flotte Angloise, dont l'Amiral & plusieurs Officiers furent pris & envoyez en Espagne chargez de chaînes. Cette perte acheva de ruiner entièrement les affaires des Anglois. La Rochelle auroit pourtant pu tenir encore, sans la trahison du Maire. Ce Magistrat, qui avoit intelligence avec les Assiégeans, trouva le moyen de faire

sortir

sortir la Garnison de la Citadelle, sous prétexte d'une revûe, & sur un ordre supposé du Roi, que le Gouverneur, qui ne sçavoit pas lire, prit pour vrai. Dès que la Garnison fut dehors, le Maire en fit fermer les portes, & ne voulut pas souffrir qu'elle rentrât. Ce coup étant fait, la Ville capitula, & obtint des conditions si avantageuses, qu'elle devint plutôt libre, qu'elle ne changea de Maître.

La perte de la Rochelle ayant étonné les Partisans d'Edouïard en ces quartiers-là, Du Guesclin profita de ses avantages. Il s'avança dans le Poitou, où il prit diverses Places, & enfin, il alla former le siège de *Thouars*, où les principaux Seigneurs du Païs s'étoient renfermez. Ce siège fut poussé si vivement, que les Assiégés se virent enfin contraints de capituler, & de s'engager à se remettre sous la domination de la France, si le Roi d'Angleterre ou un de ses Fils ne se présentoit devant la Place avant la S. Michel, avec une armée assez forte pour donner Bataille. C'étoit une Capitulation assez ordinaire en ce siècle-là, où la bonne foi étoit plus estimée qu'en celui-ci : aussi n'est-elle plus en usage. La perte de *Thouars* étoit d'une trop grande conséquence pour laisser cette Place sans secours, d'autant plus que l'honneur du Roi s'y trouvoit engagé. L'extrême désir qu'Edouïard avoit de sauver cette Ville, & par ce moyen le reste du Poitou, lui fit faire un effort très-considérable. En très-peu de tems, il assembla une Flotte de quatre cens Vaisseaux, avec laquelle il voulut aller en personne faire lever le siège. Mais les vents ayant constamment refusé de le servir en cette occasion, tous ses efforts devinrent inutiles. Il fut promené sur la Mer pendant six semaines, sans pouvoir approcher les côtes du Poitou. Enfin, il fut contraint de s'en retourner en Angleterre, après de grandes fatigues, & une dépense très-considérable qui l'avoit presque épuisé. Il fut à peine arrivé à Londres, qu'il apprit, que les François étoient maîtres de tout le Poitou.

Les affaires d'Edouïard ne prosperoient guères mieux en Bretagne, quoique le Duc son Gendre fit tous les efforts possibles pour les favoriser. Le Peuple y étoit las de la Guerre, & voyoit avec chagrin que le seul intérêt des Anglois alloit replonger le Païs dans les maux d'où il ne faisoit que sortir. D'un autre côté, les Seigneurs Bretons, gagnez par les pensions de la France, s'opposoient de tout leur pouvoir aux desseins de leur Prince, & traitoient en ennemis les troupes qu'Edouïard lui envoyoit pour entretenir la Guerre en ce Païs-là. Dans cette situation, le Duc, qui avoit le cœur tout Anglois, n'étoit pas le maître de servir le Roi son Beau-père, comme il le souhaitoit, ni de remplir les engagements où il étoit entré par un nouveau Traité d'Alliance qu'il venoit de faire avec lui. L'embarras, où il se trouvoit, lui fit prendre la résolution de passer lui-même en Angleterre, pour y solliciter des secours capables de lui donner plus d'autorité dans ses propres Etats. Edouïard comprenoit assez l'importance de cette demande ; mais il ne pouvoit suffire à tout. Il se vit donc obligé de renvoyer le Duc de Bretagne avec de belles promesses seulement, pendant qu'il donnoit tous ses soins à relever les affaires de Guyenne qui le touchoient de plus près.

Suivant la résolution qu'il avoit prise de faire un puissant effort en Gasconne, il assembla une armée de trente mille hommes, dont il donna le commandement au Duc de Lancastre son Fils, à qui on donnoit en Angleterre le titre

EDOUARD
III.
1372.

Du Guesclin
assiége
Thouars.

Edouïard
fait de vains
efforts pour
sauver cette
Place.

1373.
Affaires de
Bretagne.
Argentré,
Mezerai.

Act. Publ.
T. VI. pag.
738. 768.

1374.
Le Duc de
Lancastre
traverse la
France, &
se rend en
Guyenne.

EDOUARD

III.

1374.

Il présente
la Bataille
au Duc
d'Anjou qui
l'accepte.

1375.

Trêve entre
les deux
Rois.

1376.

La Trêve est
prolongée.

de Roi de Castille. Ce Prince étant descendu à Calais, traversa toute la France sans trouver d'opposition, & se rendit à Bourdeaux. De là il s'avança dans la haute Guyenne, à dessein d'en chasser le Duc d'Anjou qui s'y étoit emparé de diverses Places. Il lui offrit la Bataille, & le Prince François l'accepta. Déjà le jour & le lieu avoient été marquez; mais les deux Généraux ayant reçu la nouvelle d'une Trêve, qui avoit été conclue entre les deux Couronnes, chacun se retira de son côté.

Depuis quelque tems, aux instantes prières du Pape, les deux Rois avoient envoyé leurs Plénipotentiaires à Bruges, où ils avoient conclu la Trêve dont je viens de parler. C'étoit afin de pouvoir travailler plus tranquillement à la Paix. Mais les prétentions des deux Rois ennemis étant trop opposées, pour que cette Paix se pût faire si aisément, leur négociation n'aboutit qu'à une Trêve jusqu'au mois d'Avril 1377. Dès que cette Trêve fut signée, le Duc de Lencastre remena ses troupes en Angleterre.

Quoique les suites de cette dernière Guerre ne fussent pas moins considérables que celles de la précédente, puisque la France recouvra dans celle-ci, ce qu'elle avoit perdu dans l'autre, il s'en faut pourtant bien que le détail ne soit si engageant. Dans la première, les conquêtes d'Edouard furent illustrées par un combat naval, où ce Prince commandoit en personne. La Bataille de Crecy, où toute la Noblesse des deux Royaumes combattoit sous les yeux des deux Rois, & gagnée par un Prince âgé de seize ans, offre un spectacle des plus intéressans qui se trouvent dans l'Histoire. La conquête de Calais, à la vue d'une armée ennemie de cent cinquante mille hommes, n'est pas moins capable d'attacher l'esprit du Lecteur. La victoire de Poitiers, remportée par une armée de douze mille hommes, contre soixante mille, & la prise du Roi Jean, sont des événemens qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, & qui réveillent l'attention. Enfin cette première Guerre fut terminée par un Traité le plus important & le plus solennel, qui eût jamais été fait entre les deux Couronnes. Dans la seconde, on ne trouve aucune action générale. Les deux Rois se contentant de diriger leurs affaires dans le Cabinet, ne parurent jamais à la tête de leurs armées. Pour ce qui regarde les sièges, si l'on excepte ceux de Limoges & de la Rochelle, il ne s'y passa presque rien qui vaille la peine d'être remarqué. Les Places, que les Anglois perdirent, furent prises, ou surprises avec une rapidité merveilleuse. Quelques-unes même n'attendirent pas, pour se rendre, l'approche des ennemis. On peut donc dire, que les pertes des Anglois furent une véritable déroute, qui ne peut fournir que peu de particularitez, propres à satisfaire la curiosité des Lecteurs. C'est ce qui m'a empêché d'insister sur un détail qui ne pouvoit qu'être ennuyeux. Il suffit de remarquer, qu'au tems de la dernière Trêve, il ne restoit plus à l'Angleterre, de tout ce qu'elle avoit acquis par le Traité de Bretigny, que la seule ville de Calais. Tant est vraie ce que mille exemples ont confirmé & confirment encore tous les jours; qu'on ne doit point compter sur des acquisitions faites par la force des armes. Il arrive tôt ou tard, qu'une force majeure se sert des mêmes moyens, pour les enlever à celui qui les a faites, ou à ses Enfans. C'est ainsi que la France perdit sous le Regne de Jean ce que Philippe Auguste & S. Louis avoient conquis sur les Anglois & qu'Edouard perdit les conquêtes qu'il avoit lui-mêmes faites en France. On verra dans la suite de cette

Histo-

Histoire, qu'un des Successeurs d'Edouard répara très-avantageusement toutes ces pertes, & que les François à leur tour recouvrèrent, peu de tems après, tout ce que ce Prince leur avoit enlevé. De pareils exemples, qui reviennent fréquemment dans l'Histoire, devraient bien apprendre aux Princes à modérer leur ambition : mais ils s'en trouve peu qui en sçachent profiter. Si l'on veut rechercher les causes naturelles de cette révolution, qui fit perdre à Edouard ce qu'il avoit acquis par le Traité de Bretigny, il ne seroit pas trop difficile de les trouver. La revolte des Gascons, la maladie du Prince de Galles, la vieillesse d'Edouard, sa crédulité à l'égard du Roi de France, sur la bonne foi duquel il s'étoit trop reposé, la prudence de Charles le Sage, qui, sans sortir de son Cabinet, dirigea toute cette Guerre, la conduite & la valeur de Bertrand Du Guesclin, furent les moyens naturels, dont la Providence se servit pour produire ce changement.

EDOUARD
I^{er}.
1376.

Les Anglois se consolèrent en quelque manière de tant de pertes, par le repos que la Trêve leur procura. Le Roi lui-même parut se défaire de ses inclinations guerrières, pour en prendre d'autres, qui exposèrent un peu sa réputation. Sur ses vieux jours, il devint amoureux d'une Demoiselle, nommée *Alix Pierce* (1). Cette passion prit tant d'empire sur lui, qu'elle le fit tomber dans des foiblesses indignes d'un si grand Prince. Les trésors qu'il avoit assembles pour la Guerre, furent bien-tôt absorbez par l'avidité de cette Favorite. De là s'ensuivit un mécontentement universel dans le Royaume : uniquement occupé du soin de plaire à sa Maîtresse, le Roi ne pensoit qu'à lui procurer des plaisirs ; ce n'étoit tous les jours que fêtes dont la dépense étoit excessive. Les impôts étoient d'autant plus intolérables au Peuple, que les Guerres continuelles de ce Regne l'avoient entièrement épuisé. Ce n'étoit qu'avec un chagrin extrême qu'il voyoit l'argent destiné à payer les dettes publiques, prodigué à de vains divertissemens : sur tout, il fut très choqué d'un Tournoi qui se fit dans la Place de *Smith-field* ; on y vit *Alix*, à laquelle son vieux Amant avoit donné le nom de *Dame du Soleil*, montée avec lui sur un Char de triomphe, & suivie d'un grand nombre de Dames de qualité, dont chacune tenoit un Chevalier attaché au frein de son cheval. Quand les coffres du Roi se trouvèrent vuides, il assembla le Parlement pour lui demander un subside ; mais il eut la mortification de voir, que son Peuple, qui l'avoit si puissamment assisté dans ses glorieuses entreprises, n'avoit pas la même ardeur, quand il s'agissoit de fournir à des dépenses inutiles. Avant que d'accorder le secours que le Roi demandoit, le Parlement se plaignit avec aigreur de la mauvaise conduite des Ministres : il insista principalement sur le sujet du Duc de Lencastré, que le Roi son Pere avoit chargé de la principale administration des affaires publiques : il présenta même une Adresse au Roi pour le prier d'éloigner de sa personne le Duc de Lencastré son Fils, *Alix Pierce*, *Latimer*, Grand Chambellan, & quelques autres de ceux qui étoient le plus avant dans ses bonnes grâces. Cette demande fut faite avec tant de chaleur que le Roi comprenant qu'il ne pouvoit rejeter l'Adresse du Parlement sans danger, lui accorda ce qu'il demandoit, de peur qu'à son tour le Parlement ne lui refusât l'argent dont il avoit besoin. On ne douta point, que le

Edouard
devient a-
mouroux
d'*Alix Pier-*
ce.

Il fait des
dépenses
qui font
murmurer
le Peuple.

Tournoi à
Smith-field.

Mortifica-
tion donnée
au Roi par
le Parle-
ment.

Il l'oblige à
éloigner sa
Favorite &
ses Minis-
tres.

Cc iij Prince

(1) Elle est nommée *Perrers* dans les Actes Publics.

EDOUARD
III.
1376.

Prince de Galles n'eût secrètement agi pour porter le Parlement à faire cette démarche, afin d'éloigner le Duc de Lencaſtre qui avoit trop de crédit auprès du Roi. Comme ce Prince ſe ſentoit mourir, il ne pouvoit penſer ſans inquiétude, qu'il alloit laiſſer le jeune Richard ſon Fils, à la merci d'un Oncle ambitieux, qui pourroit ſe ſervir de ſon crédit pour lui enlever la Couronne. En effet, Richard étoit incapable par ſon âge, de ſ'oppoſer aux deſſeins du Duc, en cas qu'ils tendiſſent, comme on le ſouſçonnoit, à ſe faire déclarer Héritier préſomptif du Roi, après la mort de ſon Frere aîné. C'eſt ce qui obligea le Prince de Galles à rechercher, pour ſon Fils, la protection du Parlement, comme la ſeule capable de le maintenir dans ſes juſtes droits. Ce fut auſſi vrai-ſemblablement par cette même raiſon, que le Parlement demanda l'éloignement du Duc de Lencaſtre. Pendant cette même Séance, Edoüard qui ſe trouvoit dans la cinquantième année de ſon Regne, fit publier une Amniſtie générale, qui cauſa beaucoup de joye à tout le Peuple.

Amniſtie
générale.

Mort du
Prince de
Galles.
ſon éloge.

Une triſteſſe non moins univerſelle ſuccéda bien-tôt à la joye: elle fut cauſée par la mort du Prince de Galles, le plus excellent Prince que l'Angleterre eût jamais produit. Il poſſédoit toutes les vertus dans un degré éminent; auſſi bon Soldat que grand Capitaine, brave ſans férocité, fier dans les combats, mais très-affable dans la ſociété, & d'une modeſtie qu'on ne pouvoit aſſez admirer: toujours ſoumis & reſpectueux envers le Roi ſon Pere, à qui il ne donna jamais aucun ſujet de mécontentement: généreux, liberal, ſe faiſant un plaisir de récompenſer le mérite en quelque lieu qu'il le rencontrât, il ne lui manquoit aucune des qualitez qui ſont les véritables Héros. Les Anglois l'appelloient communément *Le Prince Noir*, non pas à cauſe de ſes exploits guerriers, comme quelques-uns l'ont imaginé, mais parce qu'il portoit des armes noires. Ils reçurent la nouvelle de ſa mort avec un deuil inconcevable, quoique depuis long-tems ils ſ'y fuſſent attendus. Le Parlement voulut, en cette occaſion, donner des marques de ſa juſte douleur, pour la perte d'un ſi grand Prince, qui ſ'étoit acquis l'affection & l'eſtime de toute la Nation, en aſſiſtant en Corps à ſes funérailles, qui ſe firent à Cantorbéri, où il avoit choiſi ſa ſépulture. Cet illuſtre Prince mourut à l'âge de quarante-fix ans, pleuré du Roi ſon Pere qui témoigna, en cette occaſion, moins de fermeté qu'il n'en avoit fait paroître dans tous les autres revers qu'il avoit éprouvés pendant ſa vie. Le Roi de France même, quoiqu'il eût peu ſujet de le regretter, lui donna des marques de ſon eſtime, par un ſervice ſolennel qu'il lui fit faire à Paris, auquel il voulut lui-même aſſiſter. Ce Prince ne laiſſa qu'un fils légitime, âgé de dix ans, & deux Bâtards qui n'ont pas fait beaucoup de bruit dans l'Histoire.

1377.
Le Roi rap-
pelle le Duc
de Lencaſ-
tre & Alix.
Walſingham.

Les Anglois furent d'autant plus ſenſibles à la perte qu'ils venoient de faire, quelle fut immédiatement ſuivie d'un nouveau ſujet de chagrin. Le Roi rappella près de ſa perſonne ceux qu'il en avoit éloignés. *Pierre de la Marck*, Orateur de la Chambre des Communes, qui, en préſentant au Roi l'Adreſſe dont il a été parlé, ſ'étoit ſervi de certaines expreſſions peu menagées contre Alix Pierce, fut conſigné dans le Château de Nottingham à la ſollicitation de cette Favorite. Le Duc de Lencaſtre reprit le poſte qu'il avoit été obligé de quitter, & tous les autres Miniſtres furent rétablis dans leurs emplois. Néanmoins, en donnant au Duc de Lencaſtre ce témoignage expreſ de ſon affection & de ſa

sa confiance, Edouard ne voulut pas lui donner lieu d'espérer, qu'il le destinât pour son Successeur. Au contraire, afin de prévenir tous les différends qui pourroient survenir après sa mort, par rapport à la Succession, il fit Richard son petit-fils Comte de Chester, & peu après, il lui conféra le titre de Prince de Galles. Mais ne se contentant pas d'avoir fait connoître son intention, il lui fit prêter serment par toute la Noblesse, comme à l'Héritier présomptif de la Couronne. Enfin, de peur que ses Oncles ne conçussent quelque espérance de monter sur le Trône à son préjudice, il voulut par avance le mettre comme en possession du rang qui lui étoit destiné, en lui faisant prendre place au-dessus d'eux dans toutes les solennitez. C'est ainsi que ce sage Prince prenoit des mesures pour prévenir les dissensions qui pourroient naître après sa mort dans sa famille, à l'occasion de sa Succession. En même tems, il se faisoit un plaisir d'honorer la mémoire d'un fils qu'il avoit tendrement aimé, & parfaitement estimé, par la justice qu'il rendoit au jeune Richard.

EDOUARD
III.
1377.

Il crée Ri-
chard son
petit-fils
Prince de
Galles.

Pendant que ces choses se passaient à la Cour, *Jean Wiclef*, Docteur en Theologie de l'Université d'Oxford, commençoit à publier sa croyance sur divers points de la Religion, en quoi il s'éloignoit de la doctrine commune. Le Pape Gregoire XI. en ayant été informé, condamna quelques-unes de ses propositions, & chargea l'Archevêque de Cantorberi & l'Evêque de Londres, de le faire souscrire à cette condamnation; & en cas de refus, de le citer à Rome. Il n'étoit pas facile d'exécuter cette Commission. Wiclef avoit déjà beaucoup de partisans dans le Royaume, & pour protecteur, le Duc de Lancastre, dont l'autorité n'étoit guères moins redoutable que celle du Roi. Néanmoins, pour obéir aux ordres du Pontife, l'Archevêque convoqua le Synode de sa Province dans l'Eglise de St. Paul à Londres, où Wiclef fut sommé de se trouver. Il s'y rendit accompagné du Duc de Lancastre & du Lord Perci Comte Maréchal, qui crurent leur présence nécessaire pour le protéger. Après qu'il eut pris place selon son rang, & qu'il eut été interrogé par l'Evêque de Londres, il voulut parler assis, & par là il donna lieu à une grande contestation. L'Evêque vouloit qu'il se tint debout & découvert, & le Duc de Lancastre prétendoit que Wiclef n'assistoit à cette Assemblée qu'en qualité de Docteur, pour y donner sa voix & expliquer ses sentimens, & non pas comme accusé. La dispute s'échauffa tellement sur ce sujet, que le Duc de Lancastre en vint jusqu'à menacer l'Evêque & à lui dire des paroles fort dures. Alors le Peuple qui étoit présent, s'imaginant que le Prélat étoit en danger, prit son parti avec tant de chaleur & de bruit, que le Duc & le Comte Maréchal trouverent à propos de se retirer & d'emmener Wiclef avec eux. Leur retraite ne fit pas cesser le tumulte. Quelques boute-feux firent courir le bruit, que ce même jour, à la sollicitation du Duc de Lancastre, il avoit été proposé dans le Conseil du Roi de casser le Maire de Londres, d'ôter à la Ville ses privilèges, & de la réduire sous le Gouvernement du Comte Maréchal. Il n'en fallut pas davantage pour mettre le Peuple en fureur. Il courut sur le champ à la prison de la Maréchaussée, & en délivra tous les prisonniers. Mais il ne s'arrêta pas là. Les mutins, dont le nombre croissoit incessamment, se rendirent au Palais du Duc de Lancastre & ne l'y ayant pas trouvé, ils en pillèrent les meubles, & traînèrent ses armoiries dans les rues. Le Duc se sentit tellement offensé de cet affront, qu'il ne put être apaisé que par la déposition du Maire & des Alder-

Troubles à
l'occasion
de Wiclef.

mans,

EDOUARD
III.

1377.
Wiclef ex-
plique ses
sentimens
au sujet de
l'Eucharis-
tie.

Le Roi
donne à Ri-
chard l'Or-
dre de la
Jarretière.
Il tombe
malade.
Il se voit
abandonné
de tout le
monde.

Mort d'E-
douard.

Son éloge.

mans, qu'il accusoit de n'avoir pas employé leur autorité à réprimer les sédi-
tieux.

Pour revenir à Wiclef, les Evêques s'étant assemblez une seconde fois, ce Docteur déclara devant eux quel étoit son sentiment touchant le Sacrement de l'Eucharistie, expliquant la manducation du Corps de Christ, de la même manière à peu-près que *Berenger* l'avoit expliqué avant lui. Quoique cette opinion fût contraire à la doctrine de l'Eglise de ce tems-là, les Evêques n'osant procéder rigoureusement contre lui, se contentèrent de lui imposer silence. On prétend qu'il promit d'obéir; mais cela n'empêcha pas que cette dispute ne se renouvelât sous le Règne suivant.

Finissons celui-ci par la dernière action publique d'Edouard, qui dans un Chapitre de l'Ordre de la Jarretière convoqué à Windsor, donna cet Ordre à Richard son Petit-fils. C'étoit le seul honneur qu'il pouvoit encore lui conférer, après l'avoir déclaré son Successeur. Peu de tems après, ce grand Prince, qui étoit déjà malade, tomba dans un État qui fit juger que sa mort étoit prochaine. Avant que de quitter le monde il eut le chagrin de voir que le monde le quittoit. Alix sa Favorite, qui le gouvernoit pendant sa maladie, ne laissoit entrer que peu de monde dans sa Chambre. Quand elle le vit près de sa fin, elle se saisit de ce qu'elle trouva de plus précieux, lui arracha l'anneau qu'il avoit au doigt, & se retira. Ses Courtisans & ses Chapelains ne lui donnèrent pas de moindres marques d'ingratitude. Ils l'abandonnèrent tous, sans daigner l'avertir du peu de tems qu'il avoit à vivre, & du compte qu'il devoit bien-tôt aller rendre à Dieu. Il n'y eut qu'un simple Prêtre, qui s'étant trouvé là par hasard, & le voyant abandonné à lui-même dans son agonie, s'approcha de son lit pour le consoler. Il lui adressa quelques exhortations auxquelles le Roi mourant s'efforça de répondre: mais ses paroles étoient si mal articulées qu'il ne put être entendu. Le seul mot qu'il prononça distinctement, fut celui de Jésus-Christ, en rendant le dernier soupir. Cet ainsi que mourut cet illustre Prince dans sa maison de *Sheen* nommée aujourd'hui Richemont, à l'âge de soixante & cinq ans, & dans la cinquante & unième année de son Règne.

Après avoir rapporté les principales actions d'Edouard III. dans l'Histoire de son Règne, il est nécessaire, pour achever de donner une juste idée de ce fameux Prince, de s'arrêter un moment sur ce qui regarde sa personne, & ses qualitez de corps & d'esprit. Il étoit d'une grande taille, mais bien proportionnée, & d'un aspect si grand & si noble, qu'il s'attiroit le respect & la vénération par ses seuls regards. Doux & bien-faisant envers les gens de bien, mais inexorable envers les méchans, il se trouve peu de Princes dans l'Histoire, qui ayent si bien sçu allier les devoirs d'un Souverain avec ceux d'un honnête homme & d'un bon Chrétien, quoiqu'à ce dernier égard sa conduite n'ait pas été entièrement exempte de reproche. Sa conversation étoit aisée, & toujours accompagnée de gravité & de discrétion. Ami des Pauvres, des Veuves, des Orphelins, & de tous ceux qui, par un pur malheur, étoient tombez dans quelque disgrâce, il se faisoit un devoir de leur faire trouver du soulagement à leurs peines. Aucun Roi, avant lui, n'avoit distribué les honneurs & les récompenses, avec plus de jugement & plus d'égards pour le vrai mérite. Quoique sa valeur fût connue & admirée dans tout le monde, il ne s'enorgueillit jamais

sur

sur cet article. Jamais il ne donna de plus grandes marques d'humilité, que dans le cours de ses victoires qu'il attribua constamment à la seule protection du Ciel. Il sçut maintenir les prérogatives de la Couronne, sans faire brèche aux privilèges des Sujets. Dans tous les Règnes précédens, il ne s'étoit point fait tant de Statuts Parlementaires avantageux au Peuple, qu'il s'en fit sous celui-ci. Edoüard toujours d'accord avec l'auguste Corps qui représentoit la Nation, sçut se servir de cette heureuse union, pour réprimer les entreprises de la Cour de Rome qui n'osa jamais se commettre avec lui. La gloire du Prince de Galles son Fils ajouta un nouveau lustre à la sienne, & la constante union dans laquelle il vécut avec la Reine son Epouse augmenta sa félicité. Comme il ne s'étoit jamais trop élevé dans la bonne fortune, il ne se laissa point aussi abattre par l'adversité. Sa modération ne parut pas moins dans la perte qu'il fit des Provinces dont la conquête lui avoit coûté tant d'argent, de fatigues & de soins, que dans les victoires qui en avoient acquis la possession. Enfin, on pourroit le regarder comme un Prince accompli, si son ambition ne lui eût fait rompre d'une manière odieuse, la Paix qu'il avoit faite avec l'Ecosse, pour dépouiller injustement un Roi mineur, qui d'ailleurs étoit son Beau-frere. Quelques-uns ajouteront encore la rupture avec la France, & ses prétentions sur la Couronne de ce Royaume, qu'ils traitent d'extravagantes, & qu'ils attribuent uniquement à un motif d'ambition. La Dissertation que je vai ajouter ici sur ce sujet, pourra aider le Lecteur à former son Jugement sur cette conduite. Pour ce qui regarde sa foiblesse dans l'amour, qu'il prit, sur ses vieux jours, pour Alix Pierce, cette tache est bien diminuée par tant de belles qualitez qui l'ont rendu si recommandable. On pourroit en quelque manière l'excuser, en disant qu'il regardoit, au commencement, cette passion comme un simple amusement qui faisoit une espèce de diversion à ses chagrins, & qu'ayant peu connu l'amour pendant son jeune âge, il ne prit pas assez de précautions pour s'en défendre dans sa vieillesse.

Philippe de Haynaut, sa femme, lui donna douze enfans dont quelques-uns moururent avant lui. *Edoüard* Prince de Galles, son fils-aîné, ne laissa qu'un fils qui monta sur le Trône après son Ayeul. *Guillaume* qui étoit le second mourut dans l'enfance. *Lionnel* Duc de Clarence, qui avoit fini ses jours en Italie, n'avoit laissé qu'une fille nommée Philippe, de sa première femme qui étoit Irlandoise. *Jean de Gand* Duc de Lencastre fut marié deux fois pendant la vie du Roi son Pere, & eut des enfans dont j'aurai à parler dans les Règnes suivans. Le cinquième fils d'Edoüard étoit *Edmond* surnommé de *Langley* lieu de sa naissance. Il fut fait Comte de Cambridge par le Roi son Pere, & ensuite Duc d'Yorck, sous le règne de Richard II. son Neveu. *Guillaume*, surnommé de *Windfor*, mourut jeune. *Thomas de Woodstock*, qui fut le septième, reçut le titre de Duc de Buckingham de Richard II. & ensuite de Duc de Gloucester.

Isabelle, fille aînée d'Edoüard, épousa *Ingelram de Coucy*, Comte de Soissons. Jeanne fut premièrement accordée avec le Duc d'Autriche, ensuite avec Pierre le Cruel Roi de Castille, avant que ce Prince fût Roi, & mourut à Bourdeaux, en allant en Espagne pour y consommer son mariage. *Blanche* ne vécut que peu d'années. Marie épousa Jean de Monfort Duc de Bretagne, & mourut en 1363. *Marguerite* fut femme de Jean Hastings Comte de Pembroock.

DISSERTATION

SUR LA

LOI SALIQUE, ET SUR LE DIFFEREND

ENTRE PHILIPPE DE VALOIS ET EDOUARD III.

DISSER-
TATION
SUR LA
LOI SA-
LIQUE.

*Bodin de la
Republique.
L. 1. 8.
Marca de
Jurid. Par.
1. C. 28. No.
31.
De Thou
Lib. 110.*

CE que presque tout le monde entend aujourd'hui par *Loi Salique*, c'est une Loi fondamentale de la Monarchie de France, qui exclut les femmes & leurs descendans de la succession à la Couronne. Ce terme de *Loi Salique* ne porte presque plus d'autre idée dans l'esprit. C'est aussi dans ce sens que *Bodin* a dit, que cette Loi étoit le fondement de la Monarchie; Mr de *Marca*, que c'étoit un privilège & une coutume particulière des François; Mr de *Thou*, que c'étoit le *Palladium* de la France. On pourroit citer une infinité d'autres Auteurs François, qui, en parlant de la Loi Salique, ne l'ont considérée que comme une Loi qui regardoit particulièrement la succession à la Couronne de France. Cette idée est cause que la plupart des gens se persuadant qu'on n'a jamais pensé autrement, depuis l'établissement de la Monarchie, ne peuvent comprendre qu'Edouard III. Fils d'une Princesse de France, ait pu, avec la moindre couleur, disputer la Couronne de France à Philippe de Valois qui descendoit de Père en fils de Hugues Capet. Mais ceux qui raisonnent ainsi ne prennent pas garde qu'ils posent en fait une chose qui véritablement n'est plus contestée aujourd'hui, mais qui, dans le tems de cette fameuse querelle, faisoit l'unique sujet de la question & du différend entre les deux Rois. Depuis que cette question a été décidée, la notion qu'on a de la Loi Salique est juste & certaine: mais j'ose dire qu'elle étoit alors douteuse, & c'est ce que j'espère de faire voir avec assez de clarté.

Ce fut par la Loi Salique, qu'Edouard, qui étoit le plus proche parent mâle de Charles le Bel, fut privé de la Succession, & que la Régence, ou pour mieux dire la Couronne, fut adjugée à un Parent plus éloigné. Il faut donc, pour bien entendre ce procès, sçavoir ce que c'est que cette Loi dont tout le monde parle, que si peu de gens connoissoient, & sur laquelle les François eux-mêmes ne s'accordent pas, quoiqu'ils la regardent comme un Loi fondamentale de leur Monarchie.

*Bignon, de
l'Excellence
du Royaume
de France.
L. 3. p. 298.*

Quelques-uns d'entre eux, comme l'illustre *Jerôme Bignon*, ont dit qu'il ne falloit point chercher la Loi Salique dans les Ecrits, puisque c'étoit une Loi de la nature, & que s'il y avoit des Royaumes où elle n'eût point de lieu, c'étoit des exemples plus dignes d'être admirez, que d'être imitez (1). Quelques-uns ont prétendu que *Pharamond*, premier Roi des François, ordonna

par

(1) On a raison de dire que l'on ne trouve ni commencement, ni fin de cette Loi Salique, car c'est une Loi de Nature née avec les hommes, & de Droit non écrit, comme *Aristote* dit que tout Droit de Nature & des Gens n'en est point écrit. (*Bignon.*)

par une Loi expresse que les femmes ne succéderont point à la Couronne, & que, depuis ce tems-là, elle n'a jamais été violée. D'autres attribuent cette même Loi à *Clovis*. *Mézerei* prétend que la succession des mâles à la Couronne de France, n'a pas été établie par une Loi écrite, mais par une coutume inviolable. Cette confusion d'idées, qui fait qu'on regarde la Loi Salique, tantôt comme une Loi naturelle, tantôt comme une Loi positive & expresse, & tantôt comme une simple coutume, cause dans cette matière une obscurité que je vai tâcher de dissiper, pour mettre le Lecteur au fait, par rapport à la fameuse querelle entre les deux Rois.

Avant que les Francs s'établissent dans cette partie des Gaules, qu'ils occupent depuis si long-tems, ils étoient dispersez par plusieurs troupes en Allemagne & dans les Pais-bas, d'où il arriva qu'ils reçurent divers noms, selon les divers pais qu'ils habitoient. Les uns furent appelez *Saliens*, de la rivière de *Sala* qui couloit dans leur pais (1). D'autres furent distinguez par les noms de *Chamaves*, de *Cattes*, d'*Atuariens*, de *Ripuariens*, ou *Ribarols*. Chacune de ces Colonies avoit des Loix, dont les principales étoient sans doute communes à tout le Peuple Franc; & selon les apparences, elles en avoient aussi de particulières. Celles des *Saliens* & des *Ripuariens* se sont conservées jusqu'à notre tems. Parmi celles des *Saliens*, se trouve celle-ci:

De Terrâ verò Salica, nulla portio ad mulierem transit, sed hoc virilis sexus acquirit.

Cette Loi, comme il est aisé de le remarquer, regarde les héritages des Particuliers, & le Titre des *Allends*, sous lequel elle est rangée, ne permet pas d'en douter. C'est aussi le sentiment d'une infinité d'Auteurs tant François qu'étrangers, dont il seroit inutile de rapporter ici les noms. *Mézerei* en a eu aussi sans doute la même opinion, puisqu'il a dit que la succession des Mâles à la Couronne n'a pas été établie par aucune Loi écrite. Tout ce que peuvent dire de plus plausible ceux qui fondent l'exclusion des femmes sur le Paragraphe des Loix Saliennes, rapporté ci-dessus, c'est que la succession à la Couronne est comprise dans la Loi qui régloit la succession aux Héritages des familles nobles. C'est aussi à cela que s'en tient le Pere *Daniel* dans son Histoire de France. Il prétend que la Règle touchant la succession à la Couronne est contenuë dans cet article particulier de la Loi Salienne ou Salique, qui comprend toutes les Loix des Francs *Saliens*. Ce que cet habile Historien dit sur cette matière, dans le Règne de *Clovis*, pouvant beaucoup servir à son éclaircissement, j'en transcrirai ici une partie pour épargner aux Lecteurs la peine de l'aller chercher ailleurs.

Ce fut alors, vraisemblablement, que *Clovis* publia la fameuse Loi Salique. Je sçai que plusieurs de nos Historiens en font honneur à *Pharamond*; mais j'écris ici conformément à la pensée d'un de nos plus habiles Critiques. (*Hadr. de Valois*).

Bien des gens parlent & entendent parler de cette Loi, sans sçavoir ce que c'est. Il y a là-dessus un préjugé populaire; sçavoir, que cette Loi ne regarde uniquement ou principalement, que la Succession des Mâles à la Couronne

Dd ij

de

(1) Il y a douze sentimens différens sur l'étimologie du mot *Salique*. Celui qui la tire des Francs *Saliens*, & le nom de ceux-ci de la Rivière de *Sala* me paroît le plus vrai-semblable. Voyez *Linnaeus*, de *Jure Imp. Roman. Germ.* L. 1. c. 2.

DISERTION
SUR LA
LOI SALIQUE.

de France, en déterminant les qualitez de ceux qui y peuvent prétendre. Cette pensée est fautive en plusieurs points. De soixante & douze Articles dont cette Loi est composée (1), il n'y en a que trois ou quatre lignes du soixante & deuxième qui ayent du rapport à ce sujet. Encore ne regardent-elles pas en particulier la succession des Mâles à la Couronne: mais elles appartiennent généralement à toutes les familles Nobles, dont elles régulent le droit à cet égard, aussi bien que celui de la famille Royale. En voici les termes: *Pour ce qui est de la Terre Salique, que la femme n'ait aucune part à l'Héritage, mais que tout aille aux Mâles.*

On entendoit par le nom de *Terre Salique* les Terres des Nobles de la Nation, & même, selon quelques-uns, les Terres de conquête, telles qu'étoient presque toutes celles de la Monarchie Françoisse en deçà du Rhin. Ce qui a principalement donné lieu à l'idée populaire sur ce sujet, a été le grand différend qu'il y eut autrefois entre Philippe, Comte de Valois, & Edouard III. Roi d'Angleterre. Outre ce fameux différend, le peu d'usage qu'on fait présentement de cette Loi, que nos Jurisconsultes ne s'avisent guères de citer sur d'autres sujets, a été cause de cette persuasion vulgaire qui la restreint si fort. Mais en effet, elle comprenoit une infinité d'autres Réglemens sur toutes sortes de matières. . . .

Je crois que ce que nous avons présentement de la Loi Salique, n'est qu'un Extrait d'un plus grand Code qu'on abrégéa exprès, afin que le Peuple & les Juges pussent en apprendre plus aisément la substance, & ce qu'il y avoit de principal. Ce qui me le persuade, c'est que dans le Livre de la Loi Salique que nous avons, on cite la Loi Salique même, & certaines Formules qu'on ne voit point dans tout cet Ecrit. . . . Et c'est encore ce qui ne laisse aucun lieu de douter, qu'elle n'eût été d'abord composée dans le langage des François, & qu'ensuite on n'en eût traduit en Latin l'Abrégé, en faveur des Gaulois, auxquels elle devoit être commune en plusieurs Articles avec les François. C'est cet Extrait ou Abrégé qui est venu jusqu'à nous.

Voilà donc trois notions différentes que trois habiles gens donnent de la Loi Salique, de cette Loi, dis-je, qui rend les femmes incapables de succéder à la Couronne. *Bignon* dit que c'est une Loi de la Nature, qui devoit être commune à tous les Etats. Selon le *P. Daniel*, il faut entendre par la Loi Salique, un Abrégé des Loix Saliennes, publié par Clovis. Quant à cette Loi particulière qui règle la succession à la Couronne de France, il prétend que c'est une chimère, une erreur populaire, & ajoute, sans en donner néanmoins aucune preuve, que l'exclusion des femmes, par rapport à la Couronne, tire toute sa force de cet endroit particulier du Code Salique, qui règle la succession des Héritages des familles Nobles, & par conséquent, selon lui, de l'Héritage de la famille Royale, c'est-à-dire, de la Couronne. Selon *Mézeryai*, il faut entendre par la Loi Salique, c'est-à-dire, par cette Loi qui règle la succession, non une Loi écrite, mais une coutume inviolable qui sert de Loi. Pour donner une idée exacte de cette matière, j'examinerai ces trois sentimens, & ferai voir les difficultés qui se rencontrent dans chacun.

Premièrement, quant à celui qui suppose que la Loi Salique, ou ce qui est la même chose, l'exclusion des femmes & de leurs Descendans de la succession

(1) Quelques Editions en mettent plus ou moins.

DISSEN-
TATION
SUR LA
LOI SA-
LIQUE.

tion à la Couronne, est une Loi de la Nature, j'avouë qu'on pourroit, avec quelque fondement, soutenir que la Nature demande que les Etats soient gouvernez par des hommes, si la Loi Salique ne s'étendoit pas plus loin: mais puisqu'elle va jusqu'à exclure les hommes descendus des femmes du Sang Royal, il me semble qu'on ne voit plus la Nature dans cette extension. En second lieu, si la Loi Salique étoit une Loi de la Nature, elle seroit suivie dans tous les Etats, ou du moins, s'il y avoit quelques exceptions, elles seroient en petit nombre: mais ici c'est tout le contraire. Dans tous les Royaumes de l'Europe, indépendans, qui ont été formez par les Nations Septentrionales, il n'y a que la France qui suit cette Loi prétendue naturelle. Tous les autres Etats, l'Espagne, le Portugal, Naples, la Sicile, la Bohême, la Hongrie, la Suède, le Danemarck, l'Angleterre, l'Ecosse, admettent la succession des femmes. Il faut donc dire que la France seule suit la Loi de la Nature, & que tous les autres Etats s'en sont écartez, ce qui me paroît absurde. Aussi en troisième lieu, la Loi Salique a-t-elle été toujours regardée, ainsi qu'elle l'est aujourd'hui, comme une Loi particulière à la France, & l'on ne trouve point que Philippe le long ni Philippe de Valois aient jamais prétendu la faire valoir sur un autre pied.

Pour ce qui regarde le sentiment du pere Daniel, quelque estime que j'aye pour son Histoire, qui me paroît la meilleure de toutes les Histoires de France, je ne puis m'empêcher de dire, que non seulement il n'est pas fondé, mais qu'il est même hors de la vrai semblance. Il est très-aisé de faire voir que le Paragraphe du Code Salique, sur lequel il fonde l'exclusion des femmes, & de leurs descendans, ne regarde en aucune manière la succession à la Couronne. Pour le comprendre, il n'y a qu'à considérer le titre entier sous lequel il est rangé. C'est le 62. intitulé de *Alode*, qui régle la succession des biens *alodiaux*. Mais avant que de rapporter ce Titre, il faut remarquer que les Terres *alodiales* étoient des Terres qui appartenoient en propres à celui qui les possédoit, & qui étoient indépendantes de tout autre Seigneur particulier. C'est ce qui les distinguoit de certaines autres Terres appelées *Beneficia* qui avoient été distribuées à la Noblesse, sous la condition de servir l'Etat personnellement, en certaines occasions, ce qui ne convenoit point aux femmes. C'étoient celles-ci qu'on appelloit *Saliques*, parce qu'on les regardoit comme appartenant proprement à tout le Corps de la Nation, & qu'elles n'étoient possédées par des Particuliers, que sous l'obligation de servir l'Etat. Cela supposé, voici le Titre entier de la Loi Salique, dans lequel ce Paragraphe est inferé.

Du Cange
Alodis.

Tit. 62. De *Alode*.

1. Si quis homo mortuus fuerit, & filios non dimiserit, si pater aut mater superfuerint, ipsi in Hæreditatem succedant.
2. Si pater aut mater non superfuerint & fratres vel sorores reliquerit, ipsi Hæreditatem obtineant.
3. Quod si nec isti fuerint, sorores patris in Hæreditatem succedant.
4. Si verò sorores patris non extiterint, sorores matris ejus Hæreditatem sibi vindicent.
5. Si autem nulli horum fuerint, quicumque proximiores fuerint de paternâ generatione, ipsi in Hæreditatem succedant.

"Edir. de
"Pichon.

"
"
"
"
"
"

6. *De Terrâ verò Salicâ, nulla portio Hereditatis mulieri veniat, sed ad virilem sexum tota Terra Hereditas perveniat.*

Il paroît par ce Titre 1. que les Terres Saliques étoient alodiales comme les autres, c'est-à-dire, qu'elles étoient le véritable patrimoine du possesseur, autrement on ne les auroit pas rapportées à ce Titre. 2. Que le but du Paragraphe VI. étoit de distinguer les Terres Saliques des Terres alodiales communes, par la raison que les premières étoient sujettes à des services militaires que les femmes ne pouvoient point rendre. Mais il me semble que c'est terriblement forcer le sens de ce 6. Paragraphe, que de l'étendre jusqu'à la succession à la Couronne. Tout ce qu'on pourroit prétendre de plus fort, ce seroit que les domaines particuliers du Roi fussent sujets à cette Loi.

Mais pour faire mieux comprendre que cet Article ne regarde en aucune manière la succession à la Couronne, il faut remarquer qu'il y a deux Editions primitives de la Loi Salique : l'une, procurée par Hérôld : l'autre, par Fr. Pitou, & que dans cette dernière, cet Article VI. du Titre 62. est tronqué, n'y ayant autre chose que ce qu'on vient de lire. Mais dans l'autre Edition, le Paragraphe est conçu en ces termes :

De Terrâ verò Salicâ in mulierem nulla portio Hereditatis transit, sed hoc virilis sexus acquirit, hoc est, filii in Hereditate succedunt. Sed ubi inter Nepotes & Pronepotes, post longum tempus, de Alode Terra contentio suscitatur, tunc non per stirpes, sed per capita dividantur.

Je ne vois pas, en considérant tout ce Paragraphe, qu'on puisse, avec aucune sorte de couleur, l'appliquer à la succession à la Couronne.

On peut ajouter encore, qu'il est très-vaissemblable, que quand la Loi Salique fut faite, les Francs n'avoient pas encore de Roi. Non seulement on n'en voit aucune trace dans les différens articles de cette Loi : mais même, on trouve dans des Préfaces des choses qui font juger que les Francs n'étoient pas soumis à une Puissance Souveraine.

Voici le commencement de la Loi Salique, selon la première Edition de Hérôld.

IN CHRISTI NOMINE.

Incipit Pactus Legis Salicæ.

Hî autem sunt qui Legem Salicam tractaverunt, Wisogast, Arogast, Salegast, & Windogast, in Bodham, Saleham, & Widham.

Selon l'autre Edition.

Incipit Tractatus Legis Salicæ.

Gens Francorum inclita, auctore Deo condita, dum adhuc ritu barbarico teneretur, inspirante Deo, inquirens scientiæ clavim, juxta morum suorum qualitatem, desiderans justitiam, & custodiens pietatem, dictavit Salicam Legem, per Proceres illius Gentis, qui tunc temporis ejusdem aderant Rectores. Electi de pluribus viri quatuor, his nominibus Wisogastus, Bodogastus, Sologastus & Wodogastus, in locis cognominatis Solehaim, Bodoheim & Widoheim, qui per tres Mallos (1) convenientes, omnes causarum origines sollicitè tractantes, discutiendo de singulis, sicut ipsa Lex declarat, Judicium decreverunt hoc modo. At ubi, Deo favente, Rex Francorum Clodovæus, florens & pulcher, & inclitus primus recepit Catholi-

cu in

(1) C'est-à-dire, Assemblées Publiques.

cum Baptismum, & deinde Childebertus, & Clotarius, in culmen Regale, Deo protegente, pervenerunt, quidquid in Pacto (1) habebatur minus idoneum, fuit per illos lucidius emendatum, & sanctius Decretum. Vivat qui Francos diligit, &c.

DISSE-
RATION
SUR LA
LOI SA-
LIQUE.

Vraisemblablement cette Préface fut mise à la tête de la Loi Salique, entre le tems de Clotaire II. & de Charlemagne, & peut-être avant le Règne de Dagobert, puisqu'il n'est point parlé de lui, quoiqu'il eût fait quelques changemens à cette Loi, aussi-bien que Clotaire & Childebert.

En voici un autre qui fut faite du tems de Charlemagne.

PROLOGUS LEGIS SALICÆ.

Placuit atque convenit inter Francos & eorum Procures, ut propter servandum inter se pacis studium, omnia incrementa veterum rixarum, resicare deberent, & quia ceteris Gentibus juxta se positis, fortitudinis brachio præminebant, ita etiam Legum auctoritate præcellerent, & juxta qualitatem causarum, sumeret criminalis actio terminum. Extiterunt igitur inter eos, electi de pluribus quatuor viri, his nominibus, Wisogastus, Bodogastus, Salogastus, & Widogastus in Villis quæ ultrà Rhenum sunt, Saleheim, Bodoheim, & Widoheim qui per tres Mallos convenientes, omnium Causarum originem sollicitè discutiendo, tractantes de singulis, Judicium decreverunt hoc modo.

Ex Codice MS.

Marchomiris quoque dedit Francis id consilium, & elegerunt Faramundum ipsius filium, & levaverunt in Regem super se crinitum. Tunc habere Leges coeperunt, quas eorum Procures gentiles tractaverunt, his nominibus Wisogastus, Arogastus, Salogastus, in Villis quæ ultrà Rhenum sunt, in Botagin, Selecagin, & Widecagin.

Anno ab Incarnatione Domini Nostri Jesu-Christi, DCCXCVIII. Dominus Carolus Rex Francorum inclitus, hunc Libellum Tractatus Legis Salicæ scribere jussit.

Quelle apparence y a-t-il, que si les Auteurs de ces Préfaces eussent cru que les Franks avoient un Roi, lorsque la Loi Salique fut faite, il n'en eussent fait aucune mention. Car pour l'Extrait de la Chronique, c'est une Pièce à part, que l'Auteur de la dernière Préface a ajoutée, comme regardant la même matière. Mais si les Franks n'avoient point de Roi, comment pourra-t-on appliquer le Paragraphe sixième du Titre 62. à la succession à la Couronne de France.

Voici une seconde difficulté que je trouve dans le sentiment du P. Daniel. En supposant même que cet article, *De Terrâ vero Salicâ*, regardât la succession à la Couronne, aussi-bien que les Héritages des familles Nobles, s'il est vrai que cette Loi étoit abrogée sous la troisième Race des Rois de France, par rapport aux Terres Saliques, ou grands Fiefs, il me semble qu'on en peut conclure, qu'elle étoit aussi abrogée par rapport à la Couronne. Mais la chose parle d'elle-même, puisque personne ne peut nier que les Duchez, les Comtez, & en un mot tous les grands Fiefs de la Couronne, ne passassent entre les mains des femmes. La Normandie, la Guyenne, le Comté de Ponthieu, & Montreuil, n'étoient venus aux Rois d'Angleterre que par des femmes. Il en est

(2) C'est-à-dire, dans la Loi qui étoit appelée *Pactus Legis Salicæ*.

DISSERTATION
SUR LA
LOI SALI-
QUE.
(1) *Hist. des*
Comtes de
Flandres. A
la Haye 1698

est de même du Comté de Toulouſe, de la Provence, & de la Bretagne. La ſucceſſion du Comté de Flandres étoit toujours déſignée au plus prochain Héritier, ſans préférence de ſexe, depuis le tems de Charles le Chauve. Tous ces exemples ſubſiſtoient actuellement au tems de la mort de Louiſ Hutin, lorsqu'on commença pour la première fois à faire valoir la Loi Salique, pour y fonder le droit des mâles. C'étoient là de groſſes portions des Terres Saliques dévolues à des femmes, par un pur droit de ſucceſſion. Où étoit donc en ce tems-là l'obſervation de l'Article *De Terrâ vero Salicâ nulla portio ad mulierem tranſit* ?

Il me ſemble qu'on ne peut répondre à cette objection que de deux manières. Premièrement, en diſant que les Terres Saliques, c'eſt-à-dire, les Terres des Nobles, ou les Fiefs de la Couronne, ne paſſoient entre les mains des femmes, que quand il ne ſe trouvoit plus de Mâles dans la famille. Mais cette réponse n'a aucun fondement. Outre ce qui a été rapporté ci-deſſus, touchant le Comté de Flandres, du tems même de Philippe de Valois, l'Artois fut adjudgé à Mahaud, au préjudice de Robert d'Artois, petit-fils, par ſon pere, du dernier Duc, & le Duché de Bretagne, à la femme de Charles de Blois, quoique le Comte de Monfort, frere du dernier Duc, fut en vie. Mais quand même cette Loi n'auroit pas été abrogée lorsque Hugues Capet parvint à la Couronne, elle le fut au moins par ce Prince, en donnant en Fief à la Nobleſſe, de grandes Terres, ſans en exclure les femmes.

L'autre manière de répondre à mon objection conſiſte à dire, qu'encore que la Loi fut abrogée par rapport aux Terres Saliques, elle ne l'étoit pas pour ce qui regardoit la ſucceſſion à la Couronne, à l'égard de laquelle elle n'avoit jamais été violée. Mais comment peut-on ſuppoſer, qu'une Loi avoit été abrogée dans les ſens indubitables qu'elle contient, & que tout le monde y voit, & qu'elle ait conſervé ſa force dans un ſens douteux qu'on n'y voit pas, & qu'on ſe contente de ſuppoſer, ſans en donner aucune preuve ? D'ailleurs je ferai voir dans la ſuite, qu'il ne s'étoit préſenté aucune occaſion de la violer.

Une troiſième difficulté contre ce ſentiment ſe peut tirer de la Préface que le P. Daniel a miſe à la tête de ſon Histoire de France. Cet habile Historien y ſoutient, Article III. que la Couronne, après avoir été héréditaire dans la première Race, devint élective ſous la ſeconde, & qu'elle ne vint héréditaire dans la troiſième, que par la voye de l'Association pratiquée par les premiers Rois de cette Race, depuis Hugues Capet juſqu'à Philippe Auguſte. Si cela eſt, où trouvera-t-on l'obſervation de la Loi Salique, par rapport à la Couronne, depuis le tems de Pepin le Bref, juſqu'à celui de Louiſ VIII ? Comment auroit-elle pû ſubſiſter dans un Royaume électif, où il dépendoit des Grands, de donner la Couronne à qui bon leur ſembloit, & de prendre même des Rois hors de la famille Royale, comme ils le firent à l'égard de Raoul & d'Eudes ? Voici ce que dit le P. Daniel ſur cet Article.

Préf. Hiſt.
pag. dern.

Il eſt très-vrai-ſemblable, que Hugues Capet ayant conſirmé les Ducs, les Comtes, & d'autres Seigneurs dans leurs uſurpations, non ſeulement pour eux, mais pour leur poſtérité, obtint auſſi d'eux le rétabliſſement du droit ſucceſſif à la Couronne dans ſa Maiſon. Mais comme il ſe déſoit de leurs caprices, il ſ'associa ſon Fils Robert. Celui-ci en fit autant pour ſon Fils Henri, & l'uſage de l'Association dura juſqu'à Philippe Auguſte, lequel jugeant le droit ſucceſſif ſuffiſamment rétabli, par

La succession de plusieurs de ses Prédécesseurs qui succédèrent de Pere en Fils à Hugues Capet, & dont les Regnes, pour la plupart, furent fort longs, ne se mit pas en peine de s'associer Louis VIII. son Fils.

DISSERTA-
TION SUR
LA LOI
SALIQUE.

Il faut présentement examiner le sentiment de Mézerai, & de ceux qui, comme lui, croient que la *Loi Salique*, c'est-à-dire, l'exclusion des femmes & de leurs Descendans, n'est fondée que sur une coutume inviolable. Mais avant toutes choses, il faut ôter l'ambiguïté, qui se trouve dans le terme de *coutume* : car on peut entendre par là, ou une *coutume négative*, si j'ose m'exprimer ainsi, ou une *coutume positive*. J'appelle négative, une Coutume à laquelle on ne peut opposer aucun événement qui lui soit contraire, & qui néanmoins ne forme ou n'établit aucun droit. Par exemple, il n'y a jamais eu en Angleterre de Roi boiteux ou manchot. Qu'on ajoute tant qu'on voudra, que c'est une coutume qui n'a jamais été violée ; si malheureusement le Fils unique d'un Roi d'Angleterre devenoit boiteux ou manchot, seroit-ce une bonne raison pour l'exclure de la succession du Roi son Pere ? Il en est de même de la coutume inviolable de France, prise dans cette signification. De ce qu'il n'y a jamais eu en France de Reine qui ait porté la Couronne de son chef, & par son propre droit, il ne s'ensuit pas nécessairement, que les femmes n'aient eu aucun droit à la Succession, comme on ne pourroit pas dire en Angleterre, qu'un Boiteux ou un Manchot ne peut monter sur le Trône, sous prétexte qu'en ce Pais-là il n'y a jamais eu de Roi boiteux ou manchot. J'appelle une Coutume positive celle qui est fondée sur quelque Loi, ou du moins, en faveur de laquelle il y a des exemples & des préjuges qui font voir, qu'elle a été inviolablement observée, & qu'elle a servi de regle en certaines occasions. C'est de celle-ci que Mézerai a voulu parler, puisqu'il la confond avec la Loi Salique, & qu'il a voulu même donner quelque exemple de son observation. Il s'agit donc de sçavoir, s'il y a eu en France une telle coutume positive, avant le Règne de Philippe le Long, qui, pour soutenir son droit, fit valoir la Loi Salique, soit, qu'il entendît par là le Paragraphe du Code Salique dont j'ai parlé ci-dessus, ou la Coutume inviolable. Mais où sont les Auteurs qui en ont parlé ? N'est-il pas bien étrange, que pendant neuf cens ans qui se sont écoulés, depuis Pharamond jusqu'à Philippe le Long, il ne se soit point trouvé d'Auteur qui ait fait mention de cette Coutume inviolable qui sert de Loi fondamentale à un grand État ? Je croi pouvoir donner cela comme un fait certain, quoique je n'aye pas tout lû, parce qu'il ne me paroît pas possible, que tant de Sçavans, qui, depuis le tems de Philippe le Long jusqu'à présent, se sont attachez à chercher des preuves pour soutenir la Loi Salique, il ne s'en fut trouvé quelqu'un d'assez heureux pour déterrer, dans les anciens Auteurs, quelques passages qui favorisassent cette Loi, écrite ou non écrite, ou qui, du moins, y fissent allusion. De tous les témoignages qu'on allégué, il n'y en a aucun qui ne soit postérieur au Règne de Philippe le Long. Je sçai bien qu'on a déjà répondu à cette objection, en disant, que Marculfe, qui vivoit au milieu du VII^e siècle, a parlé de la Loi Salique dans ses Formules : mais c'est donner le change. Personne n'a jamais prétendu contester l'existence de la Loi Salique, si on entend par là le Code Salique ou Salien en général. Mais il s'agit de prouver l'existence de cette Loi particulière, qu'on appelle *Loi Salique*, par laquelle les femmes étoient privées du droit de suc-

DISSERTA-
TION SUR
LA LOI
SALIQUE.

ceder à la Couronne, avant le Règne de Philippe le Long. Marculfe fait mention de la première, en plusieurs endroits de ses Formules, mais il ne dit pas un seul mot de la seconde, qui est celle dont il est question. Il reste donc, que cette Loi non écrite, cette Coutume inviolable, doit être fondée sur des exemples & des préjuges qui l'ont établie, ou du moins confirmée, sans quoi on ne sçait ce qu'on en doit penser. Il faudroit donc faire voir, qu'avant le Règne de Philippe le Long, il y a eu des occasions, où les femmes & leurs Descendans ont été exclus de la Couronne, en vertu de la Loi Salique, ou de la Coutume inviolable; c'est ce qui me reste à examiner.

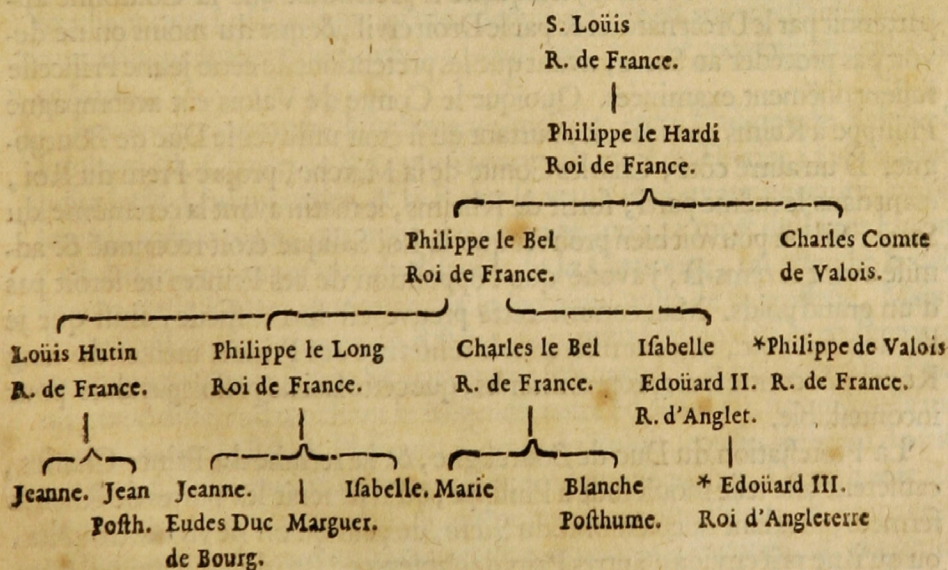
Pour commencer par la troisième Race : depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe le Long, aucune occasion semblable n'a pû se présenter, puisque les Rois de cette famille ont succédé de Pere en Fils.

Dans toute la seconde Race, il n'est pas possible de trouver aucun exemple qui favorise la Loi Salique, ou la Coutume inviolable. On pourroit au contraire tirer un préjugé en faveur des femmes, de ce que divers Princes descendus de Charlemagne par des femmes, démembrèrent la Monarchie Francoise, & s'emparèrent de diverses Pièces de la Succession de Charlemagne. Mais comme c'étoit dans un tems où il n'y avoit que deux Princes mâles vivans, du sang de cet Empereur, sçavoir, l'Empereur *Arnoul* qui étoit bâtard, & *Charles le simple* qui pouvoit aussi être réputé tel, je n'insisterai point là-dessus.

La première Race fournit trois préjuges qui peuvent favoriser la Coutume dont il s'agit. Les Filles de Childebert I. Roi de Paris, ne succédèrent pas à leur Pere : ce fut Clotaire I. leur Oncle, qui s'empara du Royaume de son Frere. Peu de tems après, Chérebent, Roi de Paris, étant mort sans enfans mâles, *Gontran*, *Sigebert* & *Chilperic*, ses freres, partagèrent sa succession, sans en faire part à ses Filles, enfin, *Gontran* n'ayant qu'une Fille, laissa son Royaume à Childebert II. son Neveu. Si l'on pouvoit faire voir, que tout cela se fit en conséquence de la Loi Salique, ou de la Coutume inviolable, il n'y auroit rien de plus fort que ces préjuges. Mais par malheur, il n'y a pas un seul Auteur antérieur à Philippe le Long, qui parle en cette occasion de la Loi Salique, ou de la Coutume; il est vrai, que Mézerai, qui a écrit douze cens ans après, assure hardiment, que Clotaire I. recueillit la succession de son Frere, en vertu de la Loi Salique, & que c'est-là le premier exemple qui se trouve de l'observation de cette Loi. Mais en rapportant le fait, il dit, que Clotaire fit mettre ses Nièces en prison, de peur qu'elles ne lui disputassent la Succession de leur Pere. La même chose arriva dans la Succession de Chérebent : Ses Freres employerent la force pour s'emparer de son Royaume, sans alleguer la Loi Salique, pour soutenir leur droit. Aussi le Président Fauchet, convaincu de la violence qui fut exercée en ces deux occasions, abandonne-t-il ces deux prétendus préjuges, pour se retrancher au troisième : celui-ci est plus specieux. *Gontran*, n'ayant qu'une Fille, adopta Childebert II. son Neveu, & lui laissa son Royaume : mais cette Fille étoit Religieuse. D'ailleurs, de ce que *Gontran* crut, qu'il lui étoit permis de laisser sa succession toute entière à Childebert II. sans en faire part à Clotaire II. qui étoit aussi son Neveu, & Frere de Childebert, il semble qu'on en peut inferer, qu'il ne se croyoit pas lié par aucune Loi, & qu'il n'y avoit
alors

alors rien de réglé par rapport à la succession. On dira peut-être, qu'en nommant Childebert, qui étoit l'aîné des deux Freres, pour son Successeur, il ne fit que suivre la disposition de la Loi ou de la Coutume : mais on le dira sans fondement. Toute l'Histoire de la premiere Race fait voir, que les aînez n'avoient aucun privilege, & que les Royaumes, dont la Monarchie Françoisé étoit alors composée, étoient toujours partagez entre les Freres. Mais quoiqu'il en soit, il ne suffit pas de faire voir que Gontran a fait quelque chose de conforme à la prétendue disposition de la Loi Salique ou de la Coutume, il faut aussi prouver qu'il l'a fait en vûe de se conformer à cette Coutume, ou à cette Loi, ce que je croi impossible. Ce seroit toute autre chose si la Loi étoit parfaitement connuë, ou si la Coutume étoit incontestablement établie par divers exemples précédens, qui donnassent lieu de supposer, que Gontran avoiten vûe des'y conformer. Si l'on examine bien tout ce qui se passa sous cette premiere Race, par rapport à la Succession, on trouvera qu'il n'y avoit rien de fixe sur ce sujet, & que la force & les armes y avoient plus de part que les Loix. Cela est si vrai, qu'il est même incertain, selon que le P. Daniel l'assure, si les Enfans devoient être préferéz aux Freres, & que cette question ne fut bien décidée que bien avant sous la seconde Race. Il est donc manifeste, par tout ce que je viens de dire, que l'opinion qu'il y avoit en France, avant le Règne de Philippe le Long, une Loi ou une Coutume qui excluait les femmes de la Succession à la Couronne, ne peut être appuyée sur aucun témoignage certain, ni sur aucun fait incontestable.

Après avoir montré ce que c'est que la Loi Salique dont tant de gens parlent sans en avoir une juste idée, il faut, pour achever d'éclaircir cette matière, faire voir comment l'observation de cette Loi s'établit en France. Mais pour la mieux comprendre, il faut jeter les yeux sur ce morceau de Généalogie des Rois de France, qui servira aussi à faire entendre le sujet de la querelle entre Edoüard & Philippe de Valois.



DISSERTA-
TION SUR
LA LOI
SALIQUE.

Loüis Hutin qui mourut en 1316. ne laissa de Clemence de Bourgogne sa femme, qu'une fille fort jeune, nommée Jeanne : mais comme la Reine sa veuve étoit enceinte, on attendit qu'elle eût accouché, pour disposer de la Couronne. Ce délai étoit fondé sur ce qu'en cas que la Reine mît un Fils au monde, ce Fils devoit succéder à son Pere, non pas en vertu de la Loi Salique, mais par une Loi commune à tous les États, selon laquelle les mâles sont toujours préférés aux femmes d'un même degré. En attendant la délivrance de la Reine, la Regence fut destinée à Philippe le Long, qui étoit l'aîné des deux Freres du dernier Roi. Jedis, que la Regence lui fut destinée, en me servant des termes du P. Daniel, qui ne dit point qui furent ceux qui la destinèrent. Ce Prince étoit alors à Lion occupé à faire tenir un Conclave pour l'élection d'un nouveau Pape. Cela fut cause qu'il ne put arriver à Paris que trois semaines après la mort du Roi son Frere. Il trouva qu'il s'y étoit déjà formé contre lui un parti, à la tête duquel étoit Charles Comte de Valois son Oncle, qui prétendoit lui disputer la Regence, & qui s'étoit même déjà emparé du Louvre. Mais Philippe, en arrivant, trouva le moyen de le déloger de ce poste. Dès le lendemain il fit assembler le Parlement, & du consentement unanime des Seigneurs & des Chevaliers qui s'y trouverent, la Regence lui fut adjugée pour dix-huit ans, en cas que la Reine accouchât d'un Prince.

Cependant, comme il pouvoit arriver que la Reine auroit une Fille, *Endes* Duc de Bourgogne, Oncle maternel de Jeanne fille du feu Roi, se préparoit à faire valoir les droits de sa Nièce. Enfin, la Reine accoucha d'un Prince qui fut nommé *Jean* & qui ne vécut que peu de jours. Alors Philippe, se fondant sur la Loi Salique, prétendit que la Couronne lui étoit dévolue. Comme il avoit un puissant parti, ne voulant point mettre son droit en compromis, il se rendit à Reims pour s'y faire sacrer : mais le Duc de Bourgogne fit faire des oppositions au Sacre, avec une protestation en présence des Pairs, pour maintenir le droit de Jeanne, à laquelle il prétendoit que la Couronne appartenoit par le Droit naturel & par le Droit civil, & que du moins on ne devoit pas procéder au Sacre, avant que les prétentions de cette jeune Princesse fussent dûement examinées. Quoique le Comte de Valois eût accompagné Philippe à Reims, on sçavoit pourtant qu'il étoit uni avec le Duc de Bourgogne. D'un autre côté, Charles Comte de la Marche, propre Frere du Roi, étant dans le même parti, sortit de Rheims, le matin avant la cérémonie du Sacre. Si l'on pouvoit bien prouver que la Loi Salique étoit reconnue & admise avant ce tems-là, j'avoué que l'opposition de ces Princes ne seroit pas d'un grand poids. Mais comme cette preuve est fort difficile, ainsi que je l'ai déjà fait voir, on peut inferer de la résistance des Princes mêmes du sang Royal, & contre leurs propres intérêts, que cette Loi ne passoit pas alors pour incontestable.

La Protestation du Duc de Bourgogne, & la retraite du Prince Charles, causèrent une telle inquiétude à Philippe, qu'il fit tenir les portes de Rheims fermées, pendant la cérémonie du Sacre, de peur qu'on ne vînt le troubler, ou qu'il ne prît envie à d'autres Pairs de s'absenter. Peu de jours après il fit tenir à Paris une Assemblée, à laquelle assistèrent, *un grand nombre de Nobles, presque tous les Prélats, les plus considérables Bourgeois de Paris, & l'Université.*

Ce

Ce fut cette Assemblée qui examina les Loix de l'Etat, qui décida que les femmes étoient incapables de succéder à la Couronne, & qui approuva, & confirma le Sacre du Roi. On pourroit demander si une telle Assemblée étoit en droit de former une pareille décision : mais puisqu'il a plu à la Nation François de la recevoir, il n'est pas nécessaire d'insister là-dessus. Je ferai seulement remarquer, que près de neuf siècles s'étoient écoulés depuis l'établissement de la Monarchie, & que c'est la première fois qu'il a été expressément décidé en France, que les femmes sont incapables de succéder à la Couronne.

Malgré cette décision, la Reine Clemence, veuve du dernier Roi, le Comte de la Marche, frere du Roi, le Comte de Valois son oncle, le Duc de Bourgogne, Prince du Sang Royal, & leurs Partisans, ne laissoient pas de témoigner du mécontentement de voir Philippe sur le Trône. Cela caufoit de l'inquiétude au nouveau Roi, qui, pour s'en délivrer, trouva le moyen de gagner le Duc de Bourgogne, Chef du parti, en lui donnant sa fille-aînée en mariage, & le Comté de Bourgogne pour dot. Ce Duc ayant été mis à l'écart, le parti se dissipa, & la Loi Salique passa dès-lors, pour une Loi aussi ancienne que la Monarchie. Mais on prit grand soin de confondre, comme on l'a toujours fait depuis, la Loi Salique générale ou le Recueil des Loix Saliques, avec la prétendue Loi Salique particulière, qui exclut les femmes de la Succession à la Couronne.

Philippe le Long étant mort, après un court Règne, & n'ayant laissé que des filles, Charles le Bel, son frere, monta sur le Trône sans opposition, au préjudice de ses nièces. Ce fut là une seconde décision en faveur des Mâles. Depuis ce tems-là, personne ne s'est plus avisé de contester l'autorité de la Loi Salique. C'est ainsi que s'établit en France l'observation de cette fameuse Loi, sans qu'on sçache encore si Philippe le Long, en la faisant valoir, pour appuyer ses prétentions, se fonda sur le Paragraphe VI. du Titre 62. de la Loi Salique, ou sur la coutume inviolable. Ce qu'on peut comme assurer, c'est qu'en ce tems-là, les François ne pouvoient avoir que des idées fort confuses touchant cette Loi, puisque même, depuis qu'elle est incontestablement reconnue pour authentique, les plus habiles ne peuvent convenir ensemble sur ce sujet.

Je viens présentement à la fameuse querelle, entre Philippe de Valois, & Edoüard III. Charles le Bel, qui mourut au mois de Février 1328. n'ayant point laissé d'enfans mâles, & la Reine sa veuve se trouvant enceinte, on observa la même règle, qui avoit été observée après la mort de Louis Hutin; c'est-à-dire, qu'avant que de disposer de la Couronne, on attendit la délivrance de la Reine, qui étoit dans le septième mois de sa grossesse. Mais il étoit nécessaire de nommer un Régent, pour prendre soin du Gouvernement, en attendant que la Reine fût parvenue à son terme. Ce fut alors que s'émut un grand différend touchant la Régence, entre Edoüard III. neveu, par sa mere, de Charles le Bel, & Philippe, Comte de Valois, cousin-germain du même Roi. C'étoit une affaire d'une très-grande conséquence. Outre que la Régence devoit être longue, si la Reine accouchoit d'un Prince, il étoit aisé de prévoir, que le Jugement qui seroit donné pour la Régence seroit un grand préjugé pour la Couronne, s'il ne venoit qu'une fille. C'est ce qui fit que cette affaire fut plaidée des deux côtes avec beaucoup de chaleur, non pas devant

DISSER-
TATION
SUR LA
LOI SA-
LIQUE.

les Etats Généraux, comme quelques-uns l'ont assuré sans aucun fondement, mais devant une Assemblée de Grands, convoquée exprès pour ce sujet. Edoüard s'appuyoit sur ce qu'il étoit le plus proche parent mâle du dernier Roi. Philippe se fondeoit sur la Loi Salique, qui, selon lui, excluait non seulement les femmes, mais encore tous leurs descendans de la Succession à la Couronne, & par conséquent de la Régence. Philippe gagna son procès, quant à la Régence, & ensuite il se fit sacrer, après que la Reine eut accouché d'une fille, dans le mois d'Avril. Comme Edoüard ne se mit en devoir de faire valoir ses droits que quelques années après, ce n'étoit plus de la Régence qu'il s'agissoit entre eux, mais de la Couronne même. Tous les Historiens François ont traité de chimeriques les prétentions d'Edoüard, & les Anglois de leur côté se sont récriés sur l'injustice qui lui fut faite. Il s'agit donc présentement d'examiner les droits des Parties, indépendamment des événemens, & de la possession de Philippe. C'est par-là seulement qu'on pourra juger, si la Guerre que cette affaire produisit étoit juste, ou injuste, ou si, comme c'est mon opinion, il y avoit des deux côtés, des raisons assez fortes pour autoriser l'attaque & la défense.

Pour se faire une idée distincte de cette question, il faut considérer qu'il nes'agissoit pas entre les deux Rois, de sçavoir s'il y avoit une Loi qu'on appelloit Salique, qui excluait les femmes de la Succession à la Couronne de France. Soit que cette Loi fût réelle, ou que ce ne fût qu'une chimère, les deux Rois avoient également intérêt de la faire valoir, puisqu'elle étoit l'unique fondement des prétentions de l'un & de l'autre. Sans cette Loi, la Couronne auroit incontestablement appartenu à Jeanne, fille de Louis Hutin, & les deux derniers Rois n'auroient pû être regardez que comme des usurpateurs. De plus, s'il n'y avoit pas eu une Loi Salique, Philippe & Edoüard auroient été manifestement exclus par les filles des trois derniers Rois, fils de Philippe le Bel. Il s'agissoit donc uniquement de sçavoir, si la Loi Salique se bornoit aux personnes des femmes, pour les exclure de la Succession, ou si elle s'étendoit à toute leur postérité. C'étoit une question toute nouvelle qui n'avoit jamais été décidée, parce que le même cas ne s'étoit jamais présenté, depuis le commencement de la Monarchie. Philippe soutenoit qu'Edoüard ne pouvoit prétendre à la Couronne que par droit de *Représentation*, comme fils d'Isabelle, & que ne représentant qu'une femme il ne pouvoit tirer de sa mere, un droit que sa mere n'avoit pas. Mais Edoüard n'avoit garde d'appuyer son droit sur la Représentation. Il insistoit, au contraire, sur la proximité du Sang, & soutenoit que la Couronne lui étoit dévolue, comme au mâle le plus prochain, capable de succéder.

En effet, on ne comprend pas quel usage il auroit pû faire de la Représentation qui ne sert qu'à rapprocher un parent éloigné dans le degré de celui qu'il représente. Il n'avoit pas besoin de se rapprocher, puisqu'il étoit neveu du dernier Roi, & que Philippe de Valois n'étoit que cousin-germain. Aussi, dans toutes les Pièces qui se trouvent dans le Recueil des Actes Publics sur cette matière, il n'y en a pas une seule où il allégué, en sa faveur, le Droit de Représentation, mais toujours celui de la proximité. Cependant il a plu, à presque tous les Auteurs François qui ont écrit sur ce sujet, de combattre ce fantôme, & de fonder leurs raisonnemens sur l'inutilité de cette Représentation, dont
pour-

pourtant Edoïard ne s'est jamais servi. Les Anglois sont tombez de leur côté, dans une semblable erreur, en combattant de tout leur pouvoir l'existence de la Loi Salique, ou en employant de vains raisonnemens pour en faire voir l'injustice, sans considérer qu'elle n'étoit pas moins nécessaire à Edoïard qu'à Philippe. Ainsi on peut assurer que les uns & les autres ont mal compris, & mal établi la question.

Mais pour s'empêcher de prendre le change, & pour débarrasser cette matière autant qu'il est possible, il faut se transporter, par la pensée, au tems de cette querelle, & considérer que la question dont il s'agissoit n'avoit jamais été décidée. Il étoit donc libre à chacun, avant la décision, d'expliquer la Loi Salique, & d'y faire le commentaire qu'il jugeoit à propos, sans pouvoir être taxé de témérité. Au lieu que présentement, il seroit ridicule de disputer sur l'explication d'une Loi que les François ont reconnue, & admise dans toute l'étendue que Philippe lui donnoit alors, & selon laquelle ils se sont toujours réglés depuis ce tems-là.

Cela supposé, il s'agissoit alors, pour juger cette nouvelle question, de bien comprendre le sens de la Loi Salique, au sujet de laquelle il y avoit lieu de douter si elle avoit jamais existé, ainsi que je l'ai fait voir ci-dessus. Mais en supposant même son existence, il falloit se déterminer à juger, ou selon le Paragraphe du Code Salique, *De Terrâ verò Salicâ*, qui ne donnoit aucun éclaircissement sur la question dont il s'agissoit, ou selon la coutume inviolable qui se conservoit en France depuis neuf-cens ans, sans qu'il se fût jamais présenté d'occasion d'en faire usage. Sur quel que ce fût de ces deux fondemens qu'on voulût appuyer un Jugement, on ne pouvoit que rencontrer de grandes difficultez. Pouvoit-on dire, que par le Paragraphe de *Terrâ Salicâ*, il étoit clair que les Descendans mâles des femmes, devoient être exclus de la Succession à la Couronne? Etoit-il bien évident que cette Loi qui étoit hors d'usage depuis si long-tems, par rapport aux Terres Saliques, ou de la Noblesse, avoit conservé toute sa force par rapport à la Couronne? D'un autre côté, si l'on vouloit fonder son Jugement sur la Coutume, de quel moyen pouvoit-on se servir pour entrer dans la pensée de ceux qui l'avoient premièrement établie, quels qu'ils pussent être, pour sçavoir s'ils avoient eu dessein d'exclure de la succession, les Descendans mâles des femmes, aussi-bien que les femmes même? On ne pouvoit s'aider ni des préjuges, ni des exemples, puisque le même cas ne s'étoit jamais présenté. Il y a donc de la témérité, comme il me le semble, à prononcer aujourd'hui d'une manière absolue, contre l'un ou l'autre de ces deux Princes concurrens, & encore plus, à décider que l'un ou l'autre formoit des prétentions extravagantes. Cela est d'autant moins raisonnable, qu'ils appuyoient tous deux leurs droits par des raisons assez plausibles, dont je vai rapporter la substance, si tant est qu'on ne leur ait pas prêté depuis, une partie de ces raisons.

Edoïard soutenoit, que ce qui avoit été décidé jusqu'alors par rapport à la Loi Salique, ne regardoit que les personnes des femmes, & qu'on ne pouvoit l'étendre jusqu'à leurs Descendans mâles, sans donner des preuves, que c'étoit là l'intention de la Loi. Mais que ces preuves étoient impossibles vu le tems qui s'étoit écoulé depuis son établissement, jusqu'à ce qu'on eût eu occasion de la mettre en usage. Que véritablement, on pouvoit appuyer l'exclusion

DISSER-
TATION
SUR LA
LOI SALI-
QUE.

clusion des femmes sur des raisons très-plausibles tirées de la foiblesse de leur sexe, & du naturel de la Nation Françoisse qui n'avoit pas voulu s'exposer à être gouvernée par des Femmes : mais que ces mêmes raisons ne pouvoient être employées contre leurs Descendans mâles. Qu'on avoit vû autrefois parmi les Ostrogoths d'Italie, qui observoient la même Coutume, un exemple tout pareil qui faisoit voir que l'exclusion des femmes pouvoit bien subsister sans celle de leurs Descendans mâles. Qu'après la mort de *Theodoric*, *Amalazonte*, sa fille, ne lui avoit pas succédé parce qu'elle étoit femme : mais que cela n'avoit pas empêché qu'*Athalaric* son fils, quoiqu'enfant, ne fût placé sur le trône de son Ayeul (1). Il ajoutoit encore que la Loi Salique étoit une Loi extraordinaire au Droit civil & au Droit naturel. Que par cette raison, on devoit la resserrer dans de justes bornes, plutôt que de l'étendre, comme s'il s'agissoit de punir les femmes de la Maison Royale de quelque grand crime qui méritât qu'on en fît tomber la vengeance sur toute leur postérité. Que si les François jugeoient que les femmes étoient indignes ou incapables de les gouverner, à la bonne heure, qu'il ne prétendoit pas s'opposer à cette Loi. Mais qu'avoient fait les Princesses du sang Royal pour mériter qu'on infligeât à toute leur postérité une peine dont les filles des Pairs & des autres Grands des Francs étoient exemptes, aussi-bien que leurs Descendans ? Enfin, qu'en expliquant la Loi Salique d'une manière que les Descendans mâles des femmes se trouvaient priver d'un droit que la Nature leur donnoit, c'étoit faire une nouvelle Loi, sous prétexte d'expliquer la Loi primitive.

Philippe répondoit, qu'Edouïard reconnoissant l'autorité de la Loi Salique, s'abusoit pourtant beaucoup, en bornant le but de cette Loi à empêcher que le Royaume de France ne fût gouverné par des femmes. Qu'elle en avoit un autre qui n'étoit pas moins essentiel : C'étoit d'empêcher que la Couronne ne passât dans des Maisons étrangères. Que la Nation Françoisse avoit bien voulu se soumettre à Hugues Capet & à sa Maison, mais qu'elle n'avoit pas prétendu se soumettre à d'autres familles, & que, pour recevoir un Roi étranger, il faudroit faire de nouvelles Conventions (2). Que cette intention des François paroïssoit manifestement, en ce qu'ils ne regardoient pas les Descendans des Princesses du sang Royal, comme des Héritiers présomptifs de la Couronne (3). Que par conséquent, ce n'étoit pas indifféremment le plus proche Parent mâle qui devoit succéder ; mais le Mâle le plus proche descendant de Pere en Fils de Hugues-Capet.

C'est une chose étonnante, qu'entre tant d'Auteurs qui ont écrit sur cette fameuse querelle, il ne s'en trouve point, du moins dont j'aye connoissance, excepté le Pere Daniel, qui ait bien compris l'état de la question entre les deux Rois. Ils se sont tous amusez à combattre des Fantômes, & à mettre dans la bouche des Parties, des raisons qui ne vont point au fait, & quelques-uns même

(1) Il y a des Ecrivains qui ayant ignoré qu'il ne s'agissoit pas entre Philippe & Edouïard, de l'exclusion de femmes, mais de leurs Descendans mâles, ont allégué cet exemple en faveur de Philippe de Valois.

(2) Il seroit peut-être assez difficile de faire voir cet engagement de la Nation Françoisse envers la Maison de Hugues-Capet. L'association pratiquée par les premiers Rois de la 3. Race, semble marquer qu'ils ne comptoient pas beaucoup sur ce prétendu engagement, dont le Pere Daniel se contente de dire qu'il est vraisemblable.

(3) Je ne sai si cela se peut dire avec certitude, par rapport au tems qui a précédé le Règne de Philippe le Long. Du moins cela même est fort douteux, par rapport à la seconde Race.

même de contraires à leurs véritables intérêts. Les uns font dire à Philippe des raisons très fortes contre le droit de *Réprésentation* dont il est certain qu'Edouard ne prétendit jamais se servir. D'autres allèguent pour Edouard, les argumens les plus plausibles contre la Loi Salique, quoiqu'il eût un intérêt manifeste de la soutenir. Cela me persuade que la harangue que Paul Emile met dans la bouche de Robert d'Artois pour maintenir le droit de Philippe est une pure invention de l'Historien, puisque l'Orateur ne se renferme point dans le véritable cas, quoique, selon les apparences, Robert d'Artois n'ignorât pas en quoi consistoit ce différend. Pasquier, tout bon Jurisconsulte qu'il étoit, & bien versé dans l'Histoire de France, & en un mot tous les Auteurs, tant Anglois que François, se sont égarez de même. Pour ce qui regarde le P. Daniel, après avoir très-bien établi le fait, & rapporté en peu de mots les raisons de Philippe de Valois, sans en dire son sentiment, il fait regarder dans la suite de son Histoire, les prétentions d'Edouard comme des prétentions chimériques.

Ce procès ne fut jamais jugé pour ce qui regardoit la Couronne, mais seulement par rapport à la Régence. On ne peut disconvenir que, dans ce Jugement, Philippe n'eût un grand avantage, puisque les Juges étoient tous de ses parens & de ses amis, & que celui qui lui disputoit la Régence étoit Mineur & étranger. Philippe supposa dans la suite, à l'exemple de Philippe le Long, que le même Jugement qui lui avoit adjugé la Régence, le mettoit en droit de se faire sacrer, & ce fut par là que la question fut véritablement décidée. Il étoit tellement prévenu en faveur de son propre droit, qu'il fit couper les mains & les pieds à un Bourgeois de Compiègne qui avoit osé soutenir que le droit d'Edouard étoit meilleur que le sien. On ne peut pas dire ce qui auroit été jugé, si la décision du procès avoit été remise aux États Généraux du Royaume, comme c'étoit le sentiment de plusieurs qui croyoient, que c'étoit l'unique moyen d'établir solidement le droit de Philippe. Tout ce qu'on peut assurer, c'est que l'établissement de la Loi Salique en faveur de Philippe le Long, & sa confirmation par l'élevation de Charles le Bel sur le Trône, n'auroient pu porter aucun préjudice à Edouard. Il s'agissoit uniquement, ou de borner la Loi Salique aux personnes des femmes, ou de l'étendre à toute leur postérité, & c'étoit ce qui n'avoit jamais été décidé auparavant.

Le but que je me suis proposé dans ce que j'ai dit, tant sur la Loi Salique, que sur le différend entre les deux Rois, a été, 1. de rectifier les idées de la plupart des gens sur cette matière; 2. de faire connoître précisément en quoi consistoit le différend entre les deux Concurrents; 3. que cette question avoit ses difficultés, & qu'il n'étoit pas aisé de la décider par les Loix. 4. Enfin, que les deux Rois avoient chacun de son côté, des raisons assez plausibles, & que par conséquent c'étoit un légitime sujet de procès. C'est ce que je n'aurois pu faire dans le Corps de l'Histoire sans en interrompre trop le fil. Comme la Guerre que cette querelle produisit dura très-long-tems, & qu'elle fut renouvelée par plusieurs des Successeurs d'Edouard III. j'ai cru qu'on ne seroit pas fâché d'en bien connoître l'origine, & le fondement. On peut dire même que cette querelle n'est pas encore bien terminée, puisque depuis le tems d'Edouard III. les Rois d'Angleterre ont toujours porté, & portent encore le titre de Rois de France.

DISSERTATION SUR LA LOI SALIQUE.

Pasquier.

RICHARD II.

Surnommé DE BOURDEAUX,

Douzième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.

RICHARD
II.

1377.

On craint
que les On-
cles de Ri-
chard ne lui
disputent la
Couronne.
Fondemens
de cette
grainte.

EDOUARD III. ayant fini sa glorieuse vie, c'étoit naturellement Richard son petit-fils qui devoit monter sur le Trône, comme représentant le feu Prince de Galles son Pere. Mais quoiqu'Edouard lui-même l'eût ainsi ordonné, bien des gens craignoient que l'exécution de sa dernière volonté ne rencontrât de grands obstacles. Richard avoit trois Oncles qui pouvoient lui disputer la Couronne, & appuyer cette prétention par des raisons spécieuses, capables de faire illusion, s'ils vouloient les faire valoir. Ce jeune Prince ne pouvoit s'asseoir sur le Trône, qu'en vertu d'un droit de *représentation*, qui n'étoit appuyé d'aucun préjugé, du moins par rapport à la Couronne, depuis la conquête des Normans. Quelque légitime que pût être ce droit à l'égard des Particuliers, par la disposition générale des Loix, il ne s'ensuivoit pas nécessairement qu'il fût incontestable par rapport à la Couronne. En France, par exemple, la Succession du Royaume ne se régloit pas par les Loix des Terres particulières. En Espagne, les Rois, qui, depuis un siècle, avoient possédé la Couronne de Castille, étoient descendus d'un Prince qui l'avoit obtenue au préjudice de ses Neveux Fils de son Frere aîné. C'étoit même un Bâtard qui la possédoit actuellement, quoiqu'entre les Particuliers, les Bâtards n'eussent aucun droit sur la Succession de leurs Peres. Dans l'Artois la Tante avoit été préférée au Neveu qui représentoit son Pere, par un Jugement des Pairs de France. Une décision toute contraire de la même Gour, par rapport à la Bretagne, avoit causé dans ce Duché une Guerre qui s'étoit enfin terminée à l'avantage de l'Oncle contre la Nièce, & dans laquelle Edouard lui-même avoit soutenu le droit du premier. C'en étoit assez pour fournir au Duc de Lencastre, qui étoit l'aîné des trois Freres, un prétexte assez plausible, s'il avoit eu dessein de s'emparer du Trône, comme le feu Prince de Galles son Frere, le Roi son Pere même & toute l'Angleterre l'en avoient déjà soupçonné. Ajoutons encore, que l'âge de Richard, qui n'étoit que dans sa onzième année, & l'expiration de la Trêve avec la France, sembloient fournir au Duc de nouvelles raisons, pour demander une Couronne qu'il étoit mieux en état de défendre qu'un jeune enfant de onze ans. Mais d'un autre côté, quand même le Duc de Lencastre auroit eu cette pensée, il auroit pu en être détourné par la considération de la disposition où se trouvoient les Anglois en faveur du jeune Richard, que la mémoire de son illustre pere leur rendoit extrêmement cher & à qui le Roi son Ayeul avoit destiné la Couronne. Soit que cette considération empêchât ses Oncles de profiter des avantages que sa jeunesse leur donnoit, ou que ce fût par un pur motif de modération & d'équité, bien loin de penser à le supplanter, ils furent les

les premiers à lui rendre leurs hommages. Le Duc de Lencaſtre, à qui on donnoit en Angleterre, le titre de Roi de Caſtile, bernoit ſon ambition à gouverner l'Etat pendant la minorité de Richard, & les Princes ſes Freres n'étoient pas moins diſpoſez que lui à exécuter la dernière volonté du Roi leur Pere. Ainſi toutes les craintes s'étant évanouies, Richard fut couronné ſans aucune oppoſition, le 16. de Juillet, vingt quatre jours après la mort d'Edouard.

C'eſt dans la cérémonie de ce Couronnement que l'Histoire fait mention, pour la première fois, d'un Champion qui alla ſe préſenter armé de toutes pièces, dans la ſalle de Weſtminſter où le Roi mangeoit, & qui ayant jetté ſon gantelet à terre, défia tous ceux qui voudroient diſputer au Roi ſes juſtes droits ſur la Couronne. On ignore l'origine de cette coutume qui s'eſt conſervée juſqu'à préſent; mais il eſt certain qu'elle eſt plus ancienne, que le Couronnement de Richard II. puis que le Chevalier *Jean Dimmock*, qui fit alors l'office de Champion, y fut admis en vertu d'un droit attaché à une Terre qu'il poſſédoit dans le Comté de Lincoln.

Immédiatement après cette ſolennité, le jeune Roi créa *Thomas de Woodſtock* ſon Oncle, Comte de Buckingham, & *Guiſchard d'Angouleme*, qui avoit été ſon Gouverneur, Comte de Huntington. Dans le même tems il conféra le titre de Comte de Nottingham à *Thomas Mowbray*, & celui de Comte de Northumberland à *Henri Perci*, qui avoit auſſi la charge de Comte-Maréchal.

La Trêve qu'Edouard avoit faite avec la France étoit expirée depuis le 1. d'Avril, ſans que du côté des Anglois, on eût fait le moindre préparatif pour recommencer la Guerre. Soit que la maladie du feu Roi eût cauſé cette négligence, ou qu'on ſe fût flatté mal à propos, que la France, contente des grands avantages qu'elle avoit remportez, demeureroit en repos, on étoit en Angleterre dans une ſecurité ſurprenante à cet égard. Il n'en étoit pas de même en France où Charles V. ſe préparoit avec ſoin, à profiter de l'indolence des Anglois. Dès que ce Monarque avoit été informé qu'Edouard n'étoit plus en état d'agir, il avoit donné ſes ordres pour lever des troupes de tous côtés. Ainſi, en apprenant la nouvelle de ſa mort, il ſe trouva prêt à mettre cinq armées en campagne. Il envoya la première en Guyenne, pour achever de chaſſer les Anglois de cette Province. La ſeconde en Auvergne, la troiſième en Bretagne, la quatrième en Artois, & il retint la cinquième auprès de lui, afin de pouvoir envoyer du ſecours aux autres en cas de beſoin. Outre ces armées, il avoit encore équipé une Flotte conſidérable qui eut ordre d'aller inſulter les côtes d'Angleterre. Comme les Anglois n'étoient nullement préparez, les François mirent du monde à Terre en divers endroits, brûlèrent *Hastings*, *Portsmouth*, *Darmouth*, *Plimouth*, & battirent quelques troupes que le Prieur de *Lewes* avoit aſſemblées, pour tâcher d'arrêter leurs ravages. Ils furent repouſſez à *Wincheſſey*: mais ils descendirent dans l'Iſle de Wight, dont ils rançonnèrent les habitans, & après avoir inutilement tenté de ſe rendre maîtres du Château de *Carelsbrook*, ils ſe retirèrent chargez de butin.

Tout cela ſe paſſoit pendant que les Anglois étoient occupez à placer Richard ſur le Trône, comme à l'affaire la plus preſſée. Cependant il n'y avoit ni Flotte ni troupes préparées pour repouſſer les ennemis. Comme le Roi n'étoit pas en âge de gouverner lui-même ſon Etat, le Duc de Lencaſtre & le Comte de Cambridge ſes Oncles, ſe chargèrent de l'adminiſtration des af-

RICHARD II.

1177.

Les Oncles de Richard ſont les premiers à le reconnoître. Richard II. eſt couronné. Champion du Roi.

Divers titres conféréz.

Négligence des Anglois par rapport à la Guerre.

Charles V. met cinq armées ſur pied. Les François ravagent les côtes d'Angleterre.

Les Oncles du Roi prennent ſoin du Gouvernement.

RICHARD

II.

1377.

Le Peuple
se plaint de
leur negli-
gence.

Les Ecof-
sois s'em-
parent de
Roxbo-
rovvgh.

Le Parle-
ment établit
des Régens.

Il accorde
de l'argent
au Roi, à
de dures
conditions.

Il bannit
Alix Pierce.

faïres, en attendant la tenuë du Parlement qui ne devoit s'assembler qu'au mois d'Octobre. Mais ils n'osoient se servir, qu'avec de grandes précautions, de l'autorité qu'ils s'étoient eux-mêmes attribuée, de peur de faire naître contre eux des préjugés qui leur portassent du préjudice dans le prochain Parlement. Le Duc de Lencaſtre n'étoit pas aimé : on l'accuſoit d'avoir abuſé de ſon pouvoir ſur la fin du dernier Règne, & d'avoir traité les Sujets avec un peu trop de hauteur. Il s'étoit ſur tout attiré l'inimirié de la Ville de Londres, en lui faiſant porter la peine de l'émeute arrivée à l'occaſion de Wiclef. Quoique, depuis la mort du Roi ſon Pere, il ſe fût reconcilié avec cette Ville, on ne regardoit cette démarche que comme un effet de ſa politique, & l'on craignoit qu'il ne reprît ſa première fierté, ſi on lui confiſoit le ſoin du Gouvernement. Comme il n'ignoroit pas ce que l'on penſoit de lui, il gardoit beaucoup de ménagemens, dans la crainte où il étoit de ſe voir excluſ de la Régence à laquelle il aſpiroit. Mais toutes ſes précautions ne furent pas capables d'empêcher les murmures du Peuple déjà prévenu contre lui. On ſe plaignoit ouvertement du peu de ſoin que les deux Princes prenoient de garder les côtes, ſans conſidérer qu'ils n'avoient ni Flotte, ni troupes, ni argent, ni même aucune autorité légitime pour lever des ſecours extraordinaires. Un autre accident leur nuſit encore beaucoup dans l'eſprit du Peuple. Les Ecoſſois s'étant emparez par ſurpriſe du Château de *Roxborowgh*, on attribua cette perte à la négligence de ceux qui gouvernoient le Royaume.

Le premier ſoin du Parlement, qui ſ'asſembla au mois d'Octobre, fut de régler tout ce qui regardoit l'adminiſtration du Gouvernement pendant cette minorité. Pour cet effet, il nomma pluſieurs Gouverneurs au Roi, pour prendre ſoin de ſon éducation, & ordonna que les trois Oncles du Roi ſeroient Régens du Royaume : mais il leur aſſocia quelques Evêques, & quelques Seigneurs Laïques. Cette précaution étoit fondée ſur le danger qu'il peut y avoir à confier la perſonne & les affaires d'un Roi mineur à la ſeule direction des plus proches Parens, qui, dans leur adminiſtration, peuvent avoir des vûes trop intéreſſées. Ce fut un grand ſujet de mortification pour les trois Princes, & particulièrement pour le Duc de Lencaſtre, qui s'étoit flatté de l'eſperance d'être ſeul Regent.

Cette affaire étant finie, le Parlement accorda au Roi un ſubſide pour ſoutenir la Guerre : mais il y ajoûta cette condition, qui fit comprendre, combien il vouloit ſe tenir ſur ſes gardes pendant cette minorité, que l'argent ſeroit mis entre les mains de *Philpor* & de *Walworth*, deux célèbres Aldermans de Londres, qui furent chargez de prendre ſoin, qu'il ne fût employé qu'à repouſſer les François & les Caſtillans liguez contre l'Angleterre. De plus, il déclara, que le ſubſide qu'il accordoit au Roi ne ſeroit point tiré à conſéquence, & qu'à l'avenir on prendroit ſur ſes revenus ordinaires ce qui ſeroit neceſſaire pour entretenir ſa maiſon, & pour fournir aux frais de la Guerre. Après cela, il reçut une accuſation intentée contre *Alix Pierce*, Favorite du dernier Roi, qui, ayant été convaincuë de diverſes malverſations, reçut une ſentence qui conſiſquoit tous ſes biens au profit du Roi & la condamnoit au banniſſement. Mais cette femme, qui étoit habile & intrigante, trouva bien-tôt le moyen d'obtenir du Roi ſon rappel, & la reſtitution de ſes biens. Avant que le Parlement ſe ſeparât, Richard confir-

ma les deux Chartres du Roi Jean, & donna son consentement à diverses Actes qui furent faits touchant les differends que l'Angleterre avoit avec la Cour de Rome.

Ce n'étoit pas sans raison, qu'on avoit ôté au Duc de Lencaſtre les moyens de gouverner ſeul à ſa fantaiſie. Ce Prince étoit d'une humeur fière & hautaine, qui ne lui permettoit pas de ménager beaucoup ſes inférieurs, particulièrement dans les affaires où ſon intérêt ſe trouvoit mêlé. Immédiatement après la ſéparation du Parlement, ce Prince donna une preuve de la violence de ſon naturel par une action qui fit juger de ce qu'il auroit pû faire, s'il eût eu toute l'autorité entre ſes mains. Comme il avoit des prétentions ſur le Royaume de Caſtille, il crut qu'il pourroit tirer quelque avantage, de mettre dans ſes intérêts le jeune Comte de *Denia* Seigneur Caſtillan qui étoit à Londres. Le Pere de ce jeune Comte ayant été pris à la bataille de *Najara*, par deux Chevaliers Anglois, avoit été transporté en Angleterre, où il étoit demeuré pluſieurs années, ſous la garde de ceux qui l'avoient fait priſonnier. Enfin, en laiſſant ſon Fils en ôtage il avoit obtenu la permiſſion de retourner dans ſon País, où il étoit mort avant que d'avoir payé ſa rançon. Le Duc de Lencaſtre eſperant de ſe faire des amis en Caſtille, par le moyen du jeune Comte priſonnier, fit enſorte que le Roi ordonna aux deux Chevaliers de le relâcher. Mais comme on ne leur parloit point du paiement de la rançon, ils firent cacher leur priſonnier, après avoir tiré parole de lui qu'il ne ſe découvroit point lui-même. Cette déſobéiſſance ayant irrité le Duc de Lencaſtre, il fit envoyer les deux Chevaliers à la Tour, d'où pourtant ils trouverent le moyen de s'évader, & ils allèrent ſe réfugier dans l'Egliſe de Weſtminſter. Cet azile ne fut pas capable de les ſauver : le Duc de Lencaſtre ayant envoyé des Soldats dans l'Egliſe pour les enlever, l'un des fugitifs fut repris, & l'autre ayant voulu ſe défendre, fut tué avec un Moine qui prenoit trop chaudement ſon parti. L'Archevêque de Cantorberi excommunia tous ceux qui avoient eu part à l'infractions des privilèges de l'Egliſe : mais l'autorité du Duc empêcha que cette affaire ne fût pouſſée plus loin. Quelque tems après le Roi s'étant chargé de payer la rançon du Comte Eſpagnol, ce fut avec beaucoup d'admiration, qu'on découvrit que ce jeune Seigneur, pour n'être pas obligé de manquer à ſa parole, s'étoit toujours tenu en habit de valet, auprès de celui à qui il avoit donné ſa foi.

RICHARD
I I.
1378.
Violence
commiſe
par le Duc
de Lencaſ-
tre.

Cependant le Duc de Lencaſtre, qui ne voyoit qu'avec chagrin, l'argent accordé au Roi par le Parlement, entre les mains de deux Bourgeois de Londres, ne ſe hâtoit pas de faire préparer les Vaiſſaux neceſſaires pour la déſenſe des côtes. Cette négligence affectée donna lieu à beaucoup de plaintes : mais il ſ'excusa ſur ce qu'il ne pouvoit former aucun projet, de peur qu'il ne ſetrouvât pas au goût de ceux qui avoient la diſpoſition des finances. Enfin, il importuna tellement les autres Régens ſur ce ſujet, qu'il fut ordonné aux deux Aldermans de remettre entre ſes mains, les Sommes dont ils étoient chargez. Il promit de ſon côté de faire enſorte que les côtes fuſſent mieux gardées, & les Vaiſſaux Marchands protegez. Il tarda pourtant encore aſſez long tems à mettre une Flotte en mer, parce qu'il attendoit de Bayonne quelques Vaiſſaux qui devoient ſe joindre à ceux qu'il faiſoit préparer.

Le Duc ſe
fait remet-
tre l'argent
accordé au
Roi par le
Parlement.

En attendant que cet armement fût prêt, les Comtes d'Arundel & de Salisburi

RICHARD
II.

1378.

Le Roi de
Navarre li-
vre Cher-
bourg aux
Anglois.

Un Pirate
Ecoffois
cause beau-
coup de
dommage
aux Mar-
chands An-
glois.

Un Alder-
man de
Londres le
bat & le
fait prison-
nier.

Schisme
dans l'Egli-
se.

Origine de
ce Schisme.

lisburi eurent ordre d'aller en Normandie, pour y prendre possession de *Cherbourg* que le Roi de Navarre avoit promis de livrer aux Anglois. Ils avoient à peine quitté les côtes d'Angleterre, qu'ils rencontrèrent quelques Vaisseaux de Guerre Espagnols qui les attaquèrent rudement, & leur causerent même quelque dommage. Malgré cet obstacle ils ne laissèrent pas d'introduire une Garnison dans *Cherbourg*, qui ouvroit aux Anglois une entrée dans la Normandie, comme ils en avoient une dans la Picardie, par le moyen de Calais.

Pendant qu'on achevoit de préparer la Flotte destinée à la garde des côtes, un Pirate Ecoffois, nommé *Mercier*, voyant que les Anglois negligeoient de se précautionner sur la Mer du Nord, entra dans le port de *Scarborough* & enleva les Vaisseaux Marchands qui s'y trouvèrent. Ce succès lui ayant fait concevoir de plus grandes esperances, il courut long-tems cette Mer, & fit des prises considerables. Le dommage que les Marchands souffrirent en cette occasion, fit redoubler les plaintes contre le Duc de Lencastre qui s'acquittoit si mal de ses promesses. *Philpot*, de qui j'ai déjà parlé, indigné de voir les Marchands Anglois exposez aux courtes de ce Pirate, entreprit de faire à ses dépens, ce que le Duc negligeoit de faire avec l'argent du Public. Il arma des Vaisseaux sur lesquels il fit embarquer mille Soldats; & ayant cherché & trouvé le Pirate Ecoffois, il le battit, le fit prisonnier, & s'en retourna triomphant à Londres. Cette action, qui lui attira les applaudissemens du Peuple, offensa les Régens qui crurent qu'il étoit d'une dangereuse conséquence de souffrir qu'un Particulier eût entrepris une pareille chose, sans la permission du Gouvernement. Mais il justifia son action par de si bonnes raisons, & avec tant de modestie, qu'il fut renvoyé absous.

Le Schisme, qui venoit de se former dans l'Eglise, par la double élection d'Urbain VI. & de Clément VII. occupa quelque tems le Parlement qui s'étoit assemblé au mois d'Octobre de l'année 1378. La France avoit pris le parti de Clément, & peut-être fut-ce la principale raison qui obligea l'Angleterre à se déclarer pour Urbain. Cependant, de la maniere que le fait est établi par les Partisans même de Clément, on ne peut s'empêcher de reconnoître, qu'il y avoit beaucoup d'irregularité dans son élection. Voici qu'elle fut l'origine de ce Schisme.

Gregoire XI. ayant quitté Avignon, sur certaines prétendues révélations, pour aller établir sa Résidence à Rome, étoit mort le 7. de Mars 1378. De vingt-trois Cardinaux qu'il y avoit alors, six étoient demeurez à Avignon, un étoit allé en Légation, & les seize autres, dont douze étoient François & quatre Italiens, se trouvoient à Rome lorsque Gregoire mourut. Ceux-ci étant entrez dans le Conclave pour procéder à l'élection d'un Pontife, se trouverent fort embarrassés. Leur intention étoit d'élire un Pape François: mais comme ils prévoyoit que le Peuple de Rome s'y opposeroit, ils prirent la résolution de lui donner une satisfaction apparente, en feignant d'élire un Italien. Mais auparavant ils convinrent entre eux, qu'aussi-tôt qu'ils seroient en pleine liberté, ils en éliroient un autre qui seroit le véritable Pape; projet qui ne pouvoit guères manquer de produire un Schisme. Suivant cette convention, dont on n'a pû avoir aucune certitude que par leur propre témoignage, ils élurent l'Archevêque de Bary Napolitain, qui prit le nom d'Urbain VI. Cette élection fut communiquée à tous les Princes Chrétiens, comme

comme canonique par les Cardinaux même qui en étoient les Auteurs, & pendant quelque tems, ils reconnurent eux-mêmes Urbain pour le Chef de l'Eglise. Cependant, soit en consequence de leur convention, ou comme quelques-uns l'ont assuré, sur ce qu'Urbain les traitoit avec trop de hauteur, ces mêmes Cardinaux étant sortis de Rome, sous prétexte d'éviter les grandes chaleurs, s'assemblerent à *Anagnia*, où ils élurent un des Cardinaux d'Avignon, qui prit le nom de Clément VII. Ces deux élections faites par les mêmes personnes occupèrent long-tems les plus celebres Theologiens de l'Europe, & causèrent un Schisme qui dura plus de trente ans. Il ne doit pas paroître étrange, qu'on trouvât tant de difficulté à décider lequel de ces deux Papes étoit le Chef de l'Eglise : il auroit été bien plus facile de trouver de bonnes raisons pour les rejeter l'un & l'autre. Quoiqu'il en soit, ce Schisme partagea toute la Chrétienté, chaque État s'étant déclaré pour l'un ou pour l'autre de ces deux Papes, moins par la force du droit des Parties, que par des raisons de politique. La France qui avoit intérêt, que le Pape résidât à Avignon, embrassa le parti de Clément, & par une raison contraire l'Angleterre crut qu'il étoit plus avantageux d'adhérer au Pape de Rome.

RICHARD
II.
1378.

Pendant que les deux Pontifes se frappaient mutuellement de leurs foudres spirituels, le Duc de Lancastre achevoit d'équiper la Flotte qu'il préparoit depuis si long-tems. Son dessein n'étoit pas seulement de garder les côtes, comme il s'y étoit engagé : il avoit en vûe une expédition plus importante. C'étoit de rétablir le Duc de Bretagne que le Roi de France avoit chassé de ce Duché, par la connivence des Seigneurs Bretons qu'il avoit scû mettre dans ses intérêts. Ce malheureux Prince, qui s'étoit vu abandonné de la plus grande partie de ses Sujets, étoit allé en Angleterre sur la fin du Règne d'Edouard, pour y demander du secours : mais la mort de son Beau-pere lui ayant fait perdre cette ressource, il s'étoit retiré chez le Comte de Flandres, son Parent & son Allié, pour y chercher un azyle. Pendant le séjour qu'il fit en ce Pais-là, un Envoyé de France, qui alloit en Ecosse, ayant été arrêté en passant, par ordre du Comte, Charles prétendit que c'étoit par l'instigation du Duc de Bretagne, & voulut obliger le Comte de Flandres à le chasser de sa Cour. Le Comte ne croyant pas que sa qualité de Vassal dût l'obliger à cette complaisance, fournit au Roi par son refus, le prétexte qu'il cherchoit apparemment, de se venger du Duc par une autre voye. Il envoya dans la Bretagne une armée, pour achever de dépouiller ce malheureux Prince qui n'étoit pas en état de lui résister. L'Angleterre avoit trop d'intérêt à le soutenir, pour ne pas faire quelque effort en sa faveur. Le Duc de Lancastre voyant la Flotte qu'il venoit d'équiper, en état d'être mise en Mer, s'y embarqua lui-même, & fit voile vers la Bretagne, où il assiégea S. Malo. Mais il trouva tant d'obstacles à ce Siège de la part de du Guesclin qui commandoit l'armée de France en ces quartiers-là, qu'il fut contraint de se désister de son entreprise.

Le Duc de
Lancastre
entreprend
de rétablir
le Duc de
Bretagne.

Mais il ne
peut en ve-
nir à bout.

Ce mauvais succès auroit peut-être rebuté les Anglois, si le Duc de Bretagne ne se fût rendu en Angleterre, & n'eût offert de livrer au Roi la Ville de Brest, pendant tout le tems de la Guerre, si l'on vouloit lui donner un secours proportionné à ses besoins. Une offre si avantageuse fit concevoir de nouvelles espérances au Conseil du Roi, puisque par-là on se voyoit en état de faire de ce côté-là une puissante diversion, qui ne pouvoit qu'être très-embarrassante

Le Duc
de Bretagne
offre de li-
vrer Brest
aux Anglois.

RICHARD
II.
1378.

La Cour
prend la ré-
solution de
le secourir.

Les Ecof-
fois s'empa-
rent de Bar-
wick.

Le Comte
de Nor-
thumber-
land le re-
prend.

Un détache-
ment de
l'armée An-
gloise est
battu.

1379.
Imposition
sur la No-
blesse & sur
le Clergé.

sante pour la France. En effet, si l'Angleterre eût sçu profiter de ses avantages, elle auroit pû attaquer la France par quatre endroits différens; sçavoir, en Guyenne, en Picardie, en Normandie, & en Bretagne, par le moyen de Bourdeaux, de Calais, de Chérbourg, & de Brest, qui ouvroient aux Anglois autant d'entrées dans ce Royaume. Le Conseil de Richard ayant résolu de se servir d'une conjoncture si favorable, accepta l'offre du Duc de Bretagne, & fit avec lui un Traité, sur le pied qu'il avoit lui-même proposé. Le Parlement, qui fut consulté sur cette affaire, étant entré dans les vûes du Conseil, accorda un Subside très-considérable, pour exécuter ce dessein, qui, selon les apparences, devoit procurer de grands avantages à l'Etat. Outre le parti que le Duc de Bretagne avoit encore dans son País, plusieurs de ceux qui s'étoient déclarez contre lui, commençoient à souhaiter son rétablissement, ne pouvant endurer qu'avec une extrême peine, la hauteur avec laquelle les François les traitoient. Mais comme les Places fortes étoient entre les mains des amis de la France, les Sujets fidèles ne pouvoient rien entreprendre, avant que d'être appuyez des Anglois qui préparoient le secours promis au Duc, avec toute la diligence possible.

Cependant le Roi de France, qui voyoit former cet orage, prenoit des mesures pour le détourner, en procurant du côté de l'Ecosse, une diversion qui empêchât les Anglois de porter leurs armes hors de leur Isle. Le Roi d'Ecosse, gagné par les préens, & les promesses de ce Prince, rompit tout à coup la Trêve, & s'empara par surprise du Château de Barwick, la Ville ayant été démantelée dans les Guerres précédentes. Le Comte de Northumberland, qui étoit Gouverneur des Provinces du Nord, surpris de la perte de cette Place qu'on attribuoit à sa négligence, assembla un Corps de troupes avec tant de promptitude, qu'il se trouva dans Barwick, avant que les Ecoffois fussent avertis de son dessein. Incontinent après il fit investir le Château; & s'étant saisi d'un pont qui étoit le seul endroit par où l'on pouvoit introduire du secours dans la Place, il poussa ce Siège avec tant de vigueur, qu'en neuf jours, il s'en rendit maître par assaut. Le Chevalier Douglas qui s'étoit avancé pour faire lever le Siège, se voyant déchu de son espérance, se retira dans son País avec quelque précipitation, pour ne pas s'engager à donner Bataille. Il fut poursuivi par le Comte de Northumberland, qui pour retarder la retraite des ennemis, détacha un Corps de six mille hommes sous la conduite de *Musgrave*, qui eut ordre de les amuser autant qu'il seroit possible, sans s'engager trop avant. Mais pendant qu'il s'avançoit lui-même avec le reste de son armée, il apprit que son détachement étoit tombé dans une embuscade où il avoit été entièrement défait. *Henri Perci* son fils se distingua beaucoup, tant dans le Siège de Barwick, que dans cette dernière occasion, & donna des preuves signalées de ce grand courage qui lui fit donner le surnom de *Chaud-éperon*. La peste, qui commençoit à ravager les Provinces du Nord, obligea les deux Nations à mieux entretenir la Trêve, sans qu'il fût nécessaire de faire un nouveau Triaté.

Cependant les préparatifs pour le secours du Duc de Bretagne, se continuoient avec ardeur. Mais comme la dépense s'en trouva plus grande qu'on n'avoit cru, le Parlement accorda au Roi un nouveau Subside dont la Noblesse & le Clergé portèrent tout le fardeau. Les Archevêques, les Evêques, les

Les Ducs, les Comtes & les Abbez, furent taxez à dix marcs chacun, outre quarante sols que les Abbez étoient obligez de payer pour chacun de leurs Moines. Le reste du Clergé & de la Noblesse, & tous ceux qui possédoient des Charges, ayant contribué à proportion de leurs revenus, ce Subside produisit des sommes très-considérables.

Le Roi de France étoit dans une terrible colère contre le Duc de Bretagne de ce qu'il avoit entrepris de rappeler les Anglois dans son Païs. Du moins, ce fut le prétexte qu'il prit pour le faire citer devant la Cour des Pairs, où ce Prince n'eut garde de comparoître. Mais la Veuve de Charles de Blois envoya des Agens au Roi, pour lui représenter qu'il n'avoit aucun droit de confisquer la Bretagne qui n'étoit pas originairement un Fief de la Couronne de France. Elle soutenoit, que si quelques-uns des Ducs précédens avoient jugé à propos de soumettre leurs personnes à quelques services envers les Rois de France, ils n'avoient pas eu le pouvoir d'assujettir le Duché sans le consentement de leurs Sujets. Mais on n'eut aucun égard à ses remontrances & la Cour donna un Arrêt qui confisquoit la Bretagne au profit du Roi. Cette démarche ayant fait connoître aux Bretons, que Charles en vouloit moins au Duc qu'au Duché, ils craignirent de tomber sous la domination de la France, & que leur Païs ne devînt une Province de ce Royaume. Cette crainte produisit une association que les principaux firent entr'eux, & qui aboutit enfin au rappel de leur légitime Souverain. Le Duc ayant reçu cette agréable invitation, se hâta de se rendre dans ses Etats, en attendant le secours qu'on lui préparoit en Angleterre. Il fut reçu de ses Sujets avec de grandes marques de joye. Cependant comme les principales Places étoient entre les mains de ses ennemis, il pria instamment la Cour d'Angleterre de lui envoyer quelques troupes pour le maintenir, jusqu'à ce qu'on pût lui donner un plus grand secours. Sur ces instances, le Conseil fit partir quelques Vaisseaux chargez de Troupes; mais la plupart furent submergez par une violente tempête.

Pendant ce tems-là, les François & les Anglois continuoient la Guerre en divers endroits, mais sans en venir à aucune action décisive. Le Gouverneur de Cherbourg remporta quelque avantage sur les François, qui eurent bientôt leur revanche, par la prise de plusieurs Vaisseaux Marchands.

Le Parlement qui s'assembla au mois d'Octobre 1380. accorda au Roi un nouveau secours, pour continuer la Guerre contre la France, & contre l'Ecosse, aussi-bien que pour secourir le Duc de Bretagne. Ce Parlement est mémorable par un Statut qu'il fit pour délivrer le Royaume des sangsues qui le dévoreroient depuis très-long tems. Je veux parler des Ecclesiastiques étrangers, qui, par ce Statut, furent rendus incapables de posséder aucun Bénéfice en Angleterre. Mais comme il y avoit apparence que cela ne seroit pas capable d'arrêter la Cour de Rome, qui ne se croyoit pas obligée de déférer aux Status du Parlement, on en fit un autre, qui avoit pour but, de rendre les faveurs du Pape, à cet égard, inutiles aux Etrangers. Par ce second, il étoit défendu, sous de grosses peines, à tous les Sujets du Roi, de tenir à ferme des Bénéfices conférez à des Etrangers par la Cour de Rome. C'étoit proprement aller au même but par un autre chemin. En effet, le Pape donnant pour l'ordinaire les Bénéfices d'Angleterre à ses Domestiques, à des Evêques, à des Cardinaux,

RICHARD
II.
1379.

Le Roi de
France con-
fisque la
Bretagne.

Les Bretons
rappellent
leur Duc.

1380.
Continua-
tion de la
Guerre en-
tre la Fran-
ce & l'An-
gleterre.
Parlement.
Statut con-
tre les Bé-
néficiers
étrangers.

RICHARD

II.

1380.

Les Moines
étrangers
sont chassésLe Comte
de VVar-
wick est fait
seul Gou-
verneur du
Roi.Commis-
saires nom-
mez pour exa-
miner l'emploi
des revenus
de la Cou-
ronne.Le Duc de
Buckin-
gham va au
secours du
Duc de Bre-
tagne.Mort de
Charles V.
Charles VI.
succède.Le Duc de
Bretagne.
fait la Paix
avec la Fran-
ce.Il renvoie
les Anglois.Trêve avec
les Ecossois

Parlement.

Italiens, ces gens-là ne pouvoient ni résider dans leurs Bénéfices, ni trouver des Fermiers dans le Royaume. En même-tems, le Parlement pria le Roi de chasser tous les Moines étrangers, de peur qu'ils ne donnassent aux Anglois des impressions contraires au bien de l'Etat.

Après que cette Assemblée eut pourvû aux affaires Ecclésiastiques, elle cassa tous les Gouverneurs qu'on avoit donnez au Roi, tant pour éviter la trop grande dépense, que parce que leur nombre étoit préjudiciable à l'éducation de ce Prince. A la place de ces Seigneurs, on fit choix de Thomas de Beauchamp, Comte de Warwick, qui fut seul chargé de l'éducation du Roi.

Depuis que Richard étoit parvenu à la Couronne, ses revenus avoient été si mal administrez, que la Chambre des Communes souhaita de sçavoir, à qui la faute en devoit être imputée. Dans cette vûë, elle nomma quatorze Commissaires qui furent chargez d'examiner à quoi ces revenus avoient été employez, & d'en rendre compte au prochain Parlement, qui ne devoit s'assembler que dans un an.

Peu de tems après, le secours destiné pour le Duc de Bretagne, se trouvant en état de partir, le commandement en fut donné au Duc de Buckingham, oncle du Roi. Ce Prince alla débarquer à Calais, dans le dessein de se rendre en Bretagne par terre. Peut-être auroit-il eu de la peine à exécuter cette entreprise, avec une armée qui n'étoit que de huit-mille hommes, si le Duc de Bourgogne qui le côtoyoit toujours, avec des forces bien plus nombreuses, n'eût eu des ordres exprès du Roi de France son frere, de ne pas attaquer les Anglois. Ce Monarque avoit une voye bien plus certaine, de se délivrer de ces ennemis. C'étoit de s'accommoder avec le Duc de Bretagne, qui souhaitoit de pouvoir jouir plus tranquillement de son Duché, à quoi il ne voyoit aucune apparence tant qu'il auroit la France pour ennemie. Par cette raison, le Duc de Buckingham trouvant peu d'opposition, fit de grands ravages sur sa route. Pendant qu'il étoit en marche, le Roi de France mourut, laissant pour Successeur Charles VI. son fils-aîné qui n'étoit âgé que de douze ans. Cette mort auroit pû être très-avantageuse aux Anglois, si le Duc de Bretagne étoit demeuré constamment attaché à leurs intérêts. Mais ce Prince jugeant qu'il devoit profiter de l'embarras où la Cour de France se trouvoit au commencement de cette minorité, se hâta de faire son Traité avec le nouveau Roi, qui lui accorda tout ce qu'il pouvoit souhaiter.

Les affaires ayant changé de face par cet accommodement, les Anglois furent reçûs assez froidement en Bretagne. Le Duc ne se déclara pas d'abord ouvertement, parce que les Anglois étoient en possession de Brest. Cependant il étoit aisé de comprendre qu'il n'avoit pas dessein de se servir d'eux, puisqu'on leur refusoit par tout l'entrée des Villes. Enfin le Duc s'ouvrit entièrement au Duc de Buckingham, & s'étant excusé le mieux qu'il lui fut possible, il lui fournit des Vaisseaux pour retourner en Angleterre.

La contagion qui désoloit à la fois l'Angleterre & l'Ecosse, produisit un renouvellement de la Trêve entre les deux Royaumes, jusqu'à Pâques de l'année suivante.

Quoiqu'on fût convenu que le Parlement ne se rassembleroit que dans un an, de nouvelles affaires qui survinrent obligèrent le Roi à le rassembler au mois de Novembre. C'étoit pour lui demander un nouveau secours d'argent,

gent, qui lui fut effectivement accordé, afin de le mettre en état d'exécuter les résolutions qui y furent prises, & dont je parlerai tout-à-l'heure. Mais au lieu que la Noblesse & le Clergé avoient fourni le Subside précédent, celui-ci fut levé par voye de Capitation, dont personne ne fut exempt, non pas même les Moines ni les Religieuses. Cette imposition étoit de douze sous sur chaque personne au-dessus de quinze ans.

RICHARD
II.
Capitation
imposée.
1380.

On ne peut assez s'étonner que, pendant que le Royaume se trouvoit actuellement engagé dans une Guerre contre la France & contre l'Ecosse, le Conseil du Roi pensât à le dégarnir de Troupes, pour en envoyer au Roi de Portugal, qui étoit en Guerre avec la Castille. Mais les intérêts particuliers prévalurent sur ceux du Public, ainsi qu'il arrive d'ordinaire dans les Conseils des Rois, sur tout pendant les minoritez. Voici quel fut le motif de cette résolution, qui paroissoit peu convenable à l'état où le Royaume se trouvoit. Ferdinand Roi de Portugal avoit entrepris contre Jean Roi de Castille fils de Henri le Bâtard, une Guerre au-dessus de ses forces. Elle lui avoit si mal réussi, qu'au lieu de faire des conquêtes sur son ennemi, il l'avoit attiré dans ses propres Etats. Ce fut le mauvais succès de cette Guerre qui lui fit rechercher l'alliance des Anglois, afin d'en obtenir du secours contre les Castillans leurs ennemis communs. Bien qu'il ne fût nullement à propos d'envoyer des Troupes si loin, dans un tems où l'Angleterre avoit assez de peine à défendre ses propres Côtes, le Duc de Lencastre eut assez de crédit dans le Conseil, pour y faire résoudre qu'on donneroit du secours à Ferdinand. Cette résolution fut colorée du prétexte d'empêcher l'agrandissement du Roi de Castille, ennemi mortel des Anglois : mais l'intérêt particulier du Duc de Lencastre en fut le véritable motif. Ce Prince, qui avoit pris le titre de Roi de Castille, à cause de son Mariage avec Constance, fille-aînée de Pierre le Cruel, espéroit qu'en engageant l'Angleterre à envoyer des Troupes en Portugal, il pourroit s'en servir pour avancer ses propres affaires. Dans cette vûe, après que le Parlement eut approuvé l'expédition proposée, & fourni l'argent nécessaire pour l'exécuter, il fit donner la conduite de ce secours au Duc de Cambridge son frere, ayant dessein de le suivre bien-tôt lui-même avec de plus grandes forces. Cependant, comme la Trêve avec l'Ecosse alloit expirer, il fit en sorte que le Conseil prit la résolution de proposer au Roi d'Ecosse de la prolonger, sans quoi l'envoi des Troupes en Portugal auroit pû recevoir quelque obstacle. Pour faire réussir cette négociation, il voulut s'en charger lui-même, & sans différer, il se rendit sur la frontière des deux Royaumes, où des Ambassadeurs d'Ecosse devoient aussi se trouver. Mais pendant qu'il étoit occupé à négocier avec eux, il survint en Angleterre des affaires qui étoient d'une toute autre conséquence que la Trêve avec l'Ecosse, ou la Guerre avec la Castille.

Résolution
de secourir
le Portugal
contre la
Castille.

Le Duc de
Cambridge
mene une
armée en
Portugal.

Le Duc de
Lencastre
négocie une
Trêve avec
l'Ecosse.

La Capitation établie par le Parlement se levoit avec beaucoup de douceur, de telle manière que les Collecteurs en exemptoient plusieurs personnes. Mais comme il n'y a que trop de gens qui ne cherchent qu'à s'enrichir aux dépens du Public, il s'en trouva qui persuadèrent au Roi & à son Conseil, que si cette taxe étoit levée avec plus d'exactitude, elle porteroit des Sommes plus considérables, & ils offrirent même de l'argent pour en avoir la Commission. Il y a beaucoup d'apparence que ce furent des Flamans qui mirent cette Capitation en parti, & qui s'engagèrent à donner au Roi une certaine

1381.
Revolte de
Wat-Tyler

RICHARD
II.
1381.

Soulevement dans
les Provinces de Kent
& d'Essex.

Wat-Tyler se met
à la tête de
cent mille
hommes.

Jean Staw
Prêtre anime les Ré-
voltez.

Ils font
main basse
sur les Nobles & sur
les Gens de
Justice.

Le Roi leur
fait deman-

sonne pour tout ce qui en pourroit provenir. Les nouveaux Collecteurs que ces partisans établirent, usèrent d'une extrême rigueur dans la levée de cette taxe. Un d'entre eux qui avoit son département dans la Province de Kent, ayant demandé à un Couvreur de Deptford nommé *Walter* la Capitation pour une de ses filles, le Père soutint que sa fille étoit au dessous de l'âge marqué dans l'Acte de Parlement. Sur cette contestation, le Collecteur insolent, comme le sont d'ordinaire ces sortes de gens, s'étant mis en devoir de s'assurer de la vérité par quelque action indécente, le Père lui cassa la tête avec son marteau. Tous les assistans applaudirent à cette action, & promirent au meurtrier qu'on appelloit communément *Wat-Tyler*, c'est-à-dire *Gautier le Couvreur*, de le protéger. En même tems, l'esprit de révolte s'empara, non seulement des habitans de Deptford, mais encore de tout le petit Peuple de la Province de Kent, auquel se joignit bien-tôt celui d'Essex. La Capitation n'étoit pas le seul sujet qu'ils avoient de se plaindre. Depuis long-tems, il y avoit parmi ce Peuple un serment qui venant à s'accroître par cet accident, acheva de le pousser dans la révolte. Il se plaignoit du peu de soin qu'on avoit eu d'empêcher les fréquentes descentes des François qui avoient fait de grands ravages dans ces deux Provinces. A cela se joignoit un mécontentement général contre les Juges, & contre tous les Suppôts de la Justice qui ruinoient les familles par leurs extorsions. Les Seigneurs & les Gentilshommes n'étoient pas moins haïs des Païsans, à cause du droit de *Villenage* dont ils abusoient extrêmement. Cette populace étoit encore extraordinairement irritée contre le Duc de Lencastre, qu'elle accusoit d'avoir causé par sa négligence tous les maux que ces deux Provinces, avoient soufferts. Toutes ces plaintes étant répandues dans ces quartiers-là, & se trouvant appuyées par des esprits séditieux, ou, comme quelques-uns l'assurent, par des Moines, qui se croyoient grévés par la Capitation dont ils n'étoient pas exempts, produisit un effet surprenant. En peu de tems, Wat-Tyler, que les séditieux avoient élu pour Chef & Protecteur du pauvre Peuple, se vit à la tête de plus de cent mille hommes, animés du désir de se venger de la Noblesse & des gens de Justice. Dès qu'il se vit si bien accompagné, il marcha droit à Londres, délivrant dans sa route tous les Prisonniers qui étoient détenus dans les prisons publiques. Parmi ceux-ci se trouva un Prêtre de *Maidstone*, nommé *Jean Staw*, qui par ses Sermons séditieux, porta la fureur du Peuple au plus haut degré. Il leur persuada que tous les hommes étant fils d'Adam, il ne devoit y avoir entr'eux aucune distinction, & que par conséquent, il falloit faire en sorte que tout le monde fût réduit à une parfaite égalité. Suivant ce principe, ils résolurent de se défaire de toute la Noblesse, & de tous ceux qui étoient distinguez par leurs emplois. Ainsi, sans balancer, ils firent couper la tête à tous les Seigneurs, Gentilshommes, Juges, Avocats, & Procureurs qui tombèrent entre leurs mains. Ensuite, ils s'engagèrent par serment, à ne reconnoître jamais pour Roi aucun homme qui s'appellât *Jean*. C'étoit l'aversion qu'ils avoient conçue contre le Duc de Lencastre, qui portoit ce nom, & qu'ils soupçonnoient d'aspirer à la Couronne, qui leur faisoit prendre cette résolution.

Richard ayant appris que ces séditieux étoient arrivez près de Londres, sur la bruyère de *Black-heath*, où Wat-Tyler faisoit la revue de son armée, leur

leur envoya demander ce qu'ils prétendoient. Ils répondirent, qu'ils avoient à communiquer au Roi des affaires très-importantes, & qu'ils désiroient qu'il vînt lui-même leur parler. Cette demande insolente ayant été débattue dans le Conseil, quelques-uns furent d'avis que le Roi devoit avoir cette complaisance pour les révoltez. Ils appuyoient leur sentiment sur ce que n'étant pas en état d'opposer la force à la force, il n'y avoit point d'autre moyen pour les gagner, que la douceur. Mais *Simon Sudbury* Archevêque de Cantorberi, & *Halles* Grand Prieur de St. Jean, & Grand Trésorier d'Angleterre, s'y opposèrent fortement : soutenant qu'il étoit trop dangereux pour le Roi d'aller se mettre à la discrétion de cette canaille. Suivant cet avis, la demande des Révoltez fut rejetée avec des menaces qui convenoient peu à la situation où la Cour se trouvoit. A cette nouvelle, les séditieux entrèrent dans une telle fureur, que sur le champ, ils se mirent en marche vers Londres, & se saisirent du fauxbourg de Southwarck séparé de la Ville par la Tamise. Le pillage de ce fauxbourg ne les ayant arrêtez que peu de tems, ils se mirent en devoir d'entrer dans la Ville. Le pont de Londres avoit alors des portes qui ayant été fermées à leur approche, auroient pu pour quelque tems, arrêter leur impétuosité, si la populace qui prit d'abord leur parti, ne les eût ouvertes malgré les efforts des Magistrats. Rien ne s'opposant plus à leur marche, ils entrèrent dans la Ville, où ils firent tous les ravages qu'on pouvoit attendre d'un corps si nombreux guidé par sa seule fureur. Le Palais du Duc de Lancastre fut réduit en cendres, & les maisons de ceux qu'ils regardoient comme leurs ennemis, furent abandonnées au pillage. Cependant, leurs Chefs prétendant qu'ils n'agissoient point par un motif d'avarice, ne permettoient pas que leurs gens s'appropriassent aucune partie du butin. Ils firent même jeter dans le feu qui consumoit toutes les richesses des maisons saccagées, un homme qui avoit voulu détourner une pièce de vaisselle d'argent. Dans ce désordre général, où Londres ressembloit à une Ville prise d'affaut, le Palais de l'Archevêque, le Temple avec tous les procès qui y étoient en dépôt, furent consumés par les flammes. Les Maisons des Juges, des Seigneurs, & des principaux Bourgeois, ne furent pas plus épargnées. Ces furieux se faisoient un devoir d'accomplir le serment qu'ils avoient fait d'exterminer tout ce qui avoit quelque apparence de grandeur ou de distinction. Les Flamans, contre lesquels ils étoient extrêmement irrités, furent plus que tous les autres, exposés à leur fureur. On les arrachoit des Eglises où ils s'étoient réfugiés, & pour peu qu'ils manquaient dans la prononciation de certains mots, qui étoient difficiles à des Etrangers, ils étoient incontinent massacrés.

Après que les Révoltez eurent ainsi donné ces premières marques de leur rage, ils s'approchèrent de la Tour qui auroit pu être aisément défendue, si la terreur qui s'étoit répandue parmi la Garnison, ne leur en eût fait ouvrir les portes. Ils y trouvèrent l'Archevêque de Cantorberi, & le Grand Trésorier, qui avoient cru s'y mettre à couvert; & sans aucune forme de procès, ils leur firent couper la tête. Ensuite, ils se partagèrent en trois Corps; *Walter* demeura aux environs de la Tour avec trente mille hommes; *Jean Staw* s'avança dans la Ville avec les Révoltez d'Essex, qui étoient au nombre de soixante mille; le reste sous la conduite d'un autre Chef, marcha d'un autre côté.

RICHARD
I. I.
der ce qu'ils
désirent.
Ils répon-
dent info-
lemment.

Ils mar-
chent à Lon-
dres.

Ils entrent
dans la Vil-
le.

Ils y exer-
cent leurs
barbaries.

Ils se saisi-
sent de la
Tour.
Ils font
couper la
tête à l'Ar-
chevêque &
au Tréso-
rier.
Ils s'avan-
cent dans la
Ville.

RICHARD

I L.

1381.

Ceux d'Essex acceptent les offres du Roi.

Pendant ce tems-là , le Roi & son Conseil se trouvoient dans un extrême embarras. Après avoir long-tems délibéré sur les moyens d'arrêter cette fureur , ils n'en trouvèrent point de meilleur , que d'offrir aux Révoltez une Chartre authentique pour confirmer les privileges du Peuple , & une amnistie générale pour tous les crimes commis depuis le soulèvement. Ceux d'Essex voulurent bien accepter ces offres , quoiqu'ils fussent déjà au milieu de la Ville. Ainsi , ayant laissé quelques-uns de leurs Chefs , pour presser l'expédition de la Chartre & de l'amnistie , ils s'en retournèrent chez eux.

VVat-Tyler les rejette.

Le Roi lui fait demander une Conférence.

Mais Wat-Tyler ne fut pas si facile , quoiqu'il prétendit n'avoir pour but que d'obtenir des condions équitables. Cependant comme il témoignoit vouloir entrer en quelque négociation avec le Roi même , Richard suivi de peu de monde , s'avança jusqu'à la Place de *Smith-field* , d'où il lui envoya un Chevalier , pour le prier de venir conférer avec lui. Le Couvreur répondit avec insolence , que , quand il le jugeroit à propos , il iroit parler au Roi. Néanmoins , il se mit en marche sur le champ , à la tête de ses troupes : mais ce fut avec tant de lenteur , que le Roi commençant à s'impatienter , & voulant le presser de faire plus de diligence , lui envoya le même Chevalier à qui cette Commission faillit à couter la vie. Wat-Tyler entroit déjà dans la Place de *Smith-field* , lorsque cet Envoyé lui porta les ordres du Roi , sans mettre pied à terre , ne s'étant point imaginé qu'il voulût exiger de lui cette déférence. Mais ce Chef orgueilleux fut tellement offensé de ce qu'il manquoit à lui rendre ce devoir , qu'il alloit le tuer d'un coup d'épée , si le Roi , qui s'étoit lui-même avancé , n'eût crié au Chevalier de mettre pied à terre.

Conférence du Roi avec VVat-Tyler

Insolence du Rebelle.

Le Maire de Londres le tue.

Le Roi se trouve dans un grand danger ,

dont il se tire heureusement.

Dans la Conférence que Wat-Tyler eut avec le Roi , étant tous deux à cheval , il fit des propositions si extravagantes , que Richard ne sçavoit que lui répondre. Il demandoit en substance , que toutes les anciennes Loix fussent abolies , & que la forme du Gouvernement fût changée selon certaines idées fantastiques , qu'il avoit lui-même forgées. En faisant ces demandes , il levoit de tems en tems son épée , comme pour menacer le Roi , en cas qu'il n'accordât pas sur le champ tout ce que les séditieux prétendoient. Cette brutale insolence causa une telle indignation à *Walworth* , Maire de Londres , qui accompagnoit le Roi , que , sans considérer à quoi il alloit exposer ce jeune Prince , il déchargea sur la tête du Rebelle un coup d'épée qui le fit tomber mort à ses pieds.

Cette action , qui n'étoit pas moins imprudente que hardie , devoit naturellement causer la perte du Roi , & de tous ceux qui étoient avec lui. Mais par un bonheur , auquel on n'avoit pas lieu de s'attendre , elle produisit un effet contraire. Il est vrai , qu'aussi-tôt que les Rebelles virent leur Chef abbattu , ils s'encouragerent les uns les autres à venger sa mort. Déjà même , ils bandoient leurs arcs , pour tirer sur le Roi & sur sa suite. Mais Richard prévint ce danger par une action plus hardie & plus judicieuse , qu'on ne pouvoit l'attendre d'un jeune Prince de quinze ans. Au lieu de prendre la fuite , il se tourna vers les Rebelles , & leur cria d'un ton ferme & résolu : *Quoi ! Mes amis , voulez-vous donc tuer votre Roi ? Ne soyez point en peine de la perte de votre Chef , car c'est moi que vous aurez désormais pour Général , suivez-moi.* En achevant ces paroles , il tourna doucement la bride de son cheval , & se mettant à leur tête , il prit le chemin de la Place de *S. George*. La

fermeté

fermeté de ce jeune Prince fit un tel effet sur les esprits des Rebelles, que s'imaginant qu'effectivement il se déclaroit pour eux, ils changèrent leur première résolution, & le suivirent sans balancer. Ils ne furent pas plutôt arrivés dans la Place, qu'ils y virent arriver une troupe de mille Bourgeois bien armés, que le Maire avoit préparés à tout événement, & qui étoient conduits par *Robert Knolles*, Officier d'une grande réputation. Cette vûe leur inspira une telle frayeur, que se persuadant mal à propos, que toute la Bourgeoisie étoit en armes pour les aller attaquer, les premiers rangs jettèrent leurs armes, & demandèrent quartier. Cette démarche ayant fait peur aux plus éloignés qui n'en sçavoient pas la cause, chacun se hâta de suivre leur exemple. Ainsi en peu de momens, cette multitude se trouva dispersée, sans qu'il y eût d'autre sang répandu que celui du Chef.

RICHARD
I I.
1381.

Les Revol-
tez sont fai-
sis d'une
terreur pa-
nique.
Ils deman-
dent par-
don au Roi.

On ne sçauroit considérer, sans admiration, un événement si singulier, qui contient tant de choses extraordinaires. Véritablement, il n'est pas fort étrange que des Peuples se soulèvent, mais il n'est pas fort ordinaire qu'ils mettent à leur tête un homme tel que *Wat-Tyler*, quoi qu'il ne soit pas impossible de trouver pareils exemples dans d'autres Histoires. Mais il est sans doute hors du cours ordinaire des événemens du monde, qu'un homme seul, comme le Maire de Londres, ait osé tuer ce Chef, accompagné de trente mille hommes. Il est encore plus surprenant, qu'un jeune Prince, âgé seulement de quinze ans, ait eu la présence d'esprit, & la fermeté que Richard eut en cette occasion, & que cette hardiesse ait produit un si bon effet. Enfin, qu'une multitude si nombreuse qui venoit de se saouler de sang & de carnage, se dispersât tout-à-coup par une terreur panique, à la vûe d'un petit nombre de Bourgeois armés, c'est-ce qu'on ne peut regarder sans étonnement, & sans en attribuer la cause à celui qui tient les cœurs des Peuples en sa main. En effet, on va voir tout-à-l'heure, qu'il ne falloit pas moins qu'une espèce de miracle, pour prévenir la ruine entière de l'Angleterre, vû les pernicieux desseins que les séditieux avoient formés.

Ce n'étoit pas seulement dans les Provinces de Kent & d'Essex, que l'esprit de rebellion agitoit les Peuples. Pendant que *Wat-Tyler* & *Jean Staw* marchaient à Londres, *Jean Ball* & *Jean Wraw*, deux Prêtres séditieux, excitoient la populace dans le Comté de Suffolck, où ils assemblèrent bientôt cinquante mille hommes. Ils commirent dans ces quartiers-là, une infinité d'actions barbares, comme s'ils eussent craint de céder en cruauté à ceux qui exerçoient leur fureur à Londres. *Jean Cavendish*, Président de la Cour de Justice, fut sacrifié à leur rage. Après cela, ils brûlèrent toutes les anciennes Chartres qu'on gardoit dans le Monastère de S. Edmondbury, & dans l'Université de Cambridge.

Semblables
soulève-
mens dans
d'autres
Provinces.

D'un autre côté, *Littester*, Cabaretier de Norwich, se mit à la tête d'un autre Corps de Révoltez, dans la Province de Norfolck, & fit cruellement mourir tous les Juges & Advocats qui tombèrent entre ses mains. A l'égard des Seigneurs & Gentilshommes, il avoit l'insolence de les obliger à le servir à genoux, & si quelqu'un balançoit à se soumettre à cette indignité, il lui faisoit sur le champ couper la tête. C'est ainsi qu'il traita le Comte de Suffolck qui ne pouvoit se résoudre à feindre qu'il approuvoit cette révolte. Comme il étoit impossible que le Conseil du Roi prît des mesures assez

Insolence &
cruauté de
Littester.

promptes

RICHARD

II.

1381.

L'Evêque
de Norwich
défait les
Rebelles, &
prend les
Chefs pri-
sonniers.

promptes pour remédier à tous ces désordres, il étoit nécessaire que les Particuliers travaillassent d'eux-mêmes, & sans attendre les ordres de la Cour, à se délivrer du danger dont ils étoient menacez. *Henri Spencer*, Evêque de Norwich, Prélat d'un grand courage, bien qu'élevé dans une profession contraire à la Guerre, ne crut pas qu'il fût de son devoir de se borner à prier Dieu, dans une occasion si pressante qui menaçoit également le Clergé & les Laïques. Il se mit à la tête d'un corps de Sujets fidèles; & ayant attaqué les Révoltez il en fit un carnage épouvantable. Les deux Chefs *Wraw* & *Lit-tester* ayant été pris dans le combat, le premier eut la tête tranchée sur le champ, & l'autre fut envoyé à Londres, pour y recevoir la punition de ses crimes.

Punition
des Rebel-
les.

Ces troubles étant apaisés, avec plus de bonheur & de promptitude qu'on n'avoit eu lieu de l'espérer, le Roi, par l'avis de son Conseil, résolut de châtier les coupables. Pour cet effet, il donna ordre aux Seigneurs de lever dans chaque Province des troupes, composées de gens connus pour fidèles, & de les mener à Londres. En peu de tems, on assembla une armée de quarante mille hommes, qui fut partagée en deux Corps, dont le premier marcha dans la Province de Kent. Le Roi se mit lui-même à la tête du second, pour aller châtier les Peuples d'Essex, qui recommençoient à faire quelque mouvement, sur ce que la Chartre & l'amnistie, dont ils avoient été leurrez, avoient été révoquées. Comme ces gens-là n'avoient pas eu le tems de prendre de justes mesures, & qu'ils se trouvèrent prévenus par la diligence du Roi, ils furent aisément défaits. On en tua un fort grand nombre, & on en reserva plusieurs autres pour une punition publique. *Jean Staw*, Compagnon de *Wat-Tyler*, & Chef des Rebelles d'Essex, fut du nombre de ces

Projets faits
par les Ré-
voltez.

derniers. Il avoua, que, s'ils avoient réussi dans leurs projets, comme ils avoient lieu de l'espérer, leur dessein étoit de tuer le Roi, d'exterminer la Noblesse & le Clergé, à la réserve des Moines mendiants, de partager l'Angleterre en plusieurs Royaumes, de faire *Wat-Tyler* Roi de Kent, d'abolir toutes les anciennes Loix, & d'en faire de nouvelles. Vraisemblablement, ces projets n'avoient été faits qu'en général, & peut-être, le verre à la main, pendant qu'ils étoient en marche vers Londres. Quoiqu'il en soit, un pareil dessein, conduit par des têtes peu capables de l'exécuter, ne pouvoit guères manquer d'avoir une fin funeste à ses Auteurs. On prétend, qu'outre ceux qui furent tuez les armes à la main, il y en eut plus de quinze cens qui passèrent par les mains des Bourreaux. Le Juge de *Tresilian* eut la commission d'aller dans les Provinces qui s'étoient revoltées pour faire le procès aux coupables. Comme le nombre en étoit fort grand, il eut occasion de donner carrière à son humeur cruelle & barbare envers les malheureux, auxquels il ne fit aucune grace. On ne sçauroit mieux comparer les cruautés qu'il exerça pendant la durée de cette Commission, qu'à celles qu'on a vû pratiquer en ces derniers tems, par un Juge du même caractère, sous le Règne de *Jacques II.*

Barbarie du
Juge *Tresilian*.Justifica-
tion des
Wicleffites.

Il y a des Historiens qui ont voulu attribuer cette revolte aux *Wicleffites* auxquels on donnoit communément le nom de *Lollards*: mais c'est sans aucun fondement. Il est certain, que la Religion n'eut aucune part à ces mouvemens, puisque le Duc de *Lencastr*, Protecteur déclaré de *Wicleff*, étoit le

le principal objet de la haine des Révoltez. D'ailleurs, Wiclef, qui étoit alors dans la Cure de *Lutterwarth*, ne fut jamais tiré en cause sur ce sujet. Tout ce qu'on peut alléguer pour donner quelque espèce de couleur à cette accusation est, que Jean Ball, Moine Franciscain, l'un des Chefs des Rebelles, avoit été, peu de tems auparavant, mis en prison par ordre de l'Archevêque de Cantorberi, pour avoir prêché la nouvelle Doctrine. Mais on ne peut pas inférer de là, que les Sectateurs de Wicleff aient excité ce soulèvement. D'ailleurs, on ne voit guères des soulèvemens excitez par un zèle de Religion, s'appaiser en aussi peu de tems que celui-ci qui ne dura qu'environ un mois, depuis son commencement jusqu'à la fin.

RICHARD
II.
1381.

Le Duc de Lencastre étoit sur les frontières du Nord, quand la Rebellion éclatta dans la Province de Kent, qui est à l'autre extrémité du Royaume. Dès qu'il en eut appris la première nouvelle, il se hâta de conclurre avec les Ecoissois une Trêve de trois ans, de peur que ces mouvemens ne les rendissent plus difficiles. Cependant, comme il craignoit de s'exposer à la rage de ses ennemis, s'il retournoit à la Cour, & même de fournir aux Provinces du Nord, un prétexte d'imiter celles du midi, s'il demeurait dans le Royaume, il prit le parti de se retirer en Ecosse, où il s'arrêta jusqu'à ce que la sédition fut apaisée. Le Roi d'Ecosse lui offrit vingt mille hommes, pour aller réprimer les Révoltez : mais il les refusa, de peur de rendre la Révolte générale dans le Royaume, s'il entreprenoit d'y introduire des Etrangers. Malgré ces précautions, il ne put éviter que ses ennemis ne fissent courir le bruit, qu'il avoit eu dessein de marcher vers Londres, à la tête d'une armée Ecoissoise, pour s'emparer de la Couronne. Mais il se justifia aisément de cette accusation qui n'avoit aucun fondement.

On accuse à tort le Duc de Lencastre.

Pendant que, par ce soulèvement imprévu, Richard se voyoit en danger de perdre la Couronne & la vie, ses Ambassadeurs négocioient son mariage en Allemagne. Dès l'année 1379. il avoit voulu épouser une fille de Barnabé Duc de Milan. Ce projet n'ayant pas réussi, il avoit fait demander en 1380. une Princesse de Bavière, fille du feu Empereur Louïs : mais cette négociation n'avoit pas eu plus de succès que la précédente. Enfin, le 2. de Mai 1381. son Mariage avec *Anne de Luxembourg*, sœur de l'Empereur Wenceslas, fut conclu à Nuremberg. Cette Princesse, qui arriva en Angleterre peu de tems après que les troubles eurent été apaisés, y fut reçue avec beaucoup de pompe, conformément à l'humeur du Roi qui se plaisoit beaucoup à ces sortes de solennitez.

Mariage du Roi.

Edmond, Comte de la Marche, petit-fils de Roger Mortimer, exécuté au commencement du Regne d'Edouard III. mourut au mois de Février 1382. dans son Gouvernement d'Irlande. Il avoit épousé Philippe, fille unique de Lionnel, Duc de Clarence, second fils d'Edouard III. & en avoit eu un fils nommé Roger, qui lui succéda dans son titre de Comte de la Marche.

1382.
Mort du Comte de la Marche.

Le Parlement, qui avoit été assemblé sur la fin de l'année 1381. & dont l'arrivée de la Reine avoit interrompu les séances, les reprit au mois de Mai de l'année suivante. Quelques Historiens ont assuré, que dans celle-ci, il fut fait un Acte qui donnoit pouvoir aux Evêques d'emprisonner les Hérétiques, sans en demander la permission au Roi. Mais d'autres, avec plus de fondement, soutiennent, que les Communes refusèrent de donner leur consente-

Le Parlement se rassemble.

Les Communes re-jettent un

RICHARD
II.

1382.

Bill pour
donner pou-
voir aux
Evêques
d'emprison-
ner les Hé-
rétiques.

ment au Bill qui leur fut présenté sur ce sujet, & que ce ne fut que du Roi seulement, que les Evêques obtinrent cette permission. Ce dernier sentiment se confirme par les plaintes que la Chambre basse en fit au Roi dans la suite, comme d'une infraction des privilèges du Peuple. Quoiqu'il en soit, il est certain qu'avant ce tems-là, les Evêques n'avoient pas ce même pouvoir, sans l'exprès consentement du Roi, pour chaque cas particulier. On n'en a des preuves dans le Recueil des Actes Publics, où se trouvent de semblables permissions, accordées par Edoüard III. à l'Evêque de Londres, & à quelques autres. Il est manifeste que ces permissions auroient été inutiles, si les Evêques avoient joui de ce privilège, sans le consentement du Souverain. D'ailleurs, dans une Commission de même nature, adressée par Richard II. à l'Université d'Oxford, & qui se trouve dans le même Recueil, il n'y est parlé d'aucun Statut fait sur ce sujet, quoique ce fût une coutume constante, quand le Roi agissoit en vertu d'un Acte de Parlement, d'en faire mention dans ses Lettres Patentés ou dans ses Ordres. C'est de quoi il est aisé de se convaincre dans le Recueil dont je viens de parler.

Caractère
de Richard.

Richard étant parvenu à sa dix-septième année, commençoit à faire paroître plus ouvertement ses inclinations, qui, jusqu'alors, avoient été gênées par l'autorité de ses Gouverneurs. Il avoit une haute opinion de son mérite & ne se croyoit pas moins capable de gouverner ses Etats, qu'Edoüard III. l'avoit été à son âge. Mais il y avoit une grande différence entre ces deux Princes. Edoüard dans sa plus grande jeunesse, avec beaucoup de pénétration, n'avoit que des inclinations nobles & généreuses qui tendoient à sa propre gloire, & au bonheur de son Peuple. Richard, au contraire, ne s'attachoit qu'à des bagatelles, & ne pensoit uniquement qu'à ses plaisirs. Il aimoit le faste & la magnificence, plus qu'aucun de ses Prédécesseurs, & par-là il s'engageoit dans des dépenses inutiles, qui consumoient mal-à-propos ses revenus. Les flatteurs avoient beaucoup de pouvoir sur lui. Il marquoit autant d'estime pour ceux qui applaudissoient à ses passions, que d'aversion pour ceux, qui, par leurs conseils, vouloient tâcher de le mettre dans un train de vie digne d'un grand Roi. Ses inclinations n'étant rien moins que guerrières, on remarquoit que dans le Conseil, il panchoit toujours à se servir de la voye de la négociation,

Ses Favoris.

plûtôt qu'à des résolutions vigoureuses. Dès qu'il fut sorti de l'enfance, on le vit commencer à se faire des Favoris, dont les inclinations étoient conformes aux siennes, ou du moins, qui sçavoient feindre d'approuver tout ce qu'il faisoit. Entre ceux-ci, étoit Alexandre Newil, Archevêque d'Yorck, Robert de Were, Comte d'Oxford, jeune-homme plein de feu, dont les faillies étoient très-agréables à son Maître, Michel de la Pole, fils d'un Marchand de Londres, & le Juge Tréfilian, qui ne manquoit jamais de raisons pour appuyer ce qui étoit agréable au Roi. Ces Favoris, qui ne perdoient aucune occasion de le flatter, étoient largement recompensés pour les moindres petits services, pendant que ceux qui manioient les affaires publiques, & qui prenoient toute la peine, étoient fort peu considérés. Cette manière d'agir commençoit à déplaire au Peuple, lorsqu'un accident qui arriva sur la fin de cette année, acheva de lui donner une mauvaise opinion de son Souverain.

Le Chance-
lier refusa

Un des Courtisans, dont je viens de parler, ayant été gratifié par le Roi d'un don considérable, Richard Scroop, qui étoit alors Chancelier, refusa d'en sceller

sceller la Patente. Il dit même nettement à celui qui le sollicitoit, que le devoir de sa Charge ne lui permettoit pas d'appliquer le Sceau, dont le Parlement lui avoit confié la garde, à tous les dons qu'il plairoit au Roi de faire sans aucune discrétion, jusqu'à ce que ce Prince eût acquis un peu plus d'expérience. Richard irrité de ce refus lui envoya demander le grand Sceau; mais il refusa de le rendre, sur ce qu'il ne le tenoit pas du Roi, mais du Parlement. Cette fermeté excitant encore plus la colère du jeune Prince, il alla lui-même chez le Chancelier pour se faire obéir. Alors ce Magistrat ne pouvant plus s'en défendre, lui remit le Sceau en protestant qu'il ne le serviroit plus dans aucun Emploi public, & qu'il se contenteroit de lui garder en toute autre chose, la fidélité qu'un Sujet doit à son Souverain. Richard retint le grand Sceau entre ses mains pendant quelques jours, & de peur qu'un autre Chancelier ne mît les mêmes obstacles à ses dons inconfiderez, il en scella lui-même quelques Patentes, après quoi il le mit entre les mains de Robert Bay-brook, Evêque de Londres, qui, selon les apparences, n'étoit pas si scrupuleux que Scroop. Cette action, que les Favoris exagérèrent beaucoup, en donnant de grandes loüanges à la fermeté du Roi, déplut au reste du Peuple. On commença dès lors à regarder le Roi comme un Prince capable de tomber dans de grands excès, si l'on ne prenoit soin de bonne heure de mettre un frein à ses passions.

RICHARD
II.
1382.
desceller un
don du Roi.

qui lui ôte
le grand
Sceau.

Ce fut dans cette vue qu'à la prochaine Assemblée du Parlement, la Chambre des Communes résolut de remédier à un inconvenient qui naissoit de l'excès d'autorité que le Roi commençoit à s'attribuer. Le pouvoir que ce Prince avoit donné aux Evêques de faire emprisonner les Hérétiques, étoit regardé comme très-préjudiciable à la liberté, puisque par-là le Clergé devenoit en quelque manière l'arbitre de l'honneur & de la fortune des particuliers. Les plaintes qu'on en faisoit de tous côtes obligèrent cette Chambre à présenter une Adresse au Roi, pour le prier de révoquer cette Concession, à laquelle elle n'avoit pas donné son consentement. Richard, qui avoit besoin d'argent, n'osa refuser ce que le Parlement lui demandoit. Mais quelques-uns prétendent que, par les artifices du Clergé, cette révocation fut ôtée des Régîtres du Parlement, où elle ne se trouve plus.

Le pouvoir
donné par le
Roi aux E-
vêques est
revoqué.

Le Schisme de l'Eglise continuoit toujours au grand scandale des Chrétiens, qui demeuroient incertains lequel des deux Papes ils devoient regarder comme le Vicaire de Jesus-Christ. Urbain, qui avoit le plus grand nombre de Partisans, voyant que les foudres spirituels ne produisoient pas un grand effet, jugea qu'il lui seroit plus avantageux de se servir des armes temporelles. Dans cette vue il publia contre Clément & contre ses adhérens, une Croisade, dont Henri Spencer, Evêque de Norwick, fut déclaré Général. Ce Pontife accordoit par cette Bulle, à tous ceux qui voudroient s'engager dans cette entreprise, les mêmes Indulgences, qu'à ceux qui portoient les armes contre les Infidèles. L'effet que cette publication produisit en Angleterre, répondit aux desirs du Pape. Les gens de qualité, le Peuple, les Ecclésiastiques, s'y engagèrent avec la même ardeur, que s'il se fût agi d'aller faire la guerre aux ennemis du nom Chrétien. En attendant que le Parlement y eût donné son approbation, de quoi l'on ne doutoit nullement, chacun se préparoit avec soin à gagner les Indulgences promises, soit en allant servir en personne dans cette Guerre, soit en contribuant de l'argent pour la faire réussir.

Urbain VI.
publie une
Croisade
contre Clé-
ment VII.

L'Evêque
de Norvich
en est le Ge-
néral.
Les Anglois
s'y engagent
avec ardeur.

RICHARD

II.

1382.

Le Comte de
Cambridge
retourne de
Portugal
fort mécon-
tent.

Pendant que les Croisez faisoient leurs préparatifs, le Comte de Cambridge retourna de Portugal, où il avoit été traité de la même manière que le Comte de Buckingham son frere l'avoit été en Bretagne. C'est-à-dire, que le Roi de Portugal se servit du secours des Anglois pour faire une Paix avantageuse avec le Roi de Castille, à qui même il donna Beatrix sa fille unique, qu'il avoit promise au fils-aîné du Comte de Cambridge. Ainsi le Prince Anglois s'en retourna très-mal satisfait, après avoir perdu l'espérance de procurer à son fils la Couronne de Portugal, & de servir à mettre celle de Castille sur la tête du Duc de Lencastre son frere.

1383.

Succès de la
Croisade.

Le Parlement qui s'assembla au commencement de l'année 1383. non seulement approuva la Croisade publiée par Urbain, mais accorda même un Subside considérable pour ce sujet. Quand tout fut prêt, l'Evêque de Norwick fit embarquer les Croisez qui formoient une armée de quinze mille hommes de pied, & de deux mille Cavaliers. Dès qu'il fut arrivé à Calais, il y tint un Conseil de Guerre pour résoudre de quel côté il falloit tourner les armes des Croisez. La plupart des opinans étoient d'avis d'entrer en France, puisque la Bulle portoit que cette Croisade étoit destinée contre Clément & contre ses adhérens. C'étoit vraisemblablement dans cette vûë, que la Cour d'Angleterre s'y étoit engagée avec tant d'ardeur. Mais le Général, pour des raisons particulières que l'Histoire n'explique pas, fit résoudre qu'on porteroit la Guerre en Flandres. Pour colorer cette résolution on allegua, que la Flandres étoit un Fief de la Couronne de France, quoique le Comte de Flandres eût reconnu le Pape Urbain. Ainsi contre l'intention de la Cour, & sans doute du Pape même, les Croisez firent une irruption en Flandres, où ils s'emparèrent de Graveline, de Bourbourg, de Mardick, & de Dunquerque. Le Comte de Flandres surpris de cette attaque imprévue, ayant levé des troupes avec toute la diligence possible, eut la témérité d'aller avec douze mille hommes présenter la Bataille aux Croisez, qui avoient reçu un renfort considérable des Gantois. Cette hardiesse lui coûta cher, puisqu'il eut le chagrin de voir dans une entière déroute, cette armée qui faisoit toute sa ressource. Réduit à cette fâcheuse extrémité, & voyant son País sur le point d'être entièrement détruit, il ne vit point d'autre moyen pour se tirer de ce danger, que de s'adresser à la Cour de France. Il fit représenter au Conseil du jeune Roi, combien la France étoit intéressée à sauver la Flandres, d'autant plus que, selon les apparences, le dessein des Croisez n'étoit pas de s'en tenir à cette seule conquête. La Cour de France réveillée par ces remontrances, ou plutôt par son propre intérêt, qui ne lui permettoit pas de voir tomber la Flandres entre les mains des Anglois, résolut de donner du secours au Comte. Charles VI. s'étant mis à la tête d'une puissante armée, marcha contre les Croisez, qui s'étoient attachez au Siège d'Ypres. A son approche, ils abandonnèrent leur entreprise, & se retirèrent dans Bourbourg, où ils furent investis. L'Evêque Général, manquant de vivres pour faire subsister son armée, auroit eu bien de la peine à se tirer de ce mauvais pas, sans l'assistance du Duc de Bretagne qui s'employa en sa faveur. Par l'intercession de ce Prince, les Croisez obtinrent la liberté de se retirer, après avoir rendu les Places dont ils s'étoient emparez. Ainsi s'en alla en fumée cette Croisade entreprise pour les seuls intérêts d'Urbain, sans que ce Pontife ni l'Angleterre en tirassent aucun avantage.

ge. Dès que l'Evêque fut de retour en son Païs, le Roi fit saisir son Temporel, & mettre en prison quelques-uns de ses Principaux Officiers pour n'avoir pas suivi leurs Instructions.

RICHARD
II.
1383.

Pendant que l'armée des Croisez fut occupée à ravager la Flandres, l'Angleterre souffroit beaucoup à son tour, par les fréquentes descentes que les François firent sur ses Côtes, & par les irruptions des Ecoissois. Comme il n'y avoit aucune armée prête pour repousser ces ennemis, il fallut convoquer un Parlement qui accorda au Roi un Subside pour continuer la guerre d'Ecosse, dont la conduite fut donnée au Duc de Lencastr. Le Roi d'Ecosse étant informé des préparatifs qui se faisoient contre lui, demanda la Paix : mais elle lui fut absolument refusée.

Les François & les Ecoissois ravagent l'Angleterre.

Cependant, le Duc de Bretagne faisoit ses efforts pour porter les deux Couronnes de France & d'Angleterre, à un accommodement. A force de sollicitations, il obtint enfin que les deux Rois envoyeroient leurs Plénipotentiaires entre Calais & Boulogne. Mais cette négociation n'aboutit qu'à une Trêve de dix mois, dans laquelle on laissa une Place aux Rois d'Ecosse & de Castille, s'ils désiroient d'y être compris. Le Duc de Bourgogne, oncle du Roi de France, se chargea de rendre réponse dans un certain tems pour le Roi d'Ecosse. Mais le Comte de Flandres, son beau-pere étant mort dans cet intervalle, le soin de se mettre en possession de ses Etats, lui fit oublier ou négliger cet engagement. Cependant, soit que les Anglois crussent que les Ecoissois ne vouloient pas être compris dans la Trêve, ou qu'ils voulussent tirer quelque avantage de la dépense qu'ils avoient faite, le Duc de Lencastr alla ravager l'Ecosse jusques aux portes d'Edimbourg. Cette irruption obligea le Roi d'Ecosse à demander d'être compris dans la Trêve, ce qui lui fut accordé par l'intercession du Duc de Bourgogne.

Trêve avec la France.

Peu de tems après le retour du Duc de Lencastr, un certain Moine Irlandois se rendit à la Cour, qui étoit alors à Salisburi, pour découvrir au Roi un secret très-important. C'étoit que le Duc de Lencastr son oncle avoit complotté de lui ôter la vie, & de s'emparer de la Couronne. Cette accusation étoit accompagnée de tant de circonstances, que Richard ne put d'abord s'empêcher d'y ajouter foi. Mais le Duc sans s'émouvoir se justifia sur chaque article, d'une telle manière, que le Roi en parut content. Il ordonna néanmoins que l'accusateur fût mis en prison, soit pour le faire punir, ou pour l'examiner plus exactement. Cependant, quand on voulut le mener devant le Conseil, on trouva que la nuit précédente, il avoit été pendu dans sa prison, sans qu'on pût découvrir l'Auteur de cet attentat. Cet accident fit un extrême tort au Duc de Lencastr, parce que le Peuple étoit prévenu contre lui, quoiqu'il y eût autant d'apparence que le Moine avoit été mis à mort par les Auteurs de l'accusation, que par les ordres de l'accusé.

Le Duc de Lencastr oblige les Ecoissois à accepter la Trêve.
1384.
Il est accusé d'avoir conspiré contre le Roi.
Il s'en justifie.

Un autre accident qui arriva peu de tems après, confirma le Peuple dans le soupçon que la Relation du Moine avoit fait naître contre le Duc de Lencastr. Un Alderman de Londres, qui étoit fort avant dans les bonnes grâces de ce Prince, ayant été accusé d'avoir conspiré contre le Roi, fut trouvé coupable après un rigoureux examen. Quoique le Duc fût alors absent, les étroites liaisons qu'il avoit avec le Criminel, & les efforts que ses amis firent pour prévenir la Sentence & pour obtenir ensuite le pardon du Roi, donnèrent

Il est encore soupçonné.

RICHARD
II.
1384.
La Trêve
avec la Fran-
ce est pro-
longée.
1385.
Projet de
perdre le
Duc de Len-
castre.

Le Duc se
met en état
de défense.

La Princesse
de Galles le
réconcilie
avec le Roi.

La France
se prépare à
un grand
effort.

Elle envoie
du secours
au Roi d'E-
cosse.
Les Anglois
levent une
nombreuse
armée.

rent lieu à des réflexions qui n'étoient pas avantageuses à ce Prince. Il étoit alors en Ambassade à Paris, où il fit une dépense de cinquante mille marcs, qui ne produisit qu'une prolongation de la Trêve pendant quelques mois.

Si le Duc de Lencaſtre n'étoit pas aimé du Peuple, il ne l'étoit pas plus des Favoris, qui ne pouvoient eſpérer de diſpoſer de toutes choſes à leur fantaſie, pendant qu'il ſeroit en crédit auprès du Roi. On ſçait que c'eſt aſſez le caractère de la plupart des Favoris, de ne ſouffrir auprès de la perſonne du Maître que des gens qui leurs ſont entièrement dévouez. Ceux-ci regardant le Duc de Lencaſtre comme un ſurveillant incommode, & incapable de ſ'abbaifſer à leur faire la Cour, crurent qu'avant toutes choſes, ils devoient ſe défaire de ce Prince. Dans ce deſſein, ils agirent tous de concert, pour faire naître dans l'eſprit du Roi des ſouſçons qui lui fiſſent regarder cet Oncle, comme un ennemi très-dangereux. Richard qui ne voyoit rien, & qui ne vouloit rien voir que par leurs yeux, ſe laifſa tellement prévenir ſur ce ſujet, qu'il conſentit à la réſolution qui fut priſe, de faire intenter contre le Duc, une accusation de léze-Majeſté. Le Juge Tréſilian, homme cruel & entreprenant, ſe chargea d'en dreſſer les articles, & d'en diriger les preuves. Il offrit même de le juger comme un ſimple Particulier, quoique, par les Loix du Royaume, il ne pût être jugé que par les Pairs. Ce complot n'ayant pû ſe faire ſi ſecrètement que le Duc n'en fut averti, il jugea qu'il y avoit de l'imprudence à ſe livrer entre les mains de ſes ennemis qui avoient réſolu ſa perte. Ainſi, ſans ſe mettre en peine de ſe juſtifier, il ſe retira dans ſon Château de Pontfract, où il aſſembla quelques troupes, & fit d'autres préparatifs à deſſein de ſe défendre, en cas qu'il fut attaqué. Quoiqu'il n'eût pas beaucoup d'amis, comme on le voyoit perſécuté par les Miniſtres qui étoient encore moins aimez que lui, il trouva ſans peine aſſez de gens qui ſe rangèrent dans ſon parti. On étoit ſur le point de voir une Guerre civile ſ'allumer dans le Royaume, lorsque la Princesſe de Galles, Mere du Roi, ſ'entremît pour procurer la Paix, avant qu'on eût commencé des hoſtilitez. Elle y réuſſit enſin, après bien des voyages & des fatigues, & Richard déſabuſé des ſouſçons qu'on avoit voulu lui faire concevoir contre le Duc ſon Oncle, lui rendit ſes bonnes grâces.

Pendant ces broüilleries, on ne faiſoit aucun préparatif pour la Guerre, quoique la Trêve conclué en dernier lieu avec la France & l'Ecoſſe fût ſur ſa fin. On ſe flattoit de pouvoir la renouveler, mais le Roi de France avoit d'autres penſées. Comme il voyoit que la Cour d'Angleterre étoit à cet égard, dans une parfaite ſécurité, il réſolut d'en profiter en faiſant un puifſant effort dont il ſe promettoit de grands avantages. Pour cet effet, il fit marcher une nombreuſe armée en Guyenne, eſpérant qu'il pourroit achever de conquérir ce Duché, avant que les Anglois fuſſent en état de ſ'y oppoſer. Dans le même tems, il envoya au Roi d'Ecoſſe un ſecours de mille hommes d'armes, (1) ſous la conduite de *Jean de Vienne*, qui devoit faire une puifſante diverſion du côté du Nord, afin de favoriser la deſcente que les François devoient faire ſur les côtes Méridionales de l'Iſle. L'alarme que les Anglois prirent de tous ces préparatifs leur fut ſalutaire. La Cour donna des ordres ſi preſſans de lever des troupes, & ces ordres furent exécutés avec tant d'ardeur

&

(1) Chaque homme d'armes avoit avec lui trois ou quatre & juſqu'à cinq Cavaliers,

& de promptitude, que s'il en faut croire les Historiens, Richard se vit en très-peu tems à la tête de trois cens mille hommes. Il en détacha soixante-mille, sous le commandement du Duc de Lencastre, pour marcher vers l'Ecosse, pendant qu'avec le reste, il attendoit lui-même les François près des côtes Méridionales. A l'approche du Duc de Lencastre, les Ecoissois, qui ravageoient déjà les Frontieres d'Angleterre, se retirèrent vers le centre de leur pais, laissant au Général Anglois la liberté de venger ses Compatriotes, par les ravages qu'il fit en Ecosse où il lesavoit suivis. Les grandes forces que Richard avoit assemblées, ayant fait perdre au Roi de France l'espérance de réussir dans son projet, il en différa l'exécution jusqu'à un tems plus convenable. Par là Richard se vit en liberté de marcher vers l'Ecosse avec l'élite de son armée. Vrai-semblablement, il auroit entièrement subjugué ce Royaume, s'il eût sçu profiter de ses avantages, puisque le Roi d'Ecosse n'étoit pas en état de lui résister. Mais la jalousie que les Favoris concurent contre le Duc de Lencastre qui commandoit sous lui, fut cause qu'on laissa perdre une si belle occasion qui ne se rencontra plus. Les Ecoissois voyant que le Roi d'Angleterre, au lieu de les pousser vivement, s'amusoit à ravager les environs d'Edimbourg, commencèrent à revenir de la terreur où les forces formidables de ce Prince les avoient jettez. Comme ils n'étoient pas en état de l'attaquer, ils jugèrent que le meilleur moyen pour lui faire quitter l'Ecosse étoit de faire une diversion dans son propre pais. Suivant cette résolution, ils s'éloignèrent encore plus de l'armée Angloise, afin de faire croire au Roi, que c'étoit pour éviter le combat. Mais tout à coup par des marches précipitées il se rendirent dans le Cumberland, où ils firent des ravages épouvantables. Pendant qu'ils étoient en marche pour cette expédition, Richard ne se mit nullement en peine d'apprendre de leurs nouvelles. Ainsi, croyant qu'ils fuyoient, & content des avantages qu'il avoit déjà remportez, il résolut de retourner en Angleterre, la Guerre n'ayant rien d'agréable pour lui. Il apprit sur sa route, l'entrée des Ecoissois dans le Cumberland, & il auroit pû aisément leur couper le chemin de la retraite. Mais quelques efforts que le Duc de Lencastre pût faire, pour le porter à une vigoureuse résolution, il aima mieux suivre les conseils du Comte d'Oxford. Ce Favori qui avoit un grand ascendant sur l'esprit de son Maître, sçut lui persuader que le Duc de Lencastre ne cherchoit qu'à l'exposer. Cet avis se trouvant conforme à ses soupçons, & à ses inclinations, il continua sa marche, sans se mettre en devoir d'aller chercher les ennemis. Tout le monde, exceptez les Favoris, trouva si étrange l'indifférence avec laquelle il regardoit les maux dont ses Sujets du Cumberland étoient affligez, qu'on ne put s'empêcher d'en murmurer ouvertement, & de le regarder lui-même comme un Prince peu affectionné au bien du Royaume.

Pendant que le Roi étoit en chemin pour s'en retourner à Londres, le Lord *Holland*, son frère uterin, ayant pris querelle avec le fils-ainé du Comte de *Strafford*, le tua, & alla se réfugier dans le Monastère de *Beverley*. L'action étoit si mauvaise, que, malgré les liaisons du sang, Richard résolut d'abandonner le coupable à la rigueur des Loix. En vain la Princesse de Galles leur Mère commune, intercèda pour son fils, elle ne put jamais obtenir son pardon. Ce refus lui causa un si sensible chagrin, qu'elle en mourut peu de jours après. Cependant, soit que le Roi se repentît d'avoir été si dur envers

RICHARD
II.
1385.
Le Duc de
Lencastre
marche en
Ecosse.
La France
remit son
expédition
à une autre
fois.
Richard
marche en
Ecosse.

Les Ecois-
sois font
une diver-
sion dans le
Cumber-
land.

Richard les
laisse faire
& s'en re-
tourne à
Londres.

Le Lord
Holland
tué le fils
du Comte
de *Strafford*.
Le Roi re-
fuse son
pardon à la
Princesse de
Galles qui
en meurt
de chagrin.

RICHARD

I I.
1385.Le Duc de
Lencastre
demande
des troupes
au Roi.
Affaires de
Portugal.Le Roi de
Portugal
demande du
secours à
Richard.Le Roi le
lui accorde.Le Parle-
ment accor-
de de l'ar-
gent pour
cette Guer-
re.

Mère, soit que le meurtrier trouvât une intercession plus puissante auprès de lui, la Princesse étoit à peine dans le tombeau, qu'il accorda le pardon qu'elle avoit inutilement demandé.

La crainte de l'invasion des François étant passée, le Duc de Lencastre mit ses propres affaires sur le tapis, & demanda du secours au Roi pour faire valoir les droits qu'il avoit sur le Royaume de Castille. La conjoncture ne pouvoit être plus favorable, pour obtenir ce qu'il souhaitoit. Ferdinand Roi de Portugal étant mort sans laisser d'autres enfans légitimes que Beatrix femme du Roi de Castille, celui-ci prétendoit que la Couronne de Portugal étoit dévolue à la Reine son Epouse, par la mort de son Pere. Mais les Portugais ne pouvant se résoudre à vivre sous la domination des Castillans, avoient mis sur le Trône *Jean* fils naturel de leur dernier Roi. Cette querelle ne pouvant guères se décider que par les armes, le Roi de Castille entra dans le Portugal, & s'avança même jusqu'à Lisbonne dont il forma le siège. Mais cette Ville s'étant mieux défendue qu'il ne l'avoit espéré, il se vit contraint de se retirer. Dans la campagne suivante, il perdit une Bataille qui le mit dans la nécessité de sortir de Portugal, conservant toujours l'espérance de venir à bout de ses projets par le secours de la France. Le nouveau Roi de Portugal, voyant que son ennemi alloit être secouru par le Roi de France, envoya des Ambassadeurs en Angleterre, pour faire alliance avec Richard, offrant de reconnoître le Duc de Lencastre pour Roi de Castille & d'appuyer son droit de toutes ses forces. Les affaires étoient alors en Angleterre dans une situation tout-à-fait propre à faire réussir la négociation des Ambassadeurs Portugais. Richard prévenu contre le Duc son Oncle, souhaitoit avec ardeur son éloignement, ses Favoris lui faisant regarder ce Prince comme un parent dangereux, & en même tems, comme une espèce de Gouverneur très-incommode. Ils lui représentoient encore, qu'il étoit de son intérêt de détrôner le Roi de Castille, ennemi juré des Anglois, & qu'il étoit d'autant plus aisé d'y réussir, que le Roi de Portugal offroit de faire une puissante diversion. Le Duc de Lencastre pressoit de son côté, avec toute l'ardeur possible, la conclusion de cette affaire, se persuadant qu'avec les forces de l'Angleterre & le secours du Portugal, il ne lui seroit pas impossible de réussir dans ses desseins. Toutes ces considérations portèrent le Conseil du Roi à écouter favorablement les propositions du Roi de Portugal, & à promettre au Duc de Lencastre, un secours proportionné à la grandeur de son entreprise. Suivant cette résolution, le Roi convoqua le Parlement pour lui demander un secours qui le mît en état de faire réussir ce projet. Les Communes l'accordèrent avec joye, & marquèrent beaucoup d'ardeur pour cette expédition, moins par affection pour le Duc, que pour l'éloigner du Royaume, où l'on craignoit toujours qu'il n'excitât enfin des troubles qui pourroient être funestes à l'Etat. Par cette raison, elles prirent cette affaire tellement à cœur, que le Clergé refusant de payer sa part du Subside accordé, elles présentèrent une Adresse au Roi, pour le prier de faire saisir son Temporel. Richard qui n'aimoit pas assez son Oncle, pour se brouiller pour l'amour de lui avec le Clergé, refusa de faire ce que les Communes demandoient. Sa modération lui fit obtenir du Clergé, ce que la force auroit eu bien de la peine à lui arracher. Ainsi, le Duc de Lencastre assuré de l'assistance du Parlement, fit en qualité de Roi de Castille, une Ligue offensive

fenfivè & défenfivè avec le Roi de Portugal , & travailla aux préparatifs de cette Guerre avec toute la diligence poffible.

Dans ce même Parlement , Roger Mortimer , Comte de la Marche , fut déclaré Succèffeur préfomptif de la Couronne , fi Richard mouroit fans enfans. Il étoit fils de Philippe , fille unique de Lionnel Duc de Clarence , fecond fils d'Edouïard II. & petit-fils de Roger Mortimer Comte de la Marche , qui avoit été exécuté comme Traître , fous le regne précédent. Mais la Sentence donnée contre lui avoit été caffée depuis , parce que les formalitez prefrites par les Loix , & les Coutumes du Royaume n'y avoient pas été obfervées.

Avant que le Parlement fe feparât , le Roi conféra au Comte de Cambridge fon oncle , le titre de Duc d'Yorck , au Comte de Buckingham fon autre oncle , celui de Duc de Glocefter. Il ne pouvoit guères fe difpenfer d'élever ces deux Princes à une Dignité plus éminente que celles dont ils étoient revêtus , à moins que de vouloir les laiffer au-deffous du Comte d'Oxford , qu'il fit en même-tems Marquis de Dublin , & peu après Duc d'Irlande. Ce Favori fut le premier qui porta le titre de Marquis en Angleterre , où il étoit jufqu'alors inufité. Michel de la Pole , autre Favori du Roi , fut honoré du titre de Comte de Suffolck , & de la Charge de Grand Chancelier.

Au commencement de l'année 1386. Leon Roi d'Armenie , chaffé de fes Etats par les Turcs , fe rendit en Angleterre pour s'y aboucher avec Richard. Son deffein étoit de moyenner une Paix ferme & durable entre la France & l'Angleterre , dans l'efperance qu'enfuite ces deux Couronnes uniroient enfemble toutes leurs forces , pour le rétablir dans fon Royaume. Mais s'il ne réuffit pas dans fon projet , du moins il fe procura de la part de Richard , un préfent confidérable , & une penfion annuelle de vingt mille marcs.

Dès que le Duc de Lencaftre eut achevé fes préparatifs pour fon expédition d'Efpagne , il alla s'embarquer à Portsmouth , avec une armée de vingt mille combattans , parmi lefquels il y avoit deux mille hommes d'armes. Il menoit avec lui Conftance de Caftille fa femme , & fes deux filles , Philippe & Catherine , dont la première étoit venue de fon premier Mariage avec Blanche de Lencaftre , & l'autre du fecond lit. Le Roi & la Reine les allèrent accompagner jufqu'au bord de la Mer ; & en leur fouhaitant un heureux fuccès dans leur entreprife , ils leur firent préfent de deux Couronnes d'or. Le Duc ayant mis à la voile , s'arrêta quelque tems à Breff , & fit lever le Siège que le Duc de Bretagne avoit mis devant cette Place , que toutes fes follicitations n'avoient encore pû tirer d'entre les mains des Anglois. Enfuite , ayant pourfuivi fa route , il arriva le 9. d'Août à la Corogne , où il fit débarquer fes troupes. En arrivant , il fe rendit maître de diverfes Places dans la Galice , & enfin de Compoftelle où il paffa tout l'Hiver. Pendant que la faifon l'empêchoit de continuer fes progrès , il conclut le mariage de Philippe fa fille-aînée avec le Roi de Portugal , & s'occupa le refte du tems , à former les projets de la Campagne fuivante.

Le départ du Duc de Lencaftre , qui avoit fait du bruit long-tems auparavant , avoit infpiré à la Cour de France l'envie de profiter d'une conjoncture fi favorable. Comme il y avoit apparence que l'Angleterre privée de fes meilleurs troupes , fe trouveroit fans défenfe , Charles avoit pris la réfolution de faire un nouvel effort pour conquérir ce Royaume. Dans cette vûë , il fit

RICHARD
II.

1385.
Le Comte de la Marche eft déclaré Succèffeur préfomptif , fi Richard meurt fans enfans.

Le Roi confère de nouveaux titres à fes Oncles & à fes Favoris.

1386.
Le Roi d'Armenie arrive en Angleterre. Richard lui donne une penfion.

Le Duc de Lencaftre part pour l'Efpagne.

Grands préparatifs de la France pour conquérir l'Angleterre.

RICHARD
II.
1386.

Mézerei.

Richard af-
semble une
grande ar-
mée.

Il demande
de l'argent
au Parle-
ment.

Adresse du
Parlement
au Roi, con-
tre ses Favo-
ris.

Réponse of-
fensante, du
Roi.

Le Roi de-
mande de
l'argent
d'un ton
absolu.

Brouillerie
entre le Roi
& le Parle-
ment.

des préparatifs si prodigieux, que toute l'Europe attendoit avec étonnement le succès de cette entreprise. Il avoit préparé neuf cens Vaisseaux pour porter les troupes destinées à cette expédition, & avoit fait faire un Fort de bois, qui se démontoit par pièces, afin de mettre son armée à couvert après la descente. Si le Duc de Berry son oncle, qui vouloit rompre ce projet, parce, dit un Historien, qu'il n'en étoit pas l'Auteur, ne se fut pas fait attendre trop long-tems, les François auroient trouvé l'Angleterre dépourvûe de troupes pour sa défense. Mais ce Prince ne s'étant rendu à l'Ecluse que le 14. de Septembre, Richard eut le tems de se préparer d'une manière à n'avoir plus sujet de craindre les grands efforts de ses ennemis. Ce fut vraisemblablement la grande diligence des Anglois, plutôt que la saison, qui n'étoit pas trop avancée pour un si petit trajet, qui obligea le Roi de France à renvoyer ses troupes dans leurs quartiers.

Dès qu'on avoit été averti en Angleterre des grands desseins de la France, on avoit levé des troupes avec tant de promptitude & de succès, qu'on avoit assemblé une armée de deux cens mille hommes. Une partie de ces troupes fut mise dans les Places les plus exposées, pendant que le reste se tenoit prêt à s'opposer à la descente des ennemis. Cependant comme il ne suffisoit pas d'avoir des hommes, & qu'il falloit aussi les entretenir, ce qui ne pouvoit se faire sans une très-grande dépense, le Parlement fut convoqué pour en trouver les moyens. Le Roi ayant demandé un Subside proportionné à ses besoins, le Parlement vouloit bien l'accorder, mais il ne pouvoit se résoudre à laisser l'argent entre les mains du Roi & de ses Favoris, parmi lesquels le Marquis de Dublin, & le Comte de Suffolck tenoient le premier rang. La haine que tout le Peuple en général avoit conçue contre ces Seigneurs, étoit si excessive, que pour les détruire, le Parlement ne fit pas difficulté de risquer la perte de tout le Royaume. Il présenta au Roi une Adresse, pour demander que le Grand Trésorier & le Comte de Suffolck Grand Chancelier, fussent dépouillés de leurs emplois. De plus, qu'on fit rendre compte à tous ceux qui avoient manié les deniers publics, soutenant que le Roi trouveroit dans la confiscation des biens de ceux qui avoient malversé, de quoi subvenir aux nécessitez de l'Erat. Richard, qui s'étoit attendu à toute autre chose, dans la conjoncture où le Royaume se trouvoit, reçut cette Adresse avec une indignation qu'il ne lui fut pas possible de dissimuler. Il répondit avec beaucoup d'aigreur, que le Parlement devoit penser aux affaires pour lesquelles il avoit été convoqué, sans se mêler de celles qui ne le regardoient pas. Il ajouta inconsidérément, que, pour faire plaisir au Parlement, il ne chasseroit pas le moindre Marmiton de sa Cuisine. En même tems, il partit pour aller à Eltham, ne voulant point recevoir de réplique.

Quoique ce Prince ne pût pas douter qu'une réponse si offensante n'eût extrêmement aigri les Communes, il ne laissa pas peu de jours après, de leur envoyer le Chancelier même, pour leur ordonner, d'un ton absolu, de lui accorder le Subside qu'il leur avoit demandé. Cet ordre jusqu'alors inusité pour des affaires de cette nature, fut reçu avec tant de chagrin, que les deux Chambres s'unissant en cette occasion, comme ayant un même intérêt, firent dire au Roi qu'elles ne travailleroient à aucune affaire, jusqu'à ce qu'il se fût rendu à son Parlement, & que les Ministres fussent punis selon leurs mé-
mérit.

mérites. Cette réponse ayant achevé d'irriter le Roi, il fit commander de sa part aux deux Chambres, de lui envoyer quarante Députez pour lui rendre raison de leur procédé. Mais le Parlement étoit si éloigné d'avoir cette déférence pour lui, qu'il en seroit venu à une entière rupture, si les plus sages n'eussent obtenu, quoiqu'avec bien de la peine, qu'on lui envoyeroit le Duc de Gloucester son oncle, & l'Evêque d'Ely. Ces deux Députez étant allés à Eltham, dirent au Roi, de la part des deux Chambres, que comme le Souverain avoit le droit de les assembler, elles avoient aussi celui de requérir sa présence dans son Parlement. Ils ajoutèrent qu'il y avoit un ancien Statut qui portoit, que si le Roi s'absentoit de son Parlement durant quarante jours, sans aucune cause légitime, les Membres pouvoient s'en retourner chez eux, ce qu'aussi ils avoient résolu de faire, si le Roi s'obstinoit à les priver de l'honneur de sa présence. A cette déclaration vigoureuse, Richard répondit avec beaucoup de passion, & non moins d'imprudence, qu'il voyoit bien que ses Sujets avoient pris la résolution de se révolter contre lui, & qu'ainsi il n'avoit autre chose à faire, qu'à demander du secours au Roi de France, pour les ranger à leur devoir. Les Députez repliquèrent, que le Roi de France étoit le plus mortel ennemi de la Nation Angloise, comme il le donnoit bien à connoître par les efforts qu'il faisoit pour la détruire, qu'ainsi, la résolution désespérée dont le Roi les menaçoit, ne pouvoit provenir que des conseils pernicieux des gens qu'il avoit autour de lui, qui ne cherchoient qu'à le désunir d'avec ses fidèles Sujets. Après ces paroles, ils le quittèrent en disant, que leurs ordres ne portoient que de le supplier de se rendre à son Parlement qui ne desiroit que son bien & celui du Royaume.

RICHARD
II.
1386.

Les Députez s'étant retirez, Richard prit des résolutions plus modérées. Apparemment, les Ministres & les Favoris craignirent de se charger des événements qu'une rupture avec le Parlement pourroit produire. Dans cette disposition il se rendit au Parlement & accorda de bonne grace tout ce qu'on lui avoit demandé. Non seulement le Chancelier fut dépouillé de sa Charge, mais même cité à comparoître en Jugement, pour rendre compte de son administration, dans laquelle il étoit de notoriété publique qu'il avoit commis beaucoup de malversations. Quant au Marquis de Dublin, qui venoit d'être fait Duc d'Irlande, il fut relegué dans l'Isle dont il portoit le titre, avec une pension de trois mille marcs, tous ses biens ayant été confisquez par ordre du Parlement. Ensuite les deux Chambres nommèrent treize Commissaires pour prendre soin des affaires de l'Etat conjointement avec le Roi. Le Duc de Gloucester & le Comte d'Arundel, eurent la Commission d'examiner les Comptes Publics, & comment les revenus du Roi avoient été administrez. Peu de jours après, le Chancelier ayant été trouvé coupable de malversation, fut contraint de restituer tous les dons qu'il avoit reçus du Roi. Ces dons étoient si excessifs, que Richard lui-même, qui n'en avoit jamais fait le calcul, ne put s'empêcher d'en être surpris, & de reprocher à son Favori, l'abus qu'il avoit fait de sa bienveillance.

Le Roi plie
& consent à
l'éloignement de ses
Favoris.

Le Parlement nomme treize Commissaires pour gouverner avec le Roi.
Le Chancelier est contraint de faire restitution.

Sur la fin de cette Séance on reçut l'agréable nouvelle, que l'armée de France s'étoit séparée, & que la tempête avoit causé un tel dommage à la Flotte ennemie, que de long-tems elle ne pouvoit être en état d'agir. De ce grand nombre de Vaisseaux que la France avoit préparez, la plupart furent submer-

La Flotte de France périt par la tempête.

RICHARD I. I. 1386. gez, ou échouèrent sur la côte d'Angleterre. On en trouva parmi ceux-ci quelques-uns qui étoient chargez de planches destinées à construire le Fort dont il a été parlé ci-devant.

Richard rappelle ses Favoris qui l'excitent à se venger. Le Parlement s'étant séparé, dès que la crainte de l'invasion fut passée, le Roi ne tarda pas long-tems à donner des preuves de son inconstance, en rappelant auprès de sa personne le Duc d'Irlande, le Comte de Suffolck & l'Archevêque d'Yorck. Il affecta même de leur faire plus de caresses qu'il n'avoit fait avant leur disgrâce, & de les combler de nouveaux bienfaits. Ces Favoris reprirent leur premier poste, le cœur rempli du désir de se venger de leurs ennemis, & particulièrement des deux Commissaires des Comptes publics, qui, par l'examen rigoureux qu'ils avoient fait de leur conduite, avoient procuré leur condamnation. Il ne leur fut pas difficile de persuader au jeune Roi, que c'étoit pour l'amour de lui qu'ils avoient souffert, & que les desseins de leurs ennemis regardoient moins les Ministres que le Roi même. Ils lui représentèrent, qu'en accusant les Conseillers, on fait voir qu'on croit le Souverain incapable de gouverner, & qu'il n'y a pas de plus prompt moyen pour décréditer un Prince, qu'en persuadant à ses Sujets qu'il se sert de mauvais Ministres. Ces insinuations, souvent réitérées, firent une forte impression sur l'esprit du Roi, qu'il prit la résolution de se retirer de la sujétion du Parlement. Mais les Favoris lui firent entendre que ce seroit un ouvrage très-difficile à exécuter, pendant que le Duc de Glocester seroit à la

La perte du Duc de Glocester est résolue.

Il évite la poison qu'on lui préparoit.

1387. Les Favoris animent le Roi contre leurs ennemis.

tête des Factieux. Par là, ils le conduisirent à consentir à tous les complots, qui pouvoient procurer la ruine de cet Oncle. Dès qu'ils furent sûrs du consentement du Roi, ils concertèrent ensemble les moyens de parvenir à leur but. Ils n'en trouvèrent point de plus propre que de faire empoisonner le Duc & quelques autres de leurs principaux ennemis, dans un festin où la Ville de Londres les avoit invitez. Mais comme ils n'osèrent exécuter ce complot, sans s'assurer auparavant du Maire, ce Magistrat en avertit le Duc de Glocester qui ne se trouva pas au festin.

S'il eût été aussi facile aux Favoris de perdre leurs ennemis particuliers, comme il l'étoit de leur attirer la haine du Roi, à peine seroit-il resté dans le Royaume un Seigneur capable de leur donner de l'ombrage. Mais dans un Gouvernement tel que celui d'Angleterre, particulièrement pendant une Minorité, il n'est pas aisé au Roi & à ses Ministres de faire tout ce qu'ils souhaitent. Les Favoris se virent donc obligez de chercher des moyens secrets pour ruiner leurs ennemis, dans la crainte continuelle où ils étoient d'en être eux-mêmes prévenus. Cependant ils continuoient à donner au Roi de sinistres impressions contre ses meilleurs Sujets, en attendant que ce Prince devenu majeur, pût agir avec une autorité plus absolue. Les Comtes d'Arundel & de Nottingham, Amiraux d'Angleterre, étant sortis en Mer au commencement du Printems, enlevèrent une Flotte de Vaisseaux marchands François, Espagnols & Flamans, & en menèrent en Angleterre quelques-uns qui étoient chargez de vin : ensuite, ils prirent leur route vers la Bretagne, & se coururent Brest que le Duc tenoit assiégé. Ce service, qui meritoit quelque reconnaissance de la part du Roi, ne fit que leur attirer son indignation. Quand ils retournèrent de leur expédition, il ne daigna pas même leur parler, tant il avoit été prévenu contre eux par ses Ministres. On lui avoit fait entendre,

entendre, que la prise de cette Flotte ne manqueroit pas de lui attirer des affaires qui le jetteroient dans un extrême embarras. Ces deux Seigneurs, outre de la manière offensante dont ils avoient été reçus, renoncèrent à leur Commission, qui fut donnée au Comte de Northumberland.

C'est ainsi que les Favoris animoient leur Maître contre les principaux Seigneurs, dans l'espérance de recueillir le fruit de leurs artifices, quand le Roi seroit venu à sa majorité qui n'étoit pas fort éloignée. Mais un accident qui arriva bien-tôt après, leur fit juger qu'ils devoient hâter davantage l'exécution de leurs projets. Le Duc d'Irlande se tenant fier du pouvoir qu'il avoit sur l'esprit du Roi, eut l'insolence de répudier sa Femme, Fille du Seigneur de Coucy, & petite-fille d'Édouard III. pour épouser une Fille d'honneur de la Reine, nommée *Lancerone*, d'une médiocre Maison de Bohême. Quoi que ce divorce fit un tort extrême à la famille Royale, Richard n'en témoigna pas le moindre chagrin. Mais il n'en fut pas de même du Duc de Gloucester qui ressentit vivement cet affront, & fit connoître qu'il ne perdroit pas l'occasion de s'en venger, quand il la rencontreroit. Cette menace fit prendre au Duc d'Irlande la résolution de le prévenir. Pour cet effet, après en avoir concerté les moyens avec le Roi, il feignit d'avoir un voyage à faire en Irlande, & prit la route du País de Galles, où Richard voulut l'accompagner. Mais ce prétendu voyage n'étoit que pour pouvoir concerter ensemble plus secrètement les moyens d'exécuter le projet qu'ils avoient formé d'acquiescer un pouvoir despotique, dont le Duc de *Gloucester*, les Comtes d'*Arundel*, de *Warwick*, de *Derby*, de *Nottingham*, devoient éprouver les premiers effets. Le résultat de cette consultation fut, que le Roi leveroit une armée pour intimider ces Seigneurs. Qu'ensuite, il convoqueroit un Parlement, dont on feroit en sorte, que tous les Membres fussent à sa dévotion, & qu'il feroit passer par ce Parlement tous les Actes nécessaires, pour lui assurer une autorité sans bornes.

Dès que ce complot eût été formé, ils se rendirent à Nottingham, où le Roi fit venir les Shérifs de toutes les Provinces, quelques-uns des principaux Citoyens de Londres, & tous les Juges du Royaume. Quand ils furent assembles, il leur communiqua le dessein qu'il avoit de lever une armée pour châtier les Seigneurs qu'il leur nomma, du nombre desquels étoit le Duc de Gloucester, & demanda aux Shérifs quel nombre de troupes chacun d'eux pourroit lui fournir. Ensuite, il leur dit, qu'il avoit dessein de convoquer un Parlement, & leur commanda, de ne pas permettre qu'aucun Député fut élu, qui ne se trouvât dans la Liste qu'il leur donneroit lui-même. Les Shérifs lui répondirent, qu'il leur donnoit des ordres qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'exécuter : Que le Peuple étoit tellement porté d'inclination pour les Seigneurs dont il leur avoit parlé, qu'il n'y avoit point d'apparence qu'on pût lever une armée contre eux : Qu'il étoit encore plus difficile de le priver du droit d'élire avec liberté, ceux qui devoient le représenter dans le Parlement. Mais les Juges ne furent pas si scrupuleux dans ce qui les regardoit. Le Roi leur ayant demandé, s'il n'avoit pas droit de casser les treize Commissaires établis par le Parlement, & d'annuler les Actes faits à son préjudice, ils répondirent que le Souverain étoit au-dessus des Loix. Néanmoins, quand on requit de signer cet avis, quelques-uns d'entre eux firent des efforts pour

RICHARD
II.
1387.

Les Comtes d'*Arundel* & de *Nottingham* quittent leurs emplois.

Le Duc d'Irlande répudie sa femme, cousine du Roi.

Le Duc de Gloucester le menace.
Complot pour rendre le Roi absolu.

Richard communique son dessein aux Shérifs,

qui refusent de s'engager dans le Complot.

Les Juges décident que le Roi est au-dessus des Loix.

RICHARD
II.
1387.

Le Roi ne
peut venir à
bout de son
dessein.

Le Duc de
Glocester
tâche d'ap-
paîser le
Roi.

Le Comte
de Suffolck
empêche la
reconcilia-
tion.

Les Sei-
gneurs pren-
nent les ar-
mes.

Le dessein
du Roi est
rompu.

Il tâche d'a-
muser les
Seigneurs
mécontents.

s'en dispenser, mais ils y furent contraints par les menaces des Favoris. On prétend, qu'un de ces Juges dit tout haut, après avoir signé, que jamais action n'avoit mieux mérité le gibet que celle qu'il venoit de faire. L'avis des Juges étant ainsi extorqué, Richard se crut au-dessus de toutes les difficultez. Il voulut d'abord distribuer des Commissions pour lever une armée : mais il trouva si peu de gens disposés à le servir, qu'il se vit contraint de se désister de son projet. Ainsi, plein de dépit d'avoir si mal réüssi, il reprit le chemin de Londres, après avoir inutilement divulgué ses desseins qui lui attirèrent de plus en plus la haine publique.

Un complot de cette nature, tramé si ouvertement, & qu'on est obligé de laisser imparfait, manque rarement d'être funeste à ses Auteurs. Le Duc de Glocester, & les autres Seigneurs de son parti, comprirent par là que leur perte étoit résolüe, & que si le Roi & ses Favoris ne les avoient pas déjà sacrifiés à leur haine, c'étoit moins par défaut de volonté que de puissance. La seule ressource, qui sembloit leur rester, étoit la voye des armes. Mais comme les gens sages ne se servent de ce moyen, qu'après avoir inutilement tenté tous les autres, le Duc de Glocester crut devoir faire encore un effort, pour tâcher de faire revenir le Roi de sa prévention. Dans cette vûë il lui envoya l'Evêque de Londres, qui lui porta de sa part des assurances respectueuses de sa fidélité, & une offre de se purger par serment des crimes qu'on lui avoit faussement imputez. Richard parut d'abord assez porté à recevoir cette justification : mais le Comte de Suffolck lui fit bien-tôt changer de pensée, en lui disant, en présence même de l'Evêque, qu'il ne seroit jamais assuré sur le Trône, pendant que le Duc de Glocester seroit en vie. L'Evêque de Londres fut si choqué de ce discours, qu'il ne put s'empêcher de dire à ce Favori, qu'étant condamné par le Parlement, & ne conservant sa vie que par la pure grace du Roi, il lui convenoit moins qu'à qui que ce fût, d'accuser des Sujets fidèles. Cette hardiesse fut si désagréable au Roi, qu'il commanda au Prélat de sortir de sa présence. Les affaires étant réduites à ce point, & les Seigneurs pros crits étant persuadés, qu'une vigoureuse défense étoit l'unique moyen qui leur restoit pour se mettre à couvert des desseins que la Cour avoit formés contre eux, ils se déterminèrent enfin à prendre les armes. Comme ils étoient bien avant dans la faveur du Peuple, qui les regardoit comme ses Protecteurs, ils eurent bien-tôt assemblé une armée de quarante mille hommes, avec laquelle ils marchèrent droit à Londres.

La diligence des Seigneurs rompit toutes les mesures du Roi & de ses Ministres. Ce Prince avoit résolu de faire un voyage en France, & de livrer au Roi Charles *Calais* & *Cherbourg*, afin d'entirer un puissant secours qui le mît en état de réduire ses Sujets qu'il qualifioit de Rebelles. Mais l'approche soudaine des Seigneurs, ne lui ayant pas permis d'exécuter ce dessein, il fallut avoir recours à d'autres moyens pour se tirer de ce mauvais pas. Celui qui lui parut le plus propre, fut d'amuser les Mécontents, pendant que le Duc d'Irlande s'en alloit lever une armée dans le País de Galles, où il avoit beaucoup d'amis. Suivant ce projet, il fit dire aux Seigneurs mécontents, qu'il étoit disposé à leur accorder tout ce qui seroit raisonnable, & qu'il se trouveroit le lendemain dans la grande Salle de Westminster, où ils pourroient venir lui présenter leur Requête.

Les

Les Seigneurs acceptèrent cette offre avec joye , & après avoir pris des précautions pour n'être pas surpris , ils se rendirent au lieu qui leur avoit été marqué. Ils y trouvèrent le Roi assis sur un Trône , & revêtu de ses habits Royaux , qui les y attendoit. En approchant du Trône ils se mirent à genoux , en posture de Supplians , quoi qu'en effet ce fût moins pour demander grace , que pour obtenir de lui la punition de ses Ministres. L'Evêque d'Ely , qui étoit Grand Chancelier , leur ayant demandé pour quel sujet ils avoient pris les armes , ils répondirent qu'ils n'avoient intention que de procurer le bien du Roi & du Royaume. Ils ajoutèrent , que la personne du Roi leur seroit toujours sacrée , & que leur dessein n'étoit que de faire punir les Traîtres qu'il avoit autour de lui. Ensuite , ils nommèrent en particulier , le Duc d'Irlande , le Comte de Suffolck , l'Archevêque d'Yorck , le Juge Trésilian , & un Alderman de Londres , nommé *Brambre* , qui étoit de la même cabale. Le Roi leur répondit gravement que dans la prochaine Assemblée du Parlement on rendroit justice à tout le monde. Ensuite il leur reprocha leur présomption , & voulut leur faire comprendre qu'il ne tenoit qu'à lui de les accabler , mais que par pure condescendance il vouloit bien les écouter favorablement. Après cela , il alla prendre le Duc de Glocester par la main , & ayant ordonné aux autres de se lever , il leur dit , qu'il auroit égard à leurs plaintes. Comme il n'avoit pour but que de les amuser , il fit publier une Proclamation pour justifier leur prise d'armes , dans l'espérance que cela les obligerait à congédier leurs troupes. Mais ils connoissoient trop bien le genie du Roi & de ses Ministres , pour se fier à leur simple parole. Dans la crainte où ils étoient de se voir tout-à-coup accablés , dès qu'ils ne seroient plus en état de se faire craindre , ils résolurent de demeurer armés , jusqu'à ce que le Parlement fût assemblé. Ils ne tardèrent pas long-tems à connoître , combien cette précaution avoit été nécessaire. Le Duc d'Irlande qui avoit levé une armée dans le Pais de Galles , avec une merveilleuse promptitude , marchoit à grandes journées au secours du Roi. S'il eût pû s'approcher de Londres , il n'étoit pas sûr que la Bourgeoisie eût pris le parti des Confédérés. Pour prévenir ce danger , le Comte de Derby , fils-ainé du Duc de Lencastre , ayant pris une partie de l'armée , alla au-devant du Duc d'Irlande ; & l'ayant rencontré dans la Province d'Oxford , il lui livra bataille , & remporta une victoire aisée sur ce Général , qui n'étoit rien moins que guerrier. Dès le commencement du combat , le Duc , qui craignoit de tomber entre les mains de ses ennemis , se mit à couvert de ce danger par la fuite , sans s'embarrasser de ce qui arriveroit à son armée. Tout son bagage ayant été pris , on y trouva une cassette , où il y avoit une Lettre du Roi , qui lui ordonnoit de marcher à Londres , avec toute la diligence possible , & lui promettoit de vivre & de mourir avec lui.

La défaite de cette armée ayant rompu toutes les mesures du Roi & des Favoris , le Duc s'enfuit en Hollande ; & après avoir fait quelque séjour à Utrecht , il alla demeurer à Louvain , où il mourut trois ans après. Le Comte de Suffolck voulut se retirer à Calais : mais le Gouverneur n'osant se charger dans une semblable conjoncture , ni de l'arrêter , ni de le protéger , prit le parti de le renvoyer au Roi : Cependant Richard s'étoit réfugié à la Tour dans l'incertitude où il étoit de la résolution que les Seigneurs victorieux prendroient

RICHARD
II.
1387.
Entrevu du
Roi & des
Seigneurs.

Le Roi ren-
voye leurs
demandes
au Parle-
ment.

Les Sei-
gneurs de-
meurent ar-
mez.

Le Duc
d'Irlande
marche au
secours du
Roi avec
une armée.

Il est défait
& s'enfuit.

Lettres
trouvées
dans sa cas-
sette.

Il se retire
en Hollan-
de.

RICHARD

II.

1387.
Les desseins
du Roi sont
découverts.

1388.
Conféren-
ce des Sei-
gneurs avec
le Roi.
Ils lui font
de grands
reproches.

Le Roi ne
répond que
par des lar-
mes.

Il promet
de se rendre
à West-
minster &
puis s'en
dédit.

On le me-
nace d'élire
un autre
Roi.

Il consent
au bannis-
sement de
ses Favoris.

Les Juges
sont mis en
prison.

1389.
Le Parle-
ment s'as-
semble.
Deux des
Juges sont
pendus &
d'autres pu-
nis.

Amnistie.

à son égard. Il avoit d'autant plus de sujet de craindre, qu'en ce tems-là, on arrêta un François qui lui portoit un Saufconduit, afin qu'il pût se rendre à Boulogne où le Roi Charles l'attendoit. On découvrit encore par une Lettre, qui fut trouvée entre les mains du même porteur, que Charles s'attendoit à être mis en possession de Calais & de Cherbourg, & qu'il avoit même avancé une partie de la somme qu'il étoit convenu de donner pour ces deux Places.

Les Seigneurs liguez ayant connu par là, mieux qu'ils n'avoient fait jusqu'alors, les pernicieux desseins du Roi & de ses Ministres firent entrer toute leur armée dans Londres, après-quoi ils firent demander au Roi une Conférence. Richard auroit bien voulu s'en dispenser; mais comme il se voyoit sans ressource, & qu'il craignoit d'être affamé dans la Tour, il n'osa la refuser. Dans cette entrevûë, ils lui reprochèrent aigrement le complot formé à Nottingham pour les perdre, le dessein de se rendre absolu par le moyen d'une armée, la tentative qu'il avoit faite pour avoir un Parlement à sa dévotion, les ordres envoyez au Duc d'Irlande de marcher à Londres, pendant qu'il les amusoit par des vaines promesses, enfin le Traité qu'il avoit fait avec le Roi de France, pour lui livrer Calais & Cherbourg. Richard ne répondit à ces reproches que par une grande abondance de larmes qui touchèrent les Seigneurs. Ils se persuadèrent que la mauvaise conduite du Roi ne provenoit que de son peu d'expérience, & des mauvais conseils de ses Favoris; & que ne les ayant plus auprès de lui, il pourroit se mettre dans le bon chemin. Cette pensée les ayant rendus plus traitables, il fut convenu que le Roi se trouveroit le lendemain à Westminster pour y régler avec eux les affaires du Gouvernement. Ils étoient à peine sortis de la Tour, qu'il changea de résolution, & leur fit sçavoir qu'il ne vouloit point conférer avec eux. Cette inconstance les irrita tellement, que sur le champ, ils lui firent dire à leur tour, que s'il ne se trouvoit pas le jour suivant à Westminster, comme il s'y étoit engagé, ils s'y rendroient eux-mêmes, pour procéder à l'élection d'un nouveau Roi. Une déclaration si précise causa une telle frayeur à ce jeune Prince, que non seulement il se rendit au lieu de la Conférence, mais il consentit même au bannissement de ses principaux Favoris de l'Archevêque d'Yorck, des Evêques de Durham & de Chichester, & de plusieurs autres Seigneurs & Dames qui avoient favorisé les desseins de la Cour. Quant aux Juges, comme on avoit dessein de les traiter à toute rigueur, ils furent arrêtez pendant qu'ils étoient occupez dans la Salle de Westminster, à faire les fonctions de leurs Charges, & envoyez à la Tour.

Le Parlement s'étant assemblé au mois de Février 1389, on y porta des accusations de haute trahison contre plusieurs personnes qui furent condamnées à diverses peines. *Tréfilian*, *Brambre* & quelques autres Chevaliers & Gentilshommes furent pendus à Tyburn. Les autres Juges & l'Evêque de Chichester reçurent aussi la même Sentence; mais on leur fit grace de la vie, & l'on se contenta de les releguer en Irlande. Pour ce qui regarde les deux Favoris & l'Archevêque d'Yorck, ils furent condamnés au bannissement, & l'on confisqua leurs biens, au profit du Roi.

Après que le Parlement eût satisfait à ce qu'il croyoit devoir à la justice, il passa deux Actes, dont le premier défendoit d'attribuer au Roi les mouvemens précédens, & l'autre accordoit une Amnistie générale aux deux Partis.

Les

Les affaires étant ainsi réglées, le Roi renouvela son serment du Sacre, comme s'il eût commencé un nouveau Regne, & tous les Seigneurs lui rendirent hommage, & lui prêtèrent un nouveau serment de fidélité. Ce Parlement, qui fut nommé l'*Impitoyable*, ne finit que le 4. de Juin.

RICHARD
II.
1389.

Pendant les troubles qui avoient agité l'Angleterre, les Ecoffois voulant profiter de la conjoncture, s'étoient avancez jusqu'à Newcastle, sous la conduite du Chevalier Douglas, & avoient fait de grands ravages sur les frontières. Dès que les troubles furent apaisez, *Henry Percy*, surnommé *Chaud-éperon*, fils du Comte de Northumberland, marcha contre les Ecoffois, & leur ayant livré Bataille, il tua Douglas de sa propre main. Mais le Comte de Dumbar étant survenu pendant le Combat avec un Corps de troupes toutes fraîches, en fit tellement changer la face, que l'armée Angloise fut enfin battue, & *Perci* fait prisonnier.

Les Anglois
sont battus
par les Ecof-
lois.

Environ ce même tems le Comte d'Arundel, à qui le Parlement avoit conféré la Charge de Grand Amiral, alla secourir le Duc de Bretagne que le Roi de France attaquoit. Ce secours ayant obligé Charles à donner la paix au Duc, les Anglois furent renvoyez chez eux. En s'en retournant le Comte d'Arundel prit aux François, quatre-vingt Vaisseaux chargez, & pillà les Isles de *Ré* & d'*Oleron*, après quoi il fit rentrer sa Flotte dans les Ports. Peu de tems après, les deux Couronnes convinrent d'une Trêve de trois ans, dans laquelle les Ecoffois furent compris.

Exploits du
Comte d'A-
rundel sur
Mer.
Trêve avec
la France.

Depuis le dernier Parlement, l'Angleterre se trouvoit dans un état assez tranquille. Les nouveaux Ministres, se conduisant par d'autres maximes que les précédens, n'avoient garde d'engager le Roi dans des démarches qui avoient été sur le point de causer sa ruine. Mais si l'on avoit réüssi à changer le Conseil du Roi, on n'avoit pas trouvé la même facilité à changer l'humeur de ce Prince. L'esprit rempli de son propre mérite, il ne se voyoit qu'avec une peine extrême sous la direction d'autrui, dans un tems où il se voyoit en âge de prendre lui-même les rênes du Gouvernement. Dès qu'il fut entré dans sa vingt & unième année, il assambla son Conseil, auquel il voulut que tous les Membres assistassent. Quand ils furent assemblez, il leur demanda quel âge il avoit, à quoi on répondit qu'il avoit vingt ans accomplis. Puisque cela est, ajouta-t-il, je veux gouverner moi-même mon Royaume, la condition d'un Roi ne devant pas être moins avantageuse que celle de ses Sujets, qui sont autorisez à cet âge, à diriger leurs propres affaires. Après leur avoir ainsi fait connoître ses intentions, il commanda au Chancelier de lui remettre le grand Sceau, dont il confia la garde à l'Evêque de Winchester. En même tems, il destitua l'Evêque de Héréford de sa Charge de Grand Trésorier; & ayant ôté de son Conseil le Duc de Glocester son Oncle, le Comte de Warwick, & quelques autres qui ne lui étoient pas agréables, il y mit en leur place, des gens qu'il crut plus soumis à ses volontez. Cette démarche n'avoit rien d'étrange en elle-même, puisqu'il étoit en droit de faire ces changemens. Cependant on ne laissa pas de remarquer, qu'il n'avoit jamais moins donné des marques de la prudence qu'on suppose dans ceux qui commencent leur Majorité, que dans le choix qu'il fit de ses nouveaux Ministres, qui n'étoient nullement capables des emplois qui leur étoient confiez. Aussi ne tarda-t-on pas long-tems à voir le désordre & la confusion dans les affaires publiques.

Richard
prend les
rênes du
Gouver-
nement.

Il change
le Ministère.

RICHARD

II.

1389.

Le Duc de
Glocester
étant ac-
cusé se jus-
tifie.

1390.

Retour du
Duc de Len-
castre.Le Roi se
reconcilie
avec ses
Oncles.Il donne la
Guyenne au
Duc de Len-
castre.Le Comte
de Derby
va servir en
Prusse.1391.
Statut con-
tre les Pro-
viseurs re-
nouveau.Depenses
excessives
du Roi.

Un des premiers soins des Favoris fut d'insinuer au Roi que le Duc de Glocester avoit de mauvais desseins contre sa personne. Mais le Duc s'en justifia si bien, que le Roi eut honte d'avoir écouté une accusation si mal fondée. Il ne voulut pourtant pas permettre que le Duc poursuivît en justice ses accusateurs, quoiqu'ils eussent été confondus en sa présence.

Pendant que Richard étoit dans la crainte des entreprises de cet Oncle, qu'on lui représentoit comme un ennemi très-dangereux, il en vit arriver un autre qui ne lui étoit pas moins formidable. C'étoit le Duc de Lencastré qui revenoit de son expédition d'Espagne. Les progrès qu'il avoit fait en ce Pais-là, avoient enfin obligé le Roi de Castille à faire avec lui un Traité, par lequel il s'étoit engagé à lui payer comptant six cens mille livres, & à lui assigner une pension annuelle de quarante mille livres, pendant sa vie & celle de la Duchesse sa Femme. Ce Traité fut suivi du Mariage de la Princesse Catherine, fille du Duc & de Constance, avec Henri fils-aîné du Roi de Castille, en faveur duquel le Duc & la Duchesse s'étoient départis de leurs prétentions sur ce Royaume.

Quoique Richard ne fût pas trop content de l'arrivée du Duc de Lencastré, il ne laissa pas de le recevoir avec des caresses qui donnèrent lieu d'espérer, qu'il y auroit désormais une heureuse union dans la famille Royale. Cette espérance se confirma par la reconciliation que le Duc de Lencastré procura, entre le Roi, & le Duc de Glocester; reconciliation qui parut si sincère de la part du Roi, que tout le monde y fut trompé. Malgré ces belles apparences, la présence du Duc de Lencastré ne laissoit pas d'être importune à Richard. On en peut bien juger par le prix dont il vouloit bien acheter son éloignement. Pour parvenir à ce but, il lui fit le plus riche présent dont un Roi d'Angleterre pût alors gratifier un Sujet, en l'investissant du Duché de Guyenne, avec les mêmes droits qui avoient été accordez au feu Prince de Galles Père du Roi. Comme il n'avoit jamais eu d'affection pour lui, ce ne pouvoit être que dans la vûe de l'éloigner d'Angleterre, qu'il lui fit un si riche présent.

Peu de tems après le Comte de Derby, fils-aîné du Duc de Lencastré, alla porter les armes en Prusse, où il se distingua par un grand nombre de belles actions. Pendant que ce Prince travailloit à s'acquérir de la réputation par ses exploits guerriers, Richard passoit sa vie dans une apparence de Guerre. Il employoit des sommes immenses à faire des Tournois qui donnoient occasion de le comparer, très-désavantageusement pour lui, avec le Comte de Derby son Cousin qui étoit un Prince fort estimé.

Pendant que le Roi s'occupoit à ces divertissemens, le Parlement renouvela un Statut fait sous le regne d'Edouard III. & confirmé sous celui-ci. Cet Acte condamnoit comme coupables de haute trahison, ceux qui porteroient dans le Royaume des *Provisions* de la Cour de Rome sans en avoir obtenu la permission du Roi. Un Nonce qui fut envoyé en Angleterre sur ce sujet, y fit grand bruit, & menaça même que le Pape en viendrait aux dernières extrémités. Mais ses menaces ne furent pas capables d'obliger le Parlement à révoquer l'Acte. Tout ce qu'il put obtenir fut un répit pour ceux qui étoient tombez dans cette nouvelle sorte de crime, jusqu'à la prochaine Assemblée du Parlement.

Bien qu'une cruelle peste, & une famine non moins intolérable affligeas-
sent

sent alors l'Angleterre, le Roi, qui aimoit le faste jusqu'à l'excès, ne retrainchoit rien, ni de ses plaisirs, ni de ses dépenses qui alloient à des sommes prodigieuses. On dit qu'il entretenoit tous les jours dix mille personnes. Il se faisoit un honneur de surpasser en magnificence, tous les Souverains de l'Europe, comme s'il eût eu une source inépuisable d'argent. Trois cens domestiques étoient employez à sa seule cuisine, & la Reine avoit un pareil nombre de femmes à son service. Les Courtisans obtenoient si aisément tout ce qu'ils demandoient, que cette facilité faisoit perdre aux faveurs du Roi une bonne partie de leur prix. Enfin, ce Prince affectoit en toutes choses une prodigalité qui ne pouvoit qu'être à charge aux Sujets, & par une suite nécessaire lui attirer leur aversion.

Comme ses revenus ne pouvoient pas suffire à tant de dépenses, il voulut tenter de tirer quelque secours de la Ville de Londres. Mais de peur d'effaroucher les Habitans, il se contenta d'abord d'éprouver leur affection par un emprunt de mille livres Sterling, apparemment à dessein, de ne se borner pas dans la suite à si peu de chose. Quelque médiocre que fût cette somme, il eut le chagrin d'essuyer un refus très-mortifiant, jusque là même qu'un Marchand Italien qui offrit de prêter seul cette somme, fut mis en pieces par la populace. Richard ressentit vivement cet affront, dont peu de tems après il trouva l'occasion de se venger. Sous prétexte de châtier une émeute de peu de conséquence, qu'un Garçon Boulanger avoit excitée dans Londres, il depouilla la Ville de tous ses privilèges, lui ôta sa Chartre, & transféra les Cours de Judicature à Yorck. Il est vrai que dans la suite il lui rendit le tout; mais elle fut obligée de le rachetter par un présent de dix mille livres Sterling & de deux Couronnes d'or. Mais quoique Londres payât chèrement le refus de prêter mille livres au Roi, c'étoit peu de chose en comparaison du préjudice que le Roi lui-même en reçut. Par cette démarche, il acheva de perdre l'affection de cette Ville qui lui fit bien sentir dans la suite, combien il est dangereux à un Roi d'Angleterre de l'avoir pour ennemie.

Dès le commencement de l'année 1393. on vit arriver à Londres des Députés des Anglois établis en Irlande, qui venoient demander du secours contre les originaires du País. Depuis quelques tems, il y avoit dans cette Isle de fréquens soulèvemens qui faisoient comprendre que les Irlandois cherchoient à secoüer le joug des Anglois. On auroit dû remédier plutôt à ces désordres, mais Richard, trop abandonné à ses plaisirs, avoit négligé les affaires d'Irlande, comme s'il n'y eût eu aucun intérêt. Enfin, le mal s'étoit tellement accru, qu'il ne fut pas possible, sans risquer la perte de cette Isle, de différer plus long-tems à y apporter les remèdes convenables. Le Duc de Gloucester s'offrit d'aller réprimer les Rebelles: mais le Roi ne jugeant pas à propos de lui confier le commandement d'une armée, résolut d'aller lui-même en ce País-là. Dans ce dessein, il convoqua un Parlement qui lui accorda une grosse somme, tant pour la Guerre d'Irlande, que pour subvenir à la dépense de l'Ambassade des Ducs de Lencastr & de Gloucester, qui devoient aller négocier une Paix finale avec la France. Mais cette affaire fut rompuë par un accident qui empêcha les Plénipotentiaires de s'assembler entre Ardres & Guisnes comme on en étoit convenu. Le Roi Charles, qui étoit de tems en tems attaqué d'une maladie qui lui troublait l'esprit, s'étant rendu à Abbeville où on l'avoit me-

RICHARD
II.
1391.

1392.
Londres
refuse de
lui prêter
mille livres
Sterling.

Le Roi lui
ôte sa Char-
tre,

& la lui
rend pour
de l'argent.

1393.
Rebellion
en Irlande.

Le Roi se
prépare à se
rendre en
Irlande.

Négocia-
tion avec la
France.
Maladie de
Charles VI.

RICHARD
II.
1393.

né pour faire voir aux Anglois qu'il se portoit bien, y retomba dans sa démen-
ce ordinaire. Cette rechûte fut causée qu'on renvoya la négociation de la Paix,
à un tems plus convenable.

1394.
Mort de la
Reine.

Les préparatifs que le Roi faisoit pour son voyage d'Irlande, furent un
peu interrompus au commencement de l'année 1394. par les soins qu'il fal-
lut prendre des funérailles de la Reine son Epouse, & des Duchesses de Len-
castre & d'Yorck, qui moururent à peu près dans un même tems. On pré-
tend que la Reine favorisoit beaucoup la Doctrine de Wicleff, & que, si elle
eût vécu plus long-tems, elle auroit épargné aux Lollards (c'est le nom qu'on
donnoit aux Sectateurs de Wicleff) bien des maux qu'ils souffrirent dans la
suite. Le départ du Duc de Lencastré leur principal Patron, qui étoit allé en
Guyenne pour prendre possession de sa Principauté, ne contribua pas peu à
hâter les desseins de leurs ennemis qui profitèrent de ces favorables conjonc-
tures pour les persecuter.

Le Roi part
pour l'Ir-
lande, & y fait
quelques
progrès.

Quelque grande que fût l'affliction que Richard ressentit de la mort de la
Reine, il ne laissa pas de partir pour l'Irlande, comme il l'avoit projeté. Il
arriva dans cette Isle au mois de Septembre, & fit d'abord quelques progrès
contre les Rebelles. Mais comme la saison ne lui permettoit pas de les con-
tinuer, il se rendit à Dublin, où il tint un Parlement, pendant lequel le Duc de
Glocester assembla celui d'Angleterre qui accorda un Subside pour pousser la
Guerre d'Irlande.

1395.
Desseins des
Lollards,
qui obligent
le Clergé à
députer au
Roi.

Richard se préparoit à se remettre en campagne, lorsqu'il vit arriver d'An-
gleterre l'Archevêque d'Yorck & l'Evêque de Londres, qui venoient le sup-
plier de la part du Clergé, de hâter son retour dans son Royaume. Ils lui fi-
rent même entendre, que le moindre retardement étoit capable de porter un
préjudice irréparable à la Religion. Le fondement de cette grande allarme
étoit que, dans le dernier Parlement, les Lollards avoient fait des instances
pour faire en sorte qu'on travaillât à la Réformation de l'Eglise. Comme ils
avoient beaucoup de partisans dans le Royaume, & dans le Parlement mê-
me, le Clergé craignit qu'on ne procédât à cette reformation. C'est par cette
raison que les deux Prélats Députés exagérèrent tellement le danger où la
Religion se trouvoit, que Richard partit sur le champ pour retourner en An-
gleterre, laissant au Comte de la Marche le soin de terminer la Guerre d'Ir-
lande. Dès qu'il fut arrivé à Londres, il prit certaines mesures avec le Clergé
pour tâcher de supprimer la Secte des Lollards, & contraignit même un cer-
tain Chevalier d'en faire une abjuration publique, le menaçant de le punir de
mort s'il se rengageoit dans la même Secte.

Retour du
Roi.
Il tâche de
supprimer la
Secte des
Lollards.
Le corps du
Duc d'Ir-
lande est
porté en An-
gleterre.
Le Roi assis-
te à ses fu-
nérailles.

Peu de tems après, on apporta en Angleterre, par ordre du Roi, le corps
du Duc d'Irlande qui étoit mort à Louvain. L'affection de Richard s'étant
réveillée à cet objet, il fit ouvrir le cercueil pour se donner encore la satisfac-
tion de voir cet homme qu'il avoit tant aimé. Ensuite, il lui fit faire de ma-
gnifiques funérailles, & voulut lui-même les honorer de sa présence, com-
me Edoüard II. avoit fait autrefois à l'égard de Gaveston. Mais la Noblesse
refusa de faire cet honneur à un Favori de qui elle avoit trop de sujet de se
plaindre. Ainsi de même qu'Edoüard II. Richard ne fut accompagné dans
cette pompe funèbre que de quelques Membres du Clergé.

1396.

Pendant que le Roi avoit été occupé à son expédition d'Irlande, le Duc de
Len-

Lencastre, qui étoit allé à Bourdeaux pour y faire reconnoître la Souveraineté, y avoit trouvé des obstacles ausquels il ne s'étoit pas attendu. Les Gascons, prétendans que leur Païs étoit inséparablement uni à la Couronne d'Angleterre, soutenoient qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de l'aliéner. Cette prétention étoit fortifiée d'une raison d'interêt, qui les confirmoit dans leur obstination. Ils disoient que si une fois ils étoient séparés de l'Angleterre, ils couroient risque de se voir priver de la seule protection qui pouvoit les empêcher de tomber sous la domination de la France. Par cette raison, ils prétendoient que l'aliénation dont il s'agissoit, étoit également préjudiciable à eux-mêmes & à la Couronne d'Angleterre. On leur objectoit qu'ils n'avoient pas fait la même difficulté à l'égard du Prince de Galles pere du Roi. Mais ils répondoient, qu'il y avoit une extrême différence entre l'aliénation précédente & celle-ci. Que la première ayant été faite en faveur de l'Héritier présomptif de la Couronne, ne devoit durer qu'un certain tems, au lieu qu'il pouvoit aisément arriver que celle-ci fût éternelle. Après plusieurs contestations qu'il y eut sur ce sujet, & qui durèrent même assez long-tems, le Roi résolut enfin de révoquer le don, à quoi le Duc de Lencastre se soumit de bonne grace, puisqu'aussi-bien il n'étoit pas en état de l'empêcher. Pour le consoler en quelque manière de la perte qu'il venoit de faire, le Roi lui permit d'épouser Catherine Rouët, veuve du Chevalier Thomas Swinford. Le Duc avoit long-tems entretenu cette femme en qualité de Maîtresse, & en avoit eu plusieurs enfans, que le Roi & le Parlement voulurent bien légitimer sous le nom de Beaufort. Quelque tems après, le Roi créa l'aîné Comte de Somerset.

Avant l'arrivée du Duc de Lencastre, le Roi avoit envoyé des Ambassadeurs en France pour y demander en Mariage la Princesse Isabelle, fille de Charles VI. La Cour de France avoit d'abord rejeté cette proposition, tant parce que la Princesse n'étoit âgée que de sept ans, qu'à cause qu'elle avoit été promise au Duc de Bretagne. Cependant, malgré les difficultez, ce Mariage ne laissa pas de se conclurre, dans une seconde négociation, & en même-tems, on convint d'une Trêve de vingt-huit ans entre les deux Couronnes. Peu de tems après, les deux Rois se rendirent entre Ardres & Calais sous des tentes qu'on y avoit fait dresser, où les deux Cours étalèrent toute leur magnificence, & où la Trêve fut signée, & le Mariage solennisé. On prétend qu'en cette occasion, Richard fit une dépense de trois cens mille marcs, somme qui excédoit de beaucoup celle de deux cens mille marcs qu'il reçut en déduction de ce qui lui avoit été promis pour la dote de la Reine son Epouse. Le Duc de Gloucester, qui n'étoit content ni du Mariage, ni de la Trêve, ne put s'empêcher d'en témoigner son chagrin. Il dit franchement au Roi, qu'il auroit été plus à propos de faire des efforts pour recouvrer ce que l'Angleterre avoit perdu en France, en y faisant une vigoureuse Guerre, que d'entrer en alliance avec cette Couronne qui tiroit toujours bien plus d'avantages des Traitez qu'elle faisoit avec les Anglois, que du succès de ses armes.

La dépense ordinaire du Roi, & celle qu'il venoit de faire pour son Mariage, ayant entièrement épuisé son épargne, & l'ayant même engagé à faire de grands emprunts, il fallut recourir à des moyens extraordinaires pour remplir ses coffres. Quoique le Parlement qui s'assembla au commencement de

RICHARD II.

1396.
Les Gascons refusent de reconnoître le Duc de Lencastre.

Le Roi révoque le don.

Troisième Mariage du Duc de Lencastre.

Ses enfans bâtards sont légitimez.

Richard épouse Isabelle fille de Charles VI.

Trêve de vingt-huit ans, entre la France & l'Angleterre.

Entrevue des deux Rois.

Le Duc de Gloucester reproche au Roi la Trêve & son Mariage.

1397.
Dépense excessive du Roi.

RICHARD
II.
1397.

Il se sert de
divers moy-
ens illégit-
imes pour a-
voir de l'ar-
gent.

Il rend Brest
& Cher-
bourg.

Le Public
en murmure

Le Duc de
Glocester
lui reproche
cette faute.

Richard
conçoit des
soupçons
contre ses
oncles.

Les Ducs
d'Yorck &
de Lencastre
quittent la
Cour.

Le Roi se
défait du
Duc de Glo-
cester.

l'année 1397. lui accordât une somme très-considérable, ce secours ne fut pas suffisant pour le mettre en état de payer ses dettes. D'ailleurs, il prit encore occasion d'augmenter la dépense de sa Maison, du bruit qui courut que les Electeurs avoient jetté les yeux sur lui, pour l'élever à la Dignité Impériale, & par-là, il se mit encore plus à l'étroit. Comme il avoit honte de demander de nouveaux secours au Parlement, il eut encore recours à la voye des emprunts, ou pour mieux dire des dons forcez, qu'il exigea de toutes les personnes aisées. Il n'y eut Seigneur, Prélat, Gentilhomme, ou riche Bourgeois, qui ne fût obligé de lui prêter quelque somme, qu'on sçavoit bien qu'il n'avoit pas dessein de rendre. Mais quoique cette voye de lever de l'argent sur le Peuple, ait toujours été regardée par les Anglois, comme une des plus grandes infractions de leurs privilèges, en cette occasion, elle ne produisit aucun mouvement. Chacun étoit intimidé; & quoiqu'on ressentit vivement cette injustice, on prit patience, dans la pensée que ce seroit pour la dernière fois.

On ne regarda pas avec la même tranquillité la restitution de Cherbourg au Roi de Navarre & de Brest au Duc de Bretagne. Quoique ces deux Places ne dépendissent pas originairement de l'Angleterre, les Anglois avoient fait de si grands frais pour secourir les deux Princes à qui elles appartenoient, qu'on auroit pû légitimement les garder jusqu'à un entier remboursement. C'est ce qui fit que tout le monde en fut très-mécontent, d'autant plus que le Roi n'en tira qu'une somme fort modique, qui ne fut même employée qu'à des dépenses inutiles. Il est vrai qu'il prétendoit que l'engagement où il étoit entré de rendre ces Places, après la Paix, ou une longue Trêve avec la France, rendoit cette restitution nécessaire; mais on sçavoit aussi que le Roi de Navarre & le Duc de Bretagne avoient été les premiers à lui manquer de parole. Quoiqu'il en soit, le Duc de Glocester trouva cette faute si préjudiciable à l'Angleterre, qu'il ne put s'empêcher de la reprocher au Roi son Neveu, en termes extrêmement forts, à quoi Richard répondit d'une manière qui lui fit assez connoître combien il étoit choqué de sa remontrance. Cet accident réveilla dans le cœur du Roi, la haine qu'il avoit auparavant conçue contre le Duc de Glocester, qui étant plutôt assoupie qu'éteinte, ne laissoit pas de se manifester de tems en tems, quelque soin qu'il prît de la dissimuler. Il se plaignit aux Ducs de Lencastre & d'Yorck, que le Duc de Glocester se mêloit de contrôler ses actions, & parmi ses plaintes, il laissa couler des expressions, qui faisoient juger qu'il les soupçonnoit tous trois d'avoir de mauvais desseins contre lui. Ces deux Princes protestèrent qu'ils avoient pour lui une fidélité inviolable, & qu'ils ne doutoient point que le Duc leur frere ne fût dans les mêmes sentimens, quoique son tempérament bouillant le fit quelquefois parler avec trop de chaleur. Le Roi parut satisfait de leur justification. Cependant la facilité qu'il eut à s'appaiser, après avoir marqué tant de passion, leur fit concevoir des soupçons qui les portèrent à quitter la Cour, pour se retirer dans leurs Terres. Leur retraite fut vraisemblablement la cause de la ruine du Duc de Glocester. Par-là, ses ennemis eurent l'occasion & la facilité d'animer de plus en plus le Roi contre lui, & de le déterminer enfin, à se délivrer de ce surveillant incommode. Mais comme on ne pouvoit rien trouver dans sa conduite, qui l'exposât à la rigueur des Loix, & que même il auroit été dan-

dangereux de le perdre par cette voye, Richard resolut d'en employer une plus prompte & moins incertaine. Pour exécuter ce dessein, il se rendit un matin, à la maison de campagne de ce Prince, & l'ayant trouvé au lit, il le pria de s'habiller promptement pour l'accompagner à Londres. Il prit pour prétexte qu'il avoit besoin de lui dans une affaire très-importante dont il l'informerait en chemin. Le Duc étant incontinent monté à cheval se mit à côté du Roi qui l'entretint de cette prétendue affaire, sans témoigner qu'il eût aucun autre dessein. Pendant qu'ils parloient ensemble, ils entrèrent dans un chemin creux, où le Duc fut tout à coup enveloppé par une troupe de Cavaliers, & conduit de-là, dans un Vaisseau qui l'attendoit sur la Tamise pour le transporter à Calais. Dès que le Roi fut arrivé à Londres, il fit appeller les Comtes de Warwick & d'Arundel, & après qu'il les eut entretenus quelque tems, d'une manière qui ne marquoit rien moins que son dessein, il les fit arrêter & conduire à la Tour. Il en usa de même à l'égard du Lord Cobham, & de quelques autres Seigneurs dont il avoit dessein de se défaire. Cependant les avis qu'on lui donna que le Peuple commençoit à s'émouvoir, l'obligèrent à publier une Proclamation, dans laquelle il assuroit, que c'étoit pour de nouvelles malversations que ces Seigneurs avoient été arrêtez. De plus, il promettoit qu'on n'agiroyt contre eux que par les voyes ordinaires de la Justice.

RICHARD
II.
1397.

Il fait arrê-
ter les Com-
tes d'Arun-
del & de
Warwick.
Il publie
une Procla-
mation pour
appaîser le
Peuple.

Cette Proclamation ayant un peu calmé les esprits, le Roi convoqua tous les Pairs du Royaume à Nottingham. C'étoit plutôt à dessein de les sonder que de leur demander leur avis touchant la manière dont on devoit procéder contre les prisonniers, puisque sa résolution étoit déjà prise. Ce fut pourtant le prétexte qu'il prit pour les assembler. Après que l'affaire eut été débattue dans le Conseil, les Seigneurs craignant de s'attirer ou l'indignation du Roi, ou la haine du Public, s'ils en venoient à quelque résolution, déclarèrent qu'elle étoit d'une telle nature, qu'elle ne pouvoit être décidée que par l'autorité du Parlement. C'étoit précisément ce que le Roi demandoit. Il avoit déjà pris toutes les mesures nécessaires pour avoir un Parlement à sa dévotion. Depuis quelque tems, il avoit changé tous les Shérifs du Royaume, & n'en avoit souffert aucun qui ne lui eût promis de le servir dans ses desseins. Il avoit pris les mêmes précautions à l'égard de toutes les Charges de Magistrature qui peuvent donner du crédit dans les Villes & dans les Provinces. Ainsi par le moyen des Magistrats, & de ceux qui possédoient des Emplois publics, il avoit fait élire des Députés dont il s'étoit assuré par avance. S'il s'en étoit trouvé quelques-uns qui ne lui fussent pas agréables, les Shérifs avoient eu ordre d'user de toutes sortes de moyens pour les exclure de la nomination, & pour en faire élire d'autres en leur place. D'ailleurs, comme il n'y a point d'autre Juge des différends qui s'élèvent touchant les élections des Députés, que la Chambre des Communes, il étoit bien assuré que dans un Parlement ainsi composé, il feroit approuver ou rejeter ceux qu'il voudroit.

Il convoque
les Pairs sur
ce sujet.

L'affaire est
renvoyée au
Parlement.

Le Roi
prend des
mesures
pour avoir
un Parle-
ment à sa
dévotion.

Qu'on ne s'imagine pas que ce soit une chose trop difficile à un Roi d'Angleterre d'exécuter un semblable projet. L'expérience a confirmé depuis, en une infinité d'occasions, que, par de semblables voyes, il n'est rien moins qu'impossible, de faire élire des Députés à la dévotion de la Cour. Cependant les Historiens remarquent que ce fut dans le Parlement dont je parle présentement, que de semblables pratiques furent pour la première fois mises

RICHARD
II.
1397.

en usage. Mais il faut aussi ajouter, que ce fut une des principales causes de la ruine de Richard, ainsi qu'on le verra dans la suite. En effet il est impossible que le Peuple puisse voir ses libertez entre les mains des gens qu'il n'a pas lui-même volontairement choisis, sans qu'il souhaite de se voir délivré d'une telle oppression.

Discours de
l'Evêque
d'Exceter,
sur la puis-
sance illimi-
tée du Roi.

Ce Parlement étant ainsi composé, l'Evêque d'Exceter ouvrit la séance par un discours dans lequel ils s'efforça de prouver, que la puissance Royale étoit sans bornes, & que ceux qui tâchoient de la limiter méritoient les plus sévères punitions. Suivant ce principe qui fut généralement approuvé, le Parlement révoqua l'Acte d'Amnistie, accordé neuf ans auparavant au Duc de Gloucester, aux Comtes de Warwick & d'Arundel, & à tous leurs Adhérens. On en usa de même à l'égard de tous les Actes passez dans le Parlement qui avoit donné les treize Tuteurs au Roi, comme ayant été extorquez pendant sa Minorité.

Procédures
injustes &
violentes de
ce Parle-
ment.

L'Archevê-
que de Can-
torberi est
exilé.

Les Comtes
d'Arundel
& de War-
wick sont
condamnez
à mort.

Le premier
est exécuté
en présence
du Roi, &
passe pour
Martyr.

Warwick
est relégué.

Le Duc de
Gloucester
est étranglé
à Calais.

Si le Parlement de 1386. avoit mérité le titre d'*Impitoyable*, je ne sçai quel nom assez odieux on pourroit donner à celui-ci. Par une prévarication manifeste, cette Assemblée ne fit pas difficulté de sacrifier à la passion du Roi & de ses Ministres les têtes les plus considérables du Royaume, aussi bien que les libertez & les privileges du Peuple. *Thomas Arundel*, Archevêque de Cantorberi, y fut accusé de trahison, pour avoir été l'un des Commissaires nommez par le Parlement de 1386. auxquels on avoit donné l'inspection sur l'administration des affaires publiques. Pour cette nouvelle espece de crime, ce Prélat fut condamné au bannissement, & son bien confisqué au profit du Roi. Ensuite on accusa les Comtes d'Arundel & de Warwick des mêmes crimes, pour lesquels, neuf ans auparavant, le Roi avoit accordé une amnistie, & ils furent condamnez à mort par ce Parlement véritablement impitoyable. Froissard dit, que le Roi voulut être présent à l'exécution du premier. Un autre Historien ajoute, que cette image demeura tellement empreinte dans sa mémoire, que son sommeil étoit souvent interrompu par des songes qui lui représentoient ce Seigneur tout sanglant, & lui reprochoient son injustice. A cela contribua peut-être le bruit qui se répandit, qu'il s'étoit fait divers miracles sur le tombeau du défunt, & que sa tête s'étoit miraculeusement rejointe à son corps. Quoique, pour prévenir les inconveniens qui pouvoient naître de cette fausse persuasion, le Roi eût ordonné qu'on déterrât le corps qui demeura dix jours durant exposé dans une Eglise, il ne fut pas possible de guérir le Peuple de sa prévention. Quant au Comte de Warwick, qui voulut bien se reconnoître coupable, sans se prévaloir de l'Acte d'Amnistie, il fut traité avec moins de rigueur, sa peine ayant été changée en un exil perpétuel dans l'Isle de *Man*. Pour ce qui regarde le Duc de Gloucester, selon les apparences, le Roi avoit craint, qu'il n'y eût trop de danger à l'exposer à un supplice public : ou que le Parlement n'eût pas assez de complaisance, pour lui sacrifier une tête si considérable. Quoiqu'il en soit, il avoit pris la précaution de le faire étrangler secrètement dans Calais, ainsi qu'on l'apprit dans la suite. Cependant ses ennemis prirent soin de publier qu'il étoit mort d'apoplexie, & qu'avant que d'expirer, il avoit avoué qu'il étoit coupable de trahison contre le Roi. Sur ce bruit, dont on ne voulut point examiner les preuves, tous les biens du Duc furent confisquez au profit du Roi.

Il étoit comme impossible, que les rigueurs qu'on venoit d'exercer, ne produisissent quelque alteration parmi la Noblesse. Mais, pour prévenir les accidens qui en pouvoient naître, Richard prit soin de gagner les principaux Seigneurs, & particulièrement les Princes de la Maison Royale, par des gratifications. Il créa Duc de Héréford le Comte de Derby son Cousin, Fils-ainé du Duc de Lencastre. Le Comte de Rutland, Fils-ainé du Duc d'Yorck, fut fait Duc d'Albemarle. Le Comte de Kent reçut le titre de Duc de Surrey. Le Comte de Huntington, Frere uterin du Roi, fut honoré du titre de Duc d'Excéter. Le Comte de Nottingham, de celui de Duc de Norfolk, & le Lord Scroop fut fait Comte de Glocester. Enfin, pour ménager le Duc de Lencastre, le Roi fit son Fils-ainé, du troisième lit, qui portoit déjà le titre de Comte de Sommerfet, Marquis du même nom. A ces titres honorables il ajouta encore d'autres faveurs, en distribuant à tous ces Seigneurs les biens du Duc de Glocester, & des Comtes d'Arundel & de Warwick.

RICHARD
II.
1397.
Le Roi gratifie divers Seigneurs.

En ce tems-là, le Parlement se prolongeoit rarement au-delà d'une séance, à moins que les affaires ne requissent une courte prorogation. Mais celui-ci étoit trop bien disposé pour que le Roi voulût se mettre au hazard d'en avoir un moins favorable. Ainsi ne trouvant pas à propos de le dissoudre, il se contenta de l'ajourner à Shrewsburi; cette Ville voisine du Pais de Galles, où il avoit beaucoup de Partisans, lui paroissant plus propre pour ses desseins que Londres, où il sçavoit bien qu'il n'étoit pas aimé.

Le Roi ajourne le Parlement à Shrewsburi

Cette nouvelle séance ne fut qu'une continuation des procédures extraordinaires qu'on avoit déjà commencées à Westminster. Le Parlement prit à tâche de porter les prérogatives Royales à un degré, auquel aucun Roi d'Angleterre n'avoit jamais prétendu les pousser, & d'établir des maximes qui renversoient toutes les constitutions de l'État, aussi bien que la liberté des Sujets. Il approuva comme conformes aux Loix, les opinions pour lesquelles, neuf ans auparavant, les Juges avoient été condamnés. Suivant ce principe, les Juges, qui étoient en charge pendant la tenue du Parlement, décidèrent, que lorsque le Roi avoit proposé des Articles pour faire la matière des délibérations du Parlement, c'étoit un crime de haute trahison, qu'en proposer d'autres, avant que ceux-là fussent expédiés. Par cette décision & par d'autres de même nature, que le Parlement approuva, les cas de haute trahison furent tellement multipliés, qu'à peine étoit-il possible de s'empêcher de tomber dans ce crime, qu'en prenant la volonté du Roi pour unique règle de la vie. Enfin, sous prétexte de dépêcher les affaires, le Parlement nomma un certain nombre de Commissaires qu'il revêtit de toute son autorité. Ainsi, par cet Acte jusqu'alors sans exemple, tout le pouvoir de la Nation fut dévolu au Roi, à douze Pairs du Royaume, & à six Députés des Communes. Pour donner plus de force à ces procédures irrégulières, le Roi les fit confirmer par une Bulle du Pape, qui fut publiée dans toutes les Provinces du Royaume.

1398.
Procédures extraordinaires du Parlement de Shrewsburi.

Décision des Juges en faveur du Roi.

Le Parlement commet son autorité à dix-huit Députés.

Pendant cette seconde séance, Richard avoit fait entrer dans Shrewsburi une nombreuse garde des milices de Chester, qui marquerent un si grand attachement pour sa personne, que pour gratifier cette Province, il l'érigea en Principauté.

Le Roi érige Chester en Principauté.

Arrêtons-nous ici un moment pour faire quelques réflexions sur la constitution du Gouvernement d'Angleterre. Il est certain, que l'institution des

Remarque sur le Gouvernement d'Angleterre.

RICHARD
II.
1398.

Parlement est très-avantageuse à ce Royaume. C'est-ce qui fait l'unique appui de la liberté du Peuple, qui sans cela seroit depuis long-tems tombé dans un funeste esclavage. Mais d'un autre côté, on ne peut disconvenir, que ces Assemblées ne deviennent quelquefois très-dangereuses, quand elles sont dirigées par des factions populaires, ou par les cabales d'un Prince trop ambitieux. En effet, il est souvent arrivé, qu'au lieu de procurer le bien du Royaume, elles n'ont produit que le désordre & le renversement des Loix, tantôt en voulant trop abaisser la puissance Royale, tantôt en l'élevant plus haut qu'il ne seroit nécessaire pour le bonheur des Sujets. Alors le mal est d'autant plus grand & difficile à guérir, que ce qui est fait par le Parlement, est censé émané du consentement unanime de toute la Nation. Par cette raison, il arrive rarement qu'on puisse remédier à ce désordre, que par des moyens aussi violens que ceux dont on s'est servi pour le produire, d'où s'ensuivent ordinairement des Guerres Civiles. C'est là une des principales causes des troubles domestiques, qui ont de tout tems affligé l'Angleterre, plus que tout autre Etat de l'Europe.

Remarquons encore que la méthode violente dont Richard se servit, pour acquérir un pouvoir arbitraire, je veux dire la contrainte des élections, & les décisions des Juges, a été exactement pratiquée de nos jours, par un de ses Successeurs qui avoit sans doute le même but. Mais ajoutons, que les efforts de ces deux Monarques n'ont servi qu'à procurer leur propre ruine, & que leurs desseins ont abouti à une même Catastrophe. C'est-ce qu'on va voir à l'égard de Richard II. dans ce qui me reste à dire sur son Regne.

Richard vit
dans une
trompeuse
sécurité.

Tout sembloit contribuer à maintenir ce Prince dans la jouissance du pouvoir despotique qu'il venoit de s'attribuer. Ceux qui auroient été les plus capables de s'opposer à ses desseins, avoient eu une fin tragique, ou étoient bannis du Royaume, & ceux qui restoit encore étoient gagnés par des charges, par des présens ou par d'autres sortes de bienfaits. Les Grands Officiers de la Couronne, les Gouverneurs des Villes & des Provinces étoient tous dévoués au Roi. Parmi les Magistrats des Villes & de la Campagne, on n'en avoit souffert aucun qui ne fût prêt à concourir de tout son pouvoir à l'augmentation de la puissance Royale. Malgré tous ces avantages, Richard se trompoit beaucoup, en se persuadant, que ce pouvoir, nouvellement acquis, étoit hors de toute atteinte, puisqu'il n'avoit pas le Peuple pour lui, & qu'au contraire il s'étoit attiré sa haine, par ses actions violentes. Il y a même apparence, que parmi ceux qu'il comptoit au nombre de ses amis, il y en avoit beaucoup, qui, par foiblesse ou par prudence, ne faisoient que dissimuler leurs sentimens, en attendant que l'occasion se présentât de délivrer le Royaume du joug qui commençoit à l'accabler. Cette occasion se présenta plutôt que le Roi ne l'avoit pensé, parce que se laissant conduire par sa passion, il n'eut pas la prudence de se tenir dans certaines bornes, faite, dans laquelle les Princes de ce caractère manquent rarement de tomber. Comme ils se trouvent toujours environnés de flatteurs, ils s'imaginent que tout le reste du Peuple est dans les mêmes sentimens, & pour l'ordinaire, il est trop tard quand ils s'aperçoivent, que le petit nombre de gens qu'ils ont gagnés, est un faible rempart contre la fureur de tout un Peuple irrité. Pendant quelque tems, il semble que cinq ou six cens person-

nes

nes qui composent le Parlement, & quelque centaine de Magistrats dans les Villes & dans les Provinces, fassent le Corps de la nation, & l'on ne compte pour rien le reste du Peuple. Mais quelquefois il vient un tems où il faut compter par têtes, & alors le nombre de ceux qui possèdent les Charges se trouve infiniment petit en comparaison du reste de la Nation.

Richard, incapable de faire ces réflexions, se laissoit aveuglément conduire par sa passion, qui lui faisoit regarder comme un avantage considérable les occasions d'exercer ce pouvoir arbitraire qu'il croyoit avoir si fermement établi. Vers la fin de l'année 1398. il donna une preuve signalée du peu de ménagemens qu'il prétendoit garder avec ses Sujets, à l'occasion d'une querelle qui s'émut entre deux des principaux Seigneurs de sa Cour. Le Duc de Héréford fils-ainé du Duc de Lencastré, intimidé par les exemples du Duc de Glocester son Oncle, & des autres Seigneurs que le Roi avoit sacrifiés à sa vengeance, bernoit son ambition à se maintenir dans sa bienveillance, & tâchoit par toutes sortes de précautions, d'éviter qu'il ne concût quelque soupçon contre lui. Ce fut apparemment par cette considération, que craignant que le Duc de Norfolck ne lui eût rendu un piège, en lui parlant du Roi en termes très-désavantageux, il en informa ce Monarque. Le Duc de Norfolck ayant nié de lui avoir jamais parlé contre le Roi, & le Duc de Héréford soutenant son accusation, il fut ordonné que cette affaire seroit décidée selon les Loix de la Chevalerie, c'est-à-dire par un combat singulier (1). La Ville de Coventri fut choisie pour ce combat auquel le Roi voulut lui-même assister. Mais dans le tems que les deux Seigneurs ennemis entroient dans les barrières, le Roi sous prétexte d'éviter l'effusion du sang, mais en effet pour se délivrer tout d'un coup de ces deux Seigneurs, leur fit défendre de passer outre. Ensuite, quoiqu'il ne pût y en avoir qu'un de coupable, il les bannit tous deux du Royaume, le Duc de Norfolck pour toute sa vie & le Duc de Héréford pour dix ans. Le premier mourut peu de tems après à Venise, & l'autre choisit la France pour sa retraite. Cet acte d'autorité n'étoit pas moins contraire aux privilèges de la Noblesse, que ce que le Roi avoit fait jusqu'alors à l'égard de tout le Peuple en général, puisque, par les Loix du Royaume, ces Seigneurs ne pouvoient être jugés que par leurs Pairs. Mais en ce tems-là les privilèges de la Nation n'étoient guères considérés.

Peu de tems après le départ du Duc de Héréford, le Duc de Lencastré son Père mourut peu regretté du Peuple, & moins encore du Roi qui ne pouvoit s'empêcher de le craindre. Par la mort de ce Prince, son titre, & ses biens qui étoient fort considérables, étoient dévolus au Duc de Héréford son fils, à qui, avant son départ, le Roi avoit remis quatre années de son bannissement. De plus, il lui avoit accordé des Lettres Patentes qui lui donnoient pouvoir, quoi qu'exilé, de prendre possession par Procureur, des Fiefs qui viendroient à lui échoir pendant son absence, avec suspension de l'hommage jusqu'à son retour. Néanmoins, immédiatement après la mort du Duc son Père, le Roi, par un jugement qui n'étoit pas moins injuste que le précédent, ordonna que le bannissement de ce Prince seroit perpétuel, & confisqua tous ses biens.

L l ij

Par

RICHARD
II.
1398.

Querelle
entre les
Ducs de Hé-
réford & de
Norfolck,

qui doit se
décider par
les armes.

Le Roi em-
pêche le
combat &
bannit les
deux Sei-
gneurs.

Mort du
Duc de Len-
castré.
Injustice
faite au Duc
son fils.

(1) Polydore Vergile & d'autres qui ont dit que ce fut le Duc de Norfolck qui accusa le Duc de Héréford d'avoir mal parlé du Roi, se sont trompez. Voyez les Actes de Parlement de la 21. année de Richard II.

RICHARD
II.
1398.
Etat fâ-
cheux du
Royaume.

Violences
exercées
par le Roi
& par ses
Ministres.

Les biens
des habi-
tans de dix-
sept Provin-
ces sont
confisquez
au profit du
Roi.

Promesses
extorquées.

Rebellion
en Irlande.

Par de semblables actes d'autorité despotique, les Loix & les Libertez de l'Angleterre se trouvoient dans un déplorable état. Les Ducs de Lencastre & de Glocester, & le Comte d'Arundel étant morts, Warwick relegué, l'Archevêque de Cantorberi, les Ducs de Héréford & de Norfolk en exil, il ne se trouvoit plus presque personne dans le Royaume, qui fut en état de s'opposer à la puissance arbitraire que le Roi avoit usurpée. Le seul Duc d'Yorck, Oncle du Roi, auroit pû prendre en main les interêts de la Nation. Mais comme il aimoit trop le repos, il n'étoit nullement propre à se donner les mouvemens qu'une telle entreprise demandoit. Richard se voyant donc, pour ainsi dire, hors de Page, s'abandonnoit à une vie molle & effeminee, sans se mettre en peine du bien du Royaume. Pendant ce tems-là, ses Ministres, gens peu capables des emplois qu'ils exerçoient, laissoient dépérir les affaires, & voyoient sans s'émouvoir la Nation Angloise tomber dans un manifeste mépris. Les Ecoissois violoient souvent la Trêve, par des courses qu'ils faisoient sur les frontières, étant bien assûrez que la Cour d'Angleterre ne pensoit à rien moins qu'à se venger de leurs insultes. Ce que l'Angleterre avoit possédé en France, étoit presque réduit à rien, & les Places qui auroient pû servir un jour à réparer ces pertes, avoient été vendues sans nécessité. Les Vaisseaux Marchands étoient tous les jours pillés par des Corsaires de France & des Pais-bas, sans que personne cherchât les moyens de protéger le commerce. Parmi ces désordres, les Ministres, dont le Comte de Wiltshire étoit le principal, ne pensoient qu'à augmenter les revenus du Roi, par des emprunts, par de nouveaux impôts & par des voyes encore moins légitimes. Il ne s'agissoit plus de chercher des prétextes pour demander des Subsidés: tout l'embarras des Ministres ne consistoit qu'à trouver des moyens prompts & efficaces, pour extorquer de l'argent des Sujets, à qui on auroit crû faire trop d'honneur d'en demander. Enfin, après avoir employé divers expédiens autant injustes qu'extraordinaires, pour survenir à la dépense excessive du Roi, & pour contenter l'avidité de ses Ministres, on se servit d'une voye qui ne pouvoit manquer de lui procurer de grosses sommes. Comme le dernier Parlement avoit révoqué l'Amnistie accordée en 1386. aux partisans du Duc de Glocester, on porta des accusations contre ceux qui avoient alors pris les armes en faveur de ce Prince. Par les Jugemens qui furent rendus sur ces accusations, on condamna dix sept Provinces comme coupables de haute trahison, & l'on adjugea au Roi les biens de tous leurs habitans. Dans cette extrémité, les plus riches Gentilshommes & Bourgeois de ces Comtez se virent contraints, pour éviter la saisie de leurs biens, de donner des obligations en blanc, que le Roi fit remplir des sommes qu'il lui plut d'exiger de chacun. De plus par ce qui fut inséré dans ces cédules qu'on appelloit *Ragmans*, tous ces Particuliers s'obligeoient sous de grosses peines, à maintenir les Statuts du Parlement de Shrewsbury, & tout ce qui avoit été fait en conséquence, c'est-à-dire qu'ils se mettoient entièrement à la discrétion du Roi. Il étoit impossible qu'un Gouvernement si tyrannique n'attirât la haine du Peuple sur le Prince & sur ceux qu'il employoit. On pouvoit même aisément s'apercevoir, que ces violences excitoient dans les cœurs des Sujets, un désir ardent de s'en délivrer, de sorte que la moindre petite étincelle étoit capable de produire un funeste embrasement.

Pendant que l'Angleterre étoit exposée à toutes ces calamités, les Irlandois

mé-

méprisant le petit nombre de troupes que Richard avoit laissées dans leur Païs, se soulevèrent d'un commun accord. Roger Mortimer Comte de Marche, Gouverneur de cette Isle, ayant voulu s'opposer aux Rebelles fut tué dans le premier combat qu'il leur livra. Ce Prince, qui avoit été déclaré par un Acte du Parlement, Héritier présomptif de la Couronne, laissa deux fils *Edmond* & *Roger*, dont le premier succéda dans le titre de Comte de la Marche, & mourut sans Héritiers aussi-bien que Roger son frere. Mais le Mariage d'Anne leur sœur avec le second fils du Duc d'Yorck, fut une source féconde de troubles qui affligèrent long-tems le Royaume.

Richard, ayant reçu la nouvelle de la révolte des Irlandois, résolut d'aller en personne châtier les Rebelles, étant dans une terrible colere que ce chetif & misérable Peuple osât mépriser sa puissance, dans le tems qu'il ne trouvoit aucune opposition en Angleterre. Suivant cette résolution, il leva une nombreuse armée qui lui fournit une nouvelle occasion d'exiger de grandes sommes de son Peuple, par où il accrut considérablement la haine qu'on avoit déjà conçue contre lui.

Quand il fut prêt à s'embarquer, quelques soupçons qu'on lui inspira contre le Comte de Northumberland Gouverneur des Provinces du Nord, le portèrent à lui envoyer un ordre positif de le venir joindre sans aucun retardement. Mais ce Seigneur s'en étant excusé sur ce que sa présence étoit absolument nécessaire dans ces quartiers-là, le Roi, sans autre examen, le déclara Traître, & fit saisir tous ses biens. Ensuite, ayant laissé la Régence du Royaume au Duc d'Yorck son oncle, il mit à la voile, & arriva le 31. de Mai à Waterford, d'où il marcha vers Dublin. Il étoit accompagné des fils que le Duc de Lencastre avoit eu de sa troisième femme, & de ceux du feu Duc de Glocester qu'il menoit comme en ôtage, & il avoit pris avec lui la plus grande partie de ses joyaux, comme s'il avoit prévu qu'il ne rentreroit plus dans son Palais. Il fit d'abord quelques progrès contre les Rebelles, & dans plusieurs combats qu'il leur livra, il donna des marques de valeur, qui firent juger, que si jusqu'alors il avoit témoigné peu de penchant pour la Guerre, on devoit moins l'attribuer à un défaut de courage qu'à sa mauvaise éducation.

Mais pendant que sa vanité étoit flattée par les avantages qu'il remportoit sur les Irlandois, on formoit en Angleterre des complots pour lui faire perdre la Couronne. Il est impossible que sous un Gouvernement despotique, tel que celui de Richard, il n'y ait un grand nombre de mécontents. Il se trouve véritablement des personnes qui tirent de grands avantages de la puissance absolue du Prince; mais ces gens-là ne font pas le plus grand nombre. Ainsi, quoiqu'un Roi de ce Caractère se trouve ordinairement environné d'une foule de flatteurs qui tâchent de lui persuader que le Peuple souffre le joug sans murmure, s'il a quelque expérience du monde, il doit compter, qu'il ne peut conserver un pouvoir acquis par la violence, que par la même voye qu'il l'a usurpé. Que s'il a l'imprudenc de se confier à des Sujets qu'il a violemment opprimés, c'est en vain qu'il s'attend à trouver parmi eux une fidélité, qui ne fait que redoubler leur misère. C'est ce que Richard ne manqua pas d'éprouver. Par une imprudente sécurité, il s'étoit éloigné de son Royaume, & avoit mené toutes ses forces en Irlande, dans le tems que la haine du

RICHARD
I I.
1398.
Le Comte
de la Marche
y est tué.

Le Roi se
prépare au
voyage d'Ir-
lande.
Il extorque
de grandes
sommes de
ses Sujets.

1399.
Il déclare
Traître le
Comte de
Northum-
berland.

Il laisse la
Régence au
Duc
d'Yorck.

Il remporte
quelques a-
vantages sur
les Rebelles

Conspira-
tion en An-
gleterre.

RICHARD
II.
1399.

Les conjurez appellent le Duc de Héréford

Le Duc se résout à tenter cette entreprise.

Il s'embarque en Bretagne avec peu de suite.

Il descend à Ravenspur, où il assemble soixante mille hommes.

Le Régent tâche en vain de prévenir une révolte générale.

Peuple contre lui étoit montée au plus haut degré, en quoi il avoit fait une faute capitale, dont ses ennemis ne manquèrent pas de profiter. Il étoit à peine parti pour l'Irlande, avec presque tous les Seigneurs qui lui étoient dévoués, que les Mécontens, qui étoient demeurez en Angleterre, commencèrent à penser aux moyens de le ruiner. Pour cet effet, après plusieurs conférences qu'ils eurent ensemble, ils firent sçavoir à l'Archevêque de Cantorberi qui s'étoit retiré en France depuis son bannissement, que toute l'Angleterre étoit disposée à se soulever, & qu'il ne manquoit qu'un Chef de distinction pour se mettre à la tête des Mécontens. Qu'après y avoir meurement pensé, ils avoient jugé qu'il n'y en avoit point de plus propre que le Duc de Héréford, pour qui le Peuple avoit beaucoup d'estime & d'affection, & qui d'ailleurs avoit un prétexte très-plausible de prendre les armes, pour demander raison des torts qu'il avoit soufferts: que si ce Prince vouloit se rendre en Angleterre, ils s'engageoient à l'assister de tout leur pouvoir, & que dans la disposition où le Peuple se trouvoit, il n'y avoit aucun doute, qu'il ne se joignît à ceux qui voudroient entreprendre de le délivrer de l'oppression qu'il souffroit. L'Archevêque, qui étoit lui-même très-animé contre le Roi, ayant communiqué cette Lettre au Duc, ce Prince résolut de profiter de cette conjoncture, pour tenter ce que la fortune voudroit faire en sa faveur. Cependant comme il se sentoît peu en état par lui-même de pousser cette entreprise, il prit soin de la ménager de telle manière, qu'il put aisément s'en désister en cas que les choses ne se trouvassent pas disposées comme on le lui faisoit espérer. Suivant cette résolution, il se rendit secrètement en Bretagne, où il fit équiper trois Vaisseaux sur lesquels il s'embarqua, n'étant accompagné que de l'Archevêque de Cantorberi, & d'environ quatre-vingts hommes, parmi lesquels il n'y avoit que quinze ou dix-huit lances. Avec cette petite troupe, il mit à la voile, & se tint quelque tems sur les côtes d'Angleterre, tantôt en un lieu, tantôt en un autre, sans aborder nulle part. Son dessein étoit de voir quel effet son approche feroit parmi le Peuple, & d'engager les Anglois à se déclarer ouvertement, dans la pensée qu'il étoit suivi de plus grandes forces. Cette tentative lui réussit au-delà de ses espérances. Dès qu'on sçut qu'il étoit sur les côtes, le Peuple se souleva en divers endroits, sans considérer si le secours qui paroïssoit étoit en état de le protéger, & ce fut cette promptitude qui déterminâ le Duc à pousser plus loin son entreprise. Au commencement du mois de Juillet, il mit son monde à Terre dans la Province d'Yorck, tout proche d'un lieu nommé Ravenspur, où le Comte de Northumberland & Henri Perci son fils allèrent incontinent le joindre avec quelques troupes. Après cette jonction le concours de Peuple qui alloit en foule se ranger sous ses Drapeaux, fut si grand qu'en peu de jours son armée se trouva de plus de soixante mille hommes. Tant la Noblesse & le Peuple avoient d'empressement pour aller se mettre sous la protection d'un Prince, qui avoit lui-même un si grand besoin de leur secours.

Dès que le Duc d'Yorck, Regent du Royaume, eut reçu la nouvelle de la descente du Duc, il assembla le Conseil pour délibérer sur les mesures qu'il étoit nécessaire de prendre en cette occasion. Mais les nouvelles qui venoient à toute heure de l'accroissement des forces du Duc, & des dispositions où tout le Royaume se trouvoit, firent bien-tôt perdre aux Conseillers, entre lesquels

quels il y avoit peu de gens habiles, toute espérance de pouvoir remédier à ce mal. Dans cet embarras, ils firent une faute capitale, en prenant le résolution de quitter Londres pour se retirer à S. Alban. Cette démarche imprudente causa un préjudice extrême aux affaires du Roi. Les Seigneurs du Conseil ne furent pas plutôt partis de Londres, que cette Ville ne se trouvant plus retenue par la présence de ceux qui représentoient la personne du Roi, se déclara pour le Duc, & entraîna par son exemple, celles qui n'auroient encore osé faire une pareille démarche.

Cependant le Duc, qui en arrivant en Angleterre, avoit pris le titre de Duc de Lencastr, publia un Manifeste dans lequel, sans témoigner qu'il eût dessein de s'approprier la Couronne, il disoit qu'il n'avoit pris les armes que pour tirer raison de toutes les injustices qu'on lui avoit faites. Ce manifeste produisit un si grand effet, que lorsque le Régent voulu distribuer des Commissions pour lever des troupes, il ne se trouva presque personne qui voulût en accepter. Chacun disoit ouvertement, qu'il n'avoit garde de s'opposer aux légitimes prétentions d'un Prince qui avoit été très-injustement opprimé. Ce refus ayant fait comprendre au Comte de Wiltshire, & aux autres Ministres du Roi, que, bien loin de pouvoir maintenir leur autorité, ils couroient risque de se voir sacrifiés à la haine publique, ils abandonnèrent le Duc d'Yorck, & se retirèrent dans le Château de Bristol. Après la fuite des Conseillers, le Régent ne voyant plus d'apparence de pouvoir résister au torrent, abandonna le soin des affaires publiques, & se retira dans sa Maison, laissant le Royaume comme un Vaisseau exposé aux vents & à l'orage, sans Pilote & sans Matelots. Tous les autres Seigneurs qui étoient encore demeurez neutres, afin de pouvoir se ranger dans le parti du plus fort, voyant les intérêts du Roi abandonnez, ne différèrent plus à se déclarer ouvertement pour le Duc.

Cependant ce Prince profitant de ces avantages, marchoit avec une diligence extraordinaire vers Londres où les habitans l'avoient appelé. Il fut reçu en triomphe dans cette grande Ville, avec toutes les démonstrations de zèle & d'affection que lui pouvoit donner un Peuple extrêmement animé contre son Souverain, & qui se croyoit délivré de la tyrannie. Mais quelques agréables que lui fussent les honneurs qu'il recevoit dans Londres, il n'y demeura qu'autant qu'il fut nécessaire pour s'assurer de la fidélité des habitans, après quoi il marcha droit à Bristol. Dès qu'il fut arrivé dans cette Ville, qui lui ouvrit ses portes avec joye, il fit attaquer le Château, où les Seigneurs du Conseil s'étoient retirez. Ce Siège fut poussé avec tant de vigueur, qu'en quatre jours les Assiégez furent contraints de se rendre à discrétion. La rage du Peuple contre le Comte de Wiltshire, & contre ses Compagnons étoit si violente, que le Duc ne crut pas devoir lui refuser la satisfaction de voir ces Ministres odieux sacrifiés à sa vengeance. Ainsi, sans considérer que le pouvoir qu'il s'attribuoit étoit encore plus illégitime que les Usurpations du Roi, il fit trancher la tête au Comte de Wiltshire, & à quelques autres du Conseil, pour satisfaire le Peuple qui demandoit leur mort avec un ardeur extrême. L'heureux succès de cette expédition acheva de déterminer tout le Royaume à suivre le parti du Duc, & peu de tems après, ce Prince eut la satisfaction de voir arriver auprès de lui le Duc d'Yorck son oncle, pour l'aider de ses conseils.

RICHARD
II.
1399.
Le Conseil
se retire à S.
Alban.
Londres se
déclare pour
le Duc.

Le Duc pu-
blic un Ma-
nifeste.

Le Régent
ne peut lever
des troupes.

Les Minis-
tres du Roi
se retirent à
Bristol,
& le Régent
dans sa
Maison.

Le Duc mar-
che à Lon-
dres, & y est
bien reçu.

Il se rend
maître de
Bristol, &
fait couper
la tête à
quelques-
uns des Mi-
nistres.

Le Duc
d'Yorck va
se joindre.

Pendant

RICHARD

I I.

1399.

Le vent empêche le Roi d'avoir des nouvelles d'Angleterre.

Il se prépare à y retourner, & diffère de quelques jours.

Le Comte de Salisburi va lever une armée dans le País de Galles.

Le vent s'oppose au départ du Roi. L'armée de Salisburi se débande.

Le Roi arrive & ne sçait quel parti prendre.

On lui donne divers conseils, & il n'en suit aucun.

Pendant que ces choses se passaient en Angleterre, Richard étoit en Irlande dans une parfaite sécurité. Le vent qui étoit contraire, & qui demeura fixe à un même point, pendant plus de trois semaines, empêchoit qu'il ne reçût aucune nouvelle. Dès qu'il fut informé de la descente du Duc de Lancastre, il fit mettre en prison ses frères, avec les fils du Duc de Gloucester, & résolut de repasser incontinent en Angleterre, à dessein d'y combattre son ennemi. Mais le Duc d'Albemarle lui conseilla d'attendre encore quelques jours, afin d'avoir le tems de préparer des Vaisseaux pour transporter toutes ses troupes à la fois. Il suivit ce fatal conseil qui acheva de le ruiner, puisqu'il n'y a point de moment qui ne soit précieux dans une semblable conjoncture. En effet, ce fut pendant ce tems-là, que Londres se déclara pour le Duc, ce qui ne seroit peut-être pas arrivé, si l'on eût sçu le Roi en Angleterre, & dans la résolution de s'opposer vigoureusement aux desseins de ses ennemis. Richard s'étant déterminé à demeurer encore quelques jours en Irlande, envoya devant, le Comte de Salisburi pour lever des troupes dans le País de Galles, lui promettant qu'il ne tarderoit pas long-tems à le suivre. Ce Seigneur usa de tant de diligence, qu'en peu de jours, il assembla une armée de quarante mille hommes, les Gallois & les habitans de Chester ayant pris les armes avec ardeur pour le Roi. Si ce Prince fût arrivé avec son armée au tems qu'il l'avoit promis, il auroit pu du moins avoir la satisfaction de tenter la fortune d'un combat pour défendre la Couronne. Mais le vent s'étant remis à l'Est, l'arrêta encore dix-huit jours en Irlande, sans lui permettre de faire ce petit trajet. Pendant ce tems-là, le bruit s'étant répandu dans l'armée du Comte de Salisburi, que le Roi étoit mort en Irlande, elle voulut se débander. Ce ne fut qu'avec peine, que le Comte obtint quelques jours de délai, pour avoir des nouvelles certaines du Roi. Ce délai étant expiré, sans que Richard parût, les troupes de Galles & de Chester abandonnèrent leurs Drapeaux, & se retirèrent dans leurs maisons.

Richard prit terre quelques jours après; & comme il ignoroit que l'armée du Comte de Salisburi se fut débandée, il marcha vers Carmarthen, où il espérait de la rencontrer. Mais quand il apprit qu'il avoit perdu cette ressource, que toute la Noblesse du Royaume s'étoit déclarée contre lui, que ses Ministres avoient perdu la tête à Bristol, & que le Peuple épousoit avec ardeur la querelle du Duc de Lancastre, il ne sçut plus quel conseil prendre, tous ceux qu'on lui donnoit lui paroissant également dangereux. Les Officiers & les Soldats vouloient qu'il se mît à leur tête pour aller livrer Bataille à son ennemi. Ils lui promettoient de répandre jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour sa défense, & lui faisoient espérer que son armée grossiroit tous les jours dans sa marche, par la jonction de ceux qui ne l'avoient abandonné que par force, ou dans la pensée qu'il étoit mort. Quelques-uns lui conseilloyent de s'en retourner en Irlande, & de s'y fortifier. D'autres étoient d'avis qu'il allât se réfugier en France, chez le Roi son beau-père, jusqu'à ce qu'un tems plus favorable lui fournît l'occasion de rentrer dans ses Etats. Parmi tant d'incertitudes, ce malheureux Prince incapable de choisir le meilleur conseil, & n'ayant auprès de lui que des gens qui manquoient de courage, ou de capacité, ne put se fixer à aucune résolution. Cependant, comme il se défioit de tout le monde, il ne put demeurer long-tems dans une situation qui lui paroissoit trop

trop dangereuse. Tout-à-coup, sans prendre conseil de personne, il se déroba de son armée, pendant la nuit, & alla se renfermer dans le Château de Conway, qu'on estimoit une Place imprénable, mais qui se trouvoit dépourvu de tout. Il n'eut pas plutôt disparu, que le Lord Thomas Perci Comte de Worcester, Grand Maître de sa Maison, rompit sa baguette (1) en présence des Domestiques du Roi, & alla trouver le Duc de Lencastre qui s'avançoit vers Chester à la tête de son armée.

Richard se trouvant presque seul dans le Château qu'il avoit choisi pour azyle, sans aucune espérance de pouvoir s'y défendre, craignit, s'il tentoit de se sauver, de tomber entre les mains d'un Peuple furieux qui ne lui donnoit que trop de marques de sa haine. Dans cette extrémité, il ne vit plus aucune ressource que dans la générosité de son ennemi. Il lui fit sçavoir par un de ceux qui l'avoient suivi dans sa retraite, qu'il étoit prêt à se soumettre aux conditions qu'il jugeroit lui-même équitables, & qu'il le prioit de lui envoyer quelqu'un pour conférer avec lui. Le Duc fit partir sur le champ l'Archevêque de Cantorbéri, & le Comte de Northumberland, tous deux ennemis jurez du Roi, pour aller s'instruire de ses intentions. Dans la courte Conférence que Richard eut avec ces Députés, il proposa, que, si on vouloit lui laisser la vie, avec une pension honorable pour son entretien, & pour celui de huit personnes qu'il nommeroit, il résigneroit sa Couronne, & se contenteroit de passer le reste de sa vie en simple particulier. Les Députés lui ayant fait espérer que sa proposition seroit acceptée, il souhaita de conférer avec le Duc même. Pour cet effet il se rendit à Flint, qui n'est éloigné que de trois lieues de Chester, où le Duc étoit déjà arrivé. Le jour suivant le Duc étant allé à Flint se présenta au Roi, qui lui dit avec une contenance assurée : *Beau Cousin, vous êtes le bien venu. Je suis venu, répondit le Duc, plutôt que vous ne l'aviez souhaité, sur ce que j'ai été informé des plaintes que le Peuple fait contre votre Gouvernement : mais s'il plaît à Dieu j'y mettrai ordre pour l'avenir. Si c'est votre volonté, repartit le Roi, c'est aussi la mienne.* Quelques-uns ajoutent que Richard supplia le Duc en termes fort soumis, d'avoir soin de sa vie, en considération de ce qu'il avoit épargné ses freres, qu'il s'étoit contenté de faire mettre en prison en Irlande, & que le Duc le lui promit positivement. Il y a des Historiens qui disent, que Richard fut trahi par le Comte de Northumberland, qui l'ayant engagé à demander cette Conférence, lui dressa une embuscade en chemin, & l'emmena prisonnier au Duc. Quoiqu'il en soit, ces deux Princes allerent le même jour coucher à Chester, d'où ils prirent ensemble la route de Londres.

A leur approche, le Peuple sortit en foule de la Ville, pour recevoir l'un avec mille malédictions, & l'autre avec des applaudissemens & des louanges excessives. Ensuite, le Roi fut conduit à la Tour, & détenu en prison pendant que le Duc prenoit des mesures avec ses amis pour achever son ouvrage. On ne sçauroit sans étonnement considérer la promptitude de cette révolution, ni la diligence avec laquelle le Duc de Lencastre parcourut tant de Provinces. Si l'on considère qu'en quarante-sept jours, il marcha de Ravenspur

(1) Les Officiers de la Maison du Roi portent à la main une baguette blanche, pour marque de leur Dignité, & quand ils la rompent, leur autorité cesse, & ceux qui dependent d'eux sont déchargés de leur service.

RICHARD
II.

1399.

Il s'enferme
dans le Châ-
teau de Con-
vay.

Tout le
monde l'a-
bandonne.

Le Duc
marche vers
Chester.

Le Roi lui
fait propo-
ser un ac-
commode-
ment.

Il offre de
résigner la
Couronne.

Entrevûe
du Roi & du
Duc.

Ils vont en-
semble à
Londres.

Richard est
renfermé
dans la Tour

RICHARD
I.
1399.

Confulta-
tions entre
le Duc & ses
amis.

On propose
divers
moyens
pour lui
procurer la
Couronne.

Le Duc
d'Yorck ou-
vre un avis
qui est suivi

Richard fait
une résigna.

où il avoit débarqué, à Londres, à Bristol, à Chester, & de là à Londres, à peine pourra-t-on concevoir qu'une armée de soixante mille hommes ait pu faire tant de chemin en si peu de jours.

Aussi-tôt que le Duc avoit eu le Roi entre ses mains, il avoit pris soin de lui faire convoquer un Parlement à Londres, afin de ne pas perdre du tems. Dans les Conférences qu'il avoit avec ses amis, avant que le Parlement s'assemblât, il ne s'agissoit pas tant de ce qu'on devoit faire, puisque la résolution étoit prise de le placer sur le Trône, que de la manière dont on devoit y procéder. Les uns vouloient qu'il s'en mît en possession, sur la simple promesse que Richard avoit faite, de résigner la Couronne. D'autres croyoient que cette promesse paroissoit trop forcée, pour pouvoir y appuyer aucun droit : d'autant plus qu'il y avoit un Héritier plus prochain que le Duc. C'étoit Edmond Mortimer Comte de la Marche, fils de ce Roger qui avoit été déclaré Successeur présomptif de Richard. En effet, il étoit descendu de Lionnel Duc de Clarence, second fils d'Edouard III. au lieu que le Duc de Lencastre étoit fils de Jean, frère cadet de Lionnel. Quoiqu'Edmond ne tirât son droit que d'une femme, il n'y auroit point eu de difficulté à son égard, si l'on eût voulu s'en tenir à la Règle ordinaire, puisqu'on ne connoissoit point en Angleterre de Loi semblable à la Loi Salique. Ainsi par la résignation de Richard, le Duc de Lencastre n'étoit pas en droit de demander la Couronne. Par cette raison, ils ajoutoient que puisqu'il falloit nécessairement passer par-dessus les Loix, on ne pouvoit se dispenser d'y faire intervenir l'autorité du Parlement. Ils concluoient de là, que Richard devoit être formellement déposé, & le Duc élu par la même autorité. Cet avis avoit aussi des difficultez, puisqu'il attribuoit au Parlement, le droit de disposer de la Couronne, contre les Loix & les Coutumes, au préjudice du légitime Héritier, auquel on ne pouvoit rien objecter qui dût porter du préjudice à ses droits. Enfin après beaucoup de débats, sur une matière si délicate, le Duc d'Yorck fut d'avis de réunir les trois avis proposés, afin de donner plus de force à ce qu'on avoit résolu de faire. Premièrement, qu'il falloit obliger Richard à faire une Résignation pure & simple. En second lieu, que le Parlement procédât à la déposition, avant que de disposer de la Couronne. Enfin que ces deux pas étant faits, & le Trône déclaré vacant, le même Parlement, en considération du grand service que le Duc de Lencastre venoit de rendre à l'Etat, lui adjugeât la Couronne par sa suprême autorité qui, dans les cas extraordinaires, étoit supérieure aux Loix. Cet avis fut unanimement suivi. Ainsi en punissant un Roi pour avoir voulu se mettre au-dessus des Loix, on accordoit au Parlement un pouvoir qui ne leur étoit pas moins opposé. Tant il est difficile, en semblables occasions, de se tenir dans les bornes de la justice & de l'équité. Cet expédient, qu'on crut alors propre à rétablir la tranquillité dans le Royaume, fut la véritable source des maux qui l'affligèrent dans la suite, lorsqu'il sembloit que ces violentes procédures étoient entièrement oubliées. La postérité du Duc d'Yorck, qui avoit ouvert cet avis, se trouva intéressée à renverser le principe sur lequel il étoit fondé, & à soutenir que le Parlement avoit excédé son pouvoir en transportant la Couronne dans la Maison de Lencastre.

Suivant les résolutions que le Duc de Lencastre avoit prises avec ses amis, il se rendit à la Tour, le jour avant l'ouverture du Parlement, étant accom-

pagné

pagné d'un grand nombre de Seigneurs. Là, en présence de cette Assemblée, Richard livra la Couronne & le Sceptre avec toutes les autres marques de la Royauté, & par un Ecrit signé de sa propre main, il se reconnut indigne & incapable de gouverner plus long-tems le Royaume. Le jour suivant, le Parlement s'étant assemblé, on produisit cet Acte de résignation, qui fut accepté d'un consentement unanime. Mais comme, selon les mesures dont on étoit convenu, cet Acte seul ne paroissoit pas suffisant, les deux Chambres ordonnèrent, qu'on dressât des Articles d'accusation contre Richard, pour servir de fondement à sa déposition; à laquelle elles avoient dessein de procéder. Voici la substance de ces Articles.

RICHARD
II.
1399.
tion pure &
simple de la
Couronne.
Le Parle-
ment l'ac-
cepte.
Il fait dres-
ser une accu-
sation con-
tre lui.
Richard est
déposé.

1. Que Richard avoit, sans jugement & sans discrétion, prodigué les revenus de la Couronne, & mis le gouvernement de son Royaume entre les mains des gens sans expérience & mal intentionnez, au grand détriment du Peuple qui s'étoit vû chargé d'impositions excessives.

2. Qu'il avoit, sans fondement accusé de trahison, & fait injustement punir, les Commissaires établis par le Parlement pour avoir inspection sur le Gouvernement du Royaume.

3. Qu'il avoit contraint les Juges de donner des décisions contraires aux Loix, afin de faire condamner les Comtes d'Arundel & de Warwick, & plusieurs autres personnes.

4. Qu'il avoit fait mourir le Duc de Glocester son oncle, sans l'avoir fait juger selon les Loix du País.

5. Qu'il avoit levé des troupes dans les Comtez de Lencastre & de Chester pour faire la Guerre à ces trois Seigneurs, & permis à ses Soldats de commettre toutes sortes de violences, sans les en punir.

6. Qu'encore que, par une Proclamation, il eût assuré que ces Seigneurs n'avoient été arrêtez que pour de légères malversations, il les avoit fait condamner comme coupables de haute trahison.

7. Qu'il avoit exigé de diverses Provinces des amendes excessives, pour des crimes qui avoient été abolis par une amnistie.

8. Qu'il avoit empêché qu'on ne communiquât les affaires publiques aux Commissaires que le Parlement avoit établis pour prendre soin du Gouvernement.

9. Qu'il avoit défendu à tous ses Sujets, sur peine de la vie, de demander le rappel du Duc de Héréford.

10. Que, bien qu'il tint sa couronne de Dieu, & non pas du Pape, il avoit procuré des Bulles de la Cour de Rome, pour confirmer les Actes que le Parlement avoit faits en sa faveur.

11. Qu'il avoit banni le Duc de Héréford du Royaume, quoique ce Seigneur fût prêt à soutenir son accusation contre le Duc de Norfolck, selon les Loix du Royaume.

12. Qu'encore que, par ses Lettres Patentes, il eût accordé au même Duc, la faculté de se mettre en possession par Procureur, des Fiefs qui lui écheroient pendant son absence, il n'avoit pas voulu permettre que personne se présentât pour lui.

13. Qu'il avoit destitué divers Shérifs de leurs emplois, & en avoit substitué d'autres en leur place, de sa simple autorité contre les Loix du Royaume.

RICHARD
II.
1399.

14. Qu'il avoit emprunté diverses sommes considérables, qu'il n'avoit jamais payées.

15. Qu'il avoit imposé des taxes sur ses Sujets de sa seule autorité.

16. Qu'il avoit souvent dit, que toutes les Loix du Royaume résidoient dans sa tête, & dépendoient de sa volonté. Qu'en conséquence de cette maxime extravagante, il avoit ôté la vie à plusieurs personnes, & ruiné un grand nombre de ses Sujets.

17. Qu'il avoit extorqué du Parlement un Acte par lequel il étoit établi, qu'aucun Statut ne pourroit lui porter plus de préjudice qu'à ses Prédécesseurs, d'où il avoit pris occasion d'expliquer les Actes du Parlement, selon son caprice, & non pas suivant l'intention des deux Chambres.

18. Que, contre les Loix du Royaume, il avoit permis, que les Shérifs demeurassent plus d'un an en charge.

19. Que, de sa seule autorité, il avoit annulé des élections des Députés au Parlement, & en avoit mis d'autres en leur place.

20. Qu'il avoit entretenu des espions dans les Villes & à la campagne, afin d'être averti des plaintes qu'on faisoit contre son Gouvernement, & que ces mêmes plaintes lui avoient servi de prétexte pour faire payer des amendes excessives à divers Particuliers.

21. Qu'avant son départ pour l'Irlande, il avoit exigé de grandes sommes du Clergé, & contraint les Eglises de lui livrer leur argenterie.

22. Que par des menaces, il avoit empêché les Juges du Royaume, & les Membres du Conseil, de lui parler selon la vérité, quoiqu'ils y fussent obligés par serment.

23. Qu'il avoit emporté en Irlande, les joyaux de la Couronne, & les Archives du Royaume.

24. Que dans ses négociations avec les Princes étrangers, il avoit usé de tant d'équivoques & de mauvaise foi, qu'aucun d'eux ne vouloit plus se fier à sa parole.

25. Qu'il avoit dit plusieurs fois, que les biens & les vies de ses Sujets étoient à sa disposition.

26. Que, contre la teneur de la Grande Charte, il avoit permis que des affaires qui devoient être jugées par le Droit commun fussent décidées par les Loix militaires. Que sous prétexte qu'en certaines occasions, ces Loix permettent les combats singuliers, il avoit souffert que des gens robustes & vigoureux défiassent des gens cassés de vieillesse. Qu'enfin, si ceux-ci avoient refusé de s'exposer à un combat inégal, il avoit donné gain de cause aux premiers.

27. Qu'il avoit obligé plusieurs de ses Sujets à prêter, en termes généraux, des sermens qu'il avoit ensuite expliqués à leur préjudice & à leur ruine.

28. Qu'il avoit accordé, sous son Sceau privé, des *Prohibitions*, auxquelles le Chancelier refusoit de mettre le grand Sceau, parce qu'elles étoient contraires aux Loix.

29. Qu'il avoit banni sans cause l'Archevêque de Cantorberi, & sans un Jugement préalable : que même il l'avoit fait garder par des Soldats, dans le lieu où le Parlement étoit assemblé.

30. Qu'il n'avoit accordé le temporel des Evêchez qu'à condition que les

Evê-

Evêques élus s'engageroient par serment, à maintenir les Statuts du Parlement de Shrewsburi.

31. Que quand l'Archevêque de Cantorberi fut accusé, il lui avoit persuadé de ne pas comparoître, en lui disant qu'il vouloit être lui-même sa caution, & qu'ensuite, il l'avoit exilé, sur ce qu'il n'avoit pas comparu.

Il y avoit encore quatre autres Chefs d'accusation, qui regardoient l'affaire de l'Archevêque.

Ces Articles ayant été tressez, on les présenta au Parlement qui, d'une commune voix, reconnut qu'ils étoient fondez, & d'une notoriété publique, & prononça que Richard seroit déposé. En même tems, il nomma des Commissaires pour lui aller signifier sa déposition, & révoquer tous les sermens & hommages que le Peuple d'Angleterre lui avoit faits, à peu près de la même manière qui avoit été pratiquée à l'égard d'Edouïard II.

Cette affaire étant ainli réglée, & le Trône étant devenu vacant, le Duc de Lencastre se leva, & après avoir fait le signe de la Croix, il demanda la Couronne. Il fonda ses prétentions, *sur ce qu'il étoit descendu du Roi Henri III. & sur le droit qu'il avoit reçu de Dieu, par le secours de ses parens & de ses amis, pour recouvrer son Royaume d'Angleterre qui étoit sur le point d'être ruiné.*

Cen'étoit pas sans raison, qu'il enveloppoit ses paroles d'une obscurité affectée, qui laissoit indécis le fondement sur lequel il appuyoit son prétendu droit. S'il sembloit tirer l'origine de ce droit de Henri III. plutôt que d'Edouïard III. son Ayeul, c'étoit parce qu'on avoit répandu parmi le Peuple, qu'Edmond Comte de Lencastre surnommé le Bossu, étoit fils aîné de Henri III. mais qu'à cause de la difformité de son Corps, on avoit placé sur le Trône Edouïard I. son frère cadet. Selon cette supposition, le Duc vouloit faire croire aux plus ignorans, qu'il pouvoit fonder son droit sur ce qu'il étoit fils de *Blanche de Lencastre*, petit-fille d'Edmond le Bossu, & Héritière de cette Maison. Mais comme il sçavoit bien que tout le monde ne pouvoit pas se laisser tromper par une supposition si grossière, il ajoutoit certaines expressions qui faisoient entendre, qu'il s'appuyoit encore sur le service qu'il venoit de rendre à l'Etat. C'est là l'explication de cette demande, conçue en termes si enveloppez.

Comme la résolution étoit prise d'adjuger la Couronne à ce Prince, le Parlement n'eut garde d'examiner ce droit trop scrupuleusement, & il voulut bien supposer qu'il étoit incontestable. Ainli, sans faire attention aux justes droits du Comte de la Marche, il ordonna, que Henri de Lencastre seroit proclamé Roi d'Angleterre & de France, & Seigneur d'Irlande, ce qui fut exécuté le même jour qui étoit le 30. de Septembre.

C'est de cette manière que finit le regne de Richard II. Prince qui dans sa première jeunesse paroissoit avoir des inclinations nobles & généreuses, mais qui malheureusement se laissa corrompre par l'adulation. Il avoit l'avantage d'être descendu d'un Pere & d'un Ayeul si généralement estimez, que pour peu qu'il eût répondu à la noblesse de sa naissance, il auroit pu devenir un des plus glorieux Rois qui eussent porté avant lui la même Couronne. Mais, ainli qu'Edouïard II. son Bisayeul, il eut la foiblesse de s'abandonner à la conduite de ses Favoris. Aussi éprouva-t-il la même fortune que ce Prince, auquel il n'étoit que trop ressemblant en toute autre chose. La principale dif-

RICHARD
II.
1399.

Richard est
déposé.

Le Duc de
Lencastre
demande la
Couronne.

Remarque
sur ce sujet.

Fin du Re-
gne de Ri-
chard II.

RICHARD
I I.
1399.

férence qu'on peut remarquer entr'eux, consiste en ce que Richard étoit d'un naturel plus dur & plus inflexible, & qu'il usurpa un pouvoir plus absolu qu'Edouard, ce qui le rendit plus odieux & le fit moins regretter. Finissons ce Règne par une réflexion que nous fournit la triste Catastrophe de ces deux Princes. C'est que dans un Gouvernement tel que celui d'Angleterre, tous les efforts que le Souverain fait pour usurper un pouvoir absolu sont autant de pas qui le conduisent vers le précipice.

+++++

ETAT DE L'EGLISE,

*Depuis le Regne d'EDOUARD I. commencé en 1272.
jusqu'à la fin de celui de RICHARD II. fini
en 1399.*

Excès de
la Cour de
Rome à l'é-
gard de
l'Angleter-
re.

Depuis que Jean sans Terre s'étoit rendu Vassal & tributaire du Siège de Rome, les Papes ne regardoient plus l'Angleterre que comme un País de conquête, avec lequel ils ne gardoient aucune sorte de ménagemens. Les Regnes de Jean & de Henri III. en ont fourni des exemples si grands & si manifestes, qu'il seroit inutile d'y rien ajouter pour faire voir, jusqu'à quel excès la puissance Papale avoit été portée dans ce Royaume. Il suffira de remarquer, que les usurpations de la Cour de Rome continuant sans cesse, ou plutôt augmentant tous les jours, les Anglois en furent si las, qu'enfin sous le regne d'Edouard I. ils commencerent à chercher des moyens efficaces pour s'en délivrer. Ce ne fut pourtant qu'après avoir souvent éprouvé, que toutes leurs plaintes & toutes leurs sollicitations auprès des Papes étoient inutiles. C'est en cela que consiste presque tout ce que j'ai à dire par rapport à la Religion, sur les quatre Regnes qui font le Sujet de cet Abrégé. Mais pour rendre cette matière plus intelligible, il est nécessaire de remarquer en peu de mots, ce qui faisoit le Sujet des différends que l'Angleterre avoit avec la Cour de Rome, aussi-bien qu'avec le Clergé.

Les Anglois
se laissent de
les souffrir.

Griefs des
Anglois
contre les
Papes.

1. Le premier Sujet de plainte étoit, les fréquens Appels qui étoient portez à la Cour de Rome dont aucun n'étoit rejeté.

2. On se plaignoit des fréquentes citations que ces Appels produisoient, & qui obligeoient les Particuliers à se consumer en frais, pour aller solliciter leurs affaires à Rome.

3. Que le Pape avoit usurpé la collation de presque tous les Bénéfices, sans en excepter les Evêchez & les Archevêchez, contre les droits du Roi, des Chapitres, & de Patrons.

Cette usurpation étoit allée si loin, qu'il n'y avoit point de Bénéfice, grand ou petit dont les Papes ne disposassent, par les moyens immanquables qu'ils avoient inventez pour se rendre maîtres de toutes les collations. Tantôt par la plénitude de leur puissance Apostolique, ils se réservoient tous les Bénéfices qui viendroient à vacquer, par la translation des possesseurs à un autre Béné-

Bénéfice. Quelquefois ils se réservoient tous ceux qui deviendroient vacans par la mort des possesseurs, ou de quelque autre manière que ce pût être. Par ce moyen, ils éludoient toutes les Elections canoniques faites en Angleterre, sans alléguer d'autre raison, sinon qu'ils s'étoient réservés par avance le droit de nommer à ces Bénéfices. Il paroissoit si clairement qu'ils avoient pour but de s'emparer peu-à-peu de la collation de tous les Bénéfices du Royaume, qu'on ne pouvoit s'y tromper. Car quand même ils ne pouvoient se servir de ces prétextes, ils manquoient rarement à trouver à redire au Sujet élu, & à conférer le Bénéfice à un autre. Souvent même, quand l'Evêque élu alloit se présenter pour faire confirmer son élection, il trouvoit que le Pape avoit déjà disposé de l'Evêché.

ETAT DE
L'EGLISE.

4. Mais comme c'étoit ordinairement un Sujet de grandes contestations, & que ceux qui avoient été canoniquement élus, étoient presque toujours soutenus par le Roi, les Papes trouvèrent un moyen infailible de se délivrer de ces importunités. Ils conféroient les Evêchez & les autres Bénéfices, avant qu'ils fussent vacans, par la voye des Provisions qu'ils accorderoient par avance, & c'étoit là un autre grand Sujet de plainte pour les Anglois.

5. On se plaignoit encore, que la plupart des Bénéfices dont le Pape dispo-soit par la plénitude de sa puissance, étoient conférés à des Etrangers particulièrement aux Cardinaux ou à leurs Parens, qui, en vertu d'une dispense du Pape, en retiroient les revenus sans y résider jamais. Ces Bénéfices étoient ordinairement donnés à ferme à des Anglois qui, pour en tirer plus de profit, les faisoient desservir par des Vicaires à qui ils donnoient de très-petits gages. Par là, le service divin étoit négligé, les Eglises tomboient en ruine, l'hospitalité étoit bannie, & l'instruction des Chrétiens presque entièrement abolie. Il en arrivoit encore cet autre inconvenient, c'est que l'argent étoit transporté hors du Royaume pour n'y rentrer jamais. On peut aisément juger du préjudice que le Pais en recevoit, si l'on considère que par le calcul qui fut fait du tems de Henri III. on trouva que les Ecclésiastiques Etrangers possédoient en Angleterre plus de revenus que le Roi même.

6. Un autre sujet de plainte provenoit des fréquentes taxes que les Papes imposoient sur le Clergé, tantôt sous le prétexte d'une Croisade, tantôt pour subvenir aux nécessités du Saint Siège & enfin par des décimes qu'ils accorderoient libéralement au Roi, parce qu'ils en retiroient ordinairement quelque partie.

7. En septième lieu, les Légats & les Nonces, qui étoient envoyés en Angleterre sans aucune nécessité, chagrinoient beaucoup les Anglois. Non seulement le Clergé étoit obligé de les entretenir à grands frais, mais encore de leur faire des présens considérables, & de leur payer les *Procurations* & les autres taxes que le Pape leur permettoit de lever sur les Ecclésiastiques. Par là l'argent sortoit du Royaume, sans qu'il y eût aucun moyen pour l'y faire rentrer.

8. Outre cela les Papes s'étoient emparés des premiers fruits de tous les Bénéfices, d'où naissoit encore le même inconvenient, je veux dire un épuisement sensible d'argent dans le Royaume.

9. Le Denier de St. Pierre, qui dans son origine n'étoit qu'une aumône accordée par les Rois Saxons pour l'entretien du Collège Anglois de Rome, s'étoit

ETAT DE
L'EGLISE.

s'étoit changé en un tribut que le Pape faisoit lever d'une manière très-rigoureuse, bien différente de celle qui se pratiquoit dans les premiers tems.

10. Enfin, le tribut que le Roi Jean s'étoit engagé à payer au St. Siège, & que les Papes exigeoient avec beaucoup de hauteur, étoit regardé par les Anglois comme un joug insupportable, & comme une marque continuelle de leur servitude.

Griefs contre le Clergé.

11. Pour ce qui regarde les différends de la Couronne avec le Clergé, le Roi & les Magistrats se plaignoient que ce Corps tâchoit continuellement d'empiéter sur les prérogatives de la Couronne, assuré qu'il étoit d'être toujours soutenu par le Pape.

12. Que le Clergé avoit étendu sa juridiction sur beaucoup d'affaires purement civiles, sous prétexte qu'il n'y en a point où l'on ne puisse intéresser la Religion. Cette plainte avoit lieu principalement à l'égard des causes matrimoniales.

13. Ils disoient encore, que les Ecclésiastiques, au lieu de soutenir dans les occasions, les droits & les prérogatives de la Couronne, étoient toujours prêts à prendre le parti du Pape, comme s'ils n'avoient point d'autre Souverain que lui.

Ce sont là les principaux Griefs dont les Anglois se plaignoient, & dont ils tâchoient de tems en tems de se délivrer, soit par des Statuts Parlementaires, soit par des ordres particuliers du Souverain. Mais ces mêmes précautions, qu'on prenoit pour se mettre à couvert des usurpations de la Cour de Rome, donnoient en même tems aux Papes un sujet de se plaindre à leur tour que les Anglois prenoient à tâche de priver l'Eglise de ses immunités. Ils avoient en cela un grand avantage, en ce qu'ils faisoient sonner bien haut la cause de Dieu, qu'ils prenoient toujours soin de confondre avec leur propre intérêt. C'est dans une Bulle de Clement V. insérée dans Recueil des Actes Publics, qu'on trouve les Griefs de la Cour de Rome contre l'Angleterre, spécifiez en détail, & comme j'ai rapporté ceux des Anglois, il est juste de faire aussi connoître en quoi consistoient ceux du Pape.

Griefs des Papes contre les Anglois.

1. Ce Pontife se plaignoit, qu'on empêchoit les Cardinaux de jouir des Prébendes qu'il leur conféroit, sans faire attention au respect qui étoit dû à ces personnages ordonnez de Dieu pour prendre leur part de la fatigue du Gouvernement de l'Eglise.

2. Il disoit que bien qu'il eût incontestablement le droit de conférer les Bénéfices, tant en Angleterre que dans tous les autres Etats, on ne vouloit pas permettre que ceux qui en étoient pourvus, s'en missent en possession, ni qu'on excommuniât ceux qui étoient assez hardis pour s'y opposer.

3. Qu'on ne vouloit pas permettre que ceux qui étoient citez pour ce sujet, obéissent aux citations. Qu'on défendoit aux Notaires d'en passer des Actes publics, & aux Sujets du Roi d'aller répondre hors du Royaume.

4. Qu'on empêchoit les Nonces du Pape, d'exercer leur Commission, à moins qu'auparavant, ils n'en eussent reçu la licence du Roi. Que même on en avoit mis quelques-uns dans des prisons publiques, d'où ils n'avoient pû se tirer qu'en payant une grosse amende.

5. Que les Magistrats ne souffroient point que les Excommuniés fussent emprisonnez après les quarante jours qui selon une bonne & louable coutume, leur étoient accordez pour donner satisfaction à l'Eglise.

6.

6. Que le Roi faisoit de fréquentes inhibitions aux Cours Ecclésiastiques de juger des causes qui étoient de leur ressort. ETAT DE
L'EGLISE.

7. Qu'on privoit ces mêmes Cours de la juridiction qu'elles ont sur les Membres du Clergé, sans considérer, que les personnes Ecclésiastiques ne sont en aucune manière dépendantes des Laïques.

8. Qu'on osoit condamner les Clercs dans les Cours Laïques, sans le consentement de leurs Supérieurs.

9. Qu'on ne craignoit point de faire comparoître les Clercs nuds en chemise devant les Cours Laïques, quoi qu'ils alléguassent leurs Immunités. Qu'à la vérité on les renvoyoit à la Cour Ecclésiastique lorsqu'ils étoient réclamés. Mais qu'il arrivoit très-souvent, que, s'ils n'étoient pas trouvez coupables par les Juges Laïques, on osoit les absoudre à pur & à plein, sans permettre que la Cour Ecclésiastique prit connoissance de leurs affaires.

10. Qu'on soumettoit les Clercs à l'examen de douze personnes Laïques, & qu'ils étoient ou absous ou condamnés par le Jugement de ces douze Juges incompetens.

11. Que les Grands alloient souvent loger dans les Abbayes, & y causoient de grandes dépenses, sous le prétexte frivole que ces Maisons avoient été fondées par leurs Ancêtres.

12. Que pendant la vacance des Abbayes, ceux à qui le Roi en confioit la garde, en dissipoient les revenus, & y causoient de très-grands dommages.

13. Enfin, que le tribut de mille marcs que l'Angleterre devoit au S. Siège, n'étoit pas régulièrement payé, & que les arrérages dûs, qui devoient être envoyés à Avignon, avoient été employez à d'autres usages.

Ce sont là les plaintes reciproques des Anglois & des Papes, sur lesquelles on peut remarquer que les Parties convenoient à peu près des faits, & qu'elles n'étoient en dispute que touchant le droit. Pour découvrir de quel côté le droit se trouvoit, il faudroit examiner, si le Pape & le Clergé avoient originellement les droits qu'ils s'attribuoient, ou s'ils leur avoient été accordez par quelque Puissance; enfin, si cette Puissance avoit eu un pouvoir légitime pour les conférer. Mais ce seroit entrer dans une dispute trop souvent rebatue, & sur laquelle on ne sauroit espérer de dire rien de nouveau. Laisant donc chacun dans ses préjugés; je me contenterai de rapporter les moyens que les Anglois employèrent pour se faire eux-mêmes raison des torts dont ils se plaignoient, & les efforts que les Papes firent pour se maintenir dans les droits dont ils étoient en possession. Mais auparavant il est bon de remarquer, que, dans ces différends, les Papes avoient de grands avantages. Chaque Pontife se tenoit constamment attaché aux mêmes maximes sans jamais varier. Mais il n'en étoit pas de même des Rois d'Angleterre, qui, pour suivre leur caprice, ou pour contenter leurs passions, ne craignoient pas de déroger très-souvent aux prérogatives de leur Couronne. C'est là véritablement la cause du retardement que souffrit le projet formé par les Anglois, de se délivrer des oppressions de la Cour de Rome. Le moindre relachement leur faisoit perdre un terrain considérable. Peut-être même ne seroient-ils jamais venus à bout de remédier à aucun des torts dont ils se plaignoient, si les Schismes, qui arrivèrent dans l'Eglise, ne leur eussent présenté des occa-

Avantages
des Papes.

Les Schismes furent
défavorables à la
Cour de Rome.

ÉTAT DE
L'ÉGLISE.

sions dont ils surent profiter. En effet, les Papes, qui, en ces fâcheuses conjonctures, eurent souvent besoin des Rois d'Angleterre, se virent plusieurs fois dans la nécessité de garder des ménagemens qu'ils n'auroient pas sans doute gardés en tout autre tems.

Moyens
dont les An-
glois se ser-
virent pour
remédier à
leurs Griefs
Statut de
Main-mor-
te.

Renoncia-
tion des
Evêques.

Efforts inu-
tiles des An-
glois, sous
Edouard II.

Statut con-
tre les Pro-
visours.

Statut de
Præmunire.

Memoire
présenté au

Comme le Pape & le Clergé se soutenoient mutuellement, un des meilleurs moyens, dont on se servit en Angleterre pour s'opposer à la puissance du premier, fut, d'empêcher l'accroissement des richesses du second. Ce fut dans cette vûe que sous Edouard I. se fit le Statut de *Main-morte*, dont il a été parlé dans le Regne de ce Prince. C'étoit véritablement un coup fatal pour le Clergé, qui, sans ce Statut se seroit rendu maître de toutes les Terres du Royaume, puisqu'il acqueroit incessamment sans jamais rien aliéner. Mais ce Statut ne fut guères moins préjudiciable au Pape, puisqu'on ne pouvoit donner des bornes à la puissance du Clergé, sans diminuer en même tems celle de la Cour de Rome. Edouard I. donna encore une atteinte considérable à l'autorité des Papes, du moins par rapport à la collation des Evêchez, en obligeant les Evêques à renoncer à l'article de la Bulle de Provision, qui leur conféroit le temporel de leurs Diocèses, en quoi il fut imité par ses Successeurs.

Si Edouard II. eût marqué plus de résolution & de fermeté, ou si les conjonctures du tems ne l'eussent pas obligé à garder des mesures avec Rome, il auroit pu beaucoup avancer l'ouvrage de la liberté, après laquelle les Anglois soupiroient depuis si long-tems. Jamais jusqu'alors ils ne s'étoient trouvez dans une meilleure disposition, pour se délivrer du joug qui les accabloit. Cela paroît par les Lettres que le Roi écrivit au Pape, & par les vigoureuses résolutions de divers Parlemens tenus sous son Regne. Mais ce Prince, qui espéroit toujours de trouver dans l'autorité du Pape un appui contre ses Sujets, se laissa souvent engager à des condescendances pour la Cour de Rome, pernicieuses aux intérêts de son Royaume. C'est ce qui rendit inutiles les efforts que les Parlemens firent pendant tout le cours de son Regne.

Mais sous Edouard III. on prit des mesures plus efficaces pour se délivrer des oppressions dont on se plaignoit depuis si long-tems. Je veux parler des deux Statuts qui tendoient à déraciner deux des plus considérables abus, s'ils eussent été ponctuellement exécutez. Le premier qui étoit contre les *Provisours* ordonnoit, que, si le Pape conféroit un Archevêché, un Evêché, ou quelque autre Dignité Ecclésiastique contre les droits du Roi, des Chapitres, ou des Patrons, la collation en seroit dévolue au Roi pour cette fois-là seulement. Que si quelqu'un demandoit, & se procuroit quelque *Réservation* ou *Provision* de la Cour de Rome, il seroit mis en prison, & condamné à une amende telle qu'il plairoit au Roi de lui imposer. Qu'avant que le prisonnier fût élargi, il seroit obligé de donner des cautions suffisantes, qu'il ne poursuivroit personne à la Cour de Rome, au sujet de son emprisonnement.

Le second Statut, qui fut appelé *Præmunire*, ordonnoit, que si quelque Sujet du Roi portoit dans une Cour étrangère des causes dont la connoissance appartint aux Juges Royaux, il seroit emprisonné & son bien confisqué au profit du Roi.

Malgré ces deux Actes, qui sembloient ôter au Pape l'espérance de dispo-

ser

ferà l'avenir d'aucun Bénéfice, & qui devoient lui faire craindre, qu'on ne travaillât sur le même plan à corriger les autres abus, la Cour de Rome ne laissa pas de continuer toujours ses vexations. En 1376. c'est-à-dire, environ un an avant la mort d'Edouard III. on présenta au Parlement un Mémoire, qui faisoit voir, que, par la mort ou la translation des Evêques d'un Siège à l'autre, le Pape exigeoit la valeur de cinq années du revenu du Siège vacant, & que par ce moyen il tiroit tous les ans vingt mille mares du Royaume. Que les Collecteurs du Pape en tiroient tout autant, pour les besoins du Saint Siège. Que cette même année, le Pape s'étoit emparé des premiers fruits de tous les Bénéfices d'Angleterre. Qu'il avoit augmenté le nombre des Cardinaux jusqu'à trente, parmi lesquels il ne s'en trouvoit que deux ou trois qui fussent affectionnez à l'Angleterre. Que l'avarice du Pape étoit pire qu'une peste. Que malgré le Statut contre les Proviseurs, on ne laissoit pas de voir tous les jours des gens pourvus de Bénéfices par la Cour de Rome, & qu'on ne viendrait jamais à bout de l'empêcher, si l'on ne bannissoit ceux qui seroient assez hardis pour en accepter. Enfin, qu'il étoit d'une nécessité absolue d'empêcher ces vexations, si l'on ne vouloit voir l'Angleterre tomber dans un funeste esclavage. Sur les plaintes qui furent portées à Gregoire XI. touchant ces abus, il fut fait entre le Roi & le Pape une espèce d'accord, mais si rempli d'équivoques & de réserves de la part du Pape, qu'il étoit aisé de comprendre, qu'il n'avoit pas intention de se désister de ses prétendus droits. Il se contentoit de promettre en général, qu'il auroit égard aux plaintes des Anglois, & qu'il seroit à l'avenir plus modéré. Gregoire étant mort peu de tems après, ses Successeurs ne tinrent aucun compte de ses engagements, & continuèrent toujours à conférer les Bénéfices d'Angleterre à des Etrangers. Cette conduite obligea la Chambre des Communes à présenter une adresse à Richard II. pour le prier de faire saisir tous les biens des Bénéficiers étrangers, & de les bannir eux-mêmes du Royaume, & le Roi accorda ce que la Chambre demandoit.

Sous le Regne de ce même Roi, le Statut contre les Proviseurs fut renouvelé.

Deux ans après, Richard défendit au Clergé, sous de grosses peines, de payer une taxe que le Pape lui avoit imposée.

L'année suivante, il publia une Proclamation, qui ordonnoit, sur peine de la vie & de confiscation des biens, à tous ceux qui étoient allez à Rome, pour y solliciter la cassation des Statuts contre les Proviseurs, & de *Præmunire*, de retourner en Angleterre dans un certain tems.

Toutes ces précautions n'ayant pas été suffisantes pour arrêter la Cour de Rome, qui ne prétendoit pas se laisser lier par des Actes de Parlement; le Statut de *Præmunire* fut renouvelé en 1392. avec des amplifications qui sembloient ne laisser aucune espérance à la Cour de Rome de pouvoir encore l'écluder. Cet Acte portoit, que tous ceux qui poursuivroient à la Cour de Rome des translations d'Evêques d'un Siège à un autre, des Sentences d'Excommunication, des Bulles, des Mandats, ou autres choses quelconques contre les droits du Roi & de la Couronne, seroient mis hors de la protection des Loix, & qu'on leur feroit leur procès selon l'Acte de *Præmunire*. Que tous ceux qui porteroient ces Actes étrangers dans le Royaume, ou qui les rece-

Nn ij vroient,

ETAT DE
L'EGLISE.

Parlement
contre la
Cour de
Rome.

Accord entre
Edouard
III. & Gre-
goire XI.

Mal obser-
vé.

Nouveaux
efforts des
Anglois.

Statut de
Præmunire
amplifié.

ETAT DE
L'EGLISE.

Le Pape ne
discontinué
point.

Dessain des
Papes d'é-
tendre leur
autorité sur
le tempo-
rel.

HERESIES.

Proposi-
tions con-
damnées.

vroient, ou qui les publieroient seroient sujets à la même peine. Enfin, que tous ceux qui poursuivroient des procès en quelque Cour étrangère, au préjudice des droits du Roi, seroient traités avec la même rigueur.

Cet Acte si sévère pouvoit bien arrêter les Anglois qui étoient sujets aux Loix, mais non pas le Pape qui étoit hors de leur portée; aussi ne se désista-t-il pas de ses prétentions. En 1398. il transféra l'Evêque de Lincoln à l'Evêché de Chester, & donna l'Evêché de Lincoln à Henri Beaufort l'un des Fils du Duc de Lencastre. Mais l'Evêque de Lincoln, qui n'avoit pas demandé cette translation, n'ayant pas osé l'accepter, à cause du Statut dont je viens de parler, se retira dans un Monastère, & le Pape transféra l'Evêché de Chester à l'Evêque de Landaff. Richard se sentit fort offensé de ce que le Pape, sans en être requis, s'ingéroit de transférer les Evêques d'un Siège à un autre. Il fit assembler le Clergé sur ce sujet, & lui demanda, qu'elle étoit son opinion sur ces translations involontaires. Cette question étoit embarrassante pour le Clergé qui craignant de se commettre avec le Roi ou avec le Pape, évita de donner une réponse positive. Quelque tems après, le Pape envoya un Nonce en Angleterre, pour tâcher de faire révoquer les Statuts dont il a été parlé. Mais quoique ce Nonce fut reçu honorablement, il ne lui fut pas possible de réussir dans sa Commission. Richard ayant été déposé l'année suivante, les différends avec la Cour de Rome demeurèrent dans cette situation.

Certainement il étoit tems que la Nation Angloise, aussi-bien que toutes les autres de l'Europe travaillassent de tout leur pouvoir à empêcher l'accroissement de la puissance Papale. Il auroit fallu se boucher les yeux volontairement, pour ne pas s'apercevoir que toutes les démarches des Papes tendoient à les rendre Souverains Temporels de toute l'Europe. La Décrétale *Unam sanctam* de Boniface VIII. qui faisoit voir que ce Pontife se croyoit revêtu des deux Puissances, la Spirituelle & la Temporelle, en est une preuve assez forte. Mais comme on pourroit dire qu'il n'est pas juste d'attribuer à tous les Papes ce dessein ambitieux qui étoit particulier à Boniface, on peut appuyer cette preuve d'une autre qui fait connoître que ce Pontife ne faisoit que suivre les traces de ses Prédécesseurs. Je veux parler de Jean XXII. qui, de sa seule autorité, fit publier une Trêve entre l'Angleterre & l'Ecosse, contre la volonté d'une des Parties, & donna pouvoir à ses Légats de faire la Paix entre les deux Royaumes, de la manière qu'ils le jugeroient à propos, avec ordre de contraindre les deux Rois & leurs Sujets sous peine d'Excommunication à l'observer exactement. Cette démarche ne fait-elle pas voir que les Papes agissoient tous dans un même esprit, & que si l'on eût lâché la bride à leur ambition, ils n'auroient considéré les Princes Chrétiens que comme des Sujets, ou du moins, comme des Vassaux de l'Eglise Romaine? Venons présentement aux Hérésies, ou plutôt aux opinions qu'on a ainsi qualifiées, pendant l'intervalle que nous parcourons.

En 1286. ou 1287. Peckam, Archevêque de Cantorbéri, censura huit Propositions qui avoient été soutenues par un Dominicain nommé *Knapwell*. Voici quelques-unes de ces Propositions qui serviroient à faire voir à quoi on s'amusoit dans les Ecoles, & en quoi on faisoit consister la Science.

La première étoit, que le Corps mort de Jesus-Christ n'avoit pas la même forme substantielle, que son Corps vivant.

La 3. que si le Pain Eucharistique avoit été consacré, pendant les trois jours que Jesus-Christ fut dans le tombeau, par ces paroles *Ceci est mon Corps*, le Pain auroit été transubstantié dans la nouvelle forme que le Corps de Jesus-Christ prit précisément au moment de la séparation d'avec son ame.

La 4. que depuis la résurrection de Jesus-Christ, le Pain Eucharistique est transubstantié par la vertu de ses paroles, *Ceci est mon Corps*, dans tout le Corps vivant de Jesus-Christ, sçavoir la matière de son Corps, & la forme substantielle du Pain dans la forme substantielle de son Corps, c'est-à-dire dans son Ame intellectuelle, en tant qu'elle constituë la forme du Corps.

La septième, que dans les Articles de Foi, il ne faut point s'arrêter à l'autorité du Pape, ou de quelque Prêtre, ou Docteur, mais que les saintes Ecritures, & les justes conséquences que la Raison en tire, doivent être le fondement de notre créance.

La 8. que l'Ame raisonnable est la seule forme qui fait que l'Homme est Homme.

Cette dernière Proposition fut regardée comme le fondement des précédentes, & toutes ensemble furent condamnées par l'Archevêque.

En 1314. sous le Regne d'Edouard II. certains Etudiens d'Oxford soutinrent dans leurs Disputes, des Propositions touchant la Trinité, & la Création du Monde, qui, ayant été déferées à l'Université, furent condamnées comme Hérétiques.

Autres Propositions condamnées.

Ces opinions, qui n'étoient fondées que sur des idées Scholastiques, furent aussi-tôt étouffées que produites, parce que le Peuple n'entroit point dans ces disputes. Mais il n'en fut pas de même de celle que le Docteur Wiclef publia sur la fin du XIV. Siècle, dans cette même Université. La raison en est, qu'elles étoient d'une autre nature, & qu'elles tendoient à réformer les abus qui s'étoient introduits dans la Religion. Aussi furent-elles embrassées par une infinité de personnes. Comme c'est ici ce qui s'offre de plus important, par rapport aux affaires de Religion du XIV. Siècle, il est nécessaire de s'y arrêter, pour faire connoître ces opinions, & l'ardeur avec laquelle elles furent reçues par quelques-uns, & condamnées par d'autres.

Wiclef publie sa doctrine.

Jean Wiclef, ou plutôt Wiclif, avoit été élevé à Oxford dans le College de *Merton*, où il obtint le degré de Docteur en Théologie. Il se distingua si avantageusement par son sçavoir, par sa Capacité, & par la beauté de son genie, qu'*Islop*, Archevêque de Cantorbéri, ayant fondé à Oxford un Collège qui portoit le nom de cette Métropole, lui en conféra le Rectorat. Wiclef exerça cet emploi avec une approbation universelle, jusqu'à la mort de cet Archevêque qui avoit une grande estime pour lui. *Langham*, Successeur d'*Islop*, voulant favoriser les Moines & les introduire dans les charges du Collège, entreprit d'ôter le Rectorat à Wiclef, & de mettre en sa place un Moine nommé *Woodhull*. Mais il ne put jamais obtenir le consentement des Membres du Collège, qui souhaitoient de conserver leur Recteur. Cette affaire ayant été portée à Rome, les Moines de Cantorbéri sollicitèrent si fortement le Pape en faveur de *Woodhull*, que Wiclef fut dépouillé de sa Charge. Cela ne fit pourtant aucun tort à la réputation de ce Docteur. On voyoit manifestement que c'étoit une affaire générale, & que ce n'étoit pas tant à sa personne que les Moines en vouloient, qu'à tous les Seculiers qui avoient des emplois

ETAT DE
L'EGLISE.

dans ce Collège. En effet, ils furent tous dépossédés aussi-bien que lui, afin de remplir leurs places par des Moines. Peu de tems après Wiclef obtint la Cure de *Lutterworth* dans le Diocèse de Lincoln, & ce fut alors qu'il publia dans ses Sermons & dans des Livres qu'il composa, certaines opinions qui parurent nouvelles, parce qu'elles étoient contraires à la doctrine de ce tems-là. Comme ce ne fut qu'après avoir été dépossédé de son Rectorat, qu'il fit connoître ses sentimens, on en a pris occasion de l'accuser d'avoir agi par un esprit de vengeance, à cause du tort qui lui avoit été fait. Je n'entreprendrai pas de le justifier de cette accusation. Comme il n'y a que Dieu seul qui connoisse parfaitement les cœurs des hommes, il y a toujours de la témérité à les accuser ou à les excuser quand il s'agit des motifs secrets qui les font agir. Je dirai seulement qu'à tout autre égard, les plus grands ennemis de Wiclef ne lui ont jamais rien reproché par rapport à ses mœurs. Voici les principales Propositions que Wiclef soutenoit dans ses Livres & dans ses Sermons.

Propo-
sitions sou-
tenues par
Wiclef.

1. Que l'Eucharistie, après la consécration, n'est pas le véritable Corps de Jesus-Christ, mais qu'elle en est seulement l'emblème & la figure.

2. Que l'Eglise de Rome n'est pas plus le Chef de l'Eglise Universelle que toute autre Eglise, & que St. Pierre n'a pas été revêtu d'une plus grande autorité que les autres Apôtres.

3. Que le Pape de Rome n'a pas plus de juridiction, dans l'exercice des Clefs, que tout autre Prêtre.

4. Qu'en cas de malversation de la part de l'Eglise, il est non seulement permis, mais même méritoire de la déposséder de ses biens temporels.

5. Que quand un Prince ou un Seigneur Temporel est convaincu, que l'Eglise use mal des biens qui lui ont été donnez, il est obligé, sur peine de damnation, de les lui ôter.

6. Que l'Evangile est suffisant pour diriger un Chrétien dans la conduite de sa vie.

7. Que toutes les autres Regles instituées par les saints hommes, & observées dans les Monastères, ne font pas plus de bien au Christianisme, que la blancheur à une muraille.

8. Que ni le Pape ni les autres Prélats ne doivent point avoir des prisons pour punir ceux qui pechent contre la Discipline de l'Eglise : mais que chacun doit être laissé en sa liberté, pour la conduite de sa vie.

Il faut remarquer sur cette dernière proposition, que Wiclef ne prétendoit pas, comme il s'en explique dans la suite, ôter au Pape ou aux Prélats, le pouvoir de lier & de délier : mais il vouloit dire seulement que l'Eglise n'étoit pas en droit d'infliger des peines temporelles aux pécheurs.

Soit que Wiclef & ses Sectateurs eussent étendu dans la suite ces Propositions, par les conséquences qui s'en peuvent naturellement tirer, ou que ses ennemis, de qui seuls nous tenons ce que nous sçavons sur son sujet, y en eussent ajouté quelques-unes, afin de le rendre odieux, on trouve dans les Historiens un assez grand nombre d'autres opinions qui sont attribuées à ce Docteur. Entre celles qu'on y a ajoutées depuis, il peut y en avoir qui ne sont pas soutenables, & il s'y en trouve aussi qui étant opposées aux principes de l'Eglise Anglicane ont donné lieu à certains Auteurs Anglois, de parler de Wiclef avec assez de mépris, & de le traiter même d'Hérétique. Mais il seroit trop

trop long d'examiner ici toutes ces Propositions en détail. Contentons-nous donc de celles-ci qui ont paru les premières, qui sont véritablement de lui, & qui ont servi de fondement à toutes les autres.

Ces opinions, que Wiclef soutenoit avec beaucoup de vivacité, trouvèrent d'abord un très-grand nombre de partisans, non seulement parmi les Sçavans d'Oxford, mais même parmi les Grands, entre lesquels le Duc de Lencastre, & le Lord Perci Comte Maréchal se déclarèrent pour lui. Il faut remarquer que ceci se passoit sur la fin du Regne d'Edouard III. dans le tems que ce Monarque, malade & cassé de vieillesse, laissoit l'administration du Gouvernement au Duc de Lencastre son fils, ainsi qu'on l'a vu dans son Histoire.

ETAT DE
L'EGLISE.

Les opi-
nions de
Wiclef
trouvent
beaucoup
de parti-
sans.

Gregoire XI. ayant été informé que ces Propositions avoient été publiquement soutenuës dans Oxford, envoya une Ordre exprès à l'Archevêque de Cantorbéri, & à l'Evêque de Londres, de faire arrêter Wiclef, de l'examiner, & d'envoyer les informations à Rome. Mais il étoit très-difficile à ces deux Prélats d'exécuter entièrement ces ordres, le Duc de Lencastre & le Comte Maréchal ayant ouvertement déclaré, qu'ils ne souffriroient pas que Wiclef fût mis en prison. En effet, jusqu'alors il n'y avoit point d'Acte de Parlement qui permît aux Evêques d'emprisonner les Hérétiques sans le consentement du Roi. Les deux Prélats se contentèrent donc de faire citer Wiclef devant eux, dans l'Eglise de St. Paul, où il y eut un grand concours de Peuple pour entendre cet examen. Le Duc de Lencastre & le Lord Perci accompagnèrent le Docteur, après lui avoir assuré qu'il n'avoit rien à craindre, & qu'il pouvoit courageusement se défendre, contre des gens qui n'étoient que des ignorans aux prix de lui. Voici un petit Dialogue qui se passa entre ces deux Seigneurs, & l'Evêque de Londres, au sujet de Wiclef. Le Lord Perci ayant dit à ce Docteur de s'asseoir, l'Evêque de Londres s'y opposa, & lui commanda de se tenir debout; mais le Comte Maréchal ne voulut pas le permettre.

Le Pape
fait faire
des infor-
mations
contre Wiclef
qui est
soutenu par
le Duc de
Lencastre &
par le Com-
te Maré-
chal.

L'Evêque de Londres. *Mylord Perci, si j'avois pû deviner que vous voulussiez faire ici le Maître, je vous aurois bien empêché d'y venir.*

Le Duc de Lencastre. *Oui, il fera le Maître, malgré que vous en ayez.*

Le Lord Perci. *Wiclef, asseyez-vous, vous avez besoin d'un siège, car vous avez à parler long-tems.*

L'Evêque. *Il n'est pas raisonnable qu'un Ecclesiastique cité devant son Evêque, demeure assis pendant qu'il répond. Il demeurera debout.*

Le Duc de Lencastre. *Mylord Perci a raison. Et pour vous, Mylord Evêque, qui êtes devenu si fier, & si arrogant, on prendra soin d'abattre votre orgueil, & non seulement le vôtre, mais encore celui de tous les Prélats d'Angleterre. Tu te confies au crédit de tes Parens, mais bien loin de te pouvoir aider, ils auront assez de peine à se soutenir eux-mêmes.*

L'Evêque. *Je ne mets ma confiance, ni en mes Parens ni en aucun homme, mais en Dieu seul qui me donnera la hardiesse de dire la vérité.*

Le Duc parlant doucement au Lord Perci :

Plûtôt que de souffrir la hardiesse de ce Prélat, je le tirerai par les cheveux hors de l'Eglise.

Il falloit que le Duc de Lencastre fût un Prince très-passionné, puisque cer-
taine.

ETAT DE L'EGLISE. tainement les dernières paroles de l'Evêque n'étoient pas assez insolentes pour avoir du causer un si grand emportement. Mais peut-être s'étoit-il exprimé d'une manière plus forte, & que les Historiens amis du Clergé, ont pris soin d'adoucir les termes, afin de mettre le tort du côté du Prince. Quoiqu'il en soit, ce que le Duc de Lencastre dit tout bas au Lord Perci, ayant été entendu par quelqu'un qui étoit proche, excita la sédition dont il a été parlé dans le Regne d'Edouard III. & dont il n'est pas nécessaire de répéter le détail. Il suffira de remarquer, que l'Assemblée fut rompue par cet accident, & que l'examen de Wiclef fut remis à une autre fois.

On laisse Wiclef en repos. Il a beaucoup de Sectateurs. La mort d'Edouard III. étant arrivée peu de tems après, & le Duc de Lencastre se trouvant à la tête du Conseil du nouveau Roi, les Evêques n'osèrent pas presser Wiclef. Pendant ce tems-là, le nombre de ses Sectateurs s'accrut si considérablement, que l'Université d'Oxford mit en délibération si elle recevrait une Bulle du Pape, qui lui ordonnoit de poursuivre Wiclef à toute rigueur. l'Historien qui rapporte cette particularité, ne disant pas ce qui fut résolu sur ce sujet, il y a quelque apparence que la Bulle fut rejetée. On voit par-là que ce n'étoient pas quelques Particuliers ignorans qui embrassoient la Doctrine de Wiclef, mais des gens qui avoient de la réputation dans les Lettres, & beaucoup de grands Seigneurs. Quelques-uns ont voulu dire que c'étoit la crainte qui obligeoit les gens à seindre qu'ils approuvoient cette Doctrine. Mais on pourroit dire au contraire, avec plus de vraisemblance, que la crainte empêchoit plusieurs personnes de l'embrasser. En effet, on ne couroit aucun risque en demeurant attaché aux anciennes opinions, au lieu qu'il pouvoit y en avoir à suivre les nouvelles.

Ordre du Pape à l'Archevêque de Cantorbéri, & à l'Evêque de Londres de poursuivre Wiclef. Le Pape voyant que la Bulle qu'il avoit adressée à l'Université d'Oxford, n'avoit pas produit un grand effet, envoya de nouveaux ordres à l'Archevêque de Cantorbéri, & à l'Evêque de Londres de poursuivre Wiclef. Mais comme on lui avoit fait comprendre, que les Evêques ne pouvoient point procéder en cette affaire, sans la permission du Roi, il leur enjoignit de représenter à Richard & à son Conseil, que les erreurs de Wiclef n'étoient pas seulement dangereuses pour la Religion, mais même pour l'Etat. Cependant il semble qu'en ce tems-là, le Conseil du Roi ne les regardoit pas sur ce pied-là. Peut-être n'y avoit-il personne qui voulût choquer directement le Duc de Lencastre, protecteur déclaré de Wiclef.

Il le cite. Quoiqu'il en soit, les deux Prélats voulant obéir au Pape, autant qu'il dépendoit d'eux, firent citer Wiclef une seconde fois à Lambeth, maison de l'Archevêque. Il comparut, & par la manière dont il expliqua ses sentimens, il sembla vouloir donner quelque satisfaction aux Prélats. Mais, selon les apparences, ils ne se seroient pas contentés d'une explication si générale, si un Gentilhomme, nommé Clifford, ne fut entré d'une manière assez incivile, dans le lieu où ils étoient assemblez, pour leur défendre de passer plus avant. On prétend que les deux Prélats furent intimidés par cet Ordre absolu, quoiqu'ils ignorassent de quelle part il venoit, dans la pensée que Clifford n'avoit pas osé faire cette démarche de lui-même. D'ailleurs, la populace faisoit entendre par des discours menaçans, qu'elle ne souffriroit pas que Wiclef fut maltraité. Ces considérations obligèrent les Prélats à renvoyer le Docteur, avec défense d'entretenir davantage le Peuple des disputes d'une si dangereuse

se conséquence. Mais il n'eut aucun égard à cette défense, puis- que, selon le témoignage d'un ancien Historien, il continua toujours à prêcher & à soutenir sa doctrine. Pour le dire en passant, cette fermeté ne s'accorde guères avec l'explication de ses sentimens, qu'on prétend qu'il donna aux deux Prélats, & qu'on a représentée comme pleine d'équivoques & d'échappatoires. En effet, ce déguisement étoit peu conforme à son naturel qui n'étoit rien moins que timide. Quoiqu'il en soit, depuis ce tems-là il vécut tranquillement dans sa Cure de Lutterworth, sans être davantage inquiété. Quelque tems après, Courtney Archevêque de Cantorbéri, Successeur de Simon Sudbury décapité par les Rebelles de Kent, assembla un Synode Provincial à Londres, dans lequel la doctrine de Wiclef fut condamnée. Un Historien assure que ce docteur y fut cité, & qu'il y expliqua ses sentimens, dans un sens tout différent de celui qu'on pouvoit leur donner naturellement. Mais comme on ne voit rien d'approchant dans les Actes de ce Synode, il y a beaucoup d'apparence que cet Historien l'a confondu avec l'Assemblée de Lambeth.

ETAT DE
L'EGLISE.

Wiclef demeure tranquille dans sa Cure. Ses opinions sont condamnées par un Synode.

La condamnation de la doctrine de Wiclef n'empêcha pas qu'elle ne se répandit dans tout le Royaume. Ce fut même avec un tel succès, que l'Historien dont je viens de parler assure, qu'on ne pouvoit trouver deux hommes ensemble sans que l'un d'eux fût Lollard. Richard II. ayant permis aux Evêques de poursuivre les Hérétiques, & de les mettre en prison, ainsi qu'il a été dit dans l'Histoire de ce Prince, plusieurs Lollards furent citez en divers Diocèses. Quelques-uns se rétractèrent, & d'autres soutinrent le choc courageusement. Mais entre ces derniers, il n'y en eut aucun qui fût livré au bras séculier, parce qu'il n'y avoit point encore de Loi sur ce sujet. Ce ne fut que sous le regne suivant, que ces barbares exécutions commencèrent en Angleterre. Ainsi, malgré les oppositions des Evêques, les opinions de Wiclef se répandirent dans tout le Royaume avec une merveilleuse rapidité, parce que le Clergé n'avoit pas la liberté d'employer le seul moyen qu'il a toujours crû propre à extirper l'Hérésie. Il semble même, que les Evêques n'osoient attaquer Wiclef personnellement, de peur de faire trop paroître leur ignorance, par l'opposition de son sçavoir. Quoiqu'il en soit, ce Docteur fut laissé tranquille à Lutterworth jusqu'à sa mort qui arriva en 1384. Il y a quelque apparence que dans la suite, ses Sectateurs ajoutèrent quelque chose à ce qu'il avoit enseigné, & que c'est de-là qu'on a pris occasion de lui attribuer tout ce que ses Disciples ont avancé.

Le nombre des Sectateurs de Wiclef s'augmente.

La perte du Maître ne découragea point les Disciples. Ils continuèrent à prêcher, & à soutenir leurs opinions avec la même fermeté qu'ils l'avoient fait pendant sa vie. Les progrès que cette Doctrine faisoit tous les jours devinrent enfin si considérables, qu'en 1386. le Parlement se crut obligé de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de tenir la main à ce que la Religion & l'Etat ne reçussent point de dommage, par les nouvelles opinions des Lollards. En conséquence de cette Adresse, le Roi nomma des Commissaires pour examiner les Livres de Wiclef; mais cette Commission ne fut exécutée qu'avec beaucoup de négligence.

En 1389. les Wiclefites ou Lollards commencèrent à se séparer de l'Eglise Romaine, & à nommer des Prêtres pris d'entre eux pour célébrer le service

Les Wiclefites se séparent du restedel'Eglise

ÉTAT DE
L'ÉGLISE.

Remon-
trance pré-
sentée au
Parlement.

divin à leur manière. Quoique de tems en tems, les Evêques en poursuivissent quelques-uns, ces poursuites n'étoient pas fort rigoureuses. Il sembloit qu'ils n'avoient pour but que de ne laisser pas prescrire leur droit. D'ailleurs, une Adresse qu'un des Parlemens précédens avoit présentée au Roi, pour le prier de révoquer la permission qu'il avoit donnée aux Evêques d'emprisonner les Hérétiques, retenoit les plus emportez.

Mais en 1395. les efforts que les Lollards avoient faits, en l'absence du Roi, pour faire approuver leur Doctrine par le Parlement, engagèrent les Evêques à prendre d'autres mesures. Ces prétendus Hérétiques se sentant appuyez par un nombre infini de personnes qui avoient embrassé leur doctrine, avoient présenté à la Chambre des Communes une Remontrance qui contenoit ces douze articles.

1. Que dès que l'Eglise Anglicane, suivant les traces de celle de Rome, avoit commencé à faire un mauvais usage de son Temporel, la Foi & la Charité avoient commencé à disparaître.

2. Que la Prêtrise dérivée de Rome, telle qu'elle l'étoit en Angleterre, & qui se prétendoit supérieure aux Anges, n'étoit pas celle que Jesus-Christ avoit établie par le moyen de ses Apôtres.

3. Que la Loi du Célibat étoit cause d'une infinité d'irrégularitez & de scandales dans l'Eglise.

4. Que la Doctrine de la Transsubstantiation faisoit tomber la plus grande partie de la Chrétienté dans l'Idolatrie.

5. Que les Exorcismes, les bénédictions de l'eau, du pain, de l'huile, des pierres des autels, des Eglises, des vêtemens des Prêtres, les mitres les croffes, les bâtons des Pèlerins, tenoient plus de la Nécromancie que de la Religion.

6. Que c'étoit une grande faute, que de joindre dans une même personne les Charges Ecclésiastiques & les Civiles.

7. Que les prières pour les morts, dans lesquelles on préféroit certaines personnes à d'autres, n'étoient pas conformes à la Charité prescrite par l'Evangile.

8. Que les Pèlerinages, & les offrandes qu'on faisoit aux Images des Saints, & aux Croix, & principalement les Peintures par lesquelles on prétendoit représenter la Très-Sainte Trinité, étoient une espèce d'Idolatrie.

9. Que la Confession auriculaire ne servoit qu'à donner de l'orgueil aux Prêtres, & qu'en leur faisant connoître les secrets de leurs Pénitens, elle leur donnoit occasion de commettre beaucoup de péchez, & d'entrer dans plusieurs intrigues scandaleuses.

10. Qu'ôter la vie à quelqu'un, soit à la Guerre, soit par la voye de Justice, étoit une chose contraire à la Doctrine de l'Evangile, qui est une dispensation de graces.

11. Que le vœu de Chasteté fait par les femmes donnoit occasion à une infinité de désordres, & caufoit la mort de beaucoup d'enfans sans baptême, ou même avant leur naissance.

12. Qu'il seroit nécessaire de bannir de la Société civile, tous les métiers inutiles qui ne font qu'entretenir le luxe & l'orgueil.

Tous ces articles étoient appuyez de preuves & de raisons qu'il seroit trop long de rapporter ici.

Cette

Cette remontrance qui , selon les apparences , avoit été approuvée en secret par divers Membres du Parlement , alarma tellement le Clergé , qu'il députa incessamment au Roi l'Archevêque d'Yorck & l'Evêque de Londres , pour le supplier de retourner promptement en Angleterre , afin d'empêcher par sa présence & par son autorité l'accroissement de la nouvelle Doctrine , ainsi qu'il a été dit dans le Regne de Richard II.

ETAT DE
L'EGLISE.

Quelque tems après , Thomas Arundel , Archevêque de Cantorbéri , fit assembler à Londres un Synode , qui condamna dix-huit Propositions extraites d'un Livre de Wiclef intitulé *Triologus*.

C'est-là ce qui s'est passé de plus considérable par rapport à Wiclef & à sa doctrine , jusqu'à la déposition de Richard II. Mais je ne dois pas oublier d'ajouter , que certains Etudiens de Bohême qui se trouvèrent à Oxford , dans le tems que Wiclef commençoit à y publier sa doctrine , la portèrent dans leur País , où elle se répandit avec un succès merveilleux. Il est tems présentement de passer à quelques autres articles qui regardent l'Eglise Anglicane , & premièrement aux Conciles.

Je commencerai cet Article par le Concile Général de Lyon , qui s'ouvrit le 1. de May 1274. Ce Concile étoit principalement assemblé pour recevoir les Grecs dans la Communion de l'Eglise Romaine dont ils s'étoient séparés pour la seconde fois , depuis que les Latins avoient été chassés de Constantinople. On réussit véritablement à faire cette réunion ; mais elle ne fut pas de longue durée. Le second motif qui avoit fait convoquer ce Concile , étoit le secours qu'on avoit projeté de donner aux Chrétiens de Syrie. Comme on prétendoit faire un grand effort en leur faveur , le Pape demanda un subside à toute l'Eglise. Il n'étoit pas difficile de comprendre que l'intérêt du Pontife se trouvoit dans cette demande. Ses Prédécesseurs s'étoient si souvent servis de cette voye pour amasser de l'argent , qu'on ne pouvoit s'y tromper. Cependant aucun des Prélats n'osoit ouvrir la bouche pour s'y opposer , & l'Archevêque de Cantorbéri qui étoit présent , garda le silence comme les autres. Richard de Pekam , Doyen de Lincoln , fut le seul qui osa prendre en main les intérêts de l'Angleterre. Il dit hardiment que le Clergé de ce Royaume se trouvoit hors d'état de contribuer à cette Guerre , à cause des exactions continuelles de la Cour de Rome , qui lui laissoient à peine les moyens de subsister. Cette hardiesse lui couta la perte de sa Dignité que le Pape lui ôta sur le champ. On peut juger par-là de la liberté qu'il y avoit dans ce Concile. Venons présentement à ceux qui se sont assemblez en Angleterre , pendant les quatre Regnes que nous parcourons.

DES CON-
CILES.
Concile Gé-
néral de
Lyon.

Le premier fut convoqué sous le Regne d'Edoïard I. par Jean de Peckam Archevêque de Cantorbéri. On y confirma ce qui avoit été décrété au Concile Général de Lyon , touchant la pluralité des Bénéfices. Ensuite , l'Archevêque y fit passer quelques Canons directement contraires aux prérogatives Royales , & que par cette raison il fut obligé de faire révoquer dans la suite.

Concile
Provincial
de Cantor-
béri.
Canons con-
traires aux
prérogati-
ves Royales.

Le premier ordonnoit la peine d'excommunication contre ceux qui impétoient des Lettres du Roi , pour empêcher que certaines causes ne fussent portées à la Cour Ecclésiastique.

Le 2. soumettoit à la même peine les Magistrats qui refusoient d'emprisonner les personnes excommuniées , après les quarante jours accordez par les Canons.

Oo ij

Par

ETAT DE
L'EGLISE.

Par le 3. ceux qui envahissoient les Terres du Clergé devoient aussi être excommuniés.

Le 4. défendoit sous la même peine de vendre des vivres à l'Archevêque d'Yorck, lorsqu'il se trouveroit dans le ressort de l'Archevêché de Cantorbéri.

C'étoit une voye abrégée & infaillible que ce Prélat avoit trouvée pour terminer le procès qu'il avoit avec l'Archevêque d'Yorck, touchant le port de la Croix. Ainsi, si ce Canon n'eût pas été révoqué, le dernier auroit été bien embarrassé pour assister au Parlement qui s'assembloit ordinairement à Londres.

Le 5. ordonnoit, qu'on afficheroit des copies de la Grande Chartre aux portes des Eglises, afin que tout le monde en eût connoissance.

On peut juger par là, dans quel esprit ce Prélat, qui avoit long-tems séjourné à Rome, étoit venu en Angleterre, & combien il auroit étendu le pouvoir de l'Eglise, si le Roi ne se fût pas opposé à l'exécution de ses projets.

Synode de
Lambeth.
Canons.

En 1281. ce même Archevêque assembla, dans sa maison de Lambeth, un Synode Provincial, dont voici quelques Canons.

Le 2. ordonnoit aux Prêtres d'informer les plus ignorans d'entre les Laïques, que le Corps & le Sang de Jésus-Christ sont contenus dans la seule espèce du pain de l'Eucharistie, & que ce qu'ils reçoivent dans le Calice n'est que du simple vin, pour leur aider à avaler l'autre espèce. Car, ajoute le Canon, le Sang de Notre Seigneur n'est accordé qu'aux Prêtres qui célèbrent le Service divin dans les petites Eglises.

Le 3^e Canon défendoit aux Prêtres de rebaptiser les enfans déjà baptisés par des Laïques, à moins qu'il n'y eût lieu de douter, si l'enfant avoit été baptisé. En ce cas-là, le Canon permettoit aux Prêtres de le baptiser, en usant de cette formule: *Si tu n'es pas baptisé, je te baptize au nom du Père, &c.*

Le 10^e ordonnoit aux Prêtres d'instruire le Peuple, commis à leurs soins, en langage intelligible, sans se servir des termes & des distinctions de l'Ecole. Après cela, le Canon marquoit les dogmes qui devoient être expliqués, & le sens qu'il falloit leur donner.

Synode
d'Excéter.

En 1287. *Pierre Puivil*, Evêque d'Excéter, assembla un Synode Diocésain qui ordonna, qu'on prît soin d'instruire le Peuple, touchant le Dogme de la Transsubstantiation. Il vouloit qu'on leur fît entendre, que l'adoration du Sacrement ne pouvoit être poussée trop loin, puisqu'en recevant l'Eucharistie, ils recevoient sous l'espèce du Pain, ce qui avoit été pendu sur la Croix pour leur salut; & sous l'espèce du Vin, le Sang qui avoit coulé du côté de Jésus-Christ. Il semble qu'on peut inférer de là, que dans l'Eglise d'Excéter, on communioit alors sous les deux espèces.

Synode de
Londres
contre les
Templiers.
Autre de
Londres.

On ne trouve sous le Regne d'Edouard II. qu'un seul Concile remarquable qui fut assemblé à Londres en 1310. & où les Templiers furent condamnés à une prison perpétuelle.

En 1320. sous le Regne d'Edouard III. *Mepham*, Archevêque de Cantorbéri, assembla un Synode Provincial à Londres, où il fut ordonné que les fêtes du Vendredi Saint & de la Sainte Vierge seroient chômées: mais il permettoit aux Païsans de travailler à la campagne, après le service.

Ce même Synode défendit à tous Moines, Hermites, & Chanoines Réguliers

guliers de recevoir des Confessions. Il révoqua aussi un Canon d'un Synode précédent, tenu à Oxford, qui n'admettoit les Appels qu'après une Sentence définitive. ETAT DE
L'EGLISE.

En 1332. le même Archevêque assembla à *Maghfield* un Synode qui fixa tous les jours de Fêtes, observez dans la Province de Cantorbéri. Parmi ces Fêtes on trouve celles de S. George & de S. Augustin, premier Archevêque de Cantorbéri. Synode de
Maghfield.

Stratford, Archevêque du même Siège, fit assembler à Londres en 1342, un Synode Provincial qui fit quelques Canons, dont voici les plus remarquables. Synode de
Londres
contre les
Moines.

Le 4^e ordonnoit aux Moines, qui s'étoient approprié des Paroisses, de faire des aumônes proportionnées à la valeur de ces Bénéfices. En cas de négligence, il autorisoit les Evêques à les y contraindre, en mettant les revenus de ces Bénéfices en séquestre.

Le 9^e étoit contre les Moines Mendians, qui, abusant de la confiance que les mourans avoient en eux, les engageoient à faire des Testamens préjudiciables à leurs familles. Comme le Synode n'osoit s'en prendre directement aux Moines, qui étoient sous la protection du Pape, il défendit de donner une sepulture Chrétienne aux morts qui s'étoient laissez persuader de faire de semblables dispositions.

Pendant le Regne de Richard II. on ne trouve des Conciles remarquables, que ceux qui furent assemblez à l'occasion de Wiclef & de ses Sectateurs. Mais comme il en a été parlé ailleurs, il n'est pas nécessaire de répéter ici ce qui en a été dit.

Bien que l'Angleterre n'ait pas pris plus de part que les autres États de la Chrétienté aux Schismes qui arrivèrent dans l'Eglise, je ne puis pourtant me dispenser d'en dire un mot. Non seulement cette connoissance est d'une nécessité absolue, pour entendre l'Histoire Ecclésiastique de ce tems-là, mais on peut même dire en quelque manière que la meilleure partie de cette Histoire consiste dans les suites de ces Schismes scandaleux. Des Schis-
mes.

Depuis le commencement du regne d'Edouard I. jusqu'à la fin du regne de Richard II. il y eut deux Schismes, qui divisèrent la Chrétienté. Le premier ne fut pas de longue durée. Clément V. ayant transporté le Siège Pontifical à Avignon, y mourut en 1314. & eut pour Successeur Jean XXII. qui fit sa résidence dans la même Ville. L'élection de ce Pape se fit d'une manière extraordinaire. Le Siège étant demeuré vacant pendant plus de deux ans, depuis la mort de Clément V. parce que les Cardinaux n'avoient pû s'accorder entre eux; enfin, ils s'assemblèrent à Lion en 1316. pour faire choix d'un Pontife. Mais les mêmes divisions regnant toujours parmi eux, ils convinrent de s'en rapporter au Cardinal d'*Ossa*, Evêque de Porto, qui, sans balancer, se nomma lui-même, & prit le nom de Jean XXII. Dans le même tems l'Empire se trouvoit divisé par la double élection qui s'étoit faite de deux Empereurs, une partie des Electeurs ayant donné leurs voix à Louis de Bavière, & l'autre à Frideric Duc d'Autriche. Le refus que Jean fit de reconnoître le premier, causa entre eux une querelle qui alla toujours en augmentant, jusqu'en 1328. que Louis étant passé en Italie, dégrada Jean XXII. de la Papauté. Ensuite, il fit élire *Pierre Corbière* Cordelier, qui prit le nom de Ni- Jean XXII.
& Nicolas
V.

ETAT DE
L'EGLISE.

colas V. & qui alla demeurer à Rome. Cet Antipape, étant appuyé de l'Empereur & du Général des Cordeliers, subsista quelque tems. Mais enfin, l'Empereur ayant été obligé de quitter l'Italie, & la dissension s'étant mise parmi les Cordeliers, Nicolas, qui se trouva sans protection, fut pris & conduit à Avignon, où il demanda pardon à Jean XXII. la corde au col. Après avoir fait cette soumission, il fut mis dans une étroite prison, où il mourut peu de mois après.

Schisme
d'Urbain VI
& de Clément VII.

Le second Schisme entre Urbain VI. & Clément VII. fut plus considérable, & dura bien plus long-tems. J'en ai rapporté l'origine dans l'Histoire de Richard II. c'est pourquoi il suffira d'en faire connoître la suite, jusqu'à la fin du siècle à quoi je me borne ici.

A Urbain VI. Pape de Rome succéda en 1389. Boniface IX. qui feignit aussi-bien que Clément, de vouloir terminer le Schisme : mais rien n'étoit plus éloigné de l'intention des deux Papes. Clément VII. qui mourut à Avignon en 1394. eut pour Successeur Benoît XIII.

Toute la Chrétienté étant lassée & scandalisée de ce Schisme, la Cour de France fit des efforts pour persuader aux deux Pontifes de résigner leur Dignité, afin qu'on pût élire canoniquement un autre Pape. Ils y consentirent tous deux ; mais ils manquèrent à leur parole. Benoît sur tout, usa de tant de détours, que le Roi de France prit la résolution de soustraire son Royaume de l'obéissance de ce Pape. Pour cet effet, il gagna les Cardinaux de ce parti, qui promirent de l'abandonner : mais le Pape en ayant été averti, se fortifia dans le Palais d'Avignon, où il fit entrer une Garnison Aragonoise. Il y fut assiégé par le Maréchal de *Boucicaut* : mais peu de tems après, ce Général reçut ordre de lever le siège. Ainsi par les intrigues de quelques Princes de la Cour de France, le Schisme continua toujours, malgré les soins que le Roi s'étoit donnés pour l'éteindre.

Ecclésiastiques
distinguez.

Il ne me reste plus pour finir cet Abrégé, que de faire connoître les Ecclésiastiques qui se sont distingués par leur mérite & par leur sçavoir, pendant les Regnes des trois Edoüards & de Richard II.

Kilwarby.

Robert Kilwarby, Cordelier, qui fut Archevêque de Cantorbéri, sous le Regne d'Edoüard I. étoit un Prélat d'un sçavoir éminent pour le siècle où il vivoit. Il écrivit divers Traitez de Théologie, qui étoient en ce tems-là très-estimez. Son mérite lui ayant procuré la Dignité de Cardinal, il quitta son Archevêché pour aller demeurer à Rome, où il mourut.

Burnel.

Robert Burnel, Evêque de Bath, fut élu pour Successeur à Kilwarby : mais le Pape, par la plénitude de sa puissance Apostolique, conféra la Dignité d'Archevêque de Cantorbéri, à un Cordelier Anglois, nommé *Jean Peckam*, qui étoit Auditeur de sa Chambre. Ce Prélat eut de grands démêlez avec Edoüard I. tant à l'occasion des Canons de son Synode, dont j'ai déjà parlé, que sur d'autres sujets. Cette broüillerie alla si loin, que le Roi fut sur le point de le bannir du Royaume. Il passoit pour fort sçavant, particulièrement dans le Droit Civil & Canonique. On a de lui quelques Traitez de Theologie & divers Commentaires sur l'Ecriture Sainte.

Winchelsey.

Robert Winchelsey, Successeur de Peckam, préféra son Archevêché au Cardinalat dont le Pape voulut l'honorer. On luiue principalement dans ce Prélat, sa charité qui lui faisoit donner à manger deux fois la semaine à plus de quatre

quatre mille pauvres , & entretenir plusieurs Ecoliers dans les deux Univer-
sitez. Ces aumônes lui attirèrent l'affection du Peuple qui , après sa mort ,
alloient foule à son tombeau , pour l'honorer comme un Saint. Cependant
ce même Archevêque , si chéri du Peuple , eut de grands démêlez avec
Edouïard I. pour être entré trop avant dans les intrigues des Seigneurs qui
s'étoient opposez aux desseins de ce Prince. Le Pape , qu'Edouïard scût met-
tre dans ses intérêts , cita le Prélat pour aller à Rome justifier sa conduite , &
le suspendit. Ce ne fut que sous le Regne d'Edouïard II. qu'il fut rétabli.

ETAT DE
L'EGLISE.

Jean Button , Evêque de Héréford , excelloit principalement dans la con-
noissance du Droit. Il écrivit un Traité fort estimé intitulé : *de Juribus An-*
glicanis , & il mourut en 1275. Button.

Jean Duns Scot , appelé communément *le Docteur Subtil* , qui vivoit sous
le Regne d'Edouïard II. est trop connu , pour qu'il soit nécessaire de s'arrê-
ter long-tems sur son sujet. Il suffit de remarquer , qu'il s'éloigna , sur plu-
sieurs matières , des sentimens de Thomas d'Aquin , & qu'il fut un grand
Partisan de la Conception immaculée de la Sainte Vierge. Après avoir été
Professeur en Théologie à Oxford , & à Paris , il mourut à Cologne faisant la
même fonction en 1309. ou 1310. Scot.

Walter Stapleton , Evêque d'Excéter , fut recommandable par son sçavoir ,
& par sa capacité dans l'administration des affaires publiques , & particulie-
rement par sa fidélité envers Edouïard II. son Souverain , pour lequel il per-
dit la vie , ainsi qu'il a été dit dans l'Histoire de ce Prince. Stapleton.

Stratford , Archevêque de Cantorbéri sous le Regne d'Edouïard III. fut
plus considérable en qualité de Ministre d'Etat , que comme Archevêque.
J'ai parlé ailleurs du grand différend qu'il eut avec Edouïard III. qui l'accusa
de malversation. Mais dans la suite , ce même Prince ordonna , que les accu-
sations , qu'il avoit inténtées contre ce Prélat , fussent cancellées comme con-
tenant des choses qui n'étoient ni véritables , ni raisonnables. Stratford.

Bradwardin , Successeur de Stratford , étoit un grand Philosophe & grand
Mathématicien : mais cela n'empêchoit pas qu'il ne fût aussi très-sçavant en
Théologie. On l'appelloit communément *le Docteur Profond* , selon la cou-
tume qu'on avoit en ce tems-là , de donner de pareils titres à ceux qui se distin-
guoient par leur sçavoir. Il écrivit contre les Pelagiens , un Livre qui lui a ac-
quis beaucoup de réputation , intitulé , *de la Cause de Dieu*. Mais ce qui le
rendoit encore plus estimable que sa science , c'étoit son humilité & son zèle ,
pour l'instruction des Peuples commis à ses soins. Avant que d'être élevé
sur le Siège Archiepiscopal , il étoit Confesseur d'Edouïard III. & il accompa-
gna ce grand Prince dans toutes ses expéditions. On lui a fait l'honneur de
dire , qu'Edouïard fut redevable à ses bons conseils d'une bonne partie des
heureux succès qu'il eut contre la France. Bradwardin.

Guillaume Occam , de l'Ordre de Saint François , Disciple de Scot , est fa-
meux pour avoir été le Chef des *Nominaux* , contre les *Réalistes* , qui avoient
Scot à leur tête. Il seroit inutile d'expliquer ici en quoi consistoit la différence
de ces deux Sectes de Philosophes , dont par la grace de Dieu les Ecoles publi-
ques ne sont plus guères troublées. Occam.

Richard Fitz-Ralph , Archevêque d'Armagh en Irlande , & né à *Dundalck*
dans la même Isle , fut un grand ennemi des Moines. Il les attaqua vivement
dans

Fitz-Ralph

dans

ETAT DE
L'EGLISE.

dans des Sermons qui furent prononcez à Londres, où il entreprit de prouver les neuf Propositions suivantes.

1. Que par rapport au lieu où se devoient faire les Confessions, les Eglises Paroissiales sont préférables à celles des Monastères.

2. Que les Paroissiens doivent plutôt se confesser à leur Curé qu'à un Moine.

3. Qu'encore que Jesus-Christ ait choisi de vivre dans un état de pauvreté, il ne l'a pas pourtant affecté.

4. Que Jesus-Christ n'a jamais demandé l'aumône, ni fait profession d'une pauvreté volontaire.

5. Qu'il n'a jamais enseigné que les Fidèles dussent faire profession de mendier.

6. Au contraire, qu'il a posé pour maxime, que les hommes ne doivent jamais demander l'aumône par inclination & par choix, mais seulement quand ils y sont contraints par la nécessité.

7. Que c'est une chose contraire à la Religion & au bon sens, que de faire profession de pauvreté.

8. Que l'engagement à une pauvreté volontaire n'est pas fondé sur la Regle des Freres Mineurs ou Cordeliers.

9. Que la Bulle du Pape Alexandre IV. qui condamne le Libelle des Docteurs de Paris, ne censure aucune des huit Propositions précédentes.

Ces Propositions qui attraquoient les Moines Mendiants par l'endroit le plus sensible, parce que c'étoit par leur pauvreté volontaire qu'ils avoient acquis & qu'ils conservoient leur crédit parmi le Peuple, furent déferées au Pape qui fit citer l'Archevêque devant lui. Il comparut & soutint avec fermeté tout ce qu'il avoit avancé. Mais avant que cette affaire fut jugée il mourut à Avignon en 1360. Il avoit traduit la Bible en Anglois, & composé deux Traitez; l'un, en faveur des Curez contre les Moines; l'autre, touchant ceux qui avoient droit de recevoir les Confessions.

Trevisa.

Jean de Trevisa, né en Cornouaille, qui vivoit sous le Regne d'Edouard II. traduisit la Bible & plusieurs autres Livres en Anglois. Il étoit dans les mêmes sentimens que l'Archevêque d'Armagh, & soutenoit que Jesus-Christ avoit bien envoyé des Apôtres pour prêcher l'Evangile, mais jamais des Moines ou des Freres Mendiants.

Ce sont là presque tous ceux qui se sont distinguez par leur piété, ou par leur sçavoir, pendant les quatre Regnes que je viens de parcourir, à moins qu'on ne voulût mettre parmi les hommes illustres, ou sçavans, un tas de Scholastiques, qui, à mon avis, ne méritent pas d'être mis dans ce rang. Quelques-uns y ajoutent les fondateurs des Colléges & des Monastères, comme devant tenir un rang considérable parmi les dévots. Mais ce sont des marques trop équivoques pour pouvoir y faire quelque fond. On peut juger par ce petit nombre de Sçavans, combien les Sciences avoient dégénéré, puisque parmi tous ceux qui viennent d'être nommez, à peine s'en trouve-t-il un seul qui fût véritablement sçavant. Malgré les préventions des ennemis de Wiclef, je ne ferai pas difficulté d'en excepter ce Docteur de qui j'ai déjà assez parlé, pour pouvoir me dispenser de m'étendre davantage sur son sujet.



HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE ONZIÈME,

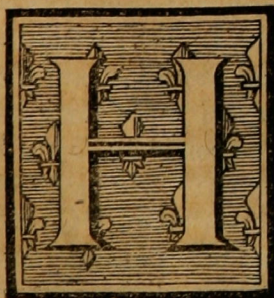
Contenant les Regnes de HENRI IV. & de HENRI V.

+++++

H E N R I IV.

Surnommé DE BULLINGBROOK,

Treizième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



Enri de Lencastre, surnommé de Bullingbrook, lieu de sa naissance, ayant été proclamé Roi le 30. de Septembre, prit ce jour-là même les rênes du Gouvernement. Comme le Parlement, qui étoit alors assemblé, avoit été convoqué au nom de Richard, & que son autorité étoit finie par la déposition de ce Prince, le premier soin du nouveau Roi fut d'en convoquer un autre. Pour agir selon les Régles, il

HENRI IV.
1399.
Septembre.
Henri donne un nouveau pouvoir au Parlement convoqué par Richard.

auroit fallu procéder à une nouvelle élection des Députés. Mais Henri ne ju-

Tome III.

Pp

gea

HENRI IV.
1399.

gea pas à propos de s'exposer au risque d'avoir un Parlement moins favorable, que celui qui venoit de se déclarer si hautement en sa faveur. Il se contenta donc de donner pouvoir aux mêmes Députés, de composer avec la Chambre des Seigneurs un nouveau Parlement sous son autorité. Je n'oserois décider, s'il y eut quelque irrégularité dans cette conduite, ou si elle étoit autorisée par quelque exemple précédent. Quoiqu'il en soit, après une interruption de peu de jours, ce même Parlement se rassembla le 6. d'Octobre, comme s'il eût été convoqué par le nouveau Roi.

Le Comte
de la Marche
se retire
dans sa mai-
son de
Wigmore.

Cependant Edmond Mortimer, Comte de la Marche, considérant qu'il ne lui seroit pas moins dangereux, qu'inutile, dans une telle conjoncture, de mettre en avant les justes droits qu'il avoit sur la Couronne, se retira dans sa Terre de Wigmore, tout proche de la frontière du País de Galles. Plus son droit étoit incontestable, plus il avoit sujet de craindre de causer de la jalousie au nouveau Roi. Ainsi, laissant couler un torrent qu'il n'étoit pas en son pouvoir d'arrêter, il se résolut à vivre dans la retraite, sans marquer la moindre ambition, ni le moindre chagrin de l'injustice qui lui étoit faite. Il n'avoit point d'autre moyen pour assurer son repos & sa vie même, contre les soupçons d'un Prince qui avoit tant d'intérêt de le perdre. Il n'y avoit que trop d'apparence, que le nouveau Roi ne laisseroit pas échapper le premier prétexte qui se présenteroit, pour se délivrer de l'inquiétude qu'un tel Concurrent pouvoit lui causer.

L'Archevê-
que de Can-
torbéri ha-
rangue dans
le Parle-
ment en fa-
veur du
nouveau
Roi.

Le Parlement s'étant rassemblé, comme je l'ai déjà dit, Thomas Arundel, Archevêque de Cantorbéri, y fit un long Discours qui ne tendoit qu'à faire concevoir une grande idée des avantages que la révolution, qui venoit d'arriver, devoit procurer au Royaume. Il s'étendit principalement sur les désordres du dernier Regne, & assura, que le nouveau Souverain se proposoit de gouverner d'une toute autre manière, & de conserver à chacun ses droits & ses libertez. Ce Prélat avoit été banni du Royaume sous le Regne précédent, & Roger Walden, qui avoit été nommé en sa place, avoit fait jusqu'alors les fonctions d'Archevêque. Mais comme Arundel n'avoit pas été canoniquement déposé, le Parlement, dans sa première Séance, avoit ordonné qu'il reprendroit sa Dignité, d'autant plus que celui qu'on lui avoit substitué, n'avoit pas encore obtenu la confirmation du Pape. Le Discours de l'Archevêque & quelques formalitez préliminaires furent les seules choses remarquables qui se passèrent dans la première Séance de ce nouveau Parlement, qui fut prorogé jusqu'au 14. d'Octobre. Cette prorogation étoit nécessaire pour donner lieu aux préparatifs du Couronnement, qui devoit se faire le 13.

Le Parle-
ment est
prorogé
pour quel-
ques jours.
Le Roi rem-
plit les
Charges va-
cantes.

Il recom-
pense les
Comtes de
Northum-
berland &
de West-
morland.
Aff. Publ.
Tom. VIII.
p. 29. 30. 31.

Pendant ce intervalle le Roi remplit diverses Charges qui se trouvoient vacantes, ou qui étoient possédées par des gens qui ne lui étoient pas agréables. *Henri Perci*, Comte de Northumberland, & *Raoul Newill*, Comte de Westmorland, avoient trop temoigné leur zèle pour le Roi, en l'allant joindre à Ravenspur, aussi-tôt qu'il y eut débarqué, pour n'avoir point de part à ses faveurs. Henri voulant leur donner des marques de sa reconnoissance conféra au premier la Charge de Connétable, & au second, celle de Comte Maréchal. Quelques jours après il donna encore au Comte de Northumberland, la petite Isle de Man située entre l'Ecosse & l'Irlande. Il y ajouta le privilège de porter, le jour du Couronnement, l'épée nommée *Lencastre* à la main

main gauche du Roi. C'étoit la même épée que le Roi portoit lorsqu'il descendit à Ravenspur.

HENRI IV.
1399.

Après que Henri se fut acquitté des obligations qu'il avoit à ces deux Seigneurs qu'il regardoit comme les plus attachez à ses intérêts & à sa personne, il donna la charge de grand Sénéchal, à Thomas de Lencastre son second fils. Il étoit absolument nécessaire de remplir cette Charge avant le Couronnement, parce que c'est à la Cour du Grand Sénéchal que doivent s'adresser tous ceux qui ont quelque service à faire dans cette cérémonie, pour être maintenus dans leurs droits. Cependant comme le Prince, qui en étoit revêtu, n'avoit que dix ans, le Roi lui donna pour Lieutenant Thomas Perci Comte de Worcester, frere du Comte de Northumberland.

Il donne à Thomas son second fils, la Charge de Grand Sénéchal.
Ibid.

Le 13. d'Octobre, jour de la fête d'Edouard le Confesseur, Henri fut couronné avec toutes les formalitez ordinaires, étant alors âgé de trente trois ans. On se servit pour l'oindre, d'une certaine huile, qu'on prétendoit avoir été portée par la Ste. Vierge à St. Thomas de Cantorbéri, pendant qu'il étoit réfugié en France. La phiole qui renfermoit cette huile précieuse, étoit passée entre les mains d'un certain Hermite, qui en avoit fait présent à Henri Duc de Lencastre petit-fils de Henri III, en lui disant que les Rois qui seroient oints de cette huile sacrée, deviendroient de vrais Champions de l'Eglise. Dans la suite le Duc de Lencastre l'avoit donnée au fameux Prince de Galles, fils d'Edouard III, qui avoit résolu de se faire oindre de cette huile quand il seroit couronné. Après la mort de ce Prince, cette Phiole qui étoit de lapis, ayant au-dessus un aigle d'or enrichi de pierreries, étoit demeurée parmi ses bijoux, sans qu'on y eût fait attention. Richard II. son fils, l'ayant trouvée quelque tems avant son dernier voyage d'Irlande, avoit formé le dessein de se faire couronner une seconde fois, afin de recevoir l'onction de l'huile divine que cette Phiole contenoit. Mais l'Archevêque de Cantorbéri s'y étoit opposé, en lui représentant que l'onction des Rois ne devoit pas être réitérée. Enfin, la Phiole étoit tombée entre les mains de Henri, qui soit par dévotion, ou parce qu'elle venoit du Duc de Lencastre son Ayeul maternel, voulut qu'on se servît de cette huile à son Sacre. Mais si l'on examine bien les regnes de ce Prince & de plusieurs de ses Successeurs qui ont été oints de la même huile, on ne trouvera pas que la Prophétie du bon Hermite ait eu son accomplissement.

Le Roi est couronné, & oint d'une huile extraordinaire.

J'ai déjà remarqué dans le Regne de Richard II. que lorsqu'après la déposition de ce Prince, Henri demanda la Couronne, il enveloppa ses paroles d'une obscurité affectée. Son but étoit de faire accroire au Peuple, qu'il y avoit quelque fondement dans le droit qu'il vouloit tirer de la première Maison de Lencastre dont il étoit Héritier par sa mere. Mais ce prétexte, qui pouvoit alors produire quelque effet sur ceux qui vouloient s'aveugler volontairement, étoit trop grossier pour pouvoir plus long-tems faire illusion. Il étoit donc nécessaire, que le nouveau Roi cherchât quelque titre plausible, qui pût justifier le choix qu'on avoit fait de sa personne. Il n'en avoit point de plus légitime que le service qu'il venoit de rendre à l'Etat. Mais il jugeoit qu'il étoit dangereux d'appuyer son droit sur un pareil fondement. Quand il avoit été question de recevoir la Couronne il avoit bien voulu reconnoître que le Parlement avoit le pouvoir de la lui donner. Mais quand une fois elle fut placée sur sa tête, il craignoit, que de ce

Henri ne veut pas reconnoître qu'il tiennne la Couronne, du Peuple.

HENRI IV.
1399.

Proclamation du Roi pour marquer ses droits sur la Couronne.

principe on ne tirât cette conséquence, que ceux qui la lui avoient donnée étoient en droit de la lui ôter. Ainsi, à cet égard, il étoit fort embarrassé. Il étoit nécessaire que le Peuple fût persuadé, que le Parlement avoit pu légitimement déposer Richard, & qu'il avoit une autorité supérieure à celle des Rois. D'un autre côté il falloit lui faire entendre, qu'en plaçant Henri sur le Trône, ce même Parlement n'avoit pas agi par voye d'autorité, & qu'il n'avoit pu se dispenser de le reconnoître pour Roi. En un mot il falloit reconnoître dans le Parlement une autorité sans bornes, par rapport à la déposition de Richard, & décliner sa juridiction dans la nouvelle élection qu'il venoit de faire. Ces deux choses paroissent incompatibles. Mais quand on a la force en main, on se met moins en peine de trouver de bonnes raisons, que d'éblouir le Public par des apparences. Henri, persuadé qu'en cette conjoncture, personne n'auroit la hardiesse de le contredire, résolut de faire comprendre à ses sujets, qu'il ne prétendoit point tirer son droit, de leur simple volonté. Le propre jour de son Couronnement, il publia une Proclamation, dans laquelle il disoit, qu'il étoit monté sur le Trône, premièrement par droit de conquête; en second lieu parce que Richard lui avoit résigné la Couronne, & l'avoit désigné pour son Successeur; enfin, parce qu'il étoit le plus prochain Héritier mâle du dernier Roi. Par là, il excluait le seul titre légitime qu'il avoit, sçavoir le consentement général du Peuple, pour s'appuyer sur trois fondemens dont la foiblesse étoit manifeste. Premièrement, comment pouvoit-il se prévaloir d'un droit de conquête? Il n'étoit entré dans le Royaume qu'avec une suite de quatre vingt hommes, dont, selon les apparences, la plupart étoient Anglois. D'ailleurs ce n'avoit été que par la concurrence de toute l'Angleterre, qu'il avoit eu de si heureux succès, & par conséquent, il ne pouvoit pas dire qu'il eût conquis ce Royaume. En second lieu il n'étoit pas vrai que Richard lui eût résigné la Couronne. On a vu dans le regne de ce Prince, que Henri lui-même, & ses amis, ne le trouvèrent pas à propos. On se contenta de l'obliger à faire une résignation pure & simple, de peur qu'elle ne parût trop forcée, s'il la faisoit en faveur d'un Prince duquel il étoit actuellement prisonnier. D'ailleurs quand même Richard auroit désigné Henri pour son Successeur, comment pourroit-on reconnoître dans un Roi déposé pour cause de tyrannie & d'incapacité, le droit de choisir celui qui devoit lui succéder, sur-tout, la nomination se trouvant opposée aux Loix du País? Enfin, il étoit encore moins vrai que Henri fût le plus prochain Héritier de Richard, à moins que la Loi Salique n'eût été reçue en Angleterre, comme en France, & que les Descendans des femmes fussent exclus de la Succession. Il est vrai que dans ce dernier titre que le Roi alléguoit, il y avoit une espèce d'équivoque capable de faire illusion. Il étoit Cousin Germain du dernier Roi, & par conséquent plus proche parent que le Comte de la Marche, qui se trouvoit dans un degré plus éloigné. Mais il ne s'ensuivoit nullement qu'il fût le plus prochain Héritier, puisque par rapport à une pareille Succession, c'étoit à la branche qu'il falloit avoir égard, & non pas au degré de parenté. Ainsi après la mort d'Edouard III. ce fut Richard son petit-Fils qui lui succéda, quoiqu'il se trouvât dans un degré plus éloigné que ses Oncles. De plus en supposant même que cette règle n'eût pas été inviolablement observée, Henri ne pouvoit pas dire qu'il fût le plus proche parent de Richard. Il étoit Cousin Ger-

main :

main : mais le Duc d'Yorck qui étoit Oncle , n'avoit pas moins de droit que lui. Ainsi , de quelque côté qu'on regardât les prétendus droits de Henri , ils ne pouvoient être que mal fondez. Le seul titre qu'il auroit pu produire , avec quelque couleur , étoit le choix que le Peuple avoit fait de sa personne. Mais il ne voulut pas s'en servir par la raison qui a été déjà marquée.

Le même jour que le Roi publia sa Proclamation , il créa Henri , son fils aîné , âgé de treize ans , Duc de Cornouaille , Prince de Galles , & Comte de Chester. Mais il n'ajouta pas à ces titres , celui de Duc de Guyenne , comme quelques-uns l'ont avancé.

La cérémonie du Couronnement étant terminée , le Parlement se rassembla le lendemain 14. d'Octobre. L'importance des Actes qui furent faits dans cette Séance , m'engage à entrer , sur ce sujet , dans un détail absolument nécessaire pour la suite de cette Histoire.

Premièrement , on fit un Acte qui fut nommé d'*Indemnité* , pour mettre à couvert ceux qui , pendant les derniers troubles , avoient pris les armes en faveur du Roi alors Duc de Lencastre. Cet Acte étoit absolument nécessaire , puisque les Loix condamnoient sans distinction , ceux qui s'opposoient au Gouvernement établi , ce qui étoit précisément le cas de ceux qui avoient assisté le Roi , & du Roi même.

Après que cet Acte fut passé , le Parlement examina tout ce qui avoit été fait sous le regne précédent , pour étendre la prérogative Royale , au-delà des bornes ordinaires. On s'attacha principalement aux procédures du Parlement commencé à Westminster en 1397. & continué à Shrewsbury en 1398. Tout ce que ce Parlement avoit fait , tant par rapport aux trois Seigneurs injustement condamnés , qu'aux prérogatives excessives qu'il avoit accordées au Roi , étoit si manifestement contraire aux libertez des Sujets , que , d'une commune voix , il fut résolu de l'annuler. En même tems , on renouvela & confirma les Statuts du Parlement de 1388. que celui de Shrewsbury avoit cassés. On crut encore qu'il étoit d'une nécessité absolue , de faire un Acte particulier , contre la Bulle du Pape , qui confirmoit les Statuts de Schrewsbury. Cette Bulle , par laquelle Richard II. avoit prétendu donner plus de force aux Statuts de son Parlement , étoit fondée sur une principe trop contraire à la liberté des Anglois , pour la laisser subsister. En effet on ne pouvoit reconnoître dans le Pape le pouvoir de confirmer les Statuts du Parlement , sans avouer qu'il avoit un droit de Souveraineté sur l'Angleterre. Par cette raison , le Parlement déclara dans cet Acte , que le Royaume d'Angleterre étoit indépendant de toute Puissance étrangère , particulièrement de la Cour de Rome , & que le Pape n'avoit aucun droit de se mêler du Gouvernement civil du Royaume.

Le Parlement de Shrewsbury , ayant eu en vûe d'étendre l'autorité Royale autant qu'il étoit possible , avoit tellement multiplié les cas qui rendoient les Sujets coupables du crime de léze Majesté qu'il n'y avoit que ceux qui vouloient bien reconnoître dans le Souverain une autorité sans bornes , qui pussent éviter de tomber dans quelqu'un des cas marquez par ces nouvelles Loix. Pour remédier à un abus si dangereux , qui tendoit à rendre le Roi arbitre absolu de la vie & de la fortune des Sujets , le Parlement renouvela un

HENRI IV.
1399.

Henri fils aîné du Roi , est fait Duc de Cornouaille & Prince de Galles. *Act. Publ. T. VIII. p. 91.*
Le Parlement se rassemble.
Acte d'Indemnité.

Ce Parlement examine les procédures du précédent.

Acte contre la Bulle qui confirmoit les Statuts de Shrewsbury.

Acte contre l'extension de la Prérogative Royale ,

& pour fixer les crimes de haute trahison.

HENRI IV.
1399.

On recher-
che les
Conseillers
& les Fa-
voris de Ri-
chard.

Statut qui avoit été fait sur ce Sujet, sous le Regne d'Edoüard III. & borna les crimes de haute trahison aux cas mentionnez dans ce Statut.

Après que par ces Actes on eut rétabli les droits & les privilèges du Peuple, sur le même pied qu'il s'étoient avant les usurpations de Richard, on rechercha les Auteurs & les Conseillers des excès qui s'étoient commis sous son Regne. Lorsque ce Prince avoit fait arrêter le Duc de Gloucester & les Comtes de Warwick & d'Arundel, il n'étoit pas encore revêtu de cette puissance absolüe que le Parlement de Shrewsbury lui conféra si libéralement dans la fuite: de sorte qu'il étoit vû obligé de suivre les formalitez ordinaires, pour faire condamner ces trois Seigneurs. Dans cette vûë, il avoit fait enforte que *Jean Holland*, Comte de Huntington, son frere Utérin, *Thomas Holland* Comte de Kent, son Neveu, *Edoüard* Comte d'Albemarle son Cousin, fils du Duc d'Yorck, *Jean Beaufort* Comte de Sommerfet, fils de Jean Duc de Lencastre, du troisième lit, & le Lord *Thomas Spencer*, s'étoient portez pour accusateurs des trois Seigneurs emprisonnez. Le Comte de Salisbury & le Lord Morley étoient, selon le bruit commun, les principaux Auteurs de ce complot. Après la condamnation des trois Seigneurs, Richard avoit distribué leurs biens aux accusateurs & aux témoins. De plus, il avoit fait le Comte d'Albemarle Duc de ce même nom. Il avoit conféré le titre de *Duc d'Excéter* au Comte de Huntington, celui de *Duc de Surrey* au Comte de Kent, au Comte de Sommerfet, celui de *Duc de Sommerfet* & à Thomas Spencer, celui de *Comte de Gloucester*.

Comme il étoit de notoriété publique que les trois Seigneurs avoient été injustement opprimez par le dernier Roi, le Parlement jugea qu'il étoit nécessaire de châtier les Auteurs & les instrumens de cette violence. Pour cet effet, après avoir annullé la Sentence donnée contre les Comtes d'Arundel & de Warwick, comme directement contraire à l'amnistie qui leur avoit été accordée, il ordonna que les accusateurs seroient dépouillez, tant des nouveaux titres dont ils avoient été honorez, que des Terres qui leur avoient été distribuées. Quant à leurs propres biens il en laissa la disposition au Roi, soit pour leur en continuer la possession, ou pour les leur ôter, ainsi qu'il le jugeroit à propos. Henri, voulant donner des marques de sa clémence au commencement de son Regne, non seulement leur laissa leurs biens, mais même leur rendit les mêmes titres dont ils avoient été dépouillez. De plus, il donna le Gouvernement de Calais au Duc d'Excéter son beau-frere. Le Comte de Salisbury & le Lord Morley, Ministres odieux de Richard, & principaux Auteurs de la violence exercée contre le Duc de Gloucester, & les deux autres Seigneurs, en furent quittes pour une prison de quelques jours, quoique le Peuple demandât leur mort avec de grandes instances. Comme les amis de ces Seigneurs avoient allegué pour les excuser, que Richard avoit usé de contrainte à leur égard, le Parlement en prit occasion de faire un Acte, par lequel il étoit déclaré, qu'à l'avenir la contrainte ne seroit pas une excuse légitime pour justifier des actions contraires aux Loix.

Acte pour
empêcher
que la con-
trainte ne
puisse excu-
ser l'infrac-
tion des
Loix.

Amnistie.

Cette affaire étant terminée, le Parlement obtint du Roi qu'il accordât une Amnistie générale, de laquelle pourtant les meurtriers du Duc de Gloucester furent exceptez. Un de ces scélérats ayant été arrêté & convaincu, fut pendu à Londres & sa tête envoyée à Calais, pour y être mise sur une des portes de la Ville.

Quoi-

Quoique l'injustice qu'on avoit faite au Comte de la Marche fût manifeste, elle pouvoit pourtant être en quelque manière colorée par le prétexte de récompenser Henri, du grand service qu'il venoit de rendre à l'Etat. Si cette récompense se fût bornée à sa seule personne, peut-être n'auroit-il pas paru fort étrange, qu'en un cas si extraordinaire, on eût passé par-dessus les Loix, en faveur d'un Prince qui s'étoit si librement exposé pour le Public. Mais en semblables conjonctures, il est bien difficile de se tenir dans les bornes de l'équité. Le Parlement ne se contentant pas d'avoir adjugé à Henri la Couronne qu'il avoit ôtée à Richard, voulut encore l'assurer à ses Descendans. Pour cet effet, il passa un Acte qui établissoit la Succession du Trône dans la Maison de Lencastré : premièrement dans la personne du Prince de Galles fils-aîné du Roi, & de sa postérité, ensuite dans ses trois freres & leurs descendans.

Une affaire très-importante restoit encore, sur laquelle le Roi souhaita d'avoir l'avis du Parlement, avant qu'il se séparât. La Chambre des Communes n'étant pas contente de la simple déposition de Richard, sur une procédure fort irrégulière, vouloit qu'on lui fît son procès dans les formes, & l'avoit demandé au Roi par une Adresse. C'étoit donc pour sçavoir ce qu'on devoit faire de ce Prince, que le Roi souhaitoit d'avoir l'avis des deux Chambres. L'Archevêque de Cantorbéri, qui étoit chargé de ses ordres, en fit la première ouverture, après avoir exigé de tous les Membres du Parlement, un serment de garder le secret, sur ce qu'il avoit à leur proposer. On peut bien juger que Richard n'avoit pas beaucoup d'amis dans cette Assemblée, & que si quelques-uns n'approuvoient pas ce qui avoit été fait contre lui, ils étoient trop intimidés pour oser ouvrir la bouche en sa faveur. Il se trouva néanmoins un homme assez hardi, pour oser dire publiquement, ce que d'autres se contentoient de penser. Ce fut Thomas Mercks Evêque de Carlisle, qui, sans s'arrêter aux raisons qui pouvoient l'obliger comme les autres amis de Richard, à garder le silence, fit un long Discours sur ce sujet, où il allégua tout ce qui se pouvoit dire de plus plausible, en faveur du Roi déposé, & contre le Roi regnant.

Ce Prélat entreprit de prouver trois choses. La première, qu'il n'y avoit point d'autorité qui pût légitimement déposer un Roi d'Angleterre. La seconde, que les crimes dont Richard étoit accusé ne méritoient pas qu'on le déposât, & que d'ailleurs, ils n'avoient pas été prouvez. La troisième, que c'étoit injustement qu'on avoit adjugé la Couronne au Duc de Lencastré.

Il s'étendit beaucoup sur la première, en faisant remarquer l'extrême différence qu'il y avoit entre les diverses sortes de Gouvernement établis dans le monde. Il avoia qu'il s'en trouvoit où le Chef pouvoit être déposé, parce que l'autorité Souveraine ne résidoit pas dans sa seule personne, que le Peuple, ou les Grands y avoient part. Dans ce rang, il mit les Républiques, l'ancien Empire de Rome, celui d'Allemagne, les Royaumes de Suède & de Dannemarck, le Comté de Flandres, & quelques autres Etats. Mais il soutint qu'il en étoit autrement dans les Gouvernemens où l'autorité Souveraine résidoit dans la seule personne du Prince. Il rangea dans cette classe le Royaume d'Israël, parmi les anciens, avec les trois premiers Empires, & parmi les modernes l'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Ecosse, la Moscovie, la Turquie, la Perse, & généralement tous les Royaumes d'Asie & d'Afrique. A l'égard

HENRI IV.
1399.
La Succession à la Couronne est établie dans la Maison de Lencastré.

Le Roi fait délibérer dans le Parlement sur ce qu'on doit faire de Richard II.

Discours de l'Evêque de Carlisle en faveur de Richard.

HENRI IV.
1399.

l'égard de ceux-ci, il avança que quand même les vices d'un Souverain seroient non seulement domageables, mais encore intolérables à ses Sujets, il ne pouvoit être légitimement déposé, de quelque raison qu'on voulût appuyer ce prétendu droit : Qu'on ne pouvoit employer la force, sans tomber dans le crime de rebellion, & de léze Majesté, & moins encore l'autorité, puisqu'il n'y avoit dans l'Etat aucune autorité légitime, qui ne dérivât de lui. Il produisit sur ce sujet, des preuves & des préjuges tirez de l'Ecriture Sainte, & des Auteurs prophanes, qu'on ne sçauroit rapporter en détail sans s'engager dans une excessive longueur.

Sur la seconde Proposition, il dit hardiment, que les crimes pour lesquels on avoit déposé Richard, étoient ou faux, ou exagérés : Qu'à la vérité, ce Prince pouvoit être tombé dans quelques erreurs ou négligences, mais qu'on ne pouvoit pas qualifier ses fautes de Tyrannies : Que si celles dont il pouvoit s'être rendu coupable fournissent un juste sujet de le déposer, on ne verroit dans le monde que Souverains traités de Tyrans, & déposés par leurs Sujets : Qu'un Subside levé, la condamnation d'un Rebelle, & enfin, tout ce qui ne feroit pas au goût du Peuple, fourniroit un prétexte de détrôner le Roi le plus légitimement établi. Il passa d'autant plus légèrement sur les preuves de cette seconde Proposition, que le Parlement même sembloit avoir révoqué en doute la vérité des accusations portées contre Richard, puisqu'il n'avoit fait aucune démarche pour les prouver d'une manière juridique. Pour le dire en passant, il y a beaucoup d'apparence que c'étoit pour la crainte de ce reproche, que les Communes souhaitoient qu'on fit le procès en forme au Roi déposé. Sur le troisième Article le Prélat soutint, que, même en supposant Richard coupable, & en attribuant à la Nation un pouvoir légitime de le déposer, il n'y avoit pas eu la moindre couleur de justice, à donner la Couronne au Duc de Lencastre. Que si ce Prince étoit le vrai Héritier de Richard, comme il le prétendoit, il devoit attendre sa mort, pour recueillir l'héritage. Mais que personne n'ignoroit, qu'il y avoit un plus prochain Héritier dont le pere avoit été déclaré Successeur de Richard par un Acte de Parlement. Quant au droit que Henri prétendoit tirer d'Edmond le Bossu fils de Henri III. l'Evêque dédaigna d'y répondre, disant qu'il étoit bien certain, que les gens sensés avoient honte de voir ce droit appuyé sur un fondement si frivole.

Après cela, l'Orateur passa à l'examen des deux autres titres contenus dans la Proclamation du Roi, sçavoir la Conquête, & la Résignation de Richard. Sur le premier, il dit, qu'un Sujet ne pouvoit jamais prétendre au droit de conquête contre son Souverain, puisque la victoire même étoit un crime odieux de léze Majesté. Quant à la Résignation, il dit que non seulement elle avoit été extorquée, mais que, quand même elle auroit été volontaire, elle ne pouvoit être d'aucune vertu : Qu'en l'état où Richard se trouvoit alors, il n'étoit pas en son pouvoir de faire aucun Acte valable : Que d'ailleurs les Loix n'accordant point à un Roi la liberté d'aliéner les joyaux de sa Couronne, lui défendoient sans doute, à plus forte raison, celle d'aliéner la Couronne même (1). Ensuite, il parla du consentement général du Peuple, quoique Henri n'eût pas jugé à propos de s'appuyer sur ce sujet, que le Royaume d'Angleterre

(1) Si un Roi étoit sujet aux Loix, par rapport à l'aliénation des joyaux de la Couronne, pourquoi non à d'autres égards ?

gleterre n'ayant jamais été électif, il étoit ridicule d'attribuer au Peuple le droit de disposer de la Couronne. Enfin il répondit à l'objection qu'on pouvoit tirer de la déposition d'Edouïard II. que les gens sages devoient se conduire par les Loix & non pas par des exemples & des préjugés. Qu'en tout cas, celui-ci n'auroit pas plus de force, qu'en auroit celui d'un Prince assassiné ou empoisonné par ses sujets. Mais que même dans la déposition d'Edouïard II. on avoit pris soin de conserver les droits du légitime Successeur.

HENRI IV.
1329.

Ce que ce Prélat avoit dit jusque là, pouvoit passer pour des raisons de douter, si l'on avoit pu légitimement déposer Richard II. Tout au plus, on pouvoit le regarder comme le sentiment particulier de celui qui parloit sur la thèse en question. Mais sur la fin de son discours il s'emporta d'un étrange manière contre Henri, & donna des marques d'une passion qui fit beaucoup de tort aux raisons qu'il avoit alléguées. Il dit qu'il étoit à craindre que le Peuple d'Angleterre ne se trouvât bien-tôt dans le cas des Grenouilles d'Esoppe, & ajouta hardiment, que, tandis que Richard seroit en vie, les Anglois ne pouvoient avec justice reconnoître d'autre Souverain que lui. Enfin, il soutint, que celui auquel on donnoit le titre de Roi, avoit commis des crimes bien plus atroces que ceux pour lesquels Richard avoit été déposé : Qu'il étoit rentré dans le Royaume contre son serment, après en avoir été banni, & sans y être légitimement rappelé : Que ne s'étant pas contenté de troubler le repos public, par un soulèvement injuste & criminel contre son Souverain, il l'avoit encore dépouillé : Qu'ensuite, il avoit demandé qu'on procédât à un Jugement contre lui, sans offrir de prouver son accusation, & sans permettre qu'on ouït l'accusé dans ses défenses, contre les Loix les plus expressees du Royaume. Il finit en disant que si l'injustice faite à Richard n'étoit pas capable d'émouvoir les cœurs des Anglois, du moins le danger commun & manifeste où l'on se jettoit, devoit arrêter le cours de ces violentes procédures.

Ce discours ne produisit pas l'effet que l'Orateur s'en étoit promis. Il étoit tellement hors de saison, que quand même le plus grand nombre auroit été du même sentiment, il étoit comme impossible de retracter ce qui avoit été fait. Mais la plupart des Membres persistoient dans les mêmes principes qu'ils avoient suivis lorsque Richard avoit été déposé. Aussi le Prélat ne retira-t-il d'autre fruit de sa Harangue, que d'être envoyé en prison dans l'Abbaye de S. Alban, d'où pourtant il fut relâché peu de tems après, sans souffrir d'autre punition.

L'Evêque
de Carlisle
est envoyé
en prison.

L'avis de l'Evêque de Carlisle ayant été rejeté d'une commune voix, le Parlement prit, au sujet de Richard, une résolution qui paroît si extraordinaire, qu'il y a quelque lieu de soupçonner que l'Histoire est défectueuse en cet endroit. Quoiqu'il en soit tous les Historiens conviennent, qu'il fut résolu, que Richard seroit détenu en prison tout le reste de sa vie, & entretenu à la manière d'un grand Prince : mais que si quelqu'un faisoit des efforts pour le délivrer, Richard lui-même seroit mis à mort le premier. Si cela est, on ne peut disconvenir, qu'il n'ait été véritablement condamné à mort, puisqu'on ne lui accordoit la vie, que sous une condition qui ne dépendoit pas de lui. D'ailleurs une pareille condition ne peut être ajoutée à la Sentence d'un criminel, qu'en supposant qu'il est déjà condamné.

Jugement
extraordi-
naire donné
contre Ri-
chard.

C'en est pas à moi à décider jusqu'à quel degré peuvent s'étendre les droits

Remarques

HENRI IV.
1399.
sur ce Jugement.

du Parlement, à l'égard de la personne du Roi. J'observerai seulement, que voici le second exemple d'un Roi d'Angleterre déposé, sans avoir été ouï dans ses défenses, & sans qu'on ait observé à son égard les formalitez ordinaires, prescrites par les Loix dans le Jugement du moindre Sujet. Le Parlement qui déposa Edouard II. se contenta d'ordonner que ce Prince seroit gardé sûrement tout le reste de sa vie. Mais celui-ci ajoute à la déposition de Richard, une Sentence de mort: car on ne peut regarder autrement la condition sous laquelle il lui fait grace de la vie. Remarquons encore, qu'un des principaux chefs d'accusation contre ce Prince étoit d'avoir fait mourir le Duc de Gloucester son oncle sans un Jugement préalable. Cependant ce même Parlement le condamne, sans l'avoir ouï dans ses défenses, sur un simple aveu que ce Prince Prisonnier fait, non qu'il est coupable des crimes particuliers dont on l'accuse, mais qu'il se trouve lui-même indigne de porter la Couronne. Il ne se contente pas de le dépouiller de sa Dignité, il ordonne encore qu'il sera détenu dans une prison perpétuelle. Que dis-je: il le condamne véritablement à mort, puisqu'en paroissant lui faire grace de la vie, il y ajoute une condition qui vraisemblablement devoit bien-tôt la lui faire perdre. Si dans la lecture du Regne de Richard II. on n'a pu s'empêcher de détester les principes du Parlement de Shrewsbury, qui tendoient à faire dépendre la fortune, l'honneur, & la vie des Sujets, de la volonté du Roi, que doit-on penser de celui-ci? Par un excès contraire, il met l'honneur & la vie du Roi même, entre les mains de ses Sujets, & refuse au Souverain, la jouissance d'un privilège, auquel il n'y a point de Sujet Anglois qui n'ait un juste droit de prétendre. Les exemples que ces deux Parlemens ont fournis, font voir manifestement, que le Gouvernement d'Angleterre ne pourra jamais prétendre à ce degré de perfection que quelques-uns veulent lui attribuer, jusqu'à ce qu'on soit convenu des bornes qui doivent être prescrites à l'une & à l'autre Puissance, je veux dire, au Roi & au Parlement.

Le Roi fait
assurer le
Clergé de sa
protection.

Il promet
de faire ses
efforts pour
détruire
l'Hérésie.

Pendant que les deux Chambres agissoient en commun, & avec une égale ardeur, pour les intérêts du Prince à qui elles avoient donné la Couronne, le Synode, ou la Convocation, tenoit ses Séances dans l'Eglise de Saint Paul. Comme le Roi jugeoit bien, que, pour se maintenir sur le Trône, il étoit absolument nécessaire de mettre le Clergé dans ses intérêts, il y envoya les Comtes de Northumberland & de Westmorland, pour l'assurer de sa Protection. Ces Seigneurs ayant été admis dans l'Assemblée, dirent qu'ils venoient de la part du Roi, non pour demander de l'argent, comme c'étoit la coutume sous le dernier Regne, mais pour informer le Clergé de la résolution que le Roi avoit prise de le maintenir dans ses privilèges & immunités. Ils ajoutèrent, qu'ils avoient ordre d'assurer la *Convocation*, que le Roi étoit prêt à concourir avec elle dans tous les moyens qui seroient jugés propres à exterminer l'Hérésie, & à punir les Hérétiques obstinez. Ils finirent en requérant le Clergé, d'adresser ses prières au Ciel pour la prospérité du Roi & du Royaume. Rien n'étoit plus capable de concilier au Roi l'affection des Ecclesiastiques que l'engagement qu'il prenoit à l'égard de l'Hérésie. Le nombre des Lollards qui augmentoit chaque jour, donnoit au Clergé un juste sujet de craindre, qu'on ne procédât enfin à une réformation qui ne pouvoit que lui être préjudiciable, par rapport à ses intérêts temporels. Aussi les assurances que

que le Roi donnoit au Synode, furent-elles reçues avec de grands témoignages de satisfaction & de reconnaissance. HENRI IV.
1399.

Quelques jours après, le Parlement ayant terminé les affaires principales à la satisfaction du Roi, & comme il sembloit, avec l'approbation de tout le Royaume, fut dissous, selon la coutume. Les prorogations n'étoient pas alors si fréquentes comme elles l'ont été depuis. Le Parlement est dissous.

Pendant toute cette Séance, Henri n'avoit pas beaucoup fait d'attention aux affaires du dehors. Celles du dedans lui paroissoient d'une toute autre importance, puisqu'il s'agissoit d'affermir une révolution qui lui avoit procuré la Couronne. Dès qu'il se vit libre de ces premiers soins, il pensa aux moyens de justifier envers les autres Souverains, les changemens qui venoient d'être faits en Angleterre. La déposition d'un Roi étant un événement odieux en lui-même, & qui semble intéresser tous les Princes, il n'est pas facile de leur persuader qu'un Peuple ait eu d'assez fortes raisons d'employer un remède si violent pour se délivrer de la Tyrannie. Par cette considération, Henri dépêcha des Ambassadeurs dans les principales Cours de l'Europe, pour tâcher d'y faire regarder sous une face avantageuse, la déposition de Richard, & sa propre élévation. Il avoit principalement intérêt de ménager la Cour de France, comme la seule dont il eut à craindre le ressentiment. Il n'ignoroit pas que Charles VI. avoit formé le dessein de venger l'injure faite à son Gendre, & que la maladie, où il étoit retombé en apprenant cette nouvelle, avoit empêché qu'il ne rompît à l'instant la Trêve de 28. ans qu'il avoit faite avec l'Angleterre. Henri choisit pour cette Ambassade, l'Evêque de Durham & le Comte de Worcester, auxquels il donna pour instruction, de proposer une Ligue & une Alliance perpétuelle entre les deux Couronnes. De plus, il leur ordonna de faire des ouvertures pour deux Mariages, afin de serrer d'autant mieux les liens de cette Alliance. Le premier dont il avoit formé le projet, étoit entre Henri son fils-aîné, & une des filles du Roi de France, ou de quelque'un de ses Oncles: le second entre sa propre fille, & un des fils du même Roi, ou de quelque'un de ses plus proches Parens. Ces Ambassadeurs furent reçus en France assez froidement: mais comme ils avoient ordre de ne mettre point d'obstacle à leur négociation par trop de hauteur, ils prirent patience jusqu'à ce que le premier feu des François fut passé. Henri envoie des Ambassadeurs en diverses Cours.

Propositions qu'il fait faire à la Cour de France.

Art. Publ. T. VII. p. 108.

Ses Ambassadeurs y sont mal reçus.

Disposition des autres Cours.

A l'égard des autres Cours de l'Europe, Henri n'avoit pas les mêmes ménagemens à garder. L'Empereur *Wenceslas* qui regnoit encore, étoit un Prince que le vin avoit rendu comme stupide, & qui, de même que les autres Princes d'Allemagne, se mettoit peu en peine de ce qui se passoit en Angleterre. Pour ce qui regardoit les Rois de Castille & de Portugal, ils gaignoient plus qu'ils ne perdoient par la révolution qui avoit mis leur Beau-frère sur le Trône. Ainsi, il n'eurent pas beaucoup de peine à l'approuver, ou de moins, à en faire le semblant.

Les Gascons sont prêts à se révolter.

Mais une autre affaire plus importante caufoit beaucoup inquiétude au nouveau Roi. La Guyenne étoit sur le point de se révolter. Déjà même les Gascons parloient ouvertement de se donner à la France. La Ville de Bourdeaux, où Richard étoit né, étoit celle qui donnoit le branle à toute la Province, poussée par l'affection qu'elle avoit pour ce malheureux Prince, dont elle déplorait l'infortune. D'un autre côté, la Cour de France, attentive à

HENRI IV.
1399.

Ils sont
apaisés.

Les Ecof-
fois s'em-
parent du
Château de
Werck.

Henri en-
voye une
Ambassade
en Ecosse.
*Art. Publ. T.
VIII. p. 113.*

L'affaire est
mise en né-
gociation.

Henri
prend des
précautions
pour se con-
cilier l'af-
fection de
ses Sujets.

Il fait brû-
ler les pro-
messes que
Richard s'é-
toit fait
donner.

profiter de ces dispositions , avoit envoyé le Duc de Bourbon en Guyenne , pour y fomenter ces mécontentemens. Le fameux *Robert Knolles* , qui étoit alors Gouverneur de cette Province , & qui n'étoit pas moins recommandable par sa prudence que par sa valeur , eut bien de la peine à réprimer l'esprit de révolte qui s'étoit emparé des Galcons. Peut-être même n'en seroit-il pas venu à bout , s'il n'eût été promptement assisté du Comte de Worcester , qui se trouvant en Ambassade à Paris , accourut en toute diligence à Bourdeaux. La modération & la sage conduite de ces deux Seigneurs , firent ce que la force auroit eu bien de la peine à exécuter , & enfin , ils eurent la satisfaction de voir ces mouvemens apaisés.

Henri avoit encore sur les bras une autre affaire qui ne l'inquiétoit pas moins. Comme il sçavoit bien que , parmi toutes les acclamations dont on le flatoit , il ne pouvoit se faire que la révolution qui venoit d'arriver n'eût fait beaucoup de mécontents , il avoit intérêt de conserver la Paix avec ses voisins. C'étoit aussi ce qu'il s'étoit proposé , de peur qu'une Guerre étrangère occupant ses forces hors du Royaume , il ne se trouvât dénué s'il y arrivoit quelque soudain soulèvement. D'ailleurs , une Guerre l'auroit engagé à demander des secours à son Parlement , ce qu'il vouloit éviter , jusqu'à ce que sa domination fût mieux affermie. Ces considérations firent , qu'il ne pût apprendre sans un extrême chagrin , que les Ecoissois ayant rompu la Trêve s'étoient emparés du Château de *Werck*. Il crut pourtant devoir dissimuler cette insulte , jusqu'à ce qu'il fût mieux en état de s'en venger. Mais de peur que cette dissimulation ne rendît le Roi d'Ecosse plus hardi , il lui envoya des Ambassadeurs pour lui demander réparation de cet attentat. Cependant , comme les Ecoissois se plaignoient aussi de leur côté , de quelque infraction de la part des Anglois , il se servit de ce prétexte pour demander que la Trêve fût confirmée , en réparant réciproquement les torts que les deux Nations pouvoient s'être faits. Lorsque Robert avoit rompu la Trêve , il avoit cru que la France agiroit aussi de son côté , & que la déposition de Richard causeroit , en Angleterre , des troubles dont il avoit dessein de profiter. Mais ayant vu que la France demeuroit tranquille , & qu'en Angleterre il n'y avoit pas la moindre apparence de mouvement , il ne crut pas devoir pousser plus loin son entreprise. Ainsi , sans se faire trop solliciter , il consentit que les affaires qu'il avoit avec Henri fussent mises en négociation.

Les affaires du dehors étant ainsi en assez bon train , Henri s'occupa principalement , à ce qui pouvoit contribuer à le maintenir sur le Trône. Deux choses étoient absolument nécessaires pour cela. La première , de conserver l'affection que le Peuple lui avoit jusqu'alors témoignée. La seconde , de garder si bien Richard , qu'il ne lui fût pas possible d'échaper. Quant à la première , il affecta de se rendre populaire , de témoigner en toutes occasions , qu'il avoit en horreur le gouvernement tyrannique de son Prédécesseur , & qu'il prenoit à cœur les intérêts de son Peuple , plus que les siens propres. Ce fut dans cette vue , qu'il ordonna qu'on portât à la Chancellerie , pour y être brûlés publiquement , tous les blanc-signeux que Richard avoit extorqués des habitans de Londres , & des dix-sept Provinces qu'il avoit fait condamner. Ces Promesses en blanc , qu'on appelloit *Ragmans* , avoient été remplies , non seulement des sommes qu'il avoit plu à ce Prince d'exiger de ceux qui les avoient

signées,

signées, mais encore d'un engagement d'observer, sous certaines peines, les Statuts de Shrewsbury, & tout ce qui avoit été fait en conséquence. En faisant brûler ces Ecrits, Henri vouloit insinuer au Peuple, qu'il n'avoit pas intention de profiter de ces engagemens extorquez, moins encore de se servir lui-même de semblables moyens pour remplir ses Coffres.

HENRI IV.
1399.

A l'égard du Roi déposé, il ne crut pas devoir le garder plus long-tems dans la Tour de Londres, de peur qu'il n'excitât la pitié dans les cœurs des habitants de cette Ville, & il le fit conduire au Château de *Leeds*, dans la Province de Kent. Quelque tems après, craignant encore que ce Prince étant si proche de Londres, ne donnât trop d'occasions de parler du lui, il le fit renfermer dans le Château de Pontfract du côté du Nord.

Il fait en-
fermer Ri-
chard à Pont-
fract.

Au mois de Novembre de cette même année, Jean le vaillant, Duc de Bretagne, finit sa vie dans sa Ville Capitale. Il avoit épousé en premières nœces, une fille d'Edouard III. de laquelle il n'avoit point eu d'enfans. De son second Mariage avec Jeanne de Navarre, il laissa trois fils, dont Jean l'aîné lui succéda, sous la tutelle du Duc de Bourgogne & d'Olivier de Clifton.

Mort du
Duc de Bre-
tagne.

C'est de cette manière, que se passèrent les trois premiers mois du regne de Henri dans un calme trompeur, qui fut suivi de violentes tempêtes. Il a été nécessaire de s'étendre un peu sur les premiers événemens de ce Regne, parce qu'ils servent de fondement à toute la suite.

L'année 1400. commença par une conspiration contre le Roi dont ce Prince ne fut délivré que par une espèce de miracle. Il y a quelque diversité parmi les Historiens, touchant le premier Auteur de ce complot qu'on attribue communément à l'Abbé de Westminster. Cependant, il y a plus d'apparence, que cet Abbé n'étoit que l'Agent des Seigneurs qui s'engagèrent dans la conspiration, & qu'il ne fit que prêter sa maison pour leurs assemblées. Peut-être l'employa-t-on à sonder les inclinations de plusieurs personnes, selon qu'il étoit dirigé par des gens plus puissans que lui. Quoiqu'il en soit, on demeure d'accord que ce fut dans sa maison, que se forma ce complot dans lequel entrèrent comme Chefs, les Ducs d'Albemarle, de Surrey, & d'Exceter, les Comtes de Gloucester & de Salisbury, l'Evêque de Carlisle & le Chevalier Thomas Blunt. Tous ces Seigneurs avoient été bien avant dans les bonnes grâces de Richard II. & c'étoient ceux-là même à qui le Roi avoit laissé leurs titres & leurs biens que le Parlement avoit voulu leur ôter. Entre ces conjurez, le Duc d'Albemarle étoit son Cousin germain, & le Duc d'Exceter son Beau-frere. Malgré ces liaisons, & les grâces qu'ils avoient tous reçues du Roi, ils résolurent de l'assassiner, & de remettre Richard sur le Trône. L'affection que ce malheureux Prince leur avoit témoignée, le désir de se venger de la flétrissure qu'ils avoient reçue depuis peu, & dont ils regardoient le Roi comme le premier Auteur, & peut-être la crainte que le pardon qui leur avoit été accordé ne fût pas sincère, concoururent ensemble à leur faire prendre cette furieuse résolution. Ils avoient engagé dans leur complot un Domestique de Richard nommé *Magdalen*, qui ressembloit si parfaitement à ce Prince, que plusieurs y pouvoient être trompez. Le résultat de leurs délibérations fut, que le Duc d'Exceter & le Comte de Salisbury feindroient de s'être fait mutuellement un défi pour un *Fait d'armes*, comme on parloit alors, qui devoit s'exécuter dans Oxford: qu'ils prieroient le Roi d'honorer cette

1400.
Conspira-
tion contre
le Roi.

Chefs de la
Conspira-
tion.

Ils mettent
en avant un
faux Ri-
chard.

HENRI IV.
1400.

Ils font un
Mémoire &
le signent.

La Conspi-
ration est
découverte.

action de sa présence, & que, pendant qu'il y seroit attentif, on prendroit occasion de l'assassiner. Afin que chacun pût être parfaitement instruit du rôle qu'il devoit jouer dans cette tragédie, ils prirent soin de mettre tout par écrit, dans un grand détail. Ensuite, ils en firent six copies signées de leurs noms, & scellées de leurs cachets, dont chacun des principaux intéressés en garda une. Suivant ce complot, le Duc d'Excéter alla trouver le Roi qui étoit alors à Windsor, & lui fit la prière dont on étoit convenu. Le Roi ne se défiant point d'un Beau-frère auquel il venoit de donner des marques signalées de faveur & de bien-veillance, promit de se rendre à Oxford, au jour marqué. Ainsi les conjurez contents du premier succès de leur entreprise, allèrent se préparer pour l'exécuter.

Sous prétexte de l'éclat & de la magnificence qu'on affectoit ordinairement dans ces sortes d'actions, les Seigneurs conjurez se rendirent à Oxford avec une nombreuse suite de Domestiques armés, & de plusieurs autres gens qui feignoient de n'y être attirés que par un motif de curiosité. Le Duc d'Albemarle fut le seul qui manqua au rendez-vous. Il avoit voulu auparavant, aller visiter le Duc d'Yorck son Père, qui se tenoit dans sa maison de Langley, non pas pour lui communiquer le complot, mais pour d'autres affaires qu'il avoit avec lui. Pendant qu'il étoit à table, le Duc d'Yorck ayant vu paroître un papier dans le sein de son fils, lui demanda ce que c'étoit. Le fils troublé de cette demande imprévue, lui répondit, sans pouvoir pourtant cacher son émotion, que ce papier ne contenoit que des choses peu importantes. Mais soit que le vieux Duc eût eu quelque information confuse de la conspiration, ou que le trouble de son fils lui inspirât de la curiosité, il lui arracha ce papier du sein. C'étoit une des six copies que les conjurez avoient faites. Sa surprise fut extrême en voyant dans cet Ecrit tout le détail du complot. Il en fit à son fils des reproches d'autant plus justes, qu'outre la noirceur du crime, il n'avoit pas craint d'exposer son propre Père qui s'étoit rendu caution de sa conduite. Mais ces reproches n'étant pas capables de remédier au mal, il résolut de le prévenir en instruisant le Roi de ce qui étoit venu à sa connoissance. Pour cet effet, il ordonna sur le champ qu'on sellât ses chevaux, dans le dessein d'aller lui-même à Windsor, porter ce papier au Roi. Le jeune Duc se voyant perdu sans ressource, si le Roi étoit instruit de la conjuration par un autre que par lui-même, résolut de prévenir le Duc son Père. Comme il étoit plus en état que lui de faire cette course, il prit un chemin détourné & se rendit à toute bride à Windsor. En arrivant il se jeta aux pieds du Roi, & lui communiqua ce qui avoit été projeté contre lui. Henri étoit si éloigné de penser que le Duc d'Excéter & les autres conjurez, eussent conspiré de lui ôter la vie, qu'il crut d'abord que le Duc d'Albemarle avoit inventé cette accusation pour les perdre. Il lui dit que si la chose étoit vraie, il vouloit bien lui pardonner en faveur de sa repentance : mais que si c'étoit une accusation malicieuse, il n'y auroit point de grace pour lui. Le Duc d'Yorck qui arriva bien-tôt après, le tira de ce doute, en lui remettant le Papier qu'il avoit arraché à son fils. Après une preuve si convainquante, le Roi ne pouvant plus douter de la vérité, rompit son voyage d'Oxford où il devoit se rendre le lendemain. Cependant il résolut de demeurer à Windsor, pour voir quel parti les Conjurez prenoient, quand ils verroient leur coup manqué.

Pen-

Pendant ce tems-là , ces Seigneurs étoient à Oxford dans une extrême inquiétude , parce que le Duc d'Albemarle n'y étoit pas encore arrivé. Ils avoient déjà envoyé chez lui pour apprendre la cause de son retardement , & on leur avoit répondu qu'il étoit parti pour se rendre à Oxford : mais qu'il avoit pris le chemin de Langley , à dessein d'y voir le Duc son Pere. Cette visite ayant commencé à leur donner quelque soupçon , leur embarras devint encore plus grand , quand ils apprirent que le Roi n'avoit pas dessein de se rendre à Oxford , & qu'il avoit vu les Ducs d'Yorck & d'Albemarle. Alors ne doutant plus qu'ils ne fussent découverts , ils résolurent d'exécuter par la force ce qu'ils n'avoient pu faire par d'autres moyens. Suivant cette résolution ils revêtirent *Magdalen* , d'habits Royaux , & publièrent que c'étoit Richard qui s'étant sauvé de sa prison , étoit venu implorer l'assistance de ses bons Sujets.

HENRI IV.
1400.
Embarras
des Conju-
rez.

Ils se déter-
minent à
prendre les
armes.
Ils publient
que Richard
est avec eux.

La promptitude , avec laquelle le Peuple courut se ranger sous les drapeaux de ce prétendu Roi , fit bien voir que tout le monde n'avoit pas approuvé la déposition de Richard , bien que le Parlement eût agi au nom de toute la Nation. Aussi n'y a-t'il rien sur quoi on puisse plus aisément se tromper , qu'en jugeant des sentimens du Peuple par ceux des Députés qui les représentent. La raison en est , que ces Députés délibérant sur des matières qui leur sont proposées , sans avoir reçu aucunes instructions de leurs Commettans , leurs opinions ne peuvent être regardées que comme des opinions particulières , quoi qu'elles aient la force de lier le Peuple. C'est par cette raison que le peuple appelle quelquefois à la force des armes , des décisions des Parlemens , quand il croit qu'elles lui sont préjudiciables. C'est ce qu'on a vu arriver plusieurs fois , mais particulièrement sous le Regne de Henri IV. Quoi que Richard eût été déposé par le Parlement , il parut en diverses occasions , que le Peuple n'avoit acquiescé que par une pure contrainte à cette condamnation , puisque non seulement dans le tems dont nous parlons , mais en d'autres occasions , il fut toujours prompt à courir après un Fantôme de Richard qu'on lui présentait.

Le Peuple
accourt au
service du
prétendu
Richard.

En très-peu de tems , les Seigneurs Conjurez se trouvèrent à la tête d'une armée si formidable , qu'ils se crurent en état d'aller enlever le Roi à Windsor. On prétend qu'en deux ou trois jours , leur armée se trouva de quarante mille hommes. Avec ces nombreuses troupes ils se mirent en marche vers Windsor qui n'est éloigné d'Oxford que d'environ dix lieues , & y arrivèrent à la pointe du jour , pleins d'espérance d'y surprendre le Roi. Effectivement , ce Prince ne s'étant pas imaginé qu'ils pussent être si-tôt en état d'exécuter une pareille entreprise , étoit demeuré à Windsor jusqu'à cette même nuit , & n'en étoit parti que peu d'heures avant qu'ils y arrivassent. Sa retraite leur ayant fait manquer leur coup , ils se trouvèrent dans un très-grand embarras. Les uns vouloient qu'on marchât droit à Londres , avant que le Roi eût le tems de s'assurer de cette Capitale. D'autres soutenoient qu'il falloit aller à Pontfract pour délivrer Richard , & le mettre à leur tête. Cette diversité d'avis leur fit perdre à délibérer , le tems qu'ils auroient dû employer à l'exécution. Ainsi , le Roi eut le loisir de se préparer , & d'assembler une armée de vingt mille hommes. Comme il ne doutoit pas que les Mécontents ne prissent le chemin de Londres , il alla les attendre sur la

bruyère

HENRI IV.
1400.
La fermeté
du Roi lui
est avanta-
geuse.

Les Conju-
rez n'osent
risquer une
Bataille.

Ils se reti-
rent.

Ils vont
camper à
Cirencester.
Les quatre
Chefs lo-
gent dans
la Ville, &
sont attra-
quez par le
Maire.
Aff. Publ.
T. VIII. p.
89. 90.

Deux d'en-
tre eux sont
pris & déca-
pitez.
Les deux
autres se
sauvent, &
trouvent
leur armée
dispersée.

bruyère de *Honslow*, dans l'espérance que son armée augmenteroit tous les jours. En tout cas, il étoit résolu, quoi qu'inferieur de beaucoup, de hasarder une Bataille. Cette résolution inspira du courage à ses troupes, & leur fit croire que les Mécontents n'étoient pas si formidables que le bruit public les faisoit. Elle fit aussi que plusieurs, voyant que, sans se déconcerter, le Roi marchoit droit à ses ennemis, allèrent le joindre pour se faire un mérite de leur diligence. C'est ce qu'ils n'auroient pas fait sans doute, si, en cette occasion, il eût donné des marques de crainte ou de défiance. En semblables occasions, la plus grande partie du Peuple, sans examiner le droit ni la justice, se déclare ordinairement pour le parti qui a le plus d'apparence de réussir.

Cependant, les Conjurez voyant le Roi en état de leur faire tête, n'osèrent se mesurer avec lui; soit par un effet de leur peu de capacité, ou par la crainte de se voir abandonnez par leur armée, si elle venoit à découvrir la fourbe dont on s'étoit servi pour la séduire, ils ne songèrent qu'à éviter le combat. Au lieu de prendre le chemin de Londres pour rencontrer le Roi, ils se détournèrent du côté de *Reading*, & campèrent ensuite près de *Colebrook*, où la jeune Reine Isabelle faisoit son séjour. Ce fut là qu'ils résolurent de faire quitter à *Magdalen* le personnage qu'il avoit joué jusqu'alors, trouvant plus à propos de faire courir le bruit que Richard étoit dans la Province d'*Yorck*, à la tête de cent mille hommes. Non seulement leur dessein étoit d'éviter le Roi, mais, selon les apparences, de s'approcher du País de Galles, d'où ils espéroient de tirer du secours, à cause que Richard y étoit fort aimé. Quoiqu'il en soit, étant allez camper aux portes de *Cirencester* (1), les Généraux prirent leur logement dans la Ville, pendant que leur armée campoit dehors. Le Duc de *Surrey* & le Comte de *Salisbury* se logèrent dans un Cabaret, & le Duc d'*Excéter* avec le Comte de *Glocester* dans un autre. Leur peu d'expérience leur ayant fait négliger de mettre des Gardes aux portes de la Ville, pour s'en assurer, le Maire du lieu, homme de tête & de main, profita de ce défaut de précaution, pour rendre un grand service au Roi. Pendant la nuit, il rassembla secrètement quatre cens Bourgeois, & ayant fait fermer les portes, il partagea son monde en deux troupes, & fit attaquer à la fois les deux maisons où les quatre Généraux étoient logez. Quoique ces Seigneurs n'eussent avec eux que leurs Domestiques, ils se défendirent jusque bien avant dans la nuit. Pendant ce tems-là, un de leurs gens s'avisa de mettre le feu à une maison voisine, se persuadant, que les Bourgeois s'occuperoient à éteindre le feu, & que par-là leurs Maîtres trouveroient le moyen de se sauver; mais cette ruse fit un effet tout contraire. Le Peuple encore plus animé par cette action, fit de plus grands efforts qu'auparavant, & enfin força la maison que le Duc de *Surrey* & le Comte de *Salisbury* défendoient. Ces deux Seigneurs y ayant été fort blessés, furent sur le champ décapitez par ordre du Maire. D'un autre côté, le Duc d'*Excéter* & le Comte de *Glocester* se voyant hors d'état de résister plus long-tems avec le peu de monde qu'ils avoient, trouvèrent le moyen de se sauver par dessus les maisons, & de sortir de la Ville par le secours de quelqu'un des Habitans.

Leur

(1) On trouve dans les Actes Publics, que ce fut à *Cirencester*, & non pas à *Chichester*, comme quelques-uns l'ont dit.

Leur intention étoit de faire marcher l'armée contre les Bourgeois : mais en arrivant au camp , ils le trouvèrent abandonné. Le bruit que les Soldats avoient entendu , & le feu qu'ils avoient vû dans la Ville , leur ayant fait croire que l'armée du Roi y étoit entrée , ils avoient pris la fuite avec précipitation , saisis d'une terreur panique qui leur faisoit voir du danger où il n'y en avoit pas en effet. Ainsi les deux Seigneurs se voyant hors d'état d'exécuter leur dessein , se séparèrent pour pouvoir mieux se sauver. Mais ils eurent le malheur d'être arrêtés , & peu de tems après ils perdirent la tête sur un échafaut. Magdalen fut aussi pris en tâchant de se sauver en Ecosse , & condamné à être pendu. L'Abbé de Westminster s'étant aussi mis en fuite , fut saisi d'une frayeur si violente qu'il tomba dans une apoplexie dont il mourut. Pour ce qui regarde l'Evêque de Carlisle , il fut aussi arrêté & condamné à mort. Mais bien qu'en faveur de son caractère , le Roi lui eût accordé son pardon , il ne se trouva plus en état de jouir de ce bienfait , quand on lui en porta la nouvelle. La terreur du supplice auquel il avoit été condamné , avoit fait un tel effet sur lui , qu'elle lui causa la mort dans le tems que la Clémence agissoit sur l'esprit du Roi , pour lui sauver la vie.

HENRI IV.
1400.

Ils sont pris
& exécutés.

L'Abbé de
Westminster meurt.
L'Evêque
de Carlisle
est condam-
né & meurt
de peur.
Aff. Publ.
Tom. VIII.
p. 165.

Mort tragi-
que de Ri-
chard II.

Vrai-semblablement , le mauvais succès de cette entreprise hâta la fin de Richard. Il se trouve quelque diversité parmi les Historiens , touchant la manière de sa mort ; mais ils conviennent tous , quelle n'arriva pas naturellement. Quelques-uns ont dit , qu'on le fit mourir de faim. D'autres qui ont prétendu être mieux instruits , ont raconté sa mort avec ces circonstances. Après que les troubles , dont je viens de parler , eurent été apaisés , par la punition des principaux coupables , un Chevalier , nommé *Thomas Pierce* , se rendit à Pontfract accompagné de huit hommes. Le même jour de son arrivée , Richard s'aperçut qu'on ne faisoit point à sa table , l'essai des viandes , comme on l'avoit pratiqué jusqu'alors ; il en demanda la raison à celui qui étoit chargé de cet emploi , & sur ce que celui-ci lui dit que Pierce en avoit apporté l'ordre de la part du Roi , il prit un couteau de dessus la table & l'en frappa au visage. Pierce étant entré avec ses huit hommes , au bruit qu'il avoit entendu dans la Chambre , Richard comprit qu'il étoit perdu , & ayant pris sur le champ la résolution de vendre chèrement sa vie , il arracha une hache d'armes à un de ces hommes qui venoient d'entrer , se défendit avec tant de vigueur , qu'il en tua quatre. Mais enfin , s'étant trouvé par hazard tout proche de Pierce qui étoit monté sur une chaise , ce scélérat lui déchargea sur la tête un coup de massue , qui le fit tomber mort à ses pieds.

Ainsi finit ce malheureux Prince , âgé de trente-trois ans , dont il en avoit régné vingt-deux. Triste récompense de tant de grands services que le Prince son Pere avoit rendus à l'Angleterre ! Il fut porté à Londres dans un cercueil , ayant le visage découvert , afin que tout le monde pût le reconnoître. On lui fit , dans l'Eglise de Saint Paul , des funérailles auxquelles le Roi voulut assister. Cela fait , il fut porté dans l'Eglise de Langley où on l'inhuma , sans aucune cérémonie. Dans la suite , Henri V. le fit transférer dans l'Eglise de Westminster parmi ses Ancêtres. Quoique le bruit se fût répandu dans tout le Royaume , qu'il avoit été massacré , on n'en fit aucune recherche. Cette négligence confirma le Peuple dans la pensée que le Roi n'en étoit pas innocent. En effet , si la mort de Richard étoit arrivée naturellement , il au-

HENRI IV. roit été nécessaire de défabuser le Public. Mais si on lui avoit ôté la vie par violence, il étoit difficile qu'on eût pu le faire sans la participation du Roi.

1400.

Quoique Richard n'eût pas été aimé pendant qu'il avoit été assis sur le Trône, ses infortunes ne laissoient pas d'exciter la pitié de ce même Peuple qui avoit été si prompt à l'abandonner. Les malheurs, & particulièrement ceux des Princes ont cela de propre, qu'ils changent ordinairement la haine en compassion. On verra dans la suite de ce même Regne diverses preuves de cette vérité.

Act. Publ. T. VIII p. 123.

Les Auteurs Anglois prétendent que Charles VI. faisoit de grands préparatifs pour tâcher de rétablir Richard sur le Trône. Mais l'Histoire de France ne fait pas remarquer qu'on se donnât de grands mouvemens à la Cour pour cette entreprise. Il est vrai, qu'on trouve dans le Recueil des Actes Publics, divers ordres de Henri, qui ont relation aux préparatifs qu'on faisoit en France, pour envahir l'Angleterre. Mais ce pouvoit bien être un effet de la politique de ce Prince, qui vouloit par-là faire comprendre que la mort de Richard avoit été nécessaire. En effet, la Trêve de vingt-huit ans entre les deux Couronnes fut confirmée au mois de May de cette même année, & tous ces prétendus mouvemens de la France n'aboutirent qu'à une négociation pour retirer d'Angleterre la Reine Isabelle, avec laquelle Richard n'avoit pas consommé son Mariage. Ce n'étoit pas sans raison que Henri faisoit des efforts pour maintenir la Trêve avec la France. Il avoit avec le Roi d'Ecosse des affaires qui ne lui permettoient pas de transporter ses forces hors du Royaume. Voici le sujet de la rupture entre ces deux Princes.

La Trêve avec la France est confirmée.

Cause de la Guerre avec l'Ecosse.

Robert Stuart, Roi d'Ecosse, troisième de ce nom, avoit souhaité de marier le Prince David son fils-ainé, avec une fille de George Dumbar Comte de la Marche. Ce Seigneur se trouvant très-honoré de cette alliance, en reçut la proposition avec joye, & fournit même par avance une partie de la dot. Cependant peu de tems après, par des intrigues qui ne sont point de notre sujet, le Prince David épousa une fille du Comte de Douglas. Dumbar fut extrêmement mortifié de cet affront, auquel le Roi ajouta encore un autre sujet de mécontentement, en refusant ou en différant de rendre l'argent qu'il avoit reçu. Le désir de se venger, & de faire sentir au Roi qu'il méritoit d'être mieux ménagé, fit prendre à ce Seigneur la résolution de se jeter entre les bras du Roi d'Angleterre, & de faire ensuite tout le mal qu'il pourroit à ses ennemis. Pour cet effet, il communiqua son dessein au Comte de Northumberland Gouverneur des Provinces du Nord, qui bien-tôt après, lui envoya un saufconduit du Roi son Maître. Dès qu'il eût reçu cette assurance, il se rendit auprès de Henri, & eut avec lui diverses conférences. Le Roi d'Ecosse jugeant bien que le Comte de la Marche brasloit en Angleterre quelque complot contre son service, envoya des Ambassadeurs à Henri pour lui demander le transfuge, & sur son refus, il lui déclara la Guerre.

Henri marche en Ecosse.

Henri ne jugeant pas qu'il dût attendre son ennemi en Angleterre, se prépara pour porter la Guerre en Ecosse. Dès que son armée fut en état de marcher, il se rendit à Newcastle, d'où il envoya sommer Robert de venir en personne lui rendre hommage pour le Royaume d'Ecosse. Dans cette sommation, il renouvelloit les prétentions d'Edoïard I. sur la Souveraineté de ce Royaume, depuis le tems de Locrin fils de Brutus, premier Roi prétendu de

toute

route l'Isle d'Albion. Sur le refus que fit Robert de rendre un pareil hommage, Henri entra en Ecosse, & y fit quelques progrès. Vers la fin de Septembre il alla faire le Siège du Château d'Edimbourg, qui étoit défendu par le Prince David, & par le Comte de Douglas son beau-pere. Mais la saison se trouvant trop avancée pour pouvoir continuer ce Siège, il le leva brusquement & se retira dans ses Etats. Dès que les Ecossois le virent éloigné, ils firent une irruption en Angleterre, sous la conduite des Chevaliers Hepburn & Haliberton, & vengèrent cruellement les ravages que les Anglois avoient faits en Ecosse. Mais en se retirant, ils rencontrèrent sur leur passage le Comte de Northumberland, qui les battit & leur enleva leur butin. Le Chevalier Hepburn, l'un des Généraux Ecossois, fut tué en cette occasion. Cette victoire procura entre les deux Nations une Trêve de six semaines qui fut ensuite prolongée pour plus long-tems, à cause de la situation où les affaires de Henri se trouvoient. Il n'eut pas plutôt commencé la Guerre en Ecosse, qu'il reçut des avis certains, que les Gallois pensoient à se soulever, & qu'ils avoient dessein d'exciter dans leur País des troubles qui ne pouvoient qu'avoir des suites fâcheuses. Cela fut cause qu'encore qu'il fit la Guerre avec assez de succès contre les Ecossois, il ne voulut pas profiter de tous ses avantages, de peur de les trop aigrir. C'est un témoignage que Buchanan même lui rend, attribuant à sa générosité ce qui n'étoit qu'un effet de sa politique, parce que les mouvemens des Gallois lui rendoient la Paix avec l'Ecosse absolument nécessaire.

HENRI IV.
1400.
Il assiége le
Château
d'Edim-
bourg, & le-
ve le Siège.
Les Ecossois
entrent en
Angleterre,
& sont bat-
tus.

Trêve entre
les deux
Royaumes.

Ce Peuple qui, depuis le Regne d'Edouard I. étoit soumis, ou plutôt uni à l'Angleterre, crut pouvoir profiter des conjonctures où ce Royaume se trouvoit alors, pour se remettre en son premier état. *Owen Glendour* ou *Glendourdy*, ainsi qu'il est toujours nommé dans le Recueil des Actes Publics, fut celui qui lui inspira ce dessein. Cet homme, quoique d'une naissance peu distinguée, ne manquoit pas de qualitez propres à exécuter une pareille entreprise, si des forces aussi médiocres que celles des Gallois eussent pû lui promettre un heureux succès. Néanmoins il ne laissa pas de conduire ce projet, d'une telle manière, que durant plusieurs années, il sçut affranchir sa Nation de la servitude où elle se croyoit tenue par les Anglois. Un procès qu'il avoit perdu à Londres contre le Lord Gray son voisin, fut la première cause du chagrin qu'il conçut contre toute la Nation Angloise. La conspiration dont j'ai parlé ci-devant, ayant éclaté en Angleterre dans ce même tems, Glendourdy, qui ne douta point qu'elle n'eût de grandes suites, jugea que la conjoncture étoit favorable, pour soustraire son País à la domination Angloise. Il cabala parmi les Gallois, & les ayant trouvez assez disposez à suivre ses inspirations, il les porta sans beaucoup de peine à prendre la résolution de secouer le joug Anglois. Il auroit dès-lors fait éclater les desseins, si le malheureux succès de l'entreprise des Seigneurs ne l'eût arrêté. Dès qu'il vit le Roi engagé dans la Guerre d'Ecosse, il se mit en état d'exécuter ce qu'il avoit projeté, & fit en sorte que les Gallois reconçant d'un commun accord à l'obéissance de la Couronne d'Angleterre, le reconnurent pour leur Souverain. Depuis ce tems-là, il prit toujours le titre de Prince de Galles, ainsi qu'il paroît par divers Actes.

Révolte des
Gallois,
sous Owen
Glendour.
Act. Publ. T.
VIII. p. 139.

Glendour est
reconnu
pour Prince
de Galles.
Act. Publ. T.
VIII. p. 336.

Son premier exploit fut contre le Lord Gray son adversaire, qu'il fit prisonnier dans un combat; après quoi il lui fit épouser sa fille, sans lui rendre sa liberté, contre la parole qu'il lui avoit donnée.

Rr ij Ce

HENRI IV.

1400.

Il fait prisonnier le Comte de la Marche.

Henri est bien aise du malheur du Comte.

L'Empereur de Constantinople arrive en Angleterre.

1401.
Statuts sur les affaires de l'Eglise.Statut de *Præmunire*.

Explication de ce mot.

Ce premier succès l'ayant enhardi, il fit une irruption dans la Province de Héréford. Edmond Mortimer, Comte de la Marche, qui s'étoit retiré dans sa Terre de Wigmore, voyant que le Roi étoit occupé en Ecosse, crut lui rendre un service important, en assemblant la Noblesse de sa Province, pour aller arrêter les progrès du Rebelle. Mais il eut le malheur d'être fait prisonnier dans un combat, & quoiqu'il offrit une assez grosse rançon, il ne put obtenir sa liberté. Glendourdy s'imaginoit qu'un prisonnier de cette conséquence pourroit lui être utile dans la suite, ou du moins que le Roi n'épargneroit rien pour le délivrer, & qu'ainsi il lui seroit plus avantageux de traiter avec le Roi sur ce sujet, qu'avec le prisonnier même. Mais il se trompoit dans sa conjecture. Henri étoit trop content de voir le Comte de la Marche en prison & hors d'état de lui nuire, pour vouloir contribuer à le faire relâcher. Glendourdy ne laissa pourtant pas de garder son prisonnier, dans l'espérance que par son moyen, il pourroit un jour causer au Roi des affaires embarrassantes, comme il arriva effectivement. Dans la suite, le Comte ne fut pas fâché de se trouver entre les mains des Gallois. La jalousie que Henri témoigna pour tout ce qui regardoit sa Couronne, & la rigueur dont il usa envers ceux qui voulurent la lui disputer, firent comprendre au Prince prisonnier, que sa vie étoit plus en sûreté dans la prison que dans sa maison propre. Cependant, le Roi se trouvant occupé à la Guerre d'Ecosse, Glendourdy eut tout le loisir nécessaire pour ravager le País des Anglois situé à l'Occident de la Saverne, & pour en emporter un grand butin.

Sur la fin de cette année Manuël Paleologue, Empereur de Constantinople, se rendit en Angleterre pour y demander du secours contre Bajazet Empereur des Turcs. Le Roi lui fit de grands honneurs, auxquels il ajouta même quelques présents. Mais à l'égard du secours, il le renvoya jusqu'à ce que ses affaires fussent mieux établies dans son propre Royaume. Cet Empereur passa d'Angleterre en France, d'où il ne partit que deux ans après, lorsqu'il eut reçu la nouvelle que Bajazet son ennemi avoit été vaincu & fait prisonnier par Tamerlan.

Le 21. de Janvier de l'année 1401. Henri assembla un Parlement qui fit divers Statuts par rapport à la Religion. Le premier confirmoit les Actes faits du tems d'Edouard III. & de Richard II. contre ceux qui sollicitoient des Provisions en Cour de Rome, ou qui portoient aux Cours Ecclésiastiques des causes qui étoient de la compétence des Juges du Royaume. C'étoit là l'ancien sujet de querelle avec la Cour de Rome. De quelque rigueur dont on eût voulu user pour arrêter le cours de ces abus, il n'avoit pas été possible, parce que trop de gens avoient intérêt à favoriser les prétendues prérogatives du Pape. Cependant ce Parlement ayant considéré que le Pape continuoit toujours à se rendre maître des Collations de tous les Bénéfices du Royaume, & que les Cours Ecclésiastiques attiroient incessamment à elles des causes qui n'étoient pas de leur juridiction, résolut enfin de s'y opposer d'une manière efficace. Pour cet effet, il renouvela les anciens Statuts faits contre les Provisseurs, sous les Regnes d'Edouard III. & de Richard II. connus généralement sous le nom de *Præmunire*. Comme ce terme revient souvent dans l'Histoire d'Angleterre, il ne sera pas hors de propos de l'expliquer. On entend par ce terme, ou le Statut même ou la peine ordonnée par le Statut. Les Parlemens

pré-

précédens poussez par le même motif que celui-ci, avoient ordonné des peines contre les Proviseurs, c'est-à-dire, contre ceux qui poursuivoient des Provisions, ou des Expectatives à la Cour de Rome, pour les Bénéfices vacans, ou qui viendroient à vaquer. Les mêmes peines étoient ordonnées contre ceux qui portoient à la Cour Ecclésiastique, des affaires qui étoient du ressort des Juges Royaux. Lorsque quelqu'un se rendoit coupable de cette sorte de crime, on lui adressoit un Writ, ou Ordre, qui commençoit par ces mots *Premunire facias*, par lequel il lui étoit ordonné de comparoître devant la Cour Royale. C'est de-là que le Statut, aussi-bien que la peine ordonnée par le Statut, prirent le nom de *Premunire*. Cette peine consistoit dans la confiscation des biens, & l'emprisonnement du coupable, pendant le bon plaisir du Roi. Depuis ce tems-là, on a beaucoup étendu le *Premunire*, en y faisant entrer plusieurs autres choses qui ont du rapport à celles qui ont été la première cause du Statut. Ainsi tous les Actes de *Premunire* ne sont que des extensions de ceux qui furent faits sur ce sujet, sous les Regnes d'Edouïard III. & de Richard II. En général le *Premunire* regarde principalement les offenses commises par rapport à quelque matière de Religion, où la Jurisdiction civile est intéressée.

Le Clergé étoit toujours si attentif à favoriser les prétentions de la Cour de Rome que les soins des précédens Parlemens n'avoient pas été capables d'arrêter le cours de cet abus. Le Statut dont je viens de parler ne fut guères plus efficace. La tentative qu'on avoit faite l'année précédente pour détrôner le Roi, lui donna lieu de craindre qu'il ne se fit à l'avenir de semblables complots, il avoit pris la résolution de ménager beaucoup le Clergé, afin de le tenir attaché à ses intérêts. Ainsi, quoiqu'il ne jugeât pas à propos de refuser son consentement à ce nouveau Statut, il ne laissa pas de conniver à sa violation, autant ou plus qu'aucun de ses Prédécesseurs. Mais ce ne fut pas par-là seulement qu'il tâcha de se procurer l'affection du Clergé. La complaisance qu'il eut pour lui, dans un autre article, qui n'étoit pas moins important, lui attira les bénédictions des Ecclésiastiques, & le fit regarder par tout ce Corps, comme un Prince tres-zélé pour la Religion.

Depuis que Wiclef avoit commencé à publier ses sentimens, sur la fin du regne d'Edouïard III. cette doctrine s'étoit tellement répandue, que le Clergé étoit dans des continuelles allarmes qu'elle ne vînt à prévaloir. J'ai déjà dit que sous le regne de Richard II. les Evêques avoient obtenu de ce Prince une permission générale de faire emprisonner les Hérétiques, sans être obligés d'en demander des ordres particuliers de la Cour, mais que la Chambre des Communes l'avoit fait révoquer. Depuis ce tems-là, il ne s'étoit point fait de changement à cet égard, excepté que le Roi accordoit plus fréquemment de semblables permissions. Cependant, comme la peine de l'emprisonnement n'étoit pas capable d'arrêter le mal prétendu que les Evêques craignoient, Henri ayant toujours en vuë de se concilier l'affection des Ecclésiastiques, recommanda au Parlement, en termes extrêmement forts, de prendre soin des intérêts de la Religion. Quelque répugnance que la Chambre des Communes eût à persécuter les Lollards, le crédit de la Cour, & les cabales du Clergé, obtinrent enfin un Acte qui condamnoit au feu les Hérétiques obstinez. Ce Statut ne fut pas plutôt fait, que la Cour Ecclésiastique se hâta de condam-

HENRI IV.

1401.

Statut contre les Hérétiques.

HENRI IV. ner un de ces malheureux nommé *Guillaume Sautre*, qui ayant été livré au
 1401. bras séculier, fut brûlé vif en vertu d'un ordre du Roi adressé au Maire de
 Un Lollard Londres. C'est-là le premier qui ait souffert la mort en Angleterre, pour
 est brûlé vif. cause de Religion. Il se fit encore, pendant cette Séance, divers Actes con-
Ibid. p. 173. cernant les différends entre les Anglois & la Cour de Rome, dont j'aurai oc-
 casion de parler ailleurs.

Négocia- tion tou- chant le ren- voi de la Reine veuve de Richard. Depuis que la Trêve avec la France avoit été confirmée, Charles VI. ou
 186. plutôt le Duc d'Orléans son frere, & les Ducs de Berri & de Bourgogne ses
 oncles qui gouvernoient en son nom, avoient souvent demandé qu'on ren-
 voyât en France, la jeune Reine Isabelle veuve de Richard II. Henri avoit
 usé de divers délais pour s'empêcher de donner une réponse positive. Non
 que la demande ne fût pleine de justice: mais deux raisons lui faisoient sou-
 haïter de pouvoir garder cette Princesse. Premièrement, comme il ne pou-
 voit s'empêcher de craindre la Guerre avec la France, il désiroit de faire avec
 Charles VI. une Paix ferme & durable, à quoi il croyoit que le mariage d'Isa-
 belle avec le Prince son fils-ainé pourroit beaucoup contribuer. C'étoit dans
 cette vue, qu'avant que de répondre positivement à la Cour de France, il
 avoit souvent fait proposer ce mariage. Mais le frere ni les oncles de Charles
 n'y voulurent jamais consentir, ne pouvant se résoudre à donner pour mari
 à cette jeune Reine, un Prince dont le pere passoit communément pour le
 meurtrier de son premier époux. Ils trouvèrent pourtant, une autre raison
 pour s'en excuser, en disant que le Roi son pere n'étant pas en état de s'appli-
 quer aux affaires, ils n'osoient traiter de ce mariage sans sa participation. La
 seconde raison qui portoit Henri à différer le renvoi d'Isabelle étoit, qu'il
 comprenoit bien qu'on lui demanderoit la restitution de l'argent que Richard
 avoit déjà reçu sur la dot. Néanmoins comme il n'avoit aucun prétexte plau-
 sible pour la retenir, il consentit enfin à la renvoyer avec une partie de ses
 joyaux. Il sçut pourtant agir si adroitement, que dans les conventions qui
 furent faites sur ce sujet à Lelingham, il ne fut point parlé de cette restitution.
 Ce fut-là le sujet d'une autre négociation dont il sera parlé dans la suite.

Il la renvoye en France.
Act. Publ.
Tom. VIII.
pag. 194.
Ibid. p. 219.

Mariage de Blanche fille du Roi, avec le Comte Palatin.
Ibid. p. 179.

Expédition du Roi contre les Gallois.

Pendant qu'on étoit occupé à cette affaire, Henri avoit en Allemagne, une autre négociation sur pied. C'étoit pour le mariage de Blanche sa fille-ainée avec Louis de Bavière, petit-fils de Robert Comte Palatin du Rhin qui venoit d'être placé sur le Trône Imperial, vacant par la mort de Henri de Brunswick Successeur de Winceflas. Cette affaire fut terminée au mois de Mai, à la grande satisfaction du Roi. La dot de la Princesse fut de quarante mille livres sterling. Dans le même tems, il se conclut un Traité d'alliance perpétuelle, entre l'Empereur & Henri.

Depuis que la révolte des Gallois avoit éclatée, Henri n'avoit fait aucun préparatif, pour les réduire à leur devoir. Cependant Glendourdy profitant de cette négligence, continuoit à ravager les Provinces voisines du País de Galles. Bien loin de craindre la juste colère du Roi, il affectoit de le provoquer par des insultes continuelles. L'indolence de ce Prince paroissoit étrange à beaucoup de gens, parce qu'ils en ignoroient la cause. Avant que de prendre les armes contre les Gallois, il vouloit terminer ses affaires avec la France, & il se proposoit même de faire une étroite alliance avec cette Couronne. Comme il ne voyoit que ce seul endroit d'où les Rebelles pussent tirer du secours

secours, il se persuadoit que, s'il pouvoit leur ôter cette protection, ils ne pourroient plus se soutenir. Cependant ses négociations avec la France n'allant pas aussi vite qu'il le souhaitoit, & Glendourdy continuant toujours à infester les frontières, il ne put différer plus long-tems à prendre les armes. Avant que de se mettre à la tête de son armée, il publia une Amnistie pour les Gallois, en cas qu'ils se soumissent dans un certain tems. Mais voyant que sa clémence ne produisoit pas un grand effet, il se mit en marche pour les aller châtier. A son approche Glendourdy se retira sur ses montagnes, où il fut impossible de le joindre. Tout ce que le Roi put faire fut de ravager le Pais, après quoi il reprit le chemin de Londres.

HENRI IV.
1401.

Aff. Publ.
Tom. VIII.
pag. 225.

Le retour du Roi dans sa Capitale fut immédiatement suivi de la découverte d'un complot qu'on avoit fait pour lui ôter la vie, par le moyen d'un certain instrument de fer à trois pointes, qui avoit été caché sous son matelas. S'il se fût couché dessus, il ne pouvoit éviter d'en être percé d'outre en outre ; mais par un grand bonheur pour lui, ils s'en apperçut comme il étoit sur le point de se coucher. Quelque recherche qu'on pût faire, il ne fut pas possible de découvrir l'Auteur de cet attentat.

Invention
pour ôter la
vie au Roi,
découverte.

C'est dans cette année, & non pas dans la précédente, comme quelques-uns l'on dit, que mourut Edmond Duc d'Yorck Oncle du Roi. Il laissa deux fils, sçavoir *Edouard* Duc d'Albemarle, qui prit le titre de Duc d'Yorck, & *Richard* Comte de Cambridge. J'aurai souvent occasion dans la suite de parler de la postérité du Cadet, qui, par son mariage avec une Sœur du Comte de la Marche, acquit à ses Descendans des Droits qui causerent de terribles troubles dans le Royaume.

Mort
du Duc
d'Yorck.
Edouard
son fils lui
succède.

Au commencement de l'année suivante, le Roi, de sa propre autorité, & sans l'intervention du Parlement, imposa une taxe pour le mariage de sa fille aînée. Bien qu'en cette occasion, il n'eût agi qu'en vertu d'une ancienne Concession accordée aux Rois en de pareils cas, il parut pourtant que le Peuple n'en étoit pas satisfait. Il n'y avoit pas faute de gens dans le Royaume, qui prenoient occasion de tout pour décrier sa conduite. Vers le milieu de cette année, il eut lieu de comprendre, qu'il y avoit encore un dangereux levain parmi ses Sujets, & que si les mécontents demeuroient encore en repos, ce n'étoit qu'en attendant une occasion favorable de se soulever. Tout-à-coup, lorsqu'il y pensoit le moins, il se répandit un bruit dans toute l'Angleterre, que Richard étoit en vie, & qu'il avoit levé une armée en Ecosse, pour venir chasser l'Usurpateur. Il falloit bien que le Peuple souhaitât que cette nouvelle fût vraie, puisqu'elle trouva tant de créance de tous côtez. En même tems, on trouva sur les portes des Eglises, & des autres lieux publics, des affiches qui contenoient des invectives atroces contre le Roi. Les Auteurs de ces Ecrits y disoient, entre autres choses, que les fautes pour lesquelles Richard avoit été déposé, n'étoient rien au prix de la tyrannie que Henri avoit exercée sur ses Sujets, depuis qu'il étoit sur le Trône. Le Roi fut tellement irrité de cette audace, qu'il jura de ne pardonner à aucun de ceux qui en seroient trouvez coupables. Le Chevalier *Clarendon*, fils naturel du fameux Prince de Galles, fut le premier sacrifié à sa vengeance, ayant été condamné au supplice honteux des Traîtres. Huit Moines coupables du même crime, furent aussi pendus avec lui. Un Abbé nommé *Baldock* subit la même peine, avec un

1402.
Subside levé pour le mariage de la fille du Roi.

Ibid.
pag. 242.

Il se repand un bruit que Richard II. est en vie.
Ibid. p. 225.

Le Peuple le croit.
Ecrits publiés contre le Roi.

Il en punit les Auteurs.
Le Chevalier Clarendon & quelques Moines sont exécutés.

Cor-

HENRI IV.
1402.

Cordelier Docteur en Theologie, qui fut pendu en habit de Religieux, à la grande mortification de ses Confrères. On en arrêta un grand nombre d'autres, sur ce qu'on trouva parmi les Papiers d'un certain Prêtre, un Memoire contenant les noms de ceux qui avoient rendu témoignage que Richard étoit en vie. Mais après qu'on l'eut soigneusement examiné, on connut qu'il n'avoit écrit cette liste, que pour rendre la nouvelle plus vrai-semblable, ou sur des conjectures destituées de fondement. Ainsi, il souffrit seul la peine de sa témérité. La grande rigueur dont le Roi usa en cette occasion, contribua beaucoup à effacer des esprits l'opinion qu'on avoit conçue de sa clémence & de son humanité.

Mariage
d'une fille
du Roi, avec
le Roi de
Danne-
marck, &
du Roi mè-
me avec
Jeanne de
Navarre.
Aff. publ. T.
VIII. p. 261.
pag. 281.
La Cour de
France
s'empare de
la personne
du jeune
Duc de
Bretagne.

Pendant que ces choses se passaient en Angleterre, Henri négocioit dans les Cours étrangères trois mariages à la fois. Le premier étoit celui de *Philippe* sa seconde fille, avec *Eric* Roi de Dannemarck qui étoit encore en minorité sous la tutelle de la Reine Marguerite sa Mere. Son second projet étoit de marier le Prince de Galles avec une Sœur d'Eric. Enfin il faisoit négocier son propre mariage avec *Jeanne de Navarre* Veuve du Duc de Bretagne. De ces trois mariages le premier & le dernier furent conclus cette même année : mais celui du Prince de Galles ne réussit pas.

Lorsque Henri s'étoit déterminé à rechercher la Duchesse Doüairiere de Bretagne, il avoit apparemment eu pour but de s'emparer en vertu de ce mariage de la garde des trois Princes que le feu Duc de Bretagne avoit laissés en minorité. Du moins, la Cour de France le présupposant ainsi, parut fort alarmée de cette alliance, qui pouvoit lui devenir très-préjudiciable. C'est ce qui engagea le Duc de Bourgogne, Tuteur des jeunes Princes, à les ôter à la Duchesse leur Mere, & à les conduire à Paris, où ils furent élevez. Par ce moyen, la Cour de France se mit en possession de diriger les affaires de la Bretagne, pendant la minorité du jeune Duc. S'il est vrai que Henri eût eu quelque vûe sur la Bretagne, non seulement il manqua son coup, mais même il s'attira de nouveaux ennemis. Pendant tout le tems que le nouveau Duc fut en France, les Bretons ne cessèrent presque point d'infester les côtes d'Angleterre, quoiqu'il n'y eût point de guerre déclarée entre leur Souverain & Henri. Le mariage du Roi ne fut consommé que l'année suivante.

pag. 264.
271.
Expédition
du Roi dans
le País de
Galles, in-
fructueuse.

Ces négociations étant terminées, Henri se prépara tout de bon à châtier les Gallois. Pour cet effet, il assembla une nombreuse armée, & s'étant mis lui-même à la tête, il s'avança vers le País ennemi. Dès qu'il s'en fut approché, Glendourdy se retira sur la Montagne de *Snowdon*, où il sçavoit bien qu'il n'étoit pas possible de l'attaquer. Cependant le Roi se disposoit à ravager les frontières : mais la saison se rendit tout à coup si orageuse, qu'il se vit obligé de se retirer. Ces orages étoient si extraordinaires dans cette saison, que les Anglois se mirent dans l'esprit que Glendourdy avoit fait pacte avec le Diable, pour prévenir la ruine de son País.

Les Ecof-
sois font ir-
ruption en
Angleterre.
pag. 278.

Pendant que le Roi étoit occupé en ces quartiers-là, les Ecoissois, sous la conduite du Chevalier *Hepburn*, fils de celui qui avoit été tué deux ans auparavant, firent une irruption en Angleterre, & s'avancèrent jusqu'à Newcast-le. Le Comte de Northumberland, qui commandoit dans le Nord, ne se trouva pas d'abord en état de repousser cette invasion. Mais ensuite, ayant assemblé un bon Corps de troupes, pendant qu'ils continuoient leurs rava-
ges,

ges, il alla les attendre à *Nesbyr*, où il les attaqua, les battit, & leur enleva tout leur butin. Leur Général perdit la vie dans le combat. HENRI IV. 1402.

Cette troupe n'étoit proprement qu'une espece d'avant-garde, d'une armée que le Comte de Douglas faisoit avancer en diligence, à dessein de faire un effort plus considérable. Dès qu'il eut appris la défaite de ce Corps, il se hâta de marcher en Angleterre, à dessein de combattre le Comte de Northumberland, qui, se trouvant trop foible pour l'oser attendre, se vit obligé de se retirer, & de lui laisser la liberté de ravager la frontière. Cependant il travailla sans relâche à augmenter son armée; & dès qu'il fut en état de lui faire tête, il alla le chercher, étant accompagné de Henri son fils surnommé *Chaud-épéron*, qui passoit pour le plus brave Seigneur d'Angleterre. Les deux armées s'étant rencontrées à *Humbledon*, se livrèrent un sanglant combat, dont tout l'avantage demeura aux Anglois. Le Général Ecoffois y perdit un œil, & tomba entre les mains des Vainqueurs, aussi-bien que le Comte de *Fiffe* Neveu du Roi d'Ecosse, les Comtes d'*Angus*, d'*Athol*, de *Monteith*, & un grand nombre d'autres Officiers de distinction. Selon les Auteurs Anglois, cette Bataille se donna au mois de Juillet, environ un mois après la précédente. Buchanan la range parmi les événemens de l'année 1401. en quoi on peut assurer qu'il s'est trompé. Autre invasion des Ecoffois. pag. 292.

Pendant tout cet Eté, les Ambassadeurs des deux Couronnes de France & d'Angleterre demeurèrent assemblez à *Lelingham*, au sujet de la Trêve qui avoit été violée particulièrement en Guyenne. Les Historiens François en rejettent la faute sur l'Angleterre, & les Anglois sur la France; mais on n'est pas obligé de les en croire les uns & les autres, sur leur simple parole. Dans des cas semblables, les Historiens des deux Nations se trouvent presque toujours opposez, & se reprochent reciproquement leur partialité. Il semble qu'il y va de leur honneur de soutenir en tout & par tout, la bonne foi des Princes leurs compatriotes. Quoiqu'il en soit, dans les conjonctures où les deux Rois se trouvoient depuis quelque tems, il ne pouvoit être avantageux ni à l'un ni à l'autre de renouveler la Guerre. Henri ne voyoit que la France seule d'où les Mécontents d'Angleterre & les Gallois, pussent tirer du secours; ce qu'il croyoit pouvoir empêcher par le moyen de la Trêve, en quoi il se trompa pourtant. D'un autre côté, la maladie du Roi Charles, les divisions qui regnoient alors dans sa Cour & dans son Conseil, ne permettoient pas aux François d'espérer de grands succès de leurs armes. Ainsi la Trêve fut encore confirmée, sans qu'on examinât trop scrupuleusement, de quel côté elle avoit été premièrement violée. Les François & les Anglois s'accusent reciproquement de la rupture de la Trêve.

Cette affaire étant finie, les Ambassadeurs de France en mirent une autre sur le tapis, en demandant la restitution de ce que le Roi Richard avoit touché de la dot de la Reine son Epouse. Henri, qui avoit prévu cette demande, avoit instruit par avance ses Ambassadeurs de ce qu'ils avoient à y répondre. Ils feignirent d'abord d'être surpris de cette proposition, & dirent qu'ils n'avoient aucun ordre sur ce sujet. Cependant, ils ajoutèrent comme d'eux-mêmes, qu'ils ne doutoient pas que, pour entretenir la bonne intelligence entre les deux Couronnes, leur Maître ne consentît à déduire cette somme du million & demi d'écus qui étoient encore dûs à l'Angleterre, pour la rançon du Roi Jean. Cette prétention ne surprit pas peu les Plénipotentiaires de France. Les François demandent la restitution de la dot d'I-sabelle. Art. Publ. T. VIII. pag. 232. 302. Les Anglois offrent de la déduire sur la rançon du Roi Jean.

HENRI IV.
1402.

Le Parle-
ment s'as-
semble.

ce, qui n'ayant reçu aucune instruction sur ce sujet, différèrent de répondre jusqu'à ce qu'ils eussent la volonté de leur Maître.

Le Parlement d'Angleterre, qui s'étoit assemblé au mois d'Octobre, accorda un Subside au Roi, après quoi il confirma divers Statuts faits sous le regne d'Edouard III. en faveur du Clergé. Il finit sa Séance par une Adresse qu'il présenta au Roi pour lui recommander les intérêts du Comte de la marche Ecoffois, qui avoit rendu des services considérables à l'Etat depuis qu'il s'étoit mis sous sa protection.

1403.
La Reine
arrive en
Angleterre.

Les Fran-
çois font
une descen-
te dans l'Isle
de Wighit.

La nouvelle Reine étant arrivée en Angleterre, au mois de Fevrier de l'année 1403. le Roi alla la recevoir à Winchester, où le Mariage fut consommé. Ensuite, il la fit couronner solennellement à Londres.

Henri dis-
simule cer-
te injure.

Pendant que la Cour nes'occupoit que de fêtes & de divertissemens, le Roi reçut des avis d'une descente que les François devoient faire dans l'Isle de Wight, sous la conduite de *Valeran Comte de St. Pol*, de la maison de Luxembourg. Ce Seigneur, qui avoit épousé une sœur uterine de Richard II. prétendoit agir en son propre nom, pour venger la mort du Roi son Beau-frere. La Cour de France connivoit à cette entreprise, & fournissoit même des troupes au Comte, comme si la Trêve n'en eût reçu aucune atteinte. Cependant cette bravade réussit mal au Comte de St. Pol. Après qu'il eut pillé quelques villages, il se vit contraint de se rembarquer honteusement, quoique les habitans de l'Isle n'eussent reçu aucun secours. Henri se plaignit à la Cour de France de cette invasion. Mais il n'en put jamais tirer d'autre réponse, sinon que l'intention du Roi de France étoit d'observer la Trêve. S'il n'avoit pas pris la résolution d'éviter une rupture, il auroit trouvé dans l'attentat du Comte de St. Pol, une raison très-bien fondée de recommencer la Guerre. Mais comme il sçavoit que son Royaume étoit plein de mécontents, il ne vouloit point donner occasion à la France de les soutenir ouvertement. Au contraire en entretenant la Trêve avec cette Couronne, il prétendoit leur ôter l'espérance d'être secourus. Ainsi dissimulant cette injure, il se contenta d'obtenir de la Cour de France une nouvelle confirmation de la Trêve.

Le Duc
d'Orléans
lui fait un
défi.

Art. Publ.
T. VIII. pag.
310. 348.

Ceux qui gouvernoient pour le Roi Charles n'ignoroient pas les dispositions de Henri; c'étoit ce qui les obligeoit à garder moins de mesures avec ce Prince. Cette même année le Duc d'Orléans lui fit porter un défi, pour se battre avec lui en combat singulier, ou bien chacun étant accompagné de cent Cavaliers. Les Historiens ne parlent point de la cause de ce défi, & les François n'en alléguent point d'autre, que l'envie qu'avoit le Duc d'Orléans de venger la mort de Richard II. Il y a beaucoup d'apparence que ce n'étoit qu'une boutade de ce jeune Prince qui prétendoit se signaler en faisant porter un défi à un Roi d'Angleterre: mais la réponse qu'il reçut ne lui fut pas fort agréable. Henri lui fit sentir qu'il y avoit une grande distance entre un Roi, & un Prince, quel qu'il fût, qui portoit la qualité de Sujet; & que par cette raison, il ne pouvoit pas accepter son défi: mais qu'ils pourroient se rencontrer en tel lieu, où étant tous deux suivis d'une troupe plus nombreuse que celle qu'il proposoit, ils pourroient se mesurer l'un contre l'autre. Cette réponse lui attira de la part du Duc d'Orléans une seconde Lettre remplie d'injures, dans laquelle il le traitoit de Traître, d'Usurpateur, de meurtrier de son Roi. Henri lui répliqua par un autre qui n'étoit pas moins offensante, où,

où , après lui avoir donné un démenti en forme , il l'accusoit d'avoir usé de sortilège pour faire tomber le Roi son frere dans la maladie dont il étoit affligé. Cependant , il fit demander aux Ambassadeurs de France qui étoient toujours assemblez avec les siens à Lelingham , si ce défi étoit avoué par le Roi leur Maître , auquel cas il le regardoit comme une rupture ouverte. Mais bien que les Ambassadeurs de France fussent souvent sommez de donner une réponse positive , il ne fut pas possible de les obliger à parler nettement : ils se contentèrent d'assurer que leur Roi n'avoit pas rompu la Trêve , & que son intention n'étoit pas de la violer à l'avenir. Enfin , comme les Anglois les pressoient de faire déclarer ceux qui gouvernoient en son nom , pendant sa maladie , ils dirent nettement que , soit que le Roi demeurât malade , ou qu'il recouvrât la santé , on ne devoit point attendre d'autre réponse. Henri regardant ce silence comme un désaveu , ou plutôt jugeant à propos de dissimuler , par les raisons déjà indiquées , se contenta de cette légère satisfaction.

Dans cette même Assemblée , les Ambassadeurs de France remirent sur le tapis l'affaire qui regardoit la restitution de la dot d'Isabelle. D'un autre côté , les Plénipotentiaires Anglois demandoient les arrérages de la rançon du Roi Jean , & prétendoient éluder la demande des François , en disant , que leur Maître n'ayant pas reçu la dot d'Isabelle , il n'étoit pas tenu de la rendre. Mais par-là ils fournirent à leurs adversaires une défaite qui n'étoit pas mieux fondée , en disant à leur tour , que leur Maître n'avoit pris aucun engagement avec Henri touchant la rançon du Roi Jean. Quoiqu'il en soit , comme Henri ne demandoit les arrérages de la rançon du Roi Jean , que pour s'exempter de rendre la dot qu'on lui demandoit , il vint à bout de son dessein & l'affaire en demeura là.

Pendant que les Ambassadeurs des deux Couronnes s'occupoient à se chicaner reciproquement , il se passoit en Angleterre des choses d'une toute autre importance pour Henri. Il ne s'agissoit pas de moins que de la perte de sa Couronne. Depuis les commencemens de ce Regne , jusqu'à la victoire remportée à *Humbledon* sur les Ecoissois , il n'y avoit point eu de Seigneur en plus grande faveur auprès du Roi , que le Comte de Northumberland. Comme c'étoit proprement par la promptitude avec laquelle ce Seigneur avoit joint Henri lors de sa descente en Angleterre , que les affaires de ce Prince avoient pris un si bon train , le Roi en avoit toujours conservé beaucoup de reconnaissance. Le Gouvernement des Provinces du Nord , la Charge de Grand Connétable ; le don de l'Isle de Man , & plusieurs autres bienfaits avoient assez marqué l'estime qu'il faisoit de ce Comte , qui , de son côté avoit toujours paru très-zélé pour son service. L'année précédente , il avoit remporté sur les Ecoissois deux victoires , dont la dernière les avoit mis hors d'état de causer de nouveaux embarras à son Maître. Ce service étoit considérable , mais outre les faveurs précédentes , le Roi avoit pris soin de le récompenser par le don de certaines Terres. Il sembloit donc que rien ne devoit être capable de rompre la correspondance qu'il y avoit entre les services du Comte & les bienfaits du Roi. Cependant , une affaire d'intérêt les broüilla tellement , qu'on vit changer tout à coup ces heureuses dispositions. Voici quel étoit le sujet de leur différend.

HENRI IV.
1403.

Henri s'en
plaint , &
n'en reçoit
aucune sa-
tisfaction.

Débat tou-
chant la dot
d'Isabelle.

Broüillerie
entre le Roi
& le Comte
de Nor-
thumber-
land.

HENRI IV.
1403.

Le Comte
de North-
umberland forme
le projet de
détrôner le
Roi.

Il se ligue
avec Glendourdy, &
avec le
Comte de
la Marche.

Conditions
de leur Li-
gue.

Le Comte
de North-
umberland solli-
cite le Roi à
payer la
rançon du
Comte de
la Marche.
Le Roi le
refuse.

J'ai dit ci-devant, que le Comte de Northumberland avoit fait à *Hum-
bledon* des prisonniers d'une grande distinction. Le Roi étant persuadé
que ces prisonniers lui appartenoient, ne crut pas en devoir laisser la dispo-
sition au Comte. Peut-être avoit-il dessein d'en tirer une grosse rançon, ou
bien de se procurer par leur moyen, une Paix avantageuse avec l'Ecosse.
Quoiqu'il en soit, incontinent après la Bataille, il envoya au Comte un or-
dre exprès de ne relâcher aucun de ses prisonniers. Cet ordre fut suivi bien-
tôt après d'un autre, qui lui enjoignit de les lui remettre entre les mains. Le
Comte, qui avoit espéré de profiter de leur rançon, se rendit incontinent à
la Cour, & pria le Roi de lui en laisser la disposition : mais il eut le chagrin
d'essuyer un refus. Il se récria sur l'injustice qui lui étoit faite, & parla au
Roi d'une manière un peu trop hautaine. Les reproches qui lui échappèrent
en cette occasion, mirent Henri en si mauvaise humeur contre lui, qu'il ne
le regarda plus du même œil qu'il faisoit auparavant. Cette froideur alla si
loin, que, quand le Comte vouloit se présenter au Roi pour lui parler, il
ne trouvoit plus d'accès auprès de lui. Ce changement ne pouvoit qu'aigrir
l'esprit de ce Seigneur, qui croyoit avoir mérité par ses services un tout autre
traitement. Comme il étoit d'un naturel extrêmement fier, il ne put sup-
porter ce mépris sans chercher les occasions de s'en venger. Il avoit, pour
ainsi dire, placé le Roi sur le Trône, & il se crut assez puissant pour l'en ren-
verser. Ce fut le résultat de diverses Conférences, qu'il eut avec Henri Chaud-
éperon son fils, le Comte de Worcester son frere & quelques autres Seigneurs.
Leur but étoit de mettre la Couronne sur la tête d'Edmond Mortimer Comte
de la Marche, qui étoit encore prisonnier parmi les Gallois, non par affection
pour ce Prince, mais parce qu'il n'y avoit pas de prétexte plus plausible pour
mettre le Peuple dans leurs intérêts. Suivant cette résolution, ils envoyèrent
des Agens secrets à Glendourdy & au Comte de la Marche, pour les disposer à
entrer dans ce complot. Glendourdy promit d'employer toutes ses forces
pour le faire réussir. Quant au Comte de la Marche, il ne balança point à
prêter son nom pour l'exécution d'un projet qui tendoit à le placer sur le Trô-
ne. Mais afin qu'ils pussent tous trois y trouver leur avantage, ils firent en-
semble des conventions, par lesquelles le Comte de la Marche devoit être mis
en possession du Royaume. Le Comte de Northumberland se réservoir tout le
Pais situé au Nord de la Trente, à condition d'en faire hommage à la Cou-
ronne, & Glendourdy devoit conserver toutes les Provinces qui sont à l'Oc-
cident de la Saverne. Ce projet étant ainsi formé, le Comte de Northumber-
land feignit pendant quelque tems d'avoir oublié les sujets de chagrin que le
Roi lui avoit donnez. Il se rendit même à la Cour, où il prit occasion de repré-
senter au Roi, que le Comte de la Marche ayant été fait prisonnier, pour
avoir voulu lui rendre service, il étoit de son équité de lui procurer sa liberté,
en payant sa rançon à Glendourdy. Cette remontrance fut très-mal reçue.
Henri étoit trop content de voir le Comte entre les mains des Gallois, & hors
d'état de lui nuire, comme il se le persuadoit, pour vouloir contribuer à sa
délivrance. Il répondit donc, avec quelque marque de chagrin, que ce Com-
te ayant marché contre les Rebelles de son propre mouvement, & dans la
seule vûe d'exempter ses Terres du pillage, c'étoit à lui à se tirer de prison,
ainsi qu'il le jugeroit à propos : Que pour lui il ne se croyoit point obligé de

tra-

travailler à lui procurer sa liberté ; encore moins de payer sa rançon. Le Comte ne fut point surpris du refus auquel il s'étoit attendu. Son but n'avoit été que de faire remarquer la dureté du Roi envers le Comte de la Marche, & d'insinuer par-là, qu'il falloit bien qu'il fût convaincu de la justice des droits du prisonnier, puisqu'il craignoit de le voir en liberté. Ce refus n'ayant rien changé au projet des Confédérez, le Comte de Northumberland se retira dans son Gouvernement du Nord, où il s'assura secrètement de quelques troupes qui devoient prendre les armes au premier avertissement. Ensuite, il lia une intelligence avec certains Seigneurs Ecoïlois qui s'engagèrent à lui donner du secours. Il mit aussi en liberté quelques-uns des prisonniers de cette Nation qu'il avoit encore en son pouvoir, qui lui promirent de lever des troupes pour son service. Dans le même tems, Glendourdy faisoit des préparatifs extraordinaires qui étant venus à la connoissance du Roi, l'obligèrent à se tenir prêt de son côté, quoiqu'il ignorât à quoi ils étoient destinez.

Dès que les affaires des Confédérez furent prêtes, les trois Perci parurent tout à coup en armes dans les Provinces du Nord. Peu de tems après, le Comte de Northumberland étant tombé malade, son Frere & son Fils allèrent avec les troupes, qui étoient sous son commandement, joindre les Gallois, qui s'étoient avancez jusques dans la Province de Shrop. Dès que les deux armées se furent jointes, les Mécontens publièrent un Manifeste où ils exposoient, que le Roi traitoit ses Sujets avec une tyrannie insupportable ; qu'il n'y avoit que le Clergé qui pût avoir accès auprès de lui, & que les plus grands Seigneurs ne pouvoient être admis en sa présence que par la médiation de quelque Evêque. De plus, qu'il convertissoit à son propre usage les subsides que le Parlement lui accordoit pour les besoins publics. Ensuite, ils firent courir le bruit que Richard II. étoit en vie, & s'étoit rendu à Chester avec un Corps de troupes prêt à se joindre à eux.

Henri, qui n'avoit eu aucune connoissance de leurs desseins, fut extrêmement surpris quand il reçut la nouvelle de cette révolte. Mais comme heureusement il avoit une armée toute prête, destinée contre les Gallois, il ne se déconcerta point. Cependant, comme il craignoit que le Manifeste des Rebelles ne produisît quelque fâcheux effet parmi le Peuple, il crut qu'avant toutes choses il devoit tâcher d'effacer ces impressions par une réponse qu'il publia en forme de Proclamation. Il se défendoit sur les deux principaux articles du Manifeste, premièrement en niant qu'il eût jamais refusé d'admettre en sa présence non seulement les Grands, mais même les moindres de ses Sujets, de quoi il prenoit toute sa Cour à témoin. A l'égard des Subsides que le Parlement lui avoit accordez, il disoit, qu'il en avoit distribué la plus grande partie pour les besoins de la Guerre d'Ecoïse, au Comte de Northumberland même, comme il pouvoit le justifier par ses propres quittances.

Après que cette réponse eut été publiée, il marcha vers les Révoltez qui étoient campez à Shrewsburi. Cependant, quand les armées furent comme en présence, prêtes à en venir aux mains, il parut craindre l'événement. Dans cette inquiétude, il fit faire aux Mécontens des propositions si avantageuses, que Henri Perci en étant ébranlé, pria le Comte de Worcester son Oncle d'aller trouver le Roi, pour tâcher de moyenner un accommodement. On

HENRI IV.
1403.

Le Comte travaille à l'exécution de ses projets.

Les Mécontens prennent les armes, & se joignent aux Gallois. Ils publient un Manifeste,

& font courir le bruit que Richard est en vie.

Le Roi se justifie dans une Proclamation.

Il marche contre les Révoltez, & leur offre des conditions équitables,

HENRI IV.

1403.
qu'ils sont
mal rappor-
tés.Bataille de
Shrevvsburi
où le Roi
est victo-
rieux.Perci est
tué.

Aët. Publ.

T. VIII. p.

320.

& le Comte

de V Worcest-

ter décapité.

Le Comte

de Nort-

humber-

land se re-

tire dans le

Nord.

Henri se

rend à

Yorck.

Il pardonne

au Comte

de Nort-

humber-

land.

La Cour de

France se

dispose à

profiter des

troubles

d'Angleter-

re.

prétend que dans la conférence que le Roi eut avec ce Seigneur, il se relâcha tellement en faveur des Mécontents, qu'ils auroient eu lieu d'être satisfaits, si le Comte de Worcester ne leur eût fait entendre qu'il n'y avoit rien à espérer. Quoiqu'il en soit, cette négociation n'ayant produit aucun effet, la Bataille se donna. Le Roi eut d'abord un si grand désavantage qu'il s'en fallut peu qu'il ne fût entièrement défait; il eut même son cheval tué sous lui, & le Prince de Galles son fils y reçut une blessure au visage. Mais il sut se servir si à propos de son Corps de réserve, qu'avec ce secours il regagna le terrain qu'il avoit perdu, & redonna un nouveau courage à ses troupes. Depuis ce moment, la face du combat changea entièrement au désavantage des Mécontents. La dernière charge que le Roi fit, ayant mis la confusion dans leur armée, ils furent si vivement poussés, que ce Prince obtint enfin une victoire complete. Le jeune Perci fut tué, & enterré après la Bataille par la permission du Roi: mais ensuite, ce Prince ayant changé d'avis le fit déterrer, & ordonna qu'on coupât son Corps en quartiers, & qu'on les mît sur des pieux, dans les grands chemins. Le Comte de Worcester qui avoit été fait prisonnier, fut décapité, & sa tête plantée sur le pont de Londres.

Cependant le Comte de Northumberland, qui étoit guéri de sa maladie, s'avançoit avec un Corps de troupes, pour aller renforcer l'armée des Mécontents, & pour en prendre le commandement. Mais ayant appris sur la route le malheur arrivé à son Fils & à son Frère, il congédia ses troupes, n'osant tenir la campagne avec si peu de monde, devant une armée victorieuse. Pendant ce tems-là, le Roi s'étoit mis en marche vers le Nord, sachant bien que c'étoit là le centre de la Rébellion, à cause du grand crédit que le Comte de Northumberland avoit dans ces quartiers-là. Dès qu'il fut arrivé à Yorck, il prit toutes les précautions possibles pour s'assurer de la fidélité de ces Provinces, tant par le serment qu'il exigea des Habitans, que par d'autres voyes qu'il jugea convenables. Quand il crut avoir pris d'assez bonnes mesures, pour ne plus craindre un soulèvement, il fit sommer le Comte de Northumberland de se rendre auprès de lui. Il lui promit un pardon absolu, s'il obéissoit sans délai, & le menaça d'une entière ruine, s'il refusoit la faveur qui lui étoit offerte. Le Comte, qui n'avoit aucune ressource pour se tirer du fâcheux état où il se trouvoit, aima mieux se mettre à la discrétion du Roi, que de se condamner lui-même à un exil perpétuel. Ainsi, sans balancer, il se rendit à Yorck, & se jeta aux pieds du Roi, qui lui tint exactement sa parole; il lui laissa même tous ses biens, à la réserve de l'Isle de Man qu'il lui avoit donnée au commencement de son Regne. C'étoit une punition bien légère pour une si grande faute: mais apparemment Henri ne pouvant oublier les services que le Comte lui avoit rendus, crut lui devoir encore cette reconnoissance. D'ailleurs, le criminel avoit été déjà assez puni par la mort de son Fils & de son Frère.

Pendant que le Roi avoit été occupé dans le Nord, la Cour de France, qui avoit été informée de la révolte du Comte de Northumberland, avoit résolu de profiter de ces troubles. Il paroît par diverses pièces, qui se trouvent dans le Recueil des Actes Publics, que Henri avoit reçu des avis d'une descente que le Duc d'Orléans devoit faire en Angleterre, pendant que Jean Duc de Bourgogne, qui avoit perdu le Duc son Pere cette même année, de-

voit

voit faire le Siège de Calais. Il est à remarquer, que, malgré la Trêve que les deux Couronnes confirmoient presque tous les ans, la France ne manqua jamais à faire connoître, qu'elle étoit disposée à profiter des avantages que les troubles, qu'il y eut en Angleterre pendant ce Règne, pouvoient lui procurer. Ceux qui étoient au timon du Gouvernement pendant la maladie du Roi Charles VI. & particulièrement le Duc d'Orléans, Frere de ce Monarque, ne se crurent jamais liez par les Traitez qu'ils firent avec Henri : c'est ce qui pourroit se prouver avec la dernière évidence. Mais comme il se tira toujours heureusement des embarras qu'on lui suscitoit dans son Royaume, la Cour de France ne put que faire paroître assez fréquemment ses mauvaises intentions à son égard, sans en tirer de grands avantages. Selon les apparences, la victoire que Henri venoit de remporter sur les Rebelles, fit échoier les projets que cette Cour avoit formez contre lui. Cependant, pour ne le pas laisser dans une parfaite tranquillité, comme elle dirigeoit les affaires de Bretagne pendant la minorité du Duc, elle engagea les Bretons à faire une descente sur les côtes Occidentales d'Angleterre, où ils commirent de grands excès. Cette invasion, pour laquelle les Bretons ne pouvoient pas même alléguer le moindre prétexte, chagrina beaucoup le Roi. Néanmoins, comme il vouloit éviter de rompre entièrement avec la Bretagne, dans l'espérance de mettre quelque jour le jeune Duc dans ses intérêts, il crut qu'il étoit à propos de dissimuler son chagrin. Cela fut cause qu'il voulut bien recevoir quelques legeres excuses que la Regence de Bretagne lui fit, en désavouant ceux qui avoient fait la descente, comme ayant agi sans ordre du Gouvernement. Mais en même tems, il permit sous-main aux Habitans de Plimouth, & à d'autres Villes de ces quartiers-là, d'équiper une Flotte, dont ils donnèrent le commandement à *Guillaume Wilford*. Cet Amiral, quoique sans Commissions du Roi, fit voile vers les côtes de Bretagne, où il vengea ses Compatriotes des injures qu'ils avoient reçues des Bretons.

HENRI IV.
1403.

La victoire de Shrewsbury la fait désirer de ses desseins. *Art. Publ. T. VIII. p. 325.* Les Bretons font une descente en Angleterre.

Ils sont désavoués.

Les Anglois se vengent.

Le Parlement qui avoit été convoqué l'année précédente, & ensuite prorogé, se rassembla au mois de Janvier 1404. Le Roi sçut si bien ménager cette Assemblée, qu'elle lui accorda un Subside, qui devoit être bien extraordinaire, puis qu'elle ne voulut pas que la délibération en fût couchée sur les Registres. Mais on a beau prendre des précautions pour faire perdre la mémoire de ces sortes de préjuges dont les Princes ne se souviennent que trop dans les occasions.

1404.
Subside accordé au Roi sans conséquence.

Les rigueurs qu'on avoit exercées contre les Auteurs & les complices des deux précédentes rebellions, obligèrent le Parlement à prier le Roi, d'accorder une amnistie générale à son Peuple. Henri voulut bien le satisfaire, mais il y eut dans cette amnistie des exceptions qui la rendirent à peu près inutile, puisqu'il ne pardonna qu'à ceux qu'il n'avoit pas dessein de punir.

Amnistie avec beaucoup d'exceptions.

La sévérité, dont Henri avoit usé envers ceux qui s'étoient follement entêtés de la fausse opinion que Richard II. étoit encore en vie, n'avoit pas été capable d'en defabufer tout le monde. Le bruit s'étant encore une fois répandu que ce Prince étoit en Ecosse; un nommé *Serlow*, qui avoit été son Domestique, s'y rendit pour y voir son ancien Maître. Il y trouva des gens qui lui montrèrent un homme qui ressembloit un peu à Richard, mais non pas assez pour qu'un Domestique, qui l'avoit long-tems servi, pût le méconnoître.

On publie que Richard II. est en vie.

tre.

HENRI IV.
1404.

tre. Néanmoins *Serlow* feignant d'être persuadé que c'étoit Richard lui-même, écrivit à plusieurs personnes en Angleterre, qu'il étoit actuellement avec lui. Ce témoignage d'un homme qu'on supposoit ne pouvoit se tromper, produisit un si grand effet, qu'une infinité de personnes se laissèrent séduire par cette imposture. La Comtesse d'Oxford, Mere du feu Duc d'Irlande Favori de Richard, le crut, ou fit semblant de le croire, & prit soin de le publier. Elle envoya même à diverses personnes, au nom de Richard, de petits cerfs d'argent, semblables à ceux que ce Prince avoit accoutumé de donner à ses Favoris. Cependant, la diligence du Roi prévint les fâcheux effets que cette imposture auroit pû produire. Il fit arrêter la Comtesse, & pendre son Secrétaire qui étoit de la confidence. Quelque tems après, *Serlow* fut arrêté sur les frontières du Nord, & pendu à Barwick. Comme il avoia l'imposture, & qu'il avoit été l'un des meurtriers du Duc de Gloucester, le bruit qu'il avoit voulu répandre se dissipa peu-à-peu.

Henri en
punit les
Auteurs.
Act. Pub. T.
VIII. p. 379.

Les Bretons
font une
descente à
Portland.
Ibid. p. 356.

Dans cette même année les Bretons firent une descente à Portland, & pillèrent quelques maisons situées sur la côte. Mais quand ils voulurent entrer plus avant dans le Païs, ils trouvèrent un Corps de Milices, tout prêt à les recevoir, qui les repoussa vers la Mer, & fit sur eux quelques prisonniers de distinction. Jusqu'alors il n'y avoit point de déclaration de Guerre entre l'Angleterre & la Bretagne: mais les deux Nations ne laissoient pas d'agir hostilement l'une contre l'autre, quoique sans l'aveu des Souverains. La France qui dispoit alors des Bretons, étoit bien aise de semer la discorde entre eux & les Anglois, de peur que Henri ne se prévalût du secours de la Bretagne, quand le Duc seroit devenu majeur. Par cette même raison, Henri fermoit les yeux à ces insultes, de peur de se priver de cet avantage. De plus, il sembloit résolu d'éviter, autant qu'il seroit possible, de s'engager dans aucune Guerre, craignant que les Mécontents ne se servissent de cette occasion pour exciter des troubles dans le Royaume, s'il étoit obligé d'envoyer ses forces hors du Païs.

Henri dissimule encore.

Il conclut
une Trêve
avec l'Ecosse.

Ce fut apparemment par cette même raison, qu'il conclut avec l'Ecosse une Trêve depuis le 6. de Juillet de cette année, jusqu'à Pâque de la suivante.

Cependant il ne pouvoit pas compter, que toutes ses précautions pussent toujours détourner la Guerre qu'il craignoit. Outre qu'il voyoit bien que la France ne cherchoit qu'une occasion de rupture, il considéroit que les affaires de Galles prenoient un très-mauvais train. Non seulement Glendourdy persistoit dans sa révolte, mais même il s'étoit emparé de quelques Places à l'occident de la Saverne. De plus, la Trêve avec l'Ecosse devant finir au commencement du Printems, il falloit nécessairement faire marcher une armée vers le Nord. Ces considérations le déterminèrent à convoquer un Parlement pour en tirer un secours qui pût le mettre en état de soutenir ces deux Guerres.

Parlement
sans Lettres.

Ce Parlement s'assembla le 6. d'Octobre: on prétend que le Roi avoit donné des ordres exprès aux Shérifs, d'empêcher qu'on n'élût des gens de Lettres pour Députés à cette Assemblée, & que ce fut de là qu'on prit occasion de donner à ce Parlement le nom d'*Ignorant*, ou *sans Lettres*. Il y a pourtant lieu de douter que ces ordres fussent aussi positifs qu'on l'assure. La brèche

che que Richard II. avoit fait aux libertez de la Nation par une semblable voye , & la punition qui s'en étoit ensuivie , étoient encore trop récentes , pour que Henri eût voulu ouvertement imiter cet exemple , & s'exposer au même risque dans la conjoncture où il se trouvoit. On ne peut pourtant disconvenir qu'en cette occasion , la Cour n'eût agi très-fortement pour faire élire des Députés qui ne fussent pas trop entêtés en faveur du Clergé , par les raisons qu'on va voir tout à l'heure. Quoiqu'il en soit , le Roi ayant représenté à ce Parlement ainsi composé , le besoin qu'il avoit d'un secours extraordinaire , les Communes allèrent en Corps lui présenter une Adresse , dans laquelle elles lui remontoient , que , sans fouler son Peuple , il pouvoit subvenir à ses besoins , en faisant saisir les revenus du Clergé. Elles exposoient , que le Clergé possédoit la troisième partie des biens du Royaume , & que ne rendant au Roi aucun service personnel , il étoit juste qu'il contribuât de ses revenus aux besoins pressans de l'Etat. Qu'il étoit manifeste que les richesses des Ecclésiastiques les rendoient négligens à remplir leurs devoirs , & que ce seroit un double bien pour l'Etat & pour l'Eglise , que de diminuer leurs revenus excessifs.

Le Roi reçut cette Adresse d'une manière à faire comprendre qu'elle ne lui étoit pas désagréable , & vraisemblablement c'étoit lui qui , par ses Emissaires , avoit indiqué cette voye pour trouver l'argent dont il avoit besoin. L'Archevêque de Cantorbéri qui étoit présent , ne crut pas devoir garder le silence dans une occasion où il s'agissoit des intérêts de tout le Clergé. Il représenta au Roi , qu'encore que les Ecclésiastiques ne le servissent pas de leurs personnes , on ne pouvoit pas en inférer qu'ils lui fussent inutiles , puisqu'ils faisoient marcher leurs Vassaux & leurs Tenanciers , quand les besoins de l'Etat le requéroient : Qu'en dépouillant le Clergé de ses biens , on feroit cesser les prières qu'il offroit nuit & jour à Dieu pour la prospérité de l'Etat , & qu'on ne devoit pas espérer que Dieu accordât sa protection au Royaume si l'on faisoit si peu de cas des prières des Ecclésiastiques. Il ajouta d'un ton menaçant , que si ces considérations n'étoient pas capables d'arrêter les complots qu'on faisoit contre le Clergé , on trouveroit qu'il ne seroit pas facile de le dépouiller de ses biens , sans exposer l'Etat à de grands risques , & que tant qu'il seroit Archevêque de Cantorbéri , il s'opposeroit de tout son pouvoir à cette injustice. Ensuite , s'étant jeté tout à coup aux genoux du Roi , il le pressa fortement du côté de la conscience , tâchant de lui faire comprendre que de tous les crimes qu'un Prince pouvoit commettre , il n'y en avoit point de pareil à celui de priver le Clergé de ses revenus. Soit que Henri se sentit touché du discours de l'Archevêque , ou que les fortes oppositions qu'il prévoyoit de la part du Clergé , lui fissent comprendre qu'il auroit trop de peine à réussir dans son dessein , il prit sur le champ la résolution de s'en désister. Il répondit au Prélat , qu'encore qu'il ne condannât pas son zèle , il ne pouvoit s'empêcher de lui dire , que ses craintes n'avoient aucun fondement : qu'en montant sur le Trône il avoit pris une ferme résolution de favoriser l'Eglise de tout son pouvoir , & qu'il espéroit , avec la grace de Dieu , de la laisser en aussi bon état qu'il l'avoit trouvée. L'Archevêque encouragé par cette réponse , se tourna vers les Communes , & leur parla d'une manière peu propre à gagner leur bienveillance , en leur disant que leur demande n'avoit pour fondement que

HENRI IV.
1404.

Cabales de
la Cour dans
les élections

Le Roi de-
mande de
l'argent.
Les Com-
munes
prirent le Roi
de saisir les
revenus du
Clergé-

L'Archevê-
que de Can-
torbéri s'y
oppose for-
tement.

Le Roi se
rend à ses
instances.

HENRI IV. l'irréligion & l'avarice. Les Communes ne repliquèrent rien à ce discours offensant : mais quand elles furent retournées dans leur Chambre, elles résolurent de persister dans ce qu'elles avoient demandé, & présentèrent même un Bill pour faire saisir les revenus du Clergé. Mais il ne leur fut pas possible de réussir dans leur projet. Les sollicitations de l'Archevêque & du reste du Clergé, furent si puissantes parmi les Seigneurs, que la Chambre haute refusa de donner son consentement au Bill. Ainsi les Communes se virent obligées de chercher d'autres moyens pour satisfaire le Roi.

Innocent VII. Pape.
Act. Publ.
T. VIII. p. 381

Sur la fin de cette année, Innocent VII. écrivit au Roi, pour lui donner avis de son exaltation sur le Trône Pontifical.

1405.

Il n'y a pas lieu de s'étonner, qu'au grand nombre d'ennemis que Henri avoit tant au dedans qu'au dehors, il ne voulût pas encore ajouter le Clergé, qui, comme l'Archevêque l'en avoit menacé, auroit pu lui causer de grands embarras. Quoique tout parût tranquille dans le Royaume, il ne laissa pas de découvrir, vers le commencement de l'année 1405, qu'on avoit quelque mauvais dessein contre lui, sans pourtant qu'il en pût connoître les Auteurs.

On enlève les enfans du Comte de la Marche, de Windsor.

Le Comte de la Marche avoit assez bien dissimulé son chagrin, lorsque Henri fut placé sur le Trône : mais la ligue qu'il avoit faite depuis avec Glendourdy & avec le Comte de Northumberland, n'étoit que trop capable de défilier les yeux au Roi, quand même il se seroit d'abord laissé surprendre par cette dissimulation. Il étoit trop jaloux de la Couronne qu'il portoit, pour se persuader que le Comte eût oublié ses justes droits. Par cette raison, il avoit toujours refusé de faire aucune démarche pour lui procurer sa liberté. C'étoit encore par la même considération qu'il avoit fait arrêter ses enfans, & qu'il les faisoit garder soigneusement à Windsor, afin qu'ils lui servissent d'otages pour la conduite de leur pere. Malgré tous ses soins, quelqu'un trouva le moyen de faire enlever ces prisonniers & de les tenir cachez durant quelque tems. Mais le Roi les fit chercher avec tant d'exactitude, qu'ils furent enfin trouvez, & remis dans la même prison. Il auroit sévèrement puni cet attentat, s'il eût pu en découvrir les Auteurs ; mais toutes ses recherches furent inutiles. Il n'y eut qu'un misérable Serrurier, qui fut pendu, pour y avoir eu part, sans pourtant qu'il voulût découvrir ceux qui l'avoient employé. Le Duc d'Yorck en ayant été soupçonné, fut arrêté, & envoyé dans le Château de Pevensey, où il demeura prisonnier plus de trois mois. Mais enfin, il fut relâché, parce qu'on ne put trouver des preuves suffisantes contre lui.

Le Duc d'Yorck est arrêté.

Act. Publ.
T. VIII. pag. 386. 387.

Le Prince Henri marche contre les Gallois.

Il gagne deux Batailles.

11. Mars.

14. Mai.

pag. 390.

Les Gallois persistent

Cet attentat fit craindre au Roi, que ses ennemis ne formassent quelque nouveau complot en faveur du Comte de la Marche, & il crut qu'avant que de le faire éclater, ils avoient voulu mettre ces jeunes Princes en sûreté. Comme Glendourdy étoit toujours prêt à favoriser les Mécontents, Henri résolut de se délivrer de ces inquiétudes, en faisant un puissant effort pour ruiner ce Rebelle. Dans cette vue, il donna le commandement d'une armée à Henri son fils-ainé, qui, dès l'entrée de la campagne, engagea les Gallois au combat, & mit leur armée en déroute. Deux mois après, cette Victoire fut suivie d'une autre encore plus importante, dans laquelle le fils de Glendourdy fut fait prisonnier. Ces deux défaites ne furent pourtant pas capable de décourager les Gallois. Au contraire, ils firent de nouveaux efforts pour se maintenir dans leur liberté. La situation de leur País, les assurances que la France leur faisoit

faisoit donner d'une puissante diversion, & selon les apparences la connoissance que leur Chef avoit d'une conspiration qui se tramoit en Angleterre, leur faisoient espérer un meilleur succès pour l'avenir.

Ce n'étoit pas sans fondement que les Gallois comptoient sur le secours de la France. Effectivement cette Couronne, ou pour mieux dire, le Duc d'Orléans qui gouvernoit alors le Royaume, ne faisoit aucun cas de la Trêve, toutes les fois qu'il croyoit pouvoir la rompre avec avantage. Bien qu'elle eût été confirmée en 1403. Mézerai avoüe, que le Connétable d'Albret & le Comte d'Armagnac avoient soustrait à l'Angleterre plus de soixante Places en Guyenne. Dans le cours de cette année, le Duc d'Orléans assiégea ouvertement Bourg & Blaye, sans pouvoir les prendre, & le Duc de Bourgogne se préparoit à faire le Siège de Calais. Pour faciliter cette entreprise, le Comte de S. Pol tenta de se saisir du Château de Merck : Mais la Garnison de Calais étant accourue au secours, le contraignit de se retirer en désordre, bien qu'il fût déjà maître de la basse-cour.

Ces infractions continuelles faisoient assez comprendre à Henri ce qu'il devoit attendre de la France, s'il arrivoit que ses affaires tournassent mal en Angleterre. Par cette raison, il souhaitoit de finir la Guerre de Galles avant que de témoigner du ressentiment contre les François, aimant mieux les laisser agir secrètement que de donner lieu à une rupture ouverte. Dans cette vue, il avoit envoyé contre les Gallois, le Prince son fils qui avoit eu le succès que nous avons vu. Avant que de commencer cette expédition, il avoit assemblé le Corps de la Noblesse, pour lui demander un secours d'argent, ayant honte d'en demander encore au Parlement, qui depuis peu lui avoit accordé un Subside considérable. Mais la Noblesse avoit nettement refusé de se conformer au désir du Roi sans l'autorité du Parlement. Le Clergé, que le Roi fit aussi sonder, avoit répondu avec la même fermeté, ne voulant point établir un préjugé de cette nature, de peur qu'il ne tournât en coutume. Henri, très-mortifié de ce refus, avoit congédié ces deux Corps avec des marques de chagrin, qui firent comprendre qu'il ne laisseroit pas échapper les occasions de leur faire sentir les effets de son indignation. Par-là, il fournit à certains Seigneurs l'occasion & le prétexte de hâter l'exécution d'un dessein, qui, selon les apparences, étoit formé depuis quelque tems.

Richard Scrop, Archevêque d'Yorck, étant mécontent, & voulant venger Richard qui l'avoit élevé à cette Dignité, avoit engagé divers Seigneurs à faire une ligue pour renverser Henri de dessus le Trône. Le Comte de Northumberland entra dans cette confédération, quoique le Roi lui eût déjà pardonné une semblable faute; & par le crédit qu'il avoit dans le Nord, il avoit engagé les Peuples de ces quartiers-là dans le même complot. Thomas Mowbray Comte Maréchal, les Lords Bardolf, Hastings, Falcombridge, & plusieurs autres Seigneurs & Gentilhommes, se mirent aussi de la partie, & levèrent un grand nombre de troupes qu'ils conduisirent à Yorck, où étoit le rendez-vous. Dès que ces troupes, qui faisoient une armée considérable, furent assemblées, les Chefs publièrent un Manifeste contre le Roi, & le firent afficher sur les portes des Eglises d'Yorck, afin que tout le Peuple en eût connoissance. Ce Manifeste contenoit neuf Articles, dont voici la substance.

I. Que Henri en arrivant en Angleterre, avoit protesté & juré, qu'il ne

T t ij

venoit

HENRI IV.
1405.
dans leur ré-
volte.

La France
cherche toû-
jours les oc-
casions d'in-
quiéter
Henri.

Le Roi de-
mande un
secours d'ar-
gent à la No-
blesse & au
Clergé, & ne
peut l'obte-
nir.

Conspira-
tion tramée
par l'Arche-
vêque
d'Yorck.

Manifeste

HENRI IV. venoit que pour recouvrer ses biens, & qu'il n'avoit aucune prétention sur la Couronne, & que néanmoins il s'étoit fait couronner.

1405.
des Révol-
tez.

II. Que comme un Archi-traitre, il avoit emprisonné son Souverain, & l'avoit forcé à résigner la Couronne, après quoi il l'avoit barbarement fait mourir.

III. Que depuis la mort de Richard, il detenoit injustement la Couronne, au préjudice d'Edmond Mortimer Comte de la Marche, à qui elle appartenoit légitimement.

IV. Qu'il avoit injustement ôté la vie à diverses personnes de qualité, qui n'avoient commis d'autre crime que d'avoir fait des efforts pour réformer les abus du Gouvernement, & que, contre les Loix du Royaume, il avoit fait emprisonner des Evêques, de sa seule autorité.

V. Qu'il avoit opprimé le Peuple par des taxes non nécessaires, & que, par ses menaces, il l'avoit empêché de s'en plaindre.

VI. Qu'il avoit violé les privilèges de la Nation, & le serment qu'il avoit fait de les maintenir, en empêchant la liberté des élections des Membres du Parlement.

VII. Que, dans un Parlement tenu à Wincheſter, il avoit donné un consentement volontaire à un très-pernicieux Statut contre l'Eglise Romaine, & contre la puissance conférée à S. Pierre & à ses Successeurs: que par-là, la Simonie, le parjure, & autres défordres s'étoient introduits parmi le Clergé, aussi-bien que parmi la Noblesse qui vendoit les Bénéfices vacans à des personnes incapables de les desservir.

VIII. Que, malgré les fréquentes instances de divers Seigneurs de son Conseil, il avoit refusé de payer la rançon du Comte de la Marche & éludé ses justes requêtes, en imputant faussement à ce Prince qu'il s'étoit rendu volontairement prisonnier des Gallois.

IX. Que, par toutes ces raisons, ils avoient pris les armes, à dessein de délivrer la Nation des violences de ce Tyran, & pour mettre le légitime Héritier sur le Trône.

Le Comte
de West-
morland se
faisit par su-
percherie
des Chefs
de la Conf-
piration.

Quelque tems avant que le Roi eût reçu la nouvelle de cette révolte, il avoit fait marcher vers le Nord un Corps de troupes, sous la conduite du Comte de Westmorland, pour faire tête aux Ecoſſois qui faisoient mine de vouloir recommencer la Guerre. Ce Comte étoit déjà tout proche d'Yorck lorsqu'il apprit la nouvelle de ce soulèvement. La supériorité des troupes des Révoltez ne lui permettant pas de s'avancer plus loin, de peur de s'engager dans un combat inégal, il crut qu'il étoit plus à propos de se servir de la ruse. Dans ce dessein, il envoya un homme affidé à l'Archevêque d'Yorck & au Comte Maréchal, pour leur dire de sa part, que considérant leur grande prudence & leur zèle pour le bien public, il ne doutoit point, que de fortes raisons ne les eussent poussez à prendre les armes, & qu'ils les prioit de l'en informer. Les Confédérez le croyant déjà ébranlé, lui firent dire qu'ils n'avoient point d'autre intention que de procurer le bien du Royaume, & qu'ils le prioient de se joindre à eux pour soutenir les intérêts du Public. Cette réponse lui fit juger qu'il ne seroit pas impossible de surprendre des gens qui le croyoient capable de prendre si aisément leur parti. Pour les entretenir dans cette pensée, il leur fit dire par le même Agent, qu'il n'étoit pas assez aveu-
gle,

gle, pour ne pas voir les torts qui étoient faits à la Nation : mais qu'il craignoit qu'ils n'eussent agi avec trop de précipitation. Qu'avant toutes choses, il auroit fallu s'assurer de la concurrence de tous les principaux Seigneurs, ou du moins de la plus grande partie. Que pour ce qui le regardoit, il ne pouvoit pas leur dire par une personne tierce, tout ce qu'il pensoit, mais que s'ils vouloient consentir à une entrevûë, il s'expliqueroit plus ouvertement avec eux. L'Archevêque d'Yorck ne doutant plus que ce Seigneur ne fût secrètement dans les sentimens des Conféderez, pressa le Comte Maréchal de se rendre avec lui à cette entrevûë ; & malgré la répugnance que celui-ci sentoît à faire cette démarche, il sçut enfin l'y déterminer. Le lieu de la Conférence ayant été choisi dans une plaine découverte, & les escortes s'étant approchées à une égale distance de chaque côté, ces trois Seigneurs commencèrent à parler ensemble. Le Comte de Westmorland protesta qu'il n'avoit pas moins à cœur qu'eux-mêmes, le bien & la prospérité de l'Etat, & qu'il approuvoit les Articles du Manifeste, à l'exception de quelques-uns auxquels il souhai-toit qu'on fit quelque changement. Ensuite il proposa certains moyens pour exécuter leur dessein, qui leur parurent très-judicieux, & qui achevèrent de les convaincre, qu'il agissoit de bonne foi. Dès qu'il se fut aperçu qu'il avoit gagné leur confiance, il fit apporter du vin, & ils burent tous trois ensemble. Pendant ce tems-là, il affectoit de les prendre par la main tantôt l'un, tantôt l'autre, & de leur donner des marques d'une sincère correspondance. Enfin pour leur témoigner une confiance entière, il donna ordre à son escorte de se retirer, à quoi elle obéit incontinent. Cette franchise obligea l'Archevêque & le Comte Maréchal de renvoyer aussi leurs gens, ne voulant point paroître plus méfiants que lui. Mais leur escorte se fut à peine éloignée, que l'autre revint au galop, & avant que l'Archevêque & Mowbray pussent être secourus, ils furent tous deux enlevés & conduits à l'armée du Roi. La prise de ces Chef jeta les Conféderez dans une telle consternation, qu'il ne fut pas possible au Comte de Northumberland, qui étoit demeuré à Yorck, de tenir leurs troupes plus long-tems assemblées. Ainsi, chacun s'étant retiré chez soi, le Comte se vit aussi dans la nécessité de s'enfuir, & de s'aller renfermer dans Barwick dont il étoit Gouverneur. Quelque tems après, le Roi s'étant rendu à Pontfract, le Comte de Westmorland alla lui présenter ses deux prisonniers qui furent tous deux condamnés à perdre la tête. L'Archevêque souffrit la mort avec beaucoup de constance, & fut révérendu du Peuple comme un Martyr, jusqu'à ce que le Roi, par son autorité, arrêta le cours de cette superstition. De Pontfract, le Roi se rendit à Yorck, dont il châtia sévèrement les habitans. Ensuite, s'étant avancé vers le Nord, pour assiéger le Château de Barwick, il prit en chemin les Lords Hastings & Falconbridge, qui éprouvèrent le même sort que l'Archevêque d'Yorck & le Grand Maréchal. A l'approche du Roi, le Comte de Northumberland & le Lord Bardolf désespérant de pouvoir se défendre, & craignant de tomber entre les mains de ce Prince justement irrité, se retirèrent en Ecosse chez le Lord Fleming qui leur donna un azyle dans sa maison. Cependant Henri se rendit maître de Barwick & de plusieurs Châteaux qui appartenoient en propre, au Comte de Northumberland, après quoi, il reprit le chemin de Londres.

Quoique la plupart des Historiens rapportent l'origine de cette conspira-

HENRI IV,
1405.

Les troupes
des Révol-
tez se dissi-
pent.

Le Comte
de Nor-
thumber-
land se reti-
re à Bar-
wick.

Les deux
prisonniers
sont décapit-
tez.

Ass. Publ. T.
VIII. p. 398.

D'autres
Seigneurs
sont exécu-
tez

Le Comte
de Nor-
thumber-
land & Bar-
dolf se reti-
rent en E-
cosse.

Les Fran-
tion

HENRI IV.
1405.
François descen-
dent dans
le País de
Galles.

tion aux menaces que le Roi avoit faites au Clergé & à la Noblesse, lorsqu'on lui refusa le secours qu'il demandoit, il paroît pourtant qu'elle avoit été tramée avant ce tems-là. En effet, pendant que ce Prince étoit encore dans le Nord, le Maréchal de Montmorenci arriva dans le País de Galles avec une Flotte de cent quarante Vaisseaux, sur laquelle il avoit fait embarquer douze mille hommes. Aussi-tôt qu'il fut à terre, il alla se joindre à Glendourdy, & ils allèrent ensemble, s'emparer de Camarthen, de Worcester & de plusieurs autres Places du voisinage, où ils firent un grand butin. Mézerai, qui place cet événement dans l'année précédente, dit, que le Comte de la Marche, de la Maison de Bourbon, fit manquer cette entreprise par un trop long retardement. Cela fait voir que la Cour de France avoit compté que cette armée pourroit débarquer dans le País de Galles, précisément au tems que la conspiration de l'Archevêque d'Yorck éclata. Peut-être même, qu'on avoit commencé à la préparer dès l'année précédente, & que c'est ce qui a causé l'erreur de cet Historien. Au reste il y a bien plus d'apparence qu'il s'est trompé dans la date de cet événement, que les Historiens Anglois, qui rapportent à cette année, la prise de leurs Places, & le grand butin que leurs ennemis firent en cette occasion. D'ailleurs, on trouve dans le Recueil des Actes Publics, un ordre du Roi, daté de Pontfract, qui faisoit mention de la descente des François. Il est vrai que dans cet ordre, leur Chef est nommé *Hungerville*, & non pas Montmorenci. Mais comme ils ne firent pas deux descentes dans la même année, & dans le même País, on peut présumer que *Hungerville* avoit fait la descente sous les ordres du Maréchal.

Le Roi
marche
contre eux.

Il ne peut
rien faire
contre les
Gallois.

Mauvaise
foi de la
Cour de
France.

Henri n'eut pas plutôt terminé les affaires qu'il avoit dans le Nord, qu'il se mit en marche vers le País de Galles, pour défendre les frontières contre les François. Mais il fut tellement retardé par le mauvais tems, qu'ils eurent tout le loisir nécessaire pour se rembarquer, laissant à Glendourdy le soin de se tirer d'affaire comme il pourroit. Cependant le Roi ne put rien exécuter contre les Gallois, quoique privez du secours de leurs amis, tant à cause que la saison étoit déjà trop avancée, que parce que dans sa marche il perdit la plus grande partie de son bagage.

Il sembloit qu'après une violation si manifeste de la Trêve, la Cour de France ne vouloit plus garder des menagemens avec Henri, & qu'elle avoit dessein de recommencer la Guerre tout ouvertement. Mais ce n'étoit pas là son intention. Comme la Conspiration d'Angleterre n'avoit pas réussi selon ses desirs, elle ne jugea pas à propos de pousser plus loin la rupture. Cependant pour ajouter encore l'insulte à l'offense, dans le tems même qu'elle venoit d'envoyer un puissant secours aux Gallois Rebelles, & que ses troupes venoient de prendre des Villes, & de ravager des Provinces en Angleterre, elle fit dire à Henri que son dessein étoit toujours d'observer la Trêve, comme si de simples paroles eussent été plus propres à faire connoître la sincérité de ses intentions que des effets directement opposez. Cette conduite n'étoit fondée que sur le vain prétexte de la querelle particulière que le Duc d'Orléans prétendoit avoir avec Henri, pour le meurtre de Richard II. dans laquelle il croyoit ou feignoit de croire, qu'il pouvoit se servir des forces de la France, dont il avoit la disposition, sans que la Trêve entre les deux Couronnes en fût violée. Ainsi toutes les plaintes que Henri pouvoit faire sur ce sujet, étoient inu-

inutiles, puisque pour se faire rendre justice, il ne pouvoit s'adresser qu'au Duc d'Orleans même, qui étoit le principal Auteur de toutes ces infractions. La Cour de France connoissoit si bien le génie, le caractère & la politique de Henri, qu'elle ne craignoit point de l'insulter en toutes occasions, pendant presque tout le cours de son regne. Henri V. son fils ne fut pas si débonnaire, & sçut bien tirer vengeance des affronts que le Roi son Pere avoit reçus.

Vers la fin de cette année, Philippe, fille du Roi, fut envoyée au Roi de Dannemarck son Epoux (1).

Tout étant tranquille en Angleterre, depuis la retraite des François, le Roi convoqua un Parlement, qui s'assembla le 1. de Mars 1406. Comme son dessein étoit de lui demander de l'argent, il donna sans balancer son consentement à un Acte pour assurer la liberté des élections à l'égard des Députés à la Chambre des Communes. Cet Acte fait voir, que dans les élections qui s'étoient faites pour le précédent Parlement, le Roi avoit fait des démarches qui tendoient à resserrer la liberté des suffrages. Dès que cet Acte fut passé, Henri demanda un secours d'argent : mais on lui répondit nettement, qu'on n'y voyoit aucune nécessité. Il fut très-choqué de ce refus, sans pourtant oser faire paroître ouvertement son chagrin, de peur d'irriter les esprits. Cependant, il imagina un moyen qui lui fit obtenir ce qu'il souhaitoit. Ce fut de tenir le Parlement assemblé, jusqu'à ce que, de lui-même, il se portât à lui accorder sa demande. Ainsi, sans faire aucune nouvelle instance, il continua cette Séance jusqu'à la fin du mois d'Août. Cette longueur étoit très-incommode aux Députés qui avoient des affaires chez eux, en même tems d'une grande dépense pour le Peuple qui étoit obligé de les défrayer. Enfin, les Membres impatiens de revoir leurs Maisons, lui accordèrent un Subside, non sans murmurer beaucoup de la contrainte qui leur étoit imposée.

Pendant cette Séance, le Parlement fit un Acte qui restreignoit la Succession de la Couronne aux Descendans mâles du Roi, à l'exclusion des femmes. Comme cet Acte fut révoqué dans l'année même, & qu'apparemment il fut ôté des Régistres, on ne peut sçavoir que par conjecture, sur quel fondement il étoit appuyé. Voici ce qui, selon les apparences, pouvoit avoir servi de prétexte au Roi, pour demander cet Acte extraordinaire.

Pendant tout le tems de la domination des Rois Saxons, ou du moins depuis l'union des sept Royaumes, on ne trouve point d'exemple que les Descendans des femmes aient été appelés à la Succession de la Couronne. Depuis la conquête des Normans, jusqu'au tems dont nous parlons, on voit dans l'Histoire d'Angleterre deux préjugés en faveur des femmes. Le premier est celui du Roi *Etienne*, fils d'une fille de Guillaume le Conquérant, auquel on peut ajouter, dans le même tems, celui de *Mathilde* fille de Henri I. qui disputa la Couronne à Etienne. Le second est celui de Henri II. Fils de Mathilde, qui fut reconnu pour Roi sans opposition. Ces deux préjugés sembloient établir le droit des femmes d'une manière incontestable. Cependant ils n'étoient pas sans difficulté. On pouvoit dire qu'*Etienne* n'étoit monté sur le Trône que par les cabales de quelques-uns d'entre les Seigneurs, & que Henri II. n'avoit reçu la Couronne, qu'en vertu d'un Traité qu'il avoit extorqué

Philippe
fille du
Roi, part
pour le
Danne-
marck.

1406.

Le Parle-
ment s'as-
semble.

Acte pour
la liberté
des élec-
tions des
Députés.

Le Parle-
ment refu-
se un Subsi-
de au Roi,
qui le tient
assemblé
jusqu'à ce
que le Sub-
side est ac-
cordé.

Acte qui
exclut les
femmes de
la Couron-
ne.

Observa-
tion sur cet
Acte.

(1) Selon Pontanus les nocces d'Eric avec Philippe ne se célébrèrent que le 25. d'Octobre de l'année 1406.

HENRI IV. 1406. qué de son Prédécesseur par la force des armes. On pouvoit encore objecter que n'y ayant point de Loi expresse sur ce sujet, deux exemples depuis le commencement de la Monarchie, ne pouvoient point avoir force de Loi, principalement à cause des circonstances dont ils étoient accompagnez. Ainsi le droit des femmes & de leurs Descendans, pouvoit du moins être sujet à quelque contestation.

Lorsque Henri IV. monta sur le Trône, il prétendoit être le plus prochain Héritier de Richard II. témoignant par-là, qu'il ne tenoit aucun compte du droit du Comte de la Marche, qui ne venoit que des femmes. En effet, en supposant la nullité du droit des femmes, on ne pouvoit contester à Henri, qu'il ne fut plus prochain Héritier que le Comte de la Marche, qu'on prétendoit lui opposer. Mais cette prétendue nullité étoit une question qui n'étoit pas décidée. Cependant le Peuple étoit généralement persuadé, que les femmes avoient droit de succéder, puisque, sans qu'il fût nécessaire d'alléguer des exemples, ou des préjuges en leur faveur, il suffisoit qu'il n'y eût point de Loi qui les exclût. C'étoit sur ce fondement que la dernière rébellion avoit été appuyé comme il avoit paru par le Manifeste des Révoltez. Il y a donc apparence que, pour ôter ce prétexte aux Mécontents, Henri voulut faire décider cette question par cet Acte qui, en excluant les femmes & leurs Descendans, sembloit insinuer, que c'étoit conformément à la coutume & aux Loix du Royaume, que le Roi regnant étoit monté sur le Trône. Mais cet Acte qui, peut-être, avoit été extorqué par la même voye que le Subside, ne subsista que jusqu'à la fin de l'année. Le prochain Parlement qui s'assembla au mois de Décembre, fit au Roi de si fortes remontrances sur ce sujet, que ce Prince consentit à la révocation. Ce Parlement ne se contentant pas de laisser le droit des femmes dans l'état douteux où il pouvoit être auparavant, fit un nouvel Acte par lequel les femmes & leurs Descendans étoient rétablis dans leurs droits naturels. Il assura la Succession au fils aîné du Roi, & à ses Descendans, sans exception, ensuite à ses freres & à leur postérité, sans en exclure les femmes. Cet Acte fut signé du Roi, de tous les Seigneurs, & de l'Orateur des Communes, au nom de toute sa Chambre, le 2. Décembre 1406. ainsi qu'on le voit dans le Recueil des Actes Publics.

L'Acte est
révoqué.
Autre pour
les femmes.
*Act. Publ. T.
VIII. p. 466.*

La précaution que le Roi voulut prendre pour assurer ses droits en faisant passer le premier de ces Actes, porta un extrême préjudice à ses Descendans. Par-là, il donna occasion de faire le second qui ajoutoit une nouvelle force aux droits du Comte de la Marche, & par conséquent à ceux de la Maison d'Yorck qui devint héritière de ce Prince.

Négocia-
tion du Roi
pour se
faire livrer
le Comte
de North-
umberland.

Pendant que le Parlement, qui fit le premier de ces Actes continuoit sa Séance, en attendant qu'il plût au Roi de le congédier, Henri entretenoit en Ecosse une secrète négociation, pour se faire livrer le Comte de Northumberland & le Lord Bardolf, qui s'y étoient refugiez. Il ne pouvoit être sans inquiétude, à l'égard du premier, dont la valeur, la capacité, l'humeur vindicative, ne lui étoient pas moins connûes, que son grand crédit dans les Provinces du Nord. Comme il étoit à craindre qu'étant si proche de ce Pais-là, il ne brassât quelque dangereux complot, Henri crut ne devoir rien épargner pour se délivrer de cette inquiétude, en s'assurant de sa personne. Pour cet effet, il fit proposer à certains Seigneurs Ecossois qui avoient leurs Parens & leurs

leurs amis prisonniers en Angleterre, de lui livrer le Comte de Northumberland & le Lord Bardolf, promettant de son côté, de relâcher ces prisonniers sans rançon. Cette proposition fut acceptée avec joye. Mais comme on ne put cacher ce dessein au Lord *Fleming*, qui avoit donné un azyle dans sa maison à ces deux Seigneurs, il les en avertit, & ils se retirèrent dans le País de Galles, sous la protection de Glendourdy. Quelque tems après, les Seigneurs Ecoissois fâchez d'avoir manqué leur coup, tuèrent le Lord Fleming qui étoit cause que leurs Parens demeuroient encore en prison. Ensuite le fils de ce Seigneur ayant vengé sa mort sur quelques-uns de ces meurtriers, cette querelle jointe à plusieurs autres sujets de discorde qu'il y avoit entre les Grands, sous le gouvernement d'un Prince extrêmement foible, causa beaucoup de troubles dans ce Royaume.

Robert III. de la Maison de Stuart qui occupoit alors le Trône d'Ecosse, étoit un Prince plus exempt de vices que doilé de bonnes qualitez. Sa facilité, ou son incapacité, avoit donné lieu à Robert son frère Duc d'Albanie, de s'emparer peu-à-peu du gouvernement du Royaume pendant qu'il ne laissoit au Roi son frère, que les marques extérieures de la Royauté. Son ambition n'étant pas satisfaite d'une autorité empruntée, il forma le dessein de s'emparer de la Couronne, ou du moins, il prit des mesures pour la faire tomber sur sa tête, après la mort de Robert. Pour parvenir à ce but il étoit nécessaire de prévenir les obstacles qu'il devoit infailliblement trouver dans l'exécution de ses desseins, de la part des Princes *David & Jacques* ses neveux, fils du Roi. L'occasion se présenta bien-tôt de se défaire de l'aîné. Ce jeune Prince ayant commis quelque excès dont on porta des plaintes au Roi, le Duc d'Albanie se fit donner ordre par le Roi son frère, de tenir David enfermé, jusqu'à ce que ses passions se fussent un peu rallenties. Il exécuta cet ordre avec tant de rigueur, qu'ayant resserré le Prince dans une étroite prison, il l'y fit mourir de faim. Quelque soin qu'il pût prendre pour cacher cette barbare action, Robert en fut informé : mais étant trop foible & le Duc son frère trop puissant, il n'osa tenter de s'en venger. Le seul remède qu'il put trouver à sa douleur fut de mettre Jacques son second fils, qui étoit devenu l'aîné, à couvert des embûches de son perfide frère. Dans cette pensée il résolut de le faire élever à la Cour de France, afin de le tirer d'Ecosse, où il se trouvoit dans un si grand danger, & il le fit embarquer, pour faire son voyage par Mer. Ce jeune Prince faisant voiles près des côtes de Norfolk, & se trouvant incommodé de la Mer, se fit mettre à terre, pour y prendre quelque repos. Mais il ne fut pas plutôt descendu du Vaisseau, que des Marelots de ces quartiers-là l'arrêtèrent, & le menèrent au Roi qui eut la dureté de le faire enfermer dans la Tour. Le Prince Ecoissois eut beau lui présenter une Lettre du Roi son Pere qui le lui recommandoit, en cas que quelque accident l'obligeât à prendre terre dans ses Etats. Henri ne lui répondit que par une mauvaise plaisanterie, en lui disant, que, pour apprendre le François, il n'étoit pas nécessaire d'aller à Paris, & qu'il le lui feroit enseigner à Londres. Le Roi d'Ecosse mourut trois jours après qu'il eut reçu cette fâcheuse nouvelle, & le Duc d'Albanie prit la Regence du Royaume, pendant la prison du jeune Prince à qui la Couronne étoit dévolue.

Cette même année, les François s'approchèrent du País de Galles avec trente

HENRI IV.
1406.

Ce Duc se retire dans le País de Galles.

Affaires d'Ecosse.

Le Prince Jacques est arrêté en Angleterre. *Aff. Publ. Tom. VIII. pag. 484.*

Mort du Roi Robert. Le Duc d'Albanie est Regent d'Ecosse.

Les François s'achèvent

HENRI IV. huit Vaisseaux, à dessein de donner du secours à Glendourdy. Mais une violente tempête, qui fit échoüer la plupart de leurs Navires, les empêcha d'exécuter ce projet.

1406.
en vain de
secourir les
Gallois.

1407.
Indices d'une
nouvelle
Conspira-
tion.

Il y a beaucoup d'apparence, que la Cour de France avoit eu quelque connoissance d'un complot qui se formoit en Angleterre contre le Roi, & que c'étoit dans le dessein de le seconder, qu'elle avoit voulu avoir une armée toute prête dans le País de Galles. Mais la dispersion de cette Flotte fit apparemment échoüer ce projet, dont les mesures n'étoient pas encore bien prises. On en eut quelque indice au commencement de l'année 1407. par la hardiesse qu'eurent certaines gens d'afficher en plusieurs endroits de Londres, que Richard étoit encore en vie, & qu'il se préparoit à rentrer dans le Royaume avec une puissante armée. Quelques recherches que le Roi pût faire, il n'en put jamais découvrir les Auteurs. Il n'y eut qu'un malheureux, dont on s'étoit servi pour mettre les affiches, qui fut pendu, sans pouvoir, ou vouloir faire connoître ceux qui l'avoient employé.

Peste à Lon-
dres.

Cette même année la Ville de Londres fut affligée d'une cruelle peste, qui emporta plus de trente mille de ses Habitans. Le Roi n'osant demeurer à Londres pendant que la contagion y faisoit tant de ravages, se tenoit au Château de Leeds, dans la Province de Kent. Après qu'il y eut passé une partie de l'Été, il voulut aller à une autre de ses Maisons, située dans la Province de Norfolck; & ayant résolu de faire ce trajet par Mer, il monta sur un Vaisseau qui étoit suivi de quatre, où étoient son bagage & ses Domestiques. Pendant qu'il faisoit voiles à la vûe des côtes, sans aucune précaution, & croyant n'avoir rien à craindre, il se vit tout à coup attaqué par des Corsaires François qui lui enlevèrent quatre de ses Vaisseaux, celui où il étoit lui-même ayant à peine échappé. On ne douta point qu'il n'y eût quelque trahison cachée dans cet accident: mais il ne fut pas possible d'en avoir des preuves.

Le Roi est
sur le point
d'être pris
par des Cor-
saires.

Mort de Ro-
bert Knol-
les.

Le fameux *Robert Knolles*, qui s'étoit extraordinairement distingué dans les Guerres de France sous le Règne d'Edoüard III. mourut cette année dans une extrême vieillesse. Quoique d'une naissance médiocre, il s'étoit élevé par son mérite aux plus hauts emplois, & il avoit acquis une réputation qui égaloit celle des plus illustres Guerriers. Au commencement de ce Règne, il étoit Grand Sénéchal de Guyenne: mais ensuite étant las d'une vie trop agitée, il s'étoit retiré dans ses Terres de la Province de Kent. Ce fut là qu'il termina ses jours après y avoir acquis une gloire encore plus solide par plusieurs Actes de piété, de charité, de munificence, dont quelques-uns subsistent encore aujourd'hui.

Projets des
François,
contre la
Guyenne &
Calais.

Henri craignoit tellement les mauvaises dispositions où il sçavoit que ses Sujets étoient à son égard, que depuis son avènement à la Couronne, il n'avoit pas osé envoyer des troupes en Guyenne, de peur de s'affoiblir en Angleterre. Cependant, les François profitant de sa négligence, lui enlevoient de tems en tems quelques Places en ce País-là, en les achetant des Gouverneurs. Ils suivoient en cela la maxime, introduite pendant la Guerre entre Edoüard III. & Philippe de Valois, *que les Trêves étoient marchandes & que l'achat des Places ne les rompoit pas*. Cette même année, le Duc d'Orléans entreprit, nonobstant la Trêve, de s'emparer de Bourg & de Blaye; mais il ne put y réussir. D'un autre côté le Duc de Bourgogne avoit encore formé le dessein

dessain d'assiéger Calais : mais n'ayant pas pris des mesures assez justes , il n'osa l'exécuter. Il se plaignit que le Duc d'Orléans y avoit mis secrètement des obstacles. Ce sujet de plainte se joignant à plusieurs autres qui lui avoient fait concevoir une haine mortelle contre ce Prince , il le fit assassiner au mois de Novembre de cette année. Il fut assez hardi pour avoüer qu'il étoit l'Auteur de ce meurtre , & assez puissant pour s'en faire absoudre , bien que le mort fût propre Frere du Roi.

HENRI IV.
1407.
Le Duc de
Bourgogne
fait tuer le
Duc d'Or-
léans.

Quoi qu'il n'y eût point de Guerre déclarée entre l'Angleterre & la Bretagne, les entreprises qui se faisoient continuellement de part & d'autre ne pouvoient manquer de produire enfin une rupture ouverte. Le Duc de Bretagne étoit Fils d'un Pere qui avoit le cœur Anglois ; mais ce jeune Prince avoit pris , à la Cour de France , d'autres inclinations & d'autres maximes. Cependant la mort du Duc d'Orléans , & les troubles qu'il y avoit en France , ayant fait comprendre aux Bretons , qu'ils pourroient bien être abandonnez , en cas de rupture avec l'Angleterre , ils crurent qu'il étoit à propos pour eux d'accepter une Trêve que Henri leur fit proposer. Cette Trêve ne fut que d'un an seulement : les Bretons ayant cru que ce tems suffisoit pour voir quel train prendroient les affaires de France , qui commençoient à se trouver dans un grand désordre.

Trêve avec
la Bretagne.
Art. Publ. T.
VIII. p. 490.

Henri n'ignoroit pas quelles étoient les vûes des Bretons : mais il jugeoit qu'il étoit de son intérêt de dissimuler. Depuis qu'il étoit sur le trône , il suivoit constamment cette maxime , qu'il valoit mieux souffrir quelque chose de ses voisins , que de s'exposer aux insultes de ses Sujets. Il ne pouvoit s'empêcher de faire réflexion sur les moyens irréguliers qu'il avoit employez pour se procurer la Couronne. Cette considération le tenant dans une crainte continuelle , il aimoit mieux exposer un peu sa réputation , que de fournir à ses ennemis Domestiques , en s'engageant dans des Guerres étrangères , une occasion d'exécuter leurs mauvais desseins. Ce n'étoit pas sans raison qu'il vivoit dans une extrême inquiétude sur ce sujet. Il avoit encore dans le Comte de Northumberland un ennemi , qui , tout abattu qu'il étoit , ne laissoit pas d'être redoutable. Depuis que ce Comte & le Lord Bardolf s'étoient retirez dans le País de Galles , ils ne s'étoient occupez qu'à prendre , avec Glendourdy , des mesures pour arracher au Roi la Couronne. Le Gallois , qui étoit en Guerre ouverte avec Henri , ne se cachoit point dans les préparatifs qu'il faisoit.

1408.
Nouvel ef-
fort du
Comte de
Northum-
berland
contre le
Roi.

Il se ligue
avec Glen-
dourdy.

Il fortifioit son armée d'un grand nombre d'Avanturiers François & Flamans qu'il attiroit chez lui , par l'espérance du butin qu'il leur promettoit en Angleterre. D'un autre côté , le Comte de Northumberland s'assuroit secrètement du secours des Peuples du Nord , parmi lesquels il avoit toujours un grand crédit , malgré ses disgraces passées. Dès que leurs affaires furent prêtes , le Comte & Bardolf retournèrent en Ecosse , d'où ils entrèrent en Angleterre , par les Provinces du Nord. Ils étoient à la tête de quelques troupes Ecossoises qu'ils avoient levées par la connivence du Duc d'Albanie , Régent du Royaume. Aussi-tôt qu'ils parurent dans le Nord , ceux qu'ils avoient engagez par avance , allèrent promptement les joindre , & leur armée devint , en peu de jours , très-considérable.

Il paroît en
armes dans
le Nord
d'Angleter-
re.

Comme le Roi ne s'étoit pas attendu à ce soulèvement , le Comte eut le

Il fait des
Progrès.

HENRI IV.
1408.

Il publie un
Manifeste.

Le Shérif
d'Yorck lève des
troupes contre lui.

*Art. Publ.
T. VIII. pag.
529.*

Le Comte
va l'attaquer.

Il est battu
& tué.

Le Roi puni
les Révoltez.

Le Comte
de Kent va
donner la
chasse aux
Corsaires
François.
Il attaque
Brehac en
Bretagne, &
y est tué.

Ibid. p. 542.

La Ville est
prise d'assaut.

Trêve pour
la Guyenne,
le Poitou, &
la Picardie.

*Pag. 521. &
557.*

loisir de reprendre les Châteaux qui lui avoient été enlevés depuis sa première révolte. Ces premiers succès l'engagèrent à passer dans la Province d'Yorck. Ils espéroient, que, quand une fois il en seroit maître, rien ne l'empêcheroit de s'aller joindre aux Gallois qui n'attendoient que ses ordres pour se mettre en mouvement. Dès qu'il y fut entré il publia un Manifeste, contenant les raisons qui l'avoient porté à prendre les armes. Il étoit à peu près de la même nature que ceux qui avoient été publiés pendant les Rébellions précédentes. Cependant, comme le Roi perdoit beaucoup de tems à se préparer, *Thomas Rokeby*, Grand Shérif d'Yorck, crut qu'il étoit de son devoir de lever quelques troupes pour les présenter au Roi à son arrivée, & en même tems pour porter quelque obstacle aux progrès des Rebelles. Le Comte de Northumberland comprenant qu'il étoit de la dernière importance pour lui de dissiper les troupes du Shérif, avant qu'elles fussent plus augmentées, s'avança vers lui dans l'espérance que son approche suffiroit pour lui faire prendre la fuite. Mais il trouva qu'il avoit en tête un ennemi qui ne prenoit pas l'alarme si aisément. *Rokeby*, quoique très-inférieur au Comte, l'attendit de pied ferme, & combattit avec tant de bravoure & de bonheur, que l'armée des Rebelles fut mise dans une entière déroute. Le Comte de Northumberland fut tué dans le combat, & le Lord *Bardolf* fait prisonnier, mais tellement blessé, qu'il mourut peu de jours après. Leurs têtes ayant été envoyées au Roi, il les fit mettre sur le pont de Londres. C'est ainsi que finit le Comte de Northumberland, qui, après avoir rendu de grands services au Roi, étoit devenu son plus grand ennemi. C'étoit lui qui avoit le plus contribué à lui mettre la Couronne sur la tête, par la promptitude avec laquelle il l'avoit joint à *Ravenspur* : exemple qui avoit entraîné tout le reste du Royaume : mais ensuite il avoit fait divers efforts pour la lui arracher. Ainsi on pourroit douter s'il avoit plus fait pour lui que contre lui, si dans une affaire de cette nature, une seule rébellion n'emportoit la balance sur une infinité de services.

Henri étant déjà en marche, lorsqu'il apprit la nouvelle de la défaite & de la mort du Comte de Northumberland, continua sa route jusqu'à Yorck. Il s'arrêta quelque tems dans cette Ville pour y faire juger les Rebelles dont quelques-uns furent exécutés ; les autres rachetèrent leurs vies par de grosses sommes d'argent.

Avant que le Roi partît de Londres, il avoit fait équiper une Flotte, pour aller donner la chasse à certains Corsaires François, qui depuis quelque tems infestoient les côtes d'Angleterre & caufoient beaucoup de dommage aux Marchands. *Edmond Holland*, Comte de Kent, qui commandoit cette Flotte, chercha long-tems ces Corsaires inutilement. Enfin, ayant appris qu'ils s'étoient retirés sur les côtes de Bretagne, dans la petite Isle de *Brehac*, qui avoit été nommée exceptée de la Trêve faite avec les Bretons, il alla les attaquer dans la Ville du même nom, où ils s'étoient renfermés. Au premier assaut qu'il donna il reçut une blessure dont il mourut cinq jours après. Cela n'empêcha pas ses troupes de continuer le Siège, & de prendre la Ville, où elles firent tout passer au fil de l'épée.

Les fréquentes confirmations de la Trêve n'empêchant pas les François de faire des tentatives continuelles sur l'Angleterre, Henri se vit enfin obligé de se contenter de conclure une nouvelle Trêve particulière, pour la Picardie.

&

& la Guyenne, depuis le 30. de Septembre 1408. jusqu'au 1. de Mai 1410. HENRI IV. 1408.
Le Poitou y fut expressement compris, sur ce que les François nioient que cette Province dût être regardée comme une dépendance de la Guyenne.

Le Schisme qui s'étoit formé en 1378. par la double élection d'Urbain VI. Histoire abrégée du Schisme.
& de Clément VII. continuoit toujours, au grand scandale de la Chrétienté. Urbain étant mort en 1390. les Cardinaux de son parti avoient substitué, en sa place, Boniface IX. qui se montra d'abord bien intentionné, pour faire finir le Schisme. Sur ce fondement la Cour de France fit de grands efforts pour inspirer la même résolution à Clément. Mais comme elle le trouva inflexible, elle fit assembler l'Université de Paris, qui décida, que, pour mettre fin à ce scandale, il falloit nécessairement employer l'un de ces trois moyens. Le premier étoit, que les deux Papes se démissent de leur dignité. Le second, qu'ils convinssent de certains Arbitres pour juger leur différend. Le troisième, que la décision en fût remise à un Concile Général. Cette résolution ayant été communiquée à Clément, il en conçut un tel chagrin qu'il en mourut bien-tôt après en 1394. Dès que le Roi de France eut reçu la nouvelle de sa mort, il écrivit aux Cardinaux pour les prier de ne pas procéder à une nouvelle élection. Mais comme ils se doutèrent de ce qui étoit contenu dans la Lettre, avant que de l'ouvrir, ils élurent le Cardinal de *Lune* Arragonnois, qui prit le nom de Benoit XIII. Avant que de faire un choix, ils avoient tous fait serment, que celui qui seroit élu se démettroit du Pontificat, en cas qu'il fût jugé nécessaire pour le bien de la Chrétienté. Mais Benoit étant devenu Pape, se dispensa du serment qu'il avoit fait étant Cardinal. D'un autre côté, Boniface IX. étant mort en 1404. ses Cardinaux lui avoient substitué Innocent VII. & celui-ci étant mort l'année suivante, ils avoient élu *Angelo Corario* Vénitien, qui avoit pris le nom de *Grégoire XII.*

Il seroit trop long de rapporter en détail tous les subterfuges dont Benoit XIII. & Grégoire XII. usèrent pour se dispenser de faire la cession, à quoi pourtant chacun d'eux s'étoit engagé. Ils vouloient tous deux qu'on les crût bien intentionnez, & néanmoins, ils apportoit des obstacles continuels à l'accommodement que toute la Chrétienté souhaitoit. Enfin, les Princes Chrétiens, las de toutes les tergiversations des deux Papes, trouvèrent le moyen de gagner les Cardinaux des deux partis, qui, en leur propre nom, convoquèrent un Concile Général à Pise, pour le 25. de Mars de l'année 1409.

Ce Concile étant assemblé, les deux Papes y furent citez, & comme ils ne jugèrent pas à propos d'y comparoître, le Concile les déclara Hérétiques & Parjures, & les dépouilla de leur Dignité. En même tems il donna pouvoir aux Cardinaux d'élire un Pontife. Le choix tomba sur *Pierre Philargi* Candiot, qui prit le nom d'Alexandre V. Avant la tenuë du Concile, Henri avoit écrit à Grégoire, pour l'exhorter à prendre de bonne grace la voye de la cession. Mais ses Lettres n'ayant produit aucun effet, dès qu'il eut reçu la nouvelle de l'élection d'Alexandre, il publia une Proclamation par laquelle il ordonnoit à tous ses Sujets de reconnoître ce nouveau Pape. On croyoit par là, avoir terminé ce Schisme scandaleux qui duroit depuis trente ans; mais l'obstination de Benoit le fit encore continuer quelques années.

Quelque scandaleux que fût ce Schisme, il ne causoit pas tant d'inquiétude au Clergé d'Angleterre que la Doctrine de Wiclef. Quoique pendant ce Re-

HENRI IV.
1409.
alarment le
Clergé.

Les Livres
de Wiclef
sont con-
damnez à
Oxford.

Trêve avec
la Bretagne.

1410.
Troubles en
France avan-
tageux à
Henri.

Le Roi com-
mence à fai-
re brèche
aux privilè-
ges du Par-
lement.

Acte contre
les fraudes

gne on eût usé de beaucoup de sévérité envers les Lollards, ils ne laissoient pas de se multiplier incessamment. Il y avoit même à Oxford des Docteurs qui soutenoient publiquement les nouvelles opinions, de vive voix & par écrit. Les Evêques en étant extrêmement alarmez, obtinrent du Roi, un ordre à l'Université, de s'assembler en Corps, pour examiner les Livres de Wiclef. Comme le plus grand nombre étoit encore attaché à l'ancienne Doctrine, ces Livres furent condamnez, & l'Université donna un Décret qui défendoit à tous ses Membres, sur peine de dégradation, de prêcher ou d'enseigner la Doctrine qu'ils contenoient.

Cette même année, la Trêve avec la Bretagne fut prolongée jusqu'au 1. de Juillet de l'année 1411.

Henri ne pouvoit compter sur aucune tranquillité, que pendant que la France étoit en trouble. C'étoit-là que se trouvoit la source de tous les mouvemens, tant de ses propres Sujets, que des Gallois & des Ecois. La Guerre qui s'alluma dans ce Royaume, entre les Maisons d'Orléans & de Bourgogne, procura divers biens à l'Angleterre. Premièrement, la Castille & l'Ecosse en furent moins difficiles à conclurre une Trêve avec Henri. En second lieu, les Gallois, qui ne recevoient plus de secours de ce côté-là s'aperçurent enfin que leur prétendu Prince étoit bien éloigné de pouvoir exécuter tout ce qu'il leur avoit promis, & commencèrent peu-à-peu à l'abandonner. Enfin Henri en tira encore cet avantage particulier, qu'il se rendit plus absolu dans son Royaume, depuis qu'il n'eut rien à craindre des ennemis du dehors. Quoiqu'il eût fait déposer Richard pour avoir voulu usurper un pouvoir absolu, & contraire aux Loix, il ne laissoit pas de faire lui-même certaines démarches qui faisoient comprendre qu'il n'auroit pas été fâché de pouvoir gouverner d'une manière indépendante. Cela paroissoit principalement dans les élections des Membres du Parlement. Par les directions de la Cour, on y usoit de certains artifices qui rendoient la liberté des suffrages inutile, puisque les Shérifs prenoient la hardiesse de mettre dans le rôle, des Députés qui n'avoient pas eu la pluralité des voix. C'est une chose d'une si dangereuse conséquence, qu'on peut assurer que la liberté des Anglois ne subsistera qu'autant de tems qu'ils se maintiendront dans le privilège de choisir librement les Membres du Parlement qui les représentent. Si une fois le Souverain peut venir à bout de faire élire des Députés à sa fantaisie, les bornes de l'autorité Royale se trouveront enfin tellement élargies, qu'il n'y aura plus qu'une ombre de liberté. C'est de quoi on a vu un exemple remarquable dans le Regne de Richard II. Mais nous pouvons encore ajoûter, que tous les Rois d'Angleterre qui ont joui d'un pouvoir plus absolu que les autres, ne l'ont acquis que par cette voye, je veux dire en procurant, par leurs intrigues, les élections des personnes qui leur étoient dévouées. Quand un Parlement se trouve ainsi composé, ce n'est plus le Roi qui se trouve chargé des brèches qui sont faites aux privilèges du Peuple. C'est la Nation elle-même qui prend volontairement des fers. Que si dans la suite elle veut s'en délivrer, ce n'est que par des moyens violens qu'elle peut y réussir, & c'est-là, pour le dire en passant, la source de la plupart des troubles Domestiques, qui ont été si fréquens en Angleterre. Le Parlement qui s'assembla au mois de Janvier 1410. considérant les conséquences des démarches que le Roi faisoit pour se rendre maître des élec-

élections, crut qu'il n'y avoit point d'affaire plus pressée, que de remédier à ce désordre. Dès le commencement de la Séance, il présenta au Roi un Bill par lequel les Shérifs, qui se rendroient coupables de mauvaise foi dans le rôle des élections, étoient condamnés à une amende de cent livres sterling pour chaque infraction. Le Roi auroit bien souhaité de pouvoir éluder cet Acte, mais comme il n'auroit pu le faire sans se découvrir trop ouvertement & que d'ailleurs, il avoit dessein de demander un Subside, il y donna son consentement.

HENRI IV.
1410.
dans les é-
lections.

Immédiatement après que cet Acte fut passé, le Roi demanda de l'argent aux Communes qui en prirent occasion de renouveler les instances qu'elles avoient autrefois faites à l'égard du Clergé. La Doctrine de Wiclef avoit tellement gagné du terrain, que la plupart des Députés de la Chambre basse penchoient de ce côté-là. Dans cette disposition, les Communes présentèrent au Roi deux Adresses, l'une contre le Clergé, l'autre en faveur des Lollards. Dans la première elles représentoient, que le Clergé abusoit de ses richesses, & les employoit à toute autre usage que celui à quoi les Donateurs les avoient destinées. Que le revenu qu'il possédoit étoit exorbitant, & qu'ainsi il étoit nécessaire de le diminuer : Qu'on pouvoit aisément prendre sur ce revenu, de quoi entretenir cent cinquante Comtes, à trois mille marcs chacun par année, quinze cens Barons à 100. marcs chacun, six mille deux cens Chevaliers à 40. marcs, & cent Hôpitaux à 100. marcs. Que par-là, le Royaume se trouveroit en meilleur état de défense, les pauvres mieux secourus, & les Ecclésiastiques plus attachés à leur devoir.

Le Roi de-
mande un
Subside.

Adresses des
Communes
contre le
Clergé, &
pour les
Lollards.

Dans la seconde Adresse, les Communes demandoient que l'Acte passé contre les Lollards, la 7. l'année de ce Regne, fut révoqué, ou du moins reftraint & mitigé autant qu'il seroit possible.

Si le Parlement qui avoit le premier proposé de diminuer les revenus du Clergé, avoit reçu le nom de *Parlement ignorant*, on peut bien juger que celui-ci ne fut pas plus favorablement traité. Le nom de Lollard & d'Hérétique ne lui fut pas épargné, & le Clergé regarda cette proposition comme tendant à sapper la Religion par ses fondemens. C'est ce qu'on tâcha d'insinuer au Roi, avec toutes les exagérations que des gens intéressés sont capables de donner à un tel sujet. Il est difficile de juger si le Roi en étoit lui-même persuadé : mais quoiqu'il en soit, il fit connoître qu'il ne prenoit pas moins à cœur les intérêts du Clergé, que le Clergé même. Depuis la mort du Comte de Northumberland, il n'y avoit plus dans le Royaume aucun Seigneur qui pût lui donner de l'inquiétude, & quoique le Peuple ne fût pas trop content, ce Prince comprenoit bien que de lui-même, il ne se porteroit point à la révolte s'il n'y étoit excité. Ainsi, il avoit intérêt de ménager le Clergé qui étoit seul en état d'animer le Peuple, s'il en avoit un prétexte aussi plausible que la perte de ses revenus. Par ces considérations il répondit avec aigreur aux Communes, qu'il ne pouvoit ni ne vouloit consentir à ce qu'elles demandoient, & leur défendit très-expressément de se mêler davantage de ce qui regardoit l'Eglise. A l'égard des Lollards, il répondit, que, bien loin de permettre que l'Acte fait contre eux fût révoqué, il souhaitoit qu'on en fit encore de plus rigoureux, afin d'extirper entièrement l'Hérésie de son Royaume.

Le Roi
rejette les
deux A-
dresses.

Les Communes n'ayant pu rien obtenir, se réduisirent à demander, qu'au
Autre A.
Pen.

HENRI IV.
1410.
dressé con-
tre le Clergé
rejetée.

Le Roi fait
brûler un
Lollard.

Les Com-
munes s'en
offensent &
lui refusent
ce qu'il de-
mande.
Il obtient
un Subside
par une es-
pèce de vio-
lence.

Le Duc de
Bourgogne
forme le
dessein d'as-
siéger Calais

Trêve pro-
longée avec
la France.
Les Anglois
ravagent les
Côtes d'E-
cosse.

1411.
Trêves pro-
longées.
Act. publ. T.
VIII. p. 710.

moins, les Clercs, accusez de quelque crime, ne fussent pas jugez par les Cours Ecclésiastiques. Elles appuyoient cette demande, sur ce que l'expérience journalière faisoit voir, que par ce moyen les Clercs évitoient toujours la punition qu'ils avoient meritée. Ce que les Communes demandoient n'étoit pas moins juste en ce tems-là que du tems de Henri II. lorsque ce Prince & tous les Seigneurs du Royaume soutinrent si hautement ce point contre Thomas Becket, & contre le Pape Alexandre III. Mais Henri craignant de s'exposer à des troubles pareils à ceux où Henri II. s'étoit vu engagé, refusa encore de donner son consentement à cette demande. Au contraire, il affecta de faire paroître un zèle extraordinaire pour les intérêts de l'Eglise, & de faire les démarches qu'il croyoit les plus agréables au Clergé. Quoiqu'il ne pût pas douter que la Doctrine de Wiclef ne fût la véritable cause des mouvemens qu'il y avoit dans la Chambre des Communes, il voulut leur faire voir combien il étoit éloigné de les seconder, en signant un Ordre pour faire brûler un Lollard nommé Thomas Badby. Le Prince de Galles voulut être présent à l'exécution, & comme le malheureux qui étoit supplicié, jettoit de grands cris, il fit éteindre le feu, & lui promit une pension pour le reste de sa vie, s'il vouloit se retracter. Mais Badby étant revenu à soi, rejetta constamment cette offre, & souffrit la mort avec un courage héroïque.

Les Communes regardèrent cette exécution comme une insulte, & comme une aggravation outrageante du refus qu'elles venoient d'essuyer. Aussi, quand le Roi demanda qu'on lui accordât la permission de lever tous les ans un certain Subside, quoique le Parlement ne fût pas assemblé, elles rejetèrent hautement cette demande. Elles auroient même refusé de lui accorder un secours pour ses besoins pressans, s'il n'eût employé, pour les y contraindre, le même moyen qui lui avoit autrefois si bien réussi. C'est-à-dire, qu'il tint le Parlement assemblé jusqu'à ce qu'il eut obtenu ce qu'il souhaitoit. Il paroissoit bien que le Comte de Northumberland n'étoit plus en vie: que les troubles de Galles étoient sur leur fin: & que la France n'étoit plus en état de se faire craindre, sans quoi il n'auroit jamais osé traiter les Communes avec tant de hauteur.

Malgré la fâcheuse situation des affaires de France, le Duc de Bourgogne reprit le dessein d'assiéger Calais: mais il ne réussit pas mieux qu'auparavant. Tout ce qu'il avoit préparé à St Omer pour faire ce Siège, ayant été réduit en cendres, ou par accident, ou par le moyen d'un Incendiaire que le Gouverneur de Calais y avoit secrètement envoyé, ce projet s'en alla en fumée comme les précédens. Les Historiens de France ne font aucune mention de cette entreprise. Cependant il semble, par la précaution que le Roi prit d'envoyer le Prince de Galles à Calais, dans ce même tems, qu'il en avoit eu quelque secret avis. Quoiqu'il en soit, la Trêve avec la France, pour la Guyenne & la Picardie, fut encore prolongée de quelques mois.

Cette même année Robert de Humphreville Vice-Amiral d'Angleterre entra dans le Golfe d'Edimbourg, & mettant tous les jours du monde à terre, tantôt d'un côté tantôt d'un autre, il emporta un grand butin de l'Ecosse.

Toutel'année 1411. se passa en diverses négociations, qui aboutirent enfin à la prolongation de la Trêve avec la France pour cinq ans, avec la Castille, jusqu'au mois de Février 1413. & avec la Bretagne, pour dix ans.

Ces

Ces négociations ne demandent pas un plus grand éclaircissement, parce qu'on a déjà vû de quoi il s'agissoit. Mais celle qui se fit cette même année avec le Duc de Bourgogne, merite qu'on s'y arrête un peu plus long-tems. Pour cet effet, il est nécessaire d'expliquer aussi brièvement qu'il sera possible, quel étoit en ce tems-là la situation des affaires de France, d'où dépend une bonne partie des événemens du reste de ce Regne & des deux suivans.

HENRI IV.
1411.

On a vû ci-devant que Jean Duc de Bourgogne avoit fait assassiner le Duc d'Orléans frere du Roi Charles VI. & qu'ayant avoué cette action, il avoit eu assez de crédit pour s'en faire absoudre. Ensuite, il étoit allé dans ses Etats de Flandres, à dessein de rétablir dans l'Evêché de Liège le frere de la Duchesse sa femme, que les Liégeois en avoient chassé. Pendant qu'il faisoit ses préparatifs pour cette Guerre, la Duchesse d'Orléans accompagnée de ses trois fils, dont Charles qui étoit l'aîné n'avoit que quinze ans, alla se jeter aux pieds du Roi son beau-frere, pour lui demander justice de la mort de son époux. Quoique le Duc de Bourgogne eût obtenu des Lettres d'abolition, ses ennemis profitant de son absence, eurent assez de crédit pour les faire révoquer, & pour le faire déclarer ennemi de l'Etat. Il étoit alors en marche pour aller au secours de Mastricht, où les Liégeois tenoient leur Evêque assiégé. A son approche, ils abandonnèrent le Siège: mais ensuite ayant été informez que le Duc n'avoit que seize mille hommes, ils prirent la résolution de l'aller attaquer. Quoique leur armée fût trois fois plus forte que celle du Duc, il furent mis en déroute, avec perte de trente-mille hommes. La Victoire que le Duc venoit de remporter, alarma tellement les ennemis qu'il avoit en France, que ne se croyant pas en sûreté dans Paris, où le Duc avoit beaucoup de partisans, ils se retirèrent à Tours, & y emmenèrent le Roi. Le Duc victorieux préférant les affaires qu'il avoit en France à la Guerre contre les Liégeois, qui se trouvoient assez abattus, se mit incontinent à la tête de quatre mille Chevaux, & se rendit à Paris, où il fut reçu comme en triomphe. Dès qu'il y fut arrivé, il fit en sorte que les Parisiens députèrent au Roi, pour le prier de retourner dans leur Ville. Charles, qui se trouvoit alors dans un de ses bons intervalles, ne crut pas, dans cette conjoncture, devoir épouser le parti des ennemis du Duc de Bourgogne. Il se rendit à Paris, comme il en étoit sollicité, & d'abord il commit des personnes considérables, pour travailler à un accommodement entre le Duc de Bourgogne & les enfans du Duc d'Orléans, à quoi on réussit enfin, après bien des difficultez. La Duchesse d'Orléans mourut de chagrin, de voir triompher le meurtrier de son époux; & le jeune Duc d'Orléans, qui n'étoit que dans sa seizième année, se vit contraint de se reconcilier avec son plus mortel ennemi. Depuis ce tems-là, le Duc de Bourgogne s'empara du gouvernement de l'Etat, le Roi qui retomboit souvent dans sa démence, étant trop foible, pour en prendre lui-même les rênes en main.

Affaires de
France.

Pendant cet intervalle, Henri, qui avoit toujours en vûe de faire la Paix avec la France, forma le dessein de marier le Prince de Galles son fils avec une des filles du Duc de Bourgogne qu'il voyoit si bien établi. Mais pendant qu'il donnoit ses soins à faire réussir ce projet, il y eut en France des changemens qui lui firent comprendre que cette Alliance n'étoit pas un moyen aussi sûr qu'il se l'étoit imaginé, pour parvenir à son but. Les Ducs de Berry, d'Or-

Art. Publ. T.
VIII. p. 698.
699.

HENRI IV.
1411.

léans, d'Alençon, de Bretagne, & les Comtes de Clermont & d'Armagnac, s'étant assembles à Gien, au mois d'Août 1410. y firent une Ligue contre le Duc de Bourgogne; & peu de tems après, ils s'approchèrent de Paris. Le Duc qui avoit le Roi en son pouvoir, leur opposa des forces égales qui leur firent comprendre, que l'exécution de leurs desseins dépendoit d'un combat dont le succès ne pouvoit être que douteux. Selon les apparences, la France se feroit elle-même ruinée par une Bataille qui auroit entraîné sa perte de quelque côté que la victoire se fût tournée, si l'on n'eût trouvé le moyen de faire un accommodement entre ces Princes. Il fut arrêté, que le Duc de Bourgogne fortiroit de Paris, que les Princes liguez n'y entreroient point, & qu'aucun des Chefs des deux Partis ne pourroit se rendre à la Cour, s'il n'y étoit mandé par des Lettres scellées du grand Sceau.

Henri en-
voye du se-
cours au
Duc de
Bourgogne.

Le Duc de Bourgogne observant cet accord de bonne foi, se retira dans les Pais-Bas; mais le Duc d'Orléans & les autres Princes de son parti ne furent pas si scrupuleux. Après avoir congédié leurs troupes, ils en remirent d'autres sur pied, & s'approchèrent de Paris dans l'espérance de s'enrichir du pillage de cette Capitale, qui tenoit le parti du Bourguignon. Le Duc se voyant ainsi trompé, fit Alliance avec le Roi d'Angleterre, qui, croyant qu'il étoit de son intérêt de le soutenir, lui envoya un Corps considérable de troupes. Avec ce secours, le Duc ayant marché en France, & passé au travers des quartiers de l'armée ennemie qui tenoit Paris bloqué, entra dans la Ville aux acclamations du Peuple, le 30. d'Octobre 1411. Ce fut en ce tems-là que commencèrent à se former les deux puissantes Factions d'Orléans & de Bourgogne, dont la première reçut ensuite le nom d'*Armagnacs*, du Comte d'Armagnac qui en devint enfin le Chef.

Parlement
en Angleterre.
Amnistie
dont Glen-
dourdy est
excepté.
Décadence
de ses affai-
res.

Pendant que la France se trouvoit dans le trouble & dans la confusion, le Parlement d'Angleterre, qui s'assembla sur la fin de cette année, pria le Roi d'accorder une amnistie générale à ses Sujets. Henri voulut bien faire ce que le Parlement souhaitoit, en exceptant Glendourdy & ses adhérens. Cela fait voir que ce Chef des Gallois étoit encore en vie, quoique la plupart des Historiens disent qu'il mourut en 1409. Il est vrai que depuis la mort du Comte de Northumberland, ses affaires étoient tombées en décadence. Les Gallois voyant qu'il étoit peu en état d'exécuter les promesses qu'il leur avoit faites, l'avoient peu à peu abandonné. Il n'étoit pas même sans apprehension qu'ils n'attentassent à sa vie, ou qu'ils ne le livrassent au Roi. Cette crainte l'ayant obligé à se tenir caché, il passa le reste de sa vie en quelque endroit inconnu. Ainsi il n'est pas étrange qu'on ait ignoré le tems de sa mort. Il est pourtant certain qu'il vécut du moins jusqu'en 1417.

1412.
Continua-
tion des
troubles de
France.

Les affaires de France se broüilloient de plus en plus par la haine reciproque des deux Factions qui ne faisoient aucun scrupule de sacrifier le bien public à leur animosité. Jusqu'alors Henri avoit eu lieu de craindre qu'il ne lui arrivât du mal de ce côté-là. En effet, si la defunion entre les Princes du sang n'eût pas empêché ceux qui étoient au timon du Gouvernement pendant la maladie du Roi de soutenir efficacement les Mécontents d'Angleterre, il y a beaucoup d'apparence qu'il auroit eu des affaires dont il se seroit trouvé fort embarrassé. Mais dès qu'il vit l'animosité des deux Factions montée au plus haut degré, ses craintes se dissipèrent entièrement. Il commença même à penser
aux

aux moyens de tirer quelque avantage des troubles où la France se trouvoit engagée, comme elle avoit voulu souvent profiter de ceux qui s'étoient élevez en Angleterre. En cela on ne témoignoît pas plus de scrupule d'un côté, que de l'autre, pour l'observation de la Trêve.

HENRI IV.
1412.

Henri ne tarda pas long-tems à trouver l'occasion favorable qu'il cherchoit. Les François eux-mêmes la lui présentèrent telle qu'il pouvoit la souhaiter. Les Ducs de Berry, d'Orléans, de Bourbon, d'Alençon, le Comte d'Armagnac, & le Sire d'Albret, Chefs de l'une des Factions, se voyant peu en état de résister au Duc de Bourgogne, qui avoit le Roi & toute la famille Royale en son pouvoir, prirent ensemble la résolution de se fortifier du secours du Roi d'Angleterre. Mais comme ils n'ignoroient pas que le Duc de Bourgogne les avoit devancés, en faisant Alliance avec ce Prince, ils crurent qu'il étoit nécessaire de rompre cette union, en offrant à Henri des conditions capables de le détacher des engagements qu'il avoit pris avec leur ennemi. Pour cet effet, ils s'assemblèrent à Bourges, où ils convinrent des offres qu'ils devoient lui faire, après quoi ils lui envoyèrent des Députés pour traiter avec lui.

La Faction d'Orléans lui demande du secours.

Jusqu'alors, le Duc de Bourgogne avoit éludé la proposition que Henri lui avoit faite, de marier le Prince de Galles avec une des ses filles. Apparemment il avoit eu d'autres vûes. Mais dès qu'il fut informé de ce qui se tramait en Angleterre, il crut devoir presser à son tour la conclusion de ce Mariage. Henri feignit d'écouter avec plaisir cette proposition; mais ce n'étoit que pour tirer un meilleur parti de l'Alliance qu'il avoit dessein de faire avec la Faction d'Orléans. En effet, les Envoyés des Princes étant informés de cette négociation, n'insistèrent plus sur aucun article, & conclurent le Traité de la manière que Henri le souhaita, le 18. de Mai 1412.

Le Duc de Bourgogne tâche de rompre les mesures de ses ennemis.
Hist. Publ.
Tom. VIII.
pag. 721.

Par ce Traité, les Princes confédérés s'engageoient 1. à livrer au Roi d'Angleterre environ quinze cens Villes, Châteaux ou Bailliages, qu'ils tenoient dans la Guyenne ou dans le Poitou.

Traité entre Henri & les Orléanois.
pag. 738.

2. De conquérir pour lui tout ce qui restoit de ces deux Provinces au pouvoir de la France, & de lui remettre la Guyenne & ses dépendances, au même état, & avec la même étendue, que ses Prédécesseurs l'avoient autrefois possédée.

3. Le Roi permettoit, que le Duc de Berry jouît du Poitou, sa vie durant, à condition qu'il lui en feroit hommage & qu'il lui livreroit les Villes de Poitiers, Niort & Lusignan. Que quant au reste des Villes fortes de cette Province, il y mettroit des Gouverneurs, qui s'obligeroient par serment, à les remettre, après sa mort, au Roi d'Angleterre.

Le Duc d'Orléans devoit conserver le Duché d'Angoulême, aux mêmes conditions, & le Comte d'Armagnac, certaines Châtellenies en Guyenne.

4. Le Roi s'engageoit de son côté, à donner aux Princes, un secours de mille hommes d'armes, & de trois mille Archers, qui devoient se rendre à Blois, où ils seroient reçus par les Princes, & payés par avance, selon la solde dont on convint.

Ce Traité ayant été ratifié, Henri donna la conduite du secours à Thomas, son second fils, à qui, peu de jours après, il conféra le titre de *Duc de Clarence*. Il lui donna, pour l'accompagner dans cette expédition, le Duc d'Yorck, & Thomas Beaufort Grand Amiral d'Angleterre. Ce secours partit au mois

Le Prince Thomas fils du Roi est nommé pour conduire ce secours.

HENRI IV.

1412.

pag. 743.

Il est fait

Duc de Clarence.

pag. 757.

Il arrive, & trouve la Paix faite.

de Juillet, & il paroît par diverses Pieces du Recueil des Actes Publics, que le Roi se préparoit à se rendre lui-même en Guyenne, pour y prendre possession de ce qu'on lui avoit promis.

Mais pendant qu'on avoit été occupé en Angleterre à préparer ces troupes, les affaires de France avoient changé de face. Le Duc de Bourgogne profitant des avantages qu'il avoit sur ses ennemis, les tenoit assiégés dans Bourges, & avoit mené le Roi à ce Siège. Quoique les assiégés se défendissent vigoureusement, dans l'espérance du secours qui leur venoit d'Angleterre, ils auroient eu peut-être de la peine à se tirer de ce mauvais pas, si le Duc de Bourgogne n'eût jugé à propos de leur offrir la Paix. Il craignoit l'arrivée des troupes Angloises, & les Confédérés avoient sujet d'apprehender qu'elles n'arrivassent pas assez-tôt. Ces différentes dispositions ayant rendu les deux partis moins difficiles, la Paix que le Duc de Bourgogne offroit fut acceptée sans balancer, & en même-tems publiée.

Cependant, le Duc de Clarence étant descendu en Normandie, s'avançoit vers Blois avec toute la diligence possible, sans faire aucun dommage au País par où il passoit. Mais quand il eut appris que les Confédérés avoient accepté la Paix, il ne considéra la France que comme un País ennemi, & y fit de grands ravages sur sa route. Ce fut au Duc d'Orleans, Chef de la Faction qui l'avoit attiré en France, à le satisfaire. Mais comme il n'avoit point d'argent pour payer ce qui étoit déjà dû aux Anglois, il se vit obligé de leur donner le Comte d'Angoulême son frere en ôtage. D'un autre côté, le Duc de Clarence se trouvant au milieu d'un País ennemi avec peu de troupes, & n'étant pas sans appréhension que les deux partis ne s'unissent contre lui, ne crut pas devoir se rendre trop difficile. Il stipula seulement qu'on lui donneroit passage pour mener ses troupes en Guyenne, où elles servirent à recouvrer quelques Places, avec le secours du Comte d'Armagnac & du Sire d'Albret, qui n'étoient pas contens de la Paix.

Il se retire en Guyenne.

Henri se trouve dans un état tranquille.

Cette affaire étant terminée, Henri se trouva dans une grande tranquillité. Il n'avoit plus rien à craindre de la France que ses divisions domestiques mettoient hors d'état de lui nuire. Les Gallois ne cherchoient qu'à faire leur Paix, & le Régent d'Ecosse content de voir le Roi son Neveu au pouvoir des Anglois, ne pensoit qu'à ses affaires particulières. Enfin, les mécontents qu'il pouvoit y avoir en Angleterre, ne voyant plus aucun appui de la part des Princes étrangers, demeuroient dans la soumission. Henri se servit heureusement de ce tems de calme, pour effacer les sinistres impressions que sa sévérité & ses démarches à l'égard du Parlement, avoient faites sur les esprits de ses Sujets. Il affecta de se rendre populaire, & tâcha, par toutes sortes de moyens, de faire comprendre qu'il ne pensoit à rien moins, qu'à étendre les prérogatives Royales. Ses soins eurent un si prompt succès, que, malgré la rigueur dont il avoit usé envers ses ennemis, & les divers chagrins qu'il avoit donnez à la Chambre des Communes, on ne laissa pas de le regarder comme un Prince généreux, doux, & modéré. On voulut bien attribuer à une pure nécessité, & aux circonstances des affaires, ce qu'on regardoit auparavant, comme un effet de son humeur cruelle & vindicative. C'est sans doute cette dernière conduite de ce Prince, qui a porté les Historiens à lui donner des éloges, dont on ne voit aucun fondement dans ses actions précédentes. Cet

exem-

exemple fait voir combien il est facile à un Souverain d'effacer de l'esprit de ses Sujets, les fâcheuses impressions qu'ils ont prises contre lui, pourvu qu'il soit assez habile, ou assez heureux, pour persuader au Public, qu'il a une sincère intention de changer de conduite.

HENRI IV.
1412.

Pendant que Henri faisoit des efforts pour rétablir sa réputation qui avoit un peu souffert depuis qu'il étoit sur le Trône, le Prince de Galles ruinoit entièrement la sienne, par ses débauches & par les excès auxquels il s'abandonnoit tous les jours. Quoique naturellement il eût le cœur grand & généreux, il s'étoit laissé corrompre par des gens qui pour leurs intérêts particuliers, ne cherchoient qu'à flater ses passions, & à le détourner du chemin de la vertu. Sa Cour étoit le receptacle des Libertins, des Débauchez, des Bouffons, des Parasites, & d'autres gens de cette espèce. On n'entendoit parler chaque jour, que des excès & des violences commises par ce Prince, ou par les gens qu'il protégeoit. Une semblable conduite dans un Prince qui devoit un jour monter sur le Trône, donnoit beaucoup à penser au Peuple, qui ne pouvoit s'empêcher d'en craindre les suites. Cependant, parmi ces craintes, on vit reluire un rayon d'espérance dans une marque de modération que ce jeune Prince donna, lorsqu'on avoit le moins de sujet de s'y attendre. Un de ses Favoris ayant été accusé d'un crime capital, pour lequel il avoit été mis en justice, il voulut assister au Jugement, dans la vûe d'intimider les Juges. Mais sa présence n'ayant pas empêché que le criminel ne fût condamné, il se laissa tellement transporter à sa passion, qu'il donna un soufflet au Juge qui avoit prononcé la Sentence. Le Magistrat outragé considérant les conséquences d'une telle action, sans regarder à la qualité de l'offenseur, commanda sur le champ qu'on le saisît, & qu'on le menât en prison. On vit alors ce qu'on n'auroit jamais attendu, ce Prince doux comme un agneau obéir sans murmurer aux ordres de la Justice, & se laisser conduire en prison, sans résistance, comme auroit pû faire un simple Particulier.

Libertinage
& excès du
Prince de
Galles.

Il donne
un soufflet
à un Juge.

La vigueur du Juge, & la moderation du Prince furent également agréables au Roi. Néanmoins, ce Monarque, qui étoit jaloux de sa Dignité jusqu'à l'excès, ne put s'empêcher de prêter l'oreille à des gens qui lui firent entendre, que son fils avoit de mauvais desseins contre lui. Cette pensée lui causant beaucoup d'inquiétude, il se seroit peut-être porté à quelque extrémité, pour prévenir le danger dont il se croyoit menacé, si le Prince n'eût pris soin de bonne heure, d'effacer ces soupçons de son esprit. Dès qu'il fut informé de la disposition où le Roi son Père se trouvoit à son égard, il lui fit demander une audience particulière, & l'ayant obtenuë, il lui dit en se jetant à ses pieds. *Sire, j'ai appris que vous avez conçu contre moi des soupçons qui font tort à ma gloire, au respect & à la vénération, que j'ai pour votre personne. Il est vrai, je l'avouë ingénument, que j'ai commis des excès qui méritent votre indignation. Mais je n'ai jamais eu la pensée de rien attenter ni contre votre personne, ni contre votre autorité. Ceux qui osent m'accuser de ce détestable crime, ne cherchent qu'à troubler votre repos & le mien. C'est pour me laver de cette accusation, que j'ai pris la liberté de venir me jeter à vos pieds & de vous supplier de faire examiner mes actions avec toute la rigueur dont vous pourriez user envers le moindre de vos Sujets. Je suis prêt à subir ce rigoureux examen, sachant bien que vous demeurerez convaincu de mon innocence.* Le Roi voyant.

Le Roi con-
çoit de la
jalousie
contre le
Prince.

Il se justifie.

HENRI IV. la franchise avec laquelle le Prince offroit de se justifier , perdit toutes les pen-
 1412. sées qui l'avoient inquiété , & lui rendit ses bonnes grâces.

1413. Au commencement de l'année 1413. Henri fut attaqué d'une maladie qui,
 Le Roi est trois mois après , le coucha dans le tombeau. Mézerai dit que c'étoit la lèpre.
 attaqué d'u- D'autres prétendent que c'étoit une espèce d'apoplexie qui revenoit assez sou-
 ne grande vent , & qui le faisoit tomber dans des syncopes, où il demouroit sans connois-
 maladie. sance. Quoiqu'il en soit , cette maladie dont il fut attaqué à diverses reprises ,
 lui dura près de trois mois , & enfin le conduisit à son dernier moment. Quel-
 qu'un lui ayant autrefois prédit , qu'il mourroit dans Jérusalem , il se ressou-
 vint de cette prédiction , & se persuada , que Dieu vouloit se servir de lui pour
 arracher cette Ville aux Infidèles. Dans cette pensée , ne se croyant pas si pro-
 che de la mort , il crut devoir consacrer le reste de sa vie , à cette glorieuse ex-
 pédition. Il prit la croix , & ayant assemblé un grand Conseil auquel il com-
 muniqua son dessein , il fit commencer en diligence les préparatifs de son
 voyage. Mais , bien-tôt après les accès de sa maladie se renouvelant plus fré-
 quemment qu'ils n'avoient accoutumé , il comprit bien , que bien loin d'être
 en état d'entreprendre une expédition de cette nature , il ne devoit plus penser
 qu'à se disposer à la mort. La crainte qu'il avoit toujours eue de perdre la
 Couronne à cause des divers efforts qu'on avoit faits pour la lui arracher , re-
 doubra dans ses derniers jours. Pendant qu'il étoit au lit , il vouloit toujours
 avoir cette Couronne auprès de son chevet , de peur que quelqu'un ne s'en
 saisit avant sa mort. Un jour qu'il étoit tombé dans une syncope qui fit croire
 qu'il avoit rendu le dernier soupir , le Prince de Galles prit la Couronne , &
 l'emporta dans son appartement. Quelque tems après , le Roi étant revenu à
 lui , & ne la voyant plus , demanda ce qu'elle étoit devenue. Sur ce qu'on lui
 dit que le Prince l'avoit emportée , il le fit appeler , & lui demanda si même
 avant sa mort , il vouloit le dépoüiller de sa Dignité. Le Prince répondit qu'il
 n'avoit jamais eu cette pensée : mais que l'ayant cru mort , il avoit pris la Cou-
 ronne , comme son légitime Héritier , & le seul qui eût droit d'y prétendre.
 Que néanmoins , il louoit Dieu , de ce qu'il le voyoit encore en vie , & qu'il
 lui souhaitoit de tout son cœur une prolongation de jours. En même-tems , il
 lui alla chercher la Couronne , & la remit en sa place.

Il prend la
 Croix pour
 aller con-
 quérir Jérusalem.

Il garde
 toujours la
 Couronne
 auprès de
 son lit.

Derniere
 syncope arri-
 vée au Roi.
 On le porte
 dans une
 Chambre
 nommée Jérusalem.

Il donne ses
 dernières
 instructions
 à son Suc-
 cesseur.

Henri fut attaqué de son dernier accès , dans la Chapelle de S. Edoüard ,
 où il faisoit ses dévotions devant la Châsse du Saint. On le porta dans l'ap-
 partement de l'Abbé de Westminster qui étoit plus proche que le sien. Quel-
 que tems après étant revenu à soi , & se voyant dans un lieu étranger , il de-
 manda où il étoit. On lui répondit , qu'il étoit chez l'Abbé de Westminster
 dans une chambre nommée Jérusalem. Cette réponse lui ayant remis en mé-
 moire la prédiction qu'on lui avoit faite autrefois , il ne pensa plus qu'à la
 mort. Avant que d'expirer , il fit appeler le Prince son fils-aîné , & lui adressa
 plusieurs belles exhortations , parmi lesquelles il ne put s'empêcher de témoi-
 gner quelque scrupule au sujet de la Couronne qu'il avoit portée. Il lui dit
 aussi , qu'il craignoit , que le Duc de Clarence son frere ne le troublât dans la
 possession du Trône. On ne sçait , si cette crainte étoit fondée sur le naturel
 inquiet de son second fils , ou , s'il avoit pris quelque engagement avec lui ,
 dans le tems qu'il avoit conçu des soupçons contre son aîné. Quoiqu'il en
 soit , le Prince lui répondit , qu'étant son légitime Héritier , il tâcheroit de
 con-

conserver la Couronne par les mêmes voyes qu'il l'avoit lui-même conservée pendant sa vie. Que si le Duc de Clarence se tenoit dans les bornes de son devoir, il le trouveroit toujours un bon frere : mais que s'il prétendoit s'en écarter, il sçauroit bien l'y faire rentrer. Le Roi ne repliqua rien, sinon qu'il le recommandoit à la protection de Dieu. Peu de momens après, il rendit l'esprit le 20. de Mars 1413. à l'âge de quarante-six ans. Il avoit regné treize ans, cinq mois, & vingt-un jour.

HENRI IV.

1413.

Il meurt.

La plupart des Historiens se sont efforcez de donner de ce Prince, une idée qui, selon moi, ne lui convient pas. Ils ont parlé avec éloge de sa douceur, de sa clémence, de sa générosité, de sa valeur, & de beaucoup d'autres vertus, qui paroissent plus dans leurs paroles que dans ses actions. S'il eut quelque réputation, pendant qu'il ne fut que simple particulier, on ne voit pas par quel endroit il pouvoit l'avoir augmentée ou soutenue, depuis qu'il fut sur le Trône. Son principal caractère étoit un extrême jalousie pour cette Couronne qu'il avoit acquise par des voyes qui n'étoient pas approuvées de tout le monde, & pour la conservation de laquelle il répandit beaucoup de sang de ses propres Sujets. La mort de Richard II. fera une tache éternelle à sa mémoire, quand même l'usurpation du Trône pourroit être justifiée. Quant au reste, il n'a rien fait de remarquable qui puisse servir de matière à son éloge. Ses expéditions en Ecosse & dans le País de Galles, n'ont rien qui puisse le distinguer honorablement. S'il se tira heureusement de toutes les conspirations qu'on fit contre lui, ce fut aux services que lui rendirent le Maire de Cirencester, le Shérif d'Yorck, & le Comte de Westmorland, qu'il en fut principalement redevable. La Bataille de Shrewsbury qu'il gagna contre le jeune Perci est la seule action éclatante qu'on trouve dans tout son regne. La crainte continuelle où il étoit des soulèvemens de ses Sujets lui fit négliger les occasions qui s'offrirent assez frequemment d'humilier la France, & de recouvrer les Provinces que ses Prédécesseurs avoient perduës. Il souffrit même plusieurs insultes de la part des François, des Ecossois, des Gallois, des Bretons, sans en marquer beaucoup de ressentiment. Enfin, il donnoit toute son attention aux soins de conserver sa Couronne, & d'éviter toutes les occasions qui pouvoient le mettre en danger de la perdre. C'est cette prudente politique, qui doit faire le principal, & peut-être l'unique sujet de son éloge, comme elle étoit l'unique motif de ses actions, dans lesquelles on ne voit rien qui mérite une distinction particulière. Quoiqu'il eût fait déposer Richard II. pour avoir usurpé un pouvoir absolu, il ne parut pas, par sa conduite, qu'il eût autant d'horreur pour ce crime qu'il l'avoit voulu faire paroître, lorsqu'il avoit eu intérêt de l'exagérer. Il est vrai, que sur la fin de sa vie, il sembloit avoir formé le dessein de suivre des maximes plus conformes aux libertez des Sujets. Mais Dieu ne lui permit pas de faire voir long-tems des effets de cette résolution.

Caractère
de Henri IV.

Quand je considère les éloges excessifs qu'on a donnez à ce Prince, je ne puis m'empêcher de soupçonner, que la gloire d'avoir le premier fait brûler les Hérétiques, & défendu le Clergé contre les attentats de la Chambre des Communes, a été le principal motif de ces loüanges. On sçait assez combien les Ecclésiastiques sont ardens à loüer ceux qui leur font du bien, comme à noircir ceux qui ne sont pas dans leurs intérêts.

Pendant ce Regne le fameux Robert Knolles, Guillaume Wikam, Evêque

Personnes
de

HENRI IV. de Winchester, & Richard Wittington Maire de Londres, se distinguèrent
1413. distinguées sous ce Regne. par des œuvres de charité, & par des fondations très-utiles au Public.
 Geoffroy Chaucer, & Jean Gower, Poètes fameux qui fleurissoient sous ce Regne, passent communément pour les premiers Reformateurs de la Langue Angloise.

Enfans de Henri IV. Henri IV. eut de Marie Bohun fille du Comte de Héréford, quatre fils & deux filles, sçavoir Henri qui lui succéda, Thomas Duc de Clarence, Jean Duc de Bedford, & Humphroy qui fut fait Duc de Glocester, par Henri V. son frere. Blanche l'aînée des filles fut mariée à Louïs le Barbu Electeur Palatin, & Philippe la seconde, épousa Eric Roi de Dannemarck & de Norwége.

+++++

HENRI V.

Surnommé DE MONMOUTH,

Quatorzième Roi d'Angleterre depuis la Conquête.

HENRI V. 1413. 20. Mars. **H**ENRI IV. n'ayant pas eu le bonheur de se faire aimer des Anglois, sa mort fut regardée avec assez d'indifférence. Le Clergé seul donna quelques regrets à sa perte, parce que, sous son Regne, il avoit été fort ménagé. Mais le reste du Peuple oublia sans peine un Prince, qui depuis son avènement à la Couronne, n'avoit rien fait de mémorable, & qui avoit répandu plus de sang de ses Sujets, que des ennemis de l'Etat. La Paix même dont les Anglois avoient joui pendant toute la durée de ce Regne, ne les avoit pas satisfaits. La Guerre leur auroit semblé plus avantageuse, puisqu'il ne s'étoit jamais présenté d'occasion plus favorable pour recouvrer ce qu'ils avoient perdu en France. Ainsi, dans l'espérance que le Prince son fils feroit revivre la gloire du nom Anglois, qui paroïssoit comme enseveli dans l'oubli depuis le Regne d'Edouïard III. ils le virent avec joye succéder à un pere duquel on ne pouvoit attendre rien de fort avantageux, pour le Royaume, quand même il auroit vécu plus long-tems. Dans la conjoncture où l'Angleterre se trouvoit, elle avoit besoin d'un Roi actif & guerrier qui sçût profiter des troubles dont la France étoit agitée. D'un autre côté, la Guerre, étoit comme nécessaire, pour dissiper les mauvaises humeurs qui s'étoient répandues dans le Royaume, sous le Regne précédent.

Education de Henri V.

Henri de Monmouth, ainsi nommé du lieu de sa naissance, étoit précisément d'un caractère tel que les Anglois le souhaitoient. Son esprit étoit naturellement élevé & porté aux grandes entreprises. C'étoit par cette raison que le Roi son pere l'avoit toujours tenu éloigné des affaires, cette élévation n'étant que trop capable de donner de l'ombrage à un Prince tel que lui, qui en prenoit très-aisément. Il avoit eu sa première éducation à Oxford, sous les yeux de l'Evêque de Winchester son oncle, qui étoit Chancelier de cette Université. C'étoit-là que, dès ses plus tendres années, on avoit pris soin d'imprimer



HENRI V.

primer dans son ame des principes d'honneur & de vertu, dont les traces ne purent jamais s'effacer dans la suite. Il étoit à peine sorti de l'enfance, qu'il témoigna une forte inclination pour la Guerre. Cette passion croissant toujours, à mesure qu'il avançoit en âge, le Roi son pere ne crut pas devoir lui refuser la liberté de la contenter. A l'âge de dix-huit ans, il commanda une armée contre les Gallois, & les battit en deux différentes rencontres. Mais ces deux Victoires lui portèrent un préjudice inexprimable. Le Roi son pere, jaloux jusqu'à l'excès de son autorité, & craignant les suites d'un si beau commencement, regarda la gloire de son fils comme pouvant quelque jour devenir fatale à son repos. Cette pensée lui causant de l'inquiétude, il l'éloigna de la Guerre comme il l'avoit déjà éloigné du Gouvernement de peur qu'il ne fût pas en son pouvoir de l'arrêter, quand il auroit une fois pris l'essor. Réduit à vivre dans l'oisiveté, le Prince naturellement actif, chercha des occupations. Malheureusement pour lui, par l'instigation de certaines gens qui l'approchoient, & peut-être, par la direction du Roi son pere, il se jeta dans un honteux libertinage, & s'abandonna souvent à des excès indignes de sa naissance, & qui firent beaucoup de tort à sa réputation. Malgré tout cela, son bon naturel ne laissoit pas de prévaloir en certaines occasions. La modération qu'il marqua, en se laissant conduire en prison, par l'ordre d'un Juge qu'il avoit offensé, fit voir que les semences de la vertu n'étoient pas entièrement étouffées dans son cœur par les voluptez. Aussi, le Roi son pere, qui connoissoit ses talens, ne laissoit pas de le craindre, quoiqu'il semblât qu'un jeune Prince noyé, pour ainsi dire, dans les plaisirs, ne dût pas beaucoup l'inquiéter. Les Anglois mêmes ne se laissèrent pas prévenir contre lui. Véritablement les excès où il tomboit de tems en tems, pouvoient leur donner lieu de craindre qu'ils ne fussent un jour malheureux sous son gouvernement. Mais en certaines occasions ils voyoient paroître en lui des marques de générosité, de vertu, de grandeur d'ame, qui leur faisoient concevoir des espérances d'un heureux changement dans sa personne.

HENRI V.
1413.
Son inclination pour la Guerre.

Jalousie de Henri IV. à l'égard de son fils.

Cause du libertinage où le Prince se jette.

Ses excès ne font point perdre la bonne opinion qu'on a de lui.

Immédiatement après la mort du Roi son pere, ce Prince fut proclamé sous le nom de Henri cinquième. Bien loin qu'on pensât à lui disputer la Couronne, ceux qui avoient été le plus opposez à l'élévation de la Maison de Lencastre, furent les premiers à lui rendre leurs devoirs. Le Comte de la Marche même, s'assurant sur sa générosité, alla volontairement se remettre entre ses mains, afin de lui donner par-là, une preuve sensible de l'intention où il étoit de le laisser tranquille dans la possession du Trône. Enfin, la confiance des Anglois alla si loin, qu'ils voulurent, contre la coutume, lui prêter serment de fidélité, avant même qu'il fût Couronné. Mais il s'excusa modestement, & d'une manière obligeante, de recevoir ce témoignage de leur estime. Il leur dit, qu'il n'étoit pas juste qu'ils s'obligeassent à lui être fidèles, avant qu'il se fût lui-même engagé par un serment solennel, à les gouverner équitablement & selon les Loix. Cette modération, dont tout le monde fut charmé, acheva de détruire les impressions désavantageuses que sa conduite précédente avoit pû donner à ceux qui ne l'avoient pas bien connu.

Henri V. est proclamé Roi.

La cérémonie de son Couronnement s'étant faite le 9. d'Avril, il accorda, ce jour-là même, une amnistie pour toutes sortes de crimes, à l'exception du meurtre & du rapt. Ses premières démarches firent parfaitement connoître

Il est couronné.
Añ. Publ.
Tom. IX. p. 2.

HENRI V.
1413.
Il congédie
ses compa-
gnons de
débauche.

la droiture de ses intentions, & la résolution qu'il avoit prise de remplir dignement le Trône, sur lequel il étoit placé. Avant que de penser aux affaires del'État, il fit venir devant lui ceux qui avoient été ses compagnons de débauche, & après les avoir exhortés à quitter le train de vie qu'ils avoient mené avec lui, il leur fit quelques présents : mais en même-tems il leur défendit, sous peine d'encourir son indignation, de se présenter à la Cour. L'étonnement de ces gens-là, qui s'étoient attendus à toute autre chose, ne fut pas moins grand que l'admiration des gens de bien, témoins d'une réformation qui donnoit de si bonnes espérances.

Il choisit un
bon Conseil
& prend
soin de bien
remplir les
emplois &
les Bénéfi-
ces vacans.

Après que ce Prince eut donné cette première preuve de sa sagesse, il continua, sans interruption, à en donner plusieurs autres qui ne pouvoient être équivoques. Premièrement, il se choisit un Conseil, composé des gens les plus graves, les plus habiles, & les plus estimez, parmi ses Sujets. Ensuite, il changea quelques-uns des Juges, & revêtit de ces emplois des Jurisconsultes, qui joignoient à la Science des Loix une parfaite intégrité. Il en usa de même, à l'égard des Magistrats inférieurs, & prit un soin tout particulier de ne placer dans les Bénéfices vacans, que des gens de bons principes, & d'un mérite reconnu.

Il donne
des témoi-
gnages de
la piété.

Il ne lui restoit plus, pour confirmer la bonne opinion qu'on avoit déjà conçue de lui, qu'à faire éclater ses vertus militaires, & à donner des marques de sa piété. A l'égard du premier article, il fit voir, pendant tout le cours de son regne, qu'il ne cédoit à aucun de ses Prédécesseurs, ainsi qu'on aura lieu de s'en convaincre dans la suite. Par rapport au second, il ne tarda pas long-tems à se faire connoître, par deux témoignages sensibles. Véritablement, le premier pouvoit être fort équivoque : mais on le regardoit alors comme le plus exprès, & comme celui qui faisoit le mieux connoître les sincères intentions d'un Prince, pour avancer la gloire de Dieu. Je veux parler de la condescendance qu'il eut pour le Clergé, en lui permettant de persécuter les Wicleffites ou Lollards. La seconde marque qu'il donna de sa piété, fut le soin qu'il prit de réparer, autant qu'il étoit en son pouvoir, le tort qui avoit été fait à Richard II. Il fit tirer le corps de ce Prince du Monastere de Langley, où il avoit été enterré d'une manière indécente, & le fit transporter à Westminster dans le tombeau des Rois, auprès d'Anne de Luxembourg sa Femme. Après qu'il se fut acquitté de ce devoir, il fonda trois Maisons Religieuses, tout proche de *Shene*, en vue d'y faire prier Dieu continuellement pour l'ame de ce Prince.

Il fait por-
ter le corps
de Richard
II. à West-
minster.

Premier
Parlement
sous ce Re-
gne.

Statuts con-
tre les élec-
tions frau-
duleuses
des Dépu-
tez au Par-
lement.

Le Clergé
délibère sur
le moyen
d'extirper

Le Parlement, qui avoit été convoqué quelque tems auparavant, s'assembla le 15. du mois de Mai, dans des dispositions très-favorables au nouveau Roi. Il y fut fait divers Statuts tendans à conserver la tranquillité publique, & à maintenir les Sujets dans leurs privilèges. Henri donna librement son approbation à tous ces Statuts, & particulièrement à celui qu'on fit pour prévenir les fraudes dans les élections des Députés de la Chambre Basse. La conduite de Richard II. & quelque tentative que le dernier Roi avoit faite sur ce sujet, rendoient cet Aête absolument nécessaire.

Pendant que le Parlement étoit occupé aux affaires publiques, le Synode, ou, comme on l'appelle depuis quelque tems, la *Convocation du Clergé* se tenoit sous la direction de Thomas Arundel, Archevêque de Cantorbéri. Ce Prélat,

Prélat, qui étoit extrêmement animé contre les Lollards, avoit obtenu du feu Roi un ordre d'envoyer des Commissaires à Oxford, pour y prendre des informations touchant la doctrine des Wicleffites. Ces Commissaires étoient aussi chargés de découvrir, quels étoient leurs principaux Chefs, & par quels moyens cette Hérésie s'étoit répandue dans le Royaume, & particulièrement dans les Diocèses de Londres, de Héréford, & de Rochester. Dès qu'ils furent de retour, ils présentèrent leurs informations à l'Archevêque qui en fit part à la Convocation. Après plusieurs débats sur cette matière, l'Assemblée se fixa enfin à cette résolution : Qu'il n'étoit pas possible d'extirper l'Hérésie des Lollards, si l'on ne prenoit soin de faire punir exemplairement ceux qui en étoient les principaux auteurs. Qu'entre ceux-ci, on devoit regarder *Jean Oldcastle*, Baron de Cobham, comme le plus considérable & le plus pernicieux : qu'ainsi, afin d'inspirer de la terreur à toute la Secte, on devoit commencer par celui-ci qui en étoit le principal Protecteur, & que, pour cet effet, on intenteroit un procès contre lui, pour cause d'Hérésie. Mais comme Oldcastle étoit domestique du Roi, & en grande estime auprès de lui, on crut, que cette démarche pourroit offenser ce Prince, si l'on n'avoit pour lui la déférence de l'en informer auparavant, & de lui demander la permission de procéder contre l'Hérétique. L'Archevêque s'étant chargé de cette commission, porta des plaintes au Roi contre ce Seigneur : il tâcha de lui persuader, qu'il n'y avoit que le fer & le feu qui fussent capables d'extirper l'Hérésie, & qu'il étoit absolument nécessaire, pour l'intérêt de la Religion, de procéder contre Oldcastle selon toute la rigueur des Loix. Le Roi l'ayant écouté paisiblement, lui répondit, qu'il ne pouvoit approuver qu'on employât la rigueur pour ramener les Hérétiques, d'autant plus, que l'expérience avoit trop souvent fait connoître, que cette voye pouvoit faire autant d'effet contre la vérité, que contre l'erreur : qu'il parleroit lui-même à Oldcastle, pour tâcher de le remettre dans le bon chemin, & que, s'il ne pouvoit y réussir, il permettroit qu'on procédât contre lui. Cependant, afin de donner quelque satisfaction au Clergé, il fit publier une Proclamation, pour défendre aux Lollards de faire des Conventicules, & à tous les autres Sujets, d'assister à leurs Prédications. Peu de jours après, il voulut parler à Oldcastle, & l'ayant trouvé d'une fermeté inébranlable, il ne s'opposa plus à la demande du Clergé.

L'Archevêque ayant obtenu le consentement du Roi, fit citer Oldcastle, qui, ne voulant en aucune manière reconnoître la Jurisdiction des Evêques, se mocqua de la citation. Il ne voulut pas même permettre qu'elle lui fût signifiée, de sorte, qu'il fallut l'afficher à la porte de l'Eglise Cathédrale de Rochester. Henri, indigné d'un procédé si hautain, donna ordre de l'arrêter & de le mettre à la Tour. Le 28. de Septembre, le prisonnier fut conduit devant l'Archevêque, qui étoit assisté de deux autres Evêques, & de plusieurs Ecclesiastiques. Comme les Juges ne purent tirer de lui que des réponses directement contraires à la croyance commune de ce tems-là, ils le déclarèrent Hérétique, & le livrèrent au bras séculier. Sa mort auroit suivi de près sa condamnation, si, par le moyen de ses amis, ou par la négligence de ses Gardes, il n'eût trouvé le moyen de se sauver de prison. Il alla se cacher dans un coin du Pais de Galles, où ses ennemis ne le laissèrent pas en re-

HENRI V.
1413.
l'Hérésie
des Lollards.

Il prend la
résolution
de pour sui-
vre Old-
castle.
Act. Publ. T.
IX. p. 65.

Il en fait
demander
la permis-
sion au Roi.

Réponse du
Roi.

Proclama-
tion contre
les Lollards.
Act. Publ. T.
IX. p. 46.

Le Roi per-
met qu'Old-
castle soit
poursuivi.
Pag. 61.
Il est mis
en prison,

& condam-
né.

Il s'évade.

HENRI V.
1413.

Nécessité
de joindre
dans ce Re-
gne, l'His-
toire de
France à
celle d'An-
gleterre.

Affaires de
France.

pos, ainsi qu'on le verra dans la suite. C'est là ce qui se passa de plus considérable, par rapport aux affaires domestiques, depuis le 20 de Mars 1413. jusqu'à la fin de Decembre de la même année.

Je dois bien-tôt entrer dans le recit de la Guerre que Henri V. recommença contre la France : Guerre qui duroit depuis la rupture du Traité de Breigny, quoique souvent interrompue par des Trêves, sous les Regnes précédens. Pour donner une juste idée des motifs qui engagèrent ce Prince à porter ses armes en France, il faut nécessairement faire connoître en quel état ce Royaume se trouvoit. Sans cela, il seroit trop difficile de comprendre ce qui sera dit dans la suite.

Charles VI. affligé d'une maladie d'esprit, qui le rendoit la plupart du tems incapable de gouverner son Royaume, avoit trois fils, sçavoir, *Louis*, *Jean* & *Charles*. Le premier qui portoit le titre de Dauphin & de Duc de Guyenne, étoit un Prince d'un assez mauvais caractère. A l'âge de seize ans, il s'étoit déjà jetté dans la débauche, & de plus il s'étoit entêté de certains principes qui le conduisoient au Despotisme, & le portoit à bien des excès. Les Favoris qu'il avoit auprès de lui l'entretenoient dans ce train de vie, & ne pouvoient souffrir qu'on lui parlât d'aucune réforme; ils y auroient trop perdu. Au contraire, pour empêcher qu'on n'exécutât un certain projet qui avoit été fait pour le gouvernement du Royaume, & qu'une Assemblée de Notables avoit approuvé, ils inspirèrent à leur jeune Maître le désir de prendre en main les rênes du Gouvernement, pendant la maladie du Roi son Pere. Ils lui firent entendre que c'étoit sans aucun droit, que le Duc de Bourgogne s'en étoit emparé, & que personne ne pouvoit y prétendre au préjudice du fils-aîné du Roi, puisqu'il se trouvoit au-dessus de l'âge fixé par l'Ordonnance de Charles V. pour la Majorité des Rois. Sur ce fondement, ils lui conseillèrent de faire un effort pour débusquer le Duc de Bourgogne, en se saisissant de la Bastille, afin d'empêcher les Parisiens de le secourir. Ce projet fut exécuté peu de tems après, par le moyen du Gouverneur de cette Forteresse, que le Dauphin avoit mis dans ses intérêts. Mais il n'eut pas long-tems sujet de se réjouir du succès de son entreprise. Au premier bruit qui s'en répandit dans Paris, les Bourgeois excités secrètement par le Duc de Bourgogne, prirent les armes au nombre de dix ou douze mille hommes. Une partie alla investir la Bastille, l'autre, sous la conduite d'un Chirurgien, nommé *Jean de Troye*, se rendit devant l'Hôtel du Dauphin qui ne s'étant pas attendu à cette émeute, ne trouva point d'autre ressource que de se présenter à la fenêtre pour tâcher de les apaiser : mais rien ne fut capable de les arrêter. Après avoir enfoncé les portes de l'Hôtel, ils entrèrent dans les appartemens, & en enlevèrent plus de vingt personnes qu'ils accusoient de corrompre la jeunesse du Prince, & les menèrent en prison. D'un autre côté, le Gouverneur de la Bastille ayant pris l'épouvante, livra cette Forteresse au Duc de Bourgogne, & ce Prince, malgré les efforts du Dauphin, demeura maître du Gouvernement. Ce fut pendant ces troubles qui arrivèrent au mois de Mars de l'année 1413. que Henri IV. mourut en Angleterre, & que Henri V. son fils monta sur le Trône.

Pendant que ce nouveau Roi étoit occupé à régler ses affaires domestiques, les troubles se renouvelloient en France. A la fin d'Avril, les séditieux s'avi-

sèrent

Ann. Publ.
T. IX. p.
21. &c.

serent de porter des Chaperons blancs pour se distinguer. Jean de Troye, à la tête d'une populace armée, en alla porter un au Dauphin qui n'osa le refuser. Le Roi lui-même se trouvant dans la rue pour aller à l'Eglise de Notre-Dame, fut contraint par les séditieux de prendre un Chaperon blanc. Mais leur insolence n'en demeura pas là. Deux jours après, leur Chef se rendit à l'Hôtel de S. Paul où le Roi logeoit. Là, en présence de toute la Cour, il entreprit de justifier l'emprisonnement des Officiers du Dauphin, & ajouta qu'il y avoit encore à la Cour beaucoup d'autres gens qui ne méritoient pas moins d'être punis. En même tems, sans vouloir écouter les prières du Dauphin ni du Roi même, il arrêta un grand nombre de Seigneurs & de Dames de la Cour, & les mena en prison. Louis de Bavière, frere de la Reine, ne fut pas même épargné. Le Roi ne pouvant résister au torrent, se vit contraint de consentir qu'on fit le procès à quelques-uns des prisonniers, & d'aller au Palais, coëffé d'un Chaperon blanc, pour y faire enregistrer certains Edits que les séditieux avoient demandez.

Le Dauphin se voyant ainsi gêné par les factieux, ou plutôt par le Duc de Bourgogne son Beau-pere, qui les dirigeoit sous main, ne put se résoudre à demeurer dans une situation si contraire à son humeur, sans faire quelque effort pour s'en tirer. Les Chefs de la Faction d'Orléans, qui avoient été contraints de signer une Paix qui les éloignoit de Paris & de la Cour, étoient les seuls de qui il pût espérer quelque secours. Il noua donc avec eux une négociation secrète, & pour mieux cacher son dessein, il alla lui-même conférer avec eux, sous prétexte de travailler à l'accommodement des deux Partis, sur certaines infractions de la Paix de Bourges. Après qu'il eut lié sa partie, il fit en sorte, que la Paix fut confirmée, & que par le nouveau Traité qui fut signé à Pontoise, les Orléanois eurent la liberté d'aller à Paris pour y rendre leurs respects au Roi.

Cependant, le Duc de Bourgogne jugeant par la tentative, que le Dauphin avoit déjà faite, de ce qu'il devoit attendre de lui, avoit pris la résolution de s'assurer d'un secours en cas de besoin. Dans cette vûe, dès le mois de Juin, il avoit envoyé en Angleterre une Ambassade, en qualité de Comte de Flandres, de laquelle *Raoul* Prevôt de S. Donas de Bruges étoit le Chef, sous prétexte de renouveler la Trêve marchande entre les Anglois & les Flamans : mais c'étoit en effet, pour proposer une Alliance à Henri. Cela paroit par une Commission que le Roi donna dans le même tems à l'Evêque de S. David & au Comte de Warwick, pour conclurre une Alliance personnelle entre lui & le Duc de Bourgogne. Il n'y a presque point à douter que dès ce tems-là, le Duc n'eût conçu le dessein de s'allier avec le Roi d'Angleterre. On en verra dans la suite des preuves bien plus évidentes. Ce projet ne s'exécuta pourtant pas si-tôt : apparemment, le Duc n'avoit point d'autre dessein que de s'assurer du secours des Anglois, en cas qu'il se trouvât pressé, ainsi qu'il l'avoit fait sous le Regne de Henri IV. Sans cela, il ne croyoit pas qu'il y eût de la nécessité à presser la conclusion de cette affaire.

Quelle que fut la pensée, Henri ne crut pas devoir négliger une occasion si favorable, d'entretenir en France des troubles dont il pourroit profiter. Ce fut dans cette vûe qu'il envoya peu de tems après des Ambassadeurs à Paris. Leur Commission publique portoit de sommer la Cour de France de mieux

HENRI IV.
1413.

Le Duc de Bourgogne commence à rechercher Henri.

Juin.
Ass. Publ.
T. IX. p. 27.
Juillet
Ibid. pag. 34

Henri envoie une Ambassade en France.
Ass. Publ.
T. IX. pag.
34. & *suiv.*

HENRI V.
1413.

entretenir la Trêve de vingt huit ans , qu'elle n'avoit fait jusqu'alors. En second lieu , de confirmer cette même Trêve , ou d'en faire une nouvelle. Enfin , ils avoient pouvoir d'accorder tous les différends entre l'Angleterre & la France. Vrai-semblablement , un des motifs du Roi en envoyant cette Ambassade , étoit de s'instruire exactement de l'Etat des affaires de ce Royaume. Mais le principal étoit , de conclurre avec le Duc de Bourgogne , l'Alliance que ce Prince lui avoit fait proposer. C'est ce qui paroît manifestement par une quatrième Commission qui leur donnoit pouvoir de signer une Alliance entre lui & le Duc , & entre leurs Etats reciproques. On ne peut donc douter que le Prévôt de St. Donas n'eût jetté les fondemens de cette négociation , dans le premier voyage qu'il fit à Londres. Ceci se passoit au mois de Juillet de l'année 1413.

Nouvelle
révolution
à la Cour
de France.

Le mois suivant apporta aux affaires de France , des changemens qui furent très-avantageux à Henri. Les Orléanois à la tête desquels étoit le Duc d'Orléans Neveu du Roi , le Duc de Berry son Oncle , le Duc de Bourbon , le Duc d'Alençon , les Comtes d'Eu , & de Vendôme , s'étoient approchez de Paris , comme ils en avoient la permission. Dans ce même tems , le Dauphin , par ses intrigues , avoit mis dans ses intérêts , un grand nombre de Bourgeois de Paris , qui lui avoient promis de l'assister. Dès que ce Prince se vit suffisamment appuyé , il fit prendre les armes à ses partisans , & courut les ruës de Paris , à la tête de trente mille hommes. La terreur de ceux du parti contraire fut si grande , qu'ils abandonnèrent le Louvre , l'Hôtel de Ville , & la Bastille , dont ils étoient en possession , sans faire le moindre effort pour se défendre. Le Duc de Bourgogne ne se sentant pas en état de résister à ce torrent , & craignant encore l'arrivée des Orléanois qui n'étoient pas éloignez , prit le parti de se retirer en Flandre.

Le Duc de
Bourgogne
se retire.

Ce Prince ne fut pas plutôt parti , que la faction d'Orléans reprit le dessus à la Cour , sans que le Dauphin en retirât aucun avantage. Le Roi qui , dans ce même tems , se trouva dans un de ses bons intervalles , prit en main le Gouvernement , & conçut une si forte affection pour le Duc d'Orléans son Neveu , qu'il se laissa entièrement conduire par ses conseils. Ce jeune Prince profitant de cet avantage , fit donner diverses Déclarations contre le Duc de Bourgogne , & poursuivre les auteurs de la précédente sédition , dont plusieurs furent exécutez.

Déclaration
contre lui.

Art. Publ.
T. IX. p. 56.
Trêve entre les deux
Couronnes.
Septembre.
Premières
demandes
de Henri.

Peu de tems après , des Ambassadeurs de France & d'Angleterre s'étant assembles à Lelingham en Picardie , pour y négocier la Paix , convinrent d'abord , que la Trêve seroit inviolablement observée jusqu'au 1. de Juin suivant. Pendant le cours de cette négociation , les Ambassadeurs d'Angleterre firent entendre , que le Roi leur Maître prétendoit que la France lui rendît tout ce qu'elle avoit enlevé à l'Angleterre depuis le Traité de Bretigny. C'étoit effectivement le sujet de la Guerre qui subsistoit toujours depuis la rupture de ce même Traité & cette proposition n'avoit rien qui dût paroître étrange. Cependant , la Cour de France , qui s'étoit flattée , que depuis la mort d'Edouard III. les Rois d'Angleterre ne pensoient plus à faire valoir leurs prétentions , fut extrêmement allarmée de cette déclaration. La situation des affaires du Royaume , lui faisoit craindre , avec raison , le renouvellement de la Guerre. Ainsi , sans perte de tems , elle fit partir pour Londres , l'Archevê-

Ambassade

que

que de Bourges , le Connétable d'Albret , & un Secrétaire du Roi , nommé *HENRI V.*
Col , sous prétexte d'aller travailler à la Paix , mais en effet , pour découvrir ^{1413.}
 ce que Henri avoit dans l'ame. Ces Ambassadeurs arrivèrent à Londres dans *de France à*
 le mois d'Octobre , n'ayant pouvoir que de prolonger la Trêve pour tout au- *Henri.*
 tant de tems qu'ils le jugeroient à propos. *Ibid. p. 60.*

Pendant qu'ils étoient en Angleterre , la Cour de France continuoit ses *Act. Pub. T.*
 procédures contre le Duc de Bourgogne & contre ses partisans , dont plusieurs *IX. pag. 70.*
 passèrent par les mains du Bourreau. Louis d'Anjou , Roi de Sicile , qui avoit *Le Roi de*
 chez lui une fille du Duc de Bourgogne , accordée avec son fils-ainé , fit l'af- *Sicile se de-*
 front au Duc de la lui renvoyer. Peu de tems après , il donna une de ses filles *clare con-*
 en Mariage à Charles Comte de Ponthieu troisième fils du Roi , qui n'avoit *tre le Duc*
 pas encore treize ans accomplis. Il ne pouvoit rien arriver de plus funeste à la *de Bour-*
 France , que ce Mariage. Par là , le jeune Prince étant entré dans les intérêts *gogne.*
 & dans la passion du Roi son Beau-père , devint ennemi juré du Duc de Bour- *Il donne sa*
 gogne. En même tems , il excita contre lui-même , la haine de ce Duc qui , *filles à Char-*
 tout exilé qu'il étoit , avoit encore un puissant parti dans le Royaume. Cet- *les, troisié-*
 te animosité reciproque , qui alla toujours en augmentant , causa bien des *me fils du*
 maux à la France. *Roi.*

Cependant , le Dauphin n'ayant pas profité de la révolution qui venoit *Le Duc de*
 d'arriver à la Cour , ne voyoit qu'avec une peine extrême le Duc d'Orléans *Bourgogne*
 maître du Gouvernement , pendant qu'il étoit lui-même sans crédit , & com- *offre son se-*
 me prisonnier dans le Louvre , où il étoit soigneusement observé. Cette con- *cours au*
 trainte étant insupportable à un Prince de son caractère , il écouta volontiers *Dauphin*
 les offres que lui fit le Duc de Bourgogne , de l'assister de tout son pouvoir , *qui l'acce-*
 pour le mettre dans le poste que sa naissance lui devoit donner. Il se fit donc *pte.*
 entre eux une espèce de Ligue pour chasser le Duc d'Orléans d'auprès du Roi. *Il s'apro-*
 Le Duc de Bourgogne s'étant ainsi assuré du Dauphin , s'approcha de Paris , *che de Pa-*
 à la tête d'une armée , prenant pour prétexte que c'étoit pour tirer le Dauphin *ris & ne*
 son Gendre de captivité. Il se persuadoit , que Paris se déclareroit en sa faveur : *peut y en-*
 mais on avoit donné de si bons ordres que rien ne branla. Dans ces entre- *trer.*
 faites , le Roi , qui depuis quelque tems , étoit retombé dans un accès de sa *Le Roi*
 maladie ordinaire , étant revenu en santé , donna contre le Duc de Bourgo- *donne une*
 gne une Déclaration fulminante , où il le traitoit de Traître , & d'ennemi de *Déclaration*
 l'Etat. Cette Déclaration , jointe au peu d'espérance qu'avoit le Duc de voir *contre lui.*
 Paris se déclarer en sa faveur , lui fit prendre le parti de s'en retourner en *Le Duc se*
 Flandre. Quittons pour un moment les affaires de France , auxquelles nous *retire.*
 aurons bien-tôt occasion de revenir puisqu'elles font la principale matière de *1414.*
 ce Regne , pour voir ce qui se passoit en Angleterre , au commencement de *l'année 1414.*

Il a été parlé dans le Regne précédent , des deux tentatives que la Cham-
 bre Basse du Parlement avoit faites pour priver le Clergé d'une bonne partie de
 ses revenus , sans avoir pu réussir. Le Clergé ne pouvoit pas douter , que ce
 ne fût un fruit de la nouvelle doctrine des Lollards. Selon les apparences , ce
 n'étoit pas une des moindres causes de la haine qu'il portoit à ces prétendus
 Hérétiques. C'étoit encore par cette même raison , que , dans la dernière
 Convocation , il avoit résolu d'employer les moyens les plus violens pour extir-
 per une Hérésie qui lui paroissoit si détestable. Oldcastle , homme d'une
 naissance

HENRI V.
1414.

Les Lollards sont accusés d'avoir conspiré contre le Roi.

On rapporte au Roi qu'ils sont assemblés au nombre de 20000.

Le Roi se laisse prévenir.

Il va les surprendre & n'en trouve qu'une centaine dont les uns sont pris, & les autres tuez.

naissance distinguée, & d'un mérite singulier, avoit été destiné à servir de première victime, afin d'inspirer la terreur à tous ceux de la même Secte. Mais par un bonheur extrême, il avoit échappé à ses ennemis. Ce n'avoit été qu'avec une grande mortification, que l'Archevêque avoit ouï dire au Roi, qu'il n'approuvoit point les voyes de la rigueur. Il faisoit même comprendre assez clairement que c'étoit son véritable sentiment, puisque, depuis l'évasion du condamné, il n'avoit fait aucune démarche pour le faire chercher & arrêter. Il étoit manifeste, que pendant que le Roi seroit dans des sentimens si modérez, le Clergé ne pourroit que difficilement contenter sa passion contre les Hérétiques. Ainsi, son intérêt demandoit, que ce Monarque en prît de plus conformes au zèle cruel dont les Ecclésiastiques sont ordinairement animez. Rien n'étoit plus propre à produire cet effet, que de lui faire entendre, que les Lollards en vouloient à sa personne, & qu'ils formoient des complots pour bouleverser l'Etat. Ce fut aussi à cela que le Clergé travailla sans perte de tems. La Proclamation qui leur défendoit de s'assembler, lui en fournit bien-tôt une occasion favorable. Les Lollards continuoient leurs assemblées malgré la Proclamation, quoiqu'avec tout le secret possible. Comme ils n'osoient les faire dans des maisons, de peur d'être découverts, ils choisissoient ordinairement à la campagne, quelque lieu désert où ils alloient servir Dieu à leur manière. Quelques-uns d'entre eux ayant résolu de faire une assemblée hors de la porte de Londres, dans un lieu nommé St. Gilles (1), qui étoit alors couvert de buissons, furent trahis par de faux frères, ainsi qu'il arrive assez souvent en pareilles occasions. Cette découverte fournit à leurs ennemis l'occasion qu'ils cherchoient avec empressement. Le Roi étoit alors à sa Maison d'Eltham, distante de Londres de sept milles, où il étoit allé passer les fêtes de Noël, il ne s'attendoit à rien moins qu'à une conspiration contre sa personne, lorsque tout-à-coup, à l'entrée de la nuit, on lui rapporta, qu'Oldcastle étoit à St. Gilles avec vingt mille hommes de sa Secte. On ajouta, que leur dessein étoit de faire main-basse sur le Roi, sur les Princes ses freres, & sur tous les Seigneurs tant Ecclésiastiques que Seculiers, qui ne leur étoient pas favorables. Certainement, il n'y avoit aucune apparence, que vingt mille hommes eussent pû s'assembler aux portes de Londres, sans qu'on en eût reçu quelque avis. Il étoit encore moins vraisemblable, qu'Oldcastle, qui étoit un Guerrier expérimenté, eût choisi les champs de St. Gilles, tous embarrassés de hayes & de buissons, pour y assembler ses troupes. Néanmoins, cette nouvelle fut appuyée de tant de circonstances, que le Roi ne put s'empêcher d'y ajouter foi. Il assembla d'abord tout autant de gens armés qu'il lui fut possible, & donna ordre qu'on tint les portes de Londres fermées, de peur que la populace n'en sortît pour secourir les Rebelles. Comme il étoit naturellement très-hardi, il résolut de les aller attaquer, avant qu'ils eussent achevé de prendre toutes leurs mesures. Il arriva sur les lieux environ minuit, & y ayant trouvé quatre vingt ou cent personnes, il fit main basse sur eux. Il y en eut une vingtaine de tuez, & environ soixante d'arrêtez. Malheureusement pour eux, ils avoient pris des armes pour se défendre s'ils étoient attaqués par leurs ennemis. Selon les apparences, ce fut ce qui contribua le plus à convaincre le Roi, qu'ils avoient quelque mau-

mau-

(1) C'est à présent un quartier de Londres,

mauvais dessein. Cela seul n'auroit pourtant pas été capable de lui persuader qu'ils avoient effectivement conspiré contre lui, si, parmi ceux qui furent arrêtés, il ne s'en fût trouvé quelques-uns, qui, gagnés par des promesses, ou intimidés par des menaces, avoient tout ce qu'on voulut. Ils dirent que leur dessein étoit de tuer le Roi & les Princes ses frères, avec la plupart des Seigneurs Ecclesiastiques & Seculiers, dans l'espérance que le trouble où le Royaume se trouveroit après ce massacre, seroit favorable à leur Religion. Quelques-uns déposèrent, qu'après s'être défaits du Roi & des Princes, ils avoient résolu de faire Oldcastle Régent du Royaume & que c'étoit par la direction de ce Seigneur, que le complot s'étoit fait. En vérité, on a de la peine à comprendre, qu'un Prince aussi judicieux que l'étoit Henri, ait pu se laisser surprendre par une invention si grossière. Véritablement, s'il y eût eu vingt mille hommes en armes à St. Gilles, comme on avoit voulu le lui faire accroire, la présomption auroit été forte. Mais que quatre vingt ou cent hommes, parmi lesquels il ne s'en trouvoit pas un seul d'un rang distingué, eussent formé un tel projet, c'est ce qui n'est pas même vrai-semblable. D'ailleurs, il connoissoit lui-même Oldcastle pour un homme de bon sens, & néanmoins, rien n'étoit plus extravagant que le projet qu'on lui attribuoit; projet, qu'on supposoit qu'il devoit exécuter avec une si petite troupe, sans y être lui-même présent, & sans que personne sût où il étoit, ni qu'il y eût aucun autre Chef en sa place. Mais quoiqu'il en soit, le Roi le crut coupable; & dans cette pensée, il promit cinq-cens marcs à celui qui le decouvriroit, mille marcs à celui qui l'arrêteroit, & si c'étoit une Ville ou un Bourg, un affranchissement perpétuel de toutes sortes de charges & d'impositions. Il y a pourtant beaucoup d'apparence que dans la suite, le Roi reconnut la fausseté de cette accusation, & voici ce qui me le persuade. Premièrement, quelques perquisitions qu'on pût faire dans tout le Royaume, pour découvrir les complices de cette prétendue conspiration, il ne s'en trouva pas un seul, outre ceux qui furent pris à Saint Gilles. Il est pourtant manifeste, que, pour exécuter un pareil dessein, & pour tirer quelque avantage de l'exécution, quatre-vingt ou cent personnes d'un rang peu distingué, ne suffisoient pas. Secondement, de ceux mêmes qui furent pris à St. Gilles, il n'y en eut qu'un très-petit nombre d'exécutez dans les premiers jours, pendant que la prévention contre eux étoit encore dans toute sa force. Le Roi fit grâce à tous les autres. Entroisième lieu, on trouve dans le Recueil des Actes Publics, non seulement une amnistie générale pour tous les Lollards; mais encore plusieurs pardons particuliers accordés à des gens condamnés pour ce même crime, quoiqu'ils l'eussent constamment désavoué. Il ne seroit pas fort étrange que le Roi eût fait grâce à des criminels qui auroient reconnu leur faute: mais les Souverains n'ont guères accoutumé de pardonner ces sortes de crimes à des gens obstinez qui se rendent indignes du pardon, en niant le fait dont leur Sentence suppose qu'ils ont été convaincus. J'ajouterai encore, que la Clémence n'étoit pas la vertu favorite de Henri V. & qu'au contraire, il panchoit beaucoup du côté de la sévérité, comme on en verra diverses preuves dans la suite de son Règne. Quelle apparence y a-t-il donc que ce Prince ait voulu pardonner à des gens convaincus d'avoir voulu le tuer lui-même avec toute la famille Royale & tous

HENRI V.
1414.

Dépositions
de quel-
ques-uns.

Act. Publ.
T. IX. p. 119.

Ibid. p. 39.

Ibid. p. 70.
pag. 193.

HENRI V.
1414.

les Grands du Royaume, dans le tems même qu'ils s'obstinoient à nier le fait pour lequel ils avoient été condamnez, s'il eût véritablement cru qu'ils étoient coupables? Enfin, les principes mêmes des Lollards les éloignoient de ces sortes de barbaries. Il est donc plus que probable, que cette accusation fut inventée, pour rendre les Lollards odieux au Roi, afin d'obtenir de lui la liberté de les persecuter, & que le Roi lui-même fut convaincu de sa fausseté, après que sa première prévention fut dissipée. Il faut pourtant avouer, que dans toutes les Lettres de pardon qu'il accorda, pour ce sujet, il supposoit toujours que le crime étoit avéré. Mais il falloit bien supposer le crime, pour en accorder le pardon.

Mort de
l'Archevê-
que Arun-
del.

Chicheley
lui succède.

Henri de-
mande le
retablisse-
ment du
Traité de
Bretigny.

Art. Publ.
T. IX. pag.
102. 103.

Les Fran-
çois propo-
sent le Ma-
riage de
Henri avec
Catherine
fille de
Charles VI.

Henri y
consent,
sans préju-
dice de la
restitution.

Ibid. p. 91.

La Trêve
est prolongée.

Janvier.

Henri en-
voye des
Ambassa-
deurs en
France, &
s'engage à
ne pas se
marier
avant le 15.
de Mai.

Ibid. p. 103.

Autre Am-
bassade.

Ibid. p. 132.

Demandes
de Henri.

Pag. 203.

Au mois de Fevrier de l'année 1415. Thomas Arundel Archevêque de Cantorbéri alla rendre compte à Dieu, du sang innocent qu'il avoit fait répandre. *Henri Chicheley* Evêque de St. David fut mis en sa place. Mais les Lollards ne gagnèrent rien par ce changement, celui-ci n'étant pas moins animé contr'eux, que son Prédecesseur.

Pailaillé l'Archevêque de Bourges & le Connétable d'Albret à Londres, où ils ne furent pas long-tems sans être éclaircis des desseins du Roi. Les Commissaires, qui traiterent avec eux, demanderent, de la part de Henri, tout ce qui avoit été enlevé à l'Angleterre depuis le Traité de Bretigny. Les François répondirent qu'ils n'avoient aucune instruction sur ce sujet. Ils proposèrent pourtant, comme d'eux-mêmes, un moyen qui leur paroïssoit propre à procurer la Paix entre les deux Rois. C'étoit le Mariage du Roi d'Angleterre avec Catherine la plus jeune des filles de Charles VI. Cette Princesse avoit quatre Sœurs, dont l'une étoit Religieuse, & les trois autres mariées. Ainsî, elle étoit la seule qu'on pût offrir à Henri. Cette proposition ne fut pas entièrement rejetée. Quoique Henri insistât sur la restitution qu'il demandoit, comme étant la voye la plus prompte & la plus efficace pour parvenir à une bonne Paix, ce que les Ambassadeurs de France lui proposoient, n'étant pas incompatible avec la restitution, il crut pouvoir l'accepter sans se porter du préjudice. Mais comme les Ambassadeurs n'avoient pas des Pouvoirs suffisans pour traiter sur cette matière, on se contenta de convenir que la Trêve seroit continuée jusqu'au jour de la Purification de l'année 1415.

Immédiatement après le départ des Ambassadeurs François, Henri en envoya cinq en France, pour y continuer la négociation entamée à Londres touchant la restitution, & le Mariage qu'on lui avoit proposé. Ces Ambassadeurs furent munis d'un Pouvoir de promettre au nom du Roi, qu'il ne s'engageroit à aucun autre Mariage avant le 15. de Mai. Ils pouvoient même prolonger ce terme, s'ils le jugeoient à propos.

La Cour de France n'ayant pas trouvé les Pouvoirs de ces Ambassadeurs, suffisans, Charles écrivit à Henri, que s'il vouloit lui envoyer d'autres Ambassadeurs avec un Pouvoir plus étendu, il les écouterait volontiers. Sur cette Lettre, Henri lui en envoya cinq autres, tous distingués par leur naissance, & par leurs emplois, sçavoir, l'Evêque de Norwich, les Comtes de Dorset, de Warwick, de Salisburi, & le Lord Gray.

Ces Ambassadeurs entrèrent d'abord en conférence avec les Commissaires du Roi Charles, à la tête desquels étoit le Duc de Berry son Oncle. Ils demandèrent d'abord, tout le Royaume de France, pour leur Maître, en vertu du

du droit qu'il avoit comme Héritier d'Edouïard III. Mais après une petite pause, ils ajoutèrent, que comprenant bien que cette demande pourroit causer quelque mécontentement, ils en feroient une autre, avec protestation néanmoins, que ce seroit sans aucun préjudice des droits de leur Souverain. Ensuite ils se réduisirent à demander :

HENRI V.
1414.

1. La Normandie, l'Anjou, le Maine, & la Touraine, en toute Souveraineté.
2. Le droit de Souveraineté sur le Comté de Flandre, & sur le Duché de Bretagne.
3. Tout ce que la France possédoit en Guyenne.
4. Tout ce, généralement, qui avoit été cédé à Edouïard III. par le Traité de Bretigny.
5. Tout le País possédé par la France, entre la Somme & Graveline.
6. Enfin, que tous ces País fussent cedez au Roi d'Angleterre, en toute Souveraineté, pour les tenir comme voisin, & non comme Vassal de la Couronne de France.

Avant que de répondre à ces demandes, le Duc de Berry pressa beaucoup les Ambassadeurs de commencer par la négociation du Mariage proposé, disant que c'étoit le vrai moyen d'établir une bonne & solide Paix entre les deux Royaumes. Il offrit même une dot assez considérable pour la Princesse Catherine; mais les Anglois ne vouloient considérer le mariage que comme une dépendance, & non pas comme le fondement de la Paix. Par cette raison, ils vouloient qu'on réglât premièrement les conditions de la Paix, avant que de parler du Mariage. Enfin, après beaucoup de contestations de part & d'autres, les Ambassadeurs d'Angleterre se réduisirent aux trois Articles suivans, sur lesquels ils demandèrent une réponse positive avant qu'on entrât dans aucune autre négociation.

Réduction
des deman-
des précé-
dentes.

1. Ils demandèrent tout ce qui avoit été cédé à l'Angleterre par la *Grande Paix*, c'est-à-dire, par le Traité de Bretigny.

2. La moitié de la Provence, avec les Comtez de Beaufort & de Nogent.

3. Six cens mille écus qui restoit à payer de la rançon du Roi Jean.

À l'égard du Mariage, ils dirent rondement, que le Roi leur Maître n'empouferoit jamais la Princesse Catherine, à moins qu'il ne fût assuré d'avoir une Paix ferme & durable avec le Roi Charles. Que d'ailleurs, comme les offres qu'on lui avoit faites jusqu'alors étoient trop peu considérables, ils n'avoient pas pouvoir de traiter là-dessus. Qu'ainsi, non seulement il seroit inutile de traiter du Mariage; mais que même, ils n'oseroient toucher à cet article avant qu'on fût convenu sur les autres. Ils ajoutèrent pourtant, que dans l'espérance qu'on leur feroit des offres plus raisonnables, ils vouloient bien dire que leur pensée étoit, qu'on ne pouvoit offrir moins de deux millions d'or pour la dot de la Princesse.

Quelques jours après, le Duc de Berry leur mit en main un Ecrit contenant les offres que la France faisoit pour parvenir à la Paix, avec les réponses à leurs demandes, sçavoir,

1. Que le Roi de France offroit l'Agénois, le Basadois, Auch, en partie, le Périgord, l'Escarre, Oleron, la Bigorre, la Saintonge au-delà de la Charente, le Quercy, Montauban excepté, avec tout le País entre le Tarn & l'Aveyron, l'Angoumois, & le Rouergue.

Zz ij

HENRI V.
1414.

2. Que le Roi ne pouvoit disposer de la Provence, puisqu'il n'en étoit pas possesseur, & qu'il n'avoit pas contribué à la mettre entre les mains de ceux qui la possédoient.

3. Que puisque pour le bien de la Paix, il offroit de ceder tant de belles & riches Provinces qu'il possédoit légitimement, le Roi d'Angleterre devoit se désister de demander rien au-delà.

4. A l'égard du Mariage, qu'encore que la dot des filles de France fût réglée à beaucoup moins que ce qu'il avoit offert, il vouloit bien, en considération de la Paix, aller jusqu'à la somme de six cens mille écus.

Ces demandes & ces réponses furent le sujet de diverses Conférences qui durèrent plusieurs jours, mais dont il seroit trop long de donner ici le détail. Il suffira de remarquer, que les Ambassadeurs d'Angleterre réduisirent enfin toutes leurs demandes au Traité de Bretigny, & à un million d'écus pour la dot de la Princesse. Mais comme les François trouvoient encore cette somme exorbitante, les Anglois firent entendre qu'on pourroit la réduire à une moindre, à cette condition, qu'en cas qu'il vînt deux fils de ce Mariage, le plus jeune auroit Montreuil, & le Ponthieu, en toute Souveraineté. Mais les François ne répondirent rien à cette proposition, & les Conférences finirent le 13. de Mars 1414.

Le Duc de
Bourgogne
est poussé à
bout.

Mézerai.
Charles VI.
lui fait la
Guerre,

& retombe
dans son
mal.

Le Dauphin
gouverne le
Royaume.

Il accorde
la Paix au
Duc.

Pendant que cette affaire se négocioit à Paris, les ennemis du Duc de Bourgogne continuoient à irriter le Roi Charles contre lui, en sorte que le regardant comme un ennemi de sa personne & de l'Etat, il prit la résolution de lui faire la Guerre. Pour cet effet, s'étant déterminé à commander lui-même son armée, il alla prendre l'Oriflamme à S. Denis, après quoi il se rendit maître de Soissons & de Compiègne dont le Duc s'étoit emparé. Le Duc de Bourgogne se trouvoit alors peu en état de lui résister, parce que les Flamans refusoient de le servir contre la France. Ce fut ce qui donna au Duc de Bourbon la facilité de lui enlever encore Bapaume. On n'avoit pas dessein d'en demeurer là: mais heureusement pour lui, le Roi fut attaqué d'un nouvel accès de son mal. Cet accident donna au Duc le tems de faire entrer une nombreuse Garnison dans Arras.

Le Roi Charles se trouvant hors d'état d'agir, le Dauphin son fils se mit en possession de la Regence, n'y ayant personne qui fût en droit de la lui disputer. Soit que ce Prince eût quelque sujet de mécontentement contre le Duc de Bourgogne, ou qu'il ne se souciât pas de le ménager, depuis qu'il n'avoit plus besoin de lui, il mena le Roi son pere devant Arras, dont il prétendoit faire le Siège: mais il étoit trop tard. La Place avoit été si bien pourvûë qu'il n'étoit pas facile de l'emporter. Les difficultez de ce Siège, les sollicitations de la Comtesse de Haynaut sœur du Duc de Bourgogne, & peut-être les intérêts secrets du Dauphin, firent qu'on accorda la Paix au Duc, sur la fin du mois de Septembre: mais ce ne fut qu'à de dures conditions. Par cette Paix, le Roi accordoit au Duc un pardon dont cinq cens de ses partisans étoient exceptez. Il étoit encore convenu, que tous ses amis s'éloigneroient de la Cour, & qu'il ne pourroit lui-même y aller, à moins qu'il n'y fût mandé, de l'avis du Conseil, & par des Lettres sous le grand Sceau. Enfin, que les bannières du Roi seroient arborées sur les murailles d'Arras.

Négocia-

Pendant les préparatifs qui se firent en France pour cette Guerre dont je viens

viens de parler, le Duc de Bourgogne se trouvant dans un très-grand embarras, à cause de l'obstination des Flamans, avoit renvoyé en Angleterre le Prévôt de S. Donas pour y rénouier le Traité entamé avec Henri. Cet Envoyé avoit pouvoir, non seulement de conclurre une Alliance entre le Roi & le Duc, mais encore, de traiter sur le Mariage du Roi avec la Princesse Catherine. Selon les apparences, le Duc demandoit du secours au Roi, pour se mettre en possession du Gouvernement du Royaume de France, après quoi, il se faisoit fort de faire réussir le Mariage projeté, à la satisfaction de son bienfaiteur. Cela fait connoître quels étoient dès-lors les desseins de ce Prince. Ainsi ce n'est pas sans fondement que Mézerai a dit que les armes des Anglois furent attirées en France, par des gens qui trahissoient leur Patrie. La Paix d'Arras interrompit pour un tems cette négociation.

Cependant, Henri continuoît toujours dans la résolution de profiter des avantages que la situation des affaires de France lui promettoit. Il comprenoit, que, tout au plus, il n'auroit à faire qu'à la moitié des forces de ce Royaume, & que même l'autre moitié feroit une diversion en sa faveur. D'ailleurs, il se voyoit dans une espérance prochaine de conclurre avec le Duc de Bourgogne, une Alliance qui ne pouvoit que lui être avantageuse. Ainsi, sans plus différer, il avoit convoqué le Parlement à Leicester pour le 30. d'Avril, afin d'y faire approuver son dessein, & d'en tirer les secours nécessaires pour faire réussir une si grande entreprise. Il faut remarquer que cette convocation se fit dans le mois de Mars, pendant que le Prévôt de S. Donas étoit à Londres.

Le Parlement s'étant assemblé, le Clergé, toujours animé contre les Lollards, y fit proposer par ses Emissaires, de renouveler, & d'aggraver même les Statuts contre les Hérétiques. Mais pour cette fois, il s'en fallut peu qu'il ne fût la dupe de son animosité. Le projet que les Communes avoient fait sous le Regne précédent contre les Ecclésiastiques, avoit manqué deux fois par l'excès de passion que les Sectateurs de Wiclef avoient témoigné dans cette affaire. Le Clergé, prenant avantage de cette animosité, avoit fait entendre au feu Roi, qu'une proposition de cette nature ne pouvoit venir que des Hérétiques, dont la Chambre Basse étoit pleine, & que c'étoit par la ruine du Clergé qu'on vouloit commencer à détruire la Religion Catholique. Par cette raison, Henri IV. s'y étoit fortement opposé, & même avec une hauteur qui avoit extrêmement offensé les Communes. Ainsi, bien que ceux mêmes qui n'avoient aucun panchant pour la doctrine de Wiclef, donnassent les mains à ce projet, ils n'avoient pu empêcher que la trop grande ardeur des Lollards ne portât un obstacle invincible à l'exécution. Cependant, malgré le peu de succès qu'il avoit eu jusqu'alors, ceux qui l'avoient formé ne l'avoient pas abandonné. Ils avoient seulement résolu de suivre une autre route, afin d'éviter l'inconvénient qui l'avoit fait manquer deux fois. Pour cet effet, lorsqu'il fut proposé dans la Chambre Basse, de faire de nouveaux Statuts contre les Lollards, ceux qui s'y étoient auparavant opposés, y donnèrent les mains, sans qu'il fût nécessaire de les solliciter. Le Clergé en témoigna un contentement extrême. Les Chaires ne retentissoient que des loüanges qu'on donnoit à cette Assemblée. Ce n'étoit plus un Parlement sans Lettres, comme celui de 1404. c'étoit le plus habile & le plus zélé pour la Religion,

HENRI V.
1414.
tionsecrète
du Duc de
Bourgogne
avec Henri.
Ast. Publ. T.
IX. p. 136.
138.

Henri tâche
de profiter
des troubles
de France.

Il convoque
un Parle-
ment à Lei-
cester.

Statuts con-
tre les Lol-
lards.

HENRI V. 1414. qui se fût assemblé depuis le commencement de la Monarchie. En effet, il ne pouvoit rien faire de plus conforme aux désirs du Clergé, que l'Acte qui fut passé en cette occasion. Il portoit, que tous les Magistrats du Royaume, depuis le grand Chancelier, jusqu'au moindre de ceux qui avoient quelque inspection sur le Peuple, & généralement tous ceux qui exerçoient quelque emploi public, prêteroient serment qu'ils feroient tous leurs efforts pour exterminer les Hérétiques, & qu'ils assisteroient les Evêques dans l'exécution de ce bon dessein. Cet Acte ne fut pas plutôt fait, qu'il s'éleva une violente persécution contre les Lollards. Plusieurs furent brûlez vifs. Quelques-uns sortirent du Royaume, & d'autres abjurèrent leur Religion, pour éviter les tourmens qu'on leur préparoit.

Les Communes prient le Roi de faire saisir les biens du Clergé.

Mais peu de tems après, la Scène changea de face, à l'égard du Clergé. Il ne s'attendoit pas que ces mêmes gens, qui venoient de paroître si zélés pour la Religion, pensassent à la détruire : Car c'étoit là l'idée qu'il donnoit du projet d'ôter aux Ecclésiastiques les richesses dont ils jouissoient. Cependant, ces mêmes Communes, qui, par une voye si authentique, venoient de se mettre à couvert de tout soupçon d'Hérésie, voulant répondre aux désirs du Roi qui leur demandoit un Subside, lui présentèrent une Adresse, pour le prier de faire saisir les revenus du Clergé. Cette Adresse étoit fondée sur les mêmes considérations que celle qui avoit été présentée au feu Roi pour le même effet. On y soutenoit, que les revenus du Clergé se roient beaucoup mieux employez à l'entretien de la Noblesse, des Colleges, & des Hôpitaux. C'étoit un coup terrassant pour le Clergé, d'autant plus, qu'après l'Acte qui venoit de se faire, & qui s'exécutoit actuellement, il n'y avoit pas la moindre couleur à représenter la Chambre Basse comme Hérétique, ou favorisant l'Hérésie.

Le Roi semble approuver cette Adresse.

Le Roi même, qui se voyoit sur le point de commencer une grande Guerre, crut, ou feignit de croire, qu'il y avoit de la nécessité à faire ce que la Chambre Basse demandoit. Comme naturellement, ses revenus en devoient être fort augmentez, cette raison ne contribua pas peu à lui faire prêter l'oreille à une proposition si avantageuse.

Le Clergé cherche les moyens de parer le coup.

Il prend deux résolutions sur ce sujet.

Les principaux du Clergé voyant que leur ruïne étoit certaine, s'ils ne trouvoient quelque remède au mal dont ils étoient menacez, s'assemblerent pour chercher les moyens de le prévenir, ou du moins de le diminuer autant qu'il seroit possible. Après diverses consultations sur une matière si importante pour eux, ils s'arrêterent à deux résolutions principales. La première fut, de céder quelque partie de leurs biens au Roi, afin de sauver le reste. La seconde, de détourner ce Prince de la trop grande attention qu'il donnoit à ses affaires domestiques, en l'engageant dans une Guerre étrangère qui l'occupât tout entier. Les fréquens envois d'Ambassadeurs, de Paris à Londres, & de Londres à Paris, leur faisant juger, que le Roi méditoit quelque entreprise contre la France, ils résolurent de le pousser de tout leur pouvoir à porter la Guerre dans ce Royaume. Suivant ces projets, l'Archevêque de Cantorbéri, qui fut chargé de lui parler, lui dit, " Que la proposition de la Chambre des Communes, qui paroissoit avantageuse à la Couronne, ne l'étoit pas en effet. " Que si ce dessein étoit exécuté, les revenus de l'Eglise seroient employez à des usages dont le Roi, en particulier, ne retireroit aucun profit, & qui, au contraire,

traire, pourroient avec le tems, devenir très-dommageables au Souverain. Qu'en augmentant le nombre & les richesses de la Noblesse, comme on prétendoit le faire, on accroîtroit, en même tems, un pouvoir, qui depuis le commencement de la Monarchie, s'étoit toujours opposé aux Souverains, & qui même en avoit poussé quelques-uns dans le précipice. Que les Hôpitaux qu'on fonderoit ne serviroient qu'à jeter le Peuple dans la fainéantise, quand il verroit tant de maisons prêtes à le recevoir, sans qu'il fût obligé de travailler : mais que le Clergé, plus sincèrement affectionné au Roi que la Chambre des Communes, vouloit bien lui donner, en cette occasion, une preuve sensible de son zèle, & de son attachement à sa personne, en lui abandonnant les monastères des *Alliens* (1), qui étant au nombre de cent dix, jouissoient d'un revenu qui augmenteroit considérablement celui de la Couronne : Que tous les biens de ces Maisons seroient uniquement pour lui, au lieu que si le projet des Communes s'exécutoit, il n'en tireroit aucun avantage. Soit que le Roi se laissât persuader par ces raisons, ou qu'il crût qu'il étoit toujours bon de prendre ce que le Clergé lui offroit volontairement, il accepta la proposition. Ainsi, les biens de ces Monastères lui furent adjugés par Acte de Parlement, sans que le Clergé s'y opposât.

Cependant, comme le Clergé craignoit, que, tôt ou tard, le Roi ne voulût avoir tout ce que les Communes lui offroient, il pensa sérieusement à exécuter la seconde partie de son projet. Pour cet effet, le même Prélat se chargea de faire des efforts pour porter ce Prince à faire la Guerre à la France. Le caractère du Roi, les mouvemens qu'il se donnoit depuis quelque tems, à l'égard des affaires de France, & le désir universel de toute l'Angleterre, lui firent espérer que son dessein auroit un heureux succès. Ainsi, ayant préparé avec soin un Discours propre à produire cet effet, il prit occasion de le prononcer dans le Parlement, en présence du Roi même.

Il commença par des éloges insinuans des vertus du Roi, & dit, qu'il étoit digne de porter, non seulement la Couronne d'Angleterre : mais même celle de tout l'Univers. Ensuite s'adressant au Roi même, il lui représenta, "qu'il lui étoit peu glorieux de laisser le Roi de France jouir paisiblement de la Normandie, de l'Anjou, de la Touraine, du Maine, & d'une partie de la Guyenne, toutes ces Provinces ayant été enlevées aux Rois d'Angleterre par une pure violence, & sur des prétextes frivoles. Que ce n'étoit pas seulement sur ces Païs-là qu'il avoit un droit incontestable ; mais qu'il pouvoit encore très-justement prétendre tout le Royaume de France en qualité d'Héritier & de Successeur d'Edoüard III. Ensuite, il déduisit au long les raisons qui ont été rapportées sur ce différend, dans le Regne d'Edoüard. Il parla de la Loi Salique comme d'une chimère qui n'étoit appuyée sur aucun bon fondement, & qui, étant contraire au Droit naturel, ne pouvoit être admise, quand même elle seroit aussi vraie qu'elle étoit imaginaire. Il avança, que Pepin le Bref qui avoit enlevé la Couronne à la Famille de Merovée, avoit appuyé son droit, sur ce qu'il étoit descendu de Blitilde fille de Clotaire II. & que Hugues Capet avoit fondé le sien sur sa descendance d'une fille de Loüis le Débonnaire. Il ajouta, que ces prétentions, qui auroient été ridicules, si la Loi Salique avoit été en force depuis Pharamond, faisoient voir, qu'elle étoit alors inconnue.

Que

"HENRI

" V.

" 1414.

"

"

"

"

"

"

"

"

"Il offre au

" Roies re-

" venus des

" Monastè-

" res Al-

" liens.

Le Roi ac-

cepte l'offre

Art. Publ. T.

IX. p. 280.

(1) Etrangers.

HENRI V. 1414. Que d'ailleurs, une telle Loi seroit contraire à celle de Dieu même, qui avoit disposé d'une manière toute différente de la Succession de Tfélophcad, en faveur de ses filles. Que de fameux Jurisconsultes François avoient avoué, que la Loi Salique étoit contraire au Droit naturel & au Droit divin (1). Enfin, que les glorieux succès dont Dieu avoit favorisé les armes d'Edouard III. faisoient voir manifestement que Dieu n'approuvoit pas cette prétendue Loi. Que si dans la suite, il avoit permis que ce Monarque, & le Prince de Galles son fils eussent fini leurs jours avant que de pouvoir réparer les pertes qu'ils avoient faites en France, on n'en pouvoit rien conclure contre la justice de leurs droits. Que par ses Jugemens, il avoit voulu punir les péchez de la Nation Angloise; mais qu'il n'avoit pas prétendu priver les Héritiers & Successeurs d'Edouard, des justes droits qu'ils avoient sur la Couronne de France. Quel'interruption de la poursuite de ces mêmes droits, causée par la fainéantise de Richard II. & par les troubles du dernier Regne, ne pouvoit être regardée comme un désistement. Que l'Angleterre se trouvant sous le présent Regne, dans un calme heureux, & gouvernée par un Prince doüé de tant d'excellentes vertus, ce seroit renoncer à toutes les règles de la prudence & de la politique, que d'abandonner ces justes prétentions. Que de plus, l'état où la France se trouvoit offroit une occasion qu'on chercheroit vainement dans la suite. Enfin, il exhorta le Roi, à mettre en œuvre les talens qu'il avoit reçus du Ciel, & à ne demeurer point dans un repos peu honorable, mais à se préparer, sans craindre les difficultez, à une conquête si juste & si glorieuse, qui le rendroit le plus puissant Prince de l'Europe. Il finit son Discours en disant que si le Roi vouloit se charger d'une si noble entreprise, le Clergé lui donneroit des secours qu'il n'avoit jamais accordez à aucun de ses Prédécesseurs, & qu'il ne doutoit point que les Laïques ne fussent dans les mêmes dispositions.

La Guerre
contre la
France est
résolüe, &
le Parlement
accorde un
Subside au
Roi.

La proposi-
tion des
Communes
touchant le
Clergé,
tombe.

La plupart des Historiens prétendent que ce Discours fit un effet si prompt & si merveilleux, que dès ce moment Henri résolut de poursuivre les droits qu'il avoit sur la Couronne de France. Mais les diverses négociations qu'il y avoit déjà eu sur ce sujet, & dont j'ai rapporté le détail, font voir manifestement, que cette résolution étoit déjà prise, & qu'il ne s'agissoit plus que de faire entrer le Parlement dans les mêmes vûes. C'est à quoi la Harangue de l'Archevêque contribua peut-être beaucoup. Du moins, il est certain, qu'avant que de se séparer, le Parlement approuva le dessein, & qu'il accorda au Roi un Subside de trois cens mille marcs pour commencer à l'exécuter. Il y a même quelque apparence, qu'en cette occasion, l'Archevêque agissoit de concert avec le Roi, soit pour sonder la disposition du Parlement, ou pour l'exciter à la Guerre. Quoiqu'il en soit, cette résolution s'accordant parfaitement avec le projet du Clergé, il ne faut pas s'étonner que l'Archevêque pressât si fort la nécessité de la Guerre. En effet, cette affaire ne fut pas plutôt résolüe dans le Parlement, que le Bill projeté contre le Clergé tomba de lui-même, les esprits se trouvant occupez de toute autre chose.

Pendant tout le reste de l'année, ce ne furent qu'allées & venues continuelles

(1) L'Archevêque, ou celui qui a composé ce Discours, ignoroit sans doute, que sans la Loi Salique, Edouard III. ne pouvoit prétendre aucun droit sur la Couronne de France. Sur quoi, voy. le Regne d'Edouard III.

les d'Ambassadeurs à Londres ou à Paris. La France vouloit toujours que le Mariage de Henri avec la Princeſſe Catherine ſervît de compenſation pour la plus grande partie des demandes de l'Angleterre. C'étoit-là le projet qu'elle avoit formé, s'imaginant qu'elle pourroit leurrer Henri par l'eſpérance de ce Mariage. Henri, de ſon côté, n'en rejettoit pas la propoſition, pourvû que le Mariage ne fût regardé que comme une dépendance de la Paix, ou du moins, qu'on y annexât des conditions qui lui fiſſent recouvrer les Provinces perduës depuis le Traité de Bretigny. Il feignoit de ſe laiſſer amuſer juſqu'à un certain point. Il donnoit pouvoir ſur pouvoir à ſes Ambaſſadeurs, de prolonger le tems de l'engagement où il étoit entré ſur ce ſujer. Mais quand on propoſoit le Mariage, ces mêmes Ambaſſadeurs ne vouloient point en traiter, juſqu'à ce qu'on fût convenu des conditions de la Paix. C'étoit là le ſujer de toutes les négociations. Cependant, il eſt certain, que de part & d'autre, elles n'étoient employées qu'à deſſein de gagner du tems. Henri étoit trop habile pour ne pas comprendre, que la France ne lui rendroit pas ce qu'il demandoit, avant que d'avoir reçu quelque grand échec. D'un autre côté, comme depuis long-tems il n'y avoit eu en Angleterre aucun changement conſidérable que l'avènement d'un nouveau Roi à la Couronne, la Cour de France ne pouvoit ſe perſuader que ce Royaume fût en état de ſoutenir la Guerre dont on la menaçoit. Ainſi, ſon unique but étoit d'amuſer Henri par ſes artiſces, en attendant que le tems amenât quelque révolution dans les affaires de l'un ou de l'autre Royaume. C'étoient là les projets des deux Cours : mais il y avoit un extrême différence, entre l'état où elles ſe trouvoient l'une & l'autre. Henri avançoit pied à pied, ſans ſe détourner de ſon chemin, n'y ayant rien dans ſon Royaume qui fut capable de le troubler. La France, au contraire, étoit pleine de diviſions. Ceux qui gouvernoient le Royaume penſoient plus à ſe maintenir contre le parti qui leur étoit oppoſé, qu'à prévenir les deſſeins du Roi d'Angleterre. Il étoit même comme impoſſible, qu'ils puſſent prendre de juſtes meſures dans une ſemblable conjoncture. Le Dauphin, qui avoit en main le maniment des affaires, étoit un Prince plus fougueux qu'habile. Mais quand même il auroit eu plus de capacité, qu'auroit-il pû faire, engagé comme il l'étoit entre deux factions qui partageoient le Royaume, & dont pas une n'étoit véritablement attachée à ſes intérêts ? D'ailleurs, ce Prince, ni ceux de la Faction d'Orléans ne pouvoient ſe perſuader, qu'après une interruption qui avoit duré pendant deux Regnes entiers, le Roi d'Angleterre penſât ſérieuſement à faire valoir ſes droits ſur la Couronne de France. On trouve dans les Hiſtoires d'Angleterre, qu'après que Henri eût fait demander pour la première fois, le Royaume de France, le Dauphin, en déruiſion de cette demande, lui envoya en préſent, un tonneau de balles de jeu de paume. Il vouloit ſans doute lui faire connoître par là, qu'il le croyoit plus propre au jeu, qu'à la Guerre : mais il ne demeura pas long-tems dans cette opinion. Telle étoit la diſpoſition de la Cour de France, pendant que Henri donnoit toute ſon attention à préparer ce qui lui étoit néceſſaire pour exécuter ſes deſſeins.

HENRI V.
1414.
Continuation des négociations entre les deux Cours de France & d'Angleterre.

Déſavantages de la France.

Préſent injurieux du Dauphin à Henri.

La réſolution priſe dans le Parlement de Leiceſter fit ouvrir les yeux à ceux qui gouvernoient la France. Ils s'aperçurent enfin, que Henri penſoit ſérieuſement à la Guerre, & ce ne fût pas ſans quelque conſuſion, qu'ils reconnurent,

La France commence à prendre d'autres meſures.

HENRI V. rent, que ce Prince se servoit, pour les surprendre, des mêmes moyens qu'ils employoient eux-mêmes pour l'amuser. Les négociations touchant son Mariage, & les fréquentes prolongations de l'engagement qu'il avoit pris volontairement, n'étoient qu'un leurre dont il faisoit usage, afin d'empêcher la France de faire des préparatifs pour se défendre. C'est ce qui paroïssoit assez par la résolution prise dans le Parlement. Ce fut alors que le Conseil de Charles ou du Dauphin, crut qu'il étoit tems de penser sérieusement à donner quelque satisfaction à ce Prince. Pour cet effet, on lui dépêcha le Secrétaire Col, avec de nouvelles offres, mais qui se trouvèrent trop éloignées de ses prétentions. Avant le Parlement de Leicester, Henri n'avoit, pour ainsi dire, demandé tout le Royaume de France, qu'en passant, & comme pour servir de fondement à ses autres demandes. Mais depuis qu'il se sentoît appuyé du Parlement, il parloit beaucoup plus haut, & sembloit ne vouloir pas se contenter de ce qu'il avoit demandé au commencement. Cependant, afin d'amuser la France, il feignoit toujours de vouloir consentir que cette affaire fût terminée par une négociation. Pour cet effet, il voulut bien qu'on traitât du Mariage, & prolongea même le terme de son engagement jusqu'au 15. d'Août, donnant pouvoir à ses Ambassadeurs de le reculer encore autant qu'ils le jugeroient à propos. Mais tout cela ne lui faisoit pas différer ou interrompre les préparatifs de Guerre.

*Ibid. pag. 140.
141.*

Henriconti-
nuë ses né-
gociations
avec le Duc
de Bourgo-
gne.

pag. 179.

Cependant la négociation avec le Duc de Bourgogne se continuoît toujours, pendant que ce Prince étoit le plus pressé par ses ennemis. Au mois de Juin, Henri lui envoya Philippe Morgan, homme très-habile, qu'il employoit toujours dans les négociations les plus importantes. La commission publique de Morgan n'étoit que pour renouveler la Trêve avec les Flamans. Mais le choix de cet Ambassadeur, & l'envoi de Copin de la Vieuville en Angleterre, de la part du Duc, avec la conjoncture du tems, font voir assez clairement, que toutes ces allées & venues n'étoient pas pour prolonger simplement une Trêve marchande, à laquelle il n'y avoit pas beaucoup de difficulté. D'ailleurs, le denoïement qu'on verra dans la suite, fera connoître ce que le Duc de Bourgogne rouloit alors dans sa tête. C'étoit pour Henri un coup de partie, que de mettre ce Prince dans ses intérêts. La conjoncture ne pouvoit être plus favorable, puisque c'étoit dans un tems où la Cour de France ne gardoit aucun ménagement avec lui. Mais il semble, qu'il balançoit à faire une démarche si extraordinaire, & qu'il ne vouloit avoir recours à Henri, qu'à l'extrémité. C'est parmi toutes ces négociations que se passa l'année 1414.

1451.
La Trêve est
prolongée
de quelques
mois.

*Aff. Publ. T.
IX. pag. 197.*
Nouvelle
Ambassade
de France.

pag. 225.
La Trêve
encore pro-

Au commencement de la suivante, Henri consentit à une prolongation de la Trêve jusqu'au 1. du mois de Mai. Cependant, la Cour de France, alarmée des grands préparatifs qui se faisoient en Angleterre, y envoya une seconde fois l'Archevêque de Bourges, avec onze autres Ambassadeurs. Apparemment, ce Prélat fit quelque offre nouvelle à Henri, mais qui ne fut pas assez considérable pour le contenter. Tout ce qu'il put obtenir fut une nouvelle prolongation de la Trêve, jusqu'au 8. de Juin.

Pendant que ces Ambassadeurs étoient à Londres, le Roy y convoqua les Seigneurs Ecclésiastiques & Seculiers du Royaume, ou du moins tous ceux qui se trouverent à portée pour s'y rendre. Quand ils furent assemblez, il leur

leur fit dire par l'Evêque de Winchester son oncle & Grand Chancelier, qu'il avoit pris la résolution d'aller en personne, porter la Guerre en France, pour recouvrer l'héritage de ses Ancêtres. Cette Déclaration paroissoit peu nécessaire, puisque les Grands étoient assez instruits de son dessein. Mais apparemment, il vouloit par là obliger les Ambassadeurs de France à découvrir tout ce qu'ils avoient à lui proposer, dans la pensée où il étoit, qu'ils balancoient encore à lâcher le dernier mot. La situation où les affaires de France se trouvoient lui faisoit espérer qu'on lui offriroit de remettre les choses sur le pied du Traité de Bretigny. En ce cas-là il se seroit, sans doute, contenté d'un avantage si considérable, quoique, depuis quelque tems, il fit sonner bien haut ses prétentions sur tout le Royaume de France. L'Archevêque de Bourges ne pouvant plus douter des desseins du Roi, lui fit entendre, qu'il souhaitoit d'aller faire un tour en France, pour y prendre de nouvelles instructions, sur quoi Henri consentit encore à une prolongation de la Trêve, jusqu'au 15. de Juillet. Le même Prélat étant retourné en Angleterre, peu de jours avant l'expiration de la Trêve, ajouta encore quelque chose aux offres précédentes; mais ce fut inutilement. Rien n'étoit capable de contenter Henri, que le Traité de Bretigny. L'Archevêque lui demanda sa réponse par écrit, & le Roi la lui fit donner sur le champ. Quelques uns ajoutent, que ce Prélat voyant qu'il n'avoit plus rien à ménager, reprocha au Roi, que ne se contentant pas d'une Couronne que le Roi son pere avoit injustement ravie à Richard II. vouloit encore envahir celle de France: mais qu'il y trouveroit plus de difficulté qu'il ne pensoit.

Tout étant prêt pour le départ, Henri fit publier un ordre à toutes ses troupes, de se rendre incessamment à Southampton, où elles devoient être embarquées, & il alla lui-même pour y donner ses ordres, à mesure que les troupes & les Vaisseaux arrivoient. Dans le tems même qu'il étoit occupé à cela, il donna un nouveau pouvoir à Philippe Morgan, pour conclure un Traité d'Alliance avec le Duc de Bourgogne. Cela fait voir que ce Duc, qui étoit toujours éloigné de la Cour de France, entretenoit une secrète correspondance avec Henri, & que, selon les apparences, il n'avoit pas peu contribué à l'engager dans cette entreprise. Leur Traité ne fut pourtant conclu que deux ans après.

Henri se préparoit à partir à la fin du mois de Juillet, ou au commencement d'Août. La plus grande partie de ses troupes étoit déjà embarquée, lorsqu'il reçut des avis d'une conspiration contre sa personne, tramée par des gens dont il croyoit avoir le moins de sujet de se défier. Si l'on en croit les Historiens Anglois, la Cour de France craignant le succès de cette Guerre, avoit employé une grosse somme d'argent à corrompre des gens qui devoient tuer le Roi. Ils font monter cette somme jusqu'à un million de livres, ce qui ne doit pas paroître étrange, vû la qualité des personnes qui s'étoient engagées dans ce complot. C'étoient Richard Comte de Cambridge, frere du Duc d'Yorck, Henri Scroop Grand Trésorier, qui couchoit ordinairement dans la Chambre du Roi, & Thomas Gray Comte de Northumberland, qui étoit Conseiller Privé. Il n'est pourtant pas bien certain, qu'ils eussent dessein de se défaire du Roi. Du moins, la confession du Comte de Cambridge, qui se trouve dans le Recueil des Actes Publics, ne contient rien d'approchant. On y

HENRI V.
1415.
longée de
quelques
semaines.

pag. 225.
Henri déclare
aux Seigneurs
Anglois,
son intention
de passer en France.

pag. 222.
Autre prolongation
de la Trêve.
pag. 262.
pag. 282.

Discours
hardi de
l'Archevêque de
Bourges au
Roi.

Henri fait
embarquer
ses troupes
& continue sa
négociation
avec le Duc
de Bourgogne.

Conspiration
contre
le Roi découverte.

Act. Publ. T.
IX. p. 300.

HENRI V.
1415.

voit seulement, qu'ils avoient complotté de mettre le Comte de la Marche à leur tête, & de le mener dans le Pais où ils espéroient de pouvoir lever une armée, en se servant du nom de Richard II. comme s'il eût été encore en vie. Que s'ils ne pouvoient pas abuser le Peuple par ce moyen, dont on avoit déjà fait un si fréquent usage, leur dessein étoit de publier un Manifeste, sous le nom du Comte de la Marche, & d'inviter le Peuple à rétablir ce Prince dans ses droits qui avoient été usurpez par la Maison de Lencastre. Comme ils ne pouvoient se servir du nom du Comte de la Marche, sans l'avoir lui-même en leur pouvoir ou du moins dans leur parti, ils ne purent se dispenser de l'informer du complot. Ce Prince ne se trouva pas peu embarrassé, quand on lui fit cette confidence. Une Couronne qu'il croyoit lui être légitimement dûë, valoit bien la peine de risquer quelque chose pour l'obtenir. Mais d'un autre côté, il étoit persuadé, que ce n'étoit pas un motif de justice, ou d'affection pour sa personne, qui faisoit agir les conjurez. D'ailleurs, l'incertitude du succès ne pouvoit que l'intimider. Cependant, on le pressoit avec beaucoup d'instance d'entrer dans la conspiration. Enfin, ne pouvant se déterminer sur le champ, il demanda du tems pour penser à une affaire si importante, & ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'il obtint le reste du jour. Pendant cet intervalle, il fit des réflexions qui le portèrent à s'en aller informer le Roi de tout ce qu'il avoit appris. Henri, surpris de cette nouvelle, fit d'abord arrêter les coupables, qui ayant tout avoué, furent condamnés à mort & exécutés. Les Comtes de Cambridge & de Northumberland eurent la tête tranchée, & le Lord Scroop souffrit le supplice ordinaire des Traîtres. C'est là, comme la première étincelle du feu qui consuma dans la suite, les deux Maisons de Lencastre & d'Yorck. Comme le Comte de Cambridge avoit épousé une sœur du Comte de la Marche, il y a beaucoup d'apparence, qu'il s'étoit engagé dans ce complot, en vûë de procurer la Couronne à Richard son fils Héritier présomptif de ce Comte qui n'avoit point d'enfans.

Henri met
à la voile.

Cette affaire ayant arrêté Henri à Southampton plus long-tems qu'il ne l'avoit cru, il ne put mettre à la voile, que le 18. ou 19. d'Août. Il avoit une Flotte de quinze-cens Vaisseaux, sur laquelle il avoit embarqué six-mille hommes d'armes, & vingt-mille Archers. Cela faisoit une armée d'environ cinquante mille hommes. Il étoit accompagné des Comtes de Dorset, de Kent, de Cornouaille, de Salisburi, de Huntington, outre un grand nombre d'autre Noblesse. Le 21. d'Août, il mit ses troupes à terre au Havre de Grace

Il descend
au Havre de
Grace & va
assiéger Har-
fleur.

en Normandie, & sans perte de tems, il marcha vers Harfleur, distant seulement de trois lieues. Cette Place étoit forte & bien munie. Peu de tems auparavant, on y avoit fait entrer quatre cens hommes d'armes, outre un grand nombre de Gentilshommes du voisinage, qui s'y étoient renfermez volontairement. La Garnison se défendit vigoureusement; & néanmoins en assez peu de tems, elle se vit obligée de capituler, & de promettre de rendre la Place, si elle n'étoit secouruë dans trois jours. Ce tems expiré, sans que le secours parût, Henri se mit en possession de la Ville, d'où il chassa les habitans, & y mit une Colonie Angloise, comme Edoüard III. avoit autrefois fait à Calais.

Il s'en rend
maître, & y
met une
Colonie
d'Anglois.

Cette Place étant d'une très-grande importance, Henri ne voulut point en partir

partir avant qu'elle fût entièrement réparée, & mise en bon état de défense. Pendant qu'on y travailloit, il envoya au Dauphin un Cartel de défi, par lequel, il offroit de remettre tous leurs différends à la décision d'un combat singulier, entre les deux personnes. Il ne s'agissoit pas de moins dans ces différends, selon la pensée du Roi, que de tout le Royaume de France. S'il s'adressoit au Dauphin, c'étoit à cause de la maladie du Roi son Pere, qui le mettoit hors d'état d'accepter un pareil défi. Mais comme il n'étoit pas au pouvoir du Dauphin de hazarder, dans un combat singulier, la Couronne de France, qui ne lui appartenoit pas encore, Henri offroit, s'il demeurait victorieux, d'en laisser la jouissance au Roi Charles pendant sa vie. Au reste, il protestoit que cette proposition venoit de lui seul, sans que son Conseil, ni aucun des Princes de son sang y eussent part, & que par cette raison, il prétendoit, qu'elle ne pût porter aucun préjudice à ses droits ou à ceux de ses Successeurs. Ce Cartel étoit daté de la Ville de Harfleur le 16. de Septembre 1415. On ne trouve pas que le Dauphin y fît aucune réponse. En effet, la proposition lui étoit trop désavantageuse, puisqu'il auroit hazardé une Couronne dont le Roi son Pere étoit actuellement en possession, & dont il devoit naturellement hériter un jour, au lieu que Henri n'auroit risqué que de simples prétentions.

HENRI V.
1415.
Aff. Publ. T.
IX. p. 313.

La conquête d'Harfleur auroit pû rendre Henri satisfait du succès de sa première campagne qui avoit commencé un peu tard, si d'un autre côté, le mauvais état où se trouvoit son armée ne lui eût causé beaucoup de chagrin. La Dysenterie, qui s'étoit mise parmi ses troupes, y avoit fait, & y faisoit encore de si grands ravages, qu'il ne lui restoit pas la quatrième partie de celles qu'il avoit amenées, qui fût en état de se servir de ses armes. Cette maladie n'avoit pas attaqué les simples Soldats seulement, mais les personnes mêmes les plus considérables de l'armée n'en avoient pas été exemptes. L'Evêque de Norwich & le Comte de Suffolck en étoient morts. Le Duc de Clarence frere du Roi, le Comte d'Arundel, & plusieurs autres Officiers de distinction, en avoient été attaquez avec tant de violence, qu'ils avoient été obligez de repasser en Angleterre, dans l'espérance d'y trouver leur guérison.

Mauvais
état de l'ar-
mée An-
gloise.

Dans le même tems, Henri apprenoit de tous côtez, que les François assembloient leurs forces avec beaucoup de diligence, à dessein de le combattre. Il semble, que jusqu'à la prise de Harfleur, la Cour de France avoit douté que le Roi d'Angleterre voulût tout de bon lui faire la Guerre, puisqu'elle n'avoit fait aucun préparatif pour se défendre. Mais après la perte d'une Place si considérable, le Conseil du Roi Charles comprit aisément, qu'il étoit nécessaire d'assembler toutes les forces du Royaume, pour arrêter les progrès d'un ennemi qui commençoit à se rendre très-redoutable. Le grand armement que la France faisoit, le mauvais état de l'armée Angloise, & l'approche de l'Hiver, obligèrent Henri à penser à la retraite. Il semble qu'il auroit pû se rembarquer à Harfleur. Mais, soit qu'il crût que cette démarche auroit trop l'air d'une fuite, soit qu'il ne prévît pas tous les obstacles qu'il rencontra peu après, ou par quelque autre motif qu'on ignore, il prit la résolution de se retirer par terre à Calais.

La France
assemble ses
forces.

Henri prend
la résolu-
tion de se
retirer à
Calais.

La marche qu'il entreprenoit étoit difficile dans une saison où les pluies

Difficultez

HENRI V.
1415.
de cette
marche.

commençoient à gâter beaucoup les chemins. Mais elle le devint encore plus par des accidens auxquels il ne s'étoit pas attendu. Les François qui avoient prévu son dessein, ou qui en avoient été informez, s'étoient hâtez de rompre les ponts & les chaussées qui se trouvoient sur sa route, & de détruire ou de faire transporter dans les Villes, les vivres & les fourrages qu'il auroit pû trouver à la campagne. D'un autre côté, le Connétable d'Albret avec un Corps de troupes qu'il avoit déjà rassemblées, en attendant le reste, harceloit continuellement les Anglois, & les obligeoit à marcher serrez, & de se tenir toujours prêts à combattre. Toutes ces difficultez les empêchoient d'avancer aussi promptement qu'il auroit été nécessaire pour se tirer de ce mauvais pas.

Il trouve le
passage de
la Somme
impossible.

Parmi tous ces obstacles qui s'opposoient à sa marche, Henri prenoit le chemin de *la Somme*, dans l'espérance de pouvoir passer cette rivière au gué de Blanquetaque, où Edoüard III. l'avoit passée, le jour avant la Bataille de Crecy. Mais quand il y fut arrivé, il trouva ce passage rendu impraticable par des pieux plantez dans l'eau, & de plus, défendu par un Corps de troupes qui s'étoit posté de l'autre côté. Ce fut avec une extrême mortification, qu'il comprit que le projet qu'il avoit fait ne pouvoit s'exécuter. Il falloit pourtant, ou passer la Somme, ou se résoudre à reprendre le chemin d'Harfleur, au milieu des mêmes difficultez qu'il avoit déjà essuyées, & sans sçavoir même, comment il feroit subsister son armée, quand il y feroit arrivé. Dans cette extrémité, il se résolut à remonter le long de la rivière, jusqu'à sa source, quoique par-là, il s'écartât beaucoup de son chemin: Cependant, à mesure qu'il avançoit, il trouvoit par tout les ponts rompus, & les passages les moins difficiles gardez par des troupes ennemies retranchées de l'autre côté.

L'armée
souffre
beaucoup
dans cette
marche.

Comme dans un état si fâcheux, il n'y avoit point d'autre remède que la patience, Henri prit tous les soins possibles pour l'inspirer à ses troupes, en prenant part lui-même à la disette & aux fatigues qui les accabloient. Il est facile de comprendre, que ces fatigues n'étoient pas propres à arrêter le cours de la maladie dont elles étoient affligées, & qu'au contraire, un grand nombre de Soldats tombèrent malades dans la marche. Enfin, pour comble de malheur, Henri apprit que le Roi de France étoit arrivé à Roüen, & qu'il avoit envoyé au Connétable quatorze-mille hommes d'armes, avec tous les Princes & Seigneurs qualifiez du Royaume, à la réserve des Ducs de Berry & de Bourgogne. Le Dauphin avoit souhaité de s'aller mettre à la tête de l'armée: mais le Roi n'avoit pas voulu le lui permettre. Le Connétable qui avoit encore ramassé beaucoup d'autres troupes, ayant reçu un renfort si considérable, assembla le Conseil de Guerre, où il fut unanimement résolu de livrer Bataille aux Anglois. Mais comme les Généraux François se croyoient assurez de la victoire, vû la supériorité de leurs troupes, ils jugerent qu'au lieu de continuer à garder la Somme, il étoit à propos de laisser passer l'armée Angloise, & d'aller se poster sur le chemin de Calais. Cette résolution étant prise, ils allèrent attendre leurs ennemis dans le Comté de St. Pol, afin de les attirer au-delà de la Somme, dans un lieu d'où ils ne pussent reculer.

Celle de
France se
renforce.

Les Fran-
çois vont
attendre les
Anglois
dans le
Comté de
St. Pol.

Il est certain, qu'en passant la rivière, Henri se mettoit dans un danger manifeste, puisqu'il n'y avoit plus de milieu pour lui, entre vaincre & pé-
rir.

rir. Il est vrai qu'il auroit pû reprendre le chemin d'Harfleur : mais je ne sçai, si ce parti étoit moins dangereux, vû les difficultez qu'il auroit rencontrées dans son retour, & qu'il n'avoit surmontées qu'avec des peines infinies. Ainsi, c'est une question qui ne me paroît pas facile à décider, si le combat étoit plus à craindre que la retraite. Quoi qu'il en soit, il est à présumer qu'il prit le parti qui lui parut le moins défavantageux, en continuant sa marche, le long de la Somme, dans la résolution d'aller affronter le danger qui l'attendoit de l'autre côté. Comme les Passages n'étoient plus gardez, il en trouva un entre S. Quentin & Peronne, par où il fit passer son armée. Mais bien que cette difficulté, qui jusqu'alors avoit paru la plus grande, fût surmontée, l'armée Angloise ne se trouvoit pas en meilleurs termes. Celle des ennemis, six fois plus nombreuse, l'attendoit sur son passage : il falloit lui passer sur le ventre, pour pouvoir se rendre à Calais. Les Historiens François assurent, que Henri, se trouvant dans cette fâcheuse situation, offrit de restituer Harfleur, & de réparer tous les dommages qu'il avoit causez à la France, depuis sa descente, si l'on vouloit lui laisser le passage libre : mais que son offre fut rejetée. Au contraire, le Connétable & les Princes qui étoient dans l'armée ennemie lui envoyèrent trois Hérauts, pour lui offrir la Bataille, laissant à son choix le tems & le lieu. Henri répondit, qu'il étoit depuis long-tems en marche, pour se rendre à Calais : qu'il n'avoit tenu qu'à eux de le combattre, & que s'ils en avoient le dessein, il n'étoit nullement nécessaire d'en fixer le tems, ou le lieu : qu'il avoit résolu de continuer sa marche, & qu'ils le trouveroient toujours prêt à les recevoir.

HENRI V.
1415.

Henri continué à marcher.

Il passe la Somme.

Il offre de rendre Harfleur.

Son offre est rejetée. Les François le défient. Sa réponse.

L'armée de France s'étant postée sur sa route, il n'étoit pas possible qu'il passât sans la rencontrer ; il prit donc le parti de se préparer au combat. Le 22. d'Octobre, les Généraux François lui firent dire encore par un Héraut, que le Vendredi suivant (1), ils lui livreroient Bataille. Henri qui avoit déjà pris sa résolution, accepta le défi, & fit présent au Héraut d'une robe de deux cens écus. Pendant les trois jours qui précédèrent la Bataille, Henri ne cessa point d'inspirer du courage à ses troupes, en leur promettant de récompenser leur valeur, & en se servant de tous les autres moyens les plus propres à produire cet effet. Il leur représentoit la gloire de leurs Ancêtres qui avoient remporté les fameuses victoires de Crecy & de Poitiers, & leur faisoit toucher au doigt la nécessité où elles se trouvoient de vaincre, pour se délivrer des misères qu'elles souffroient, & pour en éviter encore des plus grandes. Ses exhortations firent un si merveilleux effet, que les Officiers & les Soldats, bien loin de craindre le grand nombre de leurs ennemis, ne souhaitoient rien tant, que d'en venir aux mains avec eux. Le jour avant la Bataille, Henri ayant envoyé un Capitaine Gallois, nommé *David Game*, pour avoir des nouvelles des ennemis, ce brave Officier lui rapporta, qu'il y en avoit assez pour être tuez, assez pour être faits prisonniers, & assez pour s'enfuir. Cette assurance fit plaisir au Roi, parce qu'elle lui fit comprendre que ses troupes étoient bien résolues à faire leur devoir. Cependant les François faisoient des réjouissances dans leur camp, comme se tenant assurés de la victoire, à cause de leur grand nombre. Mézerai avoue, qu'ils étoient quatre fois plus forts que leurs ennemis. Monstrelet dit, six fois. Cet-

Il rencontre l'armée ennemie, qui lui présente la Bataille. Il l'accepte.

Fermeté du Roi & de ses troupes.

(1) 25. d'Octobre.

HENRI V.
1415.
Grande dif-
proportion
entre les
deux ar-
mées.

Présomp-
tion des
Français.

Les deux
armées se
rangent en
Bataille.
Faute du
Connétable
d'Albret.

te diversité peut provenir en partie, de ce que les Auteurs que le premier a suivis ont mis en compte tous les Soldats sains ou malades de l'armée Angloise, & que le second n'a voulu parler que de ceux qui étoient en état de combattre. Les Anglois mettent une bien plus grande disproportion entre les deux armées, en disant, que celle de France étoit de cent cinquante mille hommes, & que l'Angloise n'étoit que de neuf mille. Quoi qu'il en soit, il est certain que la supériorité des Français étoit très-grande. Mais quelque inégalité qu'il y eût entre les deux armées, par rapport au nombre, il y en avoit une autre qui n'étoit pas moins considérable, par rapport au différent état où l'une & l'autre se trouvoient. Les Anglois malades, pour la plupart, de la dissenterie qui ne les avoit point quittez depuis leur départ d'Harfleur, étoient de plus fatiguez d'une longue marche qui duroit depuis un mois, pendant un très-mauvais tems, & dans un Païs ennemi. Les vivres leur avoient toujours manqué, & ils seroient sans doute tous morts de faim, si l'exacte discipline, que le Roi faisoit observer, n'eût engagé les gens de la campagne à leur en porter, pour les vendre à un prix excessif. Les Français au contraire, étoient frais & en santé, ayant des provisions en abondance, & ne souffrant aucune incommodité. S'il en faut croire les Historiens Anglois, la présomption des Chefs de cette armée alla si loin, qu'ils firent demander au Roi, combien il prétendoit donner pour sa rançon, quand il seroit entre leurs mains. Henri méprisant cette bravade, répondit, selon les mêmes Auteurs, qu'un peu de tems feroit connoître, à qui ce seroit à composer pour les rançons.

Le 25. d'Octobre, jour destiné pour le combat, les deux armées se rangèrent en Bataille, dès la pointe du jour. Le Connétable d'Albret fit en cette occasion une faute qui ne peut être excusée, en choisissant pour champ de Bataille un terrain étroit, flanqué d'un côté, d'une petite rivière, & de l'autre, d'un grand bois. Par là, il perdit tout l'avantage que la supériorité du nombre, & sur tout en Cavalerie, pouvoit lui donner. Il est indubitable, que ce Général auroit dû se poster sur un terrain large & ouvert, où il auroit pu envelopper les Anglois qui n'étoient qu'une poignée de gens, en comparaison de son armée. Mais en se mettant en Bataille sur ce terrain rétréci, il se réduisoit à ne faire qu'un front égal à celui de ses ennemis, & se privoit par-là d'un avantage tout manifeste. Au reste, on ne peut pas dire, que le choix du champ de Bataille ne dépendit pas de lui; puisque les Anglois marchaient pour se rendre à Calais, c'étoit à lui à les attendre dans un terrain spacieux, capable de contenir toute son armée, & où elle auroit pu combattre toute à la fois. Ainsi, on ne peut assez admirer son aveuglement qui ne peut être attribué qu'à sa présomption. Il semble que son dessein étoit de boucher cette espèce de trou, afin que les Anglois ne pussent passer plus avant, sans considérer, que cette précaution ne peut être avantageuse qu'à ceux qui sont les plus foibles. Je me suis un peu étendu sur cette faute, parceque vraisemblablement, ce fut la principale cause du malheureux succès que les Français eurent dans cette journée. Le Connétable aveuglé par le nombre de ses troupes, les rangea dans ce terrain étroit dont je viens de parler, mais tellement pressées, qu'il étoit facile de prévoir, que la confusion s'y mettroit pendant le combat. Il partagea son armée en trois Corps, dont il commandoit le premier,

premier, & où se trouvoient les Ducs d'Orléans & de Bourbon, les Comtes d'Eu, de Vendôme, de Richemont, le fameux Maréchal de Boucicaut, le Grand Maître des Arbalétriers, le Seigneur de Dampierre, Amiral de France, le Dauphin d'Auvergne, & divers autres Officiers des plus considérables de l'armée. Tous ces Princes & Seigneurs regardoient comme un bonheur pour eux, de se trouver dans cette première ligne, persuadés qu'ils étoient, qu'il n'y auroit rien à faire pour les deux autres. Le Duc d'Alençon commandoit le second Corps, assisté du Duc de Bar, des Comtes de Vaudemont, de Nevers, de Salines, de Rouffi, de Grand-Pré. A la tête de la troisième ligne étoient les Comtes de Marle, de Dampmartin, de Fauquenberg, & le Sire de Lauroi.

HENRI V.
1415.

Pendant que les François étoient occupés à se mettre en ordre, Henri détacha un Corps de quatre cents Lances, pour aller se poster hors de la vue des ennemis, derrière le bois qui étoit à la gauche du champ de Bataille. De plus, il plaça deux cents Arbalétriers dans une prairie basse, couverte de quelques buissons, qui se trouvoit à la droite. En rangeant son armée, il n'avoit pu faire que deux lignes, à cause du petit nombre de ses troupes. Edoüard Duc d'Yorck commandoit la première, assisté des Seigneurs de Beaumont, de Willougby, de Stanhop. Le Roi se mit à la tête de la seconde, ayant sur son casque une Couronne d'or, qui lui servoit de cimier, & auprès de lui le grand étendart d'Angleterre. En cette posture il attendoit que les François vinssent l'attaquer. Cependant, il exhortoit ses troupes, en parcourant les rangs, à ne craindre point cette multitude de milices nouvellement levées, & peu exercées aux armes. Il leur représentoit, que le gain des Batailles ne dépendoit pas du nombre, mais de la valeur, & sur tout de l'assistance de Dieu, dans laquelle il les exhortoit à mettre toute leur confiance. Enfin, voyant que les François demeuroient immobiles, il fit venir auprès de lui quelques-uns des principaux Officiers, & leur dit d'un air assuré; *Mes amis, puisqu'ils ne veulent point commencer, c'est à nous à nous ouvrir un passage par les armes. Donnons au nom de la Très-Sainte Trinité*: en achevant de prononcer ces paroles, il donna le signal pour commencer le combat. Au même instant, les Soldats des premiers rangs ayant levé les piquets qu'ils avoient plantés devant eux pour résister aux efforts de la Cavalerie, toute l'armée se mit en mouvement, en jetant le cri de Guerre ordinaire. Après qu'elle eut un peu avancé, elle s'arrêta pour attendre les ennemis: mais voyant qu'ils ne s'ébranloient pas encore, elle continua sa marche en bon ordre. Dès qu'elle fut à la portée de l'arc, les premiers rangs planterent leurs piquets en les entrelassant & les tenant un peu courbez du côté de l'ennemi. En même tems, un Corps d'Archers, choisis sur toute l'armée, s'étant avancé quelques pas, commença d'assez près à tirer sur les ennemis des flèches longues de trois pieds, qui étant décochées par des gens adroits & vigoureux, firent d'abord parmi les François une brèche d'autant plus grande, qu'ils étoient extraordinairement ferrez, & avoient à peine le mouvement libre. La Cavalerie François se s'étant enfin ébranlée pour repousser ces Archers, ils se retirèrent derrière les piquets, avec une merveilleuse discipline à laquelle le Roi lui-même les avoit exercés pendant quelques jours. Cependant, les deux cents hommes qui se tenoient cachez dans la prairie, se levèrent tout à coup, & firent

Précautions
prises par le
Roi avant
la Bataille.

Les Anglois
commen-
cent le com-
bat.

HENRI V.
1415.

Monstrelet.

La première
ligne des
Français est
défaite.

Henri com-
bat à pied ,
à la tête de
ses troupes.

Il est expo-
sé à de
grands dan-
gers.

leur décharge parmi cette Cavalerie , qui fut mise dans un désordre d'autant plus grand , que les Chevaux enfonçoient jusqu'aux genoux , dans la terre détrempée par les pluies. Dès que les Anglois s'aperçurent de cette confusion , ils jetèrent leurs arcs , & fondirent l'épée à la main sur leurs ennemis. On dit , que la plupart d'entre eux avoient été réduits à la nécessité de combattre tous nus de la ceinture en bas , à cause de la maladie qui les pressoit. Cependant , comme la première ligne des François étoit composée de tout ce qu'il y avoit de meilleures troupes dans leur armée , cette attaque , toute vigoureuse qu'elle étoit , fut repoussée avec quelque perte pour les Anglois. Mais cela ne fut pas capable de rebuter des gens qui étoient résolus à vaincre ou à mourir. Après qu'ils se furent un peu remis , ils allèrent une seconde fois à la charge avec tant de résolution , qu'il ne fut pas possible à leurs ennemis de soutenir cet effort. Cette seconde attaque fut d'autant plus difficile à repousser , que dans le même tems , les François se trouvèrent pris en flanc par la Cavalerie Angloise qui s'étoit cachée derrière le bois. Ce fut alors que le désordre acheva de se mettre parmi ces troupes si vigoureusement pressées par leurs ennemis , qui tuoient sans pitié tout ce qui se présentait devant eux. La première ligne des François ayant enfin pris la fuite , après avoir vu le Connétable tué avec un grand nombre d'autres Officiers , & la plupart des Princes & des Généraux faits prisonniers , les Anglois se virent arrêter par la seconde ligne qui se présenta pour réparer le désordre.

Cependant , Henri qui s'étoit avancé avec sa seconde ligne , à mesure que la première gaignoit du terrain , se trouva prêt à soutenir ses gens qui auroient couru grand risque d'être mis en déroute , s'il se fût trouvé plus éloigné. Pendant que les premiers , après avoir si bien combattu , se retiroient à droit & à gauche , pour faire place au Roi , & pour aller se remettre en ordre derrière lui , ce Monarque ayant mis pied à terre , se présenta aux ennemis , avec une contenance assurée. Le Duc d'Alençon , Prince du sang Royal de France , s'avançoit à la tête de son Corps , d'une manière intrepide , se flatant de pouvoir réparer par sa conduite & par sa valeur la honte que ses Compatriotes venoient de recevoir. Il avoit détaché dix-huit Braves déterminez , avec ordre de s'attacher au Roi d'Angleterre , & de ne le quitter point , qu'ils ne l'eussent tué ou fait prisonnier. Henri de son côté marchant avec une fierté rehaussée par l'avantage que ses premières troupes venoient de remporter , attaqua cette seconde ligne , avec une valeur comparable à celle des Héros les plus fameux dans l'Histoire. Il combattoit à pied à la tête des siens , se mêlant parmi les troupes ennemies , comme ayant oublié que le sort de son armée dépendoit du sien.

Pendant ce tems-là , les dix-huit Cavaliers qui avoient entrepris de le tuer , s'étant fait jour jusqu'à lui , l'un d'entre eux lui donna un coup de hache sur la tête , dont il demeura quelque tems étourdi , quoique la bonté de son casque eût résisté à sa violence. En même tems , les autres faisoient les plus grands efforts pour l'approcher. Selon les apparences , il auroit difficilement échappé à des gens si déterminez , si le brave David Garne , Capitaine Gallois , & deux autres Officiers de la même Nation , ne l'eussent sauvé aux dépens de leurs propres vies. Le Roi , qui s'étoit un peu remis , les voyant étendus à ses pieds , & respirans encore , les fit tous trois Chevaliers , ne pouvant , en l'état

où

où ils se trouvoient, reconnoître autrement leur fidélité. Dans ce même tems, les dix-huit François qui faisoient encore des efforts prodigieux pour exécuter leur dessein, furent tous tuez sur la place.

HENRI V.
1415.

Le combat s'échauffant de plus en plus, Henri encore plus animé par le danger qu'il avoit couru, se distinguoit par sa valeur, & attiroit sur lui les plus braves des ennemis. Le Duc de Glocester son frere, qui combattoit à son côté, ayant été porté par terre d'un coup de masse, qu'il reçut sur son casque, il le couvrit long-tems de son propre corps, pour empêcher qu'on n'achevât de lui ôter la vie. Par cette action intrépide, il s'exposa tellement, qu'enfin, il reçut lui-même sur la tête, un coup qui le fit tomber sur ses genoux. Mais ceux qui étoient destinez à sa garde, s'étant incontinent avancez, repoussèrent les ennemis, & lui donnerent le tems de se relever. Le danger où le Roi se trouvoit exposé, & les exemples de valeur qu'il donnoit, inspirèrent à ses troupes une espèce de fureur. Tout-à-coup, comme par un mouvement concerté, les Soldats Anglois s'encourageant mutuellement, se jetterent, tête baissée sur leurs ennemis, & par cette attaque violente & imprévûë, ils les mirent dans un désordre que leurs Chefs ne purent jamais réparer. Henri profitant de cet avantage, les pouffoit vivement pour les empêcher de revenir de leur surprise, comprenant bien que c'étoit là le moment qui devoit décider de la victoire. Leur désordre augmentant de plus en plus, à cause de leur grand nombre, & du terrain étroit où l'on combattoit, ils commencèrent enfin, à ne se battre plus qu'en retraite, d'une manière qui faisoit juger qu'ils ne tarderoient pas à prendre la fuite.

Grand courage de ce Prince.

Il reçoit un coup sur la tête.

Ses troupes ébranlent les François, & les mettent en désordre.

Le Duc d'Alençon au désespoir de voir la Bataille perduë par la défaite de cette seconde ligne, & n'espérant pas que la troisième pût rétablir le combat, prit la généreuse résolution de mourir glorieusement, plutôt que de tourner le dos, & de survivre à la honte de la France. Ainsi, ne voulant plus ménager sa vie qu'il avoit résolu de perdre, il se fit accompagner d'un petit nombre de gens braves & déterminez, & se faisant jour à grands coups d'épée, à travers des troupes Angloises, il cherchoit par tout le Roi d'Angleterre, dans l'espérance de vanger d'un seul coup, la perte que la France faisoit dans cette journée. Il n'étoit pas difficile de trouver Henri qui ne songeoit rien moins qu'à se cacher. Dès que le Duc l'eut reconnu, il courut à lui, & en lui criant qu'il étoit le Duc d'Alençon, il lui déchargea sur la tête un furieux coup qui lui emporta la moitié de la Couronne d'or qu'il avoit au haut du casque. Henri n'ayant pû parer ce coup violent, ne fut pas tardif à la vengeance. D'un revers, il étendit le Duc par terre, & par des coups redoublez, il rua deux des Braves qu'il accompagnoient. Incontinent, le Duc fut environné d'une foule d'ennemis qui achevèrent de lui ôter la vie, sans qu'il fut possible au Roi de l'empêcher, quelques efforts qu'il fit pour le sauver. La mort du Duc d'Alençon ayant achevé de faire perdre courage au Corps qu'il commandoit, il se mit ouvertement en fuite.

Le Duc d'Alençon porte un coup furieux au Roi.

qui l'abat lui-même.

La troisième ligne des François étant encore toute fraîche & en bon ordre, auroit pû renouveler le combat. Mais à la vûë du carnage qui s'étoit fait, & qui se continuoit encore, le courage lui manquant, il ne fut pas possible aux Généraux de la faire avancer. Ainsi, se voyant réduits à la nécessité de se retirer sans combattre, ils laissèrent les fuyards de la seconde ligne, exposés

Le troisième Corps des François se retire sans combattre.

HENRI V.
1415.

sez à la fureur de leurs ennemis qui les poursuivoient, l'épée aux reins. Ce fut alors que les Soldats Anglois n'ayant plus qu'à tuer ou à faire des prisonniers, exercèrent la pitié ou la cruauté, selon que chacun étoit poussé par son tempérament. Comme dans le désordre où les François se trouvoient, il ne leur étoit pas possible de se rallier, & que leur nombre mettoit obstacle à leur fuite, ils s'offroient volontairement à la mort, ou à être faits prisonniers, au gré de leurs ennemis victorieux. Cependant, les troupes qui s'étoient retirées sans combattre, paroissoient encore à quelque distance, & sembloient avoir repris la résolution de faire ferme contre des ennemis fatiguez d'un si long combat. Mais le Roi voyant qu'elles étoient encore en plus grand nombre que son armée, leur fit dire par un Héraut, que si elles ne se retiroient promptement, elles ne devoient s'attendre à aucun quartier. Cette menace produisit l'effet qu'il en avoit attendu. Soit que ces troupes ne fussent pas bien déterminées au parti qu'elles devoient prendre, ou qu'elles craignissent, en voulant faire un effort, de tomber entre les mains d'un ennemi inexorable, s'il arrivoit que leur entreprise ne réussit pas, elles se retirèrent, & laissèrent Henri maître du champ de Bataille.

Occasion
qui porte le
Roi à faire
tuer les pri-
sonniers.

Ce Prince se voyant ainsi assuré de la Victoire, croyoit n'avoir plus rien à faire, lorsque tout-à-coup, on lui rapporta, que les ennemis étoient derrière lui, & qu'ils avoient déjà pillé son camp. Surpris d'un événement si peu attendu, il courut promptement sur le haut d'une petite colline qui étoit entre l'armée & le camp, pour reconnoître ces nouveaux ennemis. Effectivement, il vit un extrême désordre parmi son bagage, & les troupes qu'il avoit laissées pour le garder, dispersées dans la campagne, & cherchant à se mettre à couvert par la fuite. Cette vue lui faisant juger que les ennemis s'étoient ralliez pour recommencer le combat, il fit publier dans l'armée, qu'on tuât les prisonniers, à l'exception des plus distinguez. Cet ordre ayant été incontinent exécuté, il rallia promptement ses troupes, & marcha droit à ces ennemis, qui n'avoient garde de l'attendre. Ce n'étoit qu'une troupe de fuyards à la tête desquels étoit Robert de Bournonville, qui s'étant retiré de bonne heure de la Bataille, & sachant que le camp des Anglois étoit mal gardé, étoient allez le piller, pendant que les deux armées étoient aux mains. Dans la suite, le Duc de Bourgogne voulut faire punir sévèrement le Chef de ces pillards qui étoit son Sujet, & qui avoit été cause d'un si grand malheur : mais le Comte de Charolois son fils, trouva le moyen de lui sauver la vie. On dit que ce Prince en avoit reçu un présent d'une épée garnie de diamans, qui avoit été trouvée parmi le bagage du Roi. C'est dommage, qu'une si belle Victoire ait été souillée par ce massacre précipité. Il peut pourtant être excusé par l'impossibilité où les Anglois se trouvoient de garder leurs prisonniers, & par la juste crainte que le Roi pouvoit avoir, que ces mêmes prisonniers ne se tournassent contre lui, pendant le combat qu'il se voyoit sur le point de recommencer.

Henri rend
graces à
Dieu de sa
Victoire.

Rien ne s'opposant plus aux armes victorieuses du Roi, son premier soin fut de faire rendre grace à Dieu d'un succès si avantageux, qu'il avoit eu si peu de sujet d'espérer, & de reconnoître publiquement que c'étoit à lui seul qu'il en étoit redevable. Après qu'il se fut acquitté de ce juste devoir, il fit appeler un Héraut François qui se trouvoit dans l'armée, & le requit de déclarer

clarer à qui la Victoire devoit être attribuée. Le Héraut répondit, qu'on ne pouvoit en aucune manière la lui disputer. Alors le Roi lui demanda le nom d'un Château qu'il avoit devant ses yeux, tout proche du Champ de Bataille, & sur ce qu'il apprit qu'on le nommoit Azincour, il dit que cette Bataille seroit désormais nommée *La Journée d'Azincour*. Comme le combat n'avoit commencé qu'à dix heures du matin, & qu'il avoit duré près de cinq heures, Henri ne jugeant pas à propos de continuer sa marche, de peur de fatiguer trop son armée, reprit le chemin de Masconcelles, où il avoit campé la nuit précédente.

HENRI V.
1415.
Il nomme
cette Bataille
la Journée
d'Azincour.

Dans cette mémorable journée qui fut si fatale à la France, les François perdirent le Connétable d'Albret, le Duc d'Alençon Prince du sang Royal, le Duc de Brabant & le Comte de Nevers freres du Duc de Bourgogne, le Duc de Bar, les Comtes de Vaudemont, de Marle, de Rouffi, de Fauquenbergh, & plusieurs autres Officiers de marque, outre dix-mille simples Soldats. Un Historien Anglois a dit, qu'il y eut de tuez, un Archevêque, trois Ducs, six Comtes, quatre-vingts-dix Barons, quinze cens Chevaliers, & sept mille Ecuyers ou Gentilshommes. Parmi les prisonniers qui auroient été en très-grand nombre, sans le massacre qui en fut fait après la Bataille, les plus distinguez furent les Duc d'Orléans & de Bourbon, les Comtes d'Eu, de Vendôme, de Richemont, d'Etouteville, & le Maréchal de Boucicaut. Du côté des Anglois, il n'y eut de tuez que le Duc d'York, le jeune Comte de Suffolck, & si l'on en croit certains Historiens de la même Nation, quatre Chevaliers seulement, un Ecuyer, & vingt-huit simples Soldats. Quelques-uns pourtant, approchent plus de la vraisemblance, en disant que les Anglois perdirent quatre cens hommes. Mézerai en augmente le nombre jusqu'à seize cens, & borne la perte des François à six mille. Il est assez ordinaire dans ces occasions, de voir une semblable diversité dans les Historiens des deux partis opposez.

Perte des
François
morts ou
prisonniers.

Perte des
Anglois.

Le lendemain, le Roi se remit en marche pour se rendre à Calais. En passant sur le lieu où l'on avoit combattu le jour précédent, il en prit occasion de donner de grande louanges à ses troupes. Mais en même tems, il exhorta ceux qui étoient autour de lui, à ne s'enorgueillir point d'une Victoire qui n'avoit été obtenue que par l'assistance miraculeuse du Dieu des Batailles. Pendant sa marche, il traita très-civilement les Princes François ses prisonniers. Il leur dit, qu'il n'avoit pas remporté cette Victoire, par la supériorité de son mérite, mais parce que Dieu avoit voulu se servir de lui, comme d'un instrument pour punir les pechez de la Nation Française: Que bien loin de se sentir éloigné de la Paix par les avantages qu'il pouvoit se promettre de la Victoire, il y étoit encore plus disposé, qu'il ne l'avoit été le jour avant la Bataille.

Henri con-
tinuë sa mar-
che vers Ca-
lais.

Act. Publ. T.
IX. p. 787.

Quelques jours après, le Duc de Bourgogne lui envoya un cartel de défi, & lui fit dire par un Héraut, qu'il prétendoit venger la mort de ses freres. Apparemment le Duc de Brabant & le Comte de Nevers avoient été tuez dans le massacre des prisonniers, qui s'étoit fait après la Bataille. Henri voulant ménager ce Prince qu'il espéroit toujours de mettre dans ses intérêts, répondit avec beaucoup de modération. Il dit au Héraut, en lui rendant le gantelet qu'il avoit d'abord reçu de sa main, que les François mêmes pouvoient rendre témoignage, qu'il n'étoit pas coupable de la mort des freres du Duc,

Le Duc de
Bourgogne
lui fait un
défi.

Le Roi le
refuse.

HENRI V. mais que c'étoit à ses propres Sujets qu'il devoit demander leur sang. C'étoit
1415. parce que Bournonville, cause du massacre des prisonniers, étoit Bourguignon.

Henri re-
passe en An-
gleterre.

Æt. Publ.
T. IX. pag.
327.

Richard ne-
veu du Duc
d'Yorck
succede à
son Oncle.

Les trou-
bles se re-
nouvelent
en France.

Le Dauphin
fait le Com-
te d'Arma-
gnac Con-
netable.

Les Bour-
guignons
sont perse-
cutez.

Mort du
Dauphin
Louis.

Jean son
Frere de-
vient Dau-
phin.

Il ordonne
aux deux
Partis de
desarmer.

Vers le milieu du mois de Novembre, Henri s'embarqua pour passer en Angleterre, menant ses principaux prisonniers avec lui. Il essuya dans son passage, une violente tempête qui le mit dans un extrême danger, & qui submergea même quelques uns de ses Vaisseaux. Enfin, après avoir été beaucoup fatigué, il arriva le 16. de Novembre. On le reçut dans son Royaume avec des acclamations ordinaires en de semblables occasions. Le Peuple ne pouvoit se lasser de louer ce Prince qui avoit rendu la Nation Angloise si redoutable & si glorieuse. Son premier soin fut d'ordonner un jour d'action de grâces à Dieu, pour l'heureux succès de ses armes. Ensuite, il fit enterrer honorablement les corps du Duc d'Yorck & du Comte de Suffolck qui avoient perdu la vie dans la Bataille. Le Duc d'Yorck n'ayant point laissé d'enfans, Richard son Neveu, fils du Comte de Cambridge décapité à Southampton, fut son Héritier.

La playe que la France venoit de recevoir ne fut pas si grande par les avantages que le Roi d'Angleterre retira de sa victoire, qui ne lui acquit pas un seul pied de terre, que par l'occasion qu'elle fournit aux discordes civiles de se renouveler avec plus de fureur que jamais. Le Duc de Bourgogne, voulant profiter de cette conjoncture, prétendoit rentrer dans le Gouvernement dont il avoit été exclus depuis long-tems, & particulièrement par la Paix d'Arras. Il disoit, que dans un tems où le Royaume étoit menacé d'une entière ruine, un Prince du sang Royal, premier Pair & deux fois Pair du Royaume, ne pouvoit se dispenser d'assister le Roi de ses conseils, & qu'on ne pouvoit le tenir éloigné de la Cour sans injustice, & sans danger. Mais comme il sçavoit bien que ses raisons seroient peu efficaces, si elles n'étoient pas appuyées de la force, il s'approcha de Paris avec une armée, & se saisit de quelques postes autour de la Ville. Le Dauphin, ne pouvant se résoudre à recevoir à la Cour le Duc de Bourgogne, quoique son Beau-pere, fit venir le Comte d'Armagnac, & lui donna l'épée de Connétable. Ce Comte, ennemi juré du Duc de Bourgogne, n'épargna pas ceux qui tenoient le parti du Duc, qu'on appelloit Communément *les Bourguignons*. Il en fit pendre quelques-uns, & emprisonner un grand nombre, & par-là, il accrut tellement l'animosité des deux Factions, que depuis ce tems-là, rien ne fut capable de les réunir contre l'ennemi commun. Le Dauphin se prêtoit à la passion du Connétable, & ne pensoit à rien moins qu'à rétablir les affaires délabrées du Royaume dont il avoit le Gouvernement entre les mains. Peu de tems après, sçavoir le 24. de Décembre, ce Prince mourut de Poison.

Par la mort de Louis, le nouveau Connétable demeura seul maître de la personne du Roi & du Gouvernement du Royaume, en attendant le retour de Jean Duc de Touraine, à qui le titre de Dauphin étoit dévolu, & qui se trouvoit alors en Haynaut, auprès du Comte son Beau-pere. Ce jeune Prince ayant pris la résolution d'observer une exacte neutralité envoya ordre aux deux Factions de quitter les armes. Le Duc de Bourgogne qui se morfondoit devant Lagny, obéit, feignant que c'étoit par pure déférence pour les ordres du Dauphin, & se retira dans ses Etats. Mais le Connétable ne fut pas si docile

docile. Comme il étoit maître de la personne du Roi , il ne croyoit pas que le Dauphin eût droit de commander, jusqu'à ce qu'il fût actuellement en possession de la Régence , à quoi il étoit bien résolu de s'opposer , à moins qu'il ne se déclarât contre les Bourguignons. Ce fut ce qui empêcha que le Dauphin ne retournât dans le Royaume.

Pendant ce tems-là il étoit comme impossible , que la France pût prendre de justes mesures pour se défendre contre les attaques dont elle étoit menacée de la part de l'Angleterre. Le Duc de Bourgogne négocioit secrètement avec Henri. Le Comte de Haynaut recherchoit aussi la faveur de ce Monarque , pour mettre le Dauphin son Gendre en possession de la Régence. D'un autre côté , Louis d'Anjou Roi de Sicile , qui se trouvoit alors Chef de la Faction d'Orléans , formoit le projet de priver le Dauphin de son droit d'ainesse , pour faire tomber la Couronne sur la tête de Charles Comte de Ponthieu son Gendre. Pour parvenir à ce but , il ne croyoit pas pouvoir prendre de route plus sûre , que de s'assurer de secours de l'Angleterre. Ainsi , toute la France , comme d'un commun accord , mais dans des vûes différentes , s'empressoit à rechercher l'Alliance des Anglois contre lesquels elle auroit dû s'unir étroitement , si les intérêts des Particuliers n'eussent pas prévalu sur ceux du Public. C'est de cette manière que se passa l'année 1415. que la journée d'Azincour a renduë à jamais mémorable.

La consternation où la France se trouvoit , & la division entre le Duc de Bourgogne & le Connétable d'Armagnac , sembloient promettre à Henri de nouveaux lauriers , s'il eût continué la Guerre. Néanmoins ce Prince , qui n'étoit pas moins sage que vaillant , prit avec raison , une route toute différente. Il jugea , qu'en fomentant les troubles de France , & en inspirant de la jalousie aux deux Factions , il se procureroit des avantages plus certains & plus solides , que par le moyen des armes. En effet , en poussant trop vivement les François , il couroit risque de les réunir tous contre lui. En ce cas , vrai-semblablement , ses avantages n'auroient été que médiocres. Mais en leur accordant quelque relâche , il leur donnoit lieu de se détruire les uns les autres. Ainsi , contre l'attente de tout le monde , il interrompit ses occupations guerrières , pendant près de dix-huit mois , pour se tourner entièrement du côté de la négociation qui lui promettoit des avantages moins incertains. Il ne demeura pourtant pas dans l'inaction. Le détail de ce qui se passa dans l'année 1416. & dans une partie de la suivante , va faire voir , combien il étoit attentif à l'exécution de ses projets.

Le principal but que Henri se proposoit étoit de gagner le Duc de Bourgogne , qui avoit déjà témoigné du panchant à se liguier avec lui. En réussissant dans ce dessein , il se voyoit plus avancé , que s'il eut gagné une autre Bataille comme celle d'Azincour. Ainsi , tous ses efforts tendoient à cela , comme à son affaire principale. Pour pouvoir parvenir à ce but , il étoit nécessaire que les affaires de France demeurassent dans la même situation où elles se trouvoient alors. Il falloit que le Connétable & les autres Chefs de la même Faction fussent toujours en pouvoir de persécuter le Duc de Bourgogne. C'étoit uniquement ce qui pouvoit porter ce Prince à se jeter dans un parti désespéré qu'il ne regardoit qu'avec frayeur , & que le seul désir de se venger étoit

HENRI V.

1415.

Le Duc de Bourgogne se retire.

Le Connétable empêche le retour du Dauphin à la Cour.

Henri est recherché par les deux Partis.

1416.

Henri se propose de gagner le Duc de Bourgogne.

HENRI V.
1416.

étoit capable de lui faire prendre. Si dans la continuation de la Guerre, la France eût perdu des Places & des Batailles, le Connétable, qui se trouvoit à la tête du Gouvernement, auroit sans doute perdu tout son crédit. Par là, le Duc de Bourgogne seroit infailliblement rentré dans la Régence, & n'auroit plus eu besoin des Anglois. C'est là véritablement la raison qui fit consentir Henri à toutes les propositions qu'on lui fit, soit de conclure une Trêve, soit de renouer les négociations de la Paix. Cependant, ses Envoyez & ceux du Duc de Bourgogne alloient & venoient d'Angleterre en Flandre, & de Flandre en Angleterre, toujours sous prétexte de la Trêve marchande, à laquelle il se trouvoit sans cesse quelque nouvelle difficulté, afin de mieux couvrir le dessein principal.

Raisons
pour cacher
cette négocia-
tion.

Ce n'étoit pas sans raison, que des deux côtez, on tenoit cette négociation secrète. Le Duc qui ne vouloit faire la démarche de s'allier avec le Roi qu'à l'extrémité, craignoit que la connoissance de ce projet n'aliénât de lui l'affection des François, & sur tout des Parisiens. Henri avoit lieu de craindre, de son côté, que si la Cour de France venoit à s'apercevoir de cette négociation, elle ne trouvât des moyens pour lui rompre ses mesures. Cependant, l'inaction où il demouroit par rapport à la Guerre, depuis la Bataille d'Azincour, pouvoit bien faire soupçonner quelque chose de ses desseins. Mais l'arrivée de l'Empereur Sigismond le tira de cet embarras, en ce qu'elle lui donna lieu de faire entendre que c'étoit à la sollicitation de ce Prince qu'il discontinuoit la Guerre.

L'Empe-
reur Sigis-
mond arri-
ve en Fran-
ce.
Mézerai.

Il proposa
une Trêve
qui est re-
jetée.
Sigismond
passe en
Angleterre.

Dès le commencement de l'année, Sigismond s'étoit rendu à Paris. Il publioit lui-même, que l'unique but de son voyage étoit de procurer la Paix entre les deux Couronnes de France & d'Angleterre. Ce dessein étoit grand, & charitable, & digne d'un Monarque Chrétien, supposé qu'il fût entièrement désintéressé. Mais diverses circonstances donnent lieu de croire qu'il avoit entrepris ce voyage, plutôt pour favoriser Henri, que la France, & qu'il espérait d'y trouver quelque avantage pour soi-même. Dès qu'il fut arrivé en France, il proposa une Trêve de quatre ans entre les deux Rois : mais la Cour rejetta cette proposition. Les Historiens François accusent le Connétable d'avoir refusé cette Trêve, pour ses intérêts particuliers, mais sans spécifier, en quoi la Guerre pouvoit lui être avantageuse. Je conjecture, qu'il projettoit dès lors le Siège de Harfleur qu'il fit au mois de Juin suivant. Peut-être s'aperçut-il, que l'Empereur n'étoit pas un Médiateur impartial. Quoi-qu'il en soit, ce Monarque n'ayant pu rien obtenir à Paris, se rendit en Angleterre, au mois de Mars. Les Histoires Angloises remarquent, qu'étant sur le point d'aborder, il rencontra le Duc de Glocester & quelques autres Seigneurs, qui s'étaient jettés dans l'eau, l'épée à la main, arrêterent sa Chaloupe. Surpris d'une pareille réception, il en demanda la cause, à quoi le Duc répondit, que s'il venoit en Angleterre, comme y prétendant quelque droit, ils avoient ordre de lui en défendre l'entrée : mais que, s'il y venoit seulement, comme Médiateur de la Paix, il y seroit reçu avec tous les honneurs dûs à son rang & à sa dignité. C'étoit pour l'avertir de ne se pas émanciper à faire aucun acte d'autorité en Angleterre, comme il en avoit fait en France pendant son séjour.

Le Comte

L'arrivée de Sigismond à Londres avoit été précédée de celle de Guillaume

me de Bavière Comte de Hollande & de Zélande, qui s'y étoit rendu pour la même fin. Ces deux Princes s'aperçurent bien-tôt qu'ils trouveroient de grandes difficultez à procurer la Paix. Henri ajoûtoit à ses demandes précédentes la Ville d'Harfleur, avec une partie du territoire adjacent pour l'entretien de la Garnison. D'un autre côté, la France, persistant dans ses premières offres, ne vouloit point entendre parler de Paix, à moins que Henri ne rendit Harfleur. Ainsi les deux Médiateurs voyant que la Paix étoit comme impossible, se contentèrent d'obtenir des deux Rois leur consentement à une Trêve de trois ans, pendant laquelle Harfleur resteroit en dépôt entre leurs mains, moyennant certaines sûretés que les Princes François prisonniers en Angleterre s'étoient engagés à donner. Mais lorsqu'on fut sur le point de signer le Traité, les prisonniers se dédirent. Le Connétable, qui avoit résolu d'assiéger Harfleur, n'avoit donné les mains à cette négociation, que pour endormir Henri, pour l'empêcher de pénétrer son dessein.

Peu de tems après, il mena le Roi Charles à Roüen, sous quelque prétexte; son but étoit de se tenir à portée, en attendant l'arrivée de quelques Vaisseaux Génois qui devoient se joindre à la Flotte de France, pour investir la Place, par mer. Il sçut si bien cacher son dessein, que Henri, n'en ayant pas le moindre soupçon, négligea de renforcer la Garnison. Pendant le séjour que la Cour de France fit à Roüen, le Comte de Dorset, Gouverneur d'Harfleur, fit une course jusqu'aux portes de cette Capitale, & enleva un grand butin de la campagne. Mais il ne put se retirer si promptement, qu'il ne fût atteint par le Connétable qui lui fit souffrir quelque échec. Le lendemain, le Connétable voulant pousser encore les Anglois qui se retiroient en diligence, les mit dans la nécessité de s'arrêter pour se défendre. Dans ce second combat, le Comte de Dorset, quoiqu'inférieur en nombre de troupes, eut sa revanche, & obligea son ennemi à se retirer précipitamment à Roüen.

Ce mauvais succès n'empêcha pas le Connétable de continuer ses préparatifs pour faire le Siégé d'Harfleur. Immédiatement après l'arrivée des Vaisseaux Génois, il donna ordre à ses troupes qu'il avoit tout exprès dispersées, de se rejoindre en un certain lieu & alla lui-même se mettre à leur tête. Ensuite, il marcha droit à Harfleur où il n'étoit nullement attendu, tant les Anglois croyoient la France hors d'état de rien entreprendre. Pendant que le Connétable assiégeoit la Place par terre, le Vicomte de Narbonne la tenoit tellement bloquée du côté de la mer, qu'il n'y pouvoit rien entrer. Henri se trouva extrêmement mortifié d'avoir été ainsi surpris par le Connétable. Il comprit alors que la négociation précédente n'avoit eu d'autre motif que de l'endormir, & il en fut d'autant plus animé à faire tous les efforts possibles pour rompre les mesures de ses ennemis. Il voulut, à son tour, jouer d'adresse & tenter de duper le Connétable. Dans cette vûe il feignit d'être entièrement porté à la Paix & demanda une entrevue avec son Cousin, c'est ainsi qu'il nommoit alors le Roi de France, au lieu qu'auparavant, il ne l'appelloit que son Adversaire. Il espéroit, que si cette entrevue étoit accordée, elle produiroit une Trêve qui lui donneroit le loisir de préparer un secours pour Harfleur; mais la proposition fut rejetée. Ensuite, il donna commission à Morgan de demander directement un Trêve. Mais la Cour de France n'avoit garde de lui donner un tel avantage, dans une semblable conjoncture. En-

HENRI V.
1416.
de Hollande
se joint à
lui & ils
font con-
sentir les
deux Rois à
une Trêve.
Aët. Publ. T.
IX. p. 787.

La France
se dedit.

Combats
entre le
Comte de
Dorset & le
Connétable
d'Arma-
gnac.

Le Conné-
table assiége
Harfleur.

Henri tente
en vain d'a-
muser la
Cour de
France.
Aët. Publ. T.
IX. p. 365.
366.

Il veut aller
en personne

HENRI V.
1416.
secourir
Harfleur.
Il en est
dissuadé par
l'Empe-
reur.

Il envoie
en sa place
le Duc de
Bedford.
pag. 371.
Ce Duc bat
la Flotte de
France.
Le Conné-
table leve
le Siège.

Continua-
tion des né-
gociations
entre le Roi
& le Duc de
Bourgogne.
Hist. Pub. T.
IX, pag. 332.
364. 374.

5. Août.

7. Août.
pag. 375.

Ils convien-
nent d'une
entrevûe à
Calais.

Le Dau-
phin & le
Duc de

fin, voyant que le Connétable n'étoit pas homme à se laisser amuser, il donna ses ordres pour assembler une Flotte, ayant pris la résolution d'aller en personne, secourir la Place assiégée. Il s'assuroit sur la valeur & sur l'expérience du Comte de Dorset qui commandoit dans la Place, sachant bien qu'il feroit tous les efforts possibles pour lui donner le tems de préparer le secours. Il ne se trompa pas dans cette espérance, car bien que le Siège eût commencé vers le milieu du mois de Juin, il n'étoit pas encore fort avancé à la fin de Juillet. Ainsi, Henri ayant eu le tems de préparer sa Flotte, se tenoit prêt à s'embarquer lui-même. Mais l'Empereur le dissuada de hazarder sa personne dans une expédition de cette nature, où, malgré toute sa prudence, les accidens de la mer pouvoient lui faire recevoir un affront. Le Roi s'étant laissé vaincre aux instances de l'Empereur, donna la conduite du secours au Duc de Bedford son frère, qui mit à la voile sur la fin du mois de Juillet. Il ne tarda pas long-tems à rencontrer la Flotte ennemie qui se tenoit devant Harfleur. Le Vicomte de Narbonne s'étant mis en défense, soutint quelque tems les efforts des Anglois : mais enfin, il se vit obligé de leur céder la victoire, après avoir vu prendre cinq carraques Génoises, & plusieurs de ses Vaisseaux coulez à fond. Rien n'empêchant plus le Duc de Bedford de jeter du secours dans la Place, le Connétable leva le Siège & se retira.

Pendant que ces choses se passaient le Duc de Bourgogne continuoit les secrètes négociations avec Henri, sous diverses prétextes. Tantôt c'étoit pour renouveler la Trêve entre l'Angleterre & la Flandre ; tantôt pour des affaires concernant l'Eglise, qui étoient pendantes au Concile de Constance. Au mois de Mai, cette Trêve dont je viens de parler, qui devoit finir le 15. de Juin, avoit été renouvelée pour un an, & néanmoins, le Duc de Bourgogne envoya encore quatre Ambassadeurs en Angleterre. Au commencement du mois d'Août, le Roi nomma des Commissaires pour traiter avec eux touchant certaines affaires qui regardoient l'Eglise. C'étoit là une Commission publique qui servoit de prétexte aux Conférences. Mais par une autre du même jour, ces mêmes Commissaires avoient pouvoir de convenir avec les Ambassadeurs d'une entrevûe du Roi avec le Duc de Bourgogne. Il falloit que cette négociation fût déjà bien avancée puisque, deux jours après, le Roi fit expédier des ordres à divers Officiers de se tenir prêts à l'accompagner au delà de la mer, où il devoit avoir une entrevûe, avec quelques-uns de ses ennemis. Cela fait voir assez clairement, que les fréquentes Ambassades du Duc étoient destinées à toute autre chose, qu'à traiter du commerce ou des affaires de l'Eglise. Il y avoit déjà long-tems que ce Prince balançoit à conclure son Traité avec Henri. Comme il étoit de la Maison Royale de France & le premier Pair du Royaume, il sentoient bien qu'une semblable Alliance étoit directement contraire à son honneur & à son devoir. D'ailleurs cette démarche ne pouvoit que lui porter du préjudice en France parmi ses propres partisans. Par ces raisons, il s'étoit jusqu'alors contenté de tenir la négociation sur pied, pour ne conclure que dans une pressante nécessité. La passion du Comte d'Armagnac acheva enfin de porter le Duc à cette action, qu'il auroit sans doute plus long-tems différée, ou qu'il n'auroit peut-être jamais faite, si les persécutions de ses ennemis ne l'y eussent comme forcé.

J'ai déjà dit, que le Connétable d'Armagnac avoit empêché sous divers pré-

prétextes, que le Dauphin Jean qui étoit en Haynaut ne se rendît à la Cour. Ce jeune Prince ne pouvant se résoudre à recevoir la Loi de cet orgueilleux Ministre, souhaitoit de se voir à la tête du Gouvernement, & d'observer entre les deux Factions une neutralité qui lui auroit attirée la considération & le respect de l'une & de l'autre. Mais cela n'étoit pas possible puisqu'il ne pouvoit disposer que des forces du Comte de Haynaut son Beau-pere, qui n'étoient pas suffisantes pour le mettre en état d'exécuter un pareil dessein contre la volonté du Connétable. Cependant, le Duc de Bourgogne comprenant bien qu'il n'y avoit aucune apparence pour lui de rentrer dans le Gouvernement, pendant que le Connétable seroit maître de la personne du Roi, crut qu'il devoit se fortifier du secours du nouveau Dauphin. Dans cette vûe, dès le commencement de l'année, il s'étoit abouché à Valenciennes, avec lui & avec le Comte de Haynaut, & ils étoient convenus, que le Dauphin tenteroit encore la voye de la douceur, pour se faire recevoir en France, afin d'y prendre le rang que sa naissance lui donnoit : Qu'en cas que cela lui fût accordé, il meneroit le Duc avec lui à la Cour : Que s'il ne pouvoit l'obtenir, ils prendroient ensemble d'autres mesures pour dépousséder le Connétable, & pour mettre le Roi en liberté. Suivant cette résolution, le Dauphin & le Comte de Haynaut se rendirent à Compiègne, d'où le Comte alla seul à Paris, pour y moyenner le retour du Prince son Gendre. Dès la première proposition qu'il fit de rappeler le Duc de Bourgogne, le Connétable l'arrêta tout court, & lui dit nettement, que le Dauphin ne seroit jamais reçu à la Cour du Roi son Pere, à moins qu'il ne se déclarât ouvertement ennemi de la Faction Bourguignonne. Le Comte de Haynaut voyant cette obstination, ne put s'empêcher de faire des menaces qui firent aisément comprendre au Connétable & à ses partisans, que le Dauphin avoit dessein de s'appuyer du secours du Duc. Cela fut cause, que, pour prévenir le mal qui pouvoit leur arriver de cette jonction ils résolurent de se défaire de lui. Peu de jours après ce Prince mourut de poison, à Compiègne, le 16. d'Avril 1416. & non pas en 1417. comme on le trouve dans l'Abregé de Mézerai. Le Roi de Sicile fut soupçonné d'avoir fait ce coup, pour faire place au Prince Charles son Gendre. S'il fut l'auteur de ce crime, la mort, qui arriva bien-tôt après, l'empêcha d'en tirer aucun avantage pour lui-même.

Par la mort du Dauphin Jean, Charles son frere Comte de Ponthieu devint Dauphin & Héritier présomptif de la Couronne. Ce jeune Prince se jeta d'abord dans le parti des *Armagnacs*, c'est ainsi qu'on appelloit alors la Faction qui avoit auparavant porté le nom d'Orléans. Par là, le Duc de Bourgogne se vit plus que jamais éloigné de ses espérances, & le Comte d'Armagnac se maintint dans le Gouvernement du Royaume, où rien ne se faisoit que par ses ordres. La haine qu'il portoit au Duc de Bourgogne faisoit qu'il ne perdoit aucune occasion de persécuter les Bourguignons qui étoient en fort grand nombre à Paris. Ces rigueurs & la tyrannie qu'il exerçoit envers tout le monde jointe à une extrême rapacité, portèrent enfin les Parisiens du parti Bourguignon à tramer un complot pour introduire leur Chef dans la Ville. La conspiration ayant été découverte, le Connétable en prit occasion d'exercer sa rage sur tout le parti, d'une telle manière, que le Duc de Bourgogne ne se crut plus obligé de garder aucun ménagement avec la Cour. D'abord, pour

HENRI V.
1415.
Bourgogne
prennent
ensemble
quelques
mesures.

Le Dauphin
est em-
poisonné.

Charles son
frere lui
succède, &
se jette dans
le parti du
Connétable.

Les Bour-
guignons
sont persé-
cutés.

Ils com-
plottent
contre lui
& en sont
severement
punis.

Le Duc de
Bourgogne
conclut une

HENRI V.
1416.
Trêve avec
Henri, &
s'engage à
lui faire
hommage.
Art. Publ.
T. IX. p. 383.
Traité en-
tre Sigis-
mond &
Henri.
Ibid. p. 377.

donner des marques publiques de son ressentiment, il conclut avec le Roi d'Angleterre une Trêve pour tous leurs Etats reciproques, sans en excepter ceux qu'il possédoit en France. Mais il ne borna pas-là sa vengeance. Ses Ambassadeurs, comme je l'ai déjà dit convinrent que le Roi & lui se verroient à Calais, & que le Duc y reconnoîtroit Henri comme véritable Roi de France, & lui rendroit un hommage lige. Cette entrevûe fut fixée au commencement d'Octobre.

Cependant, l'Empereur Sigismond n'ayant plus rien à faire en Angleterre, en partit vers le milieu du mois d'Août. En passant à Cantorbéri, il y signa un Traité d'Alliance perpetuelle avec Henri, en même tems, une Ligue contre la France. Il y promettoit d'assister le Roi pour lui faire recouvrer le Royaume de France, & Henri s'engageoit à lui donner du secours, pour obliger le Roi Charles & quelques autres Princes à lui faire hommage de certains Pais qui ne sont point spécifiés dans le Traité. Apparemment, cela regardoit le Royaume d'Arles & le Dauphiné sur lesquels les Empereurs avoient quelques prétentions surannées. Pour le dire en passant, on entrevoit dans ce Traité, un des motifs du voyage de Sigismond, en France & en Angleterre. Vraisemblablement, en procurant la Paix entre les deux Rois ennemis, il espérait d'emporter pour soi-même, quelque un de ces Pais sur lesquels il avoit des prétentions. Quoi-qu'il en soit, on peut conjecturer, qu'il attendoit quelque avantage particulier de cette Paix. On voit rarement de grands Princes aller passer des années entières hors de leurs Etats, dans la seule vuë de procurer une Paix à laquelle ils n'ont aucun intérêt. Sigismond étoit moins qu'un autre de ce caractère. J'ignore si avant son voyage d'Angleterre, il y avoit une amitié formée entre lui & Henri : mais depuis son départ, plusieurs Pièces des Actes Publics font connoître, qu'il y eut entr'eux une étroite correspondance, & une confidence reciproque peu ordinaire entre les Princes.

Henri se
rend à Ca-
lais.
La France
y envoie
l'Archevê-
que de
Rheims.
Ibid. p. 384.

L'Empereur étant arrivé à Calais, y attendit Henri, qui ne put s'y rendre que vers la fin du mois de Septembre. Cependant, la Cour de France allarmée du bruit qui s'étoit répandu que le Duc de Bourgogne devoit aller conférer avec Henri à Calais, & souhaitant de sçavoir ce qui se passeroit dans cette Conférence, y envoya l'Archevêque de Rheims & quelques autres Ambassadeurs. Le prétexte étoit de traiter de la Paix avec le Roi ; mais, selon les apparences, le principal but de cette Ambassade étoit, de découvrir ce qui se passeroit dans l'entrevûe du Roi & du Duc. Henri ne fut pas fâché, que les Ambassadeurs de France fussent témoins de l'arrivée du Duc de Bourgogne à Calais, c'est pourquoi il ne leur fit pas long-tems attendre leur Sauf-conduits, & immédiatement après leur arrivée il nomma des Commissaires pour traiter avec eux. Mais il prit de si bonnes précautions, que les François ne purent jamais pénétrer le vrai motif de son voyage à Calais, du moins avec certitude. Il n'en paroissoit point d'autre que celui de confirmer la Trêve que le Roi & le Duc venoient de conclure, & qui avoit été déjà publiée à Londres. Il est vrai que dans la suite, les démarches du Duc le firent soupçonner d'être bon ami des Anglois : mais ce n'étoit qu'un simple soupçon. Les Historiens de France n'en ont parlé que d'une manière fort vague, & on n'en a eu proprement aucune certitude, jusqu'à ce que les Actes Publics imprimés en Angleterre ont découvert ce secret. Voici ce qu'on y trouve sur ce sujet.

Le

Le 1. d'Octobre, le Roi fit expédier un Sauf-conduit pour le Duc de Bourgogne & pour une suite de huit cens personnes, & lui envoya le Duc de Gloucester, son Frere, en ôtage. Dès le lendemain, il nomma des Commissaires pour recevoir en son nom, les sermens de Jean Duc de Bourgogne & de Philippe Comte de Charolois son Fils, relatifs aux Articles dont on étoit convenu, qui étoient en forme de Préliminaires. Voici mot à mot, ce que portoient ces Conventions.

HENRI V.
1416.
Le Duc de Bourgogne se rend à Calais.
Act. Publ.
T. IX. pag. 394.

„ Le Roi ayant fait connoître au Duc de Bourgogne, les justes droits qu'il a sur la Couronne de France, & le refus que son Adversaire a fait jusqu'ici de lui donner satisfaction, lui a dit, qu'avec l'aide de Dieu & de Monsieur Saint George, il a résolu de se la procurer par les armes “.

“ Conventions entre le Roi & le Duc de Bourgogne.
Ibid. p. 394.

„ Sur cette déclaration, ledit Duc connoissant la justice des droits du Roi, & considérant les grandes victoires que le Seigneur lui a accordées, promet de lui donner ses Lettres Patentes qui contiendront ce qui suit :

„ Qu'encore que ci-devant, faute d'avoir été bien informé, il ait suivi le parti contraire, le croyant juste, à présent qu'il se trouve mieux instruit, il promet de se tenir attaché aux intérêts du Roi d'Angleterre & de ses Héritiers & Successeurs, comme de ceux qui sont & seront toujours vrais & légitimes Rois de France, de même que s'ils étoient actuellement en possession de la Couronne “.

„ Bien que pour le présent, le Roi n'ait pas désiré l'hommage dudit Duc, & que ledit Duc s'y reconnoisse obligé, toutefois, il promettra, qu'aussi-tôt que le Roi d'Angleterre sera en possession d'une partie notable du Royaume de France, il lui rendra hommage-lige, & lui prêtera serment de fidélité, ainsi que tout Vassal de la Couronne de France le doit faire au Roi de France son Souverain “.

„ Item, le Duc de Bourgogne promettra de faire en sorte, par toutes sortes de voyes qui lui ont été indiquées, & qui sont secrètes, que le Roi d'Angleterre soit mis en possession actuelle du Royaume de France “.

„ Item, pendant que le Roi sera occupé à poursuivre ses droits, le Duc de Bourgogne fera la Guerre avec toutes ses forces aux ennemis que ledit Roi a dans le Royaume de France, c'est à sçavoir A. B. C. D. & à tous leurs Païs & Partisans défobéissans au Roi d'Angleterre “.

„ Item, dans toutes les Alliances & Lettres Patentes, faites ou à faire entre lesdits Roi & Duc, dans lesquelles le Duc feroit, ou auroit fait exception de l'Adversaire du Roi, ou du Fils dudit Adversaire, il n'entend point porter du préjudice à ce qu'il promettra par celles-ci *qu'il doit donner au Roi* : mais il l'accomplira ponctuellement “.

„ Que si par dissimulation, ledit Duc faisoit exception dudit Adversaire, ou du Dauphin son Fils, pour un plus grand bien, & pour faire mieux réussir le projet formé, il veut & entend, que toutes telles exceptions soient vuides & censées de nulle valeur “.

„ Et afin que tous sçachent que ceci part de sa pure & franche volonté, il promettra & jurera par la foi & loyauté de son corps, de l'observer sans fraude ni mal engin. Il en écrira tous les Articles de sa main propre, il les signera, & y apposera son cachet ordinaire “.

Tous ces Articles furent réduits en forme de Lettres Patentes, écrites &

HENRI V. signées de la propre main du Duc de Bourgogne, & scellées de son Sceau privé.
1416.

Mézerai dit dans son Abregé de l'Histoire de France, *que la passion de dominer transporta tellement le Bourguignon, qu'il alla s'aboucher avec le Roi d'Angleterre à Calais, & y renouvela les Trêves pour ses Terres seulement, par où il s'obligeoit en quelque façon à ne pas secourir le Roi de France.* Que n'auroit pas dit cet Historien, s'il avoit tout sçu? Il faut encore remarquer, que le Comte de Charolois, qui fut ensuite Duc de Bourgogne, s'engagea comme le Duc son Pere. Après cela, il n'y a plus lieu de douter des mauvais desseins que ces deux Princes avoient conçus contre la France leur patrie. Ils aimoient mieux la voir sous une domination étrangère, que gouvernée par leurs ennemis.

Trêve entre la France & l'Angleterre.

pag. 397.
Le Parlement accorda un Subside au Roi, qui emprunte encore de l'argent.

Avant que de quitter Calais, Henri conclut une Trêve avec la France, jusqu'au 2. jour de Février. Ensuite, il repassa en Angleterre, vers le milieu du mois d'Octobre, pour aller tenir le Parlement qui avoit été convoqué pour le 19. du même mois. Pendant cette Séance, le Parlement accorda un Subside pour continuer la Guerre. Mais ce secours étoit si peu proportionné à ses besoins & à ses projets, qu'il emprunta encore cent mille marcs de l'Evêque de Winchester son Oncle, à qui il donna en gage sa propre Couronne. Il engagea aussi une partie de ses joyaux pour dix mille livres sterling, que la Ville de Londres lui prêta. Cela peut faire comprendre, combien il auroit trouvé de difficulté à conquérir la France avec ses propres forces, si les troubles intestins de ce Royaume ne l'eussent pas favorisé. Cependant, malgré ses pressans besoins, il ne laissa pas d'assigner au Comte de Dorset, qui avoit défendu Harfleur, une pension de mille livres sterling, en lui conférant le titre de Duc d'Excéter.

Henri se détermine à recommencer la Guerre.

Manière dont il leve son armée.

Henri ayant lié le Duc de Bourgogne par le Traité secret qu'il venoit de faire avec lui, crut qu'il étoit tems de recommencer la Guerre. Il sçavoit, que non seulement il n'auroit à faire qu'à la moitié de la France, mais que de plus, le parti Bourguignon feroit en sa faveur une diversion qui ne pouvoit que lui procurer de grands avantages. Dans ce dessein, il fit tous les préparatifs qu'il jugea nécessaires pour venir à bout de son entreprise. Cependant, comme les fonds que le Parlement lui avoit accordez ne suffisoient pas pour ses besoins, & que même ce qui en provenoit n'entroit que peu-à-peu dans ses coffres, il se trouva bien-tôt dans une assez grande indigence. Pour remédier à cet inconvenient, il se servit des moyens suivans. Après avoir réglé la paye de chaque Soldat de Cavalerie & d'Infanterie, & de chaque Officier, selon le rang & le caractère de chacun, il fit avec divers Seigneurs & Gentilshommes, des Conventions particulières, par lesquelles ils s'obligeoient à lui fournir un certain nombre d'hommes à pied ou à cheval, moyennant une certaine somme par an, laquelle devoit être payée par quartiers. Le premier quartier fut payé d'avance; mais quand il fut question de faire le paiement du second, le Roi se trouva sans argent. Pour suppléer à ce défaut, il leur donna en gage tous les joyaux qu'il avoit dans son trésor, & leur fit en même tems expédier des Lettres sous le grand Sceau, par lesquelles il leur donnoit pouvoir de les vendre, si la somme n'étoit pas payée dans un certain tems. Ce tems étoit d'un an ou de dix-huit mois, selon que les Créanciers étoient

étoient plus ou moins difficiles. Par ce moyen, il gagnoit, pour payer ses troupes, un délai qui lui étoit très-commode, en ce qu'il pouvoit rembourser les Créanciers, à mesure que l'argent entroit dans son trésor, sans être obligé de les contenter tous à la fois. On étoit tellement convaincu de sa bonne foi, qu'on ne faisoit aucune difficulté de le servir, ou de lui prêter de l'argent sur de semblables sûretés, qui auroient été inutiles sous un Prince d'une moindre probité.

HENRI V.
1416.

Les préparatifs qui se faisoient en Angleterre alarmoient avec raison la Cour de France qui ne se sentoît guères en état d'en faire de semblables. La Trêve, que le Duc de Bourgogne venoit de faire publiquement avec Henri, faisoit assez comprendre qu'il n'y avoit aucun secours à attendre ni du Duc, ni de ses partisans. La Cour n'étoit pas même sans crainte que ce Prince ne fût allé plus avant, dans l'entrevue qu'il avoit eue avec l'ennemi du Royaume. Du moins, on le soupçonnoit beaucoup d'avoir de mauvais desseins. Ainsi le Connétable, qui tenoit le timon, ne se trouvoit pas peu embarrassé. Il jouissoit d'une grande autorité : mais ce n'étoit pas sans inquiétude. D'ailleurs, depuis la mort du Dauphin Jean, il se voyoit obligé de garder beaucoup de ménagemens avec le nouveau Dauphin, de peur que ce jeune Prince ne se mît en tête de gouverner sans son secours. A toutes ces difficultés il en voyoit joindre une nouvelle par la Guerre que les Anglois se préparoient à porter en France. Comme le Royaume se trouvoit en mauvais état, & que, selon les apparences, l'ennemi devoit faire de grands progrès, il comptoit par avance, qu'on le rendroit responsable de tous les mauvais succès. Dans cette situation embarrassante, il crut devoir tenter d'arrêter les armes du Roi d'Angleterre par une négociation extraordinaire, qui donnât lieu à ce Prince de croire que la Cour de France seroit contrainte de faire la Paix malgré qu'elle en eût. Il sçavoit bien que s'il faisoit négocier lui-même la Paix, ce seroit une peine perdue, parce que tout le monde étoit persuadé que son intérêt demandoit, que les affaires demeurassent embrouillées, afin de conserver son autorité. Il n'y avoit donc aucune apparence que le Roi d'Angleterre se laissât amuser par aucune proposition qui pût lui être faite de sa part. Il trouva donc à propos de faire agir les prisonniers qui étoient en Angleterre, & particulièrement le Duc de Bourbon. On trouve dans le Recueil des Actes Publics divers saufconduits, datés de ce même tems, pour des Domestiques du Duc de Bourbon, allans en France & en retournans sous divers prétextes. Il y a donc lieu de présumer, que c'étoit alors, que la trame se formoit, & que le Duc de Bourbon ne fit rien dans l'affaire dont je vais rapporter les particularitez, que de concert avec la Cour de France.

Etat de la
Cour de
France.

Desseins du
Connétable

Cette trame étoit si adroitement ourdie, que si le Roi n'avoit pas été dans une continuelle défiance, il s'y seroit sans doute laissé surprendre. Mais la ferme résolution qu'il avoit prise de n'interrompre point l'exécution de ses desseins, pour quoi qu'on lui pût proposer, à moins qu'on ne le mît dans une possession actuelle de ce qu'il demandoit, lui fit éviter ce panneau. Les Ducs d'Orléans & de Bourbon, les Comtes d'Eu & de Vendôme, & quelques autres des prisonniers qui étoient en Angleterre, feignant de désespérer des affaires de la France, firent entendre à Henri, qu'ils étoient disposés à traiter avec lui, pour eux-mêmes en particulier. Cela lui fut rapporté, non pas d'une manière

Ass. Publ. T.
IX. p. 427.

HENRI V.
1416.

Négocia-
tion entre
Henri & les
Princes.
François
prisonniers.

Principale.
ment avec le
Duc de
Bourbon.

Engage-
ment parti-
culier du
Duc de
Bourbon.

re positive, mais en lui faisant connoître, qu'il ne seroit pas possible de les y engager. Mais le Roi craignant que, sous ce prétexte, on ne voulût retarder son voyage, ne fit pas beaucoup d'attention à cette ouverture.

Quelque tems après, ces mêmes Princes, qui jusqu'alors avoient tâché de faire en sorte que la proposition vînt de lui, voyant qu'ils n'avoient pû réussir dans leur dessein, franchirent le pas. Dans une audience qu'ils lui firent demander, ils lui témoignèrent leur inclination à cet égard, & le prièrent de leurs dire, qu'elles étoient ses prétentions, ajoutant, qu'ils ne doutoient point qu'ils ne lui donnassent une réponse satisfaisante, sauf leur honneur. Le Roi qui ne vouloit point se laisser amuser, leur dit rondement, qu'il n'avoit point d'autre proposition à leur faire, sinon, qu'ils le reconnussent pour Roi de France, & pour leur légitime Souverain. Le Duc d'Orléans se récria sur cette proposition, & lui dit nettement, qu'ils n'avoient aucune réponse à faire à une demande de cette nature. Pour cette fois, on ne passa pas plus avant.

Mais quelques semaines après, le Duc de Bourbon revint à la charge. Il dit au Roi, que, depuis qu'ils avoient eu l'honneur de lui parler, plusieurs des prisonniers avoient envoyé des gens en France, pour s'informer exactement touchant ses prétentions sur le Royaume de France, & qu'ils en avoient reçu des lumières qu'ils n'avoient pas eues auparavant. Il ajouta que, pour ce qui le regardoit en particulier, il étoit convaincu de la justice de ses droits. Ensuite, il dit, qu'il avoit été informé, que, nonobstant les justes prétentions qu'il avoit sur tout le Royaume, il avoit offert de s'en désister, moyennant qu'on lui cédât certaines Provinces, & que, selon son jugement, cette proposition ne devoit pas être rejetée: que le sentiment des autres prisonniers étoit conforme au sien, & qu'ils étoient résolus d'agir de tout leur pouvoir, pour lui faire obtenir ce qu'il souhaitoit. Que pour cet effet, il lui demandoit la permission d'aller en France, pour y déclarer au Roi Charles, au nom de tous les prisonniers, que comme de fidèles Sujets, ils ne pouvoient que lui conseiller de ne pas rejeter ce moyen de faire la Paix, & pour le prier d'accepter une offre si raisonnable. Pour conclusion, le Duc ajouta, que, si la Cour de France donnoit les mains à cette proposition, Henri pourroit, dans cette même année, se mettre en possession des Païs qui lui seroient cédés. Que si, au contraire, elle étoit rejetée, les Princes se croiroient quittes du serment qu'ils avoient fait à leur Roi. Le Duc s'engagea, en son particulier, à mettre toutes ses Places entre les mains de certaines gens dont il seroit assuré, afin de les en retirer quand il voudroit. Il promit de retourner en Angleterre au tems précis qui lui seroit marqué, de reconnoître Henri pour Roi de France, & de lui rendre hommage, comme à son légitime Souverain. De plus, il ajouta, qu'il feroit si clairement connoître la justice du droit que ce Prince avoit sur la Couronne de France, que tout le monde demeureroit convaincu, qu'il n'avoit pû se dispenser de lui rendre hommage, sans agir directement contre son honneur. Enfin, il supplia le Roi de lui garder le secret jusqu'à son retour, à cause du danger où il seroit exposé, s'il étoit divulgué pendant le séjour qu'il feroit en France.

Henri ne sçavoit que penser d'une telle proposition. Il n'ignoroit pas, que ce n'étoit plus ni le Duc d'Orléans, ni le Duc de Bourbon qui gouvernoient la France, & que ce n'étoit pas l'intérêt du Comte d'Armagnac, de faire la Paix

Paix à ce prix. Mais, en même tems, l'espérance de recouvrer les Provinces de France, perduës depuis la Paix de Bretigny, sans être obligé de recommencer la Guerre, le flattoit agréablement. D'un autre côté, l'alternative que le Duc lui propofoit ne pouvoit que lui être avantageuse. Tout ce qu'il avoit à faire, étoit de se tenir sur ses gardes, afin de ne se laisser pas persuader, sous ce prétexte, d'interrompre l'exécution de ses projets. Ainsi, ayant pris la résolution de ne pas surseoir son expédition d'un seul jour, pour quelque cause que ce pût être, il crut qu'il n'y avoit aucun danger d'accorder au Duc de Bourbon le congé qu'il lui demandoit. Mais auparavant, il se fit donner un des fils du Duc en otage, & des cautions pour la somme de deux cens mille écus. Ce détail se trouve dans le Recueil des Actes Publics. On y voit une Lettre que le Roi écrivit de sa propre main, à Tiptoft, son Ambassadeur auprès de l'Empereur, dans laquelle il lui ordonne de découvrir ce secret à ce Prince, de le prier de lui en dire son sentiment, & de lui assurer, que cette négociation ne retardera point son expédition en France. En même tems, il lui défend de parler de cette affaire à qui que ce soit qu'à l'Empereur seul, sous peine de sa plus grande indignation. Vraisemblablement, la ferme résolution qu'il avoit prise de ne se laisser point amuser par aucune proposition, fut cause que cette ruse ne fut pas poussée plus loin. Le Duc de Bourbon retourna en Angleterre: mais il n'exécuta point ses autres engagements. Ce fut sans doute le dépit que Henri conçut contre les Princes prisonniers, de ce qu'ils avoient voulu le surprendre, qui le fit résoudre à les faire enfermer dans le Château de Pontfract, au lieu qu'auparavant ils étoient sur leur parole. Au reste, quoiqu'il n'y ait pas des preuves positives, que cette trame eût été ourdie par le Connétable, on le comprend pourtant par diverses conjectures qui toutes ensemble font une espèce de démonstration. Il seroit trop long d'en donner ici le détail. Mais si l'on aime mieux supposer, que les Princes François prisonniers agissoient de bonne foi, sans être dirigés par le Connétable, il faut en inférer, que la France se trouvoit alors dans un état bien déplorable. Le Roi Charles, attaqué fréquemment des accès d'une maladie qui lui ôtoit l'usage de la raison, se trouvoit hors d'état de prendre soin de ses affaires. Le Duc de Bourgogne premier Pair du Royaume, & Chef d'un puissant parti, s'étoit secrètement allié avec l'ennemi de l'Etat. Les Princes du sang étoient sur le point de reconnoître Henri pour Roi de France. Enfin, le Royaume se trouvoit gouverné par un jeune Prince de quatorze ans, & par le Comte d'Armagnac homme violent, qui ne cherchoit qu'à se venger de ses ennemis, & qui sacrifioit ouvertement l'intérêt public à son ambition.

Quoique le Connétable eût déjà fait assez de mal à la France, en persécutant le Duc de Bourgogne, & en le forçant, pour ainsi dire, à se jeter entre les bras du Roi d'Angleterre, il ne crut pas que ce fût assez pour assurer son repos. Isabelle de Baviere femme de Charles VI. paroissoit si mécontente de se voir réduite à recevoir la Loi d'un Sujet, qu'il ne pouvoit s'empêcher de craindre qu'elle ne trouvât enfin le moyen de le dépouiller de son autorité. Cela n'étoit pas impossible. Le Roi étant d'un naturel facile, il auroit été aisé de le gagner, dans quelqu'un des bons intervalles que sa maladie lui laissoit. Il n'étoit pas plus impossible de persuader au Dauphin de se défaire d'un Gouverneur incommode, afin de gouverner à sa fantaisie, sans crainte d'être

HENRI V.
1417.

Le Roi donne congé au Duc de Bourbon pour aller en France.

Ce projet s'en va en fumée.

Act. Publ.
T. IX. p. 456.

Etat fâcheux de la France.

Le Connétable fait reléguer la Reine à Tours.

HENRI V. 1417. contrôlé. Ainsi, la fortune du Connétable ne tenant qu'à peu de chose, pendant qu'il avoit une telle ennemie à la Cour, il crut que, pour se maintenir, il étoit absolument nécessaire de l'en éloigner. La Reine lui donnoit assez de prise sur elle, par une conduite qui n'étoit pas trop conforme aux règles de la bienfiance. Le Connétable se servant de cet avantage, sçut inspirer tant de soupçons contre elle au Roi & au Dauphin, qu'il la fit reléguer à Tours, où elle demeura comme prisonnière, sans sçavoir à qui se confier, pour tâcher de se tirer de captivité. Cette funeste politique du Connétable fut une nouvelle source de maux qui accablèrent la France. Cette mere outragée ne put jamais pardonner à son fils l'affront qu'elle venoit de recevoir, & malheureusement pour le Royaume, elle ne trouva que trop l'occasion de se venger.

Haine mortelle de la Reine pour le Dauphin. Le Duc de Bourgogne prend les armes.

Il s'approche de Paris

La conduite violente du Connétable, la mort des deux Dauphins, qu'on lui attribuoit, l'exil de la Reine, & une infinité d'autres sujets, fournirent au Duc de Bourgogne le prétexte qu'il cherchoit de faire une diversion en faveur du Roi d'Angleterre. Il publia contre le Connétable, un Manifeste où il exagéroit ses fautes & ses violences, avec toute la passion d'un ennemi souvent outragé. Ensuite, il écrivit au Roi, qu'en qualité de premier Pair de France, il ne pouvoit se dispenser de travailler à empêcher la ruine entière du Royaume qui alloit infailliblement périr, s'il n'étoit promptement secouru. Par ces mêmes raisons, il tâcha de faire soulever les bonnes Villes du Royaume & de les mettre dans ses intérêts. Enfin, voyant que quelques-unes de ces Villes s'étoient déjà déclarées pour lui, il s'approcha de Paris, à la tête d'une armée, dans le tems que le Roi d'Angleterre étoit prêt de mettre à la voile, pour passer en France. Son but étoit de mettre le Dauphin & le Connétable dans la nécessité, ou d'abandonner Paris pour aller s'opposer au Roi d'Angleterre, ou de laisser agir les Anglois sans opposition, s'ils vouloient sauver Paris. Ce fut ce dernier parti qu'ils jugèrent à propos de prendre. Ils aimoient mieux qu'une partie du Royaume tombât entre les mains des Anglois, que de se voir arracher le Gouvernement par leurs ennemis particuliers.

Henri descend à Touque.

Henri voulant profiter d'une conjoncture si favorable, mit à la voile à la fin du mois de Juillet, & alla descendre à Touque en Normandie. Son armée ne consistoit qu'en vingt-cinq mille cinq cens combattans, nombre trop petit pour conquérir la France, s'il n'eût pas été assuré de trouver peu d'opposition. En arrivant, il assiégea le Château de Touque, & s'en rendit maître le 9. d'Août. Ensuite, après quelques autres conquêtes peu considérables, il assiégea Caën, qui se rendit le 9. de Septembre.

Il prend le Château. *Aff. Publ. T. IX. p. 479. 490.* & se rend maître de Caën. Embarras de la Cour de France. *Pag. 494.*

Henri consent à une

La Cour de France se trouvoit alors dans un extrême embarras. Le Duc de Bourgogne qui étoit toujours aux portes de Paris, l'empêchoit de donner ordre aux affaires du Royaume. Il auroit fallu qu'elle eût eu deux armées, l'une pour l'opposer aux Bourguignons, & l'autre pour défendre la Normandie contre les Anglois. Mais elle n'avoit qu'à peine assez de troupes pour défendre Paris, où le Roi, le Dauphin, & le Connétable étoient enfermez. La seule ressource qui lui restoit étoit de renouer les négociations avec Henri. Pour cet effet, elle lui fit demander une Conférence entre des Ambassadeurs des deux Couronnes, afin de chercher les moyens de faire la Paix. Henri consentit à cette proposition, mais sans vouloir discontinuer la Guerre, ne vou-

lant

Il n'y a point de perdre un tems qui lui étoit si précieux. La Cour de France ayant fait choix de l'Archevêque de Rheims pour être le Chef de ses Plénipotentiaires, il nomma de son côté, le Comte de Warwick & quelques autres, qui devoient s'assembler avec les François, à Bernonville, en Normandie. Cette Conférence, je ne sçai par quelle raison, fut différée jusqu'à la fin de Novembre. Cependant, Henri se rendit maître de Bayeux, d'Argentan, du Château de l'Aigle, d'Alençon, & de quelques autres Places.

HENRI V.
1417.
Conférence
pag. 496.
Il continue
ses conquêtes.
pag. 501. 502

Pendant que le Roi continuoit à faire des conquêtes, le Duc de Bourgogne lui rendoit des services très-importans, non seulement par la diversion qu'il faisoit aux environs de Paris, mais principalement en augmentant les troubles en France, d'une manière à ne pouvoir plus être apaisés. La Reine Isabelle, qui étoit reléguée à Tours, avoit été jusqu'alors ennemie du Duc de Bourgogne : mais le désir de se venger du Dauphin & du Connétable, la fit passer par dessus tous les sujets de chagrin qu'elle avoit contre ce Prince. Comme elle n'avoit aucune autre ressource, elle lui envoya des gens affidés, pour lui faire entendre, qu'elle étoit disposée à se liguier avec lui contre leurs ennemis communs. Le Duc accepta cette offre sans balancer, & convint secrètement avec elle des mesures qu'il falloit prendre pour la tirer de sa prison. Ensuite, il partit subitement de Corbeil où il étoit campé, n'ayant avec lui qu'un petit Corps de Cavalerie choisi. Il fit tant de diligence, qu'avant qu'on pût être informé de son dessein, il se rendit à l'Abbaye de Marmoutier tout proche de Tours, où il trouva la Reine qui s'y étoit renduë sous prétexte de dévotion. Comme on ne l'avoit point soupçonnée de vouloir s'évader, il l'enleva aisément, & la mena à Troye en Champagne. Dès qu'elle se vit en sûreté, elle prit le titre de Régente, prétendant que le Roi son Epoux étoit captif entre les mains du Dauphin & du Comte d'Armagnac.

Isabelle s'unit avec le Duc de Bourgogne,

qui l'enlève de Tours.

Elle prend la qualité de Régente.

Pendant ce tems-là, Henri faisoit diverses conquêtes en Normandie, sans que personne se mit en devoir de s'y opposer. Le Connétable aimoit mieux voir périr l'Etat, que de renoncer à son autorité, & le Duc de Bourgogne favorisoit Henri de tout son pouvoir.

Henri prend diverses Places.
Conférence de Bernonville.

Aff. Publ. T. IX. pag. 517.

La Conférence entre les Plénipotentiaires de deux Couronnes se tint à Bernonville le 28. de Novembre. Comme Henri soupçonnoit que la Cour de France ne cherchoit qu'à lui faire perdre du tems, il voulut d'abord lui ôter cette espérance. Aussi-tôt que la Conférence eut commencé, il fit déclarer par ses Ambassadeurs quelles étoient ses prétentions, faisant entendre en même tems, qu'il n'y avoit rien à rabattre. La substance de ses propositions fut, qu'il épouserait la Princesse Catherine : Que le Roi Charles jouïroit de la Couronne sa vie durant : mais qu'après sa mort, elle reviendrait au Roi d'Angleterre : Que pendant la vie de Charles, Henri seroit Régent de France, à cause de l'incapacité du Roi. Sur tous ces Articles, il demandoit certaines sûretés qui en rendissent l'exécution indubitable. Mais comme les Ambassadeurs de France n'avoient pas des pouvoirs suffisans pour traiter sur ces Articles, & que Henri avoit intérêt de ne pas prolonger inutilement cette négociation, la Conférence fut d'abord rompue. Il craignoit avec raison que la Cour de France ne voulût se servir de cette occasion pour faire naître de la jalousie dans l'esprit de ses Alliez, & particulièrement du Duc de Bourgogne. Cependant, Henri s'étant attaché au Siège de Falaize, se rendit maître de la

Demandes de Henri.

La Conférence est rompue.

Prise de Falaize.
Ibid. p. 532.

HENRI V. Ville, le 20. de Decembre : mais le Château se défendit jusqu'au mois de
1417. Février.

Trêve avec Quelque tems avant la Conférence de Bernonville, le Duc de Bretagne
la Bretagne, étoit allé trouver Henri, & avoit conclu avec lui une Trêve d'un an, & une
l'Anjou & semblable, au nom de la Reine de Sicile, comme Tutrice de Louis son Fils,
le Maine. pour l'Anjou & pour le Maine. Ainsi, peu-à-peu Henri réduisoit la France à
Pag. 506. une extrême foiblesse, en la privant des secours qu'elle auroit pu tirer de ses
511. 512. Vassaux.

Oldcastle Pendant que le Roi étoit occupé en France, Oldcastle, de qui j'ai déjà par-
est brûlé lé en un autre endroit, fut arrêté & conduit à Londres, au grand contente-
vif. ment du Clergé, qui étoit très-animé contre lui. C'étoit une victime qu'il
étoit résolu de sacrifier, afin d'épouvanter tout le reste de Lollards. Malgré
la distinction où sa naissance & son mérite le mettoient, il fut condamné à
être pendu par le milieu du corps avec une chaîne, & à être brûlé vif. Pour le
dire en passant, le supplice du feu fait voir qu'il fut condamné pour crime
d'Hérésie, plutôt que pour avoir conspiré contre le Roi. Quoiqu'il en
soit, cet Arrêt fut exécuté au milieu des exécérations des Prêtres & des Moines
qui faisoient même des efforts pour empêcher que le Peuple ne priât Dieu pour
ce malheureux. C'est ainsi que mourut Jean Oldcastle Baron de Cobham,
avec une constance admirable qui répondit parfaitement à la fermeté avec la-
quelle il avoit toujours maintenu la doctrine de Wicleff dont il faisoit profes-
sion. Il fut le premier de la Noblesse qui souffrit pour cause de Religion.
Après cette exécution, le Parlement fit encore de nouveaux Statuts pour ache-
ver d'exterminer les Lollards, le Clergé ne se lassant point de demander leur
sang avec toute l'ardeur imaginable.

La Reine On trouve dans quelques Histoires, que dans cette même année la Reine
Douairière Blanche de Navarre, veuve de Henri IV. & Belle-mere du Roi regnant, fut
est accusée accusée d'avoir, avec son Confesseur, conspiré contre le Roi. Quelques-uns
d'avoir ont ajouté, qu'elle fut condamné à dix ans de prison, & que son Confesseur
conspiré fut tué par un Chapelain de la Tour, avec lequel il avoit pris querelle sur ce
contre le sujet. C'est tout ce qu'on peut dire sur cette accusation, dont les Historiens
Roi. ne parlent que fort confusement.

Prétendue Quant à une invasion des Ecoffois en Angleterre, que quelques-uns pla-
invasion cent dans cette année, & qui, selon qu'ils l'assurent, fut repoussée par le Duc
des Ecoffois de Betford avec une armée de cent mille hommes, j'ose assurer qu'ils se trom-
réfutée. pent, puisqu'on n'en trouve aucune trace ni dans les Actes Publics, ni dans
les Histoires d'Ecosse. Tout ce qu'on trouve sur le sujet des Ecoffois, c'est
qu'ils menacèrent d'attaquer l'Angleterre vers le milieu de l'année 1415. en-
viron le tems de la première expédition du Roi en France.

1418. La situation où les affaires de la France se trouvoient, donnoit à Henri une
Henri merveilleuse facilité pour avancer les siennes. Aussi ne manqua-t-il pas d'en
prend di- profiter. La campagne qu'il avoit commencée au mois d'Août dura tout
verses Pla- l'Hiver, sans aucune discontinuation, en sorte que ses troupes n'eurent pas le
ces en Nor- tems de se reposer. Le Château de Falaise s'étant rendu le 20. de Février,
mandie. Henri partagea son armée en divers Corps dont il donna la conduite aux Ducs
Ath. Publ. T. de Clarence & de Glocester ses freres, au Duc d'Excéter, & au Comte de Sal-
*LX. p. 545.*isbury, pour aller attaquer plusieurs Places en un même tems, ne voulant point
618. laisser

laisser échapper une occasion qui lui étoit si favorable. Dans les mois de Mars & d'Avril, il se rendit maître de *S. Lo*, de *Carentan*, de *S. Sauveur le Vicomte*, & de plusieurs autres Villes de Normandie; de sorte qu'entre toutes les Places fortes, il ne lui manquoit plus que *Cherbourg* & *Rouen*, pour être maître de toute cette Province. *Evreux* se rendit au mois de Mai, & immédiatement après il alla faire le Siège de *Cherbourg* qui lui fit consumer trois mois.

Pendant ce Siège, la Cour de France souffrit une nouvelle révolution qui ne fut pas favorable à Henri, quoiqu'il semblât d'abord qu'elle dût lui procurer de grands avantages. Le Concile de Constance qui étoit assemblé depuis l'année 1414. ayant déposé les trois Papes qui se disputoient le Pontificat, avoit élu le 10. de Novembre 1417. le Cardinal Colonna qui avoit pris le nom de Martin V. Dès que ce nouveau Pape fut assis sur le Trône Pontifical, il envoya deux Légats en France, pour tâcher d'y pacifier les troubles, & d'y réunir les deux Factions. Les sollicitations de ces Légats furent si puissantes, que les deux Partis envoyèrent leurs Députés à Montereau-Faut-Yonne, où il fut enfin convenu, que le Dauphin & le Duc de Bourgogne gouverneraient conjointement le Royaume pendant la maladie du Roi. Si cet accord eût eu lieu, & que les deux Partis se fussent reconciliés de bonne foi, vraisemblablement les affaires de Henri en auroient reçu un notable préjudice. Mais le Connétable, & le Chancelier sa Créature, ne purent jamais se résoudre à voir le Duc de Bourgogne rentrer dans le Gouvernement. Ainsi préférant leurs intérêts particuliers à ceux de l'Etat, ils firent en sorte que cette Convention demeura sans effet.

Cette conduite attira la haine publique sur le Connétable, & fortifia dans Paris la Faction Bourguignonne qui, depuis ce tems-là, en devint beaucoup plus puissante. Enfin, la nuit du 28. de Mai, ceux de ce parti trouvèrent le moyen d'introduire dans Paris, Lisle-Adam Gouverneur de Pontoise, & partisan zélé du Duc de Bourgogne. Il n'y entra qu'avec huit-cens chevaux: mais à son arrivée, les Bourguignons s'étant mis sous les armes, firent un massacre épouvantable des Armagnacs. Tanneguy du Châtel, Gouverneur de la Bastille, ne pouvant remédier à ce désordre, courut promptement au Louvre, & en enleva le Dauphin nud en chemise, afin de le mettre à couvert dans sa Forteresse. Le lendemain le Dauphin alla se réfugier à Melun, ne se trouvant pas assez en sûreté dans la Bastille: mais le Roi demeura au pouvoir des Bourguignons. Le même jour, le Connétable, qui s'étoit sauvé chez un Maçon, fut découvert & mis en prison.

Mais ce ne fut là, que le prélude d'une émeute plus considérable qu'il y eut dans la même ville, quelques jours après. Comme sur la nouvelle de ce qui étoit arrivé, les bannis y étoient rentrez de tous côtes, les massacres se renouvelèrent le 12. de Juin. Le Connétable fut tiré de sa prison, égorgé, & traîné indignement dans les rues. Le Chancelier, plusieurs Evêques, & d'autres personnes, au nombre de plus de deux mille, éprouvèrent de la même manière la barbarie de leurs ennemis. Ces massacres étant à-peu-près finis, la Reine & le Duc de Bourgogne se rendirent à Paris, & y firent une entrée triomphante le 14. de Juillet. La peste, qui se mit ensuite dans la Ville, & qui, dans l'espace de trois mois, emporta plus de quarante mille personnes,

HENRI V.
1418.

Cherbourg
se défend
trois mois.

Martin V.
tâche de
procurer la
Paix entre
les deux
Factions de
France.

17. Mai
Accord
entre les
deux Partis,

rompu par
le Conné-
table.

Les Bour-
guignons se
rendent
maîtres de
Paris.

& massa-
crent les
Armagnacs.
Tanneguy
du Châtel
sauve le
Dauphin.
Le Conné-
table est mis
en prison.

Nouveau
massacre à
Paris.
Le Conné-
table est
tué.

La Reine &
le Duc de
Bourgogne
rentrent
dans Paris.

HENRI V.

1418.

Ils gouver-
nent au
nom du
Roi.

Le Dau-
phin se qua-
lifie Ré-
gent.

Nouvel Ac-
cord entre
les deux
Factions ,
rompu par
le Dauphin.

Trêve en
Guyenne
entre Henri
& les Gas-
cons re-
belles.

17. Juillet.
Act. publ. T.
IX. pag. 602.

Prise de
Cherbourg.
Ibd. p. 618.
Siège de
Rouen.
pag. 619.

Diverses
tentatives
pour sauver
cette Place.

ajouta de nouvelles calamitez à celles dont je viens de parler. Cependant la Reine & le Duc ayant le Roi en leur pouvoir, donnoient, en son nom, les ordres qu'ils croyoient les plus convenables à leurs intérêts. D'un autre côté, le Dauphin qui avoit pris la qualité de Régent menaçoit ceux qui obéiroient au Duc de Bourgogne. Ainsi, quelque parti que les François prissent, ils ne pouvoient éviter d'être traitez de rebelles par l'une ou par l'autre des deux Fac-tions. La neutralité même étoit regardée comme un crime.

Cependant , malgré l'animosité des deux Partis , il sembla pendant quelque tems , que les troubles alloient prendre fin. Comme il n'y avoit eu encore aucun sujet d'inimitié personnelle entre le Dauphin & le Duc de Bourgogne , le Duc de Bretagne avoit fait enforte , que ces deux Princes avoient , chacun de son côté , donné les mains à un accommodement. On étoit d'accord de tout : mais des gens qui obsédoient le Dauphin , le portèrent à refuser de le signer. Cette faute eut des suites bien funestes. Ainsi la division qui regnoit entre les deux Factions faisoit que chacune avoit deux ennemis à combattre , d'un côté le parti contraire , & de l'autre , les Anglois. Mais il s'en falloit bien que Henri ne regardât les deux partis d'un même œil. Il étoit ennemi juré des Armagnacs , & il ne faisoit que le semblant d'être ennemi des Bourguignons.

Ce Prince avoit déjà commencé à tirer quelque avantage de la révolution qui venoit d'arriver à la Cour de France. Le nouveau Comte d'Armagnac, le Sire d'Albret, & les autres Seigneurs Gascons du même parti, qui faisoient en Guyenne une rude Guerre aux Anglois, trouvèrent qu'il étoit à propos de conclurre avec lui un Trêve qui le délivra d'une fâcheuse diversion. Ces Seigneurs considérant que, depuis la mort du Connétable, le gouvernement de la France étoit entre les mains du Duc de Bourgogne, ne crurent pas qu'il fût de leur intérêt, de continuer une Guerre dont tout le profit revenoit à leur ennemi. Par cette Trêve, bien loin d'être obligé d'envoyer du secours en Guyenne, Henri en retira quelques troupes dont il renforça son armée en Normandie.

Cherbourg ayant enfin capitulé, après un Siège de trois mois, il ne restoit plus à la France dans la Normandie, que Roüen dont la perte devoit lui ôter toute espérance de recouvrer cette Province. Ainsi, sans perte de tems, Henri alla faire le Siège de cette Ville, à la fin du mois d'Août, ou au commencement de Septembre. Mézerai dit que ce Siège commença au mois de Juin, en quoi il s'est trompé. Quoiqu'il en soit, il fut extrêmement remarquable, par la vigoureuse résistance des assiégés, qui se défendirent cinq mois, & qui souffrirent les plus dures extrémités avant que de capituler. Ils s'adressèrent d'abord au Duc de Bourgogne pour en avoir du secours : mais ce fut inutilement. La France, en changeant de Gouverneur, n'avoit pas acquis de nouvelles forces. D'ailleurs, le Duc de Bourgogne, suivant les maximes du Comte d'Armagnac, pensoit plus à se maintenir contre les pratiques de ses ennemis, qu'à s'opposer aux progrès du Roi d'Angleterre. Il fit pourtant agir les Légats du Pape, pour éprouver si, par une négociation, il pourroit interrompre le Siège de Roüen. Cette voye ne lui ayant pas réussi, il assembla toutes les forces dont il pouvoit disposer, & feignit d'avoir dessein de livrer Bataille aux Anglois. Il mena même le Roi jusqu'à Beauvais : mais tout cela n'aboutit

n'aboutit à rien. Peut-être ne se soucioit-il pas trop de porter obstacle aux progrès du Roi d'Angleterre. Il est incertain, si depuis qu'il se voyoit à la tête du Gouvernement, il conservoit pour ce Monarque les mêmes sentimens qu'il avoit eus quand il étoit éloigné de la Cour. On peut du moins assurer, qu'il n'avoit pas le même intérêt de faire prospérer ses affaires. Il ne pouvoit pourtant se dispenser de ménager un Prince qui avoit en main un Ecrit capable de le ruiner dans l'esprit de tous les François, de quelque parti qu'ils fussent. Par cette raison, depuis la révolution arrivée à la Cour de France, sa conduite fut toujours fort équivoque. Il semble qu'il avoit pris la résolution de ne faire ni bien ni mal au Roi d'Angleterre jusqu'à ce que les événemens lui aidassent à se déterminer.

HENRI V.
1418.

Le secours du Duc de Bourgogne manquant aux assiégés, ils s'adressèrent au Dauphin, qui n'étoit pas plus en état de faire lever le Siège par la force. La voye de la négociation lui parut plus propre à produire cet effet. Il est bien difficile de sçavoir positivement, s'il avoit véritablement dessein de faire la Paix, & de s'allier avec Henri, comme il témoigna qu'il en avoit envie, ou s'il n'avoit intention que de l'amuser. Quoiqu'il en soit, il lui fit dire, qu'il souhaitoit de traiter avec lui sur trois articles. Premièrement, sur les moyens, de donner la Paix à la France. En second lieu, touchant le Mariage déjà projeté. Enfin, sur une Alliance entr'eux deux, contre le Duc de Bourgogne. Henri ne rejetta point ces propositions. Peut-être ne s'assuroit-il pas trop sur le Duc de Bourgogne, ou bien il vouloit donner de la jalousie à la Cour de France, pour la porter à lui faire des offres plus avantageuses qu'elle n'avoit fait jusqu'alors. Il nomma donc pour ses Ambassadeurs au Congrès demandé par le Dauphin, l'Archevêque de Cantorbéri, les Comtes de Warwick & de Salisbury, Philippe Morgan, & quelques-autres. Les Instructions qu'il leurs donna, datées au camp devant Roüen, le 26. d'Octobre, portoient en substance :

Le Dauphin
demande
de faire Al-
liance avec
Henri.

Aff. Publ. T.
IX. p. 626.

pag. 682.

Instructions
du Roi à ses
Ambassa-
deurs.

1. Qu'ils fissent tous les efforts possibles pour faire venir les Ambassadeurs du Dauphin à déclarer tout ce qu'ils avoient ordre d'offrir, & de rejeter absolument toutes les propositions qui ne tendroient qu'à lui céder ce dont il étoit déjà en possession.

2. En supposant que les François offriroient enfin de remettre tout sur le pied du Traité de Bretigny, ou de la Grande Paix, il vouloit qu'on leur fît des difficultez sur l'exécution, puisque le Dauphin n'étoit pas autorisé pour cela.

3. Il jugeoit, que par là, on pourroit les porter à demander une longue Trêve, auquel cas, il vouloit qu'on leur demandât ce qu'ils voudroient céder en cette considération.

4. Il défendoit expressement à ses Ambassadeurs de traiter de son Alliance avec le Dauphin, avant qu'on fût convenu de la Paix ou de la Trêve. Il ne leur laissoit pourtant pas la liberté de conclurre l'une ou l'autre : mais il vouloit être averti quand on seroit sur le point de la conclusion, en cas qu'on en vînt si avant.

5. Quant à l'Alliance avec le Dauphin, il disoit que, selon les apparences, le but de ce Prince étoit d'obtenir de lui un secours contre le Duc de Bourgogne. En ce cas, il leur défendoit de convenir d'un petit secours : mais il leur ordonnoit d'en offrir un grand, capable de rétablir le Royaume de France dans une heureuse tranquillité.

HENRI V.
1418.

6. Mais en même tems , il prétendoit , qu'en considération de ce secours , on lui cedât les Comtez d'Artois , de Boulogne , & de Flandre. Que si ses Ambassadeurs ne pouvoient obtenir tout cela , il leur laissoit la liberté de réduire cette prétention ; au seul Comté de Flandre , à condition que le Dauphin lui aideroit à en faire la conquête. Il offroit de son côté , de céder au Dauphin tout ce qui seroit conquis ailleurs sur le Duc de Bourgogne.

Vûës du
Roi en traitant avec le
Dauphin.

Il est aisé de comprendre par ces Instructions , que le Roi ne croyoit pas que cette Conférence dût aboutir à la Paix : que même il n'avoit pas dessein de conclurre avec le Dauphin qui n'étoit nullement autorisé pour céder au Roi , ce qui avoit été enlevé à ses Prédécesseurs , depuis la Paix de Bretigny. Il y a donc lieu de présumer , que son unique but étoit de donner de la jalousie au Duc de Bourgogne , qui étoit maître de la personne du Roi pouvoit seul conclurre une Paix solide. Cela paroît même de ce que le même jour que le Roi signa ces Instructions , il écrivit au Duc de Bourgogne , que si on vouloit renouer la négociation pour la Paix il feroit tout ce qui dépendroit de lui pour lui donner une bonne issue. Sur cette Lettre , Charles lui fit sçavoir , qu'il avoit nommé les Evêques d'Arras & de Beauvais , le Premier Président de Morvilliers & quelques autres , pour ses Plénipotentiaires. Ainsi , Henri se promettoit qu'en traitant à la fois avec les deux partis , il causeroit une telle jalousie à l'un & à l'autre , qu'il en résulteroit une conclusion avantageuse à ses affaires.

Aff. Publ. T.
LX. p. 631.

Conférence
d'Alençon
avec les
Ambassadeurs du
Dauphin.
Pag. 632.

La Conférence entre les Ambassadeurs du Roi & du Dauphin , se tint à Alençon , le 26. de Novembre. Les Anglois , suivant leurs Instructions , se tinrent toujours fermes à ne vouloir point traiter touchant l'Alliance , avant qu'on fût convenu des conditions de la Paix. Enfin , après avoir éludé toutes les propositions captieuses qui leur furent faites , par les François , ils les obligèrent à dire le dernier mot , c'est-à-dire à offrir les Villes & les Provinces contenues dans le Traité de Bretigny , à condition d'en faire hommage à la Couronne de France. Mais les Anglois rejetterent cette offre , à moins qu'on n'y ajoutât la Souveraineté de ces Provinces , comme le Traité de Bretigny le portoit. Ils demandèrent de plus , la Normandie : ils firent des difficultez sur l'impuissance où le Dauphin se trouvoit d'exécuter ces conditions , & demandèrent , de quelle manière il prétendoit les accomplir , supposé que leur Maître en fût content. Les François répondirent , qu'il étoit inutile de traiter sur la manière de l'exécution , puisqu'on n'étoit pas satisfait des offres mêmes. Sur cela ils rompirent la Conférence.

Autre entre
les Ambassadeurs des
deux Rois
instru-
ctive.
Ibid. p. 655.
659.

Celle-ci étoit à peine finie , qu'il s'en tint une autre au Pont de l'Arche , entre les Plénipotentiaires des deux Rois , ou plutôt les Ambassadeurs des deux Couronnes s'assemblèrent à dessein de conférer ensemble , en présence des Légats du Pape. Mais quand on fut sur le point de commencer , ceux du Roi Charles prétendirent que les Actes de la Conférence fussent écrits en François , & les Anglois refusèrent d'y consentir. Enfin , à la sollicitation des Légats qui se donnèrent beaucoup de mouvement pour cela , Henri voulut bien accorder qu'on tint deux Protocoles , l'un en François & l'autre en Latin , dont le dernier seul seroit censé authentique. Mais les François ayant rejeté cet expédient , la Conférence sur la Paix ne fut pas même commencée. Apparemment , le Duc de Bourgogne n'avoit pas dessein d'entrer sérieusement

en négociation. Il étoit encore indéterminé sur le parti qu'il avoit à prendre, ou plutôt, il couvoit dès lors un dessein que nous verrons éclore l'année suivante.

HENRI V.
1418.

Cette Conférence ne laissa pas d'alarmer le Dauphin qui, sans doute, igno-
roit ce qui s'y passoit. Il craignit d'être prévenu par le Duc de Bourgogne,
comprenant bien, que si la Paix se faisoit entre les deux Rois, ce ne pouvoit
être qu'à son préjudice. Dans cette pensée, il fit prier Henri de nommer un
lieu pour y renouer la Négociation commencée à Alençon. Henri l'accorda
sans peine, ne pouvant rien souhaiter de plus avantageux que la crainte reci-
proque des deux Factions. Il fut donc convenu que les Ambassadeurs se ras-
sembleroient à Louviers, au commencement du mois de Février.

1419.
Le Dauphin
souhaite de
renouer le
Traité.

Aff. Publ.
T. IX. pag.
661. 672.

Louviers
est marqué
pour le lieu
du Congrès.

Prise de
Roüen,
Ibid. p. 664.

Pendant toutes ces négociations, Henri n'avoit pas discontinué un seul
moment, le Siège de Roüen, bien que la rigueur de la saison fit beaucoup
souffrir son armée. Mais les assiégés n'étoient pas plus à leur aise. Réduits à
manger les Chevaux, & tous les autres animaux de quelque espèce qu'ils fus-
sent, qui se trouvoient dans la Ville, & ce secours même leur ayant manqué,
ils ne purent soutenir plus long-tems. Ainsi, se trouvant entièrement sans res-
source, ils capitulèrent le 13. de Janvier, pour se rendre le 19. s'ils n'étoient
pas secourus dans cet intervalle. Henri leur conserva tous leurs privilèges,
moyennant une Somme de trois-cens mille écus. Par la reddition de Roüen,
toute la Normandie, à l'exception de quelques Châteaux, retomba sous la
domination des Rois d'Angleterre, deux-cens-quinze ans après qu'elle leur
avoit été enlevée par Philippe-Auguste, sous le regne de Jean sans Terres.
Après la prise de Roüen, Henri envoya une partie de son armée en Picardie,
sous le commandement du Duc d'Excèter, qui s'y rendit maître de *Dieppe* &
de *Montreüil*.

& de Diep-
pe & de
Montreüil.
Fevrier.

pag. 674.
682.

Les affaires étoient alors dans une crise qui ne pouvoit manquer de produire
quelque grand changement. Comme le Duc de Bourgogne n'avoit recherché
l'Alliance du Roi d'Angleterre, que pour chasser le Dauphin & le Comte d'Ar-
magnac du Gouvernement, il n'avoit plus besoin de cette protection, depuis
qu'il étoit maître de Paris & de la personne du Roi. Au contraire, le poste
où il se trouvoit lui devoit faire souhaiter que ce Prince ne se rendît pas trop
puissant en France, & par conséquent, il étoit de son intérêt de s'opposer aux
progrès des armes Angloises. Mais d'un autre côté, il avoit dans le Dauphin
un ennemi juré contre lequel il falloit principalement s'assurer. Outre le droit
naturel que ce jeune Prince avoit de gouverner le Royaume pendant la ma-
ladie du Roi son Pere, il étoit encore à la tête d'un puissant parti. D'ailleurs,
il n'étoit pas impossible, que, soit par la mort du Roi, soit par d'autres voyes,
il ne regâgnât l'avantage qu'il avoit perdu. En ce cas, le Duc auroit mieux
aimé, que Henri se fût rendu maître de la France, que de voir triompher le
Dauphin. Cependant, de quelque manière que les affaires tournassent, il
voyoit manifestement qu'il ne lui seroit pas possible de conserver son autori-
té, quand même Henri réussiroit dans ses desseins. En effet, Henri n'étoit
pas un Prince à lui abandonner le Gouvernement du Royaume, s'il n'étoit
une fois en possession. Ainsi se voyant comme engagé entre deux précipices,
il demeura quelque tems indéterminé, sans sçavoir quel parti prendre. Vrai-
semblablement, ce fut ce qui l'empêcha de faire de plus grands efforts pour

Le Duc de
Bourgogne
prend de
nouvelles
mesures.

HENRI V.
1419.
Il se déter-
mine à se
reconcilier
avec le
Dauphin.

secourir Roüen. Il n'osoit rompre avec le Roi d'Angleterre, de peur d'avoir besoin encore de son secours contre le Dauphin. Après avoir été quelque tems dans cette embarrassante situation, il se déterminâ enfin, à faire tout ce qui seroit en son pouvoir pour se reconcilier avec son ennemi, afin de pouvoir rompre sûrement avec le Roi d'Angleterre. Ce parti lui parut en même tems avantageux & honorable. Par une sincère reconciliation avec le Dauphin, il pouvoit espérer de conserver d'une manière solide, quelque part dans le Gouvernement du Royaume, & d'y tenir le second rang. D'ailleurs, la France étant sa Patrie, il ne pouvoit se détacher ouvertement de ses intérêts, sans se rendre exécration à tous les bons François. S'il avoit déjà fait en secret une pareille démarche, ce n'avoit pas été sans remords. La seule passion de la vengeance l'y avoit engagé. L'exécution du dessein qu'il avoit formé n'étoit pourtant pas sans difficulté. Le Dauphin avoit conçu contre lui une haine qu'il ne pouvoit surmonter, & qui étoit sans cesse fomentée par la fréquentation des amis & des partisans du feu Duc d'Orléans, qui l'obsédoient, & qui cherchoient avec soin les occasions de venger la mort de ce Prince. Malgré ces obstacles, le Duc de Bourgogne s'affermît de plus en plus dans sa résolution, ne voyant point d'autre moyen pour se sauver lui-même avec le Royaume. Il entreprit donc de parvenir à cette reconciliation, par toutes sortes de moyens, jusqu'à y forcer le Dauphin, par la crainte de voir sans cela la France perdue. Enfin, s'il arrivoit que la haine & l'obstination du Dauphin la rendissent impossible, il étoit résolu à prendre le parti désespéré de rendre Henri maître de la France.

Conférence
de Louviers
Aff. Publ. T.
IX. p. 686.
Pag. 701.
703.

Dans le tems que le Duc de Bourgogne prenoit ses dernières résolutions, la Conférence entre les Ambassadeurs de Henri & du Dauphin se tint à Louviers. Les mêmes difficultés qui s'étoient présentées à celle d'Alençon, rendirent celle-ci infructueuse. On y convint seulement, que le Roi & le Dauphin s'aboucheroient pour conférer ensemble. Mais cette entrevûe, dont le tems fut deux fois prolongé, n'eut point lieu, parce que le Dauphin prit d'autres mesures. Cependant, afin de continuer toujours à donner de la jalousie au Duc de Bourgogne, Henri accorda une Trêve au Dauphin, depuis le 12. de Février jusqu'à Pâque, pour tout le Pais situé entre la Loire & la Seine, la Normandie exceptée.

Trêve entre
le Roi & le
Dauphin.
pag. 692.

Le Dauphin
refuse de se
reconcilier
avec le Duc
de Bourgo-
gne.

Suivant le projet que le Duc de Bourgogne avoit formé, il fit demander au Dauphin son amitié, offrant de son côté de faire tout ce qui seroit en son pouvoir pour la mériter & pour l'entretenir. Il fit entendre en même tems, qu'il seroit à propos qu'ils eussent ensemble une Conférence, tant pour confirmer mutuellement leur reconciliation, qu'afin de prendre des mesures pour le bien du Royaume. Mais le Dauphin rejetta cette proposition avec beaucoup de fierté; il craignoit trop de partager l'autorité avec la Reine sa Mere & avec le Duc de Bourgogne, ou plutôt de se voir soumis à eux. Le commandement en seul des Provinces qui le reconnoissoient pour Régent, lui paroissoit un avantage préférable à celui qu'on vouloit lui faire espérer de cette reconciliation qui ne pouvoit se faire sans laisser une part dans le gouvernement du Royaume à la Reine sa Mere & au Duc. Ainsi, le Duc de Bourgogne se vit réduit à la nécessité de travailler tout de bon à faire la paix avec l'Angleterre, en cas que le Dauphin persistât dans son obstination. La

Con-

Conférence de Louviers l'ayant alarmé, il craignit d'être prévenu, & de ne se trouver pas ensuite assez fort pour résister au Roi d'Angleterre & au Dauphin, s'il arrivoit qu'ils se liguaient ensemble contre lui. Il résolut donc, pour se délivrer de cette inquiétude, de porter les affaires à un dénouement, de quelque manière que ce pût être. Dans cette vûë, il fit sçavoir à Henri, que le Roi Charles étoit disposé à faire la Paix, & pour y réussir plus aisément, il proposa une entrevûë où les deux Rois, assistez de leurs Conseils, pussent en régler ensemble les conditions, & conclurre le Mariage projeté. Henri accepta cette proposition sans balancer; il accorda même une Trêve de trois mois, afin que, pendant cet intervalle, on pût convenir du tems, du lieu, & de la forme de l'entrevûë.

HENRI V.
1419.

Le Duc fait
proposer à
Henri de
faire la Paix
Ass. Publ. T.
IX. p. 696.
p. 709. 724.

Toute la France fut justement alarmée de cette résolution : on comprenoit aisément que la Paix & le Mariage ne pouvoient se faire dans une telle conjoncture, sans qu'on livrât le Royaume au Roi d'Angleterre. Les affaires se trouvant dans cette situation, quelques Seigneurs qui avoient à cœur le bien & les intérêts de leur Patrie, se donnèrent tous les mouvemens possibles pour procurer la Paix, ou du moins une Trêve entre le Dauphin & le Duc de Bourgogne. Le premier vouloit bien consentir à une Trêve de trois ans, mais le Duc vouloit qu'elle ne fût que de deux mois. Sa vûë étoit de faire la Paix avec l'Angleterre, si, dans ce tems-là, il ne pouvoit pas s'accommoder avec le Dauphin. Les soins qu'on se donna pour les porter à une union si nécessaire, ayant été inutiles, le projet de l'entrevûë des deux Rois s'exécuta enfin, après qu'on l'eut prolongée diverses fois, jusqu'au 30. de Mai. On convint que ce seroit proche de *Meulant*, dans un Champ choisi pour cela, où l'on fit dresser une tente magnifique. Comme la maladie du Roi Charles l'empêchoit d'assister en personne à la Conférence, on convint, que la Reine son Epouse & le Duc de Bourgogne y tiendroient sa place, en qualité de ses Procureurs, & que le Duc de Bretagne y seroit présent. Cependant, afin d'éviter les aigreurs qui pourroient naître de la discussion des affaires, des Commissaires de part & d'autre furent nommez pour en régler le détail. Henri voulut faire l'honneur aux Ducs de Clarence & de Glocester, de les nommer de son côté, pour Chefs de cette Commission. La Cour de France étant à Pontoise, Henri se rendit à Mante, afin de s'approcher du lieu de la Conférence. C'étoit de ces deux Villes que les deux Cours se rendoient tous les jours au lieu marqué. Le premier jour, la Reine de France y mena la Princesse Catherine sa Fille, de laquelle Henri demeura charmé. L'effet que cette première vûë produisit, ayant été aisément apperçu, la Reine crut qu'il falloit irriter les désirs de ce Prince, en ne faisant plus paroître sa Fille. Henri connut bien-tôt son dessein. Il comprit qu'on vouloit se servir de la Princesse comme d'un leurre pour le prendre. Mais, pour ôter à la Reine cette espérance, il dit au Duc de Bourgogne qu'on pouvoit compter, qu'il ne quitteroit jamais les armes, jusqu'à ce qu'il eût le Roi & la Princesse sa Fille en son pouvoir, & qu'il l'eût chassé lui-même du Royaume s'il s'y opposoit. En toute autre conjoncture, le Duc, qui n'étoit pas moins fier que le Roi, lui auroit sans doute répondu vertement. Cependant, pour ne pas trop aigrir un Prince dont il pouvoit avoir bien-tôt besoin, il se contenta de lui dire, qu'il ne doutoit point qu'on ne lui donnât lieu de se lasser de la Guerre.

Efforts inutiles pour
reconcilier
le Dauphin
avec le Duc
de Bourgo-
gne.

HENRI V.
1419.

Demandes
de Henri.
Art. Publ. T.
LX. p. 762.

Les Conférences de Meulant rouloient sur trois Articles que Henri demandoit comme nécessaires pour pouvoir parvenir à la Paix, & au Mariage.

1. Qu'on le mît en possession de tout ce qui avoit été cédé à Edoüard III. par le Traité de Bretigny.

2. Qu'on lui cedât de plus toute la Normandie.

3. La Souveraineté entière & sans aucune dépendance, de tout ce qui lui feroit cédé par le Traité.

Comme Henri étoit positif sur ces trois Articles, le Duc de Bourgogne comprit aisément, que s'il s'y opposoit directement, il donneroit occasion de rompre la Conférence, laquelle pourtant il avoit intérêt de continuer, comme la seule voye qui lui restoit pour porter le Dauphin à la reconciliation. Ainsi, sans disputer au Roi ses prétentions, & sans les passer, il se contenta de faire donner au Roi les contre-demandes de la France. Elles étoient conçues d'une telle manière, qu'elles pouvoient faire naître de grandes difficultés, qu'il pourroit ou faire valoir, ou abandonner, selon qu'il verroit à quoi le Dauphin voudroit se déterminer. En un mot, le but du Duc de Bourgogne étoit de donner encore un peu de tems au Dauphin avant de rien conclure avec le Roi d'Angleterre. Voici ces demandes de la France, avec les apostilles du Roi.

Demandes
de la France
Ibid. p. 763.

1. Que le Roi d'Angleterre renonce à la Couronne de France.

Le Roi consent, pourvu qu'on ajoute cette clause, à l'exception de ce qui lui est cédé par ce Traité.

2. Qu'il renonce à la Touraine, à l'Anjou, au Maine, & à la Souveraineté de la Bretagne.

Cet Article ne plaît pas au Roi.

C'étoit apparemment, à cause de la Souveraineté de la Bretagne, qu'il prétendoit avoir comme Duc de Normandie.

3. Le Roi d'Angleterre jurera, que ni lui ni ses Successeurs ne recevront en aucun tems, ni pour quelque cause que ce soit, le transport de la Couronne de France, d'aucune personne qui y ait, ou qui prétende y avoir droit.

Le Roi en est content, à condition que son Adversaire jurera aussi la même chose, &c.

4. Le Roi d'Angleterre fera enregistrer ses rénonciations, promesses & engagements, de la meilleur manière que le Roi de France & son Conseil pourront aviser.

Cet Article ne plaît pas au Roi.

5. Au lieu du Ponthieu & de Montreuil, il sera permis au Roi de France, de donner un équivalent en quelque autre lieu de son Royaume qu'il jugera convenable.

Cet Article ne plaît pas au Roi.

6. Comme il y a encore en Normandie diverses Places que le Roi d'Angleterre n'a pas conquises, & qui pourtant lui doivent être cedées par le Traité, il se désisterra, en cette considération, de toutes les autres conquêtes qu'il a faites ailleurs.

Chacun rentrera dans la jouissance de ses biens en quelque lieu qu'ils soient situés. Il se fera une alliance entre les deux Rois.

Le Roi l'approuve, à condition que les Ecois & les Rebelles ne seront point compris dans l'Alliance.

7. Le

7. Le Roi d'Angleterre rendra les six cens mille écus, donnez au Roi Richard II. sur la dot de huit cens mille écus, promises à la Reine Isabelle. De plus, quatre cens mille écus pour les joyaux de cette Princesse, retenus en Angleterre.

HENRI V.
1419.

Le Roi veut bien consentir que cet Article soit compensé avec les arrérages dûs de la rançon du Roi Jean. Néanmoins, il est surpris qu'on demande quatre cens mille écus pour les joyaux de la Reine Isabelle, qui ne valoient pas la quatrième partie de cette somme.

Il est facile de comprendre, par la nature de ces demandes, que les difficultés n'étoient pas assez grandes pour empêcher la conclusion de la Paix, si les deux Parties l'eussent également souhaitée. Mais d'un autre côté, elles étoient suffisantes pour tenir le Traité en suspens, autant qu'il plaisoit à la Cour de France. Dans la situation où le Duc de Bourgogne se trouvoit, il n'insistoit sur les Articles qui ne plaisoient pas au Roi, qu'autant qu'il étoit nécessaire pour son dessein. Il étoit bien aisé de laisser croire à Henri, que la Paix alloit être conclue, comme elle l'auroit effectivement été, si le Dauphin fût demeuré obstiné. Henri en doutoit si peu, que le 5. de Juillet, c'est-à-dire, environ un mois après l'ouverture de la Conférence, il donna un Plein-pouvoir à l'Archevêque de Cantorbéri, pour aller à Paris, conclure la Paix en son nom, avec le Roi Charles.

Desseins du
Duc de
Bourgogne.

Mais pendant que ce Prince se flattoit de cette espérance, on travailloit d'un autre côté, à lui rompre toutes ses mesures. Comme il s'étoit servi des négociations tantôt avec le Dauphin, tantôt avec le Duc de Bourgogne, pour donner de la jalousie à l'un & à l'autre, & pour parvenir à son but, il se trouva lui-même duppé par la même voye. Cette Conférence de Meulant, dans laquelle le Duc de Bourgogne avoit eu pour but principal d'inspirer de la crainte au Dauphin, produisit l'effet qu'il s'en étoit promis. Ce jeune Prince alarmé de voir si proche de la conclusion, une Paix si défavantageuse à la France & à lui-même, ne crut pas devoir s'obstiner plus long tems à refuser de se reconcilier avec le Duc de Bourgogne, puisque cette réconciliation étoit l'unique moyen de prévenir un si grand malheur. Ainsi, après diverses Conférences secrètes entre les Confidens des deux Princes, on convint enfin de cette réconciliation tant désirée de tous les bons François. Le 11. de Juillet, ils se virent à une lieue de Meulant sur le chemin de Paris, & s'embrassèrent. Après cela, ils signèrent un Traité par lequel ils se promettoient réciproquement, *de s'aimer comme Freres, & de résister en commun à la damnable entreprise des Anglois, anciens ennemis du Royaume.*

Le Dauphin
& le Duc de
Bourgogne
se reconci-
lient ensem-
ble.

Aff. publ. T.
IX. p. 776.

Ce pas étant fait, le Duc de Bourgogne prit de nouvelles mesures. Comme il ne souhaitoit plus la conclusion de la Paix, il insista fortement dans les Conférences qui se continuoient toujours à Meulant, sur les demandes de la France. Mais de peur que Henri ne se désistât des difficultés qu'il y avoit opposées, il ajouta de nouveaux Articles aux premiers. En expliquant la troisième demande de la France, il y annexoit tant de conditions, qu'en aucun cas qui pût jamais arriver à l'avenir, Henri ni ses Successeurs Rois d'Angleterre ne pourroient jamais y prétendre, ni en acquérir aucune partie. Mais Henri qui vouloit bien se désister des prétentions qu'il avoit sur le Royaume de France, comme descendant d'Edouard III. trouvoit fort injuste, qu'on voulût

Le Duc de
Bourgogne
rompt la
Conférence
de Meulant
pag. 786.

HENRI V.
1419.

l'obliger à étendre cette renonciation pour lui & pour ses Successeurs, jusqu'à tous les cas qui pourroient arriver, & qu'il n'étoit pas possible de prévoir. Il se plaignoit encore, que le Duc de Bourgogne lui demandoit certaines choses qui ne pouvoient être accordées sans offenser Dieu, & sans violer ses sermens. J'ignore ce que c'étoit. Enfin, pour rendre la conclusion de la Paix impossible, le Duc attaquoit les demandes du Roi, contre lesquelles il n'avoit eu garde de rien alléguer, avant son accommodement avec le Dauphin. Il disoit qu'en général, elles étoient vagues, obscures, équivoques, & déraisonnables, sans vouloir spécifier en détail, ce qu'il y trouvoit d'équivoque ou d'obscur. En même tems, il prétendoit que Henri acceptât les offres de la France, purement & simplement, sans entrer dans aucune sorte d'explication. De peur même d'être pris au mot, il refusa de consentir qu'on couchât par écrit les Articles dont on étoit déjà convenu.

Jusqu'alors, Henri s'étoit flatté, je ne sçai sur quel fondement, que la reconciliation du Duc de Bourgogne avec le Dauphin, ne porteroit point d'obstacle à la Paix. On trouve dans le Recueil des Actes Publics, que le 18. de Juillet, c'est-à-dire, sept jours après leur entrevûe, Henri donna un Plein-pouvoir à l'Archevêque de Cantorbéri, pour conclure son mariage avec la Princesse Catherine. On pourroit croire, qu'il ignoroit encore ce qui s'étoit passé le 11. entre le Dauphin & le Duc de Bourgogne, s'il ne paroïssoit par une Lettre du même Recueil, que des particuliers de sa Cour en étoient déjà informez le 14. Il étoit tellement prévenu sur ce sujet, que le 19. il donna encore pouvoir à des Commissaires de prolonger la Trêve. Mais les nouvelles demandes du Duc de Bourgogne, ou plutôt les chicanes qu'il faisoit sur le Traité firent rompre les Conférences, & chacun de son côté, alla se préparer à la Guerre.

pag. 774-775
pag. 779.
pag. 782.

Henri se rend maître de Pontoise, par escalade
Juvenal des Ursins Hist. de Charles VI.
Les Anglois y font un grand butin.
Etat des affaires de Henri.

Le 28. de Juillet, Henri fit escalader Pontoise par un détachement de son armée, à la tête duquel étoit le Duc de Clarence. Cette entreprise eut tout le succès qu'il s'en étoit promis. L'Isle-Adam, qui commandoit dans la Place, s'attendoit si peu à être attaqué, qu'il se trouva surpris, & contraint de se sauver avec une partie de sa Garnison. Comme la Cour de France avoit fait un séjour assez long dans cette Ville, pendant les Conférences de Meulant, & qu'elle n'en étoit partie que depuis peu de jours, les Soldats Anglois la trouvèrent encore pleine du bagage des Courtisans. On fait monter le butin qu'ils y firent à plus de deux millions d'écus.

La prise de Pontoise ouvroit au Roi le chemin pour s'avancer jusqu'à Paris. Mais cela n'empêchoit pas, que la situation de ses affaires ne fût bien changée, depuis la réunion des deux Factions qui avoient divisé la France. Pendant qu'elles avoient été acharnées l'une contre l'autre, une armée de vingt-cinq mille hommes lui avoit suffi pour faire la conquête de la Normandie. Jamais aucune armée ennemie ne s'étoit présentée pour lui faire lever des Sièges. Bien plus, l'une des deux Factions l'avoit toujours favorisé ouvertement ou en secret. Mais depuis leur reconciliation, il ne pouvoit guères espérer, avec ses seules forces, de venir à bout de son entreprise. Ses desseins ne tendoient pas à moins qu'à la conquête de tout le Royaume, ou du moins, de ce que l'Angleterre avoit perdu depuis le Traité de Bretigny. Cependant, après une Guerre de six ans, & dans des conjonctures si favorables, il n'étoit encore maître

maître que d'une seule Province. Il sçavoit même, qu'en Angleterre tout le monde n'approuvoit pas qu'ils s'obstinât à continuer une Guerre si difficile, & qu'on y disoit hautement, que la conquête de la France ruineroit les Anglois. Mais ce n'étoit pas la seule chose qui lui caufoit de l'inquiétude. Il venoit de recevoir une Lettre de Bayonne, du 22. de Juillet, qui l'informoit, qu'on préparoit en Castille, une puissante Flotte pour le secours du Dauphin. Peu de tems après, il en reçut encore une du Maire de la même Ville, qui lui donnoit avis, que l'Arragons'étoit déclaré pour le Dauphin: Que les Castillans & les Arragonois étoient déjà entrez dans le Bearn, qu'ils ravageoient les environs de Bayonne, & qu'ils sembloient avoir dessein d'assiéger cette Ville. Cette Lettre ajoûtoit encore, que la Flotte Castillane avoit ordre d'aller en Ecosse, pour y prendre un Corps de troupes, qu'elle devoit transporter en France, pour y servir sous les ordres du Dauphin. D'un autre côté, il ne pouvoit pas douter que les Flamans qui avoient refusé de servir le Duc de Bourgogne contre la France, ne fussent prompts à lui obéir, quand il seroit question de donner du secours à ce Royaume. Malgré ces difficultez qui s'étoient tout-à-coup accumulées, il persista dans sa première résolution. Il eut même l'assurance de faire offrir au Roi Charles comme une espece de grace, qu'il se contenteroit de ce qu'il avoit demandé à Meulant, à condition qu'on lui laissât Pontoise dont il venoit de se rendre maître. Il est pourtant indubitable, qu'il devoit se trouver bien embarrassé. Lorsqu'il avoit entrepris cette Guerre, il avoit compté sur les divisions des François. C'étoit à ces mêmes divisions qu'il étoit redevable des facilitéz qu'il avoit trouvées jusqu'alors. Cependant, il se voyoit obligé d'entreprendre, avec des forces peu considérables, la conquête d'un Royaume dont il ne possédoit encore qu'une petite partie. Mais sa bonne fortune, ou plutôt, l'animosité du Dauphin contre le Duc de Bourgogne, le tira heureusement de cet embarras.

Dans l'entrevûë que le Dauphin & le Duc de Bourgogne avoient euë ensemble, ils étoient convenus de se voir encore sur le Pont de Montereau-Faut-Yonne, le 28. d'Août, pour y régler la manière de faire la Guerre aux Anglois. Ce ne fut qu'avec bien de la peine, que le Duc se rendit en ce lieu. Il sembloit, qu'il avoit quelque pressentiment de ce qui lui devoit arriver. Cependant, comme une trop grande défiance auroit pû rompre ses mesures, & rendre inutile tout ce qui avoit été fait, il se résolut à exécuter son engagement. Sans entrer ici dans un détail de ce qui se trouve dans toutes les Histoires de France, je me contenterai de dire, que le Dauphin fit assassiner ce Prince sur le même pont qu'ils avoient choisi pour leur Conférence. Je dis que le Dauphin le fit assassiner, quelque peine que certains Historiens aient prise pour le disculper. L'action se commit sous ses yeux & à ses pieds, & il garda toujours à son service, les meurtriers, qui possédoient les meilleures Charges de sa Maison. Il n'en faudroit pas davantage pour le faire juger coupable de ce crime, quand même il n'y auroit pas des Historiens d'assez bonne foi pour l'avouer franchement.

Cet événement changea tout d'un coup la face des affaires. Vraisemblablement, le Duc de Bourgogne, au tems de sa mort, n'avoit que de bonnes intentions pour la France. Mais Philippe son fils qui lui succéda, se laissant transporter au désir de venger la mort de son pere, ne craignit point de perdre

HENRI V.
1419.

Aff. Publ. T.
IX. p. 783.
pag. 791. 794

pag. 786.

Le Dauphin
fait assassi-
ner le Duc
de Bourgo-
gne.

Change-
ment dans
les affaires.

le

HENRI V.
1419.

*Aff. Pub. T.
IX. pag. 805.
806.*

Les Pari-
siens cher-
chent à s'ac-
commoder
avec Henri.
*Ibid. p. 747.
810.*

Ils obtien-
nent une
courte Trê-
ve.
Ibid. pag. 815

Henri pré-
tend à la
Couronne
de France.

Articles Pré-
liminaires
de la Paix.
*Aff. Publ. T.
IX. p. 816.*

le Royaume pour contenter sa passion. Le moyen le plus prompt & le plus efficace pour parvenir à son but, étoit de se liguer avec le Roi d'Angleterre & avec la Reine Isabelle, toujours ennemie mortelle du Dauphin son fils. Ainsi, tout le reste de l'année fut employé en secrètes négociations qui aboutirent enfin à mettre le Royaume entre les mains des Anglois. Cependant, le nouveau Duc de Bourgogne occupoit, auprès du Roi Charles, la place que le Duc son pere y avoit tenuë. C'est-à-dire, qu'étant maître de la personne du Roi, il étoit regardé comme Régent, par ceux qui n'obéissoient pas au Dauphin.

Depuis la prise de Pontoise, la Cour de France s'étoit retirée à cause des courses continuelles que les Anglois faisoient jusq'aux portes de Paris. Cependant les Parisiens se voyoient dans un danger manifeste. Le Duc de Bourgogne n'étant occupé que de son principal dessein, ne prenoit aucune mesure pour défendre Paris. Par cette raison, les habitans justement alarmez d'un voisinage si dangereux, crurent qu'ils devoient tâcher de prévenir leur ruine en s'accommodant avec Henri. Il y eut sur ce sujet, diverses négociations qui produisirent une Trêve particulière pour Paris, depuis le 20. de Novembre, jusqu'au 25. C'étoit un bien petit soulagement pour les Parisiens : mais comme le Traité entre le Roi & le Duc de Bourgogne étoit sur le point de se conclure, ils n'avoient pas besoin d'une plus longue Trêve, puisqu'ils devoient être compris dans ce Traité. D'ailleurs, Henri ne prétendoit pas se priver de l'avantage que le voisinage de Pontoise lui donnoit sur les Parisiens, en cas que le Traité qu'il négocioit avec le Duc de Bourgogne vînt à se rompre par quelque accident imprévu. Depuis la mort du Duc de Bourgogne, ce n'étoit continuellement que Couriers & Envoyez du nouveau Duc au Roi, & du Roi au Duc. Henri ne refusoit pas de faire avec celui-ci une Alliance semblable à celle qu'il avoit faite avec le défunt. Mais comme il avoit été trompé par le pere, il ne vouloit pas se mettre en risque d'être trompé par le fils. Ainsi, avant que de se liguer avec lui contre le Dauphin, il voulut être assuré de la Paix avec le Roi Charles.

Dans les Conférences de Meulant, Henri avoit borné ses prétentions aux Articles de la Paix de Bretigny, & à la Normandie. Mais quoique, depuis la rupture des Conférences, il eût semblé se tenir ferme, sans aucune envie de se relâcher, il est à croire, que si l'assassinat du Duc de Bourgogne ne fût pas survenu tout à propos, il auroit bien rabbattu de ses demandes. Du moins, la situation des affaires ne lui auroit pas donné lieu d'espérer, qu'il pût jamais forcer la France à lui accorder de si grands avantages. Depuis la mort de ce Duc, la scène avoit changé en sa faveur. Ainsi, se voyant recherché avec ardeur par la Reine Isabelle & par le nouveau Duc de Bourgogne, il ne douta point qu'il ne fût en son pouvoir d'imposer à la France telles conditions qu'il jugeroit à propos. Il oublia donc les offres qu'il avoit faites à Meulant, & il reprit ses premières prétentions par rapport à la Couronne de France, avec la même condition, que Charles VI. seroit reconnu pour Roi sa vie durant. Voici les Articles qu'il proposa comme devant servir de fondement à la Paix.

I. Qu'il épouserait la Princesse Catherine, sans imposer aucune charge à ses Parens, ni au Royaume.

II. Qu'il ne troubleroit point le Roi Charles dans la jouissance de la Couronne,

ronne, ni dans la perception des revenus du Royaume, pendant la vie dudit Roi. Que la Reine Isabelle son Epouse jouïroit aussi, durant sa vie, des droits attachez à sa Dignité.

HENRI V.
1419.

III. Qu'après la mort du Roi Charles, la Couronne de France seroit dévolue au Roi d'Angleterre, & à ses Héritiers, à jamais.

IV. Qu'à cause de la maladie du Roi Charles, qui l'empêchoit de vacquer au gouvernement de l'Etat, le Roi d'Angleterre prendroit en main l'administration des affaires du Royaume, en qualité de Régent, pendant le viedu Roi son beau-pere.

V. Que les Princes, les Grands, les Communautéz, les Bourgeois, &c. prêteroiént serment au Roi d'Angleterre comme Régent, & s'engageroiént par le même serment à le reconnoître pour leur Souverain, après la mort du Roi Charles.

VI. Que pour assurance de l'observation de ces Articles, le Roi de France donneroit au Roi d'Angleterre ses Lettres Patentes sous son grand Sceau. Qu'il lui feroit donner de semblables Lettres d'approbation par la Reine son Epouse, par le Duc de Bourgogne, par les Grands, &c. en termes clairs & sans équivoques, de la manière que les parties en conviendroient.

VII. Que le Roi d'Angleterre en donneroit & en feroit donner de semblables.

Les Prétentions de Henri étant ainsi établies dans ce petit nombre d'Articles fondamentaux, le Duc de Bourgogne signa des Lettres Patentes par lesquelles il approuvoit ces Articles, comme bons, utiles, raisonnables, & tendans au bien de la France & de toute la Chrétienté. Cela fait, on publia une Trêve générale depuis le 24. de Décembre, jusqu'au 1. de Mars de l'année suivante. Dès que l'affaire qui regardoit la Paix, fut terminée, les Plénipotentiaires du Roi & du Duc de Bourgogne signèrent un Traité particulier de Ligue & de Confédération, qui contenoit en substance ces six Articles.

Approuvées
par le Duc
de Bourgo-
gne.

25. Septem-
bre.

I. Qu'un des freres du Roi épouserait une des filles du Duc de Bourgogne.

Traité entre
Henri & le
Duc de
Bourgogne.

II. Que le Roi & le Duc s'aimeroient reciproquement & s'assisteroient comme freres.

Art. Publ.
T. IX. pag.
825. 840.

III. Qu'ils poursuivroient ensemble la punition du Dauphin & des autres meurtriers du feu Duc de Bourgogne.

IV. Que si le Dauphin ou quelque autre des susdits meurtriers étoient faits prisonniers, ils ne pourroient être relâchez sans le consentement du Duc de Bourgogne.

V. Que le Roi d'Angleterre feroit assigner au Duc & à la Duchesse Michelle sa femme, fille du Roi Charles, des Terres pour vingt mille livres de rente annuelle, aussi proche qu'il seroit possible des domaines qu'ils possédoient en France, & qu'ils en feroient hommage à la Couronne. Qu'on leur en donneroit des Lettres du grand Sceau, lesquelles le Roi d'Angleterre confirmeroit, dès qu'il seroit en possession de la Régence.

VI. Que si dans la suite, quelqu'un, sous prétexte de son Mariage avec une des filles de France, prétendoit se faire assigner de semblables Terres, le Duc assisteroit le Roi de tout son pouvoir pour l'empêcher.

Ce Traité fut ratifié par les deux Princes au commencement du mois de Janvier de l'année 1420.

1420.

HENRI V.
1420.

Bien que la Paix ne fût pas encore signée, on la regardoit pourtant comme faite, parce qu'on étoit d'accord des conditions. Henri en étoit si assuré, que le 24. de Janvier, c'est-à-dire, quatre mois avant la signature du Traité, il promit par ses Lettres Patentes aux Parisiens, de les maintenir dans leurs privilèges, quand il seroit Roi de France.

Art. Publ. T.
IX. p. 854.

La Trêve
est souvent
prolongée
pour dresser
le Traité
de Paix.

Articles
préliminaires
approu-
vez par le
Roi Char-
les.

Pag. 877.

Henri prend
le titre de
Roi de
France sur
une nou-
velle mon-
noye.

pag. 888.

pag. 894.

Cependant, comme il étoit nécessaire de réduire les Articles dont on étoit convenu, dans la forme la plus exacte, & d'éviter toutes sortes d'obscuritez & d'équivoques, on prit du tems pour y travailler. Cela fut cause que la Trêve fut souvent prolongée. Pendant ce tems-là, Henri avoit à Troye, des Ambassadeurs pour dresser le Traité de Paix, conjointement avec le Duc de Bourgogne. Pour plus grande précaution, il fut d'abord rédigé en Articles préliminaires, afin que chacun pût examiner ce qui devoit être ajouté, retranché, ou expliqué. Quand cela fut fait, Charles confirma tous ces Articles par ses Lettres Patentes datées le 9. d'Avril. Il est à remarquer, que par le XVII. Henri devoit jurer, qu'en aucune occasion, pendant la vie du Roi Charles, il ne prendroit point le qualité de Roi de France. On trouve néanmoins dans le Recueil des Actes Publics, une de ses Ordonnances datée le 18. d'Avril pour faire battre en Normandie une nouvelle monnoye, sur laquelle il vouloit qu'il y eût d'un côté un H. avec ces paroles autour, *Sit Nomen Domini Benedictum*, & de l'autre côté, *Henricus Francorum Rex* (1).

Après que les Préliminaires eurent été approuvez, on convint d'une entrevue des deux Rois pour jurer & signer le Traité. Cette entrevue devoit se faire en quelque lieu près de Troye: mais ensuite, Henri consentit, que ce fût à Troye même. Comme le Roi Charles n'étoit pas en état de paroître en public, il donna une Procuration à la Reine & au Duc de Bourgogne pour jurer la Paix en son nom. Henri s'étant rendu à Troye le 20. de Mai, y vit le Roi de France, la Reine, & la Princesse Catherine à laquelle il fit présent d'une bague de grand prix. Le lendemain, le Traité fut signé & juré avec les formalitez ordinaires, & le même jour, Henri fiança la Princesse: mais le Mariage ne fut consommé que le 2. de Juin. Voici en substance ce que contenoit le fameux Traité dont je viens de parler.

Henri arri-
ve à Troye.

Il y signe
la Paix, &
fiance Ca-
therine.

pag. 907.

pag. 896.

TRAITÉ DE TROYE.

I. Le Roi d'Angleterre étant devenu fils du Roi de France, par son Mariage avec la Princesse Catherine, honorera le Roi & la Reine de France, comme ses Père & Mère &c.

II. Il n'empêchera point que le Roi de France, pendant tout le cours de sa vie, ne conserve la Dignité Royale, & ne reçoive les revenus de la Couronne. Tout de même, pendant que la Reine Isabelle son Epouse vivra, elle jouira de la Dignité Royale, & des rentes, revenus, honneurs & prérogatives attachez à l'état des Reines de France.

III. La Reine Catherine aura en Angleterre un doüaire de quarante mille écus par an, ainsi qu'ont accoutumé d'avoir les Reines d'Angleterre.

IV. Ce doüaire lui sera assuré d'une telle manière, qu'elle en puisse jouir du jour de la mort du Roi son Epoux.

V.

(1) Cette monnoye se trouve encore entre les mains de quelques curieux.

V. Si elle survit le Roi son Epoux, on lui assignera en France une rente de vingt mille livres par an, sur les Terres possédées autrefois par la Reine Blanche femme de Philippe.

HENRI V.
1420.

VI. Après la mort du Roi Charles, la Couronne de France, avec toutes ses dépendances, apartiendra au Roi d'Angleterre & à ses Héritiers.

VII. Comme il arrive souvent que le Roi de France est empêché par sa maladie de vacquer au Gouvernement de l'Etat, le Roi d'Angleterre fera dès ce jour-ci Régent du Royaume, & le gouvernera selon la justice & l'équité, avec le Conseil des Princes, Grands Seigneurs, Barons, & Nobles dudit Royaume.

VIII. Le Parlement de Paris fera mintenu dans la juridiction dont il jouit sur les lieux qui obéissent au Roi.

IX. Le Roi d'Angleterre maintiendra les privilèges, droits, libertez, franchises, & prééminences des Pairs, des Nobles, des Communautéz, & de tous les particuliers Sujets du Roi, qui lui obéissent.

X. La Justice sera administrée selon les Loix, droits, coûtumes & usages du Royaume.

XI. Tous les Emplois tant civils que militaires seront conférez à des gens propres & capables, selon les Loix du Royaume.

XII. Le Roi d'Angleterre travaillera de tout son pouvoir à remettre sous l'obéissance du Roi, toutes les Provinces, Villes, & Places qui s'en sont soustraites, & qui sont tenuës par le parti communément appelé du Dauphin, ou d'Armagnac.

XIII. Tous les Princes, Grands Seigneurs, Barons, Nobles, Etats tant Ecclésiastiques que Seculiers, Villes, Communautéz, Citoyens, Bourgeois &c. prêteront serment 1. d'observer exactement ce qui sera ordonné par les deux Rois, & par la Reine Regnante. 2. D'obéir au Roi d'Angleterre comme Régent. 3. De le reconnoître après la mort du Roi Charles, pour leur légitime Souverain, & de n'obéir à aucun autre qu'à lui. 4. De n'aider, ni de Conseil ni de Consentement, à aucune machination contre sa personne, & de l'avertir de tous tels complots qui viendront à leur connoissance.

XIV. Toutes les conquêtes qui se feront ci-après, dans le Royaume de France, la Normandie excepté, seront au profit du Roi regnant. De plus, toutes les Terres & Seigneuries qui seront conquises, seront renduës à leurs légitimes Maîtres, obeïssans au Roi, & ayant juré l'observation du présent Traité.

XV. Tous les Ecclésiastiques du Duché de Normandie, Sujets du Roi d'Angleterre, & obeïssans au Roi Charles, ou qui tiennent le parti de Bourgogne, après qu'ils auront juré le présent Traité jouiront de leurs Bénéfices, tant en Normandie qu'ailleurs.

XVI. Tous les Ecclésiastiques Normans ayant des Bénéfices en France, y seront maintenus, sous les mêmes conditions.

XVII. Les universitez, & Collèges, tant de Normandie que de France, seront maintenus dans leurs droits & privilèges, sous les conditions ci-dessus exprimées, sauf les droits de la Couronne de France.

XVIII. Immédiatement après que le Roi d'Angleterre sera parvenu à la

HENRI V. 1420. Couronne de France, la Normandie, & toutes les autres conquêtes qu'il a faites dans d'autres Provinces, seront réunies à la Couronne.

XIX. Si le Roi d'Angleterre a déjà disposé en Normandie, de quelques Terres, rentes, ou possessions appartenant à quelques-uns du parti de Bourgogne, on les en recompensera par un équivalent en France, pris sur les biens des Rébelles. Que si cette récompense n'est pas donnée, avant que ledit Roi prenne possession de la Couronne de France, il s'engage à le faire dès qu'il sera sur le Trône de le Royaume, mais ce dont il n'a pas disposé sera restitué aux propriétaires, comme il est dit dans l'Article XIV.

XX. Toutes sortes d'Actes Publics se feront au nom du Roi Charles. Toutefois, comme il pourroit arriver des cas imprévus où le Roi d'Angleterre seroit obligé de faire expédier des Ordres, alors il pourra joindre son nom comme Régent, à celui du Roi regnant.

XXI. Le Roi d'Angleterre s'abstiendra, en toutes occasions, pendant la vie du Roi Charles, de prendre la qualité de Roi de France.

XXII. Dans les Actes Publics, le Roi de France, en parlant du Roi Angleterre, se servira de cette formule, *Notre très-cher Fils, Henri Roi d'Angleterre, Héritier de France.*

XXIII. Le Roi d'Angleterre ne mettra aucune imposition sur les Sujets François, sans une cause raisonnable, & nécessaire pour le bien public du Royaume, selon les Loix & coutumes dudit Royaume.

XXIV. Quand lui-même, ou quelqu'un de ses Héritiers, sera parvenu à la Couronne de France, les deux Royaumes de France & d'Angleterre, seront unis à perpétuité, sous la domination d'un seul & même Prince. Il n'y aura point un Roi dans chaque Royaume; mais un seul & même Roi sera Souverain de tous les deux Royaumes, sans pourtant soumettre l'un à l'autre: mais les Loix & les Libertés de chacun des deux Royaumes seront conservées en leur entier.

XXV. Dès à présent, l'amitié & la bonne correspondance seront rétablies entre la France & l'Angleterre, & les deux Royaumes s'assisteront réciproquement, de tout leur pouvoir.

XXVI. Tous les Alliez des deux Couronnes auront huit mois pour se faire comprendre dans cette présente Paix, s'ils le souhaitent: Sauf aux deux Couronnes & à leurs Sujets, les remèdes convenables qui leur competent en quelque manière que ce soit, envers lesdits Alliez (1).

XXVII. Les Officiers & Domestiques du Roi regnant seront François, ou des lieux où l'on parle la Langue Française, (2) & seront de bonnes & loüables personnes &c. Il sera pourvu à l'entretien dudit Roi, par le Roi son fils, par le Duc de Bourgogne, sûrement, loüablement, & honnêtement, selon son État & Dignité.

XXVIII. Il fera sa résidence dans un lieu notable de ses États qui sera sous son obéissance, & non ailleurs.

XXIX. Vu les crimes commis par Charles se disant Dauphin de Viennois, il

(1) Vrai-semblablement, Henri avoit fait mettre cette réserve obscure par rapport à l'Ecosse.

(2) C'étoit pour ne pas exclure les habitans des Provinces qui étoient au pouvoir du Roi d'Angleterre, comme les Normans &c.

il est accordé, qu'on ne fera aucune Paix avec lui, que du consentement unanime des deux Rois & du Duc de Bourgogne. HENRI V.
1420.

XXX. Pour la sûreté de l'observation des Articles ci-dessus, il sera donné au Roi d'Angleterre, par le Roi de France, des Lettres sous le grand Sceau. De plus, la Reine, le Duc de Bourgogne, les Princes du sang, les Grands Seigneurs, les Nobles, les Villes, les Citez, les Communautés, de l'obéissance du Roi & tous ceux généralement à qui le Roi d'Angleterre le demandera, donneront de semblables Lettres d'approbation.

XXXI. Le Roi d'Angleterre en donnera aussi semblablement, de lui-même, des Princes ses Frères, des autres Princes de son sang, & autres de qui le Roi de France en désirera. *Donné à Troye le 21. Mai l'An de grace 1420. & le 40. du Roi Charles.*

Le Mariage ayant été consommé le 2. de Juin, les deux Cours partirent ensemble dès le lendemain, pour se rendre devant la Ville de Sens qui étoit déjà investie. Cette Place n'ayant résisté que dix ou douze jours, l'armée prit la route de Montereau où le Duc de Bourgogne avoit été massacré, & qu'elle emporta en peu de tems. Le Duc de Bourgogne y trouva le Corps du Duc son pere, enterré dans son pourpoint d'une manière indécente, & le fit transporter à Dijon. Prise de
Sens,
Att. Publ.
T. IX. pag.
910.
& de Mon-
tereau.

Vers le milieu du mois de Juillet l'armée alla faire le Siège de Melun où commandoit le Seigneur de Barbazan, qui se défendit quatre mois. Le Roi d'Angleterre se tint avec ses troupes, du côté du Gatinois, & le Duc de Bourgogne commandoit du côté de la Brie. Ce Siège devint fameux par la vigoureuse résistance des assiégés qui repoussèrent divers assauts, & que la famine contraignit enfin de capituler, vers le milieu du mois de Novembre. Un Historien François a dit, qu'on ne leur tint pas la Capitulation qui portoit, qu'ils fortiroient la vie sauve & sans rançon, excepté ceux qui étoient complices de la mort du Duc de Bourgogne, & qu'au lieu de les laisser aller, on les conduisit dans les prisons de Paris, où on les fit mourir de faim. Pour pouvoir juger de la vérité de ce fait, il faudroit voir la Capitulation, & pouvoir s'assurer si ceux qui furent conduits à Paris n'étoient pas du nombre de ceux qui étoient expressement exceptez. Il est d'autant plus vraisemblable qu'ils en étoient effectivement, que le même Auteur dit, que le Roi & le Duc de Bourgogne avoient demandé vingt quatre Otages qu'ils avoient eux-mêmes nommez, & que ce furent ces Otages qu'on conduisit à Paris, *avec tout autant d'autres qu'on en put saisir*. Cela semble marquer que la Garnison avoit été relachée, & qu'on ne saisit que des Particuliers qui pouvoient être soupçonnez, aussi bien que les Otages, d'avoir eu part au meurtre du Duc de Bourgogne. Quoiqu'il en soit, comme Henri ne doit pas être excusé s'il a manqué à sa parole, en cette occasion, il semble aussi, qu'on ne doit pas se hâter d'ajouter foi au témoignage d'un seul Historien qui paroît d'ailleurs fort partial contre Henri, & qui ne lui épargne pas les injures. Après la reddition de Melun les deux Cours prirent le chemin de Paris, où les deux Rois firent ensemble leur entrée, le premier Dimanche de l'Avent, & les Reines, le lendemain.

Au commencement du mois de Décembre, les Etats Généraux s'assemblèrent à Paris. Le Roi Charles s'y étant rendu le 6. leur dit, que de sa propre &

Les deux
Rois font
leur entrée
à Paris.
Les Etats
Généraux
confirment

HENRI V.
1420.
la Paix de
Troye.
Act. Publ. T.
X. p. 30.

libre volonté, il avoit fait la Paix avec le Roi d'Angleterre, qu'il étoit persuadé qu'elle seroit utile à la France, & qu'il les prioit de la confirmer par leur autorité. La déclaration de ce Prince, en l'état où il se trouvoit, étoit une raison peu suffisante pour porter les Etats à confirmer une Paix qui selon leurs principes violoit les droits les plus sacrez du Royaume, pour mettre la Couronne sur la tête d'un Prince étranger. Mais dans l'état où ils se trouvoient eux-mêmes, il n'étoit gueres en leur pouvoir d'en examiner les conséquences, ni d'en dire librement leurs avis. Ainsi, d'un consentement unanime, ils ordonnèrent, que la Paix de Troye seroit observée, qu'elle seroit tenuë pour Loi publique, & que tous les François seroient obligez de prêter les sermens mentionnez dans le Traité. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les droits de Henri sur la Couronne de France. C'étoient les mêmes qu'Edouard III. avoit fait valoir autrefois, & dont j'ai amplement parlé dans l'Histoire de son Règne. Mais quoiqu'il en soit, on peut dire, que, dans le tems même que les François juroient cette Paix, ils la croyoient très-injuste, & par conséquent, on ne pouvoit gueres compter sur des sermens qu'ils regardoient comme involontaires. Aussi firent-ils bien voir dans la suite, qu'ils n'en faisoient pas grand cas. Cependant, Henri, tout habile qu'il étoit, ne laissa pas de se reposer sur ces promesses extorquées, comme si les François qui vivoient alors, eussent dû être plus scrupuleux, que ceux qui avoient juré la Paix de Bretigny.

Sentence
contre les
meurtriers
du Duc de
Bourgo-
gne.

Ibid. p. 33.

Le 23. du même mois, le Conseil du Roi Charles s'étant extraordinairement assemblé, le Duc de Bourgogne s'y présenta habillé de deuil, & demanda justice contre les meurtriers du Duc son Pere. Mézerai dit, que le Dauphin fut appelé à la Table de marbre, & que n'ayant point comparu, il fut atteint & convaincu d'avoir fait tuer le Duc de Bourgogne, déclaré indigne de toutes Successions, nommément de la Succession à la Couronne, & banni du Royaume à perpétuité. Il est difficile de se persuader, qu'un Historien tel que celui-là, ait avancé un semblable fait, sans en avoir de bons garands. Cependant, cette Sentence, qui se trouve dans le Recueil des Actes Publics d'Angleterre, ne parle nommément, ni de la Succession à la Couronne ni du bannissement du Dauphin. Elle est générale contre tous les meurtriers du Duc de Bourgogne, sans que le Dauphin ni ses complices y soyent nommez, du moins dans le *Dispositif*. Il est vrai que dans le vû des Pièces, il est fait mention du Traité fait entre le Dauphin & le Duc de Bourgogne & qu'en suite il est dit plus bas que le Duc de Bourgogne a été tué *par lui*, lequel mot *lui*, se rapporte manifestement au Dauphin nommé plusieurs lignes plus haut. Il paroît pourtant, que les termes de la Sentence furent tellement ménagés, que le Dauphin n'y est compris que sous la notion générale de meurtriers du Duc de Bourgogne, & qu'elle ne semble pas donnée nommément contre lui. Par conséquent, il n'étoit pas naturel d'y parler de la Succession à la Couronne. Ainsi, selon les apparences, l'Historien dont je parle, a eu plus d'égard à l'intention de l'Arrêt, qu'aux termes mêmes.

Le Dauphin
en appelle à
Dieu & à
son épée, &
continua à
prendre la

Quoiqu'il en soit, le Dauphin voyant qu'on employoit toutes sortes de voyes pour le priver de la Couronne, appella à Dieu & à son épée, de tout ce qui s'étoit fait jusqu'alors contre lui, & de tout ce qui se pourroit faire à l'avenir, sous le nom du Roi son Pere, & continua toujours à prendre le titre de Régent. En cette qualité, il transféra le Parlement & l'Université de Pa-

ris

ris à Poitiers, où quelques-uns des Membres de ces deux Corps se rendirent. Ainsi on voyoit alors en France, dans un même tems, deux Rois, deux Reines, deux Régens, tous les Officiers de la Couronne doubles, sept ou huit Maréchaux de France de chaque côté, deux Parlemens & deux Universitez de Paris.

HENRI V.
1421.
qualité de
Régent.

Quoique Henri eût été déclaré Régent & Héritier de France, ce n'étoit pourtant que par le Parti Bourguignon, qui ayant le Roi en son pouvoir, s'étoit cru en droit de disposer des affaires du Royaume. Il restoit encore au Dauphin un grand parti, qui, bien loin de se soumettre à ce qui avoit été réglé par la Paix de Troye, soutenoit, que quand même le Roi auroit été libre & en santé, il n'auroit pas été en droit de disposer de la Couronne comme il l'avoit fait, combien moins, étant malade & captif. Les Provinces éloignées de Paris, qui ne craignoient point les armes Angloises, demeuroient pour la plupart attachées aux intérêts du Dauphin. Aux environs même de la Ville Capitale, tout étoit divisé. Dans une même Province, il y avoit des Villes, qui tenoient pour les Anglois, & d'autres pour le légitime Héritier du Roi. Ainsi, malgré la Paix qui venoit d'être conclue, la Guerre n'étoit pas encore finie, puisqu'il falloit que les deux Rois chassassent le Dauphin de toutes les Villes & Provinces dont il étoit en possession. Ce n'étoit pas un petit ouvrage, quoique l'union des forces Angloises au parti Bourguignon, leur donnât une grande supériorité.

La France
se partage
entre les
deux Fac-
tions.

La Guyenne, dont Henri possédoit une partie, étoit encore pour lui un avantage très-considérable, parce qu'elle lui servoit à tenir en bride les Provinces situées au-delà de la Loire. Jusqu'à la mort du Connétable d'Armagnac, cette Province avoit été plutôt à charge que profitable aux Anglois. Il avoit fallu y entretenir toujours des troupes pour la conserver, contre les efforts continuels du parti qui s'étoit déclaré pour la France, sur la fin du regne d'Edouard III. Les Maisons d'Armagnac & d'Albret, qui étoient à la tête de ce parti, avoient causé beaucoup d'embarras aux Rois d'Angleterre, particulièrement, depuis que le Comte d'Armagnac avoit eu le maniement des affaires du Royaume. Mais depuis la mort de ce Comte, les Chefs du parti avoient jugé à propos, ainsi que je l'ai déjà dit, de faire une Trêve avec Henri, afin de ne pas favoriser le Duc de Bourgogne par leur diversion. Après la conclusion de la Paix de Troye, ils demandèrent la Paix, parce qu'ils ne crurent pas pouvoir se soutenir plus long tems. Henri, espérant de tirer de grands avantages de la possession tranquille de la Guyenne, ne balança point à les recevoir en grace, & il leur fit expédier des Lettres de pardon, après que, par un Acte exprès, ils eurent renoncé à l'appel que leurs Ancêtres avoient porté à la Cour des Pairs de France, du tems d'Edouard III. Quelques-uns ont dit, que, par la Paix de Troye, la Guyenne devoit être réunie à la Couronne de France après la mort de Charles VI. Mais, outre que dans le Traité de Troye, il n'est fait aucune mention de cette Province, il paroît bien par ce qui vient d'être rapporté, que ce n'étoit nullement l'intention de Henri. Au contraire il est manifeste, qu'il se fondeoit sur le Traité de Bretigny, pour conserver comme Roi d'Angleterre, la Souveraineté de la Guyenne, indépendante de la Couronne de France.

Pardon ac-
cordé aux
Gascons Re-
belles.
*Act. Publ. T.
X. p. 42.
Mr. l'Abbé
de Choisy,
Hist. de Char-
les VI.*

Henri ayant établi ses affaires en France, d'une manière si glorieuse, pour
lui

HENRI V. lui & pour sa Nation , résolut de retourner en Angleterre où trois affaires le rappelloient. Premièrement , il vouloit faire couronner la Reine. En second lieu , il étoit nécessaire qu'il assemblât le Parlement , tant pour lui faire confirmer la Paix de Troye , que pour lui demander un secours d'argent , qui le mîten état de pousser vigoureusement la Guerre contre le Dauphin. Enfin , il s'agissoit d'aller prendre en Angleterre des mesures contre les Ecoissois , qui avoient envoyé du secours à son ennemi , sous la conduite du Comte de

*Art. publ. T.
X. pag. 49.*

La Reine est couronnée.
pag. 63.

Le Roi convoque un Parlement. Il fait un voyage à York.

Proclamation contre les Collations du Pape.

Le Duc de Clarence est tué.

Bucham , Fils du Régent. En partant de France , Henri laissa le commandement de ses Troupes au Duc de Clarence , son Frere. Ensuite , il mit à la voile , amenant la Reine avec lui , & arriva en Angleterre sur la fin du mois de Février. Peu de jours après , il fit couronner la Reine , & convoqua un Parlement qui devoit s'assembler à Leicester le second jour du mois de Mai. Pendant que le Peuple étoit occupé à choisir ses Députés , le Roi alla visiter quelques Provinces de son Royaume , & fit un séjour de quelques semaines à York. Son but étoit , sous prétexte de faire voir l'Angleterre à la Reine , de procurer par sa présence des élections de Députés qui lui fussent favorables. Il n'ignoroit pas qu'il y avoit du mécontentement parmi le Peuple , de ce qu'il se voyoit obligé de faire les frais de la conquête de la France. Quelques-uns ont dit , que ce fut pendant ce voyage , que le Roi publia une Proclamation pour défendre , d'admettre aux Bénéfices les Ecclésiastiques pourvus par le Pape , contre les droits des Patrons. Mais il y a plus d'apparence , que cette Proclamation ne fut publiée qu'après le Parlement de Leicester , en conséquence d'un Acte fait sur ce sujet. Quoi qu'il en soit , ce fut un coup mortel pour la Cour de Rome , à laquelle la clause *Nonobstant* , si souvent mise en usage par les Papes , devint inutile , du moins , par rapport à la collation des Bénéfices.

Avant que le Parlement s'assemblât , Henri reçut la fâcheuse nouvelle , que le Duc de Clarence son frere avoit été tué le 3. d'Avril dans un combat qui s'étoit donné en Anjou. Ce Prince avoit mené dix-mille hommes dans cette Province , à dessein de la réduire sous l'obéissance du Roi. Pendant qu'il étoit occupé à cette expédition , il apprit que le Comte de Bucham , avec sept mille Ecoissois , étoit entré dans la Province , & qu'il étoit campé à Baugé. En même tems il reçut un faux avis , que l'avant-garde de l'armée Ecoissoise étoit si éloignée du Corps , qu'elle pouvoit être aisément battue , si l'on faisoit diligence pour l'attaquer. Sur cette information , il se mit promptement à la tête de sa Cavalerie , laissant ordre au Comte de Salisburi de le suivre avec le reste de l'armée. Quand il fut arrivé au petit Baugé , il y trouva effectivement quelques troupes Ecoissoises , qui s'étoient retranchées dans le cimetière. D'abord il les fit attaquer , & mit lui-même pied à terre , pour se mettre à la tête de ses troupes. Mais il perdit tant de tems à forcer les Ecoissois dans ce poste , que le Comte de Bucham en eut assez pour venir à leur secours. Alors le Duc étant remonté à cheval , alla fièrement attaquer ces nouveaux ennemis , malgré l'inégalité de ses forces. Il donna en cette occasion des preuves d'une valeur extraordinaire : mais enfin , étant accablé par le nombre , & ne pouvant se résoudre à prendre la fuite , il fut blessé au visage par un Cavalier Ecoissois , & tué par le Comte de Bucham même. Sa mort causa la défaite entière de la Cavalerie Angloise , dont il y eut quinze cens hommes

mes de tuez, & beaucoup de prisonniers. Parmi les premiers se trouvèrent le Comte de Kent, les Lords Gray & Ross, & plusieurs autres Officiers considérables: Le Comte de Salisburi n'ayant pu arriver assez à tems pour secourir le Duc de Clarence, eut au moins la consolation d'enlever aux ennemis le corps de ce Prince, qu'il envoya au Roi son Frere.

HENRI V.
1421.

L'avantage remporté par les Ecoissois, rendoit la présence du Roi nécessaire en France. Mais il avoit encore en Angleterre des affaires, qui n'étoient pas moins pressantes. Le Parlement s'étant assemblé le 2. de Mai, confirma sans peine la Paix de Troye qui étoit si glorieuse à l'Angleterre. Il accorda aussi un Subside au Roi, pour continuer la Guerre contre le Dauphin: mais en même tems, il lui présenta une Adresse, dans laquelle il lui disoit, qu'il n'étoit que trop certain, que la conquête de la France causoit la ruine de l'Angleterre. Pour obtenir ce Subside, le Roi avoit remis devant le Parlement un Compte des revenus & des Charges de la Couronne. Par ce Compte dont on a inséré un fragment dans le Recueil des Actes Publics, on voit que les revenus du Roi ne montoient qu'à 55743. livres sterling, & que les Charges ordinaires alloient à 52235. livres, de sorte, qu'il ne restoit que 5308. livres pour pourvoir à douze Articles extraordinaires mentionnez dans cet Etat. L'Adresse du Parlement ne pouvoit qu'être fort désagréable au Roi. La moitié de la France étoit encore à conquérir, & les Provinces qui obéissoient au Roi étoient tellement épuisées, qu'on ne pouvoit espérer d'en pouvoir tirer les fonds nécessaires pour continuer la Guerre. Ainsi, c'étoit à l'Angleterre, à porter encore ce fardeau. Mais le Parlement se laissoit de fournir de l'argent, dans un tems où il étoit encore plus nécessaire qu'il ne l'avoit jamais été, à cause de la diversion dont le Royaume étoit menacé de la part des Ecoissois.

Le Parlement confirme la Paix de Troye & accorde un Subside.
Act. Publ. T. X. pag. 110.
Il présente au Roi une Adresse désagréable.
Etat des revenus publics & des charges.
Pag. 113.

J'ai remis jusqu'à présent à parler des affaires d'Ecosse, parce que depuis l'avènement de Henri V. à la Couronne d'Angleterre, il ne s'étoit rien passé en Ecosse qui valût la peine d'interrompre le fil de l'Histoire. Mais il est présentement nécessaire d'en dire un mot, pour l'intelligence de ce qui doit être rapporté dans la suite. On a vu dans le Regne précédent, qu'en 1406. Jacques Stuart, alors Prince d'Ecosse, avoit été arrêté en Angleterre, & que bien-tôt après il étoit devenu Roi d'Ecosse, par la mort du Roi son Pere. Bien loin que cette nouvelle Dignité eût produit quelque bon effet en sa faveur, elle n'avoit servi au contraire, qu'à le faire garder plus étroitement. Le Duc d'Albanie son Oncle, qui s'étoit mis en possession de la Régence, y trouvoit trop de douceur, pour vouloir travailler efficacement à lui procurer sa liberté. Il ne se passoit point d'année qu'il n'envoyât des Ambassadeurs en Angleterre, sous prétexte de solliciter la liberté du Roi son Neveu; mais son intention étoit bien éloignée de ce qu'il sembloit désirer. Le principal motif de ces fréquentes Ambassades étoit de négocier l'échange du Comte de Fyffe son Fils, avec le jeune Perci, fils du Comte de Northumberland. Le premier étoit prisonnier en Angleterre, depuis la bataille de Humbledon: le second avoit été arrêté en Ecosse, en représailles du Roi. Cet échange se fit effectivement, & néanmoins les Ambassades ne furent pas moins fréquentes. C'étoit toujours sous prétexte de négocier la liberté du jeune Roi, & dans la vérité pour agir envers le Roi d'Angleterre, afin qu'il le retînt en prison. Buchanan assure, que ce fut à cette condition, que le Régent voulut bien

Affaires d'Ecosse, par rapport à l'Angleterre depuis le commencement de ce Regne.

HENRI V. s'engager à ne troubler point Henri par des diversions en faveur de la France. Sans cela, les Ecoissois n'auroient jamais vû si tranquillement la France attaquée par les Anglois. Cependant, comme pour porter ce Peuple à demeurer dans une inaction si contraire à ses intérêts, il étoit nécessaire de le contenter par quelques démarches extérieures, le Régent d'Ecosse demandoit publiquement & avec instance la liberté du Roi son Neveu. Mais Henri sçavoit bien, que ce n'étoit pas l'obliger que de lui accorder une pareille faveur. Au contraire, les difficultez, qu'il faisoit naître dans cette affaire, étoient un moyen assuré pour empêcher les diversions du côté de l'Ecosse.

Aff. Publ. T.
IX. p. 307.

En 1415. pendant que Henri se préparoit à passer en France, il reçut avis des frontières du Nord, que les Ecoissois avoient résolu d'assiéger Barwick avec soixante mille hommes, sur quoi le Duc de Bedford eut ordre d'assembler une armée. Mais on ne trouve point, ni que les Ecoissois aient fait alors le Siège de Barwick, ni que le Duc de Bedford ait marché contre eux. Les Historiens Anglois rapportent sur ce sujet, que le Roi ayant reçu l'avis dont je viens de parler, fit assembler le Conseil, pour délibérer, s'il étoit à propos d'abandonner le projet conçu contre la France, pour s'attacher tout de bon à la conquête de l'Ecosse, & qu'il y fut résolu de poursuivre le premier dessein. Cela peut-être; mais il y a beaucoup d'apparence que dès lors, le Roi étoit d'accord avec le Duc d'Albanie, & que le bruit de cette invasion, & le Conseil assemblé en Angleterre sur ce sujet, n'étoit que pour faire accroire au Peuple d'Ecosse que le Régent agissoit de bonne foi. En effet, on ne trouve aucune trace dans les Histoires d'Ecosse d'un armement si considérable dans l'année 1415. ni du dessein d'assiéger Barwick. D'ailleurs, cette même année, il se conclut une Trêve entre les deux Royaumes, dans le tems que toutes les forces de Henri étoient occupées en France. Enfin, Buchanan assure, qu'on ne peut point dire, que pendant tout le regne de Henri V. il y ait eu Guerre entre l'Angleterre & l'Ecosse, & que toutes les actions militaires de ce tems-là ne furent proprement que des brigandages. Il en allégué pour raison, que le Duc d'Albanie n'avoit garde de désobliger le Roi d'Angleterre de peur qu'il ne mît le Roi d'Ecosse en liberté. Henri ne laissoit pourtant pas de craindre, qu'il ne fut pas toujours au pouvoir du Régent de retenir les Ecoissois qui avoient tant d'intérêt d'empêcher la ruïne de la France. Ce fut sans doute, par cette considération, qu'en 1416. il accorda au Roi Jacques la permission d'aller passer quelque tems dans son Royaume, moyennant certaines sûretés qu'il prit pour son retour. Il espéroit que ce voyage feroit naître entre l'oncle & le neveu, des divisions qui empêcheroient les Ecoissois de penser à secourir la France.

Aff. Publ. T.
IX. p. 696.

Les affaires d'Ecosse demeurèrent dans cette situation jusqu'en 1419. que le Dauphin y envoya le Duc de Vendôme pour y demander du secours. Les Etats s'étant assemblez sur ce sujet, le Régent ne put éviter qu'on ordonnât une levée de sept mille hommes qui furent envoyez en France, sous la conduite du Comte de Bucham. La victoire que ce Général remporta sur le Duc de Clarence à Baugé, lui procura l'épée de Connétable de France.

Henri ne pouvoit voir sans inquiétude, que les Ecoissois se déclarassent si ouvertement pour le Dauphin. Il comprenoit, ou que le Duc d'Albanie n'avoit plus le même crédit qu'il avoit eu autrefois, ou qu'il avoit changé de

maxi-

maximes. Ainsi, pour rompre les mesures des partisans que le Dauphin avoit en Ecosse, il jugea qu'il devoit se servir du Roi d'Ecosse en le mettant dans ses intérêts. C'étoit en partie pour ce dessein qu'il étoit retourné en Angleterre. Dès qu'il y fut arrivé, il fit entendre à ce Prince, qu'il ne tiendrait qu'à lui de sortir de captivité, à condition qu'il emploieroit son autorité pour faire renvoyer en Ecosse, ceux de ses Sujets qui servoient la France, & qu'il se ligueroit avec lui contre le Dauphin. Jacques désirant avec passion de se voir libre, après avoir été quinze ans prisonnier, voulut bien s'engager à tout ce que Henri désiroit de lui. Ainsi, ces deux Princes firent ensemble une convention secrète dont on ignore les Articles, à l'exception d'un seul. C'étoit que Jacques passeroit en France avec Henri, & demeureroit avec lui jusqu'à la fin de la Guerre. Le but de Henri étoit de faire intervenir l'autorité du Roi d'Ecosse pour obliger les sept mille Ecossois qui servoient le Dauphin, à retourner dans leur País. Effectivement, Jacques l'accompagna en France dans ce dessein. Mais quand il voulut commander au Comte de Bucham de s'en retourner en Ecosse, le Comte lui répondit, qu'il ne se croyoit pas obligé de lui obéir, pendant qu'il étoit au pouvoir d'autrui. Cela fut causé que depuis ce tems-là Henri traita comme rebelles tous les Ecossois qui tombèrent entre ses mains.

HENRI V.
1421.

Art. Publ. T.
X. p. 125.

Henri ayant fini les affaires qui l'avoient fait passer en Angleterre, y laissa la Reine qui étoit enceinte, & ayant nommé le Duc de Bedford son frere pour Régent, il retourna en France où sa présence étoit nécessaire. Il mit à la voile le 10. de Juin, menant avec lui une armée nouvellement levée, que quelques-uns font monter à quatre mille hommes d'armes, & à vingt-quatre mille Archers. Dès qu'il fut arrivé à Calais, il fit divers détachemens pour se rendre maître de quelques Châteaux que le Dauphin tenoit encore en Picardie. En même tems, il fit marcher un Corps assez considérable pour aller dégager le Duc d'Exceter qui se trouvoit comme bloqué dans Paris. Ensuite, s'étant mis lui-même en marche avec le reste de l'Armée, il se rendit au Bois de Vincennes, d'où il alla joindre le Roi son beau-pere à Paris.

Le Roi retourne en France.
Ibid. p. 127
129.

Peu de jours après, il apprit que le Dauphin étoit arrivé devant Chartres, & qu'il commençoit à battre cette Place. Comme il ne souhaitoit rien avec tant de passion que de décider leur querelle par une bataille, il rassembla d'abord ses troupes, & marcha droit à Chartres. Mais ses forces étoient tellement supérieures, que le Dauphin ne crut pas devoir l'attendre. Henri le poursuivit avec toute la diligence possible: mais voyant qu'il ne pouvoit l'atteindre, il se rabattit sur Dreux, & prit cette Ville à composition. On dit que pendant ce Siége un certain Hermite alla lui reprocher hardiment les maux qu'il causoit à la France par son ambition, & le menacer des Jugemens de Dieu. Quelques-uns ont ajouté, que la mort de ce Prince, qui arriva l'année suivante, fit voir que cet Hermite étoit inspiré de Dieu. Mais ces conséquences ne sont pas toujours légitimes.

Le Dauphin assiége Chartres.
Henri marche au secours.
Le Dauphin se retire.
Henri prend Dreux.

Après le Siége de Dreux, la dysenterie s'étant mise dans son armée, Henri envoya ses troupes en quartier de rafraichissement, & alla lui-même se délasser à Paris. Il les rassembla au mois d'Octobre, pour aller faire le Siége de Meaux, bien que la saison ne fût guères propre pour une telle entreprise. Mézerai & quelques autres se sont trompez, quand ils ont dit que ce Siége se

Il retourne à Paris.

Il assiége Meaux.

HENRI V.
1422.

Monstrelet.
Hist. Publ. T.
X. pag. 212.
Capitulat. de
Meaux.
Naissance
de Henri
fils du Roi.
Jacqueline
de Bavière
est Maraine
du jeune
Prince.
Avantures
de cette
Princesse.

Hist. publ. T.
X. p. 67.
Pag. 134.

Projets de
Mariages
pour les freres du Roi.
Hist. Publ. T.
IX. p. 701.
705.

Tom. IX.
pag. 710.

Ibid. pag.
716. 741.

fit avant le départ du Roi pour l'Angleterre. Il est certain qu'il ne fut commencé que quatre mois après son retour (1). Le même Historien dit encore que cette Place se défendit trois mois ; mais il devoit dire sept mois , puisque le Siège commença le 6. d'Octobre 1421. & ne finit que le 2. de Mai 1422. Il est vrai, que comme la Ville étoit divisée en deux parties, sçavoir la Ville & le Marché, la première fut prise d'assaut pendant l'Hiver : mais le Marché se défendit jusqu'au mois de Mai.

Pendant que le Roi étoit occupé au Siège de Meaux, il reçut l'agréable nouvelle que la Reine son Epouse avoit heureusement accouché à Windsor, d'un Prince qui fut nommé Henri. Ce furent le Duc de Bedford, l'Evêque de Winchester, & Jacqueline de Bavière Comtesse de Haynaut, qui le présentèrent au Baptême. Cette Princesse, qui avoit uni sous sa domination, le Haynaut, la Hollande, la Zélande, & la Frise, avoit été mariée en premières noces, à Jean Duc de Touraine, second fils du Roi de France. Ce Prince étant mort en 1416. elle avoit épousé en secondes noces, Jean Duc de Brabant, cousin germain du Duc de Bourgogne. Elle se lassâ bien-tôt de ce second mari, & prenant pour prétexte la parenté qu'il y avoit entre eux, elle forma le dessein de faire rompre son Mariage. Pour cet effet, afin de pouvoir agir plus librement, elle s'étoit fait enlever par quelques Cavaliers qui l'avoient menée en Angleterre. Cet enlèvement ne s'étoit pas fait à l'insçu du Roi, puis qu'on trouve dans le Recueil des Actes Publics, un Passeport pour cette Princesse. D'ailleurs, dès qu'elle fut en Angleterre, le Roi lui assigna une pension de cent livres sterling par mois. Son dessein étoit de la marier avec le Duc de Gloucester son frere, & par ce moyen, de mettre ce Prince en possession de quatre des plus belles Provinces des Pais-Bas. Le Duc de Bourgogne se sentoit très-offensé du peu d'égards que le Roi avoit pour le Duc de Brabant son cousin, en donnant à Jacqueline une azyle dans ses Etats. Il lui sembloit que cet affront retomboit sur lui-même. D'ailleurs, il avoit intérêt que le Mariage de Jacqueline avec le Duc de Brabant ne fût pas rompu. Cependant Henri préférant les intérêts du Duc de Gloucester à ceux du Duc de Bourgogne, sembloit ne faire pas beaucoup d'attention au sujet de plainte qu'il donnoit à celui-ci.

Ce Monarque souhaitoit avec beaucoup de passion, de bien établir ses deux freres qui étoient tous deux des Princes d'un grand mérite, & dont il étoit très-content. En 1419. il y avoit eu une secrète négociation entre lui & Jeanne Reine de Naples, qui, se trouvant pressée par ses ennemis, avoit promis d'adopter le Duc de Bedford, & de le déclarer son Héritier universel. Cette affaire ayant manqué parce que les affaires de Jeanne changèrent de face, Henri avoit voulu procurer au Duc de Bedford la fille unique de Frideric Burgrave de Nuremberg, & ensuite une fille du Duc de Lorraine. Dans le même tems, il faisoit négocier le Mariage du Duc de Gloucester, avec Blanche de Navarre Reine Douairière de Sicile, qui avoit de son Chef, des prétentions sur ce même Royaume. Enfin, l'occasion s'offrant de procurer à ce Prince Jacqueline Comtesse de Haynaut, il ne vouloit pas la laisser échapper, ce Mariage ne pouvant qu'être avantageux à l'Angleterre. Mais comme il fal-

loit

(1) C'est Jean Juvenal des Ursins dans son Histoire de Charles VI. qui a fait tromper Mé-

loit premièrement faire casser le Mariage de cette Princesse avec le Duc de Brabant, cette affaire ne put être terminée avant la mort du Roi.

Ce ne fut qu'au commencement du mois de Mai de l'année 1422. que les assiégez du Marché de Meaux demandèrent à capituler; mais ils ne purent obtenir d'autre capitulation, que d'être prisonniers de Guerre. Le Roi en excepta même tous les Anglois, Irlandois, & Ecoissois qui se trouvoient dans la Place, & tous ceux qui avoient eu part à la mort du Duc de Bourgogne; de plus, tous ceux qui avoient des Places ou des Châteaux en leur pouvoir, jusqu'à ce qu'ils les eussent livrez entre ses mains. Enfin, il se reserva quatre Officiers de la Garnison, sçavoir, le Chevalier *Louis du Guesst*, *Denys de Vaurus*, le *Bâtard de Vaurus*, & un autre, pour les remettre entre les mains de la Justice. Ils furent tous quatre exécutez. Du Guesst eut la tête trenchée, & les trois autres souffrirent un supplice moins honorable. Le Bâtard de Vaurus fut pendu à un certain arbre qu'on appelloit de son nom *l'Arbre de Vaurus*, parce qu'il y avoit fait pendre plusieurs Bourguignons, pour venger la mort du Comte d'Armagnac. Ce fut une rigoureuse Capitulation qui donna bien sujet aux assiégez de se repentir d'avoir été si opiniâtres, dans un tems où vraisemblablement, ils n'avoient aucun secours à espérer.

Environ le tems de la reddition de Meaux, la Reine Catherine arriva d'Angleterre, étant accompagnée du Duc de Bedford, qui avoit laissé la Régence au Duc de Gloucester son frere. Les deux Cours s'étant jointes au Bois de Vincennes, en partirent peu de tems après, pour aller passer les Fêtes de la Pentecôte à Paris. Henri se logea dans le Louvre, & Charles à l'Hôtel de St. Pol où il n'avoit qu'une très-petite Cour, pendant que celle du Roi Régent étoit nombreuse & magnifique. Le jour de la Pentecôte, ils mangèrent ensemble en public, les deux Rois & les deux Reines ayant la Couronne sur la tête. Ceux d'entre les François qui conservoient encore quelque amour pour leur Patrie, ne pouvoient voir sans douleur le Roi d'Angleterre, quoique rendant quelque déférence extérieure au Roi son Beau-pere, Gouverner la France avec un pouvoir absolu. Ce mécontentement s'accrut encore par une taxe que ce Prince imposa, pour faire battre une nouvelle monnoye. Les Parisiens en murmurèrent beaucoup mais ce fut inutilement. Leur condition étoit bien différente de celle où ils s'étoient vus peu d'années auparavant, lorsque leur inclination pour l'un des partis decidoit du sort de l'un & de l'autre.

Pendant que Henri se préparoit à recommencer la campagne, qui avoit été interrompue par l'arrivée de la Reine, il reçut la nouvelle que le Dauphin s'étoit emparé de *la Charité* qui lui ouvroit un passage sur la Loire. Peu de tems après, il apprit encore qu'il assiégeoit *Cosne* sur la même rivière, & que les assiégez avoient déjà capitulé de se rendre, s'il n'étoient secourus par le Duc de Bourgogne, avant le 18. d'Août. Le Duc voyant son honneur engagé à secourir cette Place, fit prier le Roi de lui envoyer quelques troupes de renfort, à quoi le Roi répondit, qu'il vouloit être lui-même de la partie, & en effet, il se mit incontinent en marche à la tête de son armée. Mais pendant qu'il se flattoit de l'espérance de remporter une victoire qui l'auroit rendu maître de toute la France, il fut attaqué d'une Dyssenterie qui le contraignit de s'arrêter à Senlis. Cependant, de peur que sa maladie ne fût manquer le secours de *Cosne*, il donna la meilleure partie de ses troupes au Duc de Bedford,

HENRI V.
1422.
Prise de
Meaux.
Art. Publ. T.
X. p. 212.
Séverité
du Roi en-
vers les as-
siégez.

La Reine
Catherine
retourne en
France.
Les deux
Cours se
joignent à
Paris.

Taxe qui
fait mur-
murer les
Parisians.

Le Dau-
phin s'em-
pare de la
Charité,
& assiège
Cosne.
Le Duc de
Bourgogne
demande
des troupes
au Roi pour
secourir la
Place.

HENRI V.

1422.

Le Roi
marche lui-
même.Il tombe
malade &
s'arrête à
Senlis.Il donne le
commande-
ment de
l'armée au
Duc de
Berford
qui se joint
au Duc de
Bourgogne.Le Dau-
phin se
retire.Henri
s'en re-
tourne à
Vincen-
nes.Dernier
discours
de ce
Prince.Sa fermeté
à l'appro-
che de la
mort.Il assure
qu'il avoit
eu dessein
d'aller faire
la Guerre
aux Infidel-
les.Il meurt.
On lui fait
de magnifi-
ques funé-
railles.

ford, avec ordre d'aller se joindre au Duc de Bourgogne. Le Dauphin ayant appris leur jonction, & se trouvant trop foible pour les combattre, se retira, & les deux Ducs n'ayant plus rien à faire de ce côté-là, prirent la route de Troye. Pendant ce tems-là, Henri, espérant que sa maladie n'auroit point de fâcheuses suites, après s'être un peu reposé à Senlis, s'étoit mis en litière, pour aller joindre l'armée. Mais son mal augmentant toujours bien loin de diminuer, il prit enfin le parti de s'en retourner à Vincennes.

Le Duc de Berford, ayant été informé de l'état où le Roi son frere se trouvoit partit incontinent de Troye, pour se rendre auprès de lui. Il le trouva réduit à l'extrémité de sa vie; mais regardant la mort qui s'approchoit, avec beaucoup de fermeté. Avant que de rendre le dernier soupir, il fit venir auprès de lui les Ducs de Berford & d'Excéter, le Comte de Warwick, & sept ou huit autres Seigneurs Anglois, pour leur donner ses dernières Instructions. Il leur dit, que son Regne avoit été court, mais glorieux: qu'encore que ses prétentions sur la France eussent fait répandre beaucoup de sang, il ne pouvoit point se l'imputer, puisque rien que la force n'avoit pu porter les François à une Paix équitable: que pour ce qui le regardoit, il voyoit approcher sa mort sans crainte; mais qu'il ne pouvoit que déplorer le sort du Prince son fils, qui étoit incapable par son âge, d'achever un ouvrage qui avoit été si heureusement avancé: que par cette considération, il les prioit au nom de Dieu de demeurer étroitement unis ensemble pour le service de ce jeune Prince qui alloit devenir leur Roi; de prendre soin de son éducation, & de donner à la Reine toutes les consolations qui dépendroient d'eux, & dont elle avoit un si grand besoin. Il ajouta, que les derniers avis qu'il avoit à leur donner étoient, qu'ils cultivassent soigneusement l'amitié du Duc de Bourgogne, & qu'ils se gardassent bien de relâcher les prisonniers d'Azincour, jusqu'à ce que son fils fût en âge de prendre en main le gouvernement de l'Etat. Que s'ils jugeoient à propos de faire la Paix, ce ne fût pas sans conserver la Normandie en toute Souveraineté, à la Couronne d'Angleterre. Enfin, il dit, qu'il souhaitoit que le Duc de Berford se chargeât de l'administration des affaires de France, & le Duc de Gloucester de celles d'Angleterre, pendant la minorité de son fils.

Après qu'il eut achevé ce discours, il s'enquit de ses Médecins, combien de tems ils croyoient qu'il avoit encore à vivre. Alors l'un d'entre eux se mettant à genoux, les yeux baignés de larmes, lui dit, que, sans un miracle, il ne pouvoit pas vivre plus de deux heures. Ce terrible arrêt ne lui ayant causé aucune émotion, il fit appeller son Confesseur, & quand la Confession fut finie, il fit reciter par ses Chapelains, les sept Pseaumes Pénitenciaux. Lorsqu'ils eurent recité le verset du LI. où il est dit *Relève les murs de Jérusalem*, il les interrompit, & déclara sur la foi d'un Prince mourant, qu'après avoir établi une solide Paix en France, son intention avoit été d'aller faire la Guerre aux Infidèles, pour tâcher de délivrer Jérusalem de leur joug. Immédiatement après que cette dévotion fut finie, ce grand Prince expira le 31. d'Août, dans la trente quatrième année de son âge, après un regne triomphant de neuf ans, quatre mois, & onze jours. Son corps fut porté en Angleterre, & inhumé à Westminster parmi ces Ancêtres, avec une pompe proportionnée à la grandeur dont il avoit joui pendant sa vie, & l'estime que ses Sujets avoient conquë

conçue pour lui. La Reine sa Femme voulant honorer par quelque distinction particulière, la mémoire d'un si illustre Epoux, fit mettre sur son tombau, une Statuë d'argent doré, de grandeur naturelle, qui lui ressembloit parfaitement.

HENRI V.
1422.

Si, pour connoître le caractère du Monarque dont nous venons de parcourir le Regne, on s'attachoit à suivre sans examen les éloges que les Auteurs de sa Nation lui ont donnez, on ne pourroit que s'en faire une idée comme d'un Prince qui surpassoit tout ce qu'on avoit vu de plus parfait avant lui. Il n'y a pas un Historien Anglois qui lui attribue le moindre défaut, & tous unanimement en parlent comme d'un Héros accompli. D'un autre côté, les François ont tâché de mettre dans son portrait, certaines ombres qui en ternissent l'éclat. Il est donc nécessaire, pour s'en faire une juste idée, de considérer ses actions avec leurs circonstances, indépendamment de l'admiration des uns, & de l'envie des autres.

Caractère
de Henri V.

Premièrement, par rapport au gouvernement de son propre Royaume, on ne doit point lui refuser la loüange qui lui est due, de ce qu'ayant évité de marcher sur les traces de Richard II. & même du Roi son Pere, il s'abstint constamment de toucher aux libertez & aux privilèges du Peuple. Toujours prêt à donner son consentement aux Statuts que le Parlement jugeoit nécessaires pour maintenir un bon ordre dans le Royaume, il fit voir par-là qu'il aimoit le bien & la félicité de son Peuple. Néanmoins, en cela même, il se laissa porter à un excès condamnable, puisque, contre sa propre inclination, & contre les lumières de sa raison, il donna les mains à la persécution des Lollards, par pure condescendance pour le Clergé. En effet, il étoit comme impossible, qu'étant doué d'un excellent jugement, il ne se fut pas aperçu du peu de fondement qu'il y avoit à l'accusation intentée contr'eux, au commencement de son Regne. Cependant, plutôt que de se retracter ouvertement, il feignit toujours de la croire véritable, dans le tems même, qu'il faisoit grace à des condamnés qui avoient persisté dans le désaveu du prétendu crime.

Mais ce n'est pas principalement, sur ce qu'il a fait en Angleterre, qu'on s'est épuisé à lui donner des loüanges : ses exploits guerriers font la plus considérable partie de son éloge. Cependant, à parler sans exagération, c'est peut-être, ce qu'il y a de moins remarquable en lui, malgré les glorieux succès qui accompagnèrent ses armes. La conquête de la France, considérée en elle-même, a quelque chose de grand & de merveilleux. Mais le détail des affaires de ce Royaume, la rend sans doute moins admirable qu'elle ne le paroît, quand elle est détachée de toutes ses circonstances. Louis VIII. Pere de St. Louis, conquît l'Angleterre dans de semblables conjonctures, sans qu'on se soit avisé d'attribuer uniquement cette conquête à sa prudence, ou à sa valeur. Henri forma le projet de son entreprise, dans un tems où les divisions entre les François, les mettoient hors d'état de se défendre. Les Places qu'il leur enleva ne lui furent disputées que par les assiégés mêmes, sans que jamais aucune armée se présentât pour les secourir. Cependant quelques-unes de ces Places l'arrêtèrent plusieurs mois, & ne lui furent rendues que par la famine.

La Bataille d'Azincour est donc le grand, & presque le seul exploit guerrier qui peut justement servir de matière à son éloge. Ce fut en cette fameuse journée,

HENRI V.
1422.

journée, qu'il donna des preuves d'une conduite, d'une fermeté, d'un valeur, peu communes. Mais cette même Bataille, dont le succès lui fut si glorieux, peut aussi fournir un sujet de le blâmer d'imprudence. On peut dire, que s'il vainquit, ce fut parce qu'il s'étoit mis dans une absolue nécessité de vaincre ou de périr, à quoi un Général ne s'expose jamais, sans donner lieu à de fâcheuses réflexions sur sa conduite quelque en puisse être le succès. L'entreprise de se retirer à Calais, sans avoir prévu les difficultés de cette retraite, & sans s'être assuré d'un passage sur la *Somme*, son obstination à vouloir passer cette rivière, pour se retirer au travers d'une armée ennemie si supérieure en nombre à la sienne, semblent ne pouvoir être excusées que par le succès de la Bataille d'Azincour, qui fut une espèce de miracle. S'il eut été vaincu, comme il devoit l'être naturellement, on n'auroit pas manqué de l'accuser d'imprudence ou de témérité. L'extrémité où il se trouva réduit pendant sa marche, s'il en faut croire les Auteurs François, d'offrir la restitution d'Harfleur & des dommages qu'il avoit causez à la France, fait voir combien il étoit lui-même convaincu de la faute qu'il avoit faite. Ainsi, cette Bataille lui fut plus glorieuse par rapport à sa valeur personnelle, qu'en égard à sa capacité dans le métier de la Guerre. Il faut avouer, que jamais Prince ne s'est plus exposé dans un combat, & n'a plus marqué une véritable valeur, que Henri le fit en cette occasion.

Pour ce qui regarde les autres succès qu'il eut en France, on ne sçait si ceux qui l'admirent le plus, ont sujet de souhaiter qu'il eût trouvé plus d'opposition. Ce qui auroit pu arriver en ce cas-là, n'est pas de la connoissance des hommes. On ne peut pourtant disconvenir, que la victoire d'Azincour ne forme un préjugé en sa faveur. Mais ce qu'on peut louer en lui, sans craindre de se tromper, c'est la beauté de son génie, & la solidité de son Jugement. Il sçut ménager la grande entreprise qu'il avoit formée, avec une adresse merveilleuse, profitant habilement des diverses révolutions qui arrivoient en France, & les faisant toutes tourner à son avantage. Peu de Princes auroient sçu comme lui, s'arrêter après une aussi belle victoire que celle d'Azincour, & préférer un repos qui, bien que moins glorieux en apparence, que la continuation de la Guerre, lui étoit en effet plus avantageux. Ce trait de politique me paroît un des plus beaux endroits de sa vie, & un de ceux qui marquent le mieux l'excellence de son jugement. Les négociations qu'il entretenoit dans un même tems avec le Dauphin & avec le Duc de Bourgogne, & les Instructions qu'il donnoit à ses Ambassadeurs, font voir clairement son habileté, & combien il étoit difficile de le surprendre.

Il n'est pas fort étrange que l'heureux succès de ses entreprises lui ait attiré de la part de la Nation des éloges extraordinaires, d'autant plus, qu'on ne peut disconvenir que sa prudente conduite n'y ait autant contribué que les heureuses conjonctures dans lesquelles il se trouvoit. En général, il força les François à le reconnoître pour Régent & pour Héritier de leur Royaume. C'est-là une de ces actions sur lesquelles il arrive rarement qu'on ménage les louanges. Aussi ne s'est-on pas contenté de le comparer à David, à Alexandre, à César, on l'a mis encore beaucoup au-dessus de ces grands Princes. Mais, sans aller chercher des comparaisons si éloignées, qui même ne paroissent pas tout-à-fait justes, il me semble qu'on pourroit avec plus de raison, le

mettre

mettre en parallèle avec Edoüard III. son Bisayeul. Cependant, je ne ferois presque point de difficulté de donner le premier rang à Edoüard. Celui-ci eût à faire à toute la France, unie contre lui, & les difficultez qu'il rencontra dans ses conquêtes, étoient incomparablement plus grandes, & demandoient plus de capacité pour les surmonter, que celles qui s'oposèrent aux progrès de Henri V.

Ce que je viens de dire de ce dernier Prince, n'a proprement du rapport qu'à son action principale, c'est-à-dire, à la Guerre qu'il fit à la France. Il faut présentement le faire connoître par d'autres endroits, qui, bien que moins éclatans, ne sont pas moins dignes d'admiration que les glorieux succès, qui ont attiré presque toute l'attention du Public. Il est certain qu'il avoit toutes les qualitez de corps & d'esprit, qui peuvent entrer dans le caractère des grands hommes. Sa taille étoit grande & majestueuse, quoi qu'un peu menuë, & qu'il eût le cou un peu trop long. Ses cheveux étoient noirs, & ses yeux de la même couleur avoient un éclat extraordinaire. Il étoit fort & robuste, très-adroit dans tous les exercices du Corps, chaste & tempérant, du moins, depuis qu'il fut sur le Trône, endurci aux travaux, & souffrant avec patience la faim & la soif, le chaud & le froid. En tout cela, il donnoit à ses troupes des exemples continuels de modération & de constance. Grand amateur de la Justice, il l'observoit lui-même, & la faisoit observer très-exactement. Devot sans fard, constant dans la pitié, & assidu à ses dévotions particulières, comme aux publiques, grand Protecteur de l'Eglise & du Clergé, il s'attira par ces qualitez l'estime & l'affection des gens de l'Eglise, qui ne contribuerent pas peu à relever l'éclat de sa gloire. Il étoit prudent dans le Conseil, hardi dans les entreprises, & ferme dans l'exécution. Quant à sa valeur, il en a donné des preuves continuelles dans tout le cours de sa vie. Il y a encore une autre chose qui doit entrer dans son éloge. C'est qu'il remit en vigueur la discipline militaire, qui s'étoit presque perdue en Angleterre, depuis le Règne d'Edoüard III. Jamais la Nation Angloise n'avoit brillé avec tant d'éclat que sous cet illustre Prince. Ajoutons, qu'il fut assez heureux pour finir sa vie au milieu de ses prospérités, & pour ne pas voir perdre, ainsi qu'Edoüard III. le fruit de tous ses travaux.

Après avoir rapporté ce que les Anglois ont dit à l'avantage de ce Prince, la fidélité de l'Histoire demande, qu'on ne passe pas sous silence quelques défauts que les François lui ont reprochez, & que le chagrin & l'envie leur ont fait exagérer. Premièrement, ils l'ont accusé de cruauté, & d'avoir fait la Guerre d'une manière barbare. Ils ont fondé cette accusation, non seulement sur le massacre des prisonniers à la Bataille d'Azincour, mais encore, sur ce qu'après la prise de Caën, de Melun & de Meaux, il fit mourir quelques-uns des Officiers qui avoient défendu ces Places. Mais à l'égard des prisonniers d'Azincour, il n'y a point de doute, que les maximes de la Guerre, & la nécessité de pourvoir à sa propre sûreté, ne pussent excuser l'ordre qu'il donna sur ce sujet, supposé qu'il ne fût pas trop précipité. Pour ce qui regarde le traitement qu'il fit aux Bourgeois & aux Garnisons des Places dont il se rendit maître, j'avouë qu'il n'est pas impossible qu'il n'y soit entré un peu de vengeance, à cause du tems que ces braves gens lui avoient fait perdre; mais on ne peut parler de cela que par conjecture. On sçait, qu'il usa

HENRI V.

de sévérité à l'égard de quelques-uns, & l'on ignore les raisons qu'il en eut. Pour discuter de semblables faits, il faudroit sçavoir plus de circonstances qu'il n'en est parvenu jusqu'à nous. Néanmoins, par rapport à ceux de Meaux, on sçait qu'ils s'étoient rendus coupables de plusieurs meurtres, dont ils meritoient sans doute d'être punis. Ce n'étoit ni injustice ni barbarie, que de faire pendre le Bâtard de Vaurus au même arbre, où il avoit lui-même fait pendre tous les Partisans du Duc de Bourgogne, qui étoient tombez entre ses mains. Pour les trois autres, qui furent exécutez dans le même tems, j'en ignore les raisons : mais il est à présumer, qu'on ne les choisit pas par un pur caprice sur tout le reste de la Garnison, pour leur faire éprouver la sévérité des Vainqueurs. Pour ce qui regarde les Anglois & les Irlandois, Sujets du Roi, qui servoient ses ennemis, s'ils furent exceptez de la Capitulation, cela ne demande point d'apologie. Il seroit à souhaiter pour la mémoire de Henri, qu'on pût aussi aisément l'excuser de n'avoir pas voulu donner quartier aux Ecoissois, sous prétexte qu'ils n'avoient pas voulu obéir à leur Roi qui étoit actuellement son prisonnier.

Les François accusent encore ce Prince d'un excès d'orgueil, jusques là, qu'il fit, comme ils l'assurent, mettre le Maréchal de Lisle-Adam à la Bastille, pour avoir osé le regarder entre deux yeux en lui parlant. Il est vrai, que s'il n'en avoit pas d'autre raison, c'étoit pousser la fierté & la rigueur un peu loin. Mais peut-on disconvenir, qu'un regard, ou un simple geste ne soit quelquefois très-offensant ? Que sçait-on même, s'il n'y avoit pas dans l'action du Maréchal quelque circonstance aggravante, ou quelque parole inconsidérée, qui le rendoit digne de ce châtiment, & qu'on a jugé à propos de taire, pour ne rapporter que ce qui paroît odieux dans l'action du Roi ?

L'avarice est encore un défaut qu'on lui reproche avec assurance. On prétend, que depuis qu'il fut déclaré Régent & Héritier de France, il ne fit jamais aucune libéralité, ni à ceux du parti Bourguignon qui l'avoient servi, ni à ceux du Dauphin qui se rangeoient volontairement sous son obéissance. Je n'entreprendrai point de le justifier sur cette accusation, d'autant plus qu'il ne paroît pas qu'il ait été fort libéral envers les Anglois mêmes qui le servoient, soit que ce fût à cause des grandes dépenses à quoi il étoit engagé, ou que son penchant ne le portât pas de ce côté-là. Quoiqu'il eût un grand nombre de bons Officiers & d'excellens Généraux, on ne trouve pas qu'il les ait recompensez selon leur mérite & leurs services. Il faut pourtant en excepter le Comte de Dorset à qui il assigna une pension de mille livres sterling, en le créant Duc d'Excéter ; *Falstoff* qui eut une Terre considérable aux environs de Harfleur ; le *Captal de Buch* de la Maison de Foix, à qui il donna la Terre de Longueville ; le Comte de Salisbury qui fut mis en possession du Comté du Perche. Mais quoi qu'il en soit, il peut bien être, que le défaut de libéralité dans ce Prince ait été un effet de sa prudence. J'ai déjà rapporté que le revenu de la Couronne ne montoit qu'à cinquante-six mille livres sterling, & qu'il étoit obligé d'engager ses joyaux pour suppléer à la petitesse des fonds que le Parlement lui accordoit pour soutenir la Guerre. Etoit-il à propos de paroître libéral dans de pareilles circonstances ? En bien des occasions il seroit à souhaiter que les Souverains modérassent leurs libéralitez, qui ne sont que trop souvent à la charge du pauvre Peuple.

Enfin,

Enfin, une ambition démesurée est un défaut que les François croyent être en droit de lui reprocher. Pour sçavoir si cette accusation est bien fondée, il faudroit examiner, s'il avoit eu raison de renouveler, ou plutôt de continuer contre la France une Guerre, à laquelle elle avoit elle-même donné lieu par la rupture du Traité de Bretigni, & qu'elle avoit elle-même commencée. Mais cet examen seroit inutile, après ce qui a été dit sur ce sujet dans le Regne d'Edouard III. à quoi on peut avoir recours. Cependant, on ne peut disconvenir que ce Monarque ne fût fort ambitieux. Son premier projet n'étoit que de remettre sur pied la Paix de Bretigni. Mais dès qu'il vit quelque jour à pouvoir monter sur le Trône de France, son ambition ne lui permit pas de se tenir renfermé dans les bornes qu'il s'étoit lui-même prescrites au commencement de la Guerre. J'ai déjà dit, qu'il avoit pensé à faire l'un de ses Freres Roi de Naples, & l'autre, Roi de Sicile, & que pour procurer au Duc de Glocester quatre Provinces des Pais-Bas, il employa un moyen, qui certainement n'étoit pas fort honorable. On trouve dans le Recueil des Actes Publics, qu'il avoit dessein d'acheter le Duché de Luxembourg, de L'Empereur Sigismond, & de traiter avec le même Prince des droits prétendus des Empereurs sur le Dauphiné. Enfin on y voit encore, qu'il vouloit payer la rançon d'un Seigneur de la Maison de Blois, qui étoit prisonnier du Marquis de Bade, apparemment pour faire valoir quelque jour les droits de cette Maison, sur le Duché de Bretagne.

De Catherine de France sa Femme, Henri ne laissa qu'un Fils du même nom que lui, âgé de huit ou neuf mois. La Reine sa veuve, oubliant qu'elle avoit été femme d'un si grand Prince, & qu'elle étoit issuë de la plus illustre Maison de l'Europe, épousa quelque tems après un Gentilhomme Gallois, nommé *Owen Tudor*, non sans causer du scandale aux Anglois & aux François. On prétend, que ce Gentilhomme étoit descendu des anciens Rois de Galles: mais je ne sçai si cette descendance est bien prouvée. *Owen Tudor* eut de cette Reine trois Fils, sçavoir, *Edmond*, *Gaspar* & *Owen*. L'aîné épousa Marguerite, Fille de Jean Beaufort Duc de Sommerset, petit-fils de Jean de Gand Duc de Lencastre, & de Catherine Roet sa troisième femme. Il fut Pere de Henri VII. que nous verrons dans la suite occuper le Trône d'Angleterre, & le laisser à ses Descendans.

Charles VI. Roi de France ne survécut Henri que d'environ deux mois. La mort de ces deux Monarques va nous ouvrir une scène bien différente de celle que nous venons de voir.

FIN DU TOME TROISIÉME.

TABLE

DES MATIERES,

Contenuës en ce Tome Troisième.

A.	
A ccurse, Jurisconsulte fameux.	Page 3
Acte sur la liberté des Elections, qui excluent les femmes de la Succession.	335
Acte d'Indemnité.	301
Acte contre la Bulle, &c.	<i>ibid.</i>
Acte contre l'Exemption de la Prerogative Royale, & pour fixer les crimes de haute trahison.	<i>ibid.</i>
Aimeri de Pavie, Gouverneur de Calais, se laisse corrompre par Philippe de Valois.	169
Albemarle, (Le Duc d') 309. Succede à son Pere le Duc d'Yorck.	319
Albret, (Le Sire d') Chef de Faction.	347
Albret. (Connétable d') 316. Sa faute.	<i>ibid.</i> Est tué. 381
Alderman (Un) bat un Pirate Ecoffois.	230
Alençon, (Le Duc d') Chef de Faction, 347. Porte un coup furieux au Roi Henri V. 379. Est tué.	<i>ibid.</i>
Alexandre III. Roi d'Ecoffe. 3. Sa mort.	20
Alienor, femme d'Edouïard I.	3
Alix Pierce, Maîtresse d'Edouïard III. Est bannie par le Parlement.	205 228
Alliens, Monasteres.	367
Ambresburi Monastere	8
Amnistie.	302
Amnistie, dont Glendourdi est excepté.	346
Andacale. (Ville d')	15
Angleterre. 168. Son état florissant sous Edouïard III. <i>ibid.</i> Dépravation de mœurs en ce País. 169. La Peste y fait de grands ravages.	<i>ibid.</i>
Angelo Corario.	341
Angus. (Le Comte d')	321
Anjou & Arragon. (Differends entre les Maisons d')	13

Anne de Luxembourg, Sœur de l'Empereur Wenceslas, épouse Richard II.	241
Anne de la Marche.	269
Armagnac, (Le Comte d') Chef de Faction. 347. Est fait Connétable.	382
Assiege Harfleur. 385. Ses desseins.	391
Fait releguer la Reine à Tours.	393
Armagnacs. (Parti des)	308
Arragon. (Le Chevalier d')	16
Artevelle. (Jacques)	144
Artois; (Comte d') Etat de son Procès.	143
Artois (Robert Comte d') est envoyé en Bretagne, où il est tué.	154
Arundel (Le Comte d') est arrêté.	263
Est décapité, & passe pour Martyre.	264
Arundel, (Thomas) Archevêque de Cantorberi, est exilé.	264. Sa mort. 362
Athol. (Comte d')	321
Auray. (Bataille d')	192
Azincourt. (Bataille d')	382

B.

B aillol, (Jean) Prétendant à la Couronne d'Ecoffe. 13. Discussion & réponse sur son droit à la Couronne d'Ecoffe. 38. & <i>suiv.</i> Est déclaré Roi d'Ecoffe par Edouïard I. 40. Il rend hommage à Edouïard I. 41. Comparet devant le Parlement d'Angleterre. 46. S'allie avec la France. 47. Est dispensé par le Pape de son Serment. 48. Se déclare contre Edouïard I. <i>ibid.</i> Est vaincu dans une Bataille. 49. Resigne le Royaume à Edouïard I. <i>ibid.</i> Est envoyé en Angleterre par Edouïard I. 50
Baillol, (Edouïard) fils de Jean Baillol, est poussé à faire valoir ses droits sur l'Ecoffe. 137. Se prépare pour son expédition

- pedition. *ibid.* Il gagne quatre bataille.
 138. Il se fait couronner. *ibid.* Il rend
 hommage à Edoüard III. 139. Il lui
 cède Barwick. *ibid.* Il tient son pre-
 mier Parlement en Ecoffe. 140. Il cé-
 de diverses Places à Edoüard III. *ibid.*
 Il est chassé d'Ecoffe. *ibid.* Son état.
 174. Il cède ses droits au Roi d'An-
 gleterre. *ibid.*
 Baldefmere (Barthelemi) fait un affront
 à la Reine. 96. Est décapité à Londres.
 97
 Baldock, Chancelier, meurt en prison à
 Londres. 112
 Baldock (Abbé) est exécuté. 319
 Ball, (Jean) Prêtre sédition. 239
 Bandes blanches. (Parlement des) 96
 Bar. (Duc de) 377
 Bardolf. (Le Lord) 331
 Baron (Titre de) restreint. 76
 Barons (Les) se soulèvent contre E-
 doüard II. & émeuvent le Peuple con-
 tre lui. 82. Ils marchent contre le Roi.
 85. Ils s'accrochent avec lui. 86.
 Ils font une réparation publique au
 Roi. 87
 Barwick assiégé par Edoüard I. 48
 Bataille, où Baillol est vaincu. 49
 Bataille gagnée par les Ecoffois, contre
 Edoüard II. 88
 Bataille de Halydown, où les Ecoffois
 sont défaits. 139
 Bataille de Creci. 163
 Bataille de Poitiers. 175
 Bataille d'Aurai. 192
 Bataille d'Azincourt. 381
 Baviere. (Louis de) 320
 Baviere, (Jacqueline de) Ses Avantu-
 res. 420
 Benoît XII. partial pour la France, met
 la Flandres en interdit. 152
 Bernonville. (Conférence de) 395
 Bedford, (Duc de) frere de Henri V. est
 envoyé en France. 386
 Bigot (Hugues) Comte de Norfolck,
 Grand Maréchal. 57
 Blanche, fille de Henri IV. épouse Louis
 de Baviere. 320
 Blois, (Charles de) son Procès avec le
 Comte de Montfort. 153. Est cité à la
 Cour des Pairs. 154. Il est vaincu &
 fait prisonnier par les Anglois. 166. Il
 est relâché. 174. Est tué. 192
 Blunt. (Thomas) 309
 Bohun, (Humphroy) Grand Connéta-
 ble, sa hardiesse. 57
 Boniface VIII. Pape, est pris pour arbitre
 entre Philippe & Edoüard I. 62
 Boucicaut. (Maréchal de) 377
 Bourbon. (Négociation avec le Duc de)
 392. Obtient un congé pour aller en
 France, & pourquoi. 393
 Bourges, (Archevêque de) son discours
 à Henri V. 371
 Bourgogne (Le Duc de) fait tuer le Duc
 d'Orleans. 339. Est Chef d'une Fac-
 tion. 345. Il se retire. 358. Offre son
 secours au Dauphin. 359. Est poussé à
 bout. 364. Il prend les armes. 394. Il
 prend des nouvelles mesures. 401. Il
 se détermine à se reconcilier avec le
 Dauphin. 402. Ses desseins. 405. Se re-
 concilie avec le Dauphin. *ibid.* Rompt
 la Conférence de Meulan. *ibid.* Est assas-
 siné à Montereau. 407
 Bourguignons (Les) sont Maîtres de Pa-
 ris. 397. Ils massacrent les Armagnacs.
ibid. Tuent le Connétable. *ibid.*
 Brabanzon, (Roger) Grand - Justicier
 d'Angleterre. 25
 Bradwardin. 295
 Bref de Boniface à Edoüard I. 65
 Bretagne (La) est adjugée à Charles de
 Blois. 154
 Bretagne, (Affaires de) 203
 Bretigni. (Fameux Traité de) Articles du
 Traité. 181. Il est rompu. 197. Remar-
 ques sur cette rupture. 198
 Bretons (Les) font des descentes en An-
 gleterre. 327. & *suiv.*
 Brus, (Robert) prétendant à la Couron-
 ne d'Ecoffe, est gagné par Edoüard I.
 48. Forme le projet avec Cumin de dé-
 livrer l'Ecoffe. 71. Il est trahi par Cu-
 min. 72. Se Sauve en Ecoffe. *ibid.* Y
 tué Cumin. *ibid.* Il est battu & con-
 traint de se cacher. *ibid.* Ses heureux
 succès. 74. Il défait le Comte de Pem-
 broock. *ibid.* Il fait de grands progrès.
 88. Il fait assiéger Sterlyn. 89. Il se pré-
 pare à faire le Siège de Barwick. 94.
 Il refuse la Trêve proposée par Jean
 XXII. *ibid.* Il prend Barwick. *ibid.* Est
 excommunié & son Royaume mis en
 interdit. *ibid.* Il ravage l'Angleterre.
 92. Forme le projet de s'emparer de
 l'Irlande.

Irlande. *ibid.* Il y envoie son frere Edoüard Brus, qui s'y fait couronner. 93. Il rompt la Paix avec l'Angleterre. 119. Il fait la Paix avec l'Angleterre. 124. Sa mort. 124
 Brus (Edoüard) gagne une Bataille contre Edoüard II. 88. Il est tué en Irlande. 93
 Brutus ; (Diadème de) prédiction sur ce sujet. 8
 Buckingham. (Thomas de Woostock, Comte de) 227. Va au secours du Duc de Bretagne. 234
 Burnel. (Robert) 294
 Button. (Jean) 295

C.

Calais est assiégé par Edoüard III. 165. Se rend à discretion. 167. Action magnanime d'un de ses Bourgeois. *ibid.*
 Cambridge, (Edoüard Comte de) fils d'Edoüard III. épouse une fille de Pierre le Cruel, Roi de Castille. 202. Mène une armée en Portugal. 235. Retourne de Portugal fort mécontent. 244
 Cambridge. (Richard Comte de) 319. Conspire contre Henri V. 371
 Canon. (Premier usage du) 165
 Canons contraires aux prérogatives Royales. 291
 Capitation imposée. 35
 Carentan. 396
 Carelsbroock. (Château de) 227
 Carlisle. (Parlement de) 73
 Carlisle, (Evêque de) son discours au sujet de Richard II. 303. L'Evêque est envoyé en prison. 305. Il entre dans une conspiration. 309. Il est condamné & meurt de peur. 313
 Castille. (Affaires de) 193
 Catherine, femme de Henri V. est couronnée. 416. Retourne en France. 421
 Châlon, (Petite Bataille de) Tournoi ainsi nommé. 3
 Champion du Roi. 227
 Chandos, (Jean) Lieutenant Général pour Edoüard III. en France. 188. Sa mort. 201
 Charles, Comte de Valois, Roi d'Arragon. 16. Il s'empare de la Guyenne, & fait de grands progrès. 103

Charles le Boiteux, Roi de Sicile. 17
 Charles le Bel, Roi de France, sa mort. 130
 Charles V. Roi de France, forme le projet de rompre le Traité de Bretigny. 196. Il fait citer le Prince de Galles qui répond avec hauteur. 197. Il prétend que le Taité de Bretigny est nul. *ibid.* Il déclare la Guerre à Edoüard III. *ibid.*
 Charles V. met cinq armées sur pied. 227
 Il confisque la Bretagne. 233. Sa mort. 234
 Charles VI. fils de Charle V. succede à son Pere. 234. Sa maladie; il ratifie les Articles de la Paix. 410. Il fait le Traité de Troye. *ibid.* Sa mort. 427.
 Charny. (Le Sieur de) 169
 Chatel (Tanneguy du) sauve le Dauphin. 397
 Chaud. Eperon. 257
 Chef-Justice; ce que c'est. 19
 Cherbourg. 397
 Chicheley. (Henri) Archevêque de Cantorbéri. 362
 Clar, (Gilbert) Comte de Gloucester. 76
 Clarence. (Duc de) 347. Est tué. 416
 Clarendon (Le Chevalier) est exécuté. 319
 Clement V. Pape, dispense Edoüard de l'observation de la grande Chartre. 70
 Clergé (fierté du) domptée par Edoüard I. 56
 Clergé (Le) délibere sur les moyens d'extirper l'hérésie des Lollards. 354.
 Pourfuit Oldcastle. *ibid.*
 Clifford (Le Lord) est surpris. 8
 Clisson (Olivier de) est décapité. 159
 Combat singulier, (Projet d'un) entre les Rois d'Arragon & de Sicile. 15
 Concile Général de Lion. 191
 Concile Provincial de Cantorbéri. 291
 Concile de Pise. 341
 Conradin, dernier mâle de la Maison de Souabe. 14. Sa mort. *ibid.*
 Conspiration contre Richard II. en Angleterre. 269. Les Conjurez appellent Henri Duc de Héréford. 270
 Conspiration contre Henri IV. 309. Ses Chefs mettent en avant un faux Richard. *ibid.* Elle est découverte. 310.
 Embarras des Conjurez. 311. Ils se determi-

determinent à prendre les armes. *ibid.*
 Ils n'osent risquer une Bataille. 312.
 Ils se retirent. *ibid.* Deux d'entr'eux
 sont pris & décapitez. *ibid.*
 Conspiration contre Henri V. découverte. 371
 Corario. 341
 Corbiere. (Pierre) 293
 Cour de Rome; ses excès. 278
 Croisade publiée contre Clément VII. &
 par qui. 243. Succès de cette Croisa-
 de. 244
 Cumin est fait Régent d'Ecosse. 63. Il ex-
 horte les Ecoissois à rompre la Trêve. 64
 Cumin & Robert Brus forment le projet
 de délivrer leur Patrie. 71
 Cumin trahit Brus. 72
 Cumin est tué. *ibid.*

D.

D Ampierre Amiral de France. 377
 Darby, (Comte de) Ses progrès en
 Guyenne, & son action genereuse. 161
 Douay. 147
 David, fils de Robert Brus, lui succède
 au Royaume d'Ecosse. 127. Il retourne
 en Ecosse. 156. Se rend maître de Dur-
 ham, & se retire à l'approche d'E-
 doüard III. *ibid.* Est repoussé à Werck.
ibid. Il entre en Angleterre. 166. Il est
 battu par la Reine, & fait prisonnier.
ibid. Il est mis en liberté. 177. Sa mort. 202
 Dauphin (Louis) gouverne la France.
 364. Il accorde la Paix au Duc de Bour-
 gogne. *ibid.* Fait un present injurieux à
 Henri V. 369. Il fait Connétable le
 Comte d'Armagnac. 382. Sa mort. 397
 Dauphin (Jean) est empoisonné. 387
 Dauphin (Charles) prend le parti du Con-
 nétable d'Armagnac. 387. Est sauvé
 par Tanneguy du Chatel. 397. Se qua-
 lifie Régent. 398. Rompt un nouvel
 accord. *ibid.* Il demande l'alliance de
 Henri. 399. Il souhaite de renouer le
 Traité. 401. Il refuse de se reconcilier
 avec le Duc de Bourgogne. 402. Se re-
 concilient enfin. 405. Le fait assassiner.
 407. Est privé du Royaume, il en ap-
 pelle à Dieu & à son épée. 414. Assiége

Chartres & se retire. 419. Prend la
 Charité. 421
 Débats touchant la dot d'Isabelle. 323
 Discours de l'Evêque de Carlisle en fa-
 veur de Richard. 303
 Droit des Communes. 76
 Droits d'Edoüard sur l'Ecosse, & preuve
 de ce droit. 31
 Dublin (Le Comte d'Oxford, Marquis
 de) & Duc d'Irlande, premier Mar-
 quis d'Angleterre. 249. Répudie sa
 femme. 253. Est menacé par le Duc
 de Gloucester. 253. Il marche au se-
 cours du Roi avec une armée. 255. Il
 est défait & s'enfuit. *ibid.* Il se retire
 en Hollande. *ibid.* Il meurt à Louvain,
 & son corps est porté en Angleterre. 260

E.

E Cosse. (Affaires d') 19. Recit des
 differends arrivez en Ecosse, tou-
 chant la succession. 20. Etat des Affai-
 res en Ecosse, selon les Ecoissois. 24
 Ecosse. (Affaires d') 61, 71
 Ecosse (Affaires d') sous Edoüard II. 87
 Ecosse. (Affaires d') 155. 245. & *suiv.*
 236. & 417.
 Ecosse. (Guerre d') 314
 Ecoissois (Plaintes des) contre Edoüard
 I. 41. Lui prêtent serment. 49
 Ecoissois (Les) s'emparent du Château
 de Werck. 308
 Edmond, Comte de la Marche, petit-fils
 de Roger Mortimer meurt. 241
 Edmond, Comte de la Marche. 269. Se
 retire à Wigmore. 298
 Edmond, Comte de Kent, fils d'Edoüard
 I. 76
 EDOUARD I. Page 1. Les Barons lui pré-
 tent serment, quoiqu'absent. 2. Arri-
 ve en Sicile. *ibid.* Se trouve à un Tour-
 noi fait à Châlon. *ibid.* Il va voir le
 Roi de France à Paris, & de là en
 Guyenne. 3. Il arrive en Angleterre,
 où il est couronné. *ibid.* Il forme le des-
 sein de châtier le Prince de Galles. *ibid.*
 Sujet de la guerre de Galles. 4. Il atta-
 que le Prince de Galles. 5. Il pousse
 Leolyne, qui se soumet à de dures
 conditions. *ibid.* Il lui rend les Otages.
 6. Il acquiert le Comté de Ponthieu
 en France. *ibid.* Revoque sa Proclama-
 tion.

tion. 8. Guerre de Galles. *ibid.* Il marche contre les Gallois. *ibid.* Ils s'emparent du País de Galles. 9. Il fait mourir David frere de Leolyn, & fait mettre sa tête auprès de celle son frere. 10. Il tire de grosses sommes des Juifs. 11. Il va en France. *ibid.* Motifs de ce voyage. *ibid.* Sa négociation en France est infructueuse. 12. Nouveau Traité entre lui & Philippe le Bel. *ibid.* Il rend hommage à Philippe. *ibid.* Il est choisi Médiateur entre les Rois de Sicile & d'Arragon. 18. Il retourne en Angleterre, & châtie tous les Juges Mercenaires. 19. Il propose le Mariage du Prince son fils avec Marguerite. 21. Il est choisi pour Arbitre entre les Seigneurs Ecoffois. 24. Il convoque les Etats à Norham. *ibid.* Il propose aux Etats d'Ecosse de le reconnoître pour Souverain. 25. Il se fait reconnoître par tous les Prétendans. 27. Il demande d'être mis en possession du Royaume. 28. Il se fait prêter serment de fidelité. 29. Il fait une protestation. *ibid.* Preuves alleguées par Edoüard I. pour établir son droit de Souveraineté sur l'Ecosse. Manieres dures d'Edoüard I. envers le nouveau Roi d'Ecosse. 44. Il revoque ce qu'il avoit accordé aux Ecoffois. 45. Il se desiste de ses prétentions sur le Domaine utile d'Ecosse. *ibid.* Il attaque l'Ecosse, & met Robert Brus dans ses intérêts. 48. Il assiége Barwick. *ibid.* S'en rend Maître par stratagème. 49. Il envoie Baillol en Angleterre, avec divers autres Seigneurs Ecoffois. 50. Il enleve la Couronne & le Sceptre d'Ecosse, avec la fameuse Pierre de Scone. *ibid.* Il fait bruler les Archives d'Ecosse. *ibid.* Il a des affaires avec la France. *ibid.* Il retracte l'hommage rendu à Philippe le Bel, qui l'avoit trompé. 53. *& suiv.* Il engage le Comte de Flandres dans ses intérêts. 54. Il forme une ligue contre la France, & dompte la fierté du Clergé. 56. Il trouve de l'opposition du côté des Barons. 57. Il entreprend de les châtier. 58. Il leur ôte leurs Charges. *ibid.* Il appaise les plaintes portées par les Seigneurs. *ibid.* Appaise aussi le Peuple. *ibid.* Il marche

en Flandres. 59. Il séjourne à Gand, où il court risque de la vie. 60. Edoüard I. & Philippe Roi de France, prennent le Pape pour Arbitre. 62. Edoüard confirme la Grande Chartre. 62. Il marche en Ecosse. *ibid.* Il lui arrive un facheux accident. *ibid.* Il gagne la Bataille de Falkirk. *ibid.* Il retourne en Angleterre. *ibid.* Il fait une troisième expedition en Ecosse. 65. Il obtient une victoire signalée sur les Ecoffois. *ibid.* Il rejette leurs soumissions. *ibid.* Il se met sous la protection du Pape, en lui offrant la Souveraineté de l'Ecosse, & reçoit un Bref du Pape. *ibid.* Il menace de détruire l'Ecosse. 66. Il accorde une Trêve à la priere du Roi de France, & investit Edoüard, son fils-ainé, de la Principauté de Galles. *ibid.* Il écrit au Pape. *ibid.* Il retourne en Ecosse. 67. Il y envoie Segrave, qui y est battu. *ibid.* Edoüard I. se prépare à entrer en Ecosse pour la quatrième fois. 68. Il assiége Sterlyn & s'en rend maître. 69. Sa severité à l'égard d'un Seigneur Anglois. *ibid.* Il fait mettre le Prince de Galles son fils en une prison publique. 70. Il fait quelques Actes d'autorité arbitraire. 71. Il envoie une Armée en Ecosse. 72. Y arrive lui même, & punit les Révoltez. 73. Il veut unir l'Ecosse à l'Angleterre. *ibid.* Il se détermine à ruiner entierement l'Ecosse. 74. Il assemble son armée à Carlisle. *ibid.* Y est surpris d'une maladie. *ibid.* Donne ses derniers ordres à son fils. *ibid.* Il se fait porter en Ecosse, & y meurt. *ibid.* Son éloge & son caractère. *ibid.* *& suiv.* Ses enfans & ses femmes. 75. *& suiv.*

EDOÜARD II. (Naissance d') 76. Il prévient les Anglois en sa faveur. *ibid.* Il rappelle d'exil Gaveston son favori, & le comble de bienfaits. 77. Sa forte passion pour ce favori. *ibid.* Son Mariage. 78. Effuye des obstacles à son Couronnement de la part des Seigneurs Anglois. *ibid.* *& suiv.* Il est couronné. 79. Il oublie sa promesse. *ibid.* Il promet au Parlement d'exiler Gaveston. 80. Il differe l'exécution de sa promesse. *ibid.* Il fait Gaveston Gouverneur d'Irlande. 81. Il le rappelle. *ibid.* Il consent

consent qu'on nomme des Commissaires pour gouverner le Royaume. *ibid.* Il continue ses faveurs à Gaveston. 82. Il le rappelle une seconde fois d'exil. *ibid.* Il pousse les Seigneurs à prendre les armes contre lui. 83. Son indolence dans ces embarras. 84. Il se retire à Scarboroughgh avec Gaveston. *ibid.* Il est poursuivi par les Barons. *ibid.* & *suiv.* Il s'accommode avec eux. 86. Leur promet une Amnistie. *ibid.* Il en diffère la Publication, qu'il fait à la fin publier. *ibid.* Il fait la guerre à l'Ecosse. 87. Il marche dans ce Pais, & s'en retourne sans avoir rien fait. 88. Il assemble une armée de cent mille hommes. 89. Il marche vers Sterlyn. *ibid.* Il convoque un Parlement, & le révoque. 92. Il envoie des Troupes en Irlande. 93. Il prie le Pape de lui procurer la Paix avec l'Ecosse. *ibid.* Il accepte la Trêve proposée par Jean XXII. 94. Il assiège Barwick. *ibid.* Il leve le siège & obtient une Trêve de deux ans. *ibid.* Choisit Spencer pour Favori, qui devient la cause de nouveaux troubles. *ibid.* & *suiv.* Fait Spencer le Pere Comte de Winchester. 95. Venge un affront fait à la Reine. 97. Il leve des Troupes, prend le Château de Léeds & fait pendre le Gouverneur. *ibid.* Il rappelle les deux Spencers. *ibid.* Il reçoit la soumission de plusieurs Barons, & en punit d'autres. *ibid.* Il fait décapiter le Comte de Lencastre. 98. Et s'en repent. 99. Expédition d'Edouard II. en Ecosse, d'où il est obligé de revenir. *ibid.* Il est suivi & battu par Robert. *ibid.* Il donne la vie à Mortimer. 101. Ses affaires avec la France. 102. & *suiv.* Il consent qu'Isabelle aille en France. 104. Il se dispose à partir pour rendre son hommage. 105. Il cede la Guyenne à son fils. *ibid.* Il est informé de la passion de la Reine pour Mortimer. 107. Il écrit à Charles le Bel sur ce Sujet. 108. Il déclare la Guerre à la France. 109. Il est poursuivi par sa femme, & abandonné de tout le monde. 110. Il se retire vers les Provinces de l'Oüest. *ibid.* Il est poursuivi par la Reine. *ibid.* Il laisse Spencer le Pere à Bristol, & veut se retirer en Irlande, mais le vent

Tome III.

l'en empêche. *ibid.* & *suiv.* Il se cache dans le Pais de Galles. 111. Il est arrêté & conduit à Monmouth. *ibid.* Il est obligé à livrer le Grand Sceau. *ibid.* Il est conduit au Château de Kenelworth. 112. Il est déposé dans un Parlement. *ib.* Il est réduit à résigner sa Couronne, & se trouve dans un triste état. 113. Sa réponse aux Deputez. *ibid.* Fin tragique de ce Prince. 121. Son caractère. 114. Ses fondations. *ibid.* Ses enfans. 115. EDOUARD III. Sa Naissance. 86. Il se rend à Paris, & y rend hommage au Roi de France. 107. Il est élu Gardien du Royaume. 111. Il est élu Roi. 112. Il fait vœu de ne point accepter la Couronne sans le consentement de son Pere. 113. Il est proclamé & couronné. 118. Il demande la Canonisation du Comte de Lencastre. 119. Il assemble une Armée contre l'Ecosse. *ibid.* Il attend les Ecoffois, & ne peut les combattre. 120. Son mariage avec Philippe de Hainault. 123. Il fait la Paix avec l'Ecosse. 124. Il se desiste de ses prétentions sur ce Royaume. *ibid.* Il rend à Robert ce qu'Edouard I. avoit pris à l'Ecosse. *ibid.* Il veut châtier les Rebelles. 126. Il propose une Amnistie. *ibid.* Il a des affaires avec la France. 129. Sa dispute avec Philippe de Valois sur la Régence de France. 130. Est débouté. *ibid.* Il demande la Couronne de France, & ne l'obtient pas. 131. Il dissimule. *ibid.* Il est sommé de rendre hommage à Philippe. 132. Il le fait. *ibid.* Il déclare son hommage-lige. 133. Il s'accorde avec le Roi de France. *ibid.* Il reçoit des informations contre sa mere Isabelle. 134. Il fait arrêter Mortimer Comte de la Marche, & l'envoie à la Tour. *ibid.* Il convoque un nouveau Parlement. *ibid.* Il confine la Reine au Château de Rissing. 135. Il se propose de conquérir l'Ecosse. 136. Il se sert d'Edouard Baillol pour ce projet. *ibid.* Il l'excite à faire valoir ses droits sur l'Ecosse, & lui promet du secours. 137. Il feint de vouloir entretenir la Paix avec l'Ecosse. *ibid.* Y gagne quatre Batailles. 138. Il se rend Maître de Perth. *ibid.* Il reçoit l'hommage de Baillol pour l'Ecosse. 139. Il leve

Iii

une

une Armée sous prétexte des troubles d'Irlande, & la fait marcher vers l'Ecosse. *ibid.* Il se plaint que les Ecoissois ont rompu la Paix. *ibid.* Il se rend Maître de Barwick qui lui ouvre ses portes. *ibid.* Il ravage le Royaume. 140. Autre expédition d'Edouard III. en Ecosse. *ibid.* Il fait prisonnier le Régent d'Ecosse. *ibid.* & *suiv.* Il retourne en Angleterre. 141. Il retourne en Ecosse & la ravage. *ibid.* Ses desseins contre la France. 142. Il fait Alliance avec plusieurs Princes, & avec Jacques d'Artevelle & les Flamans. 144. Il écrit au Pape contre Philippe de Valois. 145. Fait une réplique. *ibid.* Il fait demander la Couronne de France par le Duc de Brabant, qu'il fait son Lieutenant Général. *ibid.* Il accorde une courte Trêve. 146. Il se prépare à la guerre. *ibid.* Il se rend à Anvers. *ibid.* Il est fait Vicaire de l'Empire. *ibid.* Il s'engage à faire le Duc de Juliers Pair d'Angleterre. *ibid.* Il érige le Comté de Gueldres en Duché. 147. Il emprunte de l'argent de tous côtez, & met sa Couronne en gage. *ibid.* Il entre en Artois. *ibid.* Il accepte la Bataille présentée par Philippe de Valois. *ibid.* Il se retire en Hainaut. 148. Il prend le titre de Roi de France. *ibid.* Sa devise. *ibid.* Il publie une Déclaration adressée aux François, & un Manifeste contre Philippe. 149. Il repasse en Angleterre. *ibid.* Il est exhorté par le Pape à quitter le titre de Roi de France. *ibid.* Il gagne une bataille navale. *ibid.* Il assiège Tournai. 150. Il fait un défi à Philippe de Valois. 151. Il se trouve embarrassé, retourne en Angleterre. *ibid.* Il se broüille avec l'Archevêque de Cantorbéri. 152. Il donne le Comté de Richemont au Comte de Montfort. 154. Il envoie Robert d'Artois en Bretagne. *ibid.* Va lui-même en Bretagne, assiège quatre Places, dont il est obligé de lever les sièges. 155. Il marche contre l'Ecosse. 156. Sa Flotte est ruinée par la tempête. *ibid.* Il accorde une Trêve aux Ecoissois. *ibid.* Il rend visite à la Comtesse de Salisburi. 157. Il poursuit les Ecoissois inutilement. *ibid.* Il crée Edouard son fils-ainé Prince de Galles. 158. Il se

prépare à la Guerre contre la France. *ibid.* Il fait dire à Philippe de Valois que la Trêve est rompue. 160. Il fait encore défier Philippe. *ibid.* Il reçoit l'hommage des Comtes de Montfort & d'Harcourt. *ibid.* Il publie un Manifeste. *ibid.* Il écrit au Pape qui lui fait une réponse peu satisfaisante. *ibid.* Il fait un voyage en Flandres. *ibid.* Il s'embarque pour aller secourir la Guyenne. 161. Le vent le repousse deux fois dans le port; il va descendre en Normandie. 162. Il fait le Prince de Galles Chevalier. *ibid.* Il ravage le Pais, & s'avance jusqu'à Poissy. *ibid.* Il se retire vers le Ponthieu. *ibid.* Il force un gué sur la Somme, défendu par les François. *ibid.* Il attend Philippe à Crecy. 163. Il loué le Prince de Galles son fils. 165. Il assiège Calais. *ibid.* Il refuse la bataille présentée par Philippe. 167. Il prend Calais. *ibid.* Il veut faire mourir six des principaux Habitans. *ibid.* Il chasse les François de Calais, & y établit des Anglois. 168. Il consent à une Trêve. *ibid.* Il refuse la dignité Impériale. *ibid.* Il est informé de la trahison d'Aimery de Pavie. 169. Il se rend à Calais. *ibid.* Il charge les François. *ibid.* Sa générosité envers Ribamont. 170. Il institue l'ordre de la Jarretiére. *ibid.* Il va combattre les Corsaires d'Espagne. 171. Il donne au Prince de Galles la Guyenne 173. Il passe lui-même en France. *ibid.* Défie le Roi sans effet. *ibid.* Retourne en Angleterre & reprend Barwick. 174. Il prend la résolution de porter la guerre en France. 179. Il resserre le Roi Jean. *ibid.* Il passe à Calais avec cent mille hommes. *ibid.* Il ravage la France jusqu'aux portes de Paris. *ibid.* Il rejette les propositions du Dauphin. 180. Il marche vers la Beauce. *ibid.* Raisons qui le déterminent à la Paix. *ibid.* Accident extraordinaire qui lui arrive. *ibid.* Il conclut le Traité de Bretigny. 188. Il restitue les biens des Monastères *Alliens.* 189. Il érige la Guyenne en Principauté. *ibid.* Il en investit le Prince de Galles. *ibid.* Il confere des titres à ses enfans. 190. Différence entre la fin & le commencement du Règne

gne d'Edouard III. 195. Il mécontente les Seigneurs de Guyenne. 196. Il a guerre avec Charles V. 197. Il reprend le titre de Roi de France. 201. Il devient amoureux d'Alix Pierce. 206. Il fait des dépenses qui font murmurer le Peuple. *ibid.* Il reçoit une mortification du Parlement. *ibid.* Il est obligé par le même à éloigner sa Favorite & ses Ministres. *ibid.* Il les rappelle. 206. Il crée Richard son Petit-Fils Prince de Galles. 207. Il lui donne l'Ordre de la Jarretière. 206. Il se voit abandonné de tout le monde. *ibid.* Sa mort, Son éloge. *ibid.* Ses enfans. 209

Edouard Prince de Galles; sa Naissance. 136. Il est fait Duc de Cornouaille. 158 Puis Chevalier. 162. Il fait des merveilles à la Bataille de Crecy. 164. Il charge son Écu de la Bannière du Roi de Bohême. *ibid.* Sa modestie. 165. Il va dans son Duché de Guyenne. 173. Il ravage le Languedoc. *ibid.* Il est poursuivi par le Roi Jean, & atteint à Poitiers. 175. Il gagne la Bataille de Poitiers. *ibid.* Fait le Roi Jean Prisonnier. 176. Sa modération. *ibid.* Il se marie avec Jeanne de Kent, 189. Il va tenir sa Cour à Bourdeaux. 190. Il secourt Pierre le Cruel. 194. Il est payé d'ingratitude. *ibid.* Il retourne en Guyenne. *ibid.* Impose une taxe en Guyenne. 196. Il est cité par Charles, & répond avec hauteur. 197. Il est malade. 201. Son mal augmente. *ibid.* Il perd son fils aîné. 202. Sa mort. 206. Son éloge. *ibid.*

Eleonore de Castille, femme d'Edouard I. 75

Eleonore fille d'Edouard I. 76

Empereur (L') Sigismond arrive en Angleterre. 384

Eric Roi de Dannemarck, épouse Philippine, fille d'Henri IV. 320

Etat de l'Eglise. 278

Etat de la Cour de France. 381

Excès de la Cour de Rome, à l'égard de l'Angleterre. 278

Excéter. (Duc d') 309

F:

Falcombridge. 331

Faux miracle attribué à Henri III. 9

Fitz-ralph. (Richard) 295

Fleming. (Le Lord) 337

France (Le Roi de) s'empare de la Guyenne, à quelle occasion. 103

France. (Grands troubles en) 168. Ses préparatifs contre l'Angleterre. 249. La Flotte périt. 251

France (La) s'empare du jeune Duc de Bretagne. 320

France (La) veut profiter des troubles d'Angleterre. 316. Se desiste. 327

France. (Mauvaise foi de la) 335. Son projet contre la Guyenne & Calais. 338

France. (Affaires de) 345, & 356. Ses défavantages. 369. Commence à prendre des mesures. *ibid.* Elle assemble ses forces. 373

France. (Nouveaux troubles en) 382

France. (Etat de la Cour de) 391. Ses embarras. *ibid.* & *suiv.* Fait ses demandes. 404

François. (Les) font une irruption dans l'Isle de Wicht. 322. Rejetent les offres d'Henri V. 375. Leur présomption. 376. Ils sont défaits. 378. & *suiv.* Leur perte. 381

Fucin, (Lac) aujourd'hui Celano. 14

G.

Galles (Le Païs de) est uni à l'Angleterre. 10

Gallois. (Revolte des) 315

Game; (David) ce qu'il dit. 375

Gaston de Moncade, Vicomte de Bearn. 3

Gaveston, (Pierre) Favori du Prince de Galles, chassé du Royaume. 73. Son portrait & son caractère. 77. Il est fortement aimé du Roi. *ibid.* Il est fait Gardien ou Régent du Royaume en l'absence du Roi. 78. Les Seigneurs Anglois en ont de la jalousie. *ibid.* Il reçoit de grands honneurs. 79. Il se conduit imprudemment. *ibid.* Il épouse la nièce du Roi. 80. Il est haï des Grands. *ibid.* Il insulte quelques Seigneurs. *ibid.* Il est banni une seconde fois & rappelé. 82. Sa conduite imprudente. 83. Il se retire à Scarborough avec Edouard II. 84. Il est pris par le Comte de Pembroke. *ibid.* & *suiv.* Il est décapité par ordre du Comte

te de Warwick.	85
Généalogie de la famille d'Ecosse.	23
Gibelins, Guelphes, Factions opposées.	14
Glendourdy, (Owen) fait révolter les Gallois. 315. Il est reconnu Prince de Galles. <i>ibid.</i> Il fait prisonnier le Comte de la Marche. 316. Il est excepté d'une Amnistie. 346. Il se retire & meurt dans l'obscurité.	346
Glocester (Thomas de Woostock, Comte de Buckingham & Duc de) 249. Sa perte est résoluë. 252. Il évite le poison qu'on lui prépare. <i>ibid.</i> Il tâche d'appaîser le Roi. 254. La réconciliation est empêchée par le Comte de Suffolk. <i>ibid.</i> Il est accusé & se justifie. 258. Il reproche au Roi la Trêve avec la France, & son mariage. 261. Il reprend le Roi une autrefois de cette faute. 262. Il est relegué à Calais par l'ordre de Richard. <i>ibid.</i> & <i>suiv.</i> Y est étranglé.	264
Glocester. (Le Comte de)	309
Gournay (Le Chevalier de) se défait d'Edouïard II. 122. Sa punition.	123
Gower (Jean) & Geoffroy Chaucer, Poëtes fameux.	352
Griefs des Anglois contre les Papes. 278. Contre le Clergé, & des Papes contre les Anglois.	280
Guast. (Louis du)	421
Guerre d'Ecosse sous Edouïard II.	88
Guerre de Guyenne de peu d'importance.	154
Guerre d'Ecosse.	314
Guesclin (Bertrand du) est fait prisonnier à la Bataille d'Aurai. 192. Il remporte de grands avantages sur les Anglois. 202. Il assiège Thoüars.	203
Guischard d'Angoulême, Comte de Huntington.	227
Guyenne livrée au Roi de France.	52

H.

H Alydown, (Baraille de) où les Ecossois sont défaits.	139
Harclay, (Le Chevalier) Comte de Carlisle. 100. Il rend de grands services au Roi. <i>ibid.</i> Il encoure la haine des Spencers, & est décapité.	<i>ibid.</i>
Harcour (Geoffroi Comte d') fait E-	

doüard III. son héritier.	178
Harfleur. (Siège de)	385
Hartman, fils de l'Empereur Rodolphe I. 76. Il est sur le point d'épouser une fille d'Edouïard I.	<i>ibid.</i>
Hastings, (Jean) sa demande.	40
Hastings.	331
Henri de Lencastre, Duc de Héréford, prend querelle avec le Duc de Norfolk. 267. Il est empêché par le Roi de combattre. <i>ibid.</i> Il est banni pour dix ans. <i>ibid.</i> On lui fait injustice, <i>ibid.</i> Il est appelé par les Conjurez. 270. Il se résout à tenter cette entreprise. <i>ibid.</i> Il s'embarque en Bretagne avec peu de suite. <i>ibid.</i> Il descend à Ravenspur, où il assemble soixante mille hommes. <i>ibid.</i> Il est reçu à Londres. 271. Il publie un Manifeste. <i>ibid.</i> Il se rend Maître de Bristol. <i>ibid.</i> Il marche vers Chester. 273. A une entrevûe avec Richard II. <i>ibid.</i> Ils vont ensemble à Londres. <i>ibid.</i> Il consulte avec ses amis sur les moyens d'avoir la Couronne. 274. Il suit l'avis du Duc d'Yorck. <i>ibid.</i> Il demande la Couronne.	277
Henri de Lencastre, Roi d'Angleterre IV ^e du nom, donne un nouveau pouvoir au Parlement. 297. Il remplit les Charges vacantes. 298. Il récompense les Comtes de Northumberland & de Westmorland. <i>ibid.</i> Il est couronné, & oint d'une huile extraordinaire. 299. Il ne veut pas reconnoître qu'il tienne sa Couronne du Peuple. <i>ibid.</i> Sa proclamation sur ses droits. 300. Il fait établir la succession dans la Maison de Lencastre. 303. Il fait délibérer dans le Parlement sur ce qu'on doit faire de Richard II. <i>ibid.</i> Il assure le Clergé de sa protection, & lui promet de faire ses efforts pour détruire l'hérésie. 306. Il envoie des Ambassadeurs en diverses Cours, & en Ecosse. 307. & <i>suiv.</i> Il fait enfermer Richard à Pontfract. 309. Il découvre une conspiration formée contre lui. 310. Sa fermeté le sauve. 312. Il fait mourir Richard II. 313. Il marche en Ecosse. 314. Il fait une Trêve. 315. Il demande Isabelle, veuve de Richard II. pour son fils. 318. Sa demande est éludée. <i>ibid.</i> Il la renvoie en France. <i>ibid.</i> Son expédition contre les	

les Gallois, *ibid.* Il évite un attentat contre sa vie. 319. Il punit les Auteurs de plusieurs Ecrits publics contre lui. *ibid.* Son autre expédition dans le País de Galles infructueuse. 320. Il se marie. *ib.* Il reçoit un défi de la part du Duc d'Orleans. 322. Il s'en plaint, & n'en reçoit aucune satisfaction. 323. Il se brouille avec le Comte de Northumberland. *ibid.* Il refuse la rançon du Comte de la Marche. 324. Il se justifie dans une proclamation. 325. Il marche contre les Révoltez, & leur offre des conditions équitables. *ib.* Il gagne la Bataille de Shrewsburi. 326. Il pardonne au Comte de Northumberland. *ibid.* Il conclut une Trêve avec l'Ecosse. 328. Il demande de l'argent au Parlement. 329. Il est sollicité par les Communes de saisir les revenus du Clergé. *ibid.* Il en est détourné par l'Archevêque de Cantorbéri. *ibid.* Il demande un secours d'argent & ne peut l'obtenir. 331. Il marche contre les François, qui étoient descendus dans le País de Galles. 304. Il ne peut rien faire contre les Gallois. *ibid.* Il tâche de se faire livrer le Comte de Northumberland. 336. Il est sur le point d'être pris par des Corsaires. 338. Il punit les Révoltez. 340. Il veut faire reconnoître le Pape Alexandre V. 341. Il tire avantage des troubles de France. 342. Il commence à faire brèche aux Privileges du Parlement. *ibid.* Il demande un subside. 343. Il rejette les adresses des Communes. *ibid.* Il fait brûler un Lollard. 344. Il obtient un subside par une espece de violence. *ibid.* Il envoie du secours au Duc de Bourgogne. 346. Il fait un Traité avec les Orleannois. 347. Il nomme son fils Thomas Duc de Clarence, pour conduire du secours aux Orleannois. *ibid.* Il se trouve dans un état tranquille. 348. Il devient jaloux du Prince de Galles qui se justifie. 349. Il est attaqué d'une grande maladie. 350. Il prend la Croix pour aller en Jérusalem. *ibid.* Il garde toujours la Couronne auprès de son lit. *ibid.* Il est porté dans une chambre, nommée Jérusalem. *ibid.* Il donne ses dernières instructions, *ibid.* Il meurt.

351. Son caractère. *ibid.* Ses enfans.

352
Henri (Le Prince) marche contre les Gallois. 340. Il gagne deux Batailles. *ibid.* Son libertinage. 349. Il donne un soufflet à un Juge. *ibid.*

HENRI V. Son éducation. 352. Son inclination pour la guerre. 353. Cause de son libertinage. *ibid.* Ses excès ne font point perdre la bonne opinion qu'on a de lui. *ibid.* Il est proclamé & couronné. *ibid.* Il congédie ses Compagnons de débauche. 354. Il choisit un bon Conseil & prend soin de remplir les emplois & les Bénéfices vacans. *ibid.* Il donne des témoignages de sa piété. *ibid.* Il fait porter le corps de Richard II. à Westminster. *ibid.* Il permet qu'Oldcastle soit poursuivi. 355. Il est recherché par le Duc de Bourgogne. 357. Il envoie une Ambassade en France. *ibid.* Il fait les premières demandes. 358. Il se laisse prévenir contre les Lollards. 360. Il demande le rétablissement du Traité de Bretigny. 362. Il consent de se marier avec Cathérine, fille de Charles VI. *ibid.* Il envoie des Ambassadeurs en France & s'engage à ne pas se marier avant le 13. de Mai. *ibid.* Ses demandes & leur réduction. *ibid.* & *suiv.* Il négocie secrètement avec le Duc de Bourgogne. 264. & *suiv.* Il tâche de profiter des troubles de France. 365. Il convoque un Parlement à Leicester. *ibid.* Il est prié par les Communes de faire saisir les biens du Clergé. 366. Il semble approuver leur adresse. *ib.* Il accepte les offres du Clergé. 367. Il se résout à faire la guerre à la France. 368. Ses négociations avec la France. 369. Il reçoit un présent injurieux du Dauphin, *ibid.* Il continué ses négociations avec le Duc de Bourgogne. 370. Il déclare aux Seigneurs Anglois son intention de passer en France. 371. Il fait embarquer ses Troupes, & continué sa négociation avec le Duc de Bourgogne. *ibid.* Il découvre une conspiration contre lui. *ibid.* Il s'embarque, descend au Havre, va assiéger Harfleur, s'en rend Maître, & y met une Colonie d'Anglois. 372. Mauvais état de son armée. 373. Il

prend la résolution de se retirer à Calais. *ibid.* Difficultez de cette retraite, 373. *& suiv.* Il trouve le passage de la somme impossible. 374. Il se détermine à marcher jusqu'à la source de cette riviere. *ibid.* Son Armée souffre beaucoup dans cette marche. *ibid.* Il est attendu dans le Comté de Saint Pol par l'Armée de France. *ibid.* *& suiv.* Il continue sa marche, passe la Somme, & offre de rendre Harfleur. 375. Son offre est rejetée. *ibid.* Il rencontre l'Armée ennemie qui lui presente la bataille; il l'accepte. *ibid.* Sa fermeté. *ibid.* Ses précautions avant la bataille. 377. Il combat à pied, à la tête de ses Troupes. 378. Son grand courage. 379. Il reçoit un coup sur la tête, & est blessé par le Duc d'Alençon. *ibid.* Il tue le Duc d'Alençon. *ibid.* Il fait tuer les prisonniers. 380. Il rend graces à Dieu de sa victoire. *ibid.* Il nomme cette Bataille la Journée d'Azincourt. 381. Il continue sa marche vers Calais. *ibid.* Il refuse le défi du Duc de Bourgogne. *ibid.* Il repasse en Angleterre. 382. Il est recherché des deux Factions Françoises. 383. Il se propose de gagner le Duc de Bourgogne. *ibid.* Il tente d'amuser la Cour de France, mais inutilement. 385. Il veut aller en personne secourir Harfleur. *ibid.* *& suiv.* Il en est dissuadé par l'Empereur. 386. Il y envoie en sa place le Duc de Bedford. *ibid.* Il continue ses négociations avec le Duc de Bourgogne. *ibid.* Ils conviennent d'une entrevûe à Calais. *ibid.* Il fait un Traité avec Sigismond. 388. *& suiv.* Ses conventions avec le Duc de Bourgogne. 389. Le Parlement lui accorde un subside, & emprunte encore de l'argent. 390. Il se détermine à recommencer la Guerre. *ibid.* Maniere dont il leve son Armée. *ibid.* Il négocie avec les Princes François prisonniers. 392. Il donne congé au Duc de Bourbon d'aller en France. 393. Sa négociation ne réussit pas. *ibid.* Il descend à Touque, prend le Château, & se rend Maître de Caën. 394. Il consent à une Conférence. *ibid.* *& suiv.* Il continue ses conquêtes. 395. Fait ses demandes, rompt la Conférence, &

prend Falaise. *ibid.* Il fait brûler Oldcastle. 396. Il prend diverses Places en Normandie. *ibid.* Il prend Cherbourg. 398. Il assiége Roüen. *ibid.* Il a diverses Conférences avec le Dauphin Charles. 400. Il prend Roüen, Dieppe & Montreüil. 401. Il fait ses demandes. 404. Il prend Pontoise par escalade. 406. Il prétend à la Couronne de France. 408. Il fait dresser les Articles préliminaires. *ibid.* Il fait un Traité avec le Duc de Bourgogne. 409. Il arrive à Troye, y signe le fameux Traité de Troye & fiance Catherine. 410. Il prend Montereau & Sens. 413. Il retourne en Angleterre. 416. Fait couronner la Reine. *ibid.* Il convoque un Parlement, & fait un voyage à Yorck. *ibid.* Il publie une proclamation contre les Collations du Pape. *ibid.* Il retourne en France. 419. Il marche au secours de Chartres, prend Dreux, retourne à Paris & assiege Meaux. *ibid.* Il prend Meaux. 421. Sa sévérité envers les Assiégés. *ibid.* Il marche au secours de Cosne. 422. Il tombe malade à Senlis. *ibid.* Il donne le commandement au Duc de Bedford. *ibid.* Il retourne à Vincennes. *ibid.* Son dernier discours. *ibid.* Sa fermeté à l'approche de la mort. *ibid.* Son dessein d'aller à la Terre Sainte. *ibid.* Il meurt. *ibid.* Ses funeraillles. *ibid.* Son caractere. 423. Son fils. 426
 Henri VI. Sa Naissance. 420
 Héréford. (Henri de Lencastre Duc de) 267
 Hérésies. 284
 Histoire du Schisme. 341
 Holland, Comte de Kent, chasse les Corfaires François. 340
 Holland (Le Lord) tue le fils du Comte de Stafford. 347. Il ne peut obtenir son pardon. *ibid.*
 Hollande, (Guillaume Comte de) 385
 Honorius IV. Pape. 17
 Huntington (Guischard d'Angoulême, Comte de) 227
 Humphreville, (Robert d') Vice-Amiral d'Angleterre. 344. Il entre dans le Golfe d'Edimbourg. *ibid.*

I.

Jacques (Le Prince) est arrêté en Angleterre. 337
 Jacquerie. (Guerre de la) 178
 Jarretiere, (Ordre de la) par qui institué. 170
 Jean XXII, Pape, entreprend de forcer le Roi d'Ecosse de faire la Paix avec Edoüard. 93
 Jean, Roi de France, succede à Philippe de Valois son Pere. 171. Il poursuit le Prince de Galles & l'atteint à Poitiers. 173. Il rejette ses offres. *ibid.* Il perd la Bataille de Poitiers, où il est fait prisonnier. 175. & *suiv.* Il est conduit à Londres, & reçu honorablement. 177. Est resserre. 179. Il est conduit à Calais. 188. Il jure le Traité de Bretigni. *ibid.* Il est mis en liberté. *ibid.* Il ratifie le Traité étant en France. *ibid.* Il retourne en Angleterre. 190. Raïsons de cette conduite. *ibid.* Il y est honorablement reçu. 192. Sa mort. *ibid.*
 Jean de Montfort reste en possession de la Bretagne. 192. Meurt. 309
 Jean Staw, Prêtre séditieux. 236
 Jean Ball, Prêtre séditieux. 239
 Jean Wraw, Prêtre séditieux. *ibid.*
 Jean de Troyes. 356
 Jean fils de France, Duc de Touraine; son caractere. 356. Il devient Dauphin. 382. Il est empoisonné. 387
 Jeanne d'Acre, fille d'Edoüard I. 76
 Jeanne, veuve de Charles le Bel, accouche d'une fille. 131
 Jeanne de Navarre; son mariage avec Henri IV. 320. Elle arrive en Angleterre. 322
 Imposition sur la Noblesse & le Clergé. 232
 Imposteur, qui veut passer pour Edoüard II. est pendu. 90
 Innocent VII. Pape. 330
 Irlande. (Rebellion en) 259
 Isabelle de France, fille de Philippe le Bel, femme d'Edoüard II. 78. Elle reçoit un affront de Baldefmer. 96. Elle excite le Roi à la vengeance. 97. Elle s'attire la haine des Spencers. 102. Elle va en France, & y conclut un Traité.

104. Elle trouve des prétextes pour rester à Paris. 107. Elle forme des complots contre le Roi son Epoux. *ibid.* Sa passion pour Mortimer. *ibid.* Elle se plaint de Spencer. *ibid.* Elle trouve un parti en Angleterre. 108. Elle traite avec le Comte de Hainaut, & arrête avec lui le mariage du Prince Edoüard avec sa fille. *ibid.* Elle est favorisée par Charles le Bel son frere. 109. Elle se rend à Valenciennes. *ibid.* Elle s'embarque à Dordrecht, & arrive en Angleterre, où les Mécontents la vont joindre. 110. Elle publie un Manifeste. *ibid.* Elle poursuit le Roi. *ibid.* Elle prend Bristol & fait pendre Spencer le Pere. 111. Elle publie une proclamation, pour inviter le Roi à revenir. *ibid.* Sa feinte douleur. 113. Elle s'empare du Gouvernement. 118. Sa chute. 134. Elle est confinée au Château de Rissling. 135. Sa mort. 178
 Isabelle, fille de Charles VI, épouse Richard II. 261
 Isabelle de Baviere, femme de Charles VI. est releguée à Tours. 393. Sa haine pour le Dauphin Charles. 394. Elle s'unit avec le Duc de Bourgogne, qui l'enleve de Tours. 395. Elle prend la qualité de Regente. *ibid.* Elle rentre dans Paris. 397. Gouverne au nom du Roi. 398

Juifs punis, pour avoir altéré la Monnoye. 6

Juifs. (Tous les) chassez d'Angleterre. 19

K.

Kent, (Edmond Comte de) fils d'Edoüard I. 76. Il est mécontent. 127. On lui fait accroire, qu'Edoüard II. est encore en vie, & forme le dessein de le tirer de prison. 128. Il fait pour cela diverses démarches. *ibid.* Il est arrêté, condamné à mort & exécuté. 129
 Kent (Jeanne) épouse Edoüard Prince de Galles. 189
 Kent. (Edmond Holland, Comte de) 340
 Kill-Warby. 294
 Knolles; (Robert) sa mort. 338

L.

L.

L Angton, Evêque de Lichfield ; sa disgrâce. 78
 Lauria. (Roger de) 15
 Langham. 285
 Lencaſtre, (Le Comte de) petit-fils d'Henri III. appelé *Le Comédien*, par qui. 81. Eſt choiſi Général d'une Ligue contre Edoüard II. 83. Il reçoit un affront par l'enlèvement de ſa femme. 91. Il anime les Grands contre les Spencers. 95. Il renouvelle la Ligue contre Edoüard II. *ibid.* Il marche en Ecoſſe. 98. Il eſt pourſuivi par le Roi qui n'oſe l'attaquer. *ibid.* Il fait attaquer un pont, gardé par Harclay. *ibid.* Il eſt fait priſonnier & décapité par l'ordre d'Edoüard II. Incertitude touchant ſon caractère. 100. Il eſt canoniſé. *ibid.*
 Lencaſtre, (Henri Comte de) eſt mécontent. 125. Il fournit à Iſabelle un prétexte de l'attaquer. *ibid.* Il ſe prépare à ſe deffendre. *ibid.*
 Lencaſtre, (Jean de Gand Duc de) troiſième fils du Roi Edoüard III. épouſe une fille de Pierre le Cruel, Roi de Caſtille. 202. Il prend le titre de Roi. *ibid.* Il traverse la France & va en Guyenne. 203. Il préſente la Bataille au Duc d'Anjou qui l'accepte. 204. Il eſt Tuteur de Richard II. 208. Il commet une violence. 229. Il ſe fait remettre l'argent accordé au Roi. *ibid.* Il entreprend de rétablir le Duc de Bretagne, & n'en peut venir à bout. 231. Il eſt accuſé d'avoir favoriſé la révolte de Wat Tyler. 241. D'avoir conſpiré contre le Roi. 245. Il ſ'en juſtifie. *ibid.* Il eſt encore ſoupçonné. On projette de le perdre. 246. Il ſe met en état de deffence. *ibid.* Il marche en Ecoſſe. 247. Il demande des Troupes au Roi. 248. Il part pour l'Eſpagne. 249. Il retourne en Angleterre. 258. Il ſe marie pour la troiſième fois avec Catherine Roüet. 261. Ses enfans bâtards ſont légitimés. *ibid.* Il quitte la Cour. 262. Sa mort. 267. Injuſtice faite à ſon fils le Duc de Héréford. *ibid.*
 Leolyne, cauſe de la guerre de Galles. 4.

Il eſt tué, & ſa tête eſt poſée ſur la Tour de Londres. 9
 Léon, Roi d'Armenie, arrive en Angleterre. 249
 Lichfield (L'Evêque de) eſt mis en priſon. 78
 Ligue contre Edoüard II. 83
 Ligue (Autre) contre le même. 95
 Ligue de Henri de Lencaſtre contre Edoüard III. 125
 Ligue contre Henri IV. 324
 Lille, ville de Flandres eſt aſſiégée. 59. Se rend à Philippe. 60
 Lionnel, (Naïſſance du Prince) fils d'Edoüard III. 147. Son Mariage. 195. Sa mort. *ibid.*
 Litteſter, ſon inſolence & ſes cruautés. 239
 Livres (Les) de Wiclef ſont brûlez. 342
 Lollards ou Wicleſites ; leurs deſſeins. 260
 Lollards. (Progrès des) 341. Ils ſont pourſuivis par le Clergé. 355
 Lollards (Les) ſont accuſez d'avoir conſpiré contre le Roi, au nombre de vingt mille. 260
 Londres. (Peſte à) 338
 Louïs, fils de France. 356
 Lune. (Cardinal de) 341
 Lutterworth, Cure de Wiclef. 286
 Luxembourg (Anne de) épouſe Richard II. 241. Meurt. 260

M.

M Agdalen, faux Richard. 309
 Main-Morte, (Statut de) 6
 Maltravers (Le Chevalier) ſe déſait d'Edoüard II. 122
 Manuël Paléologue, arrive en Angleterre. 316
 Marchand (Somptuoſité d'un) de Londres. 192
 Marchienne. 147
 Marguerite, fille d'Edoüard I. femme d'Humphroy Bohun, Comte de Héréford. 76
 Marguerite de France, ſeconde femme d'Edoüard I. *ibid.*
 Marguerite de Flandres, femme de Jean de Montfort, ſoutient ſes affaires. 154. Elle conclut le mariage de ſon fils avec une fille d'Edoüard III. *ibid.*

Martin

- Martin V. Souverain Pontife tâche de procurer la Paix entre les deux Façons de France. 397
 Massacre des Armagnacs. 397
 Mathilde, fille d'Henri I. dispute la Couronne à Etienne. 335
 Meulant. (Assemblée de) 403
 Montfort, (Jean de) son Procès avec Charles de Blois. 153. Il est cité à la Cour des Pairs. 154. Il se sauve de Paris. *ibid.* Il est fait Comte de Richemont. *ibid.* Il est fait prisonnier. *ibid.* Sa femme maintient ses affaires. *ibid.*
 Moines étrangers sont chassés. 234
 Mortimer. (Raoul) 76
 Mortimer (Roger) ravage les Terres des Spencers. 96. Il est mis à la Tour. 97. Sa perte est résolue. 100. Il est condamné, & reçoit grace de la vie. 101. Il fait de nouveaux complots. *ibid.* Il est condamné une seconde fois, & absous. *ibid.* Il est soupçonné d'entretenir un commerce avec la Reine. 102. Il s'échape de la Tour & se sauve en France. *ibid.* Il gouverne le Royaume. 121. & *suiv.* Il est fait Comte de la Marche. 125. Il se rend de plus en plus odieux. 127. Sa chute. 134. Il est condamné & exécuté. 135
 Mowbray (Thomas) Comte de Nottingham. 227. Il entre dans une conspiration. 331. Il est décapité. 333

N.

- N**avarre, (Blanche de) veuve de Henri IV. est accusée d'avoir conspiré contre le Roi. 396
 Negociation avec la France. 259
 Newil (Raoul) Comte de Werstmoreland. 298
 Nicolas III. Pape. 14
 Norfolk (Thomas Comte de) Fils d'Edouard I. 76
 Northumberland, (Comte de) est défait. 8
 Northumberland, (Henri Perci, Comte de) se broüille avec Henri 324. Sujet de cette broüillerie. *ibid.* Il forme le projet de détrôner le Roi. *ibid.* Il se ligue avec Glendourdy & le Comte de la Marche. *ibid.* Il sollicite le Roi de payer la rançon du Comte de la Marche. *ibid.*

Tome III.

- che. *ibid.* Il est refusé. *ibid.* Il travaille à l'exécution de ses projets. 325. Il prend les armes & se joint avec les Mécontents aux Gallois. *ibid.* Il fait courir le bruit que Richard II. est en vie. *ibid.* Il perd la Bataille de Shrewsbury. 326. Il se retire dans le Nord. *ibid.* Le Roi lui pardonne. *ibid.* Il entre dans une nouvelle conspiration. 331. Il se retire en Ecosse. 333. Puis dans le País de Galles. 337. Il fait un nouvel effort contre le Roi. 339. Il se ligue avec Glendourdy. *ibid.* Il paroît en armes dans le Nord d'Angleterre. *ibid.* Il fait des progrès. *ibid.* Il publie un Manifeste. 340. Il est battu & tué. *ibid.*
 Norwick, (Henri Spencer, Evêque de) défait les Révoltez. 240. Il est fait Général de la Croisade publiée contre Clément VII. 243
 Norwege, (Marguerite de) est reconnuë Reine d'Ecosse. 20
 Nottingham. (Thomas Mowbray Comte de) 227
 Nottingham, (Le Comte de) quitte son emploi. 253

O.

- O**ccam. (Guillaume) 295
 Oldcastle, (Jean) Baron de Gobham, est poursuivi par le Clergé. 355. Il est mis en prison, & condamné. *ibid.* Il s'évade. *ibid.*
 Orleans (Le Duc d') fait un défi au Roi Henri IV. 322
 Orleans (La Faction d') demande du secours. 341
 Orleton, (Adam) Evêque de Héréford est poursuivi par les Spencers. 100. S'unit avec l'Evêque de Lincoln. 101
 Ossa. (Le Cardinal d') 293
 Owen Glendor, ou Glendourdy, fait révolter les Gallois. 315

P.

- P**aix entre Henri V. & Charles VI. Ses Articles préliminaires. 408
 Paleologue, (Manuël) Empereur de Constantinople, arrive en Angleterre. 316
 Papes (Desseins des) d'étendre leur autorité sur le temporel. 284

Kkk

Parle-

Parlement de Carlisle.	73	re. 147. Raïsons de sa retraite. 148. Il
Parlement des Bandes Blanches.	96	s'approche de Tournai & l'assiège. 150.
Parlement, surnommé l'Impitoyable.		Il confisque le Comté de Montfort.
257. De Shrewsbury. 265. Ses proce-		154. Il fait des Tournois. 159. Il fait
dures extraordinaires. <i>ibid.</i> Décision		couper la tête à divers Seigneurs. <i>ibid.</i>
des Juges en faveur du Roi. <i>ibid.</i>		Explication de cette affaire. <i>ibid.</i> Il tâ-
Parlement (Autre) qui dépose Richard		che d'enfermer Edoüard III. entre deux
II.	275	rivieres. 162. Il se distingue à la Batail-
Parlement. (Nouveau)	322	le de Creci, & la perd. 164. & <i>suiv.</i>
Parlement sans Lettres, ou ignorant.	328	Il tâche en vain de secourir Calais. 166.
Parlemens. (Autres)	35. 346. 354.	Il offre la Bataille à Edoüard III. qui
Parlement de Leicester. 365. Ses Statuts		la refuse. 167. Il lui offre des condi-
contre les Lollards. <i>ibid.</i>		tions de Paix qui sont rejetées. <i>ibid.</i> Il
Parlement. (Nouveau) 417. Il confir-		lui fait un défi qui est refusé. <i>ibid.</i> Il se
me le Traité de Troye, & accorde un		retire. <i>ibid.</i> Il corrompt le Gouverneur
subside. <i>ibid.</i> Il présente au Roi une		de Calais. 169. Sa mort. 171
adresse desagréable. <i>ibid.</i>		Pierce (Alix) Maîtresse d'Edoüard III.
Pembroock, (Comte de) Regent du		205
Royaume.	12	Pierce, (Thomas) tué Richard II. 313
Pembroock, (Le Comte de) appelé le		Pierre le Cruel est chassé de ses Etats. 193
<i>Juis</i> , par qui. 81. Il prend Gaveston,		& <i>suiv.</i> Il implore la protection du
& promet de le mener à Edoüard II.	85	Prince de Galles, qui entreprend de le
Perci, (Henri) Comte de Northumber-		rétablir. 194. Il se reconnoît redevable
land.	227	envers le Prince, & le paye d'ingrati-
Perci, surnommé <i>Chaud-Eperon</i> . 257. Il		tude. <i>ibid.</i>
est tué.	326	Pirate (Un) Ecoffois ravage les Côtes
Peste à Londres.	338	d'Angleterre. 230 Il est battu par un
Philargi, (Pierre) Pape.	341	Alderman de Londres. <i>ibid.</i>
Philippe III. Roi de France.	16	Pise. (Concile de)
Philippe IV. dit le Bel, Roi de France. 17.		341
Sa supercherie envers Edoüard I. 51.		Pole, (Michel de la) Comte de Suffolck.
Il se prépare à se défendre contre E-		249
doüard I. 59. Il débauche ses Alliez.		Boitiers. (Bataille de)
<i>ibid.</i> Il assiège Lille. <i>ibid.</i> Il détache le		175
Comte d'Artois, qui bat le Duc de Ju-		Ponthieu (Le Comté de) est enlevé à
liers. <i>ibid.</i> Il fait d'autres conquêtes.	60	Edoüard III.
Philippe de Hainaut, femme d'Edoüard		201
III. 123. Elle défait le Roi d'Ecosse.		Portugal. (Affaires de)
166. Elle fait donner la grace à six		235. 248
Bourgeois de Calais. 168. Sa mort.	201	Præmunire. (Statut de) 282. Amplifié.
Philippe VI. Comte de Valois, prétend à		283. Explication de ce mot. 316
la Régence de France. 130. Ses dispu-		Présomption des François à la Bataille
tes sur ce sujet avec Edoüard III. &		d'Azincourt. 376
l'emporte 130. Il se fait sacrer Roi de		Propositions condamnées. 285
France 131. Il fait sommer Edoüard		
de lui rendre hommage. 132. Edoüard		
III. rend hommage à Philippe. <i>ibid.</i>		
Philippe répond aux Lettres d'Edoüard		
III. 145. Il présente la Bataille à E-		
doüard III. qui l'accepte, puis se reti-		

Q.

Querelle entre les Ducs de Héréford
& de Norfolck, qui se doit déci-
der par les armes. 267

R.

Ragmans, ce que c'est. 268
Reading, (Simon) pendu à Lon-
dres. 112
Rébellions en Irlande. 259. & *suiv.*
Révolte.

Révolte des Gallois sous Owen Glend-
dor. 315

Révolte de Wat-Tyler ; c'est-à-dire , Gau-
tier le Couvreur. 235

Révoltez (Les) conduits par Wat-Ty-
ler. 236. Font main-basse sur les No-
bles & les Gens de Justice. *ibid.* Le Roi
leur fait demander ce qu'ils desirent.
ibid. & *suiv.* Ils répondent insolent-
ment. 237. Ils marchent à Londres.
ibid. Ils entrent dans la ville , & y exer-
cent leurs barbaries. *ibid.* Ils se faisis-
sent de la Tour. *ibid.* Ils font couper
la tête à l'Archevêque de Cantorbéri,
& au Grand Trésorier. *ibid.* Une par-
tie de ces Révoltez accepte les offres
du Roi. 238. Les autres sont saisis d'u-
ne terreur panique & demandent par-
don au Roi. 239. Ils sont défaits par
l'Evêque de Norwick & punis. 240.
Leurs projets. *ibid.*

Revolution (Nouvelle) à la Cour de
France. 358

Ribaumont , (Eustache) Chevalier Pi-
card. 170. Son courage est loué par E-
douard III. *ibid.*

Richard II. est couronné. 227. Il confere
divers titres. *ibid.* Il est sous la tutelle
de ses Oncles. *ibid.* Il fait demander
aux Révoltez ce qu'ils desirent. 236. &
suiv. Il a une Conférence avec Wat-
Tyler. 238. Il se trouve dans un grand
danger , dont il se tire avec prudence.
ibid. Il se marie. 241. Caractere de ce
Prince. 242. Ses Favoris. *ibid.* Il ôte le
grand Sceau au Chancelier , & pour-
quoi. 243. Il marche en Ecosse. 247.
Il refuse le pardon du Lord Holland à
la Princesse de Galles , qui en meurt de
chagrin. *ibid.* Il accorde du secours au
Roi de Portugal. 248. Il confere de
nouveaux titres à ses Oncles & à ses
Favoris. 249. Il donne une pension au
Roi d'Arménie. *ibid.* Il assemble une
Armée contre la France. 250. Il de-
mande de l'argent au Parlement. *ibid.*
Il reçoit une adresse du Parlement con-
tre ses Favoris. *ibid.* Il répond d'une
maniere offensante. *ibid.* Il demande
de l'argent d'un ton absolu. *ibid.* Il se
brouille avec le Parlement. *ibid.* Il est
obligé de plier & d'éloigner ses Favo-
ris. 251. Il rappelle ses Favoris , qui

l'excitent à se venger. 252. Complot
pour rendre le Roi absolu. 253. Il com-
munique son dessein aux Shérifs. *ibid.*
Il ne peut venir à bout de son dessein.
254. Il tâche d'amuser les Seigneurs
mécontents. *ibid.* Il a une entrevûe avec
eux. 255. Il envoie leurs demandes
au Parlement. *ibid.* Il est joint par le
Duc d'Irlande avec une armée. *ibid.*
Ses desseins sont découverts. 256. Il a
une conférence avec les Seigneurs. *ibid.*
Il ne répond que par des larmes. *ibid.*
Il promet de se rendre à Westminster ,
& s'en dédit. *ibid.* Il est menacé d'être
déposé. *ibid.* Il consent au bannisse-
ment de ses Favoris. *ibid.* Il prend les
rênes du Gouvernement. 257. Il chan-
ge le Ministère. *ibid.* Il se reconcilie avec
ses Oncles. 258. Il donne la Guyenne
au Duc de Lencastr. *ibid.* Il fait des
dépenses excessives. *ibid.* Londres lui
refuse de lui prêter de l'argent. 259.
Richard II. lui ôte la Charte , & lui
rend pour de l'argent. *ibid.* Il se prépare
à aller en Irlande. *ibid.* Il part pour l'Ir-
lande , & y fait quelques progrès. 260.
Il retourne en Angleterre , & tâche de
supprimer la Secte des Lollards. *ibid.*
Il assiste aux funérailles du Duc d'Ir-
lande. *ibid.* Il épouse Isabelle fille du
Roi Charles VI. 261. Il a une entrevûe
avec le Roi Charles. *ibid.* Ses dépenses
excessives. *ib.* Il se sert de divers moyens
illégitimes pour avoir de l'argent. 262.
Il rend Brest & Cherbourg. *ibid.* On en
murmure. *ibid.* Il en est repris par le Duc
de Glocester. *ibid.* Il publie une pro-
clamation pour apaiser le Peuple. 263.
Il fait arrêter les Comtes d'Arundel &
de Warwick. *ibid.* Il convoque les
Pairs sur ce sujet. *ibid.* Il prend ses me-
sures pour avoir un Parlement à sa dé-
votion. *ibid.* Il fait tuer le Comte d'A-
rundel , & relegue le Comte de War-
wick. 264. Il gratifie plusieurs Sei-
gneurs. 265. Il ajourne le Parlement
à Shrewsbury. *ibid.* Il érige Chester
en Principauté. *ibid.* Il vit dans une
trompeuse sécurité. 266. Il empêche
le combat des Ducs de Héréford & de
Norfolck & les bannit tous deux. 267.
Ses violences. 268. Il se prépare au
voyage d'Irlande. 269. Il extorque
Hhh ij de

de grandes sommes de ses Sujets. *ibid.*
 Il déclare Traître le Comte de Northumberland. *ibid.* Il laisse la Régence au Duc d'Yorck. *ibid.* Il remporte quelques avantages sur les Rebelles. *ib.*
 Conspiration contre lui en Angleterre. *ibid.* Il ne peut en apprendre des nouvelles. 272. Il ne sait quel parti prendre. *ibid.* Il s'enferme dans le Château de Conway. 273. Il est abandonné de tout le monde. *ibid.* Il offre de resigner la Couronne. *ibid.* Il a une entrevue avec le Duc de Héréford. *ibid.* Il est enfermé à la Tour. *ibid.* Il est déposé. 275. Fin de son Regne. 277. Sa mort tragique. 313
 Richard, neveu du Duc d'Yorck lui succède. 382
 Robert, (Mort de) Roi d'Ecosse. 337
 Robert Knolles, sa mort. 338
 Roger de Lauria. 15
 Rokeby, (Thomas) leve des Troupes contre le Comte de Northumberland. 340

S.

S Alique. (Dissertation sur la Loi) 210
 Salisbury. (Le Comte de) 309. Est décapité. 312
 Sautre, (Guillaume) Lollard, est brûlé vif. 318
 Schisme dans l'Eglise; son origine. 230
 Schisme. (Histoire abrégée du) 341
 Schismes desavantageux à la Cour de Rome. 281
 Schismes de Jean XXII, de Nicolas V. d'Urbain VI. & de Clément VII. 293. & *suiv.*
 Scot. (Jean) 295
 Scrop. (Richard) Archevêque d'Yorck, conspire contre Henri IV. 331. Il est arrêté & décapité. 333
 Sentence contre les meurtriers du Duc de Bourgogne. 414
 Serlow, quel est cet homme. 327
 Siège d'Aiguillon fort mémorable. 161
 Sigismund (L'Empereur) arrive en France. 384. Passe en Angleterre. *ibid.* Il fait consentir les deux Rois à une Trêve. *ibid.* & *suiv.* Il traite avec Henri. 388
 Soulèvement dans les Provinces de Kent

& d'Essex, & dans d'autres Provinces. 236. & *suiv.*

Spencer, (Hugues) nouveau Favori du Roi. 94. Il abuse de sa faveur. 95. Il est banni avec son pere par le Parlement. 96. Ils sont tous deux rappelés. 97. Ils se rendent odieux. 99. Ont un grand pouvoir. 100. Ils persécutent leurs ennemis. *ibid.* Ils attaquent l'Evêque de Héréford, & trouvent de l'opposition. *ibid.* & *suiv.* Ils chagrinent Isabelle. 102. Spencer le pere est laissé à Bristol, & pendu dans la même Ville par l'ordre de la Reine. 111. Spencer le fils est pendu à Londres. 112
 Spencer, (Henri) Evêque de Norwick, défait les Révoltez de Kent & d'Essex. 240
 Spencers, (Les) leur élévation. 95
 Stapleton, Evêque d'Exceter est décapité à Londres. 111
 Stapleton. (Walter) 295
 Statut rigoureux contre les Provisseurs. 157
 Statut contre les Bénéficiers étrangers. 233
 Statut sur les affaires de l'Eglise contre les Hérétiques. 317
 Statut contre les Provisseurs renouvelé. 358
 Statut de Main-Morte contre les Provisseurs. 282
 Statut de *Premunire*. 282
 Statuts de Westminster, de Main-Morte, de *quo Warranto*, 5. & *suiv.* Dont le Roi Edoüard I. fait mauvais usage contre la Cour de Rome. 73
 Statuts contre les Elections frauduleuses des Députés au Parlement. 354
 Statuts contre les Lollards. 365
 Staw (Jean) Prêtre, anime les Révoltez conduits par Wat-Tyler. 236
 Sterlyn (La Ville de) est assiégée par Robert Brus. 89. Elle capitule. *ibid.*
 Stuart (Robert) assiège & prend Perth en 1339. 155. & *suiv.* Il se rend Maître de Sterlyn en 1340. 156
 Stuart, (Robert) Roi d'Ecosse. 202. Il s'allie avec la France. *ibid.* Sa mort. 237
 Suffolck. (Michel de la Pole, Comte de) 249
 Surrey (Le Comte de) est défait. 8
 Surrey (Le Duc de) entre dans une conspiration. 309. Il est décapité. 312
 Synodes

Synodes de Lamberti , d'Excéter , de
Londres & de Magfield. 292. & *suiv.*

T.

T able Ronde. (Chevalier de la)	158
Templiers; abolition de cet Ordre.	115
Tournois à Windsor. 158. Dessein de ces	
Tournois. 159. Autre au même en-	
droit. 178. Tournois à Smith-field.	205
Trail-Bâton, Commission ainsi nommée	
pour punir les malversations.	70
Traité de Paix entre la France & l'Angle-	
terre.	68
Traité de Paix entre l'Angleterre & l'E-	
cosse.	124
Traité (Nouveau) entre l'Angleterre &	
la France.	130
Traité de Bretagne fameux.	181
Traité entre Henri IV. & les Orléannois.	347
Traité entre Sigismond & Henri V.	388
Traité entre Henri V. & le Duc de Bour-	
gogne.	409
Traité de Troye.	410
Trêve de l'Angleterre avec la France.	68
Trêve de deux ans entre l'Angleterre &	
l'Ecosse.	93. & <i>suiv.</i>
Trêve conclue entre Philippe & Edoüard	
III.	151
Trêve (Autre) entre Edoüard III, Phi-	
lippe de Valois & leurs Alliez.	155
Trêve entre Charles V. & Edoüard III.	204
Trêve avec les Ecossois.	234
Trêve avec la France. 257. De vingt-huit	
ans avec la même.	261
Trêve avec la Bretagne.	342
Trêve avec la France prolongée.	344
Trêve (Autre) avec la France.	358
Trêve (Autre) entre la France & l'An-	
gleterre.	390
Trêve avec l'Anjou, la Bretagne & le	
Maine.	396
Trêve entre Henri V. & le Dauphin Char-	
les.	402
Trevisa. (Jean)	296
Trialogus, Livre de Wiclef.	291
Troye. (Jean de)	356
Trussel, Juge.	113

V.

W alleys (Guillaume) fait soulever	
les Ecossois. 61. Il chasse les An-	
glois d'Ecosse. <i>ibid.</i> Il est déclaré Ré-	
gent par l'Armée. <i>ibid.</i> Il rend les Sei-	
gneurs jaloux. 62. Il tient conférence	
avec Robert Brus. 63. Il se démet de la	
Régence. <i>ibid.</i> Sa fin tragique.	69
Valois, (Charles Comte de) Roi d'Ar-	
ragon.	18
Warranto. (Statut de quo)	7
Warren, (Comte de) son hardiesse.	7
Warwick, (Le Comte de) appelé le	
Sanglier des Ardennes, par qui.	81
Wat-Tyler. (Révolte de) 235. Signifi-	
cation de ce mot. 236. Il se met à la	
tête de cent mille hommes. <i>ibid.</i> Il re-	
jette les offres du Roi, & a une confé-	
rence avec lui. 238. Son insolence. <i>ibid.</i>	
Il est tué par le Maire de Londres. <i>ibid.</i>	
Vaurus (Denis & le Bâtard de)	421
Vaurus. (Arbre de)	421
Vêpres Siciliennes.	15
Westminster. (Statut de)	5
Westminster, (L'Abbé de) Chef d'une	
conspiration. 309. Meurt.	313
Westmorland. (Le Comte de)	333
Wiclef; troubles à son occasion. 207. Il	
explique ses sentimens au sujet de l'Eu-	
charistie. 208. Il publie sa Doctrine.	
285. Il trouve des Partisans, entr'au-	
tres le Duc de Lancastre & le Comte	
Maréchal. 287. Il est laissé en repos, a	
beaucoup de Sectateurs. 288. Il est ci-	
té par l'Archevêque de Cantorbéri,	
qui n'ose le pousser. <i>ibid.</i> Il demeure	
tranquille dans sa Cure. 289. Ses opi-	
nions sont condamnées par un Synode.	
<i>ibid.</i> Le nombre de ses Sectateurs s'aug-	
mente. <i>ibid.</i>	
Wenceslas, Empereur.	307
Wicleffites; leurs justifications. 242. Ils	
se séparent de l'Eglise.	289
Victoires, (Trois) remportées par les	
Ecossois dans un jour.	67
Wikam, (Guillaume) Evêque de Win-	
chester.	352
Wilford. (Guillaume)	327
Willingthon, (Richard) Maire de Lon-	
dres.	352
Winchelfey. (Robert)	294
Winchester (L'Evêque de) fait la Céré-	
monie	kkk iij

monie du Couronnement du Roi. 79
 Wironfosse. 147
 Woodstock, (Thomas de) Comte de Buckingham. 227
 Worcester (Le Comte de) est décapité. 326
 Urbain VI. publie une Croisade contre Clément VII. 343. L'Evêque de Norwich en est le Général. *ibid.* Les Anglois s'y engagent avec ardeur. *ibid.*

Y.

Yorck, (Edoüard) Comte de Cambridge & Duc d'Yorck. 249. Il quitte la Cour. 162. Il est laissé Régent en Angleterre par Richard II. 269. Il tâche de prévenir la Révolte générale. 270. Il se joint à Henri de Lencastre, Duc de Héréford. 271. Sa mort. 319
 Yorck, (Le Duc d') tué à la Bataille d'Azincourt. 381

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME.

